
3 1761 04220 7217

L'INTERNATIONALE

DOCUMENTS ET SOUVENIRS (1864-1878)

Tome III

DU MÊME AUTEUR :

L'Internationale, Documents et Souvenirs (1864-1878). — TOME I (1864-1870) : PREMIÈRE PARTIE. *Avant la Fédération romande* : DEUXIÈME PARTIE. *La Fédération romande*. Avec un portrait de Constant Meuron. Un volume grand in-8° de x-304 pages.

Prix : 4 fr. 50.

L'Internationale, Documents et Souvenirs (1864-1878). — TOME II (1870-1872) : TROISIÈME PARTIE, *La Scission* ; QUATRIÈME PARTIE. *La Fédération jurassienne, Première période*. Avec un portrait de Michel Bakounine. Un volume grand in-8° de XII-356 pages.

Prix : 6 francs.

Etudes révolutionnaires, PREMIÈRE SÉRIE. Principaux chapitres : *Le vandalisme de Chaumette ; La déesse de la Liberté à Notre-Dame ; Un mot légendaire : « La République n'a pas besoin de savants » ; Fragonard et la Terreur ; Le berger Daubenton : encore une légende contre-révolutionnaire ; Le Saint-Suaire de Besançon ; L'hymne à l'Etre-suprême à la fête du 20 prairial an II ; Les sextiles de l'ère républicaine ; Lavoisier anti-clérical et révolutionnaire ; Les quatre Déclarations des droits de l'homme de 1793*, etc. Un volume in-12, de VI-400 pages, avec deux fac-similé et un portrait de Robespierre par Fragonard.

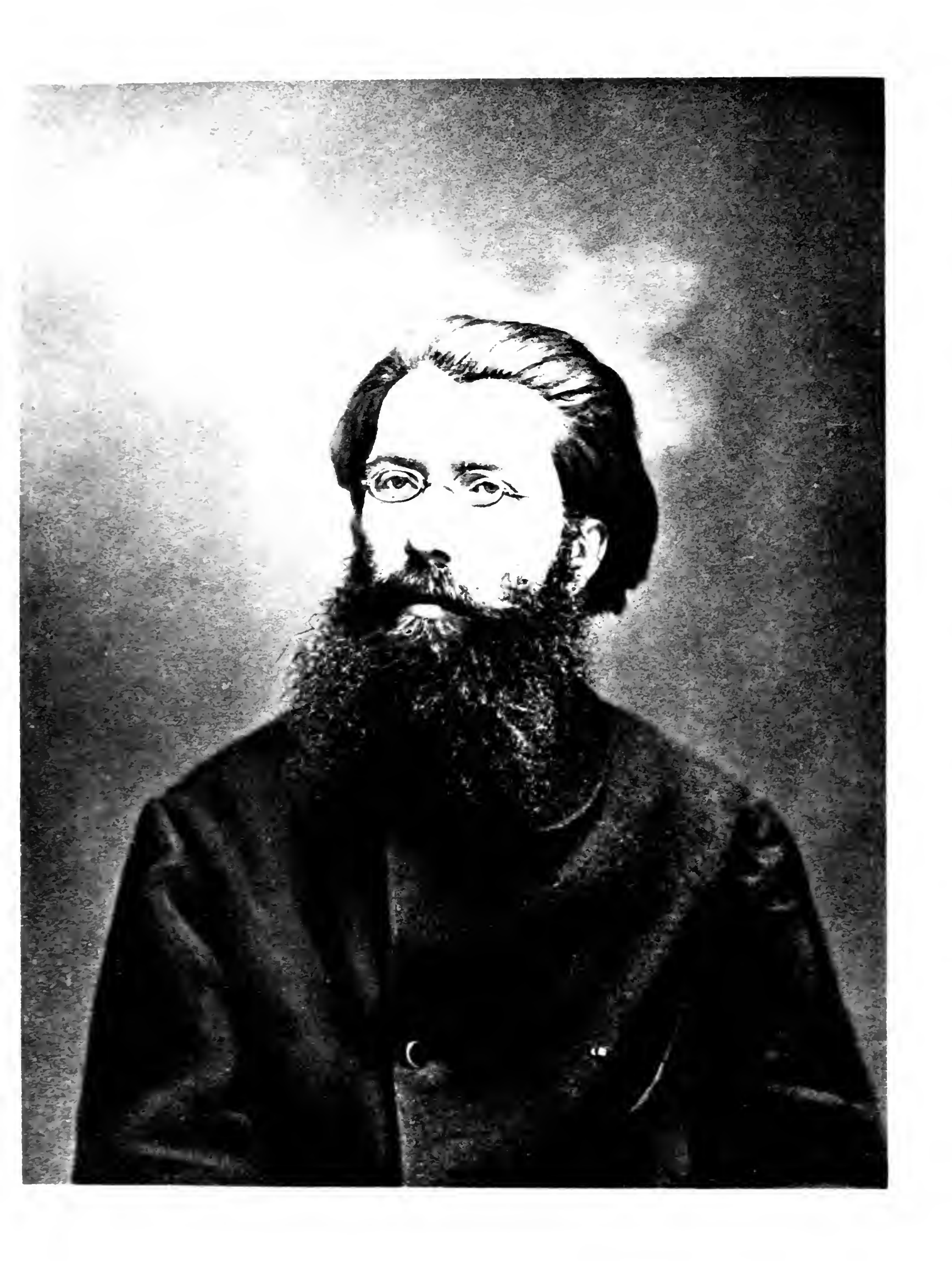
Prix : 3 fr. 50.

Etudes révolutionnaires, DEUXIÈME SÉRIE. Principaux chapitres : *Le chevalier Pawlet et l'Ecole des orphelins militaires ; La liberté des cultes et le Comité d'instruction publique en l'an II ; Le personnel du Comité de salut public ; Le personnel du Comité de sûreté générale ; Grégoire et le vandalisme ; Pestalozzi citoyen français*). Un volume in-12, avec un portrait du chevalier Pawlet et un portrait de Pestalozzi.

Prix : 3 fr. 50.

SOUS PRESSE :

L'Internationale, Documents et Souvenirs (1864-1878). — TOME IV (1876-1878) : SIXIÈME ET DERNIÈRE PARTIE. *La Fédération jurassienne, Troisième période*. Avec un portrait d'Adhémar Schwitzguébel.



CARLO CAFIERO

1878

L'INTERNATIONALE

Documents et Souvenirs (1864-1878)

PAR

James GUILLAUME

TOME TROISIÈME

Avec un portrait de Carlo Cafiero

PARIS. — Ier
P.-V. STOCK, ÉDITEUR
(Ancienne Librairie TRESSE & STOCK)
155, RUE SAINT-HONORÉ, 155
Devant le Théâtre-Français

1909

AVANT-PROPOS

J'avais cru pouvoir faire tenir en un seul volume ce que j'avais à dire des événements de la période qui commence au lendemain du Congrès de la Haye (septembre 1872) pour s'achever au printemps de 1878 avec la disparition du *Bulletin* de la Fédération jurassienne : mais j'ai dû constater que ce serait chose impossible, à moins d'écourter de façon regrettable un récit qui ne vaut guère que par le détail, et dans lequel je me suis interdit à dessein les généralisations. Il fallait, entre autres, rapporter complètement et sans réticences ce que je sais des actes et des pensées de Bakounine dans les quatre dernières années de sa vie. Il fallait faire pénétrer le lecteur dans la vie intime des militants de la Fédération jurassienne, par de nombreuses citations de leur correspondance. Il fallait enfin faire connaître au public de langue française les édifiantes révélations contenues dans la correspondance de Sorge parue en 1906 (*Briefe und Auszüge aus Briefen von Joh. Phil. Becker, Jos. Dietzgen, Friedrich Engels, Karl Marx u. A. an F. A. Sorge und Andere*), qui éclaire, par les aveux les plus cyniques et les plus inattendus, tout le complot de la coterie marxiste ; et profiter des renseignements fournis par quelques autres publications récentes, comme les récits de Mme A. Bauler sur Bakounine (*Byloé*, juillet 1907), les lettres de Marx à un ami russe, M. Nicolas ...on, relatives à la pièce secrète sur laquelle fut échafaudée l'accusation d'escroquerie lancée contre Bakounine à la Haye (*Minouvchié Gody*, janvier 1908), etc. Au dernier moment, j'ai pu donner encore, dans un Appendice, la lettre de Lioubavine à Marx du 8/20 août 1872, publiée par Ed. Bernstein dans le numéro de novembre 1908 de *Minouvchié Gody*.

En conséquence, au lieu d'un troisième et dernier volume achevant l'ouvrage, et contenant les deux dernières parties de mon

travail, j'ai dû me décider à faire deux volumes : un tome III, que voici, comprenant la Cinquième partie : *La Fédération jurassienne. Deuxième période, septembre 1872 — mars 1876* ; et un tome IV, qui renfermera la Sixième et dernière partie : *La Fédération jurassienne. Troisième période, mars 1876 — mai 1878.*

Cela me permettait de donner aux lecteurs un portrait de plus. J'ai choisi celui de notre cher et regretté Carlo Cafiero, et l'ai placé en tête du présent volume : c'est la reproduction d'une photographie faite en 1878, après l'acquittement des accusés du procès de Bénévent, photographie que je dois à l'amitié de Mme Olympia Cafiero-Koutouzof. — Le portrait d'Adhémar Schwitzguébel sera placé en tête du tome IV et dernier.

Le tome IV est entièrement rédigé, et sa publication ne tardera pas.

J. G.

TABLE DES MATIÈRES DU TOME TROISIÈME

CINQUIÈME PARTIE

La Fédération jurassienne : deuxième période (Septembre 1872-Mars 1876).

au Conseil national suisse : la Section de Moutier prend part à la campagne électorale, et se prononce pour les résolutions de la Haye en matière politique ; toutes les autres sections de la Fédération jurassienne adhèrent aux résolutions du Congrès international de Saint-Imier ; l'*Almanach du Peuple pour 1873*, avec un article de Jules Guesde sur le suffrage universel, 39-40. Le Conseil général de New York met la Fédération jurassienne en demeure de rétracter les résolutions de son Congrès du 15 septembre, dans un délai de [illegible] jours (8 novembre), 40-42 : circulaire du Comité fédéral jurassien à toutes les Fédérations de l'Internationale, pour faire appel à leur solidarité [illegible], 42-43. — En Amérique : Le Conseil fédéral de Spring Street [illegible] vouloir ignorer les élus du Congrès de la Haye (octobre) ; il donne son adhésion au pacte de solidarité de Saint-Imier (19 janvier 1873), 43. — En Italie : La *Rivoluzione sociale* (imprimée à Neuchâtel, octobre) ; les Sections italiennes refusent de participer à une manifestation en faveur du suffrage universel ; la Commission italienne de correspondance envoie au Comité fédéral jurassien l'assurance de la solidarité de l'Internationale italienne (décembre), 47-44. — En Belgique : Congrès régional belge à Bruxelles (25 et 26 décembre) : le Congrès repousse les résolutions de la Haye, et adhère au pacte fédératif autonome entre les fédérations régionales : il réorganise le Conseil fédéral belge, 44-46. — En Espagne : Congrès régional espagnol à Cordoue (25-30 décembre) ; approbation du pacte de solidarité de Saint-Imier ; le Conseil fédéral espagnol est transformé en une Commission de correspondance, qui est placée à Alcoy ; création du *Boletin de la Federacion española*, 46-47. — En Angleterre : Congrès de la Fédération anglaise à Londres (26 janvier 1873) : révélations de Jung et d'Eccarius ; le Congrès repousse les résolutions de la Haye et son représentant le soi-disant Conseil général de New York ; lettre de Marx à Bolte (12 février), 47-51. — Bakounine rentre à Locarno (22 octobre) ; manuscrit inachevé faisant suite à *L'Empire knouto-germanique* (4 novembre-11 décembre). Extradition de Netchaïef (26 octobre) ; les papiers enlevés par Netchaïef recouvrés par Ross (novembre) ; rupture avec Pierre Lavrof (décembre) ; lettre de Nicolas Sokolof à Ogaref (2 janvier 1873), 52-54. Cafiero, Fanelli, Palladino à Locarno (novembre et décembre) ; mort de Vincenzo Pezza à Naples, (8 janvier 1873), ses funérailles, 54-55.

III. — *De janvier à juin 1873.* — Le Conseil général de New York prononce la suspension de la Fédération jurassienne (5 janvier 1873) ; réponse du *Bulletin* (9 février), 55-56 : la Fédération hollandaise, la seule qui ne se fût pas encore prononcée, déclare ne pas accepter la suspension de la Fédération jurassienne (14 février), 57 : lettre de la Commission fédérale espagnole au Conseil général (22 février), 58 ; lettres d'Engels et de Marx reprochant au Conseil général de n'avoir prononcé que la *suspension*, tandis qu'il eût dû prononcer l'*expulsion* de la Fédération jurassienne et de toutes les fédérations rebelles, 58-59. — En Espagne : Tentative des marxistes pour créer à Valencia un Conseil fédéral dissident (janvier 1873) ; ce Conseil se dissout au bout de deux mois, et la *Emancipacion* cesse de paraître, 59-60 ; proclamation de la République (11 février), et article du *Bulletin* sur la situation politique, 60-61. — En France : Procès de Toulouse (10-28 mars), lettre de Guesde, Dentraygues reconnu mouchard, 61-63 ; procès de Paris (10 mars), article du *Bulletin*, Van Heddeghem se démasque comme un ennemi de l'Internationale ; Engels, dans ses lettres, déclare que Van Heddeghem est un espion, et l'était déjà à la Haye, mais que Dentraygues ne l'est pas, 63-65. — Lettre du Conseil fédéral de Spring Street (2 février), 66. — En Italie : Congrès régional convoqué à Mirandola pour le 15 mars, tenu à Bologne du 15 au 18 : la Fédération italienne refuse de reconnaître les décisions de la Haye, et adhère au pacte de Saint-Imier ; Terzaghi est expulsé comme agent de la police. Nombreuses arrestations, non suivies de procès, 66-67. — En Suisse : La situation à Genève, décadence du Temple-Unique, brochure de F. Candaux, grève des bijoutiers, 67-68. Congrès de la Fédération

tionales de métier. Congrès régional belge à Anvers (15 et 16 août), **91-92.** — En Hollande : Propagande politicienne de Rademacher : elle n'a pas d'écho. Lettre de Gerhard : Congrès d'Amsterdam (10 août), nomination d'un délégué par le Congrès général, 92-93. — En Angleterre : Le Conseil fédéral anglais se prépare à envoyer des délégués au Congrès général, 93. — Allemagne, Autriche, Suisse allemande : Lettres d'Engels et de Becker, constatant la désorganisation du parti marxiste dans ces pays, 93-94. — Publications de la jeunesse russe des « bakounistes » de Zürich en 1873 ; conflit entre Ross et plusieurs autres membres du groupe ; Bakounine intervient vainement ; il prend parti pour Ross, 94-97. — En Italie : Progrès de l'Internationale ; Congrès provinciaux, 96. Plan formé par Cafiero et Bakounine : achat de la Baronata près Locarno ; extraits d'un Mémoire justificatif de Bakounine (écrit les 28 et 29 juillet 1874), 96-101 ; extrait des *Souvenirs* de Débagori-Mokriévitch, 101-102. — Dans le Jura : Le *Bulletin* agrandi et hebdomadaire (1er juillet), 102-103. Article sur l'appropriation des machines par les sociétés ouvrières, 103-104. Assemblée d'Undervelier (3 août), et résolutions adoptées sur l'organisation ouvrière, la propagande, et la politique, 104-106. Enumération des groupes formant la Fédération jurassienne en août 1873, 106. Article du *Bulletin* à la veille du Congrès général (31 août), 106-108.

V. — *Le sixième Congrès général de l'Internationale, à Genève (1er-6 septembre 1873).* — Arrivée des délégations, liste des délégués, 108-111. Rapports des Fédérations, nomination des commissions (1er septembre), 111-113. Question de la revision des statuts généraux (2, 3 et 4 septembre), 113-116, 119-120, 121-128 ; texte des statuts généraux revisés, 128-130. Question de la grève générale, discutée en séances privées (3 et 4 septembre), 116-118, 120-121. Question de la statistique du travail (4 et 5 septembre), 130, 132. Télégramme de sympathie des lassalliens de Berlin (3 septembre). Déclaration de solidarité avec tous les travailleurs, quelle que soit l'organisation à laquelle ils appartiennent (5 septembre), 132, 133. Résolution relative à l'organisation par fédérations du même métier et au groupement des fédérations d'une même industrie dans une Union de métiers (5 septembre), 132-134. Questions et résolutions diverses, 113, 116, 132, 134. Meeting destiné aux ouvriers genevois (jeudi soir 5 septembre), 130-132. — Le Congrès marxiste (8-13 septembre). Personne ne s'y rend de New York ni de Londres ; pour éviter de n'avoir que des délégués genevois, qui voudraient placer le Conseil général à Genève, J.-Ph. Becker fabrique des délégués auxquels il délivre des mandats autrichiens écrits par Oberwinder, 134-136. Articles du *Bulletin* sur ce pseudo-Congrès, 136. Le fiasco du Congrès est reconnu par Marx lui-même ; lettres de Marx, Becker et Engels à Sorge, et appréciation de Jaeckh, 136-138. Terzaghi recommandé à Sorge par Becker, 139. *L'Union des travailleurs*, Jules Nostag et Gustave Bazin, 139. Fin du Conseil général de New York et de l'Internationale marxiste : désaveu du Congrès marxiste de Genève par Sorge et par un Congrès marxiste tenu à Philadelphie (avril 1874) ; retraite de Sorge (août 1874) et lettre d'Engels (12 septembre 1874) ; rupture finale de Marx et d'Engels avec la plupart de leurs affidés de l'ancien Conseil général de Londres, 139-141. — Bakounine à Berne, en septembre et au commencement d'octobre. Ma visite chez Adolphe Vogt. Consommation de la rupture entre Bakounine et le groupe de Holstein, Œlsnitz et Ralli, ensuite de la publication par ceux-ci du programme théorique de l'organisation secrète dont ils avaient fait partie. Bakounine leur rembourse l'argent qu'il avait reçu d'eux, 141-142. Lettre de Bakounine au *Journal de Genève*, publiée dans le numéro du 25 septembre, par laquelle il annonce qu'il est dégoûté de la vie publique et qu'il se retire de la lice, 143-144. Autre lettre de Bakounine, publiée dans le *Bulletin* du 12 octobre, par laquelle il fait ses adieux à la Fédération jurassienne en quittant la vie publique, après le triomphe du principe d'autonomie dans l'Internationale et la ruine définitive de la dictature de Marx, 145-147. — Le pamphlet d'Engels, Lafargue et Marx : *L'Alliance de la démocratie socialiste* ; personne ne lit cette brochure ; lettre

l'*Arbeiterbund* demande pour son second congrès la salle du Grand-Conseil genevois, qu'il n'obtient pas, 179 : conflit à Genève (avril), 180 ; Congrès de la Fédération jurassienne à la Chaux-de-Fonds (25-27 avril) ; le Comité fédéral est placé à la Chaux-de-Fonds, le *Bulletin* reste au Locle, 180-181. — Suite de l'histoire de la Baronata, d'octobre 1873 à mai 1874 ; extraits du Mémoire justificatif de Bakounine ; Pindy à la Baronata (décembre 1873) ; en janvier 1874, Pindy et moi, allant à la Baronata, sommes retenus à Bellinzona par L. Nabruzzi ; lettre que m'écrit Bakounine au printemps de 1874 ; départ de Cafiero pour Pétersbourg (juin), où il épouse Olympia Koutouzof ; Ross à Londres, de la fin de 1873 à juin 1874, 181-187.

VIII. — *D'avril 1874 au septième Congrès général à Bruxelles, 7 septembre 1874.* — En Espagne : L'Internationale vit toujours, les persécutions continuent ; le journal *las Represalias* : Congrès annuel (clandestin) de la Fédération espagnole à Madrid (25 juin), 187-188. — En Italie : Agitation, persécutions ; un mouvement insurrectionnel se prépare, 188-189. — En France : Chute du ministère de Broglie : manifeste des blanquistes de Londres et article du *Bulletin* (12 juillet) ; les déportés, 189-191. — En Belgique : Congrès de la Fédération belge à Liège (25 mai) ; autre Congrès à Gand (15 août), 191. — En Allemagne : Congrès annuel des lassalliens à Hanovre (25 mai) ; perquisitions chez Hasenclever (8 juin) ; il transfère le siège de l'Association lassalienne de Berlin à Brême ; le tribunal de Berlin prononce la fermeture de l'Association (24 juin) ; persécutions contre les socialistes des deux fractions ; l'Alsace, 191-192. — En Autriche : Arrestation d'Andreas Scheu (juin), 192. — En Angleterre : Grèves nombreuses ; grève des travailleurs agricoles, couronnée de succès (août), 192. — Aux Etats-Unis : Le *Bulletin de l'Union républicaine de langue française*, la Section de langue française de l'Internationale à New York, 192. — En Suisse : Grève des charpentiers et menuisiers à la Chaux-de-Fonds (mai-juillet) : grèves des menuisiers de Genève, des charpentiers de Lausanne ; articles de Schwitzguébel, dans le *Bulletin*, sur les fédérations de métier (24 mai) et la tactique des grèves (22 et 29 juin), 192-194 : Congrès de la Fédération des graveurs et guillocheurs (17-19 mai), de la Fédération des monteurs de boites, 194-195 ; Congrès de l'*Arbeiterbund* à Winterthour (25 mai) ; observations du *Bulletin*, recommandant la conquête de la journée de dix heures par « l'effort direct » des ouvriers (14 juin), 195 : reconstitution des Sections du Locle, de Porrentruy, de Vevey (juin, juillet, août) ; la Section de propagande de Genève se retire de la Fédération jurassienne (juillet), 195-196. Réunions de Fontaines (5 juillet) et de Saint-Imier (9 août), 196-197. Le *Social-demokratisches Bülletin* (24 mai) ; la *Commune*, ou la *Revue socialiste*, à Genève (20 avril-20 novembre), 197. Préparation au Congrès général de Bruxelles ; rédaction des mandats des Sections jurassiennes (juillet-août) ; Schwitzguébel élu délégué, 197-198. Cafiero à Neuchâtel (1er septembre), traduction d'une adresse italienne au Congrès de Bruxelles, 198.

La crise de la Baronata : arrivée de Ross (juin), retour de Russie de Cafiero et de sa femme (commencement de juillet) : Cafiero se rend à Barletta, et y constate qu'il est ruiné : arrivée à la Baronata de Mme Bakounine, de ses enfants et de son père (13 juillet), retour de Cafiero le même jour ; Cafiero déclare qu'il n'a plus d'argent à dépenser pour la Baronata (15 juillet) : Bakounine signe un acte de renonciation à la propriété de la Baronata, (25 juillet), et se décide à partir en secret pour Bologne, 198-200. — Préparatifs faits, en juin et juillet, pour un mouvement insurrectionnel en Italie, 200-201. Départ de Bakounine de Locarno (27 juillet) ; il s'arrête deux jours à Splügen, où il écrit un Mémoire justificatif ; nouveaux extraits de ce Mémoire ; Bakounine arrive à Bologne le 30, 201-204. — Proposition d'une action commune de l'Internationale et des mazziniens ; arrestation de 28 mazziniens à la villa Ruffi (2 août) ; arrestation de Costa (5 août) : troisième bulletin du *Comitato italiano per la Rivoluzione sociale* (7 août), tentative manquée d'insurrection à Bologne (nuit du 7 au 8 août), nombreuses arrestations.

condamnation de dix internationaux (8 mai), 258-259. — En France : vote de l'amendement Wallon (30 janvier); rapport Savary, accusation de bonapartisme. Les procès contre les communards (25 février); manœuvres du parti clérical. Le vicomte de Melun : nouvelles de la Nouvelle-Calédonie; le mouvement ouvrier à Paris, 259-262. — En Belgique : Fin de la grève de Charleroi ; Congrès régional à Jemappes (16 et 17 mai) ; fête socialiste à Anvers (16 mai), 262-263. — En Hollande : Lettre de Gerhard, *Bulletin* du 14 mars, 263. — En Angleterre : Commencement d'une correspondance envoyée régulièrement au *Bulletin* par Paul Robin; Congrès annuel des Trade Unions à Liverpool (janvier) : grand *lock out* dans le Pays de Galles ; procès de cinq ébénistes à Londres (mai), 263-264. — En Amérique : Lettres de Boston sur l'introduction de travailleurs chinois dans les fabriques d'horlogerie : meeting à New York pour protester contre le *Conspiracy Bill* (10 mars) ; grèves de mineurs en Pensylvanie. Une circulaire du soi-disant Conseil général de New York convoque une Conférence de délégués de l'Internationale à Philadelphie, pour juillet 1876 : lettre d'Engels à ce sujet (13 août 1875), 264-266. — En Allemagne : L'union des deux fractions du parti socialiste : projet de programme commun (mars); mécontentement des marxistes, lettre de Bracke à Sorge (avril). Mort du poète Herwegh (7 avril) et de Moritz Hess. Congrès de Gotha (23-27 mai), dissolution de l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*: critique du programme d'union par Marx, appréciation de Franz Mehring, 266-269. — En Alsace : Lettres de Weiss et d'Avrial, 269-270. — En Autriche : Congrès socialiste à Marchegg (16 mai), dissous par la police, 270. — En Russie : Mouvement de propagande et d'organisation socialiste, de 1873 à 1875 ; le « cercle de Tchaïkovsky » ; persécutions, arrestations, déportations ; arrestation de Pierre Kropotkine (avril 1874) ; lettres de B. Zaytsef au *Bulletin* ; circulaire secrète du comte Pahlen (7-19 janvier 1875), reproduite par le *Bulletin* en mai, 270-271. — Arrestations en Serbie, 271. — En Suisse : Agrandissement du *Bulletin,* fête familière à Neuchâtel (2 janvier 1875), 271-272. Constitution du Bureau fédéral international, placé au Locle (24 janvier), 272. Au Val de Saint-Imier, progrès de la Fédération ouvrière (janvier-avril), 272-273. Sections de la Fédération jurassienne fondées à Fribourg et à Zürich (février), 273. Anniversaires du 1er mars et du 18 mars, 273. Reconstitution d'une Section de la Fédération jurassienne à Moutier (mars), 273. Indications sur le mouvement à Vevey, Fribourg, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Berne, 273-275. Le *Grütli* à Saint-Imier, réponse du *Bulletin*, 275. Congrès de l'*Arbeiterbund* à Bâle (15-17 mai), 275. Quelques articles du *Bulletin* : Sur le projet de loi sur les fabriques, 275-277 ; critique du programme Bleuler-Hausheer, 277-278; sur la coopération de production, qui doit « sauver le capital », 278 ; sur le programme du nouveau parti socialiste d'Allemagne, 278-280 ; sur la conquête électorale des municipalités, 280-281 ; à propos de quelques observations de la *Revista social*, 281-282 ; les « Variétés » du *Bulletin*, 282 ; la *Nouvelle Géographie universelle* d'Elisée Reclus, 282-283. Dernières années et mort de la veuve de Constant Meuron, 283. — Bakounine à Lugano (suite) : Détresse financière momentanément conjurée ; lettre écrite par Bakounine à Elisée Reclus (15 février 1875); il achète à crédit une villa et un terrain (mars), et se propose de devenir horticulteur ; il obtient un permis de séjour (mai). Cafiero toujours à la Baronata ; il fait un voyage en Italie au printemps de 1875 ; Ross quitte Londres pour Paris (avril), 283-287.

XII. — *De juin à septembre 1875.* — En Espagne : Correspondances de Farga ; la Fédération espagnole propose la suppression du Congrès général de 1875, 287-288. — En Portugal : *O Protesto*, 288. — En Italie : Procès de Florence (19 juin-30 août) ; condamnation des accusés de Rome cassée (août) ; procès de Trani (août), 288-289. — En France : Préparatifs pour l'envoi d'une délégation ouvrière à l'Exposition de Philadelphie ; lettres de Nouvelle-Calédonie, 289. — En Belgique : Grèves dans le Borinage, dans le bassin de Seraing ; Chambre du travail formée à Bruxelles ; Congrès de la fédération

[illegible] par la *Tagwacht* (novembre) ; lettre énergique d'un membre [illegible] l'*Arbeiterbund*, 308-309 ; incident de Wohlen (12 décembre), [illegible] du projet de loi sur les fabriques, 309. Nos sections : réunion [illegible] Bienne (3 octobre) ; réunion de Berne (30 octobre) ; section formée à [illegible], à Genève, marche rétrograde ; campagne de conférences, [illegible] publication de la seconde série des *Esquisses historiques* (novembre) ; l'administration du *Bulletin* transférée à la Chaux-de-Fonds (décembre) ; article [illegible] : « Ouvriers, si vous vouliez ! » (26 décembre), 310-312. — [illegible] Lugano : les ouvriers italiens de son entourage, Mazzotti, [illegible] ; il s'installe dans la villa qu'il a achetée (11 décembre), 312-313.

XIV. — *De janvier au milieu de mars 1876*. — En Espagne : Elections aux Cortès (20 janvier 1876), 313. — En Portugal : Article extrait du *Protesto* (janvier), 314. — En Italie : Arrestation de Malon (5 janvier), son expulsion. L'avocat Barbanti devient notre correspondant à Bologne ; Cafiero, qui a quitté Milan pour Rome, recommence ses correspondances régulières ; procès de Livourne et de Massa-Carrara ; l'ouverture du procès de Bologne est fixée au 15 mars, 314. — En France : Fin de la session de l'Assemblée de Versailles, proposition d'amnistie (Alfred Naquet) écartée : campagne électorale ; élection de la Chambre des députés (20 février), 314-315. — En Belgique : Grève de mineurs dans le Centre-Hainaut (janvier) ; Congrès belge extraordinaire (27 février), 315. — En Angleterre : Réunion de l'Union nationale des employeurs, 315. — En Allemagne : Projet d'article punissant les attaques à la famille et à la propriété, repoussé par le Reichstag, 315. — En Russie : Rébellions parmi les paysans, 315. — En Suisse : La Section française de Zürich propose à la Section allemande de cette ville de prendre l'initiative d'une protestation analogue à celle qui a été faite par les ouvriers danois, contre les mauvais traitements infligés aux déportés de la Commune ; le Comité central de l'*Arbeiterbund* se prononce (26 janvier) contre cette proposition, et contre celle de la Fédération des graveurs, 315-316 ; le Comité de l'*Arbeiterbund*, se ravisant, écrit une lettre à l'ambassadeur de France en Suisse (février), 316. Congrès de la Fédération des ouvriers cordonniers à Bienne (2 janvier) ; à cette occasion, articles du *Bulletin* et de la *Tagwacht*, manifestant un désir de rapprochement, 317-318. Dans nos sections : à Fribourg ; section reconstituée à Lausanne (février) ; section de langue française créée à Bâle (mars) ; suite de la campagne de conférences : *Le Radicalisme et le Socialisme*, conférence de Schwitzguébel publiée en brochure ; préparatifs pour la commémoration du 18 mars, 318-319. Le Comité fédéral transféré à Neuchâtel (28 février), l'administration du *Bulletin* transférée à Sonvillier, 319. Les Sections de la Fédération jurassienne, consultées, acceptent que le Bureau fédéral de l'Internationale soit maintenu dans la Fédération jurassienne jusqu'au Congrès général de 1876 : il est placé à la Chaux-de-Fonds ; une souscription est ouverte en faveur des détenus de Bologne ; Cafiero est chargé de la répartition de la souscription en faveur des familles des victimes de Göschenen, 319-320. — A Lugano : La détresse financière de Bakounine continue jusqu'en mars ; il touche un à-compte sur la vente de la coupe de la forêt dont ses frères lui ont cédé le bois comme sa part du patrimoine commun (25 mars) ; visite de Ross à Bakounine (16 mars) : il part pour la Russie. Malon et Mme André Léo à Lugano, 320-322.

Appendice. — Extraits d'un article d'Edouard Bernstein dans *Minouvchié Gody* (lettre de Lioubavine à Marx, du 8/20 août 1872), 323-328.

ERRATA ET ADDENDA

POUR LE TOME Ier :

Page 42. — Supprimer la note 2.

Page 55, ligne 10. — Au lieu de : « résolution », lire : « résolutions ».

Page 76, note 1. ligne 9. — Au lieu de : « du *Progrès* de Locle », lire : « du *Progrès* du Locle ».

Page 260, ligne 5. — Au lieu de : « Y. Z. », lire : « Lioubavine ».

Page 261, ligne 39. — Au lieu de : « il écrivit à l'éditeur Poliakof », lire : « il écrivit à Lioubavine, au commencement de mars ».

Même page, lignes 44-45. — Au lieu de : « ne parvint à la connaissance de Bakounine qu'au mois de mai ou juin 1870 : il l'apprit par Y. Z., qui lui écrivit... », lire : « parvint à la connaissance de Bakounine par une lettre de Lioubavine, qui lui écrivit... »

Même page, note 4. ligne 1. — Au lieu de : « la lettre de Netchaïef à Poliakof », lire : « une copie de la lettre de Netchaïef à Lioubavine ».

Même page, même note, ligne 3. — Au lieu de : « de l'éditeur », lire : « de Lioubavine ».

Pages 278, ligne 6. — Au lieu de : « entre les membres », lire : « entre les mains ».

POUR LE TOME II :

Page 22, ligne 27. — A cet endroit (de même que plus loin, aux pages 101 et 208), j'ai parlé de la brochure *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs* en l'attribuant à Marx seul. On voudra bien rectifier cette erreur, en se reportant à ce qui est dit dans la note 1 de la p. 274 du tome II.

Page 31, ligne 4. — Au lieu de : « Frankel », lire : « Fränkel ». Corriger la même faute partout où elle a été commise.

Page 81. — A la première ligne de la note 1, après les mots : « d'une lettre de Lassalle à Marx », intercaler ceux-ci : « écrite pendant la guerre d'Italie, à un moment où on se demandait si la Prusse se joindrait à l'Autriche contre la France et le Piémont ».

Page 82, ligne 46. — Au lieu de : « entraîner », lire : « déchaîner ».

Page 89, ligne 1. — Au lieu de : « contenue dans », lire : « qu'exprime ».

Page 90, ligne 35. — Au bout de la ligne, mettre un point-virgule au lieu d'une virgule.

Page 96, ligne 41. — Après : « étaient accourus », ajouter : « armés » (entre deux virgules).

Page 98, ligne 33. — Supprimer les mots : « vers trois heures à peu près », ainsi que l'appel de note, et, au bas de la page, la note 4. — Bakounine avait bien écrit, dans le brouillon de sa lettre (qui est conservé et que j'ai vu), les mots « vers trois heures à peu près », mais ensuite il les a biffés, évidemment parce qu'il a reconnu que cette indication d'heure était inexacte.

c'est vers cinq heures et non vers trois heures que son arrestation a dû avoir lieu.

Page 89. — La lettre de Bakounine à Palix a été imprimée d'après une copie fautive. On en trouvera le texte correct au tome IV des *Œuvres* de Bakounine, dans l'Avant-propos du fragment intitulé ***Manuscrit de 114 pages***.

Page 101. — La ligne 4 de la note 3 doit être lue ainsi : « du 2 octobre 1852 (« Sur la révolution et la contre-révolution en Allemagne ») ;... »

Page 103, ligne 15. — Au lieu de : « sa ville natale », lire : « la ville où résidaient ses parents ». — Paul Robin est né à Toulon en 1837.

Page 132, ligne 4. — Au lieu de : « 285 », lire : « 273 ». — Et à la ligne 5, avant les mots : « Je pars demain... », intercaler ceux-ci : « 13 pages, 273-285 inclusivement ».

Page 133. — Remplacer le contenu des lignes 6-8 par ce qui suit : «... sa propriétaire ; il y vit Louguinine, un Russe avec lequel il avait été en relations [1], et qui lui promit d'intervenir activement auprès de ses frères, en Russie, pour lui faire obtenir le paiement de ce qui lui était dû comme sa part de l'héritage paternel ; et il rentra à Locarno le 3 avril, rapportant 200 fr. que lui avaient procurés ses amis Friscia, Mazzoni et Fanelli, et la promesse que Gambuzzi emprunterait pour lui un millier de francs à quelque banquier de Naples ».

Page 155, ligne 24. — Au lieu de : « Souvillier », lire : « Sonvillier ».

Page 174, note 1, ligne 3. — Après : « Quatrième Partie », ajouter : « p. 258, note 1 ».

Page 190, ligne 17. — Au lieu de : « où s'il était », lire : « où il s'était ».

Page 203, note, ligne 5. — Avant : « intitulée », intercaler ces mots : « datée du 24 octobre 1871, et... »

Page 206, lignes 6-7. — Au lieu de : « pages 106-107 », lire : « pages 206-207 ».

Page 237. — Remplacer la note par celle-ci : « Le texte des articles cités ci-après a été emprunté à la nouvelle édition française des statuts faite à Paris par les soins de Robin, au printemps de 1870 ».

Page 269, note 3, ligne 6. — Après : « *aufzutreten* », placer un signe de parenthèse.

Page 276, ligne 2. — Après : « membres du Conseil fédéral », placer les six noms suivants, entre parenthèses : « (F. Mora, José Mesa, Paulino Iglesias, Victor Pagés, Inocente Calleja, Hipolito Pauly) ».

Page 288, ligne 3. — Au lieu de : « inconnu à », lire : « inconnu de ».

Même page, ligne 26. — Après : « à Barcelone », placer un appel de note. Au bas de la page, intercaler la note suivante : « Bakounine s'est trompé d'un an en disant « l'an passé » : le Congrès de Barcelone avait eu lieu en juin 1870. »

Page 289, dernière ligne du texte. — Après : « Conseil fédéral », placer un appel de note. Au bas de de la page, ajouter la note suivante : « Il y a là une erreur de Lafargue. Les deux membres de l'ancien Conseil fédéral que le Congrès de Saragosse élut pour faire partie du nouveau Conseil sont Anselmo Lorenzo et F. Mora (voir p. 276) ; mais Lorenzo n'avait pas été un des six membres expulsés en mars par la Fédération madrilène (il me l'a confirmé lui-même par une lettre écrite le 1er juin 1907). »

Page 320, lignes 2-3. — Supprimer ces mots placés entre parenthèses : « les persécutions politiques lui avaient fait perdre sa place à l'atelier, et il vivait d'un petit commerce de houille ». Il y a dans cette phrase un anachronisme : en 1872, Weiss travaillait encore dans la fabrique de Kœchlin frè-

res ; c'est en août 1875 qu'il fut renvoyé par ses patrons, comme le raconte une lettre écrite par lui et publiée par le *Bulletin de la Fédération jurassienne* du 19 septembre 1875.

Page 327, ligne 21. — Au lieu de : « p. 300 », lire : « p. 343 ».

Page 355, ligne 3. — Après : « dans un faubourg de Paris », placer un appel de note. Au bas de la page, intercaler cette note : « Il habitait alors 17, rue Tournefort, dans le quartier Mouffetard ».

Page 356, ligne 11. — Au lieu de : « à l'attitude lente », lire : à l'allure lourde ».

POUR LE TOME III :

Page 4, note 1, ligne 3. — Au lieu de : « Locles, » lire : « Locle ».

Page 18, ligne 20. — Après le mot « *Kapital* », placer un appel de note. Au bas de la page, ajouter la note suivante : « Comme on le verra dans l'Appendice du présent volume, Marx connaissait dès 1870 l'histoire de la lettre de Netchaïef, et il avait demandé alors à Hermann Lopatine de lui communiquer la copie qu'il possédait de cette pièce, ce que celui-ci refusa de faire. Néanmoins, dans sa lettre du 15 août 1872 à Nicolas ...on (p. 14), Marx, chose singulière, parle comme s'il venait d'apprendre l'existence de ce document. Peut-être Outine ne lui donna-t-il qu'en août 1872 l'idée de s'en servir ? »

Page 30, ligne 6. — A la fin de la ligne, supprimer « que ».

Page 94, ligne 22. — Au lieu de : « *durch der Krieg* ». lire : « *durch den Krieg* ».

Page 99, note 7, ligne 1. — Au lieu de : « mai », lire : « juin ».

Page 102, ligne 6. — Au lieu de : « servît », lire : « servit ».

Page 140, ligne 4. — Au lieu de : « En avril 1874 », lire : « En août 1874 ».

Page 148, ligne 39. — Au lieu de : « *maustod* », lire : « *maustodt* ».

Page 187, lignes 12 et 13. — Au lieu de : « faire acquérir à sa femme », lire : « faire acquérir ainsi à sa femme ».

Page 254, ligne 21. — Au lieu de : « Ludovico », lire : « Lodovico ».

Page 287, ligne 33. — Au lieu de : « leur jurés », lire : « le jugement ».

L'INTERNATIONALE

Documents et Souvenirs

CINQUIÈME PARTIE

LA FÉDÉRATION JURASSIENNE : DEUXIÈME PÉRIODE

(Septembre 1872 — Mars 1876)

I

Le Congrès de Saint-Imier (15-16 septembre 1872).

Sur ce qui se passa à Zürich pendant les jours qui précédèrent le Congrès de Saint-Imier, nous sommes renseignés par le calendrier-journal de Bakounine. Pezza, resté à Zürich auprès de Bakounine, s'était remis de son hémorragie du 26 août ; mais il avait eu une nouvelle crise le 2 septembre, et il se trouva souffrant les jours suivants. Le 5 septembre, arrivèrent à Zürich, venant d'Italie, Fanelli et Nabruzzi, le 7, Malatesta ; le 11, revenant de la Haye par Bruxelles et Bâle, Cafiero, Schwitzguébel et les quatre délégués espagnols, Alerini, Farga, Marselau et Morago ; enfin le 12, Costa, venant d'Italie. Bakounine avait préparé un projet de statuts pour une organisation secrète internationale ; ce projet, discuté le 12, fut adopté le lendemain, et l'organisation secrète, que Bakounine, le 13, désigne dans son journal par la lettre « Y », se trouva fondée. Après quoi, le 14, tout le monde, moins Pezza, malade, partit pour Saint-Imier.

Je copie ce qui suit dans le calendrier-journal :

12. Arrive Costa. Matin et soir lecture et discussion des statuts. — 13. Accepté. Baiser fraternel et serrement de main solennel. Soir, discussion sur le prochain Congrès de Saint-Imier ; Slaves aussi [1]. — 14. Après dîner, départ de tous, aussi Camet [2], Holstein, Roaleff [Ralli], Maroussia

1. Il y avait, on l'a vu, à Zürich une Section slave ; et il existait, depuis le printemps de 1872, une organisation secrète slave dont faisaient partie des Russes et des Serbes.

2. Sur l'ouvrier lyonnais Camille Camet, qui s'était réfugié à Zurich après les événements de 1871, voir t. II, pages 147 et 261.

Mme Pototskaïa], Katioussia [Mlle Hardina], Vakhovskaïa, Loukanina et Bardina, Olga Lioubatovitch, Alexandrova, pour la Chaux-de-fonds. Y trouvons Œlsnitz avec Bouteurline et Pindy. — 15, dimanche. Saint-Imier [1].

C'était, on s'en souvient, sur l'initiative de la Fédération italienne qu'un Congrès international devait se réunir le 15 septembre à Saint-Imier. Il y avait lieu pour la Fédération jurassienne d'examiner si elle se ferait représenter à ce Congrès, puis de décider quelle attitude elle prendrait à l'égard des résolutions votées par la majorité du Congrès de la Haye, et quel mandat elle donnerait, le cas échéant, aux délégués qui la représenteraient au Congrès international de Saint-Imier. En Conséquence, le Comité fédéral jurassien avait convoqué pour le 15 septembre, dans cette même petite ville de Saint-Imier où allait se réunir le Congrès international, un Congrès des délégués de la Fédération jurassienne.

J'emprunte à notre *Bulletin* (numéro double 17-18, des 15 septembre-1er octobre 1872) le compte-rendu de ce Congrès jurassien de Saint-Imier, qui précéda de quelques heures l'ouverture du Congrès international :

Le Congrès jurassien de Saint-Imier.

A la nouvelle des tristes résultats du Congrès de la Haye, le Comité fédéral jurassien crut de son devoir de convoquer immédiatement, à l'extraordinaire, le Congrès de la Fédération jurassienne. Vu le peu de temps qui s'écoula entre la réception de la lettre de convocation et la réunion du Congrès, plusieurs sections ne purent se faire représenter. Néanmoins, le 15 septembre, seize délégués de la Fédération jurassienne étaient réunis à l'hôtel de la Maison de ville de Saint-Imier. En voici la liste :

Lachat (Georges), Section de Moutier ;
Humbert (Paul) et Chautems (Fritz), Section des graveurs et guillocheurs du Locle ;
Schwitzguébel (Léon), Section de Bienne ;
Herter (Adolphe) et Junet (Paul), Section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary ;
Bakounine (Michel) et Guerber (Justin), Section de Sonvillier ;
Rouleff [2] (Zemphiri) et Holstein (Waldemar), Section slave de Zürich ;
Schneider (Samuel) et Eberhardt (Ali), Section de Saint-Imier ;
Delacoste (François) et Collier (Edouard), Section de la Chaux-de-Fonds ;
Beslay (Charles) et Guillaume (James), Section de Neuchâtel.
En outre, divers délégués d'Italie, d'Espagne, de France et d'Amérique assistaient au Congrès.

La vérification des mandats terminée, le bureau fut constitué ainsi : Président, Eberhardt (Ali), de Saint-Imier ; vice-président, Humbert (Paul), du Locle ; secrétaires (pris en dehors des délégués), Spichiger (Auguste), du Locle, et Haemmerli (Arthur), de Saint-Imier.

Faute d'espace, nous ne pouvons analyser les discussions du Congrès, qui tint deux séances, l'une le matin, l'autre l'après-midi. Il suffira de dire qu'après avoir entendu le rapport présenté par Adhémar Schwitzguébel sur le Congrès de la Haye, le Congrès jurassien vota, sur la proposition

1. Ross, qui assista aussi au Congrès de Saint-Imier, n'est pas mentionné par Bakounine au nombre des Russes qui s'y rendirent avec lui. C'est que Ross y alla de Lausanne : il avait fait, pour des raisons de santé, un séjour dans les environs de cette ville.

2. C'est le nom que se donnait alors Ralli.

des commissions nommées par lui à cet effet, les deux résolutions suivantes :

« PREMIÈRE RÉSOLUTION.

« Considérant que les statuts généraux de l'Association internationale des travailleurs s'opposent formellement à ce qu'aucune résolution de principe, de nature à violer l'autonomie des sections et fédérations, puisse être prise dans un Congrès général quelconque de l'Association ;

« Que les Congrès généraux de l'Association ne sont competents qu'en matière de pure administration ;

« Que la majorité du Congrès de la Haye, eu égard aux conditions dans lesquelles ce Congrès a été organisé par les soins du Conseil général de Londres, dont la conduite eût dû être mise en cause et n'a pas même été examinée, est suffisamment suspecte de ne point représenter réellement l'opinion des sections composant la totalité de l'Association ;

« Attendu qu'en ces circonstances le Congrès de la Haye est sorti de ses attributions purement administratives et non législatives ;

« Le Congrès de la Fédération jurassienne, tenu à Saint-Imier le 15 septembre 1872, ne reconnaît pas les résolutions prises au Congrès de la Haye, comme étant injustes, inopportunes et en dehors des attributions d'un Congrès.

« Il ne reconnaît en aucune façon les pouvoirs autoritaires du Conseil général.

« Il travaillera immédiatement à l'établissement d'un pacte fédératif et libre entre toutes les Fédérations qui voudront y contribuer [1].

« Il affirme le grand principe de la solidarité entre les travailleurs de tous les pays. »

« SECONDE RÉSOLUTION.

« Considérant que le vote de la majorité du Congrès de la Haye, concernant l'expulsion de l'Association internationale des travailleurs des compagnons Michel Bakounine et James Guillaume, atteint directement la Fédération jurassienne ;

« Qu'il résulte, d'une manière évidente, des accusations portées contre Bakounine et Guillaume, que leur expulsion n'est que le résultat d'une misérable et infâme intrigue de quelques personnalités haineuses ;

« Que les compagnons Bakounine et Guillaume, tant par leur infatigable activité socialiste que par leur honorabilité personnelle, se sont acquis l'estime et l'amitié des adhérents à la Fédération jurassienne :

« Le Congrès jurassien tenu à Saint-Imier le 15 septembre 1872 proteste énergiquement contre la résolution de la majorité du Congrès de la Haye concernant l'expulsion des compagnons Bakounine et Guillaume.

« Le Congrès considère comme son devoir d'affirmer hautement qu'il continue de reconnaître, aux compagnons Bakounine et Guillaume, leur qualité de membres de l'Internationale et d'adhérents à la Fédération jurassienne. »

1. L'établissement de ce pacte fédératif était prévu par les 2e et 3e résolutions de la Déclaration de la minorité au Congrès de la Haye.

Après le vote de ces résolutions, le Congrès décida qu'il donnait mandat aux compagnons Schwitzguébel et Guillaume de représenter la Fédération jurassienne au Congrès international qui devait s'ouvrir le jour même à Saint-Imier. Puis la clôture du Congrès jurassien fut prononcée.

Il y eut un repos d'une heure, pour permettre à tout le monde de prendre à la hâte un frugal repas ; puis les quinze délégués représentant les Fédérations espagnole, italienne, jurassienne, ainsi que des Sections de France et d'Amérique, entrèrent en séance. J'emprunte également au *Bulletin* le compte-rendu de ce second Congrès :

Le Congrès international de Saint-Imier.

Une heure après, dans la même salle, s'ouvrait un Congrès international, composé des délégués suivants :

Alerini, Farga-Pellicer, Marselau et Morago, délégués de la Fédération espagnole ;
Costa, Cafiero, Bakounine, Malatesta, Nabruzzi, Fanelli, délégués de la Fédération italienne ;
Pindy [1] et Camet, délégués de plusieurs Sections de France ;
Lefrançais, délégué des Sections 3 et 22 d'Amérique ;
Guillaume et Schwitzguébel, délégués de la Fédération jurassienne [2].

Une commission de vérification, nommée pour examiner les mandats, termina son travail en une demi-heure, et proposa la validation de tous les mandats énoncés plus haut. Elle fut adoptée.

Un incident très important eut lieu à ce moment. Le « Conseil fédéraliste universel » de Londres [3] avait envoyé à trois citoyens de la Chaux-de-Fonds des mandats avec mission de le représenter au Congrès. La commission proposa de ne pas reconnaître des mandats délivrés par un Conseil qui s'est institué lui-même et qui ne représente que lui-même ; si le mandat venait d'une Section internationale, reconnue ou non par le Conseil général, il aurait pu être accepté ; mais un mandat émanant d'un Conseil qui a la prétention de prendre simplement la place du Conseil général ne peut pas être reconnu d'un Congrès anti-autoritaire. Cette opinion fut partagée par tous les délégués, et le Congrès écarta, à l'unanimité, le mandat du Conseil fédéraliste universel de Londres.

Le bureau fut constitué ainsi : trois présidents, appartenant à chacune des langues du Congrès : ce furent Lefrançais, Cafiero et Marselau ; et

1. Pindy, qui n'avait pas trouvé à Lausanne des moyens d'existence, venait d'être admis comme auxiliaire dans l'atelier coopératif des graveurs et guillocheurs du Locle, où il devait apprendre le métier de guillocheur : il apprit plus tard celui de fondeur de déchets d'or et d'argent et d'essayeur. En janvier 1873, il devint membre régulier de l'atelier.

2. Sorge, dans son livre *Briefe und Auszüge aus Briefen* etc., dit (p. 63.) qu'au Congrès de Saint-Imier il y eut des délégués belges et le délégué américain Sauva. C'est une des nombreuses erreurs que renferme ce volume. A la même page, il affirme, en raillant, que les lassalliens d'Allemagne adressèrent au Congrès leurs vœux et l'expression de leur chaleureuse sympathie : il a confondu avec le Congrès de Genève de septembre 1873.

3. Sur le Conseil fédéraliste universel, voir (t. II, p. 349) le 5e paragraphe de la Déclaration de la minorité du Congrès de la Haye.

trois secrétaires : Chopard [1] pour la langue française, Alerini pour l'espagnol, et Costa pour l'italien.

Lefrançais, chargé en premier lieu de la présidence, ouvre le Congrès en donnant connaissance d'une proposition d'ordre du jour.

Une motion d'ordre est présentée relativement au mode de votation. Un délégué jurassien propose le vote par fédération, chacune des fédérations régionales représentées devant avoir une voix.

Les délégués espagnols proposent, conformément à leur mandat, que le vote de chaque délégué soit compté proportionnellement au nombre d'internationaux qu'il représente.

Une courte discussion s'engage à ce sujet. Il est résolu à l'unanimité que la question du mode le plus pratique et le plus équitable de votation dans les Congrès sera mise à l'étude dans les diverses fédérations, et que, dans le Congrès actuel, il sera voté par fédération, une voix appartenant à chacune des cinq fédérations représentées (Amérique, Espagne, France, Italie, Jura).

Une discussion générale est ensuite ouverte sur l'ordre du jour.

Les délégués italiens déclarent qu'ils ont reçu mandat impératif de rompre dès à présent d'une façon complète avec le Conseil général.

Un délégué du Jura [2] propose de s'en tenir à la Déclaration de la minorité du Congrès de la Haye, et d'attendre que le Conseil général essaie de se servir contre nous des pouvoirs qui lui ont été conférés.

Le délégué américain [3] dit que le Conseil général, par ses procédés, a rompu le premier le câble qui le rattachait aux fédérations, et que nous n'avons plus qu'à constater le fait accompli, sans essayer de nous rattacher de nouveau au Conseil. Il votera pour le maintien de la rupture.

Les délégués espagnols déclarent qu'individuellement, ils pensent qu'il est nécessaire de rompre avec le Conseil général, mais qu'ils ne peuvent dans ce Congrès voter une résolution définitive engageant leur fédération. Ils soumettront les résolutions votées à l'approbation de la Fédération espagnole, et ce n'est qu'avec cette réserve qu'ils prennent part au Congrès

Un délégué jurassien dit que c'est ainsi que l'entendent également les délégués des autres fédérations, et que toutes les délibérations du Congrès devront ultérieurement être approuvées par chaque fédération.

L'ordre du jour est définitivement adopté comme suit :

« *Première question.* — Attitude des Fédérations réunies en Congrès à Saint-Imier, en présence des résolutions du Congrès de la Haye et du Conseil général.

Seconde question. — Pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle entre les Fédérations libres.

Troisième question. — Nature de l'action politique du prolétariat.

Quatrième question. — Organisation de la résistance du travail. — Statistique. »

1. Charles Chopard, graveur, à Sonvillier, n'était pas délégué ; c'était un membre du Comité fédéral jurassien.

2. C'était moi.

3. Lefrançais était porteur, ainsi qu'il a été dit, de mandats de la Section 3 et de la Section 22, deux sections appartenant au groupe du Conseil fédéral de Spring Street et qui avaient participé au Congrès de Philadelphie du 9 juillet 1872. Il représentait, avec les Italiens, l'élément intransigeant du Congrès.

Quatre commissions furent nommées pour faire rapport sur ces quatre questions, puis la première séance fut levée.

Le lendemain, lundi 16 septembre, les commissions présentèrent leur rapport, et, comme dans leur travail elles avaient eu soin de consulter l'opinion des divers délégués, la seconde séance du Congrès ne présenta pas de longues discussions, et les résolutions suivantes, d'une importance capitale pour l'avenir de l'Internationale, furent adoptées à l'unanimité :

« PREMIÈRE RÉSOLUTION.

« Attitude des Fédérations réunies en Congrès à Saint-Imier, en présence des résolutions du Congrès de la Haye et du Conseil général.

« Considérant que l'autonomie et l'indépendance des fédérations et sections ouvrières sont la première condition de l'émancipation des travailleurs ;

« Que tout pouvoir législatif et réglementaire accordé aux Congrès serait une négation flagrante de cette autonomie et de cette liberté [1] :

« Le Congrès dénie en principe le droit législatif de tous les Congrès soit généraux soit régionaux, ne leur reconnaissant d'autre mission que celle de mettre en présence les aspirations, besoins et idées du prolétariat des différentes localités ou pays, afin que leur harmonisation et leur unification s'y opère autant que possible ; mais dans aucun cas la majorité d'un Congrès quelconque ne pourra imposer ses résolutions à la minorité.

« Considérant, d'autre part, que l'institution d'un Conseil général dans l'Internationale est, par sa nature même et fatalement, poussée à devenir une violation permanente de cette liberté qui doit être la base fondamentale de notre grande Association ;

« Considérant que les actes du Conseil général de Londres qui vient d'être dissous, pendant ces trois dernières années, sont la preuve vivante du vice inhérent à cette institution [2] ;

« Que, pour augmenter sa puissance d'abord très minime, il a eu recours aux intrigues, aux mensonges, aux calomnies les plus infâmes pour tenter de salir tous ceux qui ont osé le combattre ;

« Que, pour arriver à l'accomplissement final de ses vues, il a préparé de longue main le Congrès de la Haye, dont la majorité, artificiellement organisée, n'a évidemment eu d'autre but que de faire triompher dans l'Internationale la domination d'un parti autoritaire, et que, pour atteindre ce but, elle n'a pas craint de fouler aux pieds toute décence et toute justice ;

« Qu'un tel Congrès ne peut pas être l'expression du prolétariat des pays qui s'y sont fait représenter :

« Le Congrès des délégués des Fédérations espagnole, italienne, jurassienne, américaine et française, réuni à Saint-Imier, déclare repousser

1. Ce considérant résume en un alinéa les thèses développées dans les considérants de la première résolution du Congrès jurassien du jour précédent.

2. Après ce considérant et le précédent, on s'attend à ce que la résolution ne peut manquer de conclure à la suppression du Conseil général ; mais, pour des raisons de tactique, — les mêmes qui prévalurent à la Haye et qui motivèrent la rédaction de la Déclaration de la minorité, — cette conclusion n'a pas été formulée.

absolument toutes les résolutions du Congrès de la Haye, ne reconnaissant en aucune façon les pouvoirs du nouveau Conseil général nommé par lui ; et, pour sauvegarder leurs Fédérations respectives contre les prétentions gouvernementales de ce Conseil général, aussi bien que pour sauver et fortifier davantage l'unité de l'Internationale, les délégués ont jeté les bases d'un projet de pacte de solidarité entre ces Fédérations. »

« DEUXIÈME RÉSOLUTION.

« *Pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle entre les Fédérations libres* [1].

« Considérant que la grande unité de l'Internationale est fondée non sur l'organisation artificielle et toujours malfaisante d'un pouvoir centralisateur quelconque, mais sur l'identité réelle des intérêts et des aspirations du prolétariat de tous les pays, d'un côté, et de l'autre sur la fédération spontanée et absolument libre des fédérations et des sections libres de tous les pays [2] ;

« Considérant qu'au sein de l'Internationale il y a une tendance, ouvertement manifestée au Congrès de la Haye par le parti autoritaire qui est celui du communisme allemand, à substituer sa domination et le pouvoir de ses chefs au libre développement et à cette organisation spontanée et libre du prolétariat ;

« Considérant que la majorité du Congrès de la Haye a cyniquement sacrifié, aux vues ambitieuses de ce parti et de ses chefs, tous les principes de l'Internationale, et que le nouveau Conseil général nommé par elle, et investi de pouvoirs encore plus grands que ceux qu'il avait voulu s'arroger au moyen de la Conférence de Londres, menace de détruire cette unité de l'Internationale par ses attentats contre sa liberté ;

« Les délégués des Fédérations et Sections espagnoles, italiennes, jurassiennes, françaises et américaines réunis à ce Congrès ont conclu, au nom de ces Fédérations et Sections, et sauf leur acceptation et confirmation définitives, le pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle suivant :

« 1° Les Fédérations et Sections espagnoles, italiennes, françaises, jurassiennes, américaines, et toutes celles qui voudront adhérer à ce pacte, auront entre elles des communications et une correspondance régulière et directe tout à fait indépendantes d'un contrôle gouvernemental quelconque ;

« 2° Lorsqu'une de ces Fédérations ou Sections se trouvera attaquée dans sa liberté, soit par la majorité d'un Congrès général, soit par le gouvernement ou Conseil général créé par cette majorité, toutes les autres Fédé-

1. Si l'on met en parallèle les deux paragraphes qui constituent la teneur de ce pacte avec les cinq paragraphes de la Déclaration de la minorité au Congrès de la Haye, on constatera que le Congrès de Saint-Imier, n'ayant pas cru devoir proclamer la rupture immédiate avec le Conseil général, s'est placé sur le même terrain que la minorité de la Haye, et que le pacte de Saint-Imier, à part les considérants, n'a rien ajouté à la Déclaration de la minorité.

2. Rapprocher ce considérant du premier alinéa du discours que j'avais prononcé le 5 septembre à la Haye (t. II, p. 336).

rations et Sections se proclameront absolument solidaires avec elle.

« Ils proclament hautement que la conclusion de ce pacte a pour but principal le salut de cette grande unité de l'Internationale, que l'ambition du parti autoritaire a mise en danger. »

« TROISIÈME RÉSOLUTION.

« *Nature de l'action politique du prolétariat.*

« Considérant :

« Que vouloir imposer au prolétariat une ligne de conduite ou un programme politique uniforme, comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale, est une prétention aussi absurde que réactionnaire ;

« Que nul n'a le droit de priver les fédérations et sections autonomes du droit incontestable de déterminer elles-mêmes et suivre la ligne de conduite politique qu'elles croiront la meilleure, et que toute tentative semblable nous conduirait fatalement au plus révoltant dogmatisme ;

« Que les aspirations du prolétariat ne peuvent avoir d'autre objet que l'établissement d'une organisation et d'une fédération économiques absolument libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous et absolument indépendantes de tout gouvernement politique, et que cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métier et des communes autonomes ;

« Considérant que toute organisation politique ne peut rien être que l'organisation de la domination au profit d'une classe et au détriment des masses, et que le prolétariat, s'il voulait s'emparer du pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploitante ;

« Le Congrès réuni à Saint-Imier déclare :

« 1° Que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ;

« 2 Que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui ;

« 3° Que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la Révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire. »

« QUATRIÈME RÉSOLUTION.

« *Organisation de la résistance du travail. — Statistique.*

« La liberté et le travail sont la base de la morale, de la force, de la vie et de la richesse de l'avenir. Mais le travail, s'il n'est pas librement organisé, devient oppressif et improductif pour le travailleur ; et c'est pour cela que l'organisation du travail est la condition indispensable de la véritable et complète émancipation de l'ouvrier.

« Cependant le travail ne peut s'exercer librement sans la possession des matières premières et de tout le capital social, et ne peut s'organiser

si l'ouvrier, s'émancipant de la tyrannie politique et économique, ne conquiert le droit de se développer complètement dans toutes ses facultés. Tout Etat, c'est-à-dire tout gouvernement et toute administration des masses populaires, de haut en bas, étant nécessairement fondé sur la bureaucratie, sur les armées, sur l'espionnage, sur le clergé, ne pourra jamais établir la société organisée sur le travail et sur la justice, puisque par la nature même de son organisme il est poussé fatalement à opprimer celui-là et à nier celle-ci.

« Suivant nous, l'ouvrier ne pourra jamais s'émanciper de l'oppression séculaire, si à ce corps absorbant et démoralisateur il ne substitue la libre fédération de tous les groupes producteurs fondée sur la solidarité et sur l'égalité.

« En effet, en plusieurs endroits déjà on a tenté d'organiser le travail pour améliorer la condition du prolétariat, mais la moindre amélioration a bientôt été absorbée par la classe privilégiée qui tente continuellement, sans frein et sans limite, d'exploiter la classe ouvrière. Cependant l'avantage de cette organisation est tel que, même dans l'état actuel des choses, on ne saurait y renoncer. Elle fait fraterniser toujours davantage le prolétariat dans la communauté des intérêts, elle l'exerce à la vie collective, elle le prépare pour la lutte suprême. Bien plus, l'organisation libre et spontanée du travail étant celle qui doit se substituer à l'organisme privilégié et autoritaire de l'Etat politique, sera, une fois établie, la garantie permanente du maintien de l'organisme économique contre l'organisme politique.

« Par conséquent, laissant à la pratique de la Révolution sociale les détails de l'organisation positive, nous entendons organiser et solidariser la résistance sur une large échelle. La grève est pour nous un moyen précieux de lutte, mais nous ne nous faisons aucune illusion sur ses résultats économiques. Nous l'acceptons comme un produit de l'antagonisme entre le travail et le capital, ayant nécessairement pour conséquence de rendre les ouvriers de plus en plus conscients de l'abîme qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, de fortifier l'organisation des travailleurs, et de préparer, par le fait des simples luttes économiques, le prolétariat à la grande lutte révolutionnaire et définitive qui, détruisant tout privilège et toute distinction de classe, donnera à l'ouvrier le droit de jouir du produit intégral de son travail, et par là les moyens de développer dans la collectivité toute sa force intellectuelle, matérielle et morale.

« La Commission propose au Congrès de nommer une commission qui devra présenter au prochain Congrès un projet d'organisation universelle de la résistance, et des tableaux complets de la statistique du travail dans lesquels cette lutte puisera de la lumière. Elle recommande l'organisation espagnole comme la meilleure jusqu'à ce jour. »

En dernier lieu, le Congrès vota une résolution finale que voici :

« Le Congrès propose d'envoyer copie de toutes les résolutions du Congrès, et du *Pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle*, à toutes les fédérations ouvrières du monde, et de s'entendre avec elles sur les questions qui sont d'intérêt général pour toutes les fédérations libres.

« Le Congrès invite toutes les fédérations qui ont conclu entre elles ce

pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle, à se concerter immédiatement avec toutes les fédérations ou sections qui voudront accepter ce pacte, pour déterminer la nature et l'époque de leur Congrès international, en exprimant le désir qu'il ne se réunisse pas plus tard que dans six mois [1]. »

Une commission, prise dans la Fédération italienne, fut chargée de présenter au prochain Congrès un projet d'organisation universelle de la résistance et un plan général de statistique.

Enfin, le compagnon Adhémar Schwitzguébel, secrétaire du Comité fédéral jurassien, a reçu la mission de signer tous les actes du Congrès, et d'en envoyer copie aux diverses fédérations.

Ayant épuisé son ordre du jour, le Congrès international se sépara aux cris de *Vive la révolution sociale !*

Les résolutions votées au Congrès de Saint-Imier avaient été, naturellement, élaborées et discutées d'avance à Zürich le 13 ; on remarque, dans leur rédaction, plusieurs expressions où l'on reconnaît la main de Bakounine. Après le Congrès, ces résolutions furent imprimées, à l'imprimerie G. Guillaume fils, à Neuchâtel, en une feuille volante contenant trois pages in-4°, sous ce titre : « Résolutions du Congrès anti-autoritaire international tenu à Saint-Imier le 15 septembre 1872 par les délégués des Fédérations et Sections internationales italiennes, françaises, espagnoles, américaines et jurassiennes » ; à la fin du texte est placé, comme le Congrès l'avait décidé, la signature de Schwitzguébel : « Pour copie conforme, au nom et par ordre du Congrès, Adhémar Schwitzguébel ».

Je n'avais pas assisté à ces réunions de Zürich où fut réalisé le projet d'entente internationale dont nous nous étions entretenus le 8 septembre à Amsterdam ; entente dont Bakounine, fidèle à ses habitudes formalistes, avait désiré préciser les conditions par des statuts écrits. Pour moi, indifférent, comme mes amis jurassiens, aux formalités, — (et Bakounine nous en faisait souvent un reproche), — je ne me préoccupai nullement de ce côté de la question, et je ne me rappelle pas si j'ai lu ou non les statuts dont il s'agit ; mais je fus heureux de penser qu'un accord solide avait été conclu pour la propagande et pour l'action.

Voici ce qu'on trouve, dans le calendrier-journal de Bakounine, pour les jours qui suivirent le Congrès de Saint-Imier :

16... Congrès clos. Dîner. Après dîner départ. Soir Neuchâtel, Petit hôtel du Lac. Discussion russe avec Boutourline. Soirée Guillaume, promenade. — 17. Neuchâtel, Petit hôtel du Lac. Séance des Frères avec James jusqu'à sept heures du soir. A huit heures partons, à dix heures à Bienne. — 18. Partons de Bienne quatre heures du matin, arrivons à Zürich neuf heures et demie matin. Après dîner et soir, séance. — 19. Discussion sur moyens. Platonisme doctrinaire de Marselau. — 20. Explications avec Marselau ; tout concilié. Soir libre. — 21. Système de correspondance. — 22. Consultation du docteur pour Pezza. Espagnols partis. — 23. Marco [Pezza], Louise [Fanelli], Armando [Cafiero], Giacomo [Nabruzzi], Malatesta partis. — 24. Smirnof et Rouleff entrevue avec ce coquin de [Vladimir] Serebrenikof. Réunion des Frères russes. — 25.

1. Il ne fut pas donné suite, comme on le verra, à cette idée de réunir un Congrès international spécial des fédérations adhérentes au « pacte » de Saint-Imier.

Lettre des Russes à la *Liberté*[1]. Télégramme à Ross[2]. Soir, réunion du « purgatoire »[3]. — 26. Arrivée de Ross. Conversation avec Ross; il devient absolument nôtre.

Je dois donner encore ici deux pièces qui se rattachent aux Congrès de la Haye et de Saint-Imier : une lettre des quatre délégués espagnols à la *Liberté* de Bruxelles, relative à l'attitude « repentante » que leur avait prêtée le rapport de la Commission d'enquête sur la Société l'Alliance (voir t. II, p. 346); et une protestation, également adressée à la *Liberté*, des amis russes de Bakounine contre l'accusation d'escroquerie et de chantage lancée contre lui par cette même Commission (voir Ibid.).

La lettre des délégués espagnols fut écrite lors de leur passage à Neuchâtel, le 17 septembre ; elle est datée du lendemain :

Neuchâtel, 18 septembre 1872.

Aux compagnons rédacteurs de la Liberté.

Compagnons,

Nous avons lu dans votre numéro du 15 septembre le rapport de la Commission d'enquête du Congrès de la Haye sur l'Alliance, et nous vous prions de vouloir également publier la déclaration suivante :

A la manière dont ce rapport a été rédigé, on pourrait croire que, repentants d'avoir été membres de l'Alliance [*la Alianza*], nous avons donné une promesse formelle de ne plus appartenir à cette société.

Nous ne pouvons permettre que le public de l'Internationale soit indignement mystifié, et nous avons le devoir de protester contre de pareilles insinuations, en déclarant hautement que nous nous sommes toujours tenus pour honorés d'avoir contribué à la propagande de l'Alliance, de laquelle nous n'avons cessé de faire partie que lorsque, par des raisons étrangères à son principe, elle a été dissoute en avril dernier.

Nous saisissons cette occasion pour protester énergiquement, comme nous l'avons d'ailleurs déjà fait au Congrès de la Haye, non seulement contre les conclusions inquisitoriales d'une Commission qui lâchement, jésuitiquement, dans un arrêt plein de contradictions impudentes, lance la diffamation contre des compagnons honorables, intelligents, connus au monde ouvrier comme très dévoués à la cause, et que nous estimons aujourd'hui plus que jamais, mais aussi contre le droit ridicule que cette même Commission s'est arrogé de proposer, à cette majorité toute préparée d'avance, leur expulsion de l'Internationale.

Nous l'avions acceptée, cette Commission, parce que nous n'avions jamais pu soupçonner qu'au sein de l'Internationale, même des adversaires s'abaissassent jusqu'à la malhonnêteté, et parce que, ayant conservé un reste de confiance dans la loyauté des partisans de la dictature dans l'Internationale, nous ne pouvions pas nous attendre à une pareille mystification. Mais maintenant nous devons protester, en face de tout le monde, contre

1. C'est la protestation dont il sera parlé tout à l'heure.
2. Ross, après le Congrès de Saint-Imier, était retourné à sa résidence vaudoise, près de Lausanne.
3. On appelait ainsi, dans le groupe russe de Zürich, une réunion dans laquelle on passait au crible les mérites et les défauts d'un candidat.

les misérables intrigues que nos prétendants au pouvoir emploient contre les adversaires de leur domination.

Salut et égalité.

ALERINI, MARSELAU, FARGA-PELLICER, T. GONZÁLEZ MORAGO,
délégués de la Fédération espagnole [1].

La protestation des Russes, bien que rédigée à Zürich le 25 septembre, porte la date du 4 octobre, parce qu'il avait fallu l'envoyer à Genève pour la soumettre à la signature d'Ogaref, d'Ozerof et de Zaytsef. La voici :

Genève et Zürich, 4 octobre 1872.

A la rédaction de la LIBERTÉ.

Nous avons lu avec indignation dans le n° 37 de votre journal le texte du rapport incroyable présenté au Congrès de la Haye par la Commission d'enquête sur l'Alliance.

Dans ce rapport, évidemment inspiré par la haine et par le désir d'en finir, coûte que coûte, avec un adversaire incommode, on a osé lancer contre notre compatriote et ami Michel Bakounine l'accusation d'escroquerie et de chantage. La majorité de ce Congrès s'est rendue complice d'une grande infamie en décrétant l'expulsion d'un homme dont toute la vie a été consacrée au service de la grande cause du prolétariat, et qui a expié ce crime par huit ans de réclusion dans différentes forteresses allemandes et russes et par quatre ans d'exil en Sibérie.

Echappé de la Sibérie en 1861, il a été assailli par la calomnie marxienne, qui n'a plus cessé de le diffamer, depuis, dans les journaux démocrates socialistes de l'Allemagne. Vous avez lu sans doute les contes sots, ridicules et odieux que depuis trois ans on débite contre lui dans le *Volksstaat*. Aujourd'hui c'est à un Congrès international des travailleurs, préparé de longue main dans ce but par M. Marx lui-même, qu'on a réservé le triste honneur de servir d'instrument à de misérables vengeances.

Nous ne croyons ni nécessaire, ni opportun de discuter ici les prétendus faits sur lesquels on a cru pouvoir appuyer l'étrange accusation portée contre notre compatriote et ami. Ces faits nous sont bien connus, connus dans leurs moindres détails, et nous nous ferons un devoir de les rétablir dans leur vérité, aussitôt qu'il nous sera permis de le faire. Maintenant nous en sommes empêchés par la situation malheureuse d'un autre compatriote qui n'est point notre ami, mais que les poursuites dont il est à cette heure même la victime de la part du gouvernement russe nous rendent sacré [2].

M. Marx, dont nous ne voulons d'ailleurs pas contester l'habileté, dans cette occasion au moins a très mal calculé. Les cœurs honnêtes, dans tous les pays, n'éprouveront sans doute qu'indignation et dégoût en présence d'une intrigue si grossière et d'une violation si flagrante des principes les plus simples de la justice. Quant à la Russie, nous pouvons assurer à M. Marx que toutes ses manœuvres seront toujours en pure perte. Bakounine y est trop estimé et connu pour que la calomnie puisse l'atteindre. C'est

1. Cette lettre a été reproduite par le *Bulletin* du 15 octobre 1872.
2. Netchaïef, qui se trouvait à ce moment en prison à Zürich, fut extradé à la Russie le 26 octobre 1872.

tout au plus si elle trouvera un accueil favorable dans la presse soudoyée par la police, ou bien dans les rangs de cette fameuse Internationale *russe*[1], dont il est bien permis à M. Marx de se vanter, mais qui n'en est pas moins complètement ignorée dans notre pays. Nous lui abandonnons généreusement ce succès.

Comptant sur votre justice, nous espérons que vous ne nous refuserez pas l'insertion de cette lettre dans les colonnes de votre estimable journal.

Nicolas OGAREF. — Barthélemy ZAYTSEF. — Woldemar OZEROF. — Armand ROSS. — Woldemar HOLSTEIN. — Zemphiri RALLI. — Alexandre OELSNITZ. — Valérian SMIRNOF[2].

Une publication faite tout récemment (janvier 1908) dans une revue de Saint-Pétersbourg, *Minourchié Gody* (« Années écoulées »), a jeté plus de lumière sur ce qui s'était passé à la Haye au sein de la Commission d'enquête, et sur la « preuve » fournie par Marx à l'appui de l'accusation d'escroquerie et de chantage qu'il formula contre Bakounine. Ce sont un certain nombre de lettres écrites par Marx, avant et après le Congrès de la Haye, à M. Nicolas ...on, un publiciste fort connu en Russie.

Marx apprit, dans le courant, semble-t-il, du mois d'août 1872 (probablement par Outine), l'histoire de la lettre écrite, au printemps de 1870, par Netchaïef à propos de la traduction russe du *Kapital*. Cette lettre avait été adressée non pas, comme je l'avais cru, à l'éditeur Poliakof lui-même (voir tome Ier, p. 261), mais à la personne qui avait servi d'intermédiaire entre Poliakof et Bakounine, un certain *Lioubavine* (il n'y a plus de raison, m'a-t-on affirmé, pour ne pas donner son nom en toutes lettres, M. Lioubavine ayant aujourd'hui des opinions qui lui assurent les sympathies du gouvernement russe). Marx écrivit aussitôt à M. Nicolas ...on, qui était son correspondant habituel à Saint-Pétersbourg, pour demander si celui-ci ne pourrait pas lui procurer la lettre de Netchaïef, dont Marx voulait se servir comme d'une arme contre Bakounine au Congrès de la Haye. M. Nicolas ...on fit part de cette demande à Lioubavine, lequel s'empressa d'envoyer à Marx le document souhaité. Marx le fit voir à la Haye à la Commission d'enquête, comme une pièce secrète, dont il était interdit de mentionner l'existence.

Après avoir lu l'article des *Minourchié Gody*, j'ai écrit à M. Nicolas ...on pour le prier de vouloir bien me communiquer le texte de la lettre de Netchaïef, afin de publier ce texte dans le présent volume. Il m'a répondu, par l'intermédiaire obligeant de M. Hermann Lopatine, qu'il ne possédait pas ce document, ni en original, ni en copie, mais il m'a donné, sur le contenu de cette pièce, qu'il a vue lui-même autrefois, les indications suivantes :

Le document n'est pas une lettre adressée *personnellement* par Netchaïef à Lioubavine, mais une *résolution officielle* du Comité révolutionnaire, écrite sur du papier portant l'*en-tête officiel* du Comité, et communiquée *comme menace* à Lioubavine pour sa gouverne. Bien que le nom de Netchaïef ne figure pas sur cette pièce, aucun des intéressés ne douta qu'elle vînt de lui, et on s'imagina, en outre, que Bakounine avait dû être au courant de son contenu et de son envoi, et avait approuvé la démarche de Netchaïef.

Chacun sait, aujourd'hui, que le « Comité révolutionnaire », à partir de 1870 tout au moins, c'était Netchaïef lui-même, seul, agissant dictatorialement. Tous ceux qui ont lu la Correspondance de Bakounine publiée par Dragoma-

1. La soi-disant « Section russe » d'Outine (voir t. Ier, p. 288).
2. Cette lettre a été reproduite par le *Bulletin* du 10 novembre 1872.

nof savent en outre que Bakounine, lorsqu'il eut découvert les procédés jésuitiques de Netchaïef, en fut révolté et rompit toute relation avec lui [1]. Si quelqu'un a pu croire, en 1870, que Netchaïef, en envoyant à Lioubavine la « résolution du Comité », agissait d'accord avec Bakounine, personne, sans doute, ne persiste aujourd'hui dans cette erreur, et je suis persuadé que M. Nicolas ...on lui-même n'hésitera pas à proclamer sa conviction que Bakounine fut complètement étranger à la rédaction et à l'envoi de cette pièce.

Je regrette de ne pouvoir imprimer à cette place le texte même de la « pièce secrète », que je n'ai pu me procurer encore. Peut-être me sera-t-il possible de le donner dans mon tome IV et dernier.

Mais les lettres de Marx à son correspondant de Saint-Pétersbourg nous racontent des détails instructifs. Et je vais placer sous les yeux du lecteur, pour son édification, tous les passages de ces lettres relatifs à Bakounine et au Congrès de la Haye ; le premier est du 28 mai 1872, le dernier du 2 août 1873. A ma demande, M. Nicolas ...on a bien voulu m'envoyer une copie de ces divers passages, dans la langue originale (l'allemand pour les lettres des 28 mai et 12 décembre 1872, l'anglais pour les autres lettres), de laquelle je les traduis :

28 mai 1872.

... Un des charlatans (*Marktschreier*) qui habitent la Suisse, M. Bakounine, joue de tels tours (*spielt solche Streiche*) que je serais très reconnaissant pour tout renseignement exact sur cet homme : 1° sur son influence en Russie ; 2° sur le rôle qu'a joué sa personne dans le célèbre procès [de Netchaïef].

15 août 1872.

... Aujourd'hui je vous écris en toute hâte pour un objet spécial, qui est du caractère *le plus urgent*.

B-ne a travaillé secrètement depuis des années à saper l'Internationale, et il a été maintenant si bien pressé par nous qu'il a dû enfin jeter le masque et se *séparer ouvertement*, avec les imbéciles dirigés par lui [2]. C'est le même homme qui avait dirigé l'affaire N-f. Or, ce B. avait été autrefois chargé de la traduction russe de mon livre ; il a touché l'argent d'avance, et, au lieu de fournir du travail [3], il a envoyé ou fait envoyer à Lioubavine (c'est le nom, je crois), qui avait traité de l'affaire avec lui au nom de l'éditeur, une lettre très infâme et compromettante. Il serait de la plus haute utilité pour moi *que cette lettre me fût envoyée* immédiatement. Comme c'est une affaire simplement *commerciale*, et comme, dans l'usage à faire de la lettre, on ne nommera aucun nom, j'espère que vous me procurerez cette lettre. Mais il n'y a pas de temps à perdre. Si la lettre doit m'être envoyée, il faut qu'elle soit envoyée immédiatement, car à la fin de ce mois je quitterai Londres pour aller au Congrès de la Haye.

Sincerely yours, A. WILLIAMS [4].

1. Voir mon t. II, pages 61 et suivantes.

2. Allusion à la résolution de la Conférence de Rimini : voir t. II, p. 312.

3. Bakounine, on l'a vu (t. Ier, p. 261), s'était mis très sérieusement à la traduction du *Kapital* : et M. Nicolas ...on, dans l'article de *Minouvchié Gody*, nous apprend — chose que j'avais ignorée jusqu'ici — que Bakounine envoya à l'éditeur le manuscrit de la traduction d'une partie du chapitre Ier.

4. C'était le pseudonyme dont Marx signait le plus souvent ses lettres à M. Nicolas ...on.

25 novembre 1872.

Mon cher ami, la lettre qui m'a été envoyée [1] est arrivée à temps, et a fait *son œuvre*. Si je n'ai pas écrit plus tôt, et si, même en ce moment, je n'envoie que ces quelques lignes, c'est parce que j'ai besoin que vous m'envoyiez, si possible, une autre adresse *strictement commerciale*, à laquelle je puisse vous écrire. En conséquence de l'extradition de N. et des intrigues de son maître B., je suis très inquiet pour vous et pour quelques autres amis. Ces hommes sont capables de toutes les infamies [2].

12 décembre 1872.

Cher ami, Par ce qui est inclus[3] vous apprendrez les résultats du Congrès de la Haye. J'ai lu à la Commission d'enquête sur l'Alliance [4], sous le sceau du secret et sans nommer le destinataire, la lettre à L. [5] Cependant le secret n'a pas été gardé, premièrement parce qu'il y avait dans la Commission l'avocat belge Splingard, qui en réalité n'était qu'un agent des alliancistes [6] ; secondement parce que Joukovsky, Guillaume et Cie, prenant les devants, avaient raconté à l'avance toute l'affaire à droite et à gauche *à leur façon* et en lui donnant un tour apologétique (*zweitens weil Joukowsky. Guillaume et Cie die ganze Sache vorher — um vorzubeugen —* IN IHRER WEISE *und mit apologetischen Wendungen erzählt hatten rechts und links* [7].) C'est ainsi qu'il arriva que la Commission, dans son rapport au Congrès, se vit forcée de communiquer *les faits* relatifs à B. et contenus dans la lettre à L. [8] (naturellement, je n'avais pas donné son nom, mais les amis

1. La lettre de Netchaïef n'avait pas été envoyée à Marx par M. Nicolas ...on lui-même, comme on pourrait le croire d'après ce passage qui prête à équivoque, mais directement par Lioubavine. (Communication de M. Hermann Lopatine.)

2. Marx donne à entendre — ou ce passage n'a pas de sens — qu'il croit Bakounine capable, par vengeance, de dénoncer M. Nicolas ...on à la police russe.

3. Probablement quelque article de journal.

4. Évidemment dans la séance du samedi après-midi, 7 septembre. Voir t. II, p. 345 ; j'ai dit à cet endroit : « Marx n'apporta pas de nouveaux documents ; il avait tout fait présenter par Engels : que put-il dire à la Commission ? » Je me trompais : Engels avait présenté les pièces relatives à l'Alliance, mais Marx s'était réservé de communiquer lui-même le papier reçu de Russie, la « pièce secrète et confidentielle ».

5. Ne croirait-on pas lire un épisode de l'affaire Dreyfus ?

6. Il eût fallu, comme on voit, pour que tout allât bien au gré de Marx, que la minorité ne fût pas représentée par un seul membre au sein de la Commission ; mais la majorité, si bien stylée qu'elle fût, n'avait pas osé aller jusque-là. Roch Splingard n'était pas avocat, que je sache : c'est son frère Pierre Splingard, l'un des rédacteurs de la *Liberté*, qui l'était.

7. Je ne me rappelle pas que nous ayons rien raconté *à l'avance* : ne nous attendant pas à la manœuvre à laquelle Marx allait se livrer, comment aurions-nous songé à « prendre les devants » ? Mais, lorsque nous connûmes le rapport de la majorité de la Commission, nous « racontâmes l'affaire » telle qu'elle s'était réellement passée, et non pas telle que Marx, aveuglé par la haine, la présentait à ses séides.

8. Dans cette phrase, Marx voudrait faire croire à son correspondant que la Commission *a été forcée* de communiquer au Congrès « les faits contenus dans la lettre », et il s'en excuse en disant qu'elle a dû le faire *à cause de nous*, à cause de notre prétendue indiscrétion. Quel jésuitisme ! comme s'il n'avait pas fait venir la lettre à Lioubavine dans le dessein exprès de s'en servir pour calomnier publiquement Bakounine ! et comme si c'était « communiquer les faits contenus dans la lettre » que d'écrire cette phrase : « Les soussignés déclarent... que le

de B. étaient déjà renseignés à ce sujet par Genève [1]). Maintenant se pose cette question : la Commission nommée pour la publication des procès-verbaux du Congrès (et dont je fais partie) peut-elle ou non *faire un usage public* de cette lettre ? Cela dépend naturellement de L. ; toutefois je dois faire remarquer qu'après le Congrès ces faits ont, sans notre concours, fait depuis longtemps le tour de la presse européenne. Toute la façon dont les choses se sont passées m'a contrarié d'autant plus, que j'avais compté sur la plus stricte discrétion, et que je l'avais solennellement réclamée.

A la suite de l'exclusion de B. et de Guillaume, l'Alliance, qui avait l'Association entre ses mains en Espagne et en Italie, a immédiatement ouvert partout contre nous une guerre de calomnies, etc., et, alliée à tous les éléments corrompus, elle cherche à provoquer une scission en deux camps. Mais sa défaite finale est certaine, et elle ne fait que nous aider à *nettoyer* l'Association de tous les éléments malpropres ou faibles d'esprit qui s'y sont introduits par ci par là.

L'attentat criminel des amis de B. à Zürich contre le pauvre Outine [2] est un fait certain ; Outine lui-même se trouve en ce moment dans un état de santé très dangereux. Cet exploit honteux (*Hallunkenthat*) vient d'être raconté par beaucoup de journaux de l'Association (entre autres par la *Emancipacion* de Madrid), et figurera avec tous ses détails dans notre compte-rendu public du Congrès de la Haye. La même bande de chenapans (*Hallunkenbande*) a fait en Espagne deux tentatives du même genre contre ses adversaires [3]. Elle sera bientôt clouée au pilori devant tout l'univers.

18 janvier 1873.

... En ce qui concerne L. [4], j'aimerais mieux supprimer, dans l'enquête qui sera publiée, toute la partie qui se rapporte à lui, que de l'exposer au moindre danger. D'autre part, le courage est peut-être la meilleure politique. D'après une publication faite en Suisse par B., non sous son nom, mais sous ceux de quelques-uns de ses amis slaves [5], ils ont l'intention de donner *leur propre version* de toute l'affaire aussitôt que *les circonstances* leur permettront de le faire. L'indiscrétion commise par leurs complices à la Haye était intentionnelle, et je suppose qu'ils croyaient exercer par là une sorte d'intimidation [6].

citoyen Bakounine s'est servi de manœuvres frauduleuses tendant à s'approprier tout ou partie de la fortune d'autrui, ce qui constitue le fait d'escroquerie ; qu'en outre, pour ne pas devoir remplir ses engagements, lui ou ses agents ont eu recours à l'intimidation » !

1. Nous n'avions pas parlé de Lioubavine. J'ignore si Joukovsky connaissait son nom, mais il ne l'a pas prononcé : car s'il l'eût fait, ce nom fût, de la sorte, venu à ma connaissance dès 1872 ; or, il ne m'a été révélé qu'en 1904.

2. Au sujet de cet « attentat », que la brochure *L'Alliance de la démocratie socialiste*, etc. (1873), appelle « une tentative d'assassinat », voir t. II, p. 328, note 3.

3. L'une de ces deux « tentatives » d'attentat est probablement le prétendu « guet-apens » organisé à Valencia contre Mora par les membres du Conseil fédéral espagnol, « guet-apens » au sujet duquel j'ai publié le démenti d'Anselmo Lorenzo (t. II, p. 307). Quant à l'autre « tentative », j'ignore ce que ce peut être.

4. C'est Lioubavine, que Marx ne désigne que par l'initiale de son nom.

5. Marx fait évidemment allusion à la lettre à la rédaction de la *Liberté*, reproduite ci-dessus.

6. Marx appelle « indiscrétion » le fait d'avoir rétabli la vérité calomnieuse-

Mais, d'un autre côté, je ne peux pas juger des conséquences possibles de la publication de cette affaire, et c'est pourquoi je désirerais que notre ami me communiquât par votre intermédiaire sa résolution, après avoir bien pesé le pour et le contre.

2 août 1873.

... Nous allons publier les « Révélations » sur l'*Alliance* [1] (vous savez que la secte des *teetotallers* se donne ce nom en Angleterre [2]), et je voudrais connaître le moyen *le plus économique* de vous en envoyer un nombre assez considérable d'exemplaires. Une lettre relative au chef de ces saintes gens est encore tenue en réserve.

II

D'octobre 1872 à janvier 1873.

Nous avons, dans une lettre d'Engels à Sorge, du 5 octobre 1872, le témoignage de l'impression produite sur Marx et ses quelques fidèles par le Congrès anti-autoritaire de Saint-Imier. Engels écrit :

Cher Sorge, On vous [3] taille de la besogne. Ci-joint la traduction de deux articles de la *Federacion*, le journal d'Alerini. Les Belges, eux, ne sont pas bien redoutables. D'après des lettres récemment reçues, ils sont déjà effrayés de leur propre audace et ne savent pas comment se tirer d'embarras. Par contre, les décisions des Jurassiens, qui, prises par un Congrès fédéral, déclarent ouvertement la rébellion, ne peuvent pas être passées sous silence. Nous avons immédiatement écrit à Genève pour avoir le dernier *Bulletin* jurassien, et nous te l'enverrons dès qu'il sera arrivé. Il est très bon que ces messieurs déclarent ouvertement la guerre, et nous donnent eux-mêmes un motif suffisant pour les mettre à la porte (*sie an die Luft zu setzen*). Une action prompte et énergique contre ces *Urkrakeeler* [4], dès que vous aurez entre les mains les pièces probantes, est, à notre avis, tout indiquée, et suffira probablement à rompre le *Sonderbund* menaçant (*den drohenden Sonderbund zu sprengen*).

Engels se trompait sur les dispositions des Belges. Une lettre écrite par un international de Verviers (Florent Flinck), et publiée dans le *Bulletin* du 15 octobre 1872, les montre au contraire très résolus : Flinck dit qu'il « voudrait voir figurer à l'ordre du jour du Congrès qui va se tenir cette grave question : *L'an-archie opposée à l'autoritarisme* ». D'Anvers, un des délégués belges au Congrès de la

ment travestie ! On voit qu'il cherche, pour se disculper auprès de Lioubavine, qui se croyait mis en péril par le rapport de la majorité de la Commission, à le persuader que, s'il éprouve des désagréments, ce sera la faute de Bakounine et de ses amis.

1. C'est la brochure *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs*.

2. Marx fait là une plaisanterie destinée à dérouter la police, si sa lettre était ouverte au cabinet noir.

3. « Vous », c'est-à-dire « au nouveau Conseil général ».

4. Ce mot est intraduisible. Le verbe *krakeelen* est un terme d'argot populaire, qui signifie « criailler, se chamailler » ; c'est une expression favorite d'Engels.

Haye écrivait au *Bulletin* : « A Anvers et à Gand les travailleurs approuvent tout à fait l'attitude de la minorité du Congrès de la Haye vis-à-vis du Conseil général : ils applaudissent à nos déclarations, et nul doute qu'au prochain Congrès les prétentions des autoritaires ambitieux seront réduites à zéro. Nous avons reçu de Hollande de nouvelles adhésions à l'Internationale, et de nouvelles sections vont y être fondées. Dans la Belgique flamande, les travailleurs industriels et agricoles secouent leur torpeur, des sections sont en formation dans les campagnes où, cependant, la prêtraille avait jusqu'à présent su préserver le pays de cette peste socialiste personnifiée par l'Internationale... D'ici au prochain Congrès nous verrons qui aura obtenu les meilleurs résultats, ou de nous, les organisateurs de la révolution, ou des contre-révolutionnaires marxistes, lorsque sonnera l'heure de la lutte à outrance. » *L'Internationale*, de Bruxelles, publiait l'article suivant :

Le mouvement anti-autoritaire est toujours en bonne voie. Les nouvelles des diverses contrées où l'Association compte le plus grand nombre de membres sont excellentes ; et bientôt, sans doute, on aura complètement oublié qu'il existe à New York un Conseil général héritier de celui de Londres et des vues politiques des hommes qui le composaient. Dans quelque temps, se rendant mieux compte des conséquences du Congrès de la Haye, on reconnaîtra qu'il s'y est fait au moins un travail utile et salutaire : la division nette et précise des politiqueurs et des autoritaires, d'un côté, et, de l'autre, des travailleurs qui veulent la Révolution sociale, et qui ne veulent pas autre chose.

Et l'*Internationale* annonçait que, pour ses débuts, le nouveau Conseil général jouait de malheur : deux des élus, le Français David, membre de la Section de New York, et l'Américain Ward, avaient refusé d'y siéger.

Voici ce qu'avait écrit David, à la date du 1er octobre :

Les décisions prises au Congrès de la Haye n'étant, comme celles du Congrès de New York [du 6 juillet], que le résultat d'une conspiration où les principes inscrits dans nos statuts généraux ont été insolemment foulés aux pieds, au profit d'une coterie avide d'autorité, je refuse de siéger au Conseil général issu de ce Congrès, dont tant d'entre nous attendaient une réconciliation générale, une réorganisation solide, éminemment révolutionnaire, préconisant des moyens pratiques... Je cesse en même temps de siéger au Conseil fédéral du Tenth Ward Hotel, composé des mêmes hommes formant le Conseil général, qui sont à la complète dévotion de Karl Marx et n'agissent que sous son impulsion morale.

Je ne me sens aucune disposition à servir sous la bannière du dénonciateur de l'Alliance socialiste espagnole. Quelque grand que soit son génie, je ne saurais l'estimer après les actes qu'il a commis avant et durant le Congrès de la Haye.

Je ne saurais non plus marcher à côté des hommes qui consentent à lui servir de compères dans la pitoyable comédie qu'il joue en ce moment au détriment de l'Internationale et du mouvement socialiste universel.

L'Américain Ward, de son côté, écrivait :

Les principes de l'Internationale, mis en discussion dans les différents Congrès, avaient été adoptés avec contentement par les internationaux. Ils étaient fondés sur l'idée de l'autonomie complète des sections, qui avaien

le droit de s'organiser comme bon leur semblait, d'accord avec les principes généraux qui étaient leur loi commune.

Personne ne trouvait à redire à cette organisation, et la grande Association internationale des ouvriers prospérait.

Mais, par un manque de sagesse, on créa un Conseil général avec pouvoir de s'ingérer dans les affaires des Conseils fédéraux et des sections. Il en est résulté une guerre furieuse de rivalités nationales, de suspicions et de calomnies personnelles. Le Conseil général a oublié les principes, les a répudiés, et ne s'occupe plus maintenant que de la tâche de gouverner avec une autorité suprême.

En conséquence, Ward déclarait qu'il ne voulait pas faire partie d'une institution aussi contraire à l'esprit de l'Internationale, et que, loin de se tenir pour honoré de sa nomination, il avait des raisons de croire que son nom n'avait été introduit dans la liste des élus que par des motifs de stratégie, qu'il était de son devoir de déjouer en disant publiquement toute sa pensée à ce sujet.

On a vu que la majorité du Congrès de la Haye n'avait élu que douze membres du nouveau Conseil général, et avait stipulé que ce Conseil serait tenu de s'adjoindre lui-même trois autres membres (voir t. II, p. 343) : cette mesure, dans l'intention de ceux qui la firent voter, avait pour but de permettre l'entrée de Sorge au Conseil ; et, en effet, dès sa première séance, le nouveau Conseil s'adjoignit Sorge et lui remit les fonctions de secrétaire général. Une fois constitué, le Conseil lança une circulaire ou adresse datée du 20 octobre, et rédigée par Sorge, dans laquelle il annonçait entre autres que, par une décision du Congrès de la Haye, « l'action politique avait été rendue obligatoire », action qui devait être menée sous la direction suprême du Conseil général (voir le discours de Sorge à la Haye, t. II, pages 337-338), et que les sections auraient à consulter le Conseil général « avant d'engager l'Association dans une action publique et avant d'entrer dans de nouveaux champs d'activité [1] ».

1. Cette circulaire ou adresse, que je ne connais que par quelques extraits, jeta Engels et Marx dans un embarras comique, dont Engels fit part à Sorge dans une lettre du 16 novembre 1872. L'adresse, rédigée en anglais et en français par un Allemand peu lettré, était pleine, paraît-il, de fautes de langage qui la rendaient ridicule; et comme Sorge, dans son inconscience, avait expédié son œuvre telle quelle au Conseil fédéral anglais, qui était en guerre ouverte avec Marx, Engels avait tremblé que ce Conseil fédéral, pour jouer un bon tour à Sorge, ne fît imprimer l'adresse avec ses grotesques incorrections : aussi confectionna-t-il lui-même une copie, corrigée, du document, et c'est sous cette forme qu'il le communiqua à l'organe de l'Internationale en Angleterre, l'*International Herald* ; il chargea en outre Serraillier de revoir la version française. « Je craignais, écrit Engels à Sorge, que le Conseil fédéral anglais ne supprimât l'adresse, ou bien que, pour en faire des gorges chaudes, il la fît imprimer mot à mot avec ses fautes de grammaire et ses germanismes (*mit verschiedenen englischen Sprachfehlern und starken Germanismen, um Spott damit zu treiben*). J'ai naturellement corrigé cela, car, telle qu'elle était, l'adresse n'était pas imprimable, ni en anglais ni en français. Ici, pour des documents de ce genre, nous avons toujours fait corriger nos fautes par quelqu'un du pays (*von irgend einem gebildeten* native *korrigieren lassen.*) Il faudra que tu procèdes ainsi à l'avenir, car souvent il n'est pas possible de changer quelque chose dans un document officiel, même pour y corriger de ces erreurs grammaticales qui sont toujours fâcheuses. Pour Hales, pour les Jurassiens, etc., toutes les bévues de ce genre les mettraient en joie. » — Dans une note de son livre, Sorge reproduit un passage d'une réponse qu'il fit à Engels à ce sujet (6 décembre 1872) : « Nous n'avons malheureusement pas, écrivait-il, un Marx ni un Engels parmi nous, et c'est justement pour cela que nous n'avons accepté qu'avec quelque appréhension le transfert du Conseil général à

Dans les premiers jours qui suivirent le Congrès de la Haye, le Conseil fédéral anglais vota un blâme à Karl Marx, pour avoir dit au Congrès, lors du débat sur les mandats, que « tous ceux qu'on appelle les *leaders* du mouvement ouvrier en Angleterre sont des hommes vendus à Gladstone et à d'autres politiciens bourgeois ». En racontant cet incident à Sorge, Engels écrit (lettre du 21 septembre 1872) : « Ces gaillards-là, Hales, Mottershead, Eccarius, etc., sont furieux parce qu'on leur a retiré des mains le Conseil général ». Cette assertion d'Engels est manifestement fausse, car tous avaient insisté pour que le Conseil général ne fût plus à Londres (voir t. II, p. 326).

Marx et Engels essayèrent d'obtenir que les Sections anglaises désavouassent le Conseil fédéral ; mais ils eurent beau faire agir leurs quelques fidèles, la grande majorité se rangea du côté du Conseil. Une lettre adressée, le 21 octobre 1872, par John Hales, secrétaire correspondant du Conseil fédéral anglais, au Conseil fédéral belge, à l'occasion de différentes grèves à Londres et à Liverpool, — lettre publiée par le journal l'*Internationale*, — fit connaitre sur le continent l'attitude que les Sections anglaises venaient de prendre à l'égard des autoritaires ; Hales écrivait :

J'ai l'avantage de vous informer que le Conseil fédéral anglais a pris la résolution de correspondre directement avec toutes les Fédérations de l'Association, et d'échanger ses journaux avec les leurs. En conséquence, je vous enverrai directement l'*International Herald*, et je serai heureux de recevoir en échange quelquefois des lettres de vous, et de coopérer avec vous, de quelque manière que ce soit, à l'avancement de la cause pour laquelle nous travaillons...

Maintenant que le Conseil général n'est plus ici, je puis affirmer que nous allons faire plus de progrès que nous n'en aurions pu faire s'il était resté près de nous. L'autorité que le Conseil général avait concentrée dans ses mains d'une manière si fatale avait paralysé le mouvement en Angleterre. A présent, nos fers sont brisés, et j'espère qu'avant le prochain Congrès le mouvement anglais sera digne d'être cité à la tête de l'armée du travail.

Dans les premiers jours de novembre, les blanquistes, brouillés avec Marx depuis le tour que celui-ci leur avait joué à la Haye (voir t. II, p. 343), publièrent à Londres une brochure, rédigée par Vaillant, intitulée *Internationale et Révolution*, pour expliquer les raisons qui les avaient fait se séparer de la coterie marxiste. Notre *Bulletin* apprécia en ces termes cette manifestation :

Les Jacobins s'en vont.

Les citoyens Ranvier, Vaillant et quelques autres délégués au Congrès de la Haye, qui y ont voté avec la majorité, viennent de publier une brochure dans laquelle ils annoncent qu'ils se retirent de l'Internationale.

Ces citoyens sont des jacobins, des politiques autoritaires ; c'est dire qu'il n'y a rien de commun entre leur manière de concevoir la révolution et la nôtre. Et cependant ils portent sur Karl Marx et le Congrès de la Haye un jugement aussi sévère que celui de la minorité socialiste fédéraliste.

New York. Du reste, nous sommes d'avis que ce n'est pas la *forme* qui est la chose la plus importante, mais le *fond*. Si le *fond* est intelligible, des lecteurs ouvriers ne se formaliseront pas de quelques petites incorrections de langage. » Malheureusement, dans les élucubrations de Sorge, le fond ne valait pas mieux que la forme.

Ils accusent Marx de s'être servi d'eux contre la minorité, et de les avoir ensuite joués par le vote qui a transféré le Conseil général en Amérique. Ce transfert leur a ouvert les yeux sur les visées de Karl Marx, qui voulait absolument garder le Conseil général sous son influence personnelle, et qui a imaginé de le placer à New York, sous la direction de son homme lige, le *caporal* Sorge, comme l'appelait un délégué anglais au Congrès de la Haye, parce que, si le Conseil général était resté à Londres, Marx courait le risque de voir les ouvriers anglais et les réfugiés français y prendre la haute main.

Et voilà ce que disent une partie de ceux qui se sont aidés à faire le coup d'Etat de la Haye. Dépités de s'être vu jouer, ils viennent révéler le *secret de la comédie*, pour employer leurs propres expressions. C'est très édifiant, en vérité.

Du moins ces jacobins sont logiques. Ils avaient rêvé de transformer l'Internationale en une association politique, instrument discipliné entre les mains de quelques chefs, futurs hommes d'Etat de la révolution. Ils n'y ont pas réussi, — ils se retirent : à la bonne heure.

Débarrassée des jacobins, il ne reste plus à l'Internationale d'autres ennemis intérieurs que la coterie de Marx. Mais, si nous jugeons par ce qui se passe dans toutes les fédérations, cette coterie est réduite à l'impuissance, et toutes ses manœuvres souterraines ne lui permettront pas de ressaisir une autorité que la Déclaration de la minorité de la Haye a brisée pour jamais.

Engels écrivit à Sorge (16 novembre 1872), à propos du manifeste blanquiste : « Serraillier va répondre dans la *Liberté* et dans l'*Egalité* à ces fadaises (*Machwerk*)... La brochurette te divertira ; Vaillant y déclare que toutes nos théories économiques et sociales sont des découvertes blanquistes. Outre Paris, où le long Walter [1] est leur agent, ils ont déjà suscité des noises en différents endroits. Bien qu'ils ne soient pas dangereux, il ne faut pas leur fournir les moyens d'en susciter davantage : aussi ne devras-tu communiquer aucune adresse à Dereure. » Un peu plus tard (7 décembre), à propos de la réplique aux blanquistes, que Serraillier avait envoyée à l'*Egalité* de Genève, jadis le docile organe de Marx, Engels écrit : « Les ânes de l'*Egalité* disent que c'est trop personnel, et ne veulent pas l'insérer ». La dissidence entre les marxistes et les hommes du Temple-Unique ne devait pas tarder à s'accentuer.

Le Conseil général de New York avait été créé pour servir de simple prête-nom : l'autorité réelle devait rester entre les mains qui l'avaient jusqu'alors détenue. A cet effet, le Conseil fut invité par Marx et Engels à choisir des représentants auxquels il donnerait des pleins-pouvoirs : Marx pour l'Allemagne [2], Engels pour l'Italie, Serraillier pour la France. Engels, dans ses lettres à Sorge, l'entretient non seulement de l'Italie, mais de toutes les intrigues nouées dans les divers pays d'Europe. Voici quelques extraits amusants de sa correspondance :

« Bignami est le seul individu qui ait pris notre parti en Italie, — écrit Engels

1. Sur Walter (de son vrai nom Van Heddeghem), voir t. II, p. 326.

2. « Une indication du *Volksstaat* nous a appris que toute la correspondance d'Allemagne devait passer entre les mains de Marx avant d'être envoyée en Amérique. » (*Mémoire de la Fédération jurassienne*, p. 276.) — Engels avait écrit le 16 novembre 1872 à Sorge : « Pour l'Allemagne, il serait bon que Marx reçût du Conseil général des pleins-pouvoirs, afin qu'il pût agir en cas de besoin contre les schweitzeriens ».

le 2 novembre 1872, — quoique pas très énergiquement jusqu'à présent. Dans son journal la *Plebe* (de Lodi), il a imprimé mon rapport sur le Congrès de la Haye, et une lettre que je lui ai écrite. Comme je dois lui envoyer des correspondances, nous avons son journal entre les mains. Mais il se trouve au beau milieu des « autonomes », et doit prendre encore certaines précautions. » — Le 16 novembre : « Examinez s'il n'y aurait pas lieu de m'envoyer des pleins-pouvoirs pour l'Italie. Avec la lutte qu'il y a dans ce pays, où nos gens ne forment qu'une très petite minorité, il serait très désirable qu'on pût intervenir promptement. Je continue, il est vrai, ma correspondance privée, j'écris aussi dans la *Plebe* : mais sans pleins-pouvoirs je ne puis pas agir sur des sections qui, comme celle de Turin, paraissent vouloir tomber entièrement et ne donnent d'elles aucune nouvelle, comme c'est trop souvent le cas en Italie. » — Le 14 décembre, Engels annonce que le n° 118 de la *Plebe*, qui contenait la circulaire du Conseil général, a été saisi, et Bignami arrêté, et ajoute : « Naturellement nous tirerons tout le parti possible de cette histoire (*wir schlagen natürlich alles mögliche Kapital aus dieser Geschichte*) ; elle va être publiée immédiatement dans le *Volksstaat* et la *Emancipacion*, pour faire voir qui sont ceux que les gouvernements regardent comme dangereux, du Conseil général et de ses adhérents, ou bien des alliancistes. Il ne pouvait rien nous arriver de plus heureux en Italie. » — Le 4 janvier 1873 : « Bignami me bombarde de lettres réclamant des secours pour lui et trois autres prisonniers. Nous lui avons envoyé un peu d'argent, et nous avons écrit pour lui en Espagne et en Allemagne. Seulement on ne peut pas tirer grand chose de là, ils ont eux-mêmes assez de dépenses de cette espèce. Mais en Amérique on devrait faire quelque chose. Il est *de la plus haute importance* que Lodi soit soutenu du dehors : c'est notre poste le plus solide en Italie, et, maintenant que Turin ne donne plus signe de vie, le seul sur lequel nous puissions compter. A Lodi on peut obtenir un résultat beaucoup plus important, *et avec moins d'argent*, qu'avec la grève des bijoutiers de Genève, de laquelle Outine, à son ordinaire, prétend que dépend l'existence de l'Internationale genevoise. Ces Genevois sont sous ce rapport comme les Belges, ils ne font jamais rien et réclament toujours tout. Avec la moitié de ce qu'on sacrifierait inutilement pour Genève, ou moins encore, on pourrait obtenir en Italie un succès colossal. Pense à la rage des alliancistes, s'ils pouvaient lire dans la *Plebe* : *Soscrizione per le famiglie*, etc. : *Ricevuto dal Consiglio generale dell' Int., Nueva York*, tant et tant de *Lire*, et si le Conseil général de l'Internationale prouvait subitement son existence de cette manière ! Ainsi, faites ce que vous pourrez ! C'est à cause de votre circulaire que ces gens sont en prison, donc vous leur devez bien cela. Assurément il doit y avoir moyen de ramasser chez vous 30 ou 50 dollars ; mais, peu ou beaucoup, envoyez *quelque chose* et *tout de suite*, en promettant, si possible, encore d'autres envois ultérieurs. Si nous perdons Lodi et la *Plebe*, nous n'aurons plus un seul *pied-à-terre*[1] en Italie : dites-vous bien ça ! » Cet appel fut entendu ; mais, puisqu'on lui disait qu'à Lodi on pouvait « obtenir beaucoup avec peu d'argent », Sorge jugea qu'un rabais sur la somme demandée n'empêcherait pas la réussite du plan ; en conséquence, il répondit, le 12 février, en envoyant 20 dollars seulement à Engels. Dans l'intervalle, Bignami était sorti de prison ; sur quoi Engels écrivit à Sorge le 20 mars : « Quand ta lettre du 12 février est arrivée, les prisonniers étaient relâchés et Bignami signait de nouveau comme rédacteur. J'ai donc pris sur moi, l'argent n'étant plus nécessaire, de ne pas envoyer les 20 dollars, d'autant plus que le Conseil général en trouvera bien l'emploi pour ses propres besoins. » Il n'est pas d'économies négligeables ! Deux jours après, dans une nouvelle lettre, Engels ajoutait : « J'ai oublié de te dire, à propos des 20 dollars non expédiés à Lodi, que ces gens ont reçu, pendant leur mésaventure (*Pech*) : d'ici, 50 francs ; du Comité du Parti social-démocratique d'Allemagne, 20 thalers (75 fr.) ; d'Oberwinder à Vienne 50 florins (125 fr.), soit en tout 250 francs, ce qui m'a paru suffisant pour une affaire si bénigne, trois des prisonniers

1. En français dans l'original.

ayant été relâchés déjà au bout de quinze jours, et Bignami seul ayant été gardé en prison pendant six semaines. »

Sur l'Espagne, voici ce qu'on trouve dans les lettres d'Engels :

Du 31 octobre 1872 : « Il n'y a en Espagne que deux fédérations locales qui reconnaissent franchement et entièrement les décisions du Congrès de la Haye et le nouveau Conseil général : la Nouvelle fédération madrilène [1], et la fédération d'Alcalá de Hénarès... L'organe de la Nouvelle fédération madrilène, la *Emancipacion*, est peut-être le meilleur journal que possède l'Internationale tout entière. Son rédacteur actuel, José Mesa, est incontestablement l'homme le plus important parmi les nôtres en Espagne, tant par le caractère que par le talent, et c'est véritablement un des meilleurs dans l'Internationale entière. J'ai envoyé à la *Emancipacion* un rapport sur le Congrès, et d'autres articles, et je continuerai à faire de même, car Mesa, malgré son étonnante énergie, ne peut pas tout faire à lui seul. » Le 16 novembre, Engels, optimiste, annonce que l'Espagne, qui avait semblé perdue, sera bientôt reconquise : « Les fédérations de Gracia (300 membres), de Tolède (200 membres), de Cadalona et de Denia près Barcelone, se sont prononcées pour nous. A Valencia, une forte fraction de la fédération locale nous appartient, de même à Cadix. La vente de la *Emancipacion* — qui était en train de mourir et que nous maintenons en vie par de l'argent envoyé d'ici — a beaucoup augmenté (à Cadix, Valencia et Gracia 150 exemplaires)... Les choses vont bien ; au pis aller, nous conserverons en Espagne une très respectable minorité, qui se séparera des autres ;... et tout cela nous le devons à l'énergie du seul Mesa, qui a dû tout exécuter à lui seul. Mora est faible, et a été un moment vacillant. » — Du 7 décembre : « Le Conseil fédéral espagnol a convoqué pour le 25 décembre un Congrès régional à Cordoue, qui aura pour ordre du jour de choisir entre les décisions de la Haye et celles de Saint-Imier. La Nouvelle fédération madrilène vient de déclarer qu'en agissant ainsi, le Conseil fédéral a violé les statuts généraux et les statuts espagnols, et qu'il est en conséquence déchu de son mandat ; et elle invite les autres fédérations locales à élire un nouveau Conseil fédéral provisoire. Cette démarche décisive va mettre de la clarté dans la situation. Toutefois, une partie de nos gens en Espagne — spécialement les ouvriers catalans — sont d'avis de prendre part au Congrès de Cordoue ; ceux-là ne se rallieront donc pas à nous pour le moment. Les alliancistes précipitent les choses, dans l'espoir d'avoir la majorité à Cordoue, et ils y réussiront probablement ; alors les Catalans passeront formellement de notre côté. » L'événement, hélas ! devait apporter à Engels une cruelle déception.

En France, les choses ne marchaient pas à souhait :

Du 16 novembre : « A mon avis, vous devez absolument envoyer à Serraillier des pleins-pouvoirs pour la France. Une correspondance de ce genre ne peut pas du tout être conduite d'Amérique ; seulement il faut lui imposer la condition de vous envoyer un rapport tous les mois. Vous n'en trouverez pas de meilleur que lui. Dupont est trop négligent, si on ne le secoue pas tous les jours, et il se passe souvent une quinzaine sans que nous le voyions. » — Du 7 décembre : « Malgré les intrigues des Jurassiens et des blanquistes, les choses vont bien dans le Midi ; il s'y réunira ces jours-ci un Congrès, qui reconnaîtra les décisions de la Haye et qui votera probablement une adresse au Conseil général. Mais les gens demandent qu'il y ait ici quelqu'un muni de pleins-pouvoirs, avec la faculté de déléguer à d'autres, en France, des pleins-pouvoirs temporaires [2]. » — Du 7 décembre : « Les pleins-pouvoirs pour Serrailler, pour la

1. C'est la fédération composée de *neuf* membres qu'avait fondée Lafargue.

2. A ce passage de la lettre d'Engels, Sorge a ajouté une note explicative ainsi conçue : « Il s'était constitué dans le Conseil général de New York une sorte de *fronde* de mécontents, qui en voulaient à l'ancien Conseil général, parce que celui-ci gardait par devers lui les papiers relatifs à l'Internationale, et à Sorge à cause de ses relations avec l'ancien Conseil. Cette fronde faisait traîner les choses en longueur, et réussissait à faire différer toutes les mesures contre les Fédérations renitentes, ainsi que l'envoi des pleins-pouvoirs. C'était particulière-

France, sont *absolument* nécessaires, si vous ne voulez pas que tout périclite. Serraillier continue assidûment sa correspondance, et nous lui envoyons de l'argent pour cela ; mais il n'est qu'un simple particulier, tant qu'il n'a pas les pleins-pouvoirs, et les gens en France, malgré toute leur *autonomie*, veulent être dirigés par un représentant du Conseil général. » — Du 14 décembre : « Les pleins-pouvoirs pour Serraillier sont chaque jour plus nécessaires. Les Jurassiens ici, les blanquistes là, minent le terrain (*wühlen*) dans toute la France et *font des progrès*, et Serraillier ne reçoit déjà plus de réponses de différentes sections, parce qu'il ne peut écrire que comme simple particulier. Si vous différez encore, la France sera presque entièrement perdue pour nous, et au prochain Congrès la majorité aura passé de l'autre côté (*und auf dem nächsten Kongress wird der Spiess umgekehrt*). »

En Angleterre, la situation devenait de plus en plus fâcheuse pour les marxistes, et Engels le constatait (lettre à Sorge du 16 novembre) : « Par la mollesse des meilleurs parmi les Anglais, Hales et Mottershead ont réussi à s'emparer complètement du Conseil fédéral. Une masse de délégués de sections imaginaires [1] ont assuré momentanément à Hales la majorité ; il est secrétaire et caissier en une seule personne, et fait tout ce qu'il veut, comme le montre le compte rendu publié dans l'*International Herald* d'aujourd'hui. La seule chose que nous puissions faire, c'est de maintenir groupés les meilleurs éléments, jusqu'à ce que ces coquins se prennent mutuellement aux cheveux, ce qui ne manquera pas d'arriver bientôt. *Give them rope enough, and they will hang themselves* [2]. »

La lettre suivante, adressée par John Hales au Comité fédéral jurassien, et publiée dans le *Bulletin*, montrera qu'Engels avait en effet de quoi n'être pas content :

Association internationale des travailleurs.

Conseil fédéral anglais.

Londres, le 6 novembre 1872.

Au Comité fédéral de la Fédération jurassienne.

Chers citoyens,

Je viens vous accuser réception des exemplaires de votre *Bulletin* contenant le compte-rendu du Congrès de la Haye et les résolutions adoptées au Congrès que vous avez tenu à Saint-Imier. Conformément à votre demande, nous en avons envoyé un exemplaire à chacune de nos sections, en les accompagnant de quelques remarques de notre part. Jusqu'à présent aucune décision n'a été prise à l'égard des résolutions de Saint-Imier, les membres de notre Conseil fédéral étant en faveur d'une *politique expectante*. En attendant, nous nous organisons solidement pour être prêts en toute occurrence.

Nous combattrons aussi énergiquement que vous-mêmes pour le principe fédératif et l'autonomie des sections, mais en même temps nous ne sommes pas d'accord avec vos idées sur la politique. Nous croyons complètement à l'utilité de l'action politique, et je crois que chaque membre de notre Fédération en est persuadé ; car nous avons obtenu quelques-uns de nos meilleurs résultats par les concessions et les craintes des classes pos-

ment Bolte et Carl qui menaient ces mécontents. » On voit que le pauvre Sorge n'était pas sur un lit de roses.

1. On sait que les assertions d'Engels sont sujettes à caution.

2. « Qu'on leur donne assez de corde, et ils iront se pendre. »

sédantes... Nous sentons que nous devons nous emparer du pouvoir politique avant de pouvoir accomplir notre propre émancipation. Nous croyons que vous seriez arrivés à la même opinion que nous, si vous vous trouviez placés dans le même milieu, et nous pensons que les événements donneront raison à nos idées.

Mais en même temps nous reconnaissons votre loyauté, et nous admettons parfaitement qu'il puisse y avoir une semblable différence d'opinion quant à la politique à suivre pour réaliser les grands principes pour lesquels nous luttons les uns et les autres. C'est une preuve de plus que le principe fédératif est le seul sur lequel notre Association puisse être basée. Comme le citoyen Guillaume l'a dit à la Haye, « l'Internationale est le produit de notre vie de tous les jours, c'est une nécessité causée par les conditions dans lesquels nous vivons ». Les choses étant ainsi, il est certain qu'il serait impossible d'adopter une politique uniforme qui serait applicable à tous les pays et à toutes les circonstances.

Le Congrès de la Haye, qui devait et qui aurait pu apaiser les différends qui malheureusement avaient éclaté dans nos rangs, s'il avait été organisé d'une manière honnête, n'a fait que prouver que l'internationalisme est incompatible avec le système des intrigues secrètes.

Ce Congrès nous a au moins rendu un service. Il a démasqué l'hypocrisie des hommes de l'ancien Conseil général, de ces hommes qui cherchaient à organiser une vaste société secrète dans le sein de notre Association, et cela *sous le prétexte de détruire une autre société secrète dont ils avaient inventé l'existence pour les besoins de leur cause*[1].

Celui qui n'a pas connu de près le défunt Conseil général ne peut pas se faire une idée de la manière dont les faits y étaient dénaturés et dont les renseignements qui auraient pu nous éclairer y étaient interceptés. Il n'a jamais existé de conspiration secrète dont l'action ait été plus occulte que celle de l'ex-Conseil général. C'est ainsi, par exemple, que, lorsque j'étais secrétaire général de ce Conseil[2], *je n'ai jamais connu et je n'ai jamais pu obtenir les adresses des Fédérations du continent*[3]. Autre exemple: Un jour le Conseil fédéral anglais reçut une lettre très importante du Conseil fédéral espagnol; mais le signataire de cette lettre, le citoyen Anselmo Lorenzo, avait oublié de donner son adresse dans la lettre; le Conseil fédéral anglais pria alors le citoyen Engels, qui était à cette époque secrétaire correspondant du Conseil général pour l'Espagne, de lui donner l'adresse du Conseil fédéral espagnol: le citoyen Engels refusa formellement. Dernièrement il nous a fait le même refus à l'égard du Conseil fédéral de Lisbonne. Les membres anglais du Conseil général entendaient parler de temps en temps de la Fédération jurassienne : on la leur représentait comme n'étant composée que d'une poignée de charlatans doctrinaires qui cherchaient constamment à semer la discorde dans notre sein, mais qui n'y réussissaient pas, parce qu'ils n'avaient aucun ouvrier avec eux. Quand nous avons enfin connu la réalité, nous avons su que c'était, en cette chose

1. Ces mots sont soulignés dans la lettre anglaise. (Note du *Bulletin*.)
2. On sait que le citoyen Hales a fonctionné pendant plusieurs mois comme secrétaire général du Conseil général de Londres. (Note du *Bulletin*.)
3. Ces mots sont soulignés dans la lettre anglaise. (Note du *Bulletin*.)

comme en beaucoup d'autres, précisément le contraire qui était le vrai.

Quoique différant avec vous sur certains points, comme je vous l'ai dit, le Conseil fédéral anglais sera très heureux de correspondre directement avec vous, et de travailler d'accord avec vous à tout ce qui pourra servir à l'avancement de nos principes.

Salut cordial de votre ami et compagnon dans la cause du travail,

John Hales.

26, Baroness Road, Columbia Market, Londres E.

Le Comité fédéral jurassien adressa au Conseil fédéral anglais la réponse suivante, qui, naturellement, n'était pas l'œuvre du seul Schwitzguébel :

Sonvillier, 17 novembre 1872.

Chers compagnons,

Nous avons lu avec un vif plaisir la lettre que votre secrétaire John Hales nous a adressée en date du 6 courant pour nous accuser réception des documents envoyés par nous et nous assurer de vos sentiments d'amitié et de solidarité. Nous voyons dans ce fait d'une correspondance directe entre les ouvriers anglais et les ouvriers jurassiens le gage certain d'une organisation toujours plus solide de l'Internationale et d'une union toujours plus intime de ses sections. Les divisions intestines dont on avait fait grand bruit et qui avaient tant réjoui la bourgeoisie étaient, tout le prouve aujourd'hui, beaucoup plus apparentes que réelles : ce n'était que l'œuvre de quelques hommes intéressés à faire croire qu'elles existaient et qui pratiquaient la maxime : *Diviser pour régner*. Aujourd'hui que ces hommes ont disparu, et que les divers pays ont pu enfin échanger leurs idées sans intermédiaire et se voir face à face, tous ces internationaux qu'on avait cherché à animer les uns contre les autres s'aperçoivent que leurs prétendues inimitiés n'existaient pas, que de part et d'autre il n'y a que des sentiments fraternels, que les aspirations, le but, les intérêts sont les mêmes ; ils se tendent la main avec joie, et l'Internationale, un instant compromise par quelques intrigants, est sauvée.

Recevez donc, ouvriers anglais, vous que plus que tous les autres on avait cherché à faire passer pour les ennemis jurés de la Fédération jurassienne, recevez le salut le plus cordial de la classe ouvrière de notre contrée.

Toutefois, si nos aspirations sont les mêmes, nous différons, comme vous le dites, sur les moyens à employer pour atteindre le but. Mais si nous avons adopté chez nous une ligne de conduite qui nous paraît nécessitée par les circonstances, l'idée ne nous viendra jamais de blâmer les ouvriers anglais de suivre une tactique différente : vous êtes seuls juges de ce qu'il est utile et opportun de faire chez vous, et, comme vous le dites très bien, si nous étions à votre place, subissant l'influence du milieu dans lequel vous vivez, de vos conditions industrielles spéciales, de vos traditions historiques, ayant à combattre, outre les seigneurs de la banque et de l'usine, la vieille féodalité terrienne et toutes les institutions du moyen âge qui pèsent encore sur vous, probablement nos idées se seraient modifiées.

Et si vous viviez dans les républiques suisses, sous nos institutions démocratiques *dans la forme*, institutions grâce auxquelles le peuple, qui se

croit libre, ne s'aperçoit pas de sa servitude économique, et se laisse docilement embrigader par les charlatans politiques qui ont besoin de lui pour escalader le pouvoir ; — si vous viviez dans ce milieu-là, vous éprouveriez sans doute comme nous le besoin de protester contre l'immorale comédie du suffrage universel, et de répéter aux ouvriers de notre pays que la première chose à faire, pour travailler à leur émancipation, est de se débarrasser des intrigants politiques qui cherchent à escamoter les questions sociales, et que, pour se débarrasser d'eux, le moyen le plus simple est de leur refuser leurs votes. Si les ouvriers de Paris n'avaient pas voté autrefois pour Jules Favre, Jules Simon et autres de la même clique, ils ne fussent pas devenus plus tard les victimes de ces misérables, dans lesquels ils s'étaient donné des maîtres en leur accordant leurs suffrages.

Du reste, nous vous le répétons, nous reconnaissons de la façon la plus complète le droit des ouvriers anglais à adopter une tactique différente, et nous croyons même qu'il est utile qu'ils tentent cette expérience. Nous verrons ainsi qui de vous ou de nous atteindra le plus vite et le plus sûrement le but, et les premiers arrivés tendront la main à leurs frères restés en arrière.

Ce que nous vous disons en ce moment, nous le disions déjà en 1870, au moment où l'on nous représentait à vous comme des doctrinaires intolérents ; et si alors nous avions pu, comme aujourd'hui, correspondre directement avec vous sans passer par l'intermédiaire de la police secrète de M. Marx, bien des choses fâcheuses eussent été évitées. Permettez-nous de vous citer ce que disait, sur cette question, notre organe d'alors, la *Solidarité*; vous verrez si notre langage n'était pas absolument conforme à celui que vous tenez vous-mêmes à cette égard dans votre lettre :

« Nous devons compter avec les faits existants, disait la *Solidarité* (numéro du 4 juin 1870). Et c'est pourquoi nous déclarons que si les Anglais, les Allemands, les Américains ont un tempérament qui leur fait voir les choses autrement que nous, si leur conception de l'Etat diffère de la nôtre, si enfin ils croient servir la cause du travail au moyen des candidatures ouvrières, nous ne pouvons pas leur en savoir mauvais gré. » [Suit la reproduction du passage de la *Solidarité*, jusqu'à la fin de l'article, qui se termine ainsi : « Rappelons-nous... que ce qui convient à certains groupes d'hommes peut n'être pas approprié à d'autres, et laissons chaque groupe choisir en toute liberté l'organisation, la tactique et la doctrine qui résultent pour lui de la force des choses [1] ».]

Voilà ce que disaient, il y a deux ans et demi, les *doctrinaires* du Jura. Jugez s'ils méritaient d'être anathématisés comme des agents de discorde, ou si leur esprit était conforme, dès cette époque, aux vrais principes de l'Internationale.

Les faits que vous nous racontez au sujet de la conspiration jésuitique organisée par MM. Marx et Engels ; ce fait incroyable, entre autres, que les adresses des Fédérations du continent restaient un secret pour ceux qui n'étaient pas du complot, et que le secrétaire du Conseil général n'a

1. Ce passage a été donné en entier au t. II, p. 43, où le lecteur pourra le retrouver.

jamais pu obtenir qu'on les lui communiquât; tout cela met en lumière avec plus d'évidence que jamais une chose dont vous vous êtes aperçus comme nous, et dont, pour notre part, nous avions *les preuves en mains* depuis longtemps : l'existence d'un vaste système d'intrigues secrètes au sein de l'Internationale, dans le but d'assurer la domination de M. Marx sur notre Association. Et l'acharnement de ces intrigants à dénoncer l'existence d'une soi-disant Alliance secrète n'est, comme vous nous le dites en d'autres termes, que la répétition de la manœuvre bien connue du filou qui crie *Au voleur!* pour détourner l'attention.

Nous vous remercions de l'envoi de votre journal, *the International Herald*, et nous avons été heureux d'y lire les progrès que l'Internationale fait en Angleterre. Nous espérons que vous nous tiendrez au courant de tout ce qui se passera dans notre pays intéressant la cause ouvrière, et dans ce but nous vous soumettrons une idée : Chaque Conseil fédéral ne pourrait-il pas, une fois par mois, rédiger une circulaire rendant compte de la situation de sa région, et adresser un exemplaire de cette circulaire aux autres Conseils fédéraux? Nous pourrions de cette manière, sans avoir besoin de centraliser les renseignements au moyen d'un Conseil général, nous tenir mutuellement au courant de tout ce qui se passe, et la vie créée de cette façon amènerait une union et une solidarité toujours plus grandes entre les Fédérations des divers pays.

Nous vous prions de mettre cette idée à l'étude, et, en attendant votre réponse, nous vous présentons notre salut fraternel.

Au nom et par ordre du Comité fédéral jurassien,

Le secrétaire correspondant :

Adhémar Schwitzguébel.

Cependant Marx préparait contre le Conseil fédéral anglais un coup d'Etat semblable à celui qui avait été exécuté, l'hiver précédent, à New York, contre le Conseil fédéral américain [1]. Il réussit à faire entrer dans le Conseil anglais quelques hommes à lui, Dupont, Murray, Milner, etc., et à gagner à sa cause le propriétaire de l'*International Herald*, le publiciste Riley. A la suite de l'insertion, dans l'*International Herald* du 23 novembre, d'un article mensonger sur une conférence faite à Nottingham par un agent de Marx, De Morgan, ce journal cessa, à partir de son numéro du 30 novembre, d'être l'organe du Conseil fédéral [2]. Le Conseil alors, quittant « l'attitude expectante », décida de convoquer pour le 5 janvier 1873 un Congrès de la Fédération anglaise, auquel serait soumise la question de l'adoption ou du rejet des résolutions de la Haye. La circulaire de convocation (10 décembre) était signée de vingt-deux membres du Conseil, parmi lesquels Hales, Jung, Mottershead, Roach, Mayo, Bennett. Les membres formant la minorité, Dupont, Lessner, Vickery, et quelques autres, se séparèrent alors de leurs collègues; et ces sécessionnistes, après s'être arrogé (12 décembre) le titre de Conseil fédéral anglais, publièrent une contre-circulaire où il était dit que la convocation d'un Congrès anglais, pour discuter les décisions du Congrès de la Haye, était illégale. Une seconde contre-circulaire, disant les mêmes choses, fut publiée sous le nom de la « Section étrangère de Manchester [3] ». Mais le 23 décembre la majorité

1. Voir t. II, p. 315.
2. Voir plus loin pages 33-34.
3. Une lettre de Marx à Sorge, du 21 décembre 1872, qu'on trouvera plus loin, nous a appris que la première de ces deux contre-circulaires était l'œuvre de Marx lui-même, et la seconde l'œuvre d'Engels.

du Conseil se réunit de nouveau, décida la convocation du Congrès anglais pour le 26 janvier, et nomma une Commission exécutive de six membres chargée de préparer ce Congrès. Cette Commission, composée de Foster, Pape, Jung, Hales, Mayo et Grout, publia en janvier un Appel aux Sections anglaises, contenant des détails circonstanciés sur l'intrigue marxiste et sur la scission que cette intrigue avait réussi à produire en Angleterre. Le *Bulletin* donna une analyse de ce document, où sont racontés les détails de toute cette histoire, et je reproduis ci-dessous les parties essentielles de notre article :

L'Internationale en Angleterre.

Le Conseil de la Fédération anglaise de l'Internationale s'est prononcé, comme on le sait, contre le Congrès de la Haye. Il a convoqué à Londres, pour le 5 janvier 1873, un Congrès des Sections anglaises pour lui soumettre la question. Ceci n'a pas été du goût de Marx, qui comptait quelques amis au sein du Conseil fédéral anglais ; ces amis, à la tête desquels sont Lessner et Eugène Dupont, ont fait bande à part, et ont publié une protestation contre la convocation du Congrès. Rien de plus permis, à coup sûr; mais ces *protestants* ont cru devoir en même temps prendre pour eux le titre de Conseil fédéral anglais, bien qu'ils ne fussent qu'une petite minorité de ce Conseil. C'est la répétition du coup d'Etat exécuté en 1871 par Sorge contre le Conseil fédéral américain.

Ce procédé a engagé le véritable Conseil fédéral anglais à publier un Appel aux Sections anglaises, dont nous avons reçu communication, et dont nous traduisons les passages principaux à cause de son importance.

Après avoir annoncé que la date de la convocation du Congrès anglais était reportée au 26 janvier, le Conseil fédéral ajoute :

« Deux circulaires [1] vous ont été envoyées dans le but de dénaturer les faits et de vous aveugler sur l'état réel des choses. Les deux circulaires en question, bien que provenant en apparence de deux corps distincts, — l'une de la « Section étrangère » de Manchester, et l'autre de quelques individualités qui s'arrogent le titre de Conseil fédéral anglais, — émanent en réalité de la même source, comme on peut le voir par la comparaison de leur contenu. Un examen un peu attentif démontre qu'elles n'ont évidemment pas pu être écrites par ceux au nom desquels on les publie, surtout en ce qui concerne celle attribuée à la « Section étrangère » de Manchester, section qui n'existe que depuis trois mois à peine....

« Le Congrès de la Haye, nous le déclarons, n'a été qu'une mystification ; et, lorsque le Congrès anglais sera réuni, nous prenons l'engagement de prouver les faits suivants : Qu'il y a eu à la Haye des individus qui ont voté en vertu de mandats émanant de sections qui n'ont jamais existé ; — que des mandats ont été donnés à des individus qui n'étaient pas membres de l'Association ; — qu'à la Haye un certain parti a offert des mandats à diverses personnes, à la condition qu'elles voteraient d'une certaine façon, offre qui a été repoussée avec indignation ; — que, *à la suite d'instructions données*, on avait apporté d'Amérique des mandats en blanc, qui n'avaient pas été délivrés par les sections dont ils étaient censés émaner ; — que ces mandats ont été distribués par certaines personnes à qui leur plaisait ;

1. Les contre-circulaires rédigées par Marx et Engels.

— qu'un de ces mandats, venant soi-disant d'une Section allemande de Chicago, a été remis à un individu bien connu pour être en relations avec le journal [conservateur] le *Standard*, et duquel le citoyen Karl Marx lui-même avait dit, à peine un mois auparavant, qu'il le soupçonnait d'être un espion [1] : — que c'est en parlant en faveur de l'admission de cet individu au Congrès que le citoyen Marx a osé dire « que c'était un honneur que « de ne pas appartenir à ceux qu'on nomme les chefs (*leaders*) du mouve-« ment ouvrier anglais, attendu que *tous ces leaders* sont vendus à Glad-« stone, à Morley, à Dilke, etc. » Nous prouverons en outre que ce même individu, agent du parti conservateur, a fourni au *Standard* des comptes-rendus réguliers des séances privées du Congrès, dont les correspondants de journaux avaient été exclus, donnant des détails circonstanciés sur tous les incidents plus ou moins scandaleux qui survinrent dans ces séances.

« A l'appui de toutes ces assertions, nous ne nous bornerons pas à de simples affirmations, *nous présenterons des faits*; et voilà pourquoi il se trouve des gens à qui la convocation d'un Congrès anglais fait si grand peur. Ceux qui ont été les instigateurs et les instruments de ces fraudes n'osent pas affronter la vérité; c'est pour cela qu'ils prétendent que notre convocation est illégale, et qu'ils emploient tous les moyens pour vous prévenir contre nous. Nous ne vous demandons rien d'autre que de vous décider après avoir pris connaissance des faits, et de choisir ensuite ceux qu'il vous plaira pour administrer vos affaires à l'avenir. C'est à vous de décider par vous-mêmes qui sont ceux qui représentent réellement l'Internationale et les aspirations des classes ouvrières. Nous ne prétendons pas nous attribuer le monopole de l'administration de vos affaires. Nous croyons que les travailleurs sont en état de se diriger eux-mêmes, à la condition qu'ils en aient la volonté.

« ... Le nouveau Conseil général à qui a été remis le soin de diriger les destinées de l'Association (sous l'inspiration de certains membres de l'ex-Conseil général) est en guerre avec lui-même, et avant peu aura cessé d'exister. Deux des hommes élus à la Haye ont refusé d'y siéger, parce qu'ils ne voulaient pas se laisser employer comme de dociles instruments ; l'un d'entre eux était le seul Américain élu. Maintenant Kavanagh, l'un des deux Irlandais qui font partie du Conseil général, se déclare à son tour dégoûté de ce qui s'y passe. Sorge, que son propre parti *n'a pas osé nommer* à la Haye, s'est fait adjoindre à ce soi-disant Conseil, et y exerce l'office de secrétaire général. Cet homme, qui est Allemand, est celui qui a apporté d'Amérique les mandats en blanc ; c'est lui qui, dans un de ses discours à la Haye, disait : « Les Américains natifs ne travaillent pas, ils vivent aux dé-« pens des autres ; il est inutile d'essayer de rien organiser avec eux ». Voilà l'homme dont on voudrait faire le directeur en chef de toute la politique de l'Internationale !

« Les deux circulaires en question [2] prétendent que les résolutions du Congrès de la Haye ont été complètement acceptées en France, en Alle-

1. Il s'agit de Maltman Barry (voir t. II, p. 324).
2. Les contre-circulaires rédigées par Marx et Engels.

magne, en Autriche, en Hongrie, en Portugal, en Amérique, en Danemark, en Pologne, et en Suisse, sauf un petit nombre de sections dans ce dernier pays. Nous pourrions demander comment ces renseignements ont été obtenus? Le Conseil fédéral anglais n'a jamais rien appris de semblable, quoiqu'il soit en correspondance avec cinq des pays sus-mentionnés et qu'il en reçoive des journaux. La vérité, c'est que cette assertion des circulaires est un mensonge [1]. Dans quelques-uns des pays énumérés, l'Internationale *n'existe pas*; on aurait donc tout aussi bien pu ajouter encore, pour grossir la liste, l'Inde, la Chine, le Japon et le royaume de Siam [2]. Nous défions nos adversaires de produire *une liste des noms et des adresses* des secrétaires des Fédérations et Sections qui ont reconnu le Congrès de la Haye et accepté ses résolutions. Presque toutes les Fédérations de l'Internationale les ont repoussées. Elles ont été hautement répudiées par les Conseils fédéraux d'Amérique, d'Espagne, d'Italie, de Belgique, et du Jura, par beaucoup de Sections françaises, et tout dernièrement par deux importants Congrès régionaux [3].

« Dans chacun de ces pays le mouvement a été spontané. C'est le scandale même de toute l'affaire qui a forcé les Fédérations à se prononcer contre elle. Elles n'ont pas pu faire autrement, lorsque les faits sont venus à leur connaissance. Il n'y a eu ni fraude ni intrigue; aucune Fédération ne nous a jamais engagés à nous occuper de cette affaire, soit en convoquant un Congrès, soit autrement, et nous n'avons jamais écrit à aucune d'elles une seule ligne pour les prévenir que nous eussions l'intention de discuter cette question. S'il y a eu « un complot pour duper la Fédération anglaise », il a été organisé par ce parti qui, pensant que la fin justifie les moyens, a systématiquement étouffé la vérité et supprimé les faits...

« On prétend que les critiques que nous faisons de la translation du Conseil général à New York viennent simplement de ce qu'à nos yeux « un « Conseil général où ne siègent pas les citoyens Hales, Mottershead, Jung, « Bradnick, Mayo et Roach ne peut pas représenter l'Internationale ». En réponse à cette insinuation, nous rappellerons simplement que dans la dernière séance tenue par l'ex-Conseil général, le citoyen Jung proposa que le Conseil général n'eût plus son siège à Londres. Cette proposition fut fortement appuyée par les cinq autres citoyens nommés plus haut, leur opinion étant que, dans l'intérêt de l'Association, le Conseil général devait être transféré sur le continent. Le citoyen Jung ne se borna pas à faire cette

1. Pour la France, on verra tout à l'heure ce qu'il en était. En Allemagne, en Autriche, en Hongrie, l'Internationale n'existait pas. Sur le Portugal, Engels écrit à Sorge le 4 janvier 1873 : « En Portugal, le droit d'association n'existe pas; aussi l'Internationale n'y est-elle pas officiellement constituée ». Sur le Danemark, le même jour : « Du Danemark toujours pas une seule ligne. J'appréhende que les schweitzeriens n'aient tripoté là au moyen de leurs adhérents du Schleswig. » Sur la Pologne, Marx écrit le 21 décembre 1872 : « Le Conseil général n'avait pu obtenir l'adhésion de la Pologne qu'à la condition (nécessaire vu la situation du pays) qu'il n'aurait affaire qu'au seul Wroblewski, et que celui-ci communiquerait seulement ce qu'il jugerait convenable. Vous n'avez pas le choix : il faut donner à Wroblewski le même pouvoir illimité que nous lui avions accordé, ou renoncer à la Pologne. »

2. C'est ce que font aujourd'hui (1908) les dirigeants de la soi-disant « nouvelle Internationale ».

3. Ceux de Bruxelles et de Cordoue, dont il sera parlé plus loin.

proposition ; il remit en outre au citoyen Johannard une lettre que celui-ci était chargé de lire à la Haye au cas où le Conseil général serait maintenu à Londres, lettre par laquelle Jung refusait d'avance toute nomination à ce Conseil. La proposition de Jung fut rejetée, grâce à l'opposition des citoyens Marx et Engels, qui parlèrent fortement contre tout changement du siège du Conseil général ; ces mêmes citoyens soutinrent plus tard à la Haye l'opinion contraire, et proposèrent le transfert du Conseil à New York. Le motif de cette politique de girouette était, lorsque Marx et Engels soutinrent que le siège du Conseil général ne devait pas être changé, de s'assurer les votes des blanquistes membres du Conseil, qui désiraient que le Conseil général restât à Londres. Les blanquistes furent donc flattés d'abord, puis trahis plus tard ; quand on n'eut plus besoin d'eux, on les jeta par-dessus bord : aussi ont-ils, depuis, donné leur démission de membres de l'Internationale [1].

« La politique tortueuse suivie par certains membres de l'ex-Conseil général a été quelque peu surprenante. Ainsi, le transfert du Conseil général à New York a été proposé précisément par les hommes qui avaient obtenu [en août] la suspension du citoyen Hales comme secrétaire général parce qu'il avait proposé au Congrès anglais de Nottingham [en juillet] « que le Conseil fédéral anglais correspondît directement avec tous les au-« tres Conseils fédéraux de l'Association et fît avec eux l'échange des jour-« naux ». Par conséquent, pour rester fidèle à la théorie de ces hommes, dans le cas où une grève éclaterait en Angleterre ou en Ecosse et où nous serions menacés de voir amener des ouvriers du continent, le Conseil fédéral anglais serait tenu d'écrire à New York au Conseil général pour prier celui-ci d'écrire à son tour aux Conseils fédéraux d'Europe afin de les prévenir d'empêcher le départ d'ouvriers pour la Grande-Bretagne ! Cette conséquence absurde de leur théorie suffit à prouver combien peu ces hommes, qui appartiennent à la bourgeoisie, connaissent les besoins réels des travailleurs. Ce sont eux qui ont si bien intrigué et tripoté dans les affaires de la Fédération anglaise, que c'est merveille si cette Fédération existe encore. Si tous ses membres connaissaient la manière dont on a brouillé les cartes et dont on a pris les gens pour dupes, ils ne consentiraient plus à remettre le soin de leurs affaires à des hommes qui ne seraient pas pris dans les rangs du travail : *L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* »

L'Appel du Conseil fédéral anglais donne ensuite des détails très circonstanciés sur les origines de la scission qui a eu lieu dans son sein ; nous devons nous borner à les résumer.

Pendant assez longtemps, il n'y eut pas, en dehors des Trade Unions qui s'affiliaient en bloc, de sections de l'Internationale en Angleterre. Ce furent les citoyens Jung et Hales qui résolurent les premiers de chercher à en constituer ; dans l'hiver de 1869 ils commencèrent à donner des conférences sur les principes de l'Internationale, et ils continuèrent en 1870. Le résultat de ces conférences fut la formation de plusieurs sections : la première fut celle de Bethnal Green (à Londres), et la seconde celle de Saint-

1. La plus grande partie de cet alinéa a déjà été reproduite, t. II, p. 327, note 1.

Luc (aussi à Londres). En 1872, un Conseil fédéral anglais fut organisé et reconnu par le Conseil général, et il élabora un règlement fédéral. Mais quoique le Conseil fédéral eût été reconnu, et qu'il envoyât ses délégués au Conseil général, il était complètement tenu en tutelle par ce dernier : c'était le Conseil général qui décidait, dans la pratique, qui devait siéger ou ne pas siéger dans le Conseil fédéral anglais. Il demanda et obtint l'exclusion de divers citoyens dont l'honnêteté et l'intégrité ne pouvaient être mises en doute ; et lorsque le Conseil fédéral, mécontent de la conduite d'un de ses délégués au Conseil général, voulut le remplacer, le Conseil général le maintint dans sa charge. Pour en finir avec cet état de choses, le Conseil fédéral décida de convoquer un Congrès des Sections anglaises à Nottingham (juillet 1872). Mais là encore le Conseil général intervint : le sous-comité du Conseil général envoya à ce Congrès le citoyen Dupont, avec des instructions spéciales ; et celui-ci prit en effet part au Congrès comme délégué de la Société des *bricklayers* de Manchester ; mais le mandat qu'il présenta ne portait ni la signature du secrétaire de cette Société, ni le timbre officiel. En outre, certaines personnes avaient écrit à la Section de Manchester pour lui recommander d'envoyer le plus grand nombre possible de délégués, et de tâcher d'obtenir que le Conseil fédéral fût placé à Manchester, la chose étant, disait-on, indispensable. La seconde partie du complot échoua, et le Conseil fédéral fut maintenu à Londres ; mais le Conseil général ne discontinua pas de s'ingérer dans ses affaires.

Sur ces entrefaites, un publiciste anglais, M. Riley, entreprit la publication d'un journal hebdomadaire qu'il appela l'*International Herald*, et il essaya d'obtenir qu'il fût adopté comme l'organe officiel du Conseil général. Son offre, combattue par Engels, fut rejetée ; bien plus, le Conseil général, dans un document public, répudia formellement l'*International Herald* ; ce document fut rédigé par Marx et Engels : ce dernier parla toujours du journal de M. Riley dans les termes les plus méprisants, et fit son possible pour le tuer. M. Riley s'était aussi adressé aux membres du Conseil fédéral anglais, et les avait priés d'appuyer son entreprise ; ceux-ci, en particulier Hales et Roach, firent tout ce qu'ils purent pour soutenir et répandre le nouveau journal, et l'*International Herald* fut même adopté comme l'organe officiel du Conseil fédéral (mars 1872), à la condition que le Conseil fédéral aurait la direction de toute la partie du journal relative à l'Internationale, mais ne s'occuperait pas du reste de la rédaction. En juin 1872, M. Riley annonça qu'il n'avait pas de ressources suffisantes pour continuer son journal. Là-dessus une société par actions se constitua pour venir à son aide, sous la présidence du citoyen Hales ; un prospectus fut imprimé *aux frais du Conseil fédéral*, et des fonds furent souscrits et versés. Tout à coup M. Riley fit savoir qu'il venait de prendre des arrangements particuliers à l'égard du journal, et qu'il n'avait plus besoin d'actionnaires ; il promit en même temps de rendre les fonds qu'il avait reçus : mais jusqu'à présent il ne l'a pas fait.

Dans la séance du Conseil fédéral du jeudi 25 novembre 1872, l'attention du Conseil fut appelée sur un compte-rendu inséré dans l'*International Herald* au sujet d'une conférence donnée sur l'Internationale par M. De Morgan à Nottingham ; ce compte-rendu contenait plusieurs assertions complè-

tement absurdes. Au cours du débat, M. Riley dit : « Je proteste contre cette discussion ; le Conseil n'a rien à faire avec ce qui paraît dans le journal ». Le citoyen Hales répondit : « Si nous n'avons rien à faire avec ce qui paraît *dans notre organe officiel*, je proposerai qu'il cesse d'être notre organe officiel ». Le citoyen Riley dit alors : « Je n'attendrai pas votre décision : j'effacerai moi-même ces mots du titre ; je pourrai alors insérer ce que je voudrai, et cela sera beaucoup mieux pour moi [1] ». La semaine suivante, en effet, M. Riley enleva du journal les mots *Organe officiel du Conseil fédéral anglais de l'Internationale*. C'est ainsi que l'*International Herald* a cessé d'être l'organe des internationaux anglais.

Voici, pour terminer, des détails édifiants sur les dernières manœuvres des marxistes. Le Conseil fédéral anglais se réunissait au nº 7 de Red Lion Court, dans une pièce appartenant à l'imprimeur de l'*International Herald*. Il fallait payer cinq shillings par semaine pour la location de cette chambre. Le Conseil fédéral avait chargé le citoyen Hales de payer cette location ; il devait être remboursé chaque fois par les membres du Conseil. Au bout de quelques semaines, le citoyen Hales trouva que certains délégués mettaient trop peu de bonne volonté à verser leur quote-part des frais ; il annonça donc au Conseil qu'il déclinait pour l'avenir toute responsabilité dans le paiement de la salle. Le Conseil se sépara sans avoir rien statué à ce sujet, et la clef du local fut rendue au propriétaire. C'était le jeudi 5 décembre. Or, la semaine suivante, quelques membres de la minorité du Conseil obtinrent, par un moyen ou par un autre, la clef de la salle, et ils convoquèrent pour le jeudi 19 décembre une réunion composée exclusivement de la minorité. Dans cette réunion, on renouvela le bureau, et on rédigea une circulaire informant les sections que le citoyen Hales avait été destitué de son office du secrétaire correspondant. En outre, pour éviter la présence des membres de la majorité, on décida de changer le jour des réunions, et de le fixer au lundi. Cet arrangement devait rester secret ; mais M. Riley en ayant prévenu par lettre le citoyen Bennett, pour l'inviter aux réunions de la minorité, l'affaire fut ébruitée. Tous les membres du Conseil furent aussitôt prévenus, et le lundi suivant 23 décembre ils vinrent en grand nombre ; les organisateurs du complot constatèrent, à leur grand déplaisir, qu'il y avait plus de monde qu'ils n'eussent désiré. Ils restèrent à la porte, ne sachant quel parti prendre. Les membres qui étaient venus pour discuter et voter loyalement entrèrent, bien résolus à tenir une séance. Le citoyen Grout fut élu président, et réclama le procès-verbal. Personne ne répondit, bien que le secrétaire, le citoyen Mitchell, fût en bas. On demanda au citoyen Hills, qui était présent, et qui avait assisté à la séance du 19, d'en donner de mémoire un résumé. Il le fit, et déclara entre autres qu'il avait été décidé de convoquer une réunion pour ce soir-là, et que c'était en vertu de cette convocation qu'il était venu. La résolution suivante fut alors proposée et votée à l'unanimité : « Toutes les décisions prises dans la séance du 19 décembre sont annulées, à l'exception de celle concernant le changement des jours de réunion ». Sur ces entrefaites, le ci-

1. C'était Marx qui était l'instigateur de cette nouvelle attitude de Riley : il l'a raconté lui-même (voir plus loin p. 36).

toyen Mitchell entra et prit sa place. On lui demanda de lire le procès-verbal de la séance précédente ; il répondit qu'il ne l'avait pas apporté avec lui. On l'invita à en donner de mémoire un résumé. Il s'y refusa, disant « qu'il ne se souvenait de rien ». Le Conseil poursuivit alors ses délibérations, décida de fixer la date de réunion du Congrès de la Fédération anglaise au 26 janvier 1873 [1], et nomma une Commission exécutive de six membres chargée d'organiser ce Congrès. Cette Commission fut composée des citoyens Foster, Pape, Jung, Hales, Mayo et Grout. Puis le Conseil se sépara après avoir voté une dernière résolution portant que « le bail de la salle au n° 7 de Red Lion Court était définitivement résilié, et que le Conseil fédéral ne se réunirait plus jusqu'au Congrès ». En exécution de cette résolution, deux membres du Conseil se rendirent auprès du propriétaire pour la lui communiquer ; ils lui demandèrent en même temps de remettre au citoyen Hales, secrétaire correspondant, les lettres qui pourraient arriver à l'adresse du secrétaire du Conseil. Le propriétaire s'y refusa, disant que M. Riley l'avait prévenu de ne rien écouter de ce que Hales pourrait lui dire.

Tel est le résumé de ce document, qui jette une lumière inattendue sur certains agissements malpropres du parti autoritaire.

Le double épisode qui vient d'être raconté, la réunion clandestine de la minorité le jeudi 19 décembre, et l'apparition inattendue de la majorité à la réunion du lundi 23 décembre, où l'intrigue marxiste fut déjouée, a été perfidement dénaturé dans le libelle intitulé *Die Internationale*, de Gustav Jaeckh. L'auteur, qui appelle la majorité les *sécessionnistes*, écrit : « Les sécessionnistes se désignaient eux-mêmes comme la majorité. Mais il serait bien étonnant qu'ils eussent eu recours à la sécession, s'ils avaient été en effet les plus nombreux au Conseil fédéral : et on se demande pourquoi ils se seraient abrités dans l'ombre et le mystère, eux majorité, pour accomplir la scission. Une lettre de Vickery, publiée dans l'*Eastern Post* du 23 février 1873, raconte que les meneurs convoquèrent dans le plus grand secret [pour le 23 décembre] une réunion, dont les membres de la *majorité* n'entendirent parler que le jour même où elle eut lieu, et que dans cette réunion fut décidée la convocation du Congrès. » La lettre de Vickery — bien que celui-ci fût membre de la minorité — dit la vérité, et ceux qu'elle appelle « majorité » sont les anti-marxistes : mais Jaeckh, le menteur, transforme audacieusement cette vérité en son contraire. Tandis que les *meneurs* qui convoquèrent « dans le plus grand secret » la réunion du 23 décembre sont, comme on l'a vu, les membres de la minorité marxiste, sous la plume de Jaeckh ces *meneurs* deviennent les anti-marxistes, et la minorité marxiste devient la *majorité* : en sorte que la manœuvre accomplie par les membres de la minorité, par les amis de Marx, est présentée aux lecteurs du libelle comme accomplie par Hales, Jung et leurs amis, désignés sous le nom de *meneurs* : et Jaeckh tire de là cette conclusion, que sans doute la soi-disant « majorité » (Hales, Jung et leurs amis) n'avait pas en réalité le nombre de son côté !

Sorge, dans son zèle, s'est chargé d'apporter le pavé de l'ours, en publiant une lettre de Marx, du samedi 21 décembre 1872 (donc, antérieure de deux jours à la réunion du 23 décembre), dans laquelle Marx raconte la part prise par lui et Engels aux intrigues qui précédèrent et suivirent l'escamotage accompli l'avant-veille, 19 décembre, par leurs amis ; il explique comment les deux contre-circulaires furent rédigées, l'une par lui-même (celle qui porte les signatures du pseudo-Conseil fédéral), l'autre par Engels (celle qui parut sous le nom

1. On a vu plus haut que la date primitivement choisie avait été le 5 janvier (circulaire du Conseil fédéral anglais du 10 décembre).

d'une Section de Manchester). Voici la traduction de la lettre de Marx (écrite en allemand) :

La majorité [1] du Conseil fédéral anglais (composée en très grande partie de *sham sections* [2] d'une couple d'individus, fondées par le *Lumpazius* [3] Hales pour avoir des délégués) a fait sécession d'avec la minorité (qui seule représente les grandes sections de Londres, et celles de Manchester, Birkenhead, etc.). Les gaillards avaient fabriqué en cachette une circulaire à la Fédération, du 10 courant, par laquelle ils invitaient les sections à un Congrès à Londres pour faire cause commune avec les Jurassiens, avec lesquels Hales depuis la Haye est en relations continuelles [4].

Nos gens, qui constituent maintenant le seul Conseil fédéral légal [5], ont envoyé immédiatement à toutes les sections des cartes postales imprimées, les avertissant de ne prendre aucune décision avant d'avoir reçu leur contre-manifeste, pour l'élaboration duquel (rédaction des points principaux, etc.) ils se sont réunis hier chez moi. Vous le recevrez immédiatement. Il sera imprimé au commencement de la semaine prochaine. Ils voteront aussi une résolution formelle pour reconnaître le Congrès de la Haye et le Conseil général.

En même temps, à la demande d'une Section de Manchester, Engels a fait pour cette section une réponse à la circulaire des gueux (parmi lesquels se trouve aussi ce sot présomptueux de Jung, qui ne peut pas se consoler que le Conseil général ne soit plus à Londres [6], et qui depuis longtemps est devenu *Hales'fool* [7]) ; la Section la recevra dans sa séance d'aujourd'hui, et la fera tout de suite imprimer.

A propos [8]. L'organe *International Herald* a été rendu indépendant, sur mon conseil, par son propriétaire Riley (membre du Conseil fédéral). Nous ferons probablement avec lui un contrat, et c'est *nous* qui entrerons dans la place, en publiant chaque semaine un supplément international. Je t'envoie aujourd'hui un numéro où Engels et moi ouvrons la polémique contre Hales et consorts.

Engels, de son côté, écrivit à Sorge, le 4 janvier 1873 : « La majorité du Conseil fédéral anglais a donc fait sécession sous la conduite de Hales, Mottershead, Roach et — Jung !... Elle a convoqué un Congrès anglais pour le 5 janvier [9]. Mais chez les ouvriers anglais on ne fait pas si facilement des

1. Marx appelle « majorité », conformément à la réalité des choses, le groupe de Hales, Jung, Eccarius, et de leurs amis.
2. En anglais dans le texte : « pseudo-sections ».
3. Terme d'argot, dérivé de *Lump*, gueux, gredin.
4. Hales avait écrit en tout deux lettres au Comité fédéral jurassien.
5. Le Conseil fédéral que Marx appelle « légal » est celui qui s'était « constitué » dans la réunion clandestine du 19 décembre, en l'absence de la majorité. Marx ne raconte pas cette réunion, mais la mention en est implicitement contenue dans la phrase : « Nos gens, qui constituent *maintenant* le seul Conseil fédéral légal » ; *maintenant* signifie « depuis avant-hier ». Il ne s'attendait pas, lorsqu'il écrivait cette lettre, à la revanche que la majorité allait prendre le 23.
6. On a vu plus haut que c'est Jung qui avait demandé que le Conseil général n'eût plus son siège à Londres, et que ce furent Marx et Engels qui firent rejeter sa proposition.
7. En anglais dans le texte : « le pantin de Hales ».
8. En français dans le texte.
9. Au moment où il écrivait, Engels ignorait encore que la date du Congrès avait été changée, et reportée au 26 janvier (résolution du 23 décembre).

coups d'Etat [1]. La minorité est restée dans l'ancien local, Red Lion Court, s'est constituée comme Conseil fédéral anglais, et a avisé toutes les sections... Le coup d'Etat est donc manqué. Ce qui me réjouit le plus là dedans, c'est le prompt châtiment qui a frappé monsieur Jung. Voilà ce qu'il a gagné à se laisser prendre au piège de Hales, à se laisser transformer en instrument de son mortel ennemi Guillaume [2]. C'est maintenant un homme mort (*Er ist jetzt mausetot*). » Malheureusement pour Engels et Marx, Jung était bien vivant, et il allait le faire voir au Congrès anglais.

En France, on l'a vu dans le volume précédent, de nombreuses sections de l'Internationale s'étaient réorganisées, et il s'était créé un certain nombre de sections nouvelles. Toutes celles de ces sections qui étaient en relations avec des proscrits réfugiés en Suisse s'étaient affiliées à la Fédération jurassienne, faute de pouvoir constituer entre elles une Fédération française. Nous entretenions des correspondances avec des camarades emprisonnés en France [3], et avec quelques-uns de ceux qui avaient été déportés en Nouvelle-Calédonie. Notre *Bulletin*, qui, à partir de son numéro du 15 novembre, publia « un extrait du procès-verbal des séances du Comité fédéral, afin de tenir les membres de la Fédération au courant des relations du Comité fédéral tant avec les sections de l'intérieur qu'avec celles de l'extérieur [4], » contient dans chaque numéro, pendant trois mois, des nouvelles des Sections françaises ; on annonce successivement « la formation de divers nouveaux groupes en France qui adhèrent à la Fédération jurassienne », et « les résolutions adoptées par un Congrès français composé de vingt-trois délégués de Sections françaises » (procès-verbal du 10 novembre) : « la constitution de nouvelles sections et leur fédération probable et prochaine » (24 novembre) ; « plusieurs lettres de France donnant des renseignements sur les progrès de la cause : plusieurs nouvelles sections sont en formation » (1er décembre) : des « lettres très importantes de France qui signalent la misère croissante des travailleurs et les progrès qui s'opèrent dans le sens d'une réorganisation des forces ouvrières » (5 janvier 1873). Mais le procès-verbal du 12 janvier dit : « En raison des nouvelles persécutions dont l'Internationale vient d'être l'objet en France [5], il est décidé que le procès-verbal ne mentionnera plus les correspondances que le Comité fédéral reçoit de ce pays ».

La Fédération rouennaise publia, en octobre, dans l'*Internationale* de Bruxelles, une protestation contre les votes du Congrès de la Haye et contre l'attitude de son délégué Faillet (à la Haye sous le nom de *Dumont*), qui « s'était permis de voter dans un sens complètement opposé à celui du mandat qu'il avait reçu ». En enregistrant cette protestation, le 10 novembre, notre *Bulletin* ajouta : « Nous le savions bien que ces soi-disants délégués de la France qui se sont faits les instruments complaisants de M. Marx, et ont aidé la majorité à dénaturer les statuts de l'Internationale, ne représentaient pas le prolétariat français, et qu'ils seraient désavoués. Rouen n'est pas la seule Section qui ait protesté. D'autres, que la prudence nous défend de nommer ici, mais que la plupart de nos lecteurs connaissent, ont protesté aussi contre l'indigne abus qui a été fait de leurs noms, et ont déclaré se rallier à la Déclaration de la minorité ainsi qu'aux résolutions du Congrès de Saint-Imier. »

1. Par une étrange aberration, tandis que, pour le vulgaire bon sens, c'est l'acte de la minorité usurpant le titre de Conseil fédéral qui apparaît comme un « coup d'Etat », Engels donne ce qualificatif à l'acte parfaitement légitime de la majorité convoquant un Congrès des Sections anglaises.

2. Je n'ai jamais été l'ennemi de Jung, ni lui le mien. Malgré une différence d'opinion sur la tactique politique, nos relations sont toujours restées cordiales. On verra par la façon dont Jung, au Congrès anglais, a parlé de Schwitzguébel (p. 50), de quelle manière il jugeait les Jurassiens.

3. Le *Bulletin* du 15 octobre 1872 publia une lettre que m'avait écrite Parraton, alors détenu au pénitencier d'Oléron.

4. La publication de ces extraits ne dura que jusqu'au milieu d'avril 1873.

5. Voir à la page suivante les arrestations faites dans le Midi à la fin de décembre.

On a vu qu'un citoyen de Béziers, Abel Bousquet, avait figuré dans le rapport de la Commission d'enquête sur l'Alliance à la Haye, où il était qualifié de « secrétaire de commissaire de police », ce qui équivalait, dans l'intention de la Commission, à le représenter comme un mouchard. Jules Montels, de la Section de propagande de Genève, écrivit au *Bulletin* une lettre (publiée dans le numéro du 10 novembre) pour prendre la défense de l'inculpé ; il disait : « Ayant connu le citoyen Bousquet soit à Paris (pendant le premier siège), soit dans l'Hérault, je proteste contre l'accusation lancée contre lui, accusation toute *serraillière*, qui, à coup sûr, n'est que le produit d'une rancune *personnelle* et peut-être d'une divergence d'opinions *anti-marxistes* ». Il expliquait, en citant une lettre de Bousquet à la *République* de Montpellier du 1er janvier 1872, que « la municipalité de Béziers, voulant s'entourer de fonctionnaires vraiment républicains et énergiques, avait offert à Bousquet [en 1871] le poste de commissaire municipal ; que son dévouement à la République démocratique et sociale le fit passer sur les inconvénients que pouvait avoir cette position, et qu'il l'accepta » ; mais que les attaques imméritées d'une partie de la démocratie, et aussi une assignation en police correctionnelle pour un écrit politique, l'engagèrent à résigner ses fonctions, ce qu'il fit. Montels ajoutait : « Si le citoyen Bousquet a eu tort d'accepter l'emploi qu'il a un instant occupé, son acte est certainement atténué dans ce sens que la municipalité de Béziers est essentiellement républicaine, composée qu'elle est de dix-sept *ouvriers* et de dix républicains de diverses nuances ». Dans la séance du Comité fédéral jurassien du 22 décembre, le secrétaire donna lecture d'une lettre, de Serraillier écrite de Londres en réponse à celle de Montels, à propos de l'affaire Bousquet : il fut décidé « que la lettre du citoyen Serraillier serait communiquée au citoyen Montels, puis insérée au *Bulletin* avec la réponse que ferait celui-ci ». On verra plus loin (p. 61) le motif qui empêcha l'insertion de la lettre de Serraillier.

A côté des Sections françaises qui n'avaient pas reconnu les décisions de la Haye et le Conseil général de New York, il s'en trouvait quelques-unes qui acceptaient l'autorité de l'agent du Conseil général, Serraillier, et de divers sous-agents, le blanquiste Van Heddeghem (venu au Congrès de la Haye sous le nom de *Walter*) à Paris, un certain Dentraygues (venu au Congrès de la Haye sous le nom de *Swarm*), de Pézénas, fixé à Toulouse depuis mars 1872, et un ami de Lafargue, nommé Larroque, à Bordeaux J'ai raconté (t. II, p. 313) comment l'étudiant Paul Brousse, de Montpellier, avait été expulsé de l'Internationale (19 septembre 1872), par un arrêt signé Dentraygues ; cette mesure avait été prise sur la dénonciation d'un certain Calas, secrétaire de la Section de Béziers. Jules Guesde, alors ami de Brousse, fut indigné d'un semblable procédé, et il publia dans la *Liberté* de Bruxelles, du 20 octobre 1872, le texte de la grotesque sentence : Dentraygues n'y était désigné que par l'initiale D. ; mais le nom de Calas s'y trouvait en toutes lettres, toutefois avec une erreur de transcription qui transformait le nom en *Colas*. Le pamphlet *L'Alliance* dit à ce propos (p. 51) : « La police, mise en éveil par cette dénonciation [de Guesde], surveilla Calas, et, immédiatement après [1], saisit à la poste une lettre de Serraillier à Calas où on parlait beaucoup de Dentraygues de Toulouse. Le 24 décembre, Dentraygues était arrêté. » Or Guesde et Brousse, traités ainsi de dénonciateurs, ont démontré péremptoirement, en réponse à cette imputation, que la publication faite dans la *Liberté* n'avait pu compromettre ni Dentraygues ni Calas, puisque Dentraygues et Calas étaient tous deux des *mouchards*, comme l'a établi le procès jugé à Toulouse en mars 1873. Quant aux arrestations assez nombreuses qui eurent lieu à la fin de décembre à Toulouse, Béziers, Narbonne, Montpellier, Cette, Perpignan, etc., elles furent faites *sur la dénonciation du mouchard Dentraygues lui-même* [2].

1. La brochure *L'Alliance*, etc., indique, à tort, le mois de *décembre* comme la date de la publication de la lettre de Guesde dans la *Liberté*, tandis que cette lettre parut le 20 octobre. De là l'emploi des mots « immédiatement après », qui ne sont pas exacts : il fallait dire « deux mois après ».

2. Au procès qui eut lieu à Toulouse au mois de mars 1873, Brousse, qui avait

Dès la fin d'octobre, à la demande de Jules Guesde, le Comité fédéral jurassien avait envoyé aux Conseils fédéraux de toutes les Fédérations de l'Internationale et à quelques amis une circulaire confidentielle[1] pour lui signaler les actes de Dentraygues en France ; nous n'avions pas encore la preuve que celui-ci appartînt à la police, mais nos amis français avaient des soupçons ; et ils nous avaient priés de faire connaître aux internationaux des autres pays les procédés dont usaient en France les « proconsuls marxistes ». On verra (p. 62) combien les défiances des socialistes du Midi étaient justifiées.

Je n'ai pas encore parlé de la vie intérieure de la Fédération jurassienne pendant les trois derniers mois de 1872.

Les élections triennales au Conseil national suisse, qui se firent le 27 octobre, donnèrent lieu à un incident caractéristique. La Société de la Jeunesse libérale du Jura, groupe de jeunes politiciens radicaux, avait publié dans son journal, la *Tribune du peuple* de Delémont, un appel aux internationaux du Jura, pour les inviter à ne pas délaisser les urnes électorales et à donner leurs voix aux candidats radicaux. Cet appel ne trouva aucun écho, excepté dans la Section de Moutier, dont le président, Henri Favre, était un agent du parti radical : ce président fit publiquement adhésion, dans la *Tribune du peuple*, au manifeste de la Jeunesse libérale, en engageant ses amis à l'imiter. Le *Bulletin* demanda (15 octobre) comment il fallait interpréter cette attitude :

Y a-t-il là un simple malentendu, ou bien y a-t-il une trahison réelle de nos principes ? et les ouvriers de Moutier seraient-ils disposés à quitter le drapeau de la révolution pour pactiser avec les partis bourgeois, comme l'ont fait les hommes du Temple-Unique à Genève, les coullerystes à la Chaux-de-Fonds, et la Section Greulich à Zürich ? Une explication publique serait nécessaire, et nous l'attendons de la Section de Moutier.

Nous l'attendîmes deux mois ; enfin la Section interpellée adressa au *Bulletin* une lettre (publiée dans le numéro du 1er janvier 1873) disant que ses membres avaient pris part à la campagne électorale avec la Jeunesse libérale, et voté pour le candidat radical, parce que celui-ci avait promis qu'il soutiendrait au Conseil national les revendications ouvrières ; elle ajoutait : « Si nous ne partageons pas votre manière de voir en vous suivant sur le terrain révolutionnaire, soyez persuadés que nous n'en restons pas moins unis dans toutes les questions d'organisation qui tendent à améliorer la position des travailleurs. La Section de Moutier, en vous exposant franchement sa manière de voir, a aussi un devoir à remplir : c'est celui de remercier publiquement les organisateurs et membres du Comité fédéral jurassien pour l'énergie et le dévouement dont ils font preuve pour la cause des prolétaires[2]. Salut et fraternité. »

Le 3 novembre eut lieu une assemblée générale de la Fédération ouvrière du Val de Saint-Imier : des résolutions relatives à la résistance, au travail et à l'échange, aux subsistances, à l'enseignement et à la propagande, y furent adoptées ; elles furent publiées dans le *Bulletin* du 10 novembre.

réussi à passer en Espagne, fut condamné par contumace, sur un passage d'une lettre écrite le 22 novembre 1872 par un certain Masson. Cette lettre, *trouvée* chez Dentraygues (c'est-à-dire livrée par Dentraygues), fut lue à l'audience du 15 mars. Le passage en question disait : « Brousse est démasqué ainsi que Guesde : *leur correspondance saisie a été envoyée à Londres* ». Les agents marxistes interceptaient donc et volaient la correspondance des membres de l'Internationale qui n'admettaient pas les résolutions de la Haye. (*Le marxisme dans l'Internationale*, par Paul BROUSSE, Paris, 1882, p. 30.)

1. Dans son calendrier-journal, Bakounine note le 27 octobre la réception de la « circulaire jurassienne confidentielle ».

2. On le voit, les ouvriers de Moutier, qui connaissaient les ouvriers du Val de Saint-Imier et les voyaient à l'œuvre depuis plusieurs années, savaient leur rendre justice : ils ne les appelaient pas *les grands-prêtres de Sonvillier*.

Le 10 novembre, le Comité fédéral jurassien invita par une circulaire les sections à se prononcer sur les résolutions du Congrès international de Saint-Imier. Onze sections, Neuchâtel, Genève, Bienne [1], Sonvillier, Saint-Imier, Porrentruy, Zürich (Section slave), Mulhouse, le Locle, graveurs et guillocheurs du Locle, la Chaux-de-Fonds, répondirent en faisant connaître leur adhésion ; seule, la Section de Moutier annonça (séance du Comité fédéral du 22 décembre), au sujet des résolutions de la Haye et de celles de Saint-Imier, que « l'attitude de ces deux Congrès en matière politique l'avait engagée à se prononcer pour les résolutions du Congrès de la Haye ».

Au commencement de décembre, la Section de Neuchâtel proposa que le *Bulletin* devînt hebdomadaire à partir du 1er janvier 1873. Cinq Sections seulement se prononcèrent en faveur de cette proposition, qui pour le moment se trouva écartée ; mais le Congrès jurassien du 27 avril 1873 devait la reprendre et l'adopter.

Nous avions publié, deux fois déjà, un petit almanach, qui avait été pour nous un très utile moyen de propagande. Le succès nous encourageait à continuer, et dans le courant de décembre parut (imprimé à Neuchâtel, à l'atelier G. Guillaume fils) l'*Almanach du peuple pour 1873* (3e année, Saint-Imier, Propagande socialiste, 40 p., petit in-16). Cette brochure contient les articles suivants : *Quelques mots sur la propriété*, par Elisée Reclus ; *Le suffrage universel*, par Jules Guesde [2] ; *L'éducation démocratique*, par Mme André Léo ; *Les veuves des fédérés*, poésie, par Alfred Herman (de Liège) ; *Une nouvelle Parabole* (imitation de la célèbre *Parabole* de Saint-Simon), par B. Malon ; *Le collectivisme* (suite de l'article de l'almanach précédent), par Adhémar Schwitzguébel.

Cependant le Conseil général de New York avait pris connaissance des résolutions par lesquelles le Congrès jurassien tenu le 15 septembre à Saint-Imier avait déclaré ne pas reconnaître les résolutions du Congrès de la Haye. Il décida, avant de sévir, d'engager les ouvriers du Jura à révoquer les résolutions de leur Congrès, en leur accordant un délai de quarante jours pour venir à résipiscence. Voici la lettre (écrite en français) par laquelle Sorge transmit au Comité fédéral jurassien cette décision, — lettre qui fut lue dans la séance du Comité fédéral du 8 décembre :

Le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs au Comité ou Conseil fédéral de la Fédération jurassienne.

Compagnons ouvriers,

Le Conseil général, dans sa séance du 27 octobre, a entendu le compte-rendu de votre Congrès extraordinaire tenu le 15 septembre à Saint-Imier, ainsi que les résolutions prises à ce Congrès extraordinaire, répudiant entièrement les actes et les résolutions du dernier Congrès général de l'Asso-

1. Engels écrivait triomphalement à Sorge, le 16 novembre 1872 : « A Bienne, où les Jurassiens n'avaient plus personne, il s'est formé une nouvelle section, mais elle a adhéré *à Genève* ». On voit comme à Londres on était bien renseigné.

2. C'est dans cet article de Jules Guesde que se trouvent les passages si souvent reproduits : « Depuis vingt-quatre ans que les urnes sont debout en France — dans la France du 10 août 1792 et du 18 mars 1871 — sur les cadavres des insurgés de Février, qu'en est-il sorti ? L'Assemblée nationale de 1848..., la dictature de Cavaignac..., la présidence de M. Louis Bonaparte... ; l'Empire, en 1852... ; la capitulation Trochu-Favre ; et la République conservatrice de 1871... Dans les conditions sociales actuelles, avec l'*inégalité économique* qui existe, l'*égalité politique*, comme l'*égalité civile*, est un non-sens... De là l'impuissance du suffrage universel, lequel, loin d'aider à l'émancipation matérielle et morale des serfs du capital, n'a pu et ne peut que l'entraver... A l'époque du cens, la bourgeoisie était un état-major sans armée. Le suffrage universel lui a fourni cette armée électorale dont elle avait besoin pour se maintenir au pouvoir. »

ciation internationale des travailleurs (voir les nos 17-18, p. 11, du *Bulletin de la Fédération jurassienne*). La première résolution du susdit Congrès extraordinaire déclare :

« Le Congrès de la Fédération jurassienne, tenu à Saint-Imier le 15 septembre 1872, *ne reconnaît pas* les résolutions prises au Congrès de la Haye, comme étant injustes, inopportunes, et en dehors des attributions d'un Congrès. »

La seconde résolution du même Congrès conclut ainsi :

« Le Congrès (jurassien) considère comme son devoir d'affirmer hautement qu'il continue de reconnaître aux compagnons Bakounine et Guillaume leur qualité de membres de l'Internationale et d'adhérents à la Fédération jurassienne. »

Les résolutions du Congrès jurassien présentant une infraction flagrante des statuts et règlements administratifs de l'Association internationale des travailleurs, un comité fut nommé pour soumettre des propositions relatives à ce cas dans la prochaine séance du Conseil général.

Le Conseil général connaît parfaitement son devoir, mais il a une forte répugnance à l'emploi précipité de mesures de discipline : il regrette extrêmement la légèreté avec laquelle le susdit Congrès extraordinaire jurassien a tenté de rompre les liens intimes reliant les travailleurs de tous les pays ; il constate la contradiction absolue des résolutions sus-citées à une autre résolution de ce même Congrès extraordinaire, laquelle « affirme le grand principe de solidarité entre les travailleurs de tous les pays » ; il espère que les braves ouvriers, membres des sections de la Fédération jurassiennes, ne sont nullement participants à cette grave atteinte à l'organisation de l'Association internationale [1], et c'est pour cela que le Conseil général fait un appel direct à eux, espérant que le vrai esprit de solidarité ouvrière les engagera à désapprouver les procédés du Congrès extraordinaire jurassien de Saint-Imier sus-mentionné.

Après avoir entendu le comité, les résolutions suivantes furent adoptées par le Conseil général dans la séance du 3 novembre :

Considérant que l'article 3 des statuts généraux [2] dit que « le Congrès ouvrier général prendra l'initiative des mesures nécessaires pour le succès de l'œuvre de l'Association internationale » ;

Considérant que le paragraphe II, article 2, des règlements administratifs [3] dit : « Le Conseil général est tenu d'exécuter les résolutions des Congrès » ;

Pour ces raisons le Conseil général déclare :

1° Les résolutions sus-citées prises par le Congrès extraordinaire de la Fédération jurassienne tenu à Saint-Imier le 15 septembre 1872 sont nulles et non avenues ;

2° Le Conseil ou Comité fédéral de la Fédération jurassienne est par la

1. Jugeant d'après les procédés dont ils étaient eux-mêmes coutumiers, les marxistes ne pouvaient pas admettre que les décisions d'un Congrès jurassien exprimassent réellement l'opinion *des ouvriers* ; ils se figuraient que chez nous, comme chez eux, tout était l'œuvre de quelques meneurs.

2. Révisés par la Conférence de Londres de 1871.

3. Révisés par la Conférence de Londres de 1871.

présente invité, ou d'appeler immédiatement un Congrès extraordinaire de la Fédération jurassienne, ou de faire prendre un vote général de tous les membres dans leurs sections, pour la révocation desdites résolutions ;

3° Le Conseil général demande une réponse définitive dans l'espace de *quarante* jours de cette date (8 novembre), accompagnée soit du compte-rendu du Congrès extraordinaire tenu, soit du rapport détaillé du vote général pris conformément à la résolution précédente (2°).

Le Conseil général charge son secrétaire de vous envoyer la présente par lettre recommandée, expectant votre réponse par la même voie.

Salut fraternel.

New-York, le 8 novembre 1872.
Par ordre et au nom du Conseil général :
F. A. Sorge, secrétaire général.
Box 101, Hoboken, N. J., via New York.

La première résolution du Congrès jurassien avait déclaré qu'il ne reconnaissait en aucune façon les pouvoirs autoritaires du Conseil général. Par conséquent, le Comité fédéral jurassien n'avait pas à entrer en correspondance avec des hommes qui, sans rire, croyaient pouvoir « déclarer nulles et non avenues » les résolutions prises par les délégués des Sections jurassiennes. Il se borna à publier l'épître de Sorge dans le *Bulletin*, et en même temps il adressa la circulaire suivante à toutes les Fédérations de l'Internationale :

Association internationale des travailleurs.

Fédération jurassienne.

Circulaire aux divers Conseils fédéraux des régions de l'Internationale.

Compagnons,

Nous avons reçu une lettre du nouveau Conseil général de New-York, sous la date du 8 novembre dernier, concernant le Congrès extraordinaire jurassien qui a eu lieu à Saint-Imier le 15 septembre 1872.

Nous ne voulons pas analyser cette lettre ; nous l'insérons textuellement dans notre *Bulletin*, et vous en adressons un exemplaire ; vous pourrez, en lui donnant, ainsi qu'à la présente, la publicité nécessaire, mettre vos sections au courant de la question.

La question de l'autonomie et de la libre fédération dans l'organisation et l'action de l'Internationale, pour laquelle se sont si catégoriquement prononcés la minorité du Congrès de la Haye et le Congrès anti-autoritaire de Saint-Imier, entre dans une nouvelle phase.

Notre Comité fédéral, dans une circulaire qu'il adressa aux sections de la Fédération jurassienne[1], les mit en mesure de se prononcer sur les résolutions du Congrès [international] de Saint-Imier. Le vote a lieu en ce moment. Cependant la majorité des sections, à l'heure présente, s'est déjà prononcée pour l'adoption des résolutions de Saint-Imier. Le nouveau Conseil général, par la mission qu'il a obtenue du Congrès de la Haye, se trouve dans l'obligation de nous suspendre comme Fédération de l'Internationale.

1. Dès le 10 novembre : voir ci-dessus p. 40.

Les délégations de la minorité du Congrès de la Haye ont pris l'engagement de travailler à l'établissement d'un pacte de solidarité positive entre les fédérations autonomistes.

Comme nous pouvions nous y attendre, notre Fédération est la première qui se trouve sous le coup des résolutions autoritaires du Congrès de la Haye.

Le moment de renoncer au programme de l'autonomie fédérative, ou d'affirmer pratiquement les résolutions adoptées par la minorité de la Haye[1], est venu.

Nous en appelons à toutes les Fédérations. Nous les invitons à nous dire ce qu'elles pensent de notre attitude : si la Fédération jurassienne doit renoncer à compter sur l'appui des Fédérations qui veulent le maintien du principe autonomiste, ou bien si toutes veulent résister au développement et à l'application du dogme autoritaire formulé par la majorité du Congrès de la Haye.

Nous attendons de vous, compagnons, une réponse positive.

Salut et solidarité.

Ainsi adopté en séance du 8 décembre 1872 à Sonvillier.

Au nom du Comité fédéral jurassien :

Le secrétaire correspondant, Adhémar SCHWITZGUÉBEL.

En Amérique, dès le 23 octobre, le Conseil fédéral de Spring Street, par une lettre au *Socialiste* de New York, signée de son secrétaire pour la langue française, B. Hubert, avait déclaré qu'il voulait *ignorer* les élus du Congrès de la Haye, et avait invité « les sections et les membres qui pensent comme nous... à se joindre ou à correspondre immédiatement avec nous, dans le but de réorganiser notre Association sur des bases plus solides et plus libérales » ; et il avait annoncé en même temps, aux Sections américaines, que le Congrès anti-autoritaire de Saint-Imier, du 15 septembre, avait « répudié le Congrès de la Haye ». Le 1er décembre, le même secrétaire B. Hubert adressa au Comité fédéral jurassien une notice détaillée sur l'histoire de l'Internationale aux Etats-Unis, notice qui fut publiée dans le *Bulletin* (nos 3, 4, 6, 7, et 15 de 1873). Enfin, dans sa séance du 19 janvier 1873, le Conseil fédéral de Spring Street donna son adhésion au pacte de solidarité proposé par le Congrès anti-autoritaire de Saint-Imier.

Nos amis italiens avaient quitté Zürich le 23 septembre pour retourner dans leur pays, sauf Costa, qui séjourna encore quelques jours en Suisse, afin d'y prendre les mesures nécessaires pour la publication d'un journal, organe de la Fédération italienne : le premier numéro de ce journal, la *Rivoluzione sociale*, s'imprima à Neuchâtel au commencement d'octobre ; mais ce numéro, dont je ne possède plus d'exemplaire, fut le seul, je crois, parce qu'on trouva trop difficile de faire entrer le journal en Italie.

La maladie de Pezza s'était aggravée ; notre pauvre ami, dont l'état était maintenant désespéré, fut transporté à Naples, où il devait s'éteindre doucement dans les premiers jours de 1873.

En novembre, les Sections internationales d'Italie furent invitées à envoyer des délégations à un grand meeting convoqué à Rome, au Colisée, pour une manifestation en faveur du suffrage universel : elles refusèrent d'y participer, en déclarant que « leur politique était *négative* », et que « l'émancipation des travailleurs ne peut s'obtenir que par la fédération spontanée des forces ouvrières

1. On le voit, c'est sur la Déclaration de la minorité du Congrès de la Haye, et non sur les résolutions du Congrès anti-autoritaire de Saint-Imier, que se fonde la Fédération jurassienne pour faire appel à la solidarité des autres Fédérations.

librement constituées, et non par le moyen d'un gouvernement ou d'une constitution, de haut en bas » (résolution de la Section d'Imola, du 14 novembre 1872, signée par Andrea Costa, Paolo Renzi et Albo Albericci).

A la circulaire du Comité fédéral jurassien du 8 décembre, la Commission de correspondance de la Fédération italienne répondit, dans la seconde moitié de décembre, par une lettre disant : « Nous sommes plus décidés que jamais à suivre la voie que le Congrès de Saint-Imier a clairement tracée... Si le Conseil général de New York, usant des pouvoirs que lui ont conférés les intrigues de la Haye, essayait de suspendre la Fédération jurassienne, vous pouvez compter sur la solidarité que vos frères d'Italie ont affirmée à Saint-Imier. ...Vous n'avez pas besoin du *placet* d'un Comité quelconque : car l'Internationale est dans les masses ouvrières et non dans le cerveau de quelques hommes atteints de la maladie de l'autorité. » Cette lettre porte la signature de Costa.

Le Congrès ordinaire de la Fédération belge devait avoir lieu à Noël, à Bruxelles ; et on a vu que le Conseil fédéral espagnol avait convoqué un Congrès de la Fédération pour le 25 décembre à Cordoue. Ces deux Congrès furent d'éclatantes manifestations de la volonté des classes ouvrières organisées de maintenir le principe d'autonomie.

Voici les détails donnés par notre *Bulletin* au sujet du Congrès de la Fédération belge :

Le Congrès belge.

Les sections et fédérations suivantes étaient représentées à ce Congrès : la section de Gand ; la section d'Anvers ; la fédération de Bruxelles ; la fédération du bassin de Charleroi ; la fédération du Centre-Hainaut ; la fédération de Liège ; la fédération de la vallée de la Vesdre (Verviers).

Dans la première séance, le Conseil fédéral belge présenta son rapport sur la situation de la Fédération belge depuis le Congrès de la Haye. Ce rapport, après avoir rappelé la protestation signée au Congrès de la Haye par la minorité, formée des délégués hollandais, belges, anglais, américains, jurassiens et espagnols, ajoute : « Les déclarations les plus solennelles sont venues, de toutes les fédérations, ratifier la conduite énergique et digne de la minorité. Le triomphe, dont elle n'a jamais douté un seul instant, s'étend de jour en jour, rend le parti de l'anarchie, de l'autonomie et de la fédération plus compact, plus serré, plus uni que jamais, à la grande confusion des autoritaires, qui auraient voulu nous atteler au char de monsieur Karl Marx, leur maître. A la nouvelle de l'odieux coup d'Etat sorti triomphant d'une longue conspiration tramée au sein du Conseil général, qui a foulé aux pieds les plus sacrés de ses devoirs et de ses engagements pour faire prévaloir ses projets autoritaires et vaniteux, le Comité fédéral jurassien a convoqué immédiatement et à l'extraordinaire un Congrès à Saint-Imier, le 15 septembre dernier. »

Le rapport continue en citant le texte des résolutions votées par le Congrès jurassien, et mentionne des lettres exprimant les sentiments des internationaux espagnols et italiens ; il parle aussi d'une lettre que le Conseil fédéral belge a reçue du Conseil général de New York, « qui ne traduit d'un bout à l'autre qu'une étroite communauté d'idées autoritaires et disciplinaires de ses membres, en flagrante opposition avec nos principes anarchistes et décentralisateurs ».

Après la lecture de ce rapport, le Congrès belge a sanctionné à l'unanimité la protestation de la minorité de la Haye, et a voté une déclaration

de rupture avec le Conseil général et l'établissement d'un nouveau pacte fédératif, déclaration dont voici le texte :

« Le Congrès belge de l'Association internationale des travailleurs, tenu le 25 et le 26 décembre à Bruxelles, déclare nulles et non avenues les résolutions enlevées par une majorité factice au Congrès de la Haye, et ne les veut reconnaître, comme étant arbitraires, autoritaires et contraires à l'esprit de l'autonomie et aux principes fédéralistes.

« En conséquence, il procèdera immédiatement à l'organisation d'un pacte fédératif et autonome entre toutes les fédérations régionales qui voudront y contribuer, et ne reconnaît en aucune façon le nouveau Conseil général de New York, qui nous a été imposé au Congrès de la Haye par une majorité factice et au mépris de tous les principes inscrits dans les statuts généraux. »

Sur la proposition du délégué de Verviers, un salut télégraphique fut adressé au Congrès espagnol réuni au même moment à Cordoue.

Dans la même séance eut lieu la discussion sur l'opportunité d'abolir l'institution d'un Conseil général. Le délégué de Verviers, celui du Centre-Hainaut, et Verrycken, du Conseil fédéral belge, se prononcèrent pour l'abolition, disant que les fédérations régionales peuvent très bien s'entendre sans ce lien fictif, et que des correspondances réciproques entre les diverses régions remplaceront aisément cette centralisation qui, en somme, peut en certaines occasions absorber au profit de quelques personnalités ambitieuses le mouvement économique de l'Internationale pour en neutraliser les tendances et l'esprit, et le lancer dans les aventures des révolutions politiques.

Par contre, les compagnons Brismée, De Paepe et Steens, tous trois du Conseil fédéral belge, et Warnotte, délégué du bassin de Charleroi, soutinrent l'indispensable nécessité de ce rouage administratif, dont le personnel ne doit être que l'exécuteur fidèle des résolutions votées aux Congrès ; il ne doit être revêtu d'aucun pouvoir, et, si jamais il essayait de contrevenir aux statuts ou de les éluder, il serait frappé de déchéance immédiate : de cette façon, il ne peut devenir un danger pour l'Internationale. Sans l'exis'ence de ce Conseil, l'Internationale perdrait sa force de cohésion, son mouvement unitaire et son influence morale. Ces orateurs sont d'avis qu'il faut travailler immédiatement à l'organisation d'un pacte autonome et fédératif entre toutes les fédérations régionales qui veulent se donner la main et se prêter un mutuel appui, et procéder, en fin de cause, dans un prochain Congrès, à l'élection d'un Conseil fédéral européen.

L'*Internationale*, de Bruxelles, à qui nous empruntons l'analyse de cette discussion, ne nous dit pas si une résolution a été prise, soit dans le sens du maintien, soit dans celui de l'abolition du Conseil général.

Il est ensuite décidé que, dans les Congrès régionaux belges, le vote aura lieu, non plus par [tête de] délégués, mais par fédérations provinciales.

Puis le Congrès modifie l'organisation du Conseil fédéral belge, qui sera à l'avenir nommé, non par le Congrès, mais par les huit fédérations provinciales ; celles-ci éliront chacune deux membres du Conseil, l'un résidant dans la ville qui sera le siège du Conseil, l'autre habitant dans sa fédération. Le Conseil fédéral belge se trouvera ainsi composé de seize membres,

dont huit résidant au siège du Conseil; ces derniers soigneront les affaires courantes; et chaque mois il y aura une séance générale, à laquelle prendront part les huit délégués de province.

Le Conseil fédéral belge est maintenu pour un an à Bruxelles, et il est décidé que le Congrès belge de Pâques aura lieu à Verviers.

Ainsi, le Congrès des internationaux belges a affirmé, une fois de plus, les principes fédéralistes, et a adhéré à l'idée d'un pacte de solidarité entre les fédérations qui veulent maintenir leur autonomie. C'est la meilleur réponse que les Belges pussent faire à la Fédération jurassienne, qui, dans sa circulaire du 8 décembre dernier, demandait aux autres fédérations ce qu'elles pensaient des menaces que nous font les autoritaires de New York.

Sur le Congrès de la Fédération espagnole, voici également l'article du *Bulletin* :

Le Congrès espagnol.

Le Congrès de Cordoue a été aussi une grande victoire pour le parti fédéraliste dans l'Internationale, qui, on peut le dire justement, n'est plus aujourd'hui un *parti*, mais est l'Internationale elle-même, puisqu'il comprend, sans exception, *toutes les fédérations organisées.*

Le Congrès de Cordoue, tenu du 25 au 30 décembre 1872, comptait quarante-huit délégués, qui représentaient les localités suivantes : San Lucar de Barrameda, Madrid, Chamartin de la Rosa, Alcoy, Buñol, San Martin de Provensals, Reus, Barcelone, Cadix, Carmona, Arahal, Paradas, Valencia, Muro, Concentaina, Pampelune, Málaga, Ciudad Real, Arenys de Mar, Brihuega, Olot, Grenade, Igualada, Manzanarès, Cordoue, San Feliu de Guixols, Llagostera, Xérès, Enguera, Aranjuez, Puerto de Santa Maria, Grao de Valencia, Tarrasa, Palma (île Majorque), Valladolid, Mahon (île Minorque), Solana, Séville.

Le Congrès élut pour président Morago, graveur, de Madrid, dont quelques-uns de nos lecteurs ont fait la connaissance en septembre dernier au Congrès anti-autoritaire de Saint-Imier.

Le rapport du Conseil fédéral contenait la statistique suivante : lors de son entrée en charge, en avril dernier, la Fédération espagnole comptait 50 fédérations locales, formant un total de 41 sections mixtes et de 147 sections de métier, plus 13 localités où se trouvaient des adhérents individuels : aujourd'hui l'Internationale compte en Espagne 101 fédérations locales, comprenant 66 sections mixtes et 332 sections de métier, plus 10 localités où se trouvent des adhérents individuels. En sorte que l'Internationale, en huit mois, a doublé le nombre de ses membres en Espagne. Les marxistes pourraient-ils nous montrer chez eux des progrès pareils? Qu'on regarde ce qu'ils ont fait de Genève !

Il fut ensuite donné lecture de lettres ou télégrammes des Fédérations italienne, belge [1], jurassienne, de Sections portugaises et françaises, et d'une lettre du Conseil général de New York.

1. Le télégramme belge, publié dans le numéro précédent du *Bulletin*, était ainsi conçu : « Le Congrès belge au Congrès espagnol, salut. Vive Saint-Imier! Autonomie et fédération. (Signé) Eugène STEENS. »

Le pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle proposé au Congrès anti autoritaire de Saint-Imier fut approuvé à l'unanimité moins une voix [1]. Et voici ce que c'était que cette voix dissidente :

La fédération de Grenade, peu au courant des questions qui divisent l'Internationale, s'était laissé aveugler par les mensonges des hommes de la *Emancipacion* (feuille paraissant à Madrid aux frais de MM. Marx et Lafargue). Elle avait en conséquence donné à son délégué mandat impératif de voter en faveur du Congrès de la Haye et de ses partisans. Et, pour plus de sûreté, les rédacteurs de la *Emancipacion* avaient envoyé au délégué de Grenade une lettre destinée à stimuler son zèle et remplie de sophismes et de calomnies.

Malheureusement pour les créatures de Marx, le délégué de Grenade, le compagnon Mariano Rodriguez, est un homme loyal. A peine fut-il arrivé à Cordoue, qu'il s'aperçut que sa bonne foi avait été surprise et reconnut le néant des calomnies qu'on lui avait fait croire. Pour s'éclairer davantage, il communiqua à quelques délégués la lettre des hommes de la *Emancipacion* ; et, ayant reçu des explications satisfaisantes, il rédigea une déclaration portant que, « n'ayant lu autrefois que la *Emancipacion*, il ne connaissait pas le véritable état des choses ; mais qu'éclairé maintenant par les preuves qui lui ont été fournies, il croyait de son devoir de déclarer publiquement qu'il avait été trompé, et qu'il réprouvait la conduite des hommes de la *Emancipacion* ».

Cette déclaration vient d'être publiée par la *Federacion* de Barcelone, ainsi que la fameuse lettre des rédacteurs du journal marxiste. Ainsi les manœuvres des intrigants autoritaires ont tourné à leur confusion.

Il va sans dire que le mandat de la fédération de Grenade a été respecté, et que, quoique le délégué eût personnellement reconnu son erreur et eût promis de faire tous ses efforts pour éclairer à son retour les internationaux de Grenade, il ne pouvait être question pour lui de voter autrement que l'ordonnait son mandat. Ainsi s'explique la présence de cette unique voix dissidente au milieu de la formidable unité des délégués du prolétariat espagnol.

Tels sont les détails que nous donne la *Federacion*, en attendant le compte-rendu officiel du Congrès. Elle ajoute qu'il a été décidé que le Congrès prochain aura lieu à Valladolid.

Il faut ajouter, de plus, que le Congrès de Cordoue transforma le Conseil fédéral espagnol en une Commission de correspondance, dont il plaça le siège à Alcoy [2], ville manufacturière de la province d'Alicante : deux membres du précédent Conseil fédéral, Francisco Tomás, maçon, et Severino Albarracin, instituteur, firent partie de cette Commission, avec trois membres nouveaux, Vicente Fonbuena, fondeur en fer, José Seguí, tisseur en laine, et Rafaël Abad, papetier. La Commission de correspondance fut chargée de publier chaque semaine, à partir du 1er janvier 1872, sous le titre de *Boletin*, un journal servant d'organe administratif à la Fédération espagnole.

Un mois après les Congrès belge et espagnol avait lieu le Congrès de la

1. Le texte des résolutions du Congrès de Cordoue relatives aux Congrès de la Haye et de Saint-Imier est reproduit in-extenso dans le *Mémoire de la Fédération jurassienne*, pages 280-282.

2. Prononcez *Alcoï*.

Fédération anglaise. Les résolutions qui y furent prises ne furent pas moins énergiques, comme on va le voir, que celles des Fédérations du continent ; et des révélations décisives y furent faites, par Hermann Jung et Eccarius, sur les intrigues au moyen desquelles Engels et Marx s'étaient fabriqué une majorité pour le Congrès de la Haye. Voici le compte-rendu du *Bulletin* :

Le Congrès anglais.

Le Congrès de la Fédération anglaise s'est réuni le 26 janvier à Londres. Les délégués suivants étaient présents : Dunn, Bennett, Eccarius, Foster, Grout, Hales, Jung, Mac Ara, Pape, Roberts, Seaman et Weston. Il fut en outre donné lecture de lettres d'adhésion des Sections de Normanby, Leeds, Nottingham, Glasgow, Aberdeen, Liverpool, Manchester, Bath, Leicester.

Dans la première séance, le citoyen *Hales* exposa longuement l'histoire du Congrès de la Haye et des démêlés du Conseil fédéral anglais avec le Conseil général. Nous empruntons à son rapport un détail encore inédit, à joindre à la collection de faits scandaleux que l'on connaît déjà. Le citoyen Milke figure dans la liste officielle des délégués de la Haye comme représentant de la Section de Berlin. Or, lorsque Hales écrivit, quelque temps après, à propos d'une grève de relieurs, au citoyen Friedländer de Berlin, qui avait aussi été à la Haye comme délégué de Zürich, il reçut pour réponse qu'il n'existait pas de section de l'Internationale à Berlin, mais qu'on en constituerait une prochainement [1]. Vichard, l'un des délégués français, membre de la fameuse Commission d'enquête sur l'Alliance, *n'était pas même membre de l'Internationale.*

Dans la séance de l'après-midi, le citoyen *Jung* fit une série de révélations des plus édifiantes sur les agissements de Marx et d'Engels. Nous allons résumer les principaux points de son discours.

« Vous savez tous, dit Jung, que j'ai été pendant longtemps intime avec Marx. Précédemment, il avait l'habitude de consulter ses amis sur ce qu'il y avait à faire, quand il se présentait une question de quelque importance, et nous nous entendions toujours avant que les affaires fussent traitées dans les séances officielles du Conseil. Après qu'Engels fut arrivé à Londres [septembre 1870], il n'en fut plus ainsi ; il en résulta que souvent nous nous trouvions divisés dans les séances officielles, et Marx perdit ainsi graduellement la confiance de ses anciens amis. Il introduisit alors dans le Conseil un nouvel élément, les blanquistes, et adopta une politique de bascule, inclinant tantôt d'un côté, tantôt d'un autre. Dans le *sous-comité* je faisais opposition ; tout ce que Marx y disait était adopté d'emblée. Je réclamais des explications, et on m'appelait le *réactionnaire* [2]...

« Quand vint le Congrès de la Haye, Engels voulait qu'on s'assurât une

1. Promesse impossible à tenir, puisqu'en Allemagne les lois ne permettaient pas aux adhérents individuels de l'Internationale de se grouper pour former des sections.

2. Ici se place un passage relatif aux affaires d'Espagne et à la lettre de menaces écrite par Engels, le 24 juillet 1872, au Conseil fédéral espagnol, passage que le résumé du *Bulletin* ne donne pas. Mais ce passage a été analysé dans le *Mémoire de la Fédération jurassienne*, p. 250, et j'ai reproduit cette analyse au tome II, pages 308-309.

majorité pour écraser l'opposition; j'étais partisan au contraire d'une discussion loyale, espérant que nous pourrions [au Congrès] convaincre l'opposition par le raisonnement. Engels comptait sur un chiffre suffisant de délégués à sa discrétion, pour écraser l'opposition par le nombre. Cela élargit encore la séparation entre Marx et moi. Dupont et Serraillier étaient en désaccord avec Marx aussi souvent que moi, seulement ils ne lui faisaient pas d'opposition ; ils se bornaient à venir se plaindre à moi.

« A tous les Congrès précédents, Eccarius et moi avions été les exposants de la doctrine de Marx; mais je ne pouvais pas voter pour sa nouvelle politique, et. plutôt que de voter contre Marx, je résolus de ne pas aller au Congrès. Quelques jours avant le Congrès, il arriva des nouvelles qui firent douter si le Conseil général avait une majorité assurée. Marx et Engels me pressèrent alors de venir aussi. Je refusai, en donnant pour raison que j'avais déjà fait trop de sacrifices. Le jour suivant, ils revinrent et me dirent qu'il fallait absolument que je vinsse, que la majorité pouvait dépendre d'une seule voix ; je répondis qu'ils pourraient facilement la trouver. Ils m'offrirent de payer les frais nécessaires, quels qu'ils pussent être, si je consentais à aller. Engels me dit même : « Vous êtes le seul homme « qui puisse sauver l'Association ». Je lui répondis que je ne pouvais aller à la Haye qu'à une seule condition, c'était que lui et Marx n'y allassent pas.

« Au Congrès de New York, Sorge et Dereure furent élus délégués pour le Congrès de la Haye. Sorge demanda qu'on lui remît en outre des mandats en blanc; et, comme on lui faisait des objections, il montra une lettre de Marx où la chose était ordonnée. Ayant appris cela, je le dis à Marx ; celui-ci me répondit que si Sorge avait montré cette lettre, il n'était qu'un âne stupide (*ein dummer Esel*). Maltman Barry a reçu un de ces mandats en blanc.

« A la dernière séance du Conseil général avant le Congrès, je proposai par écrit que le siège du Conseil général ne fût plus à Londres. Marx et Engels ne voulurent pas en entendre parler. J'aurais voulu voir le Conseil général en Suisse ou en Belgique.

« Serraillier [,à la Haye,] avait en poche des mandats de différentes parties de la France. Pour forcer Marx à se séparer des blanquistes, il le menaça de distribuer ces mandats à Lissagaray et à d'autres personnes, et de se former ainsi lui-même un parti contre les blanquistes. Pour éviter cela, Marx consentit au transfert du Conseil général. Quand New York fut proposé, Johannard dit que c'était seulement afin de mettre le Conseil entre les mains de Sorge, la créature de Marx. Sorge s'était rendu si déplaisant que personne n'aurait voté pour lui, et Marx promit qu'il ne ferait pas partie du Conseil. Mais on eut soin de laisser dans le Conseil général quelques places vacantes, et le premier acte du nouveau Conseil fut d'appeler Sorge dans son sein comme secrétaire général. Ainsi, l'homme qui, dans l'opinion de Marx, n'est qu'un âne, a été placé à la tête du Conseil général.

« Marx a trompé et trahi tous ses anciens amis. J'ai écrit à plusieurs d'entre eux à ce sujet, et leur ai dit ce que j'en pensais. Mme Marx est venue me voir une fois depuis lors, Mlle Marx deux fois, et Dupont et Lafargue sont venus m'engager à faire visite à Marx; mais je refusai.

« Après le Congrès de la Haye, j'avais résolu de ne plus rien avoir à

G. III. — 4

faire avec l'Internationale ; mais, par des lettres de membres de la Section étrangère de Manchester, j'appris qu'Engels écrivait partout des lettres pour indiquer qui il fallait élire ou ne pas élire délégué au Conseil fédéral anglais. Cela me fit changer d'idée, et j'entrai au Conseil fédéral comme délégué de trois sections.

« Selon moi, si la question politique avait été loyalement discutée à la Haye avec les « abstentionnistes »[1], nous les aurions convaincus. C'est par la discussion que nous avons battu l'opposition [,aux Congrès de Bruxelles et de Bâle,] dans la question de la propriété collective du sol ; par la discussion nous serions arrivés au même résultat dans la question politique. Je connais Schwitzguébel depuis son enfance[2], c'est un honnête homme, accessible à la discussion ; je suis persuadé que nous aurions forcé la conviction des opposants.

« Le matin de l'ouverture du Congrès de la Haye, un de mes amis, qui avait payé la location de la salle du Congrès, rencontra Marx qui lui dit : « Vous voilà obligé de quitter la salle; mais si vous désirez rester, je puis « vous donner un mandat ». Il refusa. La veille, le même citoyen était allé à Rotterdam au-devant de Marx et d'Engels, et, connaissant les dispositions de l'opposition, il conseilla la prudence. *Au diable la prudence!* lui répondit-on ; *nous avons la majorité, et nous les écraserons.* »

Le citoyen *Eccarius* prit la parole après Jung. « Je n'étais pas dans les secrets du sous-comité, dit-il, mais j'approuve et je confirme pleinement tout ce qui a été dit sur le Congrès de la Haye. Je désire ajouter quelques mots sur la question politique. A la fondation de l'Internationale, il fut décidé que son action serait politique aussi bien que sociale ; mais il était entendu, quoique les statuts n'en fissent pas mention, que les membres de chaque nationalité auraient à déterminer eux-mêmes la nature de leur action politique. Il y a en ce moment trois pays où le premier acte du mouvement ouvrier doit être de faire entrer des ouvriers dans les assemblées législatives, et pour cela il faut, au début, des combinaisons et des alliances avec les hommes avancés de la bourgeoisie[3]. Ces trois pays sont la Suisse, l'Angleterre et l'Amérique. — Il est assez naturel que les Français soient très affligés de leur défaite[4] ; mais nous ne pouvons pas, à cause de cela, transformer le Conseil général en un Comité d'action politique ayant pour mission d'organiser une insurrection prolétaire dans le monde entier. — Pendant la guerre, Sorge et ses amis comptaient sur les électeurs allemands en Amérique, et ils croyaient qu'en sachant s'y prendre, ils pourraient exercer sur le président des Etats-Unis une pression pour le contraindre à intervenir dans les affaires d'Europe au profit du principe républi-

1. C'est le mot par lequel on désignait, dans l'entourage de Marx, les partisans de la politique *négative*, Français, Belges, Jurassiens, Espagnols, Italiens, Russes.

2. On sait que Jung était Suisse, du Jura bernois.

3. Le *Manifeste communiste* avait dit (paragraphe 75) : « En Suisse, les communistes appuieront les radicaux... En Allemagne, le parti communiste luttera aux côtés de la bourgeoisie dans toutes les occasions où la bourgeoisie reprendra son rôle révolutionnaire : avec elle, il combattra la monarchie absolue, la propriété foncière féodale. »

4. La défaite de la Commune. Eccarius pense aux blanquistes.

cain. Après la guerre, lorsque quelques Sections américaines entrèrent dans l'Association, Sorge et ses amis prêchèrent l'abstention. Au Congrès de New York [juillet 1872], Robert Blissert, qui présidait, déclara que l'Internationale ne devait prendre aucune part à la politique américaine jusqu'à ce que l'Association fût assez forte pour renverser l'état actuel des choses. Dereure, qui n'était pas depuis un an en Amérique, et qui ne comprend pas un mot d'anglais, exprima la même opinion. C'est exactement la doctrine de Bakounine [1] ; et, chose singulière, en Europe nous [2] combattons les abstentionnistes, en Amérique au contraire le Conseil général a combattu les politiques, et a placé les abstentionnistes à la tête de l'Association. »

Il a été donné lecture ensuite d'une lettre de la Fédération jurassienne [3], exprimant l'opinion que chaque Fédération est seule compétente pour déterminer la nature de son action politique.

Le Congrès anglais a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes :

« I. — Considérant que le Congrès de la Haye a été illégalement constitué, que sa majorité était une majorité factice, créée dans le but d'annihiler les véritables représentants de l'Association ; que les résolutions qui y ont été votées sont subversives du pacte fondamental de l'Association, qui reconnaît à chaque fédération le droit de décider sa ligne de conduite ; que le programme de ce Congrès n'a pas été auparavant communiqué aux sections, comme le prescrivent les statuts généraux; le Congrès de la Fédération anglaise repousse les résolutions prises au Congrès de la Haye et son représentant le soi-disant Conseil général de New York.

« II. — Le Congrès déclare que la Fédération anglaise poursuivra la réalisation du programme social et politique adopté par le Congrès de Nottingham.

« III. — La Fédération anglaise entrera en relations avec toutes les fédérations appartenant à l'Association, et coopérera avec la majorité pour tenir un Congrès international lorsque cela paraîtra désirable. »

C'est avec une véritable rage que Marx parle du Congrès du 26 janvier dans une lettre à Bolte, écrite le 12 février, lettre publiée dans le volume de Sorge. Il s'exprime ainsi :

Le discours de Jung au Congrès dépasse tout comme stupidité et infamie. C'est un tissu de commérages mensongers, de calomnies, de radotages imbéciles. Ce garçon vaniteux semble atteint d'un ramollissement du cerveau. Il ne peut pas en être autrement et il faut en prendre son parti : le mouvement use les gens, et, dès qu'ils sentent qu'ils ne sont plus dans le mouvement, ils tombent dans la grossièreté, et cherchent à se persuader que c'est la faute de celui-ci ou de celui-là s'ils sont devenus des canailles... Eccarius a déclaré très naïvement qu'il faut faire de la politique en s'alliant avec les bourgeois. Depuis longtemps son âme a soif de se vendre (*Seine Seele dürstet seit lange nach Verkauf*).

1. Bakounine n'a jamais parlé de cela. Eccarius ne savait rien de précis sur les idées de Bakounine.

2. « Nous », c'est-à-dire les membres de l'ancien Conseil général restés fidèles à la tactique recommandée par le *Manifeste communiste*.

3. Celle du 17 novembre 1872, reproduite plus haut p. 26.

Bakounine avait quitté Zürich le 11 octobre pour retourner à Locarno, par Berne, Neuchâtel, Lausanne, Montreux et le Simplon. Je le vis à son passage à Neuchâtel, où il arriva le 12 au soir et passa toute la journée du 13 et la matinée du 14. Retenu trois jours au village de Simplon par une tempête de neige, il n'arriva que le 22 à Locarno, où il se logea de nouveau à l'*Albergo del Gallo*. Le 4 novembre, il commença un manuscrit qui devait être une continuation de *L'Empire knouto-germanique* ; il y travailla à diverses reprises jusqu'au 11 décembre, et le laissa inachevé [1]. Ses préoccupations, maintenant, se tournaient surtout du côté de la Russie. Pierre Lavrof, établi à Paris depuis 1870, projetait la publication d'un journal, et s'était abouché à ce sujet, dans le courant de 1872, avec quelques-uns des Russes habitant Zürich ; il fut même un moment question d'une collaboration de Bakounine avec lui : mais les caractères de ces deux hommes étaient trop différents pour qu'une entente entre eux fût possible. A la fin de novembre, Lavrof se rendit à Zürich, et des pourparlers reprirent entre lui et les amis de Bakounine : ces pourparlers, comme on le verra, aboutirent à une rupture définitive au bout de trois semaines environ.

Ici je dois parler de ce qui a rapport aux papiers laissés par Netchaïef à Paris, et à la façon dont ils furent retrouvés (voir t. II, p. 64).

Lorsque Netchaïef, arrêté à Zürich, se vit perdu, il fit passer, de sa prison, à Ross (avec lequel il avait continué, après la rupture de juillet 1870, à entretenir quelques relations à l'occasion) un billet pour lui dire qu'il avait laissé, dans le logement qu'il avait occupé à Paris et dont il lui donnait l'adresse, des papiers, des livres et des effets, et qu'il le chargeait d'aller les retirer et d'en disposer. Après l'extradition de Netchaïef (26 octobre), Ross se rendit à Paris au commencement de novembre, et, muni du billet, y prit possession des papiers en question. Parmi ces papiers se trouvaient entre autres un manuscrit et des lettres de Bakounine, et des lettres de beaucoup d'autres personnes, lettres dont un grand nombre avaient été volées. Ross rapporta lui-même à Zürich [2] ceux des papiers qui pouvaient être compromettants ; il confia les autres — journaux, livres, manuscrits (correspondances dans les journaux russes) — à Pierre Lavrof, qui, devant se rendre à Zürich quelques jours plus tard, consentit à les y transporter. Tous les papiers rapportés par Ross furent brûlés, excepté des lettres de Mlle Natalie Herzen, qu'on rendit à celle qui les avait écrites.

J'ai cité (t. II, pages 61-63) le jugement sévère porté sur Netchaïef par Bakounine dans sa lettre à Talandier du 24 juillet 1870 ; j'ai cité également (Ibid., p. 186) le mot flétrissant qu'il écrivit dans son calendrier-journal le 1er août 1871. Il faut maintenant, pour être complet et pour être équitable, reproduire la lettre que Bakounine écrivit à Ogaref le 2 novembre 1872, après que Netchaïef eut été livré au gouvernement russe :

Ainsi, mon vieil ami, l'inouï s'est accompli ! La République helvétique a extradé l'infortuné Netchaïef ! Mais ce qu'il y a de plus alarmant, c'est que, à l'occasion de cette extradition, notre gouvernement voudra, sans doute, reprendre le procès et fera de nouvelles victimes. Cependant une voix intérieure me dit que Netchaïef, qui est perdu à jamais, — et qui, certainement, sait qu'il est perdu, — dans cette occasion évoquera de la profondeur de son être, tortueux et sali, mais qui est loin d'être vulgaire, toute son énergie et tout son courage primitifs. Il périra en héros, et cette fois il ne trahira rien ni personne.

Telle est ma foi. Nous verrons bientôt si j'ai raison. Je ne sais s'il en est de même de toi, mais moi je le plains profondément. Personne ne m'a fait,

1. Ce manuscrit, encore inédit, sera imprimé au tome IV des *Œuvres* de Bakounine.

2. Il annonça son retour à Bakounine par un télégramme le 8 novembre.

et avec intention, autant de mal que lui, mais je le plains quand même. C'était un homme d'une rare énergie, et, lorsque nous l'avons rencontré, en lui brûlait une flamme très vive et très pure d'amour pour notre pauvre peuple opprimé; notre malheur historique et national lui faisait éprouver une véritable souffrance. A ce moment, son extérieur seul était malpropre, son intérieur n'était pas souillé. C'est son autoritarisme et sa volonté sans frein qui, en se combinant, bien malheureusement et par la faute de son ignorance, avec la méthode appelée machiavélisme et jésuitisme, l'ont définitivement précipité dans la boue. A la fin, il était devenu un véritable idiot. Imagine-toi que, deux ou trois semaines avant son arrestation, nous l'avons averti — non pas directement, car ni moi ni aucun de mes amis ne voulions nous rencontrer avec lui, mais par des intermédiaires — de quitter Zürich le plus tôt possible, parce qu'on le cherchait [1] : il ne voulait pas le croire, et disait : « Ce sont les bakounistes qui veulent me chasser de Zürich »; et il ajoutait : « Maintenant, ce n'est plus la même chose qu'en 1870 : j'ai à présent au Conseil fédéral à Berne des hommes qui s'intéressent à moi, des amis ; ils m'auraient prévenu si un pareil danger me menaçait ». Eh bien, le voilà perdu.

Voici les passages du calendrier-journal de Bakounine qui sont relatifs au journal russe en vue de la fondation duquel Pierre Lavrof venait de se rendre à Zürich :

Novembre 28. Emile [Bellerio] m'apporte lettre importante de Ross, m'annonçant arrivée Lavrof et pourparlers journal ; j'en parle avec Zaytsef [2]. — 29. Fini et envoyé lettre à Ross, et télégramme aussi; causé avec Zaytsef à propos journal. Ecrit soir une autre grande lettre aux amis de Zürich et une lettre de confiance à Boutourline.

Décembre 4. Télégramme singulier de Genève de Rouleff. — 5. Deuxième télégramme de Rouleff, et un de Fronstein. — 8. Télégraphié à Zürich. — 9. Arrive Ross. Chez Zaytsef: conversation à propos journal, conclu. — 10. Ross part à 11 h. par bateau à vapeur pour Simplon, chez Sokolof [3], Genève. Vient Zaytsef avec lettre de sa mère : trahison d'Ozerof [4], et de qui encore? Ecrit lettre à Zürich. Envoyé lettre à Ross à Genève, avec lettre d'Ozerof, et lettre aux amis de Zürich. — 11. Télégramme à Ross, Ge-

1. Ce fut Ross qui donna lui-même cet avis à Netchaïef, et Bakounine ne l'ignora pas. Je ne sais quel est le motif pour lequel, en écrivant à Ogaref, Bakounine feint de n'avoir pas connu les relations personnelles qui existèrent jusqu'au bout entre Ross et Netchaïef.

2. Zaytsef était installé à Locarno avec sa famille depuis le 21 novembre 1872.

3. Le littérateur russe Nicolas Sokolof, connu comme l'auteur d'un livre assez original (auquel son ami Zaytsef avait collaboré pour une large part), à tendances anarchistes, les *Réfractaires* (*Otchtchépentsy*), paru en 1866, avait été emprisonné, puis déporté en Sibérie : ayant réussi à s'évader, il venait d'arriver à Genève (12 novembre).

4. La lettre de la mère de Zaytsef parlait d'un bruit qui courait à Genève, selon lequel il allait se fonder à Zurich un journal russe avec Sokolof comme rédacteur et Ozerof comme administrateur : Bakounine serait écarté, disait Ozerof, parce qu'il se livrerait à des polémiques inutiles, comme celle contre Marx. A la suite de cet incident, où Ozerof semble avoir agi de concert avec certaines personnalités russes de Zurich dont la conduite, comme on le verra plus loin, parut suspecte à Bakounine, il y eut rupture entre Bakounine et Ozerof. Celui-ci alla s'établir à Florence, auprès d'Alexandre Herzen fils.

nève. — 14. Ecrit lettre à Ross ; pas envoyée, à cause excellente dépêche de Sokolof, de Zürich, à Zaytsef [1]. — 18. Point de lettres de Zürich, étrange ! — 19. Bonne lettre de Ross, rupture avec Lavrof. — 21. Après dîner chez Bellerio, qui m'a apporté lettre de Ross et de Sokoloff. Soir, lettres à Ross et à Sokoloff. — 25. Lettre très peu satisfaisante de Holstein et compagnie.

La lettre que Bakounine avait écrite le 10 décembre « aux amis de Zürich » existe (Nettlau, p. 762) : en voici un passage relatif à l'intrigue d'Ozerof :

Toute ma nature se révolte contre l'idée que vous, mes frères et alliés, avec lesquels je me suis si loyalement uni, auriez pu organiser avec Ozerof une conspiration en dehors de moi et contre moi... Mais en me rappelant le proverbe : « Il n'y a pas de fumée sans feu », je dois admettre qu'il existe entre vous et lui quelque chose d'innocent quant à l'intention, et néanmoins resté caché pour moi, à mon égard. Cela, mes amis, est injuste, et serait certainement plus mauvais pour la cause que ma polémique avec Marx.

Une lettre de Sokolof à Ogaref, du 2 janvier 1873 (publiée par Dragomanof), indique les motifs de la rupture de Bakounine et de ses amis avec Pierre Lavrof :

Notre affaire, par rapport à l'imprimerie [2], marche comme sur des roulettes. On n'aura pas à l'attendre longtemps. Vouloir, c'est pouvoir...

Tu me demandes ce qui se passe à Zürich ? A cette question, je vais te répondre comme suit : Depuis mon arrivée ici, il s'est produit une scission dans la jeunesse russe. Je n'y suis pour rien, bien entendu ; l'honneur en revient à monsieur Lavrof, un certain philosophe qui vient de Paris dans l'intention de fonder ici une revue. Ce Lavrof a élaboré son programme et l'a fait imprimer. Mais l'esprit en était faux et tellement détestable que Bakounine, Zaytsef, moi, de même que les meilleurs représentants de la jeunesse russe ici, nous en eûmes tous la nausée et nous décidâmes de nous détacher de Lavrof et de sa clique. Imagine-toi que, dans son programme, il déclare la révolution un mal et il prêche la légalité ! Qu'en penses-tu, avons-nous eu raison de nous faire schismatiques ?

On trouve aussi dans le calendrier-journal de Bakounine des indications relatives à ses rapports avec ses amis italiens. Cafiero, revenant d'Italie, arriva à Locarno le 4 novembre au soir ; il y resta jusqu'au 11 au matin. Le 21 arriva Fanelli, qui repartit dès le lendemain. Le 23 décembre arrivèrent Cafiero et Palladino, et le 25 Fanelli ; il s'éleva, le 27, une « discussion vive » entre celui-ci et Bakounine, dont le résultat fut une de ces bouderies dont Fanelli était coutumier ; le calendrier-journal porte, le 28 décembre : « Beppe parti à 5 heures matin. Toute la journée causé sur son compte, soir aussi. » Le 30 arrivèrent Chiarini et Orsone, deux Romagnols de Faenza, avec lesquels il y eut « fraternisation ».

Cependant le pauvre Pezza se mourait à Naples. Il cessa de vivre le 8 janvier ;

1. Sokolof, après avoir entendu les explications que Ross lui apportait de Zürich et de Locarno, était parti avec Ross pour Zürich, bien décidé à faire cause commune avec Bakounine contre Lavrof.

2. Bakounine et ses amis avaient conçu en 1872 le projet de créer à Zürich une imprimerie russe. Ce projet devait se réaliser en 1873.

La nouvelle de sa mort nous fut apportée par le *Gazzettino rosa*. Ses funérailles eurent lieu le vendredi 10 janvier 1873, à quatre heures :

Une foule compacte d'ouvriers et d'étudiants accompagnait le char funèbre, sans croix, sans cierges, sans prêtre ; le char et la foule suivirent lentement la longue route qui mène au cimetière, et qui était parcourue par des patrouilles de carabiniers à cheval.

La municipalité avait refusé aux amis du défunt de leur accorder un peu de terrain au cimetière catholique ; puis, cédant aux menaces, elle avait fini par consentir à ce qu'il fût enseveli dans l'enceinte où sont enterrés les enfants mort-nés, attendu, avait-on dit, que « celui qui n'a pas de religion est comme s'il n'avait jamais vécu ». Le cortège s'arrêta donc dans ce verdoyant petit jardin, et le cercueil fut déposé au pied d'un cyprès. Un ami raconta la vie de Pezza en quelques paroles émues, sans que la police osât procéder à des actes hostiles. Puis le corps fut placé dans le cercueil par le père et quelques amis, et descendu dans la terre.

Le vieux père de Pezza fit reproduire et encadrer un grand portrait photographique de son fils ; il m'en envoya un exemplaire qui, jusqu'au moment où je dus quitter la Suisse, resta placé dans mon cabinet de travail à côté de celui de Varlin.

III

De janvier à juin 1873.

Le 5 janvier 1873, le Conseil général de New York, après avoir « expecté » (style Sorge) pendant près de deux mois la réponse des Sections du Jura à son ultimatum du 8 novembre 1872 (voir p. 40), prononça la suspension de la Fédération jurassienne. Cette décision fut notifiée en ces termes (en français) au secrétaire de notre Comité fédéral :

Conseil général de l'Association internationale des travailleurs.

Sous date du 8 novembre 1872 la lettre suivante fut envoyée à la Fédération jurassienne : (Suit la copie de la lettre de Sorge du 8 novembre 1872).

Aucune réponse n'ayant été reçue par le Conseil général jusqu'à ce jour — le 5 janvier 1873, — soixante (60) jours après [1], le Conseil général, en obéissance aux articles 2 et 6, chapitre II, des règlements administratifs (« Du Conseil général ») [2], est obligé *de suspendre et par la présente il suspend la Fédération jurassienne jusqu'au prochain Congrès général.*

Toutes les sections et membres de la Fédération jurassienne qui n'auront ni reconnu ni confirmé les résolutions de leur Congrès extraordinaire du 15 septembre 1872 de Saint-Imier, sont invités à faire l'union avec la Fé-

1. Par sa lettre du 8 novembre, le Conseil général n'avait accordé que *quarante* jours aux Jurassiens pour faire un acte de contrition. Mais, ayant ensuite voulu se montrer bon prince, il étendit, comme on voit, la durée de ce délai à *soixante* jours — ou plus exactement cinquante-neuf.

2. Voir t. II, pages 338-339, le texte de ces deux articles, tels qu'ils avaient été modifiés par la majorité du Congrès de la Haye, expressément en vue de la suspension projetée de la Fédération jurassienne.

dération romande en attendant l'établissement de la Fédération régionale suisse.

Le Conseil général :

F. J. Bertrand, Fr. Bolte, C. Carl, S. Dereure, Fornaccieri, S. Kavanagh, C. F. Laurel, E. Leviêle, F. A. Sorge, C. Speyer, E. P. Saint-Clair.

Le secrétaire général, F. A. Sorge.

New York, le 5 janvier 1873.

A la Fédération jurassienne par Adhémar Schwitzguébel, Sonvillier.

La décision du Conseil général fut annoncée en même temps à toutes les autres fédérations.

C'est dans sa séance hebdomadaire du 9 février 1873 que le Comité fédéral jurassien prit connaissance du document que je viens de reproduire. Notre *Bulletin* le publia dans son numéro du 15 février, en le faisant suivre du commentaire que voici :

La provocation à la discorde et au manque de solidarité, qui termine cette lettre, ne trouvera pas d'écho parmi les sections de notre Fédération. Elles resteront unies plus étroitement que jamais, inébranlables dans leur fermeté et calmes dans la conscience de leur droit, devant les actes insensés de ceux qui prétendent former le gouvernement de l'Internationale.

Quant à l'opinion des autres fédérations, les déclarations du Congrès italien [1] de Rimini, du Congrès espagnol de Cordoue, et du Congrès belge de Bruxelles, ont été assez éloquentes et assez catégoriques, et nous tenons à remercier encore une fois les travailleurs de ces trois régions pour l'admirable esprit de solidarité dont ils font preuve à notre égard. Quant à l'Angleterre et à l'Amérique, on verra, par deux articles que nous publions plus loin [2], ce que dans ces deux pays on pense du Conseil général de New York et des personnages qui le composent. La France seule, malheureusement, ne peut élever la voix en ce moment [3] ; mais, pour juger de ses sentiments, il suffit de rappeler que *toutes les Sections de France dont nous connaissons l'existence font partie intégrante de la Fédération jurassienne*, à défaut d'une Fédération française que les persécutions du gouvernement les empêchent de former.

Terminons par un trait qui fera plaisir aux membres de notre Fédération. Dimanche 9 février, les Sections de la Vallée de la Vesdre (Belgique) étaient réunies dans leur Congrès trimestriel, à Verviers, et, quelques heures après l'ouverture de ce Congrès, le télégramme suivant arrivait à Sonvillier à l'adresse de notre Fédération :

1. Lire : « de la Conférence italienne ».

2. Ces articles sont la reproduction de l'Appel du Conseil fédéral anglais convoquant un Congrès à Londres pour le 26 janvier (la nouvelle des résolutions votées par ce Congrès ne nous était pas encore parvenue), et des extraits de la notice de B. Hubert, secrétaire du Conseil fédéral de Spring Street, dont il a été parlé p. 43.

3. Dans une circulaire adressée « aux Conseils fédéraux des diverses régions de l'Internationale » par le Comité fédéral jurassien en date du 2 février (avant l'arrivée de l'ukase de suspension), on lit : « De tristes événements empêchent la France de faire entendre sa voix dans les revendications autonomistes, mais le peuple qui, dans les temps modernes, a le premier formulé pratiquement le programme anarchiste du prolétariat, en constituant la Commune libre de Paris, ne peut pas être pour l'autoritarisme ».

« Verviers, 9 février, 1 heure et demie soir.

« Le Conseil de New York suspend la Fédération jurassienne. Vive à jamais la Fédération jurassienne !

« Au nom du Congrès de Verviers :

« Gérard GÉROMBOU [1] ».

Dans la séance du 23 février du Comité fédéral jurassien était lue une lettre du Conseil fédéral hollandais annonçant que les Sections de la Hollande, qui jusqu'à ce moment ne s'étaient pas encore prononcées sur les décisions de la majorité de la Haye, ne reconnaissaient pas la suspension de la Fédération jurassienne. Voici cette lettre :

Amsterdam, 14 février 1873.

... Les Sections hollandaises se sont maintenant prononcées sur la question du Conseil général, et le résultat est : que les Sections d'Amsterdam, de la Haye et de Rotterdam sont en faveur de la *minorité* du Congrès de la Haye, c'est-à-dire que nous continuerons d'être en relations avec le Conseil général ; nous paierons nos cotisations comme d'habitude ; mais jamais nous n'adjugerons au Conseil général le droit de suspendre ou d'exclure une Fédération ou Section quelconque : par conséquent *nous n'acceptons pas la suspension de la Fédération jurassienne*, quoique nous devions avouer que le Conseil général (d'après les résolutions du Congrès de la Haye) n'aurait pas pu agir autrement.

La Section d'Utrecht seule approuve pleinement les résolutions prises par la *majorité* du Congrès de la Haye.

Salut et solidarité.

Au nom du Conseil fédéral hollandais :

H. GERHARD, secrétaire correspondant.

Le 22 février, la Commission fédérale espagnole adressait au Conseil général de New York une lettre dont elle donna en même temps connaissance à la Fédération jurassienne; en voici le passage principal :

Nous avons reçu le 17 courant votre lettre datée du 5 janvier 1873, par laquelle vous nous annoncez que vous avez prononcé la suspension de la Fédération jurassienne du reste de l'Association internationale des travailleurs...

Si les travailleurs croyaient que l'unité de l'Internationale fût fondée sur l'organisation artificielle et toujours factice d'un pouvoir centralisateur quelconque, votre inqualifiable conduite serait suffisante pour diviser l'Internationale ; mais comme il n'en est pas ainsi, le peu d'ouvriers qui suivent encore l'erreur comprendront que l'institution d'un Conseil général dans l'Internationale est une violation permanente de la liberté qui doit être la base fondamentale de notre Association, parce que sans elle la solidarité n'est pas possible.

1. Ce télégramme fut confirmé le surlendemain par une lettre du Conseil fédéral du bassin de la Vesdre, signée des noms suivants : Denis Noblué, J.-N. Demoulin, Emile Piette, Joseph Pirotte, Jules Ernst, A. Pairoux, Gervais Clerdent, Pascal Badson, Louis Lincé, J.-Olivier Ruwette, Jean Corimon, Ch.-J. Maignay, Charles Picraux, Pierre Bastin, Laurent Manguette, Jules Wuilmès, Althère Spiron.

Malgré le décret de suspension fulminé contre la Fédération jurassienne, le Conseil général peut être assuré que cette Fédération continuera d'être reconnue par l'immense majorité des internationaux du monde...

Salut et liquidation sociale, anarchie et collectivisme.

Alcoy, 22 février 1873.

Pour la Commission fédérale :

Le secrétaire d'extérieur, Francisco Tomás, maçon.

Il est intéressant de constater que, dans l'opinion d'Engels et de Marx, la décision du Conseil général du 5 janvier fut une faute : ils eussent voulu qu'au lieu de la *suspension*, le Conseil général prononçât sur-le-champ l'*expulsion*, non seulement de la Fédération jurassienne, mais de toutes les Fédérations qui s'étaient *mises en état de rébellion*.

A la date du 4 janvier, Engels avait écrit à Sorge : « Vous avez donc maintenant : *a*, les Jurassiens ; *b*, les Belges ; *c*, l'*ancienne* Fédération espagnole, et *d*, les Sections anglaises de la minorité [1], qui se sont déclarés en rébellion. Nous sommes ici unanimement d'avis qu'il ne s'agit pas là d'un cas de suspension, mais que le Conseil général doit simplement constater que lesdites Fédérations et Sections ont déclaré nuls et non avenus les statuts légaux de l'Association (*die zu Recht bestehenden Gesetze der Assoziation*), qu'elles se sont mises par là *elles-mêmes* hors de l'Internationale et *ont cessé d'en faire partie*. Alors il ne sera pas question de la convocation d'une Conférence, qui dans le cas d'une suspension aurait pu être réclamée [2]. Naturellement vous ne pourrez prendre de semblables mesures que lorsque vous aurez entre les mains les documents officiels. Nous vous les procurerons [3]. »

En exécution des instructions envoyées par Engels, le Conseil général de New York vota le 26 janvier 1873 une résolution disant que « toutes les sociétés et personnes qui refusent de reconnaître les résolutions des Congrès, ou qui négligent exprès de remplir les devoirs imposés par les statuts et règlements généraux, se placent elles-mêmes en dehors de l'Association internationale des travailleurs et cessent d'en faire partie [4] ».

Marx à son tour écrivait à Bolte, le 12 février :

A mon avis, le Conseil général a commis une grande faute par la sus-

1. Ce sont les Sections qui faisaient cause commune avec la *majorité* du Conseil fédéral anglais, qu'Engels désigne par ce terme de *minorité*.

2. L'article 6 du titre II des Règlements généraux, revisé à la Haye, disait en effet que, dans le cas de la suspension de toute une fédération, le Conseil général devrait, si la majorité des fédérations le demandait, convoquer une Conférence extraordinaire, qui se réunirait un mois après. On voit qu'Engels et Marx, plus autoritaires que la majorité de la Haye et que Sorge lui-même, appréhendaient la réunion fût-ce d'une simple Conférence, où ils ne se sentaient plus sûrs d'être les maîtres, et ne voyaient de salut que dans un acte par lequel Sorge les débarrasserait d'un seul coup de tous les « rebelles ». Mais ces rebelles, c'était toute l'Internationale vivante.

3. Dans la même lettre, Engels revenait sur la question des solécismes qui émaillaient les circulaires du Conseil général : « Aussi longtemps que vous correspondrez *en français* avec des gens comme les Jurassiens et les Belges, et *en anglais* avec Hales, vous courrez le risque qu'ils fassent imprimer vos documents avec toutes les fautes et les germanismes, ce qui ne serait sûrement pas agréable. Ne vous est-il donc pas possible de trouver des gens dont le français ou l'anglais soit la langue maternelle, et qui puissent revoir vos écrits ? Nos Français ici auraient fait un vacarme de tous les diables, si jamais nous avions mis leurs signatures sous mon français ou celui de Marx. Aucun de nous ne peut posséder une langue étrangère assez à fond pour être capable d'écrire en cette langue un document destiné à la publicité, sans le faire corriger par quelqu'un du pays. »

4. Je ne connais cette résolution que par la mention qui en est faite dans le pamphlet marxiste *L'Alliance*, etc., p. 56.

pension de la Fédération jurassienne. Ces gens sont déjà *sortis de l'Internationale*, en déclarant que Congrès et statuts n'existaient pas pour eux; ils se sont constitués en centre d'une conspiration pour la création d'une *contre-Internationale*; à la suite de leur Congrès de Saint-Imier des Congrès du même genre ont eu lieu à Cordoue, à Bruxelles, à Londres, et les alliancistes d'Italie tiendront à leur tour un Congrès semblable. Chaque individu et chaque groupe a le droit *de sortir de l'Internationale*, et dès qu'une chose pareille arrive, le Conseil général a simplement à *constater* officiellement cette *sortie*, et nullement à *suspendre*...

Si le Conseil général ne change pas son mode de procéder, quel en sera le résultat? Après le Jura, il suspendra les fédérations sécessionnistes en Espagne, en Italie, en Belgique et en Angleterre; résultat : Toute la fripouille (*Alles Lumpengesindel*) reparaîtra au Congrès de Genève et y paralysera tout travail sérieux, comme elle l'a fait à la Haye, et le Congrès général sera de nouveau compromis, pour la plus grande joie de la bourgeoisie. Le plus grand résultat du Congrès de la Haye a été de pousser les éléments pourris (*die faulen Elemente*) *à s'exclure eux-mêmes*, c'est-à-dire à sortir. Le mode de procéder du Conseil général menace d'anéantir ce résultat...

Puisque la faute a été commise à l'égard du Jura, le mieux serait peut-être d'ignorer complètement les autres (à moins que nos propres fédérations [1] ne demandent le contraire), et d'attendre le Congrès général des sécessionnistes, pour déclarer alors, en ce qui concerne toutes les fédérations qui s'y seront fait représenter, que ces fédérations sont sorties de l'Internationale, qu'elles s'en sont exclues elles-mêmes, et qu'elles doivent être désormais considérées comme des sociétés qui lui sont étrangères et même hostiles.

On voit que Marx n'y allait pas de main morte : plutôt point d'Internationale, qu'une Internationale où les fédérations prétendraient à l'autonomie !

Abîme tout plutôt : c'est l'esprit de l'Eglise.

En Espagne, les hommes de la *Nueva Federacion madrileña* avaient essayé, après le Congrès de Cordoue, de gagner à leur cause quelques adhérents dans différentes villes. Ils réussirent à constituer à Valencia un petit groupe dissident, qui se joignit à eux en prenant le titre de Conseil fédéral espagnol, et qui, le 2 février 1873, lança une circulaire où il s'annonça comme « le fidèle gardien des statuts de l'Internationale ». Mais cette tentative échoua piteusement : « Le prétendu Conseil fédéral s'efforça pendant deux mois de fonder une nouvelle fédération régionale; mais, de l'aveu même de ceux qui en faisaient partie, il ne put obtenir que quarante cotisations, de localités différentes [2]. Les membres du prétendu Conseil fédéral comprirent bientôt que

1. Marx cherche-t-il à se tromper lui-même ou à tromper son correspondant, en parlant de « nos propres fédérations »? Il n'y avait pas une seule fédération régionale qui fût pour le Conseil général.

2. « Il existe en Espagne un parti politique fédéraliste... Ce parti a l'air de vouloir faire des avances à l'Internationale, et ces avances sont bien reçues par la poignée de marxistes dissidents qui viennent de constituer, en dehors de la Fédération espagnole, une petite Eglise sectaire et microscopique, gouvernée par une façon de Conseil fédéral siégeant à Valencia. Un journal républicain fédéral de Valencia, *el Cosmopolita*, est même devenu l'organe officiel de ce semblant d'organisation. Mais nous ne pensons pas qu'en dehors de ces deux ou trois douzaines d'hommes qui forment le parti de Marx en Espagne, les républicains fédéraux

leurs efforts servaient tout simplement la cause bourgeoise, et qu'il y avait nécessité urgente de travailler au contraire à la défense et au développement de la véritable Fédération régionale. Ils prononcèrent alors la dissolution de leur Conseil, et tous ceux qui s'étaient séparés de la fédération de Valencia retournèrent s'unir à leurs frères de cette ville. Avec la dissolution du pseudo-Conseil fédéral, et la mort de l'organe des autoritaires, la *Emancipacion* [1], on peut regarder la campagne des agents de Karl Marx en Espagne comme terminée ; ils n'avaient abouti qu'au fiasco le plus complet. » (Rapport de la Commission fédérale espagnole au Congrès général de l'Internationale à Genève, 1er septembre 1873.)

Le 11 février 1873, par suite de l'abdication du roi Amédée, la République avait été proclamée en Espagne ; Castelar était devenu président. Un mois après, dans un article du *Bulletin*, cherchant à analyser la situation nouvelle créée par ce changement de régime politique, et examinant quelle pourrait être, à l'égard de la République, l'attitude des socialistes espagnols, j'écrivais :

Il est bien difficile de porter un jugement sur la véritable nature des événements qui se passent en Espagne... Ce qui paraît certain, c'est que le socialisme populaire est resté étranger au mouvement qui a porté les républicains au pouvoir, et que jusqu'à présent, sauf la manifestation ouvrière de Barcelone en faveur de la diminution des heures de travail, l'Internationale n'a pris aucune part active aux événements.

Mais cette abstention de l'Internationale ne pourra pas durer éternellement. Pour peu que le mouvement des partis s'accentue, l'Internationale ne pourra pas rester les bras croisés à regarder les ennemis du peuple se disputer le pouvoir : il vient un moment où le peuple se met de la partie aussi, et où la portion du peuple déjà organisée, l'Internationale, devient le levier de l'action révolutionnaire.

... Ce serait à nos yeux une grande faute qu'une alliance entre l'Internationale et le parti des républicains fédéralistes : non que l'Internationale ne soit pas fédéraliste, — mais son fédéralisme s'exerce de bas en haut ; il est la négation de l'Etat, des partis politiques et des assemblées constituantes : il est l'affirmation de cette *anarchie* si chère aux ouvriers espagnols, c'est-à-dire de l'organisation spontanée et révolutionnaire des communes et des groupes autonomes librement fédérés.

En attendant que l'Internationale puisse essayer la réalisation de ce programme, elle fera bien, selon nous, de ne prendre aucune part aux tripotages politiques à propos des élections de la Constituante.

Mais doit-elle rester inactive ? s'il faut s'abstenir de faire le jeu de ses ennemis, faut-il s'abstenir de travailler dans l'intérêt de sa propre cause ? Non certes. Le moment est venu pour l'Internationale espagnole de déployer une énergie et une activité plus grandes que jamais. Qu'elle profite de l'ef-

trouvent de l'écho pour leur propagande auprès des ouvriers internationaux. » (*Bulletin* du 15 mars 1873.)

1. Engels écrit le 15 avril 1873 au Conseil général de New York : « La *Emancipacion* de Madrid est mourante, et peut-être même déjà morte. Nous leur avons envoyé quinze livres st. (375 fr.), mais comme presque personne ne payait les numéros reçus, il paraît impossible de maintenir le journal. Je suis en correspondance avec Mesa en vue d'un autre journal à fonder : mais nul ne peut dire quel sera le résultat. — Le *Pensamento social* de Lisbonne, un excellent journal qui dans son dernier numéro avait une très bonne réponse à la Commission fédérale espagnole d'Alcoy sur la question de l'Alliance, sera aussi obligé de suspendre sa publication ; mais il reparaitra. »

fervescence générale des esprits pour faire une propagande populaire sur une vaste échelle; qu'elle organise le prolétariat là où il n'est pas organisé encore ; qu'elle force le gouvernement à licencier l'armée et à armer le peuple; qu'elle crée dans chaque localité des comités d'action, et que ces comités correspondent activement entre eux ; qu'elle profite de chacune des fautes du gouvernement pour détromper ceux qui auraient pu conserver cette dangereuse illusion que la république c'est l'affranchissement du peuple; enfin que, toujours en éveil, elle se tienne prête pour toutes les circonstances, et que, si elle n'est pas encore assez forte pour faire la révolution, elle sache au moins l'être assez pour empêcher la consolidation et le fonctionnement régulier de n'importe quel gouvernement.

Voilà sans doute le programme que se sont déjà tracé nos amis espagnols...

Je reparlerai plus loin de l'Espagne, et des mouvements qui s'y produisirent dans l'été de 1873.

Les arrestations faites en France en décembre 1872 eurent pour conséquence plusieurs procès, dont les deux principaux furent celui de Dentraygues à Toulouse (10-28 mars 1873) et celui de Van Heddeghem à Paris (10 mars). Je ne les raconterai pas en détail ; je me bornerai à reproduire une lettre de moi, une lettre de Jules Guesde, et un extrait d'un article du *Bulletin*.

Le 7 février 1873, avant le commencement des procès, j'écrivais ce qui suit à un international belge, à Verviers [1] :

Serraillier nous a écrit une lettre pour éreinter ce citoyen Bousquet qu'on avait proposé d'exclure à la Haye. Le Comité fédéral jurassien avait décidé l'insertion de cette lettre au *Bulletin*, en témoignage de notre impartialité [2]. Mais après ce qui vient de se passer dans l'Hérault et ailleurs, il me semble que ce serait un acte de la plus haute imprudence que de continuer dans nos colonnes une discussion relative à un homme qui habite Béziers, et de le désigner tout haut comme membre de l'Internationale. Qu'en pensez-vous? Croyez-vous qu'il vaille mieux, dans l'intérêt de nos amis poursuivis en France, supprimer la lettre de Serraillier ; ou bien que, mettant la réputation de bonne foi du *Bulletin* au-dessus de la sécurité de nos amis, nous devions insérer la lettre quand même ?

J'ai reçu une lettre du fameux Cuno, président de la Commission d'enquête sur l'Alliance. Il m'écrit d'Amérique, où il paraît avoir fondé une section, et sa lettre est si cocasse que nous nous empresserons de la publier dans le *Bulletin*, comme d'ailleurs il le réclame [3].

1. Lettre publiée par Nettlau dans sa biographie de Bakounine, p. 746.
2. Voir ci-dessus p. 38.
3. Cette lettre, qui portait le timbre de la Section 29, de Paterson, était relative au Congrès de Saint-Imier. Cuno l'ayant aussi envoyée à d'autres journaux, qui l'insérèrent, le *Bulletin* ne la publia pas. La lettre était signée : « Federico Capestro (au Congrès de la Haye sous le nom de *Cuno*) ». Le *Bulletin* se contenta de cette remarque : « La mascarade du Congrès de la Haye se continue de l'autre côté de l'Océan. S'appelle-t-il Cuno ? s'appelle-t-il Capestro ? Mystère ! L'homme qui s'acquitta d'une façon si grotesque du rôle de président de la Commission d'enquête sur l'Alliance persiste à couvrir son individualité d'un voile impénétrable. Laissons-le dans cette obscurité et occupons-nous de choses sérieuses. » Engels, dans une lettre à Sorge du 20 mars 1873, se plaint de la maladresse de Cuno, qui compromet l'ancien Conseil général.

Au sujet des arrestations dans le Midi de la France, j'ai reçu des nouvelles positives. Nos amis français affirment que ce sont deux agents marxistes, Calas et Swarm (déjà nommés dans notre circulaire confidentielle [1]), qui ont dénoncé leurs propres camarades. En effet, tous les individus arrêtés sont des marxistes ou des indifférents. Un seul des nôtres a été dénoncé : c'est Paul Brousse, qui a pu se soustraire au mandat d'amener et s'est réfugié à Barcelone.

Pour ce qui concerne Calas, il est atteint et convaincu de mouchardise ; Brousse en a donné les preuves publiquement. Quant à Swarm, dont le vrai nom est Dentraygues, Guesde m'écrit de Rome qu'il n'y a à son égard que de forts soupçons, et qu'une enquête se fait en ce moment.

Le procès de Toulouse changea, à l'égard de Dentraygues, les soupçons en certitude. Jules Guesde nous écrivit à ce sujet la lettre suivante, qui fut publiée dans le *Bulletin* (numéro du 15 avril 1873, article intitulé *Les proconsuls marxistes en France*) :

Rome, 29 mars.

Chers compagnons,

Vous avez bien voulu, il y a trois mois [2], signaler à l'Internationale tout entière les agissements des agents de Marx dans le Midi de la France. Et, par mon intermédiaire, nos compagnons français vous remercient de votre courageuse initiative.

Aujourd'hui, les soupçons, les probabilités se sont changés en preuves. Le *Swarm* qui, après avoir contribué à expulser à la Haye Bakounine et Guillaume de notre Association, avait ensuite, de son autorité privée, étendu cette expulsion au compagnon Paul Brousse de Montpellier, vient de se révéler devant le tribunal de Toulouse sous son vrai jour. Sous prétexte d'affilier les ouvriers de notre Midi à l'Internationale, et grâce aux pleins-pouvoirs de Marx, il *rabattait* le gibier socialiste dans les filets de la police thiériste.

C'est lui qui a dénoncé les trente-six victimes de Toulouse, les quatre victimes de Béziers, etc. ; et c'est son témoignage qui les fait condamner à l'heure qu'il est.

Il s'appelle de son vrai nom *Dentraygues*.

« Vous êtes la cheville ouvrière de l'accusation », a pu lui dire en face le président de la Cour, sans soulever de sa part la moindre protestation.

Qu'aurait-il pu d'ailleurs articuler pour sa défense ? Dans sa déposition écrite comme dans ses réponses au tribunal, n'a-t-il pas été à l'égard de ses dupes l'auxiliaire, le *chien* du ministère public ?

« J'ai plaidé beaucoup, beaucoup d'affaires de ce genre, — a déclaré l'avocat d'un des prévenus, M. Floquet, — et j'en ai une longue pratique ; j'ai eu de plus l'occasion de lire, après le 4 septembre, les dossiers des dénonciateurs que l'on avait vu surgir dans des affaires de cette nature. Eh bien, j'affirme ne jamais en avoir vu d'aussi cyniques que Dentraygues. »

Et un autre défenseur, Mie, de Périgueux, d'ajouter : « A chaque difficulté de l'accusation, le ministère public s'écrie : « A moi, Dentraygues ! »

1. Voir ci-dessus p. 38.
2. Il y avait plus de trois mois que la circulaire avait été envoyée.

comme on s'écriait jadis : « A moi d'Auvergne! » avec cette différence qu'autrefois c'était l'honneur qu'on appelait, et qu'aujourd'hui c'est la honte. Dentraygues, enfin, c'est le tiroir que l'on ouvre et dans lequel on trouve toutes les lettres de ceux qu'il a compromis ou dupés, tous les renseignements que l'on souhaite, et nous arrivons à cette conclusion douloureuse : Dentraygues est l'auxiliaire du ministère public. »

Mais assez sur ce chapitre !

Ce qui ressort du procès de Toulouse, ce n'est pas seulement le rôle infâme du fondé de pouvoirs de Marx et du Conseil général, mais la condamnation du système de l'organisation autoritaire dont Marx et le Conseil général sont les soutiens.

Ce qui a permis en effet à Dentraygues de livrer à la police rurale les organisateurs de l'Internationale dans le Midi de la France, c'est la fonction d'*initiateur* attribuée dans notre Association par le Congrès de la Haye à une autorité centrale.

Laissez la classe ouvrière, dans chaque pays, s'organiser anarchiquement, au mieux de ses intérêts, et les Dentraygues ne sont plus possibles :

1° Parce que les travailleurs de chaque localité se connaissent entre eux et ne seront jamais exposés à s'en remettre à un homme qui puisse les trahir, les vendre ;

2° Parce que, en admettant même que la confiance qu'ils ont placée en l'un des leurs ait été trompée, le traître, limité à sa seule section, ne pourra jamais livrer qu'une section aux policiers de la bourgeoisie.

L'*autonomie* des sections, des fédérations, n'est pas seulement l'esprit de l'Internationale, mais sa sécurité.

Que nos compagnons français, éclairés par l'expérience, y songent !

A vous et à la Révolution.

Jules GUESDE.

C'est sur la dénonciation de Dentraygues que son collègue Van Heddeghem, fondé de pouvoirs du Conseil général à Paris, avait été arrêté. Voici ce que dit notre *Bulletin* de cet autre procès :

Venons au procès de Van Heddeghem dit *Walter*.

Ce dernier paraît avoir joui auprès des marxistes de moins de confiance que Dentraygues, parce qu'on le soupçonnait d'être sympathique aux blanquistes auteurs de la brochure *Internationale et Révolution*. Le sieur Serraillier lui avait écrit pour le sonder à ce sujet, en lui disant entre autres qu'on lui reprochait « d'avoir attaqué Marx, Lafargue et Serraillier dans des termes assez peu convenables ».

A l'audience, Van Heddeghem déclare qu'il a été la dupe des meneurs de l'Internationale, mais que, les ayant vus de près, il s'est promis de percer à jour leurs basses intrigues : que dorénavant il n'a plus qu'une idée fixe, c'est d'écraser l'Internationale. Ce *repentir* touche M. le substitut du procureur de la République, qui demande les circonstances atténuantes : aussi Van Heddeghem ne reçoit-il que deux ans de prison.

Sans prétendre excuser l'attitude du prévenu, nous devons avouer que son mépris pour la coterie marxiste ne nous étonne nullement.

Une lettre du prétendu Conseil général de New York, signée Sorge et adres-

sée à Van Heddeghem, a été lue à l'audience, de même que le texte du mandat délivré au proconsul parisien. La lettre de Sorge dit entre autres : « Des mandataires ont été nommés pour Toulouse et Bordeaux ; Auguste Serraillier, de Londres, a été nommé représentant du Conseil général pour la France, sous date du 22 décembre 1872, chargé et autorisé d'agir au nom du Conseil général ».

Donc au-dessus des proconsuls locaux de Paris, Toulouse et Bordeaux, il existe un proconsul général pour la France, et c'est le sieur Serraillier, résidant à Londres, qui remplit cette haute fonction. Nous savions déjà par le *Volksstaat* que Marx avait reçu des fonctions analogues pour l'Allemagne. Ce qui veut dire bien clairement que Sorge et ses acolytes de New York ne sont que les hommes de paille de la coterie de Londres, et que le pouvoir réel est resté entre les mêmes mains qu'avant le Congrès de la Haye.

Voici quelques extraits du mandat de Van Heddeghem, que nous ne pouvons donner en entier, vu sa longueur :

« Le compagnon L. Heddeghem est nommé provisoirement mandataire du Conseil général pour le district de Paris, où il devra agir d'après les instructions suivantes :

« 1° Il organisera l'Internationale dans le district mentionné conformément aux statuts et règlements généraux et aux résolutions du Congrès... ;

« 5° Il enverra au mandataire du Conseil général, *résidant à Londres*, une copie exacte de toutes les communications adressées au Conseil général ;

« 6° *Il aura droit de suspendre une organisation ou un membre quelconque de son district*, jusqu'à l'arrivée de la décision du Conseil général, auquel il donnera avis immédiatement de chaque suspension prononcée, en y joignant les pièces justificatives et la supplique (*sic*) des partis accusés. »

Ce mandat est signé Sorge et daté du 30 décembre 1872.

Voilà un échantillon de la splendide organisation que la majorité du Congrès de la Haye a rêvé de donner à l'Internationale. Est-ce que devant de semblables aberrations et les beaux résultats qu'elles ont produits, ceux qui sont encore aveuglés n'ouvriront pas les yeux ?

Marx avait trois mandataires en France : l'un, Swarm [Dentraygues], s'est trouvé un mouchard ; le second, Van Heddeghem, a renié l'Internationale ; du troisième, celui de Bordeaux, nous ne pouvons rien dire, ne le connaissant pas [1]. Mais à eux trois, à quoi ont-ils abouti ? à faire arrêter de malheureux ouvriers, sans constituer la moindre organisation sérieuse.

Et c'est à cette occasion qu'un des gendres de Marx, M. Longuet, a l'effronterie ou la naïveté de s'écrier, dans une lettre publiée par la *Liberté* de Bruxelles du 6 avril 1873, que les adversaires du Congrès de la Haye sont de mauvaise foi, parce que « ils ont attaqué les mandats français, *dont les tribunaux se chargent aujourd'hui de démontrer l'authenticité* [2] ».

1. Il s'appelait Larroque, nous l'avons vu plus haut (p. 38). A la nouvelle des arrestations, il avait quitté la France : Engels écrit à Sorge, le 20 mars : « Larroque a réussi à s'échapper, et est arrivé, vià Londres, à Saint-Sébastien, d'où il cherche à renouer des relations avec Bordeaux ».

2. Engels avait annoncé à Sorge, le 20 mars, cette lettre de Longuet à la *Liberté*, en ces termes : « Les injures de Jung et de Hales font le tour de la presse sé-

Elle est jolie, l'authenticité !

Heureusement qu'il y a en France, à côté de ces fantômes d'organisation ébauchés par les marxistes et vendus aussitôt à la police par leurs agents, des sections sérieuses, qui continueront à propager avec ardeur les principes immortels de l'Internationale.

Il reste à faire connaître les appréciations de la coterie marxiste sur la conduite de ses deux agents. Voici ce qu'Engels écrivait à ce sujet à Sorge le 20 mars 1873 :

En France, tout le monde semble avoir été pincé. Heddeghem a joué le traître, comme le prouve le procès de Caen, où le procureur l'a expressément nommé comme le dénonciateur. Dentraygues (Swarm) à Toulouse avait, avec la pédanterie habituelle, dressé une masse de listes inutiles, qui ont fourni à la police tout ce dont elle avait besoin ; le procès a lieu en ce moment. Nous attendons tous les jours des nouvelles.

Et le 15 avril :

Vous aurez vu par les journaux français que Walter [Heddeghem] apparaît comme un incontestable espion. On dit que c'était un mouchard bonapartiste. A Toulouse, Swarm [Dentraygues] ne s'est pas conduit beaucoup mieux ; mais n'ayant pas lu le compte-rendu in-extenso, je ne puis parler avec certitude ; en tout cas ce n'était pas un mouchard, mais il paraît avoir été faible et capricieux [1].

Le 3 mai, comme Sorge lui avait écrit : « Nous attendons d'avoir plus de nouvelles concernant la France, avant de prendre aucune mesure », Engels lui répond :

Je ne vois pas que vous puissiez prendre quelques mesures que ce soit. Toutes nos sections sont pincées. Heddeghem était espion déjà à la Haye. Dentraygues n'est pas un espion, mais il a, pour des motifs personnels et par faiblesse, dénoncé des individus par qui il avait été rossé (*die ihn vorher durchgekeilt hatten*)... [2]. Quoiqu'il en soit, en France l'organisation est pour le moment fichue (*klatsch*), et elle ne pourra se refaire que très lentement, puisque nous n'avons plus aucune relation [3].

cessionniste, jurassienne, belge, etc. ; Longuet veut y répondre dans la *Liberté* : mais le fera-t-il ? étant donné sa paresse, j'en doute un peu ».

1. On voit qu'Engels, très dur pour Van Heddeghem (qui avait eu des accointances blanquistes), ménage Dentraygues. Dans la brochure *L'Alliance*, etc., les choses sont présentées de telle façon (pages 51-52) que le lecteur doit nécessairement croire Dentraygues un honnête homme, et s'imaginer que le véritable dénonciateur est Jules Guesde.

2. Les points suspensifs sont dans le livre de Sorge : il a supprimé ici un passage qu'il aura sans doute jugé trop compromettant pour la mémoire d'Engels.

3. Cette connaissance du néant de l'organisation marxiste en France n'empêchait pas le même Engels d'écrire au même moment, avec un front d'airain, dans le libelle *L'Alliance*, etc., p. 57 : « Nous nous garderons bien de dévoiler aux Jurassiens ce qu'il y a encore de *sérieusement organisé* en France, en dépit des dernières persécutions qui ont montré suffisamment de quel côté était l'organisation sérieuse, *et qui, comme toujours, ont soigneusement épargné le peu d'alliancistes que la France possède* ». Que penser d'un homme qui, ayant lui-même à se reprocher la présence dans les rangs marxistes d'un Dentraygues et d'un Van Heddeghem, ose imprimer que les « alliancistes » sont « soigneusement épargnés » par la police française !

L'ordre chronologique m'oblige à intercaler ici une mention relative à l'Amérique du Nord. Les Sections groupées autour du Conseil fédéral de Spring Street s'étaient préoccupés du projet, annoncé par une résolution du Congrès anti-autoritaire de Saint-Imier, de la convocation d'un nouveau Congrès anti-autoritaire, qui se serait réuni « pas plus tard que dans six mois ». Une lettre de B. Hubert, secrétaire correspondant du Conseil de Spring Street, à Adhémar Schwitzguébel, en date du 2 février 1873, annonça que la Fédération nord-américaine avait approuvé les résolutions du Congrès de Saint-Imier (avec une réserve sur deux points) ; elle ajoutait : « Si le nouveau Congrès anti-autoritaire, proposé à Saint-Imier, a lieu au mois de mars, il nous sera impossible d'y envoyer un délégué ; mais nous tâcherons néanmoins de nous y faire représenter par des citoyens résidant en Europe ». (*Bulletin* du 1er avril 1873.) Le 2 mars suivant, le Conseil fédéral de Spring Street, s'étant figuré que le Congrès anti-autoritaire se réunirait réellement au milieu de mars, vota des résolutions de sympathie pour ce Congrès, et les transmit à Schwitzguébel, en exprimant le regret de ne pouvoir envoyer de délégation.

La Fédération italienne devait tenir le 15 mars à Mirandola (Emilie) un Congrès qui avait été convoqué par une circulaire de la Commission italienne de correspondance en date du 1er janvier 1873. Le gouvernement italien résolut d'empêcher le Congrès de se réunir : le 12 mars, il fit occuper militairement la ville de Mirandola, et arrêter quelques-uns des délégués au moment de leur arrivée. Les autres délégués, prévenus, se rendirent à Bologne et, dans un local ignoré de la police, ils ouvrirent le Congrès au jour fixé.

On nous écrivit de Bologne à ce sujet :

Le 15 mars nous avons ouvert à Bologne notre Congrès : environ cent cinquante Sections étaient représentées par cinquante-trois délégués... Le Congrès était gardé à vue par la brave fédération de Bologne, en dépit d'une armée de mouchards et d'agents de police. Mais le lendemain on a arrêté et enchaîné d'une manière infâme les compagnons Cafiero, Malatesta, Costa, Chiarini et Faggioli. Néanmoins le Congrès a continué à se réunir et a poursuivi ses travaux jusqu'au 18, et la police n'a su envahir la maison où il tenait ses séances que dix minutes après la clôture et le départ des délégués... Nous avons dans la prison de Modène nos compagnons Benevelli, Cerretti, Cappelli et Gabrielli, délégués des Sections d'Ancône, Modène et Mirandola, et dans les prisons de Bologne nos compagnons Cafiero, Malatesta, Costa, Chiarini, Faggioli, Negri, Nabruzzi (Giuseppe). Des mandats d'arrestation ont été lancés contre tous les autres délégués [1].

Parmi les résolutions votées par le Congrès, il s'en trouvait naturellement une déclarant que « la Fédération italienne refusait de reconnaître les délibérations du Congrès de la Haye et déniait au Conseil général de New York toute qualité ou ingérence dans l'Internationale » ; par une autre résolution, le Congrès déclarait « qu'il acceptait le pacte de solidarité proclamé à Saint-Imier, le considérant comme absolument nécessaire pour défendre le véritable esprit et la véritable unité de l'Internationale contre les menées autoritaires et dissolvantes des centralistes ».

Au sujet du Congrès international anti-autoritaire, prévu par une résolution du Congrès international de Saint-Imier, le Congrès italien exprima le vœu que ce Congrès anti-autoritaire eût lieu quelques jours avant le Congrès général de 1873

Dans une séance administrative, le Congrès s'occupa de la question Terzaghi. Carlo Terzaghi [2], qui rédigeait alors à Turin un journal appelé la *Discussione*,

1. *Bulletin* du 1er avril 1873.
2. Sur Terzaghi, voir t II, pages 227 et 253.

était accusé d'être un mouchard. Un rapport, présenté par la Commission de correspondance, établit qu'il était en effet au service de la police, et le Congrès vota l'expulsion de la Fédération italienne de cet agent provocateur.

Toute l'Italie s'était donc prononcée contre le Conseil général de New York, à l'exception de Bignami et de son groupe, l'unique espoir de Marx et d'Engels. Bignami avait de nouveau besoin d'argent, et fort à propos New York avait fait à Engels un nouvel envoi d'une quarantaine de dollars. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans une lettre d'Engels au Conseil général, du 15 avril 1873 :

« Citoyens, j'ai reçu votre lettre du 21 mars avec un chèque de £ 8 6[d] pour Lodi. En même temps, je recevais une lettre de Bignami disant qu'il était de nouveau obligé de se cacher pour éviter d'être mis en prison à la suite d'une condamnation qu'il préfère purger plus tard pour des raisons de santé. L'argent ne pouvait donc arriver dans un meilleur moment. Je l'ai changé en une somme de 200 francs en billets français, que je lui ai envoyés immédiatement...

« Pas de nouvelles d'Italie, sinon que la *Plebe* a momentanément suspendu sa publication.

« L'emprisonnement des allianceistes arrêtés à Bologne et à Mirandola ne durera pas longtemps, ils seront bientôt relâchés : quand on en arrête de temps à autre quelques-uns par erreur, ils n'en ont jamais sérieusement à souffrir [1] ».

Je ne puis pas indiquer, pour chacun des délégués arrêtés, la date de leur mise en liberté ; mais le *Bulletin* nous donne un renseignement précis en ce qui concerne Cafiero et Malatesta ; il dit, dans son numéro du 1[er] juin 1873 : « Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs que ceux de nos amis italiens qui étaient encore en prison préventive à Bologne, Cafiero et Malatesta, ont été remis en liberté après un emprisonnement arbitraire de cinquante-quatre jours [2]. »

Dans la Suisse française, le Conseil général de New York n'avait pas trouvé tout l'appui qu'il attendait des hommes du Temple-Unique à Genève et de leurs dupes. L'*Egalité*, qui n'avait plus de lecteurs ni de rédacteurs, avait cessé de paraître. L'ancienne « Fédération romande » était en pleine décomposition, et ses meneurs se jetaient mutuellement à la tête des accusations scandaleuses. L'un d'eux, F. Candaux, ancien trésorier du Comité cantonal de Genève, et délégué de la Section des faiseurs de ressorts, écœuré des tripotages qui éclataient maintenant au grand jour et qui venaient d'amener la ruine du Cercle du Temple-Unique [3], publia, en janvier 1873, un rapport adressé à sa section, pour signaler les dangers de la situation, et, le 16 mars, une brochure intitulée *L'Internationale et les intrigants*. Personnellement pris à partie par Candaux, et traité d'ivrogne, Henri Perret répondit (28 mars) par un mémoire autographié, où il affirmait que Candaux « avait obéi à un sentiment de haine jalouse et toute personnelle ». Le *Bulletin*, tout en faisant remarquer que « le citoyen Candaux n'était pas un ami de la Fédération jurassienne », et que « certains passages de son rapport semblaient au contraire indiquer qu'il était animé contre elle de sentiments hostiles », prit acte de divers faits constatés par le rapporteur, de celui-ci entr'autres : que, le 11 janvier 1873, l'assemblée gé-

1. Toujours les mêmes dégoûtantes insinuations, visant des hommes comme Faggioli, Cerretti, Malatesta, Cafiero, et leurs vaillants camarades de toute l'Italie. Ne faut-il pas plaindre un malheureux arrivé au degré d'inconscience morale où était tombé Engels ?

2. Ce chiffre de cinquante-quatre jours, à compter du 16 mars, placerait la date de la mise en liberté de Cafiero et Malatesta au 9 mai.

3. On avait appris que le capital actions (3300 fr.) et les divers prêts supplémentaires étaient entièrement dévorés. « Nous sommes (écrivait Candaux) sous le coup d'une faillite imminente, qui serait fatalement survenue, s'il ne s'était trouvé au milieu de nous un collègue qui a pris, à ses risques et périls, la situation du Cercle... De maitres que nous étions, nous devenons les subordonnés du gérant. »

nérale de la Section centrale de Genève, convoquée par affiches, comptait en tout *treize* personnes, y compris le président !

Lorsque nous apprîmes que les bijoutiers de Genève s'étaient mis en grève, nous ouvrîmes des souscriptions dans nos sections pour leur venir en aide, et notre Comité fédéral s'employa à répandre les circulaires du comité de la grève. On a vu (p. 22) qu'Engels avait écrit, à ce propos, que « les Genevois réclament toujours tout et ne font jamais rien ». Le Comité fédéral jurassien, lui, adressa le 9 mars 1873 un pressant appel aux sections de la Fédération : il leur disait : « Les ouvriers bijoutiers de Genève luttent pour l'introduction de la journée de neuf heures. Ils font appel à la solidarité ouvrière. Nous avons dit maintes fois aux ouvriers genevois : « Divisés avec vous sur des questions « d'organisation et de pratique politique, nous sommes frères dans la servitude « économique ». Compagnons, sachons prouver que cette affirmation n'était pas un vain mot. » Plusieurs Sections jurassiennes envoyèrent des secours à Genève.

En même temps, sur l'initiative de Malon, une souscription était ouverte (*Bulletin* du 15 mars) pour venir en aide à des réfugiés de la Commune qui mouraient de faim à Londres ; elle produisit en quelques semaines une somme de 404 fr. 95 (*Bulletin* du 13 juillet 1873).

Nos statuts fédéraux disaient que le Congrès de la Fédération jurassienne devait se réunir chaque année au mois d'avril. Par circulaire en date du 23 mars, le Comité fédéral convoqua le Congrès jurassien pour le dimanche 27 avril 1873, à Neuchâtel. Et, fidèle à l'esprit qui nous avait toujours animés, il publia un « Appel aux Sections de la Fédération romande et du groupe suisse de langue allemande », pour les inviter à se faire représenter à notre Congrès. L'Appel disait :

Au lieu de continuer à récriminer, à nous accuser mutuellement, il nous paraît qu'il serait préférable de tenir compte des diversités de tempérament, de conceptions philosophiques et politiques... Nous souffrons tous également de l'asservissement du travail au capital ; nos misères économiques sont identiques. Il serait donc possible que les trois groupes internationalistes de la Suisse, tout en conservant leur autonomie particulière et leur mode d'action propre, s'entendissent pour tout ce qui concerne les luttes économiques du travail contre le capital... Venez à notre Congrès, venez-y en frères, vous y serez reçus en frères ;... nous vous y donnerons des explications sincères, nous y discuterons fraternellement, comme des hommes qui ne recherchent que la vérité... Nous osons espérer que notre appel sera entendu, et que des délégations des sections de la Fédération romande et de la Suisse allemande viendront apporter à notre Congrès la bonne nouvelle que le désir de la paix est dans vos cœurs comme il est dans les nôtres.

Le Congrès eut lieu dans une salle de la Grande-Brasserie. Il tint trois séances, le dimanche matin et le dimanche soir 27 avril, et le lundi matin 28 avril. Les délégués étaient au nombre de dix-neuf, représentant la fédération ouvrière de Porrentruy, la Section de Moutier, la Section de Saint-Imier, la Section de Sonvillier, la Section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary, la Section de la Chaux-de-Fonds, la Section du Locle, la Section des graveurs et guillocheurs du Locle, la Section slave de Zürich, la Section de Neuchâtel, et une Section d'Alsace. La Section de Bienne ne s'était pas fait représenter, ni la Section de propagande et d'action révolutionnaire-socialiste de Genève. Une Section nouvellement formée à Genève sous le nom de Groupe socialiste de propagande envoya un télégramme de félicitations signé Perrare, Ténine, Denivelle, Colonna et Candaux ; la corporation des bijoutiers de Genève fit également parvenir un salut télégraphique ; la Société de secours au travail des ouvriers tailleurs de Genève, en réponse à l'appel conciliant de notre Co-

mité fédéral, exprima par lettre son regret de ne pouvoir, pour cette fois, se faire représenter au Congrès ; et la Section centrale italienne de Genève envoya un délégué en la personne d'un ouvrier en bâtiment, Rossetti. Il fut donné lecture de lettres de France, d'Italie, de Belgique et d'Espagne.

Nous avions, tout d'abord, à nous occuper de la question du Congrès général de l'Internationale. Où et quand se réunirait il, et qui serait chargé de le convoquer ? La résolution suivante, proposée par le Comité fédéral, fut votée à l'unanimité :

Considérant qu'à teneur des statuts généraux, le Congrès général de l'Internationale se réunit chaque année de plein droit sans qu'il soit besoin d'une convocation émanant d'un Conseil général,

La Fédération jurassienne propose à toutes les Fédérations de l'Internationale de réunir le Congrès général le lundi 1er septembre 1873 dans une ville de Suisse.

Considérant en outre qu'il importe au salut de l'Internationale d'empêcher que le Congrès général de 1873 ne suive les funestes errements du Congrès de la Haye,

Elle propose aux Fédérations qui ne reconnaissent pas les pouvoirs autoritaires du Conseil général de New York, d'envoyer leurs délégués dans la ville où se tiendra le Congrès général, dès le jeudi 28 août, pour y tenir un Congrès anti-autoritaire, destiné à préparer une entente entre ces Fédérations pour le triomphe du principe fédératif dans le Congrès général [1].

La discussion qui précéda le vote de la résolution, et à laquelle prirent part James Guillaume [2], Pindy, Heng, Spichiger, Lefrançais, Rougeot, Floquet, Schwitzguébel, Cyrille, et Froidevaux [3], établit nettement qu'aux yeux des internationaux jurassiens le seul *Congrès général de l'Internationale* serait celui que convoqueraient directement les Fédérations elles-mêmes, et non celui que pourrait tenter de convoquer le prétendu Conseil général de New York.

La résolution complémentaire ci-après fut ensuite votée :

Le Comité fédéral jurassien est chargé des démarches nécessaires pour le choix de la ville où devra se réunir le Congrès général, et, après en avoir référé aux Sections jurassiennes, de faire des propositions à ce sujet à toutes les Fédérations.

1. Comme on le verra, cette idée d'un Congrès anti-autoritaire préparatoire au Congrès général, que nous n'avions acceptée que pour faire plaisir aux Italiens, fut abandonnée presque aussitôt.

2. Voici comment le *Bulletin* résume ce qui fut dit par moi des dispositions des autres Fédérations relativement au Congrès général et au Congrès anti-autoritaire : « L'Espagne propose que le Congrès anti-autoritaire ait lieu à la suite du Congrès général. L'Italie, au contraire, désire que le Congrès anti-autoritaire ait lieu quelques jours avant le Congrès général. Nous ignorons encore l'opinion de la Belgique ; nous savons seulement qu'elle ne reconnaît pas le soi-disant Conseil général de New York, et que par conséquent elle coopérera avec nous pour la convocation du Congrès général par la propre initiative des Fédérations. Ce que nous disons de la Belgique s'applique aussi à l'Angleterre, qui est dans le même cas. Le Conseil fédéral de l'Amérique du Nord (Spring Street), croyant que le Congrès anti-autoritaire devait avoir lieu le 15 mars 1873, a adopté dans sa séance du 2 mars dernier des résolutions sympathiques à ce Congrès ; il est donc probable que si le Congrès anti-autoritaire a lieu à la fin d'août, l'Amérique s'y fera représenter. Des autres Fédérations, nous ne savons encore rien. »

3. Lefrançais, Rougeot, Floquet, Schwitzguébel, Cyrille, n'étaient pas délégués. Il avait été entendu que tous les membres de l'Internationale présents au Congrès — et ils étaient venus en grand nombre — pourraient prendre la parole, mais que les délégués seuls auraient le droit de voter.

A l'égard de la revision des statuts généraux, le Congrès vota qu'il serait proposé à toutes les Fédérations d'abroger tous les articles des statuts relatifs à l'institution d'un Conseil général, et d'instituer trois commissions, une Commission de correspondance, une Commission de statistique, et une Commission de résistance, placées chacune dans une Fédération régionale différente.

A la suite d'un rapport de la Section de Neuchâtel sur la question de la statistique du travail, le Congrès institua une Commission fédérale de statistique, dont le siège fut placé à Neuchâtel.

Le Congrès recommanda, aux sociétés ouvrières qui voudraient se constituer en fédération locale, les statuts de la Fédération ouvrière du district de Courtelary, comme offrant un guide qui pourrait les aider utilement dans la rédaction de leurs propres statuts.

Il fut décidé qu'outre les caisses de résistance constituées dans les sociétés corporatives, il serait recommandé aux Sections dites mixtes ou centrales de créer, elles aussi, un fonds de solidarité destiné au soutien des grèves, ainsi qu'à l'appui mutuel en cas de maladie ou de chômage.

La proposition de rendre la publication du *Bulletin* hebdomadaire avait été présentée de nouveau par la Section de Neuchâtel ; le Congrès décida qu'à titre d'essai, pendant une période de six mois, du 1er juillet au 31 décembre 1873, le *Bulletin* serait publié chaque semaine.

Une dernière question à traiter était celle d'un Congrès ouvrier suisse, qu'un comité d'organisation constitué à Genève convoquait pour le 1er juin à Olten (canton de Soleure). Ce Congrès devait avoir un caractère purement économique et s'occuper essentiellement de la création des Unions régionales de métier ; aussi l'idée en fut-elle accueillie avec faveur par le Congrès jurassien. Une résolution fut votée à l'unanimité, « recommandant à toutes les Sections jurassiennes d'envoyer des délégations au Congrès économique projeté à Olten, et de donner mandat à ces délégations de travailler à ce que le Congrès d'Olten prît pour base d'organisation ouvrière la fédération des métiers ».

La présence au Congrès jurassien du délégué Rossetti, de Genève, — arrivé le dimanche après-midi, — donna lieu, le lundi matin, à un échange d'explications sur la possibilité d'amener un rapprochement entre la Fédération jurassienne et la Fédération romande. La Section que Rossetti représentait ne faisait pas partie de la Fédération romande ; et elle avait pensé, expliqua son délégué, que sa position neutre lui permettrait d'offrir ses bons offices pour amener une réconciliation. Rossetti exprima l'opinion que les questions qui avaient produit la scission en 1870 étaient des questions essentiellement personnelles, qui n'existaient plus désormais ; il fallait passer l'éponge sur les vieilles histoires, et tâcher de rallier tous les travailleurs de la Suisse dans une seule Fédération nationale.

Schwitzguébel répondit que la Fédération jurassienne était toute disposée à faire la paix et à oublier le passé ; mais qu'il n'était pas nécessaire qu'elle fît le sacrifice de son autonomie en se fusionnant avec la Fédération romande et le groupe des Sections de langue allemande. Chacun de ces trois groupes avait sa raison d'être et représentait une tendance spéciale : il était donc préférable qu'ils continuassent à vivre de leur vie propre, tout en se donnant la main sur le terrain de la solidarité économique.

Rossetti ayant alors demandé quelle raison il pouvait y avoir pour que la Fédération romande et la Fédération jurassienne restassent séparées, en ajoutant que pour sa part il n'en voyait point, j'expliquai au délégué genevois la situation en ces mots :

« Ce qui continue à séparer les deux Fédérations, c'est le Congrès de la Haye et le Conseil général de New York. La Fédération romande a approuvé le Congrès de la Haye ; elle a accepté d'obéir au Conseil général de New York. La Fédération jurassienne se trouve dans le camp opposé, et même, pour ce fait, le Conseil général de New York a prononcé sa suspension de l'Internationale. »

Fort surpris de ce qu'il venait d'entendre, Rossetti déclara qu'il n'avait jamais ouï parler de la suspension de la Fédération jurassienne, et qu'il ne savait pas ce que cela voulait dire ; qu'à Genève, dans son entourage, on n'en

avait pas connaissance. Son opinion était qu'on ne devait pas prolonger un conflit qui ne profitait qu'à la bourgeoisie, et qu'il fallait se tendre la main.

Complétant mon explication, je dis à Rossetti que tout d'abord il faudrait que le prochain Congrès général prononçât sur les questions soulevées à la Haye ; la Fédération jurassienne n'était pas seule engagée dans cette affaire, et le plus grand nombre des Fédérations de l'Internationale s'étaient déclarées solidaires avec elle.

Il fut donné connaissance à Rossetti des résolutions votées dans la séance du dimanche matin, au sujet du Congrès général et de la revision des statuts généraux, et il s'en déclara satisfait ; après quoi le Congrès vota à l'unanimité, comme conclusion de cette discussion, la résolution suivante :

Le Congrès jurassien remercie les Sections de Genève qui ont répondu à son appel de leurs manifestations sympathiques, et exprime le vœu de voir, dans un prochain avenir, tous les groupes internationaux de la Suisse s'unir sur le terrain de la solidarité économique, tout en conservant leur autonomie, et sans faire le sacrifice de leurs principes respectifs.

Avant de se séparer, le Congrès désigna les Sections du Locle comme devant être le siège du Comité fédéral pour 1873-1874.

Le dimanche après-midi avait eu lieu un grand meeting public, dont le *Bulletin* rend compte en ces termes :

« A deux heures, la vaste salle de la Grande-Brasserie était remplie d'une foule compacte... La présidence du meeting avait été confiée à Spichiger, du Locle. Les premiers orateurs parlèrent de la nécessité pour les ouvriers de s'organiser en sociétés, afin de défendre leurs salaires, et de fédérer ces sociétés entre elles pour en augmenter la puissance : Heng, de la Chaux-de-Fonds ; Durozoi, de Neuchâtel; Schwitzguébel, de Sonvillier ; Dargère, de Neuchâtel, parlèrent dans ce sens, aux applaudissements de l'auditoire. Le citoyen Beslay, membre de la Commune de Paris, fit l'historique et la définition du socialisme, et fut écouté avec une attention sympathique. Rossetti, délégué de Genève, parla des grèves genevoises et montra quels résultats les ouvriers pouvaient obtenir par l'organisation et la fédération ; son discours pittoresque et énergique fut vivement applaudi ; l'orateur le répéta en italien pour se faire comprendre des nombreux ouvriers italiens qui assistaient au meeting. Les citoyens Henri Wenker, menuisier, de Neuchâtel, Pindy et Lefrançais, membres de la Commune de Paris, vinrent à leur tour traiter la question du travail avec de nouveaux développements, et se firent également applaudir. Le citoyen Durand-Savoyat parla sur la statistique. Enfin Schwitzguébel, reprenant la parole, exposa les résultats pratiques déjà obtenus par la Fédération ouvrière du Val de Saint-Imier, et les offrit en exemple aux ouvriers de Neuchâtel... Le succès de cette grande réunion a dépassé toutes les espérances des organisateurs, et elle sera sans doute le point de départ d'un réveil sérieux du mouvement ouvrier à Neuchâtel. »

Les Sections du Locle désignèrent, dans les premiers jours de mai, le nouveau Comité fédéral, qui fut ainsi composé : Louis Pindy, secrétaire correspondant ; François Floquet, administrateur du *Bulletin* ; Adolphe Roos, secrétaire des séances ; Alexandre Châtelain, caissier ; Auguste Spichiger, archiviste. Aussitôt constitué, le Comité fédéral adressa (11 mai) à toutes les Fédérations de l'Internationale une circulaire pour leur communiquer la proposition de la Fédération jurassienne de réunir le Congrès général le 1er septembre 1873 dans une ville de Suisse.

Le numéro du *Bulletin* qui rend compte du Congrès de Neuchâtel annonce aussi l'apparition du *Mémoire de la Fédération jurassienne*, dont l'impression venait d'être achevée à l'imprimerie G. Guillaume fils (devenue, depuis le commencement de 1873, l'imprimerie L.-A. Borel). L'annonce est ainsi conçue :

Vient de paraître : *Mémoire présenté par la Fédération jurassienne*

de l'Association internationale des travailleurs à toutes les Fédérations de l'Internationale ; un volume in-8° de plus de 400 pages [286+142]. Prix : 3 fr. 50 ; pour les internationaux 2 fr. 50. — Cet important travail est une histoire complète du développement de l'Internationale dans la Suisse romande, depuis sa création jusqu'à l'époque actuelle. Il est indispensable à tous ceux qui veulent se faire une idée exacte des tendances représentées par les différents groupes socialistes de la Suisse, et de la lutte qui en est résultée... On peut se procurer ce volume en s'adressant au citoyen James Guillaume, Place d'Armes, 5, à Neuchâtel, qui en a reçu le dépôt central.

L'*Avant-propos* du *Mémoire*, après avoir rappelé que ce travail avait été entrepris en exécution d'une décision du Congrès de Sonvillier (12 novembre 1871), que les 80 premières pages, ainsi qu'une partie des Pièces justificatives, avaient été imprimées avant le Congrès de la Haye, et que le plan de la publication avait ensuite été élargi à mesure que les événements se déroulaient, se terminait ainsi :

Nos lecteurs impartiaux nous rendront ce témoignage, que ce livre est l'histoire véridique, et aussi complète que notre cadre l'a permis, du développement de l'Internationale en Suisse. Si des détails personnels et quelques passages polémiques se trouvent mêlés au récit, c'est que ces détails et cette polémique étaient une nécessité de la situation. Notre vœu, en livrant aujourd'hui à la publicité ces pages, c'est de voir la période dont elles renferment le tableau fidèle entrer définitivement dans le domaine de l'histoire ancienne, afin que l'Internationale, instruite par les expériences de son passé, prenne, en se préservant des fautes qu'elle a pu commettre au début, un nouvel essor vers son glorieux avenir.

15 avril 1873. *La Commission de rédaction.*

Le Congrès d'Olten, dont il a été parlé p. 70, et qui était convoqué pour le 1er juin, avait pour ordre du jour la création d'une organisation centrale de la classe ouvrière en Suisse, sous la direction d'un Comité central. Bien qu'une pareille conception de l'organisation ouvrière fût précisément l'opposé de la nôtre, la Fédération jurassienne, à la suite d'un vote dans ses sections, résolut de se faire représenter collectivement à ce Congrès par deux délégués, qui furent Pindy et moi. Notre mandat était d'insister essentiellement sur la formation d'une fédération régionale suisse pour chaque corps de métier, comme préparation à la fédération internationale de la corporation ; quant à la question politique, l'Internationale ayant, selon nous, pour programme l'autonomie des communes libres, fédérées entre elles, nous devions repousser toute centralisation des pouvoirs, c'est-à-dire tout gouvernement, et déclarer qu'il était du plus grand intérêt pour les ouvriers d'éviter de compromettre leur avenir en participant avec les bourgeois à perpétuer l'ordre de choses actuel qui divise la société en exploiteurs et en exploités [1]. Diverses sociétés ouvrières de quatre localités jurassiennes, Saint-Imier, Sonvillier, Neuchâtel et Bienne, avaient en outre désigné trois délégués pour se rendre avec nous à Olten.

Nous savions bien que nous n'avions aucune chance de faire accepter nos idées par les délégués de la Suisse allemande : mais nous tenions à profiter de l'occasion qui s'offrait de les exposer publiquement dans un milieu où elles étaient encore inconnues du plus grand nombre, et volontairement travesties et dénaturées par quelques meneurs de mauvaise foi.

1. C'était notre point de vue. Les Suisses allemands (sauf de rares exceptions individuelles), les Allemands, les Anglais, les Américains, pensaient autrement.

Notre *Bulletin* disait, dans son numéro du 1er juin, à propos du programme du Congrès d'Olten :

Il s'agit de *centraliser* l'action de la classe ouvrière : de *centraliser* les institutions de secours mutuel et d'assurance ; de créer un organe *central* et un comité *central*.

Les délégués jurassiens, naturellement, ne pourront pas s'associer à des propositions semblables, entièrement opposées à leurs principes. Et voici, sur la question générale d'organisation ouvrière, ce qui nous semble devoir être mis en avant, au lieu des projets dont nous venons de parler.

La première question, la question vitale, c'est de pousser à la création de fédérations régionales du même métier. Il faudrait constituer une Fédération régionale suisse de toutes les sociétés de charpentiers, une autre de toutes les sociétés de cordonniers, et ainsi de suite. Dans plusieurs corps de métier, cette fédération est déjà commencée, dans d'autres elle est même un fait entièrement accompli.

Chacune de ces fédérations de métier aurait son administration entièrement à part, son comité fédéral à elle, son organe spécial à elle si ses ressources le lui permettent.

Mais cette organisation [régionale] par corps de métier [distincts] serait, à elle seule, insuffisante. Il faut, en outre, que les différents corps de métier soient mis en relation les uns avec les autres. Ce résultat s'obtient par la fédération locale des sociétés de métier, qu'on pourrait appeler aussi la Commune des travailleurs. Dans cette fédération locale, ou Commune, tous les corps de métier sont réunis, et ils s'y occupent, non plus des intérêts spéciaux de la corporation, mais des intérêts tant locaux que généraux du travail.

Les Communes, à leur tour, ne doivent pas rester isolées. Plusieurs fédérations locales ou Communes qui, soit par leur position géographique, soit par leurs besoins industriels, soit pour d'autres motifs, forment un groupe naturel, se fédèrent entre elles, et ainsi naît une Fédération de Communes. Cette Fédération de Communes se donne, elle aussi, un comité fédéral, et se crée un organe si elle en a besoin.

La Fédération jurassienne de l'Internationale, la Fédération romande et le groupe des Sections de langue allemande sont trois Fédérations de Communes.

Selon nous, l'organisation ouvrière doit s'en tenir là. Aller plus loin serait se jeter dans une centralisation funeste. Il n'est pas besoin de fondre les Fédérations de Communes dans une Association nationale unique, et de remplacer leurs divers Comités fédéraux et leurs divers journaux par un Comité central et un organe unique... Le système que nous recommandons a cet avantage immense de ne pas enlever la vie aux parties pour la jeter toute au centre ; de ne pas rendre inutile l'initiative des individus et des groupes locaux en la remplaçant par l'activité d'un Comité central ; enfin, de ne pas remettre entre les mains de quelques hommes toute l'administration de nos intérêts communs, car cette administration centrale et unique peut trop facilement devenir entre les mains des intrigants (il s'en trouve partout) un levier politique ou un moyen de satisfaire des ambitions personnelles.

... Nous proposons donc, comme projet d'organisation ouvrière :

1° La Fédération régionale — et bientôt internationale, si possible — des corporations du même métier ;

2° La Fédération locale des sociétés des différents métiers, ou la Commune du travail :

3° Enfin, la Fédération des Communes par groupes naturels et en toute liberté, de manière à établir autant de Fédérations de Communes que les circonstances l'indiqueront [1].

Le Congrès s'ouvrit le dimanche 1er juin dans la grande salle de la maison d'école d'Olten. Environ quatre-vingts délégués étaient présents. Le groupe le plus nombreux était formé par les représentants du *Grütli*, société politique nationale suisse; à leur tête étaient M. Lang, de Berne, président central du *Grütli*, et M. Bleuler-Hausheer, de Winterthour, conseiller national (c'est-à-dire membre du Parlement suisse). Un autre groupe, de la Suisse allemande, voulait que les corporations ouvrières devinssent en même temps des sociétés politiques. Un troisième groupe, qui avait pour organe le journal la *Tagwacht* de Zürich, tout en regardant comme indispensable l'action politique de la classe ouvrière et en recommandant à celle-ci de donner ses voix au parti progressiste sous certaines conditions, constatait qu'en Suisse une tactique spéciale était nécessaire; comme une forte proportion des ouvriers y appartient à des nationalités étrangères, on se trouve en présence de ces deux alternatives : ou bien les corporations ouvrières seront en même temps des associations politiques nationales, et alors les ouvriers étrangers devront en être exclus; ou bien les corporations ouvrières devront englober dans leur sein tous les ouvriers, y compris les étrangers, et alors elles ne pourront pas être en même temps des sociétés politiques nationales; c'est cette dernière alternative qui avait paru préférable au groupe de la *Tagwacht*, et voilà pourquoi on voulait se borner, à Olten, à la création d'une organisation économique, — tout en recommandant aux ouvriers de nationalité suisse de former, à côté des corporations de métier, des associations spécialement politiques.

Notre participation au Congrès d'Olten fut pour nous des plus instructives; elle nous mit, pour la première fois, en contact direct avec les délégués ouvriers de la Suisse allemande et les politiciens plus ou moins socialistes qui les dirigeaient. Aussi je reproduis in-extenso la partie de l'article du *Bulletin* (numéro du 15 juin 1873) dans laquelle, au retour d'Olten, je retraçai nos impressions :

La soirée du samedi [2] fut employée à une discussion préparatoire, non officielle, entre les délégués déjà arrivés. Cette discussion eut pour les Jurassiens beaucoup d'intérêt, parce qu'elle leur fit voir clairement les idées qui dominaient dans les divers groupes. Du reste, à nos yeux, ce qui a fait la véritable importance du Congrès, ce n'a pas été l'essai plus ou moins informe d'organisation élaboré par ce dernier, mais bien plutôt l'échange d'idées qui a pu, à cette occasion, pour la première fois, dans les conversations familières, s'effectuer entre les représentants du socialisme révolutionnaire et ceux des diverses autres tendances.

Voici, dans toute leur simplicité, quelques-unes des impressions laissées aux Jurassiens par les conversations de cette soirée et des jours suivants.

1. On peut rapprocher ce projet d'organisation des idées qui avaient déjà été émises en 1869, au Congrès général de l'Internationale à Bâle, sur le même sujet (voir t. Ier, pages 205-206).

2. Nous nous étions rendus à Olten dès le samedi soir 31 mai, veille du Congrès.

Sauf deux ou trois exceptions, les délégués de langue allemande n'ont qu'une idée très obscure encore de la question sociale. Ils sentent bien que le bât les blesse ; mais ils ne se rendent compte ni du pourquoi ni du comment. Ils désirent un soulagement à cette position désagréable : mais l'idée ne leur viendrait pas de jeter le bât à terre : ils s'occupent seulement à arranger diverses petites combinaisons pour introduire des coussinets entre le bât et le cuir, pour changer quelque peu le bât de place, pour le rendre plus léger : leurs vœux ne vont pas au delà. Ils ne peuvent pas concevoir le peuple travailleur complètement affranchi du bât gouvernemental : et s'ils pouvaient, en lieu et place du gouvernement bourgeois, asseoir sur leur dos un gouvernement soi-disant socialiste, ils croiraient avoir accompli la grande œuvre de leur émancipation définitive.

Après tout, c'est là un idéal qui a aussi sa légitimité ; et, s'il peut faire le bonheur de certaines catégories de travailleurs, nous ne voulons pas les chicaner là-dessus. Mais le côté fâcheux de la chose, c'est que, dans leur camp, on n'est pas si tolérant : on se croit en possession de la véritable *doctrine scientifique*, et on regarde en pitié les dissidents ; on ne se contente même pas de cette pitié, on croit avoir reçu la mission d'extirper l'hérésie et d'implanter partout la saine doctrine de l'éternité et de la nécessité du bât. Rien n'est plus amusant que de discuter avec un de ces citoyens et de voir le sourire de condescendance avec lequel il accueille vos arguments ; rien n'a jamais troublé et ne troublera jamais la sérénité de ses convictions ; il a la conscience de sa supériorité et de votre infériorité, cela lui suffit. D'autres vont plus loin, et concluent que des raisonneurs aussi subversifs que les Jurassiens doivent nécessairement être des ennemis des ouvriers ; peu s'en faut qu'ils ne voient en eux des traîtres salariés par la bourgeoisie pour prêcher de fausses doctrines et empêcher le prolétariat de faire son salut par les pratiques orthodoxes. Enfin quelques-uns, plus intelligents, reconnaissent qu'ils ont affaire à des adversaires de bonne foi ; ils écoutent leurs raisons, ils y répondent, ils cherchent à se rendre compte, ils voudraient même se laisser convaincre, mais ils n'y peuvent parvenir, parce que, leur esprit gardant ses notions préconçues, ils attachent aux mots et même aux idées une autre signification, et que, lorsque nous disons blanc, ils comprennent noir.

C'est ainsi, par exemple, que, dans les séances du Congrès, lorsque les délégués jurassiens exposaient leur projet d'organisation fédéraliste en opposition à la centralisation, le traducteur officiel se bornait à expliquer aux délégués de langue allemande que « les délégués jurassiens voulaient que chaque société restât isolée, sans union avec les autres » ; et lorsque nous réclamions contre cette interprétation fantaisiste, on nous assurait — certainement de bonne foi — que c'était ainsi que l'on comprenait nos paroles, et que, puisque nous ne voulions pas de *centralisation*, nous demandions nécessairement l'*isolement* et le *chacun pour soi*. Et tous nos efforts pour obtenir une meilleure traduction demeuraient vains, non pas qu'on y mît de la mauvaise volonté, mais parce que, disait-on, il était impossible de nous traduire plus clairement.

Un des plus intelligents parmi les délégués allemands, dans un moment d'épanchement, après avoir rendu hommage à notre loyauté et avoir ex-

primé le désir de rester en correspondance avec nous, nous disait : « Ah, maudit fédéralisme! C'est cette idée de fédéralisme qui perdra le mouvement ouvrier. C'est une idée réactionnaire, bourgeoise. » Là-dessus nous lui fîmes observer comment, en France, l'idée fédéraliste était un produit nécessaire du développement historique : après la féodalité, est venue la centralisation, qui a constitué l'Etat moderne, et dont les agents ont été, d'abord la monarchie absolue, puis la république jacobine et l'empire ; cette centralisation a fait son temps, et l'idée fédéraliste, dont la première manifestation éclatante a été la Commune de Paris, est appelée à la remplacer. En Allemagne, ajoutâmes-nous, on est encore en plein dans la période de centralisation, car l'Allemagne sort à peine du régime féodal ; de là vient que l'idéal des socialistes allemands, comme celui des jacobins de 1793, est un Etat fortement centralisé ; mais cet idéal n'aura qu'un temps, et un jour ou l'autre le peuple allemand fera, comme l'a fait le peuple français, son évolution vers le fédéralisme.

Cet exposé historique fit beaucoup rire notre interlocuteur, qui parut nous trouver prodigieusement ignorants. Il nous expliqua qu'en Allemagne la période du fédéralisme était déjà passée, que les socialistes allemands l'avaient derrière eux et non devant eux ; et que les Français, au contraire, avec leur Commune, en étaient encore au moyen âge.

Il confondait évidemment le fédéralisme avec la féodalité, — à moins qu'il n'existe une philosophie de l'histoire spéciale à l'usage des socialistes allemands.

— Mais, dîmes-nous, que pensez-vous donc de la Commune de Paris?

— Je pense, répondit-il, que ce qui a perdu la Commune de Paris, c'est justement cette funeste tendance au fédéralisme : c'est là ce qui a empêché la France entière de se soulever. Paris aurait dû agir, non pas en Commune libre, mais en dictateur de la France, et la France aurait marché. Si jamais Berlin fait une révolution, je vous réponds qu'on s'y prendra autrement, et que ce ne sera pas au nom de la Commune.

Nous croyons inutile de dire le nom de notre interlocuteur [1] ; il se reconnaîtra bien lui-même, et pourra attester si nous n'avons pas fidèlement rapporté ses idées, qui sont celles de tout ce parti démocrate socialiste allemand dont le *Volksstaat* est l'organe principal.

Dans cette même soirée du samedi, la discussion nous montra clairement ce qu'on entendait lorsqu'on annonçait, dans le programme du Congrès, que les sociétés ouvrières devaient s'organiser pour l'action économique, mais non pour l'action politique. Les rédacteurs du programme expliquèrent que, dans leur esprit, cela ne voulait pas dire que les réformes sociales pussent s'accomplir en dehors de l'Etat et contre l'Etat ; bien au contraire, ils croient l'intervention de l'Etat absolument indispensable pour obtenir des résultats sérieux. Seulement, ajoutèrent-ils, en Suisse les ouvriers ont une situation particulière. [Suit, dans le *Bulletin*, un passage, déjà résumé plus haut, relatif à la présence de nombreux ouvriers étrangers dans les organisations corporatives en Suisse, ce qui empêche

1. Si mes souvenirs sont exacts, cet interlocuteur était Gutsmann, un ouvrier allemand (d'Allemagne) habitant Genève. C'est lui qui présida le Congrès d'Olten.

celles-ci de s'occuper, comme telles, de politique nationale ; il faut donc que les ouvriers suisses créent, à côté des corporations, des associations spécialement politiques. Comme on le voit, ce n'est pas là le moins du monde une élimination de l'action politique. Au contraire. On se borne à constater que les ouvriers suisses, qui seuls jouissent de *droits politiques* (!), ne forment que la moitié de la population ouvrière ; on regrette que les ouvriers d'autres nationalités soient privés de ces *droits* et se voient en conséquence obligés de se limiter à l'action corporative : et on recommande chaleureusement aux ouvriers suisses, à ces heureux privilégiés, de ne pas négliger de profiter de leurs *droits* et de s'occuper activement de la politique nationale.

De quel genre sera cette politique recommandée aux ouvriers suisses ? L'assemblée spéciale tenue le dimanche après-midi pour s'occuper de cet objet nous a édifiés là-dessus. L'assemblée avait lieu sous les auspices du *Grütli*, c'est tout dire ; le programme politique qu'elle a adopté se résume ainsi dans ses tendances générales : centralisation politique toujours plus grande, c'est-à-dire extension de la compétence de la Confédération au détriment de l'autonomie des cantons, et par conséquent centralisation militaire, centralisation de l'instruction publique ; et, en fin de compte, abolition complète du système fédératif par la suppression du Conseil des Etats [1], et établissement de la République unitaire.

Voilà le programme politique acclamé par les ouvriers socialistes de la Suisse allemande !

. . . .

Il est encore un autre sujet que nous avons traité dans des conversations particulières avec des internationaux de la Suisse allemande. La plupart d'entre eux sont dans une ignorance absolue de ce qui s'est passé depuis le Congrès de la Haye. L'un d'eux nous a affirmé, toujours avec cette assurance imperturbable que donne une supériorité intellectuelle incontestée, que les Jurassiens étaient complètement isolés dans l'Internationale ; que l'Amérique entière, l'Angleterre entière, la Hollande entière, la Belgique entière, la France entière, l'Espagne et l'Italie sauf quelques dissidents, reconnaissaient l'autorité du Conseil général. Nous avons inutilement cherché à désabuser ce candide citoyen ; il est resté persuadé que les Jurassiens étaient dupes de la rédaction de leur *Bulletin*, qui leur faisait prendre des vessies pour des lanternes et qui inventait à leur usage des Congrès belges, espagnols, anglais et italiens qui n'ont jamais existé.

Le citoyen Greulich lui-même, rédacteur de la *Tagwacht*, nous a paru assez mal renseigné sur ce qui se passe. Lorsque nous lui avons dit que le citoyen Eccarius assistait au Congrès de la Haye comme délégué et qu'il avait voté avec la minorité contre les pouvoirs du Conseil général, il a témoigné la plus grande surprise et a eu beaucoup de peine à nous en croire sur parole. Nous lui avons dépeint, d'après nos renseignements, l'état actuel des diverses Fédérations, ce qui ne l'a pas moins étonné : et nous l'avons cordialement invité, de même que les autres internationaux de la

1. Celle des deux Chambres du Parlement suisse qui est censée représenter la souveraineté cantonale.

Suisse allemande, à se rendre au Congrès général qui sera convoqué par l'initiative des Fédérations elles-mêmes. Il pourra s'y convaincre de la réalité de nos assertions. Nous ne croyons pas commettre une indiscrétion en ajoutant que Greulich nous a dit que, s'il était délégué au Congrès de l'Internationale, il voterait, après les dernières expériences, *contre* l'institution du Conseil général.

Voici comment le *Bulletin* raconte l'adoption, par la quasi-unanimité du Congrès, du principe d'une organisation centralisée, ce qui, naturellement, eut pour résultat la retraite des cinq délégués jurassiens :

Le dimanche soir, le Congrès rentra en séance... [Après divers débats sur des questions préjudicielles,] commença la discussion générale sur le programme et l'organisation de la future Association que le Congrès se proposait de créer.

Deux orateurs seulement purent être entendus dans cette séance : Pindy, délégué de la Fédération jurassienne, et Henri Wenker, délégué de cinq sociétés ouvrières de Neuchâtel. Ils parlèrent tous les deux contre le projet de créer un Comité central suisse, ajoutant que la première chose à faire était d'organiser les fédérations corporatives de métiers et les fédérations ouvrières locales.

Après ces deux discours, la séance fut levée sur la proposition d'un délégué suisse allemand, dont nous regrettons d'ignorer le nom et qui dit galamment, en se tournant vers les délégués de langue française qui siégeaient à gauche, « qu'à mesure que les discours augmentaient en quantité ils diminuaient en qualité », saillie bruyamment applaudie par la majorité.

Le lundi matin, à l'ouverture de la séance, un certain nombre de délégués de la majorité déposèrent une proposition dont voici le sens :

« Considérant qu'il s'est manifesté hier, dans la discussion générale, des tendances qui mettent en question l'existence même de l'Association que le Congrès a pour but de fonder, nous proposons, pour couper court à toute discussion, de voter préalablement sur cette question : Le Congrès veut-il, oui ou non, la création en Suisse d'une Association ouvrière (*Arbeiterbund*) centralisée? »

Cette proposition fut immédiatement mise aux voix, et l'unanimité des délégués répondit affirmativement sur la question de la centralisation, à l'exception de cinq voix négatives.

Les cinq opposants déposèrent alors sur le bureau une déclaration dont il fut donné lecture : puis ils quittèrent le Congrès, où ils n'avaient plus rien à faire.

Voici le texte de la déclaration de la minorité :

« 1° Prenant acte de la déclaration faite hier par le bureau du Congrès à un délégué du *Grütli*, d'après laquelle les points du programme doivent être réalisés non par l'intervention de l'Etat, mais par l'initiative des sociétés ouvrières [1], nous donnons notre adhésion à ce programme. Il est

1. Cette déclaration très réelle du bureau du Congrès est assez difficile à concilier avec les explications données par les mêmes hommes sur la nécessité de faire intervenir l'Etat dans les questions sociales. Mais ce n'est pas notre affaire. (Note du *Bulletin*.)

bien entendu que nous nous réservons d'aller plus loin pour notre propre compte lorsque nous le trouverons opportun.

« 2° Nous basant sur les déclarations formelles de nos mandats, nous déclarons être prêts à nous rallier aux autres sociétés ouvrières de la Suisse, pour la formation de fédérations ouvrières locales et de fédérations corporatives régionales ; mais nous ne pouvons accepter l'idée d'une Association ouvrière suisse dirigée par un Comité central.

« Nous garderons notre organisation fédérative actuelle, tout en assurant les sociétés ouvrières de la Suisse de notre concours le plus dévoué dans la lutte contre la bourgeoisie et de notre entière solidarité morale et matérielle sur le terrain économique.

« Olten, le 2 juin 1873.

« Louis Pindy et James Guillaume, délégués collectivement par la Fédération jurassienne de l'Internationale, et en outre par les graveurs, guillocheurs et faiseurs de secrets du Locle; Henri Wenker, délégué par la Section internationale de Neuchâtel, le *Deutscher Arbeiterbildungsverein* de Neuchâtel [1], les cordonniers, menuisiers, et tailleurs de pierre de Neuchâtel ; Léon Schwitzguébel, délégué par les Sections internationales de Sonvillier et de Saint-Imier, les graveurs, les guillocheurs, les repasseurs et remonteurs, les faiseurs de secrets, les peintres et émailleurs du Val de Saint-Imier ; Gameter, délégué des monteurs de boîtes de Bienne. »

Le Congrès, continuant ensuite ses délibérations, décida la création, sous le nom de *Schweizerischer Arbeiterbund* (Union ouvrière suisse), d'une organisation comprenant à la fois des Sections du *Grütli*, des Sections de l'Internationale, et des sociétés corporatives. La *Tagwacht* de Zürich, que rédigeait Greulich, fut déclarée l'organe officiel de la nouvelle Association, et le Comité central, composé en majorité de membres parlant allemand, fut placé pour la première année à Genève.

Il se passa à Zürich, au cours de l'année 1873, au sein de la colonie russe de cette ville, des incidents qui devaient avoir une fâcheuse répercussion sur la propagande du socialisme parmi les Russes. Ce n'est pas dans un livre comme celui-ci que le détail de ces choses peut être raconté ; et je dois me borner à de brèves indications [2].

Au commencement de 1873 éclata, parmi les Russes de Zürich, une querelle au sujet d'une bibliothèque qui avait été fondée, environ un an auparavant, par le groupe des jeunes amis de Bakounine. Le groupe des fondateurs se considérait comme propriétaire de la bibliothèque ; les simples lecteurs n'avaient pas le droit de participer à son administration : ils étaient seulement admis à emprunter des livres, moyennant le paiement d'une cotisation mensuelle. Il arriva que les lecteurs demandèrent à être considérés tous comme ayant les mêmes droits que les membres du groupe fondateur; ceux-ci refusèrent, ne voulant consentir à admettre comme membres de leur groupe que ceux des lecteurs qui leur paraîtraient offrir des garanties suffisantes au point de vue socialiste. Deux membres du groupe fondateur, Smirnof et Idelson, prirent le

1. Le *Deutscher Arbeiterbildungsverein* de Neuchâtel, bien que composé d'ouvriers allemands, avait subi l'influence du milieu, et avait donné mandat à son délégué de repousser la centralisation.

2. J'ai communiqué à mon amie Véra Figner, le 3 juin 1908, les pages qui suivent sur les querelles de Zürich, auxquelles elle s'est trouvée mêlée, et j'ai rectifié d'après ses indications quelques points du récit qu'on va lire. Ces pages ont également été lues par mon ami Michel Sajine, à qui je dois plusieurs renseignements.

parti des lecteurs : et Pierre Lavrof, qui habitait chez Smirnof, devenu son secrétaire, se joignit également à eux. Une dernière demande des lecteurs d'être admis à l'égalité des droits ayant été définitivement repoussée, les lecteurs quittèrent la bibliothèque en masse, en emportant avec eux, dans leur retraite, les livres qui leur avaient été prêtés, et ils fondèrent une bibliothèque nouvelle. Cette manière d'agir provoqua de vives protestations de la part du groupe qui se réclamait de Bakounine, et le conflit entre « lavristes » et « bakounistes », qui avait déjà commencé en décembre à propos de la publication d'un organe périodique, s'envenima de plus en plus. En vain Bakounine recommandait la prudence et la modération à ses jeunes amis (lettre à Ralli du 6 février 1873 : Nettlau, p. 763), on ne l'écoutait guère ; de part et d'autre on se laissait emporter par la colère [1].

A ce moment, le projet de la création à Zürich, par les amis de Bakounine, d'une imprimerie russe, projet qui datait de l'automne précédent, était en train de se réaliser [2] ; on se proposait d'imprimer là divers ouvrages de propagande : Bakounine avait promis d'en écrire un, et je devais aussi être mis à contribution. Il venait en outre de se fonder à Zürich une autre imprimerie russe, qui servit, celle-là, à la publication de la revue de Lavrof, *Vpered* (*En avant*), dont le premier numéro parut en avril 1873.

Mais dans ce même mois d'avril une crise aiguë se produisit : Sokolof [3], homme violent, se prit de querelle avec Smirnof à propos des exemplaires d'une nouvelle édition des *Réfractaires*, dont Smirnof prétendait avoir le droit de disposer [4] ; Sokolof, accompagné de Svetlovsky, se rendit chez Smirnof [5], le 7 avril, le souffleta et le battit. Cet incident surexcita au plus haut point les dissidents de la bibliothèque, qui crurent à la préméditation et à une vengeance, et accusèrent Ross d'être l'instigateur de l'acte de Sokolof ; ils s'attroupèrent tumultueusement, et cherchèrent Ross pour lui faire un mauvais parti, mais sans réussir dans leur dessein [6]. Dans l'espoir d'apaiser les esprits, Ross se hâta d'aller à Locarno chercher Bakounine, qu'il ramena avec lui : une entrevue eut lieu entre Bakounine et Lavrof, dans l'appartement de Smirnof [7] ; mais elle ne paraît avoir eu aucun résultat positif. C'est, je crois, la seule fois que ces deux hommes si différents l'un de l'autre se soient rencontrés. Dans la conversation,

1. Un incident tout à fait indépendant de la querelle relative à la bibliothèque contribua à accroître la surexcitation nerveuse dans ce milieu russe. Le mouchard polonais Stempkowski, celui qui avait trahi Netchaïef, avait failli être tué à Berne par un de ses compatriotes : pour se venger, il dénonça à la police Ralli, qui était allé à Berne le 11 mars consulter un médecin, et qui fut arrêté le jour même sous l'inculpation d'être venu à Berne pour attenter à la vie de l'ambassadeur russe et de son agent Stempkowski. Ralli fut remis en liberté au bout de quelques jours, après le versement d'une caution de 4000 fr. que fournirent Alexandre Kropotkine et Boutourline.

2. Les fonds nécessaires pour l'achat du matériel (environ 5000 fr.) avaient été fournis principalement par Ralli, par Mlle Tr., et par Mme Sophie Lavrof (belle-sœur d'Alexandre Kropotkine). L'imprimerie commença à fonctionner en avril ou mai 1873.

3. Sokolof, quelques jours après son arrivée à Zürich en janvier, s'était rendu à Locarno auprès de Bakounine ; il y resta près de deux mois (il a parlé en détail de ce séjour dans ses *Mémoires*, inédits, dont Nettlau a publié un extrait pages 753-755). Il était de retour à Zürich depuis le 12 mars.

4. Cette édition avait été faite avec de l'argent fourni en partie par Holstein, en partie par Smirnof, dans l'imprimerie d'Alexandrof à Zürich, imprimerie qui appartenait au Cercle de Tchaïkovsky à Saint-Pétersbourg.

5. Lavrof était absent à ce moment ; par contre, détail à noter, Nicolas Outine se trouvait justement chez Smirnof (Mémoires de Sokolof). Cette présence d'Outine indique qu'il y avait des rapports entre lui et le groupe de Pierre Lavrof ; et sans doute ses intrigues n'avaient pas été étrangères à tout ce qui s'était passé.

6. On appela cette manifestation le « siège du Bremerschlussel ». Le Bremerschlüssel était le nom de la pension où habitait Ross avec quelques-uns de ses amis.

7. Je tiens ce détail de mon amie Mme Sophie Goldsmith, qui assistait à cette entrevue.

Lavrof, qui était un très savant mathématicien, et possédait une culture encyclopédique, tint un langage qui, à Bakounine si simple et si familier, parut empreint de quelque charlatanisme scientifique. Lorsque je le vis quatre mois plus tard, à Berne, en septembre 1873, et que je lui demandai quelle impression Lavrof avait produite sur lui, il me répondit : « En l'écoutant, je pensais : Quel dentiste ! »

Sokolof, qui était un homme de talent, avait malheureusement, dès ce temps-là, des habitudes d'ivrognerie. Quelques jours après la scène avec Smirnof, il fit une chute, après boire, et se cassa une jambe : cet accident contribua, je crois, à calmer les esprits en ébullition. Aussitôt qu'il fut transportable, Sokolof quitta Zürich (20 mai). Il n'eut pas de relations ultérieures, à ma connaissance, avec Bakounine et ses amis.

Je parlerai plus loin d'une autre querelle qui éclata, dans l'été de 1873, dans le groupe même des amis de Bakounine.

La Fédération belge tint un Congrès le 13 avril (Pâques) à Verviers. Ce fut, dit le *Bulletin*, « l'une des plus imposantes manifestations du socialisme en Belgique depuis plusieurs années... Une foule considérable de compagnons, venus de toutes les Sections du bassin de la Vesdre, se pressait aux abords de la station pour recevoir les délégués qui devaient arriver de tous les points du pays. La gare était occupée par l'autorité ;... les troupes étaient consignées à Liège, à Namur et à Gand ; au premier signal, la garde civique devait être sous les armes... Vers dix heures et demie du matin, le cortège se forma..., et, aussitôt les délégués arrivés, il s'ébranla. Il y avait certainement de sept à huit mille hommes dans le cortège. » Le Congrès adopta une proposition de Verrycken, portant qu'une commission serait chargée « de rédiger un projet de règlement international basé sur la non-existence d'un Conseil général ». Dans une séance du lendemain 14, les délégués discutèrent la question de la grève générale, considérée comme le moyen d'opérer l'expropriation de la classe capitaliste ; et les idées échangées firent voir « combien les ouvriers belges sont profondément pénétrés du but radical que se propose l'Internationale ». Flinck, de Verviers, dit qu'il faudrait renoncer à l'avenir à toutes les grèves partielles, qui donnent si peu de résultats favorables malgré les énormes sacrifices qu'elles causent, et consacrer tous ses efforts à préparer une grève générale ; Standaert, de Bruxelles, exprima la même opinion : « Ce qu'il y aura de plus utile, dit-il, dans la propagande en faveur d'une grève générale, c'est que cette propagande fera renoncer aux grèves partielles..qui produisent souvent de si déplorables résultats et dont l'insuccès décourage et écrase les corporations ». Il faut noter, comme témoignage du point de vue auquel on se plaçait dans le Jura, cette observation du *Bulletin* : « Pour nous, nous partageons l'avis exprimé par les compagnons Flinck (de Verviers) et Standaert (de Bruxelles) : l'utilité immédiate de l'idée d'une grève générale sera que cette idée fera abandonner les grèves partielles toutes les fois que l'absolue nécessité de celles-ci ne sera pas démontrée. Nous éviterons ainsi beaucoup de sacrifices inutiles, beaucoup de désastres qui font à la cause un tort matériel et surtout moral incalculable. » Le Congrès nomma une commission spéciale pour rédiger un Appel aux travailleurs des campagnes ; les membres de cette commission furent César De Paepe, H. Van den Abeele, Laurent Verrycken, Alfred Herman et Victor Dave.

Un nouveau Congrès fut tenu à la Pentecôte (1er juin), à Gohyssart-Jumet, dans le bassin de Charleroi. L'acte important de ce Congrès fut l'adoption d'un projet de nouveaux statuts généraux pour l'Internationale ; dans ce projet le Conseil général était supprimé ; chaque année le Congrès général devait désigner une Fédération régionale pour préparer le Congrès suivant ; une autre Fédération serait chargée de centraliser les faits statistiques, et une autre de recueillir et de transmettre les renseignements relatifs aux grèves. Ces bases d'organisation étaient celles que la Fédération jurassienne avait adoptées en avril dans son Congrès de Neuchâtel.

Conformément à une décision de ce Congrès de Gohyssart-Jumet, le Conseil fédéral belge proposa à toutes les Fédérations régionales que la Fédération jurassienne fût chargée de l'organisation du Congrès général de 1873. Les Fédérations envoyèrent toutes une réponse affirmative.

Après son Congrès du 26 janvier, la Fédération anglaise avait continué son travail de propagande. Le Conseil fédéral anglais s'efforça de fonder de nouvelles sections partout où il trouva un terrain favorable. Une lettre qu'il adressa au Congrès de la fédération jurassienne, en avril, disait : « La Fédération anglaise ne reconnaît pas le prétendu Conseil général de New York : par conséquent la suspension de la Fédération jurassienne est pour elle nulle et non avenue ». La lettre, après avoir indiqué en quoi la manière de voir des ouvriers anglais différait de celle des ouvriers du Jura sur la question politique, ajoutait : « Mais quelles que puissent être nos vues particulières, il y a une chose que nous reconnaissons tous : c'est qu'il est impossible d'établir une tactique stricte et uniforme, qui soit appropriée à toutes les circonstances et à tous les pays ; et. pour cette raison, la base de notre association ne peut être que fédérative ». Au sujet de la réorganisation de l'Association, la Fédération anglaise proposait de remplacer le Conseil général par un *Conseil exécutif fédéral,* qui servirait de bureau de statistique et de correspondance, et serait élu, en tout ou en partie, par les diverses fédérations. Elle proposait en outre de changer le nom de l'Association internationale des travailleurs en le remplaçant par celui de « Fédération internationale du travail », ou quelque autre de ce genre.

Un Congrès des partisans de Marx se réunit le 2 juin à Manchester, sous la présidence de Vickery ; Maltman Barry figurait au nombre des délégués. Ce Congrès fut le dernier signe de vie donné par cette insignifiante fraction de l'Internationale anglaise qui avait accepté les décisions du Congrès de la Haye [1] : l'année suivante, elle avait cessé d'exister.

IV

De juin à août 1873.

La coterie marxiste s'occupa, dès le mois de mai, de la préparation du Congrès général qu'à teneur d'une décision prise à la Haye le Conseil général de New York devait convoquer dans une ville de Suisse pour le mois de septembre 1873. Elle craignait d'y voir, cette fois, les autonomistes venir en nombre, et elle songeait aux moyens de leur fermer la porte du Congrès. Engels envoya, à ce sujet, le 3 mai, à Sorge les instructions suivantes :

En Suisse, il n'y a qu'*un seul* endroit possible, c'est *Genève.* Là nous avons pour nous la masse des ouvriers, et *un local appartenant à l'Internationale,* le Temple-Unique : et si ces messieurs de l'Alliance venaient s'y présenter, nous les flanquerions simplement à la porte. En dehors de Genève, il n'y aurait que Zürich : mais là nous n'avons qu'une poignée

1. Le journal de Riley, que Marx avait réussi à gagner à sa cause en novembre 1872, disparut de la scène, comme l'*Egalité*, comme la *Emancipacion,* le *Pensamento social*, et, momentanément, la *Plebe.* Engels écrivait au Conseil général, de New York, le 15 avril : « L'*International Herald*, lui aussi. comme vous l'aurez vu. ne bat plus que d'une aile (*also is on its last legs*). Nous tâcherons de le maintenir en vie jusqu'au prochain Congrès anglais (à la Pentecôte), après quoi nous verrons s'il est possible de lancer quelque chose d'autre (*to start something else*). » On ne lança rien d'autre. Le 26 juillet, Engels écrit à Sorge : « Riley nous a abandonnés, et a passé dans le camp républicain ».

d'ouvriers *allemands* (*nur die paar deutschen Arbeiter*), et encore pas tous... Les alliancistes mettent tout en œuvre pour venir en masse au Congrès, pendant que chez nous tout s'endort. Il ne pourra venir aucun délégué français, l'organisation étant détruite. Les Allemands... sont très désillusionnés et engourdis... Du Danemark, on n'entend ni ne voit rien... D'Angleterre il ne pourra venir que peu de délégués. Il est très douteux que l'Espagne en envoie un. Il faut donc s'attendre à ce que le Congrès soit très peu fréquenté, et à ce que les bakounistes aient plus de monde que nous. Les Genevois eux-mêmes ne font rien, l'*Egalité* paraît définitivement morte; on ne peut donc, là aussi, s'attendre qu'à une faible participation, — mais au moins nous serons là *dans notre domicile privé* (*wir sitzen in unserem eigenen Hause*), et chez des gens qui connaissent Bakounine et sa bande et qui au besoin les rosseront (*und sie im Nothfall hinausprügeln*). Ainsi, Genève est l'endroit *unique* ; et, pour nous assurer la victoire, il suffit — mais c'est une condition *indispensable* — que le Conseil général, en conformité de sa résolution du 26 janvier [1], déclare *sorties* de l'Internationale :

1° La Fédération belge, qui a déclaré ne rien vouloir avoir à faire avec le Conseil général, et a rejeté les résolutions de la Haye ;

2° La partie de la Fédération espagnole représentée à Cordoue, qui, contrairement aux statuts, a déclaré facultatif le paiement des cotisations, et a également rejeté les résolutions de la Haye ;

3° Les Sections et personnalités anglaises qui ont été représentées au prétendu Congrès de Londres du 26 janvier, et qui ont également rejeté les résolutions de la Haye ;

4° La Fédération jurassienne, qui, dans le Congrès qu'elle va tenir [2], ne manquera pas de vous donner des motifs suffisants pour aller au delà de votre décision de suspension.

Pour finir, vous pourriez déclarer que la prétendue Fédération italienne, qui a tenu un prétendu Congrès à Bologne (au lieu de Mirandola), n'appartient pas à l'Internationale, attendu qu'elle n'a rempli aucune des conditions exigées par les statuts.

Quand vous aurez voté une résolution semblable, et que le Conseil général aura nommé à Genève une commission pour la préparation du Congrès et la vérification *préalable* des mandats, commission composée, par exemple, de Becker, de Perret et de Duval, et d'Outine s'il est là, nous aurons fermé la porte à l'intrusion des bakounistes. Dès que le Conseil général aura donné pour instruction à cette commission que ces gens ne doivent pas être reconnus comme délégués, jusqu'à ce que la majorité des véritables délégués de l'Internationale se soit prononcée sur leur compte, tout sera en règle, et, quand même ils seraient en majorité, ils ne peuvent plus nuire : ils iront ailleurs et feront un Congrès pour eux, mais sans avoir réussi à se prévaloir contre nous de leur supériorité numérique (*aber ohne uns gegenüber ihre Mehrzahl zur Geltung gebracht zu haben*). Et c'est là tout ce que nous pouvons demander.

1. Voir plus haut p. 58.
2. Le Congrès de Neuchâtel du 27 avril, dont Engels ne connaissait pas encore les décisions.

J'espère que l'aveu est assez complet ! La « supériorité numérique » est du côté des autonomistes : les autoritaires n'ont plus rien : il ne leur viendra de délégués ni de France, ni d'Allemagne, ni de Danemark, ni de nulle part sauf Genève, on peut le prévoir. Et alors, il faudra se résoudre à tenir un Congrès en catimini au Temple-Unique, entre Genevois, en exhortant MM. Becker, Perret, Duval et Outine à prendre leurs mesures pour que les « bakounistes » soient accueillis avec des gourdins, s'ils tentent d'envahir le « domicile privé » où le dernier carré de l'armée marxiste se sera retranché pour la défense suprême.

Sorge ne manqua pas d'exécuter ponctuellement les ordres reçus. Le 30 mai, le Conseil général votait la résolution suivante, qui reproduisait à peu près textuellement les indications envoyées par Engels [1] :

Vu que le Congrès de la Fédération belge, tenu le 25 et 26 décembre 1872 à Bruxelles, a résolu de déclarer nulles et non avenues les résolutions du cinquième Congrès général [2] ;

Que le Congrès d'une partie de la Fédération espagnole, tenu à Cordoue du 25 décembre au 2 janvier 1873, a résolu de ne pas reconnaître les résolutions du cinquième Congrès général et d'adopter les résolutions d'une assemblée anti-internationale ;

Qu'une assemblée [3] tenue à Londres le 26 janvier 1873 a résolu de rejeter les actes du cinquième Congrès général [4] ;

Le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, conformément aux statuts et règlements administratifs et d'accord avec sa résolution du 26 janvier 1873 [5], déclare :

Toutes les Fédérations régionales ou locales, sections et personnes ayant participé aux Congrès et assemblées mentionnés ci-dessus, de Bruxelles, Cordoue et Londres, ou en reconnaissant les résolutions, se sont placées elles-mêmes en dehors de l'Association internationale des travailleurs et ont cessé d'en faire partie.

En même temps, il déclara de nouveau « qu'il n'existe pas une Fédération régionale italienne de l'Internationale, puisque aucune organisation s'attribuant ce titre n'a jamais rempli la moindre des conditions d'admission et d'affiliation imposées par les statuts et règlements administratifs ».

Cette appréhension de voir le futur Congrès marxiste en butte à une invasion d'« alliancistes », qui avait causé à Engels de si vives alarmes, était sans fondement, comme on l'a vu. Lorsque la nouvelle de la décision du Congrès jurassien relative au Congrès général (voir p. 69) fut parvenue à Londres [6] au bout

1. Je ne connais cette résolution du 30 mai que par le pamphlet *L'Alliance*, etc., qui en donne le texte (p. 56), en la présentant, naturellement, comme un acte *proprio motu* des dociles pantins de New York.

2. Le Congrès de la Haye.

3. Par le choix de cette expression d' « assemblée », le Conseil général s'est figuré sans doute avoir enlevé toute valeur au Congrès de la Fédération anglaise du 26 janvier.

4. La Fédération jurassienne n'est pas mentionnée, soit que le Conseil général ne connût pas encore les résolutions du Congrès de Neuchâtel, soit qu'il n'y eût pas trouvé les « motifs suffisants » dont avait parlé Engels, soit encore qu'il jugeât préférable de s'en tenir, jusqu'au Congrès général, à l'ukase de « suspension ».

5. Voir ci-dessus p. 58.

6. Engels ne l'apprit que par la lecture du journal l'*Internationale*, de Bruxelles. Il ne lisait pas notre *Bulletin* : on s'était fait, dans l'entourage de Marx, un point d'honneur de ne pas s'y abonner.

de six semaines. Engels en fut si ravi qu'il se hâta d'écrire à Sorge (14 juin) une lettre triomphante :

Les Jurassiens ont opéré un mouvement décisif de retraite : l'*Internationale* annonce qu'ils ont décidé de proposer à leurs collègues de l'Alliance de ne pas envoyer de délégués au Congrès « que le prétendu Conseil général pourrait être tenté de convoquer », mais de tenir un Congrès séparé dans une ville suisse à désigner par leurs fédérations. Cela signifie : A Genève nous n'oserions pas nous faire voir, nous y recevrions des horions. Ils se réuniront donc dans quelque trou du Jura ; après le Congrès d'Olten, ils ne pourraient plus se montrer nulle part ailleurs en Suisse. Ils ont d'autres raisons encore : *a*) le peu d'envie qu'a toujours montré Bakounine d'accepter un débat personnel ; *b*) l'expulsion de Guillaume et la sienne, qui ferait apparaître dès le début la question cardinale sous une forme *purement personnelle*, à quoi viendrait s'ajouter le fait d'*escroquerie* [1] de Bakounine, qui le tuerait immédiatement (*das ihn sofort kaputt machen würde*) ; et *c*) ils savent bien que chez eux, en réalité, les choses ne vont pas mieux que chez nous [2], et que là aussi les querelles intestines ont lassé et dégoûté les gens.

Engels, hélas ! se trompait : ce n'était pas dans un « trou du Jura » qu'allait être convoqué le Congrès général des Fédérations autonomes, mais à Genève même, à la barbe des hommes du Temple-Unique. Aussitôt qu'il eut été avisé que les Fédérations régionales avaient accepté la proposition belge de charger la Fédération jurassienne d'organiser le Congrès général, le Comité fédéral jurassien consulta (par circulaire en date du 24 juin) les Sections jurassiennes sur le choix de la ville suisse où le Congrès devrait avoir lieu, et leur demanda l'autorisation de proposer Genève aux autres Fédérations ; les réponses des Sections devaient être envoyées pour le 1er juillet : à l'unanimité, elles répondirent affirmativement. Et alors, par une circulaire en date du 8 juillet, le Comité fédéral jurassien invita les délégués des Fédérations régionales à se réunir le dimanche 31 août à Genève, à la brasserie Schiess, aux Pâquis, pour y ouvrir le lendemain 1er septembre le sixième Congrès général de l'Internationale, avec l'ordre du jour suivant, adopté par les fédérations :

« Constitution définitive du pacte de solidarité entre les Fédérations libres de l'Internationale, et revision des statuts généraux de l'Association ;

« De la grève générale ;

« Organisation universelle de la résistance et tableaux complets de la statistique du travail. »

Le Conseil général de New York, lui, convoqua son Congrès pour le lundi 8 septembre à Genève, et Sorge chargea spécialement Becker de prendre les mesures nécessaires d'organisation. La circulaire de convocation est datée du 1er juillet (Sorge, p. 114).

En Espagne, l'Internationale prenait un développement de plus en plus considérable. Au Congrès de Cordoue, quarante-deux fédérations locales, avec 236 sections et 20 402 membres, avaient été représentées ; après le Congrès, vingt-huit fédérations locales qui n'y avaient pas envoyé de délégués s'étaient dé-

1. *Escroquerie* est en français dans le texte. Sorge a ajouté lui-même ici une note explicative ainsi conçue : « *Escroquerie*, une action déloyale (*betrügerische Handlung*), une filouterie (*Schwindel*) commise par Bakounine, mais à laquelle, par égard pour des tiers, il avait été fait simplement allusion, sans rien préciser ».

2. On voit qu'Engels, passé maître en charlatanisme, jugeait les autres à son aune.

clarées pour les principes « anarchistes et collectivistes » ; cinq autres fédérations avaient adressé leurs félicitations au Congrès : en sorte qu'un total de 331 sections, avec 25 601 membres, s'étaient prononcées contre les décisions du Congrès de la Haye. Une lettre de la Commission espagnole de correspondance au Comité fédéral jurassien, en février, avait annoncé que les Unions de métier constituées en Espagne désiraient établir des relations de solidarité avec les Unions des autres pays, afin de constituer des Unions internationales ; ces Unions espagnoles étaient au nombre de dix, savoir : ouvriers manufacturiers ; ouvriers du bâtiment ; travailleurs des champs ; tonneliers ; chapeliers ; ouvriers en peaux ; ouvriers en bois fins ; cordonniers ; ouvriers en fer ; ouvriers noographes (typographes, lithographes, etc.)[1]. Aux organes déjà existants de l'Internationale espagnole, la *Federacion* de Barcelone, le *Condenado* de Madrid, la *Revista social* de Gracia, s'étaient ajoutés successivement l'*Orden* de Cordoue, l'*Obrero* de Grenade, la *Internacional* de Málaga. Une statistique faite au milieu d'août 1873 constata de nouveaux progrès de la propagande et de l'organisation : la Fédération espagnole comprenait alors cent soixante-deux fédérations locales constituées, comptant ensemble 454 sections de métiers ou de résistance et 77 sections de métiers divers ; et cent huit fédérations locales en formation, comptant 103 sections de métiers ou de résistance et 40 sections de métiers divers : en tout 674 sections.

Mais des événements politiques graves allaient se passer. Après la réunion des Cortès constituantes, qui avaient adopté en principe la République fédérale, Pi y Margall était devenu chef du pouvoir exécutif (11 juin). De nombreux mouvements ouvriers, pour des augmentations de salaire et pour la diminution de la journée de travail, avaient eu lieu depuis plusieurs mois ; ils continuèrent à se produire, et, dans beaucoup de localités, à la suite d'actes arbitraires des autorités, on en vint aux mains. La Commission espagnole de correspondance publia, le 15 juin, une protestation dans laquelle elle disait : « Il faut que les travailleurs s'éloignent de toutes les farces et de tous les farceurs de la politique bourgeoise, qu'ils s'organisent, se préparent pour l'action révolutionnaire du prolétariat afin de détruire le plus tôt possible les privilèges qui soutiennent des pouvoirs autoritaires et font leur force ». A Barcelone, vers le 20 juin, à la suite d'une manifestation populaire, un groupe de socialistes, à la tête desquels se trouvait Viñas, s'empara de l'hôtel de ville et y installa un « Comité de salut public », composé de sept délégués des bataillons de la garde nationale, sept délégués des différents cercles fédéralistes, et sept délégués des ouvriers ; mais au bout de quelques jours il fallut reconnaître que la population barcelonaise n'était pas disposée à s'associer à un mouvement révolutionnaire. Dans d'autres villes, à Carmona, à Paradas, à San Lucar de Barrameda, etc., les ouvriers se soulevèrent, et se rendirent maîtres des municipalités pendant un temps plus ou moins long.

En même temps que les ouvriers agissaient, les républicains fédéraux dits *intransigeants* (*intransigentes*) se préparaient à s'insurger contre le gouvernement des républicains fédéraux dits *bénévoles* (*benévolos*), ou *platoniques*. Des troubles éclatèrent à Grenade, à Séville, à Málaga, à Valencia, etc. Sur ces entrefaites, les ouvriers d'Alcoy, au nombre de dix mille, déclarèrent la grève générale ; la municipalité ayant fait tirer sur les grévistes, les ouvriers coururent aux armes (lundi 9 juillet), et, après une lutte acharnée[2], restèrent maîtres de la ville. La bourgeoisie espagnole, dont la presse avait immédiatement travesti les événements d'Alcoy en inventant des atrocités (curés pendus à des lanternes, hommes plongés dans des bains de pétrole, têtes de gardes civils coupées et promenées dans les rues, jeunes filles violées, etc.), réclama à grands cris une répression : Pi y Margall, mis en demeure de faire marcher l'armée, préféra donner sa démission (13 juillet) ; Salmeron, républicain uni-

1. *Bulletin* du 15 mars 1873.

2. Le mouvement était dirigé par un membre de la Commission espagnole de correspondance, Severino Albarracin.

taire, le remplaça. Alors le gouvernement envoya contre Alcoy une armée de six mille hommes : les ouvriers, dont un millier seulement avaient pu se procurer des armes, négocièrent ; le gouverneur d'Alicante promit qu'il ne serait exercé aucune poursuite contre les insurgés, et la bourgeoisie d'Alcoy s'engagea à céder à toutes les exigences formulées par les travailleurs relativement à la grève (augmentation de salaires, et journée de huit heures), et à payer en outre leur journée à tous les ouvriers, comme s'ils avaient travaillé, pendant tout le temps de la grève et des événements. Ces conditions furent acceptées. « Les promesses de la bourgeoisie, — dit la correspondance (Madrid, 4 août) publiée par notre *Bulletin*, à laquelle j'emprunte ces détails — ont été jusqu'ici observées. Quant à celles de l'autorité, s'il est vrai qu'elle n'a fait aucune arrestation à Alcoy, il paraît cependant qu'elle a lancé des mandats d'amener contre quelques membres de notre Commission fédérale. Le Conseil municipal d'Alcoy a été remplacé par une commission composée de bourgeois et d'ouvriers ; la police a été supprimée, et le soin de la sécurité publique confié à des patrouilles de travailleurs. »

Les républicains fédéraux « intransigeants », ayant vu le pouvoir passé aux mains des unitaires, s'insurgèrent à Carthagène, à Murcie, à Cadix, à Séville, à Grenade, à Valencia, etc., pour faire une révolution « cantonaliste ». Le gouvernement espagnol fit appel à l'intervention étrangère (on sait que l'Allemagne envoya une frégate contre Carthagène), et dirigea deux armées, sous Pavia et Martinez Campos, contre les insurgés. Pavia s'empara successivement de Séville (30 juillet) et de Cadix (4 août) ; Martinez Campos assiégea et prit Valencia (26 juillet–8 août), puis Murcie ; quant à Carthagène, sa forte position devait lui permettre de résister plus longtemps. Barcelone ne prit pas de part au mouvement cantonaliste ; les ouvriers de la ville et des environs proclamèrent la grève générale ; mais, pour éviter l'insurrection, le gouvernement réussit à faire sortir de Barcelone des bataillons révolutionnaires, qu'il envoya contre les carlistes pour remplacer les troupes employées contre Séville et Valencia : ainsi « le peuple se trouva désarmé, et la réaction resta maîtresse de la cité [1] ». Je ne puis raconter ici le détail des événements ; je veux seulement, pour indiquer sommairement quelle part y prirent les internationaux, reproduire quelques passages de la lettre qui nous fut écrite de Madrid le 4 août (à un moment où Valencia et Murcie étaient encore en armes) :

« La Fédération d'Alcoy et celle de San Lucar de Barrameda [2] (près Cadix) sont les seules qui aient tenté pour leur propre compte un mouvement contre l'ordre de choses établi. Partout ailleurs, à Carthagène, à Valencia, à Séville, à Grenade, etc., l'insurrection a été l'œuvre, non des ouvriers socialistes, mais de chefs militaires ou politiques qui ont cherché à exploiter, dans un but d'ambition personnelle, l'idée de l'autonomie du canton ou du municipe... Les insurrections provinciales, je le répète, n'ont pas été faites par l'Internationale ; en beaucoup d'endroits même, elles ont été faites contre elle, et les chefs du mouvement se sont montrés aussi hostiles au socialisme que le sont les gouvernants de Madrid.

« Dans quelques localités, cependant, les ouvriers internationaux, bien que n'ayant pas pris l'initiative du mouvement cantonaliste, ont cru devoir l'appuyer. A Valencia, par exemple, c'est ainsi que les choses se sont passées. Dans cette

1. La *Solidarité révolutionnaire* de Barcelone, 16 juillet 1873. — Sur le journal de langue française la *Solidarité révolutionnaire*, voir plus loin, p. 90.

2. A San Lucar, « le peuple, composé presque entièrement d'internationaux, avait dissous le Conseil de ville, et chargé de l'administration municipale le Conseil local de la fédération. Diverses mesures révolutionnaires furent prise, comme la démolition des églises et des couvents, un impôt de 25,000 duros (125,000 fr.) sur la bourgeoisie, et l'obligation pour celle-ci de donner du travail aux ouvriers inoccupés ». (Rapport de la Commission espagnole de correspondance au Congrès général de Genève, 1873.) Notre *Bulletin* du 24 août dit : « La ville de San Lucar de Barrameda, la seule, avec Alcoy, où l'Internationale ait agi pour son propre compte, a été occupée par l'armée de l'ordre. La *Federacion* annonce que cent cinquante internationaux ont été emprisonnés. »

ville, le gouvernement de Madrid avait fait arrêter plusieurs membres de notre Association. La révolte contre le pouvoir central devait avoir pour résultat, si elle était victorieuse, la cessation de ces persécutions : la nombreuse fédération de Valencia s'est donc jetée avec ardeur dans le mouvement ; et il paraît même que les « intransigeants », qui avaient d'abord été à la tête de l'insurrection, s'étant retirés lorsque la situation devint difficile, ce fut l'Internationale qui resta seule maîtresse du terrain. Les ouvriers de Valencia ont déjà repoussé à deux reprises l'armée de Martinez Campos ; je ne sais s'ils réussiront à se défendre encore bien longtemps.

« Mais, bien que les « intransigeants » n'aient rien de commun avec les internationaux et leur aient même montré de l'hostilité, notre presse bourgeoise affecte à dessein de les confondre, et d'attribuer à l'Internationale tout ce qui se passe. »

Dans le courant d'août, un des insurgés d'Alcoy (Francisco Tomás) nous écrivait (*Bulletin* du 17 août) :

« Le mouvement cantonaliste ayant échoué, et les bourgeois se figurant que notre Association en a été l'âme, il est très probable que les persécutions contre l'Internationale vont prendre un caractère d'acharnement croissant. Ce sont, comme vous le savez, les républicains « intransigeants » qui ont pris l'initiative du mouvement cantonaliste ; mais dans quelques villes, entre autre à Valencia, à Grenade, à Málaga, à Séville, il paraît que les internationaux y ont pris une part active. Toutefois nous manquons jusqu'à présent de nouvelles directes de ces localités depuis les derniers événements. Tout ce que nous savons, c'est qu'à Séville, les seuls qui se soient battus, et « battus comme des lions [1] », sont une troupe d'environ deux cents internationaux. Nous attendons des renseignements véridiques pour nous former un jugement exact sur tous ces faits... Il me reste à vous dire que la participation des internationaux dans le mouvement cantonaliste a été complètement spontanée et sans aucune entente préalable ; voilà comment il s'est fait que, pendant que les uns se battaient, les autres se croisaient les bras. Je ne crois pas que rien soit perdu. Au contraire, nos espérances sont plus grandes que jamais. L'idée révolutionnaire fait chaque jour de nouveaux progrès, et ce qui vient de se passer nous servira d'enseignement pour fortifier notre organisation et nous préparer mieux à la prochaine lutte. »

La *Solidarité révolutionnaire* de Barcelone, après l'échec du mouvement, publia (14 août) un court résumé des événements, où elle précisait en ces mots la participation de l'Internationale :

« Des juntes révolutionnaires s'étaient établies ; quelques-unes avaient un caractère véritablement socialiste. Le mouvement n'était pas internationaliste ; mais, partageant l'indignation générale, les membres de notre Association l'appuyèrent en beaucoup de points, et quelques-uns d'entre eux, comme Melendez à Carthagène, Rosell à Valencia, Mingoranza à Séville, Rodriguez à Grenade, et plusieurs autres, firent parties des juntes révolutionnaires. »

Vu les mandats d'arrêt lancés contre les membres de la Commission espagnole de correspondance, il fallut constituer une nouvelle Commission, qui s'installa à Madrid, et dont Miguel Pino, de Málaga (voir t. II, p. 274), devint le secrétaire correspondant. C'est cette nouvelle Commission qui rédigea le rapport (daté du 19 août) destiné au Congrès général de Genève, et qui s'occupa de faire élire les délégués qui devaient y représenter la Fédération espagnole.

Je note en passant que les événements d'Espagne eurent pour résultat de provoquer en Portugal une manifestation de sympathie. Notre *Bulletin* publia dans son numéro du 17 août les lignes suivantes :

« La Section internationale de Lisbonne nous a fait parvenir un document signé des membres de son bureau, par lequel les internationaux portugais se déclarent complètement solidaires des internationaux espagnols, et en particulier des actes de l'Internationale à Alcoy. »

1. Mot du général Pavia rendant hommage aux défenseurs de Séville.

Notre correspondant de Madrid nous écrivit au sujet des socialistes du Portugal (*Bulletin* du 24 août) :

« La Fédération portugaise, qui avait jusqu'ici gardé une attitude neutre dans les questions qui divisent l'Internationale, paraît disposée à se rallier aux principes autonomistes. Elle a traversé une crise, d'où nous espérons qu'elle sortira plus puissante et plus forte que jamais, débarrassée de quelques éléments qui étaient pour elle une entrave, et qui, occupant les postes de confiance, avaient appris, à l'école d'Engels [1], à cacher aux fédérés les communications et les correspondances importantes. »

A propos de la situation de l'Internationale en France, il sera intéressant de reproduire une lettre écrite par Bakounine à Pindy, à la date du 11 janvier 1873. La voici :

Mon cher Pindy, Tu ne seras pas étonné que l'envie m'ait pris de causer avec toi. J'ai été si content, si heureux de me voir en parfaite harmonie avec toi à Saint-Imier ! Nous avons, et moi surtout j'ai si peu d'amis français ! Toi, Alerini, Camet, voilà tout notre paquet [2]. Ah ! il ne faut pas que j'oublie cet excellent Elisée Reclus, qui est venu me voir il y a trois ou quatre semaines, et avec lequel nous nous entendons de mieux en mieux. C'est un homme modèle, celui-ci — si pur, si noble, si simple et si modeste, si oublieux de soi-même. Il n'a peut-être pas tout le diable au corps désirable : mais c'est une affaire de tempérament, et la plus belle fille ne peut donner que ce qu'elle a. C'est un ami précieux, bien sûr, bien sérieux, bien sincère et tout à fait nôtre. Il m'a envoyé tout dernièrement deux nouveaux manifestes de MM. Albert Richard et compagnie. Je vous les envoie. Lis-les ; ils sont curieux. Vous les recevrez de Sonvillier. Et sais-tu qui figure maintenant dans la compagnie de Richard ? Bastelica en personne et son ami Pollio. Ils sont tous réunis aujourd'hui à Milan, bien recommandés aux soins de nos amis italiens... [3]

Et en France, comment les choses marchent-elles ?

Tant que l'état de choses actuel existe, vous devriez faire, il me semble, de la Fédération jurassienne un centre provisoire de tout le mouvement international révolutionnaire dans la France méridionale ; et toi, mon cher ami, qui as conservé une influence si légitime dans ton pays, tu peux y contribuer beaucoup. La grande difficulté pour tes compatriotes, c'est qu'ils ont désappris à conspirer, et que, sous le régime actuel, sans con-

1. Engels écrivait à Sorge, le 14 juin : « Les Portugais [c'est-à-dire ses affidés en Portugal] se plaignent de ne recevoir *absolument rien* de vous ; et pourtant ils sont très, *très* importants pour nous ».

2. Bakounine, on le voit, ne comptait pas Lefrançais ni Malon au nombre de ses amis ; il ne connaissait pas les proscrits qui formaient la Section de propagande et d'action révolutionnaire socialiste de Genève.

3. Bastelica finit en effet par se laisser entraîner à faire cause commune avec Richard et Blanc ; mais je crois que la nouvelle que donnait ici Bakounine était un peu prématurée, et que ce fut seulement quelques mois plus tard, dans l'été de 1873, que Bastelica fit adhésion ouvertement à l'entreprise d'Albert Richard. En tous cas, il ne se trouvait pas à Milan en janvier 1873. Lorsque l'imprimerie G. Guillaume fils fut devenue, au commencement de 1873, l'imprimerie L.-A. Borel, Bastelica continua d'y travailler comme typographe pendant environ deux ans encore ; il se rendit ensuite à Strasbourg, puis à Paris, où il est mort dans l'obscurité, vers 1880, m'a-t-on dit. Naturellement, dès que je sus la nouvelle attitude prise par Bastelica, je cessai toute relation avec lui. — Du rôle joué dans cette affaire par le Marseillais Pollio, je ne sais rien.

spiration on ne peut rien organiser en France. Je te serai bien obligé si tu voulais bien me donner quelques nouvelles précises sur le mouvement qui s'y fait aujourd'hui. En général, prenons l'habitude de nous écrire de temps à autre. Nous sommes si peu, et ce n'est qu'en nous serrant et en nous soutenant mutuellement que nous pourrons faire quelque chose. J'espère donc que tu m'écriras bientôt, et dans cet espoir je te serre la main.

Ton dévoué,

M. Bakounine [1].

Alerini et Brousse, tous deux réfugiés à Barcelone, le premier depuis le printemps de 1871, le second depuis décembre 1872, y constituèrent au printemps de 1873, en s'adjoignant le jeune canut lyonnais Camille Camet (venu de Zürich), un comité de propagande et d'action, qui se donna pour tâche de publier un journal en langue française et de préparer en France un mouvement insurrectionnel. Ce comité, qui prit le nom de *Comité de propagande révolutionnaire socialiste de la France méridionale,* exposa son programme dans une circulaire autographiée datée du 4 avril 1873 (publiée par Nettlau, note 3708), où il disait :

Unis pour la lutte économique, les travailleurs de tous les pays ont déjà remporté sur ce terrain plus d'une victoire. C'est à la solidarité ouvrière que sont dus tous ces succès. Aujourd'hui cette arme est appelée à nous rendre de plus grands services encore. Il faut la transporter sur un autre terrain que le terrain économique, sur un autre champ de bataille que celui de la grève, sur celui de la révolution.

Les circonstances sont favorables, puisque en Espagne une période révolutionnaire vient de s'ouvrir. Il faut dès aujourd'hui qu'une solidarité morale s'établisse entre les prolétaires de ce pays et les travailleurs du Midi de la France, pour que demain tout soit préparé pour qu'elle devienne effective et matérielle et qu'elle les unisse sur le terrain de l'action.

... C'est pour arriver à cette union... qu'il a été fondé à Barcelone un Comité de propagande révolutionnaire socialiste, et que ce Comité va publier un organe, la *Solidarité révolutionnaire.* Déjà les relations avec la France méridionale sont assurées ; confié à des mains amies, notre journal sera distribué sûrement à tous ceux à qui il s'adresse. Mais cette action révolutionnaire, ces publications destinées à l'aider, vont entraîner des frais considérables, frais que des souscriptions doivent couvrir. Décidé à faire son devoir, le Comité compte sur tous les révolutionnaires dignes de ce nom.

La circulaire parlait ensuite du programme du Comité, et disait :

Nous nous placerons sur le terrain de l'*an-archie*... Nous ne sommes pas *communistes*, parce que ce système nécessite l'établissement d'un grand pouvoir central... ; nous ne sommes pas non plus *mutuellistes*, parce que nous ne croyons pas à la constitution de la valeur... : nous sommes *collectivistes.*

Et elle se terminait ainsi :

Voilà, citoyens, le but de notre Comité, le programme du journal qui

1. Lettre publiée par Nettlau, p. 759 et note 2768.

sera son organe. Nous comptons sur le concours de tous ceux qui sont dévoués à la cause du travailleur.

Pour le Comité : Ch. Alerini, Paul Brousse, Camille Camet.

Les fonds souscrits devront être envoyés à l'adresse suivante : M. Charles Boc, Calle de Provenza, n° 250, à Barcelone, Espagne, qui est celle du citoyen Paul Brousse, trésorier du Comité.

La *Solidarité révolutionnaire* ne commença à paraître que le 10 juin. Un de ses collaborateurs fut Jules Guesde (alors fixé momentanément à Gênes), qui ajoutait à sa signature la qualité de *membre de la Fédération jurassienne*; dans un article de lui, intitulé *L'Etat* (numéro du 1er juillet 1873), on lit :

La société actuelle est fondée sur l'inégalité des rapports entre les hommes qui la composent... La minorité... a dû demander à un tiers la force qui lui manquait, et les moyens de résistance, c'est-à-dire d'oppression, qu'elle ne trouvait pas en elle-même. Ce tiers est le gouvernement ou l'Etat, inutile dans une société digne de ce nom, et dont l'unique mission est la conservation artificielle de ce qui est... L'Etat ou le gouvernement est donc... l'obstacle le plus considérable que rencontre la classe ouvrière en travers de ses revendications... La condition *sine qua non* de tout affranchissement des masses est l'abolition, la destruction de l'Etat... On ne saurait trop le répéter, en France surtout, maintenir l'Etat, sous quelque forme et sous quelque prétexte que ce soit, c'est faire le jeu de la gent capitaliste, c'est perpétuer la domination d'une caste moribonde dont les prétentions ne sont égalées que par l'incapacité.

La *Solidarité révolutionnaire* eut dix numéros; le n° 10 porte la date du 1er septembre 1873. Elle dut cesser ensuite de paraître, Brousse étant venu se fixer en Suisse, et Camet, qui était rentré en France — malgré la condamnation dont il avait été l'objet à Lyon — pour y faire de la propagande, ayant été arrêté.

A côté de la propagande révolutionnaire clandestine, un mouvement syndicaliste, d'allures encore bien modestes, continuait à se produire à Paris et dans quelques grandes villes. Une souscription avait été ouverte par le journal le *Corsaire* pour permettre l'envoi de délégations ouvrières à l'Exposition universelle de Vienne, et l'élection des délégués par les ouvriers fut pour eux une occasion de se grouper et de s'entendre. Un correspondant nous écrivit de Paris : « L'élection de cette représentation ouvrière servira, je l'espère, de point de départ à la fédération des métiers. Presque tous ceux qui concourent à ce mouvement sont les partisans d'un régime démocratique à la Gambetta bien plus que d'une organisation socialiste comme nous la comprenons ; mais ils n'en servent pas moins, malgré eux, la cause socialiste en aidant à la réorganisation du prolétariat, qui tôt ou tard sera vivifié par l'esprit de l'Internationale. »

Je ne puis indiquer, même approximativement, combien la France comptait, dans l'été de 1873, de chambres syndicales organisées, ni combien il s'y trouvait de groupes secrets adhérents à l'Internationale. Tout ce que je puis dire, c'est que les Sections internationales en France avaient une existence bien réelle, car elles allaient se faire représenter par cinq délégués à notre Congrès général.

Pendant ce temps, Engels écrivait à Sorge (14 juin) : « Serraillier [le fondé de pouvoirs du Conseil général pour la France] n'a absolument rien à écrire, attendu qu'il n'a plus une seule adresse en France, *tout* a été pincé. Mais il vous fera, pour le Congrès, un petit rapport sur les procès. »

En Belgique, une crise industrielle sévissait depuis quelques mois dans la région de Verviers ; « cette crise, écrivait notre *Bulletin*, a plus fait pour le

développement de l'esprit révolutionnaire que des années de propagande écrite ou parlée ». Le Conseil fédéral belge voulut ouvrir une souscription pour venir en aide aux ouvriers verviétois ; mais ceux-ci refusèrent fièrement de recevoir des secours, et, dans une déclaration imprimée en tête de leur journal le *Mirabeau*, ils dirent :

« Nous saisissons cette occasion pour engager toutes les fédérations à employer l'argent de leurs caisses à compléter et à achever l'organisation du parti socialiste révolutionnaire. Quant à nous, nous supporterons notre misère et nous nous préparons à la Révolution, espérant que tous les travailleurs nous prouveront bientôt la solidarité qui les unit à nous, autrement que par des envois d'argent. »

On s'attendait si bien à des événements graves, que lorsque la *Liberté*, de Bruxelles, qui pendant les six années de son existence avait si vaillamment défendu les principes socialistes, annonça, à la fin de juin 1873, qu'elle était obligée de cesser sa publication, notre *Bulletin* fit suivre cette nouvelle de ce commentaire plutôt singulier : « C'est un nouveau symptôme du mouvement révolutionnaire des esprits en Belgique. Le temps de l'exposition des principes et de la discussion scientifique est passé ; on a fait assez de théorie : les Belges veulent maintenant faire de l'action. »

Le mouvement qui tendait à la création d'Unions internationales de métier, déjà signalé à l'occasion d'une lettre de la Commission espagnole de correspondance, donna lieu à deux Congrès tenus en Belgique. Le 1er juin eut lieu à Anvers un Congrès pour la création d'une Fédération internationale des ouvriers cordonniers : une vingtaine de délégués y prirent part : la plupart représentaient des sociétés belges ; il y avait un délégué de France ; l'Association générale des cordonniers d'Allemagne et la Fédération espagnole des cordonniers avaient envoyé leur adhésion ; un règlement fédéral fut élaboré. Le 24 août, un Congrès réuni à Liège constitua la Fédération européenne des ouvriers tailleurs. Quoique non adhérentes à l'Internationale, ces deux organisations réalisaient, par leur constitution, un des points les plus importants de notre programme.

La Fédération régionale belge tint, quinze jours avant le Congrès général, un Congrès à Anvers, les 15 et 16 août. On y discuta l'ordre du jour du Congrès général. On s'y prononça pour l'organisation de la grève générale. La proposition suivante, relative à l'Espagne, fut adoptée à l'unanimité :

« Le Congrès déclare que l'Internationale n'a rien de commun avec les partis politiques, tels que libéraux, catholiques, progressistes, républicains, etc. Le secrétaire fédéral belge pour l'extérieur enverra à la Fédération espagnole une adresse de sympathie pour engager nos frères les internationaux d'Espagne à persévérer dans leurs généreux efforts pour l'affranchissement du prolétariat. »

En Hollande, un Congrès *démocratique* réuni le 1er juin à Amsterdam avait fondé une association politique appelée *Demokratische Bond van Noord- en Zuid-Nederland*. La *Tagwacht* de Zürich annonça que la Section internationale d'Utrecht avait adhéré à la nouvelle Association ; elle ajouta : « Il faut espérer que les Sections flamandes de Belgique seront bientôt, par les efforts du *Demokratische Bond*, arrachées à leur bakounisme et à leur indifférence politique » ; et, dans son numéro suivant, elle publia les félicitations qu'au sujet de son article elle avait reçues de M. Rademacher, l'organisateur du *Bond* néerlandais. A cette occasion, notre ami Gerhard, d'Amsterdam, nous écrivit, le 22 juillet, que la nouvelle association dont la *Tagwacht* avait parlé était déjà mourante, et que son organe, *Het vrije Volk*, avait cessé de paraître ; il nous donnait en même temps en ces termes son appréciation sur la situation générale : « Quand je vois tout ce qui se passe sur le terrain du mouvement ouvrier, je suis convaincu qu'un choc, une lutte sanglante, est inévitable ; mais certainement il faut tout d'abord faire de la propagande pour nos idées, et, pour l'accomplissement de ce travail de propagande, la meilleure organisation me paraît celle de sections et fédérations complètement libres, au lieu d'une centralisation du pouvoir. L'Internationale, à ce qu'il me semble, n'est pas destinée à

prendre de grandes proportions dans notre pays. Bon nombre d'ouvriers sont d'accord avec nos *principes*, mais ils ne voient pas la nécessité d'une *organisation* internationale. »

La Section d'Utrecht, qui, sur la question des résolutions de la Haye, s'était d'abord séparée des autres Sections néerlandaises, s'était ravisée; et elle prit part, avec les autres Sections, à un Congrès de la Fédération tenu à Amsterdam le 10 août 1873. Dans ce Congrès, la Fédération hollandaise décida de se faire représenter par un délégué à notre Congrès général à Genève; elle donna à son délégué le mandat de se rendre ensuite au Congrès convoqué par le Conseil général de New York, pour lui demander de revenir à des idées plus conciliantes; le délégué devait se retirer s'il ne réussissait pas dans cette démarche.

En Angleterre, la Fédération anglaise — celle qui s'était réunie en Congrès le 26 janvier — n'était point morte, comme l'avaient espéré ses adversaires [1], et elle allait donner une preuve de sa vitalité en envoyant deux délégués au Congrès général, en la personne de Hales et d'Eccarius. « Si l'on a pu constater quelque indifférence chez les internationalistes anglais, dit Hales dans le rapport qu'il présenta au Congrès, il faut en chercher la cause dans les intrigues et les calomnies de la coterie marxiste; vingt et une sections cependant ont protesté contre les résolutions du Congrès de la Haye. »

Sur la situation en Allemagne, en Autriche, et dans la Suisse allemande, on peut s'en rapporter aux aveux contenus dans les lettres écrites par Engels et Becker à leur correspondant Sorge.

« Les Allemands, — écrit Engels (3 mai 1873), — qui chez eux se chamaillent avec les lassalliens, ont été très désappointés par le Congrès de la Haye (*sind durch den Haager Kongress sehr enttäuscht geworden*), où ils s'attendaient à ne trouver, en opposition à leurs propres disputes, que fraternité et harmonie (*wo sie im Gegensatz zu ihrem eigenen Gezänk lauter Brüderlichkeit und Harmonie erwarteten*), et cela les a relâchés. En outre, les autorités du parti sont en ce moment composées de lassalliens invétérés (York et compagnie), qui voudraient rabaisser le parti et le journal du parti au niveau du lassalléanisme le plus plat. La lutte continue. Ces gens veulent profiter du moment où Liebknecht et Bebel sont en prison pour exécuter leur plan. Le petit Hepner fait une résistance énergique, mais il est tenu presque en dehors de la rédaction du *Volksstaat*, et il est d'ailleurs expulsé de Leipzig. Le triomphe de ces... [2] équivaudrait à la perte du parti pour nous, au moins pour l'instant. J'ai écrit à Liebknecht à ce sujet sur un ton très ferme (*sehr determiniert*), et j'attends sa réponse. »

En Autriche, il s'était formé, parmi les socialistes, deux fractions ennemies l'une de l'autre : l'une, qui s'appelait l'Association « Volkswille » (Volonté du Peuple), avait pour organe la *Volksstimme*, rédigée par Oberwinder, un meneur auquel Sorge lui-même reproche d'avoir été « trop disposé à se rapprocher des partis bourgeois » (p. 104 de son livre); l'autre se groupait autour du journal *Gleichheit*, rédigé par Andreas Scheu, qui défendait un socialisme plus radical. Engels écrivait à Sorge (3 mai) : « Scheu nous est suspect : 1° parce qu'il est en relations avec Vaillant; 2° parce qu'il y a des indices que, comme son ami et prédécesseur Neumayer [3], il est en relations avec Bakounine... Quant à Oberwinder, étant donné qu'en Autriche le féodalisme n'est encore qu'en partie vaincu, que les masses y sont incroyablement bêtes, et que la situation y est encore à peu près celle de l'Allemagne avant 1848, s'il ne réclame pas du premier coup les choses les plus extrêmes, avec une phraséologie ultra-radi-

1. Engels écrivait à Sorge (26 juillet 1873) : « Jung, Hales, Mottershead sont fichus (*kaputt*), ainsi que leur prétendue Internationale ».

2. L'éditeur des lettres a remplacé ici par des points quelque gros mot qui lui aura paru dépasser les bornes de ce qui est toléré par l'usage allemand.

3. Neumayer avait été délégué au Congrès de Bâle.

cale, s'il suit, au contraire, la politique que nous avons nous-même recommandée, à la fin du Manifeste communiste, pour l'Allemagne d'alors, nous ne pouvons pas lui en savoir mauvais gré. » Becker, à son tour, écrivait de Genève (19 mai) : « Scheu et consorts ont certainement en eux quelque chose des idées de Bakounine (*tragen sicher etwas von dem Zeug Bakunins in sich*), et on doit veiller à ce que cela n'entraîne pas, là aussi, aux mêmes conséquences regrettables. Le Conseil général fera bien de se prononcer officiellement pour le parti du « Volkswille », tout en agissant d'ailleurs, autant que possible, d'une façon conciliante. Quant à moi, c'est la tactique que je suis. »

On verra plus loin comment Becker et le Conseil général allaient tirer parti de leurs relations avec Oberwinder, devenu officiellement leur protégé, tandis que le *Volksstaat*, en Allemagne, se prononçait pour Scheu.

Quant à la situation des marxistes en Suisse, elle n'était pas brillante ; voici ce que Becker écrivait à Sorge (19 mai 1873) : « Pour notre Congrès, c'est incontestablement Genève le meilleur endroit ; c'est là que nous avons les sections les plus nombreuses, qui sont toutes décidément pour nous... Dans tous les autres endroits de la Suisse, nous n'avons pas encore un terrain assez solide, ce qui, il est vrai, n'aurait guère d'importance, si nous n'avions pas subi dans les dernières années des échecs sérieux par suite de la guerre, de la Commune, et de la bakouniniade (*In jedem andern Orte der Schweiz haben wir vorläufig nicht festen Boden genug, was zwar nicht gar viel zu bedeuten hätte, wenn wir nicht in den letzten Jahren durch der Krieg, die Kommune und die Bakuniniade starke Erschütterungen erlitten hätten*). »

Dans la colonie russe de Zürich, un nouvel incident se produisit en juillet et août 1873, qui amena la dissolution de la Section slave, et la rupture de Bakounine avec Holstein, Œlsnitz et Ralli.

L'imprimerie du groupe des amis de Bakounine devait publier une série de livres de propagande, en russe, sous le titre de *Editions du parti socialiste révolutionnaire* (*Izdania sotsialno-revolioutsionnoï partii*). Le premier fut demandé à Bakounine : ce devait être un exposé théorique du socialisme anarchiste. Pour le second, Ross s'adressa à moi, en me demandant d'écrire une histoire abrégée de l'Internationale. Je proposai le plan suivant : 1° un court résumé de l'histoire de l'Internationale en Suisse, emprunté au *Mémoire de la Fédération jurassienne*, et suivi de la reproduction de quelques articles de l'*Egalité* et du *Progrès* ; 2° un court résumé de l'histoire de l'Internationale en Belgique, suivi de la reproduction de quelques articles de la *Liberté* ; cela formerait un premier volume ; dans un volume ultérieur on parlerait des autres pays. Mon plan fut accepté, et je rédigeai les deux notices sur la Suisse et la Belgique ; elles furent traduites en russe par Zaytsef, je crois ; les articles de journaux furent choisis soit par Bakounine, soit par le groupe zuricois [1], et traduits, les uns par Zaytsef, les autres par des Russes de Zürich. Bakounine ajouta un chapitre très intéressant (chap. XXXI), écrit par lui, intitulé « l'Alliance internationale des révolutionnaires socialistes [2] », suivi de ses quatre discours au Congrès de Berne de 1868 et du rapport présenté au Congrès de Bâle sur l'héritage. Ce petit livre fut rapidement achevé, et, bien que formant le tome II des *Izdania*, ce fut lui qui parut le premier, à la fin d'août 1873, en un volume de 352 pages, sous ce titre : *Développement historique de l'Internationale ; Première partie* (*Istoritcheskoé razvitié Internatsionala ; Tchast I.*) Quant à l'ouvrage doctrinal de Bakounine, qui forme le tome I[er] des *Izdania*, et qui devait se composer, lui aussi, de plusieurs parties, la première partie (la seule qui ait été écrite) parut à la fin de 1873, en un volume de 308 pages et 24 pages d'appendices, sous ce titre : *Autoritarisme et Anarchie ; Première partie*

1. Pour ce choix, on ne me consulta pas ; il en résulta qu'on m'attribua par erreur la paternité de deux articles du *Progrès*, l'un du 4 septembre 1869 (sans titre), qui est de Joukovsky, l'autre du 12 mars 1870 (*L'Etat*), qui est de Schwitzguébel.

2. Voir t. I[er], p. 76.

(*Gosoudarstvennost i Anarkhia; Tchast I.*) Les onze premières feuilles seulement (pages 1-176) du volume furent imprimées à Zürich ; le reste, qui est composé en un autre caractère, a été imprimé à Genève [1].

Or, pendant que s'achevait l'impression du volume *Istoritcheskoé razvitié Internatsionala*, un conflit personnel éclatait entre Ross et deux autres membres du groupe de l'imprimerie, Œlsnitz et Holstein; ceux-ci réussirent à gagner à leur cause Ralli, que Ross avait espéré d'abord avoir de son côté; et tous trois, Œlsnitz, Holstein et Ralli, mirent Bakounine en demeure de choisir entre Ross et eux. Bakounine répondit à Œlsnitz (Locarno, 16 août 1873) : « Tu as posé la question clairement. Toi, Ralli, Holstein, vous ne voulez plus rien avoir à faire avec Ross. Vous me prévenez que toute nouvelle tentative de ma part serait inutile, et vous me demandez de choisir entre lui et vous. En m'adressant une semblable invitation, vous avez sans aucun doute prévu ma réponse. Je ne peux ni ne veux me séparer de Ross. Je suis trop étroitement lié avec lui pour que cela soit possible. Depuis plus de trois ans que nous sommes unis par l'amitié et l'action, il m'a donné trop de preuves de son chaud attachement personnel, et de son attachement encore plus chaud et infatigable à la cause commune, pour qu'une rupture avec lui soit admissible pour moi... Puisque la rupture entre vous et moi est ainsi devenue inévitable, tâchons qu'elle nuise le moins possible à notre cause commune : car nous restons toujours les serviteurs de la même cause, avec le même programme et le même but. Vous êtes, à ce qu'il paraît, très sérieusement unis tous les trois pour le service de cette cause. Ross et moi nous resterons, comme avant, unis dans le même but. Par conséquent, non seulement nous ne pouvons pas être ennemis, mais nous serons obligés de rester alliés à un degré important pour la cause commune. Voulez-vous, tout en constituant entre vous, à partir de ce moment, une inséparable collectivité, continuer à agir avec moi personnellement, et rien qu'avec moi, pour la cause ? ou bien trouverez-vous nécessaire de rompre avec moi aussi toute relation ? Cela dépendra entièrement de vous. J'accepterais avec joie la première alternative; mais je suis prêt aussi, quoique avec tristesse, à accepter la seconde. »

Œlsnitz répondit à Bakounine, le 23 août, au sujet de la continuation des relations, qu'il ne pouvait rien dire avant d'avoir consulté le groupe de ses amis, ajoutant qu'à leurs yeux, la communauté du programme n'était pas chose démontrée; quant aux sentiments, Œlsnitz déclarait conserver à Bakounine son estime personnelle, sauf en ce qui concernait la dernière affaire.

A cette lettre, Bakounine répliqua le 29 par celle-ci : « Cher Œlsnitz, j'ai reçu ta lettre du 23 : qu'il soit fait selon votre désir. Ne décidons rien maintenant ; laissons à la marche future de nos affaires le soin de déterminer le caractère de nos futures relations pour la cause. Je vous annonce maintenant, pour le

1. J'emprunte ce qui suit à une communication reçue de Ross en février 1908 : « La seconde moitié du volume *Gosoudarstvennost i Anarkhia* a été imprimée à Genève, de septembre à novembre 1873 ; les caractères russes employés appartenaient au Polonais Jilk. Pour cette seconde partie, j'ai remanié un peu le manuscrit de Bakounine, en supprimant quelques longueurs ou répétitions. » Dans un des appendices de ce livre (*Appendice A*), Bakounine, examinant ce que doit faire la jeunesse russe, lui conseille *d'aller dans le peuple* (*idti v narod*) : « Dans cette situation, — dit-il, — que doit faire notre prolétariat intellectuel, la jeunesse socialiste révolutionnaire honnête, loyale, dévouée à toute extrémité ? Elle doit, sans aucun doute, *aller dans le peuple*, parce que partout maintenant, mais surtout en Russie, en dehors du peuple, en dehors des nombreux millions des masses travailleuses, il n'existe ni vie, ni cause, ni avenir. Mais comment et dans quel but aller dans le peuple ?... Le peuple doit voir la jeunesse au milieu de lui, partageant sa vie, sa misère, sa révolte. La jeunesse doit être là non comme spectateur, mais comme acteur et comme initiateur prêt à risquer sans cesse son existence dans tous les mouvements et soulèvements populaires, si petits qu'ils soient. » Bakounine avait donné à la jeunesse le même conseil dès 1868, dans le premier numéro de *Narodnoé Diélo*, et en 1869 dans sa brochure *Quelques paroles à mes jeunes frères en Russie* (Genève, mai 1869).

cas où l'un de vous désirerait me rencontrer pour un entretien personnel, que je partirai d'ici, le 2 ou le 3 septembre, pour me rendre à Berne... Ainsi prennent fin, pour l'instant, nos relations pour la cause, mais nullement nos relations personnelles, auxquelles je crois si bien, que j'espère que par elles, dans un temps pas trop éloigné, seront renouvelées nos relations pour la cause. »

Cet espoir ne devait pas se réaliser : au contraire, en septembre, la rupture devait s'aggraver de récriminations réciproques qui la rendirent irrémédiable.

En Italie, les persécutions gouvernementales n'avaient pas arrêté les progrès de l'Internationale. En dehors des journaux socialistes déjà existants, la Fédération italienne voulut avoir son organe à elle : ce fut le *Bollettino della Federazione italiana dell' Internazionale*, dont le premier numéro parut en mai 1873 ; il y avait dans ce numéro (dit notre *Bulletin* du 1er juin 1873) un remarquable Appel adressé aux paysans, et un article faisant l'historique des persécutions subies par l'Internationale en Italie. Costa nous écrivait de Bologne, le 4 juillet : « La Fédération italienne n'a pas, il est vrai, l'organisation formidable de la Fédération espagnole; mais nos principes sont extrêmement répandus parmi le peuple, et les instincts révolutionnaires des prolétaires italiens sont des meilleurs... Notre peuple est plus mûr qu'on ne le pense, et la servitude séculaire n'a pas énervé les instincts révolutionnaires chez les ouvriers manuels, en particulier dans les petites localités, et surtout dans les campagnes. » (*Bulletin*.) Une communication de la Commission italienne de correspondance (26 juin) annonçait la création d'une vingtaine de nouvelles sections, l'apparition d'un journal socialiste à Sienne, le *Risveglio*, et la préparation de trois Congrès provinciaux (Romagne, Marches et Ombrie, Emilie). Le premier de ces Congrès, celui des Sections romagnoles, eut lieu le 20 juillet à San Pietro in Vincoli, village de la province de Ravenne : trois fédérations locales et quinze sections y étaient représentées ; le Congrès nomma un délégué pour le Congrès général qui allait avoir lieu en Suisse. Le Congrès des Sections des Marches et de l'Ombrie eut lieu le 1er août à Pietro la Croce près d'Ancône.

L'activité des militants de la Fédération italienne avait été intimement liée, dès le début, à celle de Bakounine; et des relations ainsi nouées naquit un projet dont je dois exposer ici l'origine et la réalisation : le changement qui en résulta dans la position de Bakounine devait modifier profondément la manière de sentir et d'agir du vieux révolutionnaire.

Carlo Cafiero (né en septembre 1846) appartenait, comme on le sait, à une famille de riche bourgeoisie ; son père était mort récemment, et, bien que l'héritage paternel dût être partagé entre plusieurs ayants-droit, la part qui revenait à notre ami lui assurait une fortune considérable : mais les opérations nécessaires à la liquidation de cet héritage devaient être assez longues. Cafiero avait résolu de mettre les ressources qu'allait lui procurer cette fortune à la disposition du parti socialiste italien ; et il décida de consacrer tout d'abord une somme d'une vingtaine de mille francs à l'acquisition à Locarno d'une maison dont Bakounine deviendrait le propriétaire nominal. Dans cette demeure, le vieux révolutionnaire, qui dès ce moment songeait à se retirer de la vie militante, mènerait ostensiblement une existence bourgeoise : il serait censé avoir reçu de ses frères, en Russie, la part qui lui revenait de l'héritage paternel. En réalité, la maison, située à proximité de la frontière, servirait de rendez-vous et de retraite aux révolutionnaires italiens qui viendraient y conspirer. Ce plan fut élaboré pendant l'hiver 1872-1873 ; l'emprisonnement de Cafiero à Bologne, en mars 1873, en retarda la réalisation ; mais sitôt remis en liberté, en mai, Cafiero se rendit à Barletta, sa ville natale, pour y activer le plus possible la réalisation d'une partie de ses capitaux. Bakounine, dans l'intervalle, devait chercher et choisir la propriété qu'il s'agissait d'acquérir, et il reçut de Cafiero pleins-pouvoirs pour l'acheter en son propre nom. Il jeta son dévolu sur une maison de campagne appelée la Baronata, située sur la route de Locarno à Bellinzona, au bord du lac, dans la commune de Minusio, et en devint le propriétaire par un acte en due forme. L'achat de cette propriété eut, comme on le verra, des résultats fâcheux; Bakounine et Cafiero, qui n'avaient pas la

moindre expérience en matière de finance, se lancèrent dans des acquisitions successives, conséquences de la première, firent exécuter des travaux coûteux, se laissèrent tromper par des entrepreneurs, des intermédiaires et des intrigants sans scrupules, jetèrent sans compter l'argent par les fenêtres : et l'affaire de la Baronata devait finir, au bout d'un an, par la ruine à peu près complète de Cafiero et une brouille momentanée entre lui et Bakounine.

Il existe un *Mémoire justificatif* écrit les 28 et 29 juillet 1874 par Bakounine, au moment de la brouille [1] ; c'est un plaidoyer, dans lequel, involontairement, l'auteur a présenté les choses sous le jour le plus propre à le « justifier » à ses propres yeux : néanmoins on peut y puiser certains renseignements. Je reproduis ici les passages du début, relatifs à l'origine du projet d'achat d'une maison; aux motifs qui empêchèrent Bakounine de se rendre, en juillet 1873, en Espagne où l'appelaient ses amis de ce pays ; et aux premières opérations concernant l'agrandissement et l'aménagement de la Baronata :

Emilio [Bellerio] sait le commencement de la Baronata. Ce fut depuis longtemps, depuis l'automne 1872 ou l'hiver 1873, que Cafiero conçut spontanément l'idée d'acheter à Locarno une maison avec plus ou moins de terre et dont je serais le propriétaire nominal, où je résiderais avec toute ma famille constamment [2], et qui servirait en même temps de lieu de relais, de refuge ou d'habitation passagère à tous les intimes. Pendant tout l'hiver 1872-1873 il ne fut question que de cela tant dans nos conversations intimes que dans ma correspondance avec Cafiero.

En été 1873, la révolution espagnole semblait devoir prendre un développement tout à fait victorieux. Nous eûmes d'abord la pensée d'y envoyer un ami, puis, sur les instances de nos amis espagnols, je me décidai de m'y rendre moi-même. Mais pour effectuer ce voyage nous avions besoin d'argent, et notre seule ressource était Cafiero ; et Cafiero était empêché de nous en donner parce qu'il n'avait pas encore terminé ses affaires avec ses frères [3]. Nous décidâmes, un jeune ami et moi, de le presser; et, comme il était inutile et à peu près impossible de le faire par lettre, le jeune ami se rendit chez lui [à Barletta]. Il y fut arrêté [4]. Alors

1. Ce Mémoire, écrit en français, fut — comme il sera expliqué au chap. VIII — envoyé (de Splügen) par l'auteur à son jeune ami Emilio Bellerio : celui-ci, d'après les indications placées en tête, devait en donner communication à Cafiero, et ensuite à Mme Bakounine (qui à ce moment se trouvait à la Baronata) : après quoi, ajoutait Bakounine, le Mémoire devait *être détruit*, « parce qu'il contient des faits politiques qui ne doivent jamais sortir du cercle des plus intimes ». En septembre 1874, Cafiero me confia la garde de ce document, et j'obéis plus tard aux intentions de l'auteur en le brûlant (1898). Mais, à l'insu de Cafiero, Bellerio, avant de lui remettre le Mémoire, en avait pris une copie, qu'il donna à Bakounine, sur sa demande, en octobre 1874 : cette copie a été retrouvée à Naples en 1899 par Nettlau, qui en a inséré le contenu, par citations détachées, dans sa biographie de Bakounine. Nettlau ayant livré à la publicité le *Mémoire justificatif*, je pense avoir le droit d'en imprimer ici des extraits.

2. Comme on le verra au chapitre VIII, aussitôt que Cafiero lui eut parlé de l'achat d'une villa, Bakounine forma le projet de faire revenir sa femme auprès de lui ; et cette idée fut même la raison déterminante qui lui fit accepter l'offre généreuse de son ami (il le dit dans un passage du *Mémoire justificatif*). Par l'expression « toute ma famille », Bakounine désigne les parents de sa femme, qui devaient accompagner celle-ci.

3. Cafiero, comme on l'a vu, s'était rendu à Barletta pour réaliser sa fortune, aussitôt après sa sortie de la prison de Bologne.

4. Ce « jeune ami » était Errico Malatesta, qui fut en effet emprisonné le lendemain de son arrivée à Barletta (dernière quinzaine de juillet 1873). Il resta incarcéré six mois, et fut remis en liberté en janvier 1874, sans avoir passé en jugement.

force me fut de m'entendre avec Cafiero par correspondance, en me servant d'un langage symbolique qui avait été établi entre nous. Dans une de mes lettres, répondant aux siennes qui protestaient énergiquement contre mon départ [pour l'Espagne], je lui en démontrai l'urgence et lui annonçai en même temps ma résolution de partir aussitôt qu'il m'aurait envoyé la somme nécessaire. J'y ajoutai une prière, celle de devenir le protecteur de ma femme et de mes enfants dans le cas où je succomberais en Espagne... Il me répondit par une lettre toute pleine de fraternelle affection et dans laquelle il me promettait de devenir la providence vigilante des miens. Mais en même temps il protestait encore contre mon départ, et, raison suprême, il ne m'envoya pas l'argent nécessaire pour l'effectuer, soit manque réel d'argent, soit résolution de sa part de ne pas m'en donner pour ce voyage [1]. Alors il me considérait comme un être précieux, absolument nécessaire à notre cercle d'intimes, et que par conséquent il fallait conserver à tout prix, même contre sa volonté. Aujourd'hui il en est venu, paraît-il, à me considérer comme un vieux chiffon absolument inutile et bon à jeter à tous les vents. Il pense qu'il s'est trompé alors, comme il se trompe aujourd'hui. Je n'ai jamais été aussi précieux qu'il avait bien voulu le penser il y a un an, ni aussi inutile qu'il le pense aujourd'hui. Mais passons outre.

Au mois d'août 1873, Cafiero vint enfin à Locarno, libéré de ses frères, et il apporta le premier argent avec lui. Je ne me rappelle pas la somme, mais il la trouvera consignée dans le grand livre de comptes que je lui ai remis la veille de mon départ [2]. Ce que je sais et ce qu'il ne niera pas, sans doute, c'est que l'emploi de cette somme fut réglé entre lui et moi jusqu'aux moindres détails. Entre autres, il y eut quelques mille francs (voir toujours le grand livre) assignés pour le premier paiement de la Baronata, que je venais d'acheter non seulement avec son consentement, mais à la suite de ses plus pressantes sollicitations. D'abord cela ne parut qu'une dépense de quatorze mille francs, qui s'accrurent ensuite de quatre mille francs à cause de la bévue commise par Chiesa [3], qui avait laissé de côté les deux prairies faisant partie de la propriété et sans lesquelles, selon Gavirati [4], d'accord avec tout le monde, cette dernière n'avait aucune valeur [5].

C'est en ce moment que commence l'histoire de nos imaginations et entreprises fantastiques. La Baronata, devenue notre propriété, consistait

1. Bakounine m'écrivit, à ce moment, pour me dire qu'il était extrêmement désolé de ne pouvoir se rendre en Espagne, faute d'argent. Je n'étais nullement persuadé que sa présence pût être d'une utilité réelle dans la Péninsule ; mais, puisqu'il tenait si vivement à y aller, il me sembla qu'il fallait tout tenter pour lui en fournir les moyens. Je lui annonçai donc que, grâce à une combinaison que je lui expliquais, il me serait possible d'emprunter quinze cent francs, que je mettais à sa disposition. Il me répondit que la somme était insuffisante. Je n'insistai pas, estimant que je n'avais pas d'avis à émettre dans la question.

2. C'est le lundi 27 juillet 1874 que Bakounine, brouillé avec Cafiero, comme on le verra au chap. VIII, quitta la Baronata.

3. Remigio Chiesa était un ami tessinois : voir t. II, pages 252 et 254.

4. Sur le pharmacien Gavirati, voir t. II, pages 132 et 252.

5. Plus tard, au printemps de 1874, en l'absence de Cafiero (alors en Russie), pour agrandir la Baronata, Bakounine devait acheter encore la propriété Romerio, qui était contigue et dans laquelle se trouvait un bois.

alors de la vieille maison, d'une assez grande vigne tout à fait délabrée, d'un très petit potager, et *della scuderia* [1], moins la nouvelle adjonction pour remise et chambre au-dessus. Il était évident que la vieille maison avait trop peu de chambres pour abriter toute ma famille et encore tous les intimes qui viendraient temporairement habiter avec nous. Pour y suppléer, il n'y avait que deux moyens : ou bien agrandir la vieille maison, en y ajoutant deux assez grandes chambres derrière la galerie, ou bâtir une nouvelle maison. J'opinai résolument pour le premier moyen : j'avais comme le pressentiment que la construction d'une nouvelle maison... [2], et il me semblait que l'adjonction de deux chambres suffirait absolument à nos besoins. Mais on m'objecta que d'abord la maison était humide, et l'humidité, disait le Dr Jacoby [3], — qui aussi bien que sa femme et les Zaytsef nous avait accompagnés dans cette visite d'investigation, — deviendrait mortelle pour ma précieuse santé; et cette chère santé était alors la principale préoccupation de Cafiero, au moins à en juger par ce qu'il disait : et je ne sais plus s'il disait ce qu'il pensait, comme j'en avais été persuadé alors, — car ce n'est que dans les tout derniers temps que j'ai commencé à m'apercevoir que, vis-à-vis de moi aussi bien que vis-à-vis de tout le monde, il y a souvent une grande différence entre sa parole et sa pensée intime [4]. En outre on ajoutait, et cette observation vint précisément de Cafiero, que l'adjonction de deux chambres ne serait pas suffisante pour le but qu'on se proposait ; et, enfin, que les deux nouvelles chambres, privées complètement de soleil, seraient excessivement malsaines.

On décida donc, contre mon avis, de bâtir une nouvelle maison. On s'en alla en expédition sur la montagne [5], par un sentier si rude à gravir que je ne les accompagnai pas, et que deux mois plus tard j'ignorais encore l'emplacement choisi pour la nouvelle maison. Ostroga [6] était de la partie, et il fut invité par Cafiero à jeter le plan du nouveau bâtiment. Ostroga en fit deux : l'un beaucoup plus grand, conformément aux indications de Cafiero; l'autre plus petit, c'est celui de la maison actuelle, avec quelques modifications et embellissements proposés par l'ingénieur Galli.

... Ce fut alors que Cafiero émit pour la première fois avec beaucoup de chaleur une pensée à laquelle il resta obstinément fidèle jusqu'à son retour de Russie [7]. Il disait que je devrais désormais m'abstenir de toute expédition révolutionnaire, que je devrais laisser cela aux jeunes gens...

1. « De l'écurie ».

2. Ici le copiste a oublié trois ou quatre mots, qu'il faut suppléer. Ces mots, devaient être : « aurait des suites fâcheuses », ou quelque chose de semblable.

3. Le médecin russe Jacoby était le beau-frère de Zaytsef; après avoir précédemment habité Turin, il séjournait à Locarno avec sa famille, depuis le commencement de 1873, je crois.

4. Ne pas oublier que ceci a été écrit dans un moment de colère. Comme on le verra quand on aura lu le détail de toute cette lamentable histoire, Cafiero n'a péché que par excès de générosité, de laisser-aller et d'imprévoyance.

5. Le terrain de la Baronata s'étendait sur une pente, et la partie supérieure de la propriété, où on construisit la maison neuve, était séparée de la partie inférieure par une espèce de falaise.

6. « Ostroga » était le nom sous lequel Mroczkowski — à ce moment en visite à Locarno — vivait à Menton, où il exerçait la profession de photographe.

7. C'est au mois de mai 1874 que Cafiero fit un voyage en Russie (dont il sera parlé au chapitre VII). Il en revint au commencement de juillet 1874.

Je convenais avec Cafiero que l'état de ma santé, ma pesanteur, la maladie de mon cœur et la raideur de mes membres et de mes mouvements qui en sont la conséquence nécessaire, me rendaient désormais peu apte aux expéditions aventureuses... ; mais j'ai toujours maintenu mon devoir et mon droit de me jeter dans tout mouvement révolutionnaire qui prendrait un caractère plus ou moins général, consistant et sérieux, et j'ai toujours senti et pensé que la fin la plus désirable pour moi serait de tomber au milieu d'une grande tourmente révolutionnaire.

D'ailleurs ce ne fut alors entre nous rien qu'une discussion académique ; les circonstances étaient telles qu'il ne fallait pas songer à une expédition révolutionnaire. La révolution espagnole venait d'échouer misérablement, faute d'énergie et de passion révolutionnaire dans les chefs aussi bien que dans les masses, et tout le reste du monde était plongé dans une réaction la plus morne. Seule l'Italie présentait quelques symptômes d'un réveil révolutionnaire, mais il fallait encore beaucoup travailler pour en tirer une puissance populaire. J'étais donc d'accord avec Cafiero que non seulement moi, mais encore tous, nous devions nous dissimuler pour le moment autant qu'il était possible pour pouvoir d'autant mieux travailler en secret, et que pour cela il n'y avait pas de meilleur moyen que de prendre sur toute la ligne le masque de paisibles et très matériels bourgeois.

Conformément à ce nouveau système, il fut convenu que... je prendrais plus que jamais le caractère d'un révolutionnaire fatigué et dégoûté, et qui, à la suite de ce dégoût, ayant perdu toutes les illusions, se jette avec passion dans les intérêts matériels de la propriété et de la famille. Cela était devenu d'autant plus nécessaire que notre cercle était devenu non seulement l'objet des persécutions et de l'espionnage de tous les gouvernements, mais encore celui des attaques furibondes des révolutionnaires plus ou moins socialistes des autres partis, et surtout moi, l'objet des dénonciations et d'infâmes calomnies de la part des Allemands et des Juifs de l'école de Marx et compagnie.

Je devais donc me poser en bourgeois très aisé uniquement absorbé par les intérêts de ma famille. A cela il y avait un inconvénient assez grave et qui n'échappa point à notre attention. Tout le monde savait que jusqu'à ce jour j'avais été très pauvre, vivant dans un état proche de la misère. Comment expliquer au monde la transformation merveilleuse et si subite de ma fortune ? Nous discutâmes beaucoup cette question, Cafiero et moi, et nous décidâmes que, d'abord, nous n'avions pas de compte à rendre à ce monde bourgeois pour lequel nous n'avions que haine et mépris ; que je pouvais avoir hérité ou reçu de Russie une partie de mes biens par des voies qui (pour échapper aux persécutions et aux confiscations du gouvernement russe) devaient nécessairement rester secrètes ; et qu'ensuite, en prît-on même prétexte pour nous calomnier, loin de nous en soucier, nous devions nous en réjouir, puisque cela nous servirait à cacher encore mieux notre jeu.

Par suite de cette résolution, je devins donc un beau jour un bourgeois sinon riche, du moins aisé, sans rendre compte à personne, en dehors de nos plus intimes, de la manière dont je l'étais devenu. Trois hommes firent exception à la règle à Locarno : Emilio Bellerio, Zaytsef, et Remigio

Chiesa, Zaytsef à titre d'ami individuel très dévoué et très discret, et Chiesa parce qu'il nous était nécessaire sous bien des rapports et qu'il nous a réellement rendu de très bons services, sans nous avoir jamais fait repentir de notre confiance jusqu'ici. En outre le savaient encore le Dr Jacoby et sa femme à titre d'amis, et les Ostroga à titre de très anciens alliés et amis. Mais même le vénérable Paolo Gavirati, pour lequel j'ai un si profond respect, et qui m'a tant de fois prouvé son amitié inaltérable, même lui ne fut pas mis dans la confidence de notre secret [1].

Un jeune Russe nommé Débagori-Mokriévitch rendit visite à Bakounine dans le courant d'août 1873 (c'était Ross qui, sur sa demande, l'avait amené à Locarno). Il a publié dans ses *Souvenirs* le récit de cette visite, et on y trouve, au sujet de la Baronata, quelques indications que je transcris ici, à défaut d'une description que je ne pourrais faire moi-même, n'ayant jamais vu cette propriété dont on a tant parlé :

Bakounine [2] nous tendit les deux mains, et, respirant difficilement à cause de son asthme, se leva et se mit à s'habiller... Lorsqu'il eut fini sa toilette, nous sortîmes dans le jardin, où, sous une tonnelle, fut servi le déjeuner. Alors vinrent deux Italiens. Bakounine me présenta à l'un d'eux, qui n'était autre que Cafiero, son ami intime, qui a sacrifié toute une fortune assez considérable à la cause révolutionnaire italienne. Silencieux, il prit place à côté de nous, et se mit à fumer sa pipe. Entre temps arriva le courrier, et Bakounine commença à feuilleter toute cette masse de journaux et de lettres. Plus tard vint Zaytsef, l'ancien collaborateur de la revue la *Parole russe*...

Le deuxième jour après notre arrivée à Locarno, nous allâmes en bateau avec Bakounine visiter, à proximité de la ville, une maison achetée en son nom, et qu'il voulait nous montrer. Les révolutionnaires italiens l'avaient acquise dans le but d'y créer un lieu de refuge, en même temps que pour assurer la position de Bakounine à Locarno. Comme propriétaire, il ne pouvait être expulsé du canton [3], lors même que le gouvernement italien l'eût demandé... Nous traversâmes obliquement la baie, et nous abordâmes au rivage, qui s'élevait en rocs escarpés, couverts de broussailles. Nous montâmes un étroit sentier et, par une petite porte, nous entrâmes dans la propriété. La villa était une maison d'un étage, aux murs décrépits. La façade donnant sur le lac était plus élevée que celle de derrière, ainsi qu'il arrive pour les maisons bâties sur une pente. Les épaisses murailles de cette vieille bâtisse, qui me semblait fort peu habitable, lui donnaient l'air d'un petit fort. Lorsque nous pénétrâmes dans l'intérieur, une atmosphère humide et rance nous enveloppa. Les pièces de derrière étaient obscures, les fenêtres donnant sur la falaise où s'étendait un petit jardin

1. Bakounine — pour des raisons qui m'échappent — crut devoir ne pas confier non plus à sa femme ce qui s'était passé entre Cafiero et lui. Il la laissa se figurer qu'il était devenu riche, qu'il était enfin entré en possession de l'héritage paternel ; elle ignora — jusqu'au 6 août 1874 — que le véritable propriétaire de la Baronata était Cafiero.

2. Bakounine avait quitté depuis peu de temps l'*Albergo del Gallo*, et habitait dans la même maison que B. Zaytsef.

3. C'est une erreur : les autorités suisses expulsent aussi bien les étrangers propriétaires que les autres, lorsqu'un gouvernement en fait la demande.

cultivé. En revanche, la maison présentait beaucoup de commodité comme lieu de refuge. On pouvait se glisser inaperçu jusqu'au bord du lac, libre dans toutes les directions. Pour éviter la douane, on pouvait gagner l'Italie en canot...

Après avoir terminé l'inspection, nous descendîmes dans le sous-sol, où le gardien de la maison nous servit un repas composé de pain, de fromage, et de mauvais vin. A table, nous continuâmes la conversation. Bakounine était tout absorbé par la création d'un dépôt d'armes et d'un refuge à passages secrets, par lesquels, au besoin, on pourrait s'échapper. Il croyait à la possibilité d'une perquisition chez lui. Peut-être ne se fiait-il pas assez à la liberté suisse...

« Vous autres Russes, me dit-il, vous aurez besoin peut-être d'une imprimerie ambulante pour faire imprimer à l'étranger vos feuilles volantes. Eh bien, vous pourrez en installer une ici. » Mais aussitôt il changea de ton, et ajouta rudement : « Ah, ces conspirateurs russes ! Ils vont commencer à bavarder, et compromettre encore notre cause italienne. »

Ce reproche me fut désagréable, et je pris en mains la défense des Russes, d'une manière dont je ne puis me rappeler. Mais quelle fut mon émotion lorsque, après que j'eus fini mon apologie, Bakounine s'écria : « Eh quoi, ces Russes! De tout temps ils ont prouvé qu'ils n'étaient qu'un troupeau! A présent ils sont tous devenus anarchistes! L'anarchie, chez eux, est pour le moment à la mode. Qu'il s'écoule quelques années encore, et l'on ne trouvera plus un seul anarchiste parmi eux! »

Ces mots se fixèrent dans ma mémoire, et souvent, depuis, ils se sont représentés à mon esprit dans leur vérité prophétique.

Quittons la Baronata et Bakounine ; pour terminer ce chapitre, il me reste à dire ce qui s'était passé dans la Fédération jurassienne depuis le Congrès de Neuchâtel.

Notre *Bulletin*, qui parut, à partir de juillet 1873, tous les huit jours, et dans un format agrandi [1], publia, en tête de son numéro du 6 juillet, un article où nous disions :

Il y a dix-huit mois que le *Bulletin de la Fédération jurassienne* commençait sa publication. C'était alors une toute petite feuille autographiée, une circulaire plutôt qu'un journal. Nous éprouvions l'impérieux besoin d'appeler le grand jour de la publicité sur les odieuses attaques auxquelles les Sections du Jura étaient en butte de la part des hommes de l'ex-Conseil général depuis deux années. Tel fut le motif de cette publication. Dès le cinquième numéro, l'accroissement de nos ressources nous permit de remplacer l'autographie par la typographie. Le *Bulletin* imprimé continua l'accomplissement de la même tâche : démasquer l'intrigue autoritaire et attirer l'attention de toutes les Fédérations sur les funestes résultats de la Conférence de Londres, de triste mémoire. Le Congrès de la Haye, et l'énergique affirmation du principe fédératif, affirmation qui se produisit dans toutes les Fédérations vivantes et organisées, Amérique, Angleterre,

1. Le format du *Bulletin*, lors de sa création en février 1872, et jusqu'à la fin de juin 1873, avait été de $0^m,21 \times 0^m,27$; de juillet 1873 à décembre 1874, il fut de $0^m,22 \times 0^m,30$. Un troisième agrandissement, en 1875, le porta à $0^m,25,5 \times 0^m,35$.

Belgique, Espagne, France, Hollande, Italie, marquèrent la fin de la lutte. Le prochain Congrès général, convoqué directement par les Fédérations elles-mêmes, donnera sans doute une sanction éclatante au principe de fédération et d'autonomie dont notre *Bulletin* a été, nous pouvons le dire, l'un des plus fidèles représentants.

Une phase nouvelle de la vie de l'Internationale s'ouvre en ce moment après les luttes acharnées, mais nécessaires, qui l'ont déchirée pendant trois ans. L'organe de la Fédération jurassienne doit en même temps prendre un caractère nouveau, approprié à cette transformation. Nous consacrerons dorénavant la plus grande partie des colonnes du *Bulletin* à un exposé des principes de la science sociale et à un résumé du mouvement ouvrier universel. Nous nous sommes assuré, dans tous les pays où existe l'Internationale, des correspondants qui tiendront nos lecteurs au courant de tout ce qui intéresse la cause du travail. Nous ne négligerons pas de signaler, dans des articles spéciaux, les erreurs ou les crimes de la politique bourgeoise et d'apprécier, du point de vue socialiste, les actes des gouvernements. Enfin nous ouvrirons nos colonnes à tous les renseignements concernant le développement de l'organisation ouvrière dans la région jurassienne.

... Maintenant que nous disposons d'un organe hebdomadaire, dont la rédaction sera beaucoup plus variée et qui pourra tenir ses lecteurs au courant de tout ce qui se passe, nous espérons voir le *Bulletin* remplacer dans toutes les familles d'ouvriers les journaux bourgeois, auxquels on s'abonne par la nécessité d'être renseigné tout en réprouvant leurs principes [1]. Si la classe ouvrière de notre région comprend ses véritables intérêts, elle nous donnera un appui général, et notre modeste *Bulletin* pourra alors prendre des dimensions et une périodicité conformes à la grandeur de la cause qu'il représente.

Le 22 juin avait eu lieu à Bienne le Congrès annuel de la Fédération des sociétés de résistance des ouvriers monteurs de boites en or, dont un certain nombre de membres étaient des adhérents individuels de l'Internationale ; on y avait discuté la question du travail des femmes, celle de l'introduction des machines, celle du travail par « parties brisées ». Le *Bulletin* du 13 juillet publia à cette occasion les réflexions suivantes :

La Fédération des ouvriers monteurs de boîtes d'or, comme la plupart des autres associations de résistance, ne se propose qu'un but très limité : le maintien des conditions actuelles du travail. De là l'opposition au travail des femmes, la guerre faite par les ouvriers aux machines qui font concurrence à leurs bras, et leur refus de consentir au travail par parties brisées, c'est-à-dire à la division du travail.

Rien de plus légitime, assurément, que cette lutte pour le salaire et que cette résistance à l'emploi de procédés industriels qui auraient pour résultat d'avilir la main-d'œuvre et d'abaisser le niveau intellectuel de l'ouvrier... Mais il y a un autre point de vue qu'il est dangereux de négliger. Les coalitions ouvrières sont impuissantes à empêcher l'introduction des

1. A cette époque, la plupart des feuilles politiques locales, dans la Suisse française, ne paraissaient qu'une ou deux fois par semaine, rarement trois.

machines dans l'industrie :... que les ouvriers monteurs de boîtes sachent bien que, malgré tous leurs efforts, un jour viendra, et ce jour est prochain, où les machines pénétreront dans leurs ateliers. Il en est de même pour le travail par parties brisées : la division du travail est un élément nécessaire de la production moderne...

Pourquoi les ouvriers monteurs de boîtes sont-ils hostiles à l'emploi des machines et à la division du travail? Ce n'est certes pas par ignorance ni par haine pour les progrès de l'industrie :... [c'est parce que] les avantages produits par l'emploi des machines et par la division du travail sont accompagnés de graves inconvénients pour les ouvriers : ce qui est bénéfice pour le patron et pour l'industrie en général, est acheté au prix d'un véritable désastre pour le travailleur...

Ce que les ouvriers repoussent, ce n'est pas en réalité l'emploi des machines ni la division du travail : ce sont *les maux qui naissent pour l'ouvrier* de l'emploi des machines et de la division du travail. Que l'on trouve un moyen de supprimer ces maux,... et les ouvriers seront les premiers à réclamer le plus grand perfectionnement possible des machines et la plus extrême division du travail.

Eh bien, le moyen dont nous parlons, il existe. C'est un moyen radical — mais il n'y en a pas d'autre : *Il faut que les machines, et tous les instruments de travail en général, ne soient plus la propriété des patrons, mais deviennent la propriété collective des ouvriers.*

... Nous le disons donc, avec la plus profonde conviction, aux monteurs de boîtes et à tous les ouvriers de notre pays : « Vos sociétés de résistance seront impuissantes à empêcher chez nous le développement de la grande industrie et l'emploi des machines... Il faut donc... comprendre dès aujourd'hui que le véritable but des sociétés ouvrières doit être, non pas de s'opposer aux machines, mais *de devenir elles-mêmes propriétaires des machines et de tout l'outillage...* »

Le 3 août eut lieu à Undervillier une assemblée privée des adhérents des diverses Sections du Jura bernois, pour s'entendre sur le caractère de la propagande socialiste et les moyens de l'organiser dans la région. Les résolutions adoptées à cette réunion furent publiées dans deux numéros du *Bulletin* (10 et 17 août); elles caractérisent très nettement la façon dont les ouvriers jurassiens comprenaient, à ce moment, le programme d'organisation et d'action. Voici les parties essentielles de ces résolutions :

I. *Organisation des travailleurs industriels et agricoles dans le Jura bernois.*

1. Le groupement corporatif s'impose comme première nécessité d'organisation ouvrière.

2. L'union des divers groupes corporatifs s'impose comme seconde nécessité d'organisation.

3. L'assemblée se prononce pour la libre fédération des groupes corporatifs, la centralisation dans n'importe quel domaine aboutissant à l'étouffement de la liberté humaine, au despotisme.

4. Les Sections travailleront à constituer dans chaque district une fédération ouvrière, par le groupement des sociétés ouvrières déjà existantes, et à la constitution des sociétés de métier dans les professions non organisées.

5. Le but direct des sociétés de métier... est la pratique de la mutualité et de la solidarité dans les cas de maladie, de chômage et de grève. La fédération des sociétés d'un même métier étant le complément nécessaire d'une organisation corporative sérieuse, les Sections travailleront également à former des fédérations de métier.

6. Il est indispensable qu'à part les sociétés de métiers, il existe des groupes d'étude et de propagande socialistes dans le plus grand nombre de localités possible. Les Sections travailleront donc à généraliser dans le Jura bernois l'institution des cercles d'études socialistes...

7. L'Association internationale des travailleurs étant la manifestation générale du mouvement ouvrier, et ayant par ce fait assumé sur elle toutes les haines du monde bourgeois, la propagande de l'adhésion de toutes les sociétés ouvrières à la Fédération jurassienne de l'Internationale doit être activée par toutes les Sections...

8. Les Sections, constatant que le *Schweizerischer Arbeiterbund* a adopté un programme absolument centraliste autoritaire, se voient dans la nécessité de lui refuser leur adhésion. Néanmoins, dans les cas de grève, elles se feront toujours un devoir de pratiquer la solidarité ouvrière.

II. *Organisation de la propagande dans le Jura bernois.*

2.... Deux grands principes se sont dégagés, puissants et irréfutables, du travail qui s'est opéré dans le sein du prolétariat :

En politique, le principe de l'autonomie des individus et des groupes et leur libre fédération ;

En économie, le principe de la propriété collective des instruments de travail et du capital en général...

3.... La rupture complète de l'action du prolétariat avec n'importe quelle action de la bourgeoisie, la résistance dans tous les cas possibles à la domination et à l'exploitation du monde bourgeois, et finalement l'action révolutionnaire du prolétariat contre toutes les institutions qui garantissent le règne de la bourgeoisie, sont les conditions essentielles du succès dans l'œuvre d'émancipation sociale des classes ouvrières...

III. *De l'attitude des travailleurs jurassiens dans les questions de politique légale nationale et en présence de la politique révolutionnaire internationale suivie par le prolétariat de plusieurs pays d'Europe.*

... Nous ne devons rien avoir de commun avec la politique bourgeoise nationale, parce que, à quelques résultats qu'elle aboutisse, elle n'est que la consolidation du système bourgeois et par conséquent une entrave à l'émancipation du prolétariat... Ces considérations nous engagent à soumettre aux Sections du Jura bernois la ligne de conduite politique suivante :

1. Rupture complète avec tous les partis politiques bourgeois sans exception aucune.

2. Condamnation absolue de toute transaction avec n'importe quelle organisation politique bourgeoise.

Les Sections ne resteront en communauté d'action et ne pratiqueront la solidarité qu'avec les organisations purement ouvrières.

3. L'*Union démocratique jurassienne*... sera considérée par les Sections comme un parti politique ennemi.

4. Les Sections ne reconnaissent pas d'autre politique que la politique révolutionnaire et internationale, qui a pour but : la destruction des Etats et la constitution des Communes libres et leur libre fédération.

5.... Elles reconnaissent que le prolétariat parisien, en se soulevant le 18 mars 1871 pour revendiquer l'autonomie communale, et le prolétariat espagnol, en combattant aujourd'hui pour la même idée, ont ouvert au prolétariat la voie de la seule politique qui puisse l'émanciper de la domination et de l'exploitation du monde bourgeois.

La Fédération jurassienne comprenait, en août 1873, les groupements suivants :

Fédération locale du Locle, formée par la Section centrale, la Section des graveurs et guillocheurs, et la Section des faiseurs de secrets ;

Section de la Chaux-de-Fonds (en outre, à côté de la Section, il existait une fédération ouvrière locale, qui, sans faire partie intégrante de l'Internationale, en admettait le programme économique) ;

Section de Neuchâtel (à côté de la Section existait, comme à la Chaux-de-Fonds, une fédération ouvrière locale) ;

Union des Sections internationales du district de Courtelary, formée par la Section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary, le Cercle d'études sociales de Sonvillier, et le Cercle d'études sociales de Saint-Imier ;

Section de Moutier ;

Fédération ouvrière de Porrentruy ;

Section de Bienne ;

Section de propagande et d'action socialiste révolutionnaire de Genève [1] ;

Section l'Avenir, de Genève [2] ;

Section slave de Zürich ;

Section d'Alsace ;

Un certain nombre de Sections françaises.

Nous étions arrivés à la veille du Congrès général, de l'organisation matérielle duquel s'était chargée, à notre demande, la Section de propagande et d'action socialiste révolutionnaire de Genève. Dans son numéro du 31 août, le *Bulletin* salua l'arrivée des délégués de l'Internationale par l'article suivant :

Le Congrès général.

Le Congrès qui va s'ouvrir demain à Genève doit être le point de départ d'une ère nouvelle pour l'Internationale.

Les représentants des fédérations qui repoussent la centralisation autoritaire, et qui veulent que notre Association conserve pour principe fondamental l'autonomie des groupes qui la composent, vont se réunir pour reviser les statuts généraux.

Dans l'esprit des fédérations qui envoient leurs délégués au Congrès de Genève, le lien qui unit entre eux les travailleurs des divers pays, c'est la solidarité économique. L'article unique du pacte d'alliance entre les associations ouvrières du monde entier, c'est l'engagement de se donner la main pour résister solidairement aux détenteurs du capital dans la lutte que le travail soutient contre eux.

1. Cette Section venait de créer un organe spécial de propagande locale, appelé le *Travail*. Il n'eut que quatre numéros.
2. C'est le groupe dont il a été parlé p. 68.

Toute fédération qui reste fidèle à cet engagement remplit son devoir comme adhérente à l'Internationale. Notre Association ne lui impose pas d'autre obligation. Elle ne prétend pas dicter aux différents pays une politique uniforme, ni intervenir, au moyen d'un Comité central, dans l'organisation intérieure des diverses régions. Chaque pays détermine lui-même sa politique propre, chaque fédération s'administre elle-même sans aucune immixtion d'un pouvoir central; de tous, l'Internationale ne réclame qu'une chose : l'observation du devoir suprême de la solidarité dans la lutte économique.

Telle est la conception, si simple et si grande à la fois, à laquelle le Congrès de Genève a pour mission de donner une sanction nouvelle et définitive; c'est cette idée que nous opposons aux projets chimériques et aux tentatives puériles de ceux qui ont essayé de transformer l'Internationale en lui donnant des chefs, et en réduisant ses sections à l'état de simples unités tactiques d'une armée soumise à l'obéissance passive. Un plan semblable à celui que le Conseil général de New York était chargé de réaliser ne pouvait donner aucun résultat sérieux; et, en effet, qu'avons-nous vu? les chefs sont là, il est vrai : l'état-major s'est nommé lui-même au Congrès de la Haye; mais son armée lui a fondu dans la main, et l'Internationale tout entière, dans tout ce qu'elle a de vivant et d'organisé, s'est rangée sous la bannière de l'autonomie et de la libre fédération, qui est la nôtre.

Pendant que les autoritaires essayaient vainement de constituer l'unité dans l'Internationale par l'action d'un pouvoir central et en éliminant tout ce qui refuserait de se courber sous la dictature, nous sommes arrivés, nous, à ce résultat, en acceptant comme légitimes toutes les tendances diverses, à la condition qu'elles ne fussent pas contraires au principe même de notre Association; en nous abstenant scrupuleusement de faire violence aux particularités locales; en ne cherchant enfin l'unité que sur ce terrain où aujourd'hui elle peut seule exister : celui de la solidarité économique.

Et voilà comment on pourra voir, au Congrès de Genève, Anglais et Italiens, Américains et Belges, Espagnols et Jurassiens se tendre une main fraternelle. Tous sont d'accord sur le principe supérieur, qui est la définition même de l'Internationale : la fédération solidaire du travail. Ce principe accepté et pratiqué par tous, les Anglais et les Américains ne trouvent point mauvais que les Italiens et les Espagnols cherchent leur émancipation dans une révolution dont le programme est la destruction de tout gouvernement; et ceux-ci, à leur tour, ne songent point à blâmer les Américains et les Anglais de suivre une voie différente, et de s'en tenir à la politique légale. Chaque peuple a son génie propre : tous ne peuvent pas marcher dans le même chemin; mais tous marchent au même but : l'affranchissement complet du travail et l'égalité de tous les êtres humains.

* * *

Voici, d'après les renseignements qui nous sont parvenus jusqu'à présent, quelle sera à peu près la composition du Congrès de Genève.

L'Angleterre enverra deux ou trois délégués [1], dont les noms ne nous ont pas encore été communiqués. Il y aura quatre délégués de Belgique [2], dont l'un a été élu par le Congrès régional belge qui s'est tenu les 15 et 16 août à Anvers, et dont les trois autres représenteront des fédérations locales. La Hollande sera représentée par un délégué. L'Espagne a nommé dix délégués : mais, vu la crise terrible que traverse en ce moment la Fédération espagnole, il est probable que la moitié seulement des élus pourra se rendre à Genève [3]. D'Italie, on compte sur sept ou huit délégués : Bologne, Ancône, Florence, Rome, Naples seront parmi les villes représentées [4]. L'Amérique vient d'annoncer qu'elle ne pourrait pas envoyer de délégation; mais le Conseil fédéral américain, dans une adresse spéciale destinée au Congrès, a donné son adhésion à l'ordre du jour et exprimé son opinion sur les diverses questions à discuter [5].

A l'égard de la France, la plus grande réserve nous est commandée. Nous n'en parlerons qu'après le Congrès.

La Fédération jurassienne, enfin, aura probablement huit délégués. La Section de Porrentruy, l'Union des Sections du district de Courtelary, la Section de la Chaux-de-Fonds, la fédération locale du Locle, la Section de Neuchâtel, et, pensons-nous, les deux Sections de Genève, se feront représenter chacune par un délégué spécial. Les autres Sections de la Fédération seront représentées par un membre du Comité fédéral, qui a reçu mandat à cet effet de la Fédération entière [6].

Nous souhaitons que les délégués, pénétrés du sentiment de la grave responsabilité qui leur incombe, fassent à Genève un travail sérieux, et que ce Congrès puisse effacer à jamais les tristes souvenirs de celui de la Haye.

V

Le Congrès général de Genève (1er-6 septembre 1873).

L'exposé que je ferai, dans ce chapitre, des délibérations du Congrès général de Genève de 1873 — le sixième Congrès général de l'Internationale — sera emprunté en partie au *Bulletin de la Fédération jurassienne*, en partie au Compte-rendu officiel du Congrès [7].

Le dimanche soir 31 août, la Section de propagande socialiste de Genève, qui s'était chargée de l'organisation matérielle du Congrès, reçut dans le local habituel de ses séances les délégués arrivés dans la journée. La séance fut diri-

1. Elle en envoya deux.
2. Il y en eut cinq.
3. Il vint en effet seulement cinq délégués espagnols (sur dix élus) : c'était plus qu'à tous les Congrès précédents.
4. Trois des délégués italiens ne purent se rendre au Congrès (l'un d'eux, parce qu'il avait été emprisonné) : il en vint quatre.
5. La Fédération américaine, à défaut d'un délégué, fit un envoi de fonds, afin de prendre sa part des frais occasionnés par le Congrès.
6. La Section de Porrentruy et celle de la Chaux-de-Fonds, contrairement aux prévisions, n'envoyèrent pas de délégué spécial, et se firent représenter par le délégué collectif de la Fédération jurassienne.
7. *Compte-rendu officiel du sixième Congrès général de l'Association internationale des travailleurs, tenu à Genève du 1er au 6 septembre 1873*; Locle, au siège du Comité fédéral jurassien ; brochure de 119 pages in-16, 1873.

gée par Fuliquet, ouvrier graveur genevois. Après une collation offerte aux délégués, on discuta; il fut décidé qu'un meeting public serait convoqué par voie d'affiches pour le jeudi soir 4 septembre : l'organisation de ce meeting fut confiée à une commission composée de quatre ouvriers de nationalité genevoise, Belas, relieur, Fuliquet, graveur, Thomachot aîné, menuisier, et Thomachot jeune, tapissier.

Le lundi 1er septembre, à huit heures du matin, le Congrès ouvrit sa première séance, administrative (non publique), dans la grande salle de la brasserie Schiess, aux Pâquis. Le bureau provisoire était formé de cinq membres de la Section de propagande et d'action révolutionnaire socialiste de Genève : Fuliquet, président ; Monin et Noro, assesseurs ; Joukovsky et Claris, secrétaires. Une commission de vérification des mandats fut élue immédiatement par les délégués, à raison d'un membre par fédération : elle fut composée de Hales pour l'Angleterre, Verrycken pour la Belgique, Farga-Pellicer pour l'Espagne, Van den Abeele pour la Hollande, Costa pour l'Italie, et Guillaume pour le Jura. Les mandats de tous les délégués présents furent reconnus valables, excepté ceux que présentait un Italien, Carlo Terzaghi, qui se disait délégué d'une Section « intransigeante » de Turin, d'une Section « intransigeante » de Treia, et d'une Société de secours mutuels des bouchers de Catane. Après examen et discussion, les mandats de Terzaghi furent repoussés, et Terzaghi lui-même (que nos camarades d'Italie regardaient comme un agent de la police italienne) fut invité à se retirer.

La Section de propagande socialiste de Genève s'était fait représenter au Congrès par deux délégués, Claris et Joukovsky, et la Section « l'Avenir », aussi de Genève, par quatre délégués, Andignoux, Ostyn, Perrare et Dumartheray ; comme chaque section n'avait droit qu'à un seul délégué, il fut convenu que les six représentants de ces deux sections ne pourraient siéger qu'à tour de rôle, un seul à la fois pour chacune d'elles.

Dans des séances administratives ultérieures, le Congrès décida d'admettre en outre, au même titre que les autres délégués, cinq représentants de Sections françaises, dont les mandats, ne pouvant être soumis au contrôle d'une commission de vérification, furent acceptés sous la garantie, les uns, du Comité fédéral jurassien, les autres, de divers membres connus de l'Internationale.

La liste des délégués se trouva définitivement établie de la manière suivante :

Angleterre.

Hales (John), tisseur, délégué du Conseil fédéral anglais et de la Section de Liverpool.

Eccarius (Georg), tailleur, délégué du Conseil fédéral anglais.

Belgique.

Verrycken (Laurent), boulanger, délégué de la Fédération belge, élu par le Congrès régional d'Anvers [1].

Cornet (Fidèle), délégué de la fédération du Centre (Jolimont et Haine Saint-Paul).

Van den Abeele (Henri), négociant, délégué de la fédération anversoise [2].

Manguette (Laurent), tisserand, délégué de la fédération de la vallée de la Vesdre.

Dave (Victor), journaliste, délégué de la Section des mécaniciens de Verviers.

1. Le mandat est signé par les délégués des sept fédérations représentées au Congrès d'Anvers : fédération de la vallée de la Vesdre, fédération liégeoise, fédération bruxelloise, fédération anversoise, fédération du Centre, fédération du bassin de Charleroi, fédération gantoise.

2. Mandat rédigé en flamand, et signé, au nom des Sections anversoises de l'Internationale, par le secrétaire de la fédération locale, Ph. Coenen.

Espagne.

Farga-Pellicer (Rafael), typographe, délégué de la Fédération régionale espagnole et de la fédération locale de Barcelone.

Garcia Viñas (José), étudiant en médecine, délégué de la Fédération régionale espagnole.

Alerini (Charles), chimiste, délégué de la Fédération régionale espagnole et de la Section de langue française de Barcelone [1].

Marquet (José), gainier, délégué de la Fédération régionale espagnole.

Brousse (Paul), chimiste, délégué de la Fédération régionale espagnole.

France.

Montels (Jules), employé de commerce,
Pindy (Louis), guillocheur,
Perrare, serrurier [2],
Brousse (Paul), *déjà nommé*,
Alerini (Charles), *déjà nommé*.
} délégués de diverses Sections françaises.

Hollande.

Van den Abeele (Henri), *déjà nommé*, délégué de la Fédération hollandaise, élu par le Congrès régional d'Amsterdam [3].

Italie.

Costa (Andrea), employé de commerce, délégué de la fédération des Marches et de l'Ombrie, du Cercle de propagande socialiste de Tarente, du Cercle de propagande socialiste de Palerme, de la Section de Venise, de la Section de Poggibonsi, de la Section de Sienne, de la Section d'Imola, de la Section de Faenza, de la Section de Pise, et de la Section de Menfi.

Bert (Cesare), mécanicien, délégué de la Société l'Emancipation du prolétaire, section de l'Internationale, à Turin.

Mattei (Francesco), délégué de la Section d'Aquila degli Abruzzi.

Cyrille (Victor), employé, délégué de quatre Sections de Florence (comptables, mécaniciens, cordonniers, propagande socialiste), et des Sections de Livourne, Pomarance, Cortona, et Burolo.

Jura.

Pindy (Louis), guillocheur, *déjà nommé*, délégué du Comité fédéral jurassien, de la Section de Porrentruy, et d'une Section d'Alsace [4].

Spichiger (Auguste), guillocheur, délégué des trois Sections (graveurs et guillocheurs, faiseurs de secrets, et Section centrale) formant la fédération du Locle.

1. Le mandat de la Section de langue française de Barcelone (qui faisait partie de la fédération barcelonaise) est signé par les membres du bureau de la séance, Emmanuel Fournier, Raymond Tariol et E. Combe; par les membres de la commission de la Section, Camille Camet, Brousse, Denis Brack, et Paulet; et, pour visa, par le secrétaire de la fédération barcelonaise, Anton Lino.

2. Le mandat confié à Perrare était celui d'un délégué venu de France, qui demanda au Congrès « qu'on substituât à son nom celui du compagnon Perrare, auquel il remettra son mandat ». (Compte-rendu du Congrès, p. 41.)

3. Le mandat de Van den Abeele, signé, au nom du Conseil fédéral néerlandais, par le secrétaire de ce Conseil, Burgdorffer, rappelait qu'au Congrès d'Amsterdam avaient participé les quatre Sections d'Amsterdam, Rotterdam, la Haye, et Utrecht; il disait expressément que « la Section d'Utrecht est revenue sur sa décision antérieure par rapport à la Déclaration de la minorité du Congrès de la Haye, déclaration à laquelle elle se rallie aujourd'hui ».

4. C'était la Section de Mulhouse. Le mandat est signé du secrétaire correspondant Eugene Weiss.

Andrié (Alfred), monteur de boîtes, délégué des trois Sections (Cercle d'études sociales de Sonvillier, Cercle d'études sociales de Saint-Imier, Section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary) formant l'Union des Sections internationales du district de Courtelary.

Guillaume (James), professeur, délégué de la Section de Neuchâtel.

Claris (A.), journaliste, et Joukovsky (Nicolas), professeur, délégués de la Section de propagande et d'action socialiste révolutionnaire de Genève.

Andignoux, tailleur, Ostyn, tourneur en cuivre, Perrare, serrurier, *déjà nommé*, et Dumartheray, lampiste, délégués de la Section « l'Avenir » de Genève.

Dans la seconde séance du Congrès, publique, le lundi après-midi, eut lieu l'élection du bureau définitif, à raison d'un membre par Fédération régionale. Les membres désignés furent Eccarius (Angleterre), Verrycken (Belgique), Viñas (Espagne), Pindy (Jura) [1], Van den Abeele (Hollande), Costa (Italie); et on laissa au bureau le soin de choisir lui-même le président dans son sein (ce fut Verrycken qui exerça la présidence). On désigna comme secrétaires trois membres de l'Internationale non délégués, Desesquelles, Noro, et Monin. En outre, pour la première fois dans un Congrès de l'Internationale, on décida que les débats du Congrès seraient reproduits par la sténographie, et deux sténographes furent adjoints à cet effet aux secrétaires.

Cette seconde séance fut consacrée à l'audition des rapports des Fédérations. Le rapport espagnol, dont la substance a été donnée au chapitre précédent (pages 85-88), fut lu en traduction française par *Brousse*. Cette lecture achevée, *Costa* rappela que lors des événements dont Paris fut le théâtre en 1871, toute l'Internationale s'était déclarée solidaire des actes des ouvriers parisiens; il demanda que, par une déclaration semblable, elle acceptât également la solidarité des luttes et des souffrances des ouvriers espagnols. La proposition fut votée par acclamations.

Pindy donna lecture du rapport du Comité fédéral jurassien. Le rapport contenait ce passage sur la suspension de la Fédération jurassienne :

« La Fédération jurassienne, que les hommes de New York avaient choisie pour bouc émissaire de leurs rancunes, ne devait pas tarder à porter la peine de sa rébellion contre l'autorité des élus de la Haye. Par lettre en date du 8 novembre 1872, M. Sorge somma la Fédération jurassienne d'avoir à annuler la résolution votée par son Congrès du 15 septembre 1872, résolution par laquelle notre Fédération avait déclaré ne pas reconnaître les actes du Congrès de la Haye. La lettre de M. Sorge n'ayant pas produit l'effet qu'il en attendait, il annonça à l'univers, dans un document daté du 5 janvier 1873, que son bon plaisir était de suspendre la Fédération jurassienne. L'univers n'en fut point troublé, et les Sections jurassiennes ne s'en portèrent pas moins bien, ce qui a dû étonner l'auteur de cette communication transatlantique. Nous tenons à relever ici les marques de sympathie et de solidarité dont nous fûmes l'objet à cette occasion de la part des diverses Fédérations, et à les en remercier cordialement; en constatant en même temps que nous avons entretenu durant toute cette année les relations les plus fraternelles avec les Fédérations dont les délégués siègent dans ce Congrès. »

Hales fit un exposé oral de la situation de l'Internationale en Angleterre. Il exprima l'espoir que le Congrès de Genève, par le retentissement qu'il était appelé à avoir et par les sympathies qu'il éveillerait dans la classe ouvrière, pourrait exercer une heureuse influence sur les ouvriers anglais, et réveiller leurs sympathies pour l'Internationale.

Van den Abeele, après avoir raconté comment l'union s'était rétablie en Hollande par la nouvelle attitude de la Section d'Utrecht, fit connaître les termes

1. Pindy était à la fois délégué de plusieurs Sections de la Fédération jurassienne, et de plusieurs Sections de France. Lorsque, dans la séance administrative du lundi soir, l'admission des mandats français eut été décidée, il fut convenu que Pindy représenterait au bureau à la fois la France et le Jura.

du mandat que lui avait donné le Congrès d'Amsterdam : la Fédération néerlandaise adhérait au pacte d'amitié et de solidarité à conclure par les Fédérations autonomes, dans le sens de la Déclaration de la minorité du Congrès de la Haye ; elle déclarait se rallier à l'idée de grève générale : quant à la revision des statuts généraux, elle attendrait les décisions du Congrès général pour les accepter ou en proposer la modification. Le mandat se terminait par la clause suivante : « Notre mandataire est également chargé d'assister au Congrès international convoqué par le Conseil général de New York, qui aura lieu le 8 septembre à Genève, et où il devra défendre les principes énoncés ci-dessus » ; si le délégué ne réussissait pas à faire admettre ces principes au Congrès des autoritaires, il devait se retirer, et les Sections hollandaises rompraient alors toute relation avec le Conseil général.

La situation de la Belgique fut exposée par Verrycken et Cornet. *Verrycken* montra que l'Internationale se trouvait en progrès dans ce pays, et y luttait avec avantage contre deux organisations qui cherchaient à entraver son développement : à Bruxelles, l'Association générale ouvrière, création des doctrinaires libéraux, et, dans toute la Belgique, les sociétés catholiques de secours mutuels. *Cornet* parla des unions internationales de métiers que les tailleurs, les cordonniers, les menuisiers, et les tailleurs de pierre avaient réussi à constituer.

Costa retraça brièvement la création et le rapide développement de la Fédération italienne. Avant la Commune de Paris, dit-il, on peut dire que l'Internationale n'existait pas en Italie : elle ne s'est réellement fondée que lorsque Mazzini a insulté les ouvriers parisiens. A partir de ce jour, elle a fait d'immenses progrès, dus en partie aux persécutions gouvernementales. Mais la jeune Fédération a des adversaires acharnés : s'il n'y a pas de « marxistes » en Italie, il s'y trouve, outre les « intransigeants », des garibaldiens et des mazziniens ; les luttes ont été si vives, que des rixes sanglantes ont eu lieu. Si l'on veut que l'Internationale continue à progresser en Italie, il faut agir révolutionnairement ; les ouvriers italiens se soucient fort peu de théories : ce qu'ils désirent, c'est la lutte.

Joukovsky rendit compte de la situation à Genève. Après le Congrès de la Haye, la bourgeoisie se réjouissait déjà de la mort de l'Internationale ; mais celle-ci, prenant pour base d'organisation le principe d'autonomie, s'est au contraire fortifiée et développée. L'attitude autoritaire du Conseil général a mécontenté tout le monde et ouvert tous les yeux, au point que les Sections romandes de Genève, elles-mêmes, dans un Congrès régional tenu au mois d'août dernier, ont décidé qu'il fallait que les fonctions du Conseil général fussent réduites à celles d'un simple bureau de correspondance.

Pindy et Verrycken donnèrent lecture de lettres des Etat-Unis, manifestant, au nom du groupe révolutionnaire socialiste de New York (ancienne Section 2) et du Conseil fédéral américain, des idées et des principes conformes à ceux des Fédérations autonomes des pays d'Europe.

Il ne fut pas fait de rapport, pour des motifs faciles à comprendre, sur la situation de l'Internationale en France.

Le Congrès nomma ensuite une commission pour la revision des statuts généraux ; elle fut composée d'un membre par Fédération régionale, savoir : Bert (Italie), Farga-Pellicer (Espagne), Van den Abeele (Hollande), Cornet (Belgique), Guillaume (Jura), Hales (Angleterre).

Une troisième séance, administrative, tenue le lundi soir, fut consacrée à la question des mandats français. Pindy fut adjoint à la commission de revision des statuts généraux, à titre de représentant de la France. Deux commissions furent encore constituées, l'une pour la question de la grève générale, l'autre pour la question de la statistique : la première fut formée de Manguette (Belgique), Costa (Italie), Brousse (Espagne), Perrare (France), Andrié (Jura), Hales (Angleterre), Joukovsky (Section de propagande de Genève), Andignoux (Section « l'Avenir » de Genève) ; la seconde fut formée de Verrycken (Belgi-

que), Dave (Belgique), Cyrille (Italie), Viñas (Espagne) Spichiger (Jura), Pindy (France). Il fut en outre entendu que tous les délégués auraient le droit d'assister aux séances de toutes les commissions et d'y prendre la parole.

Le Congrès décida, dans cette même séance, que tous les travailleurs de Genève seraient convoqués à une réunion populaire qui aurait lieu le jeudi soir, avec l'ordre du jour suivant : « L'Internationale, son but et ses moyens d'action. Le principe fédératif. »

La matinée du mardi fut consacrée aux travaux des commissions.

Dans la quatrième séance, administrative, du mardi après-midi, le Congrès s'occupa de la question du mode de votation. La Fédération espagnole proposait que l'on comptât, dans les votes, non pas le nombre des délégués, mais le nombre des internationaux représentés par ces délégués. Les délégués belges et hollandais avaient mandat de proposer le vote par fédération régionale, chaque fédération régionale ayant une voix. Andignoux, au nom de la Section « l'Avenir », de Genève, demanda le maintien du vote par tête de délégué. Le Congrès se prononça pour le vote par fédération régionale, chacune des huit fédérations représentées au Congrès devant avoir une voix. En outre, pour sauvegarder la libre expression de l'opinion des sections, il fut entendu que les délégués de sections qui seraient en désaccord avec la majorité de la fédération à laquelle ces sections appartenaient pourraient faire mentionner leur opinion au procès-verbal. D'ailleurs, les décisions des Congrès ne devant désormais (sauf pour les questions d'ordre intérieur) être que des préavis, soumis à la ratification des fédérations, la question des votes se trouvait n'avoir plus l'importance qu'elle possédait lorsque les Congrès prenaient des décisions ayant force de loi.

Il fut décidé, sur la proposition de la Section de propagande de Genève, que la question de la grève générale serait discutée dans des séances non publiques.

Dans la cinquième séance, publique, le mardi soir, le Congrès aborda la question de la *revision des statuts généraux*.

Le rapporteur de la Commission, *James Guillaume*, annonça que celle-ci demandait au Congrès de se prononcer tout d'abord sur ces deux points : « 1° Le Conseil général doit-il être maintenu tel qu'il est ? 2° Le Conseil général sera-t-il conservé avec des modifications dans ses attributions ? » La Commission, à l'unanimité, proposait l'abolition complète de tout Conseil général ; ensuite, le Congrès examinerait s'il était nécessaire, pour remplacer le Conseil général, de créer une institution nouvelle. Dans la Commission, le délégué anglais avait proposé l'établissement d'une Commission centrale fédérative, dénuée de tout pouvoir et qui bornerait son rôle à l'exécution des décisions des congrès ; les délégués jurassien et belge avaient demandé la création de trois Commissions différentes, de correspondance, de statistique, et des grèves, dont la composition serait confiée chaque année à trois fédérations distinctes ; enfin le délégué italien avait proposé que le Congrès général désignât chaque année une fédération qu'il chargerait de ces divers mandats, et il s'était prononcé contre la création d'une Commission centrale (proposition anglaise), dans laquelle il voyait le danger de la reconstitution d'un Conseil général sous un autre nom.

Une discussion commença au sujet du rapport présenté ; Hales, Brousse, Joukovsky prirent la parole. Mais cette discussion fut bientôt interrompue, sur une observation de Perrare, et l'on passa au vote. Voici l'extrait du compte-rendu relatif à ce vote :

Perrare. La discussion qui vient de s'engager est, à mon sens, inutile. Tous, nous sommes contraires à l'institution du Conseil général dans sa forme actuelle, et je ne pense pas que nul de nous ait mandat d'en prolonger l'existence.

Costa. D'accord avec le compagnon Perrare, je demande le vote immé-

diat sur la première question : « Le Conseil général doit-il être maintenu tel qu'il est ? »

On procède au vote à l'appel nominal. L'abolition du Conseil général dans sa forme actuelle est votée à l'unanimité. (*Applaudissements prolongés dans l'auditoire.*)

Il est ensuite donné lecture de la seconde question : « L'institution du Conseil général sera-t-elle complètement abolie ? » La question est résolue affirmativement à l'unanimité. (*Bruyants et longs applaudissements dans l'auditoire.*)

La discussion fut ensuite ouverte sur cette troisième question : « Y a-t-il lieu de remplacer l'institution du Conseil général par un nouveau rouage administratif quelconque ? »

Brousse prend la parole pour combattre les trois propositions faites au sein de la Commission : institution d'une Commission centrale (Angleterre) ; institution de trois Commissions (Jura et Belgique) ; mandat donné à une fédération de s'occuper de l'administration de l'Internationale (Italie). « Pour moi, je ne veux rien mettre à la place du pouvoir qui vient de tomber. Et l'on n'a en effet besoin de rien. L'Internationale s'est-elle jamais trouvée, se trouvera-t-elle jamais dans une position plus critique que dans ces derniers temps? Sans point central, elle s'est vue en face d'un pouvoir fortement organisé, obéi (le Conseil général) ; elle a vécu non-seulement sans son gouvernement, mais malgré lui; qui plus est, elle l'a abattu. Ce qu'elle a fait en temps de guerre, ne peut-elle le faire en temps de paix ? Poser la question, c'est la résoudre. »

Van den Abeele dit que, tout partisan qu'il soit de l'anarchie, il ne pense pas que nous soyons encore assez fortement organisés pour la faire entrer dans le domaine des faits, et qu'il se rallie par conséquent au système des trois Commissions proposé par les Belges et les Jurassiens.

Costa déclare qu'il partage entièrement l'opinion de Brousse, et que, « conformément au mandat qu'il a reçu », il repousse les trois propositions [1].

Hales dit que, parmi les adversaires de la proposition anglaise d'une Commission unique, Brousse et Costa sont les seuls qui lui paraissent logiques. « C'est en effet sur l'organisation d'une Commission centrale ou sur celle de l'anarchie que porte en réalité le débat. Je combats l'anarchie, parce que ce mot et la chose qu'il représente sont synonymes de dissolution. Anarchie veut dire individualisme, et l'individualisme est la base de l'état social actuel que nous désirons détruire. L'anarchie est incompatible avec le collectivisme.... Il ne faut pas confondre autorité et organisation. Nous ne sommes pas autoritaires, mais nous devons rester organisateurs. Loin de voter l'anarchie, qui est l'état social actuel, nous devons la combattre par la création d'une Commission centrale, et, dans l'avenir, par l'organisation du collectivisme. L'anarchie est la loi de la mort, le collectivisme celle de la vie. »

Ostyn dit qu'il considère l'anarchie « comme un moyen puissant pour arriver au but que nous désirons atteindre ». Ce but est la réalisation de la fraternité humaine ; et nous désirons l'atteindre par une discipline volontaire, non point par la discipline du soldat ou du religieux. « Chaque fois que vous déléguez l'autorité à un homme, même avec la garantie du mandat impératif, vous aliénez toute votre liberté, toute votre initiative. Je voterai contre tout centre autoritaire. Chaque fédération peut s'occuper de ce qui la concerne ; les Congrès serviront de relations entre toutes les fédérations qui existent. »

James Guillaume est d'avis que, plutôt que de discuter la question au point de vue théorique, il convient de se placer sur le terrain de l'expérience et des réalités tangibles. En ce qui concerne la proposition anglaise, « nous connais-

1. Il y a contradiction entre cette déclaration de Costa et la proposition faite par lui au sein de la Commission. Je ne sais si le rédacteur du procès-verbal a fait une erreur, ou si la contradiction a réellement existé

sons le danger que l'on court avec une Commission centrale unique, comme le fut le Conseil général. On pourra lui ôter tous les pouvoirs, elle les conservera de fait à raison de sa position privilégiée. Sur ce point l'expérience est faite et bien faite. » Quant à la proposition de la Belgique et du Jura, il faut considérer ceci : nous aurons l'an prochain un Congrès général, et une Fédération régionale sera naturellement chargée de le préparer ; nous allons par conséquent avoir à donner un mandat à cet effet à une fédération, qui deviendra, pour une tâche spéciale et un temps limité, un rouage central de notre organisation ; voilà donc, par ce fait, l'une des trois Commissions proposées par le projet des Fédérations belge et jurassienne qui se trouvera instituée. Restent la Commission de statistique et la Commission des grèves ; pour ces deux Commissions, nous pourrions essayer soit l'une, soit l'autre des combinaisons proposées, c'est-à-dire placer ces Commissions chacune dans une fédération distincte, ou bien charger de leur constitution la même fédération qui servira déjà d'organe de correspondance. Faisons un essai, quel qu'il soit ; quand nous aurons vu qu'une forme d'organisation a des inconvénients, nous la supprimerons pour la remplacer par une autre, qui sera expérimentée à son tour.

Viñas dit que la définition de l'anarchie donnée par Hales est aussi mauvaise que celle d'Ostyn. Ce que Hales appelle *anarchie*, c'est l'individualisme ; tandis qu'anarchie signifie négation de l'autorité. Anarchie veut dire organisation de l'ordre économique, et négation de l'autorité politique [1]. « Je crois, comme Hales, qu'il est utile d'établir une Commission unique, chargée de la correspondance, de la statistique, et des grèves, pourvu qu'on ne lui donne aucun pouvoir. Si je préfère une Commission unique à plusieurs Commissions, c'est que le travail ainsi centralisé sera plus facile. Si l'on prétend que l'institution d'une semblable Commission est contraire aux principes, il faut se hâter d'abolir les comités des sections et ceux des fédérations. »

Brousse dit que Hales a donné du mot *anarchie* une définition qu'il lui est impossible de laisser passer sans protester. « Anarchie ne veut pas dire désordre ; ce n'est pas autre chose que la négation absolue de toute autorité matérielle. C'est l'abolition du régime gouvernemental, c'est l'avènement du régime des contrats. Je ne vois rien là qui soit contraire à l'organisation collectiviste. » En ce qui concerne la question en discussion, Brousse déclare qu'il est aussi pour la méthode expérimentale : « Mais l'expérience est déjà faite. Nous avons vu les inconvénients d'un pouvoir international ; nous avons vu, dans la lutte qui vient de le renverser, les avantages de l'absence de toute autorité. La logique veut donc que nous restions fidèles à l'organisation anarchique qui nous a donné la victoire. Si nous organisons un pouvoir quelconque, nous refaisons sans nous en douter l'histoire bourgeoise. Nous avons aboli la dictature du Conseil général, comme on a aboli la monarchie absolue ; vos trois Commissions correspondent aux gouvernements constitutionnels de la bourgeoisie libérale [2]. Ce qui convient aux internationaux, c'est de n'avoir plus de gouvernement. »

Van den Abeele pense que la proposition des Belges et des Jurassiens peut être modifiée, si la discussion en fait surgir une meilleure. « Nous avons proposé la création de Commissions de statistique, de correspondance, des grèves. Peu nous importe, d'ailleurs, que l'on nomme trois Commissions, ou seulement deux. Nous pourrions même nous trouver d'accord avec Viñas et Hales pour la création d'une Commission unique. En Belgique, cette institution a pour elle la consécration de l'expérience. Notre Conseil régional rend d'énormes services, et, comme il reçoit des ordres et n'en donne jamais, il demeure ser-

1. A rapprocher de ce passage de Bakounine (*Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg*, t. II des *Œuvres*, p. 34) : « La centralisation économique, condition essentielle de la civilisation, crée la liberté ; mais la centralisation politique la tue ».

2. Il n'est pas nécessaire de faire remarquer ce qu'il y a de fallacieux et de superficiel dans le parallèle historique établi par Brousse.

viteur fidèle [1]. Nous vous proposons d'étendre à toute notre association cet essai qui nous a si bien réussi. »

La suite de la discussion est renvoyée à la séance publique du mercredi soir.

La matinée du mercredi 3 fut consacrée, comme celle du mardi, aux travaux des commissions.

Dans la sixième séance, administrative, le mercredi après-midi, on s'occupa d'abord de la répartition des frais du Congrès. La Fédération américaine, bien que non représentée, avait annoncé qu'elle demandait à prendre sa part de ces frais. Montels et Brousse déclarèrent que les Sections françaises qui les avaient délégués tenaient aussi à contribuer pour leur part proportionnelle ; mais Pindy, Joukovsky et Cornet firent observer qu'il vaudrait mieux que les Sections françaises conservassent leurs ressources pour les besoins de leur propagande. Le Congrès décida que les Fédérations régionales supporteraient les frais du Congrès par quote-parts égales, mais que la France ne serait pas comprise dans cette répartition [2].

Il décida également que le compte-rendu de ses délibérations serait imprimé en brochure, en langue française, par les soins de la Fédération jurassienne ; qu'il comprendrait un simple extrait des séances administratives, et le compte-rendu in-extenso des séances publiques [3].

Le Congrès aborda ensuite la question de la grève générale. On entendit dans cette séance Joukovsky, rapporteur de la Commission, puis successivement Manguette, Verrycken, Alerini, Guillaume, Costa, Brousse, Bert, Viñas, Ostyn, Spichiger et Hales. En conséquence de la décision que le Congrès venait de prendre, cette discussion n'a pas été publiée dans le compte-rendu ; mais je puis en donner une analyse, au moyen du manuscrit qui est resté déposé entre mes mains.

La Commission, dit le rapporteur *Joukovsky*, pense que la question de la grève générale est subordonnée à la réalisation plus ou moins achevée de l'organisation régionale et internationale des corps de métier, et aux travaux statistiques que l'Internationale doit faire en vue de cette grève. D'autre part, la grève générale n'étant rien autre chose que la révolution sociale, — car il suffit de suspendre tout travail seulement pendant dix jours pour que l'ordre actuel s'écroule entièrement, — la Commission pense que cette question n'a pas à recevoir du Congrès une solution, d'autant plus que la discussion mettrait nos adversaires au courant des moyens que nous avons l'intention d'employer pour la révolution sociale.

Manguette et *Verrycken* expliquent que les Belges entendent la grève générale comme un moyen d'amener un mouvement révolutionnaire. « Si les Espagnols et les Italiens nous disent que dans leurs pays ce n'est pas ce moyen-là qu'on peut employer pour accomplir la révolution, ce n'est pas une raison pour nous de le rejeter dans les pays où les travailleurs sont habitués à avoir recours à la grève. Ce que nous désirons examiner, c'est la possibilité de rendre le mouvement international ; nous voudrions que lorsque dans un pays les travailleurs se mettront en révolte, que ce soit sous la forme de grève générale ou sous une autre forme, les autres peuples combinent leurs efforts avec ceux du pays révolté. » Verrycken fait observer que si une grève générale avait été possible au moment de la Commune de Paris, nul doute qu'on eût empê-

1. Nous verrons au tome IV qu'en 1877, à la veille du Congrès général de Verviers, le Conseil régional belge, placé à ce moment entre les mains des politiciens flamands d'Anvers, n'a pas été un « serviteur fidèle ».

2. Les frais du Congrès furent liquidés à la somme de 158 fr. 20, ce qui fit une quote-part de 22 fr. 60 à la charge de chacune des sept Fédérations régionales participantes.

3. Le compte-rendu sténographique, transcrit en écriture courante, des séances tant administratives que publiques me fut envoyé après le Congrès, et ce fut moi qui eus à mettre la brochure en état pour l'impression. J'ai conservé le manuscrit de ce compte-rendu sténographique, aussi bien celui des séances administratives, resté inédit, que celui des séances publiques, qui a été imprimé.

ché le triomphe de la réaction ; pendant la dernière révolution espagnole, la grève générale aurait été un moyen efficace de paralyser la Prusse et de l'empêcher de contenir le mouvement révolutionnaire de l'Espagne.

Alerini cite, comme exemple de ce qu'on peut obtenir par la grève générale, même restreinte à une seule localité, ce qui s'est passé à Alcoy. Dans cette ville, les ouvriers de certains corps de métier étaient en grève ; ils allaient succomber et se voir forcés de reprendre le travail sans avoir rien obtenu, lorsque la Commission fédérale espagnole (qui avait son siège à Alcoy) proposa de faire une grève générale de tous les corps de métier de la ville, ceux-ci prenant l'engagement que, dans aucun corps de métier, les ouvriers ne reprendraient le travail avant que tous les autres métiers eussent obtenu satisfaction. Cette grève générale amena un conflit armé, dans lequel les ouvriers renversèrent l'autorité locale ; les principaux bourgeois furent arrêtés comme otages ; et quand le général Velarde se présenta devant Alcoy avec une armée, il dut négocier ; les otages s'offrirent à une médiation : le gouverneur de la province promit qu'il ne serait exercé aucune poursuite contre les insurgés ; les conditions que les grévistes exigeaient de leurs patrons furent acceptées, et une taxe fut imposée aux bourgeois, avec le produit de laquelle les travailleurs furent indemnisés des journées perdues pendant la grève. En conséquence, Alerini est un partisan convaincu de la grève générale comme moyen révolutionnaire.

James Guillaume constate que l'idée de la grève générale révolutionnaire est à l'ordre du jour ; elle est l'aboutissant logique de la pratique des grèves partielles ; celles-ci ne donnant que des résultats momentanés et incomplets, on a reconnu qu'il fallait tendre à généraliser la grève. La grève générale, pour vaincre, devra être internationale. Mais est-il nécessaire qu'elle éclate partout à la fois, à jour fixe et sur un mot d'ordre ? Non, il ne faudrait pas même agiter cette question, et laisser supposer qu'il peut en être ainsi. La révolution doit être contagieuse. Il ne faudrait pas que jamais, dans un pays où un mouvement spontané va éclater, on veuille en différer l'explosion sous prétexte d'attendre que les autres pays soient prêts à le suivre.

Costa dit que les grèves partielles n'ont été que de la poudre jetée aux yeux des ouvriers. La grève générale, elle, est un excellent moyen révolutionnaire. Seulement le Congrès n'a pas à se prononcer à cet égard ; ce serait risquer de faire sourire les bourgeois.

Brousse pense que, si la grève générale est un moyen pratique dans certains pays, ailleurs, en Italie et en France par exemple, ce moyen ne pourrait pas être employé. Pourquoi, en France, où la grève générale est impossible, ne ferait-on pas la révolution sous la forme d'un mouvement communaliste ?

Bert dépose le projet de résolution suivant :

Considérant que la grève générale est la grève de toutes les catégories de métiers dans toutes les localités,

Chaque grève générale partielle sera organisée de telle façon qu'une seule catégorie de métier soit en grève dans les différentes localités, et que la catégorie en grève soit soutenue solidairement par toutes les autres. Le produit de l'augmentation de salaire obtenue par cette première victoire devra contribuer à soutenir une seconde catégorie de métier qui se mettra en grève à son tour, et ainsi de suite jusqu'à complet triomphe.

Brousse affirme qu'une semblable proposition serait la défaite organisée des travailleurs.

Costa fait une autre proposition, que voici :

Considérant que la grève générale est un moyen pratique excellent pour aboutir à la révolution sociale, mais que, d'après les déclarations des délégués, s'il est des fédérations où ce moyen pourra servir au triomphe de

la révolution, il en est d'autres où ce moyen est d'une pratique impossible,

Le Congrès déclare qu'il se borne à constater ces diverses déclarations, et qu'il laisse à chaque fédération le soin de s'organiser afin de trouver les moyens qui pourraient la conduire le plus tôt et le plus sûrement à l'émancipation des travailleurs.

Alerini objecte qu'il serait imprudent de donner de la publicité à une déclaration conçue en des termes pareils, c'est-à-dire poussant ouvertement à la révolution sociale.

Costa fait observer qu'il n'en demande pas la publication.

James Guillaume formule la proposition suivante, dans laquelle il a évité d'employer l'expression de révolution sociale :

Considérant que les grèves partielles ne peuvent procurer aux travailleurs qu'un soulagement momentané et illusoire, attendu que le salaire, par son essence même, sera toujours limité aux moyens de subsistance strictement nécessaires pour empêcher l'ouvrier de mourir de faim,

Le Congrès, sans croire à la possibilité de renoncer complètement aux grèves partielles [1], recommande aux ouvriers de consacrer leurs efforts à achever l'organisation internationale des corps de métier, qui leur permettra d'entreprendre un jour une grève générale, seule grève réellement efficace pour réaliser l'émancipation complète du travail.

Viñas n'est pas partisan des grèves. Ce qui a, selon lui, écarté les ouvriers du mouvement révolutionnaire, c'est la grève. Peut-être qu'en Espagne, si les travailleurs n'avaient pas été si absorbés par leurs grèves nombreuses, ils auraient mieux marché à leur complète émancipation. On a dit que la grève générale est un moyen révolutionnaire : Viñas le nie [2]. Pour qu'il en fût ainsi, il faudrait que les ouvriers qui font la grève eussent conscience de la nécessité de la révolution. Il faut donc travailler à faire comprendre aux masses exploitées cette nécessité, et alors elles feront la révolution sans avoir besoin du prétexte d'une grève.

Ostyn estime que l'Internationale est et doit rester la grande école pratique de l'économie politique et sociale, que bien des ouvriers ignorent. Il faut éclairer les esprits, c'est là le véritable moyen d'arriver à l'émancipation des travailleurs.

Spichiger pense qu'on ne doit pas condamner les grèves partielles ; il trouve qu'on doit chercher à profiter même de ces mouvements qui ne peuvent amener qu'une satisfaction d'un instant. Sans doute nous devons tâcher de faire comprendre aux ouvriers que seule la grève générale peut émanciper le travail ; mais il faudra pour cela une longue propagande, et, en attendant, nous devons bien nous garder de nous opposer aux mouvements partiels et de détourner des grèves les ouvriers qui ne sont pas encore révolutionnaires.

Joukovsky dit que la première question à décider est celle de savoir si le Congrès veut voter une résolution relative à la grève générale.

Sur sa proposition, le président (Verrycken) demande aux délégués de se prononcer sur la question suivante : « Le Congrès veut-il adopter une résolution au sujet de la grève générale ? »

Tous les délégués répondent oui, excepté Hales, qui répond non, et Van den Abeele, qui s'abstient, parce que la Fédération hollandaise, dans son Congrès du 10 août, a voté qu'elle attendrait les décisions du Congrès général sur la grève générale, pour les discuter et les adopter s'il y avait lieu.

1. Comme l'avaient demandé quelques délégués belges au Congrès de Verviers, le 14 avril précédent (voir p. 81.)

2. Viñas pensait aux ouvriers de Barcelone qui, en juillet 1873, avaient fait une grève générale pacifique au lieu de s'insurger.

La suite de la discussion est renvoyée à la séance administrative du lendemain.

Le mercredi soir eut lieu la septième séance, publique, dans laquelle il fut d'abord donné lecture d'un télégramme de félicitations adressé au Congrès par une assemblée de six mille ouvriers, à Berlin (c'était une réunion lassallienne, tenue la veille à l'occasion de l'anniversaire de la journée de Sedan, et présidée par le président de l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*, Hasenclever). En voici la traduction (le texte allemand se trouve dans le compte-rendu du Congrès) :

Berlin, 3 septembre, 1 h. 30 soir.

Au Congrès international, Brasserie Schiess, aux Pâquis, Genève (Suisse).

L'assemblée populaire réunie à Berlin le 2 septembre, forte de six mille personnes, croit qu'il est de son devoir, en présence des réjouissances que célèbrent les classes dirigeantes à propos de batailles sanglantes et d'annexions, de faire franchement et librement cette déclaration : Nous, ouvriers, condamnons toute haine nationale et voulons la fraternité des peuples, afin que la classe ouvrière de toutes les nations s'émancipe du joug de la réaction et de la puissance du capital ; en conséquence, nous tendons une main fraternelle à ceux qui, dans tous les pays, combattent avec nous sur le terrain du socialisme.

Par ordre de l'assemblée, le bureau :
HASENCLEVER, HASSELMANN, WINTER, ECKS, DEROSSI.
Dresdnerstrasse, 63.

A ce salut des ouvriers de Berlin, dont la lecture fut accueillie par une salve d'applaudissements, le bureau du Congrès répondit par le télégramme suivant, approuvé au préalable par les délégués :

Brasserie Schiess, Genève, 3 septembre 1873.

Les délégués du Congrès international autonome, réunis à Genève, remercient les ouvriers de Berlin de leur salut fraternel. Ils sont heureux que les travailleurs allemands, bravant les persécutions gouvernementales et les intrigues autoritaires, se déclarent solidaires de leur frères internationaux dans la lutte contre le capital.

Le bureau :
VERRYCKEN, COSTA, VAN DEN ABEELE, VIÑAS, ECCARIUS, PINDY.

On reprit ensuite la discussion sur la revision des statuts généraux.

Au nom de la Commission, *James Guillaume*, rapporteur, fit connaître que, relativement à la question discutée dans la séance précédente, la Commission s'était mise d'accord sur une rédaction qui lui avait paru devoir concilier les diverses propositions faites ; cette rédaction formait l'article 9 du projet de statuts revisés. Il donna lecture de l'ensemble du projet, et la discussion s'ouvrit d'abord sur les considérants du préambule des statuts, que la Commission avait maintenus tels qu'ils se trouvent en tête de la version française des statuts adoptés par le Congrès de Genève en 1866 ; un seul changement avait été fait : les mots « de l'Europe », au sixième alinéa, avaient été remplacés par les mots « du monde entier ».

Bert insista pour qu'il ne fût pas changé un seul mot au préambule, celui-ci étant un monument historique qu'on devait respecter.

Ostyn demanda, à propos du second alinéa, que l'on définît exactement ce qu'il fallait entendre par *travailleur*.

Claris répondit à Bert que le changement proposé, au sixième alinéa, lui paraissait justifié ; et à Ostyn, que l'article 2 du projet de statuts (reproduisant l'ancien article 8) disait : « Quiconque adopte et défend les principes de l'Association peut en être reçu membre », en sorte que la définition demandée était inutile.

Dave dit que la dénomination de *travailleurs* comprenait à la fois les ouvriers manuels et ceux qu'on a appelés les « travailleurs de la pensée », ajoutant : « Il me paraît conforme à la justice et à la raison d'entendre, sous la désignation de *travailleurs*, tous ceux qui vivent du produit de leur travail, sans établir des distinctions qui ne serviraient qu'à diviser les forces du socialisme ».

Une discussion s'engagea sur le mot *travailleurs*, et deux courants opposés se dessinèrent. *Perrare* demanda qu'on examinât si les fondateurs de l'International ne s'étaient pas trompés en y laissant entrer des gens qui, n'étant pas des ouvriers, y ont amené la division. *Eccarius* rappela que le mot *workingman*, employé dans le texte anglais, signifie « ouvrier manuel ». *Hales* dit que les fondateurs de l'Internationale étaient des ouvriers anglais et français, et que l'Association ne devait primitivement comprendre que des ouvriers ; mais qu'on avait eu le tort d'ouvrir la porte à des bourgeois, et que ceux-ci avaient amené les discussions qui nous ont divisés. *Ostyn* parla pour appuyer Hales. Dans l'autre sens parlèrent sept délégués : *Dave* fit remarquer que ce n'étaient pas les « travailleurs de la pensée » qui avaient amené dans l'Internationale des déchirements qui du reste allaient finir; *Viñas* déclara qu'il reconnaissait à tout homme le droit de combattre dans les rangs de l'Internationale ; *Van den Abeele* dit : « Je ne comprendrais pas l'esprit d'exclusivisme qui voudrait fermer aux travailleurs de la pensée les portes de l'Internationale »; *Cyrille*, *Costa*, *Brousse*, *Montels* parlèrent de la même façon, en disant que l'Internationale devait réunir dans son sein toutes les forces révolutionnaires. Sur la proposition du rapporteur, la suite du débat fut renvoyée au moment où viendrait en discussion l'article 2.

Les considérants furent ensuite adoptés tels quels, avec cet amendement au projet de la Commission, que les mots « de l'Europe » seraient supprimés purement et simplement, et non pas remplacés par les mots « du monde entier ».

Dans la seconde partie du préambule des statuts, *Alerini* proposa la suppression des mots « la morale »; il y a, dit-il, beaucoup de morales différentes, et ce terme ne peut pas être défini d'une manière scientifique. *Costa* se joignit à Alerini, ajoutant qu'en tout cas, pour donner au mot un sens clair, il faudrait dire « la morale révolutionnaire ». *Le rapporteur* répondit que ces objections lui semblaient être du domaine de la métaphysique, et qu'elles ne tenaient pas compte de la réalité des choses : « Qu'on veuille bien réfléchir que les statuts de l'Internationale s'adressent à des ouvriers; que, pour ceux-ci, les subtilités philosophiques n'existent pas, et qu'il faut, pour être bien compris d'eux, employer tout simplement les expressions les plus ordinaires. Soyez tranquilles, l'ouvrier ne fera pas erreur sur le sens du mot *morale*; il sait parfaitement que la morale dont il s'agit n'est ni celle des prêtres, ni celle des bourgeois. » *Perrare* dit que si on voulait retrancher le mot *morale* sous prétexte que le sens en est mal défini, il faudrait aussi retrancher le mot de *justice*, auquel on peut faire la même objection. *Brousse* déclara que les mots de *morale* et de *justice* lui paraissaient faire double emploi. Après une observation de *Hales*, qui dit : « Il est certain que la bourgeoisie entend les mots de *vérité*, de *morale* et de *justice* autrement que nous; il n'y a donc pas de raisons pour mettre en cause l'un de ces mots plutôt que les deux autres », il fut décidé de ne rien changer, et la seconde partie du préambule, complétée par un alinéa nouveau indiquant que le Congrès de 1873 avait revisé les statuts, fut adoptée. La suite du débat fut renvoyée au lendemain.

Dans la huitième séance, privée, le jeudi matin 4 septembre, continua et se termina la discussion sur la grève générale.

La Commission, par l'organe de *Joukovsky*, proposait une déclaration assez mal rédigée, dont la première partie insistait sur la nécessité de l'organisation régionale et internationale des corps de métier; la seconde partie disait : « La grève générale n'étant autre chose que la révolution sociale, car il suffit de suspendre tout travail seulement pendant dix jours pour que l'ordre actuel croule entièrement, par cette raison, cette question est réservée ».

Manguette et *Van den Abeele* combattirent ce projet de déclaration, que *Cyrille* et *Joukovsky* défendirent. *Hales*, employant pour la première fois, à ma connaissance, une expression qui depuis a fait fortune en Allemagne (*Generalstreik, Generalunsinn*), s'exprima ainsi : « La grève générale est impraticable, et c'est une absurdité. Pour faire une grève générale, il faudrait d'abord s'organiser partout à cet effet : or, lorsque l'organisation des travailleurs sera complète, la révolution sociale sera faite. » Après une discussion assez confuse, où *Alerini, Bert* et *Farga* prirent encore la parole, la Commission, se ravisant, présenta un projet de résolution qu'elle venait de rédiger et qu'elle substituait à la déclaration proposée par elle en premier lieu; ce fut *Costa* qui en donna lecture; le projet était ainsi conçu :

Le Congrès, considérant que, dans l'état actuel de l'organisation de l'Internationale, il ne peut être donné à la question de la grève générale une solution complète, recommande aux travailleurs, d'une façon pressante, l'organisation internationale des unions de métier.

Farga proposa d'ajouter une phrase recommandant « une active propagande socialiste et révolutionnaire ». *Verrycken* se rallia à l'amendement de Farga, à la condition qu'on en retranchât le mot de « révolutionnaire », qui, dit-il, « bien souvent est entendu dans le sens de bataille dans les rues, et qui ne serait pas compris en Belgique ». *Farga* répondit qu'il consentait volontiers à la suppression du mot « révolutionnaire ».

Le nouveau texte de la Commission, complété par l'amendement Farga, fut alors adopté à l'unanimité, en la teneur suivante (dont il fut donné connaissance dans la séance publique de l'après-midi) :

Le Congrès, considérant que, dans l'état actuel de l'organisation de l'Internationale, il ne peut pas être donné une solution complète à la question de la grève générale, recommande d'une façon pressante aux travailleurs l'organisation internationale des unions de métier, ainsi qu'une active propagande socialiste.

L'ordre du jour appelait ensuite la continuation de la discussion sur la revision des statuts généraux. Il était dix heures du matin. Pour continuer cette discussion dans les conditions de publicité qu'il estimait nécessaires, le Congrès, levant la séance administrative, se déclara en séance publique.

Dans cette séance, la neuvième, ouverte à dix heures du matin, *Hales* proposa, au nom de la Section de Liverpool, le changement du nom d'Association internationale des travailleurs en celui de *Fédération internationale du travail*. « En Angleterre, dit-il, il y a actuellement deux Internationales qui se combattent, et qui se disputent l'alliance des Trade Unions; et celles-ci, ne comprenant rien à cette division, ne savent auxquels entendre. On me répondra peut-être que c'est à nos adversaires du parti autoritaire de renoncer à prendre le titre d'Internationale; mais je trouve que nous serons les plus sages, si nous y renonçons les premiers. Que nous importe le nom, pourvu que nous ayons la réalité! »

Le rapporteur répondit à Hales que si la situation était partout la même qu'en Angleterre, sa proposition pourrait être prise en considération; mais qu'il n'en était pas ainsi dans la plupart des autres pays d'Europe, bien au contraire. « En Espagne, en Italie, en France, en Belgique, en Hollande, dans le Jura, il n'existe qu'une Internationale, la nôtre. Nous ne pouvons

pas renoncer à notre drapeau, et abandonner un nom qui nous appartient. »

Verrycken : « Ce n'est pas dans un moment comme celui-ci qu'il peut être question d'abandonner un drapeau qui a traversé vaillamment tant d'orages. On a dit qu'il y a deux Internationales. Mais le parti de Marx et son Conseil général n'existent plus qu'à l'état de fantôme, et le Congrès que ces gens-là doivent tenir ici le 8 septembre n'est pris au sérieux par personne. Nous devons garder notre nom, parce qu'il n'y a pas d'autre Internationale que les fédérations ouvrières ici représentées. »

Costa : « Hales a dit que nous avons la réalité, et que le nom importait peu. Le nom, au contraire, importe beaucoup. La bourgeoisie ne sait pas au juste ce que c'est que l'Internationale, mais ce mot lui fait peur; et, parmi les ouvriers, beaucoup viennent à nous attirés par le seul prestige du nom de notre association. Renoncer à notre nom, à ce nom qui est une partie de notre force, ce serait abdiquer. »

Spichiger : « J'ajouterai, en réponse à Hales, que ce n'est pas un grand mal si, dans la propagande, deux courants contraires se disputent l'organisation des masses populaires ; il est bon que le peuple apprenne, en voyant ces deux courants à l'œuvre, que l'un veut la liberté, et que l'autre est la négation de la liberté, c'est-à-dire représente le principe d'autorité. »

Manguette demanda si, tout en conservant le nom actuel de l'Internationale, nous ne pourrions pas y joindre une formule qui désignât clairement la fraction de l'Internationale à laquelle nous appartenons. — *Le rapporteur* répondit que si le Congrès adoptait un sous-titre, il reconnaîtrait implicitement qu'il y avait deux Internationales : « Or, pour nous, il n'en existe qu'une. Il n'y a pas à craindre que des manifestes émanant du parti autoritaire puissent être confondus avec les nôtres : leur contenu seul les rendra suffisamment reconnaissables, et les ouvriers ne s'y tromperont pas. »

Devant l'unanimité des protestations qui avaient accueilli sa proposition, *Hales* déclara qu'il la retirait.

L'article 1er du projet de statuts revisés fut ensuite adopté sans discussion et à l'unanimité. La discussion sur l'article 2 fut renvoyée à la séance de l'après-midi, pour qu'un délégué (Perrare) qui avait annoncé vouloir prendre la parole sur cet article, et qui, retenu le matin par son travail, était absent, pût prendre part au débat. Les articles 3, 4 et 5 furent adoptés sans discussion à l'unanimité.

Un débat s'engagea ensuite sur le 3e alinéa de l'article 6, alinéa ainsi conçu : « Il ne sera fait usage du vote [dans les Congrès] que pour les questions administratives, les questions de principe ne pouvant être l'objet d'une votation ». *Manguette* dit que la fédération de la vallée de la Vesdre s'était prononcée contre l'idée émise dans ce paragraphe. Viñas et les deux délégués anglais se prononcèrent dans le même sens que Manguette ; *Viñas* dit : « Il est toujours utile d'avoir la statistique des opinions ; or le seul moyen pour cela, c'est de voter, mais le vote n'engagera personne, ne créera aucune décision obligatoire » ; *Eccarius* : « Je crois qu'il ne faut pas renoncer au vote dans les questions de principe ; seulement il devra être entendu que le vote n'a qu'un but de statistique, et n'a pas force de loi ; si l'on ne vote pas, on ne saura pas quelle aura été en réalité l'opinion du Congrès sur les questions qu'il aura discutées ». *Le rapporteur* répondit à Eccarius : « C'est là justement ce que nous combattons; il ne faut pas qu'il y ait une opinion officielle du Congrès sur telle ou telle question de principe; quant à constater les diverses opinions qui se sont trouvées en présence dans le Congrès, les procès-verbaux en donnent le moyen : toutes les opinions diverses y sont consignées ». Costa, Alerini, Brousse, Van den Abeele, Joukovsky, parlèrent dans le même sens que le rapporteur; *Brousse* dit : « Le vote partage simplement une assemblée en majorité et en minorité; il n'est donc pas l'image exacte de la diversité des opinions : dans une question un peu complexe, il peut y avoir bien plus de deux avis différents, il peut même y avoir autant d'avis que d'individus : le seul moyen vraiment pratique de faire le recensement des opinions, c'est

de les consigner au procès-verbal, sans voter ». — *Hales* proposa de dire : « Il ne sera pas fait de vote obligatoire sur les questions de principe », et ajouta : « Je suis pour le vote, à condition qu'il ne crée pas une doctrine obligatoire; du reste, le Congrès a voté aujourd'hui même sur une question de principe, celle de la grève générale ».

Le rapporteur fit observer à Hales que le Congrès, au contraire, avait refusé de se prononcer par un vote sur la question théorique à propos de la grève générale, et que sa résolution ne parlait que d'organisation et de propagande. L'amendement de Hales, mis au voix, fut rejeté; l'alinéa du projet de la Commission fut adopté par cinq fédérations contre deux.

Dans la dixième séance, publique, le jeudi après-midi, le débat sur les statuts continuant, le 4e alinéa de l'article 6 vint en discussion; il était ainsi conçu : « Les décisions du Congrès général ne seront exécutoires que pour les fédérations qui les auront acceptées ». *Verrycken* prit la parole en faveur du principe exprimé par cet alinéa : « Il faut bien distinguer, dit-il, entre une loi et un contrat : le contrat est un engagement qui ne lie que les contractants; la loi, c'est la volonté de quelques-uns s'imposant à tous; or, les fédérations de l'Internationale veulent bien établir entre elles des contrats réciproques, mais non charger le Congrès de leur donner des lois ».

Le rapporteur s'exprima ainsi : « Pour éclaircir la portée de l'alinéa en discussion, j'ajouterai que le Congrès est considéré, non pas comme rendant des décrets, mais comme discutant seulement des projets de résolutions, résolutions qui ne deviennent définitives que par la ratification des diverses fédérations. Mais, nous dira-t-on, si une fédération n'accepte pas une décision qui aura été acceptée partout ailleurs, et que le refus de cette fédération porte un préjudice grave à la cause commune, vous ne prendrez donc point de mesures coercitives contre les récalcitrants ? Non, répondrai-je, nous n'en prendrons pas, et tout d'abord pour une raison bien simple, c'est que nous n'aurions pas le moyen de contraindre une fédération à exécuter une décision qu'elle repousserait; la force même des choses fait donc du principe du libre contrat, en vertu duquel nul ne fait que ce qu'il a consenti, une des nécessités de notre organisation. Les résolutions d'un Congrès n'ont de force que celle que leur donne l'adhésion volontaire des fédérations; et si cette adhésion fait défaut, toutes les prescriptions règlementaires que nous pourrions imaginer ne sauraient y suppléer. La seule mesure à la fois équitable et pratique à prendre contre une fédération qui refuserait de s'associer à une résolution reconnue nécessaire par les autres fédérations, serait de lui déclarer que son attitude est considérée comme une atteinte portée à la solidarité, et qu'en conséquence les fédérations lésées par cette attitude lui appliqueront la peine du talion, en suspendant la solidarité à son égard jusqu'à ce qu'une entente amiable ait aplani le différend. »

Dave et *Pindy* rappelèrent, à l'appui de l'alinéa proposé, qu'il y avait un précédent tout récent : au Congrès de la Haye, les délégués de plusieurs fédérations avaient pris des résolutions connues sous le nom de *Déclaration de la minorité*, résolutions que, selon leurs propres expressions, « ils soumettaient à l'approbation des Sections qui les avaient délégués ». Ces résolutions furent en effet soumises, après le Congrès, à la ratification des fédérations, et quelques-unes de celles-ci leurs substituèrent, comme on sait, d'autres résolutions plus radicales.

Le 4e alinéa de l'article 6 fut adopté à l'unanimité.

L'article 7 fut également adopté à l'unanimité, sans discussion.

L'article 8 du projet était relatif aux pays où l'Internationale était interdite. Il portait : « Pour les pays où l'Association internationale est interdite, les sections ou fédérations qui voudront se faire représenter au Congrès seront tenues de le faire savoir au moins trois mois d'avance à une fédération régionale voisine, qui prendra les renseignements nécessaires pour contrôler l'existence de ces sections ou fédérations. Leurs délégués ne seront admis au Congrès que sous la garantie de la fédération qui aura pris les renseignements, et n'auront pas voix délibérative. »

Après un échange d'observations sur les difficultés qu'offrirait l'exécution d'un pareil article et les inconvénients qui en résulteraient, la suppression de l'article fut votée par les Fédérations italienne, espagnole, française et jurassienne (les Fédérations anglaise, belge et hollandaise s'abstenant). Voici les raisons qui furent données par deux délégués, Dave et le rapporteur, pour la suppression de l'article, en réponse à ceux qui avaient exprimé la crainte de voir se produire des abus :

Dave : « Si nous demandons la suppression de l'article, ce n'est pas parce que nous voulons supprimer les garanties; mais nous pensons que l'article ne peut pas prévoir et spécifier tous les cas, que ses dispositions seront nécessairement incomplètes, et que par conséquent il est inutile. »

James Guillaume, rapporteur : « En présence des difficultés qu'offre une détermination règlementaire des garanties à exiger et de la marche à suivre à cet égard, je voterai la suppression de l'article. Il me semble que le mieux sera de laisser à chaque Congrès le soin d'apprécier si les garanties que lui offrent les délégués et les sections sont suffisantes : c'est ce que nous avons fait cette fois pour les mandats de Terzaghi et pour ceux des Sections françaises. »

L'article 8 du projet ayant été supprimé, l'article 9 se trouva devenu l'article 8. Cet article était relatif à l'établissement d'un centre temporaire pour la correspondance; il disait qu'une fédération régionale serait chargée chaque année par le Congrès général de l'organisation du Congrès de l'année suivante; que la fédération qui aurait reçu ce mandat servirait de Bureau fédéral à l'Association : elle serait chargée de porter à la connaissance des fédérations régionales les questions que les diverses fédérations ou sections désireraient placer à l'ordre du jour du Congrès : le Bureau fédéral pourrait en outre servir d'intermédiaire pour les questions de grèves, de statistique, et de correspondance en général.

L'article, qui résumait ainsi les diverses idées émises dans la discussion du mardi soir, donnait satisfaction à ceux des délégués qui avaient demandé le maintien du principe d'an-archie, en ce qu'il disait que le Bureau fédéral *pourrait* servir d'intermédiaire entre les fédérations, ce qui impliquait que les fédérations, si elles le préféraient, auraient la faculté de ne pas se servir de cet intermédiaire. L'article fut adopté par l'unanimité des délégués, à l'exception des délégués belges, qui durent voter contre, liés qu'ils étaient par le mandat impératif qui leur prescrivait de voter pour l'établissement de trois Commissions distinctes.

Les articles 10, 11 et 12 du projet (devenus les articles 9, 10 et 11) furent adoptés sans débats et à l'unanimité.

L'article 2 du projet (ancien article 8 des statuts de 1866), qui avait été réservé pour la fin, fut ensuite mis en discussion. Il était ainsi conçu : « Quiconque adopte et défend les principes de l'Association peut en être reçu membre, sous la responsabilité de la section qui l'admettra ».

Dumartheray proposa que l'article fût rédigé de la façon suivante : « Ne feront partie de l'Internationale que les travailleurs manuels [1] ».

Manguette dit : « Je ne demande pas, quant à moi, qu'on ferme la porte de l'Internationale aux travailleurs non manuels; mais je propose que les journalistes, les professeurs, etc., soient tenus de former des sections à part. »

Cette discussion offrant un intérêt particulier, je la reproduis en entier, d'après le compte-rendu :

« *Verrycken*. Je dois combattre énergiquement la proposition de Dumartheray et celle de Manguette. En Belgique, nous avons dans nos sections des hommes qui ne sont pas des travailleurs manuels, qui appartiennent à la bourgeoisie, et qui sont pour le moins aussi révolutionnaires que les ouvriers. Ces hommes-là nous ont rendu d'éminents services : ce sont eux qui nous ont

1. Cinq ans et demi plus tard, en février 1879, Dumartheray, par une heureuse inconséquence, devait s'associer avec Kropotkine et Herzig, qui n'étaient ni l'un ni l'autre des travailleurs manuels, pour fonder à Genève le journal le *Révolté*.

appris ce que nous savons, et, sans eux, où en serions-nous aujourd'hui ? Que nous ne les admettions pas dans nos sociétés de métiers, de résistance, c'est naturel ; et aussi aucun d'eux n'a jamais prétendu y entrer ; mais les repousser entièrement, ou les obliger à se constituer, en dehors des travailleurs manuels, en sections à part, ce serait une chose funeste, qui aurait les plus déplorables résultats.

« *Guillaume*, rapporteur. Manguette propose que les travailleurs non manuels constituent des sections à part. Mais il faut faire une distinction, car il y a deux sortes de sections. S'agit-il des sociétés corporatives ? là on aura parfaitement raison d'exclure non seulement les travailleurs non manuels, mais tous ceux qui ne sont pas du métier ; un cordonnier ne saurait faire partie d'une société de mécaniciens, pas plus qu'un maître d'école. Sur ce point-là nous sommes donc d'accord. Mais, à côté des sections de métier, il y a des sections mixtes, ce qu'on appelle chez nous des cercles d'études sociales, où sont admis les travailleurs de toutes les professions ; et nous sommes d'avis que fermer la porte de ces sections mixtes à ceux des travailleurs qui n'exercent pas un métier manuel serait à la fois injuste et dangereux. On nous dit que les travailleurs non manuels peuvent acquérir dans les groupes ouvriers une certaine influence ; mais ce sera encore bien pis si vous constituez ces hommes-là en sections à part. Il faut au contraire chercher à rapprocher le plus possible des ouvriers ceux qu'on appelle des travailleurs de la pensée ; il faut qu'ils apprennent à se bien connaître les uns les autres, à se coudoyer tous les jours dans la section, à vivre d'une vie commune, de sorte que les hommes sortis de la bourgeoisie, qui viennent à l'Internationale pour se moraliser et se développer au contact des travailleurs manuels, aient l'occasion de dépouiller entièrement leurs préjugés de caste et de devenir de véritables révolutionnaires.

« *Costa*. Le but de l'Internationale est l'abolition des classes et l'établissement de la fraternité humaine. Serait-ce être conséquents avec notre but, que de consacrer au sein même de notre association cette distinction des classes que nous voulons anéantir ? Comment veut-on que les bourgeois apprennent à sympathiser avec les ouvriers et à partager leurs aspirations, si les ouvriers les repoussent ? Il n'y a pour moi que deux catégories d'hommes, ceux qui veulent la révolution et ceux qui ne la veulent pas : or il y a des bourgeois qui veulent la révolution avec bien plus d'énergie et de sérieux que certains ouvriers.

« *Perrare*. Je reconnais qu'il est difficile de délimiter ce qu'on doit entendre par *travailleurs*, pour l'admission des membres dans notre association. Si vous laissez en contact les bourgeois et les ouvriers dans l'Internationale, ce ne sera qu'au détriment de ces derniers, car les bourgeois, étant plus instruits, acquerront dans les sections une certaine influence qui sera toujours mauvaise pour le travailleur manuel. L'homme qui n'est pas né dans le travail, qui ne sait pas ce que c'est qu'un contre-maître, ce que c'est qu'un patron, ne peut pas comprendre les aspirations de ceux à qui est faite la vie du salarié ; les bourgeois viendront toujours prouver que l'ouvrier est dans l'erreur. Je ne veux pas dire aux travailleurs de la pensée : *Vous êtes des parias* ; mais je dis que leur admission est une cause de ruine pour l'Internationale ; notre association ne fait déjà plus peur aux bourgeois, parce que ceux-ci ont vu que, par les travailleurs de la pensée, ils pouvaient s'emparer de l'Internationale. Dans la Fédération romande, à Genève, qu'est-il arrivé ? Il y avait les corps de métier, et la section mixte ou section centrale. Dans cette section centrale on recevait tous les gens qui se présentaient ; il y est entré des hommes qui, par leur instruction, sont venus imposer les arguments qu'ils possédaient. Les sections de métier finissaient par adopter tout ce qui venait de là, et la section centrale finit par diriger entièrement la Fédération romande, qui appartint alors à quelques individus ; vous voyez encore ces gens-là gouverner aujourd'hui cette fédération. Je voulais donc vous dire simplement ceci : En raison de ce que nous avons vu, nous venons vous proposer, non pas de mettre les travail-

leurs de la pensée au ban de la société, mais de leur dire : « Organisez-vous « de votre côté, nous vous tendrons la main; mais pour ne pas subir votre « influence, pour que l'Internationale ne dévie pas de son but, nous ne voulons « pas être avec vous, pour éviter ces mécomptes ». Ne discutons donc plus sur le mot *travailleur* : ce qu'il ne nous faut pas, ce sont des hommes qui en savent trop et qui nous égarent par leurs belles phrases.

« *Guillaume*, rapporteur. L'argumentation que nous venons d'entendre se réduit à ceci : Ce ne sont pas tant les bourgeois que nous repoussons, mais les hommes instruits et capables, d'où qu'ils viennent. Perrare fait simplement le procès à l'intelligence; ce qu'il redoute, ce n'est pas le travailleur dit de la pensée, c'est le travailleur intelligent en général. Pour le satisfaire, il faudra proscrire tous les ouvriers qui seront arrivés à un certain degré de développement intellectuel; et il y en a beaucoup déjà, parmi les ouvriers, qui ont cultivé leur intelligence et qui sont devenus par conséquent dangereux aux yeux de Perrare. Sans chercher bien loin, nous connaissons dans la Fédération jurassienne des ouvriers qui sont beaucoup plus instruits que la plupart des hommes qui siégent dans les parlements bourgeois; et savez-vous comment ces ouvriers ont acquis leur instruction ? c'est par un travail solitaire et opiniâtre, en passant une partie de leurs nuits à l'étude, en prenant sur leur nécessaire pour se procurer les moyens d'apprendre. Eh bien, suivant la théorie de Perrare, une fois qu'un de ces hommes est arrivé à en savoir aussi long et plus long qu'un bourgeois, il faut le mettre à la porte de l'Internationale.

« Ceux qui ont perdu la section centrale de Genève, ceux qui dirigeaient toutes les intrigues dont a parlé Perrare, étaient-ce des bourgeois ? Il y en avait sans doute quelques-uns[1] ; mais le plus grand nombre étaient des ouvriers, des graveurs, des monteurs de boîtes, des menuisiers, etc.; je n'ai pas besoin de les nommer[2], vous les connaissez bien et vous savez que ce sont ceux-là qui ont fait le plus de mal.

« Il faut exclure les bourgeois parce qu'ils ne savent pas ce que c'est qu'un patron, dites-vous ; et cependant que voyons-nous ? c'est que, parmi les bourgeois déclassés qui sont entrés dans l'Internationale, presque tous ont dû demander leur pain à un travail manuel ; et beaucoup d'entre eux, même, ne connaissant pas de métier, ont dû se faire tout simplement manœuvres. Il y en a dans cette enceinte qui sont dans ce cas; il y en a d'autres qui, s'ils ne font pas aujourd'hui du travail manuel, y ont passé cependant, et d'autres qui en feront demain. Et vous venez nous dire que ces hommes-là ne savent pas ce que c'est que la misère, que l'exploitation, qu'ils ne peuvent pas comprendre les aspirations du monde ouvrier ? Mais personne au contraire n'a plus qu'eux un intérêt direct et immédiat à la révolution.

« Savez-vous à quoi nous conduirait cet esprit d'intolérance et — je dirai le mot — de mesquine jalousie ? Je vais vous citer un exemple que plusieurs d'entre vous connaissent. Il y avait dans une section, en Espagne, un homme qui appartenait à la bourgeoisie par sa naissance et son éducation ; il avait été instituteur; après être entré dans l'Internationale, il chercha à apprendre un métier manuel ; mais comme en même temps il rédigeait un journal socialiste, on voyait toujours en lui l'homme de lettres plutôt que l'ouvrier, et cela offusquait des susceptibilités du genre de celle que vous venez d'entendre s'exprimer tout à l'heure. Aussi, à force de s'entendre répéter qu'il n'était pas un vrai travailleur, qu'il appartenait à la classe privilégiée, qu'on devait le tenir en suspicion, et autres choses semblables, le pauvre homme finit par perdre la tête, et voulut fermer la bouche à ses calomniateurs par une réponse péremptoire : il planta là son journal et sa section, et alla dans une ville voisine se faire garçon de café[3]. Est-ce un résultat semblable que Perrare vou-

1. Outine et les Russes de son entourage.

2. Henri Perret, Grosselin, Duval, etc.

3. Il s'agit de Marselau, le jeune prêtre espagnol qui avait jeté le froc aux orties et était devenu instituteur. Membre ensuite de la Section de Séville, il fonda le journal la *Razon*. Un beau jour, outré des attaques sottes et méchantes dont

drait obtenir ? et croit-il que ceux d'entre nous qui écrivent dans les journaux, qui font des conférences, qui se consacrent à la propagande, ne rendent pas plus de services à l'Internationale qu'ils ne pourraient lui en rendre s'ils voulaient imiter la résolution désespérée du compagnon dont je viens de parler ?

« Enfin, si l'on veut sérieusement examiner où sont les bourgeois dans l'Internationale, n'est-ce pas bien plutôt dans les rangs de certains ouvriers que nous les trouverons ? Il y a des ouvriers, en Suisse, qui gagnent dix et quinze francs par jour, qui portent la redingote et le chapeau haute forme, qui vivent au sein du monde bourgeois dont ils partagent les préjugés ; mais ce sont des travailleurs manuels, et, à ce titre, Perrare leur ouvrira à deux battants les portes de l'Internationale. D'autre part, voici des employés de commerce à cent francs par mois, des professeurs courant le cachet, et gagnant parfois à peine trois francs par jour : ils vivent de leur travail, ils sont exploités comme les ouvriers ; mais ils ne manient pas l'outil, donc ce sont des bourgeois, selon Perrare. Cependant ces derniers seront des révolutionnaires sérieux et dévoués, tandis que l'ouvrier en chapeau haute forme est un franc réactionnaire. La conclusion me paraît claire : je vote pour le maintien de l'article 2 tel qu'il a été adopté en 1866 et que la Commission le propose.

« *Manguette.* Je désire expliquer ma proposition. Je n'ai pas parlé d'exclure qui que ce soit. On dit que j'ai voulu confiner les bourgeois dans des sections à part. Mais si l'on ne veut pas accepter cette idée, si l'on se refuse à réglementer, il vaut mieux retrancher entièrement l'article, et laisser chaque section libre de procéder comme elle voudra. Les bourgeois ont fait beaucoup de bien dans l'Internationale, mais tout autant de mal ; je crois donc que chaque section devra bien réfléchir avant de les admettre, et que le mieux est de ne rien dire dans les statuts.

« *Alerini.* On n'a pas encore pu définir au juste ce que c'est qu'un ouvrier. Un ouvrier qui travaille pour son propre compte, qui n'est pas un salarié, n'est pas un exploité, tandis qu'il y a tel « bourgeois » qui est exploité bien plus que la plupart des ouvriers ; et la limite est vraiment si difficile à fixer que, jusqu'à ce qu'on y ait réussi, je demande qu'on laisse l'article tel qu'il est. Que les sections soumettent les « bourgeois » à des épreuves toutes spéciales, c'est naturel ; ainsi, dans les sections espagnoles, on leur demande une déclaration de principes ; il y a une infinité de garanties que l'on peut prendre, et je comprends toutes les réserves ; mais dire que ceux qui appartiennent à la catégorie des travailleurs non manuels ne peuvent pas faire partie de l'Internationale, cela n'est pas juste. L'article du reste ne dit pas : « *doivent* faire partie de l'Internationale tel et tel », mais seulement « *peuvent* faire partie ». Le droit des sections d'apprécier en dernier ressort est donc réservé

« *Viñas.* En Espagne on a agité aussi cette question : dans trois congrès consécutifs elle a été à l'ordre du jour ; mais on a dû l'abandonner, à cause de la difficulté qu'on a trouvée à définir les mots *travailleur* et *ouvrier* ; chacune des définitions proposées excluait telle ou telle catégorie d'exploités, qu'on ne pouvait pas faire rentrer dans les définitions. Si on veut arriver à l'émancipation de tous les exploités, on a besoin de l'aide de tous les exploités ; il y a aujourd'hui des classes d'exploités qui ne sont pas comprises dans la signification donnée ordinairement au mot *travailleur* : ainsi les grooms, les domestiques, les suisses, ne créent pas un produit échangeable, et sont cependant des exploités. Nous ne pouvons pas accepter le concours de la bourgeoisie comme classe ; mais si quelques individus, convaincus de la justice de notre cause, viennent à nous, qu'on ne les repousse pas. Qu'on ait des défiances envers eux, c'est possible ; qu'on les surveille, c'est même nécessaire ; mais qu'on laisse aux

il était l'objet de la part de certaines gens, il disparut : on ne savait ce qu'il était devenu, et on craignait qu'il n'eût été victime d'un accident, lorsque enfin des amis le découvrirent dans un café de Grenade, où, la serviette sur le bras, il servait des sorbets aux consommateurs. Ses amis le chapitrèrent, lui remontèrent le moral, et parvinrent à le décider à retourner avec eux à Séville.

sections le droit d'apprécier si tel individu qui se présente est digne oui ou non d'être admis dans leur sein.

« *Spichiger*. C'est comme ouvrier manuel que je désire dire un mot sur la question en discussion. Je ne pense pas que les travailleurs manuels auraient raison de repousser ceux qu'on appelle les travailleurs de la pensée. Voyons en effet la situation économique actuelle et les causes qui l'ont amenée. Sous le régime moderne de la liberté du commerce et de l'industrie, ç'a d'abord été chez les bourgeois une course au clocher pour arriver à la fortune ; au début cela allait bien : avec de l'instruction et du travail chacun pouvait se flatter de parvenir. Mais la centralisation des capitaux est venue, et avec elle se sont ruinées les espérances de la petite bourgeoisie : le résultat, c'est que cette petite bourgeoisie ouvre les yeux, et reconnaît que la cause de sa ruine c'est la mauvaise organisation de la société actuelle et qu'il faut détruire cette organisation. Ces gens-là sont donc forcés, par la fatalité économique, de venir à nous ; ils deviennent révolutionnaires autant et plus que les ouvriers eux-mêmes, et, étant plus instruits, ils peuvent rendre de grands services à notre cause. On peut craindre, il est vrai, qu'ils n'acquièrent trop d'influence parmi nous ; mais c'est aux ouvriers à savoir lutter contre cette influence en ce qu'elle a de mauvais, et à la neutraliser ; chaque section d'ailleurs reste libre de n'admettre des bourgeois que dans les limites où elle le jugera convenable. Il serait très fâcheux que le parti socialiste se trouvât partagé en deux corps : il ne pourrait en résulter qu'un antagonisme qui serait fatal aux ouvriers. Si tous les ouvriers manuels étaient réunis et prêts à résoudre les problèmes sociaux, j'admettrais cependant qu'ils voulussent marcher seuls et s'en remettre à leurs propres forces ; mais nous n'en sommes pas là, malheureusement ; nous ne sommes encore qu'une minorité, et il ne faut pas que nous divisions nos forces. En conséquence, je voterai pour l'article 2. »

Au vote, l'amendement Dumartheray obtint deux voix, celles de Dumartheray et de Perrare ; il y eut six abstentions (Eccarius, Hales, Manguette, Cornet, Cyrille, Viñas) ; tous les autres délégués votèrent contre. L'amendement Manguette obtint deux voix, celles de Manguette et de Cornet ; il y eut cinq abstentions (Eccarius, Hales, Cyrille, Dumartheray, Perrare) ; tous les autres délégués votèrent contre. L'article 2 eut contre lui quatre voix négatives, celles de Dumartheray, Perrare, Cornet et Manguette ; il y eut deux abstentions, Eccarius et Cyrille : tous les autres délégués votèrent pour : l'article se trouva donc adopté à l'unanimité des fédérations.

L'ensemble des statuts fut ensuite mis aux voix : à l'unanimité les délégués émirent un vote affirmatif, sauf Dumartheray et Perrare, qui s'abstinrent. Les statuts furent donc adoptés par l'unanimité des fédérations.

Voici le texte des statuts généraux revisés :

STATUTS GÉNÉRAUX
DE
L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS
revisés par le Congrès général de Genève (1873).

Considérant :

Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs ;

Que l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude : politique, morale, et matérielle ;

Que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est

le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique ;

Que tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays, et d'une union fraternelle entre les travailleurs des diverses contrées;

Que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national, qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique;

Que le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industrieux, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs, et conseille de combiner tous les efforts encore isolés;

Pour ces raisons :

Le Congrès de l'Association internationale des travailleurs, tenu à Genève le 3 septembre 1866, déclare que cette Association, ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes : la *vérité*, la *justice*, la *morale*, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité.

Le Congrès considère comme un devoir de réclamer les droits d'homme et de citoyen non seulement pour les membres de l'Association, mais encore pour quiconque accomplit ses devoirs. *Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs.*

Les Fédérations régionales représentées au Congrès international réuni à Genève le 1er septembre 1873, s'inspirant de cette déclaration de principes, ont revisé les statuts généraux de l'Association internationale des travailleurs, et les ont adoptés dans la forme suivante :

Article premier. — L'Association internationale des travailleurs a pour but de réaliser l'union des travailleurs de tous les pays sur le terrain de la solidarité dans la lutte du travail contre le capital, lutte qui doit aboutir au complet affranchissement du travail.

Art. 2. — Quiconque adopte et défend les principes de l'Association peut en être reçu membre, sous la responsabilité de la section qui l'admettra.

Art. 3. — Les fédérations et sections composant l'Association conservent leur complète autonomie, c'est-à-dire le droit de s'organiser selon leur volonté, d'administrer leurs propres affaires sans aucune ingérence extérieure, et de déterminer elles-mêmes la marche qu'elles entendent suivre pour arriver à l'émancipation du travail.

Art. 4. — Un Congrès général de l'Association aura lieu chaque année, le premier lundi de septembre.

Art. 5. — Toute section, quel que soit le nombre de ses membres, a le droit d'envoyer un délégué au Congrès général.

Art. 6. — La mission du Congrès est de mettre en présence les aspirations des travailleurs des divers pays, et de les harmoniser par la discussion.

A l'ouverture du Congrès, chaque fédération régionale présentera son rapport sur la marche de l'Association durant l'année écoulée.

Il ne sera fait usage du vote que pour les questions administratives, les questions de principe ne pouvant être l'objet d'une votation.

Les décisions du Congrès général ne seront exécutoires que pour les fédérations qui les auront acceptées.

Art. 7. — Dans le Congrès général, les votes se feront par fédération, à raison d'une voix par fédération régionale.

Art. 8. — Le Congrès chargera chaque année une fédération régionale de l'organisation du Congrès suivant. La fédération qui aura reçu ce mandat servira de Bureau fédéral à l'Association ; c'est à elle que devront être transmises, au moins trois mois à l'avance, pour les porter à la connaissance de toutes les fédérations régionales, les questions que les diverses fédérations ou sections désirent placer à l'ordre du jour du Congrès.

Le Bureau fédéral pourra en outre servir d'intermédiaire, pour les questions de grèves, de statistique, et de correspondance en général, entre les fédérations qui s'adresseront à lui à cet effet.

Art. 9. — Le Congrès désignera lui-même la ville où se tiendra le Congrès suivant. A l'époque fixée pour le Congrès, les délégués se réuniront de plein droit au jour et au lieu indiqués, sans qu'il soit besoin d'une convocation spéciale.

Art. 10. — Un vote fait dans les fédérations régionales, sur l'initiative d'une section ou fédération, pourra, dans le cours de l'année, selon les éventualités, changer le lieu et la date du Congrès général, ou convoquer un Congrès extraordinaire.

Art. 11. — Lorqu'une nouvelle fédération régionale voudra entrer dans l'Association, elle devra annoncer son intention au moins trois mois avant le Congrès général à la fédération qui sert de Bureau fédéral. Celle-ci en donnera connaissance à toutes les fédérations régionales, qui auront à décider si elles acceptent ou non la fédération nouvelle, et donneront mandat à cet effet à leurs délégués au Congrès général, lequel prononcera en dernier ressort.

La dernière question à l'ordre du jour du Congrès était celle de la statistique du travail. Au Congrès de Saint-Imier, l'année précédente, la Fédération italienne avait été chargée « de présenter un projet d'organisation universelle de la résistance et un plan général de statistique » ; mais elle ne s'était pas acquittée de ce mandat. Lecture fut donnée du rapport de la Commission du Congrès nommée le lundi soir, et la discussion en fut renvoyée au lendemain. La séance fut ensuite levée à sept heures.

Le jeudi soir eut lieu, dans la salle du Congrès, le meeting destiné aux ouvriers genevois, qui y avaient été convoqués par affiches. J'en prends le compte-rendu dans le *Bulletin* :

« Une foule compacte remplissait la salle du Congrès et la salle attenante. Un grand nombre d'orateurs, entre autres les compagnons Dave, Lefrançais, Verrycken, Costa, Joukovsky, Van den Abeele, Farga, traitèrent les deux questions à l'ordre du jour : Les principes, le but et les moyens d'action de l'Internationale, — et le principe fédératif.

« Le compagnon *Eccarius*, ayant remarqué dans la salle un certain nombre d'ouvriers allemands, profita de cette occasion pour expliquer, dans un discours en langue allemande, l'origine de la scission qui s'est produite au Congrès de la Haye, et les motifs pour lesquels il a cru devoir se ranger du côté des fédéralistes. Ce discours souleva de violentes réclamations de la part d'un petit groupe de dissidents appartenant au *Schweizerischer Arbeiterbund* (dont l'organe est la *Tagwacht*) ; et le citoyen *Gutsmann* — le même qui a présidé le Congrès d'Olten — monta à la tribune pour répondre [en allemand] à Eccarius. Ce citoyen,

qui paraissait n'être nullement au courant des affaires de l'Internationale, et ne s'être rendu aucun compte de la portée véritable du Congrès [1], ne sut trouver, en réponse à tout ce qui avait été dit au meeting, que des arguments de la force de ceux-ci : « Eccarius s'est prononcé contre le Conseil général par dé« pit de ne plus en faire partie. On a prétendu que le Conseil général n'existe « plus, et cela parce que vingt hommes viennent d'en prononcer ici l'abolition ; « ces vingt hommes, qui ne représentent qu'eux-mêmes, n'avaient aucun droit « de prendre une résolution semblable : donc le Conseil général continue à « exister après comme avant le Congrès de Genève. Enfin, la Fédération juras« sienne, qui parle tant des principes de l'Internationale, ne les met pas en « pratique : en effet, elle sait bien trouver de l'argent pour publier des pam« phlets, mais, quand il y a des grèves à Genève, elle n'envoie pas un centime. »

« *James Guillaume*, relevant cette dernière assertion, répondit à Gutsmann que, pour ce qui concernait la Section qu'il représentait, celle de Neuchâtel, il était vrai qu'en effet elle n'était venue à l'aide d'aucune grève à Genève depuis deux ans, mais qu'elle avait pour cela ses raisons, et les voici [: suit l'histoire des deux mandats de 50 fr. et de 24 fr. expédiés les 11 et 14 juin 1870 par la Section de Neuchâtel à M. Saulnier, président du comité de la grève du bâtiment, à Genève, mandats dont il n'avait pas été possible d'obtenir un accusé de réception : voir tome II, p. 42, note]. En présence de faits semblables, et jusqu'à ce qu'on sache à quoi s'en tenir sur la moralité de certains comités genevois, la Section de Neuchâtel a décidé de ne plus envoyer d'argent à Genève.

« *Joukovsky*, à son tour, rappelle l'attitude des Sections jurassiennes dans diverses grèves genevoises, et fait voir par des faits combien l'assertion de Gutsmann est mensongère et calomnieuse. Lors de la grande grève du bâtiment en 1868, les Sections des Montagnes furent les premières à venir au secours de leurs frères de Genève, et la Section du Locle, à elle seule, réunit la somme de 1500 francs. Plus tard, quand éclata la grève des tuiliers en 1870, les Sections des Montagnes envoyèrent leurs délégués au meeting de Vevey, où, sur la proposition de l'un d'eux, le compagnon Spichiger, une collecte fut organisée séance tenante. Quelques semaines plus tard, à l'occasion de la grève des plâtriers-peintres, bientôt transformée en grève générale du bâtiment, le Comité fédéral des Sections des Montagnes adressa un pressant appel à ces sections pour qu'elles vinssent au secours des ouvriers de Genève ; cet appel fut entendu, et des sommes formant un total considérable furent envoyées ; Guillaume vient de rappeler que la Section de Neuchâtel, qui avait envoyé pour son compte 74 fr., n'a jamais pu obtenir de reçu. Enfin tout dernièrement, et malgré les événements de la Haye, la grève des bijoutiers a été une nouvelle occasion pour plusieurs Sections du Jura de prouver leur solidarité pratique aux ouvriers de Genève, en ouvrant des souscriptions et en s'imposant des cotisations extraordinaires. Quant à ce qu'a dit Gutsmann au sujet d'une réunion de vingt personnes votant l'abolition du Conseil général, c'est tout simplement ridicule. Ces vingt hommes [2] représentent non eux-mêmes, mais tout le prolétariat organisé d'Europe et d'Amérique, à l'exception de quelques groupes dissidents restés fidèles au Conseil général ; ce n'est donc pas une coterie, ce sont les millions de travailleurs formant l'Internationale qui viennent de prononcer, par la voix de leurs délégués, la déchéance de l'autorité ; cette déchéance est irrévocable, et l'autorité est bien définitivement abolie dans l'Internationale.

« L'heure avancée obligea le bureau du meeting à lever la séance justement au moment où la discussion devenait le plus intéressante ; néanmoins nous

1. Gutsmann — comme plusieurs de nos adversaires de langue allemande, que la calomnie avait momentanément égarés, mais qui finirent par ouvrir les yeux — devait se rapprocher de nous un peu plus tard. On le verra, en août 1876, adresser, au nom des socialistes allemands de Genève, un salut sympathique au Congrès de la Fédération jurassienne à la Chaux-de-Fonds ; et en octobre 1876 il prendra part comme délégué au huitième Congrès général de l'Internationale à Berne.

2. Il y avait au Congrès vingt-quatre délégués ayant droit de vote.

croyons que les quelques paroles échangées sur cette question de la scission, si mal comprise encore à Genève, auront pu ouvrir les yeux à bon nombre des assistants. »

Le vendredi matin 5, dans la onzième séance, administrative, il fut décidé, sur ma proposition, que la traduction des statuts généraux revisés serait faite séance tenante par les délégués des diverses Fédérations régionales, et soumise à l'approbation du Congrès, afin qu'il y eût dans chacune des six langues française, anglaise, allemande, espagnole, italienne et hollandaise un texte authentique des statuts.

Bruxelles fut désigné comme lieu de réunion du prochain Congrès général en septembre 1874, et la Fédération belge reçut le mandat de servir de Bureau fédéral à l'Association pendant l'année 1873-1874. Le Conseil général étant aboli, la cotisation annuelle de dix centimes par membre n'avait plus de raison d'être : le Congrès la supprima, et décida que le montant des frais de correspondance et d'organisation du Congrès général serait avancé par la fédération qui servirait de Bureau fédéral, et que ces frais seraient ensuite répartis chaque année, à l'époque du Congrès, entre les Fédérations régionales.

Farga-Pellicer souleva la question de l'attitude à prendre en présence du Congrès du parti autoritaire, qui devait se réunir à Genève le lundi 8 septembre. Il exprima l'avis que tout espoir de conciliation ne devait pas être abandonné, et proposa que le Congrès votât une déclaration manifestant notre volonté de pratiquer la solidarité envers tous les travailleurs, quelle que soit l'organisation dont ils fassent partie.

Van den Abeele rappela qu'il avait reçu mandat de la Fédération hollandaise d'assister au Congrès autoritaire. « Je m'y rendrai, dit-il, pour lui poser un ultimatum : nous verrons alors si l'on peut encore faire quelque chose avec ces gens-là, et s'il y a parmi eux des hommes qui sachent mettre la cause de la révolution au-dessus des rancunes personnelles. »

Le Congrès chargea une commission de rédiger un projet de résolution concernant la solidarité universelle entre travailleurs, telle que l'Internationale entend la pratiquer.

La onzième séance, publique, eut lieu le vendredi après-midi.

Le rapport présenté par la Commission de la statistique du travail fut adopté. Le Congrès décida de proposer à toutes les fédérations de l'étudier et d'apporter au prochain Congrès général leurs réponses sur les questions qu'elles auraient pu élucider.

Farga proposa au Congrès le vote d'une résolution recommandant l'organisation des fédérations de métier telle qu'elle existait en Espagne. « Nous avions débuté, dit-il, par créer des organisations centralisées ; puis nous avons reconnu que ce système était vicieux, et nous avons décentralisé, en constituant à part les diverses branches de chaque industrie, sur une base fédérative. Ainsi, tous les ouvriers de manufactures étaient autrefois groupés en une seule Union ; l'expérience nous a fait voir les inconvénients de cette centralisation, et l'Union des ouvriers manufacturiers s'est subdivisée en plusieurs fédérations de branches différentes. » La résolution proposée par Farga était ainsi conçue :

Le Congrès de l'Association internationale des travailleurs, tenu à Genève le 1er septembre 1873,

Considérant qu'il est indispensable, pour arriver à l'organisation du travail, que les associations ouvrières s'organisent par corps de métier et qu'elles se fédèrent au point de vue régional et international ;

Considérant en outre que pour soutenir la lutte contre le capital et pour affirmer la solidarité entre tous les travailleurs, aussi bien que pour con-

naître scientifiquement les conditions de la production sous ses divers aspects et rapports, il est non moins utile d'organiser les Unions de métiers [1],

Le Congrès recommande à toutes les sections l'organisation par corps de métier et par fédérations régionales et internationales, ainsi que la création d'Unions de métiers. Il appelle leur attention sur les expériences qui ont été faites à cet égard en Espagne, expériences qui ont prouvé la nécessité de prendre pour base de ces Unions, non plus le système centralisateur, mais l'autonomie des fédérations de métier qui se rattachent à la même branche de production, unies entre elles par un pacte de solidarité et de défense mutuelle.

Enfin, pour arriver à la prompte réalisation des fédérations et des Unions de métiers, le Congrès invite les fédérations et Unions déjà constituées à faciliter cette organisation par la publication, dans les organes de l'Internationale, de tous les renseignements, de toutes les données, de toutes les expériences acquises.

J'appuyai le projet de résolution ; voici l'extrait du compte-rendu :

« *James Guillaume.* J'appuie la proposition de Farga. Il ne suffit pas de proclamer théoriquement le principe de fédération et d'autonomie, nous devons chercher maintenant à le réaliser dans les organisations ouvrières. En Suisse, du reste, la plupart des fédérations de métier sont constituées sur ce principe ; et celles-là même qui prétendent marcher avec les autoritaires pratiquent en réalité le fédéralisme sans s'en douter. Mais il est bon, pour éviter la confusion que nos adversaires cherchent à faire naître pour en profiter, d'établir clairement ce fait : que du principe de fédération et d'autonomie, qui est le nôtre, résulte l'organisation ouvrière telle qu'elle se pratique aujourd'hui en Espagne, en Belgique, en Suisse ; tandis que la conséquence logique du principe d'autorité, ce sont ces organisations fortement centralisées, condamnées par l'expérience. »

Le projet de résolution de Farga, mis aux voix, fut adopté à l'unanimité.

La Commission nommée dans la séance du matin pour rédiger un projet de résolution concernant la solidarité universelle entre travailleurs présenta la rédaction suivante :

Le Congrès de l'Association internationale des travailleurs, réuni à Genève le 1er septembre 1873, croit de son devoir de déclarer que cette Association entend pratiquer envers tous les travailleurs du monde, quelle que soit l'organisation qu'ils se donnent, la solidarité dans la lutte contre le capital pour réaliser l'affranchissement du travail.

Cette résolution fut votée à l'unanimité.

Il fut décidé de tenir encore une séance administrative le samedi matin, pour régler quelques détails financiers. Puis, le Congrès ayant épuisé son ordre du jour, *Verrycken*, président, prononça l'allocution suivante :

1. Les Espagnols appelaient « Union de métiers » un groupement qui unissait en un seul faisceau les fédérations autonomes de métiers appartenant à la même industrie. Ainsi l'Union de métiers appelée « Union des ouvriers manufacturiers » groupait cinq « fédérations de métier », savoir : la Fédération des journaliers, des fileurs et des tisseurs à la machine ; la Fédération des tisseurs à la main ; la Fédération des teinturiers en branches annexes ; la Fédération des cordiers ; la Fédération des ouvriers en articles à mailles. Une Union de métiers, en Espagne, correspondait donc à ce qu'on appelle aujourd'hui, en France, une Fédération d'industrie (Fédération du livre) ou une Union fédérale (Union fédérale des ouvriers métallurgistes).

« L'ordre du jour du Congrès étant épuisé, nous allons clore les séances publiques. Mais il importe, au moment où nous achevons nos délibérations, de bien préciser la signification de ce Congrès. Deux idées se trouvaient en lutte après le Congrès de la Haye : le fédéralisme et l'autoritarisme. C'est le premier de ces deux principes qui l'a emporté au sein de toutes les fédérations de l'Internationale ; c'est pour réorganiser l'Internationale sur une base fédéraliste que nous avons été délégués ici. Le Congrès de Genève de 1866 avait conclu le premier pacte d'union entre les travailleurs ; depuis lors, les intrigues de quelques ambitieux avaient fait dévier l'Internationale de la ligne qu'elle s'était tracée à son début ; le Congrès de Genève de 1873 a fait rentrer notre Association dans sa véritable voie ; le peuple travailleur ne veut plus de chefs et de directeurs, il veut prendre lui-même en mains la gestion de ses affaires.

« Vous avez décidé que le prochain Congrès général aura lieu à Bruxelles. Comme Belge, je puis vous assurer que vous serez reçus avec le même empressement et la même cordialité que nous l'avons été ici. Nous comptons sur le concours du plus grand nombre possible de délégués, et nous espérons que le Congrès de 1874 continuera dignement celui de 1873.

« Je remercie tous les délégués, qui m'ont rendu facile la tâche de la présidence, et je déclare closes les séances publiques du sixième Congrès général de l'Internationale. Vive l'Association internationale des travailleurs ! Vive la Révolution sociale ! » (Applaudissements et acclamation des délégués et du public.)

Le même soir, — dit le compte-rendu, — un banquet réunit dans la salle du Congrès les délégués et un grand nombre d'ouvriers genevois. Un esprit de véritable fraternité présida à cette fête, animée par des discours et des chants, et qui termina dignement les travaux du Congrès de 1873.

Le samedi matin, les délégués se réunirent une dernière fois en séance administrative pour régler quelques questions matérielles. Des remerciements furent votés à la Section de propagande de Genève, pour la façon dont elle s'était acquittée de sa tâche de préparer l'organisation du Congrès.

* * *

Il faut maintenant parler du Congrès marxiste, c'est-à-dire de cette misérable et ridicule contrefaçon d'un Congrès, — désavouée, comme on le verra, par ses auteurs mêmes, — qui fut exhibée à Genève le 8 septembre 1873 et les jours suivants.

C'était le Conseil général de Sorge qui, par circulaire en date du 1er juillet, avait convoqué cette réunion. La convoquer était facile ; le difficile, c'était d'y faire aller des délégués. « La caisse du Conseil général était vide » (Corresp. de Sorge, p. 114) : Sorge se voyait donc dans l'impossibilité de faire le voyage d'Europe. Il demanda à Engels de se rendre à Genève à sa place, pour y représenter le Conseil général. « Engels refusa net » (Sorge) : il ne se souciait pas d'aller compromettre sa personne dans une équipée qui ne pouvait aboutir qu'au plus lamentable fiasco ; quant à Marx, sa dignité lui défendait, à bien plus forte raison encore, de se commettre en semblable aventure. On se rabattit sur Serraillier [1], à qui Sorge envoya des mandats et de l'argent ; et on adjura le pseudo-Conseil fédéral anglais d'envoyer aussi à Genève une délégation. Engels essaya en outre de s'assurer le concours de Bignami ; mais celui-ci, renseigné, préféra s'abstenir. A Genève même, il y avait un parti qui, trouvant qu'à la Haye on était allé trop loin dans le sens autoritaire, demandait qu'on fît machine en arrière, et parlait de conciliation [2] ; cette fraction voulait ramener le Conseil

1. Lettre d'Engels à Sorge, 26 juillet : « Hier, je t'ai télégraphié : *Serraillier, yes*. Envoie donc tout de suite instructions et matériaux à Serrailler, afin qu'il ait le temps de se familiariser avec leur contenu, et qu'il n'arrive pas avec des papiers qu'il n'aurait pas lus. De plus, envoie de l'argent. Ni Marx ni moi n'aurions pu nous charger de la chose, sans qu'on recommençât à crier : Voyez, c'est toujours Marx qui est là derrière, et ceux de New York ne sont que des comparses. J'ai eu de la peine à décider Serraillier. »

2. Il avait paru, en août, une brochure portant les signatures de H. Perret,

général d'Amérique en Europe, et le placer... à Genève même, où Henri Perret serait devenu secrétaire général ! J.-Ph. Becker, le fidèle allié de Marx et de Sorge, se trouvait dans la plus grande perplexité, se demandant comment il pourrait tenir en échec cette coterie genevoise, dont l'ambition n'avait d'égale que sa nullité ; les lettres de Becker à Sorge racontent sans ambages les manœuvres dont il usa lorsque, se voyant abandonné de tous, même des grands chefs de Londres, il lui fallut créer des marionnettes pour le guignol dont, à défaut de Sorge et d'Engels, il dut se constituer l'impresario.

Le 21 août il écrivait à Sorge : « Les dissidents (*Sonderbündler*) tiennent huit jours avant nous, et à Genève également, leur premier congrès séparatiste, et ils se vantent bien haut des nombreuses délégations qui y viendront de tous les pays, même d'Allemagne. Il faut donc faire tous nos efforts pour que le nôtre non seulement ne le cède en rien au leur, sous aucun rapport, mais le surpasse de beaucoup en éclat. »

Mais voilà que Serrailler, sur l'ordre de Marx, écrit qu'il n'ira pas au Congrès, et que le pseudo-Conseil fédéral anglais, également stylé, déclare aussi ne pas vouloir se faire représenter [1]. Que devenir ! à quel saint se vouer ! Comment constituer un Congrès général avec les seuls Genevois ? Becker en perdait la tête. Heureusement qu'au dernier moment un sauveur se présente : c'est Oberwinder, qui, voyant qu'en Allemagne les hommes du *Volksstaat* ont pris parti contre lui et pour son rival Scheu, a imaginé, pour rétablir ses affaires, d'aller au Congrès convoqué par Sorge. Il se rend à Genève, sous le faux nom de *Schwarz*, s'abouche avec Becker, et lui offre une douzaine de mandats autrichiens fabriqués de sa main : ces mandats, distribués à des Allemands de Genève et d'ailleurs, permettront de créer des délégués en nombre suffisant pour tenir tête à ceux de la coterie genevoise. Becker accepte, et ce Congrès, « qui, dans les plus misérables conditions, se pendait à son cou en le suppliant de le sauver » (lettre à Sorge du 22 septembre), devient, grâce aux mandats de M. Schwarz, quelque chose de présentable : c'est Becker qui l'affirme, en déclarant que « le résultat a dépassé son attente », et qu'il en a été « relativement satisfait ».

Le Congrès, autant qu'on peut le savoir par les comptes-rendus très incomplets de la presse [2], comptait une douzaine de délégués (de langue française) de Genève, un délégué de la Section de Moutier [3], un délégué d'Allemagne [4], quatre délégués de la Suisse allemande, neuf délégués allemands habitant Genève [5], et enfin l'Autrichien Oberwinder sous le nom de *Schwarz*. Quant aux décisions prises par le Congrès, elles n'ont jamais été publiées, et nous ne les connûmes que par ouï-dire. Van den Abeele, qui était allé, au nom de la Fédération hollandaise, poser un ultimatum aux représentants du marxisme, se

Duval, etc., dans laquelle ces messieurs, pour la première fois depuis 1870, tenaient un langage conciliant; ils blâmaient le Congrès de la Haye et l'ancien Conseil général de Londres.

1. La pseudo-Fédération anglaise n'avait pas eu l'intention d'envoyer un délégué, car elle n'avait pas d'argent ; mais elle avait pensé à se faire représenter par des Genevois, et le Comité romand de Genève, indocile, avait refusé d'accepter les mandats qu'elle lui offrait. Ce qu'ayant appris, Marx fit écrire (voir p. 138) que les Anglais ne voulaient rien savoir du Congrès de Genève, et que Serraillier ne s'y rendrait pas.

2. « La *Tagwacht* de Zürich paraît avoir été tellement atterrée de la déconfiture de ce Congrès pour rire, qu'après avoir publié une première correspondance où on annonçait pompeusement l'ouverture de ses séances, elle a complètement cessé d'en parler. Ce silence est bien significatif. » (*Bulletin.*)

3. La Section de Moutier était représentée par un avocat français, M. Durand-Savoyat, personnage assez ridicule, qui se tenait à l'écart de la proscription communaliste.

4. C'était Motteler.

5. Les délégués « de la Suisse allemande », ainsi que les délégués « allemands » habitant Genève, étaient les hommes de paille auxquels Becker avait remis les mandats fabriqués par Oberwinder.

vit fort mal reçu : on refusa de l'entendre, et il se retira en protestant. Grâce à la majorité que Becker avait formée au moyen des mandats Schwarz, la proposition genevoise de transférer le Conseil général à Genève fut rejetée, et les fidèles décidèrent que le Conseil resterait à New York ; ils décidèrent aussi (et en cela ils se montrèrent avisés) que le Conseil général ne convoquerait un nouveau Congrès qu'après deux ans, en 1875, et qu'on renoncerait à essayer d'en réunir un en 1874.

Le *Bulletin* publia sur cette risible réunion les lignes qui suivent :

« Le Congrès autoritaire de ces Messieurs a eu lieu. Il a même été drôle. Le premier jour, on se demandait avec anxiété si les délégués viendraient, mais, comme sœur Anne, on ne voyait rien venir. Il y avait bien neuf délégués suisses et un délégué allemand, mais on trouvait généralement que cela ne suffisait pas pour faire un Congrès général de toutes les fédérations européennes et américaines de l'Internationale. M. Schwarz est venu heureusement les tirer à moitié d'affaire. M. Schwarz est un homme important : dans les plis de sa robe, il apportait six [1] mandats autrichiens qu'il a charitablement distribués à des Suisses, plus le sien !

« Le Conseil général d'Amérique, à la façon des demi-dieux planant dans les nuages et qui ne descendent pas souvent sur la terre, parmi le profane vulgaire, avait délégué ses pouvoirs au citoyen Serraillier. Mais, à la dernière heure, Messieurs de New York ayant appris que la Fédération romande penchait pour la conciliation avec les Jurassiens, ont retiré à M. Serraillier ses pouvoirs [2], parce qu'ils ne voulaient pas se commettre avec des gens de cette espèce.

« ... Le Conseil général est maintenu, et il siègera à New York. Sept délégués voulaient l'avoir à Genève, et onze l'ont renvoyé par delà l'Océan. M. Schwarz est un homme habile !

« ... Enfin, pour le bouquet, on a décidé qu'il faut bien des congrès, mais qu'il n'en faut pas trop. Désormais, un congrès tous les deux ans suffira pour assurer les destinées de l'humanité.

« M. Schwarz est parti ; on ne dit pas s'il a repris ses mandats pour les faire servir la prochaine fois, — dans deux ans ou aux calendes grecques.

« *E finita la commedia.* »

Et dans le numéro suivant :

« Il était impossible de rêver un fiasco plus complet, une chute plus ridicule. Aussi le Congrès marxiste a-t-il produit à Genève tout l'effet que nous pouvions désirer : il a ouvert les yeux aux plus aveugles sur l'état réel des choses ; il a montré à tous que l'Internationale tout entière, sauf quelques dissidents, se trouve dans le camp fédéraliste. »

On jugera, en lisant ce qu'ont écrit Marx lui-même, Becker et Engels, à propos de cette « comédie », si les sarcasmes du *Bulletin* doivent être taxés d'exagération et de parti pris.

Marx écrit à Sorge, le 27 septembre 1873 : « Le fiasco du Congrès de Genève était inévitable. Du moment qu'on a su ici qu'il ne viendrait aucun délégué d'Amérique, les choses ont commencé d'aller de travers. On a vu là la preuve que votre Fédération américaine n'existait que sur le papier. La Fédération anglaise était hors d'état de trouver l'argent nécessaire pour envoyer fût-ce un seul délégué. Les Portugais, les Espagnols, les Italiens avaient annoncé qu'ils ne pourraient pas se faire représenter ; d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie, les nouvelles étaient également mauvaises. Quant à la France, il ne pouvait être question de sa participation. Il était donc certain que dans sa grande majorité le Congrès serait composé de Suisses, ou même seulement de Genevois. De Genève même nous n'avions pas de nouvelles ; Outine n'était plus là, le vieux

1. Lire « douze ou treize. »

2. C'est là une erreur commise par le *Bulletin* : le Conseil général de New York n'avait nullement retiré ses pouvoirs à Serraillier ; c'est Marx et Engels qui, au reçu d'une lettre écrite par Henri Perret, décidèrent que Serraillier ne se rendrait pas à Genève (voir ci-dessus, p. 135, et plus loin, p. 138).

Becker gardait un silence obstiné, et Monsieur Perret ne nous avait écrit une ou deux fois que pour nous induire en erreur. Enfin, au dernier moment, arrive une lettre du Comité romand de Genève au Conseil fédéral anglais, par laquelle les Genevois, d'abord, refusent d'accepter pour eux-mêmes des mandats anglais, prônent la conciliation, et envoient une brochure (signée Perret, Duval, etc.) qui est dirigée directement contre le Congrès de la Haye et l'ancien Conseil général de Londres. Ces gaillards-là, sur certains points, vont encore plus loin que les Jurassiens, par exemple ils demandent l'exclusion de ce qu'ils appellent les travailleurs de la pensée. Le plus beau de l'affaire, c'est que ce factum a été rédigé par le misérable aventurier Cluseret [1] : ce Monsieur voudrait avoir le Conseil général à Genève, pour exercer de là sa dictature secrète. Lettre et brochure arrivèrent à point pour empêcher Serraillier d'aller à Genève ; il se borna à protester (et le Conseil fédéral anglais fit de même) contre les menées des gens de là-bas, et à leur déclarer que leur Congrès ne serait considéré que comme une affaire exclusivement locale. Il a été très à propos que personne n'y soit allé dont la présence eût pu rendre douteux ce caractère du Congrès. Malgré tout, les Genevois n'ont pas réussi à s'emparer du Conseil général; mais, comme tu l'auras déjà appris, ils ont anéanti tout le travail fait depuis le premier Congrès de Genève (1866), et même ont voté beaucoup de choses opposées aux décisions qui y avaient été prises. A mon avis, dans les conditions actuelles de l'Europe, il sera très utile de faire passer à l'arrière-plan, pour le moment, l'organisation formelle de l'Internationale ; il faut seulement, si possible, conserver entre nos mains le point central de New York, afin d'empêcher que des idiots comme Perret ou des aventuriers comme Cluseret ne s'emparent de la direction et ne compromettent la chose. »

Becker, lui, écrit à Sorge le 22 septembre : « Avant même que fussent arrivées ici les fâcheuses nouvelles concernant l'abstention de Serraillier et du Conseil fédéral anglais, j'avais, pour donner plus de prestige au Congrès par le nombre de ses membres, et pour assurer la majorité à la bonne cause, fait surgir de terre, en quelque sorte, treize [2] délégués d'un seul coup (*hatte ich, um dem Kongress durch Mitgliederzahl mehr Ansehen zu geben und der richtigen Richtung die Mehrheit zu sichern, 13 Delegierte gleichsam aus der Erde gestampft*), et le résultat, en fin de compte, dépassa de beaucoup mon attente. Tu auras appris par Serraillier et par le Conseil fédéral anglais, — qui ne pourront jamais faire excuser (*entschuldigen*) leur absence, à plus forte raison la justifier (*rechtfertigen*), — les circonstances particulièrement difficiles résultant d'une certaine dislocation de la Fédération romande. Les Genevois firent tous leurs efforts pour transférer le Conseil général ici, mais la solide union des délégués allemands et suisses allemands [3] réussit à empêcher ce qui eût été, en pareilles circonstances, un événement très malheureux. » Dans une autre lettre, du 2 novembre, Becker exprime en termes très vifs le mécontentement que lui a causé la conduite des deux grands chefs, Marx et Engels, qui, ayant vu les choses se gâter, se sont prudemment tenus à l'écart, et l'ont laissé se débrouiller tout seul : « Que devient donc cette solidarité tant vantée et si chaudement recommandée, si l'on reste chez soi quand on voit le char social embourbé, en laissant à quelques camarades le soin de le tirer de l'ornière, afin de pouvoir dire, si les choses tournent mal, qu'on n'en était pas, et de se soustraire ainsi à toute responsabilité, tandis qu'au contraire toute la faute d'un insuccès devrait à juste titre retomber sur de telles abstentions ? Que le diable emporte ces j....-f..... qui tremblent de perdre leur renom de grands hommes ! S'ils pensaient qu'il y eût du danger, ils étaient doublement tenus de venir. (*Der Teufel soll die grossmannsrufverlustbangen Klugscheisser holen ! Zweimal hätten sie kommen müssen,*

1. J'ignore si la brochure en question est en effet l'œuvre de Cluseret, ou si Marx était mal renseigné.

2. Dans une lettre du 2 novembre, comme on le verra à la page suivante, Becker dit « douze ».

3. C'est-à-dire des délégués que Becker avait fait « surgir de terre » au moyen des mandats Oberwinder.

wenn sie Gefahr im Anzuge vermutheten.) Plus loin, revenant sur la « fabrication de délégués » (*Delegiertenmacherei*), Becker raconte comment il avait échoué dans une première tentative auprès de la commission provisoire de vérification des mandats, à cause de l'opposition de Perret et de Duval, et comment il a été plus heureux auprès de la commission définitive, « où il a pu faire passer successivement douze délégués de sa fabrication, s'assurant ainsi une forte majorité ». Et il ajoute : « Si la chose n'avait pas réussi, nous aurions naturellement rendu la tenue du Congrès impossible par une retraite facile à motiver ; mais, *étant donné l'importance qu'avait eue l'autre Congrès aux yeux de tout le monde,* c'eût été pour nous une effroyable défaite morale et un triomphe pour les dissidents (*was aber, angesichts des vorausgegangenen, so viel Aufsehen in aller Welt erregenden Kongresses, als eine schauderhafte moralische Niederlage zum Triumph der Sonderbündler, für uns erschienen wäre*). »

Enfin Engels écrit à Sorge le 25 novembre : « J'étais à Ramsgate lorsque Marx m'a écrit pour m'annoncer la trahison des Genevois, qui nous obligeait à décider que Serraillier ne se rendrait pas au Congrès. J'acquiesçai à l'avis de Marx, à la condition que Serraillier vous écrirait tout de suite. C'eût été une véritable folie que d'envoyer Serraillier vous représenter à Genève ; son abstention et la nôtre, ainsi que celle de tous les Allemands sauf un seul [Motteler], ont donné au Congrès le caractère d'une simple réunion locale, qui, à l'encontre des alliancistes, était encore suffisamment présentable, tandis que pour les internationaux elle ne peut avoir aucune autorité morale. »

Après avoir lu ce qui précède, que dira-t-on de la façon dont parle de ce grotesque Congrès un prétendu « historien » de l'Internationale, qui a écrit : « Une semaine après les sécessionnistes, la vieille Internationale tint également à Genève son Congrès annuel. Là, toutes les délibérations portèrent l'empreinte de la vaillance et de l'assurance en l'avenir. Le rapport du Conseil général parla le fier langage accoutumé. D'Allemagne, d'Autriche, de Suisse, de Hollande, de France, partout il y avait à signaler des succès et des progrès. C'étaient les pays les plus avancés qui étaient restés fidèles à l'Internationale, les pays dans lesquels le mouvement ouvrier se fortifiait d'année en année et devenait une puissance politique ; tandis que les organisations sécessionnistes, dans les pays latins, suivaient la bannière de l'abstention politique et se condamnaient par là elles-mêmes à l'impuissance [1]. »

Voilà comment les scribes du parti de la démocratie socialiste d'Allemagne falsifient l'histoire, avec une mauvaise foi qui n'est dépassée que par leur prodigieuse ignorance.

Je me reprocherais d'omettre un fait non moins édifiant qu'instructif, qui constitue l'épilogue du Congrès de MM. Becker et Sorge.

On lit dans notre *Bulletin*, numéro du 21 septembre 1873 :

Terzaghi, cet agent provocateur que le Congrès international a refusé d'admettre dans son sein, annonce dans son journal, la *Discussione*, qu'il passe dans le camp de Marx avec armes et bagages. A la bonne heure !

Le mouchard démasqué par nous avait été, en effet, accueilli par les marxistes à bras ouverts, et Becker écrivit à Sorge (25 novembre) : « Entrez donc au plus vite en relations avec C. Terzaghi, rédacteur du *Proletario* [2] de Turin, car j'ai des raisons de croire qu'on peut faire quelque chose en Italie avec ce garçon. (*Tretet doch ungesäumt mit C. Terzaghi, Redakteur vom* Proletario *in Turin, in Verbindung, denn ich habe Ursache zu glauben, dass mit dem Burschen etwas zu machen ist für Italien.*) »

Pour n'y plus revenir, je dirai brièvement ici ce que devinrent les débris

1. JAECKH, *Die Internationale*, p. 213.

2. Le *Proletario* était le titre du premier journal de Terzaghi. Becker, insuffisamment renseigné, ignorait que ce journal policier avait changé de nom et s'appelait, depuis quelques mois, la *Discussione*.

de l'Internationale marxiste, et le Conseil général de New York qui devait continuer à la diriger.

Six mois après le Congrès du 8 septembre 1873, le *Volksstaat* (numéro du 13 mars 1874), dans une correspondance de Genève due évidemment à la plume de Becker, dénonçait un nouveau journal nommé l'*Union des travailleurs*, qui se donnait pour l'organe d'une prétendue « Ligue des corporations ouvrières »; cette « Ligue », disait le *Volksstaat*, se compose de six ou sept individualités prétentieuses ou nulles [1], qui n'ont pas derrière elles une seule société ouvrière. « Ce sont ces mêmes hommes, ajoutait-il, qui ont montré durant des années, à la tête de l'ex-Fédération romande, leur incapacité administrative; ce sont les mêmes qui, par leur folie et leur maladresse, ont amené la rupture avec les socialistes du Jura, et qui ont travaillé ensuite de tout leur pouvoir à la rendre plus complète [2]. »

Dans son numéro du 6 mars 1874, le même *Volksstaat* qualifiait Oberwinder (Schwarz) d'agent de la bourgeoisie libérale autrichienne, et portait des accusations graves contre sa moralité politique et privée. Sur quoi le *Bulletin* (22 mars 1874), après avoir cité cette appréciation du *Volksstaat*, disait : « C'est ce même M. Henri Oberwinder qui a siégé au Congrès autoritaire de Genève en septembre dernier, et qui, en qualité de mandataire du Conseil général de New York pour l'Autriche, y a distribué à diverses personnes neuf [3] prétendus mandats autrichiens fabriqués de sa main (l'original d'un de ces mandats fabriqués est en la possession d'un de nos amis), grâce auxquels ces personnes ont pu siéger au Congrès et former une majorité pour le maintien du Conseil général à New York. On se rappelle que ce Congrès autoritaire était formé de deux éléments : d'une part, les meneurs de l'ex-Fédération romande; d'autre part, les porteurs des mandats Oberwinder. On a vu plus haut le jugement que porte le *Volksstaat* sur ses anciens amis de la Fédération romande ; pour achever de nous édifier, il nous apprend qu'Oberwinder est un agent de la bourgeoisie. Que reste-t-il, maintenant, du Congrès autoritaire ? »

Il ne manquait plus, à ce malheureux Congrès, que d'être désavoué par Sorge lui-même : et c'est ce qui eut lieu. Dans le cours du mois de janvier 1874, la discorde se mit entre les quelques groupes restés fidèles, aux États-Unis, à ce qui continuait à s'appeler le Conseil général de l'Internationale. Sorge prononça alors la dissolution du Conseil fédéral américain (8 février 1874), et décida que le Conseil général en remplirait lui-même les fonctions; puis il convoqua un Congrès de délégués des groupes fidèles, pour le 11 avril suivant, à Philadelphie. Ce Congrès approuva la dissolution du Conseil fédéral américain, élut un nouveau Conseil général qui fut en même temps Conseil fédéral, et, sur la proposition de Sorge, vota la résolution suivante :

« Considérant que les décisions prises par le Congrès tenu à Genève en septembre 1873 n'ont pas été communiquées au Conseil général dans leur texte officiel; que les papiers du Congrès, envoyés au Conseil général, se trouvent dans un état de désordre absolu, et qu'il est impossible, pour des personnes qui n'ont pas assisté au Congrès, d'y rien comprendre;

« Qu'il est impossible de tenir chaque année un Congrès général;

« Le Congrès des Sections américaines décide de ne reconnaître comme

1. Dans une lettre à Sorge (la même où il lui recommande de façon pressante de se mettre en rapports avec Terzaghi), Becker lui dénonce cette « Union ouvrière universelle » comme une création du « faiseur de phrases » Henri Perret : c'est, dit-il, « une véritable conspiration contre l'Internationale » : et il ajoute que le correspondant de Bruxelles de l'*Union des travailleurs* est un ouvrier bijoutier français, venu de Genève, nommé Bazin, qui a été « le secrétaire du Congrès », et que Sorge devra signaler partout. — Le rédacteur en chef de l'*Union des travailleurs* était un certain Jules Nostag (anagramme de « Gaston »), journaliste équivoque, correspondant de la *Liberté* de Paris (*Bulletin* du 18 janvier 1874).

2. J'ai déjà reproduit cette phrase, d'après le *Bulletin* du 22 mars 1874, au tome II, p. 12.

3. Lire « douze ou treize ».

obligatoires, jusqu'au prochain Congrès général, que les décisions du Congrès de la Haye [1]. »

Mais bientôt on vit la désunion se produire au sein même du Conseil général. En avril 1874, Sorge fit la proposition « de suspendre indéfiniment l'activité du Conseil général », et de remettre ses archives entre les mains d'un Comité de trois personnes : cette proposition ne fut pas adoptée, et alors Sorge résigna ses fonctions de secrétaire général. Engels lui écrivit à ce sujet, le 12 septembre 1874 :

« Avec ta retraite, la vieille Internationale est complètement finie et a cessé d'exister [2]. Et cela est bien ainsi. Elle appartenait à la période du second Empire, où l'oppression qui régnait dans toute l'Europe commandait, au mouvement ouvrier qui se réveillait, l'union et l'abstention de toute polémique .. Mais le premier grand succès devait rompre ce naïf rapprochement de toutes les fractions. Et ce succès fut la Commune... Dès que, par la Commune, l'Internationale fut devenue une puissance morale en Europe [3], les querelles commencèrent. Chaque parti voulut exploiter le succès dans son intérêt. Et la ruine s'en suivit nécessairement. La jalousie inspirée par la puissance croissante des hommes qui étaient réellement prêts à continuer à travailler sur l'ancien et large programme des communistes allemands, poussa les proudhoniens belges dans les bras des aventuriers bakounistes. Le Congrès de la Haye marqua réellement la fin, et cela pour l'un comme pour l'autre parti. »

On a déjà vu, et on verra dans le reste de ce livre, si pour nous, fédéralistes, le Congrès de la Haye avait marqué *la fin*, comme il l'a marquée pour les autoritaires.

Il faut recueillir encore d'autres paroles de Marx et d'Engels, montrant ce qu'il advint de la plupart des hommes qui avaient été leurs instruments à la Haye et qui, ensuite, avaient travaillé à désorganiser l'Internationale en Angleterre et en France. Engels écrivait déjà le 25 novembre 1873 : « Notre Fédération d'ici est très gravement malade de langueur. Il n'y a presque plus moyen de réunir les gens. » Marx écrit le 4 avril 1874 : « Les quelques Français qui avaient fait cause commune avec nous à la Haye se sont presque tous démasqués depuis comme des canailles (*Lumpen*), en particulier Monsieur Le Moussu [4], qui a escroqué à moi et à d'autres des sommes importantes, et a ensuite essayé de se blanchir par d'infâmes calomnies, en se donnant pour une belle âme méconnue. En Angleterre, l'Internationale peut être regardée comme morte (*so gut wie todt*). Le Conseil fédéral [marxiste] à Londres n'existe plus que de nom [5]. » Engels écrit le 12 septembre 1874 : « L'émigration française est sens dessus dessous ; ils se sont tous querellés entre eux et avec tout le monde, pour de pures questions personnelles, en général des histoires d'argent, et nous sommes presque complètement débarrassés d'eux. Ces gens-là veulent tous vivre sans travailler ; ils ont la tête pleine de soi-disant inventions qui doivent rapporter des millions, pourvu qu'on leur donne les moyens d'exploiter lesdites inventions, moyens qu'ils évaluent à deux ou trois livres sterling. Mais celui qui est assez sot pour s'y laisser prendre est volé de son argent, et ensuite, par-dessus le marché, décrié comme bourgeois. C'est Le Moussu, parmi eux, qui s'est conduit de la façon la plus dégoûtante ; il s'est révélé un simple escroc. La vie de fainéantise pendant la guerre, la Commune,

1. Extrait d'un rapport publié par le *Volksstaat* du 3 juin 1874 et reproduit par le *Bulletin* du 14 juin 1874.

2. Dans une autre endroit de cette lettre, Engels dit : « Les querelles survenues à New York, qui ne t'ont pas permis de rester plus longtemps dans le Conseil général, sont à la fois une preuve et une conséquence de ce fait, que l'institution s'était survécue à elle-même ».

3. Voilà un aveu bon à enregistrer.

4. Celui que Marx avait fait nommer secrétaire pour l'Amérique, au printemps de 1872, en remplacement d'Eccarius suspendu de ses fonctions.

5. Dans cette même lettre on lit ce passage à propos de la rédaction du *Volksstaat* : « Engels a lavé la tête à Liebknecht (*hat dem Liebknecht den Kopf gewaschen*), ce qui paraît lui être nécessaire de temps en temps ».

et l'exil, a démoralisé ces gens à fond. » Enfin, en janvier 1877, Mme Jenny Marx s'exprime ainsi dans la seule lettre d'elle que contienne le livre de Sorge : « Notre ami Engels va bien, comme toujours. Il est toujours bien portant, vif, gai, et boit toujours volontiers son verre de bière, en particulier de celle de Vienne. D'autres connaissances je n'ai pas grand chose à vous dire, parce que nous n'en voyons plus que très peu, en particulier plus de Français du tout, plus de Le Moussus, plus de Serrailliers, et surtout pas de blanquistes. *We had enough of them* [1]. Wroblewski est en relations avec le ministre de Turquie, et doit s'engager dans l'armée turque dès que la guerre éclatera; c'est une tête vraiment géniale et un brave garçon. Quant aux ouvriers anglais à la Mottershead, Eccarius, Hales, Jung, etc., n'en parlons pas! »

Sic transit gloria mundi. Quel triste dénouement, mais aussi quelle Némésis! Abandonné par ses plus anciens amis, les ouvriers qui avaient fondé l'Internationale (Eccarius, Jung), abandonné depuis la Haye par les blanquistes, Marx se voyait forcé de renier enfin ceux qui avaient été pendant longtemps ses hommes à tout faire, les Le Moussu, les Serraillier, et de les déclarer des coquins. Il ne lui restait plus en Angleterre qu'un instrument sur lequel il pût compter, le correspondant mal famé du *Standard*, Maltman Barry. Nous le retrouverons en 1877.

* * *

Bakounine avait quitté Locarno au commencement de septembre pour aller faire un séjour à Berne chez son ami le Dr Adolphe Vogt ; il y passa tout le mois de septembre et les premiers jours d'octobre. Il y avait plusieurs raisons à ce voyage. Bakounine désirait profiter de la venue des délégués de l'Internationale à Genève pour revoir des amis espagnols et français, et pour faire quelques nouvelles connaissances; ne voulant pas se rendre à Genève même, où sa présence eût été remarquée, et sans doute commentée par la presse, ce qui ne lui convenait pas au moment où il venait de prendre la résolution de renoncer à toute activité publique, c'était dans une ville comme Berne qu'il pouvait le mieux se rencontrer avec eux. En outre, il avait besoin de consulter le Dr Vogt sur son état de santé ; et il était désireux aussi de s'informer, par l'intermédiaire de ses vieux amis de Berne, qui avaient des relations dans le monde officiel, si le gouvernement suisse serait disposé à le laisser finir paisiblement ses jours à Locarno, moyennant l'assurance publiquement donnée qu'il ne prendrait désormais part à aucune agitation révolutionnaire.

Après le Congrès, Farga, Viñas, Alerini et Brousse se rendirent en effet à Berne, ainsi que Pindy, et eurent quelques entretiens avec Bakounine. Brousse avait quitté Barcelone sans esprit de retour, dans l'intention de se fixer en Suisse : ce fut à Berne qu'il élut domicile, et, au bout de quelque temps, grâce aux démarches que son père [2] fit auprès de divers professeurs de l'université bernoise, il obtint la place d'assistant au laboratoire de chimie de cet établissement. J'allai, moi aussi, voir Bakounine à Berne, au milieu de septembre, accompagné de Victor Dave. Nous dînâmes — ou, comme on dit en Suisse, nous soupâmes — avec Bakounine chez Adolphe Vogt : il y avait à ce souper, outre Bakounine, Dave et moi, le musicien Adolphe Reichel et son fils Alexandre (aujourd'hui membre du Tribunal fédéral suisse), Adolphe Vogt, sa femme, sa fille et son gendre le jeune avocat Edouard Müller (destiné à une si brillante fortune politique, et qui, devenu vingt ans plus tard conseiller fédéral, a été déjà trois ou quatre fois président de la Confédération suisse). La soirée se passa très agréablement; Adolphe Vogt et son excellente femme me firent l'accueil le plus cordial, et j'ai toujours conservé avec eux, depuis ce jour-là, des relations amicales; Reichel, qui était réellement un musicien remarquable, joua et chanta plusieurs de ses compositions, entre autres quelques mé-

1. « Nous avions assez d'eux ».

2. Le père de Paul Brousse était professeur à la faculté de médecine de Montpellier.

lodies très originales qu'il avait écrites sur des traductions allemandes de diverses pièces lyriques du grand épicurien persan, le poète Hafiz ; je lui témoignai ma sincère admiration, et nous devînmes également bons amis. Ce fut Reichel qui me donna l'hospitalité pour la nuit ; le lendemain je regagnai Neuchâtel, tandis que Dave (que je n'ai jamais revu) reprenait le chemin de la Belgique.

Ce fut pendant le séjour de Bakounine à Berne que s'accomplit sa rupture définitive avec le groupe de Holstein, Œlsnitz et Ralli. Ceux-ci allaient créer à Genève, sous la direction de Ralli, une nouvelle imprimerie russe : mais avant même que cette imprimerie pût fonctionner, ils firent paraître, vers le milieu de septembre, le premier numéro (qui resta le numéro unique) d'une publication (russe) intitulée : *Aux révolutionnaires russes. N° 1, Septembre 1873. Commune révolutionnaire des anarchistes russes.* Ce numéro contenait le texte même du programme, rédigé par Bakounine, de l'organisation secrète dont Holstein, Œlsnitz et Ralli avaient fait partie. La publication de ce programme fut considérée par Bakounine et Ross comme une véritable trahison, et, malgré les circonstances atténuantes plaidées par Œlsnitz dans une lettre qu'il m'écrivit [1], il est bien difficile de ne pas voir, à tout le moins, dans un semblable procédé, une indiscrétion répréhensible et un acte peu délicat envers celui dont ils s'appropriaient ainsi les idées avec l'expression très personnelle qu'il leur avait donnée.

Bakounine se trouvait avoir reçu, de ces amis, en plusieurs fois, diverses sommes dont le total s'élevait à 1990 fr. ; les ressources qu'il devait à la libéralité de Cafiero le mettaient heureusement en mesure de rembourser cet argent. Ross se présenta chez Œlsnitz de la part de Bakounine, et déclara, au nom de celui-ci, qu'il était prêt à verser les 1990 fr. en échange d'une quittance et d'une déclaration portant que « ni Bakounine, ni aucun de ses amis ne devaient plus rien à ces messieurs ». Œlsnitz et ses deux camarades refusèrent de donner quittance, et refusèrent également la déclaration demandée, parce qu'ils estimaient qu'outre le remboursement des 1990 fr., ils avaient encore des revendications à exercer contre Ross au sujet de la propriété de l'imprimerie et de la bibliothèque restées entre les mains de celui-ci. Bakounine me demanda de servir d'intermédiaire pour le règlement de cette affaire : je consentis à recevoir en dépôt la somme à rembourser, et j'écrivis à Œlsnitz pour lui dire que cette somme était à sa disposition, contre la quittance et la déclaration dont la formule lui avait été indiquée. Œlsnitz m'envoya alors (octobre) une longue lettre d'explications et de récriminations contre Bakounine et Ross, où il disait : « Dites à Bakounine que nous consentons à donner la quittance qu'il exige, s'il nous rend tout ce qui nous appartient, c'est-à-dire, outre les 1990 fr., encore l'imprimerie et les produits de notre travail [2] qui sont infructueux entre les mains d'un mystificateur ». Les choses en restèrent là pendant neuf mois ; enfin, en juillet 1874, Œlsnitz me récrivit qu'après réflexion, ses amis et lui consentaient à signer la quittance qu'ils s'étaient, au début, refusés à donner ; en conséquence, j'envoyai à Ralli les 1990 fr., et je transmis à Bakounine la quittance qui me fut adressée ; quant à la déclaration, je ne crois pas qu'elle ait été signée, et il me semble me souvenir que Bakounine avait renoncé à l'exiger. (Voir Nettlau, p. 779.)

Entre le 20 et le 25 septembre, prenant occasion de deux articles parus dans

1. « Possédant — m'écrivait Œlsnitz en octobre 1873 — un programme de la *Fraternité russe* fondée par Bakounine et dont nous étions membres, programme écrit par Bakounine et qui contient un fort bel exposé des principes anarchiques, nous résolûmes de l'imprimer en forme de brochure, après en avoir préalablement rayé absolument tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, avait quelque rapport avec l'organisation de la *Fraternité russe*, de sorte que dans la brochure il n'y a rien que des purs principes anarchiques et collectivistes, un résumé de ce qui s'imprime chaque jour dans les journaux socialistes anti-autoritaires. » (Nettlau, p. 777.)

2. Le volume *Istoritcheskoïé razvitié Internatsionala.*

le *Journal de Genève* des 14 et 19 septembre, où on avait parlé de lui, Bakounine écrivit à ce journal une lettre dans laquelle il annonçait sa résolution de « se retirer de la lice »; il y répond à des assertions mensongères contenues dans les deux articles; il y mentionne en outre le pamphlet marxiste *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs*, qui venait de paraître, mais qu'il n'avait pas encore vu et dont il ne parlait que par ouï-dire. La lettre parut dans le *Journal de Genève* du 25 septembre 1873 (elle a été reproduite dans un supplément du *Bulletin*, du 12 octobre); la voici :

Messieurs,

Il n'est guère dans mes habitudes de répondre aux injures et aux calomnies des journaux. J'aurais eu trop à faire vraiment, si j'avais voulu relever toutes les sottises que, depuis 1869 surtout, on s'est plu à débiter sur mon compte.

Parmi mes calomniateurs les plus acharnés, à côté des agents du gouvernement russe, je place naturellement M. Marx, le chef des communistes allemands, qui, sans doute à cause de son triple caractère de communiste, d'Allemand et de Juif, m'a pris en haine, et qui, tout en prétendant nourrir également une grande haine pour le gouvernement russe, n'a jamais manqué, à mon égard du moins, d'agir en pleine harmonie avec lui. Pour me noircir aux yeux du public, M. Marx n'a pas eu seulement recours aux organes d'une presse par trop complaisante, il s'est servi des correspondances intimes, des comités, des conférences et des congrès mêmes de l'Internationale, n'hésitant pas à faire de cette belle et grande association, qu'il avait contribué à fonder, un instrument de ses vengeances personnelles.

Aujourd'hui même on m'annonce l'apparition d'une brochure sous ce titre : *L'Internationale et l'Alliance*. C'est, dit-on, le rapport de la commission d'enquête nommée par le Congrès de la Haye.

Qui ne sait aujourd'hui que ce Congrès ne fut rien qu'une falsification marxiste, et que cette commission, dans laquelle siégeaient deux mouchards (Dentraygues [1] et Van Heddeghem), prit des résolutions qu'elle déclara elle-même être incapable de motiver, en demandant au Congrès un vote de confiance; le seul membre honnête de la commission protesta énergiquement contre ces conclusions à la fois odieuses et ridicules, dans un rapport de minorité.

Peu satisfait de la maladresse de ses agents, M. Marx a pris la peine de rédiger lui-même un nouveau rapport [2], qu'il publie aujourd'hui avec sa signature et celle de quelques-uns de ses affidés [3].

Cette nouvelle brochure, me dit-on, est une dénonciation formelle, une

1. Dentraygues ne faisait pas partie de la commission : Bakounine, qui, n'ayant pas été à la Haye, était excusable de confondre les noms, avait écrit Dentraygues au lieu de Lucain ou de Vichard.

2. Autre erreur, qui fut du reste partagée par nous tous jusqu'à la publication de la Correspondance de Sorge. La brochure sur l'Alliance n'est pas l'œuvre personnelle de Marx, à l'exception de la conclusion, qu'il a écrite en collaboration avec Engels : voir plus loin (p. 148).

3. Les signataires du « rapport » sont : E. Dupont, F. Engels, Léo Fränkel, C. Le Moussu, Karl Marx, Aug. Serraillier. On a vu plus haut le jugement porté, pas bien longtemps après, par Engels et Marx sur Serraillier et Le Moussu.

dénonciation de gendarme, contre une société connue sous le nom de l'*Alliance*. Entraîné par sa haine furieuse, M. Marx n'a pas craint de s'appliquer à lui-même un soufflet, en assumant publiquement le rôle d'un agent de police délateur et calomniateur. C'est son affaire, et, puisque ce métier lui convient, qu'il le fasse. Et ce n'est point pour lui répondre que je ferai exception à la loi de silence que je me suis imposée.

Aujourd'hui toutefois, messieurs, je crois devoir faire cette exception pour repousser des mensonges, ou, pour parler un langage plus parlementaire, des erreurs qui se sont glissées dans les colonnes de votre journal.

Dans votre numéro du 14 septembre, qu'il m'a été impossible de me procurer, vous avez reproduit, me dit-on, la correspondance d'une feuille de Paris, la *Liberté* ou le *Journal des Débats*, dans laquelle un monsieur anonyme affirme effrontément m'avoir entendu avouer — que dis-je? me vanter — d'avoir été la cause de toutes les convulsions révolutionnaires qui agitent l'Espagne. C'est tout simplement stupide! Autant vaudrait dire que j'ai causé toutes les tempêtes qui dans le courant de cette année ont désolé l'océan et la terre.

A force de me calomnier, ces messieurs finiront par me déifier.

Ai-je besoin de vous assurer que je n'ai jamais tenu des propos pareils? Je suis même certain de n'avoir jamais rencontré ce monsieur, et je le défie de se nommer et de désigner même le jour et le lieu où nous nous serions rencontrés.

Mais vous-mêmes, messieurs, dans le numéro du 19 de votre journal, vous m'attribuez des écrits à la publication desquels je suis étranger [1]. Aussi me permettrai-je de vous adresser une prière que votre justice ne saurait repousser. Une autre fois, quand vous voudrez m'accorder l'honneur de vos attaques, ne m'accusez plus que pour des écrits qui sont signés de mon nom.

Vous l'avouerai-je? tout cela m'a profondément dégoûté de la vie publique. J'en ai assez, et, après avoir passé toute ma vie dans la lutte, j'en suis las. J'ai soixante ans passé; et une maladie de cœur, qui empire avec l'âge, me rend l'existence de plus en plus difficile. Que d'autres plus jeunes se mettent à l'œuvre; quant à moi, je ne me sens plus ni la force, ni peut-être aussi la confiance nécessaires pour rouler plus longtemps la pierre de Sisyphe contre la réaction partout triomphante. Je me retire donc de la lice, et je ne demande à mes chers contemporains qu'une seule chose, l'oubli.

Désormais, je ne troublerai plus le repos de personne; qu'on me laisse tranquille à mon tour.

Ai-je trop présumé de votre justice, messieurs, en espérant que vous ne refuserez pas l'insertion de cette lettre?

Michel Bakounine.

1. Il s'agit d'un écrit russe intitulé *Postanovka revolioutsionnago voprosa*, « Manière de poser la question révolutionnaire », 4 p. in-8°, publié sans nom d'auteur en 1869, et qui est de Netchaïef. Le *Journal de Genève* du 19 septembre 1873 en avait reproduit, en les attribuant à Bakounine, quelques passages empruntés à la brochure *L'Alliance de la démocratie socialiste, etc.*, pages 64-65. — Sur cet écrit, consulter Nettlau, p. 451, et ensuite p. 454.

Peu de jours avant de quitter Berne pour retourner à Locarno, Bakounine écrivit une seconde lettre, adressée cette fois à la Fédération jurassienne, pour lui annoncer sa retraite de la vie publique et la prier, en conséquence, d'accepter sa démission de membre de l'Internationale. Cette lettre fut imprimée également dans le supplément du *Bulletin* du 12 octobre ; je la fis précéder de quelques lignes ainsi conçues :

Le Comité fédéral jurassien a reçu du compagnon Bakounine la lettre ci-dessous, que ce Comité a décidé de publier dans le *Bulletin* ; les attaques dont notre Fédération a été l'objet, parce qu'elle a cru devoir maintenir à Bakounine sa qualité de membre de l'Internationale après le Congrès de la Haye, ayant été publiques, il est nécessaire que le dénouement de cette longue lutte soit rendu public aussi, afin que chacun puisse apprécier les faits en pleine connaissance de cause. En donnant acte au compagnon Bakounine de la démission qu'il nous adresse par la lettre qu'on va lire, démission motivée par son âge et son état de maladie, nous croyons être l'organe de tous les membres de la Fédération jurassienne en l'assurant que l'estime et l'amitié des internationaux du Jura, auxquels il a rendu d'éminents services, le suivront dans sa retraite.

Voici cette lettre de démission et d'adieu :

Aux compagnons de la Fédération jurassienne.

Chers compagnons,

Je ne puis ni ne dois quitter la vie publique sans vous adresser un dernier mot de reconnaissance et de sympathie.

Depuis quatre ans et demi à peu près que nous nous connaissons, malgré tous les artifices de nos ennemis communs et les calomnies infâmes qu'ils ont déversées contre moi, vous m'avez gardé votre estime, votre amitié et votre confiance. Vous ne vous êtes pas même laissé intimider par cette dénomination de « bakouninistes »[1] qu'ils vous avaient jetée à la face, aimant mieux garder l'apparence d'avoir été des hommes dépendants, que la certitude d'avoir été injustes.

Et d'ailleurs vous avez eu toujours et à un si haut degré la conscience de l'indépendance et de la parfaite spontanéité de vos opinions, de vos tendances, de vos actes, et l'intention perfide de nos adversaires était si transparente, d'un autre côté, que vous n'avez pu traiter leurs insinuations calomnieuses et blessantes qu'avec le plus profond mépris.

Vous l'avez fait, et c'est précisément parce que vous avez eu le courage et la constance de le faire, que vous venez de remporter aujourd'hui, contre l'intrigue ambitieuse des marxistes, et au profit de la liberté du prolétariat et de tout l'avenir de l'Internationale, une victoire si complète.

Puissamment secourus par vos frères de l'Italie, de l'Espagne, de la France, de la Belgique, de la Hollande, de l'Angleterre et de l'Amérique, vous avez remis la grande Association internationale des travailleurs sur le

1. Bakounine a écrit « bakouninistes » parce que cette forme lui paraissait d'une dérivation plus correcte que le terme de « bakounistes » (*Bakunisten*), employé par les Allemands.

chemin dont les tentatives dictatoriales de M. Marx avaient manqué de la faire dévier.

Les deux Congrès qui viennent d'avoir lieu à Genève ont été une démonstration triomphante, décisive, de la justice et en même temps aussi de la puissance de votre cause.

Votre Congrès, celui de la liberté, a réuni dans son sein les délégués de toutes les fédérations principales de l'Europe, moins l'Allemagne ; et il a hautement proclamé et largement établi, ou plutôt confirmé, l'autonomie et la solidarité fraternelle des travailleurs de tous les pays. Le Congrès autoritaire ou marxiste, composé uniquement d'Allemands et d'ouvriers suisses, qui semblent avoir pris la liberté en dégoût, s'est efforcé vainement de rapiécer la dictature brisée et désormais ridiculisée de M. Marx.

Après avoir lancé beaucoup d'injures à droite et à gauche, comme pour bien constater leur majorité genevoise et allemande, ils ont abouti à un produit hybride qui n'est plus l'autorité intégrale, rêvée par M. Marx, mais qui est encore moins la liberté [1], et ils se sont séparés profondément découragés et mécontents d'eux-mêmes et des autres. Ce Congrès a été un enterrement.

Donc votre victoire, la victoire de la liberté et de l'Internationale contre l'intrigue autoritaire, est complète. Hier, alors qu'elle pouvait paraître encore incertaine, — quoique, pour mon compte, je n'en aie jamais douté, — hier, dis-je, il n'était permis à personne d'abandonner vos rangs. Mais aujourd'hui que cette victoire est devenue un fait accompli, la liberté d'agir selon ses convenances personnelles est rendue à chacun.

Et j'en profite, chers compagnons, pour vous prier de vouloir bien accepter ma démission de membre de la Fédération jurassienne et de membre de l'Internationale.

Pour en agir ainsi j'ai beaucoup de raisons. Ne croyez pas que ce soit principalement à cause des dégoûts personnels dont j'ai été abreuvé pendant ces dernières années. Je ne dis pas que j'y sois absolument insensible ; pourtant je me sentirais encore assez de force pour y résister, si je pensais que ma participation ultérieure à votre travail, à vos luttes, pouvait être de quelque utilité au triomphe de la cause du prolétariat. Mais je ne le pense pas.

Par ma naissance et par ma position personnelle, non sans doute par mes sympathies et mes tendances, je ne suis qu'un bourgeois, et, comme tel, je ne saurais faire autre chose parmi vous que de la propagande. Eh bien, j'ai cette conviction que le temps des grands discours théoriques, imprimés ou parlés, est passé. Dans les neuf dernières années, on a développé au sein de l'Internationale plus d'idées qu'il n'en faudrait pour sauver le monde, si les idées seules pouvaient le sauver, et je défie qui que ce soit d'en inventer une nouvelle.

Le temps n'est plus aux idées, il est aux faits et aux actes. Ce qui im-

1. Il s'agit de décisions qui avaient quelque peu diminué les pouvoirs accordés au Conseil général à la Haye ; Marx y fait allusion dans sa lettre du 27 septembre (voir ci-dessus, p. 137). Mais, comme on l'a vu, le Congrès de Philadelphie, en avril 1874, allait refuser d'admettre ces tempéraments, en déclarant qu'il ne reconnaissait comme obligatoires que les décisions du Congrès de la Haye.

porte avant tout aujourd'hui, c'est l'organisation des forces du prolétariat. Mais cette organisation doit être l'œuvre du prolétariat lui-même. Si j'étais jeune, je me serais transporté dans un milieu ouvrier, et, partageant la vie laborieuse de mes frères, j'aurais également participé avec eux au grand travail de cette organisation nécessaire.

Mais ni mon âge ni ma santé ne me permettent de le faire. Ils me commandent au contraire la solitude et le repos. Chaque effort, un voyage de plus ou de moins, devient une affaire très sérieuse pour moi. Au moral je me sens encore assez fort, mais physiquement je me fatigue aussitôt, je ne me sens plus les forces nécessaires pour la lutte. Je ne saurais donc être dans le camp du prolétariat qu'un embarras, non un aide.

Vous voyez bien, chers compagnons, que tout m'oblige à prendre ma démission. Vivant loin de vous et loin de tout le monde, de quelle utilité pourrais-je être pour l'Internationale en général et pour la Fédération jurassienne en particulier? Votre grande et belle Association, désormais toute militante et toute pratique, ne doit souffrir ni de sinécures, ni de positions honoraires en son sein.

Je me retire donc, chers compagnons, plein de reconnaissance pour vous et de sympathie pour votre grande et sainte cause, — la cause de l'humanité. Je continuerai de suivre avec une anxiété fraternelle tous vos pas, et je saluerai avec bonheur chacun de vos triomphes nouveaux.

Jusqu'à la mort, je serai vôtre.

Mais avant de nous séparer, souffrez que je vous adresse un dernier conseil fraternel. Mes amis, la réaction internationale, dont le centre aujourd'hui n'est pas dans cette pauvre France, burlesquement vouée au Sacré-Cœur, mais en Allemagne, à Berlin, et qui est représentée tout aussi bien par le socialisme de M. Marx que par la diplomatie de M. de Bismarck: cette réaction qui se propose comme but final la pangermanisation de l'Europe, elle menace de tout engloutir et de tout pervertir à cette heure. Elle a déclaré une guerre à mort à l'Internationale, représentée uniquement aujourd'hui par les Fédérations autonomes et libres. Comme les prolétaires de tous les autres pays, quoique faisant partie d'une république encore libre, vous êtes forcés de la combattre, car elle s'est interposée entre vous et votre but final, l'émancipation du prolétariat du monde entier.

La lutte que vous aurez à soutenir sera terrible. Mais ne vous laissez pas décourager, et sachez que, malgré la force matérielle immense de vos adversaires, le triomphe final vous est assuré, pour peu que vous observiez fidèlement ces deux conditions :

1° Tenez ferme à ce principe de la grande et large liberté populaire, sans laquelle l'égalité et la solidarité elles-mêmes ne seraient que des mensonges;

2° Organisez toujours davantage la solidarité internationale, pratique, militante, des travailleurs de tous les métiers et de tous les pays, et rappelez-vous qu'infiniment faibles comme individus, comme localités ou comme pays isolés, vous trouverez une force immense, irrésistible, dans cette universelle collectivité.

Adieu. Votre frère,

Michel BAKOUNINE.

Bakounine rentra à Locarno vers le 10 octobre.

Au moment où ces deux lettres de Bakounine parurent, notre pensée, à nous tous qui étions ses amis, fut que les phrases par lesquels il se déclarait las, malade, et désireux de tranquillité et de repos, étaient des déclarations destinées à donner le change sur ses intentions et ses sentiments : c'était, nous disions-nous, la mise à exécution du plan convenu entre lui et Cafiero, plan d'après lequel Bakounine devait prendre les allures d'un révolutionnaire « fatigué et dégoûté », afin de pouvoir conspirer plus à son aise. Mais ce qui se passa dans les neuf mois qui suivirent me fit comprendre que nous nous étions trompés : ce dégoût et cette lassitude dont Bakounine avait parlé n'étaient pas seulement une apparence : il était réellement fatigué, désabusé de l'action ; et lorsqu'il avait écrit au *Journal de Genève* : « J'en ai assez... Je ne me sens plus ni la force, *ni peut-être aussi la confiance* nécessaires, pour rouler plus longtemps la pierre de Sisyphe... Je ne troublerai plus le repos de personne, qu'on me laisse tranquille à mon tour, » il avait exprimé véritablement sa pensée intime.

J'ai parlé du pamphlet marxiste, « *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs*, rapport et documents publiés par ordre du Congrès international de la Haye » (137 pages, petit in-16, Londres, chez A. Darson), qui parut vers le milieu de septembre 1873. Nous crûmes longtemps que cette brochure était l'œuvre de Marx lui-même ; et ce sont les lettres d'Engels à Sorge, publiées en 1906 seulement, qui m'en ont appris les véritables auteurs. Le 15 avril 1873, Engels écrit au Conseil général de New York : « Le rapport sur l'Alliance se rédige en ce moment ; Lafargue et moi y travaillons tous les jours, sans perdre de temps. Les documents avaient été gardés par Lucain, à Bruxelles, jusqu'à Noël, et il en a encore quelques-uns... Dès que ce rapport sera terminé, nous ferons les procès-verbaux du Congrès. » Le 14 juin, il écrit à Sorge : « Le travail de l'*Alliance* m'a fait interrompre ma correspondance... L'*Alliance* est à peu près achevée, en français, — travail de chien dans cette langue pointilleuse (*Heidenarbeit in dieser schikanösen Sprache*) ; cela fera de l'effet, et vous serez vous-même surpris. » Le 26 juillet, à Sorge : « Le rapport sur l'Alliance est sous presse ; hier, lu la première épreuve ; l'impression devrait être achevée dans huit jours, mais je doute fort qu'elle le soit. La brochure aura environ 160 pages ; les frais d'impression — environ 40 livres sterling (1000 fr.) — sont avancés par moi. Tirage 1000, prix 2 francs, ou 1 shilling 9 pence. Il faut que la brochure soit *vendue*, pour rentrer dans les frais : donc, tâche de trouver un bon libraire qui s'occupe de la vente chez vous... La brochure va tomber comme une bombe chez les autonomistes, et Bakounine en sera tué raide (*und wird den Bakunin maustod machen*). C'est Lafargue et moi qui l'avons écrite ensemble ; seule la conclusion est de Marx et de moi. Nous l'enverrons à toute la presse [1]. Tu seras étonné toi-même des infamies qui y sont dévoilées ; les membres de la commission eux-mêmes étaient tout surpris. »

La brochure Engels-Lafargue-Marx, qui devait « tomber comme une bombe chez les autonomistes », ne reçut de notre part d'autre accueil que le mépris. On ne répond pas à des adversaires qui, ainsi que l'avait écrit Bakounine dans sa lettre au *Journal de Genève*, « assument le rôle d'agents de police délateurs et calomniateurs ». En ce qui me concerne, j'avais déjà déclaré à la Haye que je n'acceptais pas de comparaître en accusé devant la fameuse Commission d'enquête. Mais s'il ne me convenait pas de subir l'interrogatoire des enquêteurs marxistes, je n'ai jamais hésité à dire à mes camarades et au public la vérité, toute la vérité ; et les quatre volumes de ces *Documents et Souvenirs*, où je raconte, avec preuves authentiques à l'appui, tout le détail de notre action dans l'Internationale, ne laissent rien subsister, aux yeux du

1. Voilà pourquoi le *Journal de Genève* a pu en donner un extrait (citations d'un écrit de Netchaïef attribué par la brochure à Bakounine) dans son numéro du 19 septembre 1873.

lecteur impartial, des odieuses calomnies et des altérations systématiques du vrai auxquelles s'est livrée et se livre encore la coterie des autoritaires.

Le 25 novembre 1873, Engels écrivait à Sorge : « Outine est ici depuis environ quatre semaines, et nous a encore raconté de nouvelles choses tout à fait extraordinaires sur Bakounine. Le gaillard a très fidèlement appliqué son *Catéchisme* dans la pratique ; depuis des années, lui et son Alliance ne vivent que de chantage (*Erpressung*), comptant sur ce qu'il ne serait pas possible d'en rien publier sans compromettre d'autres personnes, pour lesquelles on doit avoir des ménagements. Tu ne peux pas te figurer quelle bande de fripouilles (*Lumpenbande*) sont ces gens-là. Du reste, on se tient très tranquille dans leur pseudo-Internationale, la brochure a démoli leur *Schwindel* [1], et Messieurs Guillaume et Cie doivent d'abord laisser pousser un peu d'herbe là-dessus (*und die Herren Guillaume und Ko. müssen erst etwas Gras darüber wachsen lassen*). En Espagne, ils se sont détruits eux-mêmes (*haben sie sich selbst kaput gemacht*) ; lis mes articles dans le *Volksstaat*. »

Ainsi Engels se figurait naïvement que, si le *Bulletin* n'avait pas daigné s'occuper de sa brochure, c'était parce que nous nous sentions incapables de répliquer, et que notre tactique était de « laisser pousser de l'herbe » sur l'affaire. Il ne se doutait pas que, chez nous, personne n'avait acheté son pamphlet, ne se souciant pas de dépenser deux francs pour une pareille emplette ; et que par conséquent ses calomnies et ses injures étaient restées ignorées de la presque totalité des membres de l'Internationale ; moi-même, qui m'étais procuré un exemplaire de la brochure, je l'avais trouvée si fastidieuse à la fois et si écœurante, que je n'ai jamais pu prendre sur moi de la lire en entier. Quant aux articles du *Volksstaat*, dont Engels recommande la lecture à son ami Sorge, articles où les ouvriers espagnols étaient bassement insultés, on verra tout à l'heure que le *Bulletin* ne les laissa pas sans réponse.

Encore un mot à propos de la brochure Engels-Lafargue-Marx. En feuilletant récemment la collection du *Bulletin*, j'ai vu que dans le numéro du 6 août 1876 j'avais appelé cette brochure « un insipide pamphlet rédigé jadis par l'ex-proudhonien Longuet sous la dictée de son beau-père Karl Marx » : j'avais donc cru, alors, que Longuet avait été le rédacteur de cette ordure. Il est par conséquent de mon devoir de lui rendre cette justice, qu'il n'y a pris aucune part. J'en félicite sa mémoire. Du reste Longuet, dans les dernières années de sa vie, était, je crois, quelque peu honteux de s'être trouvé dans les rangs de la majorité au Congrès de la Haye. En 1901, je le rencontrai, à Paris, à l'hôtel de ville, dans une séance de la Commission des recherches sur l'histoire de Paris, dont il était membre, séance à laquelle je m'étais rendu pour y exposer le plan d'une publication documentaire sur les écoles de Paris pendant la Révolution. A l'issue de la réunion, Longuet s'approcha de moi d'un air cordial, me salua, et me demanda si je le reconnaissais. « Oui, lui répondis-je, vous êtes Charles Longuet, qui a voté mon expulsion de l'Internationale au Congrès de la Haye. » — « Oh, dit-il en riant d'un air un peu gêné, ne parlons pas de ces vieilles choses, les temps sont bien changés. » Le voyant revenu à d'autres sentiments, je ne voulus pas tenir rigueur à un homme qui m'avait jadis inspiré de la sympathie, et je lui donnai sans rancune une poignée de main.

VI

D'octobre 1873 à la fin de 1873.

Dans ce chapitre, je retracerai brièvement, d'après le *Bulletin*, l'histoire des Fédérations de l'Internationale durant les trois mois qui suivirent les deux

1. *Schwindel* n'a pas d'équivalent exact en français : il signifie ici tromperie, blague, imposture, jonglerie, duperie, charlatanisme.

Congrès de Genève, en parlant successivement de chacun des pays où l'Internationale comptait des adhérents.

Le *Bulletin* du 18 octobre 1873 reproduisit en entier le procès-verbal d'une séance de la Commission fédérale espagnole (transférée d'Alcoy à Madrid), celle du 20 septembre [1], afin de montrer « par quelle crise passe en ce moment l'Internationale en Espagne, et, en même temps, avec quelle énergie les socialistes espagnols travaillent à reconstituer leur organisation là où elle avait été dissoute, et à la compléter là où elle était restée intacte ». Ce procès-verbal mentionne dix-sept communications expédiées, durant la semaine, à des fédérations, Unions de métiers, ou sections, et treize communications reçues d'autant de localités différentes ; en voici une qui est caractéristique : « Le Conseil local d'Alcoy nous annonce que le juge spécial a condamné à l'amende un maître maçon qui voulait que ses ouvriers travaillassent neuf heures, après qu'il avait accepté la convention qui fixe la journée de travail à huit heures; le juge a motivé sa sentence en disant que la conduite de ce patron ne pouvait qu'amener la reproduction des événements de juillet ». Le *Bulletin* du 2 novembre contient ce renseignement emprunté au procès-verbal de la Commission espagnole du 3 octobre : « Les fédérations locales qui continuent sans interruption leurs relations régulières avec la Commission fédérale sont au nombre précis de cent; par contre, soixante-seize fédérations locales ont dû suspendre momentanément leurs correspondances à cause des événements politiques [2]. Parmi les fédérations dont les communications sont interrompues, nous ne voyons qu'un petit nombre de villes importantes, entr'autres le Ferrol, Jaen et Carthagène. Les grands centres, tels que Madrid, Barcelone, Pampelune, Cadix, Cordoue, Grenade, Xérès, Málaga, Murcie, Séville, Alcoy, Alicante, Palma (île Majorque), Valencia, Léon, Ségovie, Valladolid, Saragosse, sont restés organisés et correspondent activement. »

Dans le courant de septembre, Salmeron avait été remplacé à la présidence de la République par Castelar. « Ce fameux républicain, écrit le *Bulletin*, marche dans la voie de la réaction isabelliste avec un cynisme qui fait pâmer d'aise nos bons journaux bourgeois. Les Serrano, les Topete sont revenus; ils ont de nouveau la haute main dans les affaires ; les Cortès ont suspendu leurs séances : l'Espagne est bien décidément sous la dictature militaire. » A Carthagène, les cantonalistes — adversaires de l'Internationale aussi bien que du gouvernement — tenaient toujours, sous le commandement des généraux Contreras et Ferrer, malgré le blocus et le bombardement ; mais ils devaient succomber, en janvier 1874, après six mois environ d'une résistance inutile.

Cependant, à la fin d'octobre, Engels, furieux d'avoir vu l'Internationale échapper au gouvernement de la coterie dont il était le membre le plus remuant, imagina de prendre une revanche en attaquant les internationaux espagnols; il publia dans le *Volksstaat* deux articles dans lesquels il raconta, en les travestissant d'une façon aussi haineuse que bête, les événements dont

1. Le *Boletín* espagnol ayant suspendu sa publication, les procès-verbaux de la Commission étaient imprimés dans les organes locaux.

2. Voici quelques exemples des persécutions dont l'Internationale était l'objet : à San Lucar (où un mouvement révolutionnaire avait eu lieu en juillet), la fédération locale est toujours dissoute, et ne peut se réorganiser, parce qu'aucune réunion ouvrière n'est permise ; à Manresa, le local de la fédération a été saccagé, on y a détruit les meubles et les documents et on y a volé les timbres des sections ; à Cadix, où le gouvernement avait, comme en quelques autres villes, au début de la République, concédé un local aux sociétés ouvrières, Castelar l'a fait évacuer pour y installer une école de petites filles sous l'invocation de la Vierge du Rosaire ; à Bilbao, un député républicain fédéral, Echebarrieta, menace les ouvriers de les faire emprisonner s'ils continuent leur travail de propagande et d'organisation ; à Alcoy, on emprisonne les plus actifs parmi les ouvriers socialistes ; à Séville, Marselau, ancien délégué au Congrès de la Haye, est arrêté par ordre du gouverneur ; etc.

l'Espagne venait d'être le théâtre [1]. Aux calomnies et aux injures d'Engels, je répondis dans le *Bulletin* par deux articles qu'il me parait nécessaire de reproduire, parce que, d'abord, ils feront mieux connaître le triste caractère de l'ami de Marx et les procédés de polémique de ce personnage, et que, d'autre part, ils compléteront le récit très sommaire que j'ai fait plus haut des insurrections espagnoles de juillet 1873. Par places, — on le verra, — l'indignation m'avait entraîné à quelques outrances de langage : c'est, comme le disait Mme André Léo (voir tome II, p. 313), que les Jurassiens ne sont pas des anges. Voici les deux articles du *Bulletin* :

M. Engels et les ouvriers espagnols.

(*Bulletin* du 9 novembre 1873.)

Le *Volksstaat* continue son œuvre de démoralisation et de calomnie. Il vient de publier deux articles de M. Engels sur l'insurrection d'Espagne, articles destinés uniquement à jeter de la boue aux ouvriers espagnols et à les tourner en ridicule. Les ouvriers espagnols, selon M. Engels, sont des lâches et des imbéciles; les uns n'ont pas osé se battre, les autres n'ont pas su se battre; et il raconte à sa façon les événements d'Alcoy, de Cordoue, de Séville, de Cadix, de San Lucar, etc., versant à pleines mains le fiel et l'injure. Et tout cela pourquoi ? parce que les ouvriers espagnols ont prononcé, comme ceux de presque toute l'Europe, la déchéance du Conseil général de New York et ont rejeté les résolutions de la Haye. La rancune toute personnelle de M. Engels est si violente à ce sujet, qu'elle lui fait perdre toute pudeur et, disons-le, toute prudence : il jette le masque, il se délecte à raconter les victoires de la réaction et les défaites des révolutionnaires, il triomphe de voir ces ouvriers espagnols, qui avaient osé se révolter contre Marx, châtiés et fusillés comme ils le méritent par les sicaires de la bourgeoisie. Il faut avoir lu ces pages incroyables pour savoir à quel degré d'aberration morale la haine et l'esprit de vengeance peuvent conduire un homme.

Comme en Espagne très peu de personnes peuvent lire l'allemand, nous traduisons quelques-uns des passages des odieux articles de M. Engels, afin que les organes de l'Internationale en Espagne puissent les mettre sous les yeux de leurs lecteurs.

M. Engels porte d'abord sur la situation économique et politique de l'Espagne, et sur la ligne de conduite que doit suivre le prolétariat de ce pays, un jugement qui vaut la peine d'être traduit tout entier. On y verra dans tout leur jour les doctrines de l'école de Marx :

« L'Espagne est un pays si retardé sous le rapport de l'industrie qu'il ne peut y être question d'une émancipation *immédiate* des travailleurs. Avant d'en arriver là, l'Espagne devra passer encore par bien des phases de dé-

1. Les articles d'Engels, augmentés de l'extrait d'un rapport de la fameuse *Nueva Federacion madrileña* (les neuf marionnettes de M. Lafargue), furent publiés ensuite en brochure sous ce titre : *Die Bakunisten an der Arbeit* (*Les Bakounistes à l'œuvre*). Cette brochure, réimprimée en 1894 dans l'opuscule *Internationales aus dem Volksstaat*, est encore aujourd'hui lue et acceptée par les socialistes allemands comme parole d'évangile; bien mieux, on en a fait en 1905 une traduction russe, afin de calomnier par avance les « bakounistes » de Russie et leur action dans la révolution russe.

veloppement et lutter contre toute une série d'obstacles. La république fournissait le moyen de traverser ces phases le plus rapidement possible [1], et d'écarter plus vite ces obstacles. Mais pour cela il fallait que le prolétariat espagnol se lançât résolument dans la *politique*. La masse des ouvriers le sentait bien; partout elle demandait que l'on prît part à ce qui se passait, que l'on profitât des occasions d'agir, au lieu de laisser, comme précédemment, le champ libre aux intrigues des classes possédantes. Le gouvernement ordonna des élections pour les Cortès constituantes. Qu'allaient faire les *alliancistes* [2]? Ils avaient prêché depuis des années qu'on ne devait prendre part à aucune révolution qui n'aurait pas pour but l'émancipation immédiate des travailleurs; que toute action politique était une acceptation du principe de l'Etat, source de tout mal, et que la participation à une élection était un péché mortel [3]. »

Voilà qui est clair : les marxistes n'ont pas pour but l'émancipation *immédiate* du prolétariat; ils ne la croient pas réalisable; ce qu'ils rêvent, c'est une phase intermédiaire, dans laquelle les travailleurs ne seraient pas encore émancipés, mais où, par contre, le pouvoir politique, enlevé à ses possesseurs actuels, aurait passé aux mains de Marx et de ses amis. Et nous, qui ne voulons faire de révolution qu'à la condition de réaliser l'émancipation immédiate et complète du travail [4], nous qui ne voulons pas plus de la domination de Messieurs les socialistes autoritaires que de celle de la bourgeoisie, on nous traite de fous, d'idiots ou de lâches; bien heureux quand on ne nous appelle pas *bonapartistes*, comme l'autre jour [5].

Venant ensuite au récit des événements qui se sont passés dans chaque ville d'Espagne, et commençant par Barcelone, M. Engels attribue l'inaction des ouvriers de cette ville à l'attitude des anciens membres de la *Alianza*: ce sont eux qui ont *empêché* les ouvriers de Barcelone d'agir! Voilà ce qu'on ose imprimer dans le *Volksstaat*, pendant que tout le monde sait qu'à Barcelone les seuls qui aient agi, et agi *les armes à la main*, ce sont précisément les anciens membres de la *Alianza*; ainsi c'est le compa-

1. Puisqu'il s'agit, d'après les premières lignes du paragraphe, du degré de développement de l'*industrie*, on se demande en quoi la *république* peut influer sur le plus ou moins de durée de phases *économiques*, dont l'évolution n'a rien à voir avec la forme du gouvernement ?

2. C'est ainsi que M. Engels et ses amis appellent les internationaux espagnols. (*Note du Bulletin*.)

3. Ceci, comme le savent tous ceux qui ont lu les deux volumes précédents, est absolument contraire à la vérité. Pour mon compte, j'avais écrit en février 1871 : « Ce qu'il faut combattre, c'est l'idéal des communistes allemands, ce fameux *Volksstaat*. Ils veulent la candidature ouvrière pour arriver au *Volksstaat*. Pour moi, je suis prêt à accepter les candidatures ouvrières, mais à la condition qu'elles nous mènent à l'an-archie. Or, en ce moment, en France, elles ne peuvent avoir que cette dernière signification. » (T. II, p. 128.) Y eut-il un seul « allianciste » qui se déclarât opposé à la participation aux élections pour la nomination des membres de la Commune de Paris? On verra un peu plus loin (p. 164) ce que j'écrivais, dans le *Bulletin* du 21 septembre 1873, au sujet de l'emploi du vote politique en Suisse même.

4. Par la grève générale. Et justement, dans son premier article, Engels ridiculise l'idée de la grève générale, dont il dit : « La grève générale est, dans le programme bakouniste, le levier qui doit être appliqué pour amener la révolution sociale... La proposition est loin d'être nouvelle; des socialistes français, et, après eux, des socialistes belges ont, depuis 1848, chevauché avec prédilection cette monture de parade. »

5. *Volksstaat* du 19 octobre 1873. Voir plus loin, p. 160.

gnon Viñas qui s'est emparé de l'hôtel de ville à la tête d'une poignée d'*alliancistes* [1], et s'y est maintenu pendant plusieurs jours malgré l'apathie de beaucoup d'ouvriers qui, travaillés par les amis de Castelar et par ceux de Marx, refusaient de s'associer à une révolution, sous prétexte qu'on avait la république et que cela suffisait.

Quant aux événements d'Alcoy, M. Engels fait tout ce qu'il peut pour les tourner en ridicule. Il montre d'une part les ouvriers au nombre de cinq mille, et d'autre part seulement trente-deux gendarmes; il se moque de ce combat de vingt heures, où cinq mille hommes ne viennent à bout d'en vaincre trente-deux que parce que ces derniers n'avaient plus de munitions; et il plaisante agréablement sur le nombre des morts parmi les ouvriers, qui ne s'élève qu'à dix; il trouve que c'est trop peu, et ajoute que les ouvriers d'Alcoy agissent selon le précepte de Falstaff, qui pensait que « la prudence est la meilleure partie du courage ».

Peut-on voir quelque chose de plus révoltant que ces froides railleries sur des cadavres? M. Engels est un riche manufacturier retiré des affaires; il est habitué à regarder les ouvriers comme de la chair à machines et de la chair à canon; cela explique ses doctrines et son style.

Nous ne referons pas, à ce propos, le récit des événements d'Alcoy; ils sont trop connus. On sait que les ouvriers n'avaient pour toutes armes qu'environ un millier de fusils de tout système et de tout calibre; ils manquaient de munitions; leurs adversaires les bourgeois, aidés de la police municipale, bien armés, bien barricadés, occupaient l'hôtel de ville et les maisons avoisinantes; pour les déloger, on dut brûler plusieurs maisons, et M. Engels trouve encore moyen de faire de l'esprit à ce sujet [2].

A propos de l'insurrection des villes d'Andalousie, dirigée par les intransigeants et à laquelle prirent part en quelques endroits les internationaux, M. Engels s'attache à représenter les ouvriers espagnols comme des lâches, qui se rendent sans combat, ou qui ne font qu'un simulacre de résistance; il nous montre le général Pavia entrant successivement et presque sans coup férir à Cordoue, à Séville, à Cadix, à Málaga, à Grenade. On sait cependant quelle énergique résistance Pavia rencontra partout où il y avait des internationaux mêlés au mouvement; les internationaux, les *alliancistes* furent les seuls qui se battirent sérieusement. Ce sont trois cents *alliancistes* qui ont tenu tout un jour en échec dans les rues de Séville l'armée de Pavia, et celui-ci a rendu hommage à leur héroïsme dans son rapport officiel, où il dit : « Les insurgés de Séville se sont battus comme des lions ».

Après avoir raconté, avec une satisfaction qui perce à chaque ligne, les victoires de l'armée du gouvernement sur les socialistes andalous, M. Engels change tout à coup de ton, il embouche la trompette épique, il s'apprête à célébrer des exploits mémorables : il va parler de Valencia ! Et pourquoi ce changement soudain? pourquoi admire-t-il si fort Valencia, quand il n'a su trouver que des injures pour Alcoy ? pourquoi les défenseurs de Valencia sont-ils des héros, tandis que ceux de Séville sont des

1. Voir plus haut, p. 86.

2. « ... *in vier oder fünf Häusern am Markt, welche Häuser auf gut preussisch vom Volke niedergebrannt wurden.* » Je me sens incapable de faire goûter au lecteur français le sel de cette pauvreté, que M. Engels croit une bonne plaisanterie.

poltrons [1] ? Voici le mot de l'énigme. M. Engels, trompé par de faux rapports, nous dit que les internationaux de Valencia sont en majorité *marxistes* : aussi va-t-il exalter leur valeur et la mettre en contraste avec la couardise des *allianeistes* :

« Les correspondants des journaux anglais — dit M. Engels — ont parlé des insurgés de Valencia avec un respect qu'ils sont loin d'accorder à ceux des autres villes soulevées; ils louent leur discipline virile, l'ordre qui régnait dans la ville, et ils ont prévu des combats opiniâtres et une longue résistance. Ils ne se trompaient pas. Valencia, ville ouverte, a tenu contre les attaques de la division Martinez Campos du 26 juillet au 8 août; par conséquent, sa résistance a duré plus longtemps que celle de l'Andalousie tout entière. »

M. Engels a bien raison de louer le courage des ouvriers valençois; seulement nous devons lui apprendre que les renseignements qu'on lui a donnés quant à leur *marxisme* sont complètement mensongers. Les marxistes forment à Valencia un groupe insignifiant d'une douzaine d'hommes, et la fédération ouvrière locale est *allianciste* comme toutes celles d'Espagne et paie ses cotisations à la Commission fédérale espagnole; elle se compose, selon le rapport présenté au Congrès de Genève par cette Commission, des sections suivantes : ouvriers en fer, maçons, charpentiers, ouvriers en peaux, peintres, tisseurs en soie, passementiers, tisseurs en laine, éventaillistes, cordiers, constructeurs de pianos, typographes, teinturiers, sculpteurs, cordonniers, et métiers divers. Ce sont donc les membres de seize sections *allianeistes* qui se sont battus si bravement contre l'armée de Martinez Campos. Ajoutons que le membre le plus influent de la junte révolutionnaire de Valencia a été le compagnon Rosell, bien connu comme ancien membre de la *Alianza*.

On voit que M. Engels, s'il veut être conséquent, est tenu de rétracter les éloges qu'il a donnés aux ouvriers valençois, maintenant qu'il lui est prouvé que ce ne sont pas des *marxistes*.

L'article se termine par des railleries sur les intransigeants de Carthagène. Mais qu'y a-t-il de commun entre les ouvriers espagnols et les aventuriers politiques qui se sont emparés de cette ville ? Veut-on rendre l'Internationale responsable de ce qui s'y passe ? Oui, pour servir le plan de M. Engels, il faut qu'il en soit ainsi. Bien plus, M. Engels a découvert le véritable chef des intransigeants de Carthagène, celui qui mène toute l'affaire : c'est — le croiriez-vous ? — c'est... Bakounine !

Il paraît — ce sont les journaux bourgeois qui le racontent — que les intransigeants de Carthagène ont armé les forçats du bagne, « dix-huit cents scélérats, les plus dangereux voleurs et meurtriers de l'Espagne », dit M. Engels. Eh bien, ajoute notre écrivain, « cette mesure a été conseillée par les *bakounistes, cela ne fait aucun doute pour nous* ».

Un rédacteur des journaux de police, un bohème du *Figaro* parlerait-il autrement ? Et ces choses-là s'impriment dans le *Volksstaat*, organe des socialistes allemands !

Terminons par un échantillon de la manière dont M. Engels entend cette

1. Engels a écrit : « Toute l'Andalousie fut soumise presque sans combat ».

politique qu'il voudrait voir pratiquée par les ouvriers espagnols. S'agit-il de briser le gouvernement, de détruire l'Etat centralisé et de le remplacer par la fédération des communes ? S'agit-il d'organiser le travail et les forces économiques de bas en haut et non de haut en bas ? Oh non ! tout cela, M. Engels le repousse, le combat ; c'est une doctrine détestable, c'est ce qu'il appelle du *bakounisme*. Il est adversaire déclaré du fédéralisme.

« Comme les Cortès tardaient trop à démembrer l'Espagne, au gré de Messieurs les intransigeants, — dit-il, — ceux-ci voulurent mettre eux-mêmes la main à l'œuvre et proclamer partout la souveraineté des cantons. Les *bakounistes* prêchaient depuis des années que toute action révolutionnaire de haut en bas est nuisible, que tout doit se faire et s'organiser de bas en haut. Maintenant s'offrait une occasion de réaliser de bas en haut le fameux principe de l'autonomie, du moins pour les villes : on s'empressa d'en profiter [1]. »

Aussitôt après, d'ailleurs, il prétend que les socialistes espagnols, après avoir théoriquement prêché l'abolition de tout gouvernement, se sont empressés de constituer des gouvernements dans les villes insurgées. M. Engels, qui ne brille ni par la bonne foi, ni par l'intelligence, prend les *juntes révolutionnaires* pour des *gouvernements* ; il confond la *Commune révolutionnaire* avec l'*Etat* ; et parce que les internationaux espagnols, dans la lutte, créent une organisation municipale destinée à diriger le combat, il leur crie : « Vous rétablissez le gouvernement ». La belle argumentation que voilà ! A ce compte, les internationaux ne pourront plus avoir ni bureaux de section ni conseils fédéraux, sous prétexte que ce seraient là des gouvernements.

M. Engels sait très bien ce qui constitue un gouvernement ; il sait très bien qu'une délégation temporaire, toujours révocable, et munie d'un mandat dont l'objet est clairement déterminé, n'est pas un gouvernement. Mais à quoi bon discuter avec des adversaires de cette espèce ? Nous avons dis-

1. Engels feint de croire que les insurrections cantonalistes — dont la direction resta entre les mains des intransigeants, *adversaires déclarés du socialisme* — furent la mise en œuvre des théories de Bakounine. Il écrit encore : « La dispersion et l'isolement des forces révolutionnaires furent proclamées, par les fédéralistes espagnols, le principe de la suprême sagesse révolutionnaire ; et Bakounine eut cette satisfaction de voir appliquer sa doctrine. Il avait déjà, en septembre 1870 (*Lettres à un Français*), déclaré que le seul moyen de chasser de France les Prussiens consistait à abolir toute direction centrale, et à laisser chaque ville, chaque village, chaque commune, faire la guerre pour son propre compte. » Nous avons là un nouvel exemple de la bonne foi d'Engels. Dans les *Lettres à un Français*, Bakounine dit expressément (p. 14) : « Que doivent donc faire les *autorités révolutionnaires* — et tâchons qu'il y en ait aussi peu que possible — que doivent-elles faire pour étendre et pour *organiser* la Révolution ? Elles doivent non la faire elles-mêmes par des décrets, non l'imposer aux masses, mais la provoquer dans les masses, et,... en suscitant leur *organisation autonome* de bas en haut, travailler, à l'aide de l'influence individuelle sur les hommes les plus intelligents de chaque localité, pour que cette organisation soit autant que possible conforme aux vrais principes. » On sait que l'affiche du 26 septembre, qui servit de programme au mouvement lyonnais (voir t. II, p. 94), et qui porte la signature de Bakounine, propose la constitution, dans toutes les communes fédérées, de « Comités du salut de la France », et l'envoi à Lyon de deux délégués par Comité de chef-lieu de département pour y former une « Convention révolutionnaire du salut de la France ». Où est donc « l'abolition de toute direction centrale » ?

cœté autrefois, croyant avoir affaire simplement à des socialistes qui différaient de nous sur des points de doctrine. Maintenant nous voyons clairement que les Marx, les Engels, et toute leur séquelle, ce n'est pas une école socialiste ayant une doctrine plus ou moins erronée : c'est tout simplement la *réaction*, absolument comme Mazzini, Bismarck, Castelar et M. Thiers.

Heureusement que cette réaction-là ne prévaudra pas sur la conscience révolutionnaire des ouvriers. Elle est impuissante, et le sentiment de cette impuissance accroît jusqu'au délire la fureur des intrigants. Laissons-les s'agiter dans le vide; leur rage ne servira qu'à les discréditer auprès de ceux qui, en Allemagne, ont encore quelque confiance en eux.

Encore le « Volksstaat » et les Espagnols.

(*Bulletin* du 16 novembre 1873.)

Dans les articles de M. Engels que nous avons cités la semaine dernière, on se souvient que les « intransigeants » de Carthagène étaient fort maltraités. L'ami de Marx leur reprochait d'avoir enrôlé de vils scélérats; il se moquait de leur profonde incapacité ; il s'indignait contre leurs expéditions maritimes aussi ridicules que barbares; enfin il les accusait surtout d'obéir à un mot d'ordre de Bakounine, accusation absolument fantastique, mais qui rentre dans le plan général de dénigrement et de calomnie.

Or voici que le *Volksstaat*, dans un autre numéro, trois jours après, change subitement de ton. Les insurgés de Carthagène sont des héros; ils sont supérieurement dirigés par d'excellents chefs; ils remportent des succès éclatants; leurs expéditions maritimes, si odieuses et si burlesques trois jours avant, sont des faits d'armes remarquables; bref, les intransigeants de Carthagène sont les véritables, les seuls authentiques représentants de la révolution espagnole. Mais alors ils ne sont plus *bakounistes* ? Naturellement. Cette fois, les *bakounistes*, ce sont leurs adversaires.

Voilà comment on dit blanc le dimanche et noir le mercredi. Les rédacteurs du *Volksstaat* n'y regardent pas de si près : pourvu que leurs tartines soient épicées d'injures de haut goût, ils sont contents de leur besogne.

Du reste, pour que chacun puisse s'assurer que nous n'exagérons rien, nous allons mettre en regard l'un de l'autre les deux articles de *Volksstaat* :

Les insurgés de Carthagène jugés par le Volksstaat (*Engels*) *du 2 novembre 1873.*

« Les insurgés de Carthagène, qui ne s'étaient occupés que d'eux-mêmes pendant qu'on se battait à Valencia et en Andalousie, ne commencèrent à penser au monde extérieur qu'après l'écrasement des autres insurrections, et lorsque l'argent et les vivres vinrent à leur manquer. Ils firent alors une tentative pour marcher sur Madrid, qui est éloigné d'au moins soixante milles allemands (quatre cent cinquante kilomètres), le double de la distance de Valencia ou de Grenade. L'expédition avorta misérablement, tout près de Carthagène; le blocus mit fin à toute tentative de sortie du côté de la terre; on se rabattit sur les expéditions maritimes. Et quelles expéditions! Il ne pouvait être question d'un soulèvement, par la flotte de Carthagène,

des villes du littoral, qui venaient justement d'être soumises par le gouvernement. La flotte du canton souverain de Carthagène se contenta d'aller menacer de bombardement, et quelquefois de bombarder réellement, les autres villes (souveraines comme elle, d'après la théorie intransigeante), depuis Valencia jusqu'à Málaga, si elles se refusaient à livrer les contributions exigées tant en approvisionnements qu'en beaux écus sonnants. Aussi longtemps que ces villes avaient combattu en armes contre le gouvernement, Carthagène avait agi d'après le principe *Chacun pour soi*. Lorsqu'elles furent vaincues, le principe qu'on voulut appliquer fut : *Tout pour Carthagène*. Voilà comment les intransigeants de Carthagène et leurs auxiliaires bakounistes comprennent la fédération des cantons souverains.

« Pour accroître les rangs de ces défenseurs de la liberté, le gouvernement de Carthagène mit en liberté les dix-huit cents forçats qui étaient enfermés dans le bagne de la ville, — les voleurs et les assassins les plus dangereux de l'Espagne. Cette mesure *révolutionnaire* a été conseillée par les bakounistes : cela ne peut faire aucun doute après les révélations du rapport sur l'*Alliance*. Il y a été prouvé que Bakounine réclame « le déchaînement de toutes les mauvaises passions » et considère le brigand russe comme l'idéal du vrai révolutionnaire. Le gouvernement de Carthagène, en « déchaînant les mauvaises passions » de ces dix-huit cents coupeurs de gorges et en portant ainsi à son comble la démoralisation de ses propres troupes, a agi tout à fait dans l'esprit de Bakounine. Et le gouvernement espagnol suit une politique très sensée en se bornant, au lieu de canonner une forteresse qui lui appartient, à attendre la chute de Carthagène de la seule démoralisation de ses défenseurs. »

Les insurgés de Carthagène jugés par le Volksstaat (*un autre rédacteur*) *du 5 novembre 1873.*

« En Espagne, les insurgés de Carthagène ont remporté récemment des succès importants. Ils ont réussi à forcer le blocus, et à repousser la flotte de M. Castelar sous les canons protecteurs des Anglais à Gibraltar. Les insurgés sont maintenant maîtres incontestés de la mer, ce qui leur donne le triple avantage de pouvoir se ravitailler selon leurs besoins, de dominer ou de menacer les autres villes du littoral, et d'avoir à leur merci tout le commerce maritime de l'Espagne. Dans ces conditions, M. Castelar n'a guère de probabilités de pouvoir réduire l'insurrection ; par contre, les insurgés ont des espérances très fondées de mettre M. Castelar à la raison. D'après les dépêches les plus récentes, la flotte des insurgés a fait voile pour Barcelone. Si cette nouvelle se confirme, les affaires espagnoles pourraient bien toucher à une crise. Barcelone, le centre industriel le plus important et le plus populaire, et la ville la plus révolutionnaire de l'Espagne, avait été ce printemps sur le point de faire cause commune avec les intransigeants : elle en fut empêchée par la conduite aussi stupide que lâche des *ânes anarchiques* disciples de Bakounine. Si la flotte des insurgés paraît devant la ville, il n'est pas invraisemblable que le prolétariat barcelonais, malgré les agissements contre-révolutionnaires des blagueurs bakounistes, se ralliera à l'insurrection de Carthagène. Si cela arrive, le gouvernement

de M. Castelar sera définitivement paralysé ; il faudra ou bien qu'il baisse pavillon devant l'irrésistible soulèvement populaire, ou bien qu'il entre en négociations avec lui ; et, dans les deux cas, l'occasion qui s'était offerte cet été au prolétariat espagnol se présentera de nouveau. Tout dépend de ceci : les protégés et les amis de la police de Berlin [1] seront-ils encore assez forts en Espagne pour sauver le gouvernement, oui ou non ? »

Cela se passe de commentaire, n'est-ce pas ?

Un mois plus tard, le *Bulletin* publiait les réflexions suivantes à propos d'un décret rendu par la junte révolutionnaire de Carthagène le 1er novembre, décret qui confisquait et déclarait propriété collective du canton les biens-fonds provenant d'une donation royale, ainsi que ceux qui avaient été acquis à moins du tiers de leur valeur lors de la vente des propriétés ecclésiastiques :

Ce décret, rendu *in extremis* par les intransigeants, a d'abord le tort de n'être qu'une demi-mesure : il ne vise que les biens nobiliaires et ecclésiastiques, et ne dit mot des fortunes acquises aux dépens du salaire des travailleurs. Il ne pourra donc, comme toutes les demi-mesures, produire aucun résultat efficace. Si l'on avait voulu faire quelque chose de sérieux, il fallait, lorsque l'Andalousie et la province de Valencia étaient soulevées, donner la main aux ouvriers, accepter leur programme, et confisquer, non par voie de décret, mais *par des faits*, le sol et les instruments de travail au profit de la collectivité. Au lieu de cela, les intransigeants ont tenu à bien séparer leur cause de celle des internationaux, qu'ils ont, eux aussi, traités de *pillards* et d'*assassins*. Si leur mouvement est condamné à avorter misérablement, c'est par leur faute, c'est parce qu'ils ont trahi la cause du peuple ; nous ne pouvons pas les plaindre.

La lutte continuait en Espagne sur le terrain économique : des grèves nombreuses avaient lieu, entre autres en Catalogne : l'organisation des fédérations de métiers se faisait plus complète et plus solide (3e congrès de la fédération des cordonniers, du 1er au 6 novembre, à Barcelone, etc.) ; une circulaire du Conseil de la fédération des ouvriers constructeurs d'édifices (résidant à ce moment à Palma de Majorque) disait : « Le gouvernement peut nous emprisonner ou nous fusiller, mais, dans le premier cas, nous ne cesserons pas de prêcher à tous les ouvriers la nécessité de s'émanciper par eux-mêmes, conformément aux aspirations de l'Internationale ; et, dans le second, nous savons que le sang des martyrs ne peut que contribuer au triomphe de la révolution sociale » (*Bulletin* du 14 décembre 1873).

Pendant le trimestre qui suivit le Congrès de Genève, nous n'eûmes que peu de nouvelles de ce qui se passait en Italie : Cafiero était à Locarno avec Bakounine, tout occupé de la Baronata, où se trouvaient aussi à ce moment Fanelli et Costa (je parlerai de la Baronata dans le chapitre suivant) ; Malatesta et plusieurs autres étaient en prison. Je ne trouve guère dans le *Bulletin* que la mention de la préparation d'un congrès des Sections de la Toscane, qui eut lieu à Pise, le 7 décembre ; des indications sur les progrès de l'Internationale dans les Marches et l'Ombrie ; la nouvelle de poursuites intentées à Grassi, Natta et divers autres ouvriers florentins, signataires d'une protestation contre le mouchard Terzaghi. Le nombre des journaux socialistes allait en augmentant : à la *Plebe* de Lodi, à la *Favilla* de Mantoue, au *Risveglio* de Sienne, s'étaient ajoutés le *Capestro* de Fermo, le *Comunardo* de Fano, la

1. Cette aimable désignation s'applique aux internationaux espagnols, ennemis des intransigeants. (*Note du Bulletin.*)

Fame de Gènes, la *Giustizia* de Girgenti, le *Petrolio* de Ferrare. La Commission italienne de correspondance publiait, je l'ai dit, le *Bollettino della Federazione italiana*.

Une lettre datée de Bologne, 28 novembre (écrite de la Baronata par Costa), publiée dans le *Bulletin* du 7 décembre, caractérisait ainsi la situation de plus en plus révolutionnaire :

« Pendant que nos adversaires de toutes nuances se croient plus assurés que jamais du maintien de leur position privilégiée, le prolétariat italien compte ses forces, serre ses rangs, et s'apprête à profiter de la première occasion pour montrer aux bourgeois qu'il sait faire quelque chose. La misère qui s'accroît avec l'approche de l'hiver, les fautes et les actes arbitraires du gouvernement, la coupable indifférence des heureux du monde, font grandir le mécontentement et les passions révolutionnaires des plèbes affamées. Interrogez les ouvriers de la campagne, interrogez ceux des villes : tous vous diront que cela ne peut plus aller de la sorte, qu'il est nécessaire d'en finir avec les messieurs, et que, lorsque les pauvres gens meurent de faim tandis que les greniers des riches regorgent de blé, le peuple sait ce qu'il a à faire pour se tirer d'embarras.

« Un des délégués italiens au Congrès de Genève a dit qu'en Italie l'organisation économique n'était pas beaucoup comprise par les ouvriers. C'est vrai : nous n'avons pas, ici, de grands centres industriels, où la vie en commun est une nécessité, où l'association est la condition indispensable du travail. En Italie, sauf dans quelques localités, chacun travaille chez soi et pour son compte : ainsi vous aurez, par exemple, dans la même rue et séparés par une simple cloison, cordonniers, charpentiers, forgerons, mécaniciens, orfèvres, tourneurs, etc., sans qu'il existe entre eux d'autres relations que le voisinage, la communauté d'intérêts, le désir de s'émanciper, la passion révolutionnaire. L'organisation économique est assez difficile dans un pareil état de choses ; mais les révolutionnaires n'y perdent rien : au contraire, dans cet isolement économique de l'ouvrier, les besoins se faisant sentir davantage, la réalisation de nos idées est pour lui une impérieuse nécessité, à laquelle il sera contraint d'obéir. La solidarité, pour le prolétaire italien, consiste précisément dans ce partage des douleurs, des espérances, des défaites, des victoires, dans l'harmonie et dans le soulèvement spontané de toutes les forces vives de la révolution sociale, et non dans un assemblage plus ou moins mécanique des éléments de la production. »

En France, les deux principaux événements des trois derniers mois de 1873 sont des événements politiques. C'est, d'abord, le complot monarchique, qui faillit mettre le comte de Chambord sur le trône, et qui n'échoua que parce que le prétendant se déroba. Le *Bulletin* écrit (9 novembre) : « La crise annoncée pour la rentrée de l'Assemblée a été ajournée par la reculade du comte de Chambord, qui, au dernier moment, a lâché ses complices. Mac-Mahon reste au pouvoir, et le provisoire va se prolonger indéfiniment. Cette nouvelle combinaison, que quelques-uns regardent comme le triomphe de la République, nous paraît au contraire tout à l'avantage du bonapartisme. Le moment venu, il suffira à ce parti d'un coup d'État militaire et d'un plébiscite pour escamoter le gouvernement. Toutefois, jusque-là il nous reste encore quelque répit. Espérons que les socialistes français en profiteront pour organiser leurs forces de manière à pouvoir, au jour de la lutte, opposer au coup d'État bonapartiste les barricades de la Révolution sociale. » L'autre événement, c'est le procès de Bazaine : condamné à mort le 10 décembre, le traître vit sa peine commuée par son camarade Mac-Mahon. « Bazaine ira finir ses jours sous les orangers de l'île Sainte-Marguerite, pendant que les vaincus de la Commune agonisent en Nouvelle-Calédonie. Allons, à la bonne heure ! » (*Bulletin*.) On sait que Bazaine s'évada huit mois après, avec la complicité du gouvernement.

Le *Bulletin* recevait de temps en temps des correspondances envoyées par les déportés de la Commune. On en trouve une dans son numéro du 12 octobre, relatant la mort de Verdure, et faisant le tableau des souffrances endurées

à la presqu'île Ducos par les condamnés aux travaux forcés, Roques, Urbain, Paschal Grousset, etc.

Les tentatives de propagande bonapartiste à l'adresse du prolétariat français continuaient, sans trouver d'écho. En août 1873, Albert Richard avait lancé de Gênes, au nom d'une soi-disant *Union française des amis de la paix sociale*, un manifeste signé de lui et adressé « au bon sens des travailleurs français » ; il y disait que, « de même que les républicains avaient sacrifié le socialisme pour avoir la République, il avait, lui, sacrifié la République pour avoir le socialisme ». D'autre part, Aubry, de Rouen, réfugié à Bruxelles, et gagné lui aussi au bonapartisme, envoyait à l'*Internationale*, sous le pseudonyme de *G. Durand*, des correspondances perfides, qu'il datait de Paris et où l'alliance des ouvriers avec les bonapartistes était prêchée au nom de « l'union de tous les fils de la Révolution ». Aussitôt le *Bulletin* (18 octobre) adressa une question à ce sujet à la rédaction de l'*Internationale*, espérant que celle-ci désavouerait son correspondant. Mais une nouvelle correspondance de « G. Durand » fut publiée (26 octobre), qui faisait encore l'éloge du pacte bonapartiste prôné par l'*Avenir national* de Paris ; alors le *Bulletin* écrivit (2 novembre) :

Notre dignité nous commande d'adresser à la Fédération belge et à son Conseil fédéral une interpellation publique. Les internationaux belges approuvent-ils, oui ou non, les doctrines prêchées par le correspondant parisien de l'*Internationale*? Il n'est pas possible de garder le silence dans une circonstance pareille. Il faut parler, il faut flétrir hautement des infamies faites pour inspirer à tout honnête homme le plus profond dégoût.

C'est au nom du pacte de solidarité conclu entre les fédérations régionales, solidarité qui, en nous créant des devoirs, nous donne aussi des droits, que nous demandons aux ouvriers belges une manifestation publique pour dissiper la déplorable équivoque que fait planer sur eux le langage du correspondant de l'*Internationale*.

Cette équivoque a été promptement exploitée par nos adversaires. Un journal allemand, le *Volksstaat*, qui dirige depuis trois ans contre nous des calomnies dont l'odieux n'est égalé que par le ridicule, s'est emparé avidement d'un si beau prétexte ; et, rendant tous les socialistes anti-autoritaires — tous les *bakounistes*, comme il dit dans son style haineux et personnel — solidaires de la bêtise ou de la trahison d'un correspondant, il déclare carrément que, pour les anti-autoritaires, la *révolution* c'est le *bonapartisme* [1].

Le *Volksstaat* sait qu'il ment ; mais les ouvriers allemands le croient sur parole, et, grâce à ses manœuvres malpropres, qui sont un véritable crime envers la cause du travail, l'abîme entre le prolétariat de l'Allemagne et celui des autres pays se creusera toujours davantage.

Le *Mirabeau*, de Verviers, qui avait reproduit une des correspondances de « G. Durand », publia une déclaration du Conseil fédéral de la vallée de la Vesdre, répudiant toute alliance avec un parti politique quelconque, et réimprima l'article du *Bulletin* du 2 novembre ; le Conseil fédéral de la fédération liégeoise fit la même déclaration dans l'*Ami du peuple* de Liège. Mais le Conseil fédéral belge, lui, fit imprimer dans son organe l'*Internationale* l'étrange déclaration suivante :

« La Fédération belge n'assume nullement la responsabilité des idées émi-

1. *Volksstaat* du 19 octobre 1873, 2e page, 1re colonne, ligne 8 : « Pour ces bakounistes, *révolution* et *bonapartisme* sont donc chose identique (*Revolution ist also diesen Bakunisten identisch mit Bonapartismus*) ».

ses par le correspondant parisien de son journal, pas plus que de celles qui pourraient être émises par d'autres correspondants. Le programme politique des travailleurs belges peut se résumer ainsi : s'abstenir de toute alliance avec les partis bourgeois qui se disputent le pouvoir, que ces partis soient catholiques, libéraux, progressistes ou républicains... Mais, d'autre part, nous croyons être logiques avec le principe d'autonomie des groupes, en laissant aux travailleurs des autres pays la latitude de faire momentanément alliance avec tel ou tel parti politique, s'ils jugent cette alliance utile à la cause du prolétariat. »

De la part du Conseil fédéral belge, une semblable attitude nous parut inadmissible, et le *Bulletin* le lui dit sans ambages (16 novembre) :

S'il convient à une fraction du prolétariat, ou à des intrigants se disant prolétaires, de contracter alliance avec des *ennemis avérés du prolétariat* tels que les bonapartistes, nous ne pouvons pas, sous prétexte d'autonomie, rester paisibles spectateurs d'une transaction pareille ; notre devoir est d'avertir ceux des ouvriers qui seraient de bonne foi qu'ils font fausse route, et de démasquer les intrigants qui les trompent et les trahissent. La neutralité, en pareil cas, serait de la complicité.

Nous croyons devoir hautement déclarer que, pour nous, le correspondant parisien de l'*Internationale* a trahi la cause socialiste ; et que tout journal qui se fera l'écho complaisant de doctrines semblables à celles que contiennent ces correspondances *trahira lui-même la cause socialiste.* Il ne suffit pas de déclarer qu'on n'accepte pas la responsabilité des opinions d'un correspondant ; il faut ne pas accueillir ses correspondances. Si le journal l'*Internationale* ne partage pas cette manière de voir, tant pis pour lui.

Le jour même où paraissait cet article du *Bulletin*, l'*Internationale* publiait une nouvelle correspondance de « G. Durand », apportant de nouveaux arguments à l'appui de l'alliance des ouvriers français avec le prince Napoléon, qui devait leur garantir le plein exercice du droit de suffrage. Cette fois, ce fut Gustave Lefrançais qui répondit, par une lettre signée de son nom (*Bulletin* du 30 novembre), où il disait :

Nous venons de lire dans le nº 253 (16 novembre 1873) de l'*Internationale* de Bruxelles la réfutation promise par le *prétendu* G. Durand aux adversaires de l'alliance socialiste avec le prince Napoléon. Jamais plus piteux arguments n'ont été mis au service d'une cause aussi malpropre... M. G. Durand persiste à patauger dans cette fange au risque de s'y engloutir. Libre à lui, mais alors qu'il ne s'étonne pas du dégoût qu'il soulève. Malgré le masque qui recouvre son visage à cette heure, la tache indélébile qu'il s'est volontairement imprimée le fera toujours facilement reconnaître.

La polémique en resta là.

Une grève des mécaniciens du Centre-Hainaut, en Belgique, fut l'occasion d'une manifestation internationale de solidarité : l'appel du Conseil fédéral belge en faveur des grévistes fut reproduit dans les organes de l'Internationale, et des souscriptions furent ouvertes un peu partout. Une grève de tisserands, à Dison, près de Verviers, eut également beaucoup de retentissement. On vit aussi des symptômes de propagande anti-militariste dans l'armée belge : l'*Ami du peuple*, de Liège, publia en novembre une lettre que lui adressait un groupe

de sous-officiers, disant : « Vienne le jour de la révolution, et on nous verra agir; nous aussi nous avons dans nos rangs une Internationale, secrète il est vrai : mais que nos frères poussent le cri de liberté, et nous montrerons ce que nous sommes ; nous saurons faire notre devoir ». Le Congrès de la Fédération belge eut lieu à Noël, à Bruxelles. On y revisa les statuts de la Fédération. Pour la première fois, le Conseil fédéral qui, depuis le début, avait eu sa résidence dans la capitale, fut transféré dans une autre ville : on le plaça à Verviers, on changea son nom en celui de Conseil régional, et, le Congrès ayant décidé que l'organe de la Fédération devait suivre le Conseil dans sa nouvelle résidence, ce fut le *Mirabeau* qui devint l'organe fédéral. Le journal l'*Internationale*, après cinq années d'existence, cessa de paraître.

La Fédération belge servait, pour l'année 1873-1874, de Bureau fédéral à l'Internationale : c'était le Conseil fédéral (siégeant à ce moment à Bruxelles) qui provisoirement, et jusqu'au Congrès de la Fédération, en avait rempli les fonctions. Le Congrès belge décida que le Bureau fédéral resterait placé à Bruxelles, et serait composé de ceux des membres de l'ancien Conseil fédéral qui habitaient cette ville.

Pour la Hollande, rien à signaler que le Congrès de la Fédération hollandaise, qui eut lieu à Amsterdam, à Noël, et qui ratifia les résolutions du Congrès général de Genève.

Sur l'Allemagne, le *Bulletin* ne contient rien, que le récit d'une cordiale réception faite à Augsbourg (Bavière), par les ouvriers de cette ville, à deux groupes d'ouvriers français revenant de l'Exposition universelle de Vienne. Dans la Correspondance de Sorge on ne trouve pas non plus de détails sur le mouvement socialiste allemand pendant les trois derniers mois de 1873.

Une correspondance d'Alsace (*Bulletin* du 14 décembre) donnait des détails sur la triste situation des ouvriers à Mulhouse, à Thann, à Sainte-Marie-aux-Mines. Une autre correspondance (21 décembre) disait : « Le mouvement socialiste se développe en Alsace-Lorraine, malgré les tracasseries gouvernementales des Allemands, d'une part, et le courant du chauvinisme français, d'autre part, qui fait tous les efforts possibles pour l'entraîner avec lui... Les démocrates socialistes allemands ont tenté de convertir les ouvriers alsaciens-lorrains aux doctrines des politiques de Leipzig, pour les amener à prendre part aux prochaines élections pour le Reichstag. J'ai été vraiment satisfait, et tout socialiste le sera avec moi, de l'attitude des socialistes de l'Alsace en cette circonstance. Malgré les courtiers électoraux, Gutsmann de Genève entre autres, qui sont venus prêcher l'agitation électorale, et cela, me dit-on, d'après les instructions de Bebel et de Liebknecht, les Alsaciens-Lorrains sont décidés à s'abstenir en matière bourgeoise. « Nous n'attendons notre émanci- » pation que de la révolution sociale », telle est la réponse qu'ils font aux politiqueurs tant allemands que français. »

Nous ne reçûmes pas de nouvelles d'Angleterre pendant ce trimestre.

Aux Etats-Unis, une formidable crise financière avait éclaté. Les banques, de toutes parts, suspendaient leurs paiements ; les fabriques fermaient leurs portes, et les ouvriers, par légions, se trouvaient jetés sur le pavé, sans ressources, et demandaient inutilement à employer leurs bras inoccupés. Un ouvrier bernois, guillocheur, membre de la Fédération jurassienne, établi à Boston, Lucien Pilet, écrivait à ses amis de Sonvillier (11 novembre) : « Je dois vous dire quelques mots de la crise actuelle, dont vous devez sans doute ressentir le contre-coup. Elle a commencé il y a environ trois mois, et elle n'a pas l'air de vouloir finir de si tôt. C'est plutôt une crise de numéraire qu'autre chose; l'ouvrage ne manquerait pas si l'argent circulait. Le gouvernement républicain bourgeois des Etats-Unis donne aux autres peuples une bien triste idée de son administration ; les représentants du peuple sont les premiers à se mêler aux tripotages financiers pour en tirer profit. Si vous en parlez aux Américains, ils vous disent que ce sont les hommes au pouvoir

qui ne valent rien, qu'il faut en nommer d'autres; ils ne comprennent pas que c'est la société entière qu'il faut réformer, et non les hommes qu'il faut changer, puisque ceux-ci se pourrissent tous au pouvoir; tant d'expériences faites depuis des siècles ne leur ont servi de rien... Une grande misère commence à régner ici dans la classe ouvrière, et c'est par milliers que l'on compte les ouvriers sans occupation. A New York, les ateliers de monteurs de boîtes sont complètement fermés; ici, nous avons un peu plus de chance: nous travaillons trois jours par semaine depuis deux mois, jusqu'à nouvel ordre. Sur l'activité de l'Internationale dans notre ville, j'ai peu de chose à vous dire; il n'y a plus d'organe, à ce que je crois, qui représente les principes de l'Internationale en Amérique; c'est un calme plat complet: il semble que la crise qui sévit depuis quelque temps a abattu les classes ouvrières au lieu de les relever pour éviter ces crises à l'avenir [1]. »

A New York, le Comité fédéral de Spring Street, allié à quelques chefs des associations ouvrières américaines, et à quelques socialistes allemands qui s'étaient séparés de Sorge (Conrad Carl, F. Bolte, etc., membres de la Section 1), convoqua pour le 12 décembre un grand meeting, auquels assistèrent quatre mille personnes, ouvriers et ouvrières. Parmi les inscriptions placées sur l'estrade, on remarquait entre autres celles-ci : « Quand les ouvriers commencent à penser, le monopole commence à trembler. — Le général qui commande cette armée s'appelle le général Misère. — Nous combattons les choses, non les hommes » ; au-dessus de la tête des orateurs se balançait un drapeau avec ces mots : « Nous nous occupons d'affaires sérieuses; prière aux politiciens de rester dehors ». La présidence du meeting fut donnée au peintre en bâtiments T. H. Banks, membre du Conseil fédéral de Spring Street. Une Adresse au peuple des Etats-Unis, expliquant les motifs de cette grande manifestation du peuple de New York, fut lue et adoptée; puis le meeting vota des résolutions dont voici les principales : « Les assistants à ce meeting déclarent : Que, dans ce temps de crise, nous sommes résolus à procurer à nous et à nos familles le logement et la nourriture, et que nous enverrons les comptes de nos fournisseurs à la caisse de la ville pour y être payés, jusqu'à ce que nous ayons obtenu du travail ou le paiement de notre travail ; que nous demandons que la journée de huit heures devienne la journée légale dans tous les contrats tant privés que publics; que nous établirons un Comité de salut (*Committee of safety*), dont le devoir sera de veiller aux intérêts du peuple et de les faire triompher ». Le *Committee of safety* fut composé de quarante-huit membres, élus séance tenante par le meeting : parmi eux se trouvaient des membres du Comité fédéral de Spring Street, comme Banks, B. Hubert, John Elliot, et, d'autre part, des membres de la Section 1, Carl et Bolte. Je parlerai plus loin (p. 174) de la suite de ce mouvement.

Quelques mots, maintenant, de la Fédération jurassienne. Pour commencer, je reproduis des passages d'un article (*Bulletin* du 21 septembre 1873) dans lequel, à l'occasion d'une proposition, faite par le parti conservateur, de revision partielle de la constitution du canton de Neuchâtel, j'exposais une fois de plus notre manière de voir en matière de réformes opérées par la voie législative. Les deux points sur lesquels devaient porter la revision étaient l'organisation des cultes (les conservateurs demandaient la séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui devait favoriser les intérêts de leur Eglise spéciale, nommée « Eglise indépendante ») et l'extension des droits du peuple (par l'introduction du *referendum*, c'est-à-dire de l'obligation de soumettre les lois à la sanction du suffrage universel, chaque fois qu'un nombre déterminé de citoyens le demanderait). L'article disait, en ce qui concerne les cultes :

Le peuple était appelé à se prononcer, par *oui* ou par *non*, sur la proposition des conservateurs. Que pouvaient faire les socialistes dans cette cir-

1. Lettre publiée dans le *Bulletin* du 11 janvier 1874.

constance? Voter *oui*, c'était faire de la réaction cléricale, bien que les conservateurs, avec leur mauvaise foi habituelle, eussent baptisé la modification demandée par eux du nom de « séparation de l'Eglise et de l'Etat »... Les socialistes ne voient dans la soi-disant séparation de l'Eglise et de l'Etat qu'une hypocrisie, destinée à amener entre ces deux institutions une plus étroite alliance... Mais si les socialistes ne pouvaient voter *oui*, ils ne pouvaient pas davantage voter *non*. Voter *non*, c'était dire : « On ne revisera pas la constitution, car nous sommes satisfaits de ce qui est ». Or nous n'en sommes pas satisfaits le moins du monde.

Sur la question du *referendum*, le *Bulletin* disait :

A nos yeux, faire voter le peuple sur les lois n'est pas aujourd'hui un progrès. Le vote étant faussé d'avance, jamais par ce moyen on ne pourra donner satisfaction aux vrais intérêts populaires. La réforme qu'il faut opérer, ce n'est pas telle ou telle modification dans les rouages de notre machine législative, car tout cela n'est que du charlatanisme, tout cela n'est destiné qu'à jeter de la poudre aux yeux du peuple. La seule réforme sérieuse et vraiment *radicale*, c'est d'établir l'égalité des conditions par l'émancipation du travail. Alors tous les citoyens seront réellement libres, alors le vote populaire cessera d'être une tromperie et deviendra l'expression vraie de la volonté [de la majorité] du peuple. La conclusion de ce raisonnement, c'est que, le progrès proposé sous le nom de *referendum* n'en étant pas un, les socialistes ne pouvaient voter *oui* ; et que d'un autre côté ils ne pouvaient voter *non*, ce qui eût été approuver l'ordre de choses actuel.

L'article se terminait ainsi :

Du reste, on pourrait encore se demander ceci : Le gouvernement avait-il qualité pour nous poser ces questions ? Qui lui a donné ce droit ? Pas nous, certes, puisque nous avons refusé de contribuer à sa nomination, et que nous ne voulons pas reconnaître la légitimité de son existence. En se fondant sur cette seule raison, on aurait donc pu refuser de répondre à des questions posées par le gouvernement.

Toutefois, s'il y avait utilité réelle à prendre part à un vote, nous croyons qu'on aurait tort de se laisser arrêter par une considération de cette nature; nous n'hésiterions pas, pour notre compte, à profiter sans le moindre scrupule de toutes les occasions que nous pourrions rencontrer pour faire un pas de plus vers le triomphe de notre cause.

Mais, dans les circonstances présentes, la victoire soit du parti radical, soit du parti clérical, dans la revision de la constitution neuchâteloise, ne pouvait intéresser que médiocrement les socialistes. C'est une illusion de croire que les cantons suisses puissent avoir une politique propre, et que, par leur seule initiative, ils soient en état de réaliser tel ou tel progrès sérieux. Le mouvement, dans notre pays, — mouvement en arrière ou en avant, — dépend du mouvement général de l'Europe ; nous ne faisons que suivre les impulsions que nous donnent les grands pays voisins, et surtout le pays révolutionnaire par excellence, la France. C'est dans ce mouvement général de l'Europe qu'est le véritable champ d'action des socialistes ; qu'ils

laissent aux petites coteries des diverses nuances libérales les puériles disputes de clocher, et qu'ils s'occupent, avec leurs compagnons de toute l'Internationale, à préparer la grande révolution qui, avant la fin de ce siècle, aura balayé toutes les iniquités du monde bourgeois. Voilà la seule œuvre à laquelle puisse travailler un homme sérieux et convaincu, la seule pour laquelle il vaille la peine de vivre et de mourir.

La majorité des électeurs neuchâtelois s'étant prononcée pour une revision partielle de la constitution cantonale, une Constituante fut élue, qui se réunit à Neuchâtel le 27 octobre (et dont les délibérations aboutirent à l'adoption du *referendum* cantonal, mais non à celle de la séparation de l'Eglise et de l'Etat). Le *Bulletin* écrivit à ce sujet (2 novembre) :

Lundi dernier, dans les rues de Neuchâtel, les curieux ébahis regardaient défiler l'Assemblée constituante, qui se rendait processionnellement de l'hôtel de ville à l'église du château pour y être assermentée et y entendre les exhortations d'un jeune pasteur, chargé d'inculquer la sagesse à toutes ces têtes grises.

C'était un spectacle fait pour inspirer d'utiles réflexions aux ouvriers qui regardaient passer ce cortège. En tête et en queue marchaient les enfants des écoles, en uniforme et le fusil sur l'épaule [1]. Pourquoi ces fusils? Qui voulait-on tuer? Craignait-on que quelque tête brûlée de socialiste n'eût l'audace d'attenter à la majesté de la représentation nationale? Puis, pourquoi cette sonnerie de cloches et ce service religieux? Comment ces hommes, sur lesquels il n'y en a pas dix qui croient en Dieu, peuvent-ils se prêter à cette ridicule comédie? Enfin et surtout, pourquoi un si pompeux appareil délibérant (et si coûteux) pour reviser deux pauvres articles de constitution? O sottises démocratiques! qui vous voit de près se désabuse bien vite des illusions de la politique soi-disant républicaine.

Pourtant, ce qui inspirait aux socialistes mêlés à la foule les réflexions les plus tristes, ce n'était ni les cloches, ni les fusils des cadets, ni le trou fait au budget : c'était la présence, parmi ces représentants de la bourgeoisie, d'un ancien socialiste passé à l'ennemi, du fondateur de l'Internationale dans nos Montagnes, qui maintenant siège à la Constituante grâce aux suffrages des électeurs *royalistes et cléricaux* du Val de Ruz [2].

Le Congrès général de Genève avait déclaré que l'Internationale entendait pratiquer envers tous les travailleurs du monde, quelle que fût l'organisation qu'ils s'étaient donnée, la solidarité dans la lutte contre le capital. A l'occasion de la grève des mécaniciens du Centre-Hainaut (Belgique), le Comité fédéral jurassien adressa une circulaire pressante aux Sections jurassiennes, les invitant à venir en aide aux grévistes non-seulement directement, mais encore en s'efforçant d'intéresser à leur cause les sociétés ouvrières non adhérentes à l'Internationale. Une lettre fut écrite (1er octobre) au Comité central du *Schweizerischer Arbeiterbund,* disant : « La différence d'opinion qui nous sépare actuellement sur certaines questions de principes ne doit pas exclure la solidarité

1. Dans plusieurs villes suisses, les écoliers sont organisés en bataillons scolaires ; on les appelle les *cadets*.

2. Il s'agit de Pierre Coullery, qui depuis 1869 était attaché comme médecin à la fabrique d'ébauches de montres de Fontainemelon (Val de Ruz), dont les propriétaires, les frères Robert, étaient des notabilités du parti conservateur ou « royaliste » neuchâtelois. Voir t. Ier, p. 188.

entre nous dès qu'il s'agit de combattre les auteurs de notre commune oppression... Sur ce terrain, nous voulons l'espérer, il n'y aura entre vous et nous qu'une lutte d'émulation pour arriver plus vite et de la manière la plus efficace au secours de ces travailleurs [les grévistes belges] dont on a violé les droits de la façon la plus indigne... Notre but commun étant l'émancipation du travail, nous ne saurions être des ennemis : aujourd'hui, comme toujours, nous vous tendons une main fraternelle sur le terrain de la solidarité économique, et nous vous demandons d'avoir envers nous les mêmes sentiments. » Le Comité central de l'*Arbeiterbund* répondit (lettre du 10 octobre, signée par Gutsmann, président, et Tauber, secrétaire) que « l'état actuel de leur fédération ne faisait pas espérer grand chose, mais qu'ils avaient fait ce qu'ils pouvaient faire, en faisant insérer dans leur organe, la *Tagwacht*, le résultat et les faits décrits dans la lettre du Comité fédéral jurassien ». Le *Bulletin* publia, sur le même sujet, l'entrefilet suivant (28 septembre) : « Nous savons que les mécaniciens du Centre-Hainaut avaient envoyé l'hiver dernier *cinq cents francs* aux bijoutiers de Genève alors en grève. Les sociétés ouvrières de la *fabrique* de Genève, qui sont toutes riches, ne pourraient-elles pas en cette occasion faire acte de solidarité envers des compagnons qui les ont aidés si généreusement dans un moment critique ? » Les ouvriers de la *fabrique* firent la sourde oreille, sauf les bijoutiers, qui remboursèrent les 500 fr. reçus par eux de Belgique l'année précédente ; les mécaniciens de Genève souscrivirent 80 fr., les tailleurs de pierre 100 fr., les menuisiers 100 francs. Les souscriptions de la Fédération jurassienne s'élevèrent à 418 fr. 05 (*Bulletin* du 7 décembre). — A titre de réciprocité, le *Bulletin* parla, en décembre, d'une grève faite à Zürich par les relieurs, et publia (22 décembre) une lettre que le Comité central de l'*Arbeiterbund* envoyait au Comité fédéral jurassien, pour prévenir les ouvriers relieurs de s'abstenir d'aller chercher du travail à Zürich. Ainsi se manifestaient, en dépit des haines fomentées par les agents marxistes tels que J.-Ph. Becker, les premiers symptômes d'un rapprochement entre les ouvriers de langue allemande et ceux de langue française.

L'activité des Sections jurassiennes, à Neuchâtel, la Chaux-de-fonds, le Locle, Saint-Imier, se porta essentiellement sur l'organisation de la fédération des sociétés ouvrières dans chaque localité. Comme l'avait prévu notre correspondant de Boston, la crise américaine avait eu sa répercussion sur l'industrie horlogère du Jura. « Depuis plusieurs semaines, dit le *Bulletin* du 7 décembre, la crise financière d'Amérique fait sentir son contre-coup chez nous. Le travail se ralentit surtout chez les monteurs de boites et les graveurs ; on nous cite un atelier de la Chaux-de-Fonds qui a dû congédier tous ses ouvriers. Si la situation se prolonge, nous pourrions bien revoir les tristes jours de la grande crise d'il y a une douzaine d'années; et le prix élevé des subsistances rendrait la position des ouvriers encore plus pénible. C'est maintenant plus que jamais qu'il est du devoir de chacun de travailler, au sein des sociétés ouvrières, pour organiser la solidarité d'une façon pratique. » A la Chaux-de-Fonds, la Section avait décidé d'envoyer chaque mois au Comité fédéral jurassien un rapport sur la situation ; le rapport pour le mois d'octobre nous apprend que la fédération ouvrière locale était composée à ce moment de sept sociétés de résistance. Au Locle, qui était le siège du Comité fédéral et de l'administration du *Bulletin* depuis mai 1873, il y avait six sociétés ouvrières organisées, celles des monteurs de boites, des faiseurs de secrets, des graveurs et guillocheurs, des repasseurs et remonteurs, des peintres émailleurs, et des pierristes et sertisseurs. Au Val de Saint-Imier, le mouvement corporatif continuait à donner des résultats satisfaisants (*Bulletin* du 30 novembre) ; dans son assemblée générale, le 21 décembre, la société des ouvriers graveurs et guillocheurs renouvela à l'unanimité son adhésion à l'Internationale. A Bienne, la société des graveurs, à l'assemblée générale de laquelle (14 décembre) assistèrent deux délégués de la Chaux-de-Fonds, Heng et Otterstetter, manifestait d'excellents sentiments, de même que la société des monteurs de boites d'or, qui souscrivit à deux douzaines d'exemplaires de l'*Almanach du peuple pour 1874*. A Neuchâtel, un

mouvement réjouissant se produisait chez les ouvriers boulangers, les ouvriers selliers; par contre, les menuisiers, qui s'étaient retirés de l'Internationale en 1870, continuaient à se laisser mener par quelques « frotte-manches »; et au « Cercle des travailleurs », fondé par des bourgeois conservateurs, un pasteur faisait des conférences religieuses, suivies par un certain nombre de « travailleurs » enchantés de trouver là du vin à bon marché.

Pour la quatrième fois, dans le courant de décembre 1873, les internationaux jurassiens firent paraître cet *Almanach du peuple* dont la publication avait commencé en décembre 1870. L'*Almanach* pour 1874 comprenait quatre articles, écrit par Schwitzguébel, Lefrançais, Malon, et Elisée Reclus. Schwitzguébel (*Gouvernement et Administration*) précisait la distinction entre l'Etat et la Fédération des communes. Lefrançais (*Politique socialiste*) indiquait comme but à la politique ouvrière la prise de possession des communes : « Que, s'abstenant dorénavant de toute action ayant pour but soit de maintenir, soit de reconstituer l'Etat politique actuel, les travailleurs, au contraire, s'emparent le plus possible des fonctions administratives locales pour apprendre à gérer eux-mêmes leurs affaires... La prise de possession, par le prolétariat, de l'administration des communes est seule capable d'amener définitivement la chute de l'Etat centralisé... Autant donc, à notre avis, il importe que les travailleurs discréditent chaque jour davantage l'action gouvernementale, en s'éloignant de tout scrutin purement politique, autant il est nécessaire qu'ils entrent, à l'aide de l'élection, dans l'administration communale. » B. Malon, adoptant la forme romanesque (*Une conjuration chez les Atlantes*), avait cherché à montrer qu'à l'ancienne conception du communisme d'Etat devait être substituée celle d'un communisme fédéraliste et anti-autoritaire, dont il rédigeait ainsi le programme : « La terre, les mines, les vaisseaux, les maisons, les animaux domestiques, les matières utiles et les outils de tous genres resteront propriété collective inaliénable; l'avoir social, divisé en lots et catégories, sera confié, moyennant redevance et acceptation de certaines conditions d'intérêt général, à des associations de travail qui se partageront, d'après leurs conventions particulières, et la part de la collectivité prélevée, les produits du travail sociétaire ». Elisée Reclus traitait de la question sociale en Chine (*Les Chinois et l'Internationale*); il montrait que les intérêts du prolétariat, en Orient et en Occident, étaient les mêmes, et il exprimait l'espoir que cette communauté des intérêts ferait naître la communauté d'action.

L'*Almanach* se terminait par une chanson que nous avait envoyée notre ami alsacien Charles Keller. Cette chanson, que l'auteur avait intitulée *Le Droit du Travailleur*, mais que nous appelâmes d'abord familièrement l'*Alsacienne*, et qui plus tard, après que les ouvriers du Jura l'eurent adoptée comme leur Marseillaise, fut baptisée la *Jurassienne*, a pour refrain ces deux vers qui ont fait le tour du monde :

Ouvrier, prends la machine!
Prends la terre, paysan [1]!

Je n'en reproduis pas ici les cinq couplets, on les trouvera partout.

Il fallait une mélodie aux strophes de Keller. Un matin de janvier ou de fé-

1. Charles Keller m'a raconté qu'en 1869 ou 1870, à Paris, il avait communiqué à Aristide Rey son refrain, déjà composé. Rey fit des objections; il trouvait l'idée mal exprimée; car dans sa pensée il s'agissait tout simplement de justice distributive : « A chacun le sien », et il proposait à Keller de dire :

A l'ouvrier la machine,
Et la terre au paysan.

Keller, heureusement, ne se laissa pas persuader. L'excellent Rey, conseiller peu judicieux, ou ami timoré, voulait, tout simplement, supprimer le mot qui donne au refrain sa force, et qui est à lui seul tout un programme, l'éloquent monosyllabe : *Prends*.

vrier 1874 (j'habitais alors rue de la Place d'Armes, n° 5), je m'éveillai en me chantant à moi-même le motif du refrain; et, en une demi-heure, j'eus achevé d'écrire la musique de la chanson. C'est sur cette musique, ainsi improvisée, communiquée au poète et à quelques amis, que se chanta et que se chante encore aujourd'hui la *Jurassienne*, à Paris comme en Suisse, en Russie comme en Amérique [1].

VII

De janvier 1874 au Congrès jurassien de la Chaux-de-Fonds, 25-27 avril 1874.

En Espagne, l'année 1874 commença par le coup d'Etat militaire du général Pavia :

« L'Assemblée nationale espagnole (les Cortès) a été dissoute dans la nuit du 2 au 3 janvier par un coup d'Etat. Les députés s'étaient prononcés, par 120 voix contre 100, contre le gouvernement de M. Castelar, et le pouvoir allait passer aux mains des intransigeants : alors le général Pavia, gouverneur de Madrid, a fait braquer des canons contre le palais de l'assemblée; un détachement d'infanterie a envahi la salle, et les représentants ont été mis à la porte. C'est la répétition du 18 brumaire et du 2 décembre. Un nouveau gouvernement, dont les membres principaux sont MM. Serrano et Sagasta, s'est immédiatement installé. Le coup d'Etat s'est fait au profit des monarchistes, et, dans un délai plus ou moins court, nous assisterons à l'avènement de Don Alphonse, fils et héritier de Sa Majesté Isabelle II. » (*Bulletin* du 11 janvier 1874.)

« La dictature grotesque de Castelar, ce républicain qui a montré tant de zèle à faire fusiller les socialistes, est tombée sous le mépris universel; elle est remplacée par une autre dictature aussi brutale, aussi despotique, mais qui du moins ne prétend pas se couvrir du masque de la liberté... Le coup d'Etat du 3 janvier a provoqué des insurrections dans diverses provinces; Barcelone, en particulier, est soulevée depuis le 8 janvier, et le télégraphe prétend que c'est l'Internationale qui dirige le mouvement;... Carthagène a été abandonnée par les intransigeants, qui se sont sauvés en Algérie à bord d'une frégate. » (*Bulletin* du 18 janvier.)

« Le mouvement de Barcelone, dont nous avons parlé dans notre dernier numéro, paraît n'avoir été qu'une échauffourée des partisans de Castelar et de Pi y Margall. Une lettre particulière de Barcelone nous apprend que le nouveau gouvernement vient de prononcer la dissolution de l'Internationale en Espagne. Cette dissolution a déjà été prononcée une première fois, il n'y a pas encore deux ans, par le ministre Sagasta, et la Fédération espagnole n'en a pas moins continué de vivre et d'agir : l'Internationale est indestructible. » (*Bulletin* du 25 janvier.)

Un peu plus tard, le *Bulletin* constatait que l'Internationale espagnole vivait toujours :

« L'ordre règne en Espagne, à ce qu'assure le gouvernement... La grande ennemie de la société moderne, l'Internationale, est vaincue : il a suffi d'un décret pour l'anéantir, pour supprimer ses sections et ses journaux.

« Oui, l'Internationale est anéantie en Espagne, de la même façon qu'elle est anéantie en France, c'est-à-dire qu'elle continue à agiter et à organiser les masses avec plus d'ardeur que jamais. Eh quoi! parce que, pendant un certain temps, les sections de l'Internationale ne pourront pas se réunir publiquement, parce qu'on séquestrera leurs journaux, on croit avoir détruit notre Association? C'est une plaisanterie. » (*Bulletin* du 1er mars.)

1. La musique de la *Jurassienne* a été publiée sous le pseudonyme de *Jacques Glady* (Glady est le nom de famille de ma mère, une Française dont les frères, le père et l'aïeul furent des musiciens de profession).

Une preuve palpable que l'organisation espagnole restait bien vivante, c'est, entre autres, une lettre (n° 2382) adressée par la Commission fédérale espagnole au Comité fédéral jurassien, à la date du 29 mars, pour lui parler d'une grève des mariniers et des tonneliers de Tarragone ; la Commission écrivait : « Les bourgeois de Tarragone ont dit qu'ils feraient venir des ouvriers tonneliers du Midi de la France et du Portugal pour prendre la place des grévistes. Afin d'empêcher la réalisation de ce projet, nous avons écrit au Conseil fédéral portugais... Comme nous n'avons pas l'adresse des sections du Midi de la France, nous vous écrivons la présente afin que vous fassiez connaître aux travailleurs français, par les moyens que vous jugerez les plus opportuns, la situation des grévistes de Tarragone, et que vous les préveniez de ne pas se laisser surprendre par les agents de nos exploiteurs. » A cette lettre était joint un exemplaire d'un Manifeste de la Commission fédérale à tous les ouvriers d'Espagne ; ce Manifeste, qui fut tiré à dix-sept mille exemplaires, leur disait : « Toutes les tromperies, toutes les trahisons dont vous avez été les victimes, vous auriez pu les prévenir et les éviter si, au lieu d'employer vos efforts à changer *les formes* de l'autorité, vous eussiez tendu à la destruction complète du principe d'autorité dans toutes ses manifestations... Il y a nécessité impérieuse de prendre entre vos mains la gestion directe de vos affaires et de vos intérêts, que jusqu'ici, nous l'avons constaté avec douleur, vous avez préféré remettre à vos faux amis, à vos ennemis naturels et nécessaires, c'est-à-dire à des hommes qui, n'ayant pas les mêmes intérêts que vous et appartenant à la classe ennemie de notre émancipation, ne pouvaient faire que vous exploiter et vous tromper... Que notre constante préoccupation soit la séparation absolue des exploiteurs et des exploités ; qu'il n'y ait plus parmi nous ni républicains bénévoles, ni républicains intransigeants, plus d'unitaires, de démocrates ou de monarchistes ; pour nous, il ne doit exister que deux partis : celui de la révolution et celui de la réaction... Si l'on fait appel à vous pour des élections, tournez le dos et venez à l'Association. Si on essaie de vous embrigader, sous prétexte de conspirations politiques, pour vous faire servir d'instruments dociles aux ambitions bourgeoises, tournez le dos et venez à l'Association... Vive l'Association internationale des travailleurs ! » (*Bulletin* des 5 et 12 avril.)

Andrea Costa fit parvenir encore à notre *Bulletin*, en janvier 1874, deux correspondances (écrites à la Baronata) datées de Bologne : il y passait en revue la situation de l'Internationale dans les diverses régions de l'Italie, en Romagne, dans les Marches et l'Ombrie, en Toscane, en Sicile, dans le Napolitain. L'organisation publique de l'Internationale, qui faisait des progrès continus, s'était doublée en Italie d'une organisation secrète, dont l'agent exécutif fut un « Comité italien pour la Révolution sociale ». Ce Comité publia un *Bollettino*, dont la rédaction fut confiée à Costa, et qui, imprimé clandestinement, était distribué aux affiliés : le premier numéro parut en janvier 1874, le second en mars [1]. Au printemps de 1874, la situation devenant, en Italie, de plus en plus révolutionnaire, par suite de la misère croissante et des mouvements populaires qu'elle suscitait, Costa repassa la frontière et se rendit en Romagne, où il se tint caché, pour être plus à portée de correspondre avec les divers groupes révolutionnaires de la région : de son côté, Malatesta, remis en liberté en janvier, commença dans le midi de la péninsule, avec quelques amis, un sérieux travail d'organisation.

Le n° 1 du *Bollettino del Comitato italiano per la Rivoluzione sociale* disait : « La propagande pacifique des idées révolutionnaires a fait son temps : elle doit être remplacée par une propagande retentissante (*clamorosa*), solennelle, de l'insurrection et des barricades ». Dans le n° 2, on lisait : « Le peuple est las de paroles, il est temps d'en venir à la lutte. Loin de nous les maîtres, les docteurs, les avocats, les présidents, les consuls, les dictateurs ; nous ne som-

1. On trouve dans Nettlau (biographie de Bakounine) le texte complet du premier numéro (p. 797), et des extraits du n° 2 (p. 798.)

mes pas un vil troupeau ayant besoin du berger qui nous caresse pour mieux nous tondre... Renversons ce monde qui nous écrase, détruisons cette société qui nous renie, vengeons toutes les hontes, les insultes, les ignominies, les abjections dont nous avons souffert. Prolétaires d'Italie, en avant, énergiques et résolus comme nos pères, les esclaves de Spartacus, les *ciompi* de Lando [1], à la grande lutte pour notre émancipation! »

Pour la France, je ne trouve dans notre *Bulletin*, pendant les quatre premiers mois de 1874, que des lettres de la Nouvelle-Calédonie, donnant des détails sur les souffrances des déportés de la Commune, sur les infâmes et barbares traitements infligés par les officiers du *Fénelon* aux femmes embarquées sur ce transport, sur l'évasion de Rochefort, Grousset, Jourde et de leurs trois compagnons : puis un article résumant une lettre du Comité des Cercles catholiques d'ouvriers à l'archevêque de Paris, pour demander que dans la future église du Sacré-Cœur, à Montmartre, un autel fût consacré à *Jésus-Ouvrier*, et la réponse de l'archevêque, qui promettait l'érection de l'autel, et couvrait de fleurs les travailleurs manuels, « associés aux mérites du Fils de Dieu et qui le seront à sa gloire ». Le *Bulletin* écrivait à ce sujet :

Après cela, les ouvriers auraient bien mauvaise grâce à se plaindre encore de leur sort. L'archevêque de Paris ne vient-il pas de leur démontrer que « *plus leur destinée les rapproche de la condition temporelle du Fils de Dieu* », c'est-à-dire plus ils sont misérables (car on sait que le Fils de Dieu n'avait pas même un endroit où reposer sa tête), plus ils doivent s'estimer heureux? La légitimité éternelle du salariat n'est-elle pas établie de la façon la plus péremptoire, puisque Jésus, pour sanctifier l'exploitation de l'homme par l'homme, a voulu lui-même « *recevoir le salaire gagné par ses sueurs* »? Enfin, pour comble de bonheur et de gloire, n'apprend-on pas aux ouvriers que ce sont eux « *qui possèdent les préférences du cœur de Jésus* »? Ils seront bien ingrats, ces mécréants d'ouvriers, si, après une si touchante manifestation de charité chrétienne à leur égard, ils continuent à fusiller les archevêques de Paris.

Tout en caressant « les ouvriers demeurés ou redevenus chrétiens », les réactionnaires versaillais emprisonnaient les ouvriers membres de l'Internationale : « Le tribunal correctionnel de Lyon vient de condamner un certain nombre d'ouvriers prévenus d'affiliation à l'Internationale aux peines suivantes : Camet [2] et Gillet à cinq ans de prison; Boriasse, Dupin et Gouttenoire, à trois ans; Deville, Dubois, Laurençon et Peroncel, à deux ans; Ayèle, Busque, Bruy, Chazy, Audoire, Gaspard, Damaizin, Lachol et Lafay, à un an; Cazot, Durieu, Masson, Gaillard, Hivert, Martin, Roure, Roussel et Serre à six mois; en outre, chacun d'eux est condamné à 50 francs d'amende et à cinq ans d'interdiction des droits civiques. » (*Bulletin* du 3 mars.)

En Belgique, les mois de février et de mars 1874 furent marqués par des grèves importantes qui éclatèrent dans divers charbonnages, à Flémalle, au Flénu. Vers la fin de mars, le Conseil régional belge, siégeant à Verviers, publia un Manifeste adressé aux sections et corporations de la Fédération belge ; il y rappelait que « les grèves partielles ne seraient jamais un moyen efficace pour assurer les droits du travail », et déclarait « engager les associations ou-

1. Les *ciompi* (c'est-à-dire les « compagnons »), à Florence, au quatorzième siècle, étaient les manouvriers, la plèbe exclue du gouvernement de la cité : en 1378 ils firent une révolution, sous la conduite d'un des leurs, Michel Lando, cardeur de laine.

2. Après un court séjour à Barcelone dans la première moitié de 1873, Camille Camet était rentré en France, et y avait été arrêté.

vrières à examiner sérieusement la voie révolutionnaire, qui seule pourra assurer le triomphe des travailleurs » ; ce Manifeste portait les signatures des sept membres du Conseil régional, P. Bastin, J.-N. Demoulin, G. Gérombou, L. Lincé, T. Malempré, J. Ernst, et E. Piette. Le Congrès régional de Pâques eut lieu les 5 et 6 avril à Baume, dans le Centre-Hainaut ; on y discuta entre autres sur les moyens d'activer la propagande et de créer de nouvelles sections.

Les élections qui eurent lieu en Allemagne en janvier 1874 firent entrer au Reichstag neuf députés socialistes : six membres de la fraction d'Eisenach, tous élus en Saxe, Bebel, Geib, Liebknecht, Most, Motteler et Vahlteich ; et trois lassalliens, Hasenclever et Reimer, élus dans le Schleswig-Holstein, et Hasselmann, élu à Barmen-Elberfeld. Le vieux démocrate prussien Johann Jacoby, qui s'était publiquement rallié à la fraction d'Eisenach, avait consenti à laisser poser sa candidature en Saxe, et fut élu : mais il refusa d'accepter sa nomination : dans une lettre à ses électeurs, il rappela qu'avant les élections il avait publié une déclaration par laquelle il se réservait expressément le droit d'accepter ou de refuser le mandat qu'il aurait reçu : « Je fais maintenant usage, ajouta-t-il, du droit que je m'étais réservé, et je déclare que *je refuse le mandat de député au Reichstag*. Convaincu de l'impossibilité d'opérer, par les moyens parlementaires, la transformation d'un Etat militaire en un Etat populaire, je ne puis pas me résoudre à prendre part à des délibérations dont je connais d'avance l'inutilité. » Le *Volksstaat* se montra très mécontent de cette décision, et fit d'amers reproches à Jacoby, qui faisait perdre un siège aux socialistes !

« Les ouvriers de Mulhouse, bien qu'abstentionnistes, avaient résolu de poser la candidature de Liebknecht, qui était alors en prison, uniquement à titre de protestation. Les bonapartistes, les légitimistes, les républicains de toute nuance, se coalisèrent pour nommer un candidat anti-prussien : leur choix tomba sur un imbécile, un bonapartiste, un homme qui avait fait de sa fabrique un sérail, mais qui était plusieurs fois millionnaire. » Grande fut la colère des coalisés contre les ouvriers socialistes, qu'on traita de Prussiens. A partir de ce jour, on chercha une occasion pour chasser l'ouvrier à qui on attribuait l'initiative de la candidature Liebknecht, notre ami Weiss, qui depuis quinze ans travaillait dans la manufacture de Kœchlin frères. On ne la trouva pas, et on finit par lui dire tout bonnement, dix-huit mois plus tard, qu'on voulait que l'*ordre régnât* dans la fabrique, et qu'on le priait de chercher de l'ouvrage ailleurs (*Bulletin* du 19 septembre 1875).

Le fait que les députés des deux fractions allaient siéger côte à côte au Reichstag devait forcément amener entre eux un rapprochement, dont la première manifestation publique eut lieu à l'occasion de la question d'Alsace-Lorraine. Les députés alsaciens-lorrains avaient présenté au Reichstag, le 18 février 1874, la proposition suivante : « La population d'Alsace-Lorraine, qui a été annexée à l'Empire allemand par le traité de Francfort sans avoir été consultée, sera appelée à se prononcer par un vote spécial sur cette annexion ». Cette proposition et le discours prononcé par le député alsacien Teutsch furent accueillis par des huées, des vociférations, des rires insultants. Au vote, toutes les fractions bourgeoises se levèrent comme un seul homme contre la proposition. Les seuls députés qui, à la contre-épreuve, au milieu de l'hilarité redoublée et mêlée de rage de la majorité, se déclarèrent en faveur de la proposition des Alsaciens, furent les Polonais, le Danois Kryger, le Hanovrien Ewald, le républicain Sonnemann, et les sept socialistes présents (Bebel et Liebknecht étaient encore détenus à la forteresse de Hubertsbourg, d'où ils ne sortirent, Liebknecht qu'à l'automne de 1874, Bebel qu'en 1875). Les socialistes motivèrent leur vote par une déclaration qui fut signée à la fois par les lassalliens (Hasenclever, Hasselmann et Reimer) et par ceux de la fraction d'Eisenach (Geib, Most, Motteler et Vahlteich).

Nous applaudissons à ce rapprochement, — écrivis-je dans le *Bulletin*,

— et nous constatons en même temps que les attaques dirigées à réitérées fois par le *Volksstaat* contre les hommes de l'*Allgemeiner Arbeiter-Verein* (les lassalliens), que ce journal représentait comme des instruments de Bismarck [1], se trouvent par le fait être désavouées et reconnues pour de pures calomnies... Maintenant qu'après une longue crise un esprit d'apaisement semble prévaloir à peu près partout, nous faisons des vœux pour qu'un rapprochement puisse s'opérer entre les divers groupes qui fractionnent le prolétariat de l'Europe et de l'Amérique, et pour qu'au moins, dans la presse socialiste, la discussion franche et loyale vienne remplacer l'injure.

Un discours prononcé par Hasselmann au Reichstag contre le projet de loi sur les *ruptures de contrat* (*Kontraktbruchgesetz*) contenait ce passage : « En Allemagne, nous n'avons jusqu'à présent lutté que dans les limites légales ; nous laissons à notre ennemi, le capital, le soin de rompre le premier le pont de la légalité. Mais, chez nos voisins, nos amis ont déjà rompu le pont ; là, le prolétariat à bout de patience a pris les armes contre les exploiteurs versaillais, contre ces bandits de l'ordre qui, après trois années, commandent encore des exécutions et se baignent encore dans le sang. Et ce combat entre le travailleur et l'oisif, entre le capital et le travail, entre la misère et la jouissance, l'Allemagne n'y échappera pas. »

Ces paroles — dit encore le *Bulletin* — sont pour nous un symptôme frappant des progrès qu'a faits depuis quelques années le prolétariat allemand... La période exclusivement militaire est passée ; le peuple ouvrier prend conscience de sa misère et de ses droits ; le flot de la révolution monte.

Le *Neuer Sozial-Demokrat,* organe des lassalliens, publia un appel aux travailleurs allemands, signé par Hasenclever, pour les inviter à célébrer, le 18 mars 1874, le troisième anniversaire de la Commune de Paris, afin de montrer qu'ils étaient étrangers à toute haine nationale, à tous préjugés nationaux : « car l'humanité passe avant l'Allemagne ».

Dans un article où je commentais un passage de l'*Arbeiterprogramm* de Lassalle (*Bulletin* du 29 mars), j'appliquais à l'idée du « Volksstaat », de l'Etat populaire, le jugement porté par Lassalle sur le programme de la révolte des paysans allemands de 1525, qui, avait-il dit, n'était qu'un développement du principe *ancien* de la société féodale, d'un principe appartenant à une période historique qui avait fini son temps et qui allait disparaître ; et j'écrivais, en reprenant ses propres paroles :

Les partisans de l'Etat populaire sont des hommes « qui prennent pour un *nouveau principe révolutionnaire* ce qui n'est autre chose qu'un rajeunissement, un replâtrage, une expression plus correcte et plus conséquente du *vieux* principe, du principe de la période historique qui finit ».

Toutefois l'erreur dans laquelle ces citoyens nous paraissent tomber est une de ces erreurs de théorie que l'expérience corrige ; et nous voyons déjà se produire des symptômes qui semblent annoncer, en Allemagne, une manière nouvelle d'envisager la question. Il y aura bien, peut-être,

1. Peu de temps avant, le *Volksstaat* avait encore écrit, au sujet de Lassalle, ces paroles odieuses, parodie d'un vers célèbre de Voltaire : « Si Lassalle n'avait pas existé, Bismarck aurait dû l'inventer » ; en allemand : *Wäre Lassalle nicht von selbst gekommen, so hätte Bismarck ihn erfinden müssen.* (MEHRING, *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, 2e éd., t. IV, p. 63.)

quelques doctrinaires dont les opinions sont toutes faites depuis un quart de siècle, et qui persévèreront quand même dans un système dont ils sont les inventeurs; mais le prolétariat militant saura accueillir les enseignements que lui donnent les évènements de ces dernières années; et, pour ne citer qu'un fait, l'enthousiasme et l'unanimité avec lesquels a été célébré en Allemagne l'anniversaire du 18 mars nous font espérer que le programme politique et social de la Commune de Paris deviendra bientôt, des deux côtés du Rhin, le symbole commun des aspirations de tous ceux qui veulent l'affranchissement définitif du travail et la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'était là une illusion, il fallut le reconnaître quelques années plus tard.

En Autriche, l'Association « Volksstimme », dont Oberwinder était le chef, avait en 1873 présenté au Reichsrath une pétition demandant diverses réformes destinées à améliorer la situation des ouvriers. La commission nommée par le Reichsrath pour s'occuper de cette pétition décida, en avril 1874, de la renvoyer au gouvernement. Là-dessus, le *Volksstaat* de Leipzig écrivit :

« Nous pensons qu'après avoir vu leur pétition enterrée avec si peu de cérémonie, les ouvriers autrichiens comprendront une fois pour toutes que, par la voie parlementaire, ils ne peuvent pas même obtenir une minime amélioration de leur sort, à plus forte raison une amélioration radicale, et que ceux qui engagent la classe ouvrière à continuer dans cette voie sont, *ou bien des hommes incapables et sans intelligence, ou bien des spéculateurs malhonnêtes et égoïstes.* Renvoyer une pétition au gouvernement ne signifie pas autre chose, en langage de cour, qu'envoyer le pétitionnaire au diable. »

Le *Bulletin*, à son tour, fit cette observation :

Le *Volksstaat* ne nous a guère habitués à un pareil langage, et le jugement si sévère et si juste qu'il porte sur le parlementarisme nous paraît quelque peu en contradiction avec la pratique quotidienne de ses amis. Toutefois, nous enregistrons cette déclaration comme un nouveau symptôme du progrès des idées révolutionnaires en Allemagne.

En Angleterre, les élections (février 1874) avaient donné la majorité au parti conservateur. Les Trade Unions avaient pris part à la lutte électorale, et avaient porté, dans différents collèges, onze candidats : deux seulement furent élus, à Stafford et à Marpeth, Macdonald et Burt, qui occupaient de hautes fonctions dans deux Unions d'ouvriers mineurs. A peine élu, Macdonald accepta de siéger dans une « Commission royale » que le nouveau cabinet tory venait d'instituer pour faire une enquête sur la situation des classes ouvrières : aussitôt une partie du prolétariat anglais l'accusa de trahison. L'élu de Marpeth, Burt, à son tour, entra dans cette même commission. Le journal *Bee-hive*, organe des Trade Unions, attaqua violemment les deux députés; et le Comité parlementaire auquel le Congrès des Trade Unions, réuni à Nottingham, avait confié la mission de surveiller les débats du Parlement, infligea un blâme à Macdonald et à Burt. Ceux-ci n'acceptèrent pas le blâme, et se firent adresser des votes de confiance, le second par les électeurs de Marpeth, le premier par le Conseil de l'Association nationale des mineurs. « Les choses en sont là : et la querelle suffira peut-être pour faire échouer le projet d'une fédération régulière des Trade Unions, qu'on espérait voir se réaliser l'année prochaine. Voilà ce que gagnent les ouvriers à faire de la politique bourgeoise : les députés Macdonald et Burt acceptent des fonctions que leur offre le ministère conservateur, et aussitôt ceux des ouvriers dont les sympathies sont pour les libéraux crient à la trahison. Il en sera ainsi tant que les travailleurs emboîteront le pas aux partis politiques bourgeois; ils se querelleront, s'injurieront, se bat-

tront au profit de leurs maîtres. Qu'ils s'abstiennent de politique bourgeoise, qu'ils tournent le dos à tous les partis; et alors, la pomme de discorde qui les divise ayant disparu, ils se trouveront fraternellement unis sur le terrain de la solidarité économique, et pourront travailler tous ensemble à préparer la révolution sociale. » (*Bulletin* du 19 avril 1874.)

En février, Thomas Halliday, président d'une association d'ouvriers mineurs, et sept autres membres du comité de cette association, avaient été déférés à la cour d'assises de Manchester comme prévenus de *conspiration*, la loi anglaise interdisant, sous le nom de *conspiracy*, « tout ce qui peut *obstruer* le commerce »; le crime des accusés était d'avoir payé le voyage de retour d'ouvriers que les propriétaires des mines de Burnley avaient fait venir d'autres parties du pays pour remplacer des grévistes. Le procès fut jugé en avril, et, les jurés n'ayant pas réussi à se mettre d'accord (en Angleterre le verdict du jury doit être rendu à l'unanimité), il fallut renvoyer les accusés sans que la cour eût pu prononcer une sentence. Mais le ministère public déclara qu'il n'abandonnait pas l'accusation, et qu'il se réservait de la reprendre en un moment plus opportun.

Aux Etats-Unis, le *Committee of safety* élu au meeting du 11 décembre, à New-York, organisa pour le 13 janvier 1874 une grande réunion populaire en plein air, à Tompkins Square. Les autorités municipales ayant résolu de s'opposer à cette démonstration, la police chargea les manifestants et le public à coups de casse-têtes: un ouvrier fut tué, beaucoup d'autres blessés, et un certain nombre d'arrestations furent faites. Mais cet incident n'arrêta pas le mouvement, et, les jours suivants, des meetings de protestation furent tenus dans divers quartiers de la ville. Dans l'un de ces meetings, T. H. Banks prononça un discours où se trouvaient ces paroles significatives, reproduites par le *New York Herald* : « De pareils traitements ne nous laissent point d'autre remède que la force des armes, et nous devons nous préparer à l'emploi des armes pour maintenir notre droit de nous réunir librement. Le temps est venu où nous devons nous préparer aux dernières extrémités... Qu'on ne parle plus de la libre Amérique ! Nous sommes fatigués des démagogues politiques, nous en avons assez. On nous appelle communistes ! Les communistes sont les seuls qui s'inquiètent des droits des ouvriers (Applaudissements). »

L'agitation qui régnait à New York et dans tous les grands centres industriels ne devait aboutir, d'ailleurs, à aucun résultat, par suite du défaut d'entente entre ceux qui menaient l'agitation, et parce que les masses prolétariennes n'étaient pas organisées.

La crise industrielle qui, des Etats-Unis, s'était répercutée dans le Jura suisse, amena, avec le chômage, une baisse générale des salaires dans l'industrie horlogère jurassienne et genevoise. Les patrons monteurs de boîtes en or de la Chaux-de-Fonds avaient voulu, en décembre 1873, imposer à leurs ouvriers un tarif diminuant les prix de la main-d'œuvre. Les ouvriers refusèrent de l'accepter; les patrons déclarèrent maintenir leur nouveau tarif, et, en présence de leur attitude, la grève fut déclarée le 8 janvier 1874. Les patrons envoyèrent à leurs collègues des autres localités une circulaire pour les inviter à ne pas accepter dans leurs ateliers les ouvriers venant de la Chaux-de-Fonds ; de leur côté, les ouvriers réclamèrent l'appui de la Fédération jurassienne, et le *Bulletin* du 25 janvier publia l'appel suivant : « Les ouvriers monteurs de boîtes de la Chaux-de-Fonds, quoique ne faisant pas partie de l'Internationale, viennent de réclamer, par une lettre officielle, l'appui moral et matériel de notre Association dans la grève qu'ils soutiennent en ce moment. Cet appui ne leur fera pas défaut. Nous faisons appel à la solidarité de toutes les sections, non-seulement de la Fédération jurassienne, mais des Fédérations du monde entier, assurés que notre appel sera entendu. » Dans un article intitulé : *Le remède à la crise* (18 janvier), j'avais expliqué qu'à un événement d'un caractère international il était inutile de vouloir opposer une simple résistance locale :

Puisque les tripotages de la bourgeoisie capitaliste de New York atteignent directement les ouvriers de notre pays, il faut que les ouvriers du Jura se mettent en mesure de résister non-seulement à la bourgeoisie suisse, mais à la bourgeoisie américaine, à celle du monde entier, en s'alliant aux ouvriers du monde entier... La résistance à la bourgeoisie ne doit pas être seulement locale, car alors elle ne peut produire aucun résultat efficace : elle doit devenir universelle, internationale. Il faut que les ouvriers de la Chaux-de-Fonds deviennent les alliés des ouvriers de New York, des ouvriers de tous les pays civilisés ; il faut que, tous, ils solidarisent leurs intérêts et s'entr'aident dans la lutte contre l'exploitation. Et qu'on ne traite pas d'utopie la mise en pratique de cette idée ! Ne voyons-nous pas, en ce moment même, les ouvriers de New York engager la lutte contre la bourgeoisie américaine au nom des mêmes principes que nous ? Les intérêts des ouvriers américains ne sont-ils pas les mêmes que ceux des ouvriers suisses ? Et ce pacte universel de solidarité dont nous parlons, n'en voyons-nous pas déjà un commencement d'exécution ?

Oui, il faut le reconnaître : le seul moyen pour assurer le succès des revendications ouvrières, c'est de généraliser la lutte, c'est d'opposer à la ligue universelle du capital la ligue universelle du travail. Et notre but, une fois cette ligue organisée, ne doit pas être d'apporter seulement quelques soulagements aux maux actuels ; il faut, si nous voulons en finir une fois pour toutes avec les crises, les baisses de prix, les grèves et la misère, en venir au grand, au seul remède : l'abolition complète du patronat, la remise aux mains des ouvriers de tous les instruments de travail, — ce qui signifie la révolution sociale.

Dans le numéro suivant, en un grand article (non signé, comme c'était la règle dans nos journaux), Auguste Spichiger examinait les obstacles qui s'étaient opposés jusque-là au développement de l'organisation ouvrière : il montrait, d'un côté, les ouvriers *rangés*, les économes à tout prix, ceux dont la morale consiste à ne rien devoir à personne, et qui sont des égoïstes aspirant à se créer, si possible, une situation de privilégiés ; de l'autre, les *noceurs*, les légers de caractère, les irréguliers au travail, qui veulent bien réclamer et même se révolter, mais qui se découragent au moindre échec, et que la « noce » énerve et démoralise ; et il faisait voir que de cette situation générale était résultée l'impuissance à créer des organisations solides. Et pourtant, nulle lutte efficace contre la misère n'était possible sans cette organisation. « Ainsi donc, disait Spichiger, puisque nous avons tous des torts, reconnaissons-les et faisons-en notre *meâ culpâ*, en nous promettant mutuellement de nous affranchir de nos faiblesses : les uns, en mettant de côté cette déplorable bêtise de vouloir singer l'existence bourgeoise ; les autres, en ne se rabaissant pas par une conduite indigne d'ouvriers ayant la conscience de leurs droits. » Et il concluait, dans un bel élan d'enthousiasme :

Quant à nous, nous en faisons le serment, nous brisons avec la vieille routine sous quelque forme qu'elle se présente, et nous serons les adversaires de tout ce qui en conserve le caractère, pour nous vouer au travail de l'avènement d'une société nouvelle : car nous avons enfin ouvert les yeux, et la lumière nous est apparue ; non la lumière d'un Dieu soumettant tout à un despotisme insupportable, mais la lumière de la grande Déesse de la vraie liberté, de la Révolution sociale.

L'assemblée générale de la Fédération ouvrière locale de la Chaux-de-Fonds,

qui eut lieu le 12 février, décida d'appuyer énergiquement la résistance des ouvriers boîtiers. Ce n'était pas sans raisons que toute la population s'intéressait à cette grève, car le résultat de la lutte devait avoir une grande influence sur le moral des sociétés ouvrières et sur leur avenir. Un tiers environ des patrons avaient continué à faire travailler à l'ancien tarif : afin de triompher des patrons récalcitrants, la fédération locale convoqua pour le vendredi 27 février, au Temple français, une grande assemblée populaire, qui réunit 2500 travailleurs de tous les métiers, et fut présidée par le graveur Fritz Heng, président de la fédération locale; après avoir entendu plusieurs discours énergiques, l'assemblée adopta à l'unanimité la proposition, présentée par Heng, de nommer une commission chargée d'étudier les moyens pratiques de mettre fin à la grève en associant coopérativement les ouvriers monteurs de boîtes non occupés; la commission fut élue séance tenante. « Les résultats de cette grande manifestation ne se sont pas fait attendre. Quatre jours plus tard, les patrons monteurs de boîtes, comprenant que la partie était perdue, ont retiré leur nouveau tarif. C'est donc une victoire éclatante pour la solidarité ouvrière. » Il faut ajouter que cette victoire coïncidait avec une légère reprise des affaires qui venait d'avoir lieu. Une lettre de la Chaux-de-Fonds indiquait encore un autre motif qui avait pu déterminer la capitulation des patrons, conseillés par les meneurs politiques : « L'assemblée populaire du 27 février avait été unanime à se prononcer en faveur des grévistes. Toutefois, je pense que c'est moins le résultat de cette assemblée que l'approche des élections politiques qui a engagé les patrons à céder. Les présidents de deux sociétés ouvrières seulement, sur une vingtaine que compte la Chaux-de-Fonds, avaient voulu signer l'affiche habituelle pour la fête *patriotique* du 1er mars; et bon nombre d'ouvriers parlent de s'abstenir d'aller voter au mois d'avril : voilà surtout ce qui, à mon avis, aura mis la puce à l'oreille à nos gros bonnets. »

Au Val de Saint-Imier, le mouvement des sociétés ouvrières s'accentuait de plus en plus dans le sens du programme de l'Internationale. La fédération ouvrière du district de Courtelary groupait quatre sociétés de résistance : l'Alliance des repasseurs et remonteurs (110 membres), l'Association des graveurs et guillocheurs (84 membres), l'Association des faiseurs de secrets (25 membres), l'Union de résistance des monteurs de boîtes (40 membres), plus une cinquantaine d'adhérents individuels appartenant à des métiers non encore organisés. Le magasin coopératif, propriété de la fédération, continuait à se développer. Dans son assemblée générale du 25 janvier 1874, la fédération vota les deux résolutions suivantes : « La fédération recommande à tous ses adhérents la fréquentation régulière des séances des Cercles d'études sociales de Saint-Imier et de Sonvillier, organisés dans le but de favoriser l'instruction mutuelle et l'étude des questions sociales parmi les ouvriers. Elle leur recommande l'abonnement au *Bulletin* de la Fédération jurassienne de l'Internationale. » Dans un article intitulé *Secours mutuels et résistance* (*Bulletin* du 22 mars), un camarade, qui doit être Adhémar Schwitzguébel, attirait l'attention sur l'obstacle opposé au mouvement ouvrier par l'existence, dans certains métiers, à côté des sociétés de résistance, de sociétés de secours mutuels qui immobilisaient des ressources considérables, et qui étaient animées d'un esprit conservateur. « Dans les métiers où existent deux sociétés, la caisse de résistance se ruinera pour soutenir une grève, tandis que la caisse de secours mutuels restera intacte, alors même que les intérêts du métier tout entier seraient menacés de ruine. Combien, dans des cas semblables, ne serait-il pas avantageux qu'il n'y eût qu'une seule caisse, mise entièrement à la disposition de la grève !... Les ouvriers des métiers où ces deux sociétés existent séparément feront bien de travailler à leur fusion; comme l'obstacle principal est la question financière, et que les sociétés de résistance commencent à posséder des capitaux aussi importants que ceux des sociétés de secours mutuels, les difficultés de cette fusion seraient bien vite vaincues si la question était sérieusement agitée. »

L'anniversaire du 18 mars fut l'occasion de manifestations publiques dans la

plupart des sections de la Fédération jurassienne. A Neuchâtel, la Section organisa une soirée familière à laquelle prirent part de nombreux ouvriers de langue allemande : cette soirée eut lieu au cercle de la Société du *Grütli*, dont les membres s'étaient joints pour cette occasion à ceux de l'Internationale. La réunion fut présidée par l'ouvrier mécanicien Louis Jenny, qui, dans un discours en français et en allemand, rappela la signification du 18 mars ; puis la Société du *Grütli* chanta un chœur de circonstance ; ensuite, le vieux doyen de la Commune de Paris, Charles Beslay, alors dans sa soixante-dix-neuvième année, donna lecture de la circulaire par laquelle Hasenclever avait invité les travailleurs d'Allemagne à fêter le 18 mars : Beslay but à la fraternité des peuples, et proposa l'envoi d'un télégramme de sympathie à Hasenclever, ce qui fut fait à l'instant ; à mon tour, je mis en relief, comme preuve du progrès réalisé dans les idées depuis 1871, le fait que la Société du *Grütli* avait mis son local à la disposition de l'Internationale, et que plusieurs sociétés ouvrières s'étaient fait représenter à la réunion : et j'exprimai l'espoir que la création définitive d'une fédération entre les sociétés ouvrières de Neuchâtel serait bientôt un fait accompli [1] ; enfin, plusieurs ouvriers allemands, Brannhofer, Lutz, et d'autres, se déclarèrent, au nom de leurs camarades, solidaires de la Commune de Paris, dont la cause était celle de l'humanité tout entière, et burent à l'union des travailleurs allemands avec les travailleurs français. Notons qu'à la Chaux-de-Fonds, le banquet qui avait été organisé ne put avoir lieu, le propriétaire de la salle ayant, au dernier moment, sous la pression exercée par nos adversaires, refusé son local.

Les politiciens essayaient, comme toujours, de pêcher en eau trouble. C'était le moment où, dans le Jura bernois, les meneurs radicaux avaient organisé un mouvement contre l'ultramontanisme, non pour combattre le catholicisme en tant que religion, mais simplement pour remplacer, dans la partie catholique du Jura, les curés ultramontains par des curés dits « libéraux ». Les ouvriers restèrent en général indifférents à cette campagne ; le *Bulletin* les avait mis en garde ; il disait (22 mars) :

D'une part, le « libéralisme » de certains pasteurs protestants est chose si équivoque et si peu libérale en réalité, que le sermon d'un orthodoxe peut être pris pour un sermon libéral [2] ; d'autre part, les curés « libéraux » jurassiens affirment solennellement que la doctrine qu'ils enseignent, c'est la vieille doctrine romaine dans son orthodoxie la plus authentique [3], c'est-à-dire ce même ramas de niaiseries et de turpitudes que les journaux radicaux dénonçaient jadis avec tant de véhémence à l'indignation publique. Et voilà ce que les radicaux suisses osent présenter au peuple comme le progrès religieux ! Désertant leurs traditions de parti, reniant cette grande philosophie du dix-huitième siècle qui a fait la Révolution française, proclamé les droits de l'homme et émancipé la bourgeoisie, ils donnent la main aux cafards dont ils ont, les premiers, appris au peuple à se moquer ; c'est par leurs conseils et avec leur appui que

1. Moins d'un mois après, les menuisiers de Neuchâtel se mettaient en grève, réclamant la journée de dix heures, et le tarif de 40 centimes à l'heure ; au bout d'une semaine, ils obtenaient gain de cause ; les ouvriers métallurgistes, de leur côté, se constituaient en société de résistance.

2. Je faisais allusion à une plaisante méprise, dans laquelle était tombé un pasteur orthodoxe d'une ville protestante de la Suisse, et qui avait été racontée par le journal la *Renaissance*.

3. Un négociant « libéral » de Delémont avait, par la voie de la presse, mis au défi les ultramontains de prouver que les curés libéraux du Jura enseignaient autre chose que la pure doctrine de l'Eglise romaine, et s'était engagé à verser une somme d'argent à celui qui pourrait apporter cette preuve.

l'Eglise, changeant de masque et faisant peau neuve, joue la comédie *libérale* destinée à donner le change aux naïfs! Quel écœurant spectacle!

Dans les Montagnes neuchâteloises, le coullerysme, qui n'était pas mort [1], faisait une tentative pour se reconstituer en parti électoral. Un ancien rédacteur de la *Montagne* (la feuille que Coullery avait publiée de 1868 à 1870), Louis Jeanrenaud [2], venait de créer à la Chaux-de-Fonds un journal, subventionné par des politiciens conservateurs, la *Jeune République*, qui se donnait comme l'organe d'une « Association politique ouvrière ». Le *Bulletin* arracha aussitôt le masque à ces charlatans, en écrivant (29 mars) :

Il n'existe pas à la Chaux-de-Fonds d'autre organisation ouvrière que l'Internationale et la fédération ouvrière locale, dont l'action s'exerce sur le terrain économique, et qui sont bien décidées à ne pas donner la main aux partis politiques bourgeois. La *Jeune République* est tout simplement l'organe d'un groupe de banquiers, de fabricants, d'avocats et d'officiers d'état-major, les mêmes qui, il y a six ans, ont essayé d'escalader le pouvoir avec l'aide de Coullery, et qui aujourd'hui font une nouvelle tentative. Peine perdue, messieurs, la ficelle est usée!

Les élections au Grand-Conseil neuchâtelois devaient avoir lieu le 19 avril. La *Jeune République* publia une liste de sept *candidats ouvriers* (sur 23 députés que nommait alors le collège électoral de la Chaux-de-Fonds) qu'elle recommandait aux suffrages des électeurs; ces sept candidats furent inscrits en même temps sur la liste du parti conservateur. Mais la manœuvre réussit encore moins qu'en 1868 : « Quelques personnalités intrigantes de la Chaux-de-Fonds avaient essayé de fabriquer un socialisme électoral, réédition de celui de Coullery de piteuse mémoire, avec l'espoir de gagner quelques voix d'ouvriers pour le parti conservateur. Cette manœuvre a fait un fiasco complet, et les entrepreneurs de la *Jeune République* en sont pour leur courte honte. » (*Bulletin* du 26 avril 1874.)

Les rapports de solidarité entre les organisations ouvrières de la Suisse allemande et celles de la Suisse française étaient en voie de progrès. Le Comité central de l'*Arbeiterbund*, ayant entrepris un travail de statistique sur les salaires et les heures de travail, envoya à divers membres de la Fédération jurassienne des formulaires à remplir, et le *Bulletin*, dans un article sympathique, « engagea ses amis à coopérer dans la mesure de leurs forces à cette entreprise » (18 janvier). La *Tagwacht* de Zürich paraissait se rapprocher de nous : ce journal publia un article révolutionnaire (que le *Bulletin* reproduisit, 15 février) où il montrait la bourgeoisie suisse sympathisant avec les gouvernements despotiques et avec le militarisme employé pour comprimer le prolétariat : il annonçait une révolution prochaine, que la bourgeoisie suisse eût pu éviter si elle avait voulu consentir à s'associer à l'œuvre véritablement républicaine de l'émancipation des opprimés : « Mais elle ne le fera pas; elle continuera à repousser obstinément toute réforme, elle accumulera de la sorte chez les ouvriers un océan de haines et de colères, et elle ira ainsi jusqu'au jour où rouleront sur sa tête les flots du déluge populaire ». Dans un autre

1. Il vit, hélas! encore aujourd'hui (1909).

2. Dans les articles de l'*Egalité* de Genève où, en 1869, Bakounine avait si rudement flagellé Coullery et ses complices de la *Montagne*, il avait parlé de Louis Jeanrenaud en ces termes : « Les principaux rédacteurs de la *Montagne*, avec M. le docteur Coullery, sont M. Louis Jeanrenaud (un *mômier*, qui, différent en cela de beaucoup d'autres, ne s'est jamais caché de l'être, et que tout le monde connaît à la Chaux-de-Fonds, à Neuchâtel et au Locle comme l'un des membres les plus zélés et les plus fanatiques de cette secte anti-rationnelle, anti-socialiste et anti-humanitaire), M. Perrochet et M. Henri Dupasquier, représentants tous les deux de l'ancien parti royaliste ».

article, la *Tagwacht* critiqua la tactique des radicaux à l'égard de l'ultramontanisme, en montrant que « le cléricalisme, sous toutes ses formes, ne peut être vaincu que par un seul principe, le *socialisme* » : le *Bulletin*, en reproduisant l'article (22 février), écrivit : « Nous sommes heureux de nous trouver une fois de plus en complète communauté d'idées avec les socialistes zuricois ».

Sur un point, en particulier, la *Tagwacht* nous étonna par l'adoption d'une tactique presque conforme à la nôtre : ce fut au sujet du vote par lequel le peuple suisse était appelé à sanctionner, le 19 avril, un projet de revision de la constitution fédérale, élaboré par les deux Chambres. Ce projet, un peu moins centraliste que celui qui avait été rejeté en 1872, paraissait avoir des chances d'être adopté : mais, chose singulière, les ouvriers socialistes de la Suisse allemande s'en désintéressaient, et le *Bulletin* fit cette remarque (29 mars) :

L'attitude de la *Tagwacht* dans cette circonstance est caractéristique. Elle déclare que, les opinions étant très partagées parmi les ouvriers au sujet du projet de constitution fédérale, elle gardera la neutralité dans cette question, tout en laissant à ses divers correspondants la liberté de soutenir le pour ou le contre dans les colonnes du journal.

Ainsi, dans la question politique la plus importante qui puisse préoccuper la Suisse, voilà la *Tagwacht* qui pratique le système de l'*abstention* : car c'est de l'abstention, et rien autre chose, que de déclarer qu'on restera neutre, qu'on ne recommandera pas de voter *non*, et qu'on ne recommandera pas non plus de voter *oui*.

Quand le résultat du vote fut connu, le *Bulletin* (26 avril) l'apprécia en ces termes :

La revision fédérale a été acceptée par la majorité du peuple suisse et par la majorité des cantons : c'était un résultat prévu par tout le monde. Il est inutile d'essayer de lutter, *sur le terrain politique*, contre l'irrésistible courant qui porte l'Etat bourgeois, c'est-à-dire l'Etat radical, vers la centralisation. Ce ne sera que par la *révolution économique*, qui détruira les Etats politiques, qu'il sera possible de faire triompher le principe d'autonomie et de fédéralisme, qui est celui de la civilisation de l'avenir.

Cependant un petit fait nous montra que la mentalité de la plupart des socialistes de la Suisse allemande était encore fort éloignée du point où nous eussions voulu la voir. Le Congrès annuel de l'*Arbeiterbund* devant se réunir à Zürich à la Pentecôte, le Comité de cette association demanda au gouvernement zuricois, pour les séances du Congrès, la jouissance de la salle du Grand-Conseil, et le gouvernement l'accorda : mais une protestation, qui se couvrit aussitôt de plus de dix mille signatures, invita le Grand-Conseil zuricois à casser la décision du gouvernement. En vain les chefs de l'*Arbeiterbund* cherchèrent-ils à conjurer l'orage en se faisant petits et inoffensifs, en déclarant, dans la *Tagwacht*, qu'ils n'avaient rien de commun avec l'Internationale et la Commune, et que c'était leur faire tort que de les rendre responsables de doctrines qu'ils désavouaient : le Grand-Conseil zuricois annula, par 98 voix contre 94, la décision du gouvernement cantonal. « La tactique de la *Tagwacht* n'a servi de rien, écrivit le *Bulletin* (17 mai) ; la bourgeoisie zuricoise a fort bien compris que toute association ouvrière qui fait de la résistance au capital ne fait qu'appliquer les doctrines de l'Internationale, et l'*Arbeiterbund* se voit, bon gré mal gré, déclaré solidaire de la grande Association socialiste des travailleurs du monde entier. Nous lui conseillons d'en prendre tranquillement son parti : c'est ce qui pouvait lui arriver de mieux. »

A Genève, un conflit avait éclaté le 13 avril parmi les ouvriers du bâtiment. Des « faux-frères », qui travaillaient au-dessous du tarif, dans un chantier du Cours de Rive, furent engagés par leurs collègues à se conformer à l'ordre de choses établi : ils s'y refusèrent, et il en résulta une rixe, à la suite de laquelle une cinquantaine d'arrestations furent opérées pour protéger la « liberté du travail ». Le *Bulletin* écrivit à ce sujet : « Si les ouvriers genevois, au lieu de laisser l'Internationale se désorganiser dans leur ville et tomber à l'état de simple fantôme, avaient maintenu la forte organisation qu'ils possédaient en 1869, un conflit pareil n'aurait pas eu lieu : la puissance de l'Association aurait obligé tout le monde, ouvriers et patrons, à respecter les tarifs, et aucun prétexte n'aurait été donné à des voies de fait qui servent d'occasion aux journaux bourgeois pour inventer de nouvelles calomnies... Ouvriers de Genève, réorganisez fortement l'Internationale, réveillez l'esprit de solidarité, et vous aurez fermé l'ère des rixes inutiles et fratricides, pour reprendre, sur les seules bases sérieuses, le grand combat du prolétariat luttant pour son émancipation. » Un article (écrit par Joukovsky) publié dans le *Bulletin* du 31 mai refit, une fois de plus, la démonstration des illusions de la politique électorale : « Le gouvernement radical genevois expulse une vingtaine d'ouvriers, et en emprisonne environ soixante-dix. Jamais pareille mesure n'avait été prise par les gouvernements précédents, mais celui d'aujourd'hui n'est pas radical pour rien. Y a-t-il une raison pour qu'il s'arrête en cette voie? Qui pourrait l'arrêter, sinon le peuple travailleur? Est-ce en votant pour lui que le travailleur de Genève mettra fin aux agissements du radicalisme bourgeois? Voilà les questions qui d'elles-mêmes se posent à l'esprit des ouvriers de Genève. Qu'ils y réfléchissent! »

Le Congrès annuel de la Fédération jurassienne se réunit à la Chaux-de-Fonds les 25, 26 et 27 avril, dans la salle du Casino. Neuf Sections, celles de Saint-Imier, Sonvillier, graveurs et guillocheurs du district de Courtelary, Chaux-de-Fonds, graveurs et guillocheurs du Locle, Neuchâtel, Genève, Berne, et une Section d'Alsace, y furent représentées par quinze délégués [1]. La Section de Genève était celle qui, de 1871 à 1873, avait porté le nom de « Section de propagande et d'action révolutionnaire socialiste » ; après le Congrès général de 1873, elle avait trouvé bon d'alléger ce titre de ses cinq derniers mots, et elle s'appelait maintenant « Section de propagande » tout court : la Section de Berne était un Cercle d'études sociales fondé récemment sur l'initiative de Paul Brousse, et qui groupait quelques ouvriers de langue française et de langue allemande, ainsi que quelques étudiantes russes. Le Congrès, après avoir constaté la bonne marche de l'administration du *Bulletin*, dont les comptes présentaient, à la fin de 1873, un boni de 138 fr. 60, décida que cette administration resterait au Locle : il plaça le Comité fédéral à la Chaux-de-Fonds. Deux rapports écrits furent présentés, l'un par la Section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary, sur cette question : « De l'adhésion des sociétés de métier à l'Internationale » ; le second par l'Union des Sections internationales du district de Courtelary, sur cette autre question : « Des causes des crises industrielles et de leurs conséquences au point de vue des intérêts ouvriers » : un extrait du premier de ces rapports fut publié dans le *Bulletin* du 24 mai suivant, sous ce titre : « Les Fédérations de métiers » [2] ; quant au se-

1. Le *Bulletin* ne donne pas la liste des délégués, mais seulement la composition du bureau : président, Ali Eberhardt, remonteur, délégué de Saint-Imier; vice-président, Desponds, graveur, délégué des graveurs et guillocheurs du Locle ; secrétaires (pris en dehors des délégués), Imboden, dessinateur, de la Chaux-de-Fonds ; Chatelain, guillocheur, du Locle ; Joukovsky, instituteur, de Genève. Dans le compte-rendu du *Bulletin*, je relève en outre les noms suivants : Heng, graveur, de la Chaux-de-Fonds ; Schwitzguébel, graveur, de Sonvillier ; James Guillaume, professeur, de Neuchâtel ; Paul Brousse, chimiste, de Berne ; Chalain, de Genève : Spichiger, guillocheur, Pindy, guillocheur, et Floquet, monteur de boîtes, du Locle, représentant le Comité fédéral.

2. Voir plus loin, p. 193.

cond, le Congrès décida qu'il serait imprimé aux frais de la Fédération jurassienne comme brochure de propagande [1]. Une proposition de la Section de Neuchâtel, de publier le *Bulletin* dans les deux langues française et allemande, parut impossible à réaliser : mais le Congrès autorisa le Comité fédéral à publier, à titre d'essai, une feuille volante en langue allemande, destinée à faire la propagande des principes socialistes parmi les ouvriers allemands de la région jurassienne. La Section de Neuchâtel recommandait en outre un rapprochement entre la Fédération jurassienne et l'*Arbeiterbund*, et le Congrès vota à l'unanimité une résolution portant « qu'il réitérait au *Schweizerischer Arbeiterbund* l'assurance que la Fédération jurassienne pratiquera la solidarité économique envers tous les groupes de travailleurs qui luttent contre le capital, et prêtera son concours à toutes les entreprises qui seront conformes aux principes généraux de l'Internationale, quelle que soit l'organisation ouvrière qui en prenne l'initiative ».

Il y eut, le dimanche 26, à trois heures, un grand meeting où fut traitée la question des grèves : et, le soir, tous les délégués et un grand nombre de socialistes de la Chaux-de-Fonds et des localités du voisinage se réunirent en un banquet fraternel, à la brasserie des Eplatures.

La Section de la Chaux-de-Fonds, dans sa séance du 2 mai, élut les membres suivants pour former le Comité fédéral jurassien : Numa Brandt, horloger, secrétaire correspondant ; Elie Imboden, dessinateur, secrétaire des séances ; Frédéric Graisier, graveur, caissier : Fritz Heng, graveur, archiviste : Tell-Emile Ginnel, horloger, assesseur. Le 27 juillet, Zélim Rickly et J.-B. Baudrand remplacèrent Imboden et Ginnel.

Revenons en arrière, pour parler de Bakounine, et de ce qui se passa à la Baronata du mois d'octobre 1873 au mois de mai 1874. Voici le passage du *Mémoire justificatif* qui décrit l'état de la maison et de ses habitants au moment où Bakounine y rentra, revenant de Berne, et pendant l'hiver qui suivit :

Lorsqu'au mois d'octobre dernier [1873] je retournai de Berne à la Baronata, je trouvai cette dernière en pleine débauche. J'y trouvai installée la sainte famille Nabruzzi : lui [2], sa mère, et une demoiselle très difficile à classer ; en outre deux Espagnols [3], un de nos amis italiens les plus chers [4], et Fanelli. La dépense ordinaire, dirigée par la sainte famille, était énorme. C'était à frémir.

L'appel de Nabruzzi avec sa mère, comme intendant et comme gouvernante de la Baronata, motivé par beaucoup de raisons étrangères à cette dernière et bien connues de Cafiero, avait été résolu entre nous deux. Ce fut un choix tout à fait malheureux... Le gouvernement de Nabruzzi et de sa mère nous a coûté beaucoup d'argent. Cafiero sait tous mes efforts, toutes les tempêtes que je fis pour diminuer les dépenses. Rien n'y faisait. Nabruzzi se contentait d'aligner les comptes de sa plus belle écriture, mais sans la moindre critique et sans le moindre contrôle. Enfin nous éloignâmes Mme Nabruzzi et la demoiselle [5]. Nous changeâmes le service de la

1. Voir plus loin, p. 195.
2. Lodovico Nabruzzi, qui devait, quelques mois plus tard, se brouiller avec Bakounine et avec les socialistes révolutionnaires italiens.
3 Je ne sais pas qui étaient ces Espagnols; peut-être Farga et Viñas, après le Congrès de Genève, s'étaient-ils rendus à Locarno avant de rentrer en Espagne.
4. Cette périphrase désigne Costa.
5. Nabruzzi lui-même fut congédié à son tour, mais un peu plus tard (au printemps de 1874, je ne sais pas à quel moment au juste) : il se retira à Lugano. Ce fut la raison de l'attitude hostile qu'il prit désormais à l'égard de Cafiero et des autres révolutionnaires italiens.

maison. Le vieux maître d'hôtel du marquis, notre ami [1], prit le gouvernement. Ce fut un autre système, mais pas de différence dans l'économie. Cafiero sait tout cela, il sait le désespoir que j'en éprouvais ; et ce n'est qu'après le départ du vieux Pezza que je parvins à établir, avec l'aide de Mme Zaytsef, un peu d'économie [2]. Enfin pendant cet hiver nous avons dépensé, seulement pour l'entretien de la maison, plus qu'il n'en faudrait à Antonie pour un an ou pour un an et demi peut-être. Fut-ce ma faute ? Certainement non. Je ne laissai pas passer un jour sans protester, souvent sans crier, Cafiero le sait bien ; mais tout cela fut inutile, parce que moi-même je n'y entendais rien. D'ailleurs la maison nourrissait et logeait une masse de personnes, il n'y avait aucun ordre, c'était un gaspillage général de toutes choses.

Ensuite Bakounine fait l'énumération des divers travaux exécutés à la Baronata, et rappelle que tous ces travaux eurent l'approbation de Cafiero. Je ne puis pas tout reproduire, je cite seulement un passage caractéristique :

Tous ces travaux et toutes ces dépenses s'encrochaient (*sic*) et l'un entraînait nécessairement l'autre. C'est ainsi qu'ayant deux vaches et deux chevaux, nous avons dû d'abord chercher une femme pour soigner et pour traire les vaches et un cocher pour les chevaux. C'est Cafiero lui-même qui est allé chercher et qui nous a amené le cocher, le vieux Beppe ; mais les cochers coûtent cher, l'entretien des chevaux et des vaches, que nous n'avons jamais su organiser économiquement, nous a coûté beaucoup d'argent. Il a fallu ensuite construire une grande fosse à fumier pour alimenter les plantations sur un terrain qui pendant des années était resté sans engrais. Il a fallu reconstruire l'écurie, la *scuderia*, qui tombait en ruine et qui menaçait d'écraser les hommes et les chevaux, et y ajouter nécessairement une remise pour la voiture. Pour pouvoir planter, il a fallu entreprendre un grand mouvement de terre et la construction de beaucoup de murs ; pour pouvoir faire valoir la Baronata il fallait planter beaucoup d'arbres à fruit. J'avais arrêté avec Cerrutti que les frais de la plantation ne dépasseraient pas 3000 francs : il a dépassé ce chiffre de plus de 2000 francs, toutes les dépenses comprises. Comme la Baronata, avant tout, manquait d'eau, il fallait absolument construire la citerne du milieu, telle qu'elle nous fut proposée par Ruggiero et acceptée par Cafiero aussi bien que par moi. Ensuite, une fois décidé que la nouvelle grande maison sur la montagne serait construite, il fallait faire le *lac* [3], car autrement on

1. C'est le vieux père de Vincenzo Pezza ; il avait été longtemps cuisinier chez un grand seigneur italien.

2. Dans l'automne de 1873, Zaytsef quitta Locarno pour aller à Menton chercher un gagne-pain en donnant des leçons dans des familles russes. Mme Zaytsef, pendant ce temps, alla habiter la Baronata avec sa fille, et avec sa sœur Olympia Koutouzof (venue de Russie au printemps de 1873), qui bientôt devint, sans formalités légales, la compagne de Cafiero. En février ou mars 1874, appelée par sa mère gravement malade, Olympia Koutouzof quitta la Baronata pour se rendre en Russie auprès d'elle. Mme Zaytsef et sa fille restèrent encore dans la villa jusqu'au printemps de 1874 ; Zaytsef vint alors les y chercher, et s'installa avec elles, pour l'été, dans une maison sur la pente de la montagne, au-dessus de Locarno. (Lettre de Mme Olympia Koutouzof-Cafiero, du 18/31 décembre 1907.)

3. Une pièce d'eau qui fut creusée dans le jardin ; les pierres provenant de l'excavation furent employées à la construction de la nouvelle maison.

n'aurait point eu de pierres pour la bâtisse ; il fallait également construire la nouvelle route carrossable, car sans elle la construction de la nouvelle maison aurait coûté le double. Tout cela fut discuté, prouvé, adopté d'un commun accord.

Quelque disposé que pût être Bakounine, transformé en propriétaire et en architecte, à jeter l'argent par les fenêtres, il éprouva bientôt un certain malaise et conçut de l'inquiétude :

J'avoue que dès ce moment, et même auparavant, je commençai à devenir très inquiet en nous voyant de plus en plus entraînés dans des dépenses dont il était difficile de prévoir la fin. Nous en parlâmes alors avec Cafiero, et il fut décidé entre nous que je prierais l'ingénieur Galli de me donner le compte approximatif des dépenses que j'aurais à faire pour toutes les constructions entreprises. Il m'en donna un, à peu près un mois plus tard, au mois de février si je ne me trompe, mais très incomplet, un compte dans lequel il avait oublié de placer beaucoup de dépenses importantes. Nous prîmes toutefois ce compte pour base, et nous conclûmes avec Carlo que, pour finir tout, il fallait au moins encore 50.000 francs, non italiens, mais suisses. Cafiero m'engagea de ralentir les travaux pendant un mois pour lui donner le temps de réaliser cette somme, après quoi, me dit-il et m'écrivit-il, je pourrais donner un large développement aux travaux.

Et Bakounine raconte comment les calculs de l'ingénieur furent de beaucoup dépassés : on avait fait contrat, pour la route, avec l'entrepreneur Martinelli, pour 3000 francs, « et grâce à la malhonnêteté de ce monsieur la route nous a coûté près de 6000 francs ». L'ingénieur avait compté, pour la maison, 500 mètres cubes de pierres à extraire du « lac », à 7 francs le mètre, soit 3500 francs : « au lieu de cela, la maison en a dévoré plus de mille mètres, c'est-à-dire juste le double, soit 7000 francs »; et tout à l'avenant.

Je voyais tout cela et je ne pouvais l'empêcher, et j'ai passé bien des nuits sans sommeil. Nous en causâmes ce printemps avec Charles, et nous nous sommes avoué qu'ignorants tous les deux de ces choses, nous nous étions laissé entraîner à des entreprises dont nous n'avions pas su calculer la portée, et que, si la chose était à recommencer, nous ne l'aurions pas entreprise, et à la place nous aurions combiné autre chose ; mais maintenant, ajoutait-il, il est impossible de s'arrêter, il faut aller jusqu'au bout.

Lorsque Cafiero m'apporta les 50.000 francs [1], il me demanda si cela suffirait jusqu'en juin. Je lui répondis que cela suffirait jusqu'au delà de juillet...

Voilà, dans ses traits généraux et dans sa vérité la plus scrupuleuse, l'histoire de mes rapports et de mes transactions avec Cafiero jusqu'à son retour de Russie [2].

J'ai maintenant à raconter comment l'atelier coopératif des graveurs et

1. Cette somme fut remise par Cafiero à Bakounine sous la forme d'une traite au nom d'Adolphe Vogt. Bakounine envoya la traite à son ami, à Berne, le 6 avril, en le priant de la négocier, et d'expédier l'argent à un banquier du Tessin dont il lui donnait l'adresse. (Nettlau, note 3719-94.)

2. Il s'agit du voyage que Cafiero fit en Russie en juin 1874, voyage dont il sera question un peu plus loin (p. 187).

guillocheurs, au Locle, demanda et obtint de Cafiero la promesse d'un appui financier, et comment cette promesse ne fut qu'en partie réalisée

L'atelier coopératif était regardé par nous comme un des points d'appui essentiels de notre action dans les Montagnes. En assurant à quelques-uns de nos militants les plus actifs une situation indépendante, il rendait un service signalé à la propagande et à l'organisation. On a déjà vu comment l'atelier avait accueilli Pindy en septembre 1872. Il en fut de même, en 1874, de l'instituteur espagnol Severino Albarracin, obligé de se cacher depuis les événements d'Alcoy, et que nos amis d'Espagne nous envoyèrent pour le soustraire aux recherches de la police. Le monteur de boites François Floquet, qui depuis mai 1873 s'occupait avec zèle de l'administration du *Bulletin* (dont l'expédition était faite chaque semaine par le travail volontaire des coopérateurs et de quelques autres amis), trouva aussi, à plusieurs reprises, à l'atelier coopératif de l'occupation dans des moments difficiles. Or, un plan avait été formé, dans l'automne de 1873, par les coopérateurs, pour agrandir le cercle de leur activité et donner à leur association une base plus solide : il s'agissait de transporter l'atelier du Locle à la Chaux-de-Fonds, point plus central et où le travail était plus abondant. On aurait acquis, dans le grand village, un terrain sur lequel on aurait construit une maison pour y installer un vaste atelier : celui-ci serait bien vite devenu, selon les prévisions des coopérateurs, l'entreprise de gravure la plus importante des Montagnes, et aurait contribué plus efficacement que jamais au développement des idées socialistes dans la région. C'est pour cette entreprise que les coopérateurs songèrent à obtenir le concours de Cafiero. Celui-ci avait rapporté de Barletta, en août 1873, une malle pleine de vieille argenterie de famille, et une parure de brillants ayant appartenu à sa mère ; faute de fonds disponibles, il offrit à nos amis les graveurs et guillocheurs cette argenterie et ces diamants L'argenterie fut fondue au Locle, les diamants furent vendus à Genève, en octobre, par Pindy, à la maison Golay-Leresche, quai des Bergues. La somme ainsi obtenue servit à acheter un terrain ; et notre ami Fritz Robert (qui, de professeur de mathématiques, était récemment devenu architecte) fit un plan et un devis s'élevant à une vingtaine de mille francs. Cafiero, qui était venu à Neuchâtel et à Genève dans l'automne de 1873, fut mis au courant du projet, et l'approuva ; toutefois il désira que la question fût discutée avec Bakounine, et demanda à Pindy de se rendre avec lui à Locarno. Le voyage eut lieu en novembre ou décembre. « Je suis allé rejoindre Cafiero à Neuchâtel, — (m'a écrit, le 9 janvier 1908, Pindy, à qui j'ai demandé de rédiger pour moi le récit de ce voyage), — et tu nous as accompagnés à la gare. Nous logeâmes à Lucerne dans un grand hôtel (ce devait être le Schweizerhof), Cafiero prétendant qu'on y était plus à l'abri des mouchards que dans les hôtels inférieurs. Le Gothard franchi, c'est en plein jour que nous arrivâmes à Bellinzona ; après le dîner [déjeuner], Cafiero me dit qu'il ne serait pas prudent de nous rendre directement à la Baronata, et nous allâmes jusqu'à Magadino, de l'autre côté du lac, où Cafiero loua une barque qui nous amena pour ainsi dire sous les murs de la villa. Costa, qui nous avait reconnus sur l'eau, vint au devant de nous et nous aida à porter une malle très lourde qui nous suivait depuis Neuchâtel. On me logea avec Costa, dans une petite construction à l'entrée de la propriété, à gauche, et donnant sur la grande route ; le bâtiment principal était plus loin, du même côté, et abritait non seulement Michel et Cafiero, mais encore cinq ou six personnes, dont au moins deux femmes ; Nabruzzi était du nombre des hôtes. Je passai six ou sept jours à la Baronata ; nous parlâmes de notre projet de construction, que Michel approuva, et Cafiero promit qu'il nous fournirait la somme nécessaire... Au retour, je rencontrai à Göschenen Maxime Vuillaume, du *Père Duchesne*, qui travaillait alors dans les bureaux de l'entreprise Louis Favre, et il descendit avec moi jusqu'à Altorf ou Fluelen. »

Mais un mois ou six semaines plus tard arriva de la Baronata une lettre de Cafiero annonçant aux coopérateurs qu'il avait changé d'avis. « En janvier, — (continue Pindy), — une lettre nous avertit que nous ne devions plus compter

sur l'argent promis, cet argent étant destiné à un autre usage que celui de *créer de nouveaux bourgeois*. A la suite de cette lettre, nous décidâmes que je retournerais à Locarno pour demander une explication, et nous le priâmes de m'y accompagner. »

Il s'agissait de faire comprendre à Cafiero et à Bakounine que l'atelier coopératif n'était pas une affaire commerciale, et que l'existence de cet atelier était pour la Fédération jurassienne une question d'intérêt majeur. Je ne pensais pas, quant à moi, que Cafiero voulût revenir sur sa décision, qui me paraissait, je dois le dire, tout à fait naturelle. Mais on insista : on me dit qu'on ne me demandait pas de chercher à peser sur la volonté de Cafiero, mais simplement de rendre témoignage qu'à mes yeux le projet des coopérateurs n'avait rien de chimérique, qu'il était sérieux, et que son exécution serait utile pour la Fédération jurassienne. Je consentis; nous écrivîmes à Cafiero pour le prévenir, et je me mis en route pour Locarno avec Pindy.

Nous couchâmes à Lucerne, pour nous embarquer le lendemain sur le lac des Quatre-Cantons. A notre arrivée à Fluelen, je reçus une dépêche de ma femme : elle m'annonçait qu'après notre départ de Neuchâtel il était arrivé un télégramme de Locarno me disant de ne pas venir, que notre voyage était inutile, et qu'on allait m'écrire. Quelle décision prendre ? rebrousser chemin, ou continuer? Pindy déclara qu'il fallait continuer; et, en conséquence, après avoir télégraphié à Locarno, nous prîmes la diligence pour Andermatt, où nous arrivâmes le soir. On était au cœur de l'hiver; d'énormes chutes de neige avaient rendu impossible depuis trois jours la traversée du col du Gothard; les travaux de déblaiement entrepris pour frayer dans la neige un passage aux traîneaux venaient justement d'être achevés le soir de notre arrivée, et le premier convoi devait franchir la montagne le lendemain. En effet, le jour suivant, une interminable file de petits traîneaux destinés chacun à deux voyageurs, et dans l'un desquels Pindy et moi nous avions pris place, se mit en marche; et toute la caravane traversa le col, d'Andermatt à Airolo, sans autres incidents que quelques culbutes dans la neige. A Airolo nous fûmes réinstallés dans les lourdes voitures de la poste, et au milieu de la nuit nous arrivâmes à Bellinzona. Là, comme nous descendions de voiture dans la cour des diligences, un personnage qui nous attendait sortit de l'ombre, se présenta à nous, et se fit reconnaître pour Lodovico Nabruzzi. Il nous tira à part, et d'un air solennel et mystérieux nous déclara qu'on l'avait envoyé de la Baronata au-devant de nous pour nous empêcher d'aller plus loin : il y avait à Locarno, nous dit-il, une nuée de mouchards italiens, qui surveillaient les allées et venues de tous ceux qui entraient à la Baronata ; si nous y allions, nous serions immédiatement signalés comme des conspirateurs, et il en résulterait que le gouvernement suisse prendrait probablement un arrêté d'expulsion contre Bakounine et contre Cafiero; on nous avait expédié, pour nous empêcher de faire ce voyage, un télégramme dont nous n'avions pas tenu compte ; et maintenant, si nous persistions dans notre démarche téméraire, nous serions responsables des suites fâcheuses qui ne manqueraient pas d'en résulter pour nos amis.

Nous nous regardâmes, Pindy et moi, fort surpris d'un langage aussi inattendu Nous savions qu'il arrivait fréquemment à la Baronata des visiteurs venant d'Italie, de vrais conspirateurs ceux-là, et qu'on les y recevait ; et nous nous demandions comment notre présence, à nous Jurassiens, pourrait être plus compromettante pour nos amis que celle de leurs hôtes de l'autre côté de la frontière. Mais il était inutile d'insister : nous nous heurtions à un parti-pris évident; et si, enfreignant la consigne, nous eussions voulu pénétrer quand même dans cette Baronata dont on nous interdisait l'entrée, cette manière d'agir, loin de servir la cause des coopérateurs, n'eût pu que lui nuire. Souhaitant donc le bonsoir à Nabruzzi, qui devait repartir au petit jour, nous allâmes nous coucher, fort déconfits. Le lendemain, nous repassâmes le Gothard, pour porter dans le Jura la fâcheuse nouvelle de notre insuccès.

J'ai dû me demander, plus tard : Etait-ce Cafiero qui avait eu l'idée de nous fermer la porte de la Baronata, pour s'épargner l'ennui d'un nouveau

refus? Ou était-ce Bakounine qui nous avait envoyé Nabruzzi, et l'avait-il fait pour empêcher une entrevue entre Cafiero et nous, entrevue qu'il pouvait appréhender pour deux motifs : parce qu'elle aurait eu peut-être pour résultat de déterminer Cafiero à donner à l'atelier coopératif une partie de l'argent que Bakounine destinait aux travaux de la Baronata ; et surtout parce qu'elle nous aurait révélé, sur ce qui se passait dans cette villa, des choses qui devaient demeurer ignorées de nous, et que nous n'apprîmes que neuf mois plus tard ? Ce point-là, pour moi, n'a jamais été éclairci.

Lorsque les coopérateurs m'exprimèrent leur désappointement, je leur répétai l'opinion que j'avais déjà émise, à savoir que je trouvais naturel que Cafiero voulût réserver toutes ses ressources à la révolution italienne. Nous ne doutions pas que ce fût là, en effet, l'emploi que, sous l'inspiration de Bakounine, Cafiero fit en ce moment même de sa fortune ; et je m'étais senti plus tranquille au retour de notre expédition qu'à l'aller, en pensant que je n'aurais pas contribué à détourner une part, si petite fût-elle, de cet argent du but sacré qui lui avait été assigné[1]. Combien cruellement nous devions être détrompés !

Je dois encore mentionner, à propos de Bakounine, un fait personnel. Au printemps de 1874, en mars ou avril, je reçus une lettre de lui. Je sortais de chez moi pour aller donner une leçon dans un pensionnat de jeunes filles, à Port-Roulant, lorsque la lettre me fut remise par le facteur, dans la rue, et je l'ouvris aussitôt. Les lettres de Bakounine étaient devenues rares, aussi me demandais-je avec un peu d'émotion ce qu'il pouvait bien avoir à me communiquer. Ce fut avec stupeur que je lis, n'en croyant pas mes yeux. Il me répétait d'abord ce qu'il avait écrit déjà bien des fois, que désormais il vivrait dans la retraite ; il m'annonçait que sa femme viendrait le rejoindre bientôt. Il ajoutait que le temps des luttes révolutionnaires était passé, et que l'Europe était entrée dans une période de réaction dont la génération actuelle ne verrait probablement pas la fin. Et il m'engageait à l'imiter, à « faire ma paix avec la bourgeoisie », et à chercher à obtenir de nouveau un poste dans l'enseignement public. Il est inutile, disait-il, de vouloir s'entêter à obtenir l'impossible : il faut ouvrir les yeux à la réalité, et reconnaître que, pour le moment, les masses populaires ne veulent pas du socialisme. « Et si quelque *picholettier*[2] des Montagnes voulait à ce propos t'accuser de trahison, tu auras pour toi le témoignage de ta conscience et l'estime de tes amis » (je puis garantir le mot à mot de cette phrase, que j'ai textuellement retenue parce que je l'ai souvent relue et répétée). Il terminait en disant qu'il avait cru de son devoir de me donner ce conseil, dont je reconnaîtrais plus tard la sagesse[3].

Cette lecture m'avait consterné. « Quoi, me disais-je, Michel en est venu là ! » Je suivais une route qui longeait le lac ; le ciel était gris et triste, un vent âpre soufflait, la nature avait un aspect désolé, et je me sentais froid au cœur. Je ne sais comment je donnai ma leçon. Je réussis néanmoins, après quelques heures, à me ressaisir, mais je gardai longtemps l'ébranlement douloureux du coup que j'avais reçu Et lorsque j'appris, en septembre, le dénouement des affaires de la Baronata, j'en fus moins étonné que je ne l'eusse été sans cela.

1. Je n'ai jamais, en ce qui me concerne, reçu un sou de Cafiero, ni sous forme de prêt, ni autrement. Malon, écrivant à De Paepe, le 25 mars 1877, que « les *galopins* des Romagnes étaient soutenus par le *Bulletin* par la bonne raison que le capitaliste de la bande a rendu des services d'argent à Guillaume » (lettre publiée par la *Revue socialiste* d'octobre 1908), a menti, selon son habitude, et sa vile insinuation ne salira que lui. Tous ceux qui ont appartenu à notre intimité dans l'Internationale savent à quoi s'en tenir à cet égard.

2. « Buveur de *picholette* » ; une *picholette* est une petite bouteille, une chopine.

3. Cette lettre a été brûlée en 1898, avec la plupart de mes papiers, pendant une grave maladie dont j'avais cru ne pas relever. Mais je l'avais fait lire, dans le temps, à trois ou quatre personnes, entre autres à Pierre Kropotkine, en 1877.

Plus tard, j'ai jugé autrement cette lettre de Bakounine. J'ai compris que, désillusionné et fatigué, il avait agi en honnête homme en me faisant part de sa façon d'apprécier la situation, et je lui ai su gré d'avoir voulu, lui, l'enthousiaste, qui avait donné sans marchander toute sa personne à la cause de l'humanité, mettre en garde un jeune homme contre l'entraînement des enthousiasmes irréfléchis.

En juin 1874, Cafiero fit ce voyage de Russie dont à deux reprises déjà j'ai parlé. Voici quel en fut le motif. J'ai raconté qu'Olympia Koutouzof était allée auprès de sa mère pour la soigner. La malade mourut. Aussitôt après, Olympia voulut retourner en Suisse pour y rejoindre son mari : mais la police russe lui refusa un passeport. Elle l'écrivit à Cafiero, qui se rendit alors à Saint-Pétersbourg pour y faire légaliser son union et faire acquérir à sa femme la nationalité italienne. Le mariage eut lieu le 27 juin 1874 (n. s.), devant le consul italien de Saint-Pétersbourg ; Mme Cafiero se trouva, par là, soustraite à l'arbitraire de la police russe, et put suivre son mari. Les deux époux repartirent sans tarder pour la Suisse, et arrivèrent à Locarno au commencement de juillet [1]. Nous les y retrouverons.

Pendant que se passaient toutes ces choses, Ross séjournait à Londres : il s'y était rendu à la fin de 1873, et y avait emporté le matériel de l'imprimerie russe de Zürich. C'est avec ce matériel qu'il imprima, à Londres, dans les premiers mois de 1874, l'étude qu'à sa demande, pour former le no 3 des *Izdania sotsialno-revolioutsionnoï partii*, j'avais écrite sur Proudhon, Marx, et le collectivisme de l'Internationale; elle avait été traduite en russe par Zaytsef, et parut sous le titre de *Anarkhia po Proudonou* (L'anarchie selon Proudhon). Ross resta à Londres jusqu'en juin 1874 : à cette date il quitta l'Angleterre, et vint en Suisse, rapportant le matériel de l'imprimerie; il en confia le dépôt à un ouvrier jurassien de nos amis, Alfred Andrié ; puis il se rendit à Locarno, parce qu'il avait à traiter avec Bakounine de diverses affaires, entre autres de la publication d'un second volume de *Gosoudarstvennost i Anarkhia*. Nous le retrouverons à la Baronata au chapitre suivant.

VIII

De mai 1874 au VIIe Congrès général de l'Internationale, à Bruxelles, 7 septembre 1874.

En Espagne, la guerre civile continuait. Le maréchal Serrano, chef du nouveau pouvoir exécutif, fit éprouver aux carlistes, en mai 1874, un échec devant Bilbao ; ce succès militaire du « dictateur » fut le signal d'un redoublement de rigueur contre les divers partis populaires. On nous écrivait d'Espagne : « Les sections de l'Internationale continuent à fonctionner comme par le passé. Cependant la persécution va toujours son train; il y a plus de cinq cents internationaux dans les prisons de l'Etat, mais cela n'a pas refroidi l'ardeur des persécutés... L'esprit du peuple incline de plus en plus en notre faveur. Désabusé, il vient à nous. Le manifeste de la Commission fédérale a produit dans les masses une bonne impression. » Un journal clandestin, *las Represalias*, prêchait l'insurrection : « Grâce à l'ambition, à la stupidité et à la mauvaise foi des bourgeois, — disait-il, — nous nous voyons obligés de songer à la révolution *immédiate*, à laquelle nous n'aurions jamais pensé auparavant. Puisqu'ils la veulent et qu'ils nous y poussent, qu'elle soit ! » Voici quelques nouvelles données par le *Bulletin* (7 juin, 21 juin et 19 juillet) : « Les assassinats commis par le gouvernement à San Fernando (près de Cadix) crient ven-

1. Je prends ces détails dans deux lettres que m'a écrites Mme Olympia Koutouzof-Cafiero à la date du 2 septembre 1907 et du 21 avril 1908.

geance. *Soixante-six* ouvriers ont disparu de cette localité. Le peuple de San Fernando sait que ces malheureux, après avoir été arrêtés, ont été conduits à bord d'un navire, et que là, au milieu de la nuit, *on les a cousus dans des sacs et jetés a la mer avec des boulets aux pieds*. L'auteur de ce crime, le capitaine-général Arias, vient de recevoir le salaire de son forfait : il a été nommé ministre de la marine. » — « Au commencement de mai, les tonneliers et les ouvriers maritimes de la Catalogne ont tenu leur troisième Congrès annuel, qui a voté, au milieu du plus grand enthousiasme, l'adhésion à l'Internationale. Trois mille ouvriers étaient représentés à ce congrès. » — « Le gouvernement espagnol a réclamé, et le gouvernement français a livré, neuf cents prolétaires qui avaient pris part au mouvement de Carthagène, et qui ont été conduits à Ceuta. Les sections de Málaga ont tenu un Congrès local. Les délégués de plusieurs fédérations locales se sont réunis le 17 mai à Xérès, à l'effet de nommer une délégation au prochain Congrès régional espagnol, qui aura lieu bientôt, en dépit de la police. Le Conseil fédéral de l'une des Unions régionales de métiers a adressé une circulaire aux ouvriers de cette Union pour les engager à s'organiser révolutionnairement. » — « Les soixante-treize compagnons de San Lucar, après onze mois de prison, ont été transportés à la Carraca (l'arsenal de Cadix), sans qu'ils sachent encore pourquoi ils sont détenus ni quand ils seront jugés. Le premier acte dont ils ont été témoins, en arrivant à leur nouvelle prison, a été la bastonnade donnée à plusieurs ouvriers, sans motif aucun. On a renfermé ces compagnons dans les mêmes tours qu'occupaient les soixante-six malheureux de San Fernando jetés à la mer par les assassins bourgeois : ne médite-t-on pas quelque attentat pareil contre les nouveaux habitants des cachots des quatre tours ? »

Le Congrès annuel de la Fédération espagnole eut lieu à Madrid le 25 juin 1874 et les jours suivants : la police, malgré toute sa vigilance, ne put empêcher les délégués de *quarante-sept* fédérations locales de se réunir et de délibérer. Le rapport de la Commission fédérale constata que la Fédération régionale se composait de 320 fédérations locales, formant un total de 532 sections. Le Congrès approuva les résolutions du Congrès général de Genève, de septembre 1873 ; il revisa sur quelques points les statuts de la Fédération ; il décida que les sections continueraient à verser, en faveur des internationaux emprisonnés et persécutés, la cotisation mensuelle d'un quart de peseta (25 centimes) par membre ; il fixa la date du prochain Congrès régional au premier dimanche de mai 1875 ; il composa la Commission fédérale de quatre membres, et il fut entendu qu'elle résiderait sur le point de la péninsule ibérique qui conviendrait le mieux à sa sécurité ; enfin, il vota à l'unanimité la résolution suivante : « Le Congrès se déclare solidaire de tous les actes révolutionnaires, tels que ceux d'Alcoy et d'autres localités, accomplis par les internationaux de la région espagnole ; il envoie un salut fraternel à tous les ouvriers des divers pays qui endurent les persécutions de l'infâme bourgeoisie, et en même temps un souvenir de reconnaissance aux victimes tombées par suite de leur dévouement à la grande cause de la Révolution sociale. Il reconnaît comme un devoir l'exercice des représailles, aussi longtemps que les travailleurs seront traités comme des bêtes fauves et qu'on leur déniera leurs droits. » Il décida en outre la publication d'un *Manifeste aux travailleurs*, « qui a été immédiatement publié par une imprimerie clandestine, et dont nous avons entre les mains un exemplaire », dit le *Bulletin* du 19 juillet. Notre organe en reproduisit le passage suivant, où le Congrès annonce la résolution bien arrêtée des internationaux espagnols d'appliquer à la bourgeoisie la loi du talion : « Dès ce jour, et jusqu'à ce que nos droits soient reconnus, ou que la révolution sociale ait triomphé, tout exploiteur, tout oisif vivant de la rente, tout capitaliste parasite et jouisseur qui, confiant dans l'impunité que lui promet l'Etat, aura commis envers nous une offense grave ou aura violé nos droits, tombera sous les coups d'un bras invisible, et ses propriétés seront livrées au feu, afin que notre justice ne s'accomplisse pas au profit des héritiers légaux. »

Pendant les mois qui précédèrent les événements d'août 1874 en Italie, nous

ne recevions plus de nouvelles directes de l'Internationale italienne; Costa et Malatesta étaient trop absorbés par l'action quotidienne pour songer à nous envoyer des correspondances; et Cafiero était parti pour la Russie en juin. Le *Bulletin* ne publiait d'autres renseignements que ceux qu'il recueillait dans la presse; mais ces renseignements étaient significatifs, ils faisaient prévoir une explosion prochaine. Le 17 mai, le *Bulletin* écrit : « Toutes les semaines, les journaux d'Italie nous apportent le récit de nouvelles arrestations, avec de nouveaux détails sur la misère qui règne partout, ainsi que l'annonce de la fondation de nouvelles sections de l'Internationale. Un certain nombre de nouveaux journaux socialistes ont été supprimés, entre autres le *Romagnolo*, qui a été condamné en outre à d'énormes amendes. » Le 7 juin : « A mesure que les persécutions gouvernementales font disparaître de l'arène les organes socialistes italiens, il en renait d'autres, plus ardents et plus infatigables. Ce sont les têtes de l'hydre : coupez-en une, il en repousse vingt. Nous venons de recevoir les premiers numéros du *Sempre avanti* (*Toujours en avant*), qui se publie à Livourne depuis le 10 mai, et du *Schiavo bianco* (*l'Esclave blanc*), qui vient de paraître à Turin. Nous leur souhaitons la bienvenue. » Le 29 juin : « Depuis plusieurs semaines, nous n'avons pas reçu de journaux italiens : probablement que la police aura saisi tous les numéros parus. Le silence qui se fait en Italie en ce moment n'indique pas le moins du monde un ralentissement dans l'agitation socialiste : c'est bien plutôt le silence sinistre, précurseur de l'orage. » Le 19 juillet : « L'Italie avait paru un moment plongée dans une torpeur lugubre. Elle commence à en sortir. Le peuple voit que sa misère ne tient pas à la rareté des vivres, mais à l'égoïsme de ses exploiteurs : en effet, la récolte est magnifique, et cependant la misère est toujours aussi grande. Aussi des manifestations menaçantes viennent-elles d'avoir lieu dans plusieurs grandes villes. A Florence, le 11 courant, une grande foule s'est portée devant l'hôtel de ville pour demander une diminution du prix du pain. Mais la troupe est intervenue *énergiquement*, suivant l'expression de la presse bourgeoise, et une trentaine d'arrestations ont été faites. Le correspondant de Rome du *Journal des Débats* veut voir dans ces troubles « une action occulte, » à laquelle la politique n'est probablement pas étrangère ». Il se trompe évidemment. Le parti politique auquel il fait allusion, le parti mazzinien, est devenu aujourd'hui, en haine de l'Internationale, le plus ferme soutien de l'ordre établi. Les mouvements populaires italiens sont le résultat naturel des aspirations révolutionnaires d'un prolétariat écrasé depuis des siècles par l'oppression sous toutes ses formes, et qui n'attend que le moment favorable pour secouer une fois pour toutes le joug de la bourgeoisie, du militarisme et des prêtres. »

Le *Comitato italiano per la Rivoluzione sociale* résolut de profiter des circonstances pour tenter un mouvement insurrectionnel. Malatesta a indiqué en ces termes, deux ans et demi plus tard, au Congrès général de Berne (octobre 1876), les motifs de cette décision : « Au printemps de 1874, une très vive agitation s'était produite sur différents points de l'Italie par suite de la baisse des salaires et du renchérissement exorbitant des objets de consommation. Dans un grand nombre de localités, les magasins furent pris d'assaut et mis au pillage. L'Internationale se trouvait dans la nécessité de repousser entièrement ces actes populaires, ou de s'en déclarer solidaire : c'est ce dernier parti qui fut pris. L'Internationale ne pouvait agir autrement : d'abord, parce que, si elle avait repoussé ces actes accomplis par le peuple, elle aurait perdu tous les partisans pratiques de la révolution; puis, parce que la révolution consiste bien plus dans les faits que dans les mots, et que, chaque fois qu'éclate un mouvement spontané du peuple, chaque fois que les travailleurs se lèvent au nom de leurs droits et de leur dignité, il est du devoir de tout socialiste révolutionnaire de se déclarer solidaire du mouvement qui se fait. »

C'est à la fin de ce chapitre que je parlerai de l'insurrection italienne d'août 1874, et de la part qu'y prit Bakounine.

En France, le 16 mai 1874, le cabinet de Broglie, mis en minorité, donna sa

démission. « Il se trouvera des simples d'esprit pour se féliciter de ce résultat, en s'écriant que c'est un pas de plus vers l'affermissement de la République. Il n'y a de vraie République possible que sur cette double base : l'émancipation des travailleurs, mis en possession de la terre et des instruments de travail, et la libre fédération des Communes autonomes. Le seul moyen de constituer cette République, c'est une révolution. » (*Bulletin* du 24 mai 1874.)

En juin, un groupe de blanquistes réfugiés à Londres publia un manifeste renfermant le programme du parti. Les blanquistes se déclaraient *athées, communistes, révolutionnaires*. Le *Bulletin* marqua en ces termes les différences qui lui paraissaient séparer la doctrine blanquiste des idées de l'Internationale :

Les blanquistes se déclarent *athées*. Nous sommes athées aussi. Ils disent de la religion : « Il faut nier cette erreur génératrice de toutes les autres, car c'est par elle que depuis des siècles l'homme est courbé, enchaîné, spolié, martyrisé ». Ce point de vue peut se résumer ainsi : « La religion est la source de la misère ; il faut donc détruire la religion, après quoi l'émancipation du travail deviendra possible ». Les blanquistes, comme on dit, mettent la charrue devant les bœufs... Il serait plus juste de dire : « La misère est la mère des superstitions religieuses ; il faut donc émanciper le travail, après quoi la destruction de la religion deviendra possible ».

Nous sommes *communistes*, disent les blanquistes. Ce mot ne nous effraie pas le moins du monde ; ce qui nous importe, c'est de considérer le sens qu'on y attache... Ce que les blanquistes appellent *communisme*, et ce que l'Internationale appelle *collectivisme*, ne sont qu'une seule et même chose. Un mot cependant nous paraît nécessiter un éclaircissement. Le manifeste dit : « Nous voulons que la terre, que les richesses naturelles appartiennent *à la communauté* ». Les blanquistes, nous en avons peur, ont voulu dire par là : « Il faut que la propriété appartienne *à l'Etat* ». Pour que la définition répondît à notre manière de voir, il aurait fallu parler ainsi : « Nous voulons que la terre, que les richesses naturelles appartiennent *aux travailleurs associés* ». Alors le programme *communiste* se trouverait ramené, sur tous les points, au programme que nous avons l'habitude de désigner par le nom de *collectiviste* ou *communiste non-autoritaire*.

Il nous reste à voir comment les blanquistes veulent être *révolutionnaires*... « Dans une période révolutionnaire, disent-ils, la dictature du prolétariat devra être établie... » Nous aussi, nous voulons la dictature du prolétariat pendant la période révolutionnaire. Mais la dictature que nous voulons, c'est celle que les masses insurgées exercent directement, sans l'intermédiaire d'aucun comité ni gouvernement. Nous ne voulons pas remettre la responsabilité de la Révolution entre les mains de quelques hommes, chargés de rendre des décrets que le peuple exécutera. Au lieu de ce système classique, qui aboutit à replacer le peuple sous un nouveau despotisme, notre vœu est de voir les masses insurgées agir par leur propre initiative, et substituer le *fait* révolutionnaire, expression directe de la volonté du peuple, au *décret* révolutionnaire émanant d'une autorité chargée de gouverner la Révolution. Les blanquistes, tout au contraire, lorsqu'ils parlent de la dictature du prolétariat, entendent tout simplement la dictature d'un comité de salut public, entre les mains duquel la Révolution aura abdiqué. Si nous leur faisons tort en cela, et qu'ils soient revenus de leurs anciennes erreurs sur ce point, nous serons charmés de

leur rendre justice et de les voir convertis à l'idée de la vraie Révolution populaire et anarchiste.

... Plus qu'un mot pour terminer. Il y a dans le manifeste blanquiste une lacune essentielle : la Révolution n'y est envisagée qu'au point de vue spécialement et étroitement national. Pour nous, nous ne pouvons concevoir la Révolution autrement qu'internationale.

Malon, à ce moment, n'était pas encore complètement séparé de nous. Le *Bulletin* du 17 mai contient un article de lui, envoyé de Milan, qui donne, d'après les documents officiels, la statistique des salaires en France.

Dans plusieurs numéros, le *Bulletin* publia des nouvelles de la Nouvelle-Calédonie, empruntées presque toujours aux correspondances que nous recevions des déportés. A propos d'une lettre navrante envoyée du bagne de l'île Nou par un jeune condamné aux travaux forcés, j'écrivis ces lignes (29 juin) : « Nous n'avons pas entretenu nos lecteurs de l'odyssée de M. Rochefort, parce que, nous devons l'avouer, nous n'éprouvons pour lui qu'une très médiocre sympathie : son attitude plus qu'équivoque pendant la Commune n'a pu être rachetée par la condamnation dont avaient bien voulu l'honorer les conseils de guerre versaillais. Pendant que toute la presse entretient ses lecteurs des faits et gestes de l'auteur de la *Lanterne*, et que certains naïfs saluent l'arrivée de M. Rochefort en Europe à peu près comme la venue d'un Messie, nous reportons nos yeux sur les bagnes de la Nouvelle-Calédonie, où souffrent en silence tant de victimes obscures et dévouées, que n'ira jamais chercher la renommée pour crier leurs noms à l'histoire, mais auxquelles nous gardons, au fond de nos cœurs, la plus ardente sympathie. »

Une souscription permanente en faveur des déportés avait été ouverte dans la Fédération jurassienne. Les procès-verbaux du Comité fédéral font voir que les envois d'argent se faisaient à cette époque par l'intermédiaire d'Elisée Reclus (voir p. 253).

En Belgique, il semblait y avoir un ralentissement de l'action socialiste. A signaler néanmoins une tentative des mécaniciens de Bruxelles pour organiser une fédération nationale des sociétés de mécaniciens (*Bulletin* du 24 mai). Le Congrès de Pentecôte de la Fédération belge eut lieu à Liège (24 et 25 mai) : on y décida, sur la proposition de la fédération de Bruxelles, de faire inscrire à l'ordre du jour du Congrès général la question suivante : « Par qui et comment seront faits les services publics dans la nouvelle organisation sociale ». Le Congrès trimestriel du 15 août eut lieu à Gand ; il s'occupa de l'organisation du Congrès général, qui devait se réunir le 7 septembre à Bruxelles, et élut un délégué (J.-N. Demoulin, ourdisseur, à Verviers) chargé d'y représenter la Fédération belge. On décida de mettre à l'étude la question des moyens pratiques de transférer une fois le Conseil régional belge dans une ville flamande.

En Allemagne, le Congrès annuel de l'organisation lassallienne avait eu lieu à la Pentecôte à Hanovre. L'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein* comptait déjà onze années d'existence ; son organe, le *Neuer Sozial-Demokrat*, publié à Berlin, avait plus de dix-huit mille abonnés. Bismarck voulut frapper un coup sur cette puissante association : le 8 juin, des perquisitions eurent lieu chez son président Hasenclever et chez plusieurs autres membres. Hasenclever répondit à cet acte arbitraire en transférant le siège légal de l'association à Brême, en dehors du territoire prussien. Le tribunal de Berlin n'en prononça pas moins, le 23 juin, la « fermeture » de l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein* ; à la suite de cet arrêt, les réunions publiques où devaient parler des membres de l'association furent dissoutes ou interdites. Ces persécutions n'empêchèrent pas les idées socialistes de gagner du terrain : à partir du 1er juillet, le *Neuer Sozial-Demokrat* agrandit son format d'un tiers sans augmentation de prix. Pendant les sept premiers mois de 1874, 87 lassalliens,

à la suite de 104 procès, avaient été condamnés à un total de 212 mois de prison ; d'autre part, chez les socialistes du parti d'Eisenach, Johannes Most avait été condamné, pour un discours sur la Commune de Paris, à dix-huit mois de prison. Ces rigueurs qui atteignaient à la fois les deux fractions rivales eurent pour résultat d'accélérer l'union complète, qui devait s'accomplir l'année suivante.

On nous avait écrit d'Alsace, en août, que la situation des ouvriers devenait toujours plus pénible, que le gouvernement faisait surveiller par des mouchards toutes les sociétés ouvrières, qu'un cabinet noir violait la correspondance de tous les citoyens suspects d'indépendance : « Mais, ajoutait-on, toutes ces persécutions ne font que redoubler le zèle de nos amis ».

En Autriche, les persécutions étaient aussi à l'ordre du jour : en juin, Andreas Scheu fut arrêté, et on annonça que la police était sur la trace d'un grand complot.

En Angleterre, l'Internationale ne faisait pas parler d'elle : la branche marxiste n'existait plus ; et, d'autre part, les sections qui s'étaient fait représenter en 1873 à Genève par Hales et Eccarius semblaient n'être pas très vivantes. Mais il n'y en avait pas moins une guerre constante entre les salariés et leurs exploiteurs. « Le mouvement ouvrier anglais ne présente que rarement des incidents d'un intérêt général ; la lutte contre le capital s'y manifeste par des grèves incessantes, mais ces grèves se ressemblent toutes, et, quel qu'en soit le résultat, elles ne produisent pas en définitive une modification sensible dans la situation générale du travail... Un épisode pourtant, dans cette lutte, a présenté un intérêt spécial : c'est la grève des ouvriers agricoles. Il n'y a guère qu'une année que ceux-ci ont commencé à se constituer en sociétés ; et les propriétaires et fermiers ont voulu étouffer dès sa naissance ce mouvement qu'ils redoutent, en obligeant tous les ouvriers occupés par eux à renoncer à faire partie d'une association. Cette prétention a été la cause d'une lutte de plusieurs mois, qui n'est pas encore terminée. » (*Bulletin*, 5 juillet.) La grève des travailleurs agricoles prit fin en août : « Les ouvriers ont remporté un avantage sérieux : les fermiers voulaient les forcer à sortir de l'Association agricole ; or, en reprenant le travail, les ouvriers gardent dans leur poche leur carte de membre de l'Association ; la grève avait éclaté parce que les fermiers avaient d'abord exigé que les ouvriers leur remissent leur carte de membres, et les fermiers ne parlent plus de cette exigence. » (*Bulletin*, 16 août.)

Aux États-Unis, il s'était fondé à New York un journal appelé *Bulletin de l'Union républicaine de langue française*, qui était sympathique à l'Internationale et où nous trouvions de temps en temps des nouvelles de ce que faisaient nos amis d'Amérique. Il nous apprit, en juin 1874, que la Section 2 de l'Internationale et le groupe révolutionnaire socialiste international de New York avaient fusionné pour se transformer en une section nouvelle, sous le titre de « Section de langue française de l'Association internationale des travailleurs » ; l'un des secrétaires correspondants de cette section était Sauva, l'ancien délégué des Sections 2, 29 et 42 à la Haye.

Je termine cette revue par ce qui concerne la Fédération jurassienne.

Il n'est guère question, dans les nouvelles que donne le *Bulletin*, pendant l'été de 1874, au sujet de l'Internationale en Suisse, que de grèves, de sociétés de résistance, de congrès de fédérations de métier, c'est-à-dire de ce qu'on appellerait aujourd'hui l'action syndicaliste. La polémique tient de moins en moins de place dans notre journal ; les questions théoriques n'y sont traitées que de temps à autre : le mouvement ouvrier s'y trouve constamment au premier plan.

Il y eut d'abord, à la Chaux-de-Fonds, une grève des charpentiers et menuisiers, qui dura du 1er mai jusqu'en juillet, et se termina par un triomphe partiel des ouvriers ; une assemblée extraordinaire de la fédération ouvrière locale (9 mai), présidée par Fritz Heng, décida de soutenir énergiquement les

grévistes : « Nous avons été heureux de constater que la division qui avait paru exister entre certains groupes ouvriers dans les dernières luttes électorales a fait place à une entente complète lorsqu'il s'est agi de la défense des intérêts ouvriers » (*Bulletin*, 17 mai).

En juin, les ouvriers menuisiers de Genève furent victimes d'un lock-out patronal : la Section des menuisiers de Genève, adhérente à l'Internationale (cette même Section dont l'ancien meneur, Duval, était allé à la Haye en 1872 renforcer les rangs de la majorité), nous écrivit pour demander l'appui de la Fédération jurassienne, et le *Bulletin* publia cet appel en tête de ses colonnes (7 juin) ; aussitôt la solidarité se manifesta de façon éclatante : des souscriptions furent ouvertes dans nos sections, et des secours arrivèrent même de l'étranger (les associations ouvrières de Bruxelles envoyèrent un millier de francs) ; de nouvelles lettres de la Section des menuisiers (26 juillet, 16 août) prièrent le Comité fédéral jurassien de faire continuer les souscriptions, attendu la position critique des grévistes. L'issue de cette grève, qui se prolongea encore pendant des mois, ne fut pas heureuse : les patrons, profitant du chômage qui régnait à Lyon, firent venir de cette ville cent cinquante ouvriers qui prirent la place des grévistes ; néanmoins, quinze ateliers consentirent à adopter le travail à l'heure. « Nous l'avons dit souvent : l'utilité de la grève n'est pas tant dans les petits avantages matériels, obtenus aujourd'hui et reperdus le lendemain ; elle est avant tout dans l'agitation qu'elle crée et qui facilite le groupement des ouvriers, dans le sentiment de solidarité qu'elle éveille, enfin dans la conscience qu'elle fait naître, chez des ouvriers restés jusque-là indifférents, de l'opposition de leurs intérêts avec ceux de leurs patrons. Une chose nous a frappés en parcourant le bilan de la grève : les secours reçus de Genève même par les grévistes ne forment qu'une somme de 287 fr. 75, tandis que ceux reçus du reste de la Suisse et de l'extérieur (France, Belgique, Angleterre) s'élèvent à 2755 fr. 10. A quoi faut-il attribuer, dans cette circonstance, l'abstention des riches sociétés de la *fabrique* de Genève ? » (*Bulletin* du 20 décembre 1874.)

En juin également, les charpentiers de Lausanne déclarèrent la grève et remportèrent une victoire presque immédiate.

Le *Bulletin* (24 mai) publia un article (de Schwitzguébel) sur les *fédérations de métier* [1], indiquant d'après quels principes devait être constituée la fédération des sociétés de résistance d'un même métier :

L'*autonomie du groupe* est le point de départ naturel de toute organisation ouvrière ; la fédération, pour être réelle, vivante, doit être le produit de l'action des groupes autonomes. Si, au contraire, on voulait prendre pour point de départ théorique la fédération, et lui subordonner les groupes comme des accessoires, ce serait supposer un être qui aurait lui-même à se créer, en créant tout d'abord les parties qui doivent le composer : c'est la conception des théologiens et des autoritaires ; la science sociale en fera complètement justice.

Toute l'organisation de la fédération de métier ne peut donc être fondée que sur l'autonomie et l'initiative des groupes qui la composent ; liberté d'organisation et d'administration pour chaque section. S'il n'y a pas identité d'intérêts entre les sections, la fédération n'est pas possible ; et, dès qu'il y a identité d'intérêts, les mêmes besoins appellent la même organisation et la même action ; les détails pourront différer, mais le principe fondamental sera, de fait, le même.

1. Extrait d'un rapport présenté au Congrès jurassien des 26 et 27 avril au nom de la Section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary : voir ci-dessus p. 180.

Deux autres articles (également de Schwitzguébel, 22 et 29 juin) parlent de la *tactique des grèves*[1]. Ils indiquent, comme causes de non-réussite, le manque d'organisation, le manque de ressources matérielles, le manque de solidarité morale, et la déclaration de grève faite en temps inopportun. Les conditions de succès sont : 1° le complément de l'organisation locale de résistance par les fédérations régionales et internationales ; 2° l'affaiblissement des forces de l'ennemi ; 3° le développement, parmi les ouvriers, de la connaissance des questions sociales, et les convictions socialistes qui doivent en être le résultat ; 4° le choix du moment propice pour déclarer la grève. En terminant, l'auteur examine la question des *grèves de dignité* et celle de la *grève générale* :

Dans les cas où il s'agit de la dignité des ouvriers, de la défense du droit d'association, nous pensons qu'il ne faut jamais hésiter à accepter la lutte, quelle que puisse être la situation de l'organisation qui aurait à en subir les conséquences. Une défaite honorable doit être préférée à une soumission volontaire, car la défaite même, dans ces cas-là, imposera aux patrons, tandis que la soumission volontaire démoraliserait les ouvriers.

Ensuite du peu d'améliorations réelles qui ont été obtenues par les grèves partielles, malgré les grands sacrifices qu'ont faits les ouvriers, l'idée d'une grève générale des travailleurs, qui mettrait fin aux misères qu'ils subissent, commence à être sérieusement discutée par des associations ouvrières mieux organisées que les nôtres. Ce serait certainement là un acte révolutionnaire capable de produire une liquidation de l'ordre social actuel et une réorganisation conformément aux aspirations socialistes des ouvriers. Nous pensons que cette idée ne doit pas être écartée comme utopique, mais au contraire mûrement étudiée chez nous aussi ; et, si nous arrivons à nous convaincre de la possibilité de sa réalisation, il faudrait nous entendre avec les fédérations ouvrières de tous les pays sur les moyens d'action. Pour émanciper le travail de la domination et de l'exploitation du capital, on a essayé de tous les palliatifs ; la voie révolutionnaire reste seule ouverte. Elle s'élargira avec ou sans notre concours. Puissions-nous, pour l'honneur de nos associations, joindre bientôt franchement notre action à celle des travailleurs des pays qui ouvrent, par leur marche hardie vers l'avenir libre et égalitaire, une nouvelle époque de l'histoire humaine.

Le Congrès bisannuel de la Fédération des graveurs et guillocheurs, fédération comprenant onze sections locales, eut lieu à la Chaux-de-Fonds les 17, 18 et 19 mai. Ce Congrès, dit le *Bulletin* (31 mai), « marqua un progrès dans le développement de l'organisation » ; les travaux du congrès furent publiés en une brochure[2] qui contient, entre autres, un rapport sur la tactique des

1. Ces deux articles sont la reproduction d'un rapport présenté au Congrès de la Fédération des graveurs et guillocheurs, en mai (voir à la page suivante.)

2. *Fédération des ouvriers graveurs et guillocheurs. Rendu-compte du cinquième Congrès, tenu à Chaux-de-Fonds les 17, 18 et 19 mai 1874*. Saint-Imier, imprimerie E. Grossniklaus, in-16 de 48 pages. — Lorsque le Congrès eut décidé la publication de cette brochure, un délégué de la Chaux-de-Fonds, Louis Jeanrenaud (ex-rédacteur de la *Montagne* et de la *Jeune République*) proposa de voter la déclaration suivante : « Il est bien entendu que le Congrès, en décidant la publication de ses travaux, ne prend la responsabilité que des résolutions qu'il aura lui-même rédigées et votées ». Il motiva cette déclaration en disant « que certaines idées révolutionnaires, formulées dans les travaux présentés, ne sont partagées que par une partie des ouvriers, et que le Congrès, en paraissant les patronner par sa décision de publier les rapports, pourrait produire de la division dans les sections ». La déclaration proposée par Louis Jeanrenaud fut votée.

grèves[1] et un rapport sur les crises industrielles[2], présentés par la section du district de Courtelary ; le comité central fut placé au Val de Saint-Imier. Le Congrès de la fédération des monteurs des boîtes d'or, fédération comprenant six sections (avec plus de sept cents membres), eut lieu à Neuchâtel les 1er et 2 août : « les rapports des sections ont prouvé qu'il y a beaucoup de vie ; la grève de la Chaux-de-Fonds a dessillé les yeux d'un grand nombre, qui croyaient les sociétés de résistance inutiles » (*Bulletin* du 9 août) ; le comité fédéral fut placé à Genève.

Le Congrès de l'*Arbeiterbund* (pour lequel la salle du Grand-Conseil zuricois avait été refusée) se réunit à Winterthour les 24 et 25 mai. Il comptait 74 délégués, tous parlant allemand ; le canton de Zürich à lui seul en avait fourni 34 ; il y avait quelques délégués de Genève, Lausanne, Neuchâtel et la Chaux-de Fonds, mais c'étaient, comme les autres, des délégués de langue allemande. Le Congrès décida d'entreprendre une agitation en faveur de la journée de dix heures : par une autre décision, il constitua une organisation politique nationale, de laquelle auraient à faire partie ceux des membres de l'*Arbeiterbund* qui étaient citoyens suisses ; enfin il repoussa une proposition d'organisation internationale des corps de métier, en donnant pour motif qu'il fallait avant tout achever l'organisation sur le terrain local et national. A propos de l'agitation pour la journée de dix heures, le *Bulletin* (14 juin) écrivit :

C'est là une excellente chose, et nous nous associerons de grand cœur à ce mouvement. Seulement il sera bon de s'entendre au préalable sur les voies et moyens. Selon nous, la seule marche à suivre, c'est de forcer les patrons, par la pression qu'exerceront sur eux les associations ouvrières, à accorder la journée de dix heures ; de la sorte, la diminution de la journée de travail dépendra de la puissance de l'organisation ouvrière, et la victoire, quand nous l'aurons remportée, sera la récompense de nos efforts directs : les ouvriers auront travaillé eux-mêmes à leur émancipation ; et l'organisation grâce à laquelle ils auront conquis la journée de dix heures pourra leur servir ensuite à compléter leur affranchissement. Mais si l'on se proposait d'obtenir la journée de dix heures *par voie législative*, en réclamant l'intervention des partis politiques bourgeois, il nous serait impossible de donner la main au *Schweizerischer Arbeiterbund* sur ce terrain, parce qu'à nos yeux ce serait là travailler *contre* les ouvriers et non *pour* les ouvriers.

La Section centrale du Locle avait cessé d'exister, par suite de quelques difficultés locales, pendant l'hiver 1873-1874 ; elle se reconstitua sous le nom de Cercle d'études sociales en juin 1874. De même, la Section de Porrentruy avait failli se dissoudre, parce qu'une partie de ses membres avaient abandonné ses réunions pour se lancer dans la politique ; mais elle se réorganisa

1. Ce rapport fut publié aussi dans le *Bulletin*, où il forme deux articles (voir à la page précédente). On le trouve reproduit in-extenso dans le volume *Quelques écrits* d'Adhémar Schwitzguébel (Paris, Stock, 1908).

2. Le rapport sur les crises industrielles, œuvre de Schwitzguébel comme le précédent, avait déjà été présenté au Congrès jurassien des 26 et 27 avril, qui en avait décidé la publication en une brochure de propagande (voir p. 181). Cette brochure est annoncée en ces termes dans le *Bulletin* du 7 juin 1874 : « En vente auprès du Comité fédéral jurassien : *Les crises industrielles et leurs causes*, rapport présenté par l'Union des Sections internationales du district de Courtelary au Congrès jurassien de l'Internationale et au Congrès des graveurs. Prix : 10 centimes. Adresser les demandes à Numa Brandt, 13, boulevard de la Citadelle, Chaux-de-Fonds. » Elle a été réimprimée dans le volume *Quelques écrits* d'Adhémar Schwitzguébel (Paris, Stock, 1908).

en juillet 1874. Une section se reconstitua à Vevey en août 1874 [1] : « C'est avec joie. dit quelques semaines plus tard le *Bulletin*, que nous avons vu un groupe d'ouvriers relever dans cette ville le drapeau du socialisme ; Vevey avait possédé jadis une Section florissante, mais les événements de 1870 et 1871 avaient mis fin à son existence : espérons que la nouvelle Section veveysanne deviendra un actif foyer de propagande sur les bords du Léman ». Par contre, la Section de propagande de Genève, à la suite d'un conflit avec le Comité fédéral, qui avait refusé la publication au *Bulletin* d'une lettre polémique, se retira de la Fédération jurassienne en juillet.

Le Congrès jurassien d'avril avait voté une résolution portant que « des réunions de plusieurs sections, organisées pendant l'été, comme cela se pratiquait il y a quelques années, sont très désirables pour resserrer les liens d'amitié et faciliter la propagande ». Une première réunion eut lieu à Fontaines (Val de Ruz) le dimanche 5 juillet : les Sections de Saint-Imier, Sonvillier, Berne, Neuchâtel, la Chaux-de-Fonds et le Locle y étaient représentées ; on y discuta deux questions qui avaient été proposées pour être mises à l'ordre du jour du prochain Congrès général : l'organisation des services publics dans la société future, et l'attitude politique du prolétariat. Une seconde réunion eut lieu à Saint-Imier le dimanche 9 août : ce fut un meeting de propagande, qui avait attiré une affluence considérable d'ouvriers ; le *Bulletin* (16 août) en rend compte en ces termes : « Après quelques paroles d'Ali Eberhardt, disant les motifs qui avaient engagé la Section de Saint-Imier à convoquer cette assemblée, un discours d'Adhémar Schwitzguébel, expliquant le but et les moyens d'action de l'Internationale, ouvrit la discussion... Le citoyen Beslay parla ensuite sur l'organisation du crédit, et développa les bases sur lesquelles il croit possible d'organiser, dès à présent, l'escompte et l'échange, de manière à mettre le capital à la disposition des travailleurs. Les idées du citoyen Beslay furent combattues par James Guillaume, qui expliqua ce que l'Internationale entend par propriété collective, et chercha à démontrer que la révolution sociale était nécessaire et inévitable. Paul Brousse fit la critique des institutions politiques ; Pindy raconta l'histoire de l'Internationale en France, et montra la part qui lui revient dans la Commune de Paris ; Floquet parla sur les grèves ; Auguste Spichiger montra les illusions que se font les ouvriers qui croient pouvoir s'émanciper en devenant bourgeois. Un orateur radical, le citoyen Numa Langel, rédacteur du *Jura bernois*, prit la parole pour déclarer qu'en principe il était d'accord avec les aspirations de l'Internationale, mais qu'il n'en croyait la réalisation possible que dans plusieurs siècles : selon lui, ce que les travailleurs ont de mieux à faire, pour le moment, c'est de chercher à faire passer dans les assemblées législatives quelques représentants qui s'efforceront d'apporter des améliorations aux lois et de procurer ainsi à l'ouvrier quelques soulagements, en attendant l'heure de son émancipation définitive. Un ouvrier horloger de Saint-Imier, le compagnon Louis Cartier, se chargea de répliquer à cet orateur, dans un discours humoristique, dont la forme pittoresque et les idées pleines de bon sens enlevèrent les applaudissements de l'assemblée. Il serait à souhaiter que dans toutes les réunions populaires il se trouvât ainsi des hommes qui, parlant le langage de l'atelier et appelant crûment les choses par leur nom, vinssent ajouter, aux raisonnements abstraits des théoriciens socialistes, des commentaires puisés dans la chronique locale et qui rendent vivantes et saillantes aux yeux de chacun les vérités que l'Internationale propage et défend. Le meeting se termina à cinq heures, et l'assemblée se

1. Elisée Reclus, après la mort de sa seconde femme (au commencement de 1874), avait quitté Lugano et s'était installé avec ses deux filles à Clarens, près de Vevey. Les procès-verbaux du Comité fédéral jurassien nous le montrent, au commencement de juillet 1874, payant sa cotisation annuelle (1 fr. 50) de membre « central » de la Fédération jurassienne. Ce n'est pas lui qui fut l'initiateur de la reconstitution de la Section de Vevey, où on voyait militer de nouveau l'excellent Samuel Rossier, l'un des délégués au Congrès de la Chaux-de-Fonds en 1870 ; mais il s'y fit admettre peu de temps après.

transforma alors en réunion familière égayée par des chansons et des toasts. » Avant la clôture de la séance, on convint qu'une réunion analogue aurait lieu à Berne au commencement d'octobre.

Le Congrès jurassien d'avril avait décidé qu'il serait publié, à titre d'essai, une feuille volante en langue allemande, pour faire la propagande des principes socialistes parmi les ouvriers de langue allemande de la région jurassienne. Cette feuille (imprimée à Neuchâtel) parut le 24 mai, sous le titre de *Social-demokratisches Bülletin* [1]. Nous ne continuâmes pas cet essai pour le moment, à cause de la difficulté de trouver parmi nous des camarades écrivant correctement l'allemand. Mais deux ans plus tard la tentative devait être reprise, dans une ville allemande, Berne, et cette fois l'entreprise se montra viable et prospéra.

De leur côté, quelques membres de la Section de propagande socialiste de Genève, Lefrançais, Joukovsky, Montels, Teulière, Chalain et Thomachot, désireux d'avoir un périodique à eux, créèrent un organe mensuel, qui parut le 20 avril sous ce titre : *La Commune, revue socialiste*. Au second numéro, le gouvernement genevois ayant interdit au journal de prendre un titre qu'il jugeait séditieux, le périodique s'appela simplement *Revue socialiste*. Son existence ne dura que jusqu'en novembre 1874 (huit numéros).

Le Bureau fédéral de l'Internationale, à Bruxelles, avait adressé à la fin de juin une circulaire (reproduite dans le *Bulletin* du 5 juillet) à toutes les Fédérations régionales, pour leur indiquer les questions qui, sur les propositions émanées de ces fédérations, devaient former l'ordre du jour du Congrès général. Le Comité fédéral jurassien invita, au commencement de juillet, les sections jurassiennes à décider s'il serait envoyé au Congrès général de Bruxelles un seul délégué, ou plusieurs, pour représenter la Fédération jurassienne, et à faire des propositions pour la délégation. Les sections se prononcèrent à l'unanimité pour l'envoi d'un délégué unique, et élurent comme délégué de la Fédération Adhémar Schwitzguébel [2]. La Section de Berne avait proposé que chaque section rédigeât un mandat : ces mandats seraient tous remis au délégué, qui se conformerait, lorsqu'il y aurait divergence sur un point, à la ligne de conduite indiquée dans la majorité des mandats. La Section de Sonvillier proposa, à l'encontre, que les mandats particuliers des sections fussent envoyés au Comité fédéral, lequel en extrairait les termes d'un mandat général qu'il soumettrait à l'approbation des sections. C'est la proposition de Berne qui fut adoptée. Le *Bulletin* publia successivement trois des mandats qui furent remis au délégué jurassien, ceux des Sections de Sonvillier, du Locle et de Berne. Sur la question des services publics, Sonvillier et le Locle se prononçaient négativement : Sonvillier pensait que « l'élaboration d'un plan d'organisation des services publics n'aurait aucune valeur scientifique », que « un plan préconçu et général des services publics serait contradictoire avec l'autonomie des groupes », et « il lui paraissait rationnel de rester dans les limites suivantes : affirmation de la propriété collective comme base de l'organisation sociale ; affirmation du principe d'autonomie et de libre fédéra-

1. Le *Social-demokratisches Bülletin* fut tiré à 600 exemplaires, ainsi répartis : la Chaux-de-Fonds 100, Neuchâtel 100, Genève 100, Val de Saint-Imier 100, Berne 100, le Locle 50, Bienne 25 ; il resta 25 exemplaires à la disposition du Comité fédéral jurassien ; 50 exemplaires furent envoyés à Mulhouse, dont 25 furent pris sans doute sur ceux de la Chaux-de-Fonds. (Procès-verbaux du Comité fédéral, du 20 mai et du 22 juin 1874.)

2. Il lui fut alloué une somme de 300 francs pour frais de voyage ; les procès-verbaux du Comité fédéral mentionnent le versement des sommes suivantes par les sections : Cercle d'études sociales de Sonvillier, 30 fr. ; Cercle d'études sociales de Saint-Imier, 30 fr. ; graveurs et guillocheurs du district de Courtelary, 30 fr. ; Section de la Chaux-de-Fonds, 40 fr. ; graveurs et guillocheurs du Locle, 40 fr. ; Cercle d'études sociales du Locle, 50 fr. ; Section de Neuchâtel, 30 fr. ; Section de Berne, 15 francs. Un emprunt fut contracté par le Comité fédéral, qui put remettre à Schwitzguébel la somme convenue sans attendre l'envoi de la quote-part de toutes les sections.

tion comme forme organique ; affirmation des nécessités révolutionnaires comme point de départ de l'organisation des services publics » ; — le Locle disait : « Nous pensons qu'à cette question, un Congrès de l'Internationale ne peut pas donner de réponse » ; — Berne, au contraire, avait indiqué un plan général d'organisation, mais en refusant d'entrer dans les détails, qui devaient être laissés à l'expérience de l'avenir. Sur la question de l'action politique des classes ouvrières, les trois mandats étaient d'accord : « Notre abstention est loin d'être la négation d'une politique ouvrière, elle en est au contraire le corollaire obligé ; si, au lieu de nommer des députés qui discutent et résolvent entre eux les questions d'intérêt général, les ouvriers s'occupent eux-mêmes de discuter les questions économiques qui sont la base de la société humaine, ils auront bientôt réduit à néant toutes les combinaisons machiavéliques des politiqueurs bourgeois » (le Locle) ; mais il ne s'agissait pas d'imposer à l'Internationale un dogme officiel : après que les fédérations qui sont opposées à l'action politique légale et autoritaire des ouvriers auraient montré pourquoi elles sont arrivées à cette conclusion, le délégué expliquerait « que les fédérations libres ne prétendent pas imposer leur manière de voir à toute l'Internationale ; qu'elles reconnaissent au contraire que le prolétariat de chaque pays suivra nécessairement la voie que les événements et sa propre éducation sociale lui traceront » (Sonvillier).

Lorsque Cafiero vint à Neuchâtel le 1er septembre après les mouvements insurrectionnels d'Italie (voir ci-après p. 209), il nous expliqua, à Schwitzguébel et à moi, que la Fédération italienne avait renoncé à envoyer une délégation au Congrès général de Bruxelles, parce que pour elle « l'époque des Congrès était finie » ; et nous apprîmes par lui que le *Comitato italiano per la Rivoluzione sociale* ferait parvenir une Adresse au Congrès pour lui expliquer la situation de l'Italie et les raisons de son abstention. Cafiero nous communiqua le texte de ce document (c'était lui qui l'avait rédigé), et il me demanda de le traduire en français et de faire imprimer cette traduction : ce que je fis.

Il me reste à dire comment se termina la lamentable histoire de la Baronata, et à parler des mouvements insurrectionnels italiens d'août 1874.

Sur ce qui se passa à la Baronata, après le départ de Cafiero pour la Russie, le *Mémoire justificatif* ne donne pas de détails ; Bakounine y mentionne seulement l'achat fait par lui, en l'absence de Cafiero, de la propriété Romerio, qui agrandissait le domaine : « Ce qui me tenta surtout, dit-il, c'était la valeur incontestable que cette nouvelle acquisition, celle du bois surtout, ajoutait à la maison et par conséquent à la Baronata ». Ainsi que je l'ai dit, vers la fin de juin, Ross, venant de Londres (voir ci-dessus p. 187), s'était rendu à Locarno. Cafiero et sa femme, revenant de Russie, y arrivèrent presque en même temps, au commencement de juillet ; mais ils ne se logèrent pas, cette fois, à la Baronata, réservée à Mme Bakounine et à sa famille, qu'on attendait : Carlo et Olympia louèrent une chambre dans les environs (lettre de Mme Cafiero du 31 décembre 1907). Comme Cafiero n'avait plus d'argent, il dut aller à Barletta pour s'en procurer de nouveau, et Bakounine lui indiqua la somme qu'il estimait nécessaire à l'achèvement de l'entreprise : « Je lui dis que pour terminer tous les travaux et pour assurer l'administration intérieure de la Baronata et l'existence de la famille pendant les deux ans qu'elle produirait très peu ou rien [1], il fallait au moins encore cinquante mille francs. Il me dit qu'il allait précisément à Barletta pour liquider définitivement ses affaires. »

Antonia Kwiatkowska, cependant, s'était mise en route, de Krasnoïarsk (Sibérie), avec ses trois enfants, sa mère et son père ; elle avait quitté Moscou le 4 juillet, et était attendue à Locarno du 12 au 15 juillet ; une de ses sœurs,

1. Bakounine s'était figuré qu'au bout de deux ans, la Baronata serait d'un rapport suffisant, grâce aux plantations qu'on venait d'y faire, pour que ses habitants pussent vivre du revenu qu'elle leur procurerait.

Mme Lossowska, s'était jointe à la caravane, tandis que la mère restait momentanément en Russie auprès de sa troisième fille (Mme X.). Gambuzzi alla au-devant des voyageurs jusqu'à Vienne, et les accompagna jusqu'à Mestre. La famille arriva le 11 ou le 12 juillet à Milan, où Mme Lossowska se sépara d'elle pour retourner en Russie. Durant la première quinzaine de juillet, Ross, esprit pratique et bon calculateur, eut le temps de se former une opinion sur les fautes et les erreurs commises à la Baronata, et il porta sur cette folle entreprise un jugement sévère ; sa manière de voir était aussi celle d'Olympia Koutouzof, de Zaytsef, et de toutes les personnes raisonnables qui avaient su ce qui se passait.

Ce fut le 13 juillet que Mme Bakounine arriva à la Baronata avec ses trois enfants et son vieux père. Ross était allé les prendre à Milan. Des notes quotidiennes de Bakounine, qui vont du 13 juillet au 13 octobre 1874, disent : « Lundi 13. Arrivée d'Antonie, que Ross, parti hier dimanche, a rencontrée à Milan, avec toute sa famille, papa et les enfants. Arrivés à onze heures et demie. Enchantés. Soir illumination et feu d'artifice, arrangés par Cerrutti. Le soir tard survient Carlo Cafiero. » Cafiero revenait de Barletta, rapportant les dernières bribes de sa fortune dilapidée, et ayant fait de sérieuses réflexions. Le lendemain, de son côté, Mme Bakounine faisait part à son mari de bruits qu'on faisait courir en Italie, et que lui avait rapportés Gambuzzi : on disait que Bakounine exploitait la confiance et l'inexpérience de Cafiero, et qu'il abusait de son amitié généreuse pour le ruiner. Voici comment le *Mémoire justificatif* raconte ce qui se passa ensuite :

Je fis aussitôt part de ces bruits à Cafiero, en présence de Ross ; il me parut fort ému, et me promit de s'en expliquer avec les diffamateurs [1]. Le lendemain il revint, mais tout changé. Il me dit qu'il n'y avait aucune explication à demander, parce qu'au fond on disait vrai. Il me déclara, avec une chaleur pleine d'amertume, que nous avions commis une grande, une impardonnable folie, dont il se reconnaissait d'ailleurs aussi coupable que moi ; qu'il ne revendiquait rien de ce qu'il avait dépensé pour la Baronata, mais qu'il était bien résolu de ne dépenser pour elle désormais ni un sou, ni une pensée, ni une parcelle de son énergie, tout cela devant appartenir à la révolution.

J'avoue que ce discours me consterna et me frappa comme un coup de massue. D'abord le ton amer, blessant, soupçonneux, avec lequel tout cela me fut dit me blessa profondément. Cafiero évidemment était devenu profondément injuste envers moi ; et je sentis du premier coup que sa bonne et fraternelle amitié s'était tout d'un coup transformée en une profonde hostilité mal masquée et pleine de soupçons injurieux... D'un autre côté, j'avoue que j'étais tout à fait consterné de la nouvelle situation que cette conversation nous faisait à tous et surtout par rapport à ma pauvre famille. Sur la foi de mes lettres [2], Antonie était arrivée toute tranquille, toute joyeuse, non seulement avec les enfants, mais avec son excellent père, un bon vieillard tout naïf, ne vivant que dans les siens... Je les voyais tout

1. Le journal de Bakounine dit : « Mardi 14. Antonie me fait part des cancans calomnieux des Ostroga à Gambuzzi contre moi. J'en fais part à Cafiero en présence de Ross ; Cafiero, en apparence au moins, indigné, me promet d'en parler à Lipa [Olympia] d'abord, puis avec Zaytsef. »

2. Les lettres de Bakounine, on se le rappelle, — et Cafiero avait été pleinement d'accord avec lui en cela, — avaient fait croire à sa femme qu'il avait reçu de ses frères sa part d'héritage, et que la Baronata avait été achetée par lui avec de l'argent venant de cette source.

tranquilles, tout heureux, appelant ici la sœur, la mère, et je pensais avec consternation au désespoir qui s'emparerait d'Antonie et du père à la première nouvelle de la catastrophe qui les attendait. L'abstraction révolutionnaire de Cafiero ne le comprendra pas, mais toi, Emilio, et toi, Antonie, vous le comprendrez. Ce fut au point que, dominé par cette idée fixe si terrible pour moi, je négligeai ou je ressentis beaucoup moins vivement l'insulte directe qui était contenue dans les déclarations de Cafiero. Si j'eusse été seul, au premier mot je lui aurais abandonné cette maudite Baronata avec tout ce qu'elle contient, et je ne me serais pas abaissé à lui adresser une seule parole. Eh bien, l'idée du désespoir et de l'abîme dans lesquels j'allais plonger Antonie et son père m'a rendu lâche. Au lieu de penser à mon honneur injustement insulté par celui duquel je devais attendre le moins cette insulte, je pensais aux moyens de sauver non moi sans doute, mais les miens. Quant à moi, ma résolution était prise, j'étais décidé à mourir. Mais, avant de mourir, je crus devoir assurer le sort des miens.

Tous ces jours à partir du 15 furent un véritable enfer pour moi. Je songeais jour et nuit aux moyens de salut pour les miens, et, à force de penser, je trouvais ces moyens, qui n'auraient exigé presque aucun nouveau sacrifice, ou de très petits sacrifices, sans aucun détriment pour la révolution, de la part de Cafiero. Mais pour réaliser ces moyens, il aurait fallu pouvoir s'entendre avec lui. Mais cela était devenu impossible, car, outre la difficulté qu'il éprouve toujours à saisir une idée au premier abord, et l'obstination extraordinaire de l'idée qui le domine dans le moment, il y avait en lui cette défiance injurieuse qui jaillissait de chacune de ses paroles, de ses gestes, de ses regards, et qui me paralysait complètement. Après beaucoup de vains efforts, je pris enfin la résolution suprême que j'eusse dû prendre dès le premier moment. Je fis l'acte par lequel je lui abandonnais la Baronata avec tout ce qu'elle contenait, y compris les vaches et les chevaux malades. Mais j'eus encore la faiblesse d'accepter de lui la promesse d'assurer d'une manière ou d'une autre le sort de ma famille après ma mort, qui, j'espère, ne sera pas lointaine.

Ce fut seulement le samedi 25 juillet, au soir, que Bakounine, après dix longs jours de luttes intérieures, dont il n'avait rien dû laisser soupçonner à sa femme, signa l'acte de cession de la Baronata à Cafiero, en présence de deux témoins, Emilio Bellerio et l'avocat Remigio Chiesa. En même temps, il décidait de partir secrètement pour Bologne; mais il voulait que sa véritable destination et le motif de son départ restassent cachés à Antonia : aux yeux de sa femme, il ne devait s'agir que d'une absence de quelques jours, d'un voyage à Zürich pour y conférer avec des amis russes.

Le *Mémoire justificatif* ne parle pas des affaires d'Italie, des préparatifs qui se faisaient dans ce pays en vue d'un mouvement insurrectionnel, et de la venue à la Baronata, pendant les jours mêmes où Bakounine se débattait en de si cruelles angoisses, de quelques-uns de ceux qui devaient diriger le mouvement, entre autres Malatesta et Costa. Mais les récits de Cafiero en septembre 1874, et les communications orales qui m'ont été faites par Ross, trente ans plus tard, en 1904, me permettent de suppléer jusqu'à un certain point à cette omission bien compréhensible. Lorsque Cafiero revint de Barletta le 13 juillet, il rapportait une somme assez considérable, destinée, conformément à la décision prise d'accord avec ses amis italiens, non plus à la Baronata, mais à l'achat d'armes, de munitions, de dynamite, etc. ; et immédiatement on se mit à travailler, avec une activité fiévreuse, à ces derniers préparatifs,

pour la réalisation desquels il avait fallu attendre le retour de Cafiero, de Russie d'abord, puis de Barletta. Ross acheta de la dynamite dans une fabrique située au bord du lac Majeur, près de la frontière, et l'on se rendit sur une montagne, près de Locarno, pour faire des expériences ; ensuite la dynamite fut portée à Bologne par Mme Cafiero, qui l'avait cousue dans une serviette nouée autour de sa taille ; cette dynamite ne fut d'ailleurs pas utilisée, et après l'échec du mouvement on la noya dans le Reno. Ross aussi fit un voyage à Bologne avant le mouvement insurrectionnel. Costa vint à la Baronata conférer avec Bakounine (probablement avant le retour de Cafiero de Barletta) ; il était vêtu d'un costume jaune et blanc, qui le faisait remarquer de tout le monde, et Bakounine, se moquant de lui, lui disait « qu'il avait l'air d'un canari » (d'après Ross) ; Costa ne demeura que très peu de temps à Locarno, et s'en retourna en Italie, où il avait encore de nombreux voyages à faire pour porter le mot d'ordre en différentes régions. Après le 15, Ross se rendit à Milan, emportant vingt à trente mille francs de l'argent de Cafiero ; c'étaient des valeurs en papier, Ross ne se souvient plus de quelle nature, qu'il devait échanger contre de l'or ou du papier italien ; le banquier auquel il s'adressa refusa, parce que Ross lui était inconnu ; celui-ci télégraphia à Costa, qui arriva au bout de deux ou trois jours, et l'opération put se faire par le ministère d'un avocat ; Costa emporta l'argent à Bologne. Malatesta vint, lui aussi, à la Baronata : c'était au plus fort de la crise, au moment où Bakounine venait de se décider à partir pour prendre part au mouvement insurrectionnel et chercher la mort sur une barricade ; Ross se rappelle s'être promené avec Malatesta sur la route de Bellinzona, et lui avoir raconté tout ce qui s'était passé : Malatesta, qui donna sa pleine approbation à la décision de Cafiero, trouva tout naturel que Bakounine voulût se joindre aux révolutionnaires italiens et partager leur sort.

Cependant, après avoir annoncé sa résolution d'aller à Bologne, résolution prise dans un premier moment de désespoir, Bakounine s'était ravisé. A la réflexion, il eût préféré ne pas partir et rester auprès d'Antonie, non certes par pusillanimité, mais parce que l'entreprise où il fallait s'embarquer n'avait pas son approbation. Il n'osa toutefois pas s'en ouvrir directement à Cafiero ni à Ross ; mais il parla à Bellerio de son désir de ne pas s'éloigner, et le chargea de communiquer ce désir à Cafiero : Bellerio s'abstint de le faire ; et Bakounine, lié par sa première déclaration et ne croyant pas devoir changer d'attitude, se vit obligé, contre son gré, de partir pour Bologne [1] : le lundi 27 juillet au soir, accompagné de Ross, il se rendit à Bellinzona, et prit dans cette ville la diligence pour Splügen [2]. Il s'arrêta deux jours à Splügen, à l'hô-

1. Dans sa biographie de Bakounine (p. 802), Nettlau dit à ce sujet (d'après le témoignage de Bellerio) : « Il ne partait pas de son plein gré. Il dit à Emilio Bellerio, très catégoriquement : « Je n'ai pas du tout envie de partir ; dis-le-leur, » mais sans qu'ils puissent soupçonner que c'est à mon instigation que tu leur » en parles ». Bellerio se creusa la tête pour trouver une façon convenable de dire la chose ; mais il n'en trouva point, et s'abstint. Bakounine se sentait vieux, physiquement incapable, respirant péniblement : mais le point d'honneur ne lui permettait pas de faire valoir de semblables motifs ; il se sentait sacrifié par Ross et, sous l'influence de celui-ci, par Cafiero (qui auparavant l'entourait de tant de sollicitude), comme « un vieux chiffon absolument inutile et bon à jeter » à tous les vents ». C'est dans cet état d'esprit qu'il paraît être parti pour Bologne. »

J'ai fait lire à Ross, en 1904, ce passage de Nettlau, et il m'a répondu : « Si Michel avait dit qu'il ne désirait pas aller à Bologne, et qu'il voulait rester à Locarno, ses amis auraient regardé cette décision comme légitime, et n'auraient nullement insisté pour qu'il partît. Puisque, d'après Nettlau, il avait chargé Bellerio de le leur dire, il est regrettable que celui-ci ne l'ait pas fait. »

2. Bakounine ne pouvait songer à entrer en Italie directement, par Arona, Varese ou Camerlata ; il lui fallait faire un long détour, pour éviter la surveillance de la police. En conséquence, à Bellinzona il prit la diligence qui, remontant la vallée grisonne de Mesocco, traverse le col du Bernardin, et redescend dans la

tel Bodenhaus, où il s'inscrivit sous le nom d'Armfeld ; et ce fut là que, le 28 et le 29, il rédigea son long *Mémoire justificatif* [1] ; ce Mémoire fut envoyé à Bellerio pour Cafiero, avec une lettre où Bakounine disait que ce document ne devait pas être communiqué à Mme Antonie avant le 4 ou le 5 août : jusque-là elle devrait croire que son mari était à Zürich.

De Splügen, Bakounine m'écrivit un court billet que je reçus deux ou trois jours après : il m'y faisait ses adieux, et m'annonçait, sans autre explication, qu'il se rendait en Italie pour y prendre part à une lutte de laquelle il ne sortirait pas vivant. J'ignorais tout, à ce moment, des incidents qui avaient eu lieu à la Baronata ; le contenu de ce billet, si imprévu pour moi après la lettre que j'avais reçue trois ou quatre mois avant, me bouleversa : mais je ne pus qu'attendre, dans la plus vive anxiété, des nouvelles des événements qui allaient se passer.

Je dois maintenant donner ici la fin des extraits du *Mémoire justificatif* ; et d'abord un passage dans lequel Bakounine confesse avoir commis une faute, qu'il expie en ce moment, et dit quels motifs déterminèrent sa conduite lorsqu'il accepta les largesses de Cafiero et la nouvelle existence qu'elles devaient lui faire :

Ma faute, c'est d'avoir accepté dès l'abord la proposition fraternelle de Cafiero. En la repoussant, j'aurais maintenu l'intégrité de ma vie jusqu'à la fin, et j'aurais été maintenant libre d'en disposer selon mes convictions et inclinations propres [2].

Au fond, je dois avouer qu'en l'acceptant, je commis une trahison envers moi-même, envers mon passé, et, à dire le vrai mot, une lâcheté que j'expie aujourd'hui. Maintenant je dirai les raisons qui me l'ont fait accepter, et qui peuvent me servir d'excuse jusqu'à un certain point.

D'abord, je suis réellement fatigué et désillusionné. Les événements de France et d'Espagne avaient porté à toutes nos espérances, nos attentes, un coup terrible. Nous avions calculé sans les masses, qui n'ont pas voulu se passionner pour leur émancipation propre, et, faute de cette passion populaire, nous avions beau avoir théoriquement raison, nous étions impuissants.

La seconde raison fut celle-ci : le travail qui pour nous restait seul possible était le travail occulte, bien masqué. Il était absolument nécessaire que nous prissions tous un aspect tranquille et bourgeois. De plus, le gouvernement fédéral suisse, pressé par le gouvernement italien, et par conséquent le gouvernement cantonal tessinois, voulaient absolument m'interner dans l'intérieur de la Suisse. J'avais toute la peine du monde de rester à Locarno. La proposition de Cafiero m'en donnait le moyen.

Enfin la troisième raison, et la plus puissante, le dirai-je, ce fut mon

vallée du Rhin Postérieur, jusqu'au village de Splügen. Il lui fallait ensuite, pour se rendre en Italie, franchir le col de Splügen, qui conduit à Chiavenna et de là au lac de Como.

1. Voici le titre de ce document : « Mémoire justificatif que j'écris principalement pour ma pauvre Antonie. Je prie Emilio de le lire d'abord, puis de le donner à lire à Cafiero, qui pourra le donner à lire à sa femme, s'il le trouve bon, et, seulement après qu'il l'eut lu et ajouté des observations s'il le trouve nécessaire, le donner à lire à Antonie, mais le détruire de commun concert, puisqu'il contient des faits politiques qui ne doivent jamais sortir du cercle des plus intimes. »

2. C'est-à-dire qu'il n'aurait pas été moralement contraint de s'associer à une expédition dont il prévoyait l'échec et à laquelle il ne prenait part qu'à contre-cœur.

inquiétude pour l'avenir de ma famille, et mon très grand désir de lui donner un refuge et d'assurer au moins jusqu'à un certain point son avenir.

Il faut retenir cet aveu spontané, que le désir d'assurer l'avenir d'Antonia Kwiatkowska et de ses enfants avait été « la plus puissante des raisons » qui avaient déterminé Bakounine à commettre ce qu'il appelle « une trahison envers lui-même et son passé ». Cette faiblesse d'un vieillard envers une jeune femme, qui était pour nous une étrangère et qui ne sympathisait nullement avec les idées qui nous étaient chères[1], nous irrita profondément, nous Jurassiens, lorsque ce qui s'était passé à la Baronata nous fut révélé en septembre 1874[2]; mais a-t-on bien le droit de condamner avec une inexorable sévérité un homme de cœur qui a péché par une bonté irréfléchie et excessive ?

Bakounine continue en ces termes :

Je dirai donc ce qui par rapport à ma famille se passa entre Cafiero et moi, pour n'y plus revenir. Il me pressa de la faire venir au plus vite, en m'offrant tout l'argent nécessaire à son voyage. Il m'invita en même temps d'écrire à Antonie qu'elle ne devait avoir désormais aucune inquiétude pour l'avenir de ses enfants, cet avenir étant parfaitement assuré. C'est en octobre [1873] que j'envoyai à Antonie d'abord 2000 francs :... mais ces 2000 fr., envoyés par l'intermédiaire des Ostroga, parurent perdus ;... Antonie et surtout son père m'écrivirent des lettres désespérées : j'en fis part à Cafiero, qui me dit de lui envoyer immédiatement encore 4000 francs, ce que je fis à la fin de mars...

Ai-je besoin de dire que Carlo, dans toutes ces affaires, entreprises et promesses, a été inspiré du plus pur dévouement fraternel, et que ce fut précisément cette grandeur d'âme fraternelle qui me fit accepter aveuglément tout ce qu'il m'avait proposé ? Il y eut encore une autre raison pour cette acceptation : Cafiero s'était cru beaucoup plus riche qu'il ne l'est en effet. Il évaluait sa fortune à quatre cent mille ou même à quatre cent cinquante mille francs. Peut-être aurait-il réalisé cette somme, s'il n'avait pas cru devoir presser la liquidation de ses biens[3]...

Voici la conclusion du *Mémoire justificatif* :

Pendant tout la nuit [du 27 au 28 juillet], de Locarno à Bellinzona et de Bellinzona à Splügen, je ne fermai naturellement pas l'œil et je pensais à Cafiero. Le résultat de toutes ces pensées est celui-ci : Je ne dois plus rien accepter de Cafiero, pas même ses soins pour ma famille après ma mort. Je ne dois, je ne veux plus tromper Antonie, et sa dignité, sa fierté lui diront ce qu'elle aura à faire. Le coup qu'elle recevra sera terrible, mais je compte sur l'énergie et sur la force héroïque de son carac-

1. Arthur Arnould, qui a connu Mme Bakounine depuis la fin de 1874 jusqu'au moment où elle alla résider à Naples après la mort de son mari, écrit d'elle qu'elle était « délicate, jolie, extraordinairement soignée et coquette de sa personne, s'intéressant aux questions sociales un peu moins qu'à ses robes de l'année précédente ; elle avait tous les goûts, toutes les allures, toutes les habitudes de la mondaine ».

2. Un mot, qui nous fut répété par Cafiero, nous avait particulièrement exaspérés. Pendant qu'on travaillait à l'aménagement et aux embellissements de la Baronata, Bakounine avait dit, à plusieurs reprises, qu'il préparait « un paradis pour Antonie ».

3. Mais pourquoi Cafiero avait-il « pressé la liquidation de ses biens », sinon pour subvenir aux incessantes demandes d'argent qui lui étaient faites?

tère, qui la soutiendront, j'en ai l'espérance. D'ailleurs j'ai fait tout ce que j'ai pu pour assurer du moins en partie le sort de sa famille. J'ai écrit une lettre, un adieu suprême à mes frères, qui d'ailleurs n'ont jamais renié mes droits sur une partie de la propriété que nous avons en commun, et qui m'ont toujours demandé, pour réaliser cette partie, que je leur envoie un homme investi de ma pleine confiance et de tous les pleins-pouvoirs nécessaires pour la recevoir. Jusqu'à présent je n'avais pas trouvé cet homme. Maintenant, par les lettres ci-jointes, je donne ces pleins-pouvoirs à Sophie [Lossowska], la sœur d'Antonie. Je ne saurais les placer en de meilleures mains. Elle est aussi résolue qu'habile, et son dévouement pour Antonie est sans bornes.

Et maintenant, mes amis, il ne me reste plus qu'à mourir, adieu.

Emilio, mon vieil et fidèle ami, merci pour ton amitié pour moi et pour tout ce que tu feras pour les miens après ma mort. Je te prie, aide le transport d'Antonie qui sera incessant, je pense, à moins qu'elle ne croie devoir rester encore quelques jours pour épargner une trop grande crise au père. Prête-lui cinq cents, mille francs au besoin, on te les rendra et bientôt, je t'assure.

Quant aux 2100 francs de M. Félix Rusca, remets-les à Cafiero aussitôt qu'ils t'auront été restitués [1].

Antonie, ne me maudis pas, pardonne-moi. Je mourrai en te bénissant, toi et nos chers enfants.

M. B.

Bakounine mit son *Mémoire justificatif* à la poste le 29 juillet, à l'adresse d'Emilio Bellerio ; et, quittant Splügen, il prit la route de Bologne, où il devait arriver le lendemain soir.

Je ne veux pas raconter par le menu les événements qui se passèrent à Bologne, en Romagne, dans la Pouille, et en quelques autres régions de l'Italie, dans la première quinzaine d'août 1874 [2] ; je me bornerai aux indications strictement nécessaires.

Malgré l'hostilité que les mazziniens avaient toujours témoignée à l'Internationale, une tentative avait été faite, dans l'été de 1874, par quelques socialistes italiens (Celso Cerretti entre autres), pour les décider à une action révolutionnaire commune ; on s'était adressé en premier lieu à Garibaldi, qui, d'abord très opposé à un rapprochement avec Bakounine et ses amis, avait fini par se laisser persuader ; par l'intermédiaire de Garibaldi, on tenta d'agir sur les mazziniens les plus avancés, comme Valzania ; et une réunion des chefs mazziniens fut convoquée pour examiner la situation et décider si, oui ou non, le parti coopérerait avec l'Internationale à un mouvement insurrectionnel pour renverser la monarchie. La réunion des mazziniens eut lieu le 2 août à la villa Ruffi, près de Rimini ; les doyens du parti, comme Aurelio Saffi et Fortis, étaient opposés à l'action commune, tandis que les éléments plus jeunes la désiraient. Mais la police était sur ses gardes : la villa où se tenait la réunion fut investie, et vingt-huit mazziniens, parmi lesquels Saffi, Fortis et Valzania, furent arrêtés [3]. Cet incident enlevait au mouvement projeté une de ses principales chances de

1. C'était de l'argent de Cafiero que Bakounine avait prêté à un ami tessinois, beau-frère de Bellerio.

2. On trouve un récit détaillé de ces événements dans la biographie de Bakounine par Nettlau, pages 791-814.

3. Ils furent tous remis successivement en liberté, avant la fin de l'année, par des ordonnances de non-lieu.

réussite ; mais on jugea, du côté des révolutionnaires internationalistes, qu'on était trop avancé pour reculer. Bakounine, que Ross avait accompagné jusqu'à Vérone, avait été conduit de là à Bologne, le 30, par l'internationaliste bolonais Pio Berardi. Il resta caché pendant neuf jours, du 31 juillet au 8 août, sous le nom de « Tamburini », dans un petit logement où venaient le voir les principaux conjurés. Son journal dit : « Le 30 jeudi, soir à dix heures, à Bologne chez les Berardi, où vient aussi André [Costa]. — 31 vendredi, me transporte le soir, après avoir expédié Pio Berardi à Locarno avec lettre d'André, dans un nouvel appartement, sous le nom de rentier riche, malade et sourd Tamburini. Avec moi Francesco Pezzi. — Août 1er. D'abord seul avec Pezzi ; le 2 vient Paolo Berardi et loge avec nous. Le 3 vient André, de Rome, et loge avec nous ; m'amène Mazzotti [1], Faggioli, Natta ; il part le 4 avec Faggioli pour Rovigo. Le 5 soir, d'abord nouvelle de la descente de la police chez Mme Angiolina Vitali, à la suite de quoi envoyé immédiatement lettre pour Lipka [2] ; une heure plus tard, nouvelle de l'arrestation d'André apportée par Faggioli, qui me transporte à deux heures la nuit chez Silvio Fr. » L'arrestation de Costa privait la conspiration de son organisateur principal. On tint conseil, le 5 et le 6, chez Silvio Fr., et on décida d'agir quand même : la nuit du 7 au 8 fut désignée pour l'exécution du complot [3]. Le plan, d'après des socialistes bolonais qui participèrent au mouvement [4], était le suivant : « L'insurrection devait éclater à Bologne, et de là s'étendre à la Romagne d'abord, aux Marches et à la Toscane ensuite : une colonne d'insurgés bolonais, renforcée d'environ trois mille internationalistes romagnols, devait, partie des Prati di Caprara, entrer à Bologne par la porte San Felice ; une autre colonne, partie de San Michele in Bosco, entrerait à l'arsenal, dont les portes devaient lui être ouvertes par deux sous-officiers (qui, pour se soustraire à une condamnation certaine, se réfugièrent ensuite en Suisse), s'emparerait des armes et des munitions qui y étaient déposées, et de là se porterait à l'église de Santa Annunziata (transformée en établissement pyrotechnique), pour y prendre tous les fusils qui y étaient conservés. Sur quelques points de la ville étaient déjà rassemblés les matériaux pour improviser des barricades, et une centaine de républicains avaient promis de prendre part au mouvement, non comme parti, mais individuellement. » Le 7 fut répandu dans la ville, à de nombreux exemplaire, un troisième numéro du bulletin du *Comitato italiano per la Rivoluzione sociale* [5], qui appelait les prolétaires aux armes, et adjurait les soldats de faire cause commune avec le peuple. Dans la nuit du 7 au 8, des groupes d'internationalistes bolonais se réunirent aux lieux de rendez-vous, hors des murs ; mais les camarades romagnols qu'on attendait de San Giovanni in Persiceto, de Budrio, etc., ne vinrent pas ou vinrent en trop petit nombre ; ceux d'Imola furent cernés dans leur marche, près de la station de Castel San Pietro : une partie d'entre eux furent arrêtés, les autres battirent en retraite. Au point du jour, les insurgés réunis sous les murs de Bologne se dispersèrent, sauf quelques-uns qui se jetèrent dans la montagne. Bakounine, resté seul une partie de la nuit dans le logement où il se tenait caché, attendait qu'on vînt le chercher pour se joindre aux insurgés qui, selon le plan convenu, devaient en-

1. C'est le Mazzotti que nous retrouverons plus tard à la Baronata, chez Cafiero, et en 1875-1876 à Lugano.

2. Mme Olympia Cafiero. Celle-ci avait, comme il a été dit, transporté de la dynamite à Bologne ; j'ignore si à ce moment elle se trouvait encore dans cette ville, ou si elle était déjà retournée à Locarno.

3. Le secret fut si bien gardé sur ces conciliabules que, de tous ceux qui y participèrent, seul Alceste Faggioli fut impliqué dans le procès qui eut lieu à la suite de la tentative manquée. La police italienne ignora complètement la participation de Bakounine aux événements de Bologne.

4. Les auteurs de *Bologna 1874 — Bologna 1897*, cités par Nettlau, p. 803.

5. Ce numéro est intitulé : *Comitato italiano per la Rivoluzione sociale. N° 3. A tutti i proletari italiani. Agosto 1874.* Le texte en a été reproduit par Nettlau, pages 804-805.

vahir vers les deux heures du matin les rues de Bologne : après une attente vaine, il comprit que le mouvement avait avorté, et songea au suicide ; Silvio Fr., survenant à ce moment (3 h. 40 du matin), l'empêcha de se brûler la cervelle, en lui disant que tout n'était pas perdu, et que d'autres tentatives pourraient encore avoir lieu. Dans la journée du 8, de nombreuses arrestations furent faites à Bologne, à Imola, et dans toute la Romagne et les Marches ; il en fut de même à Florence, à Rome, et sur divers autres points de l'Italie. Le soir de ce jour, Silvio Fr. conduisit Bakounine dans une autre retraite chez C**. Le 9 (dimanche) au matin, Silvio partit pour Locarno, porteur d'une lettre en russe pour Mme Cafiero [1], et d'une autre lettre en français pour Bellerio ; voici cette seconde lettre :

Ce 9 août.

Mon cher Emilio, Je te recommande cet ami, qui m'a rendu et continue de me rendre de précieux services dans une position très critique. Il mérite une confiance absolue. Fais-le mener au plus vite chez Mme Charles. Si elle n'y était plus, fais lire la lettre par Ross. S'il n'y est plus, au pis-aller par Zaytsef, sous le sceau d'un secret absolu, et fais-la traduire par lui.

Mon ami, mon frère, c'est avec terreur que je te demande des nouvelles d'Antonie et du père. Dis-lui que parmi toutes les tortures qui m'assaillent, celle de l'avoir abandonnée dans une position si pénible est la plus cruelle. Mais je n'avais pas de choix ; après avoir lu ma grande lettre, tu auras dit avec moi que j'ai fait ce que j'ai dû faire.

Ton dévoué jusqu'à la mort. M. B.

Embrasse bien de ma part ton excellente Antoinette [2], mon amie. S'il n'est pas trop tard, fais de sorte que personne ne sache que je suis en Italie.

Le journal contient ce qui suit sur les journées du 9 au 14 et le retour de Bakounine en Suisse : « 9 dimanche... Moi soir transporté chez Ta. — 10 lundi. Chez Ta. viennent me voir F. G. et Ca. [3] — 11 mardi. Ca. et F. G. ; puis Ca. avec Natta. Puis, Natta sorti, revient Silvio de Locarno [4], avec billet de Ross, toujours canaille. Silvio et Ca. vont chercher Natta ; ils viennent. Conseil ; mon départ et celui de Natta avec moi décidé. Dormons tous chez C**. — 12 mercredi. Vient Ca., puis je m'habille en chanoine [5], et après dîner pars avec Ta. en chemin de fer ; à Modène vient Natta ; arrivé soir à Vérone, y couche fort mal. — 13 jeudi. Voyagé de Vérone à Lecco ; pris une chambre avec Natta, dormi ; dîné, bu de l'asti ; bateau à vapeur ; pris diligence à Colico. — 14 vendredi. A 7 h. matin arrivée à Splügen, hôtel Bodenhaus. Télégraphié immédiatement à Locarno. » Le télégramme était adressé à Zaytsef, pour que celui-ci prévînt Cafiero ; le 15, autre télégramme à Bellerio, puis trois lettres successives à celui-ci, du 15 au 18 : télégrammes et lettres restèrent sans réponse. Bakounine croyait, paraît-il, qu'il serait encore possible de tenter un mouvement à Florence, et avait l'intention de se rendre dans cette ville avec Natta,

1. Cette lettre contenait une demande d'argent.
2. Mme Emilio Bellerio, née Rusca.
3. Ce « Ca. » est une autre personne que « C** » mentionné plus haut et de nouveau plus loin.
4. Silvio rapportait de Locarno l'argent dont Bakounine avait demandé l'envoi.
5. Pour se déguiser en prêtre, Bakounine s'était fait raser et avait mis des lunettes vertes ; il marchait en s'appuyant sur une canne, et portait à la main un petit panier contenant des œufs.

après qu'il aurait vu Cafiero ; le journal dit : « Du 14 au 21 attendons vainement Cafiero ; nous entendons sur toutes choses, Natta et moi ; plan d'action complet, chiffre et signes établis ». Enfin, le 21, Ross vint de Locarno à Splügen [1], et expliqua que, d'après les nouvelles reçues par Cafiero, il n'y avait plus rien à faire en Italie. Natta partit alors, pour retourner en Italie en passant par Locarno, où Ross le suivit le lendemain ; Bakounine resta à Splügen, attendant Bellerio et Mme Lossowska, de qui il venait de recevoir un télégramme. (Pour la suite, voir p. 209.)

Dans la Pouille, une tentative avait été faite, presque en même temps que celle de Bologne, par Malatesta et quelques camarades. Une caisse de fusils avait été expédiée de Tarente à une gare de la province de Bari dont j'ignore le nom, et de là elle fut transportée sur une charrette au vieux château de Castel del Monte (à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Barletta), où avait été fixé le rendez-vous. « Plusieurs centaines de conjurés — raconte Malatesta — avaient promis de se trouver à Castel del Monte. J'y arrive : mais là, de tous ceux qui avaient juré d'y être, nous nous trouvâmes six. Peu importe, on ouvre la caisse d'armes : elle est pleine de vieux fusils à piston ; cela ne fait rien, nous nous armons et déclarons la guerre à l'armée italienne. Nous battons la campagne pendant quelques jours, cherchant à entraîner les paysans, mais sans trouver d'écho. Le second jour, nous avons une rencontre avec huit *carabinieri*, qui firent feu sur nous et s'imaginèrent que nous étions très nombreux. Trois jours plus tard, nous nous apercevons que nous sommes cernés par les soldats ; il ne restait qu'une chose à faire : nous enterrons les fusils, et nous décidons de nous disperser ; je me cache dans une voiture de foin, et je réussis ainsi à sortir de la zone périlleuse. » De Castel del Monte, Malatesta se rendit à Naples ; il voulut ensuite gagner la Suisse : mais il fut arrêté à la gare de Pesaro.

Un quatrième bulletin du *Comitato italiano per la Rivoluzione sociale* fut encore imprimé, et put être répandu dans un certain nombre de villes d'Italie ; il est daté de « Bruxelles, août 1874 » ; la mention qui y est faite des événements de Bologne indique qu'il dut être rédigé entre le 10 et le 15 août (probablement par Cafiero). En voici le passage principal : « L'Italie des prolétaires, la patrie traditionnelle des communes, celle qui jadis proclama les lois agraires, s'éveille enfin de sa longue léthargie et s'apprête à combattre la tyrannie étrangère. L'Etna bouillonne, le Vésuve pousse de sourds mugissements, le petit Arno lui-même s'agite comme s'il avait recueilli en son sein les tempêtes de l'Océan. Mais à l'incendie il manquait l'étincelle : la Romagne l'a fournie. Salut donc, ô généreux jeunes gens de Castel San Pietro [2] ! par votre œuvre l'incendie a commencé, et à sa flamme prendront feu les nations sœurs, sans qu'aucune force humaine, de caste ou de gouvernement, ni les Alpes, ni la mer, puissent y mettre obstacle. » Cet appel, naturellement, ne pouvait plus trouver d'écho.

Je reproduis les notices et les appréciations que le *Bulletin* publia sur le mouvement italien, dans ses numéros des 16 et 23 août ; on verra quelle idée nous nous en faisions :

Les journaux bourgeois annoncent depuis quelques jours de nombreuses arrestations faites parmi les membres de l'Internationale italienne, à Bologne, à Florence, à Rome, et dans quelques autres localités. Ils rattachent ces arrestations à une tentative insurrectionnelle qui aurait eu lieu

1. J'ai interrogé Ross, en 1907, au sujet des raisons qui avaient retardé sa venue à Splügen jusqu'au 21 ; il m'a répondu qu'après trente-trois ans il ne pouvait se remémorer exactement ces détails. Il faut noter que Bakounine ne s'était pas adressé directement à Cafiero ni à Ross, et que ce fut seulement par l'intermédiaire de Zaytsef ou de Bellerio que la nouvelle de son arrivée à Splügen put leur parvenir..

2. Il s'agit de la troupe des insurgés d'Imola, dont une cinquantaine avaient été arrêtés près de la station de Castel San Pietro.

dans la Romagne, et qui s'est bornée, paraît-il, à la rupture des fils télégraphiques entre Bologne et Imola. On a annoncé en même temps l'arrestation de vingt-huit gros bonnets du parti mazzinien, surpris dans une campagne près de Rimini, où ils tenaient une réunion clandestine : parmi eux se trouve Saffi, l'ex-triumvir romain, devenu le pontife du parti depuis la mort de Mazzini. En l'absence de tout renseignement direct, nous ne pouvons faire que reproduire ces nouvelles sans commentaire, en faisant remarquer toutefois qu'il ne faut accueillir qu'avec une extrême défiance les télégrammes des agences bourgeoises... Il nous paraît extrêmement douteux, par exemple, qu'il y ait le moindre rapport réel entre l'arrestation des mazziniens et celle des internationaux, attendu que les premiers ont toujours été des adversaires acharnés de l'Internationale.

... Depuis deux ans, il y a eu en Italie environ *soixante* émeutes produites par la faim ; mais les émeutiers, dans leur ignorance, n'en voulaient qu'aux accapareurs immédiats, et ne savaient pas discerner les causes fondamentales de leur misère. L'Internationale, en ouvrant les yeux aux ouvriers, en leur montrant à qui ils doivent s'en prendre et sur quelles institutions ils doivent frapper, transformera un jour les émeutes isolées, aveugles et impuissantes, en une révolution générale, consciente et réfléchie, et par conséquent irrésistible. Le gouvernement a beau emprisonner les apôtres du socialisme, il ne peut pas mettre sous clef le volcan populaire ; et, quand il aura fait condamner par centaines de généreux martyrs de la justice, il n'en sera pas moins englouti dans l'éruption finale. (*Bulletin* du 16 août 1874.)

Nous savons maintenant à quoi nous en tenir sur les derniers événements d'Italie, qui ont beaucoup moins de gravité que la police ne voudrait leur en donner.

Le 2 août, le gouvernement a fait arrêter vingt-huit mazziniens qui s'étaient réunis à la villa Ruffi, près de Rimini, pour faire de la politique *électorale*, tout simplement.

Trois jours plus tard, le 5 août, la police réussissait à mettre la main sur le compagnon André Costa, qu'elle cherchait depuis plus d'un an, et à qui elle en voulait tout particulièrement pour sa participation au Congrès international de Genève. L'arrestation de Costa n'avait du reste, malgré cette coïncidence, pas le moindre rapport avec le coup de filet opéré sur les mazziniens.

Enfin, deux jours après, quelques jeunes gens d'Imola essayaient une émeute. Selon la statistique que nous avons donnée dimanche dernier, cette émeute était la *soixante et unième* depuis deux ans, et par conséquent, au point de vue italien, cela ne constituait qu'un événement fort ordinaire.

Voilà tout ce qui s'est passé. Malheureusement il y aura, au bout de l'histoire, une distribution de mois de prison en faveur des socialistes, tandis que messieurs les mazziniens seront congédiés dans quelques jours avec force excuses pour la liberté grande qu'on s'est permise à leur égard. Cela n'empêchera pas le socialisme de grandir, et la république mazzinienne, atteinte depuis longtemps d'une maladie de langueur, d'exhaler son dernier souffle un de ces quatre matins. (*Bulletin* du 23 août 1874.)

Le *Mémoire justificatif* de Bakounine était parvenu au destinataire dès le 30 juillet : Bellerio le donna à lire à Cafiero ; celui-ci, très scandalisé que Bakounine eût parlé dans ce *Mémoire* de diverses choses qui ne devaient pas sortir de l'intimité révolutionnaire, se refusa à le communiquer à Mme Antonia ; il ignorait que Bellerio, avant de s'en dessaisir, avait pris la précaution d'en faire une copie. Ce fut le 6 août qu'eut lieu l'explication décisive avec Mme Bakounine. Ni Cafiero ni Bellerio n'avaient voulu se charger de lui dire qu'elle devait quitter la Baronata : c'est Ross qui dut accepter cette pénible mission. « L'entrevue eut lieu chez Bellerio, en présence de celui-ci, dans le jardin ; ils parlèrent d'abord en français, puis en russe. Ross lui dit catégoriquement qu'il fallait qu'elle quittât la Baronata. Elle devint furieuse, et répondit que la Baronata lui appartenait. Ross répliqua qu'elle pouvait tempêter et l'injurier, que cela lui était égal, mais que la Baronata appartenait à la Révolution, non à la famille Bakounine. Elle l'accusa alors de vouloir accaparer la Baronata pour lui-même avec Cafiero ; mais cette accusation aussi le laissa calme, attendu qu'il n'avait aucun intérêt personnel dans l'affaire. Enfin Mme Bakounine, voyant que Ross tenait ferme, se résigna à partir. » (Communication de Ross, 1904.) Elle partit le 9 août (d'après une lettre de Bellerio à Bakounine), et se retira à Arona. Elle prévint aussitôt sa sœur, Mme Lossowska, qui se trouvait à Varsovie ; celle-ci s'empressa de venir la rejoindre, et arriva à Arona le 20. Mais elles ignoraient ce qu'était devenu Bakounine, et n'apprirent que le surlendemain 22 sa présence à Splügen. Mme Lossowska se rendit aussitôt (le 23) dans ce village, accompagnée de Bellerio. Là, Bakounine leur déclara qu'il était définitivement dégoûté de toute action, publique ou secrète, et qu'il voulait émigrer en Amérique pour s'y faire naturaliser ; il pensait, ajouta-t-il, que Cafiero consentirait à lui en fournir encore les moyens Mme Lossowska et Bellerio repartirent le 24. Le lendemain, une lettre de Ross, à laquelle étaient joints deux cents francs [1], apprit à Bakounine que Cafiero acceptait de se rencontrer avec lui à Sierre [2], en Valais. Le 25 août, donc, Bakounine quitta Splügen, se rendant à Sierre par Coire, Zürich, Olten, Berne, Fribourg [3] et Lausanne. Il arriva à Sierre le 30 août, et il note dans son journal que le lendemain il est allé à Saxon (où il y avait alors une maison de jeu célèbre) pour jouer, et qu'il a perdu cent francs [4]. Cafiero et Ross avaient traversé le Saint-Gothard, et s'étaient arrêtés à Neuchâtel le 1er septembre : là ils avaient raconté à Schwitzguébel (venu de Sonvillier) et à moi ce qui s'était passé, et Cafiero nous avait fait lire le *Mémoire justificatif* de Bakounine (qu'il laissa entre mes mains en me demandant de le conserver en dépôt) ; nous avions, Schwitzguébel et moi, donné raison à Cafiero et à Ross ; il fallait bien reconnaître que Bakounine n'était plus l'homme qu'il avait été, et qu'en se déclarant vieilli, fatigué, désabusé et dégoûté, il avait dit une triste

1. Le même jour, Bellerio envoyait également à Bakounine 200 francs.

2. Pourquoi à Sierre, et non pas à Splügen? C'est sans doute parce que, en se rendant à Sierre, Cafiero pouvait passer à Neuchâtel et nous mettre au courant de ce qui s'était passé.

3. De Fribourg il écrivit le 27 août à Emilio Bellerio une lettre qui contient ce passage : « Je te prie 1° de garder chez toi le gros paquet contenant mes écritures, il ne s'y trouve pas de lettres compromettantes, rien que mes écrits philosophiques et politiques inédits; je voulais d'abord le remettre à Ross, mais comme Ross doit s'en aller bientôt, probablement en Angleterre, il vaut mieux que ce paquet reste chez toi ; 2° il faut que tu remettes de nouveau entre les mains d'Antonie le second paquet contenant des lettres intimes, non politiques ; il parait qu'Antonie, en ignorant le contenu, l'aurait remis à Ross : c'est donc à Ross ou à Cafiero que je te prie de le demander. » Ce second paquet contenait en outre des papiers relatifs à l'état-civil de Bakounine et à sa demande de naturalisation tessinoise ; il ne se retrouva pas, soit qu'il eût été égaré dans le déménagement de Locarno à Lugano, soit que Cafiero l'eût brûlé (voir p. 286).

4. Je n'ai pas cru devoir supprimer ce détail : il montre bien dans quel singulier état d'esprit se trouvait alors Bakounine Espérait-il, en risquant cent francs à la roulette, gagner la somme nécessaire pour aller en Amérique ?

vérité. Le lendemain, 2 septembre, Cafiero et Ross arrivaient à Sierre, et ils y rencontraient Bakounine. Voici comment celui-ci raconte cette entrevue dans son journal :

« 2 Mercredi. Arrivent inopinément Cafiero et Ross, viennent de Neuchâtel où ils ont vu James et Adhémar et m'ont sans doute passablement calomnié. Cafiero froid et compassé ; Ross se dit ou est malade. Conversation toute politique. Je force Cafiero de me raconter tous les détails de leurs arrangements. Je demande un emprunt de cinq mille francs, qui m'est accordé, et aussi des meubles et linge, etc., sous forme d'emprunt pour deux ans à six pour cent d'intérêt. — 3 Jeudi. Cafiero me laisse trois cents francs. Ils s'en vont avant dîner ; nous sommes froids comme glace, tout est fini entre nous. Soir, écrit à Antonie et à Emilio. »

La rupture — c'est Bakounine qui le constate — était donc consommée.

Dans les premiers jours de septembre, M[me] Bakounine quitta Arona et s'installa à Lugano, avec sa sœur et son père, dans une villa meublée, la villa Galli, à quelque distance de la ville.

IX

Le septième Congrès général de l'Internationale, à Bruxelles (7-13 septembre 1874).

C'est d'après les lettres écrites de Bruxelles par Adhémar Schwitzguébel et imprimées dans le *Bulletin* (numéros des 13, 20 et 27 septembre 1874) que je retracerai les délibérations du septième Congrès général de l'Internationale, en les complétant, lorsqu'il sera besoin, par quelques détails empruntés au Compte-rendu officiel du congrès [1].

Voici la liste des délégués :

Allemagne.

Frohme (Ch.), écrivain, délégué de la Section allemande démocratique socialiste de Liège (Belgique) [2].
Faust (K.), sculpteur, délégué des groupes allemands [3].

Angleterre.

Eccarius (Georg), tailleur, délégué de la branche de Bethnal Green, Londres.

Belgique.

Demoulin (Joseph-N.), ourdisseur, délégué de la Fédération belge.
Brismée (Désiré), typographe, délégué de la fédération de Bruxelles.
Paterson (D.), menuisier, délégué de la fédération de Bruxelles.
Tricot (Maximilien), mineur, délégué de la fédération de Charleroi.

1. *Compte-rendu officiel du septième Congrès général de l'Association internationale des travailleurs, tenu à Bruxelles du 7 au 13 septembre 1874* ; Verviers, imprimerie Emile Coussard et C[ie], 1875 ; 222 pages in-16.

2. Frohme était un militant lassallien qui, tout en étant le délégué d'un groupe de socialistes allemands habitant la Belgique, représentait en réalité au Congrès l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*, que la législation allemande empêchait d'adhérer formellement à l'Internationale.

3. Le délégué allemand Faust appartenait, comme Frohme, à l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*. Je ne saurais pas indiquer quels sont les « groupes allemands » qu'il représentait.

Loriaux (J.-B.), verrier, délégué de la section de Heigne-sous-Jumet, bassin de Charleroi.
Mayeu (Richard), pelletier, délégué de la fédération de Liège.
Bastin (Pierre), tisserand, délégué de la fédération de la vallée de la Vesdre.
Coenen (Philippe), cordonnier, délégué de la fédération d'Anvers.
De Blaye (Jules), peintre, délégué de la fédération de Gand.

Espagne.

Gomez (J.) [1], typographe, délégué de la Fédération espagnole.

France.

Van Wedemer, dessinateur, délégué d'une Section de Paris [2].

Italie.

Verrycken (Laurent), boulanger, délégué du Cercle de propagande socialiste de Palerme [3].

Jura.

Schwitzguébel (Adhémar), graveur, délégué de la Fédération jurassienne.

En outre, le Compte-rendu officiel mentionne en ces termes la présence au Congrès d'un socialiste russe (peut-être bien Kraftchinsky ?) : « Verrycken demande [dans la première séance] qu'un compagnon russe, recommandé par les membres russes de la Section de propagande de Genève, puisse assister au Congrès en qualité de membre de l'Internationale. Cette demande est accordée. »

« Le lundi 7 septembre, au matin. — écrit (8 septembre) Schwitzguébel dans sa première lettre au *Bulletin*, — il n'y eut pas de séance du Congrès : les délégués, arrivant successivement au local de la Fédération bruxelloise [à la Bourse, Grand' Place], déposèrent leurs mandats entre les mains du Bureau fédéral international, présidé par le compagnon César De Paepe, qui en établit provisoirement la liste.

« Les arrivants, dont les uns retrouvaient de vieilles connaissances, et dont les autres assistaient pour la première fois à ces assises internationales du travail, entraient en conversations particulières, et établissaient dès le premier moment ces relations personnelles qui font de nos congrès ouvriers non seulement des assemblées de délégations des associations ouvrières, mais aussi des réunions d'amis.

« Un fait assez important donnait au Congrès un cachet inattendu : c'était la

1. Gomez était le pseudonyme de Rafael Farga-Pellicer, de Barcelone. En 1873, les délégués espagnols étaient venus au Congrès de Genève sous leurs véritables noms ; à partir de 1874, ils ne purent plus prendre part aux Congrès de l'Internationale que sous des noms d'emprunt.

2. Je ne sais pas si Van Wedemer était un Belge auquel une Section de Paris avait envoyé un mandat, ou si c'était un Français obligé de cacher son véritable nom.

3. Bien qu'une Adresse envoyée au Congrès par le *Comitato italiano per la Rivoluzione sociale* (Adresse qu'on trouvera p. 215) eût annoncé que l'Italie ne pouvait pas se faire représenter, le Cercle de Palerme avait envoyé un mandat à Laurent Verrycken, secrétaire du Bureau fédéral à Bruxelles, et le Congrès ne crut pas devoir le repousser. Une lettre de Cafiero au *Bulletin* (numéro du 11 octobre 1874) dit à ce sujet : « La prétendue délégation du Cercle de propagande socialiste de Palerme au Congrès de Bruxelles était une simple mystification, œuvre du plus grand charlatan que l'Internationale, pour son malheur, ait jamais possédé dans ses rangs en Italie ; à l'heure qu'il est encore, ce personnage ne peut se résoudre à se tenir en paix, parce qu'il s'est vu entièrement laissé en dehors de toute organisation sérieuse. Le Cercle de propagande de Palerme n'existe plus depuis quelque temps déjà. » Le « charlatan » dont il s'agit s'appelait Salvadore Ingegneros ; il rédigea plus tard à Palerme un journal intitulé le *Povero*, dont Malon fut un des collaborateurs.

présence de deux membres de l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein* [Faust et Frohme], qui, vu la législation allemande, ne pouvaient pas siéger comme délégués de cette association, sans entraîner pour leurs amis un procès de haute-trahison, mais qui devant le Congrès n'en représentaient pas moins leur parti, et dont l'un [Frohme] était délégué d'une section allemande de Liège. »

A deux heures de l'après-midi fut ouverte, au local de la Bourse, la séance constitutive du Congrès.

« Le compagnon Verrycken présenta la liste des délégués ayant déposé leurs mandats, et invita l'assemblée à constituer une commission de vérification des mandats. Elle fut composée comme suit : Eccarius, délégué anglais; Demoulin, délégué belge ; Schwitzguébel, délégué jurassien ; Frohme, délégué allemand.

« La commission de vérification conclut à la validation de tous les mandats, et le Congrès approuva unanimement cette validation.

« Le bureau du Congrès fut composé comme suit : Coenen, Demoulin, Eccarius, Frohme et Schwitzguébel. Ces compagnons devaient s'entendre entre eux pour la présidence, le secrétariat et la traduction. »

Les questions formant l'ordre du jour du Congrès étaient au nombre de quatre, savoir :

1° Par qui et comment seront faits les services publics dans la nouvelle organisation sociale ?

2° De l'action politique des classes ouvrières ;

3° N'y a-t-il pas lieu que ce Congrès universel adresse un Manifeste à tous les travailleurs et à toutes les associations ouvrières, pour leur expliquer la nature des luttes qui ont eu lieu dans l'Internationale et les bases fondamentales sur lesquelles repose l'organisation de notre association ?

4° N'y a-t-il pas lieu de choisir une langue universelle pour l'échange des correspondances entre les Fédérations régionales ?

En outre, les Fédérations avaient à présenter leurs rapports sur les progrès de l'Internationale dans leurs pays respectifs ; et les questions administratives ordinaires — liquidation des frais de la publication des travaux du Congrès précédent, désignation du lieu où se tiendrait le Congrès prochain, etc. — devaient également être traitées dans des séances privées.

Le Congrès décida, sur la demande des délégués belges, qu'il y aurait, dans la salle de la Cour de l'Univers, rue des Brigittines, quatre séances publiques, auxquelles serait invitée toute la population ouvrière de Bruxelles : dans la première, le lundi soir, les délégués rendraient compte de la situation de l'Association et de la marche du mouvement ouvrier dans les divers pays ; dans les trois autres, le mercredi, le vendredi et le samedi soir, seraient traitées les deux questions de principe qui figuraient à l'ordre du jour du Congrès. Le jeudi soir aurait lieu, dans la même salle de la Cour de l'Univers, un grand meeting de propagande, avec le programme suivant : 1° La révolution du quatrième état et les conséquences des crises industrielles et commerciales ; 2° L'Internationale et la presse bourgeoise. Pendant la journée, du mardi au samedi, auraient lieu des séances privées, les unes administratives, les autres consacrées à l'étude des questions de principe figurant à l'ordre du jour ; les délégués auraient ainsi la possibilité d'échanger d'abord entre eux leurs idées sur ces questions, avant d'en aborder la discussion dans les séances publiques. Il fut décidé que, dans les séances publiques, la parole serait accordée non seulement aux délégués, mais à tous les membres de l'Internationale qui désireraient prendre part aux débats.

« Le lundi soir, — je reprends la lettre de Schwitzguébel, — la première séance publique avait lieu dans une vaste salle [à la Cour de l'Univers], en présence d'un public considérable.

« Le compagnon *Demoulin*, délégué de la Fédération belge, qui présidait la séance, a débuté en exposant la situation en Belgique. La Fédération belge a été occupée cette année d'un travail de réorganisation. Le Congrès régional des 25 et 26 décembre dernier donna à la Fédération de nouveaux statuts, qui

définissaient clairement les attributions du Conseil régional et des Congrès, et transféra le Conseil régional à Verviers, dont la fédération locale fit tout le possible pour être à la hauteur de la tâche qui lui était confiée, tant par le caractère donné au journal (le *Mirabeau*) que par des relations suivies avec les fédérations. Demoulin donne quelques détails sur chacune des fédérations qui constituent la Fédération belge.

« La vallée de la Vesdre, dit-il, a eu à subir une grève assez importante de tisserands, qui a donné lieu à quelque découragement, les ouvriers n'ayant pas obtenu gain de cause. Un point pourtant qu'il est bon de signaler, ce sont les manifestations qui se sont faites comme protestations contre les quelques lâches qui avaient, dans cette grève, trahi la cause du travail.

« La fédération liégeoise et celle du bassin de Charleroi sont restées à peu près stationnaires. La fédération boraine [1] est occupée à se reformer plus forte que jamais, et donne à espérer pour l'avenir. La fédération du Centre a subi une crise à la suite d'une grève malheureuse et de l'emprisonnement de quelques-uns de ses membres.

« Bruxelles marche bien, et promet par ses nombreux corps de métier constitués.

« Anvers aussi a commencé une propagande active dans les villages des Flandres, et les effets de cette propagande se font sentir par la fondation de nouvelles sections.

« A Gand, une forte section est formée, et elle marche très bien.

« L'Internationale est en Belgique une puissance avec laquelle on doit désormais compter, en dépit de ce que peuvent en penser et dire nos ennemis.

« *Schwitzguébel* rend compte de la situation en Suisse. La grande industrie est encore peu développée dans ce pays, et l'antagonisme complet entre la bourgeoisie et le prolétariat n'est pas encore devenu un fait général ; il en résulte que la majorité du peuple, occupant une position intermédiaire entre la bourgeoisie et le prolétariat, s'inspire plutôt des mœurs, des tendances des classes moyennes, et n'a, par conséquent, pas encore pris conscience de la grande lutte moderne qui a éclaté entre le travail et le capital. Cette situation rend très difficile la propagande socialiste et l'organisation spéciale des travailleurs. Les traditions politiques du peuple suisse sont également un obstacle. Parce que la constitution politique suisse revêt une forme républicaine, le peuple croit avoir réalisé tout ce qui est désirable. Cependant, malgré les réformes sans cesse renouvelées dans les constitutions et les lois, la position économique du peuple, loin de s'améliorer, tend à empirer. Tandis que les Républiques française et espagnole se montrent beaucoup plus réactionnaires que n'importe quel gouvernement monarchique, la réaction en Suisse n'est pas accentuée, mais le résultat, au point de vue des intérêts du mouvement socialiste, est le même, par le fait des dispositions réactionnaires de l'opinion publique. Les sections organisées, malgré ces difficultés, n'en continueront pas moins à faire leur devoir, et elles seront prêtes à faire leur part dans la révolution sociale universelle [2].

« *Eccarius*, délégué anglais, rend compte de la situation en Angleterre. L'Internationale, depuis les dernières luttes intestines, n'a pu se développer

1. Le Borinage est le pays de Mons, Jemappes, Quaregnon, Frameries, Pâturages, etc.

2. Le rapport envoyé par le Comité fédéral jurassien au Congrès de Bruxelles contient le passage suivant : « Notre Fédération se compose actuellement de onze sections, disséminées dans les localités populeuses du Jura bernois et neuchâtelois, à l'exception d'une qui se trouve en Alsace. Deux seulement sont des sociétés de métier, toutes les autres sont des sections mixtes, constituées en cercles d'études sociales ou sections de propagande socialiste. Nous avons eu le regret de voir la Section de propagande socialiste de Genève se séparer de nous à la suite d'une correspondance dans laquelle une certaine divergence d'opinion s'était manifestée entre elle et le Comité fédéral au sujet de l'application du principe d'autonomie ; elle n'en continuera pas moins, nous l'espérons, à travailler dans sa sphère d'action à la propagation des idées socialistes. »

en Angleterre, mais ses adhérents n'en continuent pas moins à exercer une action permanente dans le mouvement ouvrier de ce pays, qui se traduit par l'organisation et l'action des Trade Unions. Le fait le plus important dans cette dernière année a été le mouvement des ouvriers agricoles. L'émigration des ouvriers agricoles irlandais en Angleterre a eu pour résultat de concentrer davantage les populations agricoles dans certains districts : ces ouvriers ont pu alors plus facilement commencer leur organisation. Aussitôt les propriétaires, dans les comtés, ont commencé leur œuvre réactionnaire, pour détruire l'organisation naissante ; les prêtres des deux religions, naturellement, se sont mis du côté des propriétaires. Trois mille ouvriers ont été congédiés, parce qu'ils appartenaient à l'Union agricole ; mais toutes les Trade Unions industrielles, et même la bourgeoisie radicale, ont ouvert des souscriptions générales pour venir en aide aux grévistes. C'est ainsi qu'ils ont pu soutenir la lutte. La question pour eux se pose maintenant de la manière suivante : Il y a en Angleterre passablement de terres non encore cultivées ; les ouvriers agricoles demandent, à cette heure, qu'elles leur soient concédées pour être exploitées par des sociétés coopératives de production : mais, pour atteindre ce résultat, les ouvriers doivent obtenir le suffrage universel ; ils arriveront ainsi, par la voie législative, à faire décréter la remise aux associations agricoles des terres non cultivées.

« *Frohme*, délégué allemand, est heureux d'avoir l'occasion de donner quelques renseignements sur la situation du mouvement ouvrier en Allemagne. Chacun sait que les persécutions prennent des proportions considérables dans les pays allemands ; le socialisme est partout traqué. Ces persécutions démontrent que les gouvernements allemands considèrent le parti socialiste comme une puissance qu'il faut anéantir. C'est Ferdinand Lassalle qui, par son agitation, a donné une impulsion toute nouvelle au mouvement ouvrier en Allemagne. Il comprit qu'il était indispensable de créer une forte organisation centralisée, pour lutter avec efficacité contre les gouvernements allemands. Depuis la constitution de l'Empire germanique et l'immense centralisation politique existant dans ce pays, cette nécessité d'une organisation ouvrière fortement centralisée se fait de plus en plus sentir. Le premier moyen d'action qui fut préconisé par Lassalle fut la conquête du suffrage universel : après quatre années d'agitation, le suffrage universel fut accordé, en 1867. La bourgeoisie libérale avait toujours écarté les classes ouvrières de toute participation à l'action politique, de sorte que celles-ci n'avaient jamais pu manifester leur volonté. Je sais bien, ajoute le délégué allemand, que ce n'est pas par des palliatifs qu'on atteindra le but, mais bien par une réforme complète et radicale. Mais l'action politique reste un excellent moyen d'agitation, et elle a produit en Allemagne des résultats surprenants : si on considère qu'aux dernières élections plus de quatre cent mille voix ont été données aux candidats socialistes, et cela quoique beaucoup d'ouvriers soient empêchés de manifester leur volonté par la pression morale et matérielle que la bourgeoisie exerce sur eux, on aura une idée de la force du parti. La guerre a paralysé le mouvement, mais cette guerre est maudite par les ouvriers allemands, qui sentent bien qu'elle n'a eu pour conséquence que de fortifier la tyrannie. Lorsque l'arbre est pourri, il ne faut pas se borner à couper quelques branches, c'est l'arbre tout entier qu'il faut abattre. Quant aux libertés dont jouissent les Allemands, il leur est permis de parler, d'écrire, de se réunir, pour autant que c'est le bon plaisir du gouvernement et même du premier agent de police venu. Ainsi les socialistes, pour avoir usé de ces libertés, ont dans ces six derniers mois obtenu 228 mois de prison. Mais le mouvement se développe, il n'est pas un village où il n'ait des adhérents, le *Neuer Sozial-Demokrat* compte 21.000 abonnés, et il existe beaucoup d'autres organes socialistes, qui ont également un cercle de lecteurs très étendu. Les ouvriers allemands ne se trouvent pas d'accord avec les ouvriers d'autres pays sur tous les moyens d'action, mais ils veulent le même but, l'émancipation complète des travailleurs. Le gouvernement, en employant de plus en plus la répression violente, les contraindra à agir par la force, et ils sauront le faire.

« Le délégué de la Fédération espagnole, *Gomez* [Farga], a présenté un rapport

très détaillé, que je m'efforcerai de résumer. En septembre de l'an dernier, le gouvernement républicain ordonna la fermeture du local des sections de Cadix, pour y établir une école sous l'invocation de la Vierge du Rosaire. Cette mesure fut bientôt étendue à d'autres fédérations, et, le gouvernement ayant suspendu les garanties constitutionnelles, les fédérations résolurent, pour le cas où elles seraient dissoutes, de s'organiser secrètement. Les grèves, malgré tout, étaient énergiquement soutenues. Les gouvernants en vinrent à menacer les grévistes de les faire retourner au travail à coups de canon, s'ils ne voulaient pas le faire volontairement. De nouvelles fédérations adhéraient sans cesse à l'Internationale. A Alcoy, à la suite des événements de juillet 1873, et malgré la promesse de ne pas poursuivre les participants à ces événements, des arrestations en masse eurent lieu, et plus de 250 internationaux sont encore dans les prisons de cette ville. Les fédérations de métiers ne se bornent plus à des questions de résistance, elles se placent de plus en plus au point de vue de l'action révolutionnaire, et leurs congrès prennent des résolutions dans ce sens. L'avènement de Serrano au pouvoir fut le signal du complet déchaînement des passions réactionnaires. En janvier 1874, un décret prononça la dissolution de l'Internationale. L'envahissement par les séides du gouvernement des locaux des sections et fédérations, l'incarcération des adhérents, devinrent des mesures générales. Tous les organes de l'Internationale, la *Federacion*, le *Condenado*, la *Revista social*, l'*Orden*, l'*Obrero*, la *Internacional*, furent suspendus : mais bientôt après, le journal clandestin les *Représailles* releva le drapeau de l'Association. La bourgeoisie ne se contenta pas de ces mesures : elle fit jeter à la mer soixante-six internationaux de San Fernando, enfermés dans des sacs. La calomnie se joignit aux persécutions ; les internationaux furent accusés d'être les complices des carlistes. La Fédération espagnole a donné la preuve qu'elle ne se laissera pas intimider par ces persécutions : en juin dernier, elle a célébré son quatrième Congrès régional à Madrid même, et a pris des résolutions très énergiques, qui ont déjà reçu quelques applications. La violation des correspondances, le vol des valeurs qu'elles peuvent contenir, sont pratiqués par les autorités gouvernementales dans toute l'Espagne. Mais des mesures sont prises pour sauvegarder l'organisation contre de pareils procédés. Les internationaux espagnols sont entrés dans la voie des représailles, ils ne la quitteront que pour l'action révolutionnaire décisive. »

Les tableaux statistiques annexés à ce rapport, et qui ont été imprimés tout au long dans le Compte-rendu officiel (pages 186-201), donnent les chiffres suivants : La Fédération espagnole comprenait, au 28 août 1874, 349 sections constituées (dont 241 sections de métier, et 108 sections mixtes), réparties dans 193 localités ; plus 183 sections en constitution (dont 127 sections de métier et 56 sections mixtes), réparties dans 129 localités. A la Fédération espagnole adhéraient en outre 8 Unions de métiers, comprenant 188 sections de résistance, et 8 Fédérations de métier comprenant 223 sections de résistance.

Pour terminer la séance, le président donna lecture d'un manifeste adressé au Congrès par le *Comitato italiano per la Rivoluzione sociale*. Voici ce document [1] :

Le Comité italien pour la Révolution sociale aux délégués formant le Congrès général de l'Association internationale des travailleurs, à Bruxelles.

Compagnons,

Nous avons reçu l'avis de l'ouverture du VIIe Congrès général de l'Internationale à Bruxelles, le 7 septembre 1874.

1. C'est une feuille volante de deux pages d'impression, sans lieu ni date, avec la mention : « Traduit de l'original italien ». La traduction, comme je l'ai dit, avait été faite par moi ; la feuille volante fut imprimée à l'imprimerie du *Bulletin*. Le manifeste est reproduit in-extenso dans le Compte-rendu du Congrès, pages 29-32.

L'Italie ne sera pas représentée à ce Congrès, parce qu'en Italie l'Internationale publique n'existe plus, et qu'aucun groupe de notre organisation secrète n'est disposé à perdre un de ses hommes, qui pourra demain, les armes à la main, rendre bien d'autres services à notre cause.

Oui, l'Internationale publique n'existe plus en Italie. Et cet heureux résultat, nous le devons entièrement à notre gouvernement.

Les masses italiennes, plutôt disposées à la conspiration, n'acceptèrent l'Internationale, au début, qu'avec une grande défiance. Cette défiance ne s'adressait pas aux principes de notre grande Association, mais à son système d'organisation publique ou légale, et elle s'accrut toujours davantage, à mesure que l'Internationale pénétrait dans les classes les plus opprimées de la grande masse de ceux qui souffrent. Cependant la vérité et la justice de notre principe finirent par en triompher, et l'Internationale prit une extension de plus en plus considérable, mais en même temps son organisation revêtait une forme tout à fait différente de celle qu'elle a adoptée dans les autres pays. Cette organisation faisait de l'Internationale en Italie *une vaste conspiration organisée au grand jour*; et il suffit de cette simple définition pour montrer toute l'absurdité d'un tel système.

Rien n'était plus facile aux intrigants bourgeois et aux espions que de se frayer accès dans l'Internationale, et le gouvernement pouvait suivre tous ses pas et la frapper au moment opportun. La liberté de parole, de réunion et de presse, et toutes celles qui sont inscrites dans le Statut constitutionnel italien, aplanissaient la voie à nos ennemis, et ils nous tendaient un piège dans lequel nous devions tomber tôt ou tard.

Aussi réclama-t-on de toute part un changement radical de système. L'accord sur ce point ne fut pas difficile, et une vaste et solide conspiration socialiste révolutionnaire commença bientôt à étendre vigoureusement ses racines, pénétrant jusque dans les couches les plus profondes du prolétariat italien. Nous ne pouvons évidemment pas parler ici du système suivi dans l'organisation de cette conspiration ; mais il est un point important sur lequel nous sommes spécialement chargés d'attirer votre attention : c'est que le programme n'a rien eu à souffrir de ce changement d'organisation ; il est demeuré le même, — le glorieux programme de l'Association internationale des travailleurs, — tel qu'il fut accepté par la Fédération italienne dans son premier Congrès à Rimini, comme le seul capable de réunir le prolétariat universel sous l'unique bannière de son émancipation.

C'est avec le cœur rempli d'une immense foi dans la réalisation de ce programme que nous conspirons aujourd'hui en Italie pour la destruction complète de l'Etat et de toutes ses institutions malfaisantes, pour l'anéantissement de toute espèce d'autorité, sous quelque forme que ce soit, pour la prise de possession, par les masses soulevées, de tous les instruments de travail, machines et matières premières, y compris la terre, et de toute la richesse que le vol le plus scélérat — l'exploitation des affamés -- a pu seul accumuler entre les mains d'un petit nombre de jouisseurs.

Ces actes que nous nous proposons d'*exécuter* avec une promptitude prévoyante, non de *décréter*; d'*accomplir* avec une efficace énergie, non de *proclamer*, nous les trouvons tous résumés dans les deux mots d'Anarchie et de Collectivisme, conditions selon nous indispensables pour assurer

le triomphe de la révolution sociale et la réalisation de notre programme.

La conspiration, qui d'abord n'avait pas empêché quelques sections de continuer à vivre d'une vie plus ou moins publique, est devenue aujourd'hui l'unique organisation possible des masses révolutionnaires en Italie, après que nos gouvernants, effrayés par les dernières agitations, ont mis de côté toute retenue et, séquestrant, emprisonnant, supprimant, en ont fini d'un seul coup avec les derniers restes de l'organisation publique de l'Association internationale des travailleurs.

Voilà comment le gouvernement, commençant d'abord par l'espionnage et les guet-apens de toute sorte, pour finir par la suppression en masse, nous a successivement conduits de l'Internationale publique à la plus sévère conspiration. Et puisque l'expérience nous a montré que cette dernière organisation était de beaucoup supérieure à la première, n'avions-nous pas raison de dire que la fin de l'Internationale publique en Italie était un heureux résultat que nous devions entièrement à notre gouvernement?

Quant aux récentes agitations que nous avons mentionnées tout à l'heure, nous n'en dirons ici que ce que nous pouvons et devons dire. De petites bandes de jeunes gens se sont montrées dans les campagnes de la Romagne et de la Pouille. Les jeunes gens qui les composaient appartenaient presque tous au prolétariat, tous à la grande masse révolutionnaire italienne. Leurs armes et leur attitude indiquaient le début d'un grand mouvement populaire.

Mais était-ce bien là leur but? Si oui, par quelles circonstances ont-ils échoué? Si au contraire leur but était différent, ce but a-t-il été atteint?

Ce sont là des questions auxquelles nous ne pouvons rien répondre; et les calomnies puériles et stupides de la presse bourgeoise ne pourront pas nous faire perdre de vue un seul instant notre mandat. Aujourd'hui ces forces révolutionnaires sont plus animées, mieux organisées et plus nombreuses qu'auparavant : elles forment un vaste réseau qui embrasse de plus en plus l'Italie tout entière.

L'époque des congrès est pour nous décidément finie, et le mandat de vous adresser la parole, comme nous le faisons maintenant, pourra difficilement se renouveler dans une autre occasion semblable. L'Italie révolutionnaire, sans cesser de tenir son regard fixé sur l'humanité opprimée et de se sentir un membre de la Révolution universelle, continuera à suivre la voie qu'elle a adoptée, comme la seule qui puisse la conduire à son but final, *le triomphe de la Révolution sociale* [1].

1. Des extraits de ce document furent publiés dans le *Bulletin* du 13 septembre 1874. La *Tagwacht* de Zürich, du 16 septembre, apprécia en ces termes le manifeste de nos amis italiens : « ITALIE. Un *Comité italien pour la Révolution sociale* a adressé au Congrès de Bruxelles un manifeste horripilant, dans lequel éclate la démence la plus ultra-bakouniste. A ce qu'il paraît, les bakounistes italiens se préparent à des *exploits* analogues à ceux qui ont été accomplis par leurs confrères espagnols, qui ont compromis si gravement la cause de la révolution et du travail. Nous ne pouvons pas comprendre comment le *Bulletin* jurassien peut présenter à ses lecteurs cette blague, cette sottise ampoulée, comme un *document important*. Les fanfarons qui ont rédigé ce manifeste se sauveront au premier coup de fusil. » — Le *Bulletin* répondit (27 septembre) : « Il y a longtemps que nous n'avions lu dans la presse bourgeoise un si joli ragoût de gros mots et de plates méchancetés. Et penser que cela vient des socialistes züricois, et que ces

Dans la première séance de la journée du mardi 8, le matin, le Congrès détermina l'ordre définitif de ses travaux; l'après-midi, il entendit la lecture des rapports officiels des Fédérations régionales, et discuta ensuite la question du Manifeste à adresser aux ouvriers de tous les pays: ce manifeste, de la rédaction duquel fut chargée une commission de trois membres, fut lu et adopté le surlendemain jeudi, en séance privée. Voici ce qu'écrit à ce sujet Schwitzguébel dans sa seconde lettre (du 12 septembre) :

« La lecture des rapports officiels ne présente rien de nouveau, les faits qu'ils contiennent ayant déjà été mentionnés dans les comptes-rendus présentés en séance publique.

« La question du Manifeste aux ouvriers paraît d'abord être diversement comprise par les fédérations. Toutes sont d'accord sur l'utilité et la nécessité d'un manifeste, sauf la Section de propagande de Genève, qui a envoyé une déclaration portant qu'elle ne reconnaît pas l'utilité de ce manifeste [1]. Les Belges paraissent d'abord craindre qu'on ne ravive les questions personnelles ; mais, à la suite des explications du délégué jurassien, qui démontre la nécessité d'expliquer la lutte qui s'est produite dans l'Internationale entre le principe d'autorité et le principe d'autonomie et de fédération, tous les délégués se prononcent pour la rédaction d'un manifeste. On nomme une commission de rédaction, composée de Gomez [Farga], Demoulin et Schwitzguébel. Cette commission présenta le jeudi après-midi un projet de manifeste, qui fut adopté avec une adjonction concernant les luttes religieuses, proposée par Gomez, et une modification proposée par Eccarius et se rattachant à l'exposé des conceptions communiste et collectiviste [2]. Eccarius se prononça contre tout développement de ces deux principes dans le manifeste : en en faisant mention, le manifeste prendrait nécessairement parti, sous une forme ou sous une autre, pour l'une ou l'autre tendance ; et, comme la question est loin d'être résolue, il n'appartient pas à un document officiel d'un Congrès général de l'Internationale de préjuger la question ; si le manifeste voulait rester impartial, il devrait consacrer un long développement bien clair et bien précis à chaque tendance, ce qui ferait perdre à ce manifeste le caractère général et populaire qu'il doit avoir. Il faut étudier la question sous toutes ses faces dans les fédérations et sections, dans les Congrès, la discuter dans les organes de l'Association et au moyen de brochures.

« Quant à la publication du manifeste, pour ne pas imposer de nouveaux frais considérables aux fédérations, le Congrès a résolu d'inviter tous les organes de l'Internationale à reproduire ce manifeste, et d'utiliser la composition des journaux pour le publier en brochures, en autant d'exemplaires que les fédérations le jugeront nécessaire. Pour les traductions anglaise et allemande, les compagnons Eccarius et Frohme s'en sont chargés [3]. »

La question d'une langue unique fut traitée également en séance privée, le vendredi :

« La question de la langue unique, traitée en séance privée le vendredi après-midi, donna lieu à une discussion assez longue. Quelques délégués préconisaient le choix de l'une des langues vivantes comme langue officielle de l'In-

basses injures sont dirigées contre la partie la plus énergique et la plus dévouée du prolétariat italien! Cela fait mal au cœur. »

1. La Section de propagande de Genève, qui, on l'a vu, ne faisait plus partie de la Fédération jurassienne, n'était pas représentée au Congrès.

2. Ces mots sont pris dans le sens que nous leur donnions à cette époque : « Communisme » veut dire : « communisme d'Etat » ; « collectivisme » signifie « communisme anti-étatiste, fédéraliste, an-archiste ».

3. Le *Bulletin* ne publia pas le texte de ce Manifeste : mais le *Mirabeau* de Verviers l'imprima dans ses colonnes, et le fit paraître ensuite en brochure (cette brochure est annoncée par le *Bulletin* du 22 novembre 1874). Le *Bulletin* du 11 octobre contient une communication du Comité fédéral jurassien annonçant que le texte allemand du Manifeste doit paraître prochainement dans le *Neuer Sozial-Demokrat* de Berlin, et proposant aux sections que la Fédération jurassienne fasse faire, à ses frais, un tirage à part en brochure de ce texte allemand.

ternationale, c'est-à-dire dans laquelle les correspondances officielles des comités fédéraux seraient faites autant que possible. D'autres, par contre, pensaient qu'une résolution d'un Congrès dans ce sens serait nuisible à l'Internationale ; ils proposent simplement que le Congrès invite les Conseils fédéraux à s'entendre directement entre eux pour les meilleurs moyens de correspondance ; Eccarius demande en outre que le Congrès insiste pour que les adhérents des diverses Fédérations étudient les langues vivantes. Cette proposition, avec l'adjonction proposée par Eccarius, a prévalu dans le Congrès. »

La principale des questions discutées au Congrès fut celle des services publics dans la nouvelle organisation sociale. Je copie le compte-rendu qu'en donne Schwitzguébel dans sa seconde et sa troisième lettres :

« La question des services publics fut d'abord traitée en séance privée, le mardi soir, puis en séances publiques le mercredi soir et le vendredi soir.

« Trois rapports écrits étaient présentés sur cette question : un par la Section bruxelloise, un autre par la Section de propagande de Genève, un troisième par la Section de Heigne-sous-Jumet (bassin de Charleroi).

« Le rapport bruxellois est imprimé ; il forme une brochure de 72 pages [1], et présente une analyse complète de la question. Après avoir énuméré les services publics de la société actuelle, et avoir indiqué ceux qui seront conservés dans la société future, ceux qui devront disparaître, et les services publics nouveaux qui devront être créés, le rapport se demande par qui devront être organisés et exécutés ces divers services, et il répond :

« A la Commune incombent les services publics suivants : sécurité (police, justice, etc.), état-civil, hygiène, assistance publique ; tout ce qui se rapporte aux travaux publics municipaux ; construction et entretien des maisons ; administration du bazar communal ;

« A la Fédération des communes (que le rapport appelle l'Etat [2]) incombent : les routes, postes, télégraphes, chemins de fer ; les grandes entreprises régionales de défrichement, de drainage, d'irrigation, etc. ; la gestion des forêts ; le service des paquebots, les travaux concernant les fleuves ; l'organisation des assurances ;

« Enfin certaines entreprises d'utilité générale, comme les grands voyages scientifiques, la statistique générale du globe, etc., appartiennent à la Confédération universelle [3].

« Le rapport contient des passages très intéressants sur la constitution de l'agriculture en service public ; sur le caractère purement transitoire du groupement actuel des travailleurs par profession, groupement qui disparaîtra au bout de peu de temps dans la société future ; sur le développement de la grande industrie et la nécessité de la propriété collective des instruments de travail ; sur l'échange et la distribution, etc. »

Voici le passage du rapport bruxellois sur « le caractère purement transitoire du groupement actuel des travailleurs par profession » :

Il est incontestable qu'actuellement le groupement par corporations de métiers est une des tendances les plus positives du mouvement ouvrier ; et il est incontestable aussi qu'une organisation de la Commune et de l'Etat reposant sur ce groupement corporatif et professionnel serait bien plus

1. Il a été inséré in-extenso dans le Compte-rendu officiel du Congrès.

2. Voir plus loin, p. 229, un article du *Bulletin* discutant la conception « étatiste » exposée dans le rapport bruxellois.

3. Ni les cultes, ni l'armée, naturellement, n'étaient compris dans cette énumération des services publics. Voici comment le rapport s'exprime au sujet de la force armée : « Nous ne citons pas l'armée, soit l'armée permanente, soit les milices, parce que, toutes, elles n'ont pour but que la répression des mouvements populaires à l'intérieur, ou la guerre de peuple à peuple. Or, nous croyons que la solution du problème social supprimera du même coup et la lutte des classes et la lutte des nations. » A comparer avec le passage correspondant du rapport de la Section de propagande de Genève, que je donne p. 221 dans le texte.

rationnelle qu'une organisation qui repose sur un groupement territorial, arbitrairement limité. Mais en sera-t-il toujours ainsi ? Le groupement corporatif aura-t-il toujours l'importance qu'il a aujourd'hui et qu'il aura longtemps encore ?

... L'instruction intégrale, la division du travail et le machinisme semblent devoir concourir à créer un jour une situation où le travailleur ne serait plus parqué pour toute sa vie dans une ou deux professions, mais où il pourrait concourir simultanément ou successivement à une foule de métiers. Or, si pareil état de choses arrive à exister un jour, n'est-il pas évident que la classification des travailleurs en industries distinctes, et par suite le groupement des hommes en corps de métiers, disparaît ? et que la fédération communale, régionale ou internationale, basée sur cette séparation des industries, perd complètement sa grande importance et sa haute signification actuelles ? N'est-il pas évident que ce groupement corporatif, devant cesser un jour d'être conforme aux nécessités sociales, ne peut dès lors être considéré lui-même que comme une forme transitoire, et non comme la forme normale et définitive du groupement social de l'avenir ?

Le rapport de De Paepe conclut ainsi :

A la conception jacobine de l'Etat omnipotent et de la Commune subalternisée, nous opposons la conception de la Commune émancipée, nommant elle-même tous ses administrateurs sans exception, faisant elle-même la législation, la justice et la police. A la conception libérale de l'Etat gendarme, nous opposons l'Etat désarmé [1], mais chargé d'instruire la jeunesse et de centraliser les travaux d'ensemble. La Commune devient essentiellement l'organe des fonctions politiques ou que l'on a appelées telles : la loi, la justice, la sécurité, la garantie des contrats, la protection des incapables, la vie civile ; mais elle est en même temps l'organe de tous les services publics locaux. L'Etat devient essentiellement l'organe de l'unité scientifique et des grands travaux d'ensemble nécessaires à la société.

Décentralisation politique et centralisation économique [2], telle est, nous semble-t-il, la situation à laquelle aboutit cette conception nouvelle du double rôle de la Commune et de l'Etat, conception basée sur l'examen

1. Dans un passage antérieur, le rapport a défini cet Etat nouveau : « La Fédération nationale ou régionale des communes ».

2. A rapprocher de ce passage de Bakounine, dans *Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg* : « Tous les progrès accomplis depuis 1848 en Suisse sont des progrès de l'ordre économique, comme l'unification des monnaies, poids et mesures, les grands travaux publics, les traités de commerce, etc. On dira que la centralisation économique ne peut être obtenue que par la centralisation politique, que l'une implique l'autre, qu'elles sont nécessaires et bienfaisantes toutes les deux au même degré. Pas du tout. La centralisation économique, condition essentielle de la civilisation, crée la liberté ; mais la centralisation politique la tue, en détruisant au profit des gouvernants la vie propre et l'action spontanée des populations. La concentration des pouvoirs politiques ne peut produire que l'esclavage, car liberté et pouvoir s'excluent d'une manière absolue. Tout gouvernement, même le plus démocratique, est un ennemi naturel de la liberté, et plus il est concentré et fort, plus il devient oppressif. Ce sont d'ailleurs des vérités si simples, si claires, qu'on a presque honte de les répéter. » (*Œuvres*, t. II, p. 34.)

des services publics qui sont rationnellement dans les attributions de chacun de ces organes de la vie collective.

Schwitzguébel n'a pas analysé le rapport de la Section de propagande de Genève. Ce rapport, qui, six semaines après le Congrès, parut en une brochure (32 pages, aux bureaux de la *Revue socialiste*, Genève) [1], indiquait comme services publics : la statistique, la conservation et la répartition des produits naturels, l'enseignement public, l'hygiène, les relations sociales (c'est-à-dire l'échange ou la distribution des produits), la sécurité publique et individuelle, la défense. Le rapport prévoyait — détail caractéristique — le maintien d'une armée de terre, pour « surveiller la sécurité des frontières de la fédération », et d'une marine de guerre pour « faire la police des mers » ; il indiquait aussi, en ces termes, « par qui » devraient être faits les services publics : « Sans doute, et plus que jamais même, il faudra, pour diriger les services publics au mieux des intérêts individuels et collectifs, des hommes d'une capacité véritable... ; mais il ne nous paraît nullement nécessaire que ces hommes sortent exclusivement d'écoles spéciales ; grâce à l'instruction intégrale donnée à tous, les hommes à capacités spéciales pourront se produire tout aussi bien, pensons-nous, sinon mieux, que dans les écoles bourgeoises. Puis, la capacité une fois constatée, le suffrage direct des intéressés n'aura plus qu'à choisir entre les candidats. »

Quant au rapport de Heigne-sous-Jumet, c'était un document très court et sans importance.

« Dans la séance privée du mardi soir, la discussion roula essentiellement sur ce qu'il faut entendre par services publics. L'un des délégués allemands au Congrès, *Faust*, émit l'opinion que la société nouvelle devant être fondée sur la production, opérée par les associations de travailleurs, il ne voyait pas la différence qu'il y avait à établir entre les services rendus par les cordonniers, les terrassiers, les ouvriers des chemins de fer : tous rendent des services à la société, par conséquent toutes les branches du travail deviennent services publics.

« *Frohme* parla sur le fonctionnarisme. Aujourd'hui, les fonctionnaires chargés de l'administration des services publics appartiennent généralement à la catégorie des gens robustes, mais qui aiment une vie et un travail faciles, tandis que les faibles sont surchargés de travaux écrasants. Dans la société future, les charges devront être mieux réparties selon les aptitudes de chacun.

« *Bastin* parla sur la question de surveillance. Son opinion n'est pas éclairée sous ce rapport. Il conçoit que les services publics doivent être exécutés par les travailleurs et les associations de producteurs, mais il faut une surveillance qui garantisse les intérêts généraux. Il faudrait que cette question fût bien élucidée.

« *De Paepe*, combattant le point de vue exposé par Faust, objecta qu'il y avait une différence essentielle à établir, et s'efforça de le démontrer. Il y a des services ou des occupations purement intimes ou individuels, se rattachant à la vie de famille ; il y en a qui ne sont plus individuels ou restreints à la famille, mais qui embrassent déjà un groupe d'hommes plus ou moins nombreux ; il en est d'autres enfin qui intéressent directement les habitants de toute une région. C'est ainsi qu'un groupe de travailleurs cordonniers rend service aux habitants qui se pourvoient de chaussures auprès de lui : c'est là un service limité à un groupe d'hommes ; mais l'établissement d'une grande route dans une contrée intéresse l'ensemble des habitants de la contrée : celui-ci est évidemment un service public, un service d'une tout autre nature que ceux que les individus ou les groupes peuvent se rendre.

« Dans la séance publique du lendemain mercredi, la discussion devint plus approfondie et plus animée.

1. Il a été également inséré in-extenso dans le Compte-rendu officiel du Congrès.

« *Frohme* revint sur la question du fonctionnarisme, et des abus à éviter en ce point.

« *De Paepe* exposa longuement et avec clarté les idées contenues dans le rapport imprimé de la fédération bruxelloise. Nous ne résumerons pas ici le discours de De Paepe : nous renvoyons les lecteurs au rapport que nous venons de mentionner.

« *Schwitzguébel* dit que la question des services publics, telle qu'elle est posée, suppose que les services seront différents dans la société future de ce qu'ils sont actuellement. Nous devons donc d'abord nous rendre compte de ce qu'ils sont aujourd'hui. C'est l'Etat qui est chargé de l'administration des services publics. Or, tous les socialistes sont d'accord que l'Etat, dans son ensemble, fonctionne au profit de la bourgeoisie, qu'il est le gardien et l'exécuteur de ses intérêts de classe. L'analyse des diverses institutions de l'Etat confirme ce que nous avançons. La circulation, par exemple, est un service public qui procure d'immenses avantages à la bourgeoisie. La machine juridique est basée exclusivement sur le privilège propriétaire, et fonctionne au profit du monde capitaliste : ce sont les bourgeois qui constituent l'ordre judiciaire, et la magistrature, qui veille à l'exécution des lois, est essentiellement bourgeoise. L'enseignement, au point de vue moral, consacre et enseigne le respect de l'ordre établi ; l'armée réprime par la force les aspirations populaires ; la police surveille, dénonce, emprisonne tout ce qui attente à ce qui existe : et enfin les administrations communales dépendent absolument du pouvoir central. Les ouvriers doivent-ils s'emparer de l'ensemble de ces institutions, de ces services publics, et les transformer selon leurs intérêts ? La réponse à cette question dépend du point de vue auquel on se place dans le grand débat entre la liberté et l'autorité, engagé depuis quelques années dans le monde socialiste. Si l'on part du point de vue anti-autoritaire, on doit vouloir la destruction de l'Etat actuel : la société humaine se reconstituera alors complètement à nouveau, par le groupement libre des travailleurs d'un même métier, par la fédération des groupes de producteurs dans la commune et des communes dans la région. Cette manière d'envisager la question rend assez difficile la détermination préalable de ce qui sera ou ne sera pas service public, et de la manière dont ces services seront organisés. Il nous suffit de savoir que nous devons, pour nous émanciper, constituer la propriété collective des instruments de travail, du capital, et affirmer pratiquement l'autonomie des individus et des groupes contre l'autorité de l'Etat. Nous savons que cette réalisation ne pourra s'opérer que par le soulèvement révolutionnaire du prolétariat.

« La discussion est reprise à la séance publique du vendredi soir.

« *Frohme* ne conçoit pas que les intérêts généraux de la société puissent être sauvegardés sans Etat. Sans doute l'orateur est hostile à l'Etat actuel ; mais les ouvriers, dit-il, doivent s'emparer du pouvoir politique et transformer l'Etat actuel en un Etat socialiste, qui aura alors à organiser les services publics au point de vue des intérêts des travailleurs. C'est ainsi que les socialistes allemands entendent la révolution sociale.

« *Verrycken* parle contre l'Etat, contre tout Etat ouvrier. En constituant ce dernier, nous n'aurions fait que prendre la place de la bourgeoisie : c'est par la Commune libre et la Fédération libre des communes que nous devons organiser les services publics. Leur exécution incombe naturellement aux groupes de producteurs ; la surveillance aux délégations, soit des corps de métier dans la Commune, soit des communes dans la Fédération régionale.

« *Brismée*. Il n'y a, selon moi, aucune différence entre ce que veulent nos amis du Jura et ce que veulent les membres de la Section bruxelloise. Ni les uns ni les autres ne s'accommoderaient d'un joug quelconque. Nous sommes des adversaires déclarés de l'autorité : comme nos amis de la Suisse, nous voulons que l'administration des services publics soit entre les mains du peuple travailleur. Les fédérations ouvrières locales et des différents pays, lorsque le moment sera arrivé, n'auront qu'à prendre possession des administrations communales et de l'Etat, pour que la classe ouvrière soit substituée à la classe bourgeoise, et à constituer la Chambre du travail, dont il a été tant

parlé déjà, qui édicterait des lois pour l'organisation des services publics en faveur des travailleurs.

« *Schwitzguébel.* Il devient évident que la question se pose entre l'Etat ou l'an-archie [1]. En effet, le rapport bruxellois et les opinions émises par différents compagnons aboutissent à la reconstitution de l'Etat. On prend comme point de départ de l'organisation sociale l'ensemble des collectivités humaines, soit dans les communes, soit dans les régions ou pays. Pour que la volonté, les vœux de ces collectivités puissent se faire valoir, il leur faut des représentations qui déterminent et coordonnent cette volonté : nous recréons ainsi les assemblées législatives, qui édicteront des lois ; il faudra des pouvoirs exécutifs pour faire exécuter la loi ; il faudra toute la magistrature, l'ordre judiciaire, la police, l'armée même, pour consacrer tout cela. Quelle différence y aura-t-il entre cet ordre futur et l'ordre actuel? Ce seront, tout simplement, les ouvriers qui seront au pouvoir et non plus les bourgeois. On aura fait ce que la bourgeoisie a fait vis-à-vis de la noblesse. Dans la Fédération jurassienne, nous pensons que la Révolution sociale ne doit pas seulement avoir pour but de mettre les ouvriers en possession des instruments de travail sous n'importe quelle forme, mais de conquérir aussi la liberté humaine contre toute espèce d'autorité. Nous voulons donc la dissolution de l'Etat et la réorganisation absolument libre des travailleurs entre eux, des groupes entre eux, des communes entre elles ; et les rapports déterminés, non pas par la loi imposée à tous, mais par des contrats librement débattus et consentis et n'engageant que les contractants. C'est ainsi qu'un travailleur peut rester en dehors du pacte de son métier, un groupe en dehors du pacte fédératif dans la commune, et une commune en dehors du pacte fédératif dans la région. Le mal qui pourrait résulter de cette pratique de la liberté sera toujours moindre que celui qui résulterait de la reconstitution des Etats.

« *De Paepe.* On a cru qu'à la suite de la révolte des fédérations de l'Internationale contre les actes autoritaires du Congrès de la Haye, et de la consécration du principe d'autonomie et de fédération dans l'organisation de notre Association, l'idée de l'Etat ouvrier avait vécu. Le débat entre l'Etat ouvrier et l'an-archie reste au contraire ouvert, et depuis les discussions si importantes qui ont agité l'Internationale à propos de la propriété [en 1868 et 1869], aucune n'est aussi sérieuse que celle qui, sous la dénomination « Par qui et comment seront faits les services publics dans la société future », agite en ce moment notre Association. Cette question embrasse toute la question sociale, et de la manière dont nous l'envisagerons et la résoudrons pourra aussi dépendre l'action que nous chercherons à imprimer aux événements révolutionnaires, lorsque nous serons appelés à intervenir. — Il faut d'abord remarquer qu'en Espagne, en Italie, dans le Jura, on est partisan de l'an-archie, et qu'en Allemagne, en Angleterre, on est partisan de l'Etat ouvrier; la Belgique flotte encore entre les deux tendances. Cette situation nous permet d'entrevoir que chacune des deux tendances se réalisera de son côté dans les pays où elle est devenue spéciale à tel peuple. De Paepe pense qu'il serait plus pratique que les fédérations, au lieu de se lancer dans l'inconnu et l'imprévu, s'emparent de la direction des Etats et les transforment en Etats socialistes ouvriers. Les choses se passeront sans doute ainsi chez la plupart des peuples, où les ouvriers trouveront beaucoup plus simple et plus facile de s'emparer des Etats existants, que de tout abolir et de tout réorganiser ensuite. Mais chez d'autres, en Espagne par exemple, par suite des déchirements intérieurs auxquels l'Etat est livré, la situation devient de plus en plus anarchique, et alors rien de plus naturel qu'un peuple placé dans ces conditions se reconstitue absolument à nouveau, de bas en haut. Toutefois De Paepe entrevoit dans la révolution anarchiste des dangers sérieux pour l'émancipation des travailleurs, à

1. Le *Bulletin* a imprimé, ici et plus loin, et à dessein, *an-archie* en deux mots, à l'exemple de Proudhon.

savoir le manque de direction générale, et, dans l'état actuel d'ignorance, la possibilité pour les ambitieux de s'emparer de la direction du mouvement et de le faire dévier.

« *Eccarius*. Les ouvriers procèdent beaucoup plus pratiquement. Ils ne se partagent pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Avant de parler de révolution sociale, il faut d'abord réduire les heures de travail, de manière à ce que les ouvriers puissent s'instruire et comprendre les questions sociales. Quant à l'an-archie, elle nous ramènerait au moyen âge, où les corporations se battaient entre elles.

« *Coenen* déclare se rallier d'une façon générale aux idées émises dans le rapport de Bruxelles.

« *Gomez* [Farga]. Les internationaux espagnols se sont depuis longtemps et généralement prononcés pour l'anarchie, de sorte qu'ils seront opposés à toute réorganisation des services publics aboutissant à la reconstitution de l'Etat. Le rapport de la fédération bruxelloise nous ramène à l'Etat, et, quelles que soient les restrictions que veulent faire les auteurs du rapport, la logique des choses conduira l'Etat ouvrier à être un Etat autoritaire tout comme le sont les Etats actuels. Si ce n'est réellement qu'une question de mots, c'est-à-dire si l'on veut, en fait, la Fédération des communes, il faut se servir de ce terme pour désigner la chose, et laisser de côté le mot Etat, qui représente l'idée politique, autoritaire et gouvernementale.

« Le président annonce ensuite que le Congrès a résolu, en séance administrative, de remettre la question des services publics en discussion dans les fédérations et sections, et de la reprendre au prochain Congrès général. »

Restait à discuter la question de l'action politique.

« La question de l'action politique — dit Schwitzguébel dans sa dernière lettre — fut traitée d'abord en séances privées, le mercredi après-midi et le vendredi après-midi, et ensuite en séance publique le samedi soir 12 septembre.

« Nous résumerons l'opinion des membres du Congrès qui ont pris la parole sur cette question.

« Tout d'abord disons que tous furent d'accord pour reconnaître que l'on ne pouvait imposer une ligne de conduite politique uniforme à toute l'Internationale; que chaque pays, suivant sa situation particulière, devait adopter et suivre telle ligne de conduite qu'il jugeait la plus utile. Il y a loin de ces dispositions à celles qui inspiraient la majorité du Congrès de la Haye; et cependant, à Bruxelles, Eccarius et les deux délégués allemands sont de fervents partisans de la conquête du pouvoir politique dans l'Etat par les classes ouvrières, et le délégué espagnol, le délégué jurassien, les délégués belges, sont de non moins ardents partisans de l'abstention de la politique parlementaire et gouvernementale.

« *Frohme* et *Faust* développent le point de vue auquel se placent les socialistes allemands dans la question politique. Pour combattre l'Etat allemand, fortement centralisé, il faut une organisation également centralisée. Laisser la bourgeoisie dominer complètement l'Etat, ce serait le suicide du parti ouvrier socialiste ; celui-ci doit disputer à la bourgeoisie le pouvoir politique, et, lorsqu'il l'aura conquis, transformer l'Etat bourgeois en Etat socialiste. Les socialistes allemands ne se bercent pas de l'illusion d'y arriver pacifiquement : ils savent parfaitement bien que ce n'est que par la violence qu'ils atteindront ce but, et du reste le gouvernement donne lui-même l'exemple des actes de violence en persécutant le parti socialiste. Mais l'action politique légale et parlementaire leur sert de moyen d'agitation et de garantie de sécurité. Si lorsque, devant les tribunaux, on incrimine leurs écrits et leurs paroles réclamant la propriété collective, ils disaient nettement que c'est par la violence qu'ils veulent la réaliser, ils tomberaient sous le coup du code pénal ; mais, en disant que c'est par les voies légales, ils peuvent continuer à agir et à propager leurs principes. Quant à la valeur de ce moyen d'action au point de vue de la propagande, il n'y a, pour en juger, qu'à se

rendre compte des résultats obtenus. On ne détournera pas les ouvriers allemands de l'action politique, toute tentative dans ce but serait puérile.

« *Bastin* et *Verrycken* rendent compte des idées belges sur la question politique. Pour eux, ouvriers belges, il ne peut pas être question d'action politique, puisqu'il ne possèdent pas le suffrage universel. Ils ne feront rien pour obtenir le suffrage universel, parce qu'ils savent que cela ne leur servirait à rien ; ils n'attendent rien des parlements, et ils veulent continuer à consacrer toute leur activité à l'organisation ouvrière par corps de métier et fédérations ; la classe ouvrière pourra, lorsque cette organisation sera plus généralisée, faire la Révolution sociale avec succès.

« *Schwitzguébel.* Si les socialistes jurassiens, quoique possédant le suffrage universel, sont devenus abstentionnistes, c'est l'expérience qui les a poussés dans cette voie. A la naissance des sections internationales, ils secondaient généralement les partis politiques. On agita la question des candidatures ouvrières ; les partis bourgeois promirent des concessions, mais trompèrent les ouvriers socialistes trop confiants. La leçon a profité, et, depuis, les études qui ont été faites en matière politique, dans l'Internationale, ont de plus en plus convaincu les internationaux du Jura qu'en abandonnant les partis bourgeois à leurs tripotages politiques, et en s'organisant en dehors d'eux et contre eux, les ouvriers prépareraient certainement une situation beaucoup plus révolutionnaire qu'en parlementant avec les bourgeois dans les assemblées législatives.

« *Gomez* [Farga]. La situation est devenue tellement révolutionnaire en Espagne que l'expression « action politique » n'y est même plus possible. En France, en Italie, la situation devient telle aussi. En Allemagne, les persécutions gouvernementales aboutiront à créer une situation semblable. Lorsque les grands Etats sont dans une pareille situation, les ouvriers n'ont plus à s'occuper d'action politique, mais d'action révolutionnaire.

« La Section de propagande de Genève avait envoyé son opinion sur l'action politique : une minorité veut l'abstention absolue ; la majorité veut l'abstention de la politique d'Etat, mais préconise les candidatures ouvrières dans les élections communales. »

Van Wedemer avait donné en ces termes, dans la séance privée du mercredi, l'opinion de ses mandants sur la question : « Tout ce qui travaille doit s'unir, non pour conquérir un pouvoir quelconque, mais bien pour obtenir la négation de tout gouvernement politique, qui pour nous ne veut pas seulement dire oppression, mais fourberie et mensonge ; notre devoir est de nous coaliser pour opposer une digue infranchissable aux exigences éhontées du capital, et nous ne pourrons y arriver que par une propagande incessante parmi les travailleurs, lesquels devront s'organiser pour la véritable Révolution sociale. — France, Section parisienne. VAN WEDEMER [1]. »

Dans la séance privée du jeudi après-midi, une commission avait été nommée pour rédiger une déclaration résumant l'opinion du Congrès sur la question de l'action politique. Cette commission, composée de Gomez, Coenen, Frohme et Verrycken, présenta, le mercredi soir, le projet suivant :

Sur la question de savoir dans quelle mesure l'action politique des classes ouvrières peut être nécessaire ou utile à l'avènement de la Révolution sociale, le Congrès déclare que c'est à chaque Fédération et au parti démocratique socialiste de chaque pays à déterminer la ligne de conduite politique qu'ils pensent devoir suivre.

Cette déclaration fut adoptée à l'unanimité.

Quant aux questions administratives qui restaient à traiter avant la clôture du Congrès, voici ce qu'en dit Schwitzguébel, à la fin de sa dernière lettre, où

1. J'emprunte cette déclaration au Compte-rendu officiel.

il donne, en terminant, une appréciation d'ensemble sur les travaux des délégués réunis à Bruxelles :

« Dans la dernière séance administrative, des mesures ont été adoptées pour que la Fédération jurassienne, chargée l'an dernier de la publication du Compte-rendu du Congrès de Genève, puisse rentrer dans les déboursés faits pour cette entreprise.

« On a décidé l'impression des travaux du présent Congrès. Un délégué voulait qu'on se bornât à les résumer. On lui fit observer que, si imparfaits que puissent être les travaux du Congrès, ne pas les publier serait enlever une page à l'histoire des Congrès de l'Internationale, et que ce défaut rendrait obscur le point de départ des délibérations du prochain Congrès général. Pour éviter des frais considérables, il fut résolu que le Compte-rendu officiel serait imprimé dans le *Mirabeau*, et que les fédérations le feraient tirer en brochure, en autant d'exemplaires qu'elles le voudront. Chaque fédération avisera le Conseil régional belge du nombre d'exemplaires qu'elle voudra se procurer. Une commission, composée des compagnons Verrycken, Paterson et De Paepe, est chargée de coordonner les travaux du Congrès avant de les livrer à la publicité. Le Manifeste sera imprimé en premier lieu.

« La Fédération jurassienne est chargée de l'organisation du Bureau fédéral international pour l'année 1874-1875.

« Si la situation en Espagne y rendait possible la tenue du prochain Congrès général, il aura lieu dans ce pays, à Barcelone. Dans le cas contraire, il se réunira dans le Jura suisse.

« Le Bureau fédéral sortant de charge s'entendra avec les fédérations pour la répartition des frais du Congrès de Bruxelles.

« Tels, ont été, en résumé, les travaux du septième Congrès général de l'Internationale. L'action publique de l'Internationale est rendue impossible en France, en Espagne, en Italie, en Russie, et le devient chaque jour davantage en Allemagne ; et cependant cette Association continue à s'affirmer, et, alors qu'une réaction impitoyable se déchaîne dans tous les grands Etats, presque tous les pays sont néanmoins représentés au Congrès. La presse bourgeoise peut chanter triomphe sur la mort prétendue de l'Internationale : la grande Association marche d'un pas toujours plus sûr dans la voie révolutionnaire, qui seule peut désormais affranchir le travail de la domination du capital. »

Le *Manifeste adressé à toutes les associations ouvrières et à tous les travailleurs par le Congrès général de l'Association internationale des travailleurs tenu à Bruxelles du 7 au 13 septembre 1874* est un document très intéressant, qui résume d'une façon claire l'histoire de l'Internationale et l'évolution des idées au sein de l'Association. En voici les passages essentiels :

... En adressant ce Manifeste aux associations ouvrières et aux ouvriers de tous les pays où a éclaté la lutte entre le travail et le capital, le Congrès vient affirmer solennellement la vitalité du mouvement ouvrier, en dépit de toutes les persécutions bourgeoises et gouvernementales...

L'Internationale, pour devenir une organisation embrassant réellement les intérêts populaires, ne pouvait pas être le produit d'un système préconçu, mais elle devait se développer selon les expériences faites et à faire. Ce travail de développement a donné lieu, au sein de notre Association, à des luttes qui furent naturellement interprétées, par la presse bourgeoise, comme une cause de ruine pour l'Internationale, et qui, dans certains pays, éloignèrent de notre pacte universel de solidarité quelques associations ouvrières. Aujourd'hui que l'Internationale, ayant mis fin à ces luttes intestines, a consacré le principe fondamental d'organisation sur lequel elle repose, nous avons le devoir d'expliquer, à nos compagnons ouvriers

qui sont restés en dehors de nos rangs, les bases réelles de cette organisation, et le but que nous nous proposons d'atteindre.

... Le système moderne de production capitaliste devait infailliblement donner naissance à l'Internationale... Le capital... n'est ni français, ni allemand, ni anglais, ni italien, ni espagnol ; il n'est pas latin, ni germain, ni slave... Le patriotisme des bourgeois n'est plus qu'une grossière plaisanterie pour tromper les naïfs.

... Les questions qui, dans la première période de l'existence de notre Association, préoccupèrent généralement l'Internationale, furent : l'organisation des sociétés ouvrières et des grèves, l'augmentation des salaires, la réduction des heures de travail, les restrictions à l'emploi des femmes et des enfants dans les manufactures, la question des machines, les questions relatives à la coopération et au crédit... Cependant la situation générale des classes ouvrières restait misérable... Faudra-t-il donc toujours tourner dans le même cercle vicieux ? Cette pensée se fait jour partout, et de toutes parts on cherche une solution... La bourgeoisie a toute liberté et possibilité de dominer et d'exploiter les ouvriers, parce qu'elle est propriétaire exclusive de l'instrument du travail, du capital. La question de la propriété est ainsi le nœud gordien de la question sociale : pour résoudre celle-ci, il faut résoudre la première. Les Congrès de l'Internationale tenus à Bruxelles (1868) et à Bâle (1869) abordèrent successivement cette question, et la résolurent dans le sens de la propriété collective. Pour le monde bourgeois, l'Internationale devint désormais le grand épouvantail...

La propriété collective fut donc reconnue par l'Association internationale des travailleurs comme la base de toute réforme sociale sérieuse...

C'est alors que, comme un coup de foudre, éclata la guerre franco-allemande .. Et lorsque, après tous les désastres que venait de subir la France, la nouvelle Assemblée nationale française se réunit à Bordeaux, elle ne sut que provoquer les colères populaires en prenant des mesures aussi vexatoires que stupides... Le cri de ralliement des gardes nationaux, celui au nom duquel se fit la révolution du 18 mars 1871, c'est *Vive la Commune !* Ce cri populaire nous révèle les aspirations du prolétariat parisien. L'Etat centralisé... devait disparaître... Le peuple de Paris veut aussi commencer la réalisation de l'émancipation des travailleurs. Les manifestes de la Commune le disent nettement : « Ce que Paris veut en fin de compte, c'est la terre aux paysans, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous ».

... Nous ne retracerons pas les péripéties de la bataille de deux mois qui finit par le massacre des défenseurs de la Commune. Cette page épouvantable de notre histoire contemporaine a rendu désormais toute conciliation impossible entre la bourgeoisie et le peuple : un fleuve de sang les sépare à tout jamais.

Si la Commune de Paris vit s'ameuter contre elle toutes les haines du monde bourgeois, elle éveilla aussi d'ardentes sympathies ; le prolétariat de tous les pays comprit aussitôt la portée de la révolution du 18 mars...

Ce fut l'honneur de l'Internationale d'avoir compris la révolution du 18 mars et de s'en être rendue solidaire...

Un groupe d'hommes était parvenu à constituer peu à peu dans l'Internationale un parti... Ces hommes-là, partisans de la conquête du pouvoir

politique par les classes ouvrières, voulaient transformer l'Association en un vaste parti politique, organisé hiérarchiquement, et sous leur propre direction... Nous ne ferons pas l'histoire des luttes amenées par leurs agissements, luttes qui n'ont eu malheureusement que trop de retentissement; nous rappellerons seulement que lorsqu'ils voulurent établir définitivement leur dictature, ils échouèrent devant la révolte de toutes les fédérations de l'Internationale... La bourgeoisie, qui n'a voulu voir, dans ce grand débat entre deux principes opposés, qu'une mesquine querelle de personnes, et qui a si pompeusement annoncé dans ses organes la mort de l'Internationale, n'a fait que donner une nouvelle preuve de son inintelligence. Elle n'a pas compris que cette longue lutte, à la suite de laquelle l'Internationale s'est reconstituée sur des bases nouvelles, témoignait au contraire de l'indestructible vitalité de notre Association, et que, maintenant qu'elle est sortie victorieuse de la crise, l'Association internationale des travailleurs marche d'un pas plus assuré vers la réalisation de son but : l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

Compagnons ouvriers de tous les pays et de toutes les professions, nous vous avons expliqué notre raison d'être et notre but. A vous de juger si l'Internationale représente réellement les aspirations du prolétariat, et de prendre parti, dans la guerre à mort qui est aujourd'hui engagée sur tous les points du monde entre le capital et le travail, soit pour nous contre nos exploiteurs communs, soit pour les exploiteurs contre nous et contre vous-mêmes...

La même semaine que les délégués de l'Internationale à Bruxelles, les membres de la Ligue de la paix et de la liberté s'étaient réunis à Genève. Le *Bulletin* écrivit à ce sujet :

Pendant que les délégués de l'Internationale se réunissaient lundi dernier à Bruxelles, la Ligue bourgeoise de la paix tenait de son côté un congrès à Genève. Mais quel congrès ! C'était plutôt un enterrement. Victor Hugo avait écrit aux membres de la Ligue que la paix ne sera possible qu'après une nouvelle guerre entre l'Allemagne et la France, et ceux-ci ont avoué que Victor Hugo avait raison et qu'il fallait renvoyer à des temps meilleurs la réalisation de leur utopie pacifique.

Après avoir rappelé comment, en 1868, le Congrès de l'Internationale, à Bruxelles, avait déclaré que « la Ligue de la paix n'avait pas de raison d'être en présence de l'œuvre de l'Internationale », le *Bulletin* ajoutait :

Les journaux bourgeois se récrièrent alors à qui mieux mieux sur l'outrecuidance de l'Internationale, qui osait affirmer de la sorte que seule elle était capable de réaliser la paix dans l'égalité et la liberté, et qui refusait de prendre au sérieux les congrès des blagueurs bourgeois. M. Coullery, qui dans ce temps était encore de l'Internationale, et qui rédigeait la *Voix de l'Avenir*, mais qui préparait déjà son évolution vers le camp des « libéraux », prit fait et cause pour la Ligue de la paix, et écrivit que le vote de Bruxelles *était contraire au bon sens*. Et cependant à qui l'avenir a-t-il donné raison ?

La Ligue de la paix vient de rendre le dernier soupir, et l'Internationale, toujours debout malgré les persécutions de tout le monde bourgeois

conjuré contre elle, reste plus vivante que jamais et pleine d'espoir dans la prochaine réalisation de son programme.

Je reproduis encore deux articles du *Bulletin* relatifs au Congrès de Bruxelles. Le premier (20 septembre) s'occupe du rapport de la Section bruxelloise sur les services publics. Le voici :

Le rapport bruxellois sur les services publics.

Nous venons de recevoir le remarquable rapport publié par la Section bruxelloise de l'Internationale sur la question de l'organisation des services publics dans la société future. C'est un travail d'un grand intérêt, bien raisonné et bien écrit; et nous ne pouvons qu'engager d'une façon pressante toutes les Sections jurassiennes à en prendre connaissance pour l'étudier et le discuter avec toute l'attention qu'il mérite.

Il est un point toutefois, dans ce rapport, qui pourra soulever des objections, et qui, dans tous les cas, nous paraît de nature à créer de nombreux malentendus, si on ne prend soin de l'élucider bien clairement.

Le rapport bruxellois se sert du mot *Etat*, en lui donnant un sens analogue à celui que les socialistes allemands attribuent à leur *Volksstaat*. Il pense que les socialistes an-archistes, ou, pour parler en français plus clair, les socialistes fédéralistes, ont tort de rejeter ce terme ; et il va jusqu'à dire que ces an-archistes ou fédéralistes, — au nombre desquels il faut compter, croyons-nous, la plupart des lecteurs du *Bulletin*, — tout en repoussant le *mot* « Etat », acceptent néanmoins la *chose*, au sens où l'entendent les socialistes bruxellois.

Il y a longtemps déjà qu'on dispute sur le sens du mot *Etat*, et que les diverses écoles socialistes opposent les unes aux autres des formules comme *abolition de l'Etat* ou *constitution de l'Etat populaire*, formules auxquelles l'emploi de ce terme équivoque donne un sens mal défini et prêtant à toutes sortes d'interprétations de fantaisie. Ne serait-il pas temps de mettre fin à ces querelles de mots et de s'expliquer une fois pour toutes, en adoptant un vocabulaire précis et uniforme, qui ne laisse plus de doute sur la pensée réelle de ceux qui en emploient les termes ? Nous allons essayer de définir nettement ce que le rapport bruxellois entend par l'*Etat socialiste*, et d'expliquer avec la même netteté ce que les socialistes fédéralistes entendent par l'*abolition de l'Etat* : nous verrons s'il y a entre ces deux conceptions des différences essentielles : et, comme conclusion, nous proposerons à l'acceptation des socialistes un vocabulaire destiné à prévenir le retour des équivoques qui embarrassent actuellement nos discussions.

* * *

Le rapport bruxellois explique comme suit, pages 21-23, la façon dont s'organisera, dans la société future, l'administration de la Commune et celle de la Fédération des communes :

« Ne faudra-t-il pas que les groupes ouvriers, les corps de métier de la Commune, choisissent dans leur sein des délégués à chacun des services publics? N'avez-vous pas ainsi une administration locale des services publics, une administration communale?

« Il faudra aussi que les communes s'entendent, se constituent en Fédération de communes. et choisissent une délégation qui s'occupe des services publics ayant un caractère régional. Ces délégués constituent une administration publique, régionale ou nationale, le nom ne fait rien à la chose. »

Demandons maintenant à un socialiste an-archiste ou fédéraliste de nous exposer aussi sa conception de l'organisation future de la société. Il le fera exactement dans les mêmes termes que le rapport bruxellois : il dira aussi que la Commune doit être administrée par les délégués des corporations ou groupes ouvriers, et que la Fédération des communes doit être administrée par des délégués des communes.

Où est donc la différence ?

Il n'y en a pas.

Et cependant, après avoir constaté cet accord sur la *chose*, nous allons nous trouver en présence d'un désaccord complet sur les *mots*.

En effet, le rapport bruxellois continue ainsi :

« Et cette Fédération régionale ou nationale des communes, que sera-t-elle au fond, sinon un *Etat* ? Oui, un *Etat*, puisqu'il faut l'appeler par son nom... Après tout, l'Etat, tel que nous le concevons et tel que nous le voulons, n'est pas précisément une autorité, un système gouvernemental. Nous pouvons très bien concevoir un Etat anti-autoritaire, nous allions dire un Etat an-archique...

« Ainsi donc : à la *Commune* les services publics simplement locaux, communaux, sous la direction de l'administration locale, nommée par les corps de métier de la localité et fonctionnant sous l'œil de tous les habitants. A l'*Etat*, les services publics plus étendus, régionaux et nationaux, sous la direction de l'administration régionale, nommée par la Fédération des communes et fonctionnant sous l'œil de la Chambre régionale du travail. »

De son côté, le socialiste an-archiste ou fédéraliste dira :

« Il m'est impossible d'appliquer à la Fédération des communes le nom d'*Etat*. Ce nom-là, je le réserve à cette organisation *politique* de la société, que la révolution *économique* aura détruite ; à cette organisation qui supposait la *domination d'une classe*, l'existence d'un *gouvernement* ; à cette organisation qui reposait tout entière sur l'idée d'*autorité*. A notre organisation nouvelle, non-autoritaire, où le régime des contrats librement consentis a remplacé le régime de la loi imposée par une minorité ou votée par une majorité ; où le gouvernement a disparu, pour être remplacé par une administration ; où il n'existe plus entre les hommes de liens politiques, mais seulement des liens économiques, — à cette organisation nouvelle, dis-je, il faut un nom nouveau ; je repousse celui d'*Etat*, parce que l'emploi du même terme pour désigner deux choses aussi radicalement différentes que la société économique et la société politique, le régime des contrats et le régime de l'autorité, ferait naître dans les esprits la plus désastreuse confusion. »

* * *

Le rapport bruxellois répond en ces termes :

« Mais comment pourrions-nous ne pas appeler cela [1] l'*Etat* ? Quoi, parce que telle institution a toujours été défectueuse dans son organisation, parce qu'elle n'a jamais servi jusqu'à présent que d'auxiliaire à l'exploitation des masses, faut-il pour cela dire qu'on en veut l'abolition, et cela tout en reconnaissant la nécessité de la reconstituer sur des bases conformes aux idées nouvelles ? Parce que l'enseignement public n'aurait eu pour but jusqu'à présent que d'inculquer des préjugés aux masses et de fournir en même temps un moyen d'oppression et d'exploitation aux classes privilégiées, faut-il vouloir l'abolition de l'enseignement public ? Parce que l'industrie a été jusqu'aujourd'hui un moyen d'enrichir de plus en plus le riche et d'appauvrir de plus en plus le pauvre, faut-il prêcher l'anéantissement de l'industrie ? »

Et voici la réplique des fédéralistes à l'objection de la Section de Bruxelles :

« Vous êtes dans l'erreur en disant que *nous voulons l'abolition de l'Etat tout en reconnaissant la nécessité de le reconstituer sur des bases conformes aux idées nouvelles*. Nous voulons l'abolition de l'Etat, certainement, et nous entendons par là l'abolition du gouvernement et du régime politique, — chose que vous voulez comme nous, vous l'avez dit, — mais nous n'entendons pas le moins du monde *reconstituer* ensuite cet Etat sur des bases nouvelles. L'Etat restera bel et bien aboli, le gouvernement ne renaîtra pas de ses cendres : la société nouvelle que nous voulons *constituer* (et non *reconstituer*) n'aura plus rien de commun avec l'Etat, parce qu'elle n'aura plus de gouvernement, plus d'institutions politiques [2]. Pourquoi voudriez-vous donc que nous persistions à baptiser cette nouvelle organisation du même nom qui servait à désigner l'organisation opposée ? Si, prenant un carré, vous en arrondissiez les coins de manière à en faire un cercle, et que vous disiez ensuite que la figure qui résulte de cette opération est encore un carré, mais un *carré rond* [3], vous feriez justement

1. « Cela », c'est-à-dire la Fédération des communes et son administration publique. (Note du *Bulletin*.)

2. Sans m'en douter alors, je me trouvais d'accord avec le Karl Marx de 1847 ; car celui-ci avait écrit dans son livre français *la Misère de la philosophie*, que je ne lus que beaucoup plus tard : « Est-ce à dire qu'après la chute de l'ancienne société, il y aura une nouvelle domination de classe, se résumant dans un nouveau pouvoir politique ? Non. La classe laborieuse substituera à l'ancienne société civile une organisation qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile. » (P. 177.) Engels, de son côté, devait nous donner raison dans son livre contre Dühring, publié en 1878, où il s'exprime ainsi : « A l'instant même où l'Etat cesse d'être le représentant d'une classe pour devenir celui de la société tout entière, il est devenu superflu. Dès qu'il n'est plus nécessaire de maintenir dans l'oppression une classe de la société,... il n'y a plus rien à réprimer, rien qui rende nécessaire l'existence d'un pouvoir répressif, de l'Etat... L'Etat n'est pas *aboli* : il meurt et disparaît. L'expression de *Volksstaat*, d'Etat populaire, a eu sa raison d'être à un moment donné pour les besoins de la propagande : mais elle ne répond pas à une réalité, et il faut en reconnaître l'insuffisance scientifique (*wissenschaftliche Unzulänglichkeit*). »

3. De Paepe aurait pu me répondre que c'est là précisément la définition que les géomètres donnent du cercle, en l'appelant « un polygone d'un nombre infini de côtés infiniment petits », et s'autoriser de cette conception pour continuer à baptiser *Etat* la société sans autorité, comme les géomètres continuent à baptiser *polygone* une surface dont la périphérie est dépourvue d'angles.

une chose semblable à celle que vous faites en appliquant le nom d'*Etat* à la Fédération des communes. Le carré dont vous arrondissez les côtés a cessé d'être un carré, et il serait absurde de l'appeler un carré rond ; il est devenu un cercle [1]. De même, la société humaine, lorsqu'elle aura rejeté loin d'elle le gouvernement et les institutions politiques, aura cessé d'être organisée en Etat : l'organisation nouvelle qu'elle se sera donnée sera la Fédération économique.

« La comparaison que vous faites avec l'enseignement et l'industrie n'est pas applicable à la circonstance : en effet, l'*Etat* repose sur un fait et une idée transitoires destinés à disparaître, le fait et l'idée de l'*autorité politique* ; tandis que l'enseignement public et l'industrie reposent sur deux ordres de faits inhérents à l'existence de l'humanité, la science et le travail. Mais il est un domaine où vous auriez pu prendre un point de comparaison, juste cette fois, parce que, dans ce domaine aussi, tout repose sur une idée destinée à disparaître : c'est le domaine de la religion, reposant sur l'idée de Dieu. Vous admettez avec nous qu'un temps viendra où toute croyance religieuse aura disparu de la société humaine, et où la religion sera remplacée par la science : d'où vient, pourrions-nous vous dire, que vous ne nous proposez pas de conserver le mot de *religion* pour l'appliquer à la philosophie scientifique ? Ce serait aussi logique que d'appliquer le nom d'*Etat* à la Fédération économique des communes. Mais non : vous reconnaissez qu'une fois l'idée de Dieu et les croyances religieuses disparues, il n'y a plus de religion ; reconnaissez donc aussi qu'une fois le gouvernement et les institutions politiques disparues, il n'y a plus d'Etat. »

* * *

Nous n'insistons pas davantage. Nous croyons qu'il est devenu évident pour le lecteur que les socialistes fédéralistes, qui restreignent l'acception du mot *Etat* à l'organisation politique et gouvernementale, ont la logique pour eux ; et que le rapport bruxellois, qui, sur une foule d'autres points, a éclairci avec une si méritoire sagacité des questions très compliquées et très obscures, se trouve cette fois en défaut : il persiste à vouloir donner au même mot deux significations contradictoires, et, par là, ouvre la porte à une confusion dangereuse.

Nos amis de Bruxelles ne feront pas de ceci une question d'amour-propre ; nous les savons tout aussi disposés que nous le sommes nous-mêmes aux concessions demandées par la raison et la logique. Ils se disent d'ailleurs, à la fin de leur rapport, prêts à faire ces concessions de bonne grâce, si elles paraissent nécessaires :

« Ce qui nous touche de plus près que les anathèmes des économistes orthodoxes, — disent-ils, — c'est la répulsion instinctive qu'éprouvent pour l'Etat des socialistes qui, sur tous les autres points, marchent côte à côte avec nous ; entre ceux-là et nous, nous croyons qu'il existe tout

1. On sait qu'il y a « incommensurabilité » entre le cercle et le carré, c'est-à-dire qu'il est impossible de construire un carré équivalent à un cercle donné (ou, en d'autres termes, de faire la *quadrature* d'un cercle). C'est ce que j'aurais eu à répliquer à De Paepe s'il eût prétendu, comme je l'indique dans la note précédente, tirer de ma comparaison un argument en faveur de sa thèse.

simplement un malentendu : peut-être le mot *Etat* est-il le seul point qui nous sépare d'eux. S'il en était ainsi, nous laisserions volontiers le mot de côté, tout en déclarant que nous conservons et même que nous étendons la chose, sous le couvert plus agréable d'une autre dénomination quelconque : administration publique, délégation des communes fédérées, etc. »

Puisque les socialistes bruxellois se montrent si bien disposés en faveur d'une entente pour arriver à l'adoption d'un vocabulaire qui puisse être accepté par tous, nous leur proposons ceci :

1° Qu'à l'avenir, le mot *Etat* ne soit plus employé, dans l'Internationale, que pour désigner l'organisme gouvernemental et politique qui pèse aujourd'hui sur la société, et dont la prochaine révolution aura pour objet de nous affranchir ;

2° Que l'organisation future de la société, telle que l'expose le rapport bruxellois, soit désignée non plus par le mot *Etat* (employât-on même les expressions d'*Etat régénéré*, d'*Etat populaire*), mais par le seul terme correct, qui est celui de *Fédération des communes*.

Si l'usage des deux expressions *Etat* et *Fédération des communes* dans le sens que nous venons de définir — et qui exclut tout emploi abusif du mot *Etat* — pouvait se généraliser, nous éviterions pour l'avenir ces querelles de mots et ces regrettables équivoques, qui nuisent à la propagande de nos idées plus qu'on ne se le figure ordinairement.

L'autre article (27 septembre) est une réponse à la *Tagwacht* :

Nous pensions que la *Tagwacht* avait définitivement abandonné le système d'insultes et de calomnies qu'elle avait suivi si longtemps à notre égard ; nous n'avons eu pour ce journal et ses adhérents que de bons procédés, nos lecteurs en peuvent rendre témoignage ; et nous croyions à la possibilité, dans un temps assez prochain, d'un rapprochement entre le groupe qu'il représente et l'Internationale. Ce qui nous confirmait dans cet espoir, c'est l'attitude sympathique prise à l'égard de notre Association, depuis quelques mois, par les travailleurs d'Allemagne, et la présence au Congrès de Bruxelles de deux délégués allemands. Mais il faut renoncer à nos illusions en ce qui concerne la *Tagwacht* ; elle est incorrigible.

Voici les aménités qu'elle publie dans son numéro du 16 courant :

« *Belgique*. — A ce que nous apprend l'*Ami du peuple* (de Liège), le dimanche 6 septembre s'est ouvert à Bruxelles le Congrès des internationaux anti-autoritaires, *expulsés de l'Internationale*. Il y avait 14 délégués, sur lesquels 10 pour la Belgique [1]. Cette association est en train de mourir de langueur. »

Voilà une manière de rendre compte de notre Congrès propre à éclairer ceux qui conserveraient des doutes sur les vrais sentiments des hommes de la *Tagwacht* à l'égard des socialistes qui ne veulent pas accepter la dictature de Marx.

[Suit un paragraphe relatif au manifeste du *Comité italien pour la*

1. Comme on l'a vu, il y avait 15 délégués, dont 9 pour la Belgique et 6 pour d'autres pays.

Révolution sociale, paragraphe que j'ai déjà reproduit dans la note de la p. 217 ; après quoi le *Bulletin* reprend :]

Ce qui précède était déjà écrit, lorsque nous avons lu dans la *Tagwacht* du 23 courant une nouvelle appréciation du Congrès de Bruxelles. On y reproduit, d'après la *Gazette de Francfort*, une analyse très incomplète et peu fidèle du rapport bruxellois sur les services publics, et la *Tagwacht* ajoute les réflexions suivantes :

« Le rapport bruxellois est une rupture complète avec l'anarchie bakouniste... Nous remarquons aussi que les observations faites par le *Bulletin* jurassien, à propos du rapport bruxellois, ne sont plus aussi bakounistes, à beaucoup près, que les articles publiés autrefois par ce journal ; on peut donc nourrir cette espérance que tout mouvement réellement ouvrier — malgré de nombreux écarts — finit par trouver la véritable voie. »

Et plus bas, comme conclusion :

« Donnez-nous la main, frères de Bruxelles. Ce que vous dites, nous autres socialistes allemands nous sommes prêts à y souscrire, car c'est là notre socialisme. »

A notre tour, nous avons à faire quelques réflexions.

Le rapport bruxellois n'est pas *une rupture avec l'anarchie bakouniste*. D'abord, l'*anarchie* n'est pas une invention de Bakounine ; si on veut absolument lier les doctrines à des noms d'hommes, il faudrait dire l'*anarchie proudhonienne*, car Proudhon est le véritable père de la théorie an-archiste. En second lieu, la Section bruxelloise n'a pas *rompu* avec l'anarchie. Elle n'a jamais professé officiellement une doctrine plutôt qu'une autre ; parmi ses membres, les uns, comme De Paepe, ont soutenu au Congrès un système mixte, les autres, comme Verrycken, ont parlé pour l'abolition de l'Etat.

La *Tagwacht* fait semblant de s'apercevoir pour la première fois qu'il y a dans l'Internationale, sur cette question, deux écoles opposées. Cependant les choses ont toujours été ainsi. Au Congrès de la Haye déjà, la minorité, qui s'est opposée à l'établissement de la dictature dans l'Internationale, ne se composait pas exclusivement de fédéralistes : il y avait dans ses rangs des Anglais et des Américains partisans très décidés de l'Etat ouvrier. Et depuis lors les choses n'ont pas changé : les internationaux anglais, allemands, américains, sont communistes d'Etat ; les internationaux espagnols, italiens, français et jurassiens sont collectivistes, c'est-à-dire communistes fédéralistes ; les internationaux belges et hollandais sont partagés entre les deux opinions.

Cette divergence d'opinions n'empêche pas les internationaux de tous ces pays de vivre en bonne intelligence et de se sentir solidaires dans la lutte contre la bourgeoisie ; la manière dont leurs délégués viennent de se réunir à Bruxelles pour discuter paisiblement et sans passion les questions sociales prouve la bonne harmonie qui règne entre ces divers groupes régionaux.

Donc, l'Internationale est aujourd'hui ce qu'elle était hier, et la tendresse subite de la *Tagwacht* pour les *frères de Bruxelles* a lieu de nous étonner. Les ouvriers lassalliens d'Allemagne n'ont pas attendu si longtemps pour fraterniser avec nous ; quoiqu'ils soient en désaccord sur

plusieurs points avec quelques-unes des fédérations de l'Internationale, ils n'ont pas hésité à envoyer de Berlin un salut sympathique au Congrès de Bruxelles, et leur organe, le *Neuer Sozial-Demokrat*, a rendu compte de notre Congrès dans les termes les plus amicaux.

Quant à cette assertion, que le *Bulletin* aurait changé de doctrine, elle prouve simplement que la *Tagwacht* n'a pas lu nos articles d'autrefois, ou bien qu'elle ne comprend pas nos articles d'aujourd'hui.

La question devait être reprise plus tard.

X

De septembre à décembre 1874.

Pour commencer ce chapitre, j'ai à dire comment la rupture de Bakounine avec Cafiero et Ross, consommée le 3 septembre (voir page 210), eut sa répercussion chez les Jurassiens.

Le 3 septembre, Bakounine écrivait de Sierre à Emilio Bellerio une lettre (en français) où il lui disait :

« Cafiero et Ross sont venus me voir hier et ils sont repartis aujourd'hui. Nous avons tout liquidé. Je leur ai déclaré que je n'irai pas en Amérique ni nulle autre part, que je reste en Suisse, ayant pris la résolution irrévocable de me retirer complètement de la vie et de l'action politique, tant publique que secrète, et de me confiner désormais exclusivement dans la vie de famille et dans l'action privée. Pour pouvoir réaliser cette transition, tout en refusant, comme je le devais, la pension qu'il s'était proposé de me faire, je lui ai demandé cinq mille francs à titre de prêt, payables en deux ans et à six pour cent d'intérêt. Il me l'a fort gracieusement accordé, demandant seulement que la lettre de change ne fût signée ni par moi, ni par ma femme, mais par sa sœur, Mme Sophie Lossowska, ce que Sophie ne se refusera pas de faire, condition à laquelle j'ai consenti, ayant la certitude que nous paierons cette dette bien avant les deux ans révolus. Cette certitude est fondée sur les données suivantes :

« 1) Avant tout et aussitôt que je me serai casé, je me mettrai à écrire mes *Mémoires*. Depuis vingt ans on m'a pressé de le faire de tous les côtés, me promettant des éditeurs et un gain considérable ;... comme j'écris vite, une fois que je m'y mets, je compte bien les avoir finis avant un an, et j'ai lieu d'espérer qu'ils me donneront bien quelques milliers de francs ;

« 2) Je ferai pression sur mes frères comme je ne l'ai jamais fait jusqu'à présent, et, avant qu'une année se passe, je les forcerai bien à me remettre ma part légitime dans notre héritage commun, ce qui au minimum me donnera une somme de quarante à cinquante mille francs ;

« 3) Enfin, au pis-aller, je compte sur l'aide de Sophie, qui est en train, paraît-il, de devenir sérieusement riche [1].

« Ce sera le diable si avec ces trois cordes à mon arc je ne parviens pas à lancer une bonne flèche. En outre je me suis entendu avec Cafiero pour lui acheter, également à titre de prêt pour deux ans et avec le même intérêt de six pour cent, tous les meubles, ustensiles et linges de la Baronata dont nous aurions besoin ;... de cette manière nous pourrions louer une petite maisonnette non meublée, ce qui nous fera une grande économie. Je pense sérieusement à m'établir, si Antonie y consent toutefois, à Lugano ou tout près de Lugano ;

1. D'après une communication d'Emilio Bellerio à Nettlau, ce passage se rapporte à des intérêts qu'avait Mme Lossowska dans des mines d'or en Sibérie.

et, pour pouvoir le faire en toute tranquillité, aussitôt que j'aurai reçu la réponse d'Antonie à ma grande lettre que je t'ai envoyée de Fribourg, le 29 août je pense, avec prière de la lui faire parvenir, et aussitôt que j'aurai reçu des effets qu'on m'a envoyés de Locarno, — je partirai pour *Berne*, où, par l'entremise de mon ami Adolphe Vogt, je me mettrai de nouveau en rapport avec M. Schenk[1] et autres grandes autorités fédérales, et, maintenant que c'est pour tout de bon que j'aurai renoncé à toute agitation révolutionnaire, je pense qu'il ne me sera pas difficile d'en obtenir toutes les garanties de ma tranquillité à venir. »

Bakounine resta à Sierre jusqu'au 23 septembre. Son journal[2] nous le montre continuant à correspondre avec Ross (bien qu'il eût écrit, le 3 septembre : « Tout est fini entre nous »); le 9 septembre, il note une lettre de Ross, « bonne, et, à ce qu'il semble, décisive » ; le vendredi 11, il a à Saint-Maurice une entrevue avec Ross, venu de Genève à sa demande, et il note : « Passé toute la journée avec Ross ; entente complète ». Le 15, à la suite de lettres reçues le 12 au soir de Mme Antonia et de sa sœur, il écrit à Ross pour lui proposer une nouvelle entrevue[3] qui aurait lieu à Neuchâtel ou dans les environs, et à laquelle, outre Bakounine et Ross, auraient assisté Cafiero et moi ; et en même temps il télégraphie à Cafiero dans le même sens. Ross répond, dès le lendemain, qu'il accepte la rencontre ; Cafiero accepte également, et annonce qu'il partira le 21 de Locarno pour Neuchâtel.

Par contre, avec sa femme et sa belle-sœur, qui, ainsi que je l'ai dit, se trouvaient à Lugano depuis le commencement de septembre, Bakounine éprouvait des difficultés à s'entendre. La réponse d'Antonia à la « grande lettre envoyée de Fribourg » arriva le 5 septembre, et Bakounine note : « Tristes lettres d'Antonie et de Sophie ; mais charmante lettre de Gambuzzi ». Le soir même il écrit aux deux sœurs, et de la réponse qu'il recevra va dépendre sa destinée ; c'est là, dit le journal, la « crise définitive ». Le 7, il se demande : « Que ferai-je, où serai-je et que voudrai-je dans dix jours, jeudi le 17 ? » et, comme les heures lui paraissent longues et qu'il veut chercher à les abréger, il commence, le même jour, la lecture d'un roman anglais. « Eté à à la gare acheter un roman intitulé : *Je me tuerai demain*. — Mardi 8. J'ai lu un roman anglais, traduit en français... — Mercredi 9. Continué à lire roman anglais » ; et il poursuit sa lecture jusqu'au 13. Le 12, la réponse anxieusement attendue arrive, et elle n'est pas ce qu'il espérait : « Lettres étranges, pas franches, d'Antonie et de Sophie ». Mme Lossowska refusait de signer la lettre de change.

Une lettre écrite quelques jours plus tard (le 21) par Emilio Bellerio à Mme Antonia jette un peu de clarté sur ce qui s'était passé. Bellerio dit que la lettre que Mme Bakounine lui a écrite le 14 l'a inquiété : car il avait cru « qu'elle et sa sœur s'étaient entendues complètement avec Michel », et il a appris par cette lettre qu'il n'en est rien. En outre, ajoute Bellerio, Ross, qui est retourné auprès de Bakounine, a écrit à Cafiero que Mme Lossowska refuse de signer la lettre de change, et que « vous-même vous deviez avoir montré fort peu de bonne volonté de vous réunir à votre mari » : et Bellerio en est affligé, car il savait que « Michel avait un grand désir de se réunir à sa famille » ; il craint que l'attitude de Mme Antonia ne pousse Bakounine à se rapprocher de Cafiero, et il regrette « de le savoir en rapports assidus avec M. Ross, qui est sans doute fort estimable, mais avec qui Michel devrait rompre toute liaison, s'il pense à conserver sa dignité ».

Du 13 au 17, Bakounine écrit une « grande lettre à Antonie », qu'il expédie

1. Membre du Conseil fédéral suisse.

2. Lorsqu'il écrivit sa biographie de Bakounine, Nettlau ne connaissait de ce journal qu'un fragment allant du 13 juillet au 6 septembre 1874 ; le reste du journal, allant du 7 septembre au 13 octobre suivant, s'est retrouvé depuis, et j'en ai une copie entre les mains.

3. Cette entrevue était nécessitée par l'attitude de Mme Lossowska, qui venait, comme on le verra, de refuser de signer la lettre de change pour le prêt qu'avait consenti Cafiero.

le 18, et par laquelle il a dû chercher à dissiper les appréhensions de sa femme et à la ramener à lui : le résultat qu'il souhaitait fut obtenu, puisque le journal nous apprendra, plus tard, qu'il écrivit de Berne, le 29 septembre, une lettre à « papa Saverio [1] », et le 4 octobre une lettre à sa femme, évidemment pour leur annoncer sa prochaine arrivée à Lugano.

En attendant l'entrevue de Neuchâtel, il s'occupe, le 19 et le 20, à écrire une « brochure russe ».

Le 23 septembre Bakounine « fait ses paquets », et quitte Sierre pour Saxon ; le 24 il couche à Yverdon, et le 25, à trois heures de l'après-midi, il arrive à Neuchâtel. Cafiero et Ross s'y trouvaient depuis la veille, et m'avaient mis au courant de ce qui s'était passé depuis notre précédente rencontre. Notre résolution était arrêtée de prendre acte purement et simplement de la décision de Bakounine « de se retirer complètement de la vie et de l'action politique, tant publique que secrète » (expressions de la lettre à Bellerio du 3 septembre). Tous les trois, nous eûmes une première entrevue avec lui dans un petit hôtel près de la gare [2] ; puis, le laissant seul, nous nous rendîmes aux Convers, où nous rencontrâmes Schwitzguébel et Spichiger : dans cette réunion, Cafiero et Ross, qui avaient déjà raconté à Adhémar et à moi, le 1er septembre, l'histoire de la Baronata, nous donnèrent de nouveaux détails sur cette affaire ainsi que sur les événements de Bologne et ce qui s'en était suivi. L'impression unanime fut que Bakounine, que nous avions tant aimé et que nous aimions encore, s'était montré, dans les affaires de la Baronata, d'une inconscience et d'une faiblesse que nous étions forcés de condamner, et nous approuvâmes pleinement la façon dont Cafiero et Ross avaient dû agir. Nous retournâmes le soir à Neuchâtel, Cafiero, Ross et moi, accompagnés de Spichiger ; nous rejoignîmes Bakounine dans la petite chambre d'hôtel où il nous attendait ; et là, parlant au nom de tous, je lui dis ce que j'avais été chargé de lui dire. Il a noté, dans son journal, que j'avais été « froid » et « sec » [3] : en réalité, l'émotion qui me serrait la gorge m'ôtait presque la voix, et l'effort que je dus faire pour dominer cette émotion, en me raidissant contre elle, me donna sans doute l'apparence de l'insensibilité ; Cafiero et Ross ne dirent rien. Spichiger pleurait silencieusement dans un coin. « Spichiger seul montra du cœur », lit-on dans le journal. La déclaration catégorique, faite par moi, de notre solidarité avec Cafiero et Ross, enleva d'emblée à Bakounine tout espoir d'un revirement dans notre appréciation [4]. Il fut aussi question d'argent, dans cette dernière entrevue : nous offrîmes à notre vieil ami de lui assurer une rente mensuelle de trois cents francs [5], en exprimant l'espoir qu'il continuerait d'écrire : mais il refusa de rien accepter [6]. Par contre, il demanda à Cafiero de lui prêter trois mille francs (et non plus cinq mille) sur son billet à ordre, qui serait endossé, non par Mme Lossowska, puisque celle-ci refusait sa signature, mais par Bellerio ou quelque autre personne solvable : et Cafiero répondit qu'il le ferait [7]. Puis nous nous séparâmes tristement.

1. Le père de Mme Bakounine s'appelait Xavier, en italien Saverio.

2. Je reçus une impression pénible, non seulement de sa contenance froide et contrainte, mais du changement de sa physionomie, dû à ce que sa barbe, coupée à Bologne le 12 août, n'avait pas encore repoussé.

3. Ce journal contient, à l'égard de Cafiero et de Ross, des expressions injurieuses, écrites dans un premier moment d'irritation. Je ne les reproduis pas : Cafiero ne les a pas connues, et Ross, à qui je les ai fait lire en 1904, a le cœur trop généreux pour ne pas les avoir oubliées.

4. Il a écrit dans son journal : « Contre parti-pris dans une conspiration ourdie longuement, rien à faire ». Il croyait à un complot de Cafiero et de Ross contre lui, pour le perdre dans l'opinion de ses amis.

5. Cent francs devaient être fournis par les Italiens, cent francs par les Russes, et cent francs par les Jurassiens.

6. Déjà il avait refusé, le 2 septembre, la pension que Cafiero voulait lui faire (voir p. 235, lettre de Bakounine à Bellerio, du 3 septembre).

7. Ce détail est indiqué par Bakounine lui-même dans une lettre de lui à Bellerio, du 9 décembre 1874, qui sera donnée plus loin (p. 255).

Le lendemain 26, Bakounine partait pour Berne ; il y resta neuf jours, à l'hôtel du Lion, et y vit entre autres Schenk, membre du Conseil fédéral suisse, duquel il accepta une invitation à sa maison de campagne à Twann, sur les bords du lac de Bienne (3 octobre) Le 5 octobre il quitta Berne, et il arriva le 7 au matin à Lugano, où il fut reçu par le vieux Xavier Kwiatkowski, Mme Antonia et Mme Sophie Lossowska ; le journal dit : « Mercredi 7. Arrivé à Lugano deux heures et demie nuit. Rencontré par papa Saverio. Antonie et Sophie m'attendent avec le thé, Carluccio et Bomba [la petite Sophie] aussi. Chambre magnifique ; amitié chaude et sincère. Après dîner avec Saverio à Lugano. Soir, whist, préférence [1]. »

Le refroidissement qui avait éloigné Bakounine de Ross et de Cafiero ne fut que momentané. Si, le 21 octobre 1874, Bakounine écrivit de Lugano à Ross une lettre où se manifeste en termes très durs sa rancune [2], il ne persista pas dans ces sentiments : au cours de l'année 1875 les rapports amicaux se rétablirent, comme on le verra, entre le vieux révolutionnaire et son jeune disciple, qui lui rendit plusieurs fois visite. En septembre 1875, Bakounine et Cafiero se rapprochèrent également, et le souvenir du différend de 1874 fut effacé.

Mais entre Bakounine et les Jurassiens les anciennes relations ne furent pas renouées ; l'occasion ne se présenta ni pour lui ni pour nous de rentrer en correspondance, et je ne reçus plus qu'indirectement des nouvelles de notre vieux Michel.

Ce qui s'était passé à Neuchâtel le 25 septembre 1874 resta ignoré de tous ceux qui n'avaient pas fait partie de notre intimité révolutionnaire. Nous en instruisîmes nos amis d'Espagne et de France : mais nos camarades des Sections jurassiennes ne s'en doutèrent jamais; nous n'en dîmes rien, par exemple, à Elisée Reclus, pour qui nous avions tant d'estime et d'affection. Cafiero, lui aussi, se montra d'une discrétion si stricte, même envers sa femme, que celle-ci a ignoré *jusqu'en 1907* le refroidissement qui s'était produit entre son mari et Bakounine en 1874 : c'est moi qui le lui ai appris cette année-là. De son côté, Bakounine ne laissa rien deviner de ce qui s'était passé à ceux qui n'étaient pas de notre cercle révolutionnaire intime, même à ses deux vieux confidents de Berne, Adolphe Vogt et Adolphe Reichel : aussi, au lendemain de sa mort, fut-ce à moi que Vogt et Reichel remirent les quelques papiers qui

1. Nom donné en Russie à un jeu de cartes qui diffère du whist.

2. Cette lettre a été publiée par Dragomanof dans la Correspondance de Bakounine. Dragomanof dit qu'il la publie « d'après une copie *transmise personnellement par Bakounine* à A. V. W. ». Comme Mme Alexandrine Vasilevna Weber ne fit la connaissance de Bakounine *qu'au printemps de 1876*, c'est-à-dire à un moment où la réconciliation de celui-ci avec Ross était depuis longtemps un fait accompli, la remise à cette dame d'une copie de la lettre écrite à Ross, dix-huit mois auparavant, dans un moment d'irritation, eût été, de la part de Bakounine, un procédé de la plus noire duplicité. Mais ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées. Bakounine *n'a rien remis* à Mme Weber, *et ne lui a jamais parlé de Ross*. C'est *après la mort de Bakounine*, lorsque Mme Weber, sur la demande de Mme Bakounine, procéda au triage d'une partie des manuscrits du défunt, qu'elle trouva, dans ces papiers, la minute de la lettre à Ross. Dans une lettre que Mme A. V. W. m'a écrite le 15 janvier 1908 au sujet de ce passage du livre de Dragomanof, elle dit : « C'est une erreur de mon ami Dragomanof, explicable par la hâte avec laquelle il travaillait dans les derniers mois de sa vie. Du reste, la copie de la lettre en question lui ayant été remise par moi à Genève avant 1887, il a pu oublier ce que je lui avais dit. J'affirme donc que *j'ai trouvé le brouillon de la lettre à Ross dans les papiers de Bakounine après sa mort*, et que j'en ai pris une copie avec la permission de Mme Bakounine. » — Dragomanof, à la suite du passage dont je viens de montrer l'inexactitude, a encore écrit ceci : « Nous avons vu encore une autre copie de cette lettre. Il paraît que Bakounine s'appliquait à les répandre dans un certain milieu. » Or cette « autre copie » avait la même origine que la première, et provenait aussi d'une communication de Mme Weber (ainsi que celle-ci me l'a déclaré); par conséquent, cette assertion que Bakounine s'appliquait « à répandre des copies de sa lettre à Ross dans un certain milieu » n'a pas le moindre fondement.

s'étaient trouvés dans sa chambre de malade, comme « à celui de tous ses jeunes amis qui lui a été le plus près et le plus aimé » (lettre de Reichel du 6 juillet 1876).

L'Internationale espagnole continuait son existence en partie double, mi-publique, mi-secrète. Le *Bulletin* du 4 octobre 1874 parle d'une circulaire de la Commission fédérale espagnole[1] : « La plus grande partie du contenu de cette circulaire étant d'un caractère tout à fait privé, nous n'en pouvons donner connaissance à nos lecteurs » ; notre journal mentionne seulement la continuation de la grève des tonneliers et mariniers à Tarragone, dont les frais se montent à 18.000 réaux (4500 fr.) par semaine ; il annonce que depuis le dernier Congrès régional espagnol, tenu en juin, cinq nouvelles fédérations locales se sont constituées, et qu'il est question de reprendre la publication du *Boletin* : seulement ce journal, organe officiel de la Fédération espagnole, sera clandestin et ne pourra circuler que sous enveloppe.

Une correspondance particulière, publiée dans le *Bulletin* du 29 novembre, parle de l'insurrection carliste, qui n'a pu « atteindre le degré de développement que nous lui avons vu prendre, que grâce à la complicité de tous les gouvernements qui se sont succédé », et qui se trouvait à ce moment dans un état stationnaire : « Vous pourrez trouver extraordinaire que j'attribue l'extension prise par le carlisme aux gouvernements qui se sont succédé en Espagne : mais soyez assurés que rien n'est plus certain. On a toujours cherché à détourner l'attention du peuple au moyen de la guerre carliste, en attribuant à celle-ci une importance que démentait le peu d'énergie déployée contre les bandes insurgées. Il y a peu de jours encore, j'entendais dire à un épais bourgeois : « Les carlistes sont un mal, c'est vrai, mais pour nous ils ont été un » bien, puisque, si le peuple n'avait pas été occupé par la guerre, la révolu- » tion sociale était inévitable »... Si le gouvernement ne s'inquiète que médiocrement du carlisme, comme le prouve la mise en liberté des carlistes qu'on arrête çà et là de temps en temps, et le fait que le cabecilla Lozano, qui aurait dû, selon les ordonnances, être fusillé, obtiendra probablement sa grâce, il ne reste pas indifférent à l'égard des éléments révolutionnaires ou qui lui paraissent tels : ceux-là sont déportés en masse, sans autre forme de procès, et sans même vingt-quatre heures d'avertissement préalable. Il y a quelques jours, un navire est parti de Barcelone, emmenant mille déportés aux îles Mariannes. »

Une autre circulaire de la Commission fédérale, en décembre, contient les renseignements suivants (publiés dans le *Bulletin* du 3 janvier 1875) :

« Depuis notre dernière circulaire, un certain nombre de membres de notre Association ont encore été arrêtés, la police a saccagé le local de plusieurs sociétés ouvrières, et un sergent de carabiniers a assassiné un tonnelier de Reus, au moment où ce malheureux ouvrier passait devant le local de sa société, qui avait été saccagé. Les internationaux détenus dans les différentes prisons et forteresses de la région sont traités de la manière la plus infâme et la plus brutale. Par contre, les prisonniers politiques bourgeois sont l'objet des plus grands égards, et on ne déporte aux îles Mariannes que des ouvriers et des internationaux.

« Diverses fédérations locales nous ont demandé de faire savoir aux autres fédérations que les alphonsistes travaillent à soulever l'armée dans différentes localités, afin de proclamer roi d'Espagne le soi-disant prince Alphonse. Les républicains, de leur côté, font aussi des préparatifs, et ils ont pris pour bannière celle de notre Association internationale, sans doute afin d'attirer à eux tous les ouvriers révolutionnaires. La Commission fédérale pense que les internationaux ne doivent pas rester indifférents devant les événements qui pourraient avoir lieu. Notre ligne de conduite a été déterminée d'avance par le Manifeste du quatrième Congrès espagnol [Le Congrès de Madrid de juin 1874;

1. Le procès-verbal du Comité fédéral jurassien du 28 sept. 1874 dit : « 3e circulaire de la Commission fédérale espagnole ; ne pouvant pas la lire, il est décidé de l'envoyer au compagnon Guillaume pour la traduire ».

voir p. 188) et celui de la Commission fédérale sortante, documents qui ont été approuvés par la majorité des fédérations locales. »

Presque tous nos amis d'Italie se trouvaient en prison, et la propagande et l'organisation, dans ce pays, ne pouvaient plus se faire que d'une manière clandestine : car tous ceux qui osaient parler publiquement de l'Internationale étaient aussitôt frappés d'*ammonizione*. Pour avoir des nouvelles, nous nous adressâmes à Cafiero ; il promit de m'envoyer de la Baronata, où il menait maintenant la vie solitaire d'un véritable ascète, une lettre hebdomadaire, que je devais traduire et publier dans le *Bulletin*. Sa première lettre parut dans le numéro du 11 octobre 1874 [1]. Ses correspondances, continuées presque sans interruption pendant un an et demi, contiennent des nouvelles de nos amis arrêtés, une chronique des persécutions gouvernementales, des récits relatifs à la misère des prolétaires italiens, et parfois quelques considérations de politique générale. A propos de Malatesta, transféré d'Ancône, où il avait d'abord été incarcéré, dans la prison de Trani, Cafiero écrit : « Pendant que les bandes insurgées se trouvaient en campagne, les journaux bourgeois annonçaient à grand bruit, entre autres mensonges, que les paysans avaient aidé la force armée à donner la chasse à la bande de Castel del Monte, en Pouille. Eh bien, tout au contraire, je vous affirme que, lorsque cette bande dut se dissoudre, les paysans, qui, les jours précédents, lui avaient porté secours par tous les moyens possibles, pleuraient à chaudes larmes en voyant les insurgés s'éloigner. Je puis vous garantir la parfaite exactitude de ce détail. A cette époque, la police a infligé la bastonnade, le jeûne forcé, et d'autres tortures encore plus cruelles, à un grand nombre de personnes, dont elle espérait pouvoir tirer quelques renseignements sur les insurgés. » Il annonce que, le 1er novembre, « la police a enfin réussi à mettre la main sur le *chef* de l'Internationale à Florence, Francesco Natta : c'est la soixante et unième personne arrêtée à Florence sous la prévention d'affiliation à l'Internationale et de conspiration contre l'Etat ». Il signale un projet du gouvernement italien : « On parle beaucoup des lois exceptionnelles dont nos maîtres se proposent de nous gratifier prochainement : on aurait le droit d'envoyer à *domicilio coatto* (c'est-à-dire de déporter) sans qu'il soit besoin d'une *ammonizione* préalable : et ce droit serait placé entre les mains non des tribunaux, mais de la police ; de plus, on instituerait un certain nombre de commandants militaires, munis de pleins pouvoirs, et dont chacun aurait à administrer une ou plusieurs provinces. Tant mieux : quand la corde sera tendue à ce point, il faudra bien qu'elle casse. Du reste, le gouvernement n'a pas besoin de lois exceptionnelles pour faire de la répression ; c'est là une pure hypocrisie. Le nombre des personnes ayant reçu l'*ammonizione* est actuellement de 152.888, et celui des personnes condamnées à la surveillance spéciale de la police de 22 000 ! »

A la fin de novembre eurent lieu les élections pour le renouvellement de la Chambre des députés : la droite compta 284 membres, la gauche 216, parmi lesquels Garibaldi, élu à Rome, et le mazzinien Saffi, élu à Rimini. « Croit-on que la présence au Parlement de ces deux coryphées du républicanisme bourgeois va changer tant soit peu la tournure des affaires ? Ah bien oui ! on bavardera comme par le passé, on fera et défera des ministères, on votera de gros budgets, et le peuple continuera à crever de faim, — jusqu'à ce qu'il se décide à mettre à la porte tous ces farceurs. » (*Bulletin* du 6 décembre 1874.)

Cafiero, la dernière fois que nous nous étions rencontrés à Neuchâtel, m'avait demandé d'écrire un résumé populaire des idées socialistes révolutionnaires qui pût servir à la propagande en Italie. Je me mis à l'œuvre, et au bout de quelques semaines je lui envoyai mon manuscrit. Il le traduisit en italien, et je sais que sa traduction circula dans les groupes : mais je ne crois pas qu'elle ait été imprimée. Il me restitua mon essai quand il l'eut traduit ; c est

1. Les lettres de Cafiero au *Bulletin* sont signées de l'initiale « G. », première lettre du mot *Gregorio*, l'un des noms de guerre par lesquels ses amis le désignaient entre eux.

ce manuscrit, quelque peu retouché, que je publiai deux ans plus tard, en 1876, sous le titre d'*Idées sur l'organisation sociale*, en supprimant un chapitre spécialement destiné aux Italiens, où il était parlé des mesures pratiques d'expropriation, ainsi que de la propagande révolutionnaire dans l'armée.

En Belgique, le Congrès de la Fédération, tenu à Verviers les 25 et 26 décembre 1874, maintint le Conseil régional dans cette ville pour une nouvelle année. Une grève de houilleurs eut lieu en décembre à Charleroi : « Les grévistes, pauvres ouvriers ignorants, ont envoyé une députation au roi ; les délégués, au nombre de cinq, ont été reçus par Sa Majesté, qui les a renvoyés avec de l'eau bénite de cour. La grève continue ; Charleroi est hérissé de troupes de toutes armes, qui n'attendent qu'une occasion de donner aux ouvriers, à coups de fusil, des marques de la bienveillance royale. » (*Bulletin* du 10 janvier 1875.) Il n'y eut toutefois pas de massacre cette fois. L'organe des ouvriers marbriers, sculpteurs, et tailleurs de pierres de la Belgique, la *Persévérance* (qui paraissait depuis juillet 1874), expliqua, dans un article reproduit par le *Bulletin*, que les législateurs ne pouvaient apporter aux maux dont souffre le prolétariat que « des palliatifs insignifiants et inutiles » ; l'ouvrier « ne doit attendre l'amélioration de sa position que de *lui-même* » ; « pour sortir de leur position misérable, les ouvriers doivent créer des sociétés de résistance, se coaliser contre le capital, et tâcher, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, de diminuer les heures de travail » ; « diminuer les heures de travail, voilà de quoi doivent s'occuper les sociétés de résistance [1] ». Et le *Bulletin* ajoutait : « Nous recommandons tout spécialement ces passages, caractéristiques des sentiments qui animent les ouvriers belges conscients, aux méditations de ceux des ouvriers suisses qui ont foi dans les réformes politiques et dans l'intervention du gouvernement ».

L'Internationale, en France, réduite à la propagande clandestine, n'avait pas progressé ; le procès de Lyon avait intimidé bon nombre de militants. Le mouvement des chambres syndicales, lui aussi, qui avait semblé, à la suite de l'Exposition universelle de Vienne, prendre une certaine importance, languissait, ou s'égarait dans de mesquines querelles personnelles : un journal qu'on avait projeté de fonder à Paris au commencement de 1874, et qui devait s'appeler le *Syndical*, ne put voir le jour à cause des discussions qui éclatèrent entre ses promoteurs.

La politique parlementaire offrait un spectacle écœurant. Des députés de la gauche étaient allés dîner à l'Elysée ; et Rochefort, qui venait de recommencer sa *Lanterne*, les fouaillait de ses phrases cinglantes :

« Parmi les dîneurs, — écrivait-il, — on remarquait M. Tirard, ancien ouvrier bijoutier, député de Paris. J'avais cru faire œuvre de démocrate en inscrivant sur la liste du *Mot d'ordre*, aux élections de février 1871, le nom de ce travailleur, sorti des rangs du peuple. Il me doit donc sa nomination, et ses électeurs sont conséquemment les miens. Or, il sait, comme moi, ce qu'ils sont devenus. Quarante mille d'entre eux ont été envoyés sur les pontons. Trente-cinq mille ont été tués dans ou après la lutte. Cinq mille sont en Nouvelle-Calédonie ; le reste est en exil... Si, pendant la période électorale, un orateur avait posé, dans une réunion publique, la question suivante à M. Tirard :

« Admettons un instant que, dans un temps prochain, une insurrection éclate » dans Paris, et que le maréchal Mac-Mahon l'écrase dans le sang des hommes, » des femmes, des enfants, des vieillards, et même des représentants du peuple. » Admettons encore que, mis à la tête des affaires après cet exploit, ce même » maréchal nous fasse arrêter tous tant que nous sommes ici, qu'il nous dé» porte et nous emprisonne ;... que son gouvernement soit la négation de la » liberté individuelle comme de toutes les autres libertés... Poussons mainte» nant la fiction jusqu'à nous imaginer qu'après avoir réduit votre pays et vos

1. L'auteur de cet article était, sauf erreur, Louis Bertrand, alors âgé de dix-huit ans.

» électeurs à cet état lamentable, cet homme donne un dîner et vous y invite.
» Irez vous ? »

« Nul doute que M. Tirard n'eût escaladé la tribune pour protester, au nom de son passé, de son père, de sa mère et de ses enfants, contre la possibilité d'un tel crime. Eh bien, M. Mac-Mahon a fait tout cela et continue à le faire. Il a donné le dîner en question, y a invité M. Tirard, et M. Tirard s'est empressé d'y aller.

« Pas un mot de plus. »

Sur quoi le *Bulletin* (6 décembre) ajoutait :

« Mais oui, au contraire, encore un mot, de grâce. La gauche tout entière n'en a-t elle pas fait autant que M. Tirard, en la personne de ses délégués ? Un seul de ses membres a-t-il protesté ? L'infamie leur est commune à tous, depuis le pantin Langlois jusqu'au rigide Grévy, depuis l'ouvrier Tolain jusqu'au dictateur Gambetta. »

A propos de la Commune, le *Bulletin* publiait (3 janvier 1875) les réflexions suivantes, suggérées par un article du *Siècle* :

« Un article publié dans le *Siècle* (18 décembre) contient ces lignes :

« Ceux qui lisent l'histoire contemporaine sans se laisser aveugler par la » passion, savent que ce sont des *républicains* qui ont attaqué, vaincu, désarmé » la Commune ».

« Le *Siècle* pense-t-il que ceux qui font l'histoire, de leur sang, de leur liberté, de leur avenir, puissent ignorer que ce sont des républicains qui ont attaqué, vaincu, désarmé la Commune ; massacré, déporté leurs électeurs ?

« Nous prenons acte de cet aveu. Seulement le *Siècle* a tort d'en parler si fièrement. Aurait-il oublié déjà les règlements de compte Clément Thomas et Chaudey ? N'importe ; ce sont de ces phrases qu'il regrettera plus tard, car elle fait pas mal de tours la roue de la fortune ! »

Pour l'Allemagne, je reproduis trois nouvelles données par le *Bulletin :*

Numéro du 1er novembre : « Si la place nous le permettait, nous pourrions, en traduisant chaque semaine les nouvelles que nous apportent les journaux ouvriers allemands concernant les persécutions contre les socialistes, remplir trois ou quatre colonnes du *Bulletin*. Nous devons nous borner à rappeler de temps en temps — pour que nos lecteurs ne se méprennent pas sur notre silence ou notre laconisme — que les persécutions continuent toujours, et que les condamnations à l'amende et à la prison pleuvent dru comme grêle sur les ouvriers d'Allemagne.

« Voici un fait caractéristique. On sait que le président de l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*, Hasenclever, est actuellement en prison. Comme il est député au Reichstag, il a demandé sa liberté provisoire pour pouvoir assister à la session qui va s'ouvrir. Il y a quelques années, le fameux M. de Schweitzer, alors président de la même Association, se trouvant également sous les verrous, avait fait la même demande ; comme Schweitzer était un agent bismarckien, le gouvernement s'empressa de lui accorder ce qu'il désirait. Depuis lors les choses ont bien changé ; M. de Schweitzer a été démasqué et écarté [1] ; l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein* s'est résolument posé en adversaire de l'Empire, et il en a éprouvé les conséquences : autant le gouvernement se montrait complaisant pour Schweitzer, autant il met d'acharnement à poursuivre Hasenclever et ses collègues. Hasenclever a naturellement vu sa demande d'élargissement repoussée. »

Numéro du 6 décembre : « A quoi sert-il donc d'envoyer des orateurs socialistes dans les Parlements, demandions-nous il y a huit jours à propos des délibérations du Reichstag ? Aujourd'hui une discussion qui vient d'avoir lieu au sein de ce même Reichstag nous fournit l'occasion de revenir sur ce sujet, et de bien préciser notre pensée. »

1. A ce moment, nous croyions encore, comme on le voit, à la calomnie lancée contre Schweitzer par les hommes de la fraction d'Eisenach, qui faisaient de lui un agent de Bismarck.

Il s'agissait d'une proposition déposée par les députés socialistes, tendant à la mise en liberté, pendant la durée de la session, des trois députés Bebel, Hasenclever et Most ; Liebknecht avait déclaré que le Reichstag avait à choisir entre deux alternatives : Réforme ou Révolution ; et il avait montré, par des exemples historiques empruntés à l'Angleterre et à la France, que « lorsque la soupape de sûreté n'est pas ouverte à temps, lorsque les libertés nécessaires ne sont pas accordées, la machine saute » ; qu'en France, la compression avait abouti à la Révolution, tandis qu'en Angleterre, où le prolétariat possédait la liberté politique et le droit de réunion, on pouvait procéder par des réformes pacifiques [1] ; Bismarck, répondant à Liebknecht, « avait parlé en vrai style de palefrenier : de la brutalité rehaussée de plaisanteries de corps de garde ». Hasselmann, alors, avait déclaré « que les débats du Reichstag n'étaient qu'une comédie », et, parlant de la Commune de Paris, il en avait glorifié les défenseurs, en ajoutant que, pour lui, dans un cas semblable, il en ferait autant. Naturellement, la proposition n'avait recueilli qu'une dizaine de voix ; « pendant les discours des députés socialistes, les députés bourgeois se tordaient les côtes de rire, et les facéties de gendarme du prince de Bismarck ont été accueillies par des bravos frénétiques ». Le *Bulletin* rappelait qu'en France, on avait ri, sous l'Empire, au Corps législatif : mais « les députés bonapartistes qui se roulaient sur leurs bancs, en 1869, ont été balayés par le peuple en 1870. En Allemagne aussi, rira bien qui rira le dernier. » Et ensuite, résumant notre opinion sur la présence des socialistes dans une assemblée parlementaire, j'écrivais ceci :

Des discussions du genre de celle qui vient d'avoir lieu au Reichstag sont-elles utiles à la cause socialiste ? Oui, nous n'hésitons pas à le dire, nous les croyons utiles.

Il est utile que des délégués du peuple aillent dans les assemblées du privilège et du capital, pour dénoncer à ces assemblées la nullité de leurs actes ; il est utile que la masse soit éclairée sur l'impuissance du parlementarisme ; il est utile que, bravant la rage de ses ennemis, le socialisme allemand affirme, devant la moustache de M. de Bismarck, le droit à la Révolution, et la solidarité des ouvriers d'Allemagne avec les combattants de la Commune de Paris.

Cette opinion, nous l'avons toujours exprimée. Lorsque nos amis parisiens envoyèrent Rochefort au Corps législatif, avec le mandat d'y cracher à la figure de Bonaparte, nous avons applaudi. Lorsqu'ils envoyèrent Malon et Tolain à l'Assemblée de Bordeaux pour y protester contre les traîtres du 4 septembre, nous avons applaudi encore. La protestation faite, Malon a pensé qu'il n'avait plus rien à faire dans une assemblée bourgeoise : il s'est retiré, et nous l'avons approuvé. Tolain, lui, est resté, et l'Europe entière l'a flétri du nom de renégat.

Ce que nous blâmons, ce que nous repoussons, ce sont ces candidatures ouvrières qui se produisent avec le but avoué, non de faire à l'ennemi une guerre irréconciliable, mais de jouer le rôle d'une opposition constitu-

1. Le *Bulletin* fit des réserves sur la théorie présentée par Liebknecht. Il montra que les revendications du prolétariat de France et celles du prolétariat d'Angleterre étaient de nature très différente : « Le prolétariat français a toujours posé des revendications radicales, qui forcément appelaient la bataille. Le prolétariat anglais, par contre, s'est contenté jusqu'à présent de quelques améliorations partielles ; mais, le jour où il descendra dans l'arène avec un programme semblable à celui des ouvriers de Paris, il y aura révolution en Angleterre aussi, et non plus réforme pacifique et légale. »

tionnelle et de concourir à la confection des lois. Voilà ce que nous déclarons dangereux. C'est pour cela qu'en Suisse nous ne pouvons pas nous associer à la tactique de ceux qui veulent pousser des ouvriers dans les Grands-Conseils ; ces députés ouvriers, en effet, ne recevraient pas le mandat de protester purement et simplement contre tout ce qui se fait dans une assemblée bourgeoise, mais celui de chercher à amender les lois, et de prêter ou de refuser leur concours au gouvernement selon les circonstances. Engager le prolétariat dans une voie pareille, c'est à nos yeux lui donner un détestable conseil : c'est lui faire croire qu'il travaille à son affranchissement, tandis qu'il ne fait qu'aider ses oppresseurs à lui river la chaîne au cou.

Ainsi notre sentiment est celui-ci :

Si un député ouvrier va dans une assemblée bourgeoise pour y faire de la politique *négative*, c'est-à-dire pour refuser de s'associer à la besogne parlementaire et pour protester contre toute cette besogne, il rend service au prolétariat ;

Mais si un député ouvrier va dans une assemblée bourgeoise pour prendre part à ses travaux, pour lui demander des concessions, des améliorations, pour faire du parlementarisme en un mot, *il rend service à la bourgeoisie*.

Numéro du 13 décembre : « Les persécutions exercées contre le socialisme allemand semblent devoir porter d'excellents fruits pour la cause populaire. Un rapprochement sensible s'était déjà effectué depuis quelque temps entre les deux fractions du parti socialiste, les lassalliens et les adhérents du programme d'Eisenach. Maintenant ce rapprochement paraît vouloir aboutir à une conciliation et à une fusion complète, au grand bénéfice de l'ensemble du parti. Nous trouvons, en effet, en tête du *Neuer Sozial-Demokrat* du 11 courant, le document ci-dessous, signé par le président de l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*, Hasenclever, qui vient de sortir de prison après avoir terminé sa peine :

« *A tous les lassalliens d'Allemagne.* — Depuis longtemps déjà s'est manifesté » le désir de voir, dans un avenir prochain, se réaliser l'union de tous les » socialistes d'Allemagne. Tous les lassalliens, sans doute, sont pénétrés de » ce désir, et beaucoup de socialistes de la fraction du programme d'Eisenach » ont déclaré de leur côté qu'ils travailleraient de toutes leurs forces à amener » cet heureux résultat [1]. Je me suis mis moi-même en relations avec un cer- » tain nombre de nos amis et avec divers membres connus de la fraction » d'Eisenach, et nous allons faire les démarches les plus actives pour préparer » l'union, sur une base parfaitement saine et par des moyens également régu- » liers pour chacune des deux parties. Mais avant toute chose, il est nécessaire » que l'union soit *le produit de la volonté collective* des membres des deux » parties, afin que, voulue et approuvée par tous, elle ne porte pas dans son

1. Tout le monde ne voyait pas « l'union » du même œil. A Londres, Marx et Engels, acharnés contre la « secte lassallienne », suivaient d'un regard haineux les tentatives de rapprochement. Engels écrivait à Sorge (17 sept. 1874) : « Les lassalliens sont tellement discrédités par leurs représentants au Reichstag qu'il a fallu que le gouvernement entamât des poursuites contre eux, pour donner de nouveau à ce mouvement l'apparence de quelque chose de sérieux. Du reste, depuis les élections, les lassalliens se sont trouvés dans la nécessité de se mettre à la remorque des nôtres. C'est un vrai bonheur que Hasselmann et Hasenclever aient été élus au Reichstag. Ils s'y discréditent à vue d'œil : ou bien il faut qu'ils marchent avec les nôtres, ou bien qu'ils agissent pour leur propre compte et fassent des bêtises. L'un et l'autre les ruinera. »

» sein le germe de nouvelles discordes. C'est seulement ainsi que cette union
» pourra être féconde. — HASENCLEVER. »

« Nous faisons des vœux pour que cette tentative de groupement en un seul faisceau de toutes les forces du parti ouvrier d'Allemagne aboutisse à une heureuse issue. »

En Amérique, la Section de langue française de l'Internationale, à New York, continuait sa propagande dans le journal le *Bulletin de l'Union républicaine de la langue française*. Elle y annonçait son intention « de réorganiser la Fédération américaine, en commençant par la branche française; de se faire aux Etats-Unis l'apôtre du socialisme révolutionnaire et radical; et de rester, en tant que Section, étrangère à tout mouvement *politique* sur ce continent ». En décembre, après la défaite de Grant et le triomphe électoral du parti démocrate, le *Bulletin* new-yorkais écrivait : « Il nous importe fort peu, à nous socialistes, que les uns ou les autres nous grugent; nous ne serons pas moins volés par les démocrates que par les républicains; ce qui nous attriste, c'est de voir un peuple intelligent... tomber dans les pièges des partis politiques, se laisser leurrer de leurs paroles mensongères, et croire à l'un ou à l'autre, lorsqu'il devrait savoir qu'ayant le droit, ayant la force, il peut d'un seul coup de balai nettoyer toute cette poussière du passé ».

Cependant Sorge venait, encore une fois, de donner un signe de vie; et le *Bulletin* jurassien résume en ces termes les nouvelles que nous apportaient les journaux au sujet d'un dernier exploit de l'agent de Marx :

« La discorde est au camp d'Agramant! Messieurs les membres de ce burlesque cénacle qui s'intitule le Conseil général de New York n'avaient plus fait parler d'eux depuis longtemps : ils ont éprouvé le besoin de rentrer en scène, et ils viennent de régaler le public américain d'une querelle de famille vraiment désopilante.

« Il paraît qu'il y a chez ces Messieurs deux partis : le parti Sorge et le parti Carl. Après s'être d'abord fraternellement entendus pour fulminer contre les Fédérations de l'Internationale les risibles décrets d'excommunication dont on se souvient encore, ils ont fini par se prendre aux cheveux entre eux au sujet de la propriété d'un journal, l'*Arbeiter-Zeitung*, dont chaque parti voulait s'assurer la direction exclusive. L'imprimerie de ce journal se trouvait entre les mains du parti Carl; les hommes du parti Sorge se présentèrent devant le juge, et affirmèrent sous serment que le matériel du journal était leur propriété. Là-dessus, le juge leur donna l'autorisation d'aller s'en emparer, et, avec l'assistance d'un agent de police, ils se rendirent à l'imprimerie, où, sous les yeux de Carl et de ses amis, ils mirent en pièces le mobilier, brisèrent les becs de gaz, mirent *en pâte* la composition du journal, et emportèrent tout le matériel.

« Ce coup d'Etat ne fut que l'ouverture des hostilités. La Section 1 (allemande) de New York, dont Carl est membre, prit parti pour ce dernier, et vota une résolution portant « que F. A. Sorge, ex-secrétaire général, avait
» perdu la confiance de ses collègues par ses nombreux manquements au prin-
» cipe ouvrier, par son alliance ouverte avec des chefs de partis bourgeois aux
» Etats-Unis, et avec l'agent reconnu du gouvernement autrichien, Henri
» Oberwinder à Vienne, par sa participation au honteux attentat commis
» contre l'*Arbeiter-Zeitung*; qu'il s'était dévoilé comme un ennemi perfide et
» dangereux de la classe ouvrière; et qu'en conséquence les ouvriers de tous
» les pays étaient avertis de ne plus entrer en aucune espèce de correspondance
» avec lui, attendu qu'il ne se servait de cette correspondance que pour nuire
» à la classe ouvrière et pour satisfaire son ambition et ses rancunes person-
» nelles. »

« De leur côté, Sorge et ses amis, qui avaient entre leurs mains le soi-disant Conseil général, lequel fonctionne en même temps comme Conseil fédéral pour les Etats-Unis, ne restaient pas inactifs. Vite, un décret, deux décrets, trois décrets! Ils décrètent successivement : 1° La Section 1 est expulsée de la Fédération américaine; 2° La Section 1 est suspendue jusqu'au prochain Con-

grès général ; 3° Les membres Carl, Bolte et Praitsching sont expulsés de l'Internationale.

« Voilà une réjouissante comédie, n'est-il pas vrai ? Sorge déclaré traître par Carl, Carl expulsé par Sorge !

« Y a-t-il, dans ce conflit grotesque, un parti qui représente réellement le vrai socialisme international ? Nous en doutons beaucoup. Nous croyons que de part et d'autre il y a des intrigants, des charlatans, des ambitieux ; derrière ces meneurs sont probablement quelques hommes de bonne foi, aveuglés et mystifiés. Puissent ceux-là ouvrir les yeux à temps, se débarrasser de leurs chefs de file, et, en se réorganisant sérieusement, faire cesser des luttes scandaleuses ; luttes qui couvrent de ridicule, en Amérique, cette cause du prolétariat que les tristes personnalités dont nous venons de rapporter la querelle osent prétendre représenter. » (*Bulletin* du 27 décembre 1874.)

Ni de l'Angleterre, ni de la Hollande, le *Bulletin* ne contient des nouvelles pour les trois derniers mois de 1874.

En Suisse, il faut signaler entre autres, pendant ce trimestre, l'évolution faite par une minorité de membres de la Société du *Grütli* vers le socialisme ; et, dans le Jura, un mouvement de propagande et d'organisation se manifestant par des réunions, des conférences, et par la création de nouveaux groupements ouvriers.

La Société du *Grütli* est une association fondée à Genève, en 1838, par le pasteur appenzellois Joh. Niederer, le principal disciple de Pestalozzi. Un des hommes qui contribuèrent le plus à son développement fut Albert Galeer (1816-1851), de Bienne, qui avait des tendances socialistes. Cette association compta bientôt des Sections dans presque tous les cantons de la Suisse, et joua un rôle assez important durant la période des mouvements révolutionnaires qui précédèrent la reconstitution de la Confédération suisse sur une nouvelle base en 1848. Dans le quart de siècle qui suivit, les ouvriers, qui formaient la majorité des membres du *Grütli*, s'étaient habitués à marcher à la remorque des bourgeois radicaux ; mais des velléités d'indépendance commençaient, en 1874, à se produire parmi eux. Le Comité central, qui résidait à ce moment à Berne, et qui avait pour lui la majorité des sociétaires, prétendait rester dans le giron radical, tandis qu'une minorité, soutenue par l'organe officiel, le *Grütlianer* (qui se publiait alors à Winterthour), voulait donner la main à l'Internationale. A une assemblée générale du *Volksverein* (4 octobre), société politique radicale dont faisaient partie beaucoup de membres du *Grütli*, un Grutléen de Saint-Gall, le citoyen Moham, fit une profession de foi socialiste, et déclara que « la question sociale devait être résolue par la voie internationale » ; il fut vivement combattu par d'autres Grutléens, — entre autres par M. Lang, de Berne, président central, — qui protestèrent contre ses paroles au nom du patriotisme suisse. « Nous savons — écrivit le *Bulletin* en rendant compte de l'incident — qu'il est des sections du *Grütli* où l'élément socialiste se trouve en majorité : le moment n'est-il pas venu, pour ces sections là, de dire catégoriquement ce qu'elles veulent, et de rompre, une fois pour toutes, avec les politiqueurs bourgeois qui ne voient dans le *Grütli* qu'un marche-pied pour arriver aux places bien rétribuées ? » La question de la journée normale de travail avait été mise à l'ordre du jour dans les sections du *Grütli*, et l'association se proposait de faire une agitation en faveur de la limitation légale de la journée. J'écrivis à ce sujet l'article suivant (*Bulletin* du 1er novembre) :

Sur le fond de la question, c'est-à-dire sur la nécessité de diminuer la longueur de la journée de travail, nous sommes, il va sans dire, d'accord avec les Grutléens ;... mais nous n'admettons pas le moyen d'exécution que propose la Société du *Grütli*, et avec elle presque tous les ouvriers de la Suisse allemande : l'intervention de l'autorité législative. Nous allons

résumer brièvement nos objections sur ce point. Nous les avons déjà exposées souvent dans les meetings et dans la presse socialiste ; mais il est des choses qu'on ne saurait trop répéter.

Notre opinion est que *c'est aux ouvriers eux-mêmes à limiter la durée de la journée de travail.* Si les ouvriers le veulent sérieusement, ils peuvent, par la seule puissance de leur organisation en sociétés de résistance, forcer la main aux patrons sur ce point, sans avoir besoin de l'appui d'aucune loi de l'Etat. Et, au contraire, si les ouvriers ne sont pas organisés de manière à pouvoir imposer leur volonté aux patrons, ils auront beau invoquer le texte d'une loi que leur aurait octroyée le pouvoir législatif : cette loi sera constamment éludée et restera à l'état de lettre morte, parce que les ouvriers ne seront pas assez forts pour contraindre la bourgeoisie à l'exécuter.

Précisons les choses.

Plaçons-nous d'abord dans la seconde hypothèse. Les ouvriers, au lieu de comprendre que *l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*, attendent leur salut de l'Etat. Ils négligent ce qui, à nos yeux, devrait être leur préoccupation constante, la pensée unique de leurs jours et de leurs nuits : la création et la fédération des sociétés de métiers, destinées à faire la guerre au capital. Ils concentrent toute leur activité sur ce point : chercher à faire passer quelques-uns des leurs dans l'autorité législative ; et, en même temps, conclure, avec celui des partis bourgeois qui se dira le plus avancé, une alliance politique dont les conditions seraient quelques améliorations apportées, *sur le papier*, à la situation *légale* du travailleur.

Qu'arrive-t-il alors ?

Les ouvriers, ne s'étant pas constitués en un corps à part, ayant son organisation et sa vie propre, ne forment pas une puissance indépendante ; ils ne sont pas ce qu'ils doivent être : le monde du travail, en lutte avec le monde du privilège (et par le monde du privilège, nous entendons la bourgeoisie de toutes nuances, y compris les radicaux les plus rouges). Ils n'ont d'autre organisation, ces salariés encore inconscients, que celle qu'ils reçoivent de leurs meneurs politiques pour les besoins de la lutte électorale : organisation factice, étrangère aux réalités du travail. Entre les mains de leurs chefs, qui se servent d'eux comme de bétail à voter, *Stimmvieh*, selon l'expression énergique des Allemands, ils sont une arme puissante, que les politiciens savent manier pour arriver à leurs fins ; mais, incapables d'agir par eux-mêmes, ces ouvriers sont hors d'état de faire prévaloir leur volonté propre. Ils s'apercevront souvent que leurs chefs les dupent ; ils se fâcheront, ils crieront ; mais que faire après tout ? Il faut bien se résigner. Tout au plus se vengera-t-on du charlatan en cessant de voter pour lui, et en reportant sa voix sur un autre charlatan qui ne s'est pas encore démasqué et qui a mieux su conserver sa popularité.

Dans une semblable situation, les ouvriers n'obtiendront d'autres concessions que celles que la bourgeoisie voudra bien leur faire. La bourgeoisie restera seule juge du plus ou moins d'étendue qu'elle donnera à ces concessions, du plus ou moins de bonne foi qu'elle mettra à remplir

ses promesses ; et les ouvriers, privés de toute action propre, ne pourront exercer aucun contrôle sérieux, ne pourront pas forcer la main à la bourgeoisie lorsque celle-ci refusera de s'exécuter.

*
* *

Envisageons maintenant l'autre alternative.

Les ouvriers se sont organisés partout en sociétés de métiers. Ces sociétés se sont groupées en fédérations corporatives, et ces fédérations, à leur tour, se sont fédérées entre elles, couvrant le pays d'un vaste réseau. C'est l'armée du travail, une armée qui, une fois aguerrie et disciplinée, est en état de tenir tête à la bourgeoisie et de lui dicter ses volontés.

Lorsque cette organisation est réalisée, quelle est la marche à suivre pour obtenir des réformes sociales ? Les ouvriers ont-ils besoin de s'adresser en humbles pétitionnaires à l'autorité législative, pour la prier de les prendre sous sa protection ? Nullement. S'ils veulent raccourcir la journée de travail, ils signifient à leurs patrons leur volonté, et, la résistance à l'armée du travail étant impossible, les patrons sont forcés de céder. S'agit-il d'augmenter les salaires, de prendre des mesures concernant le travail des femmes et des enfants, etc. ? On emploie le même moyen : au lieu d'avoir recours à l'Etat, *qui n'a de force que celle que les ouvriers lui donnent*, les ouvriers *règlent directement l'affaire avec la bourgeoisie* [1], lui posent leurs conditions, et, par la force de leur organisation, la contraignent de les accepter.

Résumé : Pour qu'une loi en faveur des ouvriers ne reste pas lettre morte, et qu'elle soit réellement exécutée, il faut que les ouvriers disposent d'une force capable d'en assurer l'exécution.

Pour acquérir cette force, les ouvriers doivent s'organiser en sociétés de métier fédérées entre elles.

Mais, une fois cette organisation faite et cette force acquise, les ouvriers n'ont plus besoin de réclamer la protection de la loi bourgeoise : ils sont devenus une puissance, ils peuvent se faire justice eux-mêmes.

Les Grutléens n'étaient pas d'accord entre eux sur le nombre d'heures auquel devait être limitée la journée normale de travail : leur Comité central s'était prononcé en faveur de la journée de onze heures ; les sections des cantons de Genève et de Neuchâtel réclamèrent, et déclarèrent que le *Grütli* devait faire campagne pour la journée de dix heures ; sur quoi, un groupe de sections de la Suisse allemande, qui appuyait le Comité central, proposa l'expulsion du *Grütli* de tous les socialistes.

Le rédacteur du *Grütlianer*, M. Bleuler-Hausheer, dans le numéro du 18 novembre 1874 de ce journal, publia une sorte de manifeste destiné à rallier autour d'un programme positif ceux des Grutléens qui étaient opposés à la marche réactionnaire du Comité central. Il caractérisait très justement les tendances de ces prétendus patriotes qui, pour empêcher les ouvriers suisses de s'occuper de la question sociale, leur parlent sans cesse des libertés du peuple suisse et de l'excellence de ses institutions, en flattant la vanité nationale pour détourner les travailleurs de tout contact avec leurs frères des pays voisins. « Les socialistes dans la Société du *Grütli*, déclarait-il, pensent qu'il n'y a pas de question ouvrière *nationale*, de question ouvrière suisse, allemande ou française, mais qu'il y a un malaise social *général*, et qu'il n'existe qu'une

1. On voit que la méthode recommandée par nous était celle de l'*action directe*, — une formule qui a fait fortune depuis.

seule et même question ouvrière, qui a pour raison d'être la lutte contre la production capitaliste moderne et pour la suppression de l'exploitation, et qui reconnaît par conséquent la légitimité de l'idée *internationale*. »

Le *Bulletin* reproduisit ces lignes (29 novembre), en ajoutant :

On ne peut pas mieux dire. Malheureusement M. Bleuler-Hausheer ne reste pas longtemps conséquent avec lui-même. Après avoir déclaré que la question ouvrière est une question non pas nationale, mais internationale, il énumère un certain nombre de points qui lui paraissent ceux sur lesquels devrait s'exercer l'action de la Société du *Grütli*, pour obtenir des réformes nationales, au moyen de la législation tant cantonale que fédérale. [Suit la liste de ces points : Lois ouvrières introduisant la journée de dix heures, interdisant le travail des enfants au-dessous de quinze ans dans les fabriques ; établissement de conseils de prudhommes ; instruction gratuite à tous les degrés ; impôt progressif, impôt sur les successions ; rachat des chemins de fer par l'État ; fondation de coopérations de production ; fondation de bureaux de renseignements et de placement, etc.]

Si nous voulions juger de l'importance du mouvement socialiste dans le *Grütli* par le programme de M. Bleuler, il faudrait déclarer dès maintenant que ce mouvement n'est pas sérieux, et qu'il n'y a aucune différence entre ce socialisme et celui que prêchent, dans tous les pays de l'Europe, certains agents de la bourgeoisie qui cherchent à endormir le peuple par des paroles creuses. Heureusement que les choses ne sont pas tout à fait ainsi. Il y a, dans cette fraction du *Grütli* qui incline au socialisme, deux éléments bien différents : le petit groupe des hommes politiques bourgeois qui veulent utiliser ce mouvement au profit de certaines combinaisons,... et le grand nombre des ouvriers qui, restant étrangers à ces desseins politiques, aspirent à une amélioration réelle de leur sort, et qui seraient très disposés à se prononcer en faveur des solutions vraiment socialistes, s'il se trouvait quelqu'un pour les leur expliquer. Le programme de M. Bleuler ne représente donc nullement la vraie pensée des ouvriers socialistes du *Grütli*. Ceux-ci ont des aspirations beaucoup plus avancées, par la simple raison qu'ils sont ouvriers et que M. Bleuler est conseiller national ; seulement ils ne savent pas encore bien clairement ce qu'ils veulent...

M. Bleuler termine son article par une phrase destinée à rassurer les timides : « En aucun cas, la Société du *Grütli* ne se laissera entraîner à une action qui soit de nature *à ébranler l'existence politique de la Confédération suisse, ou à pousser le mouvement ouvrier dans la voie de la violence révolutionnaire* ».

Grâce à cette déclaration, on se met en règle avec la légalité et les autorités constituées, et on se sépare catégoriquement des socialistes révolutionnaires. Mais qu'on nous permette à ce sujet une petite observation.

Il semblerait vraiment, à entendre la façon dont certaines gens s'expriment sur le compte des socialistes révolutionnaires, qu'entre une multitude de moyens, tous également bons et également pratiques, pour arriver à l'émancipation du travail, nous ayons, de gaîté de cœur et uniquement par férocité naturelle, choisi le plus sanguinaire.

Cette manière de présenter les choses est calomnieuse et absurde.

La voie par laquelle nous sommes arrivés à cette conclusion qu'une révolution est nécessaire, la voici. Nous avons étudié scrupuleusement, depuis des années, tous les moyens divers proposés pour réaliser l'émancipation du prolétariat. Et nous avons reconnu que cette émancipation ne peut être obtenue que d'une seule façon : par l'établissement de la propriété collective des instruments de travail... Or, la bourgeoisie ne sera pas plus disposée à permettre qu'on touche à ce qu'elle appelle *sa* propriété, que les nobles et les prêtres ne l'étaient en 1793 à céder sans résistance les biens que la Révolution leur a pris. Il y aura donc une lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat, et cette lutte ne sera pas nationale, elle sera internationale.

Voilà ce que nous apprennent les enseignements de l'histoire et ceux de la science sociale.

Ainsi, nous voulons transformer la propriété, parce que sans cette transformation il n'y a pas de solution possible à la question sociale. Mais la transformation de la propriété nécessitera une révolution? Eh bien, soit, disons-nous ; qui veut la fin veut les moyens : que la révolution se fasse, puisqu'il faut en passer par là.

M. Bleuler, lui, ne parle pas de transformer la propriété. Il n'y a donc pas besoin de révolution, dans son plan. Mais aussi, la propriété n'étant pas transformée, le prolétariat reste l'esclave de la bourgeoisie, et par conséquent le prétendu socialisme de M. Bleuler est une duperie.

La chose est-elle claire maintenant?

Ce n'est pas nous, groupes de propagande et d'étude, qui décrétons follement et arbitrairement qu'il y aura une révolution. C'est la fatalité de la situation économique qui impose à la société moderne la nécessité de passer par cette crise. Quiconque souhaite sincèrement de voir la misère cesser, de voir le travail libre, de voir les hommes égaux et heureux, souhaite implicitement une lutte, une bataille, et, croyant faire un vœu pacifique, fait en réalité un vœu révolutionnaire.

La vigie prédit la tempête, parce qu'elle la voit venir, et qu'elle la sait inévitable. D'autres aiment mieux cacher leur tête dans un buisson, comme l'autruche. Pensent-ils que leur aveuglement volontaire empêchera la tempête d'éclater à l'heure marquée par les destins?

L'*Arbeiterbund*, lui aussi, s'occupa de la question de la réduction de la journée de travail, et du projet d'une loi sur les fabriques que l'Assemblée fédérale suisse était appelée à élaborer. Son Comité adressa à la « Haute » Assemblée fédérale une pétition à propos de laquelle le *Bulletin* écrivit (20 décembre) :

Hélas! qu'y trouvons-nous? L'humble demande faite à nos maîtres, aux représentants de la bourgeoisie suisse, de vouloir bien améliorer un peu la situation des ouvriers... Si nous nous souvenons bien, la *Tagwacht* s'était jointe aux autres journaux socialistes allemands, il y a quelques mois, pour dénoncer comme un traître l'Autrichien Oberwinder, parce que celui-ci, au nom d'un groupe d'ouvriers de Vienne, avait remis à la Chambre des députés d'Autriche un Mémoire réclamant des réformes législatives favorables aux ouvriers. Quelle différence y a-t-il entre l'acte d'Oberwinder et celui du *Schweizerischer Arbeiterbund*? Prétendra-t-on qu'une démarche qu'on blâme quand elle est faite auprès d'un gouvernement

monarchique, devient légitime quand elle est faite auprès d'un gouvernement républicain ? Est-ce que le gouvernement suisse, malgré ses *formes* démocratiques, n'est pas, tout comme le gouvernement autrichien, l'organe et le représentant de la bourgeoisie?

Nous traduisons, pour l'édification de nos lecteurs, la conclusion de ce document :

«... La plus grande question de ce siècle, la question entre le capital et le travail, entre la richesse qui jouit et le travail qui souffre, n'a pas besoin, pour sa solution, des violentes tempêtes dont quelques-uns veulent prédire l'approche. Au moyen de nos institutions républicaines, nous pouvons parfaitement concilier cette opposition par la voie des réformes progressives. Donnons au monde, dans cette question comme dans les autres, cet éclatant exemple, qu'un peuple libre sait résoudre d'une façon calme et satisfaisante même les questions les plus compliquées, grâce à l'esprit républicain de ses citoyens. Agréez l'assurance de notre profond respect. »

Triste ! triste ! triste !

Le *Bulletin* du 4 octobre contenait un appel de la Section de Berne invitant les sections de la Fédération jurassienne, conformément à la décision prise à Saint-Imier le 9 août, à une réunion familière dont la date était fixée au dimanche 12 octobre. « On se réunira, disait l'appel, le matin à onze heures au premier étage du restaurant Grünegg, au coin de la rue Neuve et de la place des Orphelins ; à midi, repas en commun ; à deux heures, ouverture de l'assemblée. » Les délégations vinrent nombreuses, du Locle, de la Chaux-de-Fonds, de Neuchâtel, de Sonvillier, de Saint-Imier, de Corgémont. Le matin, il y eut échange d'idées entre les internationaux présents sur diverses questions administratives, comme l'agrandissement du format du *Bulletin* (proposition de Neuchâtel) et l'organisation du Bureau fédéral international, confiée pour l'année 1874-1875 à la Fédération jurassienne par le Congrès de Bruxelles. La réunion de l'après-midi choisit pour président, « en témoignage de sympathie pour les ouvriers espagnols », le compagnon Fournier, de Barcelone, de passage à Berne ; les assesseurs furent Selig, de Berne, et Schwitzguébel, de Sonvillier. Un télégramme de la Section récemment reconstituée à Vevey (et, ce jour-là, réunie en assemblée à Clarens) nous apporta un souhait révolutionnaire et une assurance de solidarité. Une grande assemblée ouvrière était réunie à ce même moment à Zürich ; nous lui adressâmes, par le télégraphe, un salut fraternel, « afin d'exprimer une fois de plus la solidarité que l'Internationale entend pratiquer à l'égard de tous les groupes ouvriers ». Une lettre de sympathie fut écrite séance tenante au Grutléen Moham, de Saint-Gall, pour le féliciter d'avoir, au sein d'une assemblée radicale, « affirmé la nécessité de résoudre la question sociale par voie internationale » (p. 246). La réunion choisit comme thème de discussion la question des services publics : Schwitzguébel résuma ce qui avait été dit au Congrès de Bruxelles ; parlèrent ensuite Brousse, moi, et Pindy. Le débat fut suivi avec une attention soutenue : « Chacun sentait qu'il s'agit d'un grave problème à étudier, et que, depuis la question de la propriété collective, l'Internationale n'a pas vu de discussion plus importante s'élever dans son sein ». L'accueil fait par les camarades bernois à leurs hôtes d'un jour nous toucha vivement, et nous reprîmes le chemin de fer, le soir, en emportant « la certitude que l'Internationale était cette fois implantée définitivement à Berne ».

Par un vote fait dans les Sections, la Fédération jurassienne décida que le Bureau fédéral international serait placé au Locle, et composé d'un secrétaire correspondant, d'un caissier, et d'un secrétaire pour les grèves : les trois membres élus furent Louis Pindy, Auguste Spichiger et Charles Richard ; en outre,

chaque Section dut adjoindre au Bureau un délégué nommé directement par elle.

Pour la propagande, une campagne de conférences fut organisée à l'entrée de l'hiver. J'avais, l'année précédente, écrit, à la demande de notre ami Ross, un petit travail sur Proudhon, que Zaytsef avait traduit en russe et qui, ainsi qu'on l'a vu, avait été imprimé à Londres : mon manuscrit m'ayant été rendu ensuite par Ross, je fis à Neuchâtel, le 19 novembre, à Sonvillier et Saint-Imier les 19 et 20 décembre, une lecture publique d'un fragment de ce travail, en l'intitulant : « Le socialisme de Proudhon et le socialisme de l'Internationale ». A Berne, les réunions de la Section, qui avaient lieu chaque quinzaine, étaient suivies d'une conférence publique : le 30 décembre, Brousse inaugura la série par une conférence sur l'Internationale.

Nous publiâmes, pour la cinquième fois (et ce fut la dernière), l'*Almanach du Peuple*. Il est annoncé, comme venant de paraitre, dans le *Bulletin* du 15 novembre 1874 ; les articles qu'il contenait sont : *Les dangers du radicalisme*, par Paul Brousse ; *Résumé critique d'économie politique*, par B. Malon ; *La coopération de production comme moyen d'émancipation* (critique de la conception utopique qui voit dans l'atelier coopératif le levier de l'affranchissement du travail), par Auguste Spichiger : *Quelques difficultés dans la pratique des associations ouvrières* (*scènes de la vie ouvrière jurassienne*), par Adhémar Schwitzguébel [1].

J'avais, au printemps précédent, formé le projet d'écrire un petit ouvrage de vulgarisation, destiné à mettre à la portée des lecteurs ouvriers les connaissances historiques les plus indispensables. J'avais fait part de mon idée à mes amis, qui l'approuvèrent, et, dans le *Bulletin* du 2 août 1874, j'avais annoncé la préparation des *Esquisses historiques*, « études populaires sur les principales époques de l'histoire de l'humanité [2] »; je me proposais « d'écrire cette histoire pour le peuple, dans un style simple, en la dépouillant de toutes les fables dont les superstitions théologiques et monarchiques l'avaient si longtemps recouverte » ; elle devait paraitre en séries successives, formant chacune un petit volume séparé, qui coûterait un franc. La Première série parut en décembre 1874 : elle contenait deux études intitulées « Les origines de l'homme » et « Les premières civilisations ». Adhémar Schwitzguébel, après avoir lu le volume, publia dans le *Bulletin* (21 février 1875) un article où il disait : « Il y a quelques semaines déjà que la Première série des *Esquisses historiques* a paru. Qu'il soit permis à un ouvrier de dire à ses compagnons de travail les impressions qu'il a reçues de cette lecture »; il analysait brièvement le contenu du petit livre, et ajoutait : « Les déductions que le lecteur peut tirer de ces pages ne laissent rien subsister des mensonges ecclésiastiques et officiels au moyen desquels on fausse encore aujourd'hui le raisonnement de la jeunesse. Les vérités que l'auteur fait passer sous les yeux du lecteur sont cependant connues, du moins dans leurs traits principaux, de tout ce qui est instruit dans le monde officiel, dirigeant et régnant. Pourquoi les cache-t-on soigneusement à la jeunesse et au peuple, et continue-t-on de nous donner, en fait de connaissances historiques, toutes les absurdités contenues dans les livres religieux et officiels?... Cette mauvaise foi publique est révoltante, et il est grand temps que des hommes de science, indépendants de caractère, commencent à populariser des vérités qui doivent être connues de tous. C'est aux ouvriers qui travaillent à l'émancipation de leur classe, et qui, par conséquent, ont besoin d'étudier et de s'instruire, à bien accueillir cette initiative, à la favoriser en répandant dans les ateliers et dans les familles de pareils écrits. »

La Section de Neuchâtel, qui tenait maintenant ses séances le jeudi au lieu du samedi (« parce que diverses sociétés ouvrières ayant leurs assemblées le

1. L'article de Schwitzguébel est reproduit dans le volume *Quelques écrits* d'Adhémar Schwitzguébel. Paris, Stock, 1908.

2. C'est le 27 juillet que l'autorisation d'insérer cette annonce dans le *Bulletin* m'avait été accordée par le Comité fédéral (Procès-verbaux manuscrits du Comité fédéral jurassien).

samedi soir, un certain nombre de membres de la section s'étaient trouvés, par cette circonstance, fréquemment empêchés d'assister à ses réunions »), avait communiqué au Comité fédéral jurassien un projet de nouvel agrandissement du format du *Bulletin*, à partir du 1er janvier 1875 : ce projet « démontrait qu'au prix de sacrifices relativement minimes, et qui seraient promptement compensés par une augmentation du nombre des abonnés, le *Bulletin*, qui contenait 500 lignes en moyenne, pourrait être transformé en un journal à trois colonnes contenant 900 lignes, le prix de l'abonnement restant le même » ; la Section proposait en outre de modifier le titre de l'organe fédéral, et de l'appeler l'*Egalité*, en souvenir du journal fondé à la fin de 1868 et qui avait, le premier en Suisse, défendu les idées révolutionnaires de l'Internationale. Les Sections n'adoptèrent pas la proposition de changer le titre de leur journal, mais elles votèrent à l'unanimité l'agrandissement de son format, qui fut officiellement annoncé, en tête du numéro du 22 novembre 1874, pour le 1er janvier suivant.

Au Val de Saint-Imier, le Comité central de la Fédération ouvrière étudiait les moyens d'instituer un second magasin coopératif ; il adressait des invitations à divers socialistes connus pour les engager à venir donner au Vallon des conférences ; une assemblée générale de l'Union des Sections internationales du district de Courtelary, réunie le 16 novembre, décidait d'organiser des séances mensuelles publiques de discussion, qui se tiendraient alternativement à Saint-Imier et à Sonvillier ; la première eut lieu le lundi 14 décembre, à l'hôtel de la Clef, à Saint-Imier ; le sujet traité fut « La réduction des heures de travail et la question des salaires ». Le 22 novembre, une assemblée des ouvriers faiseurs d'échappements et parties annexes se réunit à Saint-Imier, sur l'invitation de la Fédération ouvrière, pour constituer une société de métier ; la Société des faiseurs d'échappements de Moutier avait envoyé un télégramme de sympathie ; le 21 décembre, le *Bulletin* put annoncer que les faiseurs d'échappements du Vallon avaient définitivement fondé leur société, et que, de concert avec ceux de Moutier, ils allaient établir une fédération de métier.

Deux assemblées de la Fédération ouvrière de la Chaux-de-Fonds avait eu lieu, le 6 et le 27 novembre, pour s'occuper de la création d'une société coopérative de consommation et en discuter le règlement, qui fut adopté. Pas plus à la Chaux-de-Fonds qu'à Saint-Imier on ne voyait dans la coopération une arme efficace pour la lutte contre l'exploitation capitaliste ; mais on entendait s'en servir comme d'un moyen de grouper les ouvriers par l'attrait de quelques avantages immédiats, avec l'espoir qu'il serait possible de faire entrer graduellement dans leur esprit des idées socialistes.

Nous nous intéressions toujours vivement à la situation des combattants de la Commune déportés en Nouvelle-Calédonie, et notre *Bulletin* publiait fréquemment de leurs nouvelles. A diverses reprises, des sommes d'argent avaient été recueillies dans nos Sections, et transmises aux déportés, comme je l'ai dit, par l'intermédiaire d'Elisée Reclus. En juillet 1874, il se trouva, je ne sais pour quelle raison, que Reclus n'eut plus à sa disposition le moyen dont il s'était servi jusqu'alors pour ses envois ; il en prévint le Comité fédéral jurassien. On lit dans les procès-verbaux de ce Comité : « *3 août 1874*. Une lettre d'Elisée Reclus annonce qu'il ne peut plus faire parvenir d'argent aux déportés, mais qu'il pourrait en faire parvenir aux détenus en France. Baudrand croit que l'on devrait s'adresser à Henri Rochefort ; cette proposition est repoussée — *24 août*. Le Cercle d'études sociales du Locle est d'avis d'envoyer l'argent destiné aux déportés aux détenus de la prison d'Embrun [1]. — *7 septembre*. Graisier fait savoir que, d'après des renseignements du compagnon Pindy, l'on

1. Il y avait eu et il y avait encore à la prison d'Embrun un assez grand nombre de condamnés de la Commune ; parmi eux s'était trouvé entre autres le bijoutier Colleau (plus tard gérant du journal le *Prolétaire*, à Paris), qui, fait prisonnier le 4 avril 1871 sur le plateau de Châtillon, avait été envoyé sur les pontons en compagnie d'Elisée Reclus, et avait été condamné ensuite à cinq ans de détention. Il était resté en correspondance avec Reclus.

pourra faire parvenir l'argent aux déportés par l'entremise d'un compagnon de Londres. » Le *Bulletin* du 1er novembre 1874 publia l'entrefilet suivant : « La Section du Locle propose l'établissement d'une souscription permanente dans toutes les sections en faveur des déportés de la Nouvelle-Calédonie. Les fonds recueillis seraient transmis tous les mois à un comité siégeant à Londres et composé d'hommes de toute confiance appartenant à la proscription communaliste : ce comité possède des moyens sûrs de faire parvenir les secours à destination. » La proposition du Locle fut aussitôt adoptée, et elle trouva de l'écho jusqu'en Italie : dans sa correspondance adressée au *Bulletin* (numéro du 29 novembre 1874), Cafiero écrivit : « J'ai le plaisir de vous communiquer une bonne nouvelle : la souscription proposée en faveur des déportés de la Nouvelle-Calédonie a été accueillie en Italie avec une grande sympathie ; de toutes parts afflue l'obole du pauvre ouvrier, prouvant une fois de plus qu'en Italie le socialisme a des racines profondes et une organisation solide [1]. » Le comité de la souscription italienne fit parvenir en décembre au comité fédéral jurassien, pour être transmis à qui de droit, un premier envoi de cent francs (*Bulletin* du 27 décembre 1874).

Aussitôt après son installation à Lugano, Bakounine avait cherché de la société. Il se lia avec un membre de la Commune de Paris, Arthur Arnould [2], le seul Français qui habitât alors la petite ville (Elisée Reclus ayant quitté le Tessin au printemps de 1874). Il rencontra également Ludovico Nabruzzi, fixé à Lugano depuis son expulsion de la Baronata, et se rapprocha de lui. Enfin il fit la connaissance d'un professeur italien, affilié au parti mazzinien, Ippolito Pederzolli, qui devint l'un de ses familiers [3].

Il s'était très promptement accommodé de sa nouvelle existence, et recommençait à former des projets, escomptant la fortune qui, pensait-il, allait lui arriver de Russie grâce à Mme Sophie Lossowska. Sa femme dit de lui, dans une lettre du 10 novembre 1874 : « Michel est toujours le même, prenant les airs d'un homme sérieux, et étant toujours un impitoyable enfant ». On décida d'organiser une grande fête pour le 20 novembre, qui correspondait à la Saint-Michel dans le calendrier orthodoxe (8 novembre) ; une lettre de Mme Bakounine (en italien) la raconte : il s'y trouva beaucoup d'invités, entre autres le vieux Carlo Bellerio et son fils Emilio, venus exprès de Locarno, « qui se montrèrent des admirateurs enthousiastes des dames Sophie et Antonie » ; Bakounine avait voulu, par une « hospitalité royale », prouver « que la Baronata ne lui manquait pas du tout (*che la Baronata non gli manca affatto*) » ; dans un entretien particulier avec Mme Bakounine, Emilio Bellerio promit à celle-ci, sur sa demande, de dissuader son mari de contracter un emprunt auprès de Cafiero (comme il persistait à en manifester l'intention), et de lui faire comprendre que ce serait contraire à sa dignité après l'affaire de la Baronata : « car Michel Bakounine est si ingénu qu'il faut quelquefois le traiter comme un enfant (*visto che M. B. per la sua ingenuità dove alle volte trattarsi come un bambino* [4]) ».

1. Notre camarade Lucien Pilet (guillocheur, membre de la Fédération jurassienne, Section de Sonvillier, émigré en Amérique) avait de son propre mouvement, et sans savoir ce que nous faisions, ouvert à Boston une souscription pour le même objet et avait recueilli une somme de 45 dollars (*Bulletin* du 8 novembre 1874).

2. Arthur Arnould a publié il y a dix-huit ans, à Paris, dans la *Nouvelle Revue* (numéro du 1er août 1891), des souvenirs sur Bakounine (signés de son pseudonyme littéraire *A. Matthey*). Le portrait est un peu poussé à la charge; néanmoins on peut, je crois, accepter comme véridiques, dans l'ensemble, les détails d'observation narrés par Arnould, qui d'ailleurs manifeste à l'égard de Bakounine une sincère sympathie.

3. Pederzolli disait à Nettlau (en 1894), en parlant de Bakounine, que c'était « un enfant, un sauvage et un savant à la fois ».

4. Il y avait — on a déjà pu s'en apercevoir — une grande distance, au point de vue intellectuel, entre Bakounine et la femme à laquelle il avait donné son nom ; leurs caractères étaient l'opposé l'un de l'autre, et chacun d'eux menait de son

Mais, s'il essaya de chapitrer son vieil ami sur la question de l'emprunt, Emilio ne réussit pas à le détourner de son projet ; et il dut, en retournant à Locarno, accepter de Bakounine la mission de remettre de sa part une lettre à Cafiero, et de chercher à négocier auprès de celui-ci un emprunt de mille francs. Il ne se pressa point de s'acquitter de ce mandat. Le 2 décembre, Bakounine, s'étonnant de son silence, lui écrit (en français) : « Donne-moi donc des nouvelles de l'emprunt dont tu as bien voulu te faire l'intermédiaire » ; et le 6 décembre : « Je t'ai demandé, et je te redemande des nouvelles de l'emprunt de mille francs dont tu as bien voulu te faire l'intermédiaire auprès de Cafiero. Où en sommes-nous ? A-t-il dit oui ou non ? Il m'importe beaucoup de le savoir au plus vite. » Le 7 décembre, Emilio se décide à répondre ; il écrit (en français) : « Il faut que je te dise de suite que je n'ai pas cru devoir entamer la question d'emprunt avec Cafiero. Lorsque après mon retour de Lugano j'allai à la Baronata, j'y trouvai un tel changement d'habitudes que j'hésitai à consigner [remettre] ta lettre. Cafiero, tout en conservant une grande bonté, est devenu d'une originalité qui m'était encore inconnue ; il est tout à fait dominé par les idées de Ross et de Mme Lipka [Olympia Koutouzof], qui ne sont pas de tes amis, je pense. Enfin le bon vieux Pezza lui-même, qui avait pour Carlo l'affection d'un père, a été bien affligé de voir son ami entrer dans une voie si excentrique... Voilà pourquoi je pensais qu'il serait fort désirable pour toi de trouver ailleurs l'argent dont tu dois avoir besoin ; » et Bellerio annonce qu'il va chercher à conclure un emprunt pour Bakounine avec l'aide de son beau-frère, l'avocat Félix Rusca.

Bakounine écrit de nouveau (en français), le 9, pour expliquer qu'il ne saurait rien voir de contraire à sa dignité dans le fait d'emprunter de l'argent à Cafiero : « Après m'avoir jeté à l'improviste dans une position impossible, après m'avoir laissé à Bologne sans argent, après m'avoir appelé à Splügen,... c'est tout au moins s'il devait, non par un don, mais par un prêt, me donner la possibilité de sortir d'une affreuse impasse ; et il l'avait si bien promis qu'il m'avait déclaré en présence d'autres ci-devant amis, à Neuchâtel, que du moment que je trouverai un répondant, toi ou un autre, qui lui garantira le paiement à terme désigné, — tu vois qu'il ne s'agit pas d'amitié, — il me prêtera sur une lettre de change, signée par moi et contre-signée par toi ou par un autre individu solvable, non mille francs, mais trois mille francs ; c'était une affaire arrangée, et je suis presque fâché que tu aies renoncé à lui rappeler sa promesse en lui donnant ma lettre. Je t'engagerais même, si tu ne l'as pas déchirée, de la lui donner, soit en mains, soit en la lui envoyant accompagnée d'un billet explicatif de ta part... Voilà mon sentiment, cher ami. Après cela, fais comme tu croiras toi-même de pouvoir et de devoir faire. Je m'en remets absolument à ta décision. Dans tous les cas, j'ajouterai que j'ai la quasi-certitude de pouvoir payer la somme que tu auras empruntée pour moi, de Cafiero ou d'un autre, avant le mois de novembre 1875... Tu dis que Ross est mon ennemi. Eh bien, sache que Ross n'est pas du tout de cette opinion. En veux-tu une preuve ? Sache donc qu'aujourd'hui même j'ai reçu de lui une lettre... Il

côté une existence à part. J'ai déjà cité (p. 203) le portrait qu'a fait de Mme Bakounine Arthur Arnould. Elle traitait assez cavalièrement les idées de son mari, et parfois son mari lui-même, comme le montrent diverses anecdotes narrées par Mme Alexandrine Weber, qui a publié en 1907, dans la revue russe *Byloé*, sous le pseudonyme de « A. Bauler », des souvenirs personnels fort intéressants. De son côté, Bakounine tenait en médiocre estime le jugement de sa femme : « Un jour, — raconte Mme A. Bauler, — elle avait émis une opinion défavorable au sujet d'un révolutionnaire russe ; Michel Alexandrovitch l'interrompit brusquement en lui disant qu'elle n'y comprenait rien, et, s'adressant à moi, ajouta : « Antonia Xavérevna, de toute sa vie, n'a lu un livre sérieux » ; puis, se reprenant : « Ou plutôt, le seul livre sérieux qu'elle ait lu, ce sont les *Causes célèbres*, et encore c'était à cause des images ». A des sorties de ce genre, Mme Bakounine paraissait ne prêter aucune attention ; elle redressait sa tête finement sculptée, — était-ce dédain ou indifférence ? — regardait de côté, et ne répondait rien. »

paraît être revenu de Russie, — s'il y est allé : il l'écrit du moins [1]. Voici la traduction fidèle de sa lettre : [Suit la traduction d'un billet de Ross, daté de Zürich, 6 décembre, disant : « Hier, je suis retourné de mon voyage, terriblement fatigué et malade. Mais voici ce que je viens d'apprendre ici : on dit » que tu es malade, même à la mort. Réponds-moi, ne fût-ce que par un mot, » si cela ne te fatigue pas trop. Quand j'aurai reçu de toi ne fût-ce qu'un mot, » je t'écrirai longuement : j'ai tant de choses à te dire. J'ai reçu ta lettre » si pleine de reproches [2]. Je dois te dire que je ne me reconnais pas coupable. » Tout cela dépend du point de vue auquel on se place; mais de tout cela nous » parlerons plus tard. De grâce, envoie-moi au plus vite de tes nouvelles. » Je t'embrasse. A. Ross. »] Ma première pensée fut de ne pas répondre; mais ensuite, après y avoir pensé, voici ce que je lui ai répondu : [Suit la copie de la réponse, où Bakounine dit sèchement : « Je n'ai pas été malade, au contraire, » je me porte mieux que jamais, grâce à mon séjour tranquille et consolant à » Lugano, loin de toutes les détestables intrigues et des intrigants détestables. » Je travaille tant que je peux et fais tout ce qu'il est possible de faire dans les » circonstances actuelles tant générales que personnelles. M. Bak. »] Nous verrons s'il aura le front de m'écrire... »

Bellerio répond le 17 décembre. Il annonce que la démarche tentée par lui auprès de Félix Rusca ayant échoué, il s'est décidé à parler à Cafiero, « et celui-ci m'a dit se souvenir parfaitement d'avoir à Neuchâtel consenti à te faire un prêt, même de trois mille francs »; mais pour le moment, avait ajouté Cafiero, cela lui était impossible : M. De Martino (?) devait lui apporter de l'argent, qu'il attendait avec impatience. Et Bellerio fait observer que cette réponse « était un peu prévoyable, puisque la demande n'était peut-être pas convenable ». La lettre se termine ainsi : « Tu désires savoir la vie que l'on mène à la Baronata?... Carlo s'est tout à fait adonné à la vie champêtre et pastorale. Salue Nabruzzi. »

Bakounine, qui se trouve dans la plus grande gêne, écrit de nouveau le 19 : « ... Les circonstances sont telles que je suis forcé de te tourmenter encore une fois... Je t'avais demandé 1000 fr., ou même 1200 : avec cette somme, à l'aide de l'argent que nous a laissé Sophie [Lossowska] et dont nous percevons les intérêts, j'aurais tout arrangé pour plusieurs mois d'avance. Mais enfin, cette somme ne se trouve pas. Ne pourrais-tu pas me procurer un emprunt de 600 ou même de 500 fr. à quatre mois de terme? Parles-en avec Rémi Chiesa, je te prie, auquel j'écris par le même courrier; seulement, je te prie, *caro*, n'en parle qu'à lui : ces sortes d'embarras et d'affaires n'aiment pas le bruit... Dans quelques mois, cet été, je serai sorti tout à fait de l'impasse dans laquelle je me trouve encore maintenant. Je respirerai alors avec pleine liberté. Telles sont mes espérances, non illusoires, mais bien fondées. Jusque-là, patience... Sophie se trouve maintenant à Saint-Pétersbourg, où elle s'occupe de mon affaire...; elle reviendra ici au commencement de mars, et j'ai tout lieu d'espérer que, comme une sorte d'à-compte sur le capital que j'ai à recevoir de mes frères, elle m'apportera une somme assez considérable, — sans parler de ses propres affaires qui vont magnifiquement... »

Mme Sophie Lossowska, ayant quitté Lugano à la fin de novembre, était allée en effet à Pétersbourg d'abord. De là elle se rendit à Priamoukhino, auprès des frères de Bakounine. « Elle s'est complètement et même facilement entendue avec eux », écrit Bakounine à Bellerio le 10 janvier 1875; les frères avaient expliqué qu'ils ne pourraient pas donner d'argent, n'en ayant pas : mais ils offrirent de céder à leur aîné le droit d'abattre une forêt; cette coupe de bois, si elle était faite dans des conditions convenables, pourrait produire au bas mot cent mille roubles (lettre de Mme Bakounine). Mais il fallait attendre quelque temps, peut-être quelques mois, pour la réalisation de la vente.

On vient de voir que Bakounine avait écrit à Ross, le 9 décembre, quelques

1. Ross avait fait un voyage en Russie en novembre 1874.
2. Celle du 21 octobre 1874, que Dragomanof a publiée.

lignes fort sèches. Ross répondit, le 18 décembre, par une lettre de douze pages, que je n'ai pas lue, mais dont le contenu (à ce que Ross lui-même m'a raconté en 1904) était une explication détaillée de sa conduite, de juillet à septembre 1874. Il y demandait aussi à Bakounine (d'après ce que m'a dit Nettlau, qui a eu connaissance de cette lettre après l'achèvement de la « Biographie »), où en était la rédaction de ses mémoires; il y parlait d'une brochure « sur l'organisation, que tu avais commencé à écrire et dont tu m'avais parlé quand nous étions ensemble à... (un mot illisible) »[1] ; et il offrait de lui envoyer de l'argent. J'ignore si Bakounine fit une réponse à cette apologie ; mais, — comme je l'ai déjà dit, — en dépit de ce qu'il avait écrit le 21 octobre, « l'amitié n'était pas morte » entre Ross et lui : et les circonstances ultérieures en donnèrent la preuve. Pour le moment, Ross quitta Zurich et s'en retourna à Londres, où il passa l'hiver.

XI

De janvier à juin 1875.

Dans ce chapitre, je passerai en revue les événements de la première moitié de 1875.

En Espagne, l'année s'ouvrit par la nouvelle du pronunciamiento du général Martinez Campos en faveur d'Alphonse XII, à Sagonte (30 décembre 1874). La restauration monarchique s'accomplit sans aucune tentative de résistance de la part du gouvernement de Serrano, et au milieu de l'indifférence des masses. Notre correspondant de Barcelone (Farga-Pellicer) nous écrivit : « Nous avons eu ici le spectacle d'un gouverneur qui, le matin, en annonçant la nouvelle de l'insurrection militaire, disait que la Restauration était impossible, et que les insurgés étaient des traîtres, et qui, le soir du même jour, en annonçant la formation d'un ministère de régence dirigé par Cánovas del Castillo, déclarait que toute manifestation contraire au nouveau gouvernement serait réprimée par la force, au nom de l'ordre public ». Le correspondant appréciait ainsi la période de six années qui venait de se terminer, et la perspective qu'offrait l'avenir : « La période issue de la révolution de 1868 a été une parenthèse qui s'est ouverte par la chute de la mère, et qui se ferme par le retour du fils. Cette période a été pour le peuple un grand enseignement... Tous nos partis soi-disant révolutionnaires — qui prétendaient faire une révolution et se montraient épouvantés de ses conséquences, en sorte que, par crainte de la révolution, nous avons vu les plus avancés donner la main aux plus rétrogrades — ont été réactionnaires, et ils nous ont nécessairement ramenés au point de départ... Ceux qui ont la force en mains, c'est-à-dire l'immense majorité des chefs de l'armée, ont accepté la restauration; les chefs des autres partis, afin de ne pas troubler l'ordre, ne feront pas de résistance, et, quant au peuple, les républicains se chargeront bien de le désarmer, soit en le trompant, soit en employant la force. A en juger par là, il vous semblera peut-être que le nouveau régime a des garanties de stabilité? Pour moi, sans crainte de me tromper, je crois qu'il sera tout aussi provisoire que ceux qui l'ont précédé. » (*Bulletin* du 17 janvier 1875.)

La presse avait annoncé qu'à l'entrée du jeune roi à Barcelone, vingt mille ouvriers de cette ville étaient allés lui rendre hommage. Farga démentit cette fable en nous écrivant ce qui suit : « Je puis vous certifier que cette histoire des vingt mille ouvriers est une fausseté, car je connais dans tous ses détails le fait qui lui a donné naissance. Dans les prisons de Barcelone se trouvait un

1. C'est probablement la « brochure russe » dont parle Bakounine dans son journal, les 19 et 20 septembre 1874 (voir ci-dessus, p. 237).

ouvrier, tisseur mécanique, nommé Valls, qui y subissait une peine de douze mois pour une affaire de grève ; cet ouvrier jouissait d'une certaine influence sur les camarades de sa profession. Deux ou trois jours avant l'arrivée du roi, un délégué de l'autorité alla trouver cet individu, et lui offrit de lui rendre la liberté à la condition qu'il réunirait quelques milliers d'ouvriers, qui iraient au-devant du roi pour lui présenter leurs hommages. Valls eut la faiblesse, ou plutôt l'indigne lâcheté, d'accepter la remise des dix mois de prison qui lui restaient à faire, en échange du service qu'on lui demandait. Il fut aussitôt mis en liberté, et, aidé de quelques amis personnels, il travailla activement à réaliser ce qu'il avait promis ; mais les efforts extraordinaires de ces hommes, appuyés par l'influence de l'autorité, aboutirent seulement à grouper *cent quarante* ouvriers, qui furent les seuls à représenter la ridicule comédie imaginée par le gouvernement. » (*Bulletin* du 14 février 1875.)

Cinq mois plus tard, Farga nous écrivait que les efforts des « modérés » pour consolider la dynastie n'avaient pas donné de résultats, et que la monarchie alphonsiste se trouvait dans une situation fort précaire : « l'édifice s'écroulera au premier souffle des vents révolutionnaires ». Mais aucun vent révolutionnaire ne devait plus souffler en Espagne pendant de longues années.

En Italie, Garibaldi avait été élu député, et les naïfs attendaient avec impatience sa première apparition à la Chambre. Il choisit, pour faire son entrée, le jour (25 janvier 1875) où devait avoir lieu le vote sur une interpellation du député républicain Cairoli relative aux arrestations faites le 2 août 1874 à la villa Ruffi. En développant son interpellation l'avant-veille, Cairoli avait eu soin de bien marquer la différence entre les mazziniens et les internationaux : « Je dois faire observer, avait-il dit, que l'école politique à laquelle appartiennent les hommes arrêtés à la villa Ruffi est celle de Mazzini, le plus grand apôtre de l'unité nationale, et que ces mêmes hommes avaient, en d'autres occasions, *aidé le gouvernement à réprimer les tumultes des internationalistes* » ; et la discussion avait été renvoyée au surlendemain.

Les journaux de Rome rendirent compte de l'arrivée de Garibaldi et de sa prestation de serment dans les lignes suivantes (réimprimées par le *Bulletin* du 7 février 1875), qui méritent d'être reproduites ici in-extenso ; ce tableau pourra être rapproché de celui que j'ai retracé, au tome Ier, de l'arrivée de Garibaldi au Congrès de la paix de Genève et de l'accueil fait à son mémorable discours du 9 septembre 1867 :

L'agitation de la Chambre va croissant de moment en moment. On voit s'ouvrir une des portes qui conduisent aux bancs de la gauche, et, précédé des honorables Cairoli, Avezzana, Seismit-Doda et Salvatore Morelli, et accompagné de l'honorable Macchi, on voit entrer le général Garibaldi.

Son apparition redouble l'émotion ; toute la tribune éclate en applaudissements ; on entend un cri général et tonnant de « Vive Garibaldi ! »

Le général salue avec émotion, et va s'asseoir sur l'un des bancs de l'extrême gauche. Nouveaux cris de : « Vive Garibaldi ! »

Le président. Le général Garibaldi étant présent, je l'invite à prêter serment. Je vais donner lecture de la formule : *Je jure d'être fidèle au roi, de respecter les lois de l'Etat, et d'exercer loyalement mes fonctions de député, dans le seul but du bien inséparable du roi et de la patrie.*

Garibaldi se lève lentement ; il se découvre, et dit à haute voix : *Je le jure.*

Après cette cérémonie, la discussion de l'interpellation Cairoli fut reprise, et un député de la gauche, Mancini, plaidant la cause des mazziniens arrêtés, dit ces propres paroles : « Nous sommes les défenseurs de la monarchie, et ses vrais ennemis sont les ministres qui violent la liberté. Le vote d'aujourd'hui

contre le ministère sera un gage de la ferme volonté de tous les partis — l'exemple de Garibaldi vous le prouve — de soutenir en Italie la monarchie, la liberté et la justice. » Mais malgré ces protestations de dévouement de la part des amis de Garibaldi et de Mazzini, le ministère, comme il était naturel, conserva la majorité, et l'interpellation fut écartée.

Cinq jours plus tard, Garibaldi alla présenter ses hommages au roi Victor-Emmanuel. « Dans un carrosse à livrée, — nous écrivit Cafiero, — accompagné de quelques-uns de ses anciens officiers, aujourd'hui généraux de la suite du roi, Garibaldi s'est rendu au Quirinal, où il a été reçu avec des honneurs royaux. » Et en mars, le vieil adversaire du Vatican alla voir le prince Torlonia, intime ami de Pie IX, qui lui témoigna les plus grands égards, et, du consentement du pape, lui rendit sa visite. « Victor-Emmanuel, Pie IX, Garibaldi et Torlonia, se donnant la main, représentent l'État, l'Église, et la bourgeoisie tant radicale que conservatrice, réunis en un seul faisceau : c'est la Sainte Ligue du passé contre l'avenir, le *dernier carré* de la réaction, qui se prépare à recevoir l'assaut suprême de la Révolution » (*Bulletin* du 21 mars 1875).

L'instruction contre les internationaux arrêtés dans l'été de 1874 se poursuivait lentement. Dans les premiers jours de février, dix ouvriers détenus à Rome furent déclarés prévenus de conspiration, tandis qu'une ordonnance de non-lieu était rendue à l'égard de dix-sept autres. Le 13 février, le plus grand nombre des ouvriers des Marches prévenus d'internationalisme bénéficièrent d'une ordonnance de non-lieu, et en conséquence furent mis en liberté les nombreux prisonniers qui se trouvaient de ce chef dans les prisons d'Ancône, de Macerata et de Pesaro. Soixante-dix internationaux étaient emprisonnés à Florence : une ordonnance de non-lieu fut rendue à l'égard de trente-six d'entre eux, et les trente-quatre autres furent renvoyés devant la Cour d'assises sous la prévention de conspiration et de tentative d'exécution ; le procès devait avoir lieu en juin. Quant aux insurgés de Bologne et de la région environnante, et à ceux de la Pouille, aucune décision n'avait encore été prise à leur égard.

En avril, Cafiero suspendit ses correspondances pendant quelques semaines ; il était allé, je crois, faire un voyage en Italie. Je publiai, dans le *Bulletin* du 2 mai, la note suivante : « La police italienne traque les socialistes avec un acharnement croissant. Nous avons eu dernièrement un échantillon de ses ingénieuses inventions. Elle avait, dans un but facile à comprendre, fait répandre le bruit qu'un Congrès général de l'Internationale aurait lieu en Suisse, à Neuchâtel, le 25 avril. Nous fûmes instruits de cette manœuvre, et prévenus en même temps que des mouchards italiens se présenteraient sans doute chez quelques-uns de nos amis sous prétexte de délégation à ce Congrès imaginaire. La chose ne manqua pas d'arriver comme elle nous avait été annoncée : lundi 26 avril, un membre de l'Internationale, résidant à Neuchâtel, reçut la visite d'un monsieur qui se disait délégué italien : il portait, comme preuve de son mandat, divers papiers dont la fabrication maladroite trahissait la main de la police, et désirait obtenir des renseignements sur le prétendu Congrès et sur divers socialistes italiens qui, suivant lui, ne manqueraient pas d'y venir. Il va sans dire que le monsieur en question fut purement et simplement mis à la porte. »

Le procès des dix internationaux de Rome fut jugé du 4 au 8 mai : cinq d'entre eux, Bianchi, comptable, Bertolani (Giuseppe), maçon, Lombardi, maçon, Stazzi, cordonnier, et Berni, ex-garde municipal, furent condamnés à dix ans de travaux forcés ; Caimi, cordonnier, et Laurantini, employé du gouvernement, reçurent dix ans de réclusion ; Manzi, cordonnier, sept ans : Bertolani (Nicolà), trois mois de prison ; Monti, manœuvre, fut absous. Cette sentence féroce, rendue contre des hommes dont le seul crime était d'avoir apposé dans les rues de Rome des placards séditieux, excita l'indignation de tout ce qui en Italie avait un peu de cœur. Les condamnés firent appel devant la Cour de cassation, qui, ainsi qu'on le verra plus loin (p. 288), cassa le jugement du 8 mai pour vice de forme.

En France, l'Assemblée de Versailles discutait les lois constitutionnelles.

Le *Bulletin* raconta en ces termes à ses lecteurs la façon dont cette assemblée reconnut l'existence légale de la République, le 30 janvier 1875 :

« M. Ventavon avait présenté un projet d'organisation du Septennat. Pour combattre ce projet, les républicains choisirent M. Laboulaye, le même qui sous l'empire a fait une si active propagande plébiscitaire ; et ce Laboulaye présenta, en opposition au projet Ventavon, un amendement ainsi conçu : « Le » gouvernement de la République se compose de deux Chambres et d'un pré» sident de la République ».

« Où est la différence entre la République Laboulaye et la monarchie parlementaire ? Il n'y en a point.

« Louis Blanc, se souvenant qu'il fut un temps où il était socialiste, a combattu l'amendement Laboulaye, et spécialement l'institution d'un président de la République. Là-dessus, grande fureur des gambettistes : Louis Blanc est déclaré traître, la *République française* le foudroie dans un réquisitoire violent. Alors Louis Blanc s'effraie de sa propre audace ; il recule, il s'excuse, il écrit qu'il votera l'amendement Laboulaye.

« Inutile palinodie : l'amendement Laboulaye ne réunit que 336 voix, y compris celle du repentant Louis Blanc. Consternation générale sur les bancs de la gauche ! la République est perdue !

« Mais non : une nouvelle porte de salut s'ouvre pour elle. C'est l'amendement Wallon : le voici : « Le président de la République est élu à la pluralité » des suffrages par le Sénat et par la Chambre des députés, réunis en Assem» blée nationale. Il est nommé pour sept ans. Il est rééligible. »

« C'est ici que va se livrer la bataille suprême. Anxiété générale. Hourrah ! l'amendement Wallon est adopté par 353 voix contre 352 : la République est votée à une voix de majorité ! — La République ? — Sans doute. Le mot de *République* n'est-il pas dans l'amendement ? Cela suffit.

« Et voilà le grotesque spectacle qu'offrent au monde les représentants du peuple qui fit la grande Révolution humanitaire du dix-huitième siècle ! »

M. Ch. Savary avait présenté, le 25 février 1875, un rapport sur les menées bonapartistes. Ce rapport contenait le passage suivant, relatif à une prétendue alliance du bonapartisme et du socialisme, passage où une perfide substitution du nom d'une ville à celui d'une autre avait été évidemment faite à dessein :

« On comprendra peut-être, après avoir lu ces pièces, comment l'*Union française des amis de la paix sociale* pouvait déclarer à **Genève**, au mois d'août 1873 : *Pour nous, l'empire c'est la révolution.* »

La presse bourgeoise était partie de là pour insinuer que les proscrits français qui habitaient Genève étaient des agents de l'empire : le *Journal de Genève* parla même de la *colonie communardo-bonapartiste* de cette ville !

Le *Bulletin* répondit (7 mars 1875) :

« Cette *Union française des amis de la paix sociale* dont parle le rapport Savary n'est pas, comme on pourrait le croire, une association réelle : ce n'est pas même un groupe : elle se compose tout simplement d'un Robert Macaire que nous avons déjà signalé à réitérées fois, M. Albert Richard de Lyon, et de son Bertrand, M. Gaspard Blanc. Ce sont eux qui rédigent les manifestes de cette soi-disant *Union française*, et c'est Mme Bonaparte qui paie les frais.

« Les deux gredins en question se cachent en Italie : ils n'habitent pas Genève, parce qu'ils savent trop bien que les soufflets les y attendraient à tous les coins de rue : leur manifeste d'août 1873 est daté de **Gênes**, et a été expédié par la poste italienne à toutes les personnes dont ils ont pu se procurer l'adresse. M. Savary a remplacé *Gênes* par *Genève* : c'est habile, et c'est surtout loyal ! Cela nous fait augurer du degré de confiance qu'il est permis d'accorder à quelques autres de ses affirmations. »

Le même numéro contenait une lettre qu'écrivait un ouvrier parisien pour signaler les manœuvres de certains catholiques :

« Ce que vous ignorez peut-être, c'est que le parti clérical essaie d'enrayer le mouvement social en trompant les ouvriers par un semblant de libéralisme. Il se donne, en ce moment, des réunions sous le nom de Congrès, ayant pour but, disent-ils, d'engager le gouvernement à reconnaître, par une bonne loi,

l'existence des chambres syndicales : quelques ouvriers s'y sont laissé prendre, et ont été discuter avec ces jésuites de robe courte. Pour ma part, j'ai assisté à plusieurs réunions où je me suis contenté d'écouter et d'observer, engageant la chambre syndicale dont j'ai l'honneur de faire partie à nous tenir sur l'expectative, les suivant partout, afin qu'ils ne fassent rien que nous ne le sachions, car leur seul but est de connaître nos idées, nos moyens, pour les exploiter. Les journaux ont annoncé des conférences dans les églises pour traiter des chambres syndicales.

« Ainsi, cher ami, comme vous le voyez, il faut nous tenir sur nos gardes. Les réunions sont présidées par le vicomte de Melun, qui s'est associé une demi-douzaine d'avocats jésuites, tous marqués de taches de sang à la boutonnière, et ne pouvant pas discuter sans parler un peu de cette bonne religion. »

Les nouvelles de la Nouvelle-Calédonie que contient le *Bulletin* sont toujours aussi tristes. Les 21 et 28 mars 1875, il publia une longue lettre écrite en octobre 1874 par un déporté de la presqu'île Ducos (où étaient détenus les condamnés à l'enceinte fortifiée), racontant les actes d'arbitraire dont ses camarades étaient victimes, et l'intolérable situation faite aux femmes de condamnés qui étaient venues rejoindre leurs maris, confiantes dans les promesses menteuses de l'administration. La situation des condamnés de l'île des Pins (déportation simple) n'était pas meilleure : « Ce sont de véritables supplices que subissent ceux des déportés simples qui veulent conserver leur dignité. Ils sont jetés sous un hangar, pris par les pieds entre deux bancs de bois, que vous avez pu voir figurer parmi les instruments de supplice de la Sainte Inquisition. Ils restent des mois entiers dans la même posture, sur la terre humide ; quelquefois, par un raffinement de cruauté, les pieds dans la barre de justice, couchés à plat ventre, et les mains attachées derrière le dos. A la moindre plainte, on les expose dans cette position à l'ardeur du soleil des tropiques. Un d'entre eux, que j'ai vu, n'avait dû qu'à la compassion d'un surveillant moins barbare que les autres de ne pas expirer sur place : celui-ci, voyant une congestion cérébrale imminente, lui avait jeté de l'eau fraîche à la face. Quel est donc le crime de ces malheureux? quelquefois, d'avoir refusé d'obéir à une réquisition d'un agent lui demandant de lui prêter main forte pour arrêter un camarade. » Dans le numéro du 27 juin, autre lettre, venant cette fois du bagne de l'île Nou, et adressée, je crois, à Elisée Reclus. On y lit : « *15 février 1875*. Je m'isole le plus que je peux ; mais il est des heures où il faut que je sois au bagne sous peine de mourir ; il est des heures où il faut que je défende ma ration contre la voracité de mes compagnons (les forçats de droit commun), que je subisse le tutoiement d'un assassin. C'est horrible, et je rougis de honte quand je pense que je suis devenu presque insensible à ces infamies. Ces misérables sont lâches, et ils ne sont pas nos moindres bourreaux. C'est à devenir fou, et je crois que plusieurs d'entre nous le deviendront... — *25 mars*. Notre pauvre ami Gustave Maroteau est mort, mort misérablement sur un grabat de bagne, épuisé par la souffrance. Il a été admirable de courage, et jusqu'à sa dernière seconde il a conservé sa raison. Il a chassé le prêtre, étant à l'agonie, et il nous souriait en disant : « Ce n'est pas une grande affaire de mourir, mais cependant j'aurais préféré le plateau de Satory à ce grabat infect... Je meurs, » mes amis, pensez à moi ; mais que va devenir ma pauvre mère? » Il dicta pour elle une lettre d'adieu. J'étais près de lui, c'était navrant ; il pensa à tous ses amis d'Europe ; je lui parlai de vous, et il me chargea de vous envoyer un dernier adieu. Nous l'avons enterré nous-mêmes, sans prêtre, et il repose dans un coin du cimetière... Vingt-deux déportés de l'île des Pins se sont évadés : Rastoul et Mourot sont de ce nombre ; la mer est bien mauvaise, et j'ai peur pour eux [1]... Nous sommes très peu nombreux à l'île Nou. Tous sont dis-

1. On apprit en effet, quelque temps après, que le canot qui portait les vingt (et non vingt-deux) évadés s'était brisé sur la côte de l'îlot Ouen, et que tous ceux qui le montaient avaient péri.

séminés dans les camps. Brissac est toujours à la quatrième, enchaîné avec un empoisonneur; Lullier est en cellule... »

Une lettre de Paris (numéro du 30 mai 1875) donne les indications suivantes sur le mouvement ouvrier parisien : « On ne peut pas dire du mouvement ouvrier parisien qu'il n'existe pas, mais il est certain que son développement est lent et peu sûr... Il est clair, d'ailleurs, qu'après la proscription et la mort des meilleurs éléments, et sous le coup de la loi martiale, on ne peut s'attendre à un grand enthousiasme... Aujourd'hui, l'Exposition universelle de Philadelphie (annoncée pour 1876) vient fournir une occasion de groupement, comme précédemment celle de Vienne. Une réunion des délégués de cinquante corporations ouvrières a eu lieu. On a choisi parmi ces délégués une commission exécutive composée de dix-neuf membres... C'est au moyen d'une souscription qu'on se propose de couvrir les frais de la délégation à envoyer à l'Exposition... Avant la Commune, la tête et le bras, la pensée et l'action se trouvaient dans l'Internationale. Il y avait une unité de vues et une force d'impulsion capables de faire mouvoir cette immense machine du travail parisien. Mais depuis 1872, par absence d'entente plus que par manque de convictions socialistes, les ouvriers parisiens ont été les dupes du radicalisme, qui, à Paris comme partout, a besoin d'appuis électoraux. Ce n'est pas bien difficile à comprendre, quand on songe que Paris, qui lit chaque jour 50.000 exemplaires du *Rappel* parce qu'il passe pour être le plus démocratique de ses journaux, ne possède pas un seul journal socialiste. »

En Belgique, la grève de Charleroi (voir p. 241) s'était terminée sans effusion de sang, malgré la présence de la troupe, grâce à l'attitude paisible des ouvriers. Certains bourgeois ne furent pas contents : ils auraient voulu un petit massacre comme ceux des années précédentes : le *Moniteur des industries belges* écrivit : « Qu'on ne nous parle pas de la question d'humanité ! Votre humanité mal raisonnée est une cruauté ! *Pour ne pas avoir eu l'énergie de faire feu sur les agresseurs dans le principe de l'émeute et de tuer par demi-douzaines d'hommes, vous devrez en tuer des milliers plus tard.* »

Un Congrès de la Fédération belge eut lieu les dimanche et lundi 16 et 17 mai 1875 à Jemappes, dans le Hainaut. Les fédérations et groupes suivants y étaient représentés : fédération de la vallée de la Vesdre, fédération anversoise, fédération boraine, fédération du Centre, fédération bruxelloise, fédération gantoise, mineurs du Centre, sections de Lize-Seraing, mécaniciens de Jolimont, section de Fayt, cercle d'études sociales de Fayt, et section de Jemappes. Le Congrès décida que pour l'année 1876 le Conseil régional serait placé à Anvers, en pays flamand ; le *Mirabeau* resterait l'organe officiel de la Fédération belge pour la langue française, et le *Werker* d'Anvers deviendrait son organe officiel pour la langue flamande. On s'occupa ensuite de la nomination d'un délégué pour représenter la Belgique au futur Congrès international ; sur la proposition des délégués de quelques fédérations, qui n'avaient pas reçu mandat à cet égard, il fut décidé que cette nomination aurait lieu ultérieurement. La fédération gantoise avait proposé que le Congrès belge rédigeât et publiât un programme socialiste destiné à tracer aux ouvriers la marche à suivre pour arriver à l'émancipation du travail. « Cette fédération, qui paraît être sous l'influence d'hommes croyant encore à l'efficacité de la politique parlementaire, proposait un projet de programme où il était question du suffrage universel, d'instruction gratuite et obligatoire, de séparation de l'Eglise et de l'Etat, etc. C'était la première fois que, dans un congrès belge, des idées de ce genre étaient émises ; et heureusement elles n'y ont pas trouvé d'écho. » (*Bulletin* du 6 juin.)

Le même jour où s'était ouvert à Jemappes le Congrès régional, avait eu lieu à Anvers une grande fête socialiste pour l'inauguration du drapeau rouge de la section de cette ville ; des compagnons de Gand étaient venus participer à cette solennité. Devant un auditoire de quinze cents personnes, les compagnons Magermans et Van Beveren prononcèrent des discours enflammés : « C'est cet étendard, dit Magermans, que nous arborerons au grand jour de la Révolution,

c'est lui qui nous conduira dans ce combat cruel, mais nécessaire ». Van Beveren jura fidélité au drapeau rouge au nom des Gantois : « C'est pour lui que nous combattrons jusqu'à ce qu'il ait été planté d'une main ferme dans un sol détrempé de sang, et qu'il flotte triomphalement sur le monde entier comme signe d'affranchissement de la classe travailleuse ».

Des nouvelles de Hollande nous furent données par une lettre de notre digne camarade H. Gerhard, d'Amsterdam, qui, depuis 1872, restait toujours vaillamment sur la brèche. Voici ce qu'il nous écrivit, en date du 7 mars (*Bulletin* du 14 mars 1875) : « Vous croyez sans doute l'Internationale en Hollande presque morte, parce que nous ne donnons guère signe de vie. Il est vrai que nous n'agissons pas beaucoup, et que les choses pourraient aller mieux qu'elles ne vont. Le mouvement ouvrier chez nous est momentanément dirigé par les radicaux bourgeois, car les comités des travailleurs se laissent influencer par ces messieurs. Je n'ai pas besoin de vous dire ce que ces messieurs prêchent : c'est tout comme chez vous. J'ai appris par le *Bulletin* que vous avez en Suisse un monsieur Bleuler-Hausheer ; eh bien, nous autres nous avons *plusieurs* Bleuler-Hausheer... Les ouvriers hollandais ne croient guère à l'efficacité des moyens proposés par ces messieurs, coopération, éducation, impôt progressif, etc. : mais, malgré cela, ils semblent vouloir en essayer... Je crois, pour mon compte, qu'en définitive la voie qu'on suivra sera la Révolution, c'est-à-dire la levée en masse des prolétaires prenant de vive force toutes les terres, mines, vaisseaux, fabriques, machines, enfin tous les instruments de travail, et expropriant les propriétaires actuels... Mais on comprend l'embarras que doivent éprouver les travailleurs en présence des conseils que leur donnent les radicaux bourgeois, dont quelques-uns sont peut-être sincères, et combien il leur est difficile de distinguer clairement ce qu'ils ont à faire : mais je suis convaincu que les circonstances elles-mêmes viendront tôt au tard à notre aide, pour nous montrer le bon chemin. »

A partir de janvier 1875, notre *Bulletin* qui, grâce à l'agrandissement de son format, pouvait donner plus de place aux nouvelles de l'extérieur, publia régulièrement chaque semaine une correspondance d'Angleterre, signée de l'initiale « D. » : c'était Paul Robin [1] qui nous l'envoyait. Ses lettres étaient généralement intéressantes, et nourries de petits faits caractéristiques ; mais il n'est guère possible d'en tirer des appréciations d'ensemble, des vues générales.

Eccarius avait représenté, au Congrès général de Bruxelles de 1874, une section de l'Internationale existant à Bethnal Green (Londres) ; je ne sais s'il y avait encore, en 1875, dans le Royaume-Uni, d'autres sections de notre Association ; en tout cas, leur activité semble avoir été nulle. Quant au mouvement des Trade Unions, il continuait à se traîner dans l'ornière accoutumée ; au Congrès annuel des Trade Unions, qui eut lieu du 18 au 23 janvier 1875 à Liverpool, Cremer [2], délégué de l'Union des charpentiers et menuisiers, ayant accusé les députés au Parlement Macdonald et Burt d'avoir trahi les intérêts du travail, fut expulsé du Congrès ; les délégués décidèrent de réclamer l'abrogation du *Conspiracy Act* (loi sur les coalitions), et votèrent une résolution favorable à l'établissement de conseils locaux de conciliation et d'arbitrage entre les patrons et les ouvriers.

L'événement le plus important du premier semestre de 1875 fut le grand *lock out* du Pays de Galles qui, depuis le commencement de janvier, mit sur le pavé 120.000 mineurs, auxquels s'ajoutèrent bientôt 30.000 métallurgistes ; malgré l'appui financier des Trade Unions, qui versèrent plus de cent mille francs par semaine pendant près de quatre mois, les ouvriers furent vaincus :

1. Robin était devenu professeur suppléant, pour l'enseignement de la langue française, à l'Ecole militaire de Woolwich.

2. C'est celui qui était venu en septembre 1867, avec Odger, au Congrès de l'Internationale à Lausanne et au Congrès de la paix à Genève (tome Ier, pages 41, 42, 54, etc.)

ils durent accepter une baisse de quinze pour cent, après quoi les patrons consentirent à leur permettre de reprendre le travail.

Au commencement de mai, pendant une grève d'ébénistes à Londres, cinq ouvriers, coupables de *picketing*, c'est-à-dire d'avoir stationné dans la rue et parlé à des camarades pour chercher à les persuader de se joindre à la grève, furent condamnés à un mois d'emprisonnement. L'affaire fit du bruit, et, quand les cinq ouvriers sortirent de prison (2 juin), ils furent l'objet d'une chaleureuse démonstration : un meeting de cinquante mille personnes, tenu à Hyde Park, protesta contre cette application d'une « loi de classe ».

Une lettre écrite de Boston par Lucien Pilet (*Bulletin* du 14 février 1875) signalait l'introduction, dans une fabrique d'horlogerie fondée à San Francisco, de cinq cents Chinois travaillant à des prix très bas; les ouvriers horlogers recrutés par le directeur dans diverses fabriques des Etats-Unis, s'étant refusés à enseigner le métier à ces Chinois, furent immédiatement congédiés. La lettre donnait des détails sur le chômage dont continuait à souffrir l'industrie américaine, en expliquant que ce chômage venait non-seulement de ce que la production dépassait la consommation, mais de ce que les machines étaient arrivées à un tel degré de perfection, que les ouvriers qualifiés avaient pu être remplacés par de simples manœuvres. Le *Bulletin* fit suivre cette lettre des réflexions que voici : « Une des causes de la crise industrielle qui sévit aux Etats-Unis, c'est, comme on vient de le lire, qu'*il y a plus de production que de consommation!* Quelle amère critique, quelle condamnation terrible de l'organisation bourgeoise dans ces simples mots! Ne semble-t-il pas que si le travail national produit beaucoup, s'il produit au delà des besoins, le pays doit se trouver riche? Eh bien, avec le système de production capitaliste, c'est tout le contraire qui arrive : l'abondance des produits *n'est pas une richesse*, elle engendre la misère pour les producteurs... Le remplacement des travailleurs américains par des Chinois qui se contentent d'une rétribution minime parce qu'ils vivent de peu, et la baisse générale des salaires qui en résulte, confirme ce que nous avons dit souvent : si la population ouvrière arrivait à pouvoir s'entretenir à meilleur marché (par la coopération), les salaires baisseraient d'autant... Ce n'est pas en déclarant la guerre aux travailleurs chinois que les ouvriers d'Amérique s'affranchiront de la concurrence ruineuse qui leur est faite par ceux-ci : c'est en formant avec eux une alliance contre les exploiteurs. Elisée Reclus l'a dit dans son étude sur *les Chinois et l'Internationale* (*Almanach du peuple* pour 1874) : « La communauté des intérêts, nous l'espérons, » fera naître la communauté d'action. Les travailleurs chinois, qui savent si » bien pratiquer entre eux la solidarité, comprendront que leur intérêt est de » la pratiquer également avec les travailleurs d'Amérique, lorsque ceux-ci se » présenteront en amis et demanderont à conclure le traité d'alliance. »

Une autre lettre de Pilet (*Bulletin* du 21 mars) annonçait que le directeur de la fabrique d'horlogerie de San Francisco avait résolu d'envoyer des agents en Suisse pour y enrôler des ouvriers, qui auraient à venir enseigner le métier aux Chinois récemment embauchés; et notre camarade priait les ouvriers horlogers suisses « de ne pas s'associer à une manœuvre qui avait pour but d'avilir encore les prix déjà si bas de la main d'œuvre » ; il ajoutait : « Pendant qu'il en est temps encore, ouvriers horlogers de Suisse et d'Amérique, ouvrons les yeux; nos intérêts sont solidaires, unissons-nous pour les défendre contre l'exploitation bourgeoise ».

L'Angleterre, on l'a vu, avait un *Conspiracy Act* qui défendait aux ouvriers les coalitions : à la législature de l'Etat de New York fut présentée, en mars 1875, une loi qui punissait comme « conspiration » le fait de se concerter pour refuser de travailler, et qui devait détruire les sociétés de résistance et empêcher les grèves. Il y eut le 10 mars, à New York, un grand meeting pour protester contre ce *bill*; « plus de cinq mille travailleurs de tout métier et de toute nationalité semblaient ne faire qu'un pour exprimer leur indignation »; le citoyen J. T. Elliot, de l'Internationale, y rappela le souvenir de la manifestation de Tompkins Square (13 janvier 1874), et dit : « Je désire

dire aux capitalistes que s'ils ont chassé de Tompkins Square les ouvriers non-organisés, ils auront maintenant affaire à des ouvriers organisés ».

En avril, il y eut en Pensylvanie de grandes grèves de mineurs, et les autorités appelèrent des soldats pour maintenir l'ordre, c'est-à-dire pour exercer une pression en faveur des exploiteurs. Cette fois-là il n'y eut pas de massacre; mais un jour devait venir où le nom de Pittsburg serait associé au souvenir de scènes de carnage.

J'ai dit que Sorge avait, en août 1874, résigné ses fonctions de secrétaire du Conseil général, et qu'Engels lui avait écrit : « Avec ta retraite, la vieille Internationale (marxiste) a cessé d'exister ». Cependant il subsistait encore (voir p. 245) un fantôme de Conseil général [1], et ce fantôme s'avisa, en mai 1875, d'expédier en Europe une circulaire proposant la réunion d'une Conférence de délégués de l'Internationale (*sic*) à Philadelphie, pour le mois de juillet 1876, à l'occasion de l'Exposition universelle; ces circulaires étaient signées par Speyer, le secrétaire qui avait remplacé Sorge [2]. Dans son volume de 1906 (p. 144), Sorge constate avec mélancolie que cet appel se perdit dans le vide : « Il ne vint de réponse que de la Suisse. D'Allemagne, un ancien camarade d'Amérique nous écrivit que le Comité central de Hambourg ne se souciait pas de dépenser de l'argent pour envoyer une délégation à la Conférence. Un autre, qui avait été chargé de se mettre en relations avec la France et l'Espagne, n'obtint pas le moindre résultat. » Engels avait reçu, le 4 juin, vingt et un exemplaires de la circulaire; il écrivit au « Conseil général » la lettre suivante :

Londres, 13 août 1875.

Les 21 circulaires qui m'ont été envoyées avec une lettre du secrétaire Speyer ont été distribuées selon vos instructions...

1. J'ai donné des exemplaires de la circulaire à Lessner et Fränkel, qui ont été d'avis, comme moi, qu'il n'y a pas lieu de la communiquer officiellement à notre *Arbeiterverein* (section allemande) de Londres... Comme il est certain qu'aucun ouvrier allemand ne sera envoyé d'ici à Philadelphie, cela n'aura pas d'influence sur le résultat.

2. Notre ami Mesa de Madrid, qui habite maintenant Paris, se trouvait justement ici quand la circulaire est arrivée. Il a pris la chose très à cœur, je lui ai traduit la circulaire, et, comme il connaît des membres du comité qui administre à Paris la souscription pour l'envoi d'ouvriers à l'Exposition de Philadelphie, il lui sera sans doute possible, avec l'activité que nous lui connaissons, d'arranger quelque chose. Il enverra aussi la circulaire en Espagne.

3. Je ne puis pas l'envoyer en Belgique, puisque toute l'Internationale belge fait cause commune avec les alliancistes, et qu'il n'est pas dans notre intérêt de communiquer notre plan à ceux-ci. En Portugal et en Espagne je n'ai point d'adresses. La *Plebe* de Lodi s'est jointe plus ou moins aux alliancistes, et elle serait capable de publier l'histoire tout de suite

1. Il subsistait à l'insu de ses propres partisans, car le plus intime des amis de Sorge, J.-Ph. Becker, lui écrivait le 24 janvier 1875 : « Existe-t-il encore un Conseil général? »

2. Dans cette circulaire (datée du 16 mai 1875) on lisait : « La situation de l'Association n'a cessé d'empirer depuis le Congrès de Genève. Nous n'avons entretenu des relations quelque peu régulières qu'avec Zürich et avec Londres; avec l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie, les relations ont été presque nulles. Il n'existe en réalité plus qu'une branche, celle de l'Amérique du Nord; et celle-ci est déchirée par des dissensions intestines. »

(*Die* Plebe *von Lodi hat sich so ziemlich den Allianzisten angeschlossen, und wäre imstande, die Geschichte sofort zu veröffentlichen*).

4. Comme l'Allemagne, l'Autriche, et la Suisse ne sont pas mentionnées dans l'Instruction, et que le Conseil général a là suffisamment de relations directes, je n'ai point fait de démarche pour ces pays.

5. La circulaire a été approuvée de tous ceux qui l'ont vue, et la proposition qui y est faite d'une Conférence a semblé la seule pratique. Mais il nous paraît impossible qu'un vote ait lieu à ce sujet... Les voix d'Amérique suffiront d'ailleurs à couvrir le Conseil général, s'il transforme sa proposition [1] en résolution, d'autant plus que nous savons de bonne source que les alliancistes, eux non plus, ne tiendront pas de Congrès cet année, — *et qu'ils n'en tiendront sans doute plus jamais...*

Salut fraternel.

Fr. Engels.

Nous verrons dans un chapitre ultérieur (tome IV) ce qui se passa en 1876 : s'il n'y eut réellement « plus jamais » de Congrès « allianciste », comme le prédisait Engels, et ce qui advint du projet de Conférence « marxiste » ou « sorgiste » à Philadelphie.

L'union des deux fractions du parti socialiste d'Allemagne s'accomplit au printemps de 1875. Une circulaire du président de l'Association lassallienne annonça, en janvier, que vers la fin de février un projet de programme et de statuts communs serait soumis à l'examen des membres des deux fractions (*Bulletin* du 24 janvier 1875). Dans la seconde moitié de février, les journaux socialistes allemands publièrent la note suivante : « Les 14 et 15 février a eu lieu une Conférence à laquelle ont pris part seize représentants des diverses fractions socialistes de l'Allemagne. Dans cette Conférence a été élaboré le projet de programme et d'organisation qui sera présenté au Congrès destiné à opérer l'union de tous les socialistes d'Allemagne, Congrès qui se tiendra la semaine de la Pentecôte. Les délibérations qui ont eu lieu à ce sujet ont pleinement satisfait tous ceux qui y ont participé. »

Dans la première quinzaine de mars parut le projet de programme, dont voici les traits essentiels :

« Comme le travail utile n'est possible que dans la société et par la société, le produit du travail doit appartenir, avec égalité de droits, à tous les membres de la société. Dans la société actuelle, les instruments de travail sont le monopole de la classe capitaliste; la dépendance de la classe des travailleurs, qui en résulte, est la cause de la misère et de la servitude sous toutes leurs formes. L'émancipation du travail exige que les instruments de travail deviennent propriété collective de la société. L'émancipation du travail doit être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même, vis-à-vis de laquelle toutes les autres classes ne forment qu'une seule masse réactionnaire. Partant de ces principes, le parti ouvrier allemand travaille, par tous les moyens légaux, à réaliser l'Etat libre et la société socialiste, à briser la loi d'airain du salaire par l'abolition du salariat, à faire cesser l'exploitation sous toutes ses formes, à détruire toute inégalité sociale et politique. Pour le moment, la classe ouvrière travaille à son émancipation dans les limites de l'Etat national actuel; mais elle sait que le résultat nécessaire de ses aspirations sera la fraternité internationale des peuples. Le parti ouvrier allemand réclame, pour préparer la solution de la question sociale, l'institution d'associations coopératives de production, embrassant à la fois l'industrie et l'agriculture, avec

1. Le contexte fait voir que le « Conseil général », en proposant de réunir une Conférence en 1876, proposait en même temps de renoncer au Congrès qui aurait dû être tenu en 1875, d'après la résolution votée à Genève en 1873.

l'appui financier de l'Etat et sous le contrôle démocratique du peuple travailleur. » A la suite de ces déclarations de principes venait l'énumération des revendications immédiates du parti : suffrage universel, législation directe par le peuple, service militaire obligatoire et établissement des milices, liberté de la presse, droit de réunion et d'association, justice gratuite, instruction obligatoire et gratuite, liberté de conscience, impôt progressif, droit de coalition, journée normale de travail, etc.

Notre *Bulletin*, en reproduisant ce projet, se garda bien de le faire suivre d'aucune observation malveillante : notre opinion était qu'il appartenait aux ouvriers allemands de déterminer eux-mêmes leur méthode de lutte. Il n'en fut pas de même chez quelques-uns des amis allemands de Marx, qui avaient vu de mauvais œil les efforts tentés pour l'union ; un fragment d'une lettre écrite en avril 1875 par Bracke à Sorge (fragment publié par celui-ci dans son volume de 1906) nous montre ce qu'on pensait dans ce petit groupe de mécontents : « Là-bas — écrit Bracke — vous avez la discorde. Ici nous avons l'*unité*, mais que le diable emporte toute l'histoire. Les lassalliens ont réussi à faire la barbe à nos gens de la belle façon (*haben unsere Leute gehörig über den Löffel barbiert*), et il sera difficile de maintenir le point de vue de l'Internationale. *A Londres aussi on est très mécontent* que Liebknecht, Geib, Motteler et d'autres aient donné leur adhésion à ce galimatias de programme (*Wischi-Waschi Programm*). Mais Bebel va faire ce qu'il pourra, et je l'aiderai. Nous verrons ce qui sortira de là. »

Le *Bulletin* du 18 avril annonça la mort du poète Georges Herwegh (7 avril 1875), l'auteur du *Bundeslied der deutschen Arbeiter*, composé par lui à la demande de Lassalle, et qui se termine par le couplet célèbre :

> Bricht das Doppeljoch entzwei!
> Bricht die Noth der Sklaverei,
> Bricht die Sklaverei der Noth :
> Brod ist Freiheit, Freiheit Brod ! [1]

« Cet hymne socialiste, disait le *Bulletin*, restera le principal titre de gloire de Herwegh ; la postérité se souviendra que, pendant que la tourbe des lettrés allemands se prosternait devant M. de Bismarck, un homme du moins, le plus remarquable parmi les poètes de sa génération, a voulu se faire le chantre du prolétariat. »

Presque en même temps était mort, à Paris, Moritz Hess, cet ancien ami de Marx qui s'était signalé, après le Congrès de Bâle, par ses attaques contre nous. Voici l'oraison funèbre que lui fit le *Bulletin* :

Les journaux socialistes d'Allemagne disent du bien de lui, et nous ne demandons pas mieux que de croire que Moritz Hess a pu rendre quelques services au prolétariat de son pays ; mais nous ne pouvons nous empêcher de nous souvenir qu'il fut un de ceux qui, après le Congrès de Bâle, poussèrent le plus vivement à une scission dans l'Internationale ; les articles calomnieux qu'il publia dans le *Réveil*, de Paris, furent comme l'ouverture des hostilités dans cette longue et triste guerre qui mit aux prises les autoritaires et les fédéralistes. Nous sommes disposés à pardonner à des convictions sincères bien des vivacités de plume, bien des intempérances de langage ; mais nous n'avons jamais pu comprendre comment, chez certains penseurs d'Allemagne, une science réelle et un désintéressement incontesté pouvaient s'allier à tant de fiel et de venin.

1. Je me risque à donner de ces vers la paraphrase rimée qui suit, parce qu'elle en précise le sens mieux que ne le ferait le mot à mot :

> Romps le double joug, révolté,
> De l'esclavage et de la faim !
> La liberté donne le pain,
> Le pain donne la liberté !

Le Congrès d'union des socialistes allemands eut lieu à Gotha du dimanche 23 au jeudi 27 mai. Le parti lassallien comptait 73 délégués, représentant 150 localités et 15.000 membres; le parti d'Eisenach, 56 délégués, représentant 144 localités et 9.121 membres. Dans les votes, on arrêta de tenir compte du nombre des voix que représentait chaque mandat de délégués. Deux présidents furent nommés pour diriger les débats, Geib (fraction d'Eisenach) et Hasenclever (lassallien). Le projet de programme et le projet de règlement furent adoptés sans aucun changement important. Le directoire du parti fut placé à Hambourg et composé de cinq membres, trois lassalliens et deux membres de la fraction d'Eisenach : Hasenclever et Hartmann (tous deux lassalliens), présidents; Auer (Eisenach) et Derossi (lassallien), secrétaires; Geib (Eisenach), trésorier. Le *Neuer Sozial-Demokrat*, à Berlin, et le *Volksstaat*, à Leipzig, furent désignés tous deux comme les organes officiels du nouveau parti, qui prit le nom de *Parti socialiste ouvrier d'Allemagne* (*Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands*). L'œuvre de la fusion fut complétée par l'annonce suivante, que publia le *Neuer Sozial-Demokrat* : « J'annonce par la présente que l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*, domicilié à Brême, a prononcé sa dissolution. Gotha, le 28 mai 1875. HASENCLEVER. »

Marx avait été très mécontent du projet de programme élaboré par la commission des Seize et publié en mars 1875 : il en fit une critique détaillée dans une lettre qu'il envoya à quelques-uns de ses amis d'Allemagne [1]. Je traduis ici, à titre de simple renseignement pour quelques-uns de mes lecteurs, les passages de la *Geschichte der deutschen Sozial-Demokratie* où Franz Mehring a apprécié l'attitude de Marx au moment de l'union des deux fractions :

« Le projet de programme était un compromis entre le programme des lassalliens et celui d'Eisenach. Aucune des deux fractions n'eut à abandonner quelque chose de ses convictions, par le simple motif que leurs convictions, pour l'essentiel, étaient les mêmes. S'il existait quelque différence, c'était en ce que les lassalliens étaient la fraction la plus avancée (*die entwickeltere Fraktion*), et ils réussirent à faire passer dans le nouveau programme tous leurs mots de combat, le produit intégral du travail (*den unverkürzten Arbeitsertrag*), la « loi d'airain » des salaires (*das eherne Lohngesetz*), les associations de production créditées par l'Etat (*die Produktivassoziationen mit Staatskredit*), les autres classes formant vis-à-vis de la classe ouvrière une « seule masse réactionnaire » (*die Eine reaktionäre Masse*). La seule revendication qui ne fût pas familière au parti d'Eisenach, les associations de production créditées par l'Etat, fut expressément expliquée dans le sens que les lassalliens, d'ailleurs, lui avaient toujours donné, et dans lequel elle pouvait être contresignée sans aucun scrupule par l'autre fraction.

« On sait que Marx fit de ce programme une critique très dure, dans une lettre qu'il envoya de Londres, le 5 mai 1875, à Bracke, Geib, Auer, Bebel et Liebknecht... Marx croyait que les lassalliens n'étaient qu'une secte arriérée, qui, désarçonnée par l'évolution historique, n'avait plus qu'à capituler devant la fraction d'Eisenach. Il se trompait : il avait trop bonne opinion des « Eisenacher », il ne rendait pas justice aux lassalliens. Comment a-t-il pu se tromper sur la valeur réelle de la fraction d'Eisenach, s'il lisait le *Volksstaat?* on a peine à s'en rendre compte. Mais on comprend mieux pourquoi il a méconnu les lassalliens : c'est que (comme le *Volksstaat* avait coutume de le déclarer) il ne lisait pas le *Neuer Sozial-Demokrat* : et s'il se représentait le parti lassallien d'après la caricature qu'en donnait le *Volksstaat*, il devait naturellement s'en faire une idée radicalement fausse... On ne peut pas nier non plus que son antipathie à l'égard de Lassalle ait influencé son jugement. C'était un reproche aussi dur qu'injuste, de dire que Lassalle avait grossièrement falsifié le Manifeste communiste, pour excuser son alliance avec les adversaires absolutistes et féodaux de la bourgeoisie. Lassalle n'a ni conclu l'alliance que

1. Cette lettre, dont l'existence était restée ignorée du public socialiste à cette époque, a été imprimée après la mort de Marx dans la *Neue Zeit*.

Marx lui reproche, ni grossièrement falsifié le Manifeste communiste. En ce qui concerne la « loi d'airain, » Lassalle ne s'appuyait pas sur Malthus, il la définissait exactement comme elle est définie dans le Manifeste communiste [1].

« Ce n'est pas Lassalle qui a inventé l'expression « une seule masse réactionnaire [2] » : elle était en quelque sorte née de l'expérience du prolétariat allemand, qui, lorsqu'il avait voulu appuyer la bourgeoisie libérale dans sa lutte contre l'absolutisme et le féodalisme, avait toujours reçu lui-même, de cette bourgeoisie, les premiers coups et les plus violents. Marx ne se trompait pas moins lorsqu'il voyait dans la phrase : « Dans la société actuelle, les instru» ments de travail sont le monopole de la classe capitaliste, » un fâcheux héritage de Lassalle, qui, selon Marx, n'avait voulu attaquer que les capitalistes, mais non les propriétaires fonciers. L'expression de « classe capitaliste » était empruntée, au contraire, au programme d'Eisenach, où naturellement elle était prise dans son sens le plus général, incluant la propriété foncière [3]; et il se trouvait que précisément les lassalliens, sur le principe de la propriété collective du sol, s'étaient prononcés d'une façon beaucoup plus catégorique que la fraction d'Eisenach.

« La lettre de Marx eut pour résultat de faire donner à quelques phrases du projet de programme une forme plus claire et plus nette : mais elle n'amena aucune modification de fond... Le rapport sur la question du programme fut présenté au Congrès par Liebknecht et Hasselmann, et l'accord entre les deux rapporteurs fut complet; Liebknecht, il est vrai, critiqua l'expression de « loi d'airain des salaires », simplement parce que le terme de « loi d'airain » semblait signifier qu'il s'agissait d'une loi immuable et éternelle, tandis que la loi des salaires n'a d'existence que dans la société capitaliste ; mais comme il ne pouvait pas y avoir le moindre doute sur le sens dans lequel l'expression devait être entendue, la « loi d'airain » resta dans le programme. On y laissa aussi les associations de production créditées par l'Etat, à propos desquelles Hasselmann dit, avec raison, que si la fraction d'Eisenach s'était méprise sur la véritable signification de ces mots, les lassalliens, eux, ne s'y étaient jamais trompés. Enfin l'expression « une seule masse réactionnaire » fut adoptée par cent onze délégués, représentant 23.022 membres, contre douze délégués représentant 2191 membres ; la minorité était surtout composée de délégués de la Saxe et de l'Allemagne du Sud, qui voyaient dans l'adoption d'une semblable déclaration un obstacle à leur alliance électorale avec la *Volkspartei.* »

Mehring conclut ainsi : « Au Congrès de Gotha, le parti lassallien disparut pour toujours : et pourtant ces jours-là furent, pour Lassalle, ceux de sa gloire la plus éclatante. Quelque fondées que fussent les objections de principe que Marx avait pu faire au programme de Gotha, la destinée de sa lettre critique montra clairement que la véritable voie par laquelle pouvait se développer en Allemagne un puissant et invincible parti ouvrier, portant en lui la Révolution sociale, était celle qui avait été reconnue et indiquée par Lassalle. »

Un camarade, Weiss, je pense, nous écrivait d'Alsace : « Il y a un moment de découragement parmi les ouvriers ici ; rien ne peut les éveiller, on ne les

1. Voir le paragraphe 39 du *Manifeste communiste,* dans la traduction de Charles Andler, p. 44.

2. On trouve déjà ceci dans le *Manifeste communiste,* paragraphe 26 : « Le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire... Les classes moyennes... sont réactionnaires. » Il est vrai qu'au chapitre IV on lit : « En Allemagne, le parti communiste luttera aux côtés de la bourgeoisie dans toutes les occasions où la bourgeoisie reprendra son rôle révolutionnaire ; avec elle, il combattra la monarchie absolue, la propriété foncière féodale, la petite bourgeoisie ».

3. Déjà en 1870 Marx avait cherché la même querelle aux socialistes parisiens; il leur avait reproché d'avoir, dans la traduction du deuxième considérant des statuts généraux de l'Internationale, employé le mot de *capital,* qui, selon lui, excluait la terre : or, il était bien évident que les ouvriers parisiens — comme les ouvriers allemands — avaient pris le mot de *capital* dans le sens le plus compréhensif, embrassant la richesse immobilière aussi bien que tout le reste. (Voir t. Ier, p. 268.)

trouve plus nulle part : chacun reste chez soi, on a assez à faire pour payer ses impôts... Le plus grand mal est encore que le pays devient de plus en plus clérical. Les jésuites, n'ayant pu mettre la main sur l'instruction, ont commencé à jouer au patriotisme, et cela leur réussit : il n'y a plus assez de place dans les églises... Quelle race que ces prêtres! je les déteste mille fois plus que les Prussiens. » (*Bulletin* du 3 janvier 1875.)

Une autre lettre — celle-là d'Avrial, qui à ce moment travaillait à Strasbourg — faisait les mêmes constatations : « Je doute que dans aucun autre pays, en Chine même, les travailleurs soient si oublieux de leurs devoirs, prennent si peu souci de leurs intérêts... Dominés par les prêtres ou endoctrinés par les avocats de la revanche, les malheureux prolétaires d'Alsace n'ont d'autre idéal, ne conçoivent autre chose présentement, que la guerre de revanche. » (*Bulletin* du 30 mai 1875.)

Le Congrès annuel du parti socialiste autrichien, auquel s'étaient rendus aussi quelques délégués hongrois, s'ouvrit le 16 mai, près de Marchegg, mais sur territoire hongrois. Dès la première séance, néanmoins, la police prononça la dissolution du Congrès. Les délégués hongrois furent arrêtés et envoyés à Presbourg. Les délégués autrichiens furent conduits jusqu'à la frontière par un détachement de pandours ; un peloton de gendarmerie les y reçut et les escorta à la prison de Marchegg : là, les délégués, au nombre de trente-quatre, eurent à subir un interrogatoire ; ceux qui étaient étrangers furent retenus en prison ; ceux qui étaient sujets autrichiens reçurent une feuille de route et l'ordre de se rendre immédiatement dans leur commune d'origine. « Le Congrès ouvrier, dit le *Fremdenblatt*, se trouva de la sorte aussitôt terminé qu'ouvert. » (*Bulletin* du 30 mai 1875.)

Pour la première fois, depuis le temps de Netchaïef, notre *Bulletin* se mit à publier, en 1875, des nouvelles du mouvement socialiste révolutionnaire en Russie. C'est que ce mouvement, un moment comprimé, avait pris au cours des années 1873 et 1874 un développement considérable. La jeunesse des écoles — les jeunes filles surtout — avait commencé à « aller dans le peuple ». Des groupes de propagande s'étaient formés partout. Pierre Kropotkine a parlé, dans ses Mémoires, de l'action du groupe dont il faisait partie, et qu'on appelait le « cercle de Tchaïkovsky » : il y avait là le chimiste Nicolas Tchaïkovsky, fondateur du cercle [1], l'héroïque Sophie Perovskaïa, l'aventureux Serge Kraftchinsky (connu depuis sous le pseudonyme de *Stepniak*), etc. Je ne saurais nommer tous ceux et toutes celles qui participèrent, au premier rang, dans un groupe ou dans un autre, à l'œuvre de propagande et de lutte : une partie d'entre eux ont figuré dans le procès des Cinquante, en mars 1877, et dans celui des Cent quatre-vingt-treize, à la fin de 1877, et quelques-uns de leurs noms seront mentionnés à cette occasion (au tome IV). Mais le gouvernement veillait : de nombreuses arrestations furent faites déjà dans le courant de 1873 ; en mars et avril 1874, les membres du cercle de Tchaïkovsky furent arrêtés à leur tour [2], à l'exception de Tchaïkovsky lui-même, de Kraftchinsky, et de deux ou trois autres, qui réussirent à passer en Occident ; et les persécutions contre tout ce qui était suspect d'être hostile à l'autocratie continuèrent dans toute la Russie : des milliers de personnes étaient enfermées dans les prisons, et plus de cent mille avaient été déportées en Sibérie.

Un collaborateur russe, qui signait, comme nos autres correspondants, d'une initiale de fantaisie (c'était notre ami B. Zaytsef, et il avait choisi ou nous lui avions attribué l'initiale « P. »), nous envoya, sur ma demande, une lettre une fois par mois. Dans la première (*Bulletin* du 31 janvier 1875), il signalait le

1. Ce cercle avait été fondé par Tchaïkovsky dès 1869, lorsqu'il était encore étudiant.

2. Je ne me rappelle pas à quel moment et par quel intermédiaire me parvint la nouvelle de l'arrestation de Pierre Kropotkine ; je sais seulement que nous en fûmes informés assez promptement.

projet, conçu par quelques membres de la noblesse, de la convocation d'une Assemblée nationale qui serait chargée de doter la Russie d'une constitution, et il disait : « Ni en Angleterre, ni en France, où les parlements sont arrivés au plus haut degré de perfectionnement, il n'est résulté des délibérations de ces assemblées aucun bien réel pour les travailleurs. Aussi le parti socialiste révolutionnaire n'attend-il rien d'une constitution; il croit que le peuple n'a rien de bon à espérer des ex-seigneurs : car ceux-ci veulent, en premier lieu, sous prétexte d'égalité des propriétaires fonciers, entrer dans l'administration des communes rurales [1], pour tenir ainsi le paysan entre leurs mains ; en second lieu, ils demandent l'abolition de la possession communale du sol, de l'inaliénabilité de la terre, et veulent que la terre du *mir* soit partagée entre les paysans, à titre de propriété individuelle, susceptible d'être *vendue*... Je conclus donc que la constitution serait bien à craindre, car, dans le cas où l'Assemblée constituante exercerait une autorité sérieuse, l'abolition de l'inaliénabilité de la terre serait décrétée, et par conséquent le peuple serait définitivement ruiné. » — En mars, « P. » nous décrivit la triste situation de la presse russe, muselée et persécutée : « Mais — ajoutait-il — plus on opprime la presse en Russie, et plus, dans le reste de l'Europe, la presse en langue russe prend un large essor et devient radicale et révolutionnaire. Nous avons une revue socialiste paraissant à Londres sous le titre de *En avant* (*Vpered*) ; puis deux journaux, l'un paraissant à Londres sous le même titre que la revue, et l'autre paraissant a Genève sous le titre de *Travailleur* (*Rabotnik*). Dans le courant de l'année dernière ont paru les livres suivants : *Le principe autoritaire et le principe anarchique* (*Gosoudarstvennost i Anarkhia*), *L'anarchie d'après Proudhon* (*Anarkhia po Proudonou*). *La Commune de Paris*, *L'histoire d'un paysan français* (c'est le récit d'Erckmann-Chatrian refait à l'usage du peuple russe), et quelques brochures de la même tendance, *la Mécanique rusée*, *Un conte sur quatre frères*, etc. »

En mai 1875, le *Vpered* publia (et le *Bulletin* reproduisit, 23 mai) une circulaire secrète du comte Pahlen, ministre de la justice, aux procureurs, du 7-19 janvier 1875, leur signalant le péril croissant que des « menées criminelles » faisaient courir « à la religion, à la morale et à la propriété » ; Pahlen constatait que « le mal avait jeté des racines si profondes, qu'il n'était pas probable que les poursuites judiciaires seules pussent suffire pour en avoir complètement raison » ; il se lamentait sur l'aveuglement des parents, « qui avaient jeté leurs enfants, faute de surveillance, dans le domaine du nihilisme », et des indifférents, qui allaient jusqu'à blâmer le gouvernement de sa sévérité ; « il est donc urgent — déclarait-il — que tous les éléments bien intentionnés s'unissent, avant qu'il ne soit trop tard, dans le but de résister à l'influence et à la diffusion de ces principes nuisibles et destructeurs ».

Une autre lettre de Zaytsef (20 juin) énuméra les mesures répressives adoptées par le gouvernement, et raconta quelques-unes des atrocités commises par les subordonnés du comte Pahlen contre leurs victimes. Je continuerai, au chapitre suivant, à citer, à mesure que le *Bulletin* les publiait, les traits du martyrologe des révolutionnaires russes qui parvenaient jusqu'en Occident.

En Serbie, dans ce pays encore placé, à ce moment, sous la suzeraineté de la Turquie, on signalait aussi un mouvement socialiste. La police avait découvert des exemplaires d'une brochure révolutionnaire en langue serbe, qui recommandait « d'exterminer le plus tôt possible tous les monarques et tous les prêtres, et d'établir sur les ruines de l'ancienne société la Fédération des communes libres ». Ainsi, disait le *Bulletin* (9 mai), « les idées révolutionnaires, telles que les ont formulées les Congrès de l'Internationale et les combattants de la Commune de Paris, ont fait leur chemin jusque dans des pays que notre bourgeoisie a l'habitude de regarder comme encore à demi-barbares ».

1. A l'heure qu'il est, la commune des paysans (le *mir*) forme un corps à part, les propriétaires appartenant à d'autres classes n'en font pas partie. (Note du *Bulletin*.)

Je termine par la Fédération jurassienne.

Le premier article du premier numéro de notre *Bulletin* agrandi (36 c. × 26 c. au lieu de 30 × 22) débutait par un coup-d'œil rétrospectif : il se félicitait des résultats obtenus depuis 1868, en six années de propagande : « Il est incontestable que l'Internationale gagne du terrain dans la Suisse française ;... chaque année voit s'accroître le nombre des hommes intelligents qui se rallient à nos principes... Le *Bulletin* a une double mission à remplir : il doit élucider les questions théoriques.... et en même temps servir de libre tribune aux réclamations et aux revendications de la classe ouvrière, et lutter de toute son énergie contre les organes de la bourgeoisie... Moyennant un minime sacrifice annuel, les ouvriers ont réussi à se donner un journal à eux, indépendant de tous les partis politiques, affranchi de tout patronage, et n'ayant d'autre drapeau que la vérité et la justice... Nous nous sommes assuré des correspondances directes qui tiendront nos lecteurs au courant du mouvement ouvrier de tous les pays [1]. En outre, nous publierons dans chaque numéro des Variétés à la fois instructives et récréatives, qui contribueront à rendre le journal plus intéressant. »

Nous avions eu, à la Section de Neuchâtel, le 2 janvier 1875, une soirée familière (à la brasserie Saint-Honoré), à laquelle avaient été invités des ouvriers de langue allemande ; il en vint un certain nombre. Le premier numéro du *Bulletin* agrandi sortait de presse (il continuait à s'imprimer à l'ancien atelier G. Guillaume fils, devenu l'imprimerie L.-A. Borel, rue du Seyon), et c'était avec une véritable joie qu'on se le passait de mains en mains. « La soirée familière donnée par notre section le 2 courant a pris le caractère d'une petite fête en l'honneur de l'agrandissement du format de notre *Bulletin*. La réunion était assez nombreuse ; nous avions le plaisir de voir parmi nous quelques amis du Locle, ainsi que des membres de la Société du *Grütli* [2], et un certain nombre d'ouvriers étrangers à la section, mais sympathiques aux idées de l'Internationale. On a bu à la prospérité de notre organe, et à la santé de l'administration du *Bulletin*, dont deux membres étaient présents [3]... Une collecte faite séance tenante pour les déportés de la Nouvelle-Calédonie a produit douze francs. Les premiers résultats de cette soirée ont été l'inscription de plusieurs abonnés au *Bulletin*, et l'entrée de quelques nouveaux membres dans notre section. » (*Bulletin* du 10 janvier.)

Le Bureau fédéral de l'Internationale, composé de trois membres résidant au Locle et d'un délégué par Section de la Fédération (voir ci-dessus p. 251), tint sa réunion constitutive à la gare des Convers le 24 janvier 1875 ; il adressa aux Fédérations régionales une circulaire où il disait : « Nous ne nous dissimulons pas que l'Internationale se trouve actuellement placée dans une situation exceptionnelle, faite pour paralyser sur beaucoup de points son action publique. En France, en Espagne, en Italie, la réaction comprime violemment toute manifestation socialiste ; et dans deux grands pays, l'Angleterre et l'Allemagne, les travailleurs semblent vouloir se contenter pour le moment d'une organisation purement nationale. Toutefois, nous gardons la conviction que la crise que nous traversons aujourd'hui n'est que passagère : l'idée internationale ne peut pas périr... Il ne nous reste qu'à répéter ce que nous avons dit déjà ; nous ne sommes pas chargés de créer la vie et de solliciter les initiatives ; c'est aux Fédérations qu'il appartient d'agir. »

A l'occasion de la baisse de salaires qui s'était produite dans les fabriques d'ébauches du Jura, les Sections internationales du district de Courtelary adressèrent aux ouvriers de ces fabriques un appel pour les engager à s'organiser

1. Le *Bulletin*, à partir de 1875, reçut en effet, comme on l'a vu, des correspondances régulières de Paris, de Londres, d'Espagne, d'Italie, de Hollande, de Russie, des Etats-Unis, etc.

2. Elisée Reclus, qui se trouvait de passage à Neuchâtel, était présent. A ma demande, il adressa aux Grutléens une allocution en allemand, et j'admirai la façon aisée et correcte dont il s'exprimait dans cette langue.

3. L'expédition du *Bulletin* était faite, à ce moment, par quelques membres dévoués de la Section du Locle.

et à se fédérer pour la résistance : « Que quelques-uns se mettent à l'œuvre dans chaque fabrique, que ces minorités s'entendent entre elles, et, en peu de temps, l'organisation sera devenue un fait ». (*Bulletin* du 17 janvier.) Mais cet appel ne produisit pas de résultat ; le prolétariat des fabriques était encore trop passif, trop résigné, trop dominé, comme l'écrivait Schwitzguébel, « par cette fatale idée *qu'il n'y a rien à faire* ». La Fédération ouvrière du Val de Saint-Imier, elle, continuait à faire des progrès : dans son assemblée générale du 17 janvier, deux nouvelles sociétés de résistance furent admises : celle des faiseurs d'échappements et celle des polisseuses de roues et d'acier ; les peintres et émailleurs étaient le seul métier organisé qui restât encore en dehors de la Fédération. Le magasin coopératif avait réalisé, dans les huit derniers mois de 1874, un bénéfice de 669 fr., qui restait la propriété collective de la Fédération ouvrière. — En mars, quelques patrons monteurs de boîtes, à Saint-Imier, ayant décidé d'imposer une baisse des salaires, la Fédération ouvrière prit fait et cause pour les ouvriers monteurs de boîtes : il fut résolu de créer un atelier coopératif de production, pour maintenir les prix, atelier qui serait la propriété collective de la section des monteurs de boîtes ; dans son assemblée du 11 avril, la Fédération décida d'ouvrir à cet effet un crédit de trois mille francs à cette section ; elle vota en outre l'ouverture d'un second magasin coopératif à la Saint-Martin (le 11 novembre). L'association des ouvrières peintres en cadrans fut admise dans la Fédération.

En février furent fondées, à Fribourg et à Zürich, deux Sections de l'Internationale, de langue française, qui firent adhésion à la Fédération jurassienne.

A l'occasion de la fête patriotique du 1er mars, dans le canton de Neuchâtel, le *Bulletin* rappela une fois de plus l'article publié par le *Progrès* en 1869 (voir tome Ier, p. 134), en ajoutant : « Cet anniversaire glorieux et libérateur dont parlait le *Progrès*, — celui de l'émancipation définitive du travail, — il est encore à venir ; mais, en attendant, nous en avons un qui nous rappelle la première tentative sérieuse qui ait été faite pour l'établissement du régime de justice et d'égalité : c'est le 18 mars, c'est la journée qui vit s'accomplir la Révolution communaliste de Paris ».

L'anniversaire du 18 mars fut commémoré avec beaucoup d'enthousiasme dans toutes nos sections ; et le *Bulletin* publia le télégramme suivant, qu'il avait reçu de Lugano : « Socialistes tessinois et italiens, réunis pour fêter l'héroïque 18 mars, envoient aux socialistes jurassiens un salut fraternel. Salvioni. »

Le 28 mars, le *Bulletin* annonçait : « Quelques socialistes de Moutier viennent de reconstituer une section de la Fédération jurassienne à Moutier. Bon courage à cette nouvelle section. Zürich, Fribourg, Moutier, depuis le 1er janvier, cela marche. A bientôt Bienne et Yverdon ! » Je me rendis à Yverdon en avril, pour essayer de grouper quelques ouvriers de cette ville ; mais ils vinrent trop peu nombreux à la réunion pour pouvoir se constituer en section. Quant à Bienne, ce n'est qu'en septembre qu'une nouvelle section devait y être reformée.

Voici quelques indications fournies par le *Bulletin* sur la vie de nos sections :

Vevey : « Le nombre des membres de notre section va toujours en augmentant, et le mouvement de la classe ouvrière de notre district commence à s'accentuer. Les corporations ouvrières de Vevey ont eu dernièrement plusieurs réunions dans le but de constituer une fédération locale, et les efforts faits ont abouti. La Fédération locale de Vevey adhère aux principes de l'Internationale, et, comme elle est composée d'ouvriers allemands aussi bien que d'ouvriers français, elle a reconnu le *Bulletin* et le *Tagwacht* pour ses deux organes. » (21 février.) — Le 18 août eut lieu la constitution définitive de l'Union ouvrière et l'adoption de ses statuts ; sept sociétés, dont la section locale du *Grütli*, y avaient adhéré. « Le soir, une foule d'environ quatre cents personnes se pressait dans la salle où avait eu lieu l'assemblée, et jusque dans la cour ; cette réunion familière a pris l'air d'une fête... Cette belle journée a prouvé à nos adversaires que l'Internationale n'est pas morte à Vevey. » (25 avril.)

Fribourg : Un ouvrier ferblantier, Stutz, ayant été victime d'un acte arbitraire de la police, suivi d'une condamnation à douze heures de prison, la Sec-

tion internationale organisa, avec le concours de la Société des arts et métiers, une grande manifestation qui eut lieu le dimanche 4 avril ; un correspondant nous écrivit : « Le cortège, fort de plus de quatre cents citoyens, parcourut toutes les rues de notre ville ; l'espace me manque pour vous redire les discours prononcés par le président de la Société des arts et métiers et un des membres de notre section. » (12 avril.) — Le 19 mai, conférence organisée par la Société des arts et métiers ; les membres de la Section internationale y étaient présents, et la Section de Berne y était représentée par trois délégués ; deux délégués de l'*Arbeiterbund*, Hoferer et Gutsmann, y parlèrent en allemand, et plusieurs membres de l'Internationale y prirent aussi la parole. « Sur le terrain de la constitution des sociétés de métier, l'*Arbeiterbund* et l'Internationale peuvent et doivent marcher la main dans la main... Le reste de la soirée a servi aux ouvriers présents à se mieux connaître et à fraterniser : lorsque les travailleurs se rapprochent, ces divergences que la bourgeoisie s'efforce d'agrandir diminuent. » (30 mai.)

Neuchâtel : « La soirée familière du 20 février a réuni, outre les membres de la section, un certain nombre d'invités, et les résultats en ont été très satisfaisants : l'œuvre de propagande fait son chemin, et tous les jours nous gagnons de nouveaux adhérents ». (28 février.) — A la réunion du 18 mars prit part, comme d'habitude, notre vieil ami Beslay : la collecte au profit des déportés produisit 40 francs. (28 mars.) — En avril, les tailleurs firent une grève ; la *Feuille d'avis* locale somma la police d'avoir « à protéger efficacement les ouvriers qui ne demandent qu'à gagner paisiblement leur vie » : en conséquence, un gréviste fut aussitôt arrêté pour intimider les autres. (18 avril.) — Le 24 avril, il y eut, comme chaque mois, soirée familière au local de la section ; et le lendemain dimanche, dans le jardin du restaurant de la Chaumière, au Mail, se réunit une assemblée ouvrière, convoquée par une société ouvrière allemande, et qui fut présidée par le président de la section du *Grütli*. Le citoyen Staub, de Glaris, délégué par l'*Arbeiterbund*, y parla en allemand ; je traduisis son discours, et expliquai ensuite qu'il y avait, dans le monde socialiste, deux tendances, l'une réformiste, l'autre révolutionnaire : « mais elles professent sur beaucoup de points les mêmes principes, et se rencontrent souvent sur un terrain commun, comme le prouve le fait qu'aujourd'hui des socialistes appartenant aux deux tendances sont fraternellement réunis dans une même assemblée, et que le discours d'un membre de l'*Arbeiterbund* est traduit par un membre de l'Internationale ». Le soir il y eut réunion familière au local du *Grutli* : « Nous croyons qu'après cette journée plus d'un aura reconnu que la distance n'est pas si grande qu'il le semble entre les socialistes de langue allemande et ceux de langue française ». (2 mai.)

Chaux-de-Fonds : « La crise industrielle qui dure depuis plus d'une année semble redoubler d'intensité. Bon nombre de fabricants d'horlogerie, spéculant sur le manque d'entente entre les ouvriers de certaines branches, leur ont imposé une baisse variant de dix à quinze pour cent... Notre Fédération locale, au lieu de dépenser un temps précieux à fonder un magasin de consommation dont l'utilité est contestable, devrait, ce semble, mettre toute son activité à organiser et grouper les métiers qui ne le sont pas encore. Le côté de la propagande, qui est pourtant d'une grande importance, est trop négligé par le comité de cette fédération, composé d'hommes très dévoués aux intérêts ouvriers, disposés à s'instruire, mais dont l'éducation socialiste est encore à faire, et qui ne peuvent concevoir une solution à la question sociale que par la voie de réformes anodines et bien pacifiques. » (14 mars.)

Berne : Il y eut le dimanche 13 juin, à Berne, un *Volkstag*, une grande assemblée politique radicale, en plein air, convoquée par le *Volksverein* pour protester contre le Conseil fédéral suisse, qui avait déclaré inconstitutionnelles certaines mesures prises par le gouvernement cantonal bernois contre les curés ultramontains. L'éloquence des orateurs laissa sceptiques et indifférents beaucoup de leurs auditeurs. Brousse écrivit au *Bulletin* : « Un ouvrier a dit près de moi le mot de la situation. Comme son camarade, plus naïf, s'extasiait sur la gymnastique pulmonaire des orateurs : « Viens t'en, lui dit-il, laissons là

» toutes ces bourgeoisailleries : demain comme hier nous travaillerons onze » heures pour gagner 3 fr. 50 ». Certes, si cet ouvrier n'est pas de l'Internationale, il en sera bientôt. L'Internationale, d'ailleurs, fait dans la ville fédérale des progrès de plus en plus rapides. Voici le document qui circulait ces jours-ci dans les ateliers par les soins de la Section de Berne : « Travailleurs, quelle » est notre situation ? La pire qu'on puisse imaginer... A qui faut-il faire re- » monter la faute de tout cela ? A nous, ayons le courage de le dire... Que » faut-il pour que cet état de choses cesse ? Nous grouper. Groupons-nous en » corps de métiers, et bientôt nous serons maîtres du taux des salaires... Quel- » ques-uns de nos camarades ont compris et ils se sont groupés ; ils vous appel- » lent tous... Répondez à leur appel. » Notre section s'est donné une organisation nouvelle : autant que possible, un groupe sera constitué dans chaque quartier de la ville (Mattenhof, Länggasse, Lorraine, Lollingen, etc.) ; chaque groupe nomme trois délégués, un aux finances, un au secrétariat, un à l'organisation, qui forment son bureau ; la Section de Berne se compose de l'ensemble de tous les groupes de quartier ; les délégués aux finances de tous les groupes s'unissent pour former la commission des finances : les délégués à l'organisation constituent la commission de propagande ; la commission du secrétariat se constitue de la même façon. » (20 juin.)

Comme on l'a vu, l'entente s'établissait, dans certaines localités, entre les membres de l'Internationale et ceux de l'*Arbeiterbund* et du *Grütli* ; ailleurs, il y avait incompatibilité d'humeur, et même on constatait l'hostilité, non seulement des membres de ces deux dernières sociétés envers l'Internationale, mais des membres du *Grütli* envers l'*Arbeiterbund*, pourtant bien peu avancé. C'est ainsi que la section du *Grütli* de Saint-Imier publia, en mars 1875, une déclaration disant que si la Société du *Grütli* adhérait à l'*Arbeiterbund*, « elle perdrait son caractère national, et que *les excellents rapports entre maîtres et ouvriers en seraient troublés* ;... nous voulons rester une *école d'hommes libres* (*eine freie Männerschule*) ». Le *Bulletin* (21 mars), en reproduisant cette déclaration, la commenta ainsi :

Joli, n'est-ce pas ? Voilà, pris sur le vif, le langage et les principes de nos radicaux, de ces libres citoyens de la libre Helvétie, qui ne veulent pas s'occuper de la question sociale de peur *de troubler les excellents rapports entre maîtres et ouvriers !* Heureusement que, à Saint-Imier du moins, ces gens-là n'ont avec eux qu'une infime minorité d'ouvriers, et que toute la population ouvrière appartenant à l'horlogerie marche avec la Fédération ouvrière du Vallon. Quant à l'*Arbeiterbund*, il faut qu'il s'y résigne : il n'y a pas de place pour lui dans nos montagnes ; les Grutléens en ont peur, ils le trouvent trop avancé ; et nos fédérations ouvrières n'en veulent pas, parce qu'elles le trouvent trop arriéré et trop en contradiction avec les instincts fédéralistes de nos populations de langue française.

Il faut noter, toutefois, que le conflit entre les deux courants, dans le *Grütli*, se termina par une victoire de l'élément le plus avancé : 2247 voix seulement se prononcèrent en faveur du Comité central, tandis que 2393 voix donnaient raison à la rédaction du *Grütlianer* ; mais, comme on le voit, la majorité était bien faible.

Les 15, 16 et 17 mai le Congrès annuel de l'*Arbeiterbund* se réunit à Bâle. A part un rapport du député zuricois Morf, sur le projet de loi sur les fabriques, on n'y parla guère que de questions administratives. Le Comité central, qui avait siégé deux ans de suite à Genève, fut placé à Winterthour ; et il fut décidé que le Congrès n'aurait plus lieu que tous les deux ans.

Le gouvernement suisse venait d'achever l'élaboration d'un projet de loi fédérale sur les fabriques. Il le soumit à l'examen d'une commission de onze experts, où siégeaient, à côté de plusieurs notabilités politiques comme Vigier, Klein, Sulzer, de fabricants, etc., un socialiste zuricois, Morf ; un hygiéniste,

le Dr Adolphe Vogt, de Berne, et l'ancien membre de l'Internationale genevoise Grosselin. Cette commission, réunie le 15 avril, décida, par six voix, de fixer la durée normale de la journée de travail à onze heures ; quatre voix s'étaient prononcées pour dix heures, une pour douze heures. Le *Bulletin* dit à ce sujet (2 mai) : « Nous allons donc décidément être gratifiés d'une législation spéciale sur les fabriques. Allons, puisqu'il faut en passer par là, qu'on en fasse l'expérience : il paraît que le peuple suisse ne sera détrompé sur l'efficacité des textes de lois et de l'intervention gouvernementale, qu'après en avoir essayé. » Quand le texte du projet eut été publié, le *Bulletin* écrivit (6 juin) : « On sait quelle est notre opinion relativement à une loi sur les fabriques. Nous la croyons absolument impuissante à produire aucun bien, les dispositions en eussent-elles été rédigées dans l'esprit le plus favorable aux ouvriers. A plus forte raison, un projet aussi mauvais que celui-ci ne pourra-t-il avoir aucun autre résultat que de créer quatre sinécures d'inspecteurs à 5000 fr. par an. »

Déjà trois mois auparavant, un article du *Bulletin* (28 février 1875), écrit par Schwitzguébel, avait développé notre point de vue [1]. Adhémar y disait :

L'amélioration de la position de la classe ouvrière et son émancipation finale ne peuvent pas être le résultat de réformes dans les lois ; elles ne seront le résultat que de transformations dans les faits économiques.

... Pour la réduction de la journée de travail, par exemple, une loi n'avancera en rien la question. Lorsque les ouvriers jugeront le moment opportun pour introduire cette réforme dans tel métier, ils sont parfaitement en état de le faire par l'action des sociétés de résistance. Au lieu d'implorer de l'Etat une loi astreignant les patrons à ne faire travailler que tant d'heures, la société de métier *impose directement* aux patrons cette réforme [2] ; de la sorte, au lieu d'un texte de loi restant à l'état de lettre morte, il s'est opéré, *par l'initiative directe des ouvriers*, une transformation dans un fait économique.

Ce que la société de résistance peut faire pour la réduction des heures de travail, elle peut également le réaliser au point de vue du travail des femmes et des enfants, des conditions hygiéniques, des garanties en cas de blessure ou de mort au service d'un patron, et dans bien d'autres questions encore.

La tendance de certains groupes ouvriers d'attendre et de réclamer toutes les réformes de l'initiative de l'Etat nous paraît un immense danger. En attendant tout de l'Etat, les ouvriers n'acquièrent point cette confiance en leurs propres forces qui est indispensable à la marche en avant de leur mouvement ;... le grimoire des lois s'accroît de quelques nouveaux textes, et la position ne change en rien.

Au lieu de cela, si les ouvriers consacraient toute leur activité et toute leur énergie à l'organisation de leurs métiers en sociétés de résistance, en fédérations de métiers, locales et régionales ; si, par les meetings, les conférences, les cercles d'études, les journaux, les brochures, ils maintenaient une agitation socialiste et révolutionnaire permanente ; si, joignant la pratique à la théorie, ils *réalisaient directement*, sans aucune intervention bourgeoise et gouvernementale, toutes les réformes immédiatement possibles, des réformes profitables, non pas à quelques ouvriers,

1. Cet article a été intégralement reproduit dans le volume *Quelques ecrits* d'Adhémar Schwitzguébel, Paris, Stock, 1908.

2. Ici, comme dans l'article du 1er novembre 1874 (voir p. 246), on trouve exposée la méthode de l'*action directe*.

mais à la masse ouvrière, — certainement que la cause du travail serait mieux servie que par cette agitation légale préconisée par les hommes de l'*Arbeiterbund* et favorisée par le parti radical suisse.

C'est là notre programme : nous rejetons toutes les fictions légales, et nous nous consacrons à une action permanente de propagande, d'organisation, de résistance, jusqu'au jour de la Révolution sociale.

Je crois utile, pour faire connaître plus complètement les idées qui avaient cours dans la Fédération jurassienne, de faire encore ici quelques citations d'articles du *Bulletin*.

Le 14 février 1875, revenant sur le programme soi-disant socialiste élaboré par M. Bleuler-Hausheer, rédacteur du *Grütlianer*, j'examinais divers points de ce programme, dont la plupart se retrouvaient également dans le programme de la démocratie socialiste d'Allemagne. Et voici ce que disait le *Bulletin* des quatre principaux :

« Appui financier accordé aux coopératives de production par l'Etat. »

Comment l'Etat se procurera-t-il le capital qu'il prêterait à ces coopérations de production ? Par l'impôt. Et l'impôt, nous l'avons prouvé, est payé exclusivement par les travailleurs ; les classes riches *ne paient rien en réalité*, quoi qu'elles aient l'air de payer. L'Etat, donc, prendrait d'une main dans la poche des ouvriers le capital que, de l'autre main, il paraîtrait leur fournir. Nous ne sommes pas dupes de ce manège, et ce que nous voulons, nous, c'est une *révolution dans la propriété*, qui restitue à la communauté ce que des exploiteurs se sont induement approprié aux dépens du travail de tous.

« Instruction gratuite à tous les degrés ; gratuité des livres d'école. »

Nous faisons ici le même raisonnement : la prétendue *gratuité* de l'instruction est une comédie, car les frais de cette instruction sont payés par l'impôt, et l'impôt est supporté exclusivement par le travailleur. Pour nous, nous voulons que l'instruction soit à la charge de la *communauté*, et qu'elle devienne *intégrale*, c'est-à-dire complète, développant à la fois l'intelligence et le corps, donnant à l'enfant toutes les notions scientifiques que doit posséder un homme cultivé, et le mettant à même de contribuer au travail manuel qu'exige le bien-être de la société. Mais avant de songer à organiser l'instruction intégrale, il faut s'occuper d'une question préalable : des moyens d'accomplir la Révolution sociale, sans laquelle nous tournerons éternellement dans un cercle vicieux.

« Emancipation de la classe des ouvrières, en faisant payer le travail de la femme au même taux que celui de l'homme. »

C'est là une utopie qu'on s'étonne de rencontrer sous la plume d'un homme qui se dit pratique. M. Bleuler ne sait-il pas que le taux du salaire dépend des frais plus ou moins considérables que nécessite l'entretien du travailleur ? La femme, s'entretenant à moins de frais que l'homme, sera toujours payée moins : on aura beau s'insurger contre cette loi fatale, il faudra courber la tête sous ce que Lassalle a si bien appelé *das eherne Lohngesetz*. Il n'y a qu'un moyen d'améliorer réellement la position des ouvrières : c'est l'abolition du salariat par la Révolution sociale.

Enfin : « Participation des ouvriers à l'administration et à la direction des établissements industriels (coopération du capital et du travail). »

Aïe ! voilà le bout de l'oreille qui se montre. M. Bleuler, ce *socialiste*, croit donc aux fameuses *harmonies économiques* de Bastiat et de Schulze-Delitzsch : dans ce cas, ce n'était pas la peine de faire tant de bruit pour aboutir à proclamer, comme ressource suprême du prolétariat, la doctrine la plus radicalement réactionnaire.

La coopération du travail et du capital, l'harmonie entre le capitaliste et le travailleur, la prétendue participation des ouvriers aux bénéfices, c'est l'invention la plus jésuitique dont se soient encore avisés les défenseurs des privilèges de la bourgeoisie.

Dans le numéro précédent (7 février), j'avais justement relevé un aveu de M. Edouard Tallichet, directeur de la *Bibliothèque universelle* de Lausanne, qui avait vanté l'association coopérative de production, bien comprise, comme pouvant et devant réaliser l'alliance du capital et du travail :

M. Tallichet constate que les revendications des ouvriers deviennent toujours plus menaçantes, et que le capital court un danger réel. Il faut chercher, dit-il, une solution qui, en réservant au capital tous ses droits, tous ses bénéfices, fasse taire les ouvriers et les conduise à *accepter sans murmure* leur situation inférieure. Eh bien, cette solution, cette panacée qui doit *sauver le capital*, elle est trouvée : c'est la coopération.

Ecoutons M. Tallichet: « La coopération peut parfaitement se concilier *avec l'autorité absolue d'un seul homme* et *avec le concours du capital*, et c'est même peut-être sous cette forme que le plus grand avenir lui est réservé ». Ce qui signifie que, sous le nom de coopération, on peut parfaitement maintenir le patronat et l'exploitation par les capitalistes. « La coopération... permettra d'assurer aux ouvriers des gains *modestes*, mais régulier et permanents, *qu'ils accepteront sans murmurer*, lorsqu'ils auront leur part aux bénéfices qui résulteront de ce système... Quand on en sera arrivé là, on n'aura vraiment plus à redouter la guerre sociale : *le capital sera sauvé.* » Voilà qui est suffisamment clair, et qui se passe de plus amples commentaires.

Dans le *Bulletin* du 28 mars, je formulai de la manière suivante notre opinion sur le socialisme de l'Allemagne, à propos du projet de programme du parti socialiste allemand :

Le programme du Parti socialiste allemand.

... Ce document, qui résume d'une facon claire le degré de développement auquel sont arrivées les idées socialistes en Allemagne, est pour nous, révolutionnaires fédéralistes, un intéressant sujet d'études. On y voit d'un coup d'œil, dans leurs traits essentiels, les différences qui séparent les révolutionnaires internationalistes du parti ouvrier national allemand.

Ces différences ont trop souvent, à la suite de polémiques déplacées, dans les journaux, dégénéré en hostilité ouverte entre ceux qui pensent comme nous et ceux qui pensent comme on pense en Allemagne. Il semblait que la différence dans les programmes provînt d'une divergence radicale dans les principes, et qu'il y eût en présence deux écoles socialistes opposées, dont la destinée serait de rester éternellement d'irréconciliables adversaires. Les choses sont-elles bien réellement ainsi? L'âcreté des discussions,

la violence des accusations réciproques, ne proviennent-elles pas plutôt de malheureuses animosités personnelles, que de dissidence dans les doctrines? Sans doute il y a, entre ce qu'on a coutume d'appeler l'*école autoritaire* et l'*école anarchiste*, des différences très accentuées et incontestables ; mais ne peut-on pas les expliquer autrement que par une inconciliable opposition de principes absolus ? Il nous semble que ces différences perdraient beaucoup de leur gravité, paraîtraient bien moins redoutables pour l'avenir, si nous pouvions arriver à considérer le socialisme autoritaire et le socialisme anarchiste, non pas comme deux frères ennemis, *mais comme deux phases successives de l'idée socialiste.*

Cette idée vaut la peine qu'on l'examine de plus près, et le récent programme des ouvriers allemands nous aidera à la vérifier.

* * *

Que demandent aujourd'hui les socialistes d'Allemagne ?

Voici le résumé de leurs principales revendications :

Le suffrage universel : — la législation directe par le peuple ; — le remplacement des armées permanentes par des milices : — le droit de réunion et d'association ; — une organisation populaire des tribunaux et la justice gratuite ; — la liberté de conscience ; — l'instruction gratuite et obligatoire ; — l'impôt progressif.

Faites de ces divers points un ensemble d'institutions, un corps de lois, et savez-vous ce que vous aurez ?

Vous aurez *la constitution jacobine de 1793.*

Le peuple allemand demande en 1875 ce que le peuple français a déjà réalisé en 1793.

Il y a néanmoins, dans le programme allemand, quelque chose de plus ; et il fallait s'y attendre. En effet, depuis la fin du dix-huitième siècle, l'organisation de l'industrie a changé, une situation économique nouvelle s'est produite, et les jacobins allemands de 1875, lors même qu'en politique ils restent au niveau des jacobins français de 1793, doivent, en économie sociale, avoir subi l'influence du milieu nouveau qui s'est créé de nos jours par l'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie. En 1793, cet antagonisme n'était encore qu'en germe, et les jacobins d'alors n'en éprouvaient pas les effets ; aussi n'est-il pas encore question, pour eux, de mesures protectrices du travail ; ils se sont bornés à déclarer que « la société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'existence à ceux qui sont hors d'état de travailler » (*Déclaration des droits de l'homme* de 1793, art. 21). Au contraire, les jacobins allemands, vivant à l'époque des luttes pour le salaire, du remplacement toujours plus général du travail aux pièces par le travail à la journée, de l'extension toujours plus considérable du système de grande industrie, ont dû, à côté de leur programme politique, donner une place aux questions économiques ; aussi réclament-ils la journée normale de travail, l'interdiction du travail des enfants, la limitation du travail des femmes, la surveillance de l'Etat sur les fabriques, l'appui financier de l'Etat accordé aux associations coopératives, etc. Mais, on le remarquera, ces dispositions économiques portent tout à fait l'empreinte de

l'esprit jacobin : il s'agit simplement de faire entrer la question du travail dans le domaine législatif, d'en faire un chapitre nouveau de la constitution de l'État politique et national.

* * *

Pour nous, socialistes révolutionnaires, ralliés autour du drapeau de la Commune, nous ne sommes plus jacobins. La constitution de 1793 n'a jamais été appliquée en France ; mais il n'a pas été nécessaire, pour la juger, de la soumettre à une expérience pratique. La théorie jacobine a fait son temps, d'autres horizons se sont ouverts, plus vastes, plus humains, et les aspirations populaires se sont tournées vers cet idéal nouveau. Déjà en 1796, lors de la tentative des égalitaires babouvistes, bien que le mot d'ordre officiel de la conjuration fût l'établissement de la constitution de 1793, il y avait des yeux clairvoyants dont le regard allait plus loin, et le penseur qui rédigea le *Manifeste des Egaux*, l'athée Sylvain Maréchal, y écrivit cette parole profonde : « Disparaissez enfin, révoltante distinction de *gouvernants* et de *gouvernés* ! »

Depuis lors, l'idée anti-gouvernementale, anti-autoritaire, a fait son chemin en France et dans les pays où les traditions historiques sont identiques, en Belgique, en Espagne, en Italie, dans la Suisse française. Elle a remplacé l'ancien dogme jacobin du *gouvernement populaire*, et elle s'est affirmée d'une manière éclatante par la révolution du 18 mars 1871. C'est à elle qu'appartient l'avenir dans les pays que nous venons de nommer.

Est-ce à dire que, parce que nous ne sommes plus jacobins, nous devions renier les jacobins de 1793, méconnaître ce qu'ils ont fait pour le peuple ? Non, nous ne le ferons pas ; les jacobins de 1793 sont nos pères, nous nous en souvenons. Ils ont fait ce qu'ils ont dû faire, étant donnée la situation ; ils étaient les produits du milieu d'alors, comme nous sommes les produits du milieu d'aujourd'hui. Nous constatons les erreurs qu'ils ont commises, nous tâchons de nous en préserver ; mais quoique nous nous soyons affranchis des limites étroites de leur doctrine, mais ne voyons pas en eux des ennemis, nous les continuons en les corrigeant.

Eh bien, les jacobins allemands de 1875 doivent être pour nous ce que sont ceux de 1793 ; nos idées sont séparées des leurs par un siècle presque entier : mais ces idées, bien que différentes dans leurs formules, sont en réalité deux expressions successives du progrès humain. Tâchons qu'il n'y ait pas en nous plus d'hostilité envers nos frères les jacobins vivants d'Allemagne, qu'il n'y en a envers nos pères les jacobins défunts de France. De même que la constitution de 1793 a fini par aboutir, en 1871, à la Commune révolutionnaire, de même du programme actuel des ouvriers allemands sortira sans doute dans l'avenir un programme nouveau, lentement élaboré par le progrès des idées qu'amèneront les événements futurs, programme dans lequel nous reconnaîtrons les principes que dès aujourd'hui nous, révolutionnaires fédéralistes, avons proclamés pour les nôtres.

Le 30 mai, à propos d'élections municipales, je discutai la tactique de ceux qui proposaient aux socialistes la conquête électorale des municipalités :

A supposer que les ouvriers voulussent tenter la lutte sur le terrain municipal, et que, par impossible, ils eussent réussi quelque part à faire pas-

ser leurs candidats, ils reconnaîtraient bien vite qu'ils se sont engagés dans une impasse. En effet, les municipalités ne sont pas autonomes ; leur compétence est très limitée, la loi leur trace d'avance un cadre dont elles ne peuvent sortir, et, si elles s'avisaient de faire acte d'indépendance, le gouvernement cantonal, en Suisse, a le droit de les suspendre et de faire administrer la localité par un délégué. Une municipalité socialiste se verrait, sous peine d'être immédiatement supprimée par le gouvernement, obligée de suivre en tout la routine de la municipalité radicale ou conservatrice; elle ne pourrait apporter aucun changement sérieux dans le système des écoles, dans l'assiette des impôts, dans l'organisation des travaux publics, etc. Dès lors, pourquoi nommer des socialistes au Conseil municipal pour leur faire faire une besogne contraire à leurs convictions? croit-on que la cause ouvrière aura remporté un bien grand triomphe le jour où, à la suite d'une élection, les plus actifs des propagandistes socialistes auront été transformés en administrateurs bourgeois ?

La calotte de conseiller municipal, de conseiller d'Etat ou de conseiller fédéral, posée sur la tête du socialiste le plus intelligent et le plus sincère, c'est un éteignoir qui étouffe à l'instant la flamme révolutionnaire.

Je finis par quelques lignes (13 juin) commentant un article où notre confrère espagnol la *Revista social* — qui avait recommencé à paraître — s'était occupé de la Suisse, à propos du projet de loi sur les fabriques :

Un journal espagnol, la *Revista social*, — le seul organe que possède à l'heure qu'il est le socialisme en Espagne, — a publié l'autre jour un article consacré à la Suisse. Nos patriotes sont persuadés que, dans les autres pays, on professe la plus vive admiration pour nos institutions : la Suisse étant, comme on sait, la république modèle, l'univers doit être sans cesse occupé à la contempler et à chanter ses louanges ! Comme on va le voir, l'admiration n'est pas si générale que ça, et les socialistes espagnols ne sont pas dupes des badauds qui leur vantent à tout propos la Suisse et la leur proposent comme idéal...

La *Revista social*, après avoir rapporté les principales dispositions du projet de loi suisse sur les fabriques, dit :

« C'est bien le cas de dire que la montagne a accouché d'une souris. Tant de belles promesses pour en arriver, en fin de compte, à décréter la journée de onze heures !

« L'Angleterre, elle, n'est pas une république ; et pourtant, à partir du 1er janvier de cette année, un acte du Parlement y a fixé à *neuf heures* la durée de la journée de travail !

« Ce rapprochement fait voir que la question économique est bien indépendante de la question politique. En Angleterre on travaille moins d'heures, parce que la classe ouvrière, grâce à sa forte organisation, y est devenue une véritable puissance. L'organisation des travailleurs est, par conséquent, le levier principal pour obtenir une amélioration du sort des ouvriers. »

Passant ensuite à la question de l'instruction publique, la *Revista social* se demande si, malgré le nombre des écoles et le nombre des millions dépensés, l'instruction qu'on donne en Suisse, et dans les pays qui passent

pour les plus avancés, est suffisante; et elle répond: « Nous croyons qu'il s'en faut de beaucoup qu'elle soit suffisante, et qu'elle soit bonne ». Et, rappelant la lutte sanglante qui avait mis aux prises la France et l'Allemagne, elle constate que la guerre avait pu être déchaînée par deux despotes, bien que leurs sujets ne fussent pas des illettrés : « car les Allemands avaient joui de ce qu'on appelle les bienfaits de l'enseignement obligatoire, et les Français avaient reçu une instruction bien supérieure à celle que reçoit le peuple espagnol ». Donc, la prétendue instruction donnée dans ces pays n'était pas une instruction véritable, celle qui doit éclairer et pacifier les esprits : et il faut remarquer en outre que ce furent précisément les classes dites cultivées qui, dans les deux pays en guerre, montrèrent le plus de fanatisme étroit et de haine nationale; tandis que les protestations en faveur de la paix et de la fraternité vinrent de la classe des ouvriers.

... Relativement à la situation matérielle des ouvriers suisses, la *Revista social*, reproduisant une statistique d'où il résulte qu'en Suisse les ouvriers reçoivent un salaire moyen de 3 fr. 10 par jour en échange d'une journée moyenne de 12 heures 24 minutes[1], fait les réflexions suivantes: « Comme on le voit, la situation de l'ouvrier suisse n'est pas des plus prospères ni des plus séduisantes. C'est un esclave salarié, et mal salarié, ni plus ni moins que les ouvriers des autres pays... En outre, la servitude morale et matérielle dans laquelle sont tenus les ouvriers suisses par rapport au travail est en beaucoup d'endroits très lourde. »

Ces observations ne sont que trop vraies. Nous voudrions voir tous les ouvriers suisses comprendre et discuter la question sociale avec autant de sagacité que nos frères du prolétariat espagnol, et se convaincre comme eux que, sans l'émancipation économique *préalable* des masses, il n'y a point de véritable instruction ni de véritable liberté politique.

Nous avions promis que le *Bulletin* publierait « des Variétés à la fois instructives et récréatives ». Nous donnâmes, sous ce titre, tantôt des articles empruntés à d'autres journaux, tantôt des extraits d'auteurs socialistes : ainsi, dans les n° 1 et 2 de 1875, on trouve un fragment du manuscrit de mon étude sur Proudhon (celle qui avait été traduite en russe par Zaytsef), résumant un chapitre de l'*Idée générale de la Révolution au dix-neuvième siècle*, intitulé : « Y a-t-il raison suffisante de révolution au dix-neuvième siècle ? » ; dans les n° 9 et 10, une traduction des pages consacrées aux journées de Juin par Alexandre Herzen dans son livre *De l'autre rive*. Dans le numéro du 25 avril, je commençai la publication d'une série d'articles sur l'histoire de la Révolution française : je m'étais proposé, « dans une suite de courtes études, de passer en revue les principales époques de la Révolution » ; mais les circonstances me firent interrompre bientôt ce travail, qui ne fut conduit que jusqu'à la fuite de Louis XVI (numéro du 14 novembre 1875).

C'est en mai 1875 que commença la publication à Paris, en livraisons hebdomadaires, du grand ouvrage d'Elisée Reclus, la *Nouvelle Géographie universelle*. Je l'annonçai dans un article du *Bulletin* (13 juin), en insistant non seulement sur la valeur scientifique de cette œuvre colossale, mais sur l'esprit d'*internationalité* dans lequel l'auteur entendait l'écrire, et en donnant quelques citations caractéristiques de la préface et des trois premiers chapitres ; l'article se terminait ainsi : « Elisée Reclus est l'un des nôtres : il s'est battu à Paris, sous la Commune, dans les rangs des fédérés ; il a été jeté sur les pontons

1. La statistique qui donne ces chiffres avait été publiée par le *Bulletin* du 18 avril précédent.

avec tant d'autres victimes de la férocité versaillaise ; il est actuellement proscrit par le gouvernement qui déshonore la France. Nous tenons à le rappeler en terminant, car ce ne sera pas là, aux yeux de la postérité, un de ses moindres titres de gloire. On dira de lui plus tard : « Il fut le premier géographe de » son temps, et l'un des combattants de la Commune ».

La veuve de Constant Meuron avait continué à habiter Saint-Sulpice après la mort de son mari (voir t. II, p. 283); une de ses sœurs vivait avec elle. J'allais la voir de temps en temps, et nous parlions du passé. Je l'appelais « grand-maman Meuron », depuis qu'une enfant m'était née. Elle m'écrivait, le 28 novembre 1872 : « J'ai beaucoup souffert depuis le départ de mon cher et toujour plus regretté mari, mais je veux attendre le plaisir de vous voir pour ouvrir mon cœur et le soulager en versant dans le vôtre le trop-plein de tant de douleur. Je ne suis pas à plaindre sous le rapport matériel : j'ai tout ce qu'il faut pour être tranquille, mais le cœur aussi a ses besoins... J'ai vieilli de vingt ans depuis la perte de mon ami... Croyez, mon enfant, à l'attachement de votre vieille amie, et au revoir. » Elle perdit sa sœur en avril 1873 ; et alors elle se trouva bien seule, quoique deux de ses nièces allassent le plus souvent possible passer quelques semaines auprès d'elle. L'une d'elles, Delphine Fasnacht, m'écrivait le 22 octobre 1873 : « Ma tante profite de ma présence pour me faire écrire quelques lettres pressantes, dont la première doit être pour vous... S'il vous était possible de venir la voir, elle aurait un plaisir infini de votre visite, car elle parle toujours de vous comme de son propre fils... Ma pauvre tante souffre beaucoup de l'ennui et de l'isolement. » Je formai le projet de décider Mme Meuron à venir habiter chez moi, et je lui écrivis à plusieurs reprises pour tâcher de la persuader. Elle me répondit, le 2 janvier 1874, par ce billet au crayon : « J'ai bien reçu vos bien chères lettres, mais je suis trop malade pour y répondre ou former le moindre projet. Vous connaissez mon estime pour vous ainsi que mon désir de passer le reste de ma vie près de vous et votre chère famille ; mais dans l'état où je me trouve je ne sais que faire ni que dire. J'attends ma nièce Borel qui, je crois, se fixera chez moi pour tout le temps qu'une autre tante lui laisse. Elle aura la bonté de vous écrire pour moi, car je ne puis pas tenir la plume et ma tête tourne. » Il fallut renoncer à voir Mme Meuron quitter Saint-Sulpice ; mais sa santé se remit un peu, et elle m'écrivait, le 7 novembre 1874, sur un ton moins triste : « Remerciez bien Madame Guillaume de son attention et de la peine qu'elle a prise de me faire un si beau et bon châle, qui me fait vraiment bien plaisir... L'*Almanach* que vous avez la bonté de m'offrir me fera plaisir, comme aussi, plus tard, le livre que vous venez d'écrire [1]. Vous voyez que je suis toujours encore curieuse, et que, malgré mon grand isolement et mes tristesses, je reste femme. Mes sincères amitiés à vos dames, et un bon baiser à ma petite Mimi. Adieu. Votre affectionnée grand'maman Meuron. » Hélas ! la pauvre grand'maman Meuron n'avait plus que quelques mois à vivre : au printemps de 1875 elle alla rejoindre au cimetière de Saint-Sulpice celui qu'elle avait tant pleuré.

Nous avons laissé Bakounine dans la plus grande détresse ; car, malgré le succès de la mission de Mme Lossowska, il ne pouvait pas espérer de toucher de l'argent tout de suite : et, en attendant, il se trouvait sans aucune ressource. A sa lettre du 19 décembre, Emilio Bellerio n'avait rien répondu ; Bakounine lui récrivit (en français) le 10 janvier 1875 : « En d'autres circonstances ma fierté aurait dû m'empêcher de t'écrire, après le silence dédaigneux par lequel tu as répondu à ma dernière lettre. Mais la nécessité que je subis en ce moment est si pressante, d'un côté, et, de l'autre, ma foi dans ton amitié fidèle et sérieuse est si grande, malgré toutes les boutades de ton humeur, que je me retourne avec pleine confiance vers toi. J'ai besoin, mais *absolument besoin*, de 200 francs, non pour moi seul, mais pour l'entretien de toute la fa-

1. Il s'agit de la première série des *Esquisses historiques*.

mille : c'est une question de logement, de nourriture et de chaleur, — donc question de vie, ou d'inanition, de maladie, sinon de mort, comme tu vois. Et nous n'espérons pas recevoir la moindre somme avant un mois. » Cette fois, le père Bellerio envoya lui-même l'argent demandé, et, le 14, Bakounine dit à Emilio : « Remercie bien de ma part ton bon et respectable père... Vous m'avez rendu tous les deux un bien grand service. Je suis tout à fait tranquille maintenant, d'autant plus que les nouvelles de Russie sont excellentes, de sorte que je serais bientôt capable de m'écrier : Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, — s'il n'y avait pas le pape, Victor-Emmanuel et consorts en Italie, Mac-Mahon avec les neuf dixièmes de l'Assemblée à Versailles... »

Un mois plus tard, il écrivait à Elisée Reclus la lettre suivante, retrouvée et publiée par Nettlau [1] :

Le 15 février 1875. Lugano.

Mon très cher ami, je te remercie beaucoup pour tes bonnes paroles. Je n'ai jamais douté de ton amitié, ce sentiment est toujours mutuel, et je juge du tien par le mien.

Oui, tu as raison, la révolution pour le moment est rentrée dans son lit, nous retombons dans la période des évolutions, c'est-à-dire dans celle des révolutions souterraines, invisibles, et souvent même insensibles [2]. L'évolution qui se fait aujourd'hui est très dangereuse, sinon pour l'humanité, au moins pour certaines nations. C'est la dernière incarnation d'une classe épuisée, jouant son dernier jeu, sous la protection de la dictature militaire, — Mac-Mahono-bonapartiste en France, bismarckienne dans le reste de l'Europe.

Je m'accorde avec toi à dire que l'heure de la révolution est passée, non à cause des affreux désastres dont nous avons été les témoins et des terribles défaites dont nous avons été les plus ou moins coupables victimes, mais parce que, à mon grand désespoir, j'ai constaté et je constate chaque jour de nouveau que la pensée, l'espérance et la passion révolutionnaires ne se trouvent absolument pas dans les masses ; et, quand elles sont absentes, on aura beau se battre les flancs, on ne fera rien. J'admire la patience et la persévérance héroïques des Jurassiens et des Belges, ces derniers Mohicans de feu l'Internationale [3], et qui, malgré toutes les difficultés, adversités, et malgré tous les obstacles, au milieu de l'indifférence générale, opposent leur front obstiné au cours absolument contraire des choses, continuant à faire tranquillement ce qu'ils ont fait avant les catastrophes, alors que le mouvement était ascendant et que le moindre effort créait une force.

C'est un travail d'autant plus méritoire qu'ils n'en recueilleront pas les fruits ; mais ils peuvent être certains que le travail ne sera point perdu, — rien ne se perd dans ce monde, — et les gouttes d'eau, pour être invisibles, n'en forment pas moins l'Océan.

Quant à moi, mon cher, je suis devenu trop vieux, trop malade, et, faut-

1. Les quatre premières pages seulement du brouillon de cette lettre existent dans les papiers de Bakounine.

2. On reconnaît là une théorie familière à Elisée Reclus.

3. Elisée Reclus dut être bien étonné de cette expression « feu l'Internationale » : car il était un membre militant de notre Association, et il la savait plus vivante que jamais, au moins dans notre région.

il te le dire, à beaucoup de points de vue trop désabusé, pour me sentir l'envie et la force de participer à cette œuvre. Je me suis bien décidément retiré de la lutte, et je passerai le reste de mes jours dans une contemplation non oisive, mais au contraire intellectuellement très active et qui, j'espère, ne laissera pas de produire quelque chose d'utile.

Une des passions qui me dominent à cette heure, c'est une immense curiosité. Une fois que j'ai dû reconnaître que le mal a triomphé, et que je ne puis l'empêcher, je me suis mis à en étudier les évolutions et développements avec une passion quasi-scientifique, tout à fait *objective*.

Quels acteurs et quelle scène ! Au fond et dominant toute la situation en Europe, l'empereur Guillaume et Bismarck à la tête d'un grand peuple laquais ; contre eux, le pape avec ses jésuites, toute l'Église catholique et romaine, riches de milliards, dominant une grande partie du monde par les femmes, par l'ignorance des masses, et par l'habileté incomparable de leurs affiliés innombrables, ayant leurs yeux et leurs mains partout.

Troisième acteur : La civilisation française incarnée dans Mac-Mahon, Dupanloup et Broglie rivant les chaînes d'un grand peuple déchu. Puis autour de tout cela l'Espagne, l'Italie, l'Autriche, la Russie faisant chacune leurs grimaces d'occasion, et au loin l'Angleterre ne pouvant se décider à redevenir quelque chose, et encore plus loin la République modèle des Etats-Unis d'Amérique coquetant déjà avec la dictature militaire.

Pauvre humanité !

Il est évident qu'elle ne pourra sortir de ce cloaque que par une immense révolution sociale. Mais comment la fera-t-elle, cette révolution ? Jamais la réaction internationale de l'Europe ne fut si formidablement armée contre tout mouvement populaire. Elle a fait de la répression une nouvelle science qu'on enseigne systématiquement dans les écoles militaires aux lieutenants de tous les pays. Et pour attaquer cette forteresse inexpugnable, qu'avons-nous ? Les masses désorganisées. Mais comment les organiser, quand elles ne sont pas même suffisamment passionnées pour leur propre salut, quand elles ne savent pas ce qu'elles doivent vouloir et quand elles ne veulent pas ce qui seul peut les sauver !

Reste la propagande, telle que la font les Jurassiens et les Belges. C'est quelque chose sans doute, mais fort peu de chose : quelques gouttes d'eau dans l'Océan, et, s'il n'y avait pas d'autre moyen de salut, l'humanité aurait le temps de pourrir dix fois avant d'être sauvée [1].

Reste un autre espoir : la guerre universelle. Ces immenses Etats militaires devront bien s'entre-détruire et s'entre-dévorer tôt ou tard. Mais quelle perspective !... [La fin manque.]

En mars 1875, Bakounine, escomptant l'arrivée des fonds qu'il devait recevoir de Russie, acheta à crédit, tout près de Lugano, pour le prix de 28.000 fr., une villa nommée la villa du Besso, avec un grand terrain adjacent ; une lettre de sa femme (19 mars 1875) explique que sur l'argent de Russie on prélèvera 40.000 fr. pour payer la villa et la mettre en état de rapport ; le reste sera placé à 6 %. Bakounine voulait créer dans le domaine dont il devenait

1. Il oublie qu'il a dit plus haut : « Rien ne se perd dans ce monde, et les gouttes d'eau, pour être invisibles, n'en forment pas moins l'Océan ». Le développement du syndicalisme révolutionnaire moderne est la preuve que le travail de propagande des Jurassiens n'a pas été perdu.

le propriétaire un jardin de rapport, et se transformer en horticulteur maraîcher et fleuriste : Arthur Arnould raconte ainsi les plans chimériques formés par ce naïf à l'imagination colossale, et ce qu'il en exécuta. Je reproduis tout le passage, bien que la fin anticipe sur le moment où nous sommes : « Je vais » acheter, me dit Bakounine, une maison avec un vaste terrain. Sur ce terrain » je cultiverai les légumes, les fruits et les fleurs. Les légumes et les fruits, je » les enverrai sur le marché de Lugano, où ils se vendront comme du pain, car » tout cela est fort mal cultivé ici » (ce qui était vrai). « Quant aux fleurs, » Mme Jenny [Mme Arthur Arnould], qui a le goût parisien, apprendra à Anto- » nia à en faire des bouquets, que des petites filles, louées par moi, iront of- » frir sur la voie du chemin de fer, à l'arrivée de tous les trains d'Italie, et, » plus tard, du Gothard. De ce fait seul je gagnerai au moins vingt ou vingt- » cinq francs par jour. Il faut que vous m'aidiez en me faisant acheter à Pa- » ris tous les livres d'agriculture et toutes les graines dont j'ai besoin. » ... Tous les ouvrages traitant de la culture intensive et de la fabrication des engrais furent commandés. Il se mit à l'étude de la chimie, sous la direction d'un professeur du collège. Quant aux graines et aux semences de toute sorte, il en fit venir de quoi ensemencer le canton entier, et craignait toujours de n'en avoir pas assez... Le terrain, vaste et beau, était bien planté de mûriers (c'est le grand rapport et le grand produit du Tessin, où la principale industrie consiste dans l'élevage du ver à soie) : Bakounine commença par le faire raser. Il était enchanté de cette première opération. Pendant tout un hiver il se chauffa avec ses mûriers. Puis il fit creuser des successions de fossés très profonds, fortement maçonnés, afin d'y fabriquer des engrais intensifs. Ensuite on planta les arbres fruitiers, en telle quantité et si près des uns des autres, qu'ils n'eussent jamais poussé si cette idée insensée avait pu leur venir. — « Il ne faut pas perdre un pouce de terrain », répétait Bakounine. Entre les arbres fruitiers, on sema toutes les graines de légumes connus et inconnus. Le tout fut largement arrosé des fameux engrais perfectionnés, et, comme Bakounine voyait et faisait grand, on ne ménagea pas plus les engrais que les plants d'arbres et les graines. Résultat : tout fut brûlé ! L'herbe même, dans cet admirable sol, presque vierge, qui produit sans efforts et sans soins, l'herbe ne poussa plus. Cette expérience avait pris une année entière. »

On voit, par une lettre aux deux Bellerio (12 mai 1875), qu'au printemps de 1875 Bakounine était en instance auprès du gouvernement tessinois pour obtenir un permis de séjour : « La direction de police me répond toujours par une demande de papiers qui constatent mon identité... Ces papiers, que j'avais déjà fournis en 1872,... et qui m'avaient été renvoyés, j'aurais pu les envoyer une seconde fois, si par malheur dans le déménagement quelque peu chaotique de mes effets à Lugano ils ne s'étaient égarés. Je suppose même que le cher Cafiero, toujours spirituel, et qui d'ailleurs, de concert avec M. Ross, avait décidé mon enterrement [1], je suppose qu'il les a brûlés ensemble avec mon dernier permis de séjour et l'acte officiel de mon élection comme citoyen de la commune d'Ausonio : tous ces papiers étaient renfermés dans le paquet que j'avais donné à Emilio pour être remis à Antonie, et qu'Antonie a eu l'imprudence de rendre à Cafiero, — et M. Cafiero en aura fait sans doute un auto-da-fé. » L'affaire s'arrangea par les bons offices d'un homme politique influent ; une lettre du 30 mai dit : « Grâce à l'ami Gavirati et à la puissante intervention de l'excellent M. Battaglini, j'ai enfin reçu un permis de séjour de quatre ans. Me voilà donc tranquille J'ai été faire une visite à M. Gabrini, qui a été fort aimable et qui m'a montré son beau et immense parc : c'est vraiment magnifique... Sophie et toute la famille viendront en juin, mon frère en septembre [2], pour passer avec moi une année : j'en suis enchanté. »

1. Bakounine, comme on le voit, continuait, à ce moment, à tenir rigueur à ces deux amis, dont il s'obstinait encore à méconnaître le caractère.

2. Ce frère dont Bakounine attendait la visite (Alexis, « le plus jeune et le plus sympathique ») ne vint pas. Quant à Mme Lossowska, elle ne revint que l'année suivante, en mai 1876.

Cafiero continuait à mener à la Baronata, avec sa Lipka, une existence d'anachorète, interrompue au printemps de 1875 par un voyage en Italie. Il avait auprès de lui un ouvrier italien réfugié dans le Tessin après l'insurrection d'août 1874, Filippo Mazzotti, de Bologne, et sa femme Marietta ; Cafiero travaillait là comme un paysan, s'occupant lui-même à traire les vaches, à porter le fumier, à couper le bois. Quant à Ross, il quitta l'Angleterre en avril 1875 et se rendit à Paris, où il passa trois mois en compagnie de Kraftchinsky, de Klements et de Pisaref, qui séjournaient alors dans cette ville.

XII

De juin à septembre 1875.

D'Espagne, Rafael Farga continuait à nous envoyer de temps à autre des correspondances que publiait le *Bulletin*. Dans celle du numéro du 8 août, il dit : « Les emprisonnements et les déportations continuent à être à l'ordre du jour ; jusqu'à présent, toutefois, nos gouvernants se sont bornés à envoyer les déportés aux *presidios* d'Afrique et des îles Canaries : c'est là qu'on expédie ceux qu'on appelle *libéraux* ; quant aux carlistes, on les interne à Estella (Navarre), c'est-à-dire dans la capitale même du territoire dont ils sont les maîtres. La chose ne laisse pas que d'être curieuse : je crois que c'est la première fois qu'un gouvernement, pour châtier des insurgés, les envoie précisément dans la région où l'insurrection domine... Malgré l'arbitraire sous lequel nous vivons, il y a eu ces jours derniers quelques grèves. A Grenade, on signale une grève des tisseurs ; on a emprisonné cent quarante des grévistes, mais les autres sont restés fermes et tiennent bon. Les cylindreurs et apprêteurs de Barcelone ont obtenu une augmentation de deux francs par semaine : les charpentiers et les ouvriers en toiles imprimées (*peones de estampados*) sont aussi en grève, et ces grèves promettent de durer, car les patrons se sont coalisés : vingt ouvriers charpentiers, de ceux qui formaient le comité, ont été arrêtés. »

Dans une autre lettre publiée le 10 octobre, on lit : « Depuis ma dernière lettre, la grève des charpentiers et celle des *peones de estampados* de Barcelone ont continué, malgré la coalition des patrons de ces deux métiers. Les tisseurs de Grenade continuent également la grève. Les arrestations sont toujours à l'ordre du jour : et ceux qu'on arrête restent souvent en prison toute une année sans voir venir leur jurés ; c'est ce qui arrive, par exemple, à plusieurs ouvriers de Cadix, arrêtés en juillet 1874 sous l'inculpation d'association illicite (parce qu'ils faisaient partie de l'Internationale, selon le ministère public) : ils attendent encore leur jugement. Deux autres ouvriers, arrêtés à Madrid pour le même motif, ont été envoyés rejoindre ceux de Cadix : et, comme si le chemin de fer n'existait pas, on leur a fait faire à pied, conduits d'un poste à l'autre par la gendarmerie, ce trajet de plus de sept cents kilomètres.

« Le crime du Saint-Gothard [1] a excité une grande indignation parmi les travailleurs espagnols ; ils auraient envoyé aussi leur obole pour les victimes, s'ils n'avaient pas chez eux, en ce moment, tant de misères à soulager et tant de compagnons persécutés qu'il faut secourir. »

Il avait été décidé en septembre 1874, au Congrès général de Bruxelles, que le Congrès général de 1875 se tiendrait à Barcelone, si les circonstances le permettaient. En juillet 1875, la Fédération espagnole fit savoir au Bureau fédéral (siégeant au Locle) qu'il ne serait pas possible de tenir un Congrès en Espagne, et l'invita à soumettre aux autres fédérations la proposition de supprimer le Congrès de 1875, auquel ni l'Espagne ni la France n'eussent probablement pu se faire représenter, et auquel l'Italie avait annoncé d'avance (par

1. Voir plus loin, p. 296.

son manifeste adressé au Congrès de Bruxelles) qu'elle n'enverrait pas de délégués. La proposition fut soumise aux fédérations, et le résultat de cette consultation se trouve consigné en ces termes dans les procès-verbaux du Comité fédéral jurassien (séance du 8 septembre 1875) : « Communication du Bureau fédéral, nous annonçant que les Sections de Hollande, de Belgique, d'Amérique, d'Italie, et la Fédération jurassienne, ont accepté le renvoi du Congrès de 1875, proposé par la Fédération espagnole ; en outre il nous fait remarquer que les Anglais y ont ajouté l'idée de tenir un Congrès secret en Suisse, qui émettrait un manifeste sur la situation de la classe ouvrière au moment actuel. La Section de propagande de Genève, qui ne fait partie d'aucune fédération, est la seule qui demande la réunion du Congrès général. »

En Portugal, l'Internationale n'existait plus : mais il y avait un mouvement socialiste, qui se manifesta, dans l'été de 1875, par la création d'un journal ; le *Bulletin* du 26 septembre écrit : « Depuis quelques semaines paraît à Lisbonne un organe socialiste, qui s'appelle *O Protesto* (la Protestation). Nous lui souhaitons la bienvenue, et espérons qu'il contribuera au développement de l'organisation ouvrière parmi les travailleurs portugais. »

En Italie, le second des procès intentés aux socialistes à la suite des mouvements d'août 1874 fut celui des internationaux de Florence. Il dura du 30 juin au 30 août 1875, et se termina par la mise en liberté de tous les accusés, au nombre de trente-deux, parmi lesquels figuraient Gaetano Grassi, Francesco Natta, Aurelio Vannini. Garibaldi, cité comme témoin et autorisé à ne pas comparaître, à cause de son état de santé, répondit au magistrat qui alla l'interroger, à Cività-Vecchia, « qu'il était membre de l'Internationale, et que son opinion était que Mazzini aurait dû aussi adhérer à cette Association, s'il avait voulu suivre les indications du bon sens ».

Pendant que se jugeait le procès de Florence, la Cour de cassation annulait la sentence rendue le 8 mai contre les internationaux de Rome, et renvoyait la cause devant une section de la Cour d'assises de cette même ville (le nouveau procès eut lieu en mai 1876).

En même temps, sept accusés, parmi lesquels Errico Malatesta, comparaissaient, dans la seconde semaine d'août, devant la Cour d'assisses de Trani, qui les acquittait tous. Ce procès de Trani nous fut raconté par une lettre de Cafiero (*Bulletin* du 5 septembre), de laquelle j'extrais ce qui suit :

« Les débats durèrent cinq jours, et jamais la ville de Trani ne présenta un spectacle plus beau et plus émouvant que dans cette occasion. Toute la population s'intéressait vivement au procès, non seulement la partie instruite,... mais aussi ce qu'on appelle le « bas peuple », les souffrants et les opprimés... Le jury était composé des plus riches propriétaires de la province, et on avait déployé un grand appareil militaire... Le réquisitoire du ministère public fut ce qu'il est toujours, un tissu d'injures et de calomnies atroces. S'adressant aux jurés, l'organe du ministère public a dit ces propres paroles : « Si vous ne con- » damnez pas ces hommes, ils viendront un jour enlever vos femmes, violer » vos filles, voler vos propriétés, détruire le fruit de vos sueurs, et vous reste- » rez ruinés et misérables, avec le déshonneur au front ». Eh bien, malgré ces tirades ridicules par lesquelles on avait cherché à l'effrayer, le jury a rendu un verdict d'acquittement, et, après le jugement rendu, les jurés sont allés serrer la main aux accusés, et se sont mêlés à la foule qui a fait une véritable ovation aux socialistes à leur sortie de prison. Dans toute la ville, dans les réunions tant privées que publiques, nos amis ont été l'objet des plus cordiales démonstrations ; et, à en juger par les innombrables témoignages d'adhésion donnés à nos principes à cette occasion, nous devons conclure que dans la Pouille la propagande de l'Internationale a fait des pas de géant. Oh, que le gouvernement multiplie seulement les procès ! Ils pourront coûter à quelques-uns d'entre nous quelques années de prison, mais ils feront un bien immense à notre cause. »

Aussitôt qu'il eut recouvré la liberté, Malatesta prit le chemin de la Suisse, où il visita Cafiero à la Baronata, puis Bakounine à Lugano. Et ensuite, croyant,

comme plusieurs autres de nos amis, qu'il y aurait quelque chose à faire en Hertségovine (voir à la page suivante), il s'y rendit, et y fit un séjour assez prolongé, au sujet duquel je n'ai pas de renseignements précis. A cette époque (entre l'automne de 1875 et le printemps de 1876), il fit aussi un voyage en Espagne, dans l'intention de faire évader Alerini, alors détenu à Cadix : mais la tentative n'aboutit pas.

Dans le courant d'août, les journaux socialistes italiens publièrent une déclaration datée du 15 août 1875 et signée du nom de quatre ouvriers qui avaient été jusqu'alors les tenants et les dupes du mouchard Terzaghi (Alfonso Danesi, Gaetano Didimi, Cesare Cesari et Lodovico Cattani) : ils y annonçaient avoir rompu toute relation avec ce personnage, « parce que nous avons maintenant connaissance de faits et de documents qui prouvent qu'il est précisément tel que l'avaient déjà affirmé d'autres personnes qui l'ont connu avant nous ».

En France, les ouvriers parisiens s'occupaient des moyens d'envoyer une délégation ouvrière à l'Exposition universelle de Philadelphie, en 1876. Les chambres syndicales élurent à cet effet une commission de travail, qui se subdivisa en plusieurs sous-commissions, et qui nomma (22 septembre) une commission de contrôle chargée de veiller à l'exécution du règlement.

Pendant ce temps, les déportés de la Nouvelle-Calédonie continuaient à expier, là-bas, le crime d'avoir voulu émanciper le peuple français. Un groupe de proscrits socialistes publia, en feuilles volantes, pour tâcher de réveiller la conscience du prolétariat français et celle du public européen, des lettres et des fragments de lettres écrites par des déportés, et précédées d'une préface (rédigée, je crois, par Elisée Reclus) que le *Bulletin* reproduisit (n° 42). Cette préface disait : « Il se commet un crime, et de ce crime vous êtes responsable... La Nouvelle-Calédonie est un abattoir d'hommes... Si vous avez en vous quelque bonté, quelque justice, vous agirez en ce qui vous concerne, ne serait-ce qu'en protestant dans votre coin, ne serait-ce qu'en racontant ce qui se passe. Et pour vous renseigner, vous lirez ces fragments de lettres que voici, et qui seront suivis de plusieurs autres ; vous réfléchirez... Nous avons parlé, parce que notre conscience nous l'ordonne. Il nous faut crier, il nous faut dénoncer le crime ; nous le voyons, nous l'entendons par delà les barrières des Alpes, par delà les horizons lointains ; nous les contemplons, ces figures tristes et fiévreuses ; notre regard rencontre ces regards douloureux... ; nous distinguons les soupirs étouffés des condamnés, les jurons affreux des garde-chiourmes, les fouets qui cinglent les épaules et meurtrissent les flancs de nos frères et amis... Car, nous sommes fiers de le dire, nous aussi nous sommes de ces gens-là ! »

En Belgique, on signala plusieurs grèves importantes dans l'été de 1875, entre autres celle des houilleurs du Borinage, près de Mons, qui s'étendit à vingt mille ouvriers, et celle des houilleurs de Flémalle-Grande, près de Liège. Ces derniers, n'ayant aucune organisation, succombèrent : mais l'insuccès ouvrit les yeux de ces travailleurs, qui se mirent en relations, ainsi que tous les mineurs du bassin de Seraing, avec la Section internationale de Liège. « La Section liégeoise, écrivait l'*Ami du peuple* (journal socialiste de Liège), ne peut suffire à toutes les demandes de séances, meetings, etc., pour aller organiser les mineurs. On a déjà reçu des inscriptions par centaines à l'Internationale ; deux comités sont en formation, et nous espérons qu'une organisation ouvrière va se faire nombreuse et rapide, pour que la revanche des ouvriers ne se fasse pas longtemps attendre. »

A Bruxelles, une « Chambre du travail » s'était fondée ; une lettre adressée au *Bulletin* (n° 27) nous disait : « Elle comprend déjà treize sociétés de métier, parfaitement organisées pour la résistance et l'étude des questions sociales : elle se propose de créer un organe sous peu. Quelques-unes des sociétés composant cette Chambre du travail font partie de l'Internationale ; les autres, quoique n'en faisant pas partie, nous sont sympathiques et professent les mêmes principes que nous. »

Le Congrès annuel de la fédération des ouvriers marbriers, sculpteurs et tail-

leurs de pierres eut lieu le 1er août à Bruxelles : on y décida qu'il serait tenu désormais quatre congrès fédéraux par an. L'organe de la fédération, la *Persévérance*, exprimait nettement cette idée, que le mouvement ouvrier devait viser non pas seulement au relèvement des salaires, mais à la suppression du salariat.

En Angleterre, le mouvement conservait son caractère réformiste. « Le Comité des Trade Unions de Liverpool — écrivait le correspondant du *Bulletin* (n° 29) — est enchanté des nouvelles lois sur le travail présentées par le ministre, M. Cross, et assure celui-ci « de la gratitude des travailleurs du Royaume-Uni ». Le Comité parlementaire des Trade Unions n'est pas moins satisfait des changements qui ont été apportés au *Conspiracy Act*; seuls, les ouvriers de Halifax restent mécontents, et jurent de continuer à protester jusqu'à ce que la loi soit complètement abrogée. » Une grève de cordonniers donna lieu (août) à un jugement que notre correspondant nota (n° 35) : « Un patron, encouragé par l'affaire des cinq ébénistes, a poursuivi un des ouvriers en grève pour *picketing*; mais cette fois le juge n'a pas osé condamner l'ouvrier et a reconnu son droit ». C'était le résultat de la manifestation de Hyde Park (p. 264).

Aux Etats-Unis, la crise industrielle devenait toujours plus intense. « Pendant qu'on célèbre la série des centenaires des principaux événements de la glorieuse guerre de l'Indépendance, la situation, autrefois tant vantée, des travailleurs américains devient aussi misérable, sinon plus, que celle des travailleurs européens. » (*Bulletin* du 29 août.) Le nombre des sans-travail allait croissant ; et quant aux rares ouvriers qui pouvaient avoir encore de l'ouvrage, ils étaient à peu près trois fois moins payés que par le passé, et devaient s'attendre à voir leur salaire diminuer encore.

En Allemagne, l'élection d'un député au Reichstag dans le duché de Lauenbourg, en juillet, révéla que dans cette région agricole et éminemment conservatrice, où se trouvait la terre de M. de Bismarck (Varzin), et où il n'y avait pas eu une seule voix socialiste en 1874, les paysans étaient en train de se convertir aux idées nouvelles. Un journal de Hambourg écrivait : « Les progrès du socialisme sont véritablement quelque chose d'effrayant ! A Ratzebourg, le candidat socialiste a obtenu 121 voix sur 407 votants ; à Mœlln, 240 voix sur 528 votants ; à Lauenbourg même, 257 voix sur 537 votants, etc. ; si de telles choses arrivent dans un moment comme celui-ci, où on dit que le socialisme est paralysé par la crise industrielle, que sera-ce lorsque les affaires auront repris et que le socialisme refleurira de plus belle ? » (*Bulletin* du 1er août.)

En Danemark, le gouvernement avait fait emprisonner, en 1874, les trois « chefs » du mouvement socialiste, Pio, Brix et Geleff. A leur sortie de prison, une grande manifestation ouvrière fut organisée (5 juin 1875) ; les « chefs » y prononcèrent des discours, et Geleff dit, entre autres, que la constitution danoise contenait de bonnes choses, mais qu'elle n'était pas observée, et que, sans la résistance des travailleurs, le gouvernement l'aurait déjà supprimée [1]. (*Bulletin* du 18 juillet.) Un mouvement d'ordre économique, le mois suivant, fit contraste avec cette démonstration purement politique : à Copenhague, une grande grève des cigariers, victorieuse, força les fabricants à prendre l'engagement de n'occuper d'autres ouvriers que ceux qui étaient membres de l'Union cigarière ; les sociétés de province s'unirent à celle de la capitale pour constituer une Fédération des ouvriers en tabacs ; cette fédération réussit à constituer une branche dans la ville suédoise de Malmö, et les journaux suédois se plaignirent amèrement que par là « le socialisme eût été pour la première fois introduit pratiquement en Suède ». (*Bulletin* du 19 septembre.)

En Hertségovine, au commencement de juillet, se produisit un mouvement insurrectionnel contre l'autorité turque. Cette révolte éveilla de nombreuses

1. On verra, dans le prochain volume, ce qui advint, en avril 1877, de deux des « chefs » du parti socialiste danois, MM. Louis Pio et Paul Geleff.

sympathies en Europe, non seulement chez les socialistes, mais aussi dans la bourgeoisie libérale. Des volontaires italiens, français, russes, polonais, allèrent se joindre aux insurgés. L'insurrection se prolongea pendant les deux années suivantes, mais sans prendre, comme l'avaient espéré ceux des révolutionnaires qui étaient allés lui apporter leur concours, un caractère socialiste.

En Russie, le gouvernement faisait tout son possible pour triompher du socialisme. En juin 1875, le comte Pahlen, dont j'ai mentionné la circulaire aux procureurs, fit distribuer aux diverses autorités un *Mémoire secret*, imprimé, relatif « à la propagande criminelle qui vient d'être découverte dans quelques parties de l'empire ». En transmettant ce document aux directeurs des universités et des gymnases, le ministre de l'instruction publique appela leur attention sur le fait que les jeunes gens, « au lieu de trouver dans leur entourage et dans leurs familles de la résistance aux doctrines exaltées et aux utopies politiques dont ils sont infectés, n'y rencontrent souvent, au contraire, que des encouragements et un appui ». En conséquence, c'était, disait le ministre, aux professeurs à remplacer les parents, et à donner à la jeunesse des avertissements salutaires. Le *Bulletin* reproduisit la lettre du ministre (11 juillet), et ajouta : « Les circulaires ministérielles, les exhortations des professeurs et des magistrats n'y feront rien. La Russie est dans une situation analogue à celle de la France du dix-huitième siècle : et, de même que nulle digue n'aurait pu empêcher la propagation des idées de Voltaire et des encyclopédistes, de même aucun pouvoir humain ne sera capable de mettre obstacle à la diffusion des principes socialistes qui préparent en Russie, pour un avenir prochain, une explosion bien autrement formidable que celle qui a renversé la monarchie française au siècle dernier. »

Les lettres de Zaytsef, que continuait à publier le *Bulletin*, étaient pleines de détails sur les mesures répressives ; elles parlaient d'un « procès monstre » qui comprendrait 788 accusés, elles annonçaient de nouvelles déportations en Sibérie [1], elles racontaient les « désordres » dans les provinces, la misère des paysans. Elles contiennent (numéros des 5 et 12 septembre) des extraits du *Mémoire secret* de Pahlen, qui venait d'être réimprimé en russe à Genève et à Londres, et dont une traduction française allait paraître. C'est par ce *Mémoire* que nous apprîmes à connaître les noms de Mme Lioubotina, de Natalie Armfeld, de Varvara Batouchkova, de Sophie Perovskaïa ; de Kraftchinsky, de Rogatchof, de Voïnaralsky, etc., il constatait l'influence exercée par Bakounine : « Les œuvres de Bakounine et la prédication de ses disciples ont eu une influence positive et effroyable sur la jeunesse » ; et il montrait comment les révolutionnaires s'y étaient pris pour que la découverte d'un de leurs groupes n'entraînât pas celle des autres : « Le plan des propagandistes, dont les traits généraux sont exposés dans le programme du prince Pierre Kropotkine, offre ce danger que, quelque énergiques que soient les enquêtes et la poursuite des coupables, plusieurs groupes séparés resteront indubitablement non découverts et continueront infatigablement leur activité criminelle ». Ce qui effrayait surtout le gouvernement, c'était l'approbation donnée à ce mouvement par nombre de personnes qui n'y étaient pas directement engagées : « Le succès des propagandistes, disait le *Mémoire*, a dépendu moins de leurs propres efforts que de la facilité avec laquelle leurs doctrines étaient accueillies dans les différentes classes de la société et de la sympathie qu'ils y trouvaient ».

En 1873 et en 1874, le Congrès annuel de la Fédération jurassienne avait eu lieu en avril. En 1875, diverses circonstances le firent ajourner jusqu'à l'été. Dans son numéro du 3 juillet, le *Bulletin* annonça que le Congrès se tiendrait à Vevey. Une circulaire du Comité fédéral, du 14 juillet, convoqua les délégués

1. « Le prince Alexandre Kropotkine, pour avoir écrit à un de ses amis, habitant l'étranger, une lettre désagréable au gouvernement, et pour avoir montré du mépris pour le procureur qui l'avait accompagné à une entrevue avec son frère emprisonné, vient d'être déporté, par ordre administratif, à Minossinsk (province d'Iénisséi, Sibérie). » (*Bulletin* du 1er août 1875.)

pour le samedi 31 juillet, à l'hôtel des Trois Suisses; on lit dans le *Bulletin* du 1er août : « Depuis la fondation de la Fédération jurassienne en 1871, tous les congrès ordinaires ou extraordinaires s'étaient tenus dans une des localités des montagnes du Jura, Sonvillier, Saint-Imier, le Locle, la Chaux-de-Fonds, Neuchâtel. Pour la première fois, un Congrès jurassien aura lieu sur les bords du Léman. C'est là un signe de l'extension qu'a prise de nouveau, depuis une année environ, la propagande socialiste dans la Suisse française. »

Le Congrès de Vevey s'ouvrit le samedi soir 31 juillet ; douze sections y étaient représentées par treize délégués. En voici la liste :

Section de Fribourg, Ch. Reydellet et Gobillot ;
Section de Vevey, Louis Mex et Louis Plessis ;
Section de propagande de Berne, Ch. Küpfer et Paul Brousse ;
Section de Neuchâtel, James Guillaume ;
Section de la Chaux-de-Fonds, J.-B. Baudrand ;
Section du Locle, François Floquet ;
Section de Sonvillier et Section de Saint-Imier, Adhémar Chopard ;
Section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary et Section de Moutier, Adhémar Schwitzguébel ;
Section de Porrentruy, Pierre Froidevaux ;
Une Section d'Alsace, Frédéric Graisier.

La Section de Zürich (groupe socialiste révolutionnaire), n'ayant pu envoyer de délégué, avait écrit une lettre d'adhésion.

Dans la séance du dimanche matin 1er août, le Comité fédéral présenta son rapport par l'organe de Graisier. Ce rapport se félicitait des progrès accomplis : deux anciennes sections, Moutier et Porrentruy, désorganisées un moment par les politiciens, avaient repris vie, ainsi que celle de Vevey ; des sections nouvelles s'étaient fondées à Fribourg et à Zürich. Il constatait qu'au sein des deux principales associations d'ouvriers de la Suisse allemande se manifestaient des tendances qui paraissaient se rapprocher des nôtres ; et il émettait le vœu que la Fédération jurassienne entretînt de plus en plus avec ces deux sociétés des relations suivies et amicales.

A l'occasion du rapport présenté par l'administration du *Bulletin*, le délégué de Porrentruy fit une observation : sa Section, dit-il, n'aimait pas voir notre organe attaquer le gouvernement bernois, ennemi des curés catholiques romains, et désirait que le *Bulletin* attaquât davantage les ultramontains. Schwitzguébel et quelques autres répondirent, et le Congrès vota la résolution suivante :

Le Congrès pense que le *Bulletin* ne doit pas avoir pour le gouvernement bernois plus de ménagements que pour les autres gouvernements, et il émet le vœu que l'organe de la Fédération jurassienne continue à frapper avec impartialité sur les ultramontains et sur les libéraux, sur les radicaux et sur les conservateurs.

Sur la proposition de Schwitzguébel, le Congrès décida en principe que, lorsque la situation du *Bulletin* le permettrait, l'administration et la rédaction seraient rétribuées.

Le Congrès général de Bruxelles avait décidé que la question des services publics serait mise en discussion dans les sections et fédérations ; en conséquence, cette question avait été inscrite à l'ordre du jour du Congrès jurassien. Au nom de la Section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary, Schwitzguébel présenta sur la question un rapport écrit ; Brousse lut ensuite des considérants contenant l'opinion de la Section de Berne. Après une courte discussion, le Congrès vota l'impression en brochure du rapport de Schwitzguébel, auquel devaient être ajoutés les considérants lus par Brousse [1].

1. Cette brochure parut peu de temps après sous ce titre : « *La question des services publics devant l'Internationale* (Rapport présenté au Congrès jurassien tenu

Le rapport de la Section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary, qui avait été rédigé entièrement par Schwitzguébel, expose d'une façon très claire l'opinion des militants de la Fédération jurassienne ; et, comme j'ai donné plus haut (pages 219-221) une analyse et des extraits des rapports de la Section bruxelloise et de la Section de propagande de Genève au Congrès général de 1874, je pense qu'il est à propos de résumer également les traits essentiels du travail de Schwitzguébel.

Deux grands courants d'idées — dit Schwitzguébel — se partagent le monde socialiste, l'un tendant à l'*Etat ouvrier*, l'autre à la *Fédération des communes*. L'Etat ouvrier, nous dit-on, administré par la classe ouvrière, aura perdu le caractère d'oppression et d'exploitation qui est celui de l'Etat bourgeois : il sera une agence économique, le régulateur des services publics. Mais toute cette administration se fera par l'intermédiaire de représentants : il y aura un parlement ouvrier, élu par le suffrage universel ; il y aura une majorité qui fera la loi à la minorité ; l'Etat ouvrier devra posséder la puissance de faire exécuter la loi, de réprimer toute tentative de rébellion ; il aura donc un gouvernement, une force armée, une police, une magistrature, etc. ; et les moyens de domination dont il disposera seront bien plus considérables encore que ceux de l'Etat actuel, puisqu'il aura entre ses mains toute la puissance économique. Donc l'autonomie de l'individu et celle du groupe ne seraient point réalisées.

Au Congrès de Bruxelles, la question a été mal posée. Demander « par qui et comment seront faits les services publics dans la nouvelle organisation sociale », c'était d'avance conclure à l'Etat ouvrier. Il aurait fallu se demander simplement quelles seraient les bases de la société nouvelle ; et on se serait répondu : Il y a nécessité de transformer la propriété individuelle en propriété collective ; or, le moyen le plus pratique, c'est que les travailleurs s'emparent des instruments de travail, et les fassent fonctionner à leur profit ; cette action spontanée des masses est en même temps l'affirmation pratique du principe d'autonomie et de fédération, qui devient la base de tout groupement social. Ce n'est plus l'Etat qui décide ce qui doit être service public et qui organise ce service public, règlementant ainsi l'activité humaine ; ce sont les travailleurs eux-mêmes qui s'organisent dans les conditions qui leur conviennent et que déterminent l'expérience et le développement de chaque jour.

L'action révolutionnaire variera sans doute d'un pays à l'autre, et aussi d'une commune à l'autre dans un même pays : on verra sans doute toutes les théories socialistes, le communisme, le collectivisme, le mutuellisme, recevoir une application plus ou moins restreinte ou générale, selon les grands courants qui se produiront. C'est ainsi que, dès aujourd'hui, nous voyons l'Allemagne s'attacher à l'idée de l'Etat ouvrier, tandis que l'Italie et l'Espagne veulent la Fédération des communes. En quoi cela pourra-t-il arrêter la marche révolutionnaire du prolétariat, que les Espagnols et les Italiens s'organisent d'une façon et les Allemands d'une autre, ou même qu'en France certaines communes conservent la propriété individuelle, tandis que la propriété collective triomphera dans d'autres ? Mais il est probable que l'organisation la plus favorable au développement des intérêts de l'humanité finira par être adoptée partout, et cette organisation c'est la Fédération des communes.

Schwitzguébel conclut ainsi :

On a reproché à la Fédération des communes d'être un obstacle à la réalisation d'une entente générale, d'une union complète des travailleurs, et de ne pas présenter, au point de vue de l'action révolutionnaire, la même puissance d'action qu'un Etat.

Mais comment se fait-il que les groupes travailleurs, librement fédérés dans l'Internationale, pratiquent la solidarité, s'entendent et se mettent

à Vevey, les 1er et 2 août 1875, par la Section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary) ». S. l. n. d. — La brochure ne porte pas de nom d'imprimeur ; elle a été imprimée chez L.-A. Borel, à Neuchâtel, l'imprimeur du *Bulletin*.

d'accord ? C'est que la même situation économique les pousse à la pratique de la solidarité. Que sera-ce, alors que leur action sera débarrassée de toutes les entraves que lui oppose l'ordre actuel ?

Comment se fait-il que l'Internationale augmente en puissance d'action tant qu'elle est une fédération, tandis qu'elle se déchire sitôt qu'un Conseil général veut en faire un Etat ? C'est que les travailleurs ont la haine de l'autorité, et qu'ils ne seront puissants que par la pratique de cette large et complète liberté.

Oui, notre Association a été la démonstration de la fécondité du principe d'autonomie et de libre fédération ; et c'est par l'application de ce principe que l'humanité pourra marcher vers de nouvelles conquêtes pour assurer le bien-être moral et matériel de tous.

A la suite du rapport de Schwitzguébel, la brochure contient, ainsi que l'avait décidé le Congrès, les considérants lus au nom de la Section de Berne. Les voici, avec l'explication dont ils sont précédés :

Les délégués de Berne avaient reçu de leur Section, au sujet de la question des services publics, le mandat suivant, dont le Congrès de Vevey a décidé l'impression à la suite du rapport de la Section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary :

« Considérant que l'observation démontre que le travail perd tous les jours l'apparence du travail individuel pour se constituer en travail collectif ou social ;

« Que, les services publics ne sont que cette partie du travail social qui, pour des causes qu'il serait intéressant de rechercher, s'est, la première, constituée collectivement ;

« La Section de Berne pense que la question doit être posée en ces termes :

« Quelle sera après la Révolution l'organisation du travail social ?

« Dans le cas où le Congrès jurassien aborderait la question en ces termes, les délégués de la Section combattront toute organisation par l'Etat ; ils repousseront l'Etat fédéral comme l'Etat centralisé [1]. »

Une assemblée populaire eut lieu l'après-midi dans la salle du Congrès. Le *Bulletin* en rend compte en ces termes :

« Plusieurs orateurs exposent, devant une foule nombreuse et attentive, les principes de l'Internationale. Le citoyen *Beslay* demande ensuite à faire quelques réserves sur les principes émis ; il n'est pas partisan de la propriété collective ; il pense que les instruments de travail peuvent et doivent être mis à la disposition de l'ouvrier au moyen du crédit. Le citoyen *Elisée Reclus* répond au citoyen Beslay : il dit que ce serait une duperie que d'attendre l'émancipation des travailleurs comme le résultat d'une conciliation avec la bourgeoisie ; il analyse la manière dont s'est formée la propriété individuelle, et montre que dans tous les pays elle repose sur le vol et l'exploitation ; et il conclut à l'établissement de la propriété collective, comme seul moyen de réaliser la justice et la liberté. Des applaudissements enthousiastes accueillent ce discours.

« Après une discussion assez vive et très intéressante, la résolution suivante, qui avait été votée il y a cinq ans dans un meeting tenu à Vevey le 8 mai 1870, est présentée à l'approbation de l'assemblée :

1. Le rapport de Schwitzguébel sur les services publics (avec, à la suite, les considérants de la Section de Berne) a été réimprimé dans le volume *Quelques écrits*, par Adhémar Schwitzguébel, Paris, Stock, 1908.

Le meeting de Vevey déclare que, pour établir l'égalité entre les hommes, il faut que chaque travailleur soit mis en possession de ses instruments de travail par la propriété collective. Pour le moment, le meeting recommande, comme moyen d'arriver à la constitution de la propriété collective, de travailler, en dehors de toute alliance avec les partis politiques, quels qu'ils soient, à la création de caisses de résistance dans tous les corps de métier et à leur fédération sans distinction de frontières et de nationalité [1].

« Cette résolution fut votée à l'unanimité moins une voix [2].

« L'assemblée s'occupa aussi du massacre d'ouvriers accompli à Göschenen, dont la nouvelle venait d'arriver. Une résolution flétrissant le gouvernement du canton d'Uri fut adoptée à l'unanimité ; et un citoyen de Vevey, sous-officier [3] dans l'armée fédérale, proposa qu'il fût fait un tableau des noms des membres du gouvernement d'Uri et des militaires qui ont tiré sur les ouvriers, et que ce tableau fût affiché partout, afin de vouer ces noms à l'exécration publique. »

Je parlerai tout à l'heure du triste événement qui a conservé, dans les annales de la Suisse, le nom de *massacre de Göschenen.*

Après le meeting, il y eut soirée familière, avec discours, musique et chansons socialistes. Le peintre Gustave Courbet, qui habitait Vevey depuis 1872, vint se joindre à nous ; je ne le connaissais pas encore, et je considérais avec curiosité ce colosse bon enfant, qui s'assit, avec deux ou trois camarades amenés par lui, à une table bientôt chargée de bouteilles ; il nous chanta tout le soir, sans qu'on l'en priât, de sa rude voix de paysan, de rustiques et monotones mélodies franc-comtoises qui, à la longue, finirent par nous « raser », comme disait un autre communard qui ne l'aimait pas.

Le lundi matin, dernière séance du Congrès. La proposition, faite par la Fédération espagnole, de supprimer le Congrès général de 1875, fut adoptée à l'unanimité. Il fut décidé de créer, pour développer le goût de la lecture et de l'étude, une bibliothèque fédérale, et un règlement fut adopté à cet effet. Le siège du Comité fédéral fut maintenu à la Chaux-de-Fonds pour l'année 1875-1876 ; l'administration du *Bulletin* fut maintenue au Locle.

Le nouveau comité fédéral fut élu par la Section de la Chaux-de-Fonds dans sa séance du 17 août 1875 ; il fut composé comme suit : Numa Brandt, secrétaire correspondant ; Henri Felber, secrétaire des séances ; Frédéric Graisier, caissier ; Albert Nicolet, archiviste ; Ferdinand Wittwer, membre adjoint.

1. Voir t. II, p. 38. C'est moi qui avais proposé à l'assemblée du 1er août 1875 de voter à nouveau la résolution qu'avait présentée Samuel Rossier au meeting du 8 mai 1870 ; il m'avait semblé utile d'affirmer par là que nos principes n'avaient pas varié depuis l'époque où cette résolution avait été adoptée à l'unanimité, y compris les voix de Grosselin, Henri Perret et J.-Ph. Becker, comme le résumé du programme de l'Internationale.

2. Celle de Charles Beslay.

3. Une erreur avait fait imprimer, dans le *Bulletin*, au lieu du mot « sous-officier », le mot « officier ». Aussitôt les officiers suisses habitant Vevey, au nombre de vingt-trois, s'empressèrent de publier une *Protestation*, pour déclarer qu'ils « avaient été indignés à la lecture du compte-rendu du dernier meeting de l'Association internationale des travailleurs réuni à Vevey », qu'ils « protestaient énergiquement contre l'inique proposition qui y avait été faite, et repoussaient toute solidarité avec le soi-disant officier veveysan encore inconnu qui devait en être l'auteur ». La Section de Vevey répondit, après avoir expliqué qu'il s'agissait d'un *sous-officier* : « Cela ne fait du reste rien à l'affaire. La proposition n'a ni plus ni moins de valeur pour avoir été faite par un militaire d'un grade plus ou moins élevé... Nous donnons acte à messieurs les officiers de Vevey du zèle avec lequel ils ont pris la défense du gouvernement d'Uri qui a commandé le massacre et des soldats qui ont eu le courage de fusiller des ouvriers sans armes. Seraient-ils désireux d'imiter cet héroïque exemple ? »

Les ouvriers, presque tous italiens, occupés au percement du tunnel du Gothard, du côté de Göschenen, sur le territoire du canton d'Uri, s'étaient mis en grève le 27 juillet, au nombre d'environ deux mille. Ils demandaient que les vingt-quatre heures de la journée fussent réparties, non plus entre trois, mais entre quatre équipes, dont chacune n'aurait par conséquent à travailler que six heures : car huit heures consécutives de travail dans le gouffre noir et brûlant du tunnel, au milieu d'une fumée aveuglante, étaient une tâche au-dessus des forces humaines. En outre, l'entrepreneur, lorsqu'il remettait, avant la fin du mois, des à-compte aux ouvriers sur leur paie, leur donnait non de l'argent, mais des bons en papier; et comme les aubergistes et marchands n'acceptaient ce papier qu'en déduisant un escompte, les travailleurs se voyaient obligés, s'ils ne voulaient pas subir cette perte, d'acheter leurs vivres et autres objets de consommation dans les magasins de l'entreprise; cette obligation, source d'une nouvelle exploitation, leur pesait, et ils désiraient s'en affranchir : ils demandaient en conséquence que la paie eût lieu tous les quinze jours et non tous les mois, et fût faite toujours en argent et non en bons; ils réclamaient en outre une augmentation de salaire de cinquante centimes par jour.

L'interruption des travaux était au plus haut point préjudiciable aux intérêts de l'entrepreneur, Louis Favre, de Genève, qui devait achever le percement du tunnel dans un délai donné, sous peine d'énormes amendes, et qui se trouvait déjà en retard de plusieurs mètres sur l'avancement normal : à tout prix, fût-ce en versant du sang, il fallait obliger les grévistes à reprendre le travail immédiatement. Favre, accouru d'Airolo, se rend à Altorf pour réclamer l'intervention armée du gouvernement d'Uri. Comme celui-ci hésitait devant les frais qu'occasionnerait une levée de troupes, l'entrepreneur offre de l'argent : son offre est acceptée, et aussitôt l'huissier cantonal réunit une trentaine de volontaires, qu'on habille d'uniformes, qu'on arme de fusils, et qu'on expédie en voiture à Göschenen, sous le commandement de l'adjudant de police d'Altorf. La petite troupe arriva à Göschenen le mercredi 28 dans l'après-midi : les grévistes étaient calmes, et n'avaient commis aucune violence; un certain nombre étaient groupés devant l'entrée du tunnel. Les militaires firent une charge à la baïonnette pour dissiper le rassemblement inoffensif; voyant les baïonnettes croisées contre eux, les ouvriers, sans armes, se défendirent à coups de pierres : alors les militaires ouvrirent sur la foule un feu nourri, qui en peu d'instants dispersa les grévistes. Il y avait quatre morts, une dizaine de blessés; la troupe fit en outre treize prisonniers, qui, liés deux à deux, furent conduits à Altorf, et enfermés là dans la maison de force. Le gouvernement uranais envoya le lendemain, comme renfort, un détachement de cent hommes. Terrorisés, une partie des grévistes reprirent le travail; les autres quittèrent le pays.

Il y eut chez tout le peuple travailleur une explosion d'indignation lorsqu'on connut l'exploit accompli par les guerriers d'Uri pour la défense des intérêts de M. Louis Favre. « Une chose manquait encore, écrivit le *Bulletin* (n° 32), aux gouvernants de la Suisse républicaine pour marcher complètement de pair avec ceux des pays monarchiques : un *massacre d'ouvriers*. Le massacre a eu lieu. Désormais, à côté des sanglantes fusillades de l'Epine, d'Aubin, de la Ricamarie, on pourra placer la fusillade de Göschenen. » Des assemblées de protestation se réunirent de toutes parts, et votèrent des ordres du jour de flétrissure à l'égard des assassins. Une souscription fut ouverte dans la Fédération jurassienne pour venir en aide aux familles des victimes (elle produisit 629 fr. 45[1]).

1. C'est seulement en mai 1876 que la répartition de la souscription put être faite. Les familles de Salvatore Villa, à Strambino, J.-B. Gotta, à Locana, et Costantino Doselli, à Calestano, reçurent chacune un quart (156 francs) de la somme recueillie. Quant à la quatrième victime, Giovanni Merlo, il avait été impossible d'obtenir aucun renseignement sur sa famille, et l'argent qui lui était destiné resta en dépôt entre les mains du Comité fédéral jurassien. En août 1877, le Congrès de Saint-Imier décida que le solde non distribué de la souscription de Göschenen serait versé en faveur des familles des internationaux emprisonnés en Italie.

La presse bourgeoise, elle, se montra unanime, sauf deux ou trois exceptions, à féliciter les massacreurs. Le *Nouvelliste vaudois*, journal radical, après avoir affirmé que les ouvriers du tunnel étaient très bien payés et n'avaient aucun motif de plainte, ajoutait : « En général, on reconnait la louable énergie déployée par le gouvernement d'Uri ; avec peu de monde, peu d'embarras, peu de frais et très promptement, il a terminé cette affaire ». Un autre journal radical, le *Confédéré* de Fribourg, écrivit : « Les trente miliciens n'ont fait qu'obéir à un ordre et remplir leur devoir ». On put constater chez les exploiteurs grands et petits une attitude cynique qui, à juste titre, provoqua l'exaspération des socialistes :

Quant aux bons bourgeois, conservateurs ou radicaux, qu'on entend deviser derrière une chope ou une absinthe dans les cercles et les cafés, ils sont unanimes à témoigner leur parfaite satisfaction au sujet du sang versé. — *C'est bien fait !* Voilà ce que vous entendez partout.

Ah ! c'est bien fait, messieurs les bourgeois? Vous trouvez qu'il faut tuer les ouvriers pour leur apprendre à vivre? Soit : nous nous souviendrons que c'est vous, les premiers, qui avez fait appel à la violence ; et un jour viendra peut-être où nous dirons à notre tour en parlant de vous : *C'est bien fait* [1] *!*

Dans son numéro du 22 août, le *Bulletin* publia un article nettement antimilitariste, envoyé par un correspondant neuchâtelois, qui disait :

Tous les ouvriers qui font partie de l'armée suisse devraient se tenir le raisonnement suivant :

Le rôle que la discipline militaire nous fait jouer peut devenir d'un instant à l'autre celui d'assassins de grand chemin. Qui sait? demain peut-être mon père ou mon frère seront forcés de se mettre en grève pour défendre leur paie, et alors, au moindre bruit, on me fera endosser mon uniforme et on me commandera de tirer sur eux ; ou bien ce sera moi qui ferai grève, et ce sera mon frère qui me fusillera !

Si les ouvriers suisses qui font partie de l'armée fédérale ne veulent pas descendre au rang des mercenaires des armées permanentes, qu'on soûle d'eau-de-vie et qui ensuite fusillent le peuple qui les nourrit, il faut que ces ouvriers protestent avec la dernière énergie contre le massacre de Göschenen et déclarent bien haut qu'ils ne souffriront pas qu'on transforme nos milices en un aveugle instrument de répression dirigé contre la classe ouvrière.

La Fédération des graveurs et guillocheurs, sous l'inspiration de quelques-uns de ses plus énergiques militants, voulut qu'on ne se bornât pas à des protestations platoniques ; elle demanda qu'on se concertât pour aviser à des *mesures pratiques,* et adopta, dans une assemblée générale, la résolution suivante :

L'assemblée des graveurs et guillocheurs tenue à Auvernier, le 5 septembre 1875, déclare se joindre aux protestations qui ont surgi des différentes organisations ouvrières contre la fusillade des ouvriers du Gothard,

1. *Bulletin* du 15 août 1875. — Félix Pyat nous envoya de Londres, avec 10 francs pour sa souscription, une lettre éloquente, qui parut dans le *Bulletin* du 5 septembre.

et invite le Comité central de la fédération, pour le cas où l'intervention militaire se renouvellerait en cas de grève, à provoquer une entente entre les organisations ouvrières en Suisse, sur l'attitude à prendre par la classe ouvrière au cas d'un pareil événement.

Le Comité central de la Fédération des graveurs et guillocheurs (qui était placé cette année-là au Val de Saint-Imier), se conformant au mandat qu'il venait de recevoir, adressa à toutes les organisations ouvrières de la Suisse un appel pour les inviter à se concerter en vue d'une action commune. « Nous vous proposons, disait-il, une entente formelle pour l'attitude générale à prendre en cas d'intervention militaire dans les cas de grève. Si vous êtes prêts à seconder notre initiative, nous vous invitons à donner mandat au comité central ou fédéral de chaque organisation de s'entendre avec nous sur les démarches à faire pour aboutir à un résultat pratique. » Nous verrons plus loin quel accueil cet appel reçut de la part de l'*Arbeiterbund*.

Vingt jours après le vote de la résolution du Congrès des graveurs et guillocheurs, « l'intervention militaire se renouvelait » : c'était à Reigoldswyl (Bâle-Campagne). Deux ou trois cents ouvriers, employés eux aussi au percement d'un tunnel, sur une ligne du Central suisse, réclamaient leur salaire arriéré, que l'entrepreneur n'avait pas payé depuis longtemps : ils se présentèrent en masse, le samedi 25 septembre, aux bureaux de l'entreprise ; le gouvernement cantonal, prévenu par télégramme, autorisa le Conseil communal à mettre sur pied la milice pour « rétablir l'ordre » ; et on faillit voir se renouveler le drame sanglant de Göschenen. Heureusement les ouvriers, gardant tout leur sang-froid, quittèrent Reigoldswyl, laissant les miliciens tout seuls, et se rendirent en colonne paisible au chef-lieu, Liestal, pour y exposer leur affaire. Le gouvernement, les voyant si pacifiques, n'osa pas répondre par des coups de fusil à leur modeste requête : il invita la Compagnie à faire droit aux réclamations des ouvriers, et ceux-ci, après avoir reçu chacun un à-compte de *trois francs*, s'en retournèrent le dimanche aussi paisiblement qu'ils étaient venus, et reprirent le travail le lundi.

Vers la fin d'août, la « Section de propagande » de Berne, à la suite de circonstances que j'ai oubliées et de difficultés d'ordre intérieur, prononça sa dissolution : mais elle se réorganisa immédiatement sous le nom de « Section de Berne ».

Le 12 septembre eut lieu à Bienne une réunion ouvrière à laquelle assistèrent des délégués de Berne et de Sonvillier : elle eut pour résultat la reconstitution d'une section dans cette ville.

Nous eûmes le regret de perdre, à cette époque, un de nos meilleurs camarades, le menuisier Samuel Rossier, de Vevey. Le dimanche 19 septembre, il se noya par accident dans le port de Montreux, en revenant du Bouveret où il était allé faire une promenade en bateau à vapeur ; il avait à peine trente-cinq ans : « D'un caractère franc et cordial, Rossier était aimé de tous ses camarades ; l'Internationale perd en lui un membre dévoué et actif, et tous ceux qui le connaissaient, un ami » (*Bulletin*).

Une lettre écrite par moi, le 10 septembre, à Joukovsky (momentanément émigré à Lausanne), avec lequel je continuais à correspondre de loin en loin, bien que la Section de propagande de Genève se fût séparée de la Fédération jurassienne, fera voir la manière dont j'envisageais les choses à ce moment :

Mon cher Jouk, Popof m'a remis ta lettre. Nous lui avons donné l'hospitalité comme nous avons pu. C'est par lui que j'ai appris que tu avais quitté Genève pour Lausanne. Il paraît qu'à Genève il n'y a plus rien en fait de Section, ou pas grand chose. Ce n'est pas étonnant.

Pour nous, nous continuons d'aller notre train. Sans faire de bruit, et par des moyens infiniment plus modestes qu'autrefois, nous avons gagné pas mal de terrain. Au lieu de nous battre les flancs pour amener les corporations ouvrières à faire *en bloc* une adhésion purement *nominale* à

l'Internationale, nous travaillons — et nous avons réussi dans la plupart des cas — à amener à nous les hommes actifs de chaque corporation. Et je t'assure que, sans qu'il y paraisse, nous avons beaucoup plus de force réelle qu'il y a quatre ans. Le *Bulletin* est notre baromètre ; or, le nombre de ses abonnés va toujours en croissant.

Tu devrais, mon cher, travailler un peu autour de toi à faire connaître notre organe. J'espère que toi, du moins, tu sais voir assez clair pour reconnaître que c'est un organe purement *impersonnel*, et que l'esprit de coterie que les mauvaises langues nous prêtent est une absurdité gratuite.

En attendant le plaisir de te revoir, je te serre la main.

P. S. Si tu as quelques sous en poche, tâche de venir à notre réunion familière de Bienne, le dimanche 3 octobre prochain.

Nettlau a retrouvé dans les papiers de Joukovsky la minute de la réponse faite par celui-ci à cette lettre, et il en a publié l'extrait suivant : « Je prépare une brochure en français sous ce titre : *La propagande socialiste-révolutionnaire en Russie*. Nous tenons plus que jamais ferme au drapeau de l'Anarchie et propageons l'idée de l'abolition de tous les « généraux de la Révolution », qu'ils soient intelligents comme Bakounine ou bêtes et malhonnêtes comme Ross [1] ; du reste ce dernier doit appartenir à la classe des Jacobins, qui correspond à celle des plésiosaures ou ichthyosaures des périodes géologiques. Tu liras la brochure, tu en jugeras [2]... En fait de sections, il n'y en a pas beaucoup à Genève. Toutes celles qui appartiennent à la « fabrique » sont déroutées, anéanties, réduites à rien. Celles du bâtiment existent encore et tiennent à appartenir à l'Internationale. Mais point de manifestations, pas de journal, pas de réunions; elles existent sans exister — c'est comme le calorique latent qui ne chauffe pas... La Section de propagande se trouve isolée, elle n'a aucune action immédiate ;... mais ce n'est pas pour Genève qu'elle travaille. »

Parmi les articles qui parurent en Variétés dans le *Bulletin* pendant ce trimestre, je veux citer des extraits d'un livre que de Paris m'avait envoyé, deux ans auparavant, F. Buisson : *Notes morales sur l'homme et sur la société*, par Georges Caumont (Sandoz et Fischbacher, 1872), et que je présentai ainsi à nos lecteurs : « L'auteur (mort depuis, croyons-nous) n'était pas un socialiste : c'était un bourgeois et un chrétien, mais l'amour de la vérité l'avait amené à renier les doctrines de l'économie officielle ». Voici, entre plusieurs, trois de ces « Notes », d'un style amèrement ironique, que le *Bulletin* reproduisit :

« 88. — Tout m'éloigne du socialisme. Mes instincts y répugnent, mon intérêt s'y oppose, mes préjugés m'en dégoûtent, et les socialistes me le font haïr. Une toute petite considération plaide seule au fond de ma conscience pour ce *pelé*, ce *galeux*, et elle doit paraître si faible à mes contemporains que je ne sais, en vérité, si je dois l'énoncer : c'est que le socialisme est la justice.

« 89. — Le socialisme est la justice. Il faut qu'on s'habitue à ce refrain. Pétrole, exécutions, pelotons en délire, Raoul Rigault, brutalité de la foule, bonds rugissants de la bête humaine déchaînée, l'ivresse galonnée guidant la tuerie, et la débauche en jupe versant à boire à la férocité [3] ; tout cela est vrai, tout cela hurle, sue, saigne et fume encore. Mais le socialisme est la justice.

« 93. — Aux yeux d'un homme qui est économiste, les « décès par inanition » sont tout simplement une petite colonne dans un registre de statistique. La colonne est-elle courte ? Il en ressent une joie honnête. Est-elle longue ? Il en éprouve une tristesse modérée. — Aux yeux d'un économiste qui serait homme... mais que vais-je supposer là ? »

1. Joukovsky était ici l'écho des rancunes de Ralli et d'Œlsnitz, ses collaborateurs au *Rabotnik*.

2. Cette brochure n'a pas paru, autant qu'il m'en souvient.

3. On voit de reste que ce n'est pas un communard qui parle. (Note du *Bulletin*.)

A Lugano, Bakounine s'occupait aux travaux commencés à la villa du Besso ; il n'avait pas seulement voulu transformer le terrain de la plantation de mûriers en jardin potager et fleuriste, il faisait aussi agrandir le bâtiment d'habitation ; et il devait déjà une grosse somme à l'entrepreneur Zaviati.

En août 1875, les relations entre Bakounine et Cafiero étaient encore ce qu'elles avaient été l'hiver précédent. Voici un billet de Cafiero à Bakounine (en français) qui le prouve :

11 août 1875.

Reçu votre lettre et les deux pièces que vous me rendez, aussi bien que le paquet de livres pour Ross. Je lui expédierai ce paquet lorsque j'aurai son adresse. Car il n'est plus à Zürich ; il est en Herzégovine avec beaucoup de Serbes et Russes, d'où il écrira des correspondances pour le *Bulletin*. Je n'ai pas défait le paquet, et je le lui enverrai tel qu'il se trouve, en y ajoutant son adresse. S'il faut faire autrement, veuillez bien me le dire. Je vous envoie ci-jointe la souscription pour les condamnés de Rome. Salut. — CARLO.

Ross, en effet, comme le dit ce billet de Cafiero, avait quitté Paris au commencement de juillet 1875; par Zürich, Munich et Agram, il était allé en Hertségovine, afin d'y prendre part à l'insurrection qui avait éclaté dans ce pays contre les Turcs. Kraftchinsky l'y rejoignit. Ils n'y restèrent que deux mois.

Sur ces entrefaites, Malatesta, remis en liberté, se rendit (voir p. 288) auprès de Cafiero, à la Baronata, où il passa trois ou quatre jours (seconde moitié d'août). Il fit ensuite une visite à Bakounine, qui lui parut bien changé (interrogé vingt ans plus tard à ce sujet par Nettlau, Malatesta résuma son impression en disant que Bakounine, à Lugano, en août 1875, était « en décomposition »). Cafiero et Bakounine parlèrent à Malatesta l'un de l'autre sur un ton amical : la colère était passée, et le rapprochement, désormais, ne devait plus tarder à se produire.

Les embarras financiers de Bakounine étaient toujours grands. Le 17 août, on le voit essayer d'emprunter 300 fr. à Bellerio, auquel il écrit (en français) : « Avant d'aller en paradis, il faut passer par le purgatoire, dit-on. Il en est ainsi pour nous. A la veille de devenir riches, puisque Sophie est sur le point de vendre notre forêt, si elle ne l'a pas déjà vendue, nous restons ici sans le sou. » Bellerio lui envoie tout ce dont il peut disposer, soixante francs; Bakounine les refuse (21 août), puis se ravise et les accepte (22 août), en écrivant : « J'aurai des paiements à faire et je n'ai pas le sou ; ce ne sera pas pour longtemps, je t'assure, car les portes du paradis sont déjà ouvertes, et nous les entrevoyons d'assez près ». Enfin il obtient de Gambuzzi, le 9 septembre, un prêt de 3400 fr., qu'il comptait rembourser, ainsi qu'un prêt antérieur de 2200 fr., sur le prix de la coupe de la forêt de Priamoukhino.

Lorsqu'ils s'étaient rendus en Hertségovine, Ross et Kraftchinsky avaient pensé que l'insurrection avait ou pourrait prendre un caractère socialiste. Bientôt désabusés, ils quittèrent ce pays et vinrent en Suisse en septembre. Ils s'arrêtèrent à Locarno, chez Cafiero, et passèrent quelques jours avec lui ; de là ils allèrent à Lugano visiter Bakounine, que Ross n'avait pas revu depuis le 25 septembre 1874, et que Kraftchinsky ne connaissait pas encore. Bakounine les accueillit amicalement tous les deux ; leurs entrevues eurent lieu au café (c'était là que Bakounine recevait habituellement ses visiteurs, à Lugano). Nettlau a enregistré (note 3814) le témoignage de Kraftchinsky, communiqué par Pierre Kropotkine, au sujet de cette visite : « Bakounine avait beaucoup impressionné Kraftchinsky, qui avait gardé de lui un profond et excellent souvenir. Son immense intelligence l'avait surtout frappé. » Ross se rendit ensuite à Genève, où il se fixa, et d'où il vint me voir [1]. Dans le *Bulletin* du 10 octobre, je publiai les lignes sui-

1. Il existe une lettre de Ross à Bakounine, du 30 septembre 1875, où il dit :

vantes : « Un de nos amis, qui a passé quelque temps chez les insurgés de l'Herzégovine, nous communique l'impression qu'il en a rapportée. Le mouvement, dit-il, a deux mobiles essentiels : le fanatisme religieux et l'amour du pillage. Les insurgés sont de véritables troupes de brigands, qui brûlent les villages et égorgent tout ce qu'ils rencontrent. C'est se faire illusion que de croire ces gens-là capables d'accomplir une révolution sérieuse. Si la population de la Serbie se mettait de la partie, ce serait différent, car il y a là des éléments socialistes. » — Quant à Kraftchinsky, je ne sais pas ce qu'il devint durant l'année qui suivit son retour de la Hertségovine. Nous le retrouverons, vers la fin de 1876 ou au commencement de 1877, dans le midi de l'Italie, où il s'était rendu avec Mme Volchovskaïa gravement malade.

Si Bakounine se croyait à la veille de sortir de la détresse financière dans laquelle il se trouvait depuis un an, et « entrevoyait les portes du paradis d'assez près », Cafiero, lui, définitivement ruiné, et ne pouvant continuer à vivre à la Baronata faute de ressources, avait été obligé de se mettre en quête d'un emploi qui lui donnât de quoi manger. En septembre 1875, il crut avoir trouvé ce qu'il lui fallait : il s'était abouché avec un photographe de Milan, qui lui promit de le prendre comme employé. En conséquence, il décida de quitter la Baronata [1] pour se rendre à Milan ; sa femme voulait, de son côté, retourner en Russie pour s'y consacrer à la propagande. Le mobilier de la Baronata, qui allait devenir ainsi en partie disponible, pouvait être utile à Bakounine pour sa villa de Lugano : on a vu que celui-ci, dès septembre 1874, s'était « entendu avec Cafiero pour lui acheter tous les meubles, ustensiles et linges de la Baronata dont il aurait besoin » (p. 235). C'est probablement cette question de mobilier, sur laquelle il était difficile de s'expliquer autrement que sur place, qui détermina Bakounine à rendre visite à Cafiero, et amena ainsi le rapprochement que tous deux souhaitaient et dont l'occasion ne s'était pas encore présentée. Quoiqu'il en soit, vers la fin de septembre, Bakounine, encouragé à cette démarche par les visites qu'il venait de recevoir successivement de Malatesta et de Ross, se rendit — seul — de Lugano à la Baronata. Il y fut reçu affectueusement par Cafiero et par sa femme (celle-ci ignorait, comme je l'ai déjà dit, le refroidissement momentané qui s'était produit entre son mari et Bakounine), et il y resta plusieurs jours. Cette visite rétablit, entre les deux amis, les relations sur l'ancien pied, et le tutoiement recommença. Sur la question du mobilier, on se mit facilement d'accord : Cafiero se réserva seulement quelques meubles, parce qu'il voulait conserver à la Baronata un pied-à-terre. Bakounine, de retour à Lugano, s'employa obligeamment à faciliter à Lipa l'obtention d'un passeport pour la Russie (lettre à Adolphe Vogt du 2 octobre 1875). Une lettre de Cafiero, du 9 octobre, commençant par « Mon cher Michel », annonce qu'il a reçu de Berne le passeport de Lipka, et que leur départ à tous deux est fixé au surlendemain ; il donne la liste des meubles qu'il pourra céder à Bakounine, et termine par ces mots : « Je t'embrasse avec Lipa et Filippo [2] ». Le 10, Cafiero et sa femme écrivent chacun à Bakounine un billet d'adieu ; celui de Lipa, en russe, très chaleureux, commence par les mots « Bien cher petit père Michel Alexandrovitch » ; voici le billet de Cafiero, en français, écrit au verso de celui de sa femme :

10 octobre.

Nous recevons, Michel, ta dernière lettre. Pourquoi me devrais-je refuser à me rencontrer avec Mme Antonie ? Au contraire, je serais bien aise,

« Demain, je vais aux Montagnes », et donne son adresse ainsi : « Alfred Andrié, monteur de boîtes, à Saint-Aubin, canton de Neuchâtel. Pour Marie. »

1. Il cherchait à vendre cette propriété. Je le mis en relation avec Claris, qui avait fondé à Genève une agence pour la vente et la location d'immeubles, et qui se chargea de lui chercher un acquéreur. Mais il ne s'en présenta point dans les trois années qui suivirent. La Baronata ne fut vendue qu'en 1879, ou même plus tard, et non pas par l'intermédiaire de Claris.

2. Filippo Mazzotti, de Bologne.

si je pouvais lui être utile à Milan. Je t'écrirai, Michel, aussitôt arrivé là-bas. Je t'embrasse, Michel, je t'embrasse bien fortement, je t'embrasse encore.

On peut deviner, par ce billet, que Bakounine avait exprimé le désir que Cafiero et sa femme lui rendissent visite à leur tour, avant de partir, et avait laissé voir qu'il craignait un refus à cause de la présence de Mme Bakounine à Lugano. La visite eut lieu. Mme Olympia Cafiero-Koutouzof m'a écrit (2 septembre 1907), en réponse à une question à ce sujet, ce qui suit :

Avant mon départ pour la Russie, nous sommes allés à pied à Lugano, Carlo et moi, avec deux ou trois amis, dont Filippo Mazzotti, faire nos adieux à Bakounine. Avant cela, Bakounine était venu passer quelques jours à la Baronata. Nos rapports étaient les meilleurs. De Lugano nous revînmes à la Baronata. Ensuite je partis pour la Russie, et Carlo m'accompagna jusqu'à Milan, où il resta.

Cafiero ne devait revenir en Suisse qu'en octobre 1876, quatre mois après la mort de Bakounine.

XIII

D'octobre à décembre 1875.

Pour l'Espagne, je ne trouve, dans ce trimestre, qu'une seule indication : il s'agit de la façon dont s'y prit le gouvernement alphonsiste pour détourner la menace d'une insurrection républicaine.

« On s'attendait en Espagne il y a quelques semaines, écrit le *Bulletin* du 17 octobre, à un mouvement républicain ; tout le pays était dans la plus grande fermentation... Comment conjurer un semblable péril ? Les conseillers d'Alphonse ont trouvé un moyen bien simple. Ils ont mis en avant la question du suffrage universel. « On a fait courir le bruit, » se sont-ils écriés, « que le gou- » vernement voulait supprimer le suffrage universel et rétablir le cens élec- » toral ; rassure-toi, peuple : le suffrage universel sera maintenu. » Et à l'ouïe de cette seule promesse, le peuple s'est apaisé, le gouvernement a pu dormir tranquille, et les quelques républicains qui ont voulu essayer quand même une levée de boucliers en Andalousie se sont trouvés complètement isolés. Voilà un nouvel exemple de ce que vaut le suffrage universel pour la liberté d'un peuple. »

D'Italie, également, les nouvelles furent rares pendant les derniers mois de 1875 ; Cafiero, qui travaillait, comme je viens de le dire, chez un photographe à Milan, cessa, durant son séjour dans cette ville, de nous envoyer des correspondances. La *Plebe*, de Bignami, se transporta, au commencement de novembre, de Lodi à Milan, et s'y transforma en un quotidien de grand format : le *Bulletin* salua avec cordialité l'agrandissement de ce journal, en souhaitant « de se trouver toujours d'accord avec lui, tant sur les principes généraux que sur les questions d'application et de pratique révolutionnaire ». Et en effet, pendant quelques mois, le directeur de la *Plebe* sembla être devenu franchement de nos amis. J'empruntai à son journal (*Bulletin* du 19 décembre) un article très décidé, intitulé *I tempi non sono maturi* (Les temps ne sont pas mûrs), qui faisait voir, disais-je, « que les idées défendues par les socialistes italiens sont bien les mêmes que les nôtres ». Cet article signalait comme les plus grands ennemis du progrès les faux libéraux, les modérés, ceux qui acceptent toutes nos idées, mais seulement comme *idées*, en répétant, pour s'opposer à toute tentative de réalisation pratique, que *les temps ne sont pas mûrs* ; et le

journaliste de la *Plebe* [1] ajoutait : « Oui, *les temps sont mûrs*. Nous le prouverons, en secouant tous ensemble nos chaînes. On entendra un grand fracas, — et alors, à ce bruit libérateur, on verra s'éclipser tous ceux qui voulaient maintenir l'humanité sous le joug, tous ceux qui prétendaient que *les temps n'étaient pas mûrs.* »

Mais l'intrigue tramée dans l'ombre, depuis quelque temps déjà, par un groupe de vaniteux mécontents, dont j'ai parlé, allait éclater au grand jour. MM. Lodovico Nabruzzi et Tito Zanardelli, alliés à B. Malon, qui déjà commençait à se poser en chef d'école [2], publièrent à Lugano, à la fin de 1875, un *Almanacco del proletario* : ils y levaient l'étendard de la discorde. Le *Bulletin*, d'une main rude, démasqua les intrigants dans l'article suivant :

« Il a paru à Lugano, sous le titre d'*Almanacco del proletario per l'anno 1876*, une brochure qui n'est qu'une machine de guerre dirigée contre l'organisation actuelle de l'Internationale en Italie. L'article principal, dû à la plume de M. L. Nabruzzi, cherche à jeter de la méfiance sur les membres les plus dévoués du parti socialiste italien, sur ceux qui ont figuré dans les procès de Florence et de Trani, ou qui sont encore dans les prisons du gouvernement à Bologne... Les hommes qui cherchent en ce moment à ruiner l'organisation du socialisme en Italie pour satisfaire de misérables rancunes personnelles sont pour nous des ennemis, et nous les traiterons comme tels. Nous avons vivement regretté de voir les noms de Malon et de Joseph Favre [3] associés à ceux de MM. Zanardelli et Nabruzzi dans l'almanach en question, et nous espérons qu'une fois la lumière faite sur l'intrigue ourdie à Lugano, ils sauront répudier toute solidarité avec de semblables manœuvres. Quant à nos amis de Belgique, dont la bonne foi a été surprise, nous les mettons en garde pour l'avenir contre les agissements de nos adversaires communs. » (*Bulletin* du 30 janvier 1876.)

Un rapport rédigé par M. Nicolas Ducarre, député républicain de Lyon, au nom d'un comité parlementaire nommé en 1872 pour faire une enquête sur la situation des employeurs et des employés, fut publié en novembre 1875. Ce rapport, qui laissait de côté l'agriculture et les professions dites libérales, constatait qu'il y avait en France, pour les mines, carrières, etc., 14.117 maîtres et 164.819 ouvriers ; pour les grandes usines, manufactures et ateliers, 183.227 maîtres et 1.420.006 ouvriers ; pour la petite industrie, 596.776 patrons et 1.060.144 ouvriers. La loi de 1791 qui défendait toute espèce d'entente et d'action collective, tant aux maîtres qu'aux ouvriers, avait été maintenue jusqu'en 1868. A cette époque, la loi Emile Ollivier avait autorisé les employeurs et les ouvriers à former des syndicats. A Paris, « les premiers, dit M. Ducarre, ont formé environ cent chambres syndicales avec un comité central, et ont dans la presse un organe spécial ; mais les soixante ou quatre-vingts chambres syndicales ouvrières n'ont pas encore été autorisées à former un comité central ». M. Ducarre nie qu'il existe un antagonisme entre les intérêts des salariés et ceux des employeurs : « Le comité a vainement cherché, sans le trouver, cet état d'hostilité permanente affirmé par les partisans du rétablissement des corporations » (c'est-à-dire par les partisans des syndicats ouvriers). Il ne faut pas, ajoute-t-il, que les salariés prétendent interposer des groupements professionnels entre eux et leurs patrons, car « les manufacturiers ont unanimement déclaré que tout syndicat ou tout autre intermédiaire empêcherait l'entente en-

1. C'était peut-être Cafiero lui-même qui avait écrit cet article, car la *Plebe* recevait de toutes mains.

2. Malon avait publié chez Le Chevalier, à Paris, un *Exposé des écoles socialistes françaises*, et il devait publier en 1876 à Lugano, chez Ajani et Berra, une *Histoire critique de l'économie politique*. Il avait offert sa collaboration au *Mirabeau*, de Verviers, qui l'avait acceptée, et il allait essayer de faire de ce journal l'instrument de ses ambitions et de ses rancunes.

3. Joseph Favre était un cuisinier français, un peu toqué, qui se trouvait à ce moment attaché comme chef à un hôtel de Lugano, et qui se fit, pendant un temps, l'inséparable suivant de Malon.

tre les employeurs et les employés et accroîtrait la défiance et les préjugés mutuels ». La solution de toutes les difficultés sociales se trouve dans la *liberté*, — bien entendu, dans ce genre de « liberté » qui ne peut profiter qu'au patron. « Est-il possible de régler le travail sans arrêter immédiatement la science, le progrès, les perfectionnements et les découvertes ? En présence de notre histoire industrielle de quinze siècles, votre comité répond : Non... La *liberté du travail* laisse à tous les citoyens français, ouvriers ou maîtres, le pouvoir de régler leurs relations de métier comme il leur plaît. Elle défend à toute collectivité, quels que soient son nom, sa forme, son origine, de se substituer (!!) à leur initiative personnelle. Les lois... doivent respecter par-dessus tout la liberté individuelle absolue du travail. »

Telles étaient les conceptions économiques des législateurs républicains de 1875.

Le *Bulletin* du 28 novembre reproduisit un récit de la mort de Flourens, d'après une lettre écrite de Nouvelle-Calédonie par Amilcare Cipriani [1] à Bignami ; celui-ci l'avait communiquée à Malon, qui la publia dans le *Mirabeau*. Le récit de Cipriani rectifiait les versions erronées, publiées antérieurement, des divers incidents qui accompagnèrent l'assassinat de Flourens par le capitaine de gendarmerie Desmarets.

Il y eut, dans les derniers jours de 1875, une polémique, dans le *Bulletin*, entre le « général » Cluseret, qui habitait Genève, et Gustave Lefrançais. Celui-ci nous avait écrit une lettre, que je publiai (n° 48) sans signature, où il mettait en doute la sincérité du socialisme de « l'illustre général ». Cluseret répondit (n° 50) : « En ce qui concerne mes convictions socialistes, elles sont, j'en suis sûr, un peu plus solides et un peu plus éprouvées que celles de votre correspondant anonyme » ; ce à quoi je répliquai : « Notre correspondant est un socialiste éprouvé, dont les convictions datent de juin 1848, c'est-à-dire d'une époque où le citoyen Cluseret, à la tête du 23e bataillon de la garde mobile, enlevait aux insurgés onze barricades et trois drapeaux et gagnait à cet exploit la croix d'honneur ». Lefrançais nous écrivit une seconde lettre, qui parut signée de son nom, où il insistait et précisait (n° 51). Cluseret, à son tour, reprit la plume (n° 3 de 1876), et voulut justifier sa conduite en juin ; à propos des actes d'un membre de la Commune, qu'il critiquait, il écrivit : « Ceci est un peu plus grave que de tirer sur des *bonapartistes* en juin 1848 ». Ce mot mit fin à la polémique ; pour se blanchir, Cluseret accusait de bonapartisme les prolétaires parisiens massacrés par lui et ses pareils : il était jugé.

En Belgique, l'organisation commencée parmi les mineurs des environs de Liège par la Section internationale de cette ville se complétait, et dans un congrès, le 14 novembre, fut constituée la fédération des mineurs du bassin de Seraing.

Comme moyen de propagande socialiste, les Belges eurent recours, ainsi que nous l'avions fait, à l'almanach : les Flamands publièrent à Gand *De Vlaamsche Lantaarn* (la Lanterne flamande) ; les Wallons, à Liège, l'*Almanach socialiste* [2]. En même temps, César De Paepe commençait, sous les auspices de la Chambre du travail de Bruxelles, une série de conférences sur l'économie

1. Amilcare Cipriani, né à Rimini en 1844, avait pris part à la campagne de Sicile avec Garibaldi en 1860. En septembre 1864, il se trouvait de passage à Londres, venant d'Egypte, et assista au meeting de Saint Martin's Hall où fut décidée la création de l'Internationale (je prends ce renseignement dans une lettre que Cipriani m'a écrite le 7 décembre 1907). Retourné ensuite en Egypte, il y fonda, à Alexandrie, une section de l'Association. En 1866, il était en Crète avec Flourens ; en 1870, à Paris, il militait dans les rangs des internationaux. On sait qu'il accompagnait Flourens à la sortie du 3 avril 1871 ; fait prisonnier, il fut condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée.

2. Cet almanach était édité par la rédaction de l'*Ami du Peuple*. Il contenait des articles et des poésies de De Paepe, de Prosper Voglet, d'Eug. Chatelain, de Delesalle (le beau-père de P. Robin), de Victor Mathaiwe, et de P. Robin (qui signait de l'anagramme *Bripon*).

sociale, et un journal hebdomadaire, l'*Economie sociale*, se fondait pour en publier le compte-rendu.

A Noël eut lieu à Verviers le Congrès de la Fédération belge. Ainsi qu'il avait été décidé en mai au Congrès de Jemappes, le Conseil régional fut placé pour 1876 à Anvers, et la Fédération eut désormais deux organes officiels, le *Werker* (en flamand) à Anvers et le *Mirabeau* à Verviers.

En Grande-Bretagne, le huitième Congrès des Trade Unions se réunit du 11 au 16 octobre à Glasgow (Ecosse) ; notre correspondant (P. Robin) signala l'optimisme étonnant du secrétaire du Comité parlementaire : ce fonctionnaire avait osé dire que, grâce aux récents travaux du Parlement, les ouvriers n'étaient plus soumis à un code exceptionnel, et que *l'œuvre de l'émancipation était pleine et complète*, — phrase qui ne laissa pas de soulever des protestations : un des cinq ébénistes qui avaient fait un mois de prison déclara tenir de bonne source qu'il pourrait être enfermé pour le même motif aussi bien sous la nouvelle loi que sous l'ancienne. M. Macdonald, député ouvrier, essaya, dans un toast porté au banquet, de justifier l'existence de la Chambre des lords, ce qui provoqua des éclats de rire ironiques ; mais quant à la Chambre des Communes, le Congrès, la jugeant un instrument utile à employer, vota une résolution disant qu'il était du devoir des Trade Unions de saisir toute occasion d'envoyer au Parlement des hommes de leur classe.

En Allemagne, à signaler des perquisitions à Berlin chez divers socialistes, et un grand discours de Liebknecht au Reichstag, disant que les triomphes militaires et diplomatiques remportés par les hommes d'Etat allemands avaient abouti au plus lamentable fiasco, et placé l'Allemagne dans la situation la plus précaire et la plus embarrassée où elle se fût jamais trouvée. Le *Bulletin* ne ménagea pas les éloges à ce discours, « où la politique bismarckienne était flagellée de main de maître ».

En Autriche, seize ouvriers qui, pour avoir pris part au Congrès socialiste de Marchegg, avaient été poursuivis sous l'inculpation de participation à une société secrète, furent acquittés (octobre) par le tribunal de Brünn. A Gratz, le Dr Tauchinsky et quelques autres socialistes, inculpés de haute trahison, furent condamnés (décembre) à des peines légères, après des débats qui montrèrent en Tauchinsky un intrigant, qui avait cherché à entrer en relations avec le comte Hohenwart, chef du parti clérical : « Tauchinsky — écrivit la *Tagwacht* — n'est plus pour le socialisme qu'un homme mort, tout comme Oberwinder[1], qui avait voulu, lui, vendre les ouvriers aux libéraux. Les intrigues au moyen desquelles toute sorte de coquins ont réussi depuis des années à égarer les crédules et confiants ouvriers de l'Autriche sont un triste exemple de la corruption qui règne dans ce pays, où un grand et beau mouvement ouvrier s'est trouvé trahi et paralysé par des gredins. »

En Danemark, les membres de vingt-sept associations ouvrières de Copenhague, émus des souffrances endurées par les déportés de la Commune en Nouvelle-Calédonie, voulurent essayer d'intervenir en leur faveur : ils adressèrent, le 30 septembre, au ministre de France en Danemark une « protestation énergique et indignée contre la manière révoltante dont la France traite ces malheureux prisonniers », en lui demandant de la faire parvenir à son gouvernement. Si l'on pouvait critiquer le mode employé pour cette démarche, le sentiment qui l'avait dictée faisait honneur aux ouvriers danois, et le *Bulletin* (7 novembre) publia in-extenso leur protestation.

En Grèce, un journal socialiste, l'*Ergatis* (Ἐργάτης, le Travailleur), rédigé par P. Panas, venait de voir le jour à Athènes (décembre). Quoique ce journal fût d'un socialisme encore très hésitant, et parût préoccupé surtout de questions parlementaires, le *Bulletin* lui adressa un souhait de bienvenue et accepta de faire l'échange avec lui.

1. Le héros du Congrès marxiste de Genève de 1873.

Une lettre de notre correspondant russe (*Bulletin* du 14 novembre) disait que le procès-monstre annoncé par les journaux n'aurait probablement pas lieu, et que le gouvernement enverrait tout simplement les détenus en exil par décision administrative. Il ajoutait, après avoir rapporté le suicide d'un prisonnier politique, des réflexions sur la transformation qui lui paraissait nécessaire dans la tactique des révolutionnaires :

« Le gouvernement russe — disait-il — est impitoyable à l'égard de ses adversaires : les socialistes russes le doivent être de même à l'égard de ce gouvernement. Tant qu'ils se borneront à faire simplement de la propagande, leur cause ne gagnera rien ou peu de chose ; et je vais montrer que se cantonner exclusivement sur ce terrain, c'est faire un mauvais calcul. En effet : le propagandiste russe doit être nécessairement un homme très audacieux, car faire de la propagande socialiste en Russie, c'est bien autre chose que de la faire en Suisse, en Belgique ou en Allemagne : en Russie, on risque d'être envoyé pour une dizaine d'années aux travaux forcés ou de périr dans un cachot. Le propagandiste russe ne peut donc manquer d'audace : et alors, pourquoi se bornerait-il à la propagande ? On arrivera nécessairement, si l'on n'est pas déjà arrivé, à se poser cette question ; et on la résoudra dans ce sens qu'il faut venir en aide à toutes les grèves et émeutes, les provoquer même, et cela *à main armée*. Mourir en défendant ses idées vaut dans tous les cas mieux que de se suicider dans une cellule par suite de mauvais traitements. »

Ce raisonnement devait conduire bientôt à l'idée de ce qu'on a appelé la « propagande par le fait », et, plus tard, à celle des représailles, des actes de terrorisme, qui devait prendre corps en 1879 par l'organisation du célèbre « Comité exécutif ».

Une correspondance d'Irkoutsk insérée en décembre dans le journal *Vpered*, de Londres, et reproduite par le *Bulletin*, raconte une tentative faite pour faire évader Tchernychevsky. Un inconnu se présenta à l'*ispravnik* de Vilnisk, et lui présenta un ordre écrit du chef de la gendarmerie d'avoir à remettre au porteur la personne de Tchernychevsky pour le transfert du condamné à Blagovestchensk. L'ispravnik eut de la méfiance, et envoya l'inconnu au gouverneur de Iakoutsk, accompagné de deux cosaques ; chemin faisant, l'inconnu tua l'un de ses gardes et blessa l'autre, mais, ne connaissant pas les chemins du pays, il tomba entre les mains de l'autorité, qui l'envoya prisonnier à Saint-Pétersbourg. C'était Mychkine, qui devait figurer en 1877 dans le procès des Cent-quatre-vingt-treize.

Nous reçûmes, en décembre, de Smédérévo (Semendria), en Serbie, un journal intitulé *Narodna Vola* (la Volonté du peuple), et ensuite une lettre qui nous demandait de prier divers organes de l'Internationale de faire l'échange avec ce journal : « Aidez-nous, frères, disait-elle, par votre concours moral, à marcher dans cette voie qui mène au triomphe de notre cause commune ». Le *Bulletin* publia la lettre.

A l'autre bout du monde, en des pays avec lesquels nous n'avions eu jusqu'alors aucun rapport, se révélait à nous l'existence de mouvements socialistes déjà anciens, dont les militants demandaient à entrer en relations avec nous. Du Mexique nous arrivait un journal hebdomadaire, le *Socialista*, qui en était à sa cinquième année de publication et tirait à 3400 exemplaires. Dans ce journal, nous lisions un appel d'une Section de l'Internationale fondée à Montevidéo (Uruguay), engageant les ouvriers de cette ville à entrer dans notre Association. Nous ne manquâmes pas de nous mettre en correspondance avec les socialistes mexicains et avec ceux de l'Uruguay.

A Montréal (Canada), il y eut le 17 décembre, devant l'hôtel de ville, une grande manifestation d'ouvriers sans travail ; le maire congédia les manifestants avec des assurances de sympathie. Le lendemain les affamés revinrent, réclamant autre chose que des paroles : la police les chargea à coups de casse-têtes, fit de nombreuses arrestations, et dispersa la foule. (*Bulletin* du 23 janvier 1876.)

Les élections au Conseil national suisse devaient avoir lieu le 31 octobre 1875, et l'*Arbeiterbund* avait chaleureusement engagé les ouvriers suisses à faire tous leurs efforts pour assurer le triomphe de candidats disposés à élaborer une bonne loi sur les fabriques. Dans son numéro du 3 octobre 1875, le *Bulletin* exposa en ces termes notre point de vue :

Pour nous, notre ligne de conduite est bien plus simple et plus réellement *pratique*. Nous n'attendons *rien* des prétendues réformes que daignerait nous octroyer une assemblée législative bourgeoise ; nous attendons *tout* du mouvement révolutionnaire qui, dans un avenir plus ou moins prochain, soulèvera l'Europe et balaiera ses vieilles institutions. Nous ne pensons pas toutefois, comme nous le font dire ceux qui diffèrent d'opinion avec nous sur ce sujet, que les révolutions *s'improvisent* ; nous savons qu'elles veulent être *préparées*, et qu'il faut que le peuple soit disposé à les comprendre et à les accepter. Mais c'est justement parce que nous voulons *préparer* la révolution que, dès à présent, nous cherchons à éclairer le peuple sur le vide et le charlatanisme des institutions parlementaires, et que nous disons aux ouvriers : « Groupez-vous pour devenir une force. Ne formez pas des associations destinées à faire de la *politique électorale* ; elles ne peuvent servir qu'à élever au pouvoir quelques ambitieux. Formez des sociétés de métier, des sociétés de résistance, associez ensemble vos intérêts de travailleurs ; en vous organisant ainsi pour la lutte économique, vous créerez l'armée de la future Révolution. »

Le 24 octobre, le *Bulletin* expliqua une fois de plus pourquoi l'Internationale n'avait pas de candidats : « Personne n'est assez insensé pour se figurer que l'Assemblée législative de la Suisse aurait le pouvoir de transformer la société bourgeoise en une société égalitaire » ; mais beaucoup d'ouvriers très sérieux croient que s'ils avaient des représentants au parlement, ces députés pourraient faire de la propagande et contribuer à répandre dans le peuple les bons principes. « Si nous pensions », répondait à cela le *Bulletin*, « que la présence d'un socialiste dans un Conseil délibérant eût quelque utilité pour la propagande, nous n'hésiterions pas à faire tous nos efforts pour arriver à faire élire quelques candidats ouvriers. » Seulement, ce mode de propagande est impossible, ou bien il serait illusoire et inefficace, du moins en Suisse : « La propagande se fait d'une manière infiniment plus fructueuse au moyen de la presse, des conférences, des brochures, des assemblées populaires, des congrès, des réunions de sociétés, etc., et c'est à ce moyen-là que nous voulons continuer à consacrer tous nos efforts ».

Après cet exposé de notre tactique, le *Bulletin* ajoutait :

Du reste, l'opinion que nous venons d'exprimer au sujet des candidatures socialistes n'est pas un article de foi. Nous admettons parfaitement bien qu'un socialiste puisse penser autrement que nous à cet égard. Ceux des ouvriers qui ont encore envie d'aller voter, et qui, malgré nos arguments, croient bien faire en agissant ainsi, peuvent suivre la ligne de conduite qu'ils jugent la meilleure, sans que nous songions à les en blâmer. Les socialistes d'Allemagne, par exemple, utilisent les élections comme moyen d'agitation ; ils ont réussi à élire au Reichstag cinq ou six des leurs, et ceux-ci, grâce à la situation politique de l'Allemagne, qui est bien différente de celle de Suisse française, peuvent profiter des débats du Reichstag pour remuer profondément l'opinion populaire. Les socialistes allemands ont raison de faire ce qu'ils font, tant que la situation politique de l'Allemagne sera ce

qu'elle est ; *et, à leur place, nous agirions de même*. Mais aussi — sans pour cela regarder comme des faux-frères ceux qui diffèrent de nous sur ce point — nous pensons que tout socialiste qui aura habité pendant quelques années la Suisse française, et qui en connaîtra l'esprit et les traditions politiques, aboutira comme nous à la conviction que la participation à la lutte électorale, dans le but de faire élire des candidats socialistes, non-seulement serait du temps perdu, mais encore serait une tactique mauvaise, qui ferait reculer chez nous la cause du travail au lieu de la faire avancer.

Huit jours après les élections, notre organe disait :

A Zürich, les socialistes s'étaient unis au parti bourgeois appelé *démocratique*, et cette coalition portait dans le 1er arrondissement (ville de Zürich) une liste mixte, où figuraient trois démocrates et deux socialistes, membres de l'*Arbeiterbund* (Karl Bürkly et le mécanicien Morf). Cette liste est restée en minorité, et celle du parti conservateur a passé. C'était la seule circonscription électorale en Suisse où fussent portés des candidats socialistes. Il n'y aura donc, cette fois encore, point de *députés ouvriers* au Conseil national. Ce n'est pas nous qui en pleurerons.

La *Tagwacht*, elle, constata avec chagrin l'indifférence des ouvriers zuricois au sujet des élections : « Quelques membres isolés ont bravement fait leur devoir, mais la masse est restée inerte et indifférente. L'assemblée ouvrière convoquée la veille de l'élection a réuni si peu de monde, qu'il s'y trouvait à peine une *cinquantaine* d'électeurs ! Le résultat naturel d'une pareille attitude, c'est que la liste démocratique qui portait les deux candidats socialistes est restée en minorité. » A cette jérémiade le *Bulletin* répondit (21 novembre) :

L'indifférence que les travailleurs témoignent, de votre propre aveu, pour les questions électorales, n'est-elle pas justement un indice que votre tactique n'est pas la bonne, amis zuricois, et qu'il vaudrait mieux renoncer à vouloir intéresser les ouvriers à des candidatures dont ils ne se soucient pas ? N'y a-t-il pas d'autres moyens, bien plus puissants, de faire de l'agitation et de la propagande ? les meetings d'indignation contre les massacres d'ouvriers, les grèves héroïquement soutenues, ces choses-là ne parlent-elles pas bien plus au cœur du peuple travailleur qu'une élection politique? Réfléchissez-y ; et, si vous connaissez l'histoire du mouvement ouvrier à Genève, comparez ce qu'il était en 1868 et 1869, où on faisait des grèves et des meetings, mais pas — ou presque pas — de politique électorale, avec ce qu'il est devenu aujourd'hui, où on fait de la politique électorale, mais où il n'y a plus ni meetings ni grèves.

La *Tagwacht* s'occupa, dans la première semaine de novembre, de l'appel de la Fédération des graveurs et guillocheurs (voir p. 298), et tout ce qu'elle trouva à dire à ce sujet fut ceci : « Pour nous, nous ne connaissons point d'autre moyen qu'une propagande infatigable au sein du peuple travailleur, afin que le nombre de ceux qui se laisseraient employer contre leurs frères en grève diminue de plus en plus ». Le *Bulletin* (14 novembre) fit remarquer que l'observation de la *Tagwacht* ne répondait pas du tout à la question posée :

Il existe, dès à présent, des groupes assez nombreux d'ouvriers suisses qui sont fermement résolus à ne pas « se laisser employer contre leurs frères en grève », et qui n'ont plus besoin qu'on leur fasse de la propagande pour leur démontrer que les travailleurs ne doivent pas se fusiller entre

eux. Mais ces groupes-là ont besoin de se concerter pour savoir *quelles mesures pratiques ils auraient à prendre* dans le cas où leurs membres se verraient appelés au service militaire pour marcher contre des grévistes.

Le Comité central de l'*Arbeiterbund*, fort ennuyé et ne sachant encore quelle attitude il adopterait, renonça pour une fois à son rôle de directeur et résolut de se borner à transmettre l'appel aux sections de l'association. Mais un de ses membres, plus décidé, le relieur Auguste Herter, à Veltheim, près Winterthour, adressa en son nom personnel au Comité central des graveurs et guillocheurs une lettre (21 novembre) où il disait : « Amis, vous avez bien fait de lancer votre appel... Oui, il ne suffit pas de protester, il faut agir... A l'arrivée de la nouvelle de Göschenen, j'étais sur le point de ramasser mon uniforme, de le porter à Berne, et d'aller le jeter aux pieds du Conseil fédéral en disant : « Te- » nez! pour un honnête homme il est honteux de porter l'uniforme suisse! » Voilà ce qu'il faudra faire; mais pour cela il faudra se coaliser, le plus nombreux et le plus fermes que possible. » (*Bulletin* du 19 décembre.) — Il y avait donc, dans la Suisse allemande, des hommes énergiques qui nous tendaient la main pour l'action.

Un nouvel incident, survenu à Wohlen (Argovie) le 12 décembre, montra que « l'intervention de l'armée dans les débats entre les ouvriers et les entrepreneurs paraissait être entrée dans les habitudes et acceptée par l'opinion publique » : des ouvriers italiens, occupés à des travaux de chemin de fer, avaient réclamé contre une diminution de salaire, et aussitôt un détachement de troupes avait été mis sur pied. Il n'y eut pas, cette fois, de sang versé : mais quelques-uns des « meneurs » furent arrêtés, et conduits, menottés, à la prison de Bremgarten.

Dans le courant de novembre fut publié le texte du projet de loi sur les fabriques. L'*Arbeiterbund* et le *Grütli* prirent l'initiative d'une pétition à adresser aux Chambres pour l'incription dans ce projet de la journée normale de dix heures, et de quelques autres points. Le *Volksverein*, association radicale, s'associa au pétitionnement, et la presse, la radicale comme l'ultramontaine, fit campagne en faveur du projet. L'Internationale resta sceptique.

En ce qui concerne la vie intérieure des Sections jurassiennes, il faut citer la réunion tenue à Bienne le dimanche 3 octobre, réunion analogue à celles qui avaient eu lieu antérieurement à Fontaines, à Saint-Imier et à Berne en 1874. « Ce fut, dit le *Bulletin*, une bonne journée pour l'Internationale. Le dimanche matin, le chemin de fer amena de tous les côtés des membres de la Fédération jurassienne, désireux de faire ou de renouveler connaissance : Berne, Fribourg, Neuchâtel, le Locle, la Chaux-de-Fonds, Sonvillier, Saint-Imier, Corgémont, et même Porrentruy et Bâle, avaient fourni leur contingent. » Le succès du meeting public nous valut des attaques furieuses de la part de la presse bernoise : Brousse fut particulièrement en butte aux injures et aux dénonciations d'une feuille appelée *Intelligenzblatt der Stadt Bern* : heureusement pour lui, le professeur Schwarzenbach, directeur du laboratoire de chimie de l'université, auquel il était attaché comme assistant, avait des relations personnelles avec son collègue de la faculté de Montpellier, le professeur Brousse père, ensorte que le jeune assistant ne fut pas inquiété. — Le 30 octobre, il y eut assemblée familière, à Berne, de membres des Sections de Berne, Bienne, Sonvillier, d'une Section en formation à Bâle, et d'une Section récemment formée à Soleure. Comme on le voit, nos idées gagnaient du terrain, et des groupes nouveaux venaient à nous. Même au delà des Alpes, dans le Tessin, une Section fondée à Lugano, en décembre, par quelques Italiens et quelques Tessinois, nous annonça son adhésion à la Fédération jurassienne [1]. — A Genève, par contre, le terrain n'était décidément pas fa-

1. On voit par les procès-verbaux du Comité fédéral jurassien, auquel la Section de Lugano envoya ses cotisations (30 juillet 1876), qu'elle comptait douze membres.

vorable ; on lit dans le *Bulletin* du 31 octobre : « Un ouvrier de Genève, qui vient de rentrer dans sa ville natale après une absence de plusieurs années, nous écrit ce qui suit : A mon arrivée, j'ai été vraiment écœuré en entendant les conversations de presque tous les ouvriers d'ici : on n'entend plus parler que de militaire et de questions religieuses ; de questions sociales, absence complète. Cette centralisation à laquelle on travaille fait de la Suisse une petite Prusse avec son chauvinisme ; c'est vraiment désolant que les ouvriers genevois, assez intelligents de nature, soient tombés si naïvement dans le piège tendu par la bourgeoisie. Je ne sais pas comment cela se passe ailleurs, mais ici le tour est joué... Les ouvriers libres-penseurs vont maintenant à la messe du curé *libéral*, pour appuyer soi-disant le mouvement progressiste ; quelques-uns ont eu la simplicité de me proposer d'y aller avec eux : vous pouvez penser si je les ai bien reçus ! »

Nous organisâmes, pour l'hiver 1875-1876, une campagne de conférences, à Neuchâtel, à Berne, à Fribourg, au Val de Saint-Imier. Et à cette occasion, un rapprochement se fit entre les Jurassiens et la Section du propagande de Genève : celle-ci adressa un appel à quelques-uns d'entre nous, qui allèrent donner à Genève quelques conférences [1], avec l'espoir de créer de nouveau dans cette ville une agitation socialiste ; et, en retour, Lefrançais et Joukovsky vinrent à Berne, à Neuchâtel, à Saint-Imier, parler, le premier, de la « propriété collective », le second de « l'Etat ».

Le *Bulletin* du 3 octobre annonça que la seconde série de mes *Esquisses historiques* était sous presse, et en publia quelques pages (sur la philosophie grecque) ; le petit volume parut à la fin de novembre.

Nous ne continuâmes pas la publication de l'*Almanach du peuple*, qui avait été poursuivie pendant cinq années ; l'*Almanach socialiste* qu'entreprenaient nos amis de la rédaction de l'*Ami du peuple*, à Liège, nous parut de nature à le remplacer.

A partir du 1er décembre, l'administration du *Bulletin* fut transférée à la Chaux-de-Fonds, parce que François Floquet, qui, depuis deux ans et demi, était chargé des fonctions d'administrateur, avait dû quitter le Locle, où il n'avait plus de travail, pour aller habiter la Chaux-de-Fonds. En outre, l'atelier coopératif des graveurs et guillocheurs avait été définitivement transporté, en novembre 1875, du Locle à la Chaux-de-Fonds : ensorte que, le Locle s'étant vu privé successivement de ses militants les plus actifs, il ne s'y trouva plus, à partir de la fin de 1875, assez de socialistes indépendants et combatifs pour continuer à y maintenir une Section de l'Internationale.

Dans son dernier numéro de 1875, qui terminait la quatrième année de son existence, le *Bulletin* publia un article-programme, où nous déclarions — contrairement à l'avis de ceux qui se tenaient éloignés des sociétés ouvrières sous le prétexte qu'elles étaient impuissantes à rien réaliser de pratique — que, « au moyen d'organisations *franchement ouvrières*, ne voulant que la satisfaction des intérêts du travail, et sachant séparer leur cause de celle des partis politiques bourgeois, il était possible de *faire quelque chose* » ; et nous le prouvions en ces termes :

Ouvriers, si vous vouliez !

Supposons deux mille ouvriers de la Chaux-de-Fonds organisés par corps de métier et reliés par la fédération locale, décidés à ne vouloir que ce qui est dans l'intérêt réel de la population ouvrière et à n'agir que conformément à cet intérêt. Premier résultat pratique : Constitution positive du parti ouvrier de la Chaux-de-Fonds, et abandon, par deux

1. Je me rappelle avoir fait à Genève, cet hiver-là, sur l'invitation de la Section de propagande, une conférence sur l'impôt.

mille ouvriers, de tous les autres partis : par conséquent, affaiblissement important des forces de l'ennemi.

... Alors, les sociétés de métier et la fédération locale peuvent commencer à organiser toutes les institutions, favorables aux ouvriers, qu'il est possible de créer dans les conditions actuelles.

Autre conséquence morale positive : les ouvriers n'auront plus cette crainte de déplaire au patron, qui en paralyse un si grand nombre aujourd'hui ; en effet, ils se sentiront tous individuellement appuyés par une masse bien organisée.

Les institutions qu'il est possible aux ouvriers ainsi groupés d'organiser sont nombreuses. En voici quelques-unes : création d'une caisse de résistance dans chaque métier, et organisation solidaire fédérative de la résistance; — création d'une assurance mutuelle générale pour les cas de maladie et de chômage ; — institution d'un bureau général de renseignements et de statistique... ; — institution d'un fonds volontaire de solidarité... ; — organisation du crédit solidaire, mutuel et fédéral, dans le but d'utiliser toutes les ressources financières des sections et de la fédération pour le développement des entreprises ; — institution, dans les principaux quartiers, de magasins de la fédération... ; — institution d'ateliers placés sous la surveillance des sociétés de métier ou de la fédération, et leur appartenant ; — création d'un dépôt d'ouvrages socialistes, scientifiques et littéraires,... organisation d'une bibliothèque générale, de conférences publiques régulières, de séances familières de lecture et de discussion, de soirées populaires, etc....

Une pareille organisation et une telle action transformeraient la population ouvrière d'un centre industriel comme la Chaux-de-Fonds en une véritable puissance, et toutes les calomnies bourgeoises, les manœuvres réactionnaires, les craintes des timides, disparaîtraient devant la grandeur d'une agitation populaire permanente. Les idées, les habitudes, les mœurs se transformeraient ; la vie dans l'atelier, dans les familles, dans la rue, dans l'assemblée, deviendrait le miroir pratique du principe d'émancipation du travail.

Lorsque les ouvriers des localités avoisinantes, visitant la Chaux-de-Fonds, y verraient fonctionner les institutions ouvrières dont nous venons de parler, ils s'en retourneraient avec le désir de réaliser aussi chez eux quelque chose dans ce sens. L'idée gagnerait du terrain et bientôt nos localités industrielles constitueraient un puissant réseau d'organisations ouvrières. Cette propagande au dehors pourrait être immensément favorisée par des courses en masses. On ne se prive nullement aujourd'hui de promenades ; seulement chacun tire de son côté. Pourquoi les deux mille ouvriers organisés de la Chaux-de-Fonds ne se rendraient-ils pas un jour, en masse, dans les Franches-Montagnes ultramontaines [1], dans le Val de Saint-Imier libéral, au Locle, au Val de Ruz, pour aller démontrer aux populations de ces localités qu'elles ont à satisfaire à des intérêts supérieurs à ceux des vieux partis politiques, et que, par l'union et l'action,

1. District catholique du Jura bernois, qui a pour chef-lieu Saignelégier.

on peut travailler au bien-être moral et matériel du peuple ouvrier [1] ?

Ce sera une première étape dans la voie de l'émancipation du travail. En franchissant celle-ci, nous serons mieux préparés à continuer notre marche sur la route inévitable de la révolution sociale.

Aux minorités qui sont sur la brèche à agir dans ce sens.

Après le départ de Cafiero de la Baronata, Filippo Mazzotti et sa femme Marietta s'étaient établis à Lugano ; là, ils devinrent pour Bakounine des familiers toujours prêts à se dévouer à son service. Avec eux, d'autres ouvriers italiens, comme le cordonnier Santandrea, d'Imola, le barbier Getti, d'Ancône, tout un petit groupe d'humbles et fervents admirateurs, avaient entouré de leurs soins et de leur affection le vieux révolutionnaire fatigué, qui trouvait dans leur société l'oubli momentané de ses maux et de ses dégoûts, et se réchauffait à la flamme que lui-même avait allumée en eux.

« Tous les soirs — raconte Mme A. Bauler [2] — Andrea Santandrea venait à la villa pour aider Michel Alexandrovitch à se mettre au lit, et, après avoir fait le nécessaire, restait auprès de lui jusqu'à une heure très avancée de la nuit. C'était Filippo Mazzotti qui venait le matin... Je n'ai jamais vu, ni avant ni depuis, un attachement aussi enthousiaste et aussi désintéressé.

« Je me rappelle certains dimanches où ces ouvriers étaient rassemblés dans la chambre de Bakounine. Santandrea se tenait immobile, les deux coudes sur la table, sa tête de patricien romain appuyée sur ses bras croisés ; ses grands yeux noirs regardaient, extatiques, la bouche de Bakounine qui parlait. Mazzotti, plus expansif, plus vif et plus naïf, souriait, acquiesçait, hochait la tête, ou regardait avec une expression de tristesse de mon côté, me plaignant évidemment de ne pouvoir comprendre la grande parole. Et Bakounine fumait cigarette sur cigarette, buvait par gorgées du thé dans une tasse énorme, et parlait en italien longuement. Quelquefois un auditeur risquait une objection. Alors Santandrea et Mazzotti expliquaient et cherchaient à persuader, en s'interrompant l'un l'autre, tandis que Bakounine écoutait, faisait des signes de tête approbatifs, ajoutait un mot par ci par là. Au commencement, vu mon ignorance de la langue italienne, je ne comprenais même pas le sens général de la conversation : mais, en observant les visages des assistants, j'avais l'impression qu'il s'accomplissait là quelque chose d'extraordinairement grave et solennel. L'atmosphère de ces entretiens me pénétrait, il se créait en moi un état d'âme que je voudrais appeler, faute d'autre expression, un « état de grâce » : la foi croissait, les doutes s'évanouissaient. La valeur de Bakounine se précisait pour moi, sa personnalité grandissait. Je voyais que sa force était dans le pouvoir de prendre possession des âmes humaines. Sans aucun doute, tous ces hommes qui l'écoutaient étaient prêts à tout à sa moindre parole. Je pouvais me représenter un autre milieu moins intime, une grande foule, et je comprenais que l'influence de Bakounine y serait identique. Seulement l'enthousiasme, ici doux et intérieur, deviendrait incomparablement plus intense, l'atmosphère plus orageuse, par la contagion mutuelle des humains dans une foule.

« Au fond, en quoi consistait le charme de Bakounine ? Je crois qu'il est impossible de le définir exactement. Ce n'est pas par la force de persuasion qu'il agissait, ce n'est pas sa pensée qui éveillait la pensée des autres ; mais il soulevait tout cœur rebelle, il y éveillait une colère « élémentaire » (*stikhiinaïa*). Et cette colère éblouissait par la beauté, devenait créatrice, et montrait à la soif exaltée de justice et de bonheur une issue, une possibilité d'accomplissement. *Die Lust der Zerstörung ist zugleich eine schaffende Lust* [3], a répété Bakounine jusqu'à la fin de sa vie.

1. Voilà l'idée qui devait s'appeler bientôt la « propagande par le fait », adaptée aux conditions spéciales des populations jurassiennes.

2. Dans ses souvenirs publiés par la revue *Byloé*.

3. « Le désir de la destruction est en même temps un désir créateur. » Cette

« En observant les relations de Michel Alexandrovitch avec les gens du peuple, j'étais de plus en plus émerveillée. Souvent, dans nos longues conversations en tête à tête, il m'avait exposé ses idées philosophiques, et, comme s'il eût voulu faire une analyse rétrospective de l'ensemble de ses vues, il parlait du hegelianisme, en le réfutant avec une logique serrée. Ce n'était que par un effort d'attention soutenu que je pouvais suivre ses raisonnements ; et sa lumineuse pensée m'étonnait alors par l'originalité et la hardiesse des déductions. Mais quand je voyais avec quelle facilité il entrait en communication intellectuelle avec des illettrés, appartenant à une autre classe, à une autre race, mon étonnement devenait plus grand encore. Malgré la simplicité extrême de sa vie, Bakounine était resté des pieds à la tête un « barine [1] » russe. Et néanmoins, avec les ouvriers il était sur un pied de familière égalité, bien plus qu'un Malon, par exemple, qui pourtant était fils d'un paysan. Je sentais toujours, dans les relations des communards de Lugano avec les ouvriers, ou de la condescendance, ou un peu de flatterie. Entre les ouvriers et Bakounine il n'y avait que de la simple amitié, et cela sans le moindre effort. Il pouvait crier en faisant une réprimande à Filippo ou à Andrea comme s'ils eussent été des gamins ; il pouvait les tenir sous la fascination de ses idées ; et il pouvait également parler longuement avec eux de leurs petites affaires, leur raconter ou leur faire raconter les cancans du parti ou de la ville, plaisanter avec eux et rire de leurs plaisanteries. Cela m'étonnait alors : depuis, je suis arrivée à cette conclusion que, dans ses relations avec les ouvriers, c'étaient ses habitudes un peu patriarcales de « barine » russe qui l'aidaient à se rapprocher d'eux. »

La situation financière du pauvre Bakounine allait toujours en empirant, malgré l'optimisme qu'il avait montré à son ami Bellerio. Aucun argent n'arrivait de Russie. Enfin, à son appel, Gambuzzi se rendit à Lugano : il fit souscrire à Bakounine, le 5 décembre 1875, une hypothèque de 22.000 fr. sur la villa, au nom d'un financier napolitain ; mais cette hypothèque, semble-t-il, était fictive, car on ne voit pas que le financier ait avancé de l'argent. Le 8 décembre, après que Gambuzzi est reparti, Bakounine lui écrit qu'il a emprunté 300 fr. à Pederzolli en signant un billet à trois mois : « Cela était absolument nécessaire, puisque Antonie veut absolument nous transporter samedi le 11 dans notre malheureuse villa, et je me laisse faire comme un fataliste turc, ne sachant absolument rien de ce qui nous adviendra ». La villa avait été meublée au moyen des meubles cédés par Cafiero. Bakounine devait l'habiter six mois.

XIV

De janvier au milieu de mars 1876.

En Espagne, les élections aux Cortès avaient été fixées au 20 janvier 1876. Notre correspondant de Barcelone nous écrivit : « Les principaux chefs du radicalisme et du fédéralisme ont conseillé l'abstention à leurs partisans. Les travailleurs révolutionnaires s'abstiendront aussi d'aller à l'urne électorale. » Une circulaire de la Commission fédérale aux Sections internationales espagnoles, reproduite par le *Bulletin*, leur annonçait que certains intrigants préparaient un *pronunciamiento* contre la monarchie, et les mit en garde contre les manœuvres des hommes politiques qui tâcheraient d'exploiter les forces de la classe ouvrière au profit de leur ambition.

parole célèbre de Bakounine se trouve dans le premier en date de ses écrits révolutionnaires : « *La réaction en Allemagne, fragment, par* Un Français (*sic*) », article publié en allemand, en octobre 1842, à Dresde, sous le pseudonyme de « Jules Elysard », dans les *Deutsche Jahrbücher* d'Arnold Ruge.

1. *Barine* signifie maître, seigneur, gentilhomme.

Le *Bulletin* publia (n° 5) un article extrait du *Protesto*, de Lisbonne, sur la condition misérable de la classe ouvrière de la ville de Porto ; et il dit à ce sujet : « Le mouvement ouvrier n'a pas encore pris, dans cette région, le développement considérable que l'Internationale lui a imprimé dans les pays voisins, en Espagne par exemple ; néanmoins les idées socialistes font leur chemin en Portugal, car là comme partout, il y a un prolétariat exploité et tenu en servitude ».

En Italie, le 5 janvier, la police arrêta Malon, à Milan, où il vivait avec Mme André Léo sous le nom de *Béra*, et, après l'avoir gardé trois jours en prison, le reconduisit à la frontière suisse. Malon se fixa à Lugano.

Une correspondance adressée de Bologne, le 9 janvier, à la *Plebe*, racontait une visite faite à Costa et à Faggioli. Costa, écrivait le correspondant, occupait ses loisirs forcés à étudier l'allemand et l'anglais : « Si la prison dure encore un peu, j'apprendrai le russe », dit-il à son visiteur. Quant à Faggioli, il était en mauvaise santé, pâle et maigre, mais de belle humeur, lui aussi : « Nous sommes maintenant si habitués à notre situation, dit-il avec son bon sourire, que nous ne nous en trouvons plus du tout incommodés ». — Quelques jours plus tard parut enfin l'acte d'accusation. A l'origine, les inculpés de la région de Bologne et des Marches étaient au nombre de quatre-vingt-dix-neuf; vingt avaient été remis en liberté : il en restait soixante-dix-neuf, dont huit ou neuf contumaces. Un correspondant de Bologne — c'était l'avocat Giuseppe Barbanti, qui fut l'un des deux défenseurs de Costa — nous annonça qu'il nous tiendrait au courant du procès ; ses lettres, publiées dans le *Bulletin*, sont signées de l'initiale S. — Cafiero, qui avait quitté Milan pour Rome au bout de trois mois, recommença, en janvier 1876, à nous adresser régulièrement des correspondances. Il nous annonça l'acquittement de sept membres de l'Internationale qui avaient comparu devant la Cour d'assises de Livourne, et la mise en jugement d'autres internationaux à Massa Carrara ; il nota au passage, en février, le mot fameux de Garibaldi, auquel la Chambre venait de voter une grosse somme d'argent comme récompense nationale, et qui déclara fièrement dans un journal « qu'il n'accepterait jamais *les cent mille francs de fange gouvernementale* » (*i cento mila franchi di melma governativa* [1]). Notre correspondant de Bologne, le 26 février, nous écrivit que les socialistes emprisonnés dans cette ville étaient presque tous des ouvriers très pauvres, et dont plusieurs étaient chargés de famille : « Il me semble, ajouta-t-il, que ce serait un devoir pour tous les socialistes de leur venir en aide ; la Fédération jurassienne ne pourrait-elle pas prendre l'initiative d'une souscription en leur faveur dans toutes les fédérations de l'Internationale ? » Le 6 mars, il nous annonça en ces termes que le procès allait enfin avoir lieu : « Nos amis ont enfin reçu la notification du jour de l'ouverture de leur procès : c'est le 15 courant que commencera la grande représentation. On a préparé une salle exprès pour eux, une des plus belles qu'on puisse voir dans les palais de Bologne. Et la chose en valait bien la peine en effet : car les plus honnêtes gens d'Italie sont ceux qui vont aller s'asseoir sur le banc des accusés. »

En France, la fameuse Assemblée de Versailles termina enfin sa longue session, après cinq ans de règne. Alfred Naquet eut l'idée de proposer, à cette haineuse réunion de conservateurs de toutes nuances, de voter une amnistie avant de se séparer. Sa proposition fut accueillie par des cris de fureur, surtout sur les bancs des prétendus républicains. « C'est un soi-disant socialiste, un ami de Proudhon, M. Langlois, qui a demandé la *question préalable*. Et l'ex-ouvrier Tolain, un proudhonien aussi, s'est empressé d'aller apostropher Naquet après que celui-ci fut descendu de la tribune, et de protester contre la demande d'amnistie. » (*Bulletin* du 9 janvier 1876.)

La campagne électorale pour la nomination de la Chambre des députés s'ouvrit aussitôt. Les élections du 20 février donnèrent la majorité au parti

1. Il se décida néanmoins, plus tard, à les prendre.

dont Thiers et Gambetta étaient les chefs. Plusieurs des réfugiés de Genève avaient, à cette occasion, publié des lettres, l'un, Colonna, « aux ouvriers manuels de la France », un autre, Perrare, « aux travailleurs manuels lyonnais »; un troisième, Lefrançais, « aux électeurs français »; un quatrième, Jules Montels, « aux socialistes révolutionnaires du Midi de la France ».

De France, un socialiste nous envoya un article que le *Bulletin* publia (n° 12), et où il disait : « L'habileté de Thiers l'emporte sur la bêtise de Mac-Mahon, et la République bourgeoise est fondée... Peut-être fallait-il que l'expérience se fît, et qu'avant d'arriver à son émancipation le peuple épuisât la série gouvernementale. Soit, messieurs les bourgeois : faisons, puisque les ouvriers le désirent, l'*essai loyal* de votre république. J'espère qu'il ne sera pas long. »

En Belgique, une grève de mineurs dans le Centre-Hainaut agita les esprits pendant les deux premiers mois de 1876. En outre, à Verviers, les ouvriers sans travail tinrent, en janvier, trois réunions pour demander à la municipalité de leur venir matériellement en aide; car, disaient-ils dans une lettre adressée aux échevins le 19 janvier, « nous tenons à vous le dire, nous sommes à bout et prêts à tout faire si vous ne faites rien pour nous ». Un Congrès extraordinaire fut convoqué par le Conseil régional belge pour le 27 février, avec cet ordre du jour : « Examen de la situation faite par la crise actuelle au prolétariat »; mais à ce Congrès il n'y eut qu'un échange de vaines paroles.

D'Angleterre, rien, qu'une longue grève de mécaniciens à Erith, et une réunion de l'Union nationale des employeurs où il fut délibéré sur les moyens dont les patrons pourraient user pour résister aux empiétements des Trade Unions : l'assemblée décida qu'à l'avenir les employeurs auraient, eux aussi, leur Comité parlementaire, pour empêcher les Chambres de voter des lois « révolutionnaires » comme celles de l'année précédente.

En Allemagne, le gouvernement de l'Empire demanda au Reichstag d'introduire dans le Code pénal un article punissant de la prison quiconque exciterait les différentes classes de la population les unes contre les autres, ou attaquerait les institutions du mariage, de la famille et de la propriété. L'article proposé fut repoussé par l'assemblée, à deux reprises et à l'unanimité, malgré les efforts du comte Eulenburg et de Bismarck.

Notre correspondant de Russie consacra une longue lettre à exposer la condition du paysan russe, à propos d'une rébellion des paysans du district de Valouiki, dépouillés de la propriété de leur forêt par la puissante famille Chidlovsky, et d'une autre rébellion au village de Néfédia, pour un motif analogue. « Ce sont toujours les paysans qui ont tort, même quand ils ont raison : j'entends raison au point de vue légal, — car pour moi je pense que ni les paysans ni les ouvriers ne sauraient jamais avoir tort dans ces affaires-là. »

En Suisse, la Section de langue française de Zürich, adhérente à la Fédération jurassienne, écrivit au Comité fédéral la lettre suivante : « Nous avons pensé qu'il serait bon qu'on imitât en divers endroits de l'Europe l'exemple donné par les ouvriers danois qui ont remis à l'ambassade française à Copenhague la protestation que le *Bulletin* nous a apportée. Nous avons donc écrit à la Section allemande de l'Internationale à Zürich, avec laquelle nous entretenons des rapports amicaux, la lettre ci-jointe. Nous la prions de prendre l'initiative d'une protestation analogue parmi les ouvriers de la Suisse allemande. » La lettre à la Section allemande de Zürich, datée du 1er janvier 1876, disait : « Nous avons pensé, chers coreligionnaires, que le noble exemple donné par Copenhague doit être suivi par nos amis de l'Internationale, répandus en Europe et en Amérique... Nous vous prions d'inaugurer ce mouvement en Suisse. Que la République de l'Helvétie adresse quelques paroles solennelles à la République Thiers-Mac-Mahon-Gambetta. Rappelez-la, non pas à la géné-

rosité, non pas à la fraternité, — on ne lui en demande pas tant, — rappelez-la à la simple justice, au bon sens, à la pudeur... Cette protestation doit être faite au nom de l'humanité et non pas au nom de notre parti. »

La *Tagwacht* publia une traduction de cette lettre de la Section française de Zürich, que la Section allemande, déférant au vœu de nos camarades, transmit au Comité central de l'*Arbeiterbund*, à Winterthour.

Ce Comité central se trouvait donc saisi de deux propositions venant de socialistes de langue française, étrangers à l'*Arbeiterbund*, mais qui lui proposaient une action commune : celle de la Fédération des graveurs et guillocheurs, celle de notre Section de Zürich. Dans sa séance du 26 janvier, il délibéra sur les deux questions, et voici les termes mêmes de son procès-verbal :

« Le désir de faire une protestation contre les traitements barbares infligés aux déportés de la Nouvelle-Calédonie part évidemment d'une excellente intention,... mais nous ne voyons pas quel résultat pratique pourrait avoir une protestation, d'autant plus qu'il est bien difficile de savoir à qui cette protestation devrait être adressée... Pour que la chose eût un sens, il faudrait que ce fût un *Congrès* qui exprimât son indignation sous la forme d'un télégramme ou d'une lettre adressée à quelque membre intransigeant de la future Chambre. En conséquence, le Comité décide de ne pas donner suite à la proposition. »

En enregistrant cette décision, le *Bulletin* la commenta ainsi : « Il est possible en effet qu'une protestation populaire en faveur des déportés de la Commune ne doive pas avoir de résultat pratique ;... mais que penser du moyen que nous indique le Comité central de l'*Arbeiterbund : Une adresse à un député intransigeant!* Voilà qui serait vraiment bien trouvé, bien imaginé! Les intransigeants se font de l'amnistie une réclame électorale [1], et les ouvriers socialistes de la Suisse viendraient les aider dans leur jeu ! Ceci nous donne un échantillon vraiment instructif de la manière dont on comprend la politique dans certains milieux plus ou moins socialistes de la Suisse allemande. »

Sur l'autre question, le procès-verbal du Comité central s'exprimait ainsi : « De la part des sections de l'*Arbeiterbund* il n'est pas arrivé de propositions formelles relatives à l'initiative prise par les graveurs et guillocheurs ; la plupart des réponses sont au contraire négatives. Le Comité central lui-même ne voit aucun motif d'adopter les propositions des graveurs et guillocheurs. Des affaires comme celle de Göschenen ne peuvent être empêchées ni par des protestations ni par des assemblées de délégués, *surtout lorsque certains groupes ouvriers se constituent à part de la classe ouvrière de leur pays, pour former un parti séparatiste* qui reste en dehors de l'organisation générale. Il est décidé de répondre dans ce sens à l'appel des graveurs et guillocheurs. »

Voici les réflexions du *Bulletin* : « Ceci veut dire, si nous avons bien compris, que le Comité central de l'*Arbeiterbund* refuse de s'associer à une agitation populaire contre l'intervention militaire dans les grèves ; en même temps, ce Comité réédite contre les socialistes de langue française la vieille et banale accusation de *séparatisme*. Nous ne répondrons pas ici à ce reproche, qui n'a pas de sens pour ceux qui connaissent l'histoire vraie du mouvement ouvrier depuis la fondation de l'Internationale ; nous dirons seulement que nous avions espéré mieux que cela de la part du Comité central de l'*Arbeiterbund*. »

Quinze jours plus tard, le Comité central, averti sans doute que sa décision de mettre au panier l'initiative de la Section française de Zürich avait déplu à quelques-uns de ses administrés, revint sur son premier vote relativement aux déportés (mais il ne changea pas d'avis quant à la proposition d'une entente à organiser pour le refus du service militaire en cas de grève) ; on lit dans le *Bulletin* du 20 février : « Le Comité central de l'*Arbeiterbund* s'est ravisé. Après avoir d'abord repoussé comme inopportune la proposition faite par la Section internationale de langue française de Zürich, il s'est tout à coup décidé à écrire une lettre à l'ambassadeur français à Berne. Or, que le

1. Cet article paraissait le 6 février, quelques jours avant les élections françaises.

Comité central nous permette de le lui dire, il a fait justement ce qu'il ne fallait pas faire : une simple lettre adressée à un ambassadeur par un comité ne signifie rien et ne peut avoir aucun résultat. Ce qu'il eût fallu, c'eût été une agitation entreprise dans la Suisse entière, s'annonçant par des réunions populaires et aboutissant à la publication d'un manifeste collectif adressé au peuple français. Voilà qui eût été, à la fois, et un moyen d'agir sur l'opinion en France, et un moyen de faire une utile propagande en Suisse. »

Le 2 janvier eut lieu à Bienne une assemblée de délégués de la Fédération des ouvriers cordonniers, représentant les sociétés de Lausanne, Vevey, Neuchâtel, le Locle, la Chaux-de-Fonds, Berne, Bienne, et Olten. Le *Bulletin*, en rendant compte de cette réunion (n° 4), fit la réflexion suivante :

« Les sociétés de cordonniers, dans la Suisse française, sont exclusivement composées d'ouvriers de langue allemande. Cette circonstance a tenu jusqu'à présent ces sociétés dans un certain isolement à l'égard des autres sociétés ouvrières existant dans les mêmes localités. Il serait à désirer que l'obstacle créé par la différence des langues pût être surmonté, et nous croyons qu'avec un peu de bonne volonté de part et d'autre il le serait aisément. Si un rapprochement s'opérait, à Lausanne, à Vevey, à Neuchâtel, à la Chaux-de-Fonds, au Locle, à Bienne, entre les sociétés d'ouvriers cordonniers et celles d'ouvriers appartenant à d'autres professions, spécialement à l'horlogerie, ce rapprochement ne pourrait avoir que d'heureux résultats. Les ouvriers cordonniers ont montré jusqu'ici beaucoup d'initiative et d'énergie : ils pourraient souffler un peu de leur ardeur à d'autres corporations qui, malheureusement, dorment le triste sommeil de l'indifférence. »

Ce vœu fut bien accueilli par la *Tagwacht*, qui le commenta (29 janvier) en ces termes :

« Nous sommes fermement convaincus que non seulement les cordonniers, mais encore toutes les autres sections de l'*Arbeiterbund* dans la Suisse française, seraient très disposées à donner la main à un rapprochement semblable. Mais la Fédération jurassienne devrait de son côté surmonter l'espèce d'effroi que lui inspire le caractère *autoritaire* de l'*Arbeiterbund*, et entrer dans cette association. Notre organisation offre en effet toutes les garanties démocratiques possibles, et laisse à chaque section sa complète autonomie. Aucune ligne politique spéciale n'est imposée à personne... Le caractère de l'*Arbeiterbund* est celui d'une organisation corporative, économique : la Fédération jurassienne peut-elle avoir un motif de repousser aucune de nos aspirations sur ce terrain ? Quelle force la propagande ne prendrait-elle pas, si dans la Suisse romande l'élément français et l'élément allemand, unis dans une même association, travaillaient en commun au développement et à l'organisation des corps de métier ? Pensez-y, Jurassiens, et vous verrez que la chose est très faisable. Votre autonomie n'en restera pas moins intacte, — mais le mouvement, sur la base du programme de notre Association, prendra plus d'unité et de puissance. »

Le *Bulletin* répondit ce qui suit (6 février) :

Voilà de bonnes paroles, qui valent mieux que les extraits de procès-verbal que nous avons rapportés plus haut [1]. Nous y sentons l'accent de la véritable fraternité, et, quelles que soient les réserves que nous ayons à faire sur des points importants, nous tenons à remercier la rédaction de la *Tagwacht* de s'être adressée à nous en un langage si franc et si cordial.

Nous ne voulons pas examiner ce qu'il peut y avoir d'*autoritaire*, en théorie, dans l'organisation de l'*Arbeiterbund* ; nous préférons donner acte à la *Tagwacht* de cette remarquable déclaration, que « chaque section y jouit de sa complète autonomie », et que « nulle ligne politique spéciale

1. C'était dans ce même numéro que nous avions reproduit le procès-verbal de la séance du Comité central de Winterthour du 26 janvier.

n'est imposée à personne ». De quel immense progrès dans les idées cette déclaration n'est-elle pas la preuve? et combien nous voilà loin des théories de la majorité du Congrès de la Haye et du Conseil général de New York!

Il est bien certain que, puisque la rédaction de la *Tagwacht* et celle du *Bulletin* en sont venues à s'accorder sur la question de l'autonomie, le moment n'est plus bien éloigné où un rapprochement entre les socialistes de langue allemande et ceux de langue française sera possible. Mais ce rapprochement doit-il s'opérer par l'entrée de la Fédération jurassienne de l'Internationale dans le *Schweizerischer Arbeiterbund?* Le procédé ne nous semble guère rationnel. Deux organisations sont en présence, l'une nationale, l'autre internationale : comment veut-on que ce soit l'organisation internationale, la plus compréhensive des deux, qui entre dans l'organisation nationale, dont le cadre est nécessairement plus étroit? Si au contraire l'*Arbeiterbund* venait à voter son adhésion à l'Internationale, — ce qui pourra se faire dès que les principes socialistes seront assez compris dans les sociétés ouvrières de la Suisse allemande, — le vœu de la *Tagwacht* serait réalisé : l'élément allemand et l'élément français se trouveraient réunis dans une même association, plus large et plus puissante que l'*Arbeiterbund*, dans l'Association internationale des travailleurs du monde entier.

En attendant, amis de la *Tagwacht*, merci de vos sentiments fraternels ; ils nous sont une garantie que les malentendus qui ont divisé si longtemps les travailleurs en deux camps hostiles ne pourront du moins plus se renouveler en Suisse.

Sur l'activité des Sections de la Fédération jurassienne, voici les détails que je trouve à relever pour ces deux mois et demi, de janvier au milieu de mars 1876, par lesquels se clôt la période comprise dans le cadre de cette Cinquième Partie.

Dans la nuit du 30 au 31 décembre 1875, — raconte le *Bulletin* du 23 janvier 1876, — des socialistes placardèrent dans les rues de Fribourg des petits imprimés engageant les ouvriers et les paysans à se joindre à l'Internationale (c'étaient les mêmes que ceux qui avaient été placardés à Neuchâtel en janvier 1870 : voir tome I[er], p. 272). La presse s'émut de cet acte audacieux : « L'Internationale progresse, sans qu'on y prenne garde, ayant partout, comme à Fribourg, ses sections, son organisation, ses propagateurs, ses journaux et son bulletin, même dans les lieux publics... Dédaignant les votes politiques, méprisant le parlementarisme radical aussi bien que celui des conservateurs, défendant à ses adeptes de se laisser élire députés, elle ne poursuit qu'un seul et unique but : l'agrégation de toutes les forces vives et matérielles du nombre. Voilà le danger trop méconnu de l'Internationale, qui est à ce jour devenue légion. » (*Gazette de Lausanne.*)

Une Section se reconstitua à Lausanne en février 1876, et adhéra à la Fédération jurassienne. Sa fondation était due en particulier à l'initiative d'un réfugié français, Rodolphe Kahn, qui se réclamait du patronage de Ferdinand Gambon et de Félix Pyat. Kahn était un homme remuant ; et à côté de lui, dans le groupe lausannois, se trouvait alors un jeune ouvrier allemand d'un caractère énergique, le typographe Reinsdorf : aussi la nouvelle Section devait-elle bientôt faire parler d'elle.

En mars, une Section de langue française fut créée à Bâle, et entra également dans la Fédération jurassienne.

La campagne de conférences, de soirées familières, de réunions publiques,

commencée en novembre, se continua tout l'hiver. Le *Bulletin* rend compte des conférences faites à Berne, à Saint-Imier, à Sonvillier, à la Chaux-de-Fonds, à Neuchâtel, à Lausanne, à Vevey, à Genève, par Schwitzguébel [1], par moi, par Brousse, par Elisée Reclus, et aussi par des ouvriers nouveau-venus dans le mouvement, qui s'essayaient à parler pour se former à la mission de propagandistes.

Toutes nos Sections préparèrent des soirées familières pour commémorer l'anniversaire du 18 mars. Celle de Berne eut l'idée de la convocation d'une réunion générale à Lausanne, à laquelle seraient invités, avec les réfugiés de la Commune, des délégués de nos sections : elle devait comprendre, le samedi soir 18, un banquet ; le dimanche matin 19, une séance d'études où serait discuté ce sujet : « La Commune, comme base d'une nouvelle organisation sociale » ; et le dimanche après-midi, un meeting de propagande. L'idée fut bien accueillie, et la Section de Lausanne se chargea des préparatifs matériels : j'aurai à parler de cette réunion dans le prochain volume, ainsi que des incidents qui eurent lieu à Berne le samedi soir 18 mars.

Nos camarades de la Chaux-de-Fonds demandèrent, en février, qu'une autre Section devînt le siège du Comité fédéral ; en outre, des raisons personnelles nous avaient décidé à relever Floquet de ses fonctions d'administrateur du *Bulletin*. Dans son numéro du 5 mars, le *Bulletin* publia l'avis suivant :

La Section de la Chaux-de-Fonds ayant demandé à être déchargée des fonctions de Comité fédéral, qui lui avaient été confiées pour une seconde année par le Congrès de Vevey, les Sections jurassiennes ont désigné la Section de Neuchâtel pour remplir ce mandat jusqu'au prochain Congrès jurassien. En conséquence, la Section de Neuchâtel a élu dans sa dernière séance (28 février) le nouveau Comité fédéral, et l'a composé des compagnons Gabriel Albagès [2], Auguste Getti [3], James Guillaume et Louis Jenny [4]. Ce Comité s'est constitué le 1er mars, et a aussitôt adressé une circulaire aux sections.

L'administration du *Bulletin* sera, à partir du prochain numéro, transférée à Sonvillier.

Parmi les points traités dans la circulaire du Comité fédéral, il en est trois qu'il faut mentionner :

1° La suppression du Congrès général de 1875 avait eu cette conséquence, que le Bureau fédéral de l'Internationale était resté provisoirement dans la Fédération jurassienne ; mais le secrétaire du Bureau avait écrit aux diverses Fédérations régionales, pour les prier de désigner celle des Fédérations qui devrait remplir le mandat de Bureau fédéral pour l'année 1875-1876. En prévision du cas où la Fédération jurassienne serait invitée à conserver ce mandat pour une seconde année, le Comité fédéral demandait aux Sections leur avis sur ce qu'il y aurait à faire. — En réponse à ce point de la circulaire, « toutes les

1. La conférence de Schwitzguébel, faite à Berne, d'abord, puis répétée à Sonvillier, à Saint-Imier, à Neuchâtel, à Genève, fut imprimée (à Neuchâtel, sans nom d'imprimeur, chez L.-A. Borel, imprimeur du *Bulletin*) en une brochure sous ce titre : *Le Radicalisme et le Socialisme*, conférence publique, par Adhémar SCHWITZGUÉBEL, Saint-Imier, 1876 ; 49 p. in-8°. Elle a été réimprimée dans le volume *Quelques écrits* d'Adhémar Schwitzguébel (Paris, Stock, 1908).

2. C'était, comme je l'ai dit, l'instituteur espagnol Severino Albarracin. Il avait séjourné d'abord au Locle ; il résida ensuite à Neuchâtel pendant une année.

3. Le barbier Auguste Getti, d'Ancône, qui avait quitté Lugano (voir p. 312), depuis deux ou trois mois, avait trouvé du travail dans un salon de coiffure de Neuchâtel.

4. Louis Jenny était un ouvrier mécanicien, de Saint-Blaise (Neuchâtel).

Sections jurassiennes autorisèrent le Comité fédéral à accepter, le cas échéant, le maintien du Bureau fédéral de l'Internationale dans la Fédération jurassienne jusqu'au Congrès général de 1876 ». (Procès-verbaux du Comité fédéral jurassien, séance du 17 mars 1876.) Les Fédérations régionales demandèrent toutes, en effet, que le Bureau fédéral restât placé dans la Fédération jurassienne jusqu'au prochain Congrès général ; ce Bureau demeura composé des mêmes membres que précédemment (voir p. 251) : seulement son siège fut la Chaux-de-Fonds, et non plus le Locle ;

2° On a vu que l'avocat Barbanti avait invité la Fédération jurassienne à ouvrir une souscription en faveur des détenus de Bologne. Le Comité fédéral porta cette invitation à la connaissance des Sections, et leur demanda en même temps l'autorisation de disposer, en faveur de ces détenus, d'une somme de 134 fr. 55 qui se trouvait à ce moment disponible sur les fonds de la souscription permanente en faveur des déportés de la Commune. — Cette autorisation fut accordée par les Sections ;

3° Le Comité fédéral communiqua aussi aux sections une proposition d'affecter aux détenus de Bologne une partie de la souscription faite en faveur des familles des grévistes tués à Göschenen, — souscription pour la répartition de laquelle aucune démarche n'avait encore été faite par le Comité fédéral de la Chaux-de-Fonds. — Cette proposition ne fut pas admise, à ce moment, et le 17 mars le Comité fédéral « décida d'écrire immédiatement au compagnon Carlo Cafiero, à Rome, pour lui confier la constitution d'un comité qui se chargera de répartir la souscription de Göschenen ». (Ibid.)

A Lugano, la détresse financière de Bakounine continuait. Il écrit le 12 janvier 1876 : « Notre position est devenue impossible. Nous n'avons plus le sou pour vivre, et je me vois forcé de mendier par ci par là des emprunts de quinze à vingt francs pour donner à Antonie de quoi entretenir la maison. » Il essaie, par l'intermédiaire de Gambuzzi, de décider le financier napolitain dont j'ai parlé à lui acheter ses droits sur la forêt ; mais le capitaliste fait la sourde oreille. Au commencement de février 1876, les créanciers de Bakounine se réunissent en assemblée, et, après délibération, consentent à accorder à leur débiteur un délai de trois mois pour s'acquitter. Dans la première moitié de mars, — enfin ! — la vente de la forêt est définitivement conclue par Mme Lossowska, mais à un prix bien inférieur à celui qu'on avait escompté ; et le 25 mars Bakounine reçoit de Varsovie un premier à-compte de mille roubles (3345 fr.).

En janvier 1876, Ross, qui avait affaire en Russie, et voulait se rendre dans ce pays, avec Kraftchinsky et quatre autres amis, avait écrit de Genève à Bakounine au sujet d'une somme d'argent, appartenant à une caisse révolutionnaire russe, qu'il avait déposée entre les mains de celui-ci à une époque antérieure. Bakounine, afin de rembourser une partie de cet argent, essaya de conclure auprès de Gambuzzi un nouvel emprunt, de deux mille francs : mais il ne put rien obtenir de ce côté. Ross, alors, après être allé conférer avec Bakounine à Lugano (fin de février ou commencement de mars), se rendit à Rome auprès de Cafiero, puis revint auprès de Bakounine, et il fut convenu entre eux trois qu'on tenterait d'emprunter une somme de mille à quinze cents francs à quelque prêteur à Locarno, par l'intermédiaire de Bellerio, sous la double garantie de Bakounine et de Cafiero ; il existe une lettre de Bakounine à Bellerio, du 16 mars 1876, réclamant ses bons offices pour cette affaire [1]. Ross, muni de cette lettre, alla aussitôt à Locarno, et put s'y procurer l'argent dont

1. Dans cette lettre on lit : « Cette lettre te sera remise par Ross lui-même. Il a besoin de quinze cents, ou au moins de mille francs, non pour lui-même personnellement, mais pour une affaire d'excessive importance qu'il t'expliquera lui-même. Malheureusement il me sera impossible de lui donner cette somme avant la fin de ce mois, — je viens de recevoir aujourd'hui même une lettre de Sophie qui m'annonce enfin la vente de ma propriété, — et l'affaire de Ross ne souffre aucun délai... L'affaire vraiment est de la plus grande importance : fais donc tout ce qu'il te sera possible de faire. »

il avait besoin : la chose se fit très rapidement, car le 19 mars il assistait à la réunion de Lausanne dont il sera parlé au tome IV, et où je le vis. Quelques jours plus tard, il vint à Neuchâtel prendre congé de moi ; nous nous embrassâmes avec émotion : j'avais comme un pressentiment qu'il devait lui arriver malheur [1].

Vingt-huit ans plus tard, en avril 1904, Ross (que je n'avais pas revu depuis mars 1876), étant venu me voir à Paris, m'a raconté ce qui suit au sujet de ses deux passages à Lugano au commencement de 1876 : A son arrivée dans cette ville, il écrivit un billet à Bakounine [2], et celui-ci, en réponse, lui donna rendez-vous au café, à cause de sa femme ; dans cette première entrevue, il l'invita à lui rendre visite à sa villa, que Ross ne connaissait pas encore, à un moment où Mme Antonie serait absente : car elle lui ferait une scène, dit-il, si elle apprenait que Ross fût venu. En conséquence Ross se rendit à la villa une ou deux fois, en cachette. Leurs entrevues eurent un caractère très amical, et ils se séparèrent de la façon la plus affectueuse, en s'embrassant. Ils ne devaient pas se revoir.

J'ai dit que Malon avait été expulsé d'Italie. Il arriva à Lugano le 8 janvier 1876. Bakounine le revit alors pour la première fois [3], je crois, depuis leur brouille de 1869 [4] ; ils se rapprochèrent, mais sans qu'il y eût entre eux de véritable sympathie ; Bakounine appelait Malon « un paysan rusé [5] ». Mme André Léo rejoignit son mari au commencement de mars [6], et elle aussi se trouva ainsi mise en relations avec le révolutionnaire qui l'avait jadis rudoyée dans l'*Egalité* [7]. Bakounine appréciait médiocrement la compagne de Malon : il la trouvait trop bas-bleu, et sa conversation l'ennuyait ; mais, par un autre côté, elle lui procura un divertissement inattendu, que raconte en ces termes un témoin oculaire [8] : « La constante occupation de Mme André Léo était de surveiller les escapades amoureuses de Malon. Il arrivait à ce sujet les histoires les plus bêtes, qui amusaient beaucoup Bakounine : il riait aux larmes quand Malon se laissait prendre, et il se faisait raconter par le menu toutes les aventures maloniennes et toutes les incartades de Mme André Léo à ce propos ; il avait surnommé celle-ci *la dogana* (la douane), et appelait Malon le contrebandier qui fait passer sa contrebande sous le nez de la douane. Je ne comprenais pas que Bakounine pût s'intéresser à de pareilles futilités, et je condamnais son indulgence pour des écarts de conduite que je trouvais d'autant plus honteux qu'ils étaient accompagnés de mensonge et de tromperie ; mais lorsque je lui parlais ainsi, il riait de plus belle, et me répondait : « Bah ! on ne peut pourtant pas pontifier » à toutes les minutes de l'existence ». Cela est vrai ; mais moi, dont l'imagination avait idéalisé les héros de la grande tragédie prolétarienne, je ne pouvais pas rire, et de pareilles choses me faisaient éprouver un sentiment pénible. »

C'est sous l'impression, toute vive encore, produite sur elle par les aventures de Malon à Lugano et ailleurs, que Mme André Léo, le 7 juillet 1876, écrivait

1. On verra, au tome IV, comment Ross fut arrêté par la police russe en mai 1876, condamné en 1878 à cinq ans de travaux forcés, puis déporté en Sibérie à l'expiration de sa détention.

2. Ce billet (sans date) existe dans les papiers de Bakounine : Ross lui annonce qu'il vient d'arriver à Lugano, et lui donne son adresse, au Grand Hôtel Suisse, chambre n° 10. (Communication de Max Nettlau.)

3. Ils étaient toutefois déjà rentrés en relations — simplement épistolaires, sauf erreur — à la fin de 1874, à l'occasion d'un différend entre Arthur Arnould et Jules Guesde, différend pour la solution duquel fut constitué un jury d'honneur, composé de Bakounine et Pederzolli pour Arthur Arnould, de Malon et Nabruzzi pour Jules Guesde.

4. Voir tome Ier, pages 120 et 131.

5. Mot rapporté par Pederzolli (Nettlau, note 3818).

6. Elle séjourna à Lugano jusqu'au 17 juin 1876 (lettre du 14 juin 1876 à Elise Grimm), et retourna ensuite à Milan retrouver son fils André.

7. Voir tome Ier, p. 150.

8. Mme A. Bauler (dans *Byloe*).

ce qui suit à une jeune amie qui songeait au mariage et qui aimait un « démocrate » :

Je vous remercie, ma bien chère enfant, de la confidence que vous me faites. Elle m'a été pénible pourtant, parce que je ne voudrais pas voir un cœur tel que le vôtre se donner sans savoir à qui, et en quelque sorte par fantaisie d'imagination. Vous ne devez pas, vous, aimer un inconnu. C'est que vous ne savez pas, ma pauvre chère fille, à quoi vous vous exposez. Avec toute votre vaillance, je vous vois pleine d'inexpérience. Et puis, le grand danger, c'est que vous avez sur la démocratie des illusions très concevables. Moi aussi, j'ai eu ces illusions; mais je ne les ai plus, je vous assure. J'en apprends tous les jours sur ce point. Si j'avais le temps, je vous dirais ce que j'ai vu récemment encore à Lugano. Mais pour cela, il faudrait causer. En résumé, je dirais presque qu'un démocrate — à prendre dans le tas, bien entendu — est un homme qui a moins de préjugés et plus de vices que la bourgeoisie. Pour la plupart, la démocratie est l'absence de toute règle, et ils se révoltent contre la morale en même temps que contre tout le reste. Pour la plupart encore, ils ne croient qu'aux droits *de l'homme* et sont de parfaits tyrans, ou dédaigneux, vis-à-vis des femmes...

Vingt mois plus tard, Mme André Léo devait écrire, à la même jeune amie, que son union avec Benoît Malon, « rompue en droit [1] déjà depuis longtemps », allait se dénouer par une « séparation de fait ».

1. Mme André Léo a biffé les mots *en droit*, venus sous sa plume en opposition aux mots *de fait* écrits à la fin de la phrase, et dont elle sentit ensuite l'impropriété.

APPENDICE

A la page 14 de ce volume, parlant de la « pièce secrète » (lettre du « Comité révolutionnaire » adressée à l'étudiant Lioubavine [1]) communiquée le 7 septembre 1872 par Marx à la Commission d'enquête du Congrès de la Haye, j'ai dit qu'il me serait peut-être possible de la publier dans mon tome IV. Cet espoir était fondé sur une lettre que m'avait écrite de Saint-Pétersbourg le citoyen Hermann Lopatine le 29 mars/11 avril 1908, et dans laquelle il me disait : « J'ai reçu autrefois des mains de M. Lioubavine la copie authentique de ce document. Je crois qu'elle doit encore exister dans mes archives étrangères. Malheureusement je ne puis pas faire les recherches de ces archives par écrit ; mais peut-être cela va-t-il s'arranger d'une manière ou de l'autre d'ici à quelque temps. » Or, dans l'automne de 1908, le citoyen Lopatine a pu faire un voyage à Paris ; et il a dû constater alors qu'une partie des papiers qu'il appelle ses « archives étrangères », remis autrefois en dépôt entre les mains de Pierre Lavrof, a disparu, et que parmi les papiers disparus se trouve la copie du document en question. Il me faut donc renoncer à connaître le texte de la « pièce secrète », à moins qu'un heureux hasard ne m'apprenne l'existence de quelque autre copie, ou que M. Lioubavine, qui a été remis dès 1872, je crois, en possession de l'original, ne se décide à le publier.

Mais je puis reproduire ici une autre pièce d'un intérêt plus grand encore, et qui nous apprend, sur les relations entre Bakounine et Lioubavine à propos de la traduction du *Kapital*, à peu près tout ce qu'on pouvait désirer de savoir. C'est la lettre que Lioubavine écrivit à Marx le 8/20 août 1872, en lui envoyant ce qu'il appelle la « lettre du *Bureau* », c'est-à-dire le document secret en question. Cette lettre a été publiée par Edouard Bernstein (en traduction russe) dans le numéro de novembre 1908 de la revue pétersbourgeoise *Minouvchié Gody* [2].

Mais d'abord, il est naturel de se demander comment Marx avait été amené à solliciter de Lioubavine, par l'intermédiaire de M. Nicolas ... on, la communication du document Netchaïef (voir ci-dessus pages 13-14)? A cette question, je n'aurais pu répondre au moment où les premières pages du présent volume ont été imprimées : mais maintenant je suis renseigné. Dans une lettre que le citoyen Hermann Lopatine m'a écrite le 11 janvier 1909, il dit « que Marx lui demanda [3] de lui procurer ce document et de le traduire ; mais que lui, ne voulant pas prêter la main à une affaire de ce genre, répondit qu'il ne donnerait pas son exemplaire ; et qu'en conséquence Marx s'adressa à Lioubavine lui-même, qui lui envoya l'original, lequel fut traduit par Outine [4] ».

Bernstein ne donne, de la première partie de la lettre de Lioubavine, qu'une analyse ; mais il en reproduit textuellement, ensuite, la partie essentielle, où

1. Aujourd'hui professeur à l'université de Moscou, et serviteur dévoué du tsar.

2. Article intitulé *Karl Marx et les révolutionnaires russes,* numéros d'octobre et novembre 1908.

3. Cette demande de Marx a dû être faite en 1870, car à la fin de 1870 Lopatine rentra en Russie pour préparer la tentative que l'on sait en vue de la délivrance de Tchernychevsky ; il fut arrêté, et ne réussit à s'évader qu'à une époque postérieure au Congrès de la Haye.

4. Dans la même lettre, le citoyen Lopatine me dit : « Vous avez *plein droit* de publier les *faits* communiqués par moi, en citant mon nom ; je vous prie seulement de vous abstenir de publier mes *suppositions et jugements*, que je n'ai pu soumettre à une vérification nécessaire et que je vous ai communiqués à la hâte ».

Lioubavine fait toute l'histoire de ses rapports avec Bakounine à propos de la traduction russe du *Kapital*. Voici cette pièce :

Lettre de Lioubavine à Marx, 8/20 août 1872.

[[1] Lioubavine écrit qu'il a appris, par le correspondant pétersbourgeois de Marx, que Marx désirait obtenir en original la lettre qui fut écrite par Bakounine à lui, Lioubavine, au sujet de l'affaire de la traduction du *Kapital*, lettre qu'on rattachait à la lettre soi-disant de chantage envoyée par Netchaïef au nom du « Bureau » révolutionnaire. Lui, Lioubavine, a depuis longtemps réglé ses comptes avec Bakounine par les lettres grossières qu'il (Lioubavine) a écrites à celui-ci dans l'été de 1870 ; et s'il est néanmoins prêt à satisfaire au désir de Marx, c'est seulement parce qu'il croit Bakounine très nuisible, et qu'il espère que les circonstances qui se rattachent à la participation de Bakounine à la traduction du *Kapital* contribueront à le discréditer. D'ailleurs il ne s'exagère nullement la valeur probante de ces lettres. Il doit prévenir d'avance que les preuves qui se trouvent entre ses mains n'ont pas du tout cette force convaincante que peut-être Marx leur attribue. « Quoiqu'elles jettent une certaine ombre sur cette personne, elles sont insuffisantes pour sa condamnation. » Bakounine a causé déjà beaucoup de malheurs, mais « tout de même il conserve encore une certaine auréole aux yeux de l'Europe occidentale et de notre jeunesse inexpérimentée ; le discréditer, c'est donc contribuer au bien public ». Dans deux notes ajoutées à ce passage de la lettre, Lioubavine dit que récemment encore il a eu l'occasion de constater de quelle auréole est entourée la personnalité de Bakounine aux yeux de la jeunesse russe ; et il fait part qu'à Pétersbourg le bruit court que les voies de fait exercées sur Outine par des étudiants russes de Zürich ont eu lieu à l'instigation de Bakounine.

Ensuite l'écrivain continue ainsi :]

Conformément à votre désir, je joins à cette lettre la lettre du « Bureau », mais à condition que vous me la retournerez le plus tôt possible, après l'avoir utilisée pour votre dessein, car elle peut être utile ici aussi. En ce qui concerne la façon de s'en servir, vous vous trompez beaucoup en supposant que mes relations avec ce monsieur [2] étaient de nature exclusivement commerciale [3]. Par la publication de mes lettres à lui, il peut me causer de grands ennuis, et il me l'a même promis en termes très précis pour le cas où je permettrais à cette histoire de la traduction d'être ébruitée.

Pour rendre cette histoire claire pour vous, je dois vous raconter ce qui suit.

Me trouvant à Berlin en 1869, j'appris de feu mon ami Negrescul que Bakounine était dans un grand besoin et qu'il fallait lui venir en aide le plus tôt possible... [4] Je connaissais très peu Bakounine à ce moment, mais

1. Les lignes placées entre crochets sont l'analyse donnée par Bernstein de la première partie de la lettre.

2. Lioubavine parle évidemment de Netchaïef. (Note de la rédaction de *Minouvchiïé Gody*.)

3. Voir le passage de la lettre de Marx du 15 août 1872 où celui-ci dit : « Comme c'est une affaire purement *commerciale*... » (P. 14 du présent volume.)

4. Les points de suspension existent dans la lettre telle que l'a publiée Bernstein.

je le considérais comme l'un des meilleurs héros de la lutte pour la liberté, comme l'ont considéré et le considèrent encore tant d'étudiants russes. Je lui envoyai aussitôt vingt-cinq thalers, et en même temps je m'adressai, par l'intermédiaire d'un de mes amis de Pétersbourg, à un éditeur pour lui demander du travail pour Bakounine. On décida de lui confier la traduction de votre livre. On lui promit douze cents roubles [1] pour la traduction. Sur son désir, il lui fut envoyé par mon intermédiaire tout un ballot de livres dont il avait besoin comme auxiliaires pour la traduction ; en même temps il lui fut payé d'avance, également sur sa demande, trois cents roubles. Le 28 septembre 1869, j'expédiai ces trois cents roubles de Heidelberg (où je m'étais transporté dans l'intervalle) à l'adresse d'un certain Charles Perron à Genève, et le 2 octobre je reçus un récépissé de cette somme de Bakounine lui-même.

Le 2 novembre, Bakounine m'écrit de Locarno qu'il est maintenant délivré enfin de l'action politique excessive, et que « demain » il va se mettre à la traduction. Tout le mois de novembre se passa, sans que je reçusse un seul feuillet de manuscrit. Ensuite, à la fin de novembre, ou plus exactement au commencement de décembre, je lui demandai, à la suite d'une lettre reçue par moi de Pétersbourg, s'il désirait continuer ou non. Malheureusement je n'ai pas gardé copie de cette lettre; c'est pourquoi je ne puis pas dire exactement comment je lui écrivis alors. Autant que je puis me rappeler, mon ami de Pétersbourg, celui par l'intermédiaire de qui j'étais en rapport avec l'éditeur, m'avait écrit que si Bakounine ne voulait pas faire la traduction, il n'avait qu'à le dire franchement, au lieu de traîner la chose en longueur ; quant aux trois cents roubles, on pourra toujours s'entendre. J'écrivis dans ce sens à Bakounine, et je reçus une réponse le 16 décembre. Il commence sa lettre en m'expliquant que s'il ne m'avait pas écrit pendant si longtemps (la dernière lettre reçue par moi était datée du 2 novembre), c'était « en partie » parce que j'avais été très grossier avec lui (non pour la traduction, mais au sujet d'une autre affaire [2]). Puis il continue : « Comment avez-vous pu vous imaginer qu'après m'être chargé de ce travail, et même avoir touché une avance de trois cents roubles, j'allais tout à coup y renoncer ? » Il déclare qu'il a fondé tout son budget d'une année sur ce travail ; seules des circonstances absolument indépendantes de lui l'ont empêché d'aborder sérieusement la traduction avant le commencement de décembre [3]. Il doit ajouter aussi que le travail dont il s'est chargé est beaucoup plus difficile qu'il ne le croyait. Ensuite il parle des différentes difficultés de la traduction. Je ne vous en citerai qu'une seule, parce que je soupçonne que Bakounine a tout simplement menti. Il cite la

1. J'avais cru, et je l'ai écrit au tome Ier, p. 260, que le prix de la traduction avait été fixé à neuf cents roubles seulement.

2. Il est regrettable que M. Lioubavine n'ait pas dit quelle est cette autre affaire à propos de laquelle il avait déjà été « grossier » : les grossièretés venaient aisément sous sa plume.

3. On comprend que M. Lioubavine ait écrit, plus haut, que les « preuves » qu'il a entre les mains ne prouvent rien de ce que désirait Marx. Comment celui-ci pourra-t-il s'y prendre pour extraire une accusation d'escroquerie et de chantage d'une correspondance où la bonne foi de Bakounine se manifeste avec une évidence si éclatante ?

phrase suivante de votre livre : « *Der Werth ist Arbeitsgallerte* [1] », et dit : « Marx a tout simplement fait ici une plaisanterie, ce qu'il m'a d'ailleurs avoué lui-même [2] ». Plus loin, il exprime l'espoir que vers la fin d'avril 1870 sa traduction sera tout à fait terminée, et me prie instamment de parler en sa faveur à l'éditeur pour qu'il ne lui retire pas la traduction. Et si l'éditeur la retire tout de même, nous devons l'en avertir, lui Bakounine, le plus tôt possible, et alors il se préoccupera de retourner l'avance de trois cents roubles [3].

Le 19 décembre il m'envoie les premiers feuillets de son manuscrit : « A partir de ce moment, je vous enverrai tous les deux ou trois jours les feuillets traduits et recopiés ».

Le 31 décembre, je reçois, pour la dernière fois, encore quelques feuillets de la traduction. En tout, j'ai reçu de lui la valeur d'une ou au plus deux feuilles d'impression.

Le 3 mars 1870 m'arriva enfin la lettre du « Bureau » qui vous intéresse tant en ce moment [4]. Bien que cette lettre n'ait pas été écrite par Bakounine (probablement elle était l'œuvre immédiate de Netchaïef), j'ai pensé qu'il en était responsable, car sa participation me paraissait à ce moment tout à fait incontestable. C'est pourquoi je lui adressai une lettre d'injures.

1. Littéralement : « La valeur est de la *gelée de travail* ». Bakounine fait allusion à deux passages du *Kapital* où cette singulière expression est employée : Page 11 (de la 1re édition), *Die Gebrauchswerthe Rock und Leinwand sind Verbindungen zweckbestimmter, produktiver Thätigkeiten mit Tuch und Garn, die [Tausch]werthe Rock und Leinwand dagegen blosse gleichartige Arbeitsgallerte* ; et p. 17, *Als Werth besteht die Leinwand nur aus Arbeit, bildet eine durchsichtig krystallisirte Arbeitsgallerte*.

2. Cet aveu de Marx, que sa « gelée de travail » ne constituait qu'une métaphore humoristique, est bien certainement authentique, et doit remonter au temps où Bakounine était encore en correspondance avec lui, soit directement, soit par l'intermédiaire de J.-Ph. Becker et de Serno-Solovievitch (entre 1867 et 1869). M. Lioubavine, ne pouvant se résoudre à admettre que Marx ait été capable de faire une plaisanterie dans un livre grave, préfère croire que Bakounine ment.

Il me paraît intéressant de placer ici une réflexion émise par Bernstein dans une autre partie de son article de *Minouvchié Gody* : « Quel labeur, dit-il, ce travail de traduction a coûté à Bakounine, ses lettres à Joukovsky en témoignent. Rien peut-être n'est plus caractéristique pour les relations entre Marx et Bakounine que ce fait, qu'au moment même où Marx envoyait sa *Communication confidentielle* sur Bakounine, ce dernier suait à Locarno sur la traduction du *Kapital*. » A cette réflexion de Bernstein, j'en ajoute une seconde : N'est-il pas bien caractéristique aussi, je dirai plus, n'est-il pas véritablement touchant, de voir, sept ou huit ans plus tard, un ami de Bakounine, Cafiero, au fond d'une prison italienne, pendant que les amis allemands et les futurs alliés français de Marx l'accablent d'avanies et de sarcasmes, se donner la tâche d'écrire, à l'intention du prolétariat de son pays, ce résumé populaire du *Kapital*, dicté par une admiration sincère, qui fit connaître pour la première fois le livre de Marx à l'Italie ?

3. La voilà bien, la « manœuvre frauduleuse tendant à s'approprier tout ou partie de la fortune d'autrui, ce qui constitue le fait d'escroquerie » ! (Rapport de la Commission d'enquête ; voir t. II, p. 346.)

4. Netchaïef s'était rendu à Locarno auprès de Bakounine au milieu de janvier 1870 ; il l'engagea à abandonner la traduction pour se consacrer tout entier à la propagande révolutionnaire (il s'agissait, entre autres choses, de recommencer la publication du *Kolokol*, en russe et en français), et lui promit d'arranger l'affaire (voir t. Ier, p. 261). On sait la façon dont il s'y prit, à l'insu de Bakounine. Netchaïef avait quitté Locarno dès la fin de janvier pour revenir dans la Suisse française, où il se cachait, la police suisse étant à ses trousses ; vers la fin de février nous lui procurâmes un refuge au Locle (voir t. Ier, p. 281). C'est donc du Locle que fut écrite la lettre du « Bureau ».

Le semestre d'hiver était terminé, je devais partir ; mais j'attendis encore deux semaines et demie après l'envoi de ma lettre. Cependant je ne reçus aucune réponse. Plus tard, Bakounine a écrit à une personne de ma connaissance et de la vôtre, Lopatine, qu'il m'avait envoyé une brève réponse dans laquelle il était dit qu'il renonçait à la traduction à cause de ma grossièreté. Mais je suis persuadé que cette réponse n'a jamais existé, car je l'aurais reçue [1]. Au même ami il a remis un récépissé dans lequel il déclare avoir reçu de l'éditeur, par mon intermédiaire, trois cents roubles, et s'engage à les rendre dans le plus bref délai possible. Mais ce récépissé était absolument superflu, car je possédais déjà un reçu écrit de sa main pour la même somme, et sa promesse de paiement à bref délai n'a pas été exécutée [2]. Jusqu'à présent je n'ai pas reçu un rouble de lui ; mais en revanche il a dernièrement adressé à ce même éditeur une dame pour lui demander de lui donner une autre traduction, en promettant que l'histoire du *Kapital* ne se renouvellera pas. Quelle impudence [3] !

Comme conclusion, je dirai ce que je pense maintenant de la lettre que je reçus en 1870 du « Bureau ». Alors, la participation de Bakounine me paraissait incontestable ; mais je dois dire que maintenant, en repassant froidement dans ma tête toute cette histoire, je vois que la participation de Bakounine n'est pas du tout prouvée, car en réalité cette lettre a pu être envoyée par Netchaïef tout à fait indépendamment de Bakounine [4]. Une seule chose peut être considérée comme tout à fait établie, c'est que Bakounine n'a pas manifesté le moindre désir de continuer le travail commencé, malgré l'argent reçu [5].

1. Ici encore, au lieu d'admettre tout simplement l'affirmation de Bakounine, M. Lioubavine se déclare persuadé que celui-ci a menti, alléguant que, si Bakounine avait écrit, la lettre serait parvenue à son adresse, — comme si une lettre ne se perdait jamais!

2. Le papier transmis à Lioubavine par l'intermédiaire de Lopatine n'était pas un simple duplicata du récépissé arrivé le 2 octobre 1869, puisqu'il contenait en outre un engagement de rendre le plus tôt possible les trois cents roubles touchés d'avance. Ce papier, dont j'ignorais l'existence, est un nouveau témoignage de la loyauté de Bakounine.

3. Voilà tout ce que M. Lioubavine trouve à dire au sujet d'une démarche (dont, pour ma part, je n'ai eu connaissance qu'en lisant sa lettre) qui prouve précisément que Bakounine était bien loin de songer à commettre un abus de confiance à l'égard de Poliakof, puisque, si l'éditeur lui donnait à faire une autre traduction, il était évident que les trois cents roubles seraient déduits du prix à payer au traducteur.

4. Ainsi, aux yeux de Lioubavine, Bakounine ne saurait être rendu responsable de l'envoi de la lettre du « Bureau ». Et cela n'empêchera pas Marx, malgré la déclaration formelle de son correspondant, de faire rendre par ses hommes à tout faire un arrêt infamant contre la victime qu'il voulait déshonorer !

5. Non, Bakounine n'a pas désiré, en effet, « continuer le travail commencé ». Mais il a désiré rendre l'argent reçu. Seulement, que l'on considère ce qui s'est passé dans l'intervalle écoulé entre le printemps de 1870 et le Congrès de la Haye : dans l'été de 1870, la rupture avec Netchaïef; puis la guerre entre l'Allemagne et la France éclatant brusquement : en septembre et octobre, Bakounine à Lyon et à Marseille; ensuite l'hiver de 1870-1871 avec la misère noire et la composition de l'*Empire knouto-germanique* : puis la Commune de Paris, Bakounine dans le Jura; à partir de juin 1871, la polémique contre Mazzini, contre l'intrigue marxiste, qui absorbe toute l'activité de l'écrivain; de nouveau la détresse pécuniaire durant l'hiver de 1871-1872 ; au printemps de 1872, la polémique de plus en plus violente; et, à partir de juillet 1872, Bakounine à Zürich, au milieu de la colonie des étudiants russes ; c'est alors que, par l'intermédiaire d'une

On a pu croire un moment que Marx, induit en erreur par de faux rapports, avait été véritablement persuadé, en 1872, du bien-fondé des accusations qu'il formulait contre Bakounine. Cette lettre de Lioubavine prouve que Marx *n'a pas été induit en erreur* : que son correspondant, en lui envoyant le document réclamé, l'a en même temps éclairé sur sa véritable signification ; et que Marx, par conséquent, a sciemment trompé la Commission d'enquête. Sa façon d'agir, dans cette circonstance, a imprimé à son caractère une tache qu'il ne sera jamais possible d'effacer.

L'année suivante, par la publication du pamphlet *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs* (en allemand, *Ein Komplott gegen die Internationale Arbeiter-Assoziation*), il a aggravé encore sa vilaine action. Dans ce même article de *Minouvchié Gody* (première partie, octobre 1908), Bernstein a apprécié cette triste production et l'impression qu'elle produisit en Russie. Voici ce qu'il dit à ce sujet :

Au moment où parut la brochure accusatrice de Marx, on savait assez exactement, dans les groupes socialistes russes, quels avaient été en réalité les rapports entre Bakounine et Netchaïef : aussi devait-elle rester sans influence même sur ceux qui considéraient la conduite de Bakounine comme blâmable. Rappelons seulement que Pierre Lavrof lui-même, dans son *Vpered*, lui fit un accueil sévère. Elle a fait infiniment pour aliéner à Marx tout le monde socialiste russe d'alors. Et cependant la propagande socialiste embrassait des cercles de plus en plus étendus de la jeunesse des écoles, qui manifestaient autant d'ardeur pour le savoir que de besoin d'action pratique et de sacrifice ; mais peu nombreux étaient ceux qui étaient attirés par Marx : ils appréciaient sa science, mais n'avaient que peu de sympathie pour lui comme homme : il leur paraissait le représentant typique de tous les mauvais côtés d'un savant allemand...

Un petit groupe de Russes seulement se trouvaient autour de Marx en 1870 et dans les années suivantes. Parmi eux était Outine, ce qui n'a pas contribué à leur bonne renommée... On ne voyait généralement dans Outine qu'un intrigant tortueux et cancanier, et beaucoup de personnes n'étaient pas loin de juger du maître d'après l'élève...

Au point de vue purement humain, dans cette lutte entre Marx et Bakounine, ce dernier apparaît incontestablement sous un jour plus favorable que son adversaire ; même celui qui croit que Marx défendait dans cette querelle les intérêts du mouvement ouvrier, qui n'admettaient aucune concession sentimentale, ne peut s'empêcher de regretter que Marx n'ait pas mené cette lutte avec d'autres moyens et dans d'autres formes.

Voilà comment parle aujourd'hui de Marx et de Bakounine le représentant le plus distingué de la *Sozial-Demokratie* allemande.

dame, il cherche à renouer des relations avec l'éditeur Poliakof; c'est alors aussi que l'arrestation de Netchaïef par la police zuricoise va l'obliger à garder le silence et l'empêcher, après le Congrès de la Haye, de faire publiquement la lumière sur l'imputation calomnieuse lancée par des ennemis sans scrupule.

L'INTERNATIONALE

DOCUMENTS ET SOUVENIRS (1864-1878)

Tome IV

DU MÊME AUTEUR :

L'Internationale, Documents et Souvenirs (1864-1878). — TOME Ier (1864-1870) : PREMIÈRE PARTIE, *Avant la Fédération romande ;* DEUXIÈME PARTIE, *La Fédération romande.* Avec un portrait de Constant Meuron. Un volume grand in-8° de x-304 pages.

Prix : 4 fr. 50.

L'Internationale, Documents et Souvenirs (1864-1878). — TOME II (1870-1872) : TROISIÈME PARTIE, *La Scission* : QUATRIÈME PARTIE, *La Fédération jurassienne, Première période.* Avec un portrait de Michel Bakounine. Un volume grand in-8° de XII-356 pages.

Prix : 6 francs.

L'Internationale, Documents et Souvenirs (1864-1878). — TOME III (1872-1876) : CINQUIÈME PARTIE, *La Fédération jurassienne, Deuxième période.* Avec un portrait de Carlo Cafiero. Un volume grand in-8° de XX-328 pages.

Prix : 5 francs.

Etudes révolutionnaires, PREMIÈRE SÉRIE. (Principaux chapitres : *Le vandalisme de Chaumette* ; *La déesse de la Liberté à Notre-Dame* ; *Un mot légendaire* : « *La République n'a pas besoin de savants* » ; *Fragonard et la Terreur* ; *Le berger Daubenton : encore une légende contre-révolutionnaire* ; *Le Saint-Suaire de Besançon* ; *L'hymne à l'Etre-suprême à la fête du 20 prairial an II* ; *Les sextiles de l'ère républicaine* ; *Lavoisier anti-clérical et révolutionnaire* ; *Les quatre Déclarations des droits de l'homme de 1793* ; etc.). Un volume in-12, de VI-400 pages, avec deux fac-similé et un portrait de Robespierre par Fragonard.

Prix : 3 fr. 50.

Etudes révolutionnaires, DEUXIÈME SÉRIE. (Principaux chapitres : *Le chevalier Pawlet et l'Ecole des orphelins militaires* ; *La liberté des cultes et le Comité d'instruction publique en l'an II* ; *Le personnel du Comité de salut public* ; *Le personnel du Comité de sûreté générale* ; *Grégoire et le vandalisme* ; *Pestalozzi citoyen français.*) Un volume in-12, de VI-540 pages, avec un portrait du chevalier Pawlet et un portrait de Pestalozzi.

Prix : 3 fr. 50.



ADHÉMAR SCHWITZGUÉBEL

1875

L'INTERNATIONALE

Documents et Souvenirs (1864-1878)

PAR

James GUILLAUME

TOME QUATRIÈME

Avec un portrait d'Adhémar Schwitzguébel

PARIS. — Ier

P.-V. STOCK, ÉDITEUR

(**Ancienne Librairie TRESSE & STOCK**)

155, RUE SAINT-HONORÉ, 155

Devant le Théâtre-Français

1910

Laisserai-je paraître ce dernier tome de « Documents et Souvenirs » sans le faire précéder de quelques lignes ? Des amis m'ont demandé si je ne donnerais pas, à cette place, une conclusion à ces quatre volumes, si je n'essaierais pas de résumer la philosophie de ce que j'ai raconté. A ces amis j'ai répondu : Non. Le caractère d'une publication comme celle-ci est justement de n'avoir rien de systématique : c'est au lecteur à se former lui-même une opinion. En outre, le terme même de *conclusion* me paraît exprimer une idée fausse. Rien ne se conclut, ne s'achève ; tout continue, recommence en se transformant. L'évolution est sans cesse en marche, la vie est immortelle.

Engels avait écrit à Sorge, en septembre 1874 : « Avec ta retraite, la vieille Internationale est complètement finie et a cessé d'exister ». Cela voulait dire simplement que la coterie marxiste était désemparée. Pour ressaisir l'influence perdue, Engels et Marx imaginèrent de pousser à la constitution de partis socialistes nationaux, destinés à prendre la place des fédérations de l'Internationale. La manœuvre fut tentée tout d'abord en Belgique et en Suisse : la constitution, en 1877, d'un Parti socialiste belge par les Flamands et d'une *Sozialdemokratische Partei* par les Suisses allemands eut lieu dans le dessein avoué de faire échec à l'Internationale, qui, le présent volume le montrera, bien loin d'avoir « cessé d'exister ». était à ce moment plus vivante que jamais. Le mouvement anti-international continua dans les années suivantes. Il s'étendit à la France en 1880, après l'amnistie et la rentrée des proscrits ; cette année-là Marx écrit (en allemand) à Sorge, le 5 novembre :

« Tu as sans doute remarqué que l'*Egalité*[1] (grâce à l'entrée de Guesde dans nos rangs et aux travaux de mon gendre Lafargue) est devenue maintenant un véritable journal ouvrier. Malon aussi, dans la *Revue socialiste*, — bien qu'avec les inconséquences inséparables de sa nature éclectique, — a été obligé (nous étions ennemis, car il a été à l'origine un des co-fondateurs de l'Alliance) de se convertir au « socialisme moderne scientifique[2] », c'est-à-dire au socialisme *allemand*. J'ai rédigé pour lui le

1. Il s'agit de la seconde série de l'*Egalité*, qui a paru du 21 janvier au 25 août 1880.
2. En français dans l'original.

« Questionnaire »[1] qui a paru d'abord dans la *Revue socialiste*, et qui a été répandu ensuite en tirage à part dans toute la France. Peu après, Guesde est venu à Londres, pour élaborer ici avec nous (*myself*[2], Engels et Lafargue) un programme électoral pour les ouvriers en vue des prochaines élections générales...

« L'*Emancipation*, qui a commencé à paraître à Lyon il y a quelques jours, sera l'organe du *Parti ouvrier*[3] qui s'est constitué sur la base du socialisme allemand. Nous avons en outre des champions jusque dans le camp des adversaires eux-mêmes, c'est-à-dire dans le camp radical. Theiss traite la question ouvrière dans l'*Intransigeant*, l'organe de Rochefort ; venu à Londres, après la défaite de la Commune, comme proudhonien, ainsi que tous les socialistes français qui « pensaient[4] », il s'y est totalement transformé, par ses relations personnelles avec moi et par une étude consciencieuse du *Kapital*. D'autre part, mon gendre Longuet, renonçant à sa place de professeur à King's College, est retourné à Paris, où il est devenu un des rédacteurs les plus influents de la *Justice* de Clémenceau, le chef de l'extrême gauche. Il a si bien travaillé que Clémenceau, qui, en avril dernier encore, avait publiquement pris position contre le socialisme, vient de passer à nous, dans son récent discours prononcé à Marseille contre Gambetta, aussi bien comme tendance générale que dans le détail des points essentiels contenus dans le *Programme minimum*. Tiendra-t-il ce qu'il a promis ? cela, c'est tout à fait indifférent. En tout cas il a introduit notre élément dans le parti radical, dont les organes, chose comique, admirent comme *something wonderful*[5], dans la bouche de Clémenceau, ce qu'ils affectaient d'ignorer ou de dédaigner tant que le *Parti ouvrier* était seul à l'affirmer.

« Je n'ai pas besoin de te dire — car tu connais le chauvinisme français — que les ficelles secrètes au moyen desquelles les *leaders*, de Guesde et Malon jusqu'à Clémenceau, ont été mis en mouvement, doivent rester *entre nous*. Il n'en faut pas parler. Quand on veut agir pour messieurs les Français, il faut le faire

1. Dans le volume de Sorge on lit « questionneur » au lieu de « Questionnaire ». Il s'agit évidemment de l'article (non signé) qui a paru en tête du n° 4 de la *Revue socialiste* (20 avril 1880) sous le titre d'*Enquête ouvrière :* il comprend cent questions auxquelles les ouvriers sont engagés à répondre, afin de dresser les « cahiers du travail ».

2. « Moi » ; en anglais dans l'original.

3. En français dans l'original. — L'*Emancipation sociale*, qui parut à Lyon d'octobre à décembre 1880, comme organe quotidien du « Parti ouvrier », avait Malon comme rédacteur en chef, et Brousse et Guesde comme collaborateurs.

4. *Wie alle « denkenden » französischen Sozialisten.* — Marx ignorait-il donc que l'Internationale française, sous l'influence de Varlin et de tant d'autres, était dans sa très grande majorité « collectiviste » dès 1869 ?

5. « Quelque chose de merveilleux » ; en anglais dans l'original.

anonymement, pour ne pas choquer le sentiment *national*[1]. »

Cette lettre nous fait assister à la naissance du Parti socialiste *français*, — on voit qui en a été le véritable père, — qui se divisa bien vite en chapelles rivales au gré des ambitions des meneurs, mais dont toutes les fractions ont eu ce caractère commun de chercher à aiguiller les travailleurs sur la voie du parlementarisme. C'était l'influence *allemande* — Marx le constate avec orgueil — qui avait fait dévier le mouvement, et la déviation dura presque un quart de siècle.

Mais, malgré les efforts des politiciens, les salariés de France, dans leur masse, n'avaient pas oublié ces vérités reconnues et proclamées par la génération précédente : « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs *eux-mêmes* » : — « L'émancipation des travailleurs n'est pas un problème national, mais un problème *international* ». Vivant de leur vie de classe, ils continuèrent la lutte économique ; et, tandis que les parlementaires consacraient toute leur activité à recruter une armée électorale, eux s'organisaient en groupements ouvriers locaux (Bourses du travail), d'une part, en fédérations de métiers d'autre part. De l'union de ces deux organisations sortit, en 1895, la Confédération générale du travail, qui, à partir de 1904, s'est placée, dans sa majorité, sur le terrain du syndicalisme révolutionnaire.

Et qu'est-ce que la Confédération générale du travail, sinon la continuation de l'Internationale ?

J. G.

1. Les trois dernières lignes, depuis « *entre nous* », inclusivement, jusqu'à la fin, sont en français dans l'original. (*Briefe und Auszüge aus Briefen an F. A. Sorge und Andere*, Stuttgart, 1906 ; p. 170.

TABLE DES MATIÈRES DU TOME QUATRIÈME

SIXIÈME PARTIE

La Fédération jurassienne : troisième période (Mars 1876-Avril 1878).

XI. — *La journée du 18 mars 1877 à Berne et ailleurs.* — Mon opinion sur la manifestation de Berne : négociations de Brousse avec le préfet de Berne : les manifestants venus du dehors se réunissent dans un café de la place de l'Ours, le dimanche 18 mars : la chanson du *Drapeau rouge*, de Brousse, 162-163. Récit de la journée, extrait du *Bulletin*, 163-169. Appréciations de la presse ; la *Tagwacht* nous traite en ennemis, le *Vorwärts* se solidarise avec nous, 169-170. Entrefilets du *Bulletin* relatifs à la manifestation, 170-172. Extraits de diverses lettres privées, 172-174. Discours de M. Sahli, président du Grand-Conseil bernois, et appréciation définitive du *Bulletin*, 174-175. Souscription pour venir en aide aux ouvriers de Berne congédiés par leurs patrons à la suite de la manifestation, 175. — Polémique entre Adolphe Clémence et Charles Beslay au sujet de la Commune, 175. — Commémoration du 18 mars en France, 175-176.

XII. — *Des derniers jours de mars au milieu de juillet 1877.* — Congrès des associations ouvrières belges à Gand (Ier avril) ; il décide la création d'une *Union ouvrière socialiste belge* ; il refuse d'imposer, comme condition d'admission dans cette Union, l'obligation de faire de la politique ; il décide que seuls des salariés pourront en faire partie. Commentaires sur la signification de ce Congrès. Les Flamands, mécontents, décident de convoquer un Congrès exclusivement flamand, 176-178. Lettre écrite par moi à Kropotkine sur la situation en Belgique (30 avril), 179-180. — Projets de publications formés par un groupe de Genève (Ralli, Kahn, etc.) : défiances de Brousse à l'égard de ce groupe ; extraits de lettres, 180-181. Continuation du mouvement de propagande dans le Jura, 181. — Mouvement insurrectionnel commencé le 5 avril à San Lupo (province de Bénévent), et continué, les jours suivants, jusqu'au 11, dans la province de Caserte, sous la direction de Cafiero et de Malatesta, 181-183. — Conférences de Brousse à Saint-Imier et à la Chaux-de-Fonds (14 et 15 avril) ; son hémorragie à Neuchâtel (16 avril) ; il est soigné chez moi jusqu'au 21, 183. — Lettre de Costa (14 avril) donnant des détails sur le mouvement insurrectionnel des 5-11 avril, 184-185. Attaque de Jules Guesde, dans le *Radical* de Paris, contre les insurgés socialistes italiens, et réponse du *Bulletin*, 185-186. Nouveaux détails sur l'insurrection, 186-188. — Attaques du *Povero*, du *Vorwärts* : réponse du *Bulletin* aux insulteurs, 188-189. Nouvelle lettre de Costa ; il arrive à Berne au commencement de mai, 189-190. — Dans le Jura, élections au Grand-Conseil neuchâtelois (9 mai) ; document constatant que dès 1868 Coullery était un agent du parti conservateur, 190-191. — Circulaire du Bureau fédéral aux Fédérations régionales, relative au Congrès général à tenir en 1877 (8 mai), 191-192. — Programme de l'Union démocratique du Peuple, en Grèce (mai), 192. — Grève des mouleurs de Lisbonne (avril), 193. — Les meneurs socialistes danois Pio et Geleff filent en Amérique en emportant la caisse du parti (avril), 193. — Lettre du Comité de la Société internationale des ouvriers, de Montevidéo (avril), 193. — Lettres de Sauva, au nom de la communauté icarienne de l'Iowa (avril), 194. — Convocation du Congrès des socialistes allemands pour le 27 mai, 194. — Élection, à Bruxelles, de Paul Janson comme député libéral : lettre de Louis Bertrand au *Bulletin* à propos du Congrès de Gand, et réponse du *Bulletin*, 194-196. — En Italie, disparition du *Martello* ; nouvelles attaques du *Povero* et du *Vorwärts* ; la *Tagwacht* traite Cafiero, Malatesta et leurs compagnons d'agents provocateurs, 196-197. — L'*Arbeiterbund* de Berne, dans une lettre à M. Sahli, se déclare l'adversaire des internationaux jurassiens : M. Sahli répond que dans son discours au Grand-Conseil il n'a pas attaqué l'*Arbeiterbund*, mais les « anarchistes » ; réplique du *Bulletin*, 197-198. — A Zürich, assemblée de protestation contre une demande de referendum destinée à faire échec à la loi sur les fabriques (13 mai) ; les organisateurs de l'assemblée interdisent le port du drapeau rouge ; article du *Bulletin*, 198-200. — Vie intérieure de la Fédération jurassienne ; nombreuses réunions ; reconstitution à Genève de la Section de propagande ; propagande parmi les paysans de la Savoie (mai), 200. — Congrès de l'*Arbeiterbund* à Neuchâtel (20-22 mai) ; Kachelhofer et moi

prenons part aux réunions publiques tenues à cette occasion : article du *Bulletin*, 200-201. — Le « 16 mai » en France, les Trois cent soixante-trois. Projet de création d'un organe de la Fédération française. Apparition du *Travailleur*, à Genève (20 mai) : lettres de Brousse sur l'intrigue de « nos amis les ennemis », 201-203. — Nouvelles d'Angleterre, de Bohême, de Russie : article du *Bulletin* sur le *Vorwärts* et les révolutionnaires russes (27 mai), 203-205. — Congrès de la Fédération belge à Jemappes (20 mai) : il décide que la Fédération de l'Internationale continuera d'avoir une existence distincte de celle de l'Union ouvrière socialiste belge projetée ; le même jour, Congrès flamand à Malines : il décide la fondation d'un « Parti socialiste belge », 205. — Publication de l'*Hellinikì Dimokratia* à Patras (mai), et emprisonnement de ses rédacteurs (mai), 205-206. — La Section de propagande de Genève rentre dans la Fédération jurassienne. L'*Arbeiter-Zeitung* de Berne et ses collaborateurs : ceux-ci élaborent les statuts d'un « Parti anarchiste-communiste de langue allemande » (mai), 206-207. — Congrès du Parti socialiste allemand à Gotha (26 mai) ; l'incident Engels-Dühring : le *Drapeau rouge* de Hasselmann : le Congrès décide d'envoyer un délégué au Congrès universel des socialistes à tenir en Belgique, 207-208. — Conférences de Kachelhofer à la Chaux-de-Fonds et à Saint-Imier (29 et 30 mai) ; fondation d'une section à Fleurier (fin mai) : article de Kropotkine sur l'inutilité des lois de réforme ouvrière ; reconstitution, avec l'aide de Costa, d'une section italienne à Berne (juin) : conférence de Costa à Genève sur la « Propagande par le fait » (9 juin) ; publication à Berne du premier numéro de l'*Avant-garde*, organe de la Fédération française de l'Internationale (3 juin), 209-210. — Correspondance injurieuse de Malon, publiée par le *Mirabeau* : réponse de Costa ; nouvelle correspondance de Malon, 210. Congrès ouvrier à Bruxelles (3 juin) : les Flamands y sont battus, le Congrès refuse d'adhérer au Parti socialiste belge fondé à Malines, et charge la Chambre du travail de Bruxelles de préparer un contre-projet, 210. — Albarracin, rappelé en Espagne où se préparait un mouvement insurrectionnel, quitte la Suisse : Kropotkine voulait partir avec lui, je l'en dissuade (juin), 210-211. — Lettre écrite par Malatesta, contenant le récit authentique des actes des insurgés du Bénévent ; cette lettre, que m'envoie Pezzi, paraît dans le *Bulletin* du 10 juin, avec une circulaire de la Commission italienne de correspondance, 211-214. Le *Vorwärts* rectifie ses calomnies à l'endroit des révolutionnaires italiens détenus ; dans le *Radical*, Jules Guesde les attaque de nouveau (juin), 214-215. — Constitution d'une section de l'Internationale à Liège (juin), 215. — Procès de l'Union ouvrière de la Russie méridionale (juin). Article de Kropotkine sur la guerre d'Orient : le *Vorwärts* et Karl Marx sont turcophiles, 215-216. — Bebel et Liebknecht incarcérés (juin) ; révocation de Dühring, 216-217. — Réunion à la Chaux-de-Fonds, convoquée par des feuilles volantes distribuées dans les cafés (15 juin) : à Berne, constitution d'une section de plâtriers-peintres et d'une section de menuisiers et charpentiers (juin) : reconstitution de la Section de Fribourg (fin juin) ; fusion des deux fédérations ouvrières du district de Courtelary (30 juin), 217. — Article du *Bulletin* pour le premier anniversaire de la mort de Bakounine (1er juillet), 217. — Circulaire signée par Van Beveren, au nom du Parti socialiste belge, par Louis Bertrand, au nom de l'Union ouvrière belge, et par Ph. Coenen, au nom du Conseil régional belge de l'Internationale, convoquant le Congrès universel des socialistes à Gand pour le 9 septembre (juin) ; commentaires du *Bulletin* sur cette circulaire, 217-218. Circulaire du Bureau fédéral de l'Internationale proposant Verviers pour lieu de réunion du 9e Congrès général (6 juillet) ; autre circulaire annonçant l'adhésion de la Fédération de Montévidéo (1er avril), 218-219. — Projet de voyage de Kropotkine à Paris ; lettre de Brousse (12 juillet), 219-220. — Situation financière du *Bulletin*, 221. — Je vais passer trois semaines à la montagne ; Brousse me remplace au *Bulletin* (juillet), 221-222. L'imprimerie dont Ross m'avait fait dépositaire est confiée au groupe du *Rabotnik*, 222.

XIII. — *Du milieu de juillet 1877 au 9e Congrès général de l'Internationale.* — Mon séjour à Champéry (juillet), 222-223 ; Robin arrive en Suisse (2 août), 223. Articles de Kropotkine et de Brousse dans le *Bulletin*, contre le socialisme parlementaire et sur le socialisme révolutionnaire (22 et 29 juillet), et sur la « propagande par le fait » (5 août), 223-227. — Grève révolutionnaire de travailleurs des chemins de fer aux Etats-Unis (juillet), 227. — Citation à divers membres de la Fédération jurassienne à comparaître le 16 août devant le tribunal correctionnel de Berne pour l'affaire du 18 mars, 227. — De nouvelles sections de métier adhèrent à l'Internationale au Val de Saint-Imier (juillet), 228. Le Congrès jurassien est convoqué à Saint-Imier pour le 4 août, 228. — Le Congrès de Saint-Imier (4-6 août), le dernier Congrès jurassien auquel j'aie assisté. Conférences de propagande du samedi soir 4. Manifestation du dimanche 5 août : le drapeau rouge. Résolutions du Congrès : au Congrès de Gand, la Fédération jurassienne affirmera sa solidarité avec tous les travailleurs, mais se réservera le droit de combattre le mouvement parlementaire ; elle n'acceptera un pacte de solidarité que si chaque organisation doit conserver sa complète autonomie ; quant à la formation éventuelle d'une nouvelle organisation, elle déclarera que l'Internationale est l'organisation la plus capable d'embrasser les diverses manifestations de la vie ouvrière : — le Congrès recommande de consacrer une activité incessante au groupement des ouvriers par corps de métier adhérents à la Fédération jurassienne : — le Comité fédéral maintenu à Neuchâtel ; l'administration du *Bulletin* maintenue à Sonvillier ; — télégrammes de sympathie de Leipzig et de Berlin ; — les chansons italiennes chantées le 5 août ; — le Congrès s'achève à Sonvillier ; — mon retour de Sonvillier à Neuchâtel, 229-239. — Le procès de Berne (16-18 août) : Vingt-cinq prévenus, sur vingt-neuf, sont présents : les dépositions : le témoin Capt transformé en prévenu : les interrogatoires, l'incident Lampert : plaidoirie de l'avocat Sahli pour la partie civile : réquisitoire du ministère public Wermuth ; les prévenus se défendent eux-mêmes : ils sont condamnés, deux d'entre eux à soixante jours de prison, seize à quarante jours, cinq à trente jours, sept à dix jours ; en outre six d'entre eux, étrangers, sont bannis du canton de Berne ; tous sont condamnés solidairement aux frais du procès, et ceux des deux premières catégories au paiement de 470 fr. d'indemnités, en tout 1373 fr. 40, 239-248. Assemblées de protestation, 248. Réunion à la Chaux-de-Fonds d'un Congrès de délégués de la Fédération française (août), principales résolutions votées, 248-249. — Nouvelles d'Espagne (juillet-août) données par Albarracin ; le mouvement insurrectionnel est ajourné ; la Fédération espagnole se prépare à envoyer des délégués au Congrès général et au Congrès universel des socialistes, 249. — En Italie, préparatifs en vue des deux Congrès : les détenus de Bénévent et de Santa Maria Capua Vetere, lettre de Kraftchinstky : acquittement de socialistes à Reggio et à Cesena, 249-251. — Mise en liberté des rédacteurs de l'*Helliniki Dimokratia* ; progrès de l'Union démocratique du peuple. — En Russie : Préparation du procès des Cent quatre-vingt-treize : le détenu Bogolioubof fouetté par ordre du chef de la police, Trépof, 251. — Le *Mirabeau* publie une seconde réponse de Costa à Malon, en exprimant sa satisfaction « de connaître enfin la vérité », et une résolution par laquelle le cercle l'Etincelle se déclare solidaire du mouvement de Bénévent, de la manifestation de Notre-Dame-de-Kazan, et de tous les mouvements révolutionnaires, 251-252. Les circulaires du Bureau fédéral de l'Internationale, des 8 mai et 6 juillet, ne sont pas communiquées aux sections belges par le Conseil régional belge, qui désire faire échouer le Congrès général de l'Internationale ; mais ces circulaires sont publiées par le *Mirabeau*, et un Congrès des sections de la Vallée de la Vesdre décide (12 août) d'accepter Verviers comme lieu de réunion du 9e Congrès général ; lettre de Fluse à Kropotkine ; Congrès de la Fédération belge à Bruxelles (19 août), 252-253. — Circulaire du Bureau fédéral convoquant le Congrès général pour le 6 septembre à Verviers (25 août), 253. — Reconstitution d'une section à Bienne ; formation d'une

18 août, maladie de ma femme : le régime de la prison ; je sors de prison le 14 novembre, 285-287. — Dans la Fédération jurassienne : Souscription en faveur des condamnés du procès de Berne : conférences à Neuchâtel, Saint-Imier, Fribourg, etc. : les détenus à Courtelary et à Berne : l'*Arbeiter-Zeitung* suspend sa publication (octobre), 287-289. La loi sur les fabriques : articles du *Bulletin* : vote référendaire du 21 octobre, la loi est adoptée par le peuple, nouveaux articles du *Bulletin*, 289-293. Soirée d'adieu de la section italienne de Saint-Imier (1er novembre) : à la Chaux-de-Fonds, Fritz Robert élu député par les radicaux (18 novembre) ; la *Neue Gesellschaft* du Dr Wiede, à Zürich, 293. Programme de la *Sozialdemokratische Partei in der Schweiz*, 293-294. — En Italie : Nicotera remplacé par Crispi (décembre). Dans l'affaire des insurgés du Bénévent, arrêt de la Chambre des mises en accusation (30 décembre), les deux prêtres et un paysan sont mis hors de cause ; conflit avec le procureur général. Les distractions des détenus de Santa Maria di Capua Vetere : Cafiero écrit un résumé du *Kapital* de Marx, 294-296. — En France : Second manifeste de la Fédération française (novembre) ; fondation, par Guesde, du journal l'*Egalité*, réflexions du *Bulletin* : préparation d'un Congrès ouvrier à Paris : ministère Rochebouet (23 novembre), le major Labordère (13 décembre), 296-297. — En Belgique : L'*Almanach de l'ouvrier pour 1878* ; article du *Bulletin*, réponse de Louis Bertrand, observation du *Bulletin*, 297-300. Congrès de la Fédération belge à Bruxelles, à Noël ; la Section d'Anvers se retire de l'Internationale : discussion sur le Conseil régional belge et sur le siège du Bureau fédéral, 300-301. — Lettre que m'adresse Hermann Jung (2 décembre) au sujet d'une grève des tailleurs de pierre de Londres, 301-302. — Le *Vorwärts* et Osman-Pacha, 302. Lettre de Marx à Sorge sur la situation du socialisme en Allemagne en 1877, 303.

XVI. — *Du commencement de 1878 à mai 1878.* — Mon projet d'aller vivre à Paris : mes occupations pendant l'hiver 1877-1878, 304-305. — Appel du *Bulletin* à ses lecteurs (7 janvier 1878), 306. Nouvelle chanson de Ch. Keller, 306. Fête du 2 janvier à Saint-Imier ; les patrons ferblantiers de Zürich rétablissent la journée de onze heures : tournée de propagande de Greulich à Vevey, Lausanne et Genève (janvier), 306-308. L'*Avant-Garde* devient un journal de propagande pour la Suisse aussi, 308. — Mort de Victor-Emmanuel (7 janvier) ; amnistie à l'avènement d'Umberto, dont bénéficient huit détenus de l'affaire du Bénévent, 308. — Manifeste du Parti socialiste brabançon : observation du *Bulletin* : article de De Paepe dans le *Socialisme progressif* de Malon, et réponse du *Bulletin*, 308-311. — Propagande de Werner à Leipzig ; propagande anarchiste à Munich, 311-312. — Le Congrès ouvrier de Lyon (28 janvier), 312. — Congrès du Parti socialiste portugais à Porto (1er février), 312. — Mort d'Albarracin (5 février), 312. — En Italie : La presse socialiste révolutionnaire : arrêt de la Cour de cassation de Naples (15 février) : les 26 détenus de Santa Maria Capua Vetere, amnistiés pour les faits qualifiés politiques, seront traduits devant la cour d'assises de Bénévent pour y répondre de la mort d'un gendarme ; la bombe de Florence (9 février) et celles de Livourne (18 février), déclaration de la fédération internationale de Florence, 312-314. — Assemblée populaire à Leipzig, Liebknecht et Werner (février), 314. — En Russie : Fin du procès des Cent quatre-vingt-treize : les condamnations (février) : mes impressions ; le roman de Tourguénief, *Terres vierges* : Véra Zassoulitch, 314-315. — En France : Grève à Montceau-les-Mines (27 février), 315. — Traité de San Stephano (3 mars), 315. — En Suisse : Le gouvernement bernois mobilise des troupes dans l'attente d'une manifestation à l'occasion de l'anniversaire du 18 mars ; articles du *Bulletin* : lettre d'un membre de l'*Arbeiterbund* bernois : la journée du 18 mars 1878 à Berne, 315-320 : commémoration du 18 mars dans d'autres localités, la Chaux-de-Fonds, etc., 320. — Les manuscrits de Bakounine, remis entre mes mains en 1876 ; je les transmets à Elisée Reclus au printemps de 1878 par l'intermédiaire de Kraftchinsky, 320-321. — Article sur Babeuf dans la *Neue Gesellschaft*, 321. — Costa et Kropotkine à

Paris : arrestation de Costa (22 mars), Kropotkine quitte Paris pour Genève (avril), 321-322. — Je donne ma démission des fonctions de rédacteur du *Bulletin* et de membre du Comité fédéral jurassien : le *Bulletin* suspend sa publication (fin mars), en recommandant à ses lecteurs l'*Avant-Garde* : le Comité fédéral jurassien placé au Val de Saint-Imier, 322-323. — Mort de Charles Beslay (30 mars), 323. — Paiement de l'indemnité du gendarme Lengacher (avril), 323. — Installation du nouveau Comité fédéral jurassien (18 avril), 324. — Mon départ pour Paris (1er mai) : ma famille m'y rejoint (11 juin), 324. — Conclusion, 325.

Appendice. — Nouveaux détails sur le Congrès de Genève de 1866 (extraits du compte-rendu du *Courrier international*), 326.

ERRATA ET ADDENDA

POUR LE TOME Ier :

Page 8. — Pour le contenu de toute cette page, voir les additions et rectifications qui se trouvent à l'Appendice du tome IV, pages 327-328.

Page 9, ligne 23. — Il existe plusieurs versions différentes du programme des questions formant l'ordre du jour du Congrès. Dans la séance du 5 septembre au matin, le délégué Cremer fit remarquer « que tous les programmes ne sont pas semblables : l'ordre du jour est interverti ; quelques articles même du programme français n'existent pas sur le programme anglais et genevois » (Compte-rendu du *Courrier international*) On trouvera à l'Appendice du tome IV, pages 328-334, la liste des questions telle qu'elle figure dans un rapport du Conseil général.

Page 9, ligne 42. — Le texte dit : « Une commission composée de treize membres ». Sur la composition de cette commission, qui était en réalité de quatorze membres, voir l'Appendice du tome IV, p. 335.

Page 10. — Les extraits de la brochure Card et du compte-rendu du *Commonwealth* donnés dans cette page renferment plusieurs erreurs. Voir les rectifications qui se trouvent au tome IV, p. 335. — Les notes 5 et 6 doivent être supprimées.

Page 21, ligne 30 d'en bas. — Au lieu de : « une commission de quatre membres », lire : « une commission de cinq membres ».

Page 26, lignes 6 et 7. — On lit à cette place : « une [lettre] du Comité central des Sociétés ouvrières de la Lombardie ». Cette lettre était de Gaspard Stampa, membre du Conseil central des associations ouvrières d'Italie.

Même page, lignes 19 et 20. — On lit à cette place : « On chercherait en vain, dans les trente pages du Compte-rendu du Congrès de Genève [brochure Card], le nom de Karl Marx ». Voir au tome IV, p. 335, un extrait du compte-rendu du *Courrier international*, où le nom de Marx est mentionné dans un débat sur l'article 11 du règlement.

Page 63, ligne 17. — Au lieu de : « presque toutes les demandes qu'ils avaient présentées », lire : « presque tout ce qu'ils avaient demandé ».

Même page, ligne 29. — Supprimer le mot « réussirent ». L'erratum inexact indiqué pour cette ligne au tome II doit être annulé. — A la ligne suivante, au lieu de « par », mettre « surent ».

Page 103, ligne 39. — Au lieu de : « ses », lire : « ces ».

Page 153, avant-dernière ligne. — Ajouter à cette ligne, après « mutuellistes », les quatre noms suivants entre parenthèses, suivis d'un appel de note : « (Murat, Briosne, Longuet, J.-A. Langlois)[3] », et au bas de la page placer cette note : « On y lisait aussi celle d'un communiste, orateur de réunions publiques, G. Lefrançais ».

Page 215, ligne 13 et 14. — Supprimer les mots : « Il avait été, en 1863, l'un des signataires du manifeste des Soixante (candidature Tolain) ». — C'est dans la *Biographie de Varlin* par E. Faillet (p. 18) que j'avais pris ce renseignement, doublement erroné, et quant à la signature de Varlin, et quant à la date du manifeste. Le manifeste n'est pas de 1863, mais de février 1864, et Varlin

n'est pas au nombre des signataires. Cette grave inexactitude du biographe m'a été signalée par Amédée Dunois, que j'en remercie.

POUR LE TOME II :

Page 191, ligne 13. — Après « que », ajouter : « je ».
Page 207, ligne 10. — Au lieu de : « contenant », lire : « renfermant ».
Page 219, ligne 20 d'en bas. — Au lieu de : « Edmond Claris », lire : « A. Claris ».
Page 228, ligne 12 d'en bas. — Au lieu de : « Bakounine écrivit encore, je ne sais à quel moment », lire : « Bakounine avait écrit, du 5 au 15 avril 1871, »...
Page 250, ligne 4 du texte, à compter d'en bas. — Au lieu de : « de Locarno », lire : « à Locarno ».
Page 254. — A la fin de la note 2, ajouter : « page 341, note 2 ».
Page 278, ligne 39. — Au lieu de : « La peine d'Elisée Reclus fut commuée en février 1872 », lire : « ... en janvier 1872 ». J'avais été induit en erreur par l'*Eloge d'Elisée Reclus* prononcé à l'Université nouvelle de Bruxelles le 3 novembre 1905 par le recteur De Greef (p. 25). Je dois cette rectification à l'obligeance d'Amédée Dunois.
Page 343, ligne 3. — Au lieu de : « aussi », lire : « également ».

POUR LE TOME III :

Page VII, ligne 17. — Au lieu de : « 47 », lire : « 43 ».
Page XIX, ligne 12. — Au lieu de : « Page 18 », lire : « Page 13 ».
Page 13, ligne 20. — C'est à cette page 13, et non à la page 18 (indiquée par suite d'une erreur typographique), que se rapporte la correction mentionnée dans les Errata et Addenda du tome III, p. XIX, comme il vient d'être dit.
Page 15, ligne 18. — Au lieu de : « HIRER », lire : « IHRER ».
Page 17, ligne 2 de la fin de la note 6 de la page 16. — Au lieu de : « à le », lire : « à lui ».
Page 37, note 3, ligne 2. — Au lieu de : « pénitencier », lire : « Château ».
Page 55, lignes 18-19. — Au lieu de : « de celui », lire : « du portrait ».
Page 184, ligne 9. — Après « nous envoyèrent », intercaler les mots suivants (à placer entre deux virgules) : « avec un passeport au nom de Gabriel Albagès ».
Page 280, ligne 18 d'en bas. — Au lieu de : « mais ne voyons pas », lire : « nous ne voyons pas ».
Page 291, ligne 18 d'en bas. — Après « etc. », placer un point-virgule au lieu d'une virgule.
Page 294, ligne 23. — Après le premier « que », supprimer la virgule.

POUR LE TOME IV :

Page 9, dernière ligne de la note. — Après « l'impossibilité », intercaler : « de ».
Page 21, ligne 15. — Au lieu de : « ramenés », lire : « reconduits ». — A la ligne 17, au lieu de : « reconduire », lire : « ramener ».
Page 23, ligne 3. — Au lieu de : « un nom », lire : au nom ».
Page 27, ligne 11 d'en bas. — Au lieu de : « ajoutait-il ». lire : « disait-il ».
Page 31, ligne 24. — Après « local », intercaler : « que ».
Page 42, lignes 33 et 34. — Au lieu de : « phamphlet », lire : « pamphlet ». Au lieu de : « Voici ce qui dit », lire : « Voici ce que dit ».
Page 48, ligne 27. — Au lieu de : « d'un projet de Congrès », lire : « du projet d'un Congrès ».
Page 155, ligne 15. — Après « le *Bulletin* notait », supprimer les mots : « en ces termes ».
Page 169, ligne 10 d'en bas. — Au lieu de : « elle dit », lire : « il dit ».
Page 188, ligne 8. — Au lieu de : « lice », lire : « ligne ».
Page 204, ligne 14, et note. — Au lieu de : « Kostourine », lire : « Kostiourine ».
Page 205, lignes 25 et 26. — Au lieu de : « *Union ouvrière belge* », lire : « *Union ouvrière socialiste belge* » ; au lieu de : « *Parti socialiste belge* », lire : « *Parti ouvrier socialiste belge* ».
Page 238, au 3e vers du 3e couplet de la chanson *I Romagnoli*. — Au lieu de : « quanda », lire : « quando ».
Page 257, ligne 16 d'en bas. — Au lieu de : « me », lire : m'en ».
Page 263, ligne 13 d'en bas. — Au lieu de : « attache », lire : « rattache ».
Page 295, ligne 2. — Au lieu de : « toute », lire : « tout ».
Page 302, ligne 18. — Le mot écrasé est : « mentionner ».
Page 306, ligne 18. — Au lieu de : « ou », lire : « où ».
Page 313, ligne 36. — Au lieu de : « au », lire : « ou ».

L'INTERNATIONALE

Documents et Souvenirs

SIXIÈME PARTIE

LA FÉDÉRATION JURASSIENNE : TROISIÈME PÉRIODE

(Mars 1876 — Mai 1878)

I

Du 18 mars 1876 au milieu de mai 1876.

Les trois faits principaux dont j'aurai à parler dans ce chapitre sont : la première partie du procès des socialistes italiens à Bologne ; la proposition d'amnistie plénière déposée par Raspail à la Chambre française ; et, en Suisse, les incidents qui signalèrent en 1876 la commémoration de l'anniversaire du 18 mars, et le rapprochement qui s'en suivit entre la Fédération jurassienne et les plus avancés parmi les ouvriers socialistes de langue allemande.

Je commence par l'Italie. Une correspondance de Cafiero, datée du dimanche 19 mars, nous annonça qu'à Rome il y avait eu, le 18, une nombreuse réunion d'ouvriers socialistes : « Vous pouvez penser si on a parlé de la Commune de Paris, et en quels termes ! Le socialisme et la révolution sociale basée sur les principes d'anarchie et de collectivisme furent les principaux sujets traités dans cette soirée. On n'oublia ni nos frères qui souffrent en Nouvelle-Calédonie, ni ceux qui sont actuellement en jugement à Bologne, ni ceux qui se trouvent dans les prisons de Rome. Pour ces derniers une souscription fut ouverte, et une communication faite à l'assemblée nous apprit que, ce même jour, eux aussi fêtaient dans leur prison le 18 mars. Il fut annoncé que le glorieux anniversaire était célébré également sur tous les points de l'Italie. A Florence, il y aura aujourd'hui un banquet de cent ouvriers socialistes. La même manifestation aura lieu dans beaucoup d'autres localités. »

Le procès des internationaux, à Bologne, avait commencé le 15 mars. L'un des avocats de Costa, Giuseppe Barbanti, avait promis de nous envoyer des correspondances régulières ; mais il ne nous écrivit que deux fois, le 24 mars et le 29 avril. Voici quelques passages de sa lettre du 24 mars :

« Les débats ont commencé, et les interrogatoires durent depuis huit jours : ils ne sont pas encore finis. Le palais de justice ressemble à une forteresse, tant

il est hérissé de troupes. La population de la ville prend un vif intérêt au procès ; la salle est toujours comble, les tribunes sont remplies de dames. Le procès fait le sujet de tous les entretiens, et il se forme en faveur de nos amis un courant de sympathie très accentué. Le jury est composé en majorité de gens de la campagne, qui ont l'air en général peu rassurant. Les défenseurs sont presque tous des républicains, et il se trouve même parmi eux des socialistes... Les accusés sont au nombre de soixante-dix-neuf, dont neuf contumaces [1]. Ils ont l'air tranquille et souriant, et paraissent plus gais que le public qui les regarde. Une soixantaine ont été interrogés jusqu'à présent, et, sauf trois ou quatre, tous ont fait ouvertement une profession de foi internationaliste. Les réponses de Faggioli, de Buggini, de Negri, de Mazzanti, de Domeniconi, de Mazzetti, de Renzi, de Leoni, de Matteucci, et d'autres, ont été remarquables par leur accent de franchise et d'énergie : non seulement ils se sont déclarés membres de l'Internationale, mais ils en ont développé les principes, en se déclarant prêts à les défendre au prix de leur vie.

« Comme vous pouvez le penser, l'interrogatoire le plus important et celui qui a fait le plus de sensation a été celui de Costa. Le jour où on sut, en ville, qu'il devait commencer, la foule était accourue plus considérable encore que d'habitude. Costa a débuté en faisant l'histoire de l'Internationale en Italie, disant qu'il était bien aise de pouvoir la faire, parce que jusqu'à ce moment elle avait été très mal faite ; il tenait en outre à la faire, a-t-il ajouté, par des motifs de propagande : car, puisqu'on lui avait tout ôté, tout interdit, il ne lui restait plus d'autre moyen que de *transformer le tribunal en tribune*. Ce mot a fait le tour de la presse italienne, qui a consacré à Costa une notice biographique spéciale, très honorable pour lui. On a remarqué que les élèves des écoles ont quitté leurs cours pour venir à l'audience entendre Costa. Son interrogatoire a duré trois jours, durant lesquels on a donné lecture de beaucoup de documents concernant l'Internationale. Ceux qui avaient été écrits par lui se reconnaissaient immédiatement au style. On a lu un manuscrit d'un certain Zanardelli [2], rempli d'antithèses et de phrases ampoulées, qui finissait en célébrant l'égalité des sexes ; un défenseur ayant demandé si Zanardelli était impliqué dans la cause, le procureur du roi a répondu en riant : *On ne fait pas de procès aux gens qui veulent l'égalité des sexes*. Je ne puis vous rapporter tout l'interrogatoire de Costa... Quand il eut fini, non seulement ses défenseurs Ceneri [3] et Barbanti, mais le célèbre Busi [4] et d'autres, sont allés lui serrer la main. »

Pendant quatre semaines, notre correspondant ne nous envoya plus rien. Une lettre particulière, je ne sais plus de qui, nous annonça (*Bulletin* du 9 avril) que les interrogatoires étaient terminés et que les dépositions des témoins avaient commencé. Nous nous perdions en conjectures sur les causes du silence de Barbanti. Enfin arriva sa lettre du 29 avril (*Bulletin* du 7 mai). Elle disait :

« Le procès touche à sa fin. On a entendu tous les témoins à charge et à décharge. En ce moment, on donne lecture des nombreux documents que l'autorité a réunis de tous côtés pour s'en faire des chefs d'accusation contre les inculpés... Le questeur Mazza (chef de la police de Bologne) a dit, dans sa déposition, « qu'il avait des informations secrètes venant *d'une personne très au » courant de toutes les affaires de l'Internationale* ». Il a prétendu que Costa s'était trouvé *à Bruxelles*, le 2 août 1874, pour y concerter le plan d'une révo-

1. Je n'ai pas pu rétablir la liste complète des soixante-dix accusés présents : les correspondances du *Bulletin* ne mentionnent que soixante et un noms. Plusieurs centaines d'internationaux qui avaient participé au mouvement ne furent pas poursuivis. Le nom de Bakounine ne fut pas mêlé au procès, sa présence à Bologne étant restée ignorée, comme je l'ai dit.

2. Tito Zanardelli, l'un des rédacteurs de l'*Almanacco del proletario* dont il a été parlé au volume précédent.

3. Le professeur Ceneri, regardé à Bologne comme l'un des maîtres de la parole, assistait le jeune avocat Barbanti.

4. Busi était une des illustrations du barreau italien.

lution en Italie, avec une douzaine d'autres délégués venus d'Allemagne, de Suisse, de France, d'Angleterre, etc. Les dépositions de tous les autres témoins ayant mis à néant cette affirmation, Mazza se borna à répéter que la chose lui avait été dite par une personne bien informée.

« ... Parmi les témoins à décharge, les deux principaux ont été l'illustre poète Giosuè Carducci, professeur à l'université de Bologne, et le comte Aurelio Saffi, l'ex-triumvir de la République romaine et le chef actuel du parti mazzinien.

« Le premier a dit que Costa avait suivi ses leçons comme étudiant, et qu'il avait regretté de le voir quitter l'université, parce que c'était le meilleur de ses élèves... Parlant ensuite de l'Internationale, il a dit que le monde était plein de nouvelles idées et de nouveaux besoins qui réclament une satisfaction pratique ; aussi le moment n'est-il pas éloigné où une nouvelle forme de vie sociale se sera frayé la voie. Quelle sera cette forme, a-t-il ajouté, je ne saurais le dire, mais il est certain que l'Internationale renferme en elle les germes de la solution de beaucoup de problèmes sociaux ; aujourd'hui, en présence du vieil édifice qui croule et du nouveau qui va surgir, mais dont on ne peut pas distinguer encore même les fondements, entre le scepticisme utilitaire d'un côté et l'utopie généreuse de l'autre, il est bien facile que les jeunes gens d'intelligence et de cœur soient entièrement attirés par les idées de l'Internationale.

« Saffi, avec beaucoup de calme et de dignité, a parlé longuement des tristes conditions faites à l'Italie par les classes dirigeantes ;... il a stigmatisé la politique d'expédients et l'esprit d'intrigues qui jusqu'à présent ont présidé à la direction des affaires publiques. Puis il a rendu hommage à la bonne réputation de ceux des accusés qui sont connus de lui. Lorsqu'il eut fini, il s'est fait présenter à Costa, en lui disant qu'il était heureux de faire sa connaissance, parce qu'entre les hommes de cœur, malgré la différence des idées, il y a toujours un lien supérieur et indissoluble. »

Du 8 au 16 mai, les audiences furent consacrées au réquisitoire, prononcé successivement par le substitut du procureur général et le substitut du procureur du roi ; le réquisitoire divisait les accusés en différents groupes : ceux de Bologne ; ceux d'Imola, les plus nombreux ; ceux de Persiceto ; ceux de Ravenne ; ceux des Marches et de l'Ombrie ; enfin ceux des Abruzzes. Notre correspondant — ce n'était plus Barbanti, mais Costa lui-même — nous disait, à propos de l'audience du 16 mai, où fut achevé l'interminable réquisitoire : « Le banc des accusés est plus animé et plus gai que de coutume : ils ont reçu la nouvelle que les internationaux de Rome ont été absous, et se félicitent de la déconfiture du ministère public ».

Un premier envoi de 218 fr. avait été fait au commencement d'avril, par le Comité fédéral jurassien, aux détenus de Bologne. Ceux-ci répondirent par une lettre collective datée du 14 avril, disant : « Chers compagnons, Nous avons reçu votre fraternelle offrande. Nous ne vous adressons pas de remerciements, parce que ce n'est pas de mise entre frères ; mais nous ne pouvons ne pas vous exprimer nos sentiments de gratitude : et nous sommes assurés qu'ils seront bien accueillis... Nous avons plus que jamais acquis la conviction qu'aucune transaction n'est possible entre nous et nos exploiteurs ; et, libres ou condamnés, nous ne cesserons pas de nous montrer dignes de la Révolution sociale et de l'avenir. Nous sommes jeunes, et sans autre mérite que notre amour pour le genre humain : mais c'est là ce qui fait notre force, et ce qui nous soutiendra dans les luttes difficiles où nous sommes engagés. Salut, frères, salut et émancipation ! »

Barbanti nous avait écrit que le procès touchait à sa fin : cependant il devait durer jusqu'au 17 juin encore. Nous en verrons le dénouement au chapitre suivant.

Le 11 mai s'était ouvert le nouveau procès des internationalistes de Rome, condamnés en mai de l'année précédente, et renvoyés, par décision de la Cour de cassation de Florence, qui avait annulé la sentence des premiers juges, devant une section de la cour d'assises de Rome. Après cinq jours de débats, le jury rendit un verdict d'acquittement : ce verdict, venant à la suite des ver-

dicts de Trani, de Florence et de Livourne, fit présager pour le procès de Bologne une issue identique.

A la fin de mars, une crise ministérielle avait amené au pouvoir la gauche modérée, avec Nicotera. « Les choses en étaient venues à un point tel — nous écrivit Cafiero le 2 avril (*Bulletin* du 9 avril) — qu'on ne pouvait plus éviter cette crise. Dans le silence sépulcral, dans la paralysie produite par une répression insensée, la monarchie et le gouvernement étaient menacés d'asphyxie : il fallait de l'air et du mouvement ; la mission de la gauche sera d'en donner, et de rendre la vie au cadavre de l'Etat. Y réussira-t-elle ? Ni plus ni moins que les saints et les charlatans, invoqués pour sauver un malade abandonné par les médecins. »

Le *Bulletin* du 26 mars contient ce qui suit :

« Nous avons reçu deux imprimés qui prouvent qu'en Espagne aussi on a commémoré l'anniversaire du 18 mars : l'un d'eux est un numéro du journal clandestin *el Orden* (l'Ordre), consacré tout entier à la Commune ; l'autre, une feuille volante, contenant un exposé de principes analogue à celui que renferme la lettre d'Espagne lue à la réunion de Lausanne [1].

« L'Internationale espagnole n'est pas morte. »

Dans les premiers jours d'avril, Charles Beslay, le doyen d'âge de la Commune de Paris, publia, sous la forme d'une lettre à M. Thiers, une adresse où il sommait l'ancien chef du gouvernement de Versailles de se prononcer au sujet de l'amnistie.

Un passage de cette lettre fut l'occasion d'un échange d'explications entre Beslay et Lefrançais au sujet de la Banque de France.

Lefrançais adressa au *Bulletin*, le 10 avril, une lettre où il disait :

« Pour la troisième fois depuis cinq ans, notre ami Charles Beslay prend, à mon avis, trop au sérieux son rôle de prétendu *sauveur de la Banque*.

« On ne saurait trop le répéter : la Banque de France n'a point eu à être sauvée et n'a jamais couru le moindre danger. Ce qui prouve assez cette affirmation, c'est précisément le maintien du citoyen Ch. Beslay comme délégué de la Commune auprès de cette institution, alors qu'on connaissait parfaitement ses opinions *conservatrices*...

« S'il est honorable d'avoir *maintenu intacte la Banque de France*..., cet honneur revient, non au citoyen Ch. Beslay, qui n'est point fondé à le revendiquer, mais bien à la population révolutionnaire de Paris tout entière... Si au contraire, comme le pensent quelques-uns au nombre desquels je me compte, le respect exagéré et hors de saison que la Commune a professé à l'égard de la Banque de France, au seul bénéfice des ennemis du prolétariat, n'a été qu'un acte de défaillance, il ne serait pas juste que le citoyen Ch. Beslay en fût seul rendu responsable, alors que cette défaillance est imputable à *tous* les membres de la Commune sans exception. »

Beslay répondit, dans le *Bulletin* des 23 et 30 avril, par une longue lettre adressée à la rédaction, où il disait : « Mon ami Lefrançais a raison quand il dit que je n'ai agi que conformément aux instructions de la Commune, et quand il revendique pour elle le mérite que je m'attribue... Mon livre *Souvenirs* insiste sur la particularité de ma délégation, que j'ai demandée et obtenue à la condition de remplir mon mandat *sans aucune intervention armée*, et j'établis sur ce point que j'ai toujours été d'accord avec le pouvoir exécutif de la Commune... Sur cette première question, nous sommes donc parfaitement d'accord. Mais l'erreur que commet mon contradicteur et que je ne puis admettre est celle qui consiste à dire que *la Banque n'a jamais couru le moindre danger*... Ce n'est pas la Commune qui était à craindre ; mais mon contradicteur sait, comme moi, que les chefs de bataillon, s'attribuant des missions dont la Commune ne les avait pas chargés, avaient le tort de faire dans les grandes administrations des perquisitions et

1. Voir plus loin p. 8.

des fouilles dans l'espoir de trouver des fusils. C'est ainsi que, dès mon entrée à la Banque, j'eus à repousser le chef de bataillon qui commandait au Palais-Royal, et ses visites se sont renouvelées plusieurs fois. Dans ces occasions graves j'eus à intervenir personnellement, et je déclare que toute l'énergie bien connue de mon caractère était à peine suffisante pour empêcher l'occupation de la Banque par les bataillons fédérés... Or, je le déclare hautement, parce que c'est ma conviction profonde : Si la nouvelle de l'occupation de la Banque par les bataillons de la Commune s'était répandue dans Paris, le crédit de la Banque était immédiatement atteint, et ses billets n'étaient plus que de véritables assignats. Dans la crise aiguë que nous traversions,... il fallait à tout prix sauvegarder intacte et entière cette dernière monnaie fiduciaire, car, le jour où elle aurait disparu, on n'aurait pas su comment on aurait payé le lendemain le pain de son boulanger... En allant au fond des choses, on est forcé de se dire que la Banque n'est qu'un instrument composé de billets et d'argent, avec lequel on peut faire ce qu'on veut. Jusqu'à présent cet instrument n'a servi que le capital, mais il n'est pas déraisonnable de penser et de dire qu'on pourrait l'utiliser au profit du travail. »

Une nouvelle lettre de Lefrançais parut dans le *Bulletin* du 7 mai : on y lit :

« Ma première lettre avait surtout pour but de rappeler que le citoyen Ch. Beslay ne pouvait prétendre au titre de *sauveur de la Banque de France*, cette institution n'ayant jamais couru aucun danger. Notre ami déclare lui-même qu'ayant demandé *à remplir son mandat sans aucune intervention armée*, il a toujours été d'accord *sur ce point* avec le pouvoir exécutif de la Commune. Nous voilà ainsi d'accord, le citoyen Ch. Beslay et moi.

« Il est donc bien reconnu maintenant que notre ami n'a point eu à *sauver* la Banque, malgré l'énergie qu'il a dû déployer contre un bataillon de fédérés qui, *sans ordres*, avait tenté de l'occuper. Le désaveu immédiat de cette mesure par le second Comité de salut public, et la démarche de ce Comité auprès du citoyen Beslay pour inviter ce dernier à retirer sa démission, indiquent suffisamment que l'énergie de notre vieil ami n'eut point à subir une trop rude épreuve en cette occasion.

« Quant à son opinion sur le fond même de la question, je persiste à croire que s'emparer de la Banque de France eût été, de la part de la Commune, un acte légitime et conforme aux intérêts du prolétariat qu'elle avait pour mission de faire triompher. Je persiste également à penser qu'en laissant ce puissant levier d'action entre les mains des ennemis acharnés de la Commune, *tous les membres de la représentation communale* sont responsables de cette défaillance, et des conséquences à jamais déplorables que cette défaillance a entraînées avec elle. »

Le vieux Raspail, qui était alors dans sa quatre-vingt-troisième année, avait présenté en mars à la Chambre des députés une proposition d'amnistie plénière. Cette proposition obtint cinquante voix (18 mai). « C'est là, dit le *Bulletin*, un résultat qui nous a grandement surpris ; nous n'aurions pas cru qu'il se fût trouvé cinquante députés assez humains pour vouloir mettre un terme aux tortures qu'on fait subir aux malheureux martyrs de l'idée socialiste... La discussion a eu cet avantage, de faire établir une statistique approximative des victimes immolées ou condamnées par le parti de l'ordre. On saura désormais que les réactionnaires avouent qu'il y a eu dans Paris, sans compter les combattants tombés pendant la lutte, dix-sept mille personnes fusillées sans jugement après la bataille, et quarante mille personnes arrêtées. M. Clemenceau a ajouté que, selon d'autres évaluations, le chiffre de dix-sept mille fusillés n'était pas assez élevé. Un député de Paris, M. Lockroy, a dit : « Nous avons constaté un manque, un *trou*, de cent mille ouvriers dans l'in-» dustrie parisienne ». Voilà les chiffres avoués à la Chambre : qu'on juge de ce qu'a dû être la réalité. »

Notre correspondant de Verviers nous annonça que le 18 mars avait été célébré en Belgique : « A Verviers, un meeting a été tenu le samedi et une confé-

rence a eu lieu le dimanche ainsi qu'un banquet. A Dison, il y a eu meeting le samedi; à Ensival, soirée familière. Anvers, Bruxelles, Gand ont aussi fêté l'anniversaire de la Commune par des soirées et des banquets. Gand est entré depuis quelque temps dans une phase d'organisation tout à fait nouvelle; il règne dans la population ouvrière de cette ville une grande effervescence, et les idées socialistes y gagnent du terrain, à en juger par le nombre de numéros de notre organe flamand, le journal hebdomadaire *De Werker* (d'Anvers), qui s'y écoulent : il s'en achète à Gand environ deux mille exemplaires chaque semaine. Si cela continue, la Flandre aura bientôt perdu sa vieille réputation d'être en Belgique le boulevard de la réaction et du fanatisme. »

Au commencement d'avril, le Conseil régional de la Fédération belge, résidant à Anvers, adressa, à l'exemple des ouvriers danois, « au ministre de la République française près la nation belge, à Bruxelles, » une protestation contre les mauvais traitements que le gouvernement français faisait subir aux vaincus de la Commune. Le texte de cette protestation fut publié dans les organes de l'Internationale en Belgique.

Notre correspondant d'Angleterre donna, dans une de ses lettres (*Bulletin* du 7 mai), quelques détails sur la « presse populaire » anglaise. « Il n'y a en Angleterre, dit-il, aucun journal représentant réellement les intérêts du peuple, et il ne peut actuellement pas y en avoir. » Les journaux anglais ne peuvent vivre que par les annonces. En outre, si des vendeurs voulaient accepter de vendre un journal avancé, les propriétaires des grands quotidiens leur couperaient les vivres, en cessant de leur donner leurs feuilles avec la remise ordinaire. « C'est ainsi que certains journaux même pâles, comme le *Beehive*, le *National Reformer*, ne se trouvent que difficilement et se vendent presque clandestinement dans ce pays de prétendue liberté; et que l'*International Herald* (du reste bien pauvre publication) a reçu le coup de grâce par le refus des vendeurs de continuer à s'en charger. Le transport par la poste est maintenu à dessein à un taux défavorable aux petits journaux : ils doivent payer un demi-penny, tout comme le *Times* dont le numéro pèse en moyenne une demi-livre... Ces détails expliquent comment la presse anglaise, ce miroir supposé de l'opinion publique, ne réfléchit que le mensonge, les intérêts de cliques, et la bêtise du troupeau qui avale toutes les bourdes qu'on lui sert. C'est par cet ensemble de faits, qu'on pourrait croire peu importants, que je me rends compte de l'apparence réactionnaire du prolétariat anglais. En réalité, les vrais prolétaires n'ont personnellement la parole nulle part; ils n'ont pas plus de liberté effective que leurs frères français; ils n'ont et ne peuvent avoir en ce moment aucun moyen de se former une opinion collective indépendante et de la répandre. »

En Allemagne, le parti formé par la fusion des lassalliens et de la fraction d'Eisenach se préparait à tenir un second congrès à Gotha. Le gouvernement prussien, alarmé par les progrès du socialisme, se décida à agir : il ordonna « la *clôture provisoire* (*vorläufige Schliessung*), sur le territoire prussien, de l'association appelée *Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands*, » comme l'année précédente il avait ordonné la clôture de l'Association lassallienne. En conséquence de cette décision, le *Neuer Sozial-Demokrat* et les autres journaux socialistes publiés en Prusse ne purent plus prendre le titre d' « organes du Parti socialiste ouvrier d'Allemagne »; il fut interdit, sur toute l'étendue du territoire prussien, de continuer à payer des contributions en argent pour le parti proscrit, de convoquer des réunions en son nom, etc., sous peine des châtiments que la loi réserve à ceux qui l'enfreignent. « On voit, dit le *Bulletin*, que les gouvernants prussiens sont bien résolus à fermer aux ouvriers allemands *toute voie légale* d'émancipation. Tant mieux. »

Notre correspondant de Russie continuait à nous envoyer des détails sur la situation misérable des paysans et des ouvriers. Il raconta une manifestation faite à Saint-Pétersbourg aux funérailles d'un ex-détenu, Tchernychef, mort de

phtisie le 11 avril, un mois après son élargissement ; au cimetière on chanta un chœur sur l'air de la *Marseillaise* : « Pétersbourg n'a jamais vu de démonstration pareille ».

En Serbie, les manœuvres du gouvernement russe devaient aboutir bientôt à faire déclarer la guerre à la Turquie par le roi Milan. Les rédacteurs du journal *Narodna Vola* ne partageant pas l'entraînement belliqueux général, et ayant eu le courage de dire ce qu'ils pensaient à ce sujet, on les accusa d'être des *agents de la Turquie et de la Hongrie* : c'est ainsi qu'on avait traité les socialistes, à Paris, de *Prussiens*, et en Espagne de *carlistes*.

A l'occasion de l'envoi d'une délégation ouvrière française à l'Exposition universelle de Philadelphie, un reporter du *Herald* de New York alla s'informer auprès de divers présidents de Trade Unions de ce qu'ils pensaient de la venue des ouvriers français. Le président d'une Union typographique, Hugh Dayton, déclara que les ouvriers parisiens étant communistes, les ouvriers américains ne pourraient accueillir leurs délégués comme des amis. Un autre, G. W. Gibbons, président de l'Union centrale des travailleurs, dit que le voyage des délégués français en Amérique constituait à ses yeux un danger, et il exprima la crainte de voir des ouvriers de France, attirés par l'appât de salaires plus élevés, traverser l'Atlantique pour venir prendre aux Etats-Unis la place des travailleurs indigènes. « Est-il possible, écrivit à ce propos le *Socialiste* de New York, que de pareils idiots représentent les travailleurs américains ?... Vous avez raison, messieurs, d'être opposés à une réception des ouvriers parisiens, car ce sont tous des gens intelligents et bien élevés qui remporteraient en France une bien pauvre opinion du prolétariat américain, s'ils jugeaient les travailleurs des Etats-Unis sur le degré de votre développement... Nous sommes certains du reste que ces sociétés feront justice de ces faux-frères en les reléguant dans un coin comme ils le méritent. »

Malgré la guerre civile du Mexique, le mouvement ouvrier continuait à se développer dans ce pays. Un Congrès ouvrier — le premier — s'ouvrit à Mexico le 6 mars 1876 : on appela de ce nom des réunions périodiques, le lundi et le jeudi de chaque semaine, d'ouvriers habitant la capitale, dont quelques-uns représentaient divers associations des provinces. Il existait à Mexico un journal intitulé la *Commune*, qui professait le communisme ; mais le journal le *Socialista* avait des doctrines beaucoup moins avancées, et s'exprimait ainsi au sujet des classes riches : « Les dépositaires de l'intelligence sociale et de la richesse doivent comprendre qu'ils ne possèdent ces dépôts sacrés qu'à la condition de les utiliser pour le bien général ».

Sur l'initiative de la Section de Berne, qui avait communiqué sa proposition à toutes les sections de la Fédération jurassienne par une circulaire en date du 8 février, il avait été décidé qu'à l'occasion du 18 mars aurait lieu à Lausanne une réunion à laquelle participeraient des délégués de toutes les sections qui voudraient en envoyer, ainsi que des invités de ces sections, et, en outre, tous les membres de l'Internationale qui désireraient y prendre part à titre individuel. Il devait y avoir, le samedi soir 18, un banquet à 2 fr. 50 ; le dimanche matin 19, une réunion d'études, dans laquelle serait discuté ce sujet : *la Commune* ; le dimanche après-midi, un meeting de propagande ayant pour ordre du jour : *L'Internationale, ses principes, son but.*

La réunion eut lieu conformément au programme adopté, sauf en ce qui concerne le dernier point, le meeting de propagande, qui fut empêché.

Dans l'après-midi du 18, les délégués des sections et les invités arrivèrent de diverses parties de la Suisse, et même de l'extérieur. Les invités étaient des réfugiés de la Commune, les uns adhérents de l'Internationale, les autres restés en dehors de notre organisation, comme Jourde par exemple. Le banquet réunit délégués et invités à l'hôtel de France, au nombre d'environ quatre-vingts. Cette soirée fut employée à fixer l'ordre du jour du lendemain. Un rapport présenté par Rodolphe Kahn, au nom de la Section de Lausanne, annonça que, par suite de la mauvaise foi d'un propriétaire et de l'arbitraire des

autorités municipales, le meeting de propagande du lendemain après-midi ne pourrait avoir lieu : la commission d'organisation avait loué à cet effet la grande salle de la Tonhalle ; au dernier moment, le propriétaire s'était ravisé et avait voulu annuler la promesse de location et rendre l'argent qu'il avait touché d'avance ; puis, la commission ayant déclaré que la Section de Lausanne entendait user du local qu'elle avait loué et payé, le propriétaire lui avait fait signifier, par le juge de paix, défense expresse d'entrer chez lui ; et le syndic (maire) avait interdit de poser les affiches qui devaient annoncer le meeting.

De nombreux télégrammes et des lettres de France furent lus au banquet, témoignant que l'idée révolutionnaire n'était pas morte dans le pays qui avait le premier vu flotter le drapeau de la Commune.

La séance d'études du dimanche matin eut lieu dans une salle de l'hôtel du Guillaume Tell : elle fut occupée par un échange d'idées sur ce sujet : La Commune, envisagée tant au point de vue historique et critique, que comme base d'une nouvelle organisation sociale. « Parmi les orateurs qui prirent la parole, — dit le compte-rendu du *Bulletin*, — nous citons de mémoire Paul Brousse, Elisée Reclus, Adhémar Schwitzguébel, Joukovsky, Lefrançais, James Guillaume, Perrare. Cette discussion, du plus haut intérêt, et où, sauf une légère divergence théorique sur un point [1], un accord complet put être constaté entre tous ceux qui émirent leur opinion, donna aux assistants la mesure des progrès accomplis depuis deux ou trois ans dans l'élaboration des théories socialistes. La publication du compte-rendu sténographique de cette séance sera certainement une chose très utile, et nous en recommandons vivement la lecture à tous ceux qui veulent étudier sérieusement le but et les moyens de la révolution. Deux travaux écrits, l'un signé B. Malon et Joseph Favre, l'autre signé Félix Pyat, avaient été reçus ; ils seront imprimés à la suite du compte-rendu [2]. Pendant le déjeuner en commun qui suivit la séance, il fut donné lecture d'une lettre d'Espagne, et chacun fut frappé de l'identité des principes exposés dans cette lettre et de ceux qui avaient été développés dans la séance du matin. »

Bien qu'on eût renoncé, faute de local, au meeting projeté, il se trouva que l'après-midi, vers deux heures, un certain nombre d'ouvriers et de curieux se réunirent, sans convocation autre que le bruit public, dans la salle où avait eu lieu la séance du matin : il fut décidé alors d'y tenir un meeting improvisé [3]. « Divers orateurs exposèrent, aux applaudissements des ouvriers présents, les principes de l'Internationale : nous devons citer entre autres un magnifique discours d'Elisée Reclus, et une causerie humoristique de Joukovsky, dans laquelle ce dernier, tout en exposant avec beaucoup de clarté les différents points du programme socialiste, dit leur fait à la municipalité de Lausanne et à son syndic avec une verve qui enleva l'auditoire, y compris les curieux bourgeois. » (*Bulletin*.)

Pendant que des membres de l'Internationale et des réfugiés de la Commune

1. Cette « légère divergence théorique » consistait en ceci, que Lefrançais et Joukovsky avaient, à propos de la Commune future, exposé et défendu la théorie de l'Etat transformé en administration des services publics (dans le sens du rapport belge présenté au Congrès de Bruxelles en 1874, et de l'article publié par Lefrançais dans l'*Almanach du peuple pour 1874* sous le titre de *Politique socialiste*), et que cette théorie avait été combattue par Elisée Reclus et Paul Brousse.

2. Il fallut renoncer à la publication de ce compte-rendu, parce que, dit le *Bulletin*, « la discussion avait été recueillie par le sténographe d'une manière trop imparfaite pour que l'impression du compte-rendu fût possible ». Le travail de Malon et de Joseph Favre fut inséré dans les nos 18 et 19 du *Bulletin*, la lettre de Félix Pyat parut dans le n° 21.

3. Parmi les assistants se trouvaient quelques étudiantes russes, entre autres la plus jeune des trois sœurs Figner, Eugénie, qui six ans plus tard (1882), exilée en Sibérie, à Kirensk, devait y épouser mon ami Ross. Ross, lui aussi, venant de Lugano par Locarno et le Simplon (t. III, p. 321), était présent à cette réunion.

étaient réunis à Lausanne, une scène scandaleuse se passait, le samedi soir, dans les rues de Berne. Une société ouvrière de langue allemande, récemment fondée, le *Sozialdemokratischer Verein*, avait pris l'initiative d'une réunion et d'un cortège pour fêter l'anniversaire du 18 mars ; elle avait invité différentes autres sociétés, entre autres la Section de l'Internationale, à se joindre à elle, et la musique du *Grütli* avait accepté de prêter son concours. A huit heures du soir, les socialistes se réunirent sur la plate-forme de la cathédrale : il y avait là une quarantaine de tailleurs de pierre, autant de charpentiers, une vingtaine de membres de l'*Arbeiter-Bildungs-Verein*, les membres du *Sozialdemokratischer Verein*, et quelques membres de la Section internationale de Berne (qui ce soir-là devait se réunir dans un autre local) et de diverses autres sociétés. Mais la bourgeoisie bernoise s'était juré d'empêcher de force la manifestation, et avait recruté à cet effet une bande nombreuse d'assommeurs armés de gourdins. Les stipendiés à trique, conduits par un certain nombre de patrons et de jeunes aristocrates, envahissent la plate-forme, et déclarent aux musiciens que s'ils jouent, on leur cassera leurs instruments sur la tête : devant cette menace, les musiciens s'éclipsent. Néanmoins le cortège se forme et se met en marche, éclairé par des flambeaux et précédé d'un drapeau rouge ; mais une foule hostile l'entoure, hurlant et sifflant, et bientôt les manifestants sont assaillis à coups de pierre et de gourdins, le drapeau est déchiré ; le cortège néanmoins continue sa marche par la rue des Gentilshommes : « mais dans la rue de la Justice s'engage une véritable bataille ; plusieurs socialistes sont renversés à terre, piétinés, ou même jetés dans le ruisseau (le *Stadtbach*) ; les derniers lambeaux du drapeau rouge sont arrachés, les derniers flambeaux sont éteints » (*Bulletin*). Un membre de l'Internationale, Ducrocq, docteur en médecine, fut précipité dans le ruisseau de la ville par une bande de forcenés qui lui tenaient la tête sous l'eau pour le noyer ; il eut un doigt brisé dans la lutte, et reçut une grave blessure au front : il put toutefois se dégager grâce à l'intervention d'un étudiant, Karl Moor, et, pour échapper à la rage de ceux qui s'acharnaient après lui, il dut traverser, en rampant dans l'eau, la partie couverte du ruisseau ; recueilli à l'autre extrémité de la galerie, à demi-mort et presque asphyxié, il fut obligé de garder le lit plusieurs jours à cause de ses blessures.

La réunion prévue au programme eut lieu néanmoins, au restaurant Mattenhof ; devant un auditoire de langue allemande, presque entièrement ouvrier, un étudiant en médecine bernois, Kachelhofer [1], fit un exposé historique du mouvement communaliste parisien ; et l'assemblée vota une énergique protestation contre les brutalités de la bourgeoisie bernoise. Le lendemain, plusieurs sociétés ouvrières qui n'avaient pas pris part à la manifestation de la veille se réunissaient à leur tour, et votaient une résolution portant « qu'elles approuvaient complètement l'acte du *Sozialdemokratischer Verein*, parce que les organisateurs de la manifestation n'avaient fait qu'user d'un droit garanti par les constitutions fédérale et cantonale », et qu'elles regardaient « la conduite d'une partie de la population dans cette circonstance comme une violation des principes fondamentaux de la constitution républicaine ».

Le résultat de cette affaire fut qu'un rapprochement s'opéra, à Berne, entre les internationaux de langue française et ceux des socialistes de langue allemande qui voulaient marcher de l'avant : et dans les premiers jours d'avril le

1. Kachelhofer était un orphelin sans fortune, qui avait pu faire des études grâce à une bourse que lui avait accordée l'*abbaye des bouchers* (*Metzgerzunft*), vieille corporation de la ville de Berne à laquelle appartenait sa famille. Après le discours prononcé par lui le 18 mars, l'abbaye lui donna l'ordre de sortir du *Sozialdemokratischer Verein*; l'étudiant refusa, en invoquant la liberté d'association garantie à tout citoyen par la constitution. En présence de ce refus, l'abbaye des bouchers, dans sa séance du 5 mai, retira à Kachelhofer, qui avait déjà passé huit semestres à l'université, la bourse dont il jouissait, et le mit ainsi dans l'impossibilité continuer ses études.

Sozialdemokratischer Verein entrait comme section dans la Fédération jurassienne [1].

Dans les autres localités de notre Fédération, il y avait eu également des réunions à l'occasion du 18 mars : la Section de Neuchâtel s'était réunie à la brasserie Saint-Honoré ; celle de Berne, au café Howald ; celle de Zürich, au café Wahler ; celles du Val de Saint-Imier, au café de l'Etoile, à Sonvillier ; celle de la Chaux-de-Fonds, au Cercle littéraire ; celle de Porrentruy, à l'hôtel de l'Aigle : celle de Lugano, à la Trattoria americana.

Comme il a été dit plus haut, il ne fut pas possible de publier le compte-rendu sténographique de la réunion d'études de Lausanne. Il fallut même renoncer à reconstituer approximativement un procès-verbal de la séance. Mais, étant donné l'attitude qu'avait prise Malon, et le caractère hostile de la communication qu'il avait envoyée à Lausanne, nous jugeâmes nécessaire d'insérer cette communication au *Bulletin*, pour ne pas nous exposer au reproche d'avoir supprimé l'opinion d'un contradicteur. En conséquence, le *Bulletin* imprima en première page, dans ses nos 18 et 19, le travail de Malon, que je reproduis intégralement ci-après :

Lettre adressée au meeting de Lausanne, réuni le 18 mars 1876, par Joseph Favre [2] et B. Malon.

Compagnons,

Nous croyons de notre devoir de vous envoyer le résultat de nos réflexions sur votre ordre du jour.

Comment définir l'idée communale ?

Elle renferme, tous l'ont reconnu, un principe à la fois politique et social. Le principe politique est clair ; c'est *substituer à l'organisation autoritaire, l'organisation fédérative ; en d'autres termes, remplacer l'Etat par la fédération des groupes et des communes.* Bien que moins dégagé encore, le principe social du communalisme est déjà saisissable ; il n'est autre que le *collectivisme,* que l'on peut, croyons-nous, expliquer sommairement ainsi :

L'*avoir humain* a deux sources, la *Nature* et le *Travail.*

Par *Nature*, nous entendons toute la matière première du globe et ses forces naturelles ;

Par *Travail*, nous entendons l'action de l'homme pour connaître et s'approprier cette matière et ces forces.

Nous croyons, avec d'éminents économistes et d'éminents socialistes, que l'*avoir humain* se divise :

1° En capital ou somme des valeurs de production ;

2° En richesses ou somme des valeurs de provision, de consommation et d'agrément.

Par l'étude des phénomènes de la production, nous n'avons pas de peine à trouver que, dans les conditions économiques présentes et surtout futures, le travail, pour être suffisamment productif, doit se servir des forces

1. Une plainte fut déposée, par les organisateurs de la manifestation, contre quelques-uns des personnages qui s'étaient livrés à des voies de fait sur des membres du cortège ; et le tribunal correctionnel de Berne condamna les agresseurs à l'amende.

2. Le nom de Joseph Favre ne figure là, bien entendu, que pour la forme : c'était Malon seul qui avait rédigé la lettre.

dites *économiques*, comme l'association et la division du travail, les machines, etc. Ceci nécessite de grandes agglomérations de *capital* et de travailleurs; le travail individuel est de plus en plus remplacé par le travail collectif.

Or, à qui appartiendra ce *capital* aggloméré? A des capitalistes? Ce serait organiser un nouveau servage agricole-industriel. Aux travailleurs eux-mêmes? Ce serait substituer, au régime de la concurrence individualiste qui nous écrase, un régime de concurrence corporative qui ferait aussi du travail une bataille, où les fortes corporations réduiraient les faibles aux privations et à la subordination.

Ne pourrait-on pas éviter ces deux inconvénients, en reconnaissant que tout ce qui est *capital* est *propriété collective*, c'est-à-dire inaliénable entre les mains soit de la Commune, soit de toute autre organisation sociale, et ne pouvant qu'être confiée aux libres associations des travailleurs, moyennant certaines *redevances* et certaines *garanties* sauvegardant les intérêts et les droits de la communauté?

En ce qui touche les *richesses*, comme il n'y a aucun inconvénient pour la société à ce que chacun de ses membres jouisse à sa manière de la part de valeur qui lui est attribuée (attendu que, dans l'organisation collectiviste, chacun sera assuré d'une instruction intégrale et professionnelle, d'un travail attrayant et très productif, et, s'il est impropre au travail, d'un entretien suffisant), nous croyons que les *richesses* peuvent et doivent être possédées individuellement, et cela pour garantir la liberté de la volonté et de l'action personnelle [1]. Il ne faut pas oublier que les *richesses* n'étant pas productives, leur accumulation par un individu ne saurait nuire à la communauté. Tel collectionne des livres, tel autre des tableaux, des plantes rares : qu'est-ce que cela nous fait? Mais l'on pourrait accumuler des *bons de travail*, pour se procurer de longues années d'oisiveté? Peu importera encore. En tous cas, on pourrait prévenir cet abus par une simple mesure administrative en vertu de laquelle les bons de travail ne seraient échangeables que pendant trois ou cinq ans.

Pour en revenir à la personnalisation des richesses, que voulons-nous en effet? L'expansion et le perfectionnement des êtres humains. Cette expansion et ce perfectionnement ne peuvent être obtenus que par la plus grande liberté possible, ainsi que par la pratique de la plus large solidarité.

Par la *collectivité du capital* et l'association dans le travail, la solidarité humaine est assurée.

Par la *possession individuelle des valeurs produites*, l'indépendance est garantie.

Reste maintenant à nous occuper des moyens, ce qui est bien autrement difficile. Ici le parti socialiste est bien divisé. Les uns, voyant dans l'Etat la plus haute, la plus puissante résultante du développement historique, veulent se servir de ce même Etat pour réaliser l'égalité sociale.

Les autres, ne voyant dans l'Etat qu'une machine d'oppression, veulent le supprimer purement et simplement, laissant aux divers groupes sociaux

1. On voit que Malon, qui se disait autrefois communiste, voulait maintenant le maintien de la propriété individuelle pour ce qu'il appelle les « richesses », c'est-à-dire pour le produit du travail social.

le soin de pourvoir à leurs intérêts par une fédération générale d'où sortirait une société vraiment égalitaire et libre.

De ces deux principes opposés découlent naturellement des agissements politiques contraires; de là les luttes intestines qui déchirèrent le parti socialiste internationaliste. Pour les premiers, les prolétaires doivent entrer progressivement dans l'Etat autoritaire et ne négliger aucun moyen pour atteindre ce résultat; les seconds disent carrément aux travailleurs : Abstenez-vous de la politique bourgeoise, même quand elle prend des allures progressistes, éclairez-vous mutuellement, organisez vos forces, et, quand le jour sera venu, vous vous ébranlerez, non pas pour transformer l'Etat, mais pour le détruire et lui substituer vos fédérations égalitaires.

Nous ne voulons pas nous poser en faiseurs de synthèses, d'autant moins que nous venons demander des solutions et non en proposer, mais nous nous reconnaissons le droit d'étudier les faits, de rechercher leur signification et de profiter de leurs enseignements; nous croyons même que c'est un devoir.

Nous assistons à la plus grande crise mentale de l'humanité.

Le spiritualisme, battu en brèche par la science, est lentement refoulé par l'expérimentalisme; nous pouvons suivre le progrès de ce mouvement non pas seulement dans le socialisme (qui, après avoir pendant cinquante ans pris part à l'orgie de spiritualisme qui pour le malheur de l'humanité commença en 1793 avec la puissance jacobine, s'est transformé sous l'action vivifiante de la philosophie matérialiste), mais encore chez nos ennemis eux-mêmes. A l'Etat simplement répressif, tel que le conçurent, par exemple, Charles-Quint, Louis XIV, Napoléon I[er] et autres tyrans de la même espèce, un homme d'Etat allemand a voulu, reprenant la pensée de Frédéric II et de Hegel, substituer un Etat méthodique, rationnellement et intelligemment compressif; et voilà que la France est à la veille de faire l'expérience d'un *Etat positiviste* [1], qui prendrait pour base *ce qui est*, en le vivifiant par des réformes progressives, mais secondaires, et aurait pour but l'endiguement de la révolution ou, pour parler plus exactement, le refoulement du socialisme et l'éternisation de la forme actuelle de la propriété, de laquelle pourtant découlent tous nos maux.

Que faire devant ce fait nouveau?

En voulant trop suivre la politique de l'*écart absolu*, n'est-il pas à craindre que le parti socialiste, que les travailleurs agricoles et industriels, les premiers surtout, ne suivent la bourgeoisie dans son évolution nouvelle, si le drapeau socialiste n'est pas à toute occasion, et surtout chaque fois qu'il s'agit de marcher en avant, déplié au milieu d'eux?

Les forces vives de l'humanité ont besoin de mouvement pour se développer, et si, en même temps qu'un idéal, le socialisme n'est pas une *action* quelquefois révolutionnaire, ou quelquefois progressiste selon les circonstances, mais *constante*, ces forces vives lui échapperont pour passer dans les mains des parlementaires et des intrigants politiques, ce qui serait un double malheur.

1. On sait que Gambetta se disait positiviste.

Reste à déterminer ce que devrait être cette *action*, et nous voudrions voir le meeting s'en occuper.

Ce sont là de graves questions que, selon nous, il importe d'étudier.

La république radicale est-elle le champ de bataille de la république révolutionnaire, et une phase inévitable de la transformation sociale? ou bien, ainsi que le prétendent certains anarchistes, est-elle — comme perfectionnement d'une chose mauvaise, l'Etat — une simple rétrogradation ?

Ne peut-on pas objecter aux partisans de cette dernière opinion :

1° Que lorsqu'on n'a pas la république, on veut d'abord la conquérir; c'est perte de temps;

2° La monarchie attaque et corrompt les forces vives d'une nation, une république passable les développe; il se fait toujours plus de socialistes sous une république que sous une monarchie.

Un dernier mot.

N'y a-t-il pas une distinction à faire entre l'Etat politique et l'Etat économique?

La nécessité d'abolir le premier par la destruction, au nom des grands intérêts du genre humain, de ses principaux organes : armée, magistrature soldée, police centrale, etc., ne saurait faire de doute; mais le progrès des temps a introduit dans l'organisation politique une foule de *services administratifs* et *répartitifs*, comme les bibliothèques, les postes, les télégraphes, les observatoires, les poids et mesures, etc., qu'il importe de réformer ou transformer, mais non d'abolir; et même le socialisme tend à augmenter le nombre de ces services publics, dont un grand nombre, il est vrai, seront communaux, mais dont aussi un certain nombre doivent être régionaux, nationaux ou continentaux; c'est ce qui a fait dire avec beaucoup de raison au compagnon De Paepe que le socialisme tendait à substituer à la centralisation politique une centralisation économique [1]. Ceci admis, suffirait-il, pour réaliser l'égalité sociale, de déclarer, un jour de révolution, que l'*Etat est aboli*, et que les groupes et les communes sont chargés de pourvoir à leurs intérêts comme ils l'entendront? Selon nous, il y aura d'autres mesures à prendre, qui sortent du programme anarchiste [2].

Compagnons,

Tels sont les graves problèmes sur lesquels nous avons voulu appeler votre attention, et nous lirons avec intérêt les avis que vous émettrez, nous réservant comme de juste de les discuter.

Quant à présent, nous pensons que les socialistes doivent s'abstenir d'impuissantes déclarations doctrinales, et travailler, par la propagande

1. J'ai déjà fait remarquer (t. III, p. 220) que Bakounine avait dit cela avant De Paepe.

2. Tel que l'entendent et l'observent, par exemple, les Jurassiens et les Espagnols, qui, dans la pratique, diffèrent totalement de la majorité des anarchistes russes et italiens. On sait que ces derniers repoussent l'abstention politique et croient qu'en toutes circonstances les socialistes doivent se mêler aux mouvements populaires. (*Note de Joseph Favre et B. Malon.*)

individuelle, à la reconstitution et à l'agrandissement du parti socialiste, en France surtout, ce qui va devenir possible.

Salut et solidarité.

Joseph Favre, B. Malon, *membres de l'Internationale.*

Je fis suivre la lettre des deux membres de la Section de Lugano de quelques lignes destinées à rectifier l'une seulement des affirmations de Malon. Voici cette rectification :

Observation de la rédaction du Bulletin.

Le travail qu'on vient de lire renferme une appréciation complètement erronée de ce que ses auteurs appellent le « programme anarchiste ». La distinction qu'ils veulent établir entre les Jurassiens et les Espagnols d'un côté, les Italiens et les Russes de l'autre, appartient au domaine de la fantaisie pure.

A force de raisonner et de disputer sur des mots mal définis et plus souvent encore mal compris, et d'établir des classifications arbitraires et témoignant ordinairement d'une grande ignorance du sujet, on a fini par si bien embrouiller la question des deux écoles socialistes, qu'on est arrivé à un gâchis complet.

Tâchons de rétablir en quelques mots les faits tels qu'ils sont.

Deux écoles socialistes se sont partagé l'Internationale à partir de 1868, et de leurs querelles est née la scission qui s'est produite au Congrès de la Haye en 1872. Ces deux écoles sont celle des *communistes autoritaires*, et celle des *communistes non-autoritaires* ou *collectivistes.*

La théorie *collectiviste*, qui est la nôtre, compte parmi ses partisans les Français se rattachant à l'Internationale, les Belges, les Hollandais, les Espagnols, les Italiens, une partie des Russes, une partie des Américains, et les Jurassiens.

La théorie *communiste autoritaire* est professée par tous les Allemands, par les Anglais, par les blanquistes en France, par une partie des Russes et des Américains.

Les distinctions que B. Malon a déjà voulu établir à plusieurs reprises (dans des articles publiés dans des journaux belges ou italiens) entre les *collectivistes* du Jura et ceux de la Belgique, ou de l'Espagne, ou de l'Italie, sont le produit de son imagination, et n'existent pas dans la réalité.

Les mots d'*anarchie* et d'*anarchistes* sont, à nos yeux et à ceux de beaucoup de nos amis, des termes qu'on devrait renoncer à employer, parce qu'ils n'expriment qu'une idée négative sans indiquer aucune théorie positive, et qu'ils prêtent à des équivoques fâcheuses.

Aucun « programme anarchiste » n'a jamais été formulé, à notre connaissance ; il ne peut donc y avoir, au sujet d'une chose qui n'existe pas, une divergence entre les Jurassiens et les Italiens, entre les Espagnols et les Russes. Mais il existe une théorie *collectiviste*, formulée dans les congrès de l'Internationale, et c'est à celle-là que nous nous rattachons, tout comme nos amis de Belgique, de France, d'Espagne, d'Italie et de Russie.

Un correspondant, dont la lettre est signée des initiales P. R., écrivit au *Bulletin* (n° 20) pour exprimer sa surprise que Malon, tout en se prononçant

pour la propriété collective du *capital*, voulût maintenir la propriété individuelle pour les valeurs produites, les *richesses*. « Je trouve passablement métaphysique, disait P. R., la distinction entre le *capital* et les *richesses*. Que l'on propose les transitions que l'on voudra ; mais qu'on semble regarder comme un idéal le régime où l'accumulation égoïste des *richesses* sera autre chose qu'une folie à guérir, cela m'étonne... Ne peut-on pas dire que ce que les citoyens Malon et Favre appellent des *richesses* sont également des instruments de travail, destinés à produire d'autres richesses, le goût artistique, les connaissances scientifiques? Méfions-nous des distinctions alambiquées. Il est de toute justice que les instruments de travail soient sans obstacles à la disposition de ceux qui peuvent s'en servir, que les produits du travail soient employés par ceux qui les ont créés. Mais il faut admettre aussi *que ceux qui auront su établir le règne de cette justice auront en outre le bon sens de jouir* EN COMMUN *du fruit de leurs travaux*, et que l'on ne trouvera plus de fous ajoutant, au plaisir qu'ils goûtent, la satisfaction de savoir que les autres en sont privés. »

Malon se trouva blessé dans son amour-propre de la réponse que je lui avais faite. Quittant le ton patelin qui lui était habituel, pour prendre celui de la colère et de l'aigreur, il écrivit au *Bulletin* une lettre où il se plaignait d'avoir été « injurié ». J'insérai un résumé de sa lettre, en y joignant de nouvelles observations destinées à clore le débat. Voici l'article (n° 21) :

Nous avons reçu de B. Malon, en réponse aux observations dont nous avons fait suivre le travail adressé au meeting de Lausanne par lui et Joseph Favre, une lettre que nous aurions volontiers insérée, si elle eût été écrite en termes courtois. Le citoyen Malon, pour justifier le ton de sa réplique, prétend que nous lui avons dit des *injures*, des *invectives* et des *gros mots* : nos lecteurs ont pu juger si nous avons mérité ce reproche.

Nous nous faisons un devoir du reste de donner à nos lecteurs la substance de la lettre du citoyen Malon, en laissant de côté les sarcasmes, qui n'ajoutent rien à la valeur des arguments.

Le citoyen Malon affirme qu'il existe une différence entre certains socialistes qu'il appelle *collectivistes*, et d'autres qu'il appelle *collectivistes anarchistes*. A l'appui de son dire, il cite deux documents :

1° Le rapport présenté en 1874 au Congrès de Bruxelles par De Paepe, dans lequel le rapporteur s'exprime ainsi : « Le débat entre l'*Etat ouvrier* et l'*anarchie* reste ouvert » ;

2° Le rapport sur les services publics présenté au Congrès jurassien de Vevey en 1875, où on lit ces mots : « Il est manifeste que deux grands courants d'idées, en ce qui concerne la réorganisation sociale, vont se partager le monde socialiste ; l'un tendant à l'*Etat ouvrier*, l'autre à la *Fédération des Communes* ».

De ces deux passages, le citoyen Malon croit pouvoir conclure qu'il y a des *collectivistes* qui sont partisans de l'*Etat ouvrier*, et d'autres *collectivistes*, dits *anarchistes*, qui sont partisans de la *Fédération des Communes*.

Malon ajoute que la scission de 1872, à la Haye, était une scission « entre *collectivistes* ».

C'est là une appréciation tout à fait inexacte, et faite pour perpétuer la confusion à laquelle nous avions cherché à mettre un terme.

Comme c'est nous qui nous sommes servis pour la première fois, dans ce temps-là, du mot de *collectivisme* [1], et que nous l'avions adopté tout exprès

1. Voir tome Ier, pages 224 et 258.

pour l'opposer à celui de *communisme* que nous appliquions à l'école de Marx et de Blanqui, on admettra que nous ayons quelque droit à l'employer et à le définir.

La scission à la Haye était entre *communistes autoritaires* ou partisans de l'Etat, d'un côté, et *communistes non-autoritaires* (ou *collectivistes*), partisans de la Fédération des Communes, de l'autre.

Il est très vrai que le débat est resté ouvert, dans le parti socialiste, entre l'*Etat ouvrier* et l'*anarchie* (synonyme peu exact et incomplet de *collectivisme*) ; mais les partisans de l'Etat ouvrier n'ont pas cessé, à nos yeux, d'être ce que nous avons toujours appelé et appelons encore des *communistes autoritaires* ; nous réservons le nom de *collectivistes* uniquement à ceux qui inscrivent sur leur programme la destruction de l'Etat.

Il n'y a point de *collectivistes* qui soient partisans de l'*Etat ouvrier* : ce serait une contradiction dans les termes. Qui dit *collectiviste*, selon notre définition, dit partisan de la libre fédération et de l'autonomie.

« Ne pouvons-nous, dit B. Malon en terminant la lettre qu'il nous adresse, discuter sur les matières qui nous intéressent sans tomber dans la dispute? Nous ne vous avons pas attaqués, pourquoi nous attaquez-vous ? »

Malon n'a pas attaqué la Fédération jurassienne, c'est vrai, mais il avait présenté certains faits sous un jour inexact ; nous ne l'avons pas attaqué non plus, nous avons simplement rétabli la vérité.

Malon, vers la fin du travail envoyé par lui et Joseph Favre au meeting de Lausanne, avait dit ceci : Il existe une foule de services administratifs et répartitifs, tels que les bibliothèques, les postes, les télégraphes, les observatoires, les poids et mesures, etc., qui aujourd'hui sont confondus avec l'organisation politique, et qu'il importe, non d'abolir, mais de transformer ; le socialisme tend même à augmenter le nombre de ces services publics, dont beaucoup, il est vrai, seront communaux, mais dont d'autres doivent être régionaux, nationaux ou continentaux. Or, ajoute Malon, ceci admis, il y aura, lors d'une révolution sociale, à prendre *d'autres mesures, qui sortent du programme anarchiste tel que l'entendent et l'observent les Jurassiens*.

Que veut dire cette phrase pour tout lecteur non prévenu, sinon que Malon prétend que l'idée de services publics régionaux ou continentaux est étrangère au programme des Jurassiens ; que les Jurassiens, en vertu de leur programme, veulent abolir les bibliothèques, les postes, les télégraphes, les poids et mesures ? et que quiconque veut la conservation des bibliothèques, postes, télégraphes, etc., et le maintien et le développement des services régionaux et continentaux, n'est plus *anarchiste* (c'est-à-dire *collectiviste*) ?

Or, nous le demandons, en accordant l'hospitalité, dans l'organe officiel de la Fédération jurassienne, à cette étrange appréciation de ce que Malon prétend être notre programme, pouvions-nous laisser passer une pareille affirmation sans protester ? Notre devoir et notre droit était de relever l'erreur commise, et de ne pas nous laisser bénévolement attribuer de telles niaiseries. Qu'après cela Malon se soit fâché, nous le regrettons pour lui. Nous avons l'habitude de dire nettement notre pensée, et nous attendons, de ceux qui discutent avec nous, qu'ils sachent supporter la contradiction.

Malon se le tint pour dit, et ne revint plus à la charge. Mais à partir de ce moment, d'ennemi sournois qu'il avait été, il fut notre ennemi déclaré.

La communication de Félix Pyat à la réunion de Lausanne parut dans le nº 21 du *Bulletin*, qui, en la publiant, déclara « laisser au signataire l'entière responsabilité de ses idées ». C'était une lettre *Au peuple de la classe dirigée*, dans laquelle Pyat expliquait à ce peuple, dit « souverain », que seule la bourgeoisie possédait « les trois attributs de la souveraineté, le sol qui nourrit, le vote qui dispose et l'arme qui défend » ; en ajoutant : « Des trois, elle ne t'en a laissé qu'un, le vote, avec lequel tu reprendras les deux autres, si tu le veux ». C'était là une conception bien éloignée de la nôtre ; et cependant Félix Pyat lui-même, malgré ses vieux préjugés démocratiques, faisait une concession aux idées de l'Internationale : il reconnaissait l'utilité de l'organisation ouvrière, du groupement corporatif. « Entre la famille et la commune, disait-il, il y a pour l'individu un vide, que la corporation doit remplir... Même en république, la famille est monarchique et théocratique ;... elle est un groupe physiologique, moins de volonté que de fatalité... La corporation, au contraire, est le premier groupe formé volontairement, contractuellement, par consentement, entre égaux et libres, avec droits et devoirs, c'est-à-dire réciprocité. » Il eût fallu, disait-il, qu'en 1791, au lieu de *dissoudre* les anciennes corporations, on les *réformât* : si l'ouvrier de Paris eût gardé « son organisation, ses chefs et ses armes », il fût intervenu plus puissamment dans les grands mouvements de 1793 et de 1848. Et, rappelant le souvenir des journées de juin 1848, Félix Pyat écrivait cette page remarquable, que je veux citer :

Le peuple de Paris venait de faire la révolution de février, au nom du droit proclamé par Turgot ; du « droit au travail », et, *le plus sacré des droits* lui étant refusé, il avait voulu le prendre par *le plus saint des devoirs* [1]. Eh bien, l'organisation qui lui avait manqué pour le conquérir dans la paix, il la reprit instinctivement dans le combat. Je n'oublierai jamais ces néfastes journées de juin 1848, le prologue de celles de mai 1871. Je parcourus avec notre regretté Dupont (de Bussac) tout le grand faubourg Antoine, suppliant les ouvriers de ne pas engager une lutte impossible contre les forces supérieures de Cavaignac, leur disant que leurs frères mêmes de la garde mobile [2] les combattraient comme la garde nationale bourgeoise. Désespérés, ils faisaient leur réponse : *Du pain ou du plomb*, et construisaient leurs barricades. J'en comptai plus de cent qui hérissaient la rue depuis la Bastille jusqu'au Trône ; et sur chacune d'elles flottait un drapeau rouge portant l'insigne du travail, c'est-à-dire l'outil d'un métier : sur l'un c'était l'équerre et le compas ; sur l'autre, le marteau et le ciseau ; sur un troisième, une presse et un composteur ; ainsi de suite, chacun son symbole. Cela ne valait-il pas les aigles, les lions et autres bêtes de proie, emblèmes des maîtres ? Les combattants s'étaient rangés naturellement ainsi par ordre d'états, par corporations, se connaissant mieux pour mieux se défendre, en vrais frères et amis, en compagnons. Nobles soldats et nobles drapeaux d'une guerre sainte pour la plus juste des causes, « pour le plus sacré et

1. « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, *le plus sacré des droits* et *le plus indispensable des devoirs*. » (Déclaration des Droits de l'homme du 23 juin 1793, article 35). Le projet de Robespierre, du 21 avril 1793, avait dit (art. 27) que l'insurrection était *le plus saint* des devoirs.

2. On sait que la garde mobile, créée à la fin de février 1848 pour mettre entre les mains du gouvernement une force armée qui pût tenir le prolétariat en respect, était composée de jeunes ouvriers dont on avait fait des militaires casernés, recevant une solde de 1 fr. 50 par jour.

le plus humain des droits ». Ah ! ces nobles drapeaux du travail, j'eus la douleur de les voir pris et rapportés en trophée, troués et sanglants, au bureau de l'Assemblée bourgeoise, par des fils du peuple, par les mobiles de Paris, par des frères conduits contre leurs frères, à la grande joie des maîtres triomphants dans le sang de tous,... et faisant place nette à l'empereur.

Peuple de la classe dirigée, penses-tu que si ces héros, ces martyrs avaient été unis en 1848, si la corporation eût retenu les « mobiles » ou grossi de leur nombre les insurgés, l'armée de la classe dirigeante en eût triomphé ? Et lorsqu'ils ont continué la lutte de 1848, quand la terrible leçon fut renouvelée non pendant deux jours, mais toute une semaine, penses-tu que si les ouvriers de Paris eussent été unis, ils n'auraient pas doublé, triplé leurs forces contre l'armée de Versailles, et changé le sort de la guerre ? Je puis me tromper encore, mais je le pense, et, pour l'anniversaire du 18 mars, je te l'écris.

La vie intérieure de la Fédération jurassienne était très intense ; les réunions succédaient aux réunions. A Saint-Imier, le dimanche 26 mars, grande assemblée publique, où l'on parla de la Commune, et où fut votée une adresse aux Sociétés ouvrières de Berne, à l'occasion de l'incident du drapeau rouge du *Sozialdemokratischer Verein*. Le dimanche 16 avril, autre assemblée publique, qui décida la publication d'un *Appel au peuple* au sujet de la crise horlogère. Cet *Appel*, qui n'avait rien de révolutionnaire, et qui était signé, au nom de la réunion publique, par un chef d'atelier, Ernest Méroz, et un ouvrier graveur, Henri Soguel [1], disait que les intérêts généraux de la population pouvaient être classés en quatre catégories : ceux des fabricants, ceux des chefs d'atelier, ceux des propriétaires et des commerçants, et ceux des ouvriers ; les fabricants sont organisés en société industrielle, une partie des ouvriers sont organisés par corps de métiers fédérés ; les chefs d'atelier et les propriétaires et commerçants devraient se grouper aussi et s'organiser ; les quatre organisations nommeraient chacune une commission chargée de formuler des propositions pratiques ; et les quatre commissions, après s'être réunies pour discuter sur les moyens de remédier à la crise ou du moins d'en atténuer les conséquences, présenteraient leurs conclusions à une assemblée populaire générale.

A Berne également, nombreuses réunions à l'occasion de grèves locales et d'organisation des ouvriers non encore groupés en sociétés de résistance.

A Lausanne, une grève des charrons et forgerons en voiture ayant amené l'arrestation arbitraire de trois grévistes, un meeting de protestation, convoqué par le comité central de l'Union ouvrière locale, réunit le 7 mai cinq cents ouvriers ; y prirent la parole : le jeune typographe allemand Reinsdorf, dont le nom paraît alors pour la première fois, et dont le discours énergique, prononcé en allemand, fut traduit par le peintre Vuillermet, qui alors appartenait à l'Internationale ; un vieil ouvrier vaudois, Chevillard ; Joukovsky (il résidait alors à Lausanne) ; et des ouvriers suisses allemands, Schäffer, Wagner, Krebser.

Les conférences faites dans les diverses sections continuaient. Je dois signaler en particulier celle que fit, le 9 mai, Auguste Spichiger, dans l'amphithéâtre du collège de la Chaux-de-Fonds, devant une nombreuse assemblée, où il y avait, outre les ouvriers, des banquiers, des fabricants, et un grand nombre de petits patrons. Il parla de la crise, en montrant « la progression constante et fatale des crises industrielles depuis l'abolition des maîtrises, et l'essor qu'a pris depuis cette époque le mercantilisme » ; et, comme conclusion, il donna lecture de l'*Appel au peuple* voté par l'assemblée de Saint-Imier.

Au Congrès bisannuel de la Fédération des ouvriers graveurs et guillocheurs, qui eut lieu les 7 et 8 mai à Neuchâtel, on s'occupa entre autres de la ques-

1. Henri Soguel avait été mon élève à l'Ecole industrielle de Locle.

tion de l'attitude à prendre dans les cas d'intervention militaire lors d'une grève. La Section des graveurs de Genève avait désapprouvé l'appel adressé par le Comité central, l'année précédente, aux organisations ouvrières (t. III, p. 298) : « Il est curieux de constater combien les idées et la manière d'agir de cette section sont la continuation fidèle de l'action des anciennes sections de la fabrique genevoise. Dans un rapport présenté au congrès, cette section s'est jointe aux appréciations de la *Gazette de Lausanne* et du *Journal de Genève* au sujet des manifestations socialistes du 18 mars à Berne et à Lausanne, et la Section du district de Courtelary y est traitée avec un mépris tout bourgeois. Cette dernière section représente les tendances de la Fédération jurassienne, et c'est là sans doute, aux yeux des ex-internationaux genevois, un grand crime. Tandis que la splendide organisation ouvrière genevoise d'il y a quelques années est tombée dans l'impuissance sous l'action démoralisante de quelques esprits étroits et timorés, les groupes socialistes des Montagnes se sont consolidés, et, en pleine réaction générale, ils ont développé leur organisation et lui ont donné une importance qui échappe à la prudente sagesse des hommes pratiques de Genève. Les autres sections de la Fédération [des graveurs et guillocheurs] ont gardé une attitude conciliante : les tendances de la Section du district de Courtelary sont loin d'y être acceptées, mais du moins l'action vivante de cette section y est plus justement appréciée que dans les milieux genevois. » (Extrait du compte-rendu envoyé au *Bulletin* par Adhémar Schwitzguébel.)

Le résultat de la délibération du Congrès des graveurs et guillocheurs fut un recul, un désaveu de la résolution votée l'année précédente à Auvernier. « Les préoccupations patriotiques, la crainte de conflits avec l'autorité, la frayeur de paraître, aux yeux du public, subir l'action de l'Internationale et accepter la solidarité des actes des ouvriers étrangers, sont beaucoup plus puissantes, dans cette fédération, qu'une réelle compréhension des intérêts ouvriers. On a craint surtout les conséquences d'une agitation anti-militariste dans les cas de grève. La délégation du district de Courtelary présentait une résolution engageant les sections à poursuivre le projet d'une entente formelle entre toutes les organisations ouvrières de la Suisse en cas de renouvellement de l'intervention militaire. Cette résolution fut rejetée, et l'initiative du Comité central désapprouvée. » Le nouveau Comité central fut placé à la Chaux-de-Fonds.

En avril 1876 était arrivée à Lugano une jeune dame russe, socialiste, venue dans le Tessin pour sa santé, et qui, présentée à Bakounine par Pederzolli, de qui elle prenait des leçons d'italien, fut très vite admise dans l'intimité du vieux révolutionnaire. C'est elle qui a publié en 1907 dans la revue russe *Byloé*, sous le pseudonyme de A. Bauler, ces souvenirs auxquels j'ai déjà fait des emprunts.

Bakounine attendait impatiemment la venue de Mme Lossowska, qui devait lui apporter le prix de la coupe de la forêt de Priamoukhino, déduction faite des mille roubles déjà envoyés, et du remboursement de ses propres dépenses. Ce fut dans les premiers jours de mai qu'elle arriva, accompagnée de son père et de sa mère. Toute la famille s'installa dans la villa Bakounine. Mme Lossowska apportait seulement sept mille roubles (22,540 fr) : avec cette somme, il était impossible de payer toutes les dettes; aussi Bakounine commença-t-il à envisager l'éventualité d'une solution qui consisterait à quitter Lugano pour aller vivre en Italie, en abandonnant la villa aux créanciers.

II

Du milieu de mai au milieu de juin 1876.

En Espagne, depuis 1874, le Congrès régional de la Fédération, que les persécutions gouvernementales avaient rendu impossible, était remplacé par des

« conférences comarcales [1] », plus faciles à organiser clandestinement. Le *Bulletin* du 11 juin publia l'ordre du jour (communiqué par la Commission fédérale espagnole au Comité fédéral jurassien) des conférences de 1876, qui devaient avoir lieu en juillet et août ; cet ordre du jour portait entre autres : Lecture du rapport de la Commission fédérale ; revision des statuts ; nomination de la Commission fédérale et des commissions comarcales ; nomination éventuelle des délégués espagnols pour le prochain Congrès général de l'Internationale. « L'organisation de l'Internationale en Espagne, ajoutait le *Bulletin*, devenue forcément secrète puisque le gouvernement lui a interdit la publicité, est restée debout et fonctionne avec la même régularité qu'à l'époque où elle était publique. »

Une correspondance nous donna des nouvelles des déportés des îles Mariannes, dont la condition était des plus tristes, et des détenus impliqués dans les événements d'Alcoy, qui attendaient leur procès sans même savoir de quoi ils étaient accusés. « Les déportés de l'île du Corrégidor reçoivent une maigre ration alimentaire, consistant en un demi-kilogramme de riz avec du sel et de l'eau. Mais ceux qui sont aux Mariannes proprement dites, d'après le rapport des journaux ministériels eux-mêmes, ne reçoivent aucun aliment, et sont obligés de soutenir leur triste existence avec le produit de leur pêche et en arrachant des racines sauvages... Il y a plus de cinq mille ouvriers espagnols qui sont à cette heure emprisonnés ou déportés, et cela sans jugement ; et le ministre Cánovas a déclaré que ceux qui étaient en prison y resteraient. Malgré tant d'obstacles, nous continuons à marcher d'une façon satisfaisante... Notre journal clandestin *el Orden* a des lecteurs toujours plus nombreux ; le prochain numéro se tirera à 2500 exemplaires. Si l'on tient compte des difficultés de l'expédition, et des frais qu'occasionne la nécessité où nous sommes d'envoyer le journal sous enveloppe fermée, on verra, par le résultat obtenu, qu'il existe chez les ouvriers espagnols un bon esprit et un grand désir de faire quelque chose pour la cause. »

Dans les derniers jours de mai parut à Barcelone une traduction de la Première série de mes *Esquisses historiques*. C'était Albarracin qui avait d'abord été chargé par nos amis de traduire ce petit livre en espagnol ; mais il y renonça, et ce fut Viñas qui le remplaça, sous le pseudonyme de « G. Omblaga, doctor en ciencias ».

Le procès de Bologne dura encore un mois à partir du mercredi 17 mai, jour où commencèrent les plaidoiries des avocats. Les deux premiers qui parlèrent furent Barbanti et Ceneri, les défenseurs de Costa. Barbanti se déclara internationaliste, et affirma sa solidarité avec les accusés. Ceneri, rappelant la qualification de *malfattori* qui avait été appliquée aux membres de l'Internationale par les autorités italiennes, prononça cette phrase : « Si j'avais une fille, ou quelque autre chose que je tinsse pour le plus précieux de mes trésors, et que j'eusse à confier cette fille ou ce trésor à quelqu'un, je le confierais au *malfaiteur* Costa, et non à l'un de vos damoiseaux musqués, souteneurs du trône et de l'autel ». A ces paroles, écrit le correspondant du *Bulletin*, « le public, bien que composé en grande partie de la bourgeoisie la plus distinguée de Bologne, a éclaté en applaudissements irrésistibles et prolongés. Ce n'est qu'au bout d'un long moment que le président a pu faire entendre sa voix, pour déclarer que, si ces marques d'approbation se renouvelaient, il ferait évacuer la salle. » La plupart des autres défenseurs, Gozzi, Cenni, Busi, Rossi, Venturini, etc., pendant une longue suite d'audiences, flagellèrent énergiquement le gouvernement. Le procès fut interrompu, le 29 mai, par la célébration du septième

1. Les statuts de la Fédération espagnole, revisés en 1875, divisaient la Fédération régionale en neuf fédérations « comarcales », administrées chacune par une commission comarcale. Les neuf « comarques » (*comarcas*) étaient : Catalogne, Valence, Murcie, Andalousie de l'Est, Andalousie de l'Ouest, Estrémadure, Aragon, Vieille-Castille, Nouvelle-Castille.

centenaire de la bataille de Legnano [1], « une de ces fêtes patriotiques dont la bourgeoisie se sert pour maintenir dans les masses le fanatisme national » ; les socialistes de Bologne se réunirent ce jour-là en un banquet en l'honneur de la fraternité des peuples, à titre de contre-manifestation, et envoyèrent un télégramme de sympathie au vétéran du socialisme en Allemagne, le Dr Johann Jacoby. Il y eut également des contre-manifestations à Rome, à Naples, à Florence, etc. Au commencement de juin arriva la nouvelle que le procès des internationalistes de Massa-Carrara venait de se terminer par un acquittement. Toute la première quinzaine de juin fut encore remplie par la réplique du ministère public, et les dupliques des avocats. Enfin, le vendredi 16 juin, avant la clôture des débats, Costa prit la parole au nom de tous les accusés, et son énergique discours fut accueilli par les plus vifs applaudissements ; puis le président, après avoir prononcé son résumé, posa aux jurés, à six heures du soir, les questions auxquelles ils avaient à répondre. Pendant que le jury délibérait, les accusés furent ramenés en prison. Le lendemain Costa m'écrivait :

A minuit, comme nous dormions tous profondément, on vint nous réveiller pour nous reconduire au tribunal. Le président annonça que tous les accusés étaient acquittés, et excita ainsi l'approbation du public, qui se transforma en applaudissements, lorsque les jurés sortirent. Les jurés eux-mêmes vinrent féliciter les accusés ; et ceux-ci, comme vous pouvez bien le penser, furent reçus à bras ouverts par les amis qui les attendaient.

Nous allons nous occuper immédiatement de réorganiser ici les fédérations locales, et nous croyons pouvoir vous annoncer qu'au Congrès général de cette année l'Italie enverra une nombreuse représentation [2].

La nuit même de l'acquittement le télégramme suivant m'avait été adressé de Bologne :

Bologne, 17 juin, 2 h. 55 du matin.

Les socialistes italiens détenus à Bologne, rendus à la liberté, envoient un salut fraternel à leurs frères du Jura. COSTA.

La Section de Neuchâtel ayant envoyé une lettre de félicitations aux détenus de Bologne immédiatement après leur libération, reçut, quelques jours après, la réponse que voici :

Les socialistes du procès de Bologne à la Section de Neuchâtel.

Chers compagnons,

Nous avons reçu votre lettre, et nous nous empressons d'y répondre. Avant tout, nous vous remercions des sentiments d'amitié et d'estime que vous y exprimez...

... L'œuvre de réorganisation dont vous nous parlez est déjà commencée. Les fédérations romaine et napolitaine sont déjà reconstituées ; aujourd'hui même s'est reconstituée la Section d'Imola ; demain se reconstituera la fédération de Bologne ; et dans peu de jours nous célébrerons le second Congrès des sections et fédérations romagnoles, qui ne précèdera que de peu de temps le 3e Congrès de la Fédération italienne. Nos repré-

1. C'est la victoire des communes lombardes sur l'empereur Frédéric Barberousse, en 1176.
2. *Bulletin* du 25 juin 1876.

sentants, nous en sommes certains, iront ensuite serrer la main aux vôtres au prochain Congrès général...

Au nom des socialistes détenus à Bologne, A. Costa.

En France, il faut signaler l'initiative d'un groupe d'étudiants parisiens qui, reprenant la tradition des organisateurs du Congrès de Liège, lança un appel pour la convocation d'un Congrès international des étudiants. Les rédacteurs de cet appel se déclaraient athées, révolutionnaires, socialistes. Ils étaient socialistes « parce qu'il existe encore des castes dirigeantes, qui font la loi à la masse des déshérités ; parce qu'une société dans laquelle des travailleurs sont exposés à mourir de faim, dans laquelle la subordination de l'homme à l'homme est hiérarchiquement légalisée, est une société illogique et injuste, pour ne pas dire criminelle ». Toutes les communications devaient être adressées au citoyen Victor Marouck, étudiant en droit.

Un Congrès régional belge avait eu lieu à Gand à la Pentecôte (4 juin) ; mais le *Bulletin* n'ayant pas rendu compte de ses délibérations, qui sans doute n'offrirent que peu d'intérêt, je ne puis rien en dire.

En Angleterre, le lundi de la Pentecôte, un grand meeting de vingt mille ouvriers agricoles eut lieu à Ham Hill : on y vota une pétition demandant « que le nom de *reine*, si révéré par le peuple, ne fût pas changé pour le titre inconstitutionnel et rétrograde d'*impératrice* ; que la Chambre des lords fût élue par le peuple : que puisque l'Eglise *établie* (*established*, c'est-à-dire « dotée ») n'a pas réussi à christianiser le peuple, et que les dissidents font mieux cette besogne, l'Eglise fût *disestablished* », etc., etc.

La dissolution, par le gouvernement prussien, de l'organisation du Parti ouvrier socialiste d'Allemagne dans toute l'étendue du territoire de la Prusse, avait rendu impossible la tenue du Congrès de ce parti ; mais on trouva un moyen de réunir néanmoins le Congrès sous un autre nom. Par une circulaire adressée à leurs *Parteigenossen*, les députés socialistes au Reichstag convoquèrent un « Congrès des socialistes d'Allemagne », pour y rendre compte de leur mandat et y délibérer en commun avec des délégués nommés par des assemblées ouvrières au sujet des prochaines élections au Reichstag. Ce Congrès devait se réunir à Gotha le 19 août (p. 71).

En Suisse, il se constitua à Berne, le 21 mai, une société d'ouvriers de langue italienne, qui le 4 juin vota son adhésion à la Fédération jurassienne.

Dans la même ville se réunit, du 4 au 7 juin, le Congrès annuel de l'*Arbeiterbund* ; parmi les questions à l'ordre du jour de ce congrès figurait la proposition, faite par le *Deutscher Verein* de Lausanne, de créer un organe de langue française pour propager dans la Suisse romande les doctrines de l'*Arbeiterbund*, attendu, disaient les auteurs de la proposition, « que les ouvriers de la Suisse française sont bien plus arriérés que ceux de la Suisse allemande et qu'il est nécessaire de les éclairer ». Je me rendis à Berne le jour où la proposition devait être discutée (mardi 6 juin), et j'assistai en spectateur à la séance du congrès, dont je formais à moi seul tout le public. Et voici ce qui se passa dans cette séance (je copie le récit que je publiai dans le *Bulletin* du 11 juin) :

Le Congrès de l'Arbeiterbund.

. . . .

Tous les orateurs reconnurent l'impossibilité de créer l'organe demandé, parce que l'*Arbeiterbund* ne possède pas les éléments nécessaires pour la rédaction d'un journal de langue française et que cette publication amènerait inévitablement de gros déficits. Alors un délégué d'une société allemande de Genève annonça qu'un groupe de socialistes de cette ville, an-

ciens membres de l'ex-Fédération romande, se proposait d'entreprendre prochainement, à ses risques et périls, la publication d'un journal en langue française ; et il demanda au nom de ce groupe que l'*Arbeiterbund* accordât à cette entreprise son appui moral et financier. Là-dessus, plusieurs délégués dirent que cette publication leur paraissait superflue ; qu'il existait dans la Suisse française un organe socialiste, le *Bulletin de la Fédération jurassienne* ; que cet organe, bien que certaines coteries dans l'*Arbeiterbund* voulussent avoir l'air d'ignorer systématiquement son existence, rendait de grands services ; et ils demandèrent que le Congrès de l'*Arbeiterbund* se bornât à recommander aux membres de cette association la propagation du *Bulletin*.

Nous l'avouons, nous avons été surpris de rencontrer ces sympathies inattendues parmi les délégués de l'*Arbeiterbund*; ce fait nous réjouit et nous prouve qu'un rapprochement sensible s'est opéré entre la fraction avancée de l'*Arbeiterbund* et l'Internationale.

Greulich a combattu la proposition faite en faveur du *Bulletin* : tout en déclarant professer la plus haute estime pour la loyauté et le dévouement des internationaux de la Fédération jurassienne, il a dit qu'au point de vue politique leur pratique était trop différente de celle de l'*Arbeiterbund* pour que leur organe pût être recommandé par cette association.

Quelques délégués demandèrent qu'un membre de la rédaction du *Bulletin*, James Guillaume, qui assistait à la séance, fût entendu. James Guillaume, ayant reçu ainsi la parole sans l'avoir demandée, remercia ceux des délégués qui avaient exprimé leur sympathie pour le *Bulletin*; il prit acte du témoignage rendu par Greulich à la Fédération jurassienne, et déclara comprendre parfaitement les scrupules que certains membres de l'*Arbeiterbund* peuvent avoir à mettre entre les mains des ouvriers un organe qui ne partage pas leur manière de voir quant à la pratique politique. Pour nous, a-t-il ajouté, nous n'avons pas de scrupules de ce genre, et nous n'hésitons pas à recommander aux ouvriers de langue allemande la lecture de la *Tagwacht*, parce que nous savons que c'est là pour eux une préparation nécessaire, et que nous considérons l'*Arbeiterbund*, malgré ses imperfections, comme l'école qui doit amener un jour les ouvriers de la Suisse allemande à l'Internationale.

Le Congrès déclara ensuite accepter l'offre faite par le groupe de socialistes (?) genevois, dont le journal, paraît-il, défendra un programme politique analogue à celui de l'*Arbeiterbund*.

... Nous espérons que le mouvement d'idées qui s'opère, chez certains groupes ouvriers de langue allemande, dans le sens d'une acceptation toujours plus complète des principes de l'Internationale, continuera à s'accentuer, et qu'un moment viendra où il n'y aura plus en Suisse deux organisations rivales, l'*Arbeiterbund* et la *Fédération jurassienne*, mais deux organisations sœurs et unies par les liens d'une étroite solidarité : la *Fédération des ouvriers de langue allemande* et la *Fédération des ouvriers de langue française*, marchant l'une et l'autre sous le drapeau de l'Association internationale des travailleurs.

A Lausanne, sous l'influence de Kahn et de Reinsdorf, on constatait une agitation assez bruyante : toutefois le mouvement était plutôt de surface, il n'y

avait pas d'organisation sérieuse. Pour aider à la propagande, de quinzaine en quinzaine des conférenciers, appelés généralement du dehors, traitaient des sujets variés : le samedi 13 mai, Brousse avait parlé de l'organisation des forces ouvrières, et Lefrançais avait fait un exposé des différentes théories socialistes depuis 1789 ; le 27 mai les sujets furent : « la Commune et l'organisation ouvrière avant 1789 », par E. Teulière, et « Fraternité et solidarité », par N. Joukovsky ; le 10 juin, Ch. Perron [1], de la Section de Vevey, traita de l'organisation des corps de métier, et Joukovsky parla des statuts de l'Internationale.

A Bâle, une assemblée assez nombreuse d'ouvriers italiens avait fondé, le 11 juin, une société de résistance ; et malgré les efforts d'un pasteur protestant italien, qui tâcha, dans une autre réunion, de décourager les ouvriers, la société se constitua la semaine suivante en section de l'Internationale adhérente à la Fédération jurassienne.

Dans la première moitié de juin, un industriel français établi à Neuchâtel, J.-B. Chabaury, fabricant de treillages et homme à idées, adressa au *Bulletin* une lettre où il développait le programme d'un socialisme de son invention, qu'il appelait le *fonctionnarisme*. Le *Bulletin* (n° 25) publia sa lettre, signée des initiales J. B. C., pour l'amusement de ses lecteurs. L'excellent Chabaury disait :

A Monsieur le rédacteur du *Bulletin*, à Sonvillier.

Depuis 1848, j'appartiens à la classe des communistes-fonctionnaires de l'Etat ; aussi je lis avec intérêt dans le *Bulletin* les débats entre les communistes autoritaires et les collectivistes non-autoritaires, c'est-à-dire *anarchistes* comme le voulait Proudhon... Vous vous occupez de questions sociales, et il est plus que probable que vous les étudierez encore longtemps sans en trouver la solution... La vérité, la voici : La société actuelle comporte déjà le *communisme partiel* ; il n'y a qu'à le développer, et pour cela il n'y a pas autre chose à faire que ce qui se fait tous les jours : *agrandir le cercle du fonctionnarisme actuel*. Oui, le *fonctionnarisme*, car ce n'est pas autre chose que le communisme, et c'est au fonctionnarisme que nous marchons tous... L'Etat veut tout englober, et il a raison. Voyez : déjà l'Allemagne s'empare des chemins de fer et va les faire marcher pour le compte de l'Etat, comme de juste. Déjà, en France, l'Etat est : agriculteur pour le tabac ; fabricant de tabac ; fabricant de poudre ; fabricant d'allumettes chimiques ; fabricant de fusils ; fabricant de porcelaine ; fabricant de tapis ; entrepreneur de ponts et chaussées, de canaux, de mines ; entrepreneur d'instruction, etc.... Calculez maintenant le nombre immense de tous les fonctionnaires occupés par l'Etat, ajoutez-y les prêtres, les magistrats, les douaniers, les gendarmes, etc., et vous verrez qu'il n'y a pas beaucoup à faire pour rendre tout le monde fonctionnaire de l'Etat...

Maintenant, qui sont les plus heureux : ou les fonctionnaires, mangeant au râtelier, comme on dit, travaillant sept heures par jour, dégagés de tout souci, ou bien les ouvriers qui dans l'industrie privée travaillent onze heures, subissent les chômages, les temps de maladie, et ne gagnent qu'une journée minime et le plus souvent aléatoire, sans aucun espoir pour l'avenir ? Tout le monde répondra : Les plus heureux, ce sont les fonctionnaires...

1. Charles Perron, qui avait été obligé de quitter Genève en 1872, faute de travail, était rentré en Suisse après une absence de trois ans ; et, devenu cartographe, il collaborait à la grande publication géographique d'Elisée Reclus.

La société actuelle est tellement bien entrée dans la voie du communisme, qu'elle a donné à tous les citoyens le suffrage universel, qui n'est pas autre chose que la base solide et inébranlable du communisme. Oh! sans doute tout n'est pas fait, et il faudra encore bien du temps et de la patience pour arriver au but complet, mais on y arrivera à coup sûr [1].

La société de l'Internationale pourrait faire beaucoup de bien si, au lieu de demander des chimères,... elle réclamait pour la classe ouvrière la seule chose qui soit possible : L'extension à tout le monde du droit à être fonctionnaire de l'Etat...

Il faut au peuple un programme clair, simple et basé sur des faits qu'il comprend et qu'il voit tous les jours. Il refuse tout ce qui est compliqué. Il doit se dire : Il y a six millions de fonctionnaires en France, pourquoi tout le monde ne le serait-il pas? Il n'y a aucune puissance qui puisse dire que cela n'est pas juste. On ne peut pas dire que le fonctionnarisme soit une utopie, puisqu'il existe déjà énormément dans notre société actuelle. On ne peut pas dire qu'on veut détruire la société, puisqu'on ne veut qu'agrandir le fonctionnarisme qui existe et l'étendre à tout le monde.

Jusqu'à présent on a dit au peuple :

Veux-tu le fouriérisme? — Non!

Veux-tu le saint-simonisme? — Non!

Veux-tu l'an-archie de Proudhon? — Non!

Veux-tu les coopérations socialistes? — Non!

Veux-tu les groupes collectivistes? — Non!

Veux-tu la Commune? — Non!

Veux-tu étudier la question sociale? — Non!

Veux-tu être fonctionnaire? — **Oui, oui, oui,** trois fois **oui!**

Tout le monde veut et espère devenir fonctionnaire. Voilà la vérité.

Voilà la solution sociale que vous cherchez. Elle est trouvée depuis longtemps, et, qui plus est, elle existe dans notre société actuelle.

C'est le fonctionnarisme!

Ç'avait été une véritable bonne fortune pour nous que d'avoir à publier un si naïf exposé, fait avec bonne foi, du programme des communistes d'Etat. Dans son numéro suivant, le *Bulletin* fit au bonhomme Chabaury la réponse que voici :

Quelques-uns de nos lecteurs nous ont demandé si la lettre signée J. B. C. n'était pas simplement le produit de notre imagination, et si nous ne l'avions pas fabriquée dans le but de *blaguer* les communistes d'Etat. Il est vrai que si notre correspondant J. B. C. avait voulu, de propos délibéré, faire la caricature de certaines doctrines communistes, il n'aurait pas eu à s'y prendre autrement qu'il ne l'a fait : les idées fondamentales de sa lettre ne sont autre chose que l'exposé, sous une forme bizarre, du programme de ces socialistes qui veulent tout centraliser entre les mains de l'Etat. Nous reconnaissons donc que la supposition faite par quelques lecteurs du *Bulletin*, à l'égard de la paternité de la lettre en question, pouvait avoir pour elle une certaine vraisemblance; mais elle n'en est pas moins inexacte :

1. On le voit, le Jules Guesde du Parti ouvrier français avait trouvé un précurseur en J.-B. Chabaury.

notre correspondant n'est pas un personnage de fantaisie, et sa lettre est parfaitement authentique.

Il y a dans les idées de J. B. C. un côté de vérité, qui n'est certes pas neuf pour nous ; ce n'est pas d'aujourd'hui que nous savons et que nous disons que si tout le monde travaillait, il suffirait d'une journée de sept heures pour accomplir tout le travail nécessaire à la société ; que si la production était organisée rationnellement, il n'y aurait ni chômage, ni misère ; que la propriété devrait être collective ; et qu'aujourd'hui déjà, il y a de nombreux exemples de l'existence de cette propriété collective au sein de la société actuelle.

Mais c'est une bien étrange erreur que de nous proposer comme modèle le fonctionnarisme. Est-ce qu'une administration gouvernementale nous offre aujourd'hui l'image d'une société égalitaire et libre ? Est-ce que ce sont les principes de la justice qui y président ? Si au contraire il y a au monde une chose ignoble, corrompue et corruptrice,... n'est-ce pas la bureaucratie ?...

Mais, répond-on, les chefs seraient élus par le suffrage universel. — Et qu'est-ce que cela fait ? les gouvernants élus par le peuple sont-ils moins despotes que ceux de droit divin ? Voyez un peu les républiques d'Europe et d'Amérique. Le président Grant et autres gouvernants des Etats-Unis n'ont-ils pas été nommés par le suffrage populaire ? et pourtant y a-t-il quelque chose de plus scandaleux, de plus corrompu que l'administration américaine ?

Un régime comme celui que propose J. B. C., où la propriété, censée retournée à l'Etat, serait en réalité entre les mains d'un petit nombre d'ambitieux et de démagogues, qui en disposeraient à leur caprice ; où le peuple tout entier, transformé en une armée de fonctionnaires, serait mené à la baguette par quelques chefs de service, et, recevant d'eux son salaire, verrait en eux des maîtres à qui il doit obéissance sous peine de manquer de pain ; et où le suffrage universel donnerait à cet esclavage des masses les dehors d'une fausse liberté ; un régime pareil, ce n'est pas la république démocratique et sociale, c'est tout simplement le césarisme tel que l'entendait Napoléon III.

Il me reste à dire la fin du séjour du pauvre Bakounine à Lugano.

Avant de prendre la résolution d'abandonner la villa et de se retirer en Italie, Bakounine tenta un effort pour obtenir de ses créanciers des concessions et un accommodement : il leur fit offrir, par un avocat, dix mille roubles (32,000 fr.) — il n'avait d'ailleurs à sa disposition qu'environ les deux tiers de cette somme — en échange d'une quittance générale de toutes ses dettes. Mais l'arrangement qu'il proposait ne fut pas accepté. Il fallut alors se résoudre au départ : Gambuzzi fit une démarche auprès du ministre Nicotera, qu'il connaissait, et obtint de celui-ci l'assurance que Bakounine pourrait aller planter sa tente en Italie sans être inquiété ; et il fut convenu que Mme Antonia se rendrait le plus tôt possible à Rome et à Naples pour préparer, dans la seconde de ces villes, la nouvelle installation de toute la famille.

Mais le mal qui minait Bakounine s'était aggravé, ses souffrances s'étaient accrues, et il était tombé dans un état inquiétant d'affaissement, tant au moral qu'au physique. Mme A. Bauler décrit en ces termes (*Byloé*, 1907) la situation du malade durant les semaines qui précédèrent son départ pour Berne :

« Est-ce parce que la mort l'avait déjà touché de son aile, que Michel Alexan-

drovitch parlait tant, et avec tant d'insistance, de sa vie passée, de sa lointaine adolescence, de la nature russe qu'il n'avait pas vue depuis si longtemps? Il racontait avec amour des épisodes insignifiants de ses années d'enfance, se rappelait le chien Turc, la lecture du *Robinson suisse*; il évoquait souvent en termes affectueux le souvenir de son père. Malheureusement je n'ai pas noté ses récits, ne le croyant pas nécessaire, car Michel Alexandrovitch avait l'intention — il me l'avait dit — de me dicter plus tard ses mémoires... Lorsqu'il se sentait fatigué et peu disposé à causer, il me demandait de lui « raconter des histoires sur la campagne » : mais ce qui l'intéressait dans mes récits, ce n'était pas les personnages ni les mœurs, bien changés depuis l'époque où il avait vécu en Russie : c'étaient les tableaux de la nature russe. Quelquefois il demandait, comme si un souvenir surgissait en lui et qu'il voulût l'évoquer plus nettement : « Y avait-il près de chez vous, à la campagne, un marécage » forestier? » Ou bien : « Comment était votre verger? » Quand une description lui avait plu, il me la faisait répéter le lendemain : « Allons, parle-moi encore » des prés inondés » (*zalivnyé louga*, prairies au bord d'une rivière, inondées au printemps).

« Parfois, après une nuit passée sans dormir à cause de ses souffrances [1], Michel Alexandrovitch sentait le sommeil s'emparer de lui, mais cherchait en vain une attitude où il ne souffrît pas. Il trouvait alors quelque soulagement à se tenir courbé en deux, debout, la partie supérieure du corps étendue sur la table; dans cette singulière posture, il lui était possible de s'assoupir un peu. « Avec ma *droiture*, » disait-il en plaisantant, « je me trouve très bien à l'angle » droit. Maintenant, prends un livre, et lis-moi quelque chose : lis à la façon » d'un sacristain (*Diatchok*) marmottant la liturgie. » Je prenais le premier livre venu, et je lisais d'une voix monotone, sans m'arrêter à la ponctuation : bientôt Michel Alexandrovitch s'assoupissait. A son réveil, il me faisait des compliments sur la façon dont j'avais lu : « Comme j'ai bien dormi! » disait-il en se redressant. « C'était bravement psalmodié! Il n'y a que le *Peuple de Mos-* » *cou* [2] pour bien saisir les choses! Aucun Italien n'aurait jamais compris de » quelle manière il faut me faire la lecture. »

Bakounine lui-même, dans une lettre sans date, destinée à Adolphe Vogt, — lettre qui n'a pas été achevée ni envoyée et qui s'est retrouvée dans ses papiers, — parle de son état de santé en disant qu'il avait cru avoir la pierre, mais que c'était « simplement un catarrhe de la vessie très opiniâtre »; il demandait à son ami s'il pourrait lui indiquer un remède, au moins « pour diminuer les douleurs »; il ajoutait que son mal le forçait à se relever la nuit, souvent plus de vingt fois, « ce qui — ajoutait-il — me fatigue naturellement et attaque mon pauvre cerveau, paralyse tous mes mouvements, et me plonge quelquefois dans une torpeur somnolente fort désagréable ».

Quelques jours après avoir écrit ces lignes, il prit une résolution suprême : il décida de partir pour Berne, afin de s'y faire soigner par son vieil ami; pendant ce temps, Mme Antonia se rendrait à Rome, et s'occuperait à tout préparer pour l'installation de la famille en Italie. Mais pour que Bakounine pût faire le voyage de Berne, il fallait, d'après la loi tessinoise, l'autorisation des créanciers : ceux-ci l'accordèrent dans une réunion qui eut lieu le 9 juin [3]. En conséquence, le mardi 13 juin, Bakounine se rendait à Bellinzona pour y prendre la diligence du Saint-Gothard; l'ouvrier italien Santandrea, qui avait

1. Il ressentait presque constamment de vives douleurs dans la région lombaire et inguinale : aussi se croyait-il atteint de la pierre.

2. Bakounine aimait à donner des sobriquets : le *Peuple de Moscou* était celui par lequel il désignait Mme A. Bauler.

3. Il existe une communication officielle du greffe du tribunal civil du district de Lugano, du 9 juin 1876, adressée à Bakounine, lui annonçant que les créanciers, dans leur assemblée de ce jour, « ont été unanimes à consentir à ce qu'il pût librement s'absenter du canton pour le soin de sa santé (*furono unanimi nel dichiarare di annuire a che Ella possa liberamente assentarsi del cantone per la cura della di Lei salute*) ».

absolument voulu l'accompagner afin d'avoir soin de lui, prit place à ses côtés dans la voiture[1]. Le même jour Mme Antonia partait pour Rome. Bakounine arriva à Berne le 14 juin au soir; Adolphe Vogt l'attendait à la gare; le malade lui dit : « Je suis venu à Berne pour que tu me remettes sur mes pieds, ou que tu me fermes les yeux ». Il fut conduit immédiatement par Vogt et son fils dans une clinique (J. L. Hug-Braun's Krankenpension, Mattenhof, n° 317), où Reichel et sa femme s'empressèrent d'aller le voir; à Mme Reichel, il dit en russe : « Macha (Marie), je suis venu ici pour mourir[2] ».

La venue de Bakounine à Berne et son séjour dans cette ville étaient restés ignorés de nous tous. Ce fut seulement l'avant-veille de sa mort qu'une étudiante russe apprit par hasard la présence du malade à la clinique du Mattenhof; elle communiqua la nouvelle à Brousse, qui me l'écrivit aussitôt (voir p. 32).

III

Du milieu de juin au 1er juillet 1876.

D'Espagne, nous reçûmes par un ami, vers la fin de juin, des nouvelles des déportés des îles Mariannes :

« Une lettre — dit le *Bulletin* — nous apprend qu'une centaine de déportés des îles Mariannes ont débarqué dernièrement à Cadix. On leur avait promis la liberté à la condition qu'ils prendraient du service comme volontaires dans la guerre contre les Indiens révoltés du Iolo. L'expédition à laquelle ils ont pris part s'est terminée à l'avantage du gouvernement, qui a tenu parole, et a rompu les chaînes de ceux qui n'ont pas succombé dans la lutte. Il faut entendre — ajoute notre correspondant — le récit de leurs souffrances et de celles des malheureux qui n'ont pas voulu acheter leur liberté en se battant pour le gouvernement, même contre les Indiens, et qui sont restés sur leurs rochers déserts. La presse s'occupe beaucoup des déportés de la Nouvelle-Calédonie; mais les malheureux qui, depuis trois ans, gémissent abandonnés, sans vêtements et sans secours, dans les îlots des Mariannes, sont presque oubliés par l'opinion publique de l'Europe. Ils sont pourtant là *quatorze cents* qui souffrent pour une idée généreuse. Un grand nombre d'entre eux sont des membres de l'Internationale. Sans doute, il n'est pas possible en ce moment de rien faire pour eux; mais un mot de sympathie, du moins, serait doux à leurs oreilles, et les aiderait à conserver le courage dont ils ont besoin, en leur faisant voir qu'on pense à eux, et que le jour de la réparation n'est peut-être pas aussi éloigné qu'ils peuvent se le figurer dans leur isolement.

« Jusqu'à présent l'occasion ne s'était presque jamais présentée, en effet, d'entretenir nos lecteurs des infortunés déportés des îles Mariannes, si dignes des sympathies des socialistes;... nous espérons qu'une main amie réussira à leur faire parvenir ce numéro du *Bulletin*, dans lequel leurs frères d'Europe leur crient : Courage et espérance ! »

Peu de jours après, une nouvelle lettre nous apprenait de quelle façon le gouvernement espagnol entendait l'amnistie :

« A peine les malheureux déportés, qui avaient cru de bonne foi racheter leur

1. C'est par erreur que Mme A. Bauler dit que, Bakounine ayant refusé de consentir à ce que Santandrea l'accompagnât, celui-ci renonça à son projet.

2. Le récit fait par Arthur Arnould du départ et de la mort de Bakounine est un pur roman : « Pourchassé — dit Arnould — par une meute de créanciers déchaînés,... Michel Bakounine partit nuitamment, par le chemin de fer, afin de se réfugier dans un canton du centre de la Suisse. En route, foudroyé par une attaque de paralysie générale (*sic*), il expira seul, abandonné, loin de tous les siens, sans pouvoir prononcer une parole, sans un ami pour lui serrer la main et lui fermer les yeux, dans la chambre froide et banale d'un hôtel garni. »

liberté en combattant contre les Indiens, avaient-ils été rendus à leurs familles, que le gouvernement faisait arrêter de nouveau un certain nombre d'entre eux, *sans prétexte aucun*. Trente de ces pauvres gens, qui venaient de débarquer à Cadix, ont été enfermés à la prison de cette ville; d'autres, arrêtés dans diverses localités, ont été conduits, de prison en prison, garrottés comme des criminels, aux bagnes de Ceuta et de Carthagène. On a reçu la triste nouvelle que cinq membres de l'Internationale, déportés, ont été barbarement fusillés par ordre du gouverneur des îles Mariannes. Ces cinq socialistes appartenaient à la fédération de San Lucar de Barrameda. »

De Rome, Cafiero nous écrivait, vers le 20 juin : « Il y a eu ici quelques meetings pour discuter la situation du travail... A la suite de ces meetings, beaucoup de promesses de travail avaient été faites aux ouvriers de Rome; mais, ces promesses n'ayant pas été suivies d'effet, une grande démonstration fut projetée. Tout fut mis en œuvre par le gouvernement pour conjurer le péril : et comme il n'avait pas réussi, il eut recours à la force : il fit arrêter nos amis Malatesta, Tolchi et Innocenti, et les fit diriger, le premier sur Naples, les deux autres sur Florence. A Naples, Malatesta fut remis en liberté, après qu'on lui eut déclaré qu'il serait surveillé; je ne sais pas si on a agi de même avec nos amis florentins. En outre, notre ami Emilio Borghetti est depuis quelques jours enfermé dans les prisons neuves de Rome, pour contravention à l'*ammonizione*. Il est bon que ces choses-là soient connues, parce que nos nouveaux gouvernants (Nicotera et compagnie) veulent se donner des airs de libéraux. »

D'accord avec les groupes socialistes qui de toutes parts, en Italie, affirmaient à nouveau leur existence par des manifestations publiques, la Commission de correspondance, siégeant à Florence, lança le 1er juillet une circulaire pour la convocation d'un Congrès de la Fédération italienne. Elle disait :

Tandis que des centaines de nos meilleurs amis étaient jetés dans les prisons de l'Etat, la bourgeoisie, qui nous couvrait d'insultes et de calomnies, dut croire pendant quelque temps que l'Internationale était réellement morte en Italie, et morte pour toujours... Après les événements de 1874, l'Internationale italienne avait senti le besoin d'une phase de recueillement et de calme. Elle a fait l'épreuve de ses forces, elle s'est retrempée dans l'étude de ses insuccès, elle s'est préparée à une nouvelle période de lutte, pour faire un nouveau pas vers l'accomplissement de son programme; et, pleine de vie, elle descend de nouveau dans l'arène publique, et s'apprête à montrer qu'elle existe, et qu'elle existe comme toujours afin de lutter pour la cause du genre humain foulé aux pieds... En vertu de l'article 8 du Pacte fédéral de Rimini, le Congrès régulier n'ayant pu se réunir en 1874 et en 1875, c'est à nous qu'est confiée la mission de pourvoir à la convocation d'un Congrès, qui, après avoir jugé de nos actes, procédera à l'élection d'une nouvelle Commission de correspondance. Une circulaire spéciale vous préviendra du lieu et de la date de ce Congrès, qui se réunira probablement dans le courant d'août...

Florence, 1er juillet 1876. *La Commission de correspondance* : Francesco NATTA, Gaetano GRASSI.

L'adresse de la Commission est : Francesco Natta, via Cavour, 2, Florence.

D'Angleterre, notre correspondant nous écrivait, dans les derniers jours de juin :

« Pour la première fois, et au grand scandale des ouvriers bien pensants, un meeting de Trade Unionistes *a été tenu un dimanche !* Ce sont les employés du

chemin de fer de Manchester qui ont donné cet exemple impie. Ils éprouvent le besoin de resserrer et de renforcer leur union, afin de résister aux voleries, aux violations impunies de contrat, aux infamies de toute espèce dont ils sont les victimes. — Ah! si l'Etat s'emparait des chemins de fer, dira quelqu'un, tout irait bien autrement! Ce serait le paradis sur terre peint d'une façon si séduisante par votre correspondant J. B. C. [1], apôtre du fonctionnarisme. A preuve : le service des postes fait par l'Etat; le pays se sent fier de cette splendide administration qui, malgré les abaissements continuels de tarif, fait encore des bénéfices! — Oui, et son procédé est bien simple : elle a le moins possible de facteurs ; elle les paie de 25 à 30 shillings (de 31 fr. 25 à 37 fr. 50) par semaine : elle supplée à leur insuffisance en prenant des auxiliaires qu'elle paie 5 fr. 60 par semaine pour faire la distribution du matin, ou 17 fr. 50 par semaine pour travailler toute la journée. Au moment où un homme a le bonheur inappréciable de devenir ainsi fonctionnaire de l'Etat, on lui fait signer un long imprimé qu'il ne lit souvent pas, et où l'on spécifie, entre autres choses, qu'il n'aura ni avancement ni pension. Ces renseignements nous sont fournis par un affreux ingrat, qui reçoit ainsi depuis vingt ans 17 fr. 50 par semaine de l'Etat administrateur des postes.

« Une des choses qui tendent à faire croire à un certain nombre d'ouvriers anglais que l'on peut tout obtenir de réformes graduelles et paisibles, c'est qu'il leur a été donné de rencontrer, parmi les milliers de farceurs qui vivent à leurs dépens de la fonction d'inspecteurs officiels de toute espèce, quelques demi-douzaines de braves gens qui ont pris leur fonction au sérieux, qui osent dire la vérité au public, et que pour le moment l'Etat n'ose pas renvoyer. Voici ce que publie l'un d'eux sur les habitations fournies par le très noble marquis de Cholmondeley à ses vassaux : « Cinq personnes couchent dans une petite » chambre, sept dans une autre encore plus petite. Il pleut à travers toutes les » toitures. Une fenêtre de chambre à coucher ne s'ouvre pas, et la ventilation » n'est obtenue que par ce qui semble être les trous de rats dans les murs et » les toits, etc. » Voilà qui est fait, les ouvriers anglais le savent, voire même, grâce au *Bulletin*, les ouvriers suisses. Le noble lord et les quelques milliers d'autres détenteurs du capital n'en continueront pas moins, avec bien d'autres méfaits, à loger leurs gens beaucoup plus mal que leurs chiens.

« Je voudrais pouvoir donner presque in-extenso les conférences du Dr Richardson sur les métiers insalubres. Je ne puis que citer une partie de sa conclusion, par laquelle l'on verra de reste qu'il n'est pas l'un des nôtres : « C'est un fait » établi » — dit-il — « que toute la classe industrieuse de l'Angleterre, composée » de cinq millions d'êtres humains, est profondément malade physiquement, et, » par suite, mentalement. Elle vit comme si elle était constamment à l'hôpital, » subissant divers traitements, mais manquant des conditions sans lesquelles, » à moins d'un miracle, si même elle était un moment guérie, elle ne saurait » continuer à jouir de la santé du corps et de l'esprit. Dans cet état, les ouvriers sont, comme sont toujours les malades, fantaisistes, déraisonnables, » malheureux, insouciants, irrités en se comparant aux autres : sans confiance » dans leurs médecins politiques, trompés par des ignorants qu'ils suivent, trop » souvent poussés par le désespoir et par leurs folles prétentions. »

« Cela n'est-il applicable qu'au prolétariat de l'Angleterre ? »

A Lausanne, il existait une section de la Société internationale des ouvriers tailleurs, société adhérente à l'*Arbeiterbund*. En mai 1876, les patrons tailleurs de Lausanne exigèrent de leurs ouvriers l'engagement de ne plus faire partie de la Société internationale des ouvriers tailleurs ; les ouvriers refusèrent : alors, le 6 juin, les patrons décidèrent de fermer leurs ateliers, et envoyèrent des émissaires à Lyon pour y embaucher des ouvriers français. Quelques tailleurs lyonnais, abusés par de faux rapports, vinrent travailler à Lausanne : sur quoi la Société des ouvriers tailleurs fit appel à Rodolphe Kahn,

1. Voir ci-dessus, p. 24.

que sa situation d'Alsacien d'origine et de Lyonnais de naissance mettait plus à même d'être entendu des nouveaux arrivés. Le dimanche 18 juin, Kahn, accompagné de Reinsdorf et de deux autres camarades, se rendit à l'hôtel du Léman, où logeaient les ouvriers lyonnais : mais à peine avait-il commencé à causer avec eux, que sur la plainte d'un patron, M. Picard, qui était présent, la police arrêta Kahn, puis Reinsdorf, et les enferma à la prison de l'Evêché, où ils restèrent cinq jours au secret. Le juge informateur qui les interrogea le 22 juin, et consentit à les remettre en liberté provisoire, leur annonça qu'ils étaient poursuivis sur la plainte des patrons tailleurs pour atteinte à la liberté du travail, injures et menaces, et leur déclara que, quelle que fût l'issue du procès, ils seraient expulsés du canton de Vaud, « les autorités ne voulant pas garder des agitateurs à Lausanne, *et n'y voulant pas non plus d'Internationale* ».

L'arrestation arbitraire de Kahn et de Reinsdorf causa une grande agitation à Lausanne, et une assemblée ouvrière fut convoquée pour le dimanche suivant, 25 juin. Comme précédemment à l'occasion de l'arrestation des trois ouvriers charrons, un rapprochement s'opéra entre l'élément allemand et l'élément français, entre les adhérents de l'*Arbeiterbund* et ceux de l'Internationale : et le meeting du 25 juin applaudit à la fois Brousse, venu de Berne, Joukovsky, Kahn, Reinsdorf et Chevillard, et les hommes de l'*Arbeiterbund* et du *Grütli*, Hasenfratz et Krebser ; des télégrammes de Schaffhouse et de Winterthour affirmèrent les sentiments de solidarité des travailleurs de la Suisse allemande à l'égard de leurs frères de la Suisse romande. Le meeting vota une résolution affirmant « le droit illimité d'association, tant sur le terrain local sur le terrain international ».

L'incident de Lausanne fit du bruit dans la Suisse entière ; d'autres assemblées de protestation eurent lieu dans différentes villes, à Berne, à Neuchâtel, à Genève, etc. Le Comité central de l'*Arbeiterbund*, voulant faire preuve de bonne volonté, adressa une pétition au « Haut Conseil fédéral » de la Confédération suisse, pour le prier de faire mieux respecter les lois et la constitution : naturellement, le Conseil fédéral mit la pétition au panier, en se déclarant incompétent. La démarche du Comité central ne fut pas approuvée, du reste, par tous les membres de l'*Arbeiterbund* ; ainsi, dans l'assemblée de protestation qui eut lieu à Genève, « plusieurs orateurs, membres de cette association, déclarèrent qu'il ne fallait pas s'adresser au Conseil fédéral dans des cas pareils, que c'était du temps perdu ; que les ouvriers devaient s'habituer à n'attendre leur salut que d'eux-mêmes, et s'organiser pour être un jour en état d'opposer la force à la force » (*Bulletin*).

Le 20 juin, Spichiger répéta à Saint-Imier la conférence qu'il avait faite à la Chaux-de-Fonds le 9 mai ; et le 23 juin une assemblée générale de la Fédération ouvrière du district de Courtelary formula un programme indiquant divers points sur lesquels pourraient être tentées des réformes immédiates, utiles à l'industrie horlogère et aux intérêts généraux de la population. Mais le mouvement d'opinion que l'Internationale avait cherché à créer à la Chaux-de-Fonds et au Val de Saint-Imier à l'occasion de la crise ne devait pas aboutir à des résultats pratiques : la masse de la population resta indifférente.

Pendant que ces choses se passaient dans les Sections jurassiennes, Bakounine était malade à Berne sans qu'aucun de nous s'en doutât encore, ni en Suisse ni en Italie. On a raconté — mais ce récit est en contradiction avec ce qu'on lira plus loin dans la lettre d'Adolphe Reichel (pages 32 et 34) — que dès les premiers jours, le professeur Vogt avait reconnu que le cas était désespéré, et que, sur la demande formelle de son ami, il le lui avait dit. Il s'agissait d'une paralysie de la vessie, d'une inflammation chronique des reins, et d'une hypertrophie du cœur compliquée d'hydropisie ; bientôt l'urémie produisit ses conséquences fatales, le cerveau se prit, et le malade fut envahi par la somnolence.

Quoique, depuis le 25 septembre 1874, les relations directes entre Bakounine et moi ne se fussent pas renouées, j'avais reçu de ses nouvelles aussi longtemps que Cafiero avait habité la Baronata ; et j'en avais eu encore en

mars 1876 par Ross, lorsque celui-ci était venu prendre congé de moi au moment de partir pour la Russie. Mais depuis trois mois je ne savais plus rien de ce qui se passait à Lugano. Lorsque, brusquement, une lettre de Brousse m'apprit la présence de Bakounine à Berne et sa maladie (voir p. 28), je demandai aussitôt, par télégramme, si je pouvais aller le voir : on me répondit qu'il avait déjà perdu connaissance, et que j'arriverais trop tard [1].

Je me sentis pénétré de douleur à la pensée que je ne pourrais plus dire à Bakounine, comme j'en éprouvais le besoin, combien j'avais souffert des pénibles incidents de 1874.

A peine avais-je eu le temps de communiquer la triste nouvelle à quelques amis, que le télégraphe me transmettait l'annonce de la mort, survenue à midi, et l'avis que les obsèques auraient lieu le 3 juillet.

Il existe une lettre écrite (en français) les 6 et 7 juillet 1876 par Adolphe Reichel à Carlo Gambuzzi, lettre qui donne, jour par jour, le détail de la maladie de Bakounine et de ses conversations. Cette lettre est trop longue pour que je la reproduise ici tout entière ; mais j'en transcrirai les passages essentiels :

Berne, Weissenbühl 52 *b*, le 6 juillet 1876.

Monsieur, Vous avez adressé à M. le Dr Vogt quelques lignes dans lesquelles vous exprimez le désir d'avoir des nouvelles détaillées sur les derniers moments de notre défunt ami Bakounine, M. Vogt étant très occupé m'a communiqué votre lettre en me priant de satisfaire à vos souhaits, ce que je fais d'autant plus volontiers qu'il m'est un besoin de me représenter encore une fois à moi-même le cours des derniers jours d'une vie si chère à nous tous. Je regrette seulement de devoir remplir cette tâche dans une langue dont je n'ai pas l'habitude et dans laquelle je m'exprimerai certainement fort mal ; vu encore que nos derniers échanges de paroles se faisaient en allemand.

Bakounine est arrivé ici de Lugano, après un voyage assez pénible, mercredi soir le 14 juin. M. Vogt l'ayant reçu à la gare l'a conduit de suite dans une maison de santé située au Mattenhof, hors de la ville, dans le voisinage de ma demeure. En rentrant le soir chez moi j'ai appris son arrivée et m'empressai d'aller le voir. Je le trouvai debout, entouré de MM. Vogt père et fils, de son compagnon de voyage (un Italien dont je ne sais pas le nom [2]), et de M. Hug, directeur de la maison. Notre accueil était gai et bruyant comme toujours, la conversation un peu sens dessus dessous, comme cela se fait à toute arrivée. Personne de nous ne craignait encore un développement si rapide et si bref de sa maladie, et les plaisanteries ne manquèrent pas. Vous savez peut-être que sa maladie consistait principalement dans une paralysie de la vessie à un tel point qu'il ne pouvait retenir l'eau et qu'il était forcé de porter déjà depuis quelque temps une machine. M. Vogt, voyant que celle-ci était bien insuffisante, parce qu'elle le menait à une tenue assez malpropre, lui promettait après la sonde (qui devait se faire le lendemain) une meilleure en disant : « Avant tout, mon cher, il faut te remettre à une vie plus ordonnée ». Sur quoi Bakounine ripostait : « Ah

1. Nettlau a retrouvé une lettre écrite par moi à Joukovsky le 1er juillet, et en a publié un passage ; j'y disais : « Michel est à ses derniers moments. Il est à Berne ; on attend sa mort d'un instant à l'autre. J'ai voulu aller le voir : on m'a télégraphié qu'il n'a plus sa connaissance. »

2. C'était l'ouvrier romagnol Santandrea.

bah ! J'ai vécu toujours d'une façon désordonnée — eh bien ! on dira de moi : Sa vie était désordonnée, mais sa mort très ordonnée (*Man soll sagen : Unordentlich gelebt, aber ordentlich gestorben!*) ». Après cela je l'invitai à prendre le thé chez moi, ce qu'il fit volontiers et me suivit à notre demeure qui se trouve à peu près mille pas éloignée de la sienne. Aimant beaucoup la musique, il en demanda et on lui jouait quelques morceaux d'un trio, qu'il entendait attentivement malgré des douleurs qui ne le laissaient pas en place. Cependant déjà avant la troisième partie il disait : « C'est assez ! je souffre trop, je veux m'en aller et me coucher ». C'était son dernier séjour chez moi.

Le lendemain le 15 juin a eu lieu l'opération, c'est-à-dire la visitation de la vessie par la sonde. Lui-même soupçonnait d'avoir la pierre, mais le médecin, après avoir trois fois appliqué la sonde, a déclaré la maladie comme je vous l'indiquai plus haut. Je ne pus le voir que le soir en rentrant de mes occupations, et je le trouvai content et fier de sa nouvelle machine. Comme lecture il avait demandé un volume de la philosophie de Schopenhauer, *Die Welt als Wille und Vorstellung*. Nous parlâmes là-dessus, et il me faisait la remarque bien juste, que toute notre philosophie part d'une base fausse, c'est qu'elle commence toujours à prendre l'homme comme individu et non, comme il faudrait, comme un être appartenant à une collectivité ; de là la plupart des erreurs philosophiques qui aboutissent ou à un bonheur aux nuages ou à un pessimisme comme Schopenhauer et Hartmann. Il serait trop long de vous redire toute notre conversation, mais ce jour-là Bakounine parla encore d'une clarté et d'une verve comme dans ses beaux jours...

Mercredi le 21 nous causâmes encore assez librement [1] ensemble ; et, en nous rappelant de beaucoup de faits de notre vie commune, et des personnes que nous avions rencontrées, je lui dis en passant : « C'est cependant dommage, Bakounine, que tu n'as jamais trouvé le temps d'écrire tes mémoires. — Pour qui veux-tu que je devrais les avoir écrits? » était sa réponse. « Il ne vaut pas la peine d'ouvrir la bouche. Aujourd'hui les peuples de toutes les nations ont perdu l'instinct de la révolution. Ils sont tous trop contents de leur situation, et la crainte de perdre encore ce qu'ils ont les fait inoffensifs et inertes. Non, si encore je retrouve un peu de santé, je voudrais écrire une Ethique basée sur les principes du collectivisme [2], sans phrases philosophiques ou religieuses. »

Jeudi le 22, je le trouvai sur le canapé, et quand je lui demandai comment il allait, il me répondit : « Je suis stupide ». Je remarquai bientôt qu'une espèce de torpeur s'était emparée de lui...

Samedi (le 24) je ne pouvais pas le voir. Il fit prier ma femme de venir chez lui pour écrire sous sa dictée une lettre à sa famille à Lugano. Ma femme m'a raconté qu'elle l'avait trouvé en toute connaissance. Il lui a dicté la lettre en russe [3] en lui recommandant chaque virgule, chaque point. Dans cette lettre il exprimait l'espoir de revenir à Lugano dans quinze

1. Reichel veut dire que Bakounine avait le cerveau encore assez libre.
2. *Collectivisme*, dans la bouche de Bakounine, signifiait, on le sait, « communisme non-autoritaire ».
3. Mme Marie Reichel était Russe.

jours tout à fait remis. Quand je racontai ce fait à M. Vogt, celui-ci me disait : « Ta femme aurait dû faire un post-scriptum de sa part, que la guérison ne pouvait pas se faire si vite ». Mais la lettre était partie, et d'ailleurs Bakounine ne lui aurait pas permis un post-scriptum...

Lundi le 26, le soir, j'avais encore une conversation avec lui sur la musique. Il me demanda si Beethoven avait composé aussi des fugues, et ce que j'en pensais, et si moi j'en composais. Il a pu suivre mon explication là-dessus avec assez d'intérêt. Après cela nous parlions de la musique moderne, et il se laissait aller sur le compositeur Wagner en le jugeant bien sévèrement quant à son caractère et quant à sa musique [1]...

Le mercredi 28 je parlai avec M. Vogt et il me disait que la maladie tournait mal et qu'il désespérait de la guérison. Je fis écrire ma femme à la famille de Bakounine à Lugano pour la prévenir, mais ni nous ni le médecin crurent que sa fin allait être si prochaine. C'était mercredi aussi que subitement l'eau finissait de couler, comme aussi il n'allait plus à la garde-robe. En même temps sa somnolence augmentait. Il ne voulait plus prendre ses repas, et il était difficile de lui faire prendre un peu de bouillon. C'est aussi depuis mercredi qu'il n'a plus quitté le lit... Une fois au lit, il dormait de plus en plus. Comme je le priais de prendre un peu de bouillon, il me dit sans ouvrir les yeux : « Je n'ai besoin de rien, j'ai bien fini ma tâche ».

... Le jeudi le 29 matin, ma femme a été chez lui et lui avait demandé s'il n'aimait pas avoir du *kacha* [2], un mets national russe, qu'elle voulait lui préparer. « Oui, répondit-il en russe, fais-moi du *kacha.* » A midi j'étais chez lui ;... quand je voulus lui faire prendre un peu de bouillon, il se fâcha et me dit : « Faites bien attention à ce que vous faites avec moi, en voulant me faire manger. Je sais ce que je veux. » Après cela je lui demandai: « Mais n'est-ce pas, tu prendrais du *kacha*? — Oui, dit-il, du *kacha* c'est autre chose », et tout cela avec pleine voix. Quand deux heures plus tard j'entrai avec le plat préparé par ma femme, je le lui montrai en disant : « Eh bien, Bakounine, *kacha*! » Immédiatement il ripostait à haute voix : « *Macha* ! » (cela est le diminutif russe de Marie, le nom de ma femme), et il mangea plusieurs cuillerées de ce gruau.

Mais toujours son état allait de mal en pis, et vendredi matin (le 30) quand je venais avec ma femme et en le trouvant toujours plus ou moins sans connaissance, je télégraphiai à Lugano [3]. Déjà dans la nuit de jeudi à vendredi j'étais resté chez lui jusqu'à une heure, après quoi le jeune Vogt venait veiller pour la seconde partie de la nuit...

Samedi matin [1er juillet] à neuf heures je l'ai vu pour la dernière fois. Son état était peu changé. Ma femme y était à dix heures et le trouvait

1. On sait que Richard Wagner avait pris part à l'insurrection de Dresde avec Bakounine, en mai 1849, et qu'il gagna ensuite Chemnitz dans la même voiture que Bakounine et Heubner. A Chemnitz, Wagner se cacha chez sa sœur et réussit à se sauver ; Bakounine et Heubner, trahis, furent arrêtés pendant la nuit.

2. Le *kacha* consiste en gruau cuit, assaisonné au beurre et mis ensuite au four.

3. Ce télégramme (Berne, 30 juin, 10 h. 50 matin) est ainsi conçu : « Bakounine très mal : il n'y a plus d'espoir. Depuis hier nous attendons fin. » Adolphe Vogt télégraphia à Lugano le même jour à 3 h. 55 : « Michel entre en marasme progressif, refuse nourriture. Apathie profonde sans souffrance. »

beaucoup plus tranquille et les traits de sa figure meilleurs. A onze heures M. Vogt était chez lui, et *à midi moins 4 minutes* il respirait pour la dernière fois ! On peut dire qu'il n'a pas eu ce qu'on nomme l'agonie...

Le 7 juillet.

... Je ne puis dire autrement que : Bakounine est mort comme il a vécu, en homme entier. Comme dans toute sa vie il s'est montré tel qu'il était, sans phrases et sans simulation, il s'en est allé aussi en toute connaissance de lui et de sa position. Au total, il me paraissait fatigué de la vie. Il a bien jugé le monde d'aujourd'hui, et, en sentant que le matériel nécessaire pour son espèce de travail lui manquait, il a sans regret fermé les yeux. C'est possible même qu'il a voulu mourir, malgré qu'il n'a jamais laissé échapper un mot qui indiquait cela.

... Il est mort auprès de ses deux amis personnels, M. Vogt et moi ; nous nous connaissions depuis plus de trente ans. Ni soins ni aide ne lui ont manqué. Un seul reproche peut tomber sur nous, c'est de ne pas avoir averti plus tôt la famille, et Mme Bakounine, qui depuis hier est ici, a été douloureusement frappée de cela [1]. Nous avons pour excuse seulement à dire, que nous-mêmes nous étions surpris par la rapidité avec laquelle la mort s'avançait dans les derniers jours, et que le défunt n'avait jamais laissé tomber un mot sur sa famille [2].

... En finissant ces lignes, je ne puis m'empêcher de vous tendre la main au nom de l'intérêt que vous portez à notre ami commun. On aime à dire que la mort désunit. Moi j'ai trouvé toujours le contraire. C'est la vie qui désunit, pendant que la mort réconcilie tout et unit même ceux qui survivent [3]. Prenez donc, cher Monsieur, ces mots assez mal exprimés avec la même bienveillance comme ils sont écrits, et, si vous me vouliez rendre un service, faites-les parvenir à Monsieur Guillaume. De tous les

1. « Frappée » est mis pour « affectée ». — Le voyage de Mme Bakounine à Rome avait été tenu secret, je ne sais pas au juste pour quelle raison. Elle était censée se trouver à Como ; son père et sa mère s'étaient rendus dans cette ville pour y attendre son retour, tandis que Mme Lossowska restait à Lugano avec les enfants. Lorsque la nouvelle de la mort de Bakounine arriva de Berne à Lugano, Pederzolli télégraphia le 1er juillet à 3 h. 40, à Mme Bakounine à Como, poste restante, que son mari était mort à midi. Un télégramme signée Xavier [Lossowski] répondit que le jeudi 29 juin Mme Bakounine avait quitté Rome pour venir à Como, et qu'il était impossible de communiquer avec elle avant son arrivée. Elle n'était toutefois pas encore partie, car elle télégraphia de Rome à son père qu'elle arriverait à Como le 3 juillet, qu'elle était résolue à aller à Berne, et qu'il ne fallait remettre les papiers de Bakounine à personne. Elle télégraphia ensuite à Vogt : « Suis en route. Si vrai malheur, confie votre amitié retarder enterrement jusqu'à mon arrivée. » Elle n'arriva à Berne que le 6, trois jours après les obsèques. Son entrevue avec les deux vieux amis de Bakounine manqua de cordialité. Quelques jours plus tard, Mme Adolphe Vogt me dit : « Dans une poche du vêtement de Bakounine se trouvait un carnet ; nous n'avons pas jugé qu'il appartînt à sa veuve : le voici ; » et elle me le remit. Ce carnet ne contenait que quelques notes insignifiantes ; il a été brûlé en 1898, en même temps que la lettre des 28 et 29 juillet 1874.

2. Reichel veut dire que, bien que Bakounine eût dicté le 24 juin à Mme Reichel une lettre « à sa famille à Lugano », il n'avait jamais *parlé* à ses amis de Berne de cette famille.

3. Ces lignes disent assez clairement que Reichel et Vogt, pour un motif d'ordre privé, n'avaient eu jusqu'alors pour Gambuzzi que des sentiments plutôt hostiles.

jeunes amis de Bakounine, je le crois celui qui lui a été le plus près et le plus aimé. J'ai senti le besoin de lui parler encore et de lui faire communication des derniers moments de son ami ; mais il était parti de Berne [1] sans que je l'aie revu, et que je n'ai pas le temps à récrire tout ceci.

... En vous serrant la main je vous salue. Votre dévoué,

Adolf Reichel.

Comme on le voit par la demande adressée à Gambuzzi de me faire parvenir cette lettre, le récit écrit par Reichel m'était destiné tout autant, sinon plus, qu'à Gambuzzi lui-même. Celui-ci crut néanmoins pouvoir se dispenser de me le communiquer : il avait toujours eu de l'éloignement pour ceux que Reichel appelait les « jeunes amis de Bakounine », comme aussi d'ailleurs, pour les « vieux amis » de notre Michel, — et les uns et les autres le lui rendaient bien. Si Reichel m'eût parlé de sa lettre, lorsque j'eus l'occasion de le revoir, nous aurions découvert le procédé si peu délicat de Gambuzzi à son égard et au mien ; malheureusement il n'en fit rien, persuadé, naturellement, que la lettre m'avait été envoyée; et j'aurais à tout jamais ignoré l'existence de ce document si précieux pour moi, si Max Nettlau ne l'avait pas retrouvé à Naples en 1904 dans les papiers de Gambuzzi et n'en avait pas pris une copie qu'il m'a obligeamment communiquée en janvier 1905.

IV

Les funérailles de Bakounine et les manifestations de l'opinion.

J'emprunte au *Bulletin* le récit des funérailles de Michel Bakounine (numéro du 9 juillet) :

Lundi 3 juillet, des socialistes venus des différents points de la Suisse ont rendu les derniers devoirs à Michel Bakounine, mort l'avant-veille à Berne.

Le corps avait été transféré à l'hôpital de l'Ile. A quatre heures du soir, le corbillard vint prendre le cercueil, et le funèbre cortège traversa les rues de la ville fédérale, pour se rendre au cimetière situé à quelque distance.

Sur la fosse plusieurs discours ont été prononcés. Adhémar Schwitzguébel a lu des lettres et télégrammes de divers amis ou sections de l'Internationale. Joukovsky a retracé la biographie de Bakounine, en insistant sur cette verdeur de sève, sur cette puissance de renouvellement qui caractérisaient celui qu'un écrivain russe a appelé « un printemps perpétuel ». James Guillaume a rappelé les calomnies dont la réaction a poursuivi le grand initiateur révolutionnaire, et les services qu'il a rendus à la cause socialiste [2]. Elisée Reclus a parlé des qualités personnelles de Bakounine, de la vigueur de son intelligence, de son infatigable activité. Carlo Salvioni [3] a rendu hommage à l'adversaire de Mazzini, au grand agitateur

1. Le 4 juillet, le lendemain des funérailles.

2. Je ne pus pas achever le discours commencé : une violente crise de sanglots m'empêcha de continuer, et je dus quitter le cimetière, accompagné par Joukovsky.

3. Salvioni était un étudiant tessinois.

athée et anti-autoritaire, au champion du socialisme populaire en Italie. Paul Brousse a parlé ensuite au nom de la jeunesse révolutionnaire française, qui se rattache aux idées dont Bakounine a été le représentant le plus éloquent. Enfin un ouvrier de Berne, Betsien, a adressé en allemand un dernier adieu à celui dont la vie entière fut consacrée à la sainte cause de l'émancipation du travail.

Trois couronnes furent déposées sur le cercueil, au nom des trois sections de langue française, allemande et italienne que l'Internationale compte à Berne.

Adolphe Reichel, qui était présent, dit dans sa lettre des 6-7 juillet : « L'enterrement s'est fait lundi 3 juillet, quatre heures de l'après-midi. Beaucoup de députations de différentes sociétés socialistes ont été présentes. Près de sa tombe on a dit six ou sept discours, la plupart en langue française, un en italien et un en allemand. Beaucoup de Russes, même plusieurs étudiantes, suivaient le cercueil. »

Une étudiante russe, dans une lettre au *Vpered* de Londres, a raconté, elle aussi, les obsèques de son grand compatriote ; de cette lettre, j'extrais un passage qui donnera une idée de l'impression produite sur les assistants par cette émouvante manifestation de douleur et de sympathie :

Un petit groupe seulement avait eu le temps de se réunir. Il y avait là des anciens amis, abattus par le chagrin ; il y avait des hommes qui avaient partagé avec Bakounine des dangers à des moments divers et en divers lieux ; il y avait la jeunesse pour laquelle il avait été un maître ; il y avait des hommes qui ne partageaient pas ses opinions, qui se trouvaient dans le camp opposé, qui avaient lutté contre ses adhérents ; mais, dans cette minute, amis et étrangers, camarades des anciens combats et jeunes gens qui se précipitent vers des combats nouveaux, alliés et adversaires, tout cela était confondu ; il y avait seulement un groupe d'hommes qui ensevelissaient une force historique, le représentant d'un demi-siècle de mouvement révolutionnaire. Et ce petit groupe sentait derrière lui, invisible et innombrable, la masse des hommes de tout pays qui, en esprit, assistaient aux obsèques de celui dont la vie avait été mêlée à la vie universelle. Les discours commencèrent ; n'exigez pas que j'en fasse l'analyse ; vous les lirez probablement dans le *Bulletin*. Que sont d'ailleurs des paroles ? Il fallait être présent, il fallait sentir l'étincelle électrique qui se communiquait aux auditeurs. C'est l'état d'âme des assistants qui donnait aux discours leur pleine signification ; je pourrai vous en redire, brièvement et sèchement, les pensées essentielles : mais c'est à vous d'essayer de vous représenter, si vous pouvez, ce qu'on sentait et ce qu'on pensait : ce que sentaient ceux qui parlaient, et dont les larmes étouffaient quelquefois la voix ; ce que pensaient les auditeurs, devant lesquels repassait toute la vie de l'illustre mort.

Je reprends le récit du *Bulletin*, qui continue en ces termes :

Après la cérémonie, une réunion eut lieu au local du *Sozialdemokratischer Verein*. Là, un même vœu sortit de toutes les bouches, allemandes, italiennes, françaises et russes : l'oubli, sur la tombe de Michel Bakounine, de toutes les discordes purement personnelles, et l'union, sur le terrain

de la liberté, de toutes les fractions du parti socialiste des deux mondes. Comme le marquèrent tout particulièrement les amis de Bakounine, ce n'est pas d'un *baiser Lamourette* donné dans un moment d'effusion et oublié le lendemain, ni d'une conciliation de dupes où une opinion s'effacerait devant une autre, qu'il s'agit ici : il doit être laissé à chaque groupe pleine liberté d'action et de propagande ; seulement de cette action et de cette propagande doivent être exclues les récriminations personnelles entre hommes qui au fond poursuivent le même but, les suspicions injustes, les insultes et les calomnies, qui ne font que déshonorer ceux qui les lancent. Il y a dans les statuts généraux de l'Internationale, revisés en 1873 par le Congrès de Genève, un article (l'art. 3) qui dit :

« Les fédérations et sections conservent leur complète autonomie, c'est-à-dire le droit de s'organiser selon leur volonté, d'administrer leurs propres affaires sans aucune ingérence extérieure, et de déterminer elles-mêmes la marche qu'elles entendent suivre pour arriver à l'émancipation du travail. »

C'est sur un terrain semblable, seulement, qu'un rapprochement est possible entre deux ou plusieurs organisations diverses, dont chacune suit la voie qu'elle croit la bonne, et qu'il serait chimérique de vouloir essayer de nouveau de fondre en une organisation unique et centralisée.

Une résolution exprimant les idées échangées de part et d'autre dans cette importante réunion a été votée à l'unanimité ; la voici :

« Considérant que nos ennemis communs nous poursuivent de la même haine et de la même fureur d'extermination ; que l'existence de divisions au sein des partisans de l'émancipation des travailleurs est une preuve de faiblesse nuisant à l'avènement de cette émancipation,

« Les travailleurs réunis à Berne à l'occasion de la mort de Michel Bakounine, et appartenant à cinq nations différentes, les uns partisans de l'Etat ouvrier, les autres partisans de la libre fédération des groupes de producteurs, pensent qu'une réconciliation est non seulement très utile, très désirable, mais encore très facile, sur le terrain des principes de l'Internationale tels qu'ils sont formulés à l'article 3 des statuts généraux revisés au Congrès de Genève de 1873.

« En conséquence, l'assemblée réunie à Berne propose à tous les travailleurs d'oublier de vaines et fâcheuses dissensions passées, et de s'unir plus étroitement sur la base de la reconnaissance des principes énoncés à l'article 3 des statuts mentionnés ci-dessus. »

Nous espérons que l'idée d'un rapprochement fraternel entre les différentes organisations socialistes ne restera pas à l'état de simple vœu, et que la voix de ceux qui, sur la tombe de Bakounine, ont déclaré abjurer toute rancune et tout grief personnels, sera enfin entendue.

Le *Bulletin* du 9 juillet publia en supplément une notice biographique sur Michel Bakounine, que j'avais écrite à la hâte : pour la période antérieure à 1849, je ne possédais que des renseignements incomplets ; aussi cette notice présente-t-elle plusieurs erreurs [1]. Elle est précédée d'un portrait de Bakou-

1. En 1906, j'ai rédigé, pour la revue russe *Bylóé*, une notice beaucoup plus complète, et que je crois ne pas contenir d'inexactitudes. Elle a été reproduite en tête du tome II des *Œuvres* de Bakounine (Paris, Stock, 1907).

nine gravé pour la circonstance par Georges Jeanneret, graveur sur bois, frère de mon ami Gustave Jeanneret.

En Italie, la mort de Bakounine fut l'occasion de touchantes manifestations de sympathie. La Fédération ouvrière de Naples nous adressa une communication datée du 2 juillet (*Bulletin* du 16 juillet), portant :

Dans la séance d'aujourd'hui, il a été donné lecture d'une dépêche annonçant la mort de Michel Bakounine, survenue à Berne. Plusieurs compagnons ont pris la parole à ce sujet, et ont donné des détails sur les écrits du défunt, sur ses travaux, sur les grands principes qu'il a énergiquement défendus... Il fut rappelé entre autres que c'est à Bakounine qu'est due la fondation du parti socialiste italien militant : dès 1866, il avait fondé à Naples un cercle de socialistes révolutionnaires, d'où sortit en 1869 la Section napolitaine de l'Association internationale des travailleurs, la première d'Italie, organisation qui depuis lors, soit publiquement, soit secrètement, n'a jamais cessé d'exister et de prospérer, malgré les persécutions de tout genre. Michel Bakounine était membre de la Fédération ouvrière napolitaine, et deux fois, aux Congrès de Bâle et de Saint-Imier [1869 et 1872], il fut représentant de l'une de ses sections ; il y était profondément estimé et fraternellement aimé... Il a été voté à l'unanimité : 1° De placer dans la salle de nos réunions le portrait de Michel Bakounine, avec une courte notice biographique ; 2° de rendre au défunt un témoignage public de notre deuil, par la voie de la presse ; 3° de convoquer un meeting pour honorer la mémoire de ce regretté champion du socialisme révolutionnaire....

Une lettre de Costa, signée Y. (*Bulletin* du 23 juillet), disait : « La perte de Michel Bakounine a été vivement sentie dans toute l'Italie, et les sections et fédérations de l'Internationale italienne ont publiquement manifesté leur deuil à cette occasion. Les journaux bourgeois eux-mêmes ont dû rendre hommage à l'illustre mort, et reconnaitre qu'avec lui avaient disparu une haute intelligence et un grand cœur. Il laisse beaucoup d'écrits inédits ; et tous les socialistes d'Italie verraient avec plaisir que la rédaction du *Bulletin* voulût bien se charger de les recueillir en vue d'une publication. Tel était, ses amis le savent, le désir de Bakounine lui-même, et tel est aussi le nôtre, car nous croyons que le comité de rédaction de votre journal est plus en état que tout autre groupe d'accomplir ce pieux et important devoir, soit par les relations qu'il a eues avec le défunt et avec ses amis, soit par la qualité de ceux qui le composent. Nous espérons que ce vœu sera réalisé [1]. »

Enfin un entrefilet du *Bulletin* du 6 août dit ceci :

Les adresses votées par les sections italiennes de l'Internationale à l'occasion de la mort de Bakounine prennent le caractère d'une grande et générale manifestation du prolétariat italien. Chaque numéro de la *Plebe* et des autres journaux socialistes d'Italie nous en apporte de nouvelles : toutes rendent hommage au penseur et au lutteur qui a tant fait pour la cause de la Révolution.

Une lettre adressée au Bureau fédéral de l'Internationale par la Commission fédérale espagnole (*Bulletin* du 16 juillet) contient le passage suivant :

1. Il sera question au chap. XVI des mesures prises par nous, dès l'été de 1876, en vue de la publication des manuscrits inédits de Bakounine.

La triste nouvelle de la mort de notre cher compagnon Michel Bakounine nous a causé à tous un profond chagrin ; la perte de cet infatigable et courageux champion du collectivisme laisse un vide qu'il sera bien difficile de combler.

En Portugal, le journal le *Protesto*, bien qu'il ne fût pas des nôtres, publia un article de condoléance écrit en très bons termes : le *Bulletin* le reproduisit, en remerciant les socialistes portugais de leurs sentiments de fraternité, dans son numéro du 20 août. Voici ce qu'on lit dans ce numéro :

Le *Protesto* de Lisbonne, organe des socialistes portugais, appartient à l'école anglaise, et, lors du conflit qui a éclaté dans l'Internationale, à la suite du Congrès de la Haye, il s'était rangé du côté de Karl Marx et de ses partisans. Néanmoins, à l'occasion de la mort de Bakounine, il a adressé à la Fédération jurassienne des paroles de sympathie ; voici comment il s'est exprimé dans son n° 49 :

« Nous enregistrons avec regret la mort de Michel Bakounine, qui a joué un des premiers rôles dans le mouvement du prolétariat moderne.

« Sur sa tombe doivent se terminer les luttes qui ont eu lieu, durant les dernières années de sa vie, au sein du parti prolétaire, et, en exceptant quelques actes moins réfléchis de sa vie publique, nous devons nous affliger de sa mort comme de celle de l'un des plus énergiques révolutionnaires socialistes.

« Nous réservant de publier plus tard un résumé de sa biographie, nous témoignons à la Fédération jurassienne nos regrets de la mort de l'un de ses membres les plus énergiques, que la vieillesse et les dégoûts avaient fait depuis quelques années se retirer de la vie active. »

Nous remercions notre confrère le *Protesto* des sentiments de fraternité et de bienveillance dont cet article fait preuve à notre égard, et nous sommes heureux de constater que partout le besoin d'union est ressenti de même.

Un journal de tendances analogues à celles du *Protesto*, le *Vorwärts* de Bâle, organe d'un groupe de « démocrates » bâlois, consacra, lui aussi, à la mémoire de Bakounine un article convenable. Bien qu'il fût hostile à ses doctrines, il rendit hommage à son génie, et il le défendit contre l'ignoble calomnie qui l'avait représenté comme un « agent russe » ; il résuma en ces termes son jugement sur le grand révolutionnaire :

Bakounine, dont le physique était d'un athlète, était un géant par l'esprit. Seulement, dans son indomptable énergie, dans son ardeur dévorante, il manquait de sens pratique.

Avec Bakounine a disparu une puissante personnalité, comme il n'en apparaît que rarement dans l'histoire. S'il avait cédé aux séductions de ses confrères de l'aristocratie russe, et qu'il fût entré au service de l'Etat, il serait sans doute arrivé dans sa patrie, étant donné des circonstances analogues, à une position aussi élevée que celle que Bismarck occupe en Allemagne. S'il était resté dans l'armée, et qu'au lieu d'appliquer ses éminentes facultés à l'étude des questions philosophiques et sociales, il les eût consacrées aux choses militaires, il serait peut-être devenu un Moltke russe, et aurait fini ses jours dans la gloire et les honneurs officiels. Mais

il ne recherchait pas les honneurs, il cherchait la *science* ; il ne désirait pas la gloire, il voulait la *vérité*. Et il lui est arrivé ce qui arrive à tous ceux qui ne recherchent pas leur profit personnel, mais qui veulent vivre pour l'humanité : il a dû errer de pays en pays, traqué et poursuivi comme une bête fauve par les grands de la terre. Il ne laisse pas des fruits durables de son action ; ses doctrines n'étaient pas faites pour en amener à maturité. Il restera dans l'histoire tel qu'un vieux sapin géant qui brave les orages, debout sur le sommet d'un rocher battu par la foudre : figure imposante, mais qui ne porte point avec elle de bénédiction.

En reproduisant ces lignes, le *Bulletin* ajouta :

C'est un adversaire qui parle, on le sent, mais au moins un adversaire loyal et généreux : et s'il est honorable pour Bakounine d'avoir arraché de pareils témoignages d'admiration à des bouches hostiles, la chose n'est pas moins honorable pour celui qui a su, malgré les différences d'opinion, rendre un hommage spontané au génie et à la vérité.

Mais il y eut des ennemis dont l'acharnement ne désarma pas, et qui continuèrent leur triste besogne de vulgaires injures ou d'infâmes insinuations. La *Tagwacht* — à laquelle nous avions tant de fois tendu la main de la conciliation — publia, une semaine après la mort de Bakounine, l'article suivant :

« Bakounine est mort à Berne. Il avait survécu à sa renommée, et l'époque où la jeunesse russe écoutait ses paroles comme celles d'un prophète est passée depuis longtemps. Bakounine a fait beaucoup de mal au mouvement ouvrier, jusqu'au moment où on l'a empêché de continuer. La brochure publiée par ordre du Congrès de la Haye [1], en dévoilant le complot bakouniste, donna le coup de mort au vieux machinateur. Il publia dans le *Journal de Genève* une déclaration par laquelle il annonçait qu'il se retirait entièrement de la vie publique, et il a tenu parole pendant ces trois dernières années.

« Bakounine était le type le plus accompli du conspirateur ; mais pendant toute sa vie il n'a jamais su au juste ce qu'il voulait, tombant de contradiction en contradiction, et produisant le plus affreux gâchis. Tandis que dans son Alliance secrète, par exemple, il avait établi une véritable dictature despotique à la russe, il combattait dans l'Internationale, comme « autoritaire », une organisation qui n'avait rien de rigoureux. Bakounine était regardé par plusieurs bons socialistes, hommes impartiaux, comme un *agent russe* ; cette suspicion — erronée sans doute — est fondée sur le fait que l'action destructive de Bakounine n'a fait que du mal au mouvement révolutionnaire, tandis qu'elle a beaucoup profité à la réaction. »

Voici la réponse que je fis dans le *Bulletin* (16 juillet) à l'odieux langage de Greulich :

Cet article-là n'est pas fait pour faciliter le rapprochement que des socialistes de diverses nations, amis ou adversaires de Bakounine, ont exprimé le souhait de voir s'accomplir. Et nous ne nous expliquons pas comment la *Tagwacht* a pu publier, immédiatement après ce triste entrefilet, le texte de la résolution votée à Berne, qui invite les travailleurs « à oublier de vaines et fâcheuses dissensions passées ».

Est ce en répétant que « Bakounine n'a fait que du mal au mouvement révolutionnaire », qu'il a fait « beaucoup de mal au mouvement ouvrier » ;

1. C'est le pamphlet Engels-Lafargue-Marx, *L'Alliance de la démocratie socialiste*, etc.

en rééditant contre lui la vieille calomnie, inventée par la police prussienne et par les préfets de M. Gambetta, que c'était un *agent russe*, et surtout en la présentant sous cette forme perfide et lâche qui consiste à dire que, pour son propre compte, le journaliste voudrait pouvoir regarder l'accusation comme erronée, mais que beaucoup de *bons* socialistes, gens *impartiaux*, y croient et ont à l'appui de leur opinion des motifs plausibles, — est-ce ainsi qu'on entend ramener dans le camp du travail la concorde et les sentiments de fraternité ?

Heureusement que le rédacteur de la *Tagwacht* ne représente pas l'opinion des ouvriers socialistes de langue allemande. Ceux que nous avons entendus à Berne, et qui appartenaient tous à l'*Arbeiterbund*, se sont exprimés d'une façon bien différente : ils ont tous rendu à la mémoire de Bakounine un hommage de respect et de reconnaissance ; ils ont déclaré qu'en face de cette tombe où ils venaient de déposer avec nous le vieux champion de la révolution internationale, la calomnie n'oserait poursuivre son œuvre lâche et dissolvante (ils se trompaient, hélas !) ; ils ont dit enfin que le nom de Bakounine brillerait au Panthéon de l'histoire, comme celui d'un homme qui avait lutté et souffert toute sa vie pour la cause du prolétariat, et qu'il n'y avait que des misérables (« Schurken ») qui pussent être capables de vouloir réchauffer encore les vieilles inimitiés pour empêcher l'union des socialistes de s'accomplir. Nous prenons à témoins tous ceux qui étaient présents que tel a été le langage textuel des socialistes allemands dans la réunion de Berne.

Nous avons donc le droit de penser que l'article de la *Tagwacht* ne représente rien d'autre que le sentiment personnel de celui qui l'a écrit, et qu'il aura froissé les lecteurs de ce journal, lesquels, nous l'espérons, partagent tous le désir d'union fraternelle qui se manifeste en ce moment chez les socialistes de tous les pays du monde.

Greulich ne fut pas le seul, dans la Suisse allemande, à partir en guerre contre nous et contre tous ceux qui voulaient la concorde. Un certain Frànz, qui avait rédigé autrefois le *Proletarier* d'Augsbourg, et qui maintenant gérait la librairie « socialiste » de Zürich, voulut opposer à nos paroles de paix un antidote, sous les espèces du dégoûtant phamphlet marxiste de 1873. Voici ce qui dit à ce sujet le *Bulletin* (6 août) :

Le citoyen Franz, gérant de la *Volksbuchhandlung* (librairie du peuple) à Zürich, a tenu à apporter aussi, à sa façon, sa pierre à l'édifice de la conciliation. Tandis que les socialistes de diverses nuances (y compris celle de l'*Arbeiterbund*), réunis à Berne le 3 juillet, ont déclaré unanimement qu'il fallait « oublier de vaines et fâcheuses dissensions passées », le citoyen Franz croit au contraire le moment opportun pour réchauffer les haines et remettre en lumière les injures et les calomnies dont nous ne voulions plus nous souvenir. Il possède, à ce qu'il paraît, dans quelque coin de sa boutique, un solde invendu d'un insipide pamphlet rédigé jadis par l'ex-proudhonien Longuet [1] sous la dictée de son beau-père Karl Marx, et

1. Comme je l'ai expliqué ailleurs, nous avions attribué, par erreur, la rédaction de la brochure *L'Alliance de la démocratie socialiste* à Longuet, tandis que celui-ci n'y était pour rien. Voir t. III, p. 149.

qui a pour titre: *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs.* Ce pamphlet est un ramas de calomnies à l'adresse, non seulement d'un certain nombre de socialistes qui ont fait leurs preuves de dévouement et d'honorabilité, mais de la Fédération jurassienne tout entière, ainsi que des internationaux d'Espagne et d'Italie. Eh bien, le citoyen Franz a trouvé à propos de faire insérer dans la *Tagwacht* du 2 août l'annonce suivante, que nous traduisons textuellement :

« Nous recommandons comme très instructif pour l'étude du mouvement » ouvrier en général, et en particulier *de la secte bakouniste qui vient de re-* » *paraître sur l'eau*, l'écrit suivant, rédigé par Karl Marx et autres, sur l'or- » dre du Congrès de la Haye : *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'As-* » *sociation internationale des travailleurs*; prix : 2 fr. 50. Nous avons le » même écrit, traduit en allemand par Kokosky, sous ce titre : *Ein Complott* » *gegen die Internationale Arbeiter-Association* ; prix : 1 fr. 60.

« *Volksbuchhandlung* (J. Franz), Zürich. »

Nous prenons à témoin les socialistes du monde entier de l'acharnement sans nom avec lequel certains hommes poursuivent de leur inimitié ceux qu'ils persistent à appeler du nom absurde de *bakounistes*. Nous, les calomniés, les insultés, nous qui avons cherché l'union et toujours pratiqué la *solidarité matérielle contre le capital* envers ceux-là mêmes qui nous calomniaient, nous demandons la paix, nous tendons une main fraternelle à tous ceux qui se disent socialistes : nous écoute-t-on ? Point. Nous sommes généreux et loyaux; ces gens-là sont implacables. Ils disent : « Ah ! vous voudriez le rapprochement de toutes les fractions du socialisme ? nous saurons bien l'empêcher, nous avons là du venin tout prêt à vous jeter à la figure ! »

Eh bien, oui, vendez-le donc, votre pamphlet ; et au lieu de le coter à 2 fr. 50, ce qui est vraiment trop cher, donnez-le pour rien. Que tous les travailleurs le lisent, et qu'ils apprennent à connaître votre fiel et votre mauvaise foi. Ce ne sont pas les tristes écrits dont vous vous faites les propagateurs qui pourront empêcher nos principes de gagner du terrain ; et quant à notre conduite passée, ceux qui la connaissent savent que nous n'avons à rougir de rien, que tous nos actes n'ont tendu qu'à un but : l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, et que vos prétendues révélations ne sont que des inepties greffées sur les plus monstrueux mensonges.

Franz se sentit touché : il comprit qu'il se mettrait en fâcheuse posture aux yeux des membres de l'*Arbeiterbund* eux-mêmes, en continuant à recommander une marchandise tarée ; en conséquence, il écrivit au *Bulletin* qu'il était partisan de la paix, qu'il désirait de tout son cœur une réconciliation : « L'annonce de l'écrit *L'Alliance de la démocratie socialiste*, etc., a eu lieu — ajoutait-il — parce que j'ai estimé utile d'attirer l'attention de nos compagnons des deux côtés sur le matériel historique de la question, matériel qui n'est pas mensonger, si je ne me trompe pas moi-même ; mais je ne tiens pas tant à cela qu'à l'union de tous les socialistes dans l'Internationale ». Le *Bulletin* publia la lettre de Franz, et l'accompagna des observations suivantes :

En même temps que le citoyen Franz nous écrivait cette lettre, l'annonce dont nous nous étions plaints disparaissait des colonnes de la *Tag-*

wacht. Il eût mieux valu ne pas l'y mettre du tout, on n'aurait pas eu besoin de l'enlever ensuite; mais quoiqu'il en soit, nous donnons acte au citoyen Franz de sa déclaration, et nous espérons, si chacun veut s'aider à l'œuvre d'apaisement, que l'union des socialistes pourra devenir bientôt une réalité.

Comme le citoyen Franz nous dit que, s'il a mis en vente le pamphlet où les socialistes de la couleur dite *bakouniste* sont si indignement calomniés, c'est parce qu'il a cru y voir un document historique digne de foi, nous lui offrons de le désabuser quand il voudra. Non pas que nous pensions utile d'engager un débat public sur cette question; cela ne servirait probablement qu'à réchauffer des animosités qu'il faut laisser s'éteindre; mais quand le citoyen Franz désirera des explications particulières, des éclaircissements qui ne laissent aucun doute sur le caractère mensonger des brochures *L'Alliance de la démocratie socialiste*, de Longuet et Karl Marx, et *Die Bakunisten an der Arbeit*, de Fr. Engels, nous sommes tout prêts à les lui fournir.

Le *Vpered* de Pierre Lavrof avait, lui aussi, mal parlé de Bakounine; des révolutionnaires russes nous envoyèrent une protestation, à laquelle le *Bulletin* (10 septembre) s'associa par l'article suivant :

Nous avons reçu un document russe signé « *Des membres du Parti du Peuple* »; c'est une protestation contre un article nécrologique sur Michel Bakounine qui a paru dans le *Vpered*, journal socialiste russe de Londres.

L'article du *Vpered* contenait, à côté de phrases élogieuses, des insinuations malveillantes, faites pour exciter l'indignation non seulement des amis du défunt, mais de tous les partisans sincères de la révolution [1]. Le document dont nous parlons, écrit sous la forme d'une lettre à M. Lavrof, rédacteur en chef du *Vpered*, relève avec sévérité ce qu'il y a de mesquin dans les sous-entendus, dans les restrictions ambiguës, dans les omissions calculées d'un article qui est censé représenter le jugement définitif du parti révolutionnaire russe sur le grand agitateur qui a rendu de si éclatants services à la propagande socialiste et qui a payé d'une longue captivité son dévouement à la cause populaire.

L'espace ne nous permet pas d'insérer tout au long cette protestation,

1. Voici les passages principaux de l'article de Pierre Lavrof : « Personnalité capable au plus haut degré d'entraîner les autres en s'entraînant lui-même, Bakounine était trop souvent entouré de gens indignes de lui, qui le compromettaient par leur contact... Je ne parlerai pas de son activité dans l'Internationale pendant ces dernières années : elle est présente à l'esprit de tous, amis et ennemis : je veux espérer qu'il s'était senti irrésistiblement entraîné, avec la fougue habituelle de sa nature, vers ce qui lui avait paru le meilleur. Je ne dirai rien non plus de sa participation au mouvement révolutionnaire de la jeunesse russe : l'hostilité constante qu'il a témoignée à l'égard du *Vpered* et de son programme me rendrait la chose difficile en ce moment; je me permets de penser que là aussi le choix malheureux qu'il fit des personnes de son entourage a considérablement influencé son jugement. » — Je dois noter toutefois que, dans son numéro suivant, le *Vpered* publia le récit des obsèques de Bakounine envoyé de Berne par une étudiante russe, récit dont j'ai reproduit plus haut un passage et où il est parlé du vieux révolutionnaire avec la plus profonde admiration et la plus chaleureuse sympathie.

trop étendue pour le format de notre journal ; mais nous tenons à dire que nous nous y associons complètement. Nous désirons, notre conduite l'a toujours prouvé, le rapprochement, dans la mesure du possible, de tous les groupes socialistes ; nous sommes prêts à tendre la main de la conciliation à tous ceux qui veulent lutter sincèrement pour l'émancipation du travail ; mais nous sommes bien décidés en même temps à ne pas laisser insulter nos morts.

Je ne puis résister au désir de placer à la fin de ce chapitre une lettre écrite à Alexandre Herzen par Jules Michelet, le 1er juillet 1855 [1], au moment où Herzen venait de lui annoncer la prochaine publication de sa revue l'*Etoile polaire* ; on trouvera dans cette lettre, avec un magnifique éloge de Bakounine, — que Michelet avait connu personnellement, avant 1848, et beaucoup aimé, — des appréciations générales très remarquables sur la signification de la Révolution russe pour l'Europe et pour le socialisme :

Paris, 1er juillet 1855.

Vous demandez, cher Monsieur, si je ne sympathise pas à votre grand projet de l'*Etoile du Nord* [2], à moi qui, durant la terreur qu'inspirait la puissance russe, ai pu paraître injuste et dur pour votre grande nation.

Vous croyez que j'entre de cœur dans ces vues si généreuses, à la fois patriotiques et humaines.

Ah ! que vous avez raison !

Sachez, ami, que dans cette maison où je n'ai pas encore eu le bonheur de vous recevoir, la première place, à la droite de mon foyer de famille, est occupée par un Russe, notre Bakounine. Image deux fois précieuse, deux fois tragique, deux fois chère, qui fut dessinée pour moi de la main mourante de Madame Herzen [3].

Sainte image, mystérieux talisman qui ranime toujours mes regards, qui remplit toujours mon cœur d'émotion, de rêveries, d'un océan de pensées ! C'est l'Orient, c'est l'Occident, c'est l'alliance des mondes [4].

C'est l'Occident, la ferme épée et l'intrépide soldat qui, éveillé avant

1. Cette lettre a été publiée par M. Gabriel Monod, gendre de Herzen, dans la *Revue*, de Paris, numéro du 1er juin 1907.

2. Michelet écrit, par inadvertance, *Etoile du Nord*, titre d'un opéra de Meyerbeer joué en 1855, pour *Etoile polaire*.

3. En octobre 1851, Michelet avait voulu parler de Bakounine, alors enfermé dans les casemates de la forteresse de Saint-Pétersbourg, dans un livre qu'il écrivait sur les martyrs de l'idée révolutionnaire, et il avait prié Herzen de lui procurer quelques notes biographiques sur le prisonnier. Herzen écrivit lui-même les notes demandées, et les envoya à Michelet (7 novembre) ; quelques jours après (15 novembre), il les fit suivre d'un portrait de Bakounine dessiné par Mme Herzen : « Je vous envoie, écrivit-il à Michelet, un petit croquis que ma femme a fait de mémoire ; la ressemblance est assez grande ». Mme Herzen était déjà malade à ce moment (elle mourut six mois plus tard, le 2 mai 1852). Michelet remercia Herzen avec effusion, à plusieurs reprises, pour les notes et pour le portrait ; il écrit entre autres, le 16 mars 1852, en s'informant de la santé de Mme Herzen : « Je n'oublierai jamais l'extrême bonté qu'elle a eue de me donner un croquis de notre immortel Bakounine » ; et le 29 juillet suivant : « J'ai intronisé ici dans mon salon à la première place le portrait de Bakounine. Il m'est doublement cher et pour celui qu'il représente et pour l'aimable et chère personne qui, sans me connaître, a bien voulu le faire pour moi. »

4. Michelet veut dire, comme on va le voir, que Bakounine symbolise pour lui l'Orient et l'Occident à la fois.

tous, avant l'heure de Février, écrivit d'une pointe d'acier, sur la table de la *Réforme*, le défi, l'appel en duel de Bakounine à Nicolas [1].

C'est l'Orient, la résistance légitime de la sainte et grande Russie au gouvernement bâtard qui la torture et la déprave ; c'est l'effort pour ramener ce peuple des voies machiavéliques où le traîne le tsarisme à sa mission naturelle de pacifique interprète entre l'Europe et l'Asie.

Ce portrait enfin, cher ami, c'est le gage de l'alliance, c'est le bon, le grand souvenir d'un dévouement qui embrasse le monde entier dans l'idée de la patrie. La Russie est, comme on le sait, opprimée par les Allemands; mais le jour où le vieux cri germanique se fit entendre : « Qui veut mourir avec nous pour la liberté de l'Allemagne ? » un Russe se présenta, se jeta aux premiers rangs, et pas un patriote allemand n'y fut avant lui [2]. Quand l'Allemagne sera l'Allemagne, ce Russe y aura un autel.

En attendant, qu'il ait sa place au foyer, au cœur d'un Français ! qu'il habite chez celui qui, de tous, après vous, cher Herzen, fit la plus âpre guerre au tsar, guerre pour la France et la Pologne, et guerre surtout pour la Russie.

Que le drapeau de cette guerre soit planté dans votre Revue, le monde lui battra des mains.

Les plus simples sentent trop bien que la délivrance des Russes serait celle de toute la terre.

Les esprits réfléchis comprennent que les questions qui restent obscures, insolubles en Occident, trouvent dans la Révolution orientale un éclaircissement immense. Le problème du socialisme ne se résoudra qu'en famille, dans la grande famille des nations émancipées, par l'accession de la plus jeune qui, instinctivement, a rencontré des combinaisons partout ailleurs artificielles.

C'est la gloire de votre Pestel [3] d'avoir compris que, dans la variété infinie des besoins des peuples et de leurs vocations, votre pays représentait l'idée symétriquement opposée à celle de la société occidentale, et d'avoir puisé la Révolution et l'avenir dans les entrailles mêmes de l'antique Russie. C'est la commune qu'il a prise comme élément primitif et molécule originaire de la République, où la Russie, disait-il, est plus naturellement appelée qu'au tsarisme tartare ou au césarisme allemand.

Croyez-le donc, cher ami, nous savons quelles révélations nouvelles le monde doit recevoir tôt ou tard de la Révolution russe ; l'*Etoile* qui va se lever du pôle, elle luira pour nous tous avec cette vive scintillation, avec cette vierge lumière si pure qui, plus que le soleil même, semble le jour de la pensée...

Je vous serre la main, cher ami, dans notre commune foi et notre immortelle espérance.

Jules MICHELET.

1. Allusion au discours prononcé à Paris par Bakounine, le 29 novembre 1847, à l'occasion du banquet donné pour commémorer l'anniversaire de la révolution polonaise de 1830, discours qui fut publié dans le journal la *Réforme* et qui eut pour conséquence l'expulsion de France de Bakounine.

2. Il s'agit du rôle joué par Bakounine dans l'insurrection de Dresde en mai 1849.

3. Paul Pestel, le plus connu des cinq « dékabristes » pendus le 11 juillet 1826. « Son programme comportait : la terre aux paysans, l'instruction laïque et obligatoire, une Russie fédérative » (Elisée RECLUS, *L'Homme et la Terre*, t. V, p. 107).

« Quand l'Allemagne sera l'Allemagne, *Bakounine y aura un autel* », écrivait Michelet.

Ne réclamons d'autel pour personne, et disons tout simplement : « Quand le prolétariat allemand aura pris suffisamment conscience de lui-même, il ne permettra plus qu'on insulte Bakounine ».

V

De la première quinzaine de juillet 1876 jusqu'au Congrès jurassien des 6 et 7 août 1876.

On commençait à se préparer, dans les diverses fédérations de l'Internationale, au Congrès général de 1876. La Commission fédérale espagnole adressa au Bureau fédéral, à la Chaux-de-Fonds, dans la première moitié de juillet, une lettre (publiée dans le *Bulletin* du 16 juillet) disant :

« Nous proposons pour l'ordre du jour du prochain Congrès général les deux questions suivantes : 1° De la solidarité dans l'action révolutionnaire ; 2° Revision des statuts généraux.

« Il serait très désirable, pour que la délégation espagnole, qui doit présenter au Congrès général le résultat des conférences comarcales, puisse être plus nombreuse, que ce Congrès fût retardé d'un mois et s'ouvrît seulement *le premier lundi d'octobre*. Nous croyons qu'il n'y aurait pas d'inconvénient à ce changement de date, d'autant plus que, l'ordre du jour n'ayant pas encore été publié, il est convenable qu'il soit laissé aux Fédérations régionales le temps nécessaire pour l'étudier. »

Les propositions de la Fédération régionale espagnole furent aussitôt transmises aux autres Fédérations régionales par le Bureau fédéral. Le Comité fédéral jurassien invita les Sections jurassiennes à lui faire connaître, avant la fin de juillet, leur opinion sur la proposition d'ajournement ; toutes les sections de la Fédération se prononcèrent pour l'affirmative (*Bulletin* du 6 août).

Une correspondance de Costa (signée Y.) donne au *Bulletin* (numéro du 23 juillet) les nouvelles suivantes de l'Internationale italienne :

« Le travail de réorganisation commencé en Italie marche grand train. La Commission régionale de correspondance vient de publier une circulaire (1er juillet) invitant les sections et fédérations à reprendre leurs relations interrompues, et à se préparer pour un prochain Congrès régional. Les sections et fédérations de la Romagne et de l'Emilie célèbreront dans peu de jours leur second congrès provincial, qui sera suivi de ceux de la fédération des Marches et de l'Ombrie et de la fédération toscane.

« La désorganisation du parti républicain mazzinien est actuellement au comble, et cela facilite l'œuvre de l'Internationale. Ce parti est devenu maintenant, en grande partie, un appendice du parti monarchique constitutionnel ; attendu que, abandonnant le terrain révolutionnaire, il veut être désormais un parti d'ordre, un parti d'opposition légale. Le peuple, qui l'avait déjà abandonné, le prend maintenant en pitié. Les mazziniens purs peuvent à présent se compter sur les doigts ; et ce qui était jadis un grand parti national n'est plus qu'une étroite secte religieuse, dont les adeptes voient chaque jour leurs rangs s'éclaircir. La réorganisation de l'Internationale portera le dernier coup au mazzinianisme.

« Les journaux bourgeois mettent en œuvre tous les moyens possibles pour préparer au ministère de gauche le terrain pour de nouvelles persécutions contre les socialistes : ils parlent de *bandes armées*, qui n'existent que dans leur imagination, et cherchent à jeter la terreur dans les consciences timorées des honnêtes bourgeois, en les entretenant de *pétrole* ou de *liquidation sociale*. Le gouvernement donne la main à ces manœuvres, et fait faire des perquisi-

tions minutieuses sur les voyageurs dans les trains de chemin de fer. Mais tout le monde sait maintenant à quoi s'en tenir sur cette mise en scène, et on ne fait qu'en rire. Le socialisme, sans s'inquiéter de ces clameurs et de ces tracasseries, continue son œuvre de propagande et de groupement. »

Le Congrès provincial de la Romagne et de l'Emilie eut lieu le dimanche 16 juillet à Bologne. Entre autres résolutions, il décida la publication d'une *Vie populaire* de Michel Bakounine, et chargea de sa rédaction la fédération de Bologne [1]. Les sections et fédérations représentées à ce congrès étaient celles de Bologne, Forlì, Forlimpopoli, San Leonardo, Sant'Andrea, Carpinello, San Pierino in Campiano, Campiano, San Zaccaria, San Stefano, Coccolia, Sant' Arcangelo. Imola, Reggio d'Emilia, Modène, Budrio, Faenza, Persiceto, Ravenne, Rimini, Medicina, Castel Guelfo, Castel San Pietro, Mirandola. La commission fédérale pour la Romagne et l'Emilie fut placée à Imola. Le procès-verbal du congrès fut imprimé en une petite brochure, ainsi que celui du second congrès de la fédération toscane, qui se réunit à Florence le 23 juillet.

De ce second congrès, le *Bulletin* dit : « Les sections représentées étaient Florence (trois sections), Livourne, Pise, Sienne, Pontassieve, Prato, Montevarchi. Poggibonsi, Carrare, Pontedema et Cecina. La commission de correspondance pour les sections toscanes a été placée à Sienne, la commission de statistique et de propagande à Livourne. Un journal hebdomadaire, qui s'appellera le *Nuovo Risveglio*, et qui servira d'organe à la fédération toscane, va se publier à Livourne. »

Six autres fédérations encore s'étaient reconstituées ou étaient en voie de reconstitution : la fédération de la Sicile et de Naples, la fédération romaine, la fédération des Marches et de l'Ombrie, la fédération vénitienne, la fédération lombarde, la fédération sarde et piémontaise.

En juillet, on entendit parler d'un projet de Congrès ouvrier qui serait convoqué à Paris au retour de la délégation ouvrière envoyée à l'Exposition de Philadelphie. Nous accueillîmes l'idée avec sympathie : c'était la première manifestation publique d'une renaissance du mouvement socialiste dans la masse qui avait si longtemps paru inconsciente ou terrorisée. Bientôt fut publiée la circulaire convoquant le Congrès pour le 2 septembre : sur les dix signataires, un seul, le graveur Chabert, avait quelque notoriété. Le Congrès devait se composer « de délégués dûment mandatés de corporations et d'associations ouvrières de toutes les villes de France ». Parmi les huit questions formant l'ordre du jour figuraient : « les chambres syndicales », « les conseils de prudhommes », et « la représentation directe du prolétariat au parlement ».

De Belgique, notre *Bulletin* (29 juillet) donna la nouvelle suivante : « Un mouvement se produit à Gand, à Anvers, et dans d'autres villes flamandes, en faveur de la suppression du travail des enfants dans les fabriques. Il s'agit d'une pétition que les ouvriers sont invités à signer pour obtenir une loi sur cette matière. » Cette campagne de pétitionnement allait avoir un fâcheux résultat, celui de produire un déchirement dans l'Internationale belge : car les ouvriers socialistes de la Belgique wallonne ne voulurent pas s'associer à une démarche qui était en contradiction avec toutes leurs traditions révolutionnaires. Je reviendrai plus loin sur cette question.

De Russie, nous reçûmes en juillet et août une mauvaise et une bonne nouvelle.

Ross avait heureusement effectué son voyage de Russie; et il était en route pour revenir en Suisse, lorsque, vers la fin de mai, il fut arrêté à la frontière russe à la suite d'une dénonciation, et conduit à Pétersbourg où il demeura

1. Ce fut Costa qui écrivit cette *Vita di Michele Bacunin*; le commencement seulement (48 p.) en fut publié, et parut en livraisons à Bologne en 1877; elle devait former le premier volume d'une *Biblioteca del* MARTELLO.

en prison préventive jusqu'au procès des Cent quatre-vingt-treize. Dans le courant de mai et de juin, des télégrammes venant de Kiyef et de Iassy arrivèrent chez notre ami Alfred Andrié, monteur de boîtes, qui habitait alors Saint-Aubin (canton de Neuchâtel), et chez qui Ross avait déposé des papiers et le matériel de l'imprimerie russe ; ces télégrammes, signés « Démètre », parlèrent d'abord d'un paquet qui n'arrivait pas, puis annoncèrent la réception du paquet et demandèrent des instructions. Nous ne savions pas, et nous n'avons jamais su, de qui provenaient ces télégrammes, et s'ils n'étaient pas l'œuvre de la police. En juillet, le bruit commença à courir que Ross était arrêté, et bientôt la triste nouvelle fut confirmée. L'arrestation de cet infatigable et courageux propagandiste devait porter un coup fatal à l'organisation bakouniste en Russie.

Le 12 juillet (30 juin du calendrier russe), Pierre Kropotkine réussissait, avec le concours d'amis dévoués, à s'évader de l'hôpital où, atteint du scorbut et d'une maladie d'entrailles, il avait été transféré deux mois auparavant. Après être resté caché quelques jours dans un village des environs de Pétersbourg, il put gagner la Finlande, qu'il traversa tout entière du sud-est au nord ouest : arrivé au petit port de Vasa, sur le golfe de Botnie, il passa en Suède, puis en Norvège, attendit quelques jours à Christiania un bateau en partance pour Hull, et débarqua enfin en Angleterre environ un mois après son évasion. Entre le 10 et le 15 août, je reçus une lettre portant le timbre de Hull, et sur l'enveloppe de laquelle je reconnus avec une vive émotion l'écriture de Kropotkine : il m'annonçait qu'il venait d'échapper aux griffes de l'Ours de Pétersbourg, et que, dès qu'il le pourrait, il se rendrait en Suisse. Le *Bulletin* du 20 août publia un extrait de la lettre que Kropotkine m'avait adressée ; j'en reproduis le passage suivant : « La police, persuadée que son prisonnier n'avait plus que deux ou trois semaines à vivre, consentit à son transfert dans un hôpital militaire, ou plutôt dans une prison militaire annexée à l'hôpital. L'air frais (l'hôpital est situé hors de la ville) rétablit bientôt le malade, et on lui donna la permission de se promener dans la cour de l'hôpital, sous la garde de quatre sentinelles, deux armées et deux sans armes ; mais la porte de la cour restait ouverte, le prisonnier n'avait qu'à courir une trentaine de pas pour la gagner, et pas de sentinelle à la porte. Les amis de Kropotkine se procurèrent un excellent cheval, et l'un d'eux, portant une casquette militaire, vint l'attendre dans la rue avec ce cheval et une voiture, à quelques pas de la porte cochère. Il y avait tout un système de signaux organisé dans les rues pour indiquer si le chemin était libre, ce qui, heureusement, était assez facile, l'hôpital étant dans un quartier très éloigné de la ville : c'est ainsi que Kropotkine a pu s'évader en plein jour, à quatre heures et demie de l'après-midi. »

La guerre avait éclaté entre la Turquie et la Serbie ; et le récit des atrocités commises par les Turcs en Bulgarie remplissait les journaux du monde entier. Mais, en Serbie même, tous les journaux avaient cessé de paraître depuis le commencement de la guerre, excepté le journal officiel ; et voici l'explication de ce fait, donnée par notre *Bulletin* :

« La presse est libre en Serbie ; seulement, en temps de guerre, le gouvernement peut faire fusiller les journalistes sans nulle forme de procès. Ceci nous fait comprendre pourquoi, depuis deux mois, nous avons cessé de recevoir le journal socialiste *Narodna Vola*, qui se publiait à Smédérévo. Le gouvernement lui a laissé toute liberté de continuer sa publication : mais il a prévenu ses rédacteurs qu'ils seraient fusillés si le journal paraissait. Recommandé à la prochaine Commune de Paris, comme un ingénieux moyen de concilier la liberté de la presse avec les égards dus aux journalistes réactionnaires. »

Une circulaire en date du 5 mars 1876, adressée par le « Conseil général » de New-York aux rares personnalités qui formaient ses derniers adhérents, avait convoqué pour le 15 juillet, à Philadelphie, une Conférence de délégués de « l'Internationale ». Nous n'eûmes des nouvelles de ce dernier acte de la comédie

que six mois après, par l'analyse que le *Vpered* de Londres publia du compte-rendu officiel de cette Conférence. Voici le résumé qu'en donna le *Bulletin* (numéro du 18 février 1877) :

« La Conférence était composée comme suit : dix membres du Conseil général, et quatorze délégués de ce qui s'appelait la « Fédération nord-améri-» caine »: des délégués d'autres Sections internationales des Etats-Unis, qui avaient eu la naïveté de se présenter, ne furent pas admis. Un socialiste allemand, M. Otto Walster, récemment émigré en Amérique, était censé représenter les socialistes d'Allemagne; et des mandats avaient été envoyés de Zürich et de Genève par Greulich et J.-Ph. Becker. Le secrétaire du « Conseil général », Schneider, lut à la Conférence un rapport officiel sur la situation de « l'Internationale » (c'est-à-dire des adhérents du « Conseil général ») : cette situation fut dépeinte comme très affligeante ; le « Conseil général » exprimait l'opinion « que l'Association ne doit pas être considérée comme exis-» tante, tant que sa reconstitution ne sera pas possible en France, et jusqu'à ce que » les représentants réels (*actual*) des ouvriers en Allemagne manifestent le désir » effectif d'y prendre part ». Le « Conseil général » ajoutait qu'il n'avait point reçu de cotisations depuis plusieurs années, autre preuve que « l'Internatio-» nale » n'existait plus. Il concluait en proposant la résolution suivante : *Attendu que la situation politique de l'Europe met provisoirement obstacle à la reconstitution des liens extérieurs de l'Association, nous déclarons que le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs est dissous*. Cette résolution fut adoptée à l'unanimité. »

Trente ans après, Sorge a écrit ce qui suit (p. 149 de son volume) sur cet épilogue de la burlesque histoire du « Conseil général de New York » :

Au milieu de juillet 1876 se réunit la Conférence de l'Association internationale des travailleurs. D'Europe il n'était venu personne. Les Allemands avaient seulement désigné Walster comme leur délégué; les Suisses [1] avaient envoyé des mandats, mais qui n'arrivèrent qu'après la clôture des travaux. Le rapport du Conseil général fut adopté, ainsi que la proposition faite par lui de suspendre pour un terme indéfini l'organisation de l'Association internationale des travailleurs (*die Organisation der Internationalen Arbeiterassoziation auf unbestimmte Zeit zu vertagen*).

Sorge explique ensuite que les adhérents américains du Conseil général fusionnèrent avec le groupe des « Sozialdemokraten » et avec la « Illinois-Arbeiterpartei » pour former une organisation allemande sous le nom de « Arbeiterpartei der Vereinigten Staaten » (Parti ouvrier des Etats-Unis). Le premier acte du nouveau parti fut de prescrire à ses adhérents *de s'abstenir de toute participation aux élections* (*vorläufig wurde den Parteiangehörigen dringend Wahlenthaltung empfohlen*) : le marxisme américain aboutissait donc à cette abstention électorale dont la pratique — avait dit Hepner au Congrès de la Haye — « conduit directement au bureau de police »!

Deux grandes solennités organisées par la bourgeoisie suisse nous furent une occasion bienvenue d'opposer hautement les principes de l'Internationale aux vieux préjugés chauvins, aux haines nationales et à l'esprit militaire.

La première fut la célébration, par un « cortège historique », le 22 juin 1876, du quatrième centenaire de la « glorieuse » journée de Morat (22 juin 1476), où le patriciat vénal qui régnait sur les huit cantons suisses d'alors fit exterminer, par les brutes armées qu'il mettait, à prix d'or, au service des tyrans voisins, les troupes de l'ennemi du roi de France, le duc de Bourgogne Charles le Téméraire. Le *Bulletin* (9 juillet) publia ce qui suit au sujet de cette manifestation d'orgueil patriotique :

1. Becker et Greulich, deux « Suisses » d'Allemagne.

Le quatrième centenaire de Morat.

Qu'est-ce que les guerres de Bourgogne? Le roi de France, Louis XI, cherchait à se débarrasser d'un voisin dangereux. Il s'adressa aux Suisses et, pour les mettre dans ses intérêts, fit distribuer de l'argent aux familles patriciennes. Les agents du roi réussirent à engager les Suisses à conclure une alliance offensive et défensive avec l'archiduc d'Autriche, leur ennemi séculaire, et à leur persuader d'envahir les Etats du duc de Bourgogne. Que tout cela se fit moyennant finances, les historiens suisses les plus disposés à tout voir en beau sont obligés d'en convenir. Le chef du parti français, à Berne, était l'avoyer de Diesbach, « homme ambitieux, entreprenant et cupide, qui ne répondit que trop bien aux avances de Louis XI » (Daguet); un prêtre lucernois, Jost de Sillinen, « qui aspirait à devenir évêque français de Grenoble, reçut vingt et une mille livres pour les distribuer aux Confédérés » (Daguet), etc., etc.

Ce furent ces mobiles *héroïques* qui engagèrent les Suisses à se jeter sur l'Alsace pour la conquérir au profit du duc d'Autriche; à pénétrer ensuite dans la Haute-Bourgogne, qu'ils ravagèrent; puis à envahir le pays de Vaud, allié du duc Charles. Là, ils montrèrent une *intrépidité extraordinaire*, c'est-à-dire qu'ils massacrèrent tout avec la férocité qui distinguait les Suisses de cette époque. « De grandes horreurs souillèrent cette rapide conquête. En beaucoup d'endroits, les habitants furent massacrés, les garnisons jetées par-dessus les créneaux... A Estavayer, les Suisses tuèrent les trois cents hommes de la garnison et treize cents habitants. Femmes, enfants, tout fut *haché* et *chaplé*, dit la chronique, ou contraint de se jeter dans le lac. » (Daguet.) Genève dut payer une rançon de vingt-huit mille écus d'or pour échapper à un traitement pareil.

Le duc accourut au secours de ses alliés et sujets. Vaincu à Grandson, il rassembla une nouvelle armée, et vint assiéger Morat, qui relevait de ses Etats et dont les Suisses s'étaient emparés. Là, il fut complètement défait par les Suisses, dans les rangs desquels combattaient tous les hobereaux allemands du voisinage ainsi que le duc René de Lorraine. « Les Suisses tuèrent à coups de flèches tous les malheureux fuyards; ils n'accordèrent la vie qu'aux femmes perdues qui suivaient l'armée bourguignonne. *Cruel comme à Morat* fut un dicton longtemps populaire parmi les Suisses. » (Daguet.)

Le résultat politique des guerres de Bourgogne fut d'arracher définitivement les populations de langue française du versant oriental du Jura à l'alliance de leurs voisins de France, et de les placer pour des siècles sous le joug despotique et abrutissant de Messieurs de Berne et autres patriciens allemands. Il a fallu les guerres de la Révolution française pour rompre enfin les chaînes de cette ignoble servitude.

Morat n'est donc point un anniversaire qui mérite de vivre dans la mémoire des amis de la liberté; et, d'ailleurs, ce n'est pas en se grisant du souvenir de ses gloires militaires qu'un peuple montre de l'intelligence et du cœur. A la bourgeoisie suisse organisant une mascarade prétendue *historique* sur le champ de bataille de Morat, nous opposons le prolétariat parisien abattant la colonne Vendôme : l'avenir dira qui des

deux a le mieux compris les sentiments modernes d'humanité et de fraternité.

Vint ensuite le « tir fédéral » qui, tous les deux ans, réunit en Suisse, avec des tireurs avides de décrocher des récompenses pécuniaires, et des orateurs de « cantine », une foule pour qui la « patrie » est un prétexte à se goberger et à boire. En 1876, le tir eut lieu à Lausanne (16-23 juillet). Voici comment le *Bulletin* salua la grande ripaille patriotique (numéro du 23 juillet) :

Le tir fédéral de Lausanne.

Les fêtes succèdent aux fêtes : après Morat, Lausanne. Des milliers de tireurs se sont donné rendez-vous au stand de la Pontaise, et surtout à la gigantesque cantine de Beaulieu. Favorisée par un temps magnifique, la fête est superbe, et les riches étrangers qui visitent Lausanne, voyant toute cette animation, répètent avec conviction le refrain stéréotypé : « Voilà un peuple heureux et libre ! »

Ils ne remarquent pas, ces touristes naïfs, qu'il y a en Suisse deux peuples différents, deux peuples ennemis. L'un d'eux peut être en effet appelé heureux et libre : car il a toutes les joies de la vie, toutes les jouissances, tous les loisirs, et aussi toutes les libertés inscrites dans notre constitution républicaine. C'est le peuple des propriétaires, des rentiers, des fabricants, du monde officiel : c'est celui qui s'amuse au tir fédéral.

Mais la Suisse a, comme les autres pays d'Europe, au-dessous de la population libre et heureuse, le peuple des esclaves et des misérables. Le prolétariat, chez nous, malgré les droits politiques dont le gratifie la lettre de la loi, a un sort aussi triste que partout ailleurs : la misère est aussi dure à supporter dans une république que dans une monarchie, et les gendarmes républicains ne sont pas plus tendres à l'ouvrier socialiste que ne l'étaient les sergents de ville de l'empire.

Pendant longtemps, toutefois, les ouvriers suisses se sont abusés sur leur situation. On les avait si bien endoctrinés, qu'ils se croyaient réellement les égaux de leurs maîtres ; et le pauvre diable logé dans une mansarde, sans feu l'hiver et ne buvant que de l'eau, que son patron peut laisser chômer et mourir de faim, et que son propriétaire peut jeter sur le pavé à son caprice, s'obstinait à se prendre pour un citoyen libre. Aujourd'hui il n'en est plus de même : le prolétariat ouvre les yeux. Il a compris que la république n'est faite que pour les riches, que la patrie ne protège que les propriétaires ; aussi est-il devenu indifférent aux manifestations patriotiques et républicaines qui l'enthousiasmaient jadis. Les prouesses que les tireurs accomplissent au stand de la Pontaise le laissent froid : il se souvient qu'il n'y a pas encore un an que des balles suisses ont assassiné les malheureux ouvriers de Göschenen. Les discours pompeux sur la liberté, qui se débitent à la cantine, le remplissent de colère : car il sait qu'à Lausanne même, en ce moment, des ouvriers se sont vu fermer la porte de leurs ateliers parce qu'ils ont voulu maintenir leur droit d'association, et que la police y a fait subir cinq jours d'emprisonnement à deux citoyens dont tout le crime était d'avoir voulu adresser paisiblement la parole à des compatriotes.

« — Vos fêtes bourgeoises ne servent qu'à nous faire sentir plus vive-

ment notre misère et le mensonge de nos institutions républicaines! »

Voilà l'appréciation des ouvriers suisses sur le tir fédéral.

Nous voulûmes profiter du tir fédéral pour faire connaître l'Internationale, en distribuant à grand nombre, aux Suisses et aux étrangers — surtout aux Français — accourus à cette fête, un numéro du *Bulletin* (16 juillet) dont la première page était consacrée à un historique de notre Association et à l'exposé de ses principes. Voici le passage principal de cet article :

L'Internationale.

Le présent numéro du *Bulletin* se trouvera, à l'occasion du tir fédéral de Lausanne, entre les mains de nombreux lecteurs français pour lesquels, grâce à la loi Dufaure, l'Internationale est restée jusqu'à présent une chose connue de nom seulement, une énigme inexpliquée, et peut-être un épouvantail.

Il n'est donc pas hors de propos de rappeler en quelques mots ce qu'est l'Internationale, d'où elle vient et ce qu'elle veut.

[Suit un exposé du but de l'Internationale et de ses moyens d'action, après quoi le *Bulletin* continue ainsi :]

La guerre de 1870 apporta une profonde perturbation dans l'ordre économique et politique de l'Europe entière... Mais ni les rigueurs réactionnaires, ni les discordes intérieures, aujourd'hui apaisées, n'avaient pu tuer l'idée de l'Internationale. En Espagne, l'Association, supprimée en apparence à la suite du coup d'Etat de Pavia, n'en a pas moins gardé toute son organisation, et continué à tenir, quoique en secret, ses congrès [et ses conférences] périodiques; en Italie, après deux ans de disparition forcée, l'Internationale recommence sa propagande au grand jour avec une nouvelle ardeur; en Belgique, en Hollande, en Suisse, en Portugal, elle n'a jamais cessé d'exister, de lutter à ciel ouvert; et dans les pays comme l'Angleterre, l'Allemagne, le Danemark, l'Amérique, où le mouvement ouvrier paraît n'avoir, jusqu'ici, qu'un caractère national, les socialistes comprennent très bien la nécessité de la solidarité internationale, et, en ce qui concerne l'Allemagne du moins, c'est l'arbitraire gouvernemental qui s'oppose seul à ce que ce sentiment de solidarité se traduise par un pacte effectif d'union des ouvriers allemands avec ceux des autres pays.

En France, malgré la loi Dufaure, de nombreuses sections de l'Internationale ont continué à exister clandestinement. Mais ce qui est une preuve plus frappante encore de la vitalité du principe international, et de la manière spontanée dont il s'impose à tous ceux qui veulent travailler à la cause de l'émancipation des classes laborieuses, c'est que ceux-là même qui, en France, acceptant la situation légale qui leur est faite, cherchent à en tirer le meilleur parti possible en créant les organisations pacifiques connues sous le nom de *syndicats ouvriers*, ceux-là même, disons-nous, quoique n'ayant peut-être jamais lu les statuts de l'Internationale, en mettent les principes en pratique : ils envoient des délégations ouvrières à l'Exposition de Philadelphie, ils manifestent hautement le désir d'un rapprochement amical entre les travailleurs de tous les pays du monde...

Lorsque furent rédigés pour la première fois les statuts généraux de

l'Internationale, le préambule contenait cette phrase significative : « Le mouvement qui reparaît parmi les ouvriers des pays les plus industrieux de l'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs, et conseille de combiner tous les efforts encore isolés ». La situation est aujourd'hui la même qu'alors, et ces paroles n'ont rien perdu de leur actualité. Un mouvement nouveau, un réveil plein d'ardeur s'opère parmi les ouvriers des principaux pays d'Europe. *Ne retombons pas dans les vieilles erreurs*; unissons nos efforts à travers les frontières, et constituons un faisceau puissant, qui nous permettra de triompher un jour de nos oppresseurs, de la réaction monarchique et républicaine bourgeoise, qui déjà s'effraie aux approches de ce nouveau printemps révolutionnaire.

Le groupe de socialistes de langue allemande qui, à Berne, avait constitué le *Sozialdemokratischer Verein*, décida, sous l'impulsion de Brousse, de publier un journal qui fît, parmi les ouvriers de la Suisse allemande, la propagande des principes de la Fédération jurassienne. Ce journal, dont les principaux rédacteurs furent, avec Brousse, le typographe Emile Werner (qui traduisait les articles de Brousse en allemand), l'étudiant Kachelhofer, et parfois aussi Auguste Reinsdorf, s'appela l'*Arbeiter-Zeitung* : son premier numéro parut le 15 juillet 1876. Il fut mal accueilli par la *Tagwacht*. Quant au *Bulletin*, il lui souhaita la bienvenue dans l'article suivant :

Il vient de paraître à Berne un nouveau journal socialiste de langue allemande; il s'appelle *Arbeiter-Zeitung* (Journal des ouvriers). Nous lui souhaitons la bienvenue avec d'autant plus de plaisir que ce journal pose la question sociale d'une manière tout à fait carrée, et se prononce franchement pour la solution révolutionnaire.

La rédaction de la *Tagwacht*, par contre, a vu de mauvais œil que des socialistes se permissent de tenir aux ouvriers allemands un langage différent de celui auquel les ont habitués les prôneurs de la politique légale. Elle déclare que l'*Arbeiter-Zeitung* n'est qu'une édition allemande de notre *Bulletin*, et elle lui fait la guerre à propos de son article-programme.

Ce sera l'affaire de l'*Arbeiter-Zeitung* de répondre sur la question du programme; mais quant à cette affirmation de la *Tagwacht* que le journal des socialistes de Berne ne serait qu'une édition allemande du *Bulletin*, elle n'a pas de sens; en effet, si le *Bulletin* salue avec plaisir l'apparition d'un organe ouvrier qui défend le même programme que lui, il doit cependant reconnaître que cet organe a été la création d'un groupe parfaitement indépendant, et que nous ne croyons point disposé à s'inféoder à la rédaction d'un journal quelconque.

A ce propos, la *Tagwacht* croit bien faire de réchauffer les vieilles histoires de *bakounisme*. Elle engage ses lecteurs à relire et à méditer la brochure d'Engels contre la Fédération espagnole, *Die Bakunisten an der Arbeit*, et celle de Marx, *Ein Complott gegen die Internationale*. Il est naturel que des gens qui étudient l'histoire contemporaine dans ces tristes pamphlets, et qui acceptent comme paroles d'Evangile les mensonges dont ils fourmillent, ne se trouvent pas bien disposés à tendre ensuite la main de la conciliation à ceux qu'on leur a appris à regarder comme des mouchards ou des idiots.

Dans ce que dit la *Tagwacht* du sens que donnent les Allemands à leur activité parlementaire, et de l'absurdité qu'il y a à se figurer qu'une nouvelle société puisse éclore de toutes pièces en un seul jour de crise révolutionnaire, nous trouvons des choses parfaitement justes et vraies, que du reste nous avons toujours dites nous-mêmes. Aussi, quand on consentirait à mettre de côté les injures et les récriminations, pour discuter avec sang-froid et avec le désir sincère *de comprendre ce que disent les adversaires*, nous pensons qu'on arriverait facilement à s'entendre, et à s'apercevoir que, sans demander à aucune fraction le sacrifice de son organisation spéciale et de sa propagande, on peut vivre en paix et même s'entr'aider. Malgré tout, nous persistons à croire que les injures ne sont plus de saison; que les journalistes qui, aujourd'hui, continuent encore à en écrire, s'apercevront enfin que leur montre retarde; et que l'instant est plus proche qu'on ne le pense, peut-être, où ceux qui ont craché à la figure des soi-disant *bakounistes* tous les gros mots de leur vocabulaire, regretteront d'avoir si mal employé leur temps.

Le n° 2 de l'*Arbeiter-Zeitung* parut quinze jours après le premier, et voici un entrefilet du *Bulletin* à son propos :

Dans son second numéro, paru le 29 juillet, l'*Arbeiter-Zeitung* a répondu en très bons termes au compliment de bienvenue fort peu fraternel dont l'avait honoré le rédacteur de la *Tagwacht*; et, de l'aveu des lecteurs des deux journaux dont nous avons pu consulter l'opinion, ce n'est pas la *Tagwacht* qui garde l'avantage dans cette polémique regrettable. Nous avons entendu beaucoup d'ouvriers allemands critiquer en termes fort vifs la manière dont la *Tagwacht* traite toute ce qui n'appartient pas à son petit cénacle, et le peu d'esprit de conciliation dont elle fait preuve.

Pour nous, nous le répétons, la conciliation est à nos yeux chose facile et ne demandant pas grands sacrifices : Qu'il soit convenu que chacun garde sa liberté d'action et le droit de propager le programme qui lui paraît le meilleur, sans qu'on lui en fasse un crime et qu'on le signale comme un traître, — et tout est dit.

Pour chercher à remédier aux effets de la propagande socialiste sur les ouvriers de langue italienne à Berne, quelques patrons de cette ville avaient fait venir de Lucerne un capucin qui, après avoir réuni un auditoire de maçons et de terrassiers tessinois et italiens, lui fit une conférence religieuse. Mais des membres de l'Internationale, qui attendaient les auditeurs à la sortie, les invitèrent à une contre-conférence, à laquelle le capucin n'osa pas se présenter : et l'effet de la prédication fut détruit. Le 15 juillet, les trois sections de Berne se réunirent en assemblée générale (c'était le jour de l'apparition de l'*Arbeiter-Zeitung*), et l'on put constater, par le nombre des assistants, les progrès que l'Internationale avait faits dans la ville fédérale.

La Section de Lausanne eut l'excellente idée d'ouvrir une souscription au profit de la délégation ouvrière de Paris à l'Exposition de Philadelphie, et d'inviter les ouvriers d'Allemagne à s'associer à cette œuvre de solidarité. Le secrétaire de la section écrivit à cet effet à Liebknecht pour lui demander s'il consentirait à prêter son concours à une manifestation de ce genre. Liebknecht répondit affirmativement ; il engagea la Section de Lausanne à rédiger un appel fait au nom des ouvriers de la Suisse et qui serait adressé aux ouvriers allemands ; il terminait sa réponse en disant : « Croyez, chers compagnons (*Parteigenossen*), que je ferai tout ce que je pourrai pour rétablir l'union du mouvement prolé-

taire ». La Section de Lausanne fit alors part de son idée à quelques ouvriers de Paris, et leur demanda si les ouvriers parisiens seraient disposés à accepter l'obole fraternelle des ouvriers allemands : les Parisiens répondirent, à leur tour, que pour les ouvriers il n'existe pas de frontières ni de nationalités, il n'y a que l'humanité, et ajoutèrent : « Votre proposition a été discutée en assemblée générale des corporations ouvrières ; un ordre du jour extrêmement flatteur pour les ouvriers allemands, et où des sentiments de reconnaissance sont exprimés en réponse à leur proposition, a été voté à l'unanimité ». La Section de Lausanne rédigea, là-dessus, un *Appel des ouvriers de la Suisse aux ouvriers allemands,* le fit imprimer, et l'envoya à toutes les sections de l'Internationale en Suisse et aux divers groupes ouvriers dont elle put se procurer l'adresse en Suisse et en Allemagne. Cet *Appel* fut imprimé dans le *Bulletin* du 6 août. Les socialistes d'Allemagne, de leur côté, décidèrent la publication d'une brochure qui serait vendue au profit de la délégation parisienne à l'Exposition de Philadelphie (voir p. 71).

Le 31 juillet, le tribunal de police jugea la plainte des patrons tailleurs de Lausanne contre Kahn et Reinsdorf. L'avocat de la partie civile, M. Dubois, déclara qu'on avait raison de ne pas vouloir d'Internationale à Lausanne et en Suisse ; que la liberté ne devait pas exister pour elle ; qu'il y avait un article de la constitution fédérale qui permettait de la supprimer. Kahn fut condamné à vingt francs d'amende et aux frais ; Reinsdorf fut renvoyé des fins de la plainte [1]. Le préfet de Lausanne intima ensuite à Kahn l'ordre d'avoir à quitter le territoire vaudois dans le délai de huit jours : Kahn se fixa à Genève. Reinsdorf, également expulsé, quitta Lausanne pour la Chaux-de-Fonds, d'abord, et plus tard pour Genève.

Les socialistes zuricois de l'*Arbeiterbund* voulurent faire acte de solidarité à l'égard de nos deux camarades victimes des procédés arbitraires des autorités de Lausanne. Une assemblée populaire fut réunie à Zürich le samedi 5 août, et vota la résolution suivante, que publia la *Tagwacht* :

« Nous invitons les citoyens Kahn et Reinsdorf, qui ont été illégalement emprisonnés à Lausanne, à porter plainte pour ce fait auprès du Conseil fédéral [2] ; nous invitons également le citoyen Kahn à recourir au Conseil fédéral contre l'arrêté d'expulsion dont il a été l'objet. Nous nous déclarons solidaires avec ces deux citoyens pour tous les frais que pourraient occasionner ces démarches. »

Le *Bulletin* fit la réponse suivante à l'invitation de l'assemblée populaire zuricoise :

Les compagnons Kahn et Reinsdorf, en réponse à cette invitation, nous prient de déclarer qu'ils remercient l'assemblée populaire de Zürich pour l'esprit de solidarité dont elle fait preuve à leur égard, mais qu'ils sont parfaitement décidés à ne pas recourir au Conseil fédéral : d'abord parce que demander justice à une autorité, c'est reconnaître sa légitimité, et que des socialistes révolutionnaires ne peuvent se placer sur un terrain pareil ; et, en second lieu, parce que l'expérience a suffisamment démontré toute l'inanité d'une semblable manière de procéder.

La seule chose qu'il y ait à faire, c'est de travailler énergiquement à l'organisation du parti socialiste, afin que, dans un avenir prochain, les ouvriers soient assez forts *pour se faire justice eux-mêmes.*

1. Reinsdorf, ne sachant pas le français, avait pris un défenseur : c'était l'avocat Fauquez, qui prononça un discours fort éloquent. Cette plaidoirie fut le commencement de la fortune politique du futur chef du parti socialiste parlementaire vaudois. Quant au client de Fauquez, on sait qu'il devait, huit ans plus tard, payer de sa vie l'attentat manqué du 28 septembre 1883, au Niederwald.

2. Le « Conseil fédéral » est le pouvoir exécutif de la Confédération, c'est-à-dire le gouvernement de la Suisse.

Dans son numéro du 16 juillet, le *Bulletin* put annoncer qu'ensuite d'une décision votée par la majorité des sections, le Congrès annuel de la Fédération jurassienne aurait lieu à la Chaux-de-Fonds les 6 et 7 août 1876.

Je n'ai pas parlé de ma situation personnelle depuis l'époque où j'avais quitté l'imprimerie G. Guillaume fils à la fin de 1872. Les années 1873 et 1874 furent très dures à traverser. Je réussis néanmoins à trouver un nombre à peu près suffisant de leçons particulières, entre autres dans un pensionnat de garçons (Dubied) et dans deux pensionnats de jeunes filles (Mlles Collignon et Mme Ruply) ; de temps à autre il me venait aussi quelque petit travail de traduction : c'est ainsi qu'à la demande du géologue Edouard Desor je fis une version française de sa brochure écrite en allemand, *Die Moränenlandschaft*, version qu'il publia sous son nom (*Le Paysage morainique*, 1875). En juin 1875 j'allai habiter, rue du Musée, n° 4, une maison où Charles Beslay occupait un petit appartement au troisième ; devenu ainsi son voisin immédiat, je le voyais souvent, et j'eus l'occasion de mieux apprécier son esprit original et l'aménité de son caractère. Dans l'été de 1876, la veuve de Proudhon vint passer quelques jours chez Beslay avec sa fille Catherine ; il les emmena toutes deux faire un tour dans l'Oberland bernois : je ne me doutais guère, à ce moment, que quelques années plus tard je retrouverais ces dames à Paris, que la fille de Proudhon deviendrait une amie de ma femme, et les petites-filles de Proudhon les compagnes d'études d'une de mes filles.

A partir de 1875, ma position matérielle s'améliora, grâce aux relations que je nouai avec un éditeur de Berne, pour lequel, en deux ans, je traduisis successivement, de l'allemand, deux romans de Mme Carlén, et, de l'anglais, un roman de Bret Harte.

Au printemps de 1876, reprenant le manuscrit que j'avais rédigé en 1874 pour nos amis italiens et que Cafiero m'avait rendu (voir t. III, p. 241), je me décidai à le publier, après en avoir retranché quelques pages qui visaient spécialement la situation de l'Italie ; mais, désirant qu'il fût autre chose que l'expression d'une simple opinion individuelle, je consultai un certain nombre d'amis, et revisai plusieurs points de mon essai conformément aux observations qu'ils m'adressèrent. Ce petit travail fut imprimé à la Chaux-de-Fonds, et parut au commencement d'août 1876 (il est annoncé comme étant sous presse dans le *Bulletin* du 16 juillet 1876), sous le titre d'*Idées sur l'organisation sociale* (imprimerie Courvoisier, 56 p. in-16). Il en fut publié une traduction italienne au commencement de 1877.

VI

Le Congrès jurassien de la Chaux-de-Fonds, 6 et 7 août 1876.

Les Sections suivantes se firent représenter au Congrès jurassien de la Chaux-de-Fonds :

Section de Lausanne ; Section de Vevey ; Section de Neuchâtel ; Section de la Chaux-de-Fonds ; Section de Sonvillier ; Section de Saint-Imier ; Section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary ; Section de langue française de Berne ; *Sozialdemokratischer Verein* de Berne ; Section italienne de Berne ; Section de langue française de Bâle ; Section italienne de Bâle ; Section de langue française de Zürich ; *Sozialdemokratischer Verein « Gleichheit »* de Zürich ; Section de Porrentruy.

Le *Bulletin* ne donne pas la liste des délégués ; mais il note que, « outre les délégués, des internationaux appartenant à diverses sections, ainsi que des membres du Comité fédéral et de l'administration du *Bulletin*, assistaient au Congrès ».

Une séance préparatoire, le samedi 5, au soir, fut consacrée à la vérification

des mandats, à la fixation de l'ordre de jour, et à la nomination du bureau, qui fut ainsi composé : Ali Eberhardt, remonteur, délégué de Saint-Imier, président ; Voges, tailleur, délégué du *Sozialdemokratischer Verein* de Berne, vice-président ; Rodolphe Kahn, métallurgiste (non-délégué), de la Section de Lausanne, et H. Ferré, tapissier (non-délégué), de la Section de la Chaux-de-Fonds, secrétaires.

Séance du dimanche matin, 6 août.

Le rapport du Comité fédéral jurassien fut lu par James Guillaume, secrétaire d'intérieur du Comité. Le caissier fédéral, Louis Jenny, mécanicien, présenta ses comptes, et une commission fut nommée pour les vérifier.

L'administrateur du *Bulletin* présenta un rapport sur la situation de l'organe fédéral. Une commission fut nommée pour la vérification de la caisse et de la comptabilité du *Bulletin*.

Il fut ensuite donné lecture d'une série de propositions de la Section de Lausanne, relatives à des modifications dans la rédaction du *Bulletin*. Après une courte discussion, ces propositions furent renvoyées à l'examen d'une commission.

Une autre commission fut chargée d'étudier une question relative au journal en langue allemande récemment créé à Berne sous le nom d'*Arbeiter-Zeitung*.

Relativement au Congrès général de 1876, il fut donné connaissance au Congrès de la correspondance échangée à ce sujet par le Comité fédéral avec les diverses Fédérations régionales ; une commission fut nommée pour rapporter sur cette question.

Les deux Sections de Bâle proposaient de changer le nom de Fédération *jurassienne* en celui de Fédération *suisse*. Après une discussion générale, où tous les orateurs se prononcèrent contre la proposition de Bâle, cette proposition fut renvoyée à une commission spéciale, chargée de préparer un projet de résolution.

La Section de Neuchâtel proposait qu'une Adresse de sympathie fût envoyée au Congrès des socialistes allemands qui devait se réunir à Gotha le 19 août. Cette proposition fut adoptée à l'unanimité, et une commission fut nommée pour rédiger un projet d'adresse.

Séance publique du dimanche après-midi.

Cette séance publique, qui eut lieu dans la grande salle de l'hôtel de ville, mise à la disposition de l'Internationale par la municipalité, s'ouvrit à deux heures. La question à discuter était : *La pratique des libertés politiques en Suisse.*

Adhémar Schwitzguébel, Rodolphe Kahn, Paul Brousse, James Guillaume, Auguste Spichiger parlèrent en français ; Görges, Voges et Betsien parlèrent en allemand.

Après les discours, la résolution suivante fut proposée à l'assemblée :

Considérant d'abord :

Que les libertés politiques sont violées en Suisse avec cynisme, que le droit d'association et la liberté individuelle viennent encore d'être foulés aux pieds à Lausanne, qu'un avocat a pu dire en plein tribunal, sans être contredit par les juges, que la suppression de l'Association internationale des travailleurs pourrait être légalement faite ;

Considérant ensuite :

Que toutes protestations ou pétitions envoyées aux assemblées nationales restent lettre morte ;

Considérant enfin :

Que dans une société basée sur le principe de l'inégalité économique, aucune liberté véritable ne saurait exister,

La réunion d'aujourd'hui déclare qu'elle regarde l'établissement de libertés publiques sérieuses comme lié à l'accomplissement de la Révolution sociale.

Cette résolution, mise aux voix, fut adoptée par le public présent ; une seule main se leva à la contre-épreuve.

Le banquet familier (1 fr. 75 par tête) qui devait terminer cette journée eut lieu à l'hôtel du Guillaume Tell. Il comptait de nombreux convives ; l'élément féminin était représenté, et un groupe assez considérable d'ouvriers allemands s'était joint aux membres de l'Internationale, symptôme réjouissant des progrès de l'idée de conciliation. Les chanteurs du *Deutscher Arbeiter-Verein* de la Chaux-de-Fonds contribuèrent beaucoup à embellir la soirée par leurs chœurs socialistes.
Des télégrammes furent reçus de Lausanne, Porrentruy, Neuchâtel, etc.; celui qui fut le plus remarqué venait de Genève, et était rédigé en allemand ; en voici le texte :

Kongress der Jura-Federation, grande salle Hôtel de Ville, Chaux-de-Fonds.
Genfer Socialisten senden herzliche Grüsse zu euern Berathungen. Ergreift energische Mittel wegen Lausanner Ungeheuerlichkeiten.

GUTSMANN [1].

Le Congrès envoya à ce télégramme la réponse suivante :

Gutsmann, Deutscher Verein, rue Guillaume Tell, 5, Genève.
Le Congrès jurassien envoie un salut cordial aux socialistes allemands de Genève, et les remercie de leur témoignage de sympathie. Réunissons toutes les forces du prolétariat, et nous vaincrons.

Le bureau : EBERHARDT, KAHN, VOGES, FERRÉ.

Des adresses de félicitation envoyées par la Commission de correspondance de la Fédération italienne, à Florence, et par la Commission fédérale espagnole, furent lues également, et furent accueillies par de vifs applaudissements.
Une souscription fut faite au profit des ouvriers tailleurs de Lausanne, et le montant en fut remis au délégué de la section de cette ville.

Séance du lundi matin, 7 août.

La commission chargée de vérifier les comptes du caissier fédéral (rapporteur, Bobillier, délégué des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary) annonça qu'elle les avait reconnus justes, et en proposa l'approbation. Adopté.
La commission chargée de vérifier la caisse et la comptabilité du *Bulletin* (rapporteur, Exquis, délégué de Lausanne) proposa de donner décharge à l'administration, avec remerciements. Adopté.
La question relative à l'*Arbeiter-Zeitung* fit l'objet de la résolution suivante, qui fut votée à l'unanimité :

Considérant, d'une part,
Que les délégués des sections de langue allemande croient nécessaire que leurs groupes aient en langue allemande une feuille internationale pour

1. *Traduction* : « Les socialistes [allemands] de Genève envoient un salut cordial à vos délibérations. Prenez des mesures énergiques relativement aux monstruosités de Lausanne. GUTSMANN. » — Sur Gutsmann, voir t. III, pages 76, 131, 166.

publier leurs communications officielles et aider à la propagande dans leur milieu ; que ces délégués jugent l'*Arbeiter-Zeitung* propre à remplir ce rôle ; que les initiateurs de l'*Arbeiter-Zeitung* s'engagent à publier toute communication émanant des sections de langue allemande ; qu'en conséquence de ces faits une entente est intervenue entre l'*Arbeiter-Zeitung* et les délégués de ces sections ;

Considérant, d'autre part,

Que les délégués de toutes les sections représentées au Congrès croient en outre excellente l'existence d'une feuille allemande de l'Internationale,

Le Congrès recommande à tous les internationaux l'*Arbeiter-Zeitung*, journal fondé à Berne par un groupe de membres de l'Internationale, et mis par ce groupe à la disposition des sections internationales de langue allemande pour recevoir leurs communications officielles.

Relativement à la proposition de changer le nom de Fédération *jurassienne* en celui de Fédération *suisse*, le Congrès adopta la résolution ci-dessous à l'unanimité, moins la voix du délégué de Bâle, qui était lié par son mandat :

Considérant :

Que si, par la fondation de nouvelles sections en dehors du Jura, le nom géographique de Fédération *jurassienne* ne répond plus aux faits, le nom de Fédération *suisse* n'y répond pas davantage, puisque nous avons des sections situées en dehors du territoire helvétique, et qu'il y a d'autre part en Suisse des sections internationales qui ne font pas partie de notre Fédération ;

Considérant encore :

Que la création dans notre région de nouvelles sections de langue allemande et de langue italienne, dans la période de réveil où nous sommes, pourrait bien donner sous peu au mode de groupement une forme à laquelle ne répondrait pas un titre choisi prématurément par le Congrès,

Le Congrès pense qu'il y a lieu d'attendre et de laisser jusqu'à nouvel ordre les choses en l'état.

La commission nommée pour rédiger un projet d'Adresse au Congrès de Gotha (rapporteur, James Guillaume, de Neuchâtel) donna connaissance du projet qu'elle avait préparé, projet qui fut adopté à l'unanimité. On trouvera le texte de cette adresse à la page qui suit.

La Section de Sonvillier avait proposé que le Congrès s'occupât de l'organisation de la propagande socialiste pour l'année 1876-1877. Le délégué de cette section, Adhémar Schwitzguébel, lut un rapport dont les conclusions furent adoptées avec quelques adjonctions [1].

Le délégué de la Section de langue française de Berne, Paul Brousse, donna lecture du projet de publication populaire sur l'organisation de l'Internationale, dont la rédaction avait été confiée à la Section de Berne par le Congrès jurassien de Vevey en 1875 Il fut résolu que ce travail circulerait dans les sections pour y être étudié, et modifié le cas échéant.

Les Sections de Saint-Imier et de Sonvillier avaient proposé que le Congrès s'occupât de l'organisation de la solidarité matérielle dans la Fédération jurassienne. Après une assez longue discussion, le Congrès renvoya cette question à l'examen des sections.

La Section de langue française de Berne présentait les propositions suivan-

1. Ces conclusions ont été publiées dans le *Bulletin* du 20 août 1876.

tes : « 1° Que toute responsabilité publique, dans les sections, fût prise par des citoyens suisses ; 2° Que, pour être valable, tout vote du Congrès jurassien dût avoir été ratifié par les sections ». Le Congrès, considérant « que les principes contenus dans ces deux propositions ont déjà été reconnus et sont actuellement pratiqués », passa à l'ordre du jour.

Les deux Sections de Bâle et la Section de langue italienne de Berne proposaient au Congrès de s'occuper de la question suivante : « Recherche des moyens de créer le plus grand nombre possible de sections de langue italienne en Suisse ». Le Congrès prit à ce sujet quelques résolutions qu'il chargea le Comité fédéral de communiquer aux sections par voie de circulaire.

Séance du lundi après-midi.

La commission nommée pour examiner les propositions de Lausanne relatives au *Bulletin* (rapporteur, Aug. Spichiger, de la Chaux-de-Fonds) en proposa le rejet. Ce rejet fut voté à l'unanimité, moins la voix du délégué de Lausanne. Diverses propositions destinées à déterminer nettement les obligations et les droits de la rédaction de l'organe fédéral furent ensuite adoptées ; le Congrès décida qu'elles seraient communiquées aux sections au moyen d'une circulaire.

La commission pour la question du Congrès général présenta le projet d'une circulaire à adresser aux autres Fédérations régionales par la Fédération jurassienne, qui se trouvait cette année chargée d'organiser le Congrès. La circulaire, qui recommandait l'adoption de la proposition espagnole d'ajourner le Congrès au premier lundi d'octobre (voir p. 47), fut adoptée, avec cette réserve que la ville où devrait se tenir le Congrès serait désignée ultérieurement [1].

L'ordre du jour étant épuisé, il ne restait plus qu'à fixer le siège du Comité fédéral et celui de l'administration du *Bulletin* pour l'année 1876-1877. A l'unanimité, la Section de Neuchâtel fut chargée d'élire dans son sein le Comité fédéral, et l'administration du *Bulletin* fut maintenue à Sonvillier.

Le président prononça ensuite la clôture du Congrès.

Le *Bulletin* (numéro du 13 août 1876) résuma en ces termes l'impression produite par cette réunion de délégués:

Les journées des 5, 6 et 7 août laisseront un bon souvenir à tous ceux qui ont assisté aux délibérations des délégués de l'Internationale jurassienne. Le sentiment général était celui d'un réveil puissant, dont les symptômes se manifestent chaque jour avec une force nouvelle. Pour la première fois, des délégués de Sections de langue italienne et de langue allemande assistaient au Congrès de la Fédération jurassienne, et il y avait aussi dans ce fait un heureux présage, celui d'un rapprochement entre les diverses fractions du parti socialiste. Puisse l'année prochaine ne pas démentir les espérances que nous fait concevoir la situation actuelle et le progrès rapide de nos idées.

Voici le texte de l'Adresse au Congrès des socialistes allemands à Gotha votée par le Congrès jurassien :

Adresse du Congrès de la Fédération jurassienne au Congrès des socialistes allemands à Gotha.

Le Congrès de la Fédération jurassienne, composé de représentants de sections de langue française, allemande et italienne, et siégeant à la Chaux-

1. Le choix de la ville de Berne comme siège du Congrès général eut lieu dans la première quinzaine de septembre.

de-Fonds, les 6 et 7 août 1876, a décidé d'envoyer un salut fraternel au Congrès des socialistes allemands à Gotha.

Nous savons que les lois actuelles ne permettent pas aux travailleurs de l'Allemagne de former avec leurs compagnons des autres pays une organisation internationale; mais nous savons aussi que chez les travailleurs allemands le sentiment de la solidarité qui doit exister entre les prolétaires des diverses contrées est aussi vif que partout ailleurs. Si donc nous ne pouvons pas être unis par les liens d'une association formelle, nous pouvons au moins échanger des témoignages de sympathie et des vœux pour la réalisation de notre but commun.

Dans ces dernières années, des dissidences d'opinion, qui trop souvent ont dégénéré en querelles regrettables, ont existé, non seulement entre les groupes socialistes d'un pays à l'autre, mais encore entre des groupes du même pays. Cette division nuisait beaucoup au progrès de notre propagande. Vous avez, frères d'Allemagne, donné un grand exemple : les socialistes de l'*Allgemeiner Deutscher Arbeiter-Verein* et ceux du parti d'Eisenach, abjurant leurs inimitiés passées, se sont tendu la main. L'œuvre de conciliation que vous avez si heureusement inaugurée chez vous par ce rapprochement de deux fractions jadis hostiles peut et doit être continuée partout. Dans tous les groupes que nous représentons, le besoin en est vivement ressenti; et les socialistes de diverses nations qui, le 3 juillet 1876, à Berne, sur la tombe de Michel Bakounine, ont recommandé l'oubli de vaines et fâcheuses dissensions passées, ont exprimé notre vœu le plus cher. Oui, nous croyons que, tout en gardant leur programme et leur organisation spéciale, les diverses fractions du parti socialiste peuvent établir entre elles une entente amicale, qui leur permettra à toutes de concourir plus efficacement à la réalisation de notre but commun : l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

Nous sommes persuadés, compagnons, que vous recevrez la présente adresse avec les mêmes sentiments de sincère fraternité qui nous l'ont dictée, et nous vous présentons nos meilleurs souhaits pour la réussite des travaux de votre Congrès.

Salut et solidarité.

Au nom du Congrès jurassien,

Le bureau : Ali EBERHARDT, VOGES, R. KAHN, H. FERRÉ [1].

Le *Bulletin* du 20 août publia l'avis suivant : « La Section de Neuchâtel, dans sa séance du 14 courant, a accepté le mandat que lui a confié le Congrès de la Chaux-de-Fonds, d'élire le Comité fédéral jurassien pour l'année 1876-1877, et a composé ce Comité des cinq membres suivants : Gabriel Albagès, Auguste Favre, Auguste Getti, James Guillaume, Fritz Wenker ». — Dans sa première séance, le 17 août, les membres du Comité répartirent entre eux la besogne comme suit : secrétaire correspondant, G. Albagès; secrétaire des séances, J. Guillaume ; caissier, F. Wenker ; caissier adjoint, Aug. Favre. Albagès, ayant quitté, en octobre, Neuchâtel pour la Chaux-de-Fonds, où il alla travailler comme peintre en bâtiment, fut remplacé au Comité par Gustave Jeanneret : je devins alors secrétaire correspondant, et G. Jeanneret secrétaire des séances. Getti quitta Neuchâtel en avril 1877, et fut remplacé par Henri Robert, faiseur de ressorts, qui avait été mon élève à l'Ecole industrielle du Locle en 1868-1869.

1. Voir la réponse à cette Adresse p. 72.

VII

Du Congrès jurassien de la Chaux-de-Fonds au Congrès général de 1876.

En Espagne, les conférences comarcales qui devaient avoir lieu en juillet et août se réunirent ainsi qu'il avait été annoncé. Le *Bulletin* (10 septembre) dit à ce sujet : « Les conférences comarcales de l'Internationale espagnole ont eu lieu, et on a pu constater que l'organisation, que la persécution gouvernementale a contrainte à devenir secrète, a résisté victorieusement aux dures épreuves qu'elle a eu à traverser. Les conférences se sont occupées, entre autres choses, de la nomination de la nouvelle Commission fédérale espagnole et de la délégation à envoyer au Congrès général. » Et il ajoutait, un mois plus tard (15 octobre) : « Nous avons sous les yeux le compte-rendu imprimé (clandestinement, cela va sans dire) des conférences comarcales tenues cette année en Espagne. Nous voyons par ce compte-rendu que la Fédération régionale espagnole se compose en ce moment de cent douze fédérations locales, réparties en neuf fédérations comarcales. Chaque localité importante forme le centre d'un *groupe (agrupacion)* de sections, administré par une commission de groupe (*comision de agrupacion*); la réunion d'un certain nombre de groupes forme une *comarque* (*comarca*), administrée par une commission comarcale; et l'ensemble de ces comarques forme la Fédération régionale, administrée par une Commission fédérale. Parmi les résolutions votées aux conférences comarcales, nous remarquons particulièrement les deux suivantes : « 1° Les conférences ont entendu avec satisfaction la lecture de la lettre » du Comité fédéral jurassien [1], et déclarent que la Fédération espagnole, pu- » blique ou secrète, libre ou persécutée, travaillera toujours activement à l'é- » mancipation du prolétariat; 2° Les conférences ont appris avec un profond » regret la mort de Michel Bakounine, et votent un souvenir à sa mémoire. »

Le *Bulletin* du 17 septembre donna de nouveaux détails sur les mauvais traitements infligés aux malheureux qui avaient été déportés sans jugement soit dans les bagnes d'Afrique (à Ceuta), soit dans les îles de l'Océanie (aux Philippines et aux Mariannes). « L'horrible situation où se trouvent ces pauvres gens ne peut être comparée qu'à celle que subissent en Nouvelle-Calédonie les martyrs de la Commune de Paris; et de même qu'en France la voix populaire commence à s'élever pour flétrir les bourreaux versaillais, de même en Espagne, après deux ans d'un silence de mort, la conscience publique se réveille et réclame en faveur des victimes de l'atroce arbitraire du pouvoir. Un certain nombre de journaux espagnols ont accueilli des correspondances qui donnent des détails horribles sur la déportation. » Et notre organe traduisait deux articles extraits de la *Gaceta* de Barcelone et de l'*Imparcial* de Madrid.

L'Internationale avait été, en Portugal, fondée par l'initiative des ouvriers espagnols; et si, lors des dissensions qui avaient suivi le Congrès de la Haye, les socialistes de Lisbonne s'étaient rangés du côté du Conseil général, ils n'avaient jamais rompu les liens de solidarité qui les unissaient à leurs frères d'Espagne. En 1876, au moment où allait se réunir de nouveau un Congrès général de l'Internationale, l'occasion parut propice à nos camarades espagnols pour faire une démarche amicale auprès des ouvriers portugais. « Le courant de rapprochement entre les socialistes appartenant à des nuances différentes — écrivait le *Bulletin* (1er octobre) [2] — se fait sentir aussi dans la presqu'île des

1. Cette lettre, rédigée par Alb-gès Albarracin), avait été adoptée par le Comité fédéral jurassien dans sa séance du 29 juin. (Procès-verbaux du Comité fédéral jurassien.)

2. C'est dans ce même numéro du *Bulletin* que parut la lettre d'Alerini racontant le départ de Bakounine de Marseille pour Gênes en octobre 1870 (voir t. II,

Pyrénées. La fédération ouvrière de Cadix, qui appartient à l'Internationale espagnole, a adressé à l'organisation socialiste ouvrière du Portugal un appel destiné à signaler aux ouvriers portugais l'importance du prochain Congrès international de Berne et à les engager à s'y faire représenter par des délégués ou du moins à y envoyer une adresse d'adhésion. Cet appel est une nouvelle preuve de l'esprit de conciliation qui se fait jour de toutes parts. »

L'appel de la fédération de Cadix disait :

Compagnons de la région portugaise,

Depuis longtemps, et malgré les divisions qui malheureusement ont déchiré dans ces dernières années le sein du prolétariat, en nous plaçant dans des camps opposés, notre fédération locale, déplorant cette lamentable désunion et se souvenant seulement que nous combattons tous sincèrement pour atteindre le même but, l'émancipation des travailleurs par la révolution sociale, a toujours continué à entretenir avec vous des relations de bonne amitié, auxquelles de votre côté vous avez franchement répondu.

Les uns et les autres, nous avons nourri le constant désir de voir ces relations se resserrer et s'étendre à tous les révolutionnaires socialistes qui, s'ils ne se considèrent pas comme ennemis, n'en conservent pas moins dans le cœur des rancunes et de la méfiance. Une preuve de la conformité de vos sentiments avec les nôtres sur ce point, ce sont les lettres bienveillantes que vous avez adressées à nos compagnons prisonniers dans cette ville, et les déclarations publiées dans l'organe socialiste de votre région. Une preuve aussi de notre part, c'est le vœu de concorde entre toutes les fractions du parti socialiste, émis dernièrement dans la conférence des délégués de toutes les fédérations locales de la fédération comarcale à laquelle nous appartenons.

Mais nos vœux seraient inutiles, si nous ne pensions à leur donner une sanction pratique, en contribuant de toutes nos forces à jeter les bases d'une union solide et en formulant un pacte de solidarité admissible pour tous.

L'occasion est propice : bientôt, au mois d'octobre, se célébrera le Congrès général annuel des délégués d'une partie importante du prolétariat européen, et, si nous devons ajouter foi aux rumeurs lointaines que nous percevons, des courants de conciliation circulent parmi les masses ouvrières. A nous autres incombait le devoir, que nous venons remplir avec plaisir et pleins d'espoir, de vous inviter à aller à ce concert de paix confondre avec la nôtre votre note d'harmonie.

Oui, compagnons, que vos délégués se rendent à cette assemblée, et ils se convaincront que les représentants des fédérations libres, réunis pour discuter en commun les résultats d'une année d'étude et d'expérience, trop pénétrés de la grandeur de leur mission, ne voudront pas la rabaisser en apportant au sein du Congrès sacré du travail de tristes et mesquines passions.

Un accueil fraternel vous attend. L'intérêt de la Révolution sociale vous appelle. Et si, comme nous en avons la confiance, vous vous décidez à ap-

p. 133). Je la fis précéder de ces lignes : « Un ami français de Bakounine, qui depuis plusieurs années subit une dure captivité dans les cachots de la bourgeoisie [à Cadix], nous envoie du fond de sa prison les lignes suivantes, comme contribution à une biographie future du grand agitateur révolutionnaire. »

porter votre concours à cette réunion, peut-être trouverez-vous là d'autres compagnons qui jusqu'ici ont lutté plus près de vous que de nous, accourus aussi pour sceller par une fraternelle accolade le rétablissement de l'union de tous les travailleurs.

Salut et Révolution sociale.

Le secrétaire de l'extérieur.

Cadix, 12 septembre 1876 [1].

Dans son numéro du 22 octobre, le *Bulletin* publia une correspondance d'Espagne où on lisait : « Nous avons reçu avec beaucoup de plaisir la nouvelle que l'idée de conciliation entre les diverses fractions socialistes fait de grands progrès. Nous espérons que la Fédération espagnole se montrera favorable à la conclusion d'un pacte de solidarité entre les différentes organisations socialistes. » Le correspondant parlait ensuite d'un manifeste républicain signé par Ruiz Zorrilla et Salmeron, et expliquait que le parti républicain se trouvait divisé en quatre fractions, qui chacune de son côté se préparait à la révolution : les partisans de Castelar (modérés), ceux de Zorrilla et de Salmeron (unitaires), ceux de Pi y Margall (fédéralistes modérés), et les cantonalistes. Au moment où cette correspondance paraissait, les journaux annoncèrent la découverte d'un grand complot républicain : des centaines d'arrestations avaient été faites à Madrid et en d'autres villes ; le mouvement attendu, qui aurait sans doute remis Serrano à la tête du gouvernement, avec Zorrilla, Sagasta et Castelar comme ministres, se trouva de la sorte rendu impossible.

Le journal le *Protesto*, en Portugal, avait eu des paroles sympathiques à l'adresse de la Fédération jurassienne, à l'occasion de la mort de Bakounine. Lorsqu'eut été envoyée la circulaire du Bureau fédéral de l'Internationale convoquant le Congrès général pour le 26 octobre [2], le *Protesto* publia l'article suivant :

Congrès ouvrier international.

Le 26 courant s'ouvre à Berne un Congrès ouvrier international, auquel ont été invités les socialistes portugais. Ce Congrès est convoqué par les sections dissidentes de l'Association internationale des travailleurs, mais on assure qu'il y sera fait des propositions de conciliation. Nous souhaitons que nos compagnons puissent en finir avec toutes ces petites querelles, qui ont fait tant de mal à la classe des travailleurs. Est-ce que nous n'avons pas tous les mêmes intérêts et les mêmes aspirations ? Pourquoi donc sommes-nous divisés, et donnons-nous au monde ce triste spectacle ? Nos ennemis se réjouissent de notre désunion, et beaucoup d'ouvriers abandonnent à cause de cela les associations avec mécontentement.

A la suite de cet article, le *Protesto* reproduisit le programme du Congrès de Berne.

On a vu avec quelle ardeur et quel enthousiasme l'Internationale, en Italie, était rentrée dans l'arène publique. Le mouvement continuait et allait grandissant. Les journaux disparus reparaissaient ; de nouveaux journaux se fon-

1. On va voir ci-dessous quel accueil fut fait à cet appel par l'organe des socialistes portugais, le *Protesto*. En outre, le Conseil central du Parti socialiste du Portugal envoya une Adresse de sympathie au Congrès de l'Internationale à Berne (p. 103).

2. Pour les motifs qui avaient fait substituer cette date à celle du premier lundi d'octobre, voir plus loin, pages 66 et 73.

daient, comme le *Martello*, à Fabriano, où écrivait Costa. Une fédération se constituait dans les Abruzzes, une autre en Sicile, une section était créée à Cagliari (Sardaigne). Le 20 août avait lieu à Iesi le Congrès de la fédération des Marches et de l'Ombrie : Costa, qui s'y était rendu, fut arrêté et conduit à Imola, où il reçut l'*ammonizione*. Le 1er septembre se réunit à Rome le Congrès de la Fédération romaine. De toutes parts on fondait des sections : chaque semaine en voyait surgir une demi-douzaine. A Florence fut formée une section de femmes, qui adressa un pressant appel à toutes les ouvrières d'Italie ; on y lisait : « Ce n'est pas l'émancipation *bourgeoise* de la femme que nous désirons, mais l'émancipation *humaine*, celle pour laquelle les ouvriers du monde entier s'associent aujourd'hui pour combattre demain ». Mais en même temps les persécutions gouvernementales et policières redoublaient : *ammonizioni*, emprisonnements, perquisitions, etc.

En septembre se tint à Gênes, avec une pompeuse mise en scène, le Congrès du parti mazzinien, hostile à l'Internationale ; la municipalité avait fait décorer la salle qu'elle avait mise à la disposition des délégués, et leur avait prêté sa musique : « on espère, dit à ce sujet le *Bulletin*, que l'année prochaine Sa Majesté le roi d'Italie leur fera accorder les honneurs militaires ». Les mazziniens luttaient avec acharnement contre les internationalistes; à Fabriano, ayant appris que le *Martello* devait publier un article de polémique au sujet d'une lettre écrite par une notabilité du parti mazzinien, Campanella, ils intimèrent à la rédaction du journal la défense de faire cette publication, en déclarant que, si l'article paraissait, « ils descendraient dans la rue avec leurs carabines pour en finir avec les internationalistes ». L'article parut dans le *Martello* du 8 octobre, et les mazziniens, surpris de tant d'audace, jugèrent à propos de ne pas décrocher leurs carabines pour cette fois.

La Commission italienne de correspondance se trouvait empêchée, pour diverses raisons, de réunir le Congrès italien avant le dernier tiers d'octobre : elle [illegible] au Bureau fédéral, dans la première quinzaine de septembre, pour demander que le Congrès général, au lieu de s'ouvrir le premier [illegible], fût [illegible] le quatrième dimanche d'octobre. [illegible] que le Bureau fédéral, d'accord avec elle pour ce nouvel [illegible] 26 octobre (voir plus loin [illegible] italienne pour le dimanche 22 [illegible] pas moins de dix-sept [illegible] se trouvaient celles-ci [illegible] par corps de métier [illegible] — [illegible] de prendre part aux élections [illegible] les principes [illegible] de la [illegible] qui siège au [illegible] au socia[illegible] possible ? [illegible] — [illegible] de résistance en Italie [illegible]

[illegible] dans les diverses régions de l'Italie, pour [illegible] terminer ses travaux avant l'[illegible] de l'Italie eussent le temps [illegible] Berne, la Commission de correspondance [illegible] de se rencontrer à F[illegible] de M. Nicotera, que [illegible] l'État : le jeudi 19 octobre il [illegible] deux membres de la Commission de correspondance [illegible] par la police et la troupe [illegible] et l'auberge où les délégués avaient leur rendez-vous [illegible] le Congrès d'avoir lieu. Mais celui-ci n'en [illegible] une lettre de Cafiero, publiée dans le *Bulletin* du 29 [illegible] en ces termes les incidents qui marquèrent la tenue du troisième Congrès de la Fédération italienne :

En arrivant en Florence, le vendredi soir 20 octobre, nous apprenons qu'Andrea Costa avait été arrêté la veille, ainsi que Natta et Grassi, et que le local où devait se tenir le Congrès était occupé par la police. Les compagnons qui nous racontèrent cela étaient eux-mêmes recherchés depuis plusieurs jours.

On voulait évidemment nous faire peur, pour nous empêcher de tenir le Congrès, qu'on n'avait pas osé interdire franchement. Toutefois, aucun des nombreux papiers concernant le Congrès n'était tombé entre les mains de la police ; et comme nous avions trouvé une autre localité pour nous réunir [1], nous résolûmes de nous y rendre sans perdre de temps. Il était minuit quand nous partîmes de Florence, à pied, par une pluie battante.

Je ne m'arrêterai pas à vous raconter les épisodes d'une marche de huit heures, faite en grande partie par des sentiers de montagne, au milieu de la plus profonde obscurité et sous un véritable déluge : vous les comprendrez facilement, surtout en songeant que nous avions avec nous quelques compagnons d'un tempérament peu robuste, et que tous nous nous étions attendus à assister à un congrès pacifique et n'étions par conséquent pas préparés à entrer ainsi subitement en campagne.

Nous arrivâmes enfin au lieu de notre destination, un petit village sur une cime de l'Apennin. Après avoir pris une heure de repos, nous nous mîmes à l'ouvrage. Les mandats furent vérifiés, et toutes les questions de l'ordre du jour furent réparties sous ces quatre rubriques :

1° Points se rattachant à des questions de principe ;

2° Questions concernant la pratique révolutionnaire et le système à suivre sous ce rapport ;

3° Questions administratives de la Fédération ;

4° Questions diverses non comprises dans les trois rubriques ci-dessus.

Le soir du même jour, samedi 21, les commissions avaient achevé leur travail préparatoire. Alors, considérant que nous n'avions pas une minute à perdre si nous voulions achever notre besogne avant d'être surpris par la police [2], et la plus grande partie des délégués étant déjà présents, — quelques-uns d'entre eux, une dizaine, devaient encore nous rejoindre le même soir, — nous décidâmes de ne pas attendre davantage, et, de l'avis unanime des délégués présents, le troisième Congrès de la Fédération italienne de l'Association internationale des travailleurs fut déclaré ouvert.

Les discussions étaient déjà passablement avancées, lorsque nous reçûmes l'avis que les autres délégués, ceux que nous attendions encore, avaient été arrêtés tandis qu'ils étaient en route pour nous rejoindre ; qu'à Florence on avait fait de nouvelles et nombreuses arrestations, et que la police se disposait à se mettre à nos trousses.

Il n'y avait pas un moment à perdre.

1. La Section de Pontassieve, bourgade à une vingtaine de kilomètres de Florence, avait fait savoir aux délégués qu'ils pourraient tenir le Congrès dans une auberge d'un village voisin, Tosi (commune de Rignano), dans l'Apennin.

2. Dès que l'autorité eut vent du départ de Florence du gros des délégués, et sut la direction qu'ils avaient prise, elle fit occuper Pontassieve par une compagnie de ligne, des *carabinieri* et des *guardie della pubblica sicurezza*, pour arrêter ceux des délégués qui tenteraient de rejoindre leurs amis.

Après nous être consultés, nous décidâmes de quitter la localité où nous nous trouvions et de profiter de la nuit pour nous rendre dans un endroit plus sûr. En moins d'une heure, nous étions déjà loin de tout chemin battu, au milieu d'une épaisse forêt. Là, nous nous trouvions en parfaite sécurité, et nous nous y installâmes pour continuer la séance. Comme vous le pensez, personne ne fit de longs discours; les résolutions furent rédigées sans discussions byzantines et adoptées d'emblée : c'était au moins là un avantage de la persécution dont nous étions l'objet.

Le Congrès fut clôturé le lendemain dimanche 22, après une dernière séance dans une autre forêt; puis les délégués prirent congé les uns des autres et s'éloignèrent par différents chemins.

Dans une prochaine lettre, je vous enverrai le texte des résolutions votées par le Congrès [1]. Pour le moment, je me bornerai à ajouter que deux délégués furent désignés pour représenter l'Italie au Congrès général de Berne. Grâce aux précautions qu'ils ont prises, nous espérons qu'ils auront pu arriver sans encombre à destination.

Les deux délégués en question étaient Cafiero et Malatesta. Le mardi 24 octobre, ils arrivaient en Suisse, à Bienne; prévenu par télégramme, j'allai les rejoindre dans cette ville; ils me narrèrent leur odyssée, et c'est alors que Cafiero rédigea pour le *Bulletin* la correspondance que je viens de reproduire. Le lendemain ils se rendirent à Berne, où je les retrouvai le soir, avec les autres délégués venus pour le Congrès général.

Le *Bulletin* du 22 octobre annonça, sous la rubrique *Grèce*, que « un certain nombre de socialistes de ce pays envoyaient au Congrès de Berne une Adresse où ils exposaient leurs idées relativement à l'organisation du travail »; et il ajoutait : « Ils ont chargé de la lecture de ce document le compagnon Andrea Costa, *qui réside actuellement en Suisse* ». Ces derniers mots étaient une feinte : Costa, qui était *ammonito*, et qui, malgré cela, venait de quitter Imola pour se rendre furtivement à Florence, avait voulu mettre la police italienne sur une fausse piste et lui faire croire qu'il s'était réfugié sur le territoire helvétique. Vain stratagème et tardif : la police savait fort bien où était allé Costa, et l'avait arrêté dès le 19. Cette arrestation priva le Congrès de Berne de la lecture de l'Adresse des socialistes grecs [2].

De France, le *Bulletin* publia (nos 35, 36 et 39) deux lettres écrites, l'une par un détenu politique de la maison centrale de Thouars, l'autre par la veuve d'un détenu mort dans cette prison, lettres donnant des détails « sur le régime odieux auquel les gens de Versailles soumettent nos malheureux amis, coupables d'avoir combattu pour la liberté et l'égalité ». Je voudrais pouvoir en donner des extraits, mais je suis, à mon regret, obligé d'y renoncer.

Le Congrès ouvrier dont il a été question plus haut (p. 48) avait été retardé d'un mois : il s'ouvrit le 2 octobre, dans une salle de la rue d'Arras, à Paris. Un correspondant parisien disait dans le *Bulletin* (10 septembre) : « L'organisateur du Congrès est Pauliat, un *bourgeois* qui fait au journal la *Tribune*, depuis quelques mois, ce que Barberet fait au *Rappel* depuis cinq ans ; c'est-à-dire qu'en prenant la direction du mouvement socialiste, il s'arrange pour faire piétiner les ouvriers sur place sans avancer d'une semelle, tout en leur

1. Le Congrès décida entre autres que la Commission de correspondance serait placée à Naples, et la composa de Cafiero, de Grassi, et de Francesco Pezzi (de Bologne).

2. Il y en eut une autre, envoyée directement au Congrès par la Société démocratique de Patras.

criant : Allons de l'avant, groupons-nous, marchons! » Le Congrès de la salle d'Arras se composa de 105 délégués de la province et de 255 délégués de Paris. Optimiste, j'écrivis (*Bulletin* du 8 octobre) : « Ce que peuvent penser et dire les meneurs actuels nous préoccupe médiocrement : ils seront bientôt dépassés, et nous verrons les ouvriers parisiens, à mesure que la situation se dessinera mieux, marcher de l'avant avec les événements. En tout cas, le réveil qui se produit en France est des plus réjouissants. Qui l'eût osé espérer, que cinq ans après l'écrasement de la Commune les prolétaires de France auraient déjà relevé la tête au point d'aller s'affirmer en un Congrès à Paris ? C'est là un fait énorme. Le temps fera le reste. » Dans les séances, parfois tumultueuses, de ces « assises du travail », — comme disaient avec emphase les orateurs, — on vit paraître à la tribune les citoyens Guillon, Dupire, Auguste Desmoulins, Barberet, Bolâtre, Chabert, le positiviste Finance, etc.: ils prononcèrent des harangues sonores et vides, que le *Bulletin* du 15 octobre apprécia ainsi : « Quand on se dit qu'il y a eu des Congrès de l'Internationale, dont les débats ont retenti dans le monde entier, et où toutes les questions sociales ont été étudiées ; qu'à ces Congrès de l'Internationale a jadis assisté l'élite du prolétariat parisien : et qu'on voit maintenant patauger à l'aveugle les parleurs du Congrès de la rue d'Arras, on est forcé de s'avouer que la réaction a bien fait son œuvre ; qu'en écrasant l'insurrection du 18 mars, elle a véritablement décapité le prolétariat français, et qu'il faudra plusieurs années encore, peut-être, avant que les ouvriers du Paris actuel arrivent à comprendre la question sociale et a juger la situation de leur classe comme le faisaient les ouvriers socialistes de la fin de l'empire... Néanmoins, notre appréciation est demeurée la même qu'il y a huit jours : le Congrès de Paris reste, malgré tout, un fait important et réjouissant, non certes à cause des choses qui s'y sont dites, — car à ce point de vue il n'a rien ou presque rien produit de bon, — mais parce qu'en lui-même, et indépendamment de tout le reste, le fait seul d'avoir réuni des ouvriers en Congrès à Paris est une bonne chose. » Une nouvelle lettre de Paris (*Bulletin* du 5 novembre) résuma comme suit l'impression faite par le congrès sur cette portion du peuple des faubourgs qui restait fidèle au souvenir de la Commune et de l'Internationale :

« Le Congrès de Paris arrive toujours davantage à produire le résultat que désiraient les vrais socialistes, c'est-à-dire à faire rejeter les traîtres et les ambitieux en dehors du mouvement. Les principaux meneurs du Comité d'initiative, Pauliat, Guillon, et un ou deux autres, vont être expulsés de ce comité ; quelques amis, qui avaient cru sincèrement servir la cause en marchant à leur remorque, s'aperçoivent qu'ils font fausse route, et ont résolu de démasquer ces gens-là. La question de reddition des comptes a déjà soulevé des orages, car on y entrevoit des détails qui sont loin d'être propres. Les chambres syndicales, qui n'ont formé qu'une minorité au Congrès, protestent contre les agissements des meneurs, et prennent des dispositions pour que le prochain Congrès ne soit plus escamoté comme celui de Paris. Un groupe s'occupe activement de la création d'un journal socialiste *ouvrier* (je dis *ouvrier*, car il y en a tant qui se disent *socialistes !*). Je vous tiendrai au courant de ce qui se passera cet égard. »

De Belgique, un correspondant (*Bulletin* du 17 septembre) nous communiqua le texte de la pétition adressée à la Chambre des représentants contre le travail des enfants dans les fabriques, en disant qu'il ne pouvait l'approuver entièrement ; il nous annonçait en même temps qu'un Congrès de la Fédération belge allait se réunir pour s'occuper de la délégation au prochain Congrès général de l'Internationale.

Ce Congrès belge se réunit à Anvers le 1er octobre. Il désigna le Dr César De Paepe[1] pour représenter la Belgique au Congrès général. Il décida d'appuyer la pétition gantoise contre le travail des enfants : « Le délégué du Bassin de la Vesdre — nous écrivit notre correspondant (c'était Pierre Bastin) — a cru

1. De Paepe était devenu docteur en médecine depuis quelques années déjà.

devoir donner sa voix à cette décision, parce qu'il faut, autant qu'il est possible, maintenir l'unité d'action entre les travailleurs ; mais je doute fort que cette opinion trouve un écho à Verviers ». (*Bulletin* du 15 octobre.) Enfin il adopta une proposition sur l'origine de laquelle je ne suis pas suffisamment renseigné : celle de la convocation d'un *Congrès universel des socialistes*, qui aurait lieu en Belgique en 1877. A ce Congrès *universel* seraient admis les délégués des diverses organisations socialistes, « que ces dernières fussent des branches de l'Internationale, ou qu'elles existassent en dehors de cette association ». Le but de ce Congrès serait « de cimenter, le plus étroitement possible, un rapprochement entre les diverses organisations socialistes et de discuter des questions d'un intérêt général pour l'émancipation du prolétariat ». Le Bureau fédéral de l'Internationale fut invité à inscrire cette proposition à l'ordre du jour du futur Congrès général ; et le délégué belge à ce Congrès reçut le mandat d'en recommander l'adoption à toutes les Fédérations qui y seraient représentées.

Lorsque j'appris ce qui s'était passé au Congrès d'Anvers, je ne vis, dans la proposition belge de réunir en un Congrès universel des délégués de toutes les organisations socialistes, qu'une tentative louable pour rapprocher les uns des autres tous les partisans de l'émancipation du travail, tentative inspirée, pensais-je, par le même esprit de conciliation qui avait porté les Jurassiens à tendre la main au Parti de la démocratie socialiste d'Allemagne. Je compris plus tard — plusieurs mois après le Congrès de Berne — qu'il y avait autre chose : l'attitude des meneurs du Parti socialiste flamand qui se constitua en 1877 m'ouvrit les yeux. Il y avait des gens qui voulaient détruire l'organisation de l'Internationale : et c'étaient ces gens-là qui avaient lancé l'idée du « Congrès socialiste universel », pour en faire contre l'Internationale une machine de guerre.

En Russie, le mouvement socialiste allait grandissant malgré les persécutions. Le journal *Czas* annonçait qu'en Ukraine, par exemple, le socialisme avait trouvé accès dans toutes les classes de la société : « les juges eux-mêmes en sont infectés, et des brochures spéciales répandent la doctrine subversive parmi les paysans ».

Deux ouvriers, Ossipof et Abramenkof, avaient été traduits devant le Sénat sous la prévention d'avoir propagé des écrits d'un contenu criminel : Ossipof fut condamné à neuf ans de travaux forcés ; l'autre accusé, contre lequel aucun fait ne put être établi, reçut quinze jours de prison. « Ce fut — écrivait un correspondant russe au *Zeitgeist* de Munich — le premier procès où les accusés et tous les témoins appartenaient exclusivement à la classe ouvrière, où nul représentant des classes dites cultivées ne se trouvait mêlé. L'attitude des accusés a été digne au plus haut point, et ils ont fait réellement honneur à leur cause. »

Les hostilités entre la Serbie et la Turquie, et les atroces massacres de Bulgarie, qui soulevèrent dans toute l'Europe, et spécialement en Angleterre, des protestations indignées, devaient amener, au printemps de 1877, le gouvernement russe à déclarer la guerre au sultan ; les événements d'Orient, en occupant les esprits en Russie, détournèrent pour quelque temps une partie de la jeunesse de l'action socialiste. Pierre Kropotkine, qui venait de s'installer provisoirement à Londres, nous adressa un article *A propos de la question d'Orient*, que publia le *Bulletin* du 24 septembre : « Nos socialistes russes, écrivait-il, ont aussi été entraînés par le mouvement. Je comprends cet élan. Il est impossible de lire quotidiennement le récit des massacres, et de savoir que ce peuple massacré comptait sur le soutien des Russes, sans être entraîné... Les journaux anglais sont remplis de comptes-rendus des meetings qui se tiennent chaque jour par dizaines pour exprimer leur horreur des massacres turcs et pour forcer le gouvernement anglais (tory) à changer d'attitude dans la question slave. C'est vraiment avec dégoût que je lis journellement ces comptes-rendus. Il n'y a rien de plus révoltant que de voir la manière dont un mouvement, né des sentiments les plus purs, les plus humains de la classe ouvrière, est exploité dans son propre intérêt égoïste par le parti bourgeois libéral. »

Notre correspondant d'Angleterre nous exprimait le même dégoût tant au sujet des manœuvres de Gladstone contre Disraëli (tout récemment créé Lord Beaconsfield) que du langage tenu par le premier ministre en réponse aux accusations des libéraux. « M. Gladstone cesse un moment de *brochurer* pour soutenir l'Eglise établie, et vient taper *à coups de Turcs* sur les conservateurs. A quoi Lord Beaconsfield répond par les flots d'une éloquence non moins pompeuse, en faisant intervenir les sujets mahométans de l'Inde anglaise et leurs sympathies pour le sultan... Les faiseurs ont organisé partout des meetings populaires, qui votent des résolutions, font des pétitions, et reçoivent en échange de l'eau bénite de cour. Le prix de niaiserie est mérité par la Ligue ouvrière de la paix, dont l'ex-membre du Conseil général Lucraft est l'âme. Elle veut que le gouvernement agisse par son influence morale, mais surtout se garde bien d'employer la force. La paix à tout prix! »

A propos du Congrès annuel des Trade Unions, le même correspondant nous écrivait (*Bulletin* du 8 octobre) : « J'ai vraiment peu d'inclination à vous donner, comme les années précédentes, un compte-rendu de ce Congrès. Les *officers* (fonctionnaires) des Trade Unions en sont arrivés à la formation d'un petit gouvernement assez régulier, leur *Comité parlementaire*, lequel se trouve en termes fort passables avec le gouvernement légal du pays. Tous deux sont habiles à tempérer les exigences *prématurées*, et à donner à la marche du progrès la lenteur qu'ils jugent utile à leur sécurité. Ainsi les trois-quarts du Congrès se passent en compliments, et l'autre quart ne contient que l'aimable expression de l'espérance que le ministre tel ou tel voudra bien donner à telle ou telle loi le développement que ses promesses antérieures permettent d'attendre Le Comité parlementaire aura une douzaine d'occasions d'aller faire visite à un ministre; ils feront mutuellement échange de compliments sur leurs bonnes manières, et l'on se séparera réciproquement enchanté. »

En Allemagne, le Congrès de Gotha se réunit du 19 au 23 août, avec un ordre du jour dont les points principaux étaient : « Rapport sur l'activité des députés au Reichstag; les prochaines élections au Reichstag, désignation des candidats socialistes; l'organisation socialiste en Allemagne ». Le Congrès comptait 101 délégués, représentant 284 localités et 37,774 votants. Il fut décidé que les deux organes officiels du parti, le *Neuer Sozial-Demokrat* et le *Volksstaat*, seraient remplacés par un organe unique, qui prendrait le titre de *Vorwärts* (« En avant »), et qui paraîtrait à Leipzig; les rédacteurs, élus par le Congrès, furent Hasenclever et Liebknecht. Le Comité central du parti fut placé à Hambourg, et composé de Derossi, Auer, Geib, Hartmann et Braasch.

Le Congrès décida, à la suite de l'initiative prise par les socialistes de Lausanne (voir pages 55-56), de publier une brochure dont le produit serait remis aux ouvriers français pour leur faciliter l'impression des rapports des délégués envoyés par eux à l'Exposition de Philadelphie. Cette brochure parut en effet en novembre à Leipzig, sous le titre : *Für die französischen Brüder* (« Pour les frères français »).

Il faut noter en outre une décision du Congrès reconnaissant qu'en Alsace-Lorraine, c'était aux ouvriers du pays à déterminer eux-mêmes l'attitude qu'ils entendaient prendre au sujet des élections, soit qu'ils voulussent mettre en avant des candidatures socialistes, soit qu'ils préférassent s'abstenir.

Le procès verbal officiel du Congrès rend compte en ces termes de l'accueil qui fut fait à l'Adresse de la Fédération jurassienne, dont Liebknecht donna lecture dans la séance du 21 août au matin, séance où furent aussi lues d'autres adresses envoyées de Portugal, de Belgique et d'Angleterre :

« L'Adresse votée par le Congrès jurassien, tenu à la Chaux-de-Fonds le 7 août, exprime le regret des divisions qui ont régné jusqu'à présent entre les ouvriers des divers pays, et la satisfaction produite par l'heureuse réussite de l'union des ouvriers allemands; elle parle de la nécessité d'oublier les discordes passées et de grouper toutes les forces pour atteindre le but commun.

« Bebel prend alors la parole et s'exprime ainsi : C'est un symptôme réjouissant que de voir les ouvriers de tous les pays civilisés profiter de l'occasion

de notre Congrès pour affirmer leur solidarité avec les ouvriers allemands. Dans une assemblée à laquelle l'orateur a assisté dernièrement à Berne, il a été question d'un rapprochement avec les socialistes russes, français, etc. Il a dû faire observer, il est vrai, que, dans la situation actuelle de l'Allemagne, une organisation internationale n'est pas possible. Mais ce qui peut très bien se faire, c'est d'établir une correspondance amicale entre les représentants des diverses organisations socialistes, et de profiter de quelque occasion pour avoir une entrevue, de façon à créer au moins un lien moral entre nous et nos frères des autres pays. L'orateur propose qu'il soit répondu dans ce sens aux adresses qui ont été lues.

« Cette proposition est adoptée. »

Ce fut Liebknecht qui rédigea et envoya la réponse du Congrès de Gotha au Congrès jurassien. Cette réponse (traduite en français) fut publiée dans le *Bulletin* du 10 septembre ; la voici, avec les quelques lignes dont nous la fîmes précéder et suivre :

On se souvient de l'Adresse au Congrès de Gotha, votée par le Congrès de la Fédération jurassienne. En réponse à cette adresse, nous recevons du compagnon Liebknecht la lettre suivante, que nous publions avec un vif plaisir :

« Chers compagnons,

« Le Congrès des socialistes allemands m'a chargé de vous exprimer sa joie que le Congrès de la Fédération jurassienne se soit prononcé en faveur de l'union de tous les socialistes.

« Sans doute la discorde dans les propres rangs du prolétariat est le seul ennemi que nous ayons à craindre ; et tout ce qui est en notre pouvoir sera fait pour mettre fin aux dissensions du passé.

« La brochure que nous publierons au profit des délégués parisiens à l'Exposition de Philadelphie paraîtra la semaine prochaine [1].

« Cette lettre vous aurait été transmise plus tôt, mais je n'avais pas l'adresse de votre comité.

« Salut et fraternité.

« W. Liebknecht. »

« Leipzig, 3 septembre 1876. »

Comme le prouvent les sentiments exprimés par cette lettre, l'œuvre d'apaisement commencée sur la tombe de notre cher et regretté ami Michel Bakounine est en bonne voie de s'accomplir ; et nous espérons que le Congrès général de l'Internationale, qui doit avoir lieu cet automne dans une ville de la Suisse, contribuera à faire faire aux diverses fractions du grand parti socialiste un nouveau pas dans la voie de l'union.

Ainsi qu'on l'a vu précédemment, nos relations avec l'organe des lassalliens, le *Neuer Sozial-Demokrat*, avaient toujours été cordiales ; il faisait régulièrement l'échange avec notre *Bulletin*, et il rendait compte des Congrès de l'Internationale autonomiste. Par contre, le *Volksstaat* nous avait traités en ennemis, et n'avait pas ménagé, en plus d'une circonstance, les outrages et les calomnies à nos militants. Aussi fut-ce une chose significative que la publication de cette ligne dans le *Bulletin* du 24 septembre :

1. Comme on vient de le voir, elle ne parut qu'en novembre.

Le *Bulletin* fait désormais l'échange avec le *Volksstaat* de Leipzig.

Plus significative encore la publication de l'entrefilet suivant dans un numéro du *Volksstaat* des derniers jours de septembre, où il était parlé avec sympathie d'un de nos amis russes :

La police russe en voyage. — Tout récemment, à ce que rapporte la *Königsberger Hartung'sche Zeitung*, un employé supérieur de la police de Pétersbourg a été à Königsberg, avec la mission de chercher à découvrir la résidence d'un dangereux socialiste, d'un prince russe, et de s'assurer si, comme on le croit en Russie, il a quitté le territoire russe. De Königsberg, l'employé de police a continué sa route vers l'intérieur de l'Allemagne. — Ce dangereux socialiste est probablement le prince Kropotkine, dont nous avons raconté il y a peu de temps l'heureuse évasion. Kropotkine et ses amis sauront, nous n'en doutons pas, faire ensorte de déjouer la tendre sollicitude avec laquelle la police russe veut bien s'occuper d'eux.

Au moment de disparaître pour faire place au nouvel organe qui devait leur succéder, le *Volksstaat* et le *Neuer Sozial-Demokrat* annoncèrent l'un et l'autre la réunion du prochain Congrès de l'Internationale. Le *Volksstaat* se borna à dire : « Dans ce Congrès sera discuté le rapprochement des fractions aujourd'hui divisées, et on travaillera à réaliser l'union de tout le parti ouvrier international ». Le *Neuer Sozial-Demokrat* parla d'une façon plus cordiale : « En octobre — écrivait-il — aura lieu à Berne le Congrès de l'Association internationale des travailleurs, autant que le permettront les persécutions dont cette Association est l'objet de la part des gouvernements. Comme l'annoncent les organes du parti, on attend de tous les pays des délégués et des compagnons. On parle en particulier de l'Italie, de l'Espagne, de la Belgique, de l'Angleterre, de la France, de la Hollande, de l'Amérique. Le journal socialiste *Arbeiter-Zeitung*, de Berne, dit à ce propos : « Si des compagnons d'Allemagne » veulent venir au Congrès de Berne, n'importe à quel titre, la famille sera au » complet ». Ce souhait se réalisera certainement. » Et dans son numéro suivant, le *Neuer Sozial-Demokrat* reproduisit in-extenso le programme du Congrès, d'après la circulaire lancée par le Bureau fédéral de l'Internationale.

On vient de voir que le *Neuer Sozial-Demokrat* annonçait que le souhait exprimé par l'*Arbeiter-Zeitung*, de voir venir au Congrès de l'Internationale des représentants de l'Allemagne, « se réaliserait certainement ». En effet, des pourparlers s'étaient engagés entre des socialistes allemands et des socialistes jurassiens, au sujet d'une participation éventuelle des Allemands au Congrès ; à la suite de ces premières négociations, une invitation formelle à se faire représenter à Berne fut adressée au Parti socialiste allemand : le Comité du Parti répondit (première quinzaine de septembre) qu'un socialiste d'Allemagne se rendrait au Congrès, s'il était possible que la date en fût renvoyée à la fin d'octobre ; et les Italiens ayant fait à ce moment, comme on l'a vu (p. 66), la même demande, le Bureau fédéral prit sur lui de reculer jusqu'au 26 octobre la date de l'ouverture du Congrès général (voir p. 80).

Les ouvriers socialistes autrichiens tinrent en septembre un Congrès à Wiener-Neustadt. Le journal *Gleichheit*, qui en rendit compte, fut saisi.

A Pest, le 24 septembre, une grande assemblée ouvrière adopta un « programme provisoire de la classe ouvrière de Hongrie », programme essentiellement politique, dont le premier article réclamait l'institution du suffrage universel.

Au commencement de septembre eut lieu à Copenhague une grande assemblée, à laquelle participèrent quinze mille ouvriers, pour s'occuper du manque

de travail : elle décida de demander aux autorités de faire entreprendre immédiatement tous les travaux pour lesquels des crédits avaient été votés.

Quelques jours après, un des chefs du parti socialiste danois, Brix, fut emprisonné pour offense à l'armée, à cause d'un article paru dans le journal satirique *Ravnen* (le Corbeau).

Aux Etats-Unis, le manque de travail allait croissant. Sur une population d'environ cent mille ouvriers, à New York, il y en avait trente-sept mille d'inoccupés ; et aucun remède à la crise n'était entrevu, ni par la classe possédante, ni par la majorité de la classe salariée.

Au Mexique, le mouvement ouvrier prenait des allures plus décidées. « Nous remarquons avec plaisir, lit-on dans le *Bulletin* (8 octobre), que le mouvement ouvrier mexicain semble sortir de la période purement platonique, patriotique et sentimentale, pour entrer dans un courant d'idées plus prononcé. C'est ainsi que deux journaux de Mexico, le *Socialista* et la *Bandera del Pueblo*, ont commencé à publier en feuilleton la traduction espagnole des *Esquisses historiques*; c'est ainsi que le *Socialista* pose maintenant la question sociale d'une manière plus conforme aux principes que professent les ouvriers d'Europe. » Et le *Bulletin* reproduisait un article de ce journal disant nettement que « ce n'est pas la politique, mais le socialisme qui peut faire triompher les droits du peuple » ; qu'avec l'inégalité économique, « la liberté civile est un mythe » ; et que, « quant à l'exercice des droits politiques, nous savons ce que cela signifie : le *peon* (ouvrier agricole) vote en faveur du candidat que patronne son maître, parce qu'il ne peut pas avoir de liberté propre, et, selon les ordres qu'il reçoit, il est alternativement tout ce qu'on veut, tant en politique qu'en religion ».

On a vu (p. 56) que Kahn et Reinsdorf, invités par une assemblée populaire zuricoise à s'adresser au gouvernement suisse, avaient répondu qu'ils ne demanderaient pas justice à une autorité dont ils ne reconnaissaient pas la légitimité. La *Tagwacht* prit texte de l'attitude de nos deux camarades pour nous faire la leçon. Notre organe reproduisit les observations du journal zuricois et y répondit. Voici l'article (*Bulletin* du 27 août 1876) :

Réponse à la « Tagwacht ».

La *Tagwacht* consacre un article au « socialisme des Jurassiens », à propos du refus des compagnons Kahn et Reinsdorf de recourir au Conseil fédéral suisse.

« Les Jurassiens — dit la *Tagwacht* — se figurent qu'il est possible d'en finir avec la vieille société au moyen d'un « *coup de jarnac* » donné au bon moment ; et qu'ensuite, sans autre, on verra régner la justice partout et s'installer une société nouvelle.

« Nous, au contraire, — ajoute le journal zuricois, — nous regardons la lutte pour l'émancipation du peuple travailleur comme une évolution dont il n'est possible de supprimer aucun degré, dans laquelle il faut avancer pas à pas et qu'on doit traverser tout entière, car l'émancipation sociale doit avoir pour base l'émancipation intellectuelle du peuple. C'est pourquoi nous prenons pour point de départ la situation actuelle, nous l'étudions et la critiquons, nous en mettons à découvert les points faibles, et nous y appliquons le levier. C'est ainsi que s'explique l'influence que nous avons acquise, et qu'on a pu constater lors de la discussion de la loi sur les fabriques. »

Et voici la conclusion vraiment inattendue à laquelle arrive la *Tagwacht* :

« Le socialisme des Jurassiens est une *religion* ; le nôtre est une *science*. »

⁂

Comment se peut-il qu'après des années de propagande publique, nous soyons encore si mal compris ? Le rédacteur de la *Tagwacht* reçoit notre *Bulletin* ; s'il le lit, il aura pu y voir cent fois notre programme clairement exposé. Prenons un exemple entre plusieurs. Le *Bulletin* du 3 octobre 1875, s'adressant précisément à la *Tagwacht*, à propos des élections au Conseil national, s'exprimait ainsi :

« Nous n'attendons *rien* des prétendues réformes que daignerait nous octroyer une assemblée législative bourgeoise ; nous attendons *tout* du mouvement révolutionnaire qui, dans un avenir plus ou moins prochain, soulèvera l'Europe et balaiera ses vieilles institutions. *Nous ne pensons pas toutefois, comme nous le font dire ceux qui diffèrent d'opinion avec nous à ce sujet, que les révolutions s'improvisent ; nous savons qu'elles veulent être préparées*, et qu'il faut que le peuple soit disposé à les comprendre et à les accepter. *Mais c'est justement parce que nous voulons préparer la révolution*, que dès à présent nous cherchons à éclairer le peuple sur le vide et le charlatanisme des institutions parlementaires, et que nous disons aux ouvriers : Groupez-vous pour devenir une force. Ne formez pas des associations destinées à faire de la politique électorale ; elles ne peuvent servir qu'à élever au pouvoir quelques ambitieux ; formez des sociétés de métier, des sociétés de résistance, associez ensemble vos intérêts de travailleurs ; en vous organisant ainsi pour la lutte économique, vous créerez l'armée de la future Révolution. »

Voilà qui est clair, semble-t-il ? Eh bien, non. Le directeur de la *Tagwacht* n'en persiste pas moins à nous faire dire ce que nous n'avons jamais dit, et condamne dédaigneusement, au nom de sa propre *science*, ce qu'il appelle notre *religion*.

Il n'y a pas de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

⁂

Toutefois, comme le devoir d'un organe de l'Internationale est de prêcher avec patience et persévérance ce qu'il regarde comme la vérité, — fût-ce à des sourds, — nous expliquerons une fois de plus ce que nous entendons par *révolution* ; et notre explication, nous l'emprunterons aujourd'hui au préambule d'une brochure publiée par l'un des nôtres.

Voici comment s'exprime à ce sujet l'auteur des *Idées sur l'organisation sociale* :

« Il ne manque pas de gens qui se disent socialistes, et qui prétendent que la transformation sociale doit s'opérer par degrés, sans brusques secousses ; l'idée d'une révolution qui se donnerait pour programme de changer du jour au lendemain les bases de l'ordre établi est contraire à la nature même des choses, disent-ils ; le progrès lent et continu, voilà la loi du développement humain, loi que nous enseigne l'histoire et à laquelle des impatients, avides de coups de théâtre et de changements à vue, se flatteraient en vain de soustraire la société moderne.

« Ceux qui raisonnent ainsi confondent deux choses très différentes.

« Certes, ce n'est pas nous, matérialistes, qui méconnaîtrons cette grande

vérité, la base même de notre théorie sur le développement des êtres animés : à savoir que les changements, dans la nature, ne s'opèrent point par brusques sauts mais par un mouvement continu et presque insensible. Nous savons que ce n'est pas en un jour que l'homme est sorti de l'animalité, et que tout changement, tout progrès demande du temps pour s'accomplir.

« Cette loi s'applique aujourd'hui même sous nos yeux : la société moderne subit une transformation lente ; des idées nouvelles s'infiltrent dans les masses, des besoins nouveaux réclament satisfaction, de nouveaux et puissants moyens d'action sont mis tous les jours à la disposition de l'humanité. Cette transformation s'accomplit peu à peu, c'est une évolution insensible et graduelle, tout à fait conforme à la théorie scientifique ; mais, chose dont ceux à qui nous répondons ici ne tiennent pas compte, l'évolution en question n'est pas libre ; elle rencontre une opposition souvent violente ; les intérêts anciens qui se trouvent lésés, la force de résistance qu'oppose l'ordre établi, mettent obstacle à l'expansion normale des idées nouvelles ; celles-ci ne peuvent se produire à la surface, elles sont refoulées, et leur opération, au lieu d'être complète, est forcément réduite à un travail de transformation intérieure, qui peut durer de longues années avant de devenir apparent. Extérieurement, rien ne semble changé ; la forme sociale est restée la même, les vieilles institutions sont debout ; mais il s'est produit, dans les régions intimes de l'être collectif, une fermentation, une désagrégation qui a altéré profondément les conditions mêmes de l'existence sociale, ensorte que la forme extérieure n'est plus l'expression vraie de la situation. Au bout d'un certain temps, la contradiction devenant toujours plus sensible entre les institutions sociales, qui se sont maintenues, et les besoins nouveaux, un conflit est inévitable : une révolution éclate.

« Ainsi, l'œuvre de transformation a été bien réellement graduelle et progressive ; mais, gênée dans ses allures, elle n'a pu s'accomplir d'une façon régulière et modifier au fur et à mesure les organes sociaux ; elle reste forcément incomplète, jusqu'au jour où, les forces nouvelles se trouvant, par une accumulation successive d'accroissements constants, en état de surmonter la résistance des forces anciennes, une crise se produit, et les obstacles sont emportés.

« Ce n'est pas en un jour que le flot grossit au point de rompre la digue qui le contient : l'eau monte par degrés, lentement ; mais une fois qu'elle a atteint le niveau voulu, la débâcle est soudaine, et la digue s'écroule en un clin d'œil.

« Il y a donc deux faits successifs, dont le second est la conséquence nécessaire du premier : d'abord, la transformation lente des idées, des besoins, des moyens d'action au sein de la société ; puis, quand le moment est venu où cette transformation est assez avancée pour passer dans les faits d'une manière complète, il y a la crise brusque et décisive, la *révolution*, qui n'est que le dénouement d'une longue *évolution*, la manifestation subite d'un changement dès longtemps préparé et devenu inévitable[1]. »

1. *Idées sur l'organisation sociale*, par James GUILLAUME, 1876, pages 5-7.

Dans son numéro suivant (3 septembre), le *Bulletin* revenait sur la question du rapprochement entre les socialistes, en rappelant et en démontrant par des citations, que ce n'était pas là de notre part une idée nouvelle, et que, depuis 1869, nous n'avions pas cessé de prêcher l'union et la paix. Voici l'essentiel de l'article :

Le rapprochement tant désiré entre les socialistes des diverses nuances, et spécialement entre ceux de la fraction dite *anarchiste* et ceux dont l'idéal est l'Etat populaire (*Volksstaat*), paraît être en bonne voie de s'opérer. Nous saluons avec la joie la plus vive ce fait important, qui aura pour résultat d'accroître considérablement les forces du parti révolutionnaire, en dissipant bien des malentendus, et en fournissant, à des hommes qui ne se jugeaient mutuellement que sur des ouï-dire, l'occasion d'apprendre à se connaître et à s'estimer.

Ce rapprochement, nous l'avons désiré et demandé même dans les instants où la lutte entre les deux fractions de l'Internationale était dans sa période la plus aiguë. Il ne sera pas inutile de faire voir, par quelques citations des divers journaux qui ont successivement servi d'organe aux socialistes du Jura, que toujours nous avons recherché l'union et la paix, et que la conciliation qui s'accomplit aujourd'hui n'est que la réalisation du vœu que nous n'avons cessé d'émettre pendant huit années.

A la fin de 1869, un groupe de socialistes zuricois venait de fonder la *Tagwacht*, qui entrait en lice avec un programme d'action très différent du nôtre sur bien des points. Le *Progrès* du Locle s'empressa (25 décembre 1869) de souhaiter la bienvenue au nouveau journal, et, après en avoir reproduit le programme et avoir constaté que la tactique qui y était tracée s'éloignait considérablement de celle adoptée par nous, il concluait en ces termes : « ... [1] »

Ainsi, de qui est partie la première proposition de grouper en un seul faisceau les forces du socialisme en Suisse, *sans se laisser arrêter par des différences de détail ?* Des Jurassiens.

L'année suivante, la *Solidarité* revenait sur cette même question, à propos d'un article de la *Tagwacht* où il était dit : « Ne serait-ce pas une belle tâche pour les internationaux des Montagnes jurassiennes de devenir le trait d'union entre les corps de métier de langue allemande et ceux de langue française ? » La *Solidarité* répondait : « Il y a cinq mois, le *Progrès* avait proposé une réunion de délégués de la Suisse romande et de la Suisse allemande, dans le but d'arriver à un rapprochement, à une union plus étroite. Cette proposition n'eut pas de suite. Nous pensons que le moment serait venu de songer sérieusement à une réunion de cette espèce, qui ne pourrait avoir que d'heureux résultats, puisque des deux côtés on est disposé à une action commune. » (*Solidarité* du 28 mai 1870.)

1. Pour ménager la place, je ne reproduis pas la citation, d'autant plus qu'elle a déjà été imprimée au tome Ier, de la dernière ligne de la p. 253 à la ligne 22 de la p. 254. On y lit entre autres : « Les rédacteurs de la *Tagwacht* sont nos amis... Unis comme nous le sommes sur le terrain des principes fondamentaux, n'est-il pas regrettable qu'on n'ait pas songé à s'entendre pour une action commune ?... Ce qui n'a pas été fait peut se faire encore... Il appartiendrait au Comité fédéral romand de prendre l'initiative d'une réunion de délégués de toute la Suisse, qui amènerait sans doute des résultats heureux. »

Une des questions qui avaient motivé, en 1870, la scission entre les deux fractions de l'Internationale dans la Suisse française — scission qui se propagea bientôt dans l'Internationale tout entière — était celle des candidatures ouvrières, ou de la participation des socialistes à la politique électorale.

La *Solidarité*, tout en défendant le point de vue des Jurassiens, déclara toujours que cette question-là était une question de tactique, qui pourrait être résolue de différentes façons suivant les pays et les circonstances. Voici quelques passages d'un article de ce journal qui ne laissera aucun doute sur la façon large, dépouillée de tout doctrinarisme, dont les Jurassiens traitèrent cette question dès le début de la querelle : «..... [1] »

Nous terminons, pour aujourd'hui, cette revue rétrospective en reproduisant l'appréciation de la *Solidarité* sur la presse socialiste en 1870. Si l'on se rappelle que les journaux de langue allemande, et particulièrement la *Tagwacht* et le *Volksstaat*, se livraient en ce moment même à une violente polémique contre les Jurassiens, on appréciera le sentiment d'impartialité qui poussait la *Solidarité* à engager les sections jurassiennes à s'abonner à tous les journaux socialistes sans distinction.

Après avoir énuméré tous les organes que comptait alors le parti socialiste en Europe, la *Solidarité* ajoutait : « ... Nous voudrions qu'autant que possible chaque section fût abonnée à plusieurs journaux du dehors... Quant au journal allemand, il y a à choisir entre le *Vorbote*, la *Tagwacht*, le *Volkswille* et le *Volksstaat*. Le *Vorbote* (de Genève) est très bien écrit et contient des articles de doctrine dignes d'être lus, mais il ne paraît qu'une fois par mois... ; la *Tagwacht* (de Zürich) paraît toutes les semaines, mais elle ne s'occupe presque que de questions cantonales zuricoises ; du *Volkswille* (de Vienne) nous ne pouvons rien dire, ne l'ayant jamais reçu, quoique nous lui ayons envoyé régulièrement la *Solidarité*... Reste le *Volksstaat*, qui nous paraît à tous égards être le plus recommandable des journaux socialistes allemands, pour ceux qui veulent avoir chaque semaine une idée de ce qui se passe ; c'est d'ailleurs notre organe officiel en Allemagne. » (*Solidarité* du 25 juin 1870.)

Ainsi donc, au plus fort de la lutte entre *marxistes* et *bakounistes*, le journal des socialistes du Jura recommandait la lecture du *Volksstaat* : tant les Jurassiens étaient étrangers à tout esprit sectaire, tant ils désiraient la paix et la solidarité !

La Fédération jurassienne, après son Congrès des 6 et 7 août, se vit renforcée par de nouvelles adhésions, tandis qu'une activité pleine d'entrain continuait à se manifester au sein de ses sections. Une section de langue allemande se constitua à Lausanne (procès-verbal du Comité fédéral, du 17 août). Le *Bul-*

1. La citation qui était ici faite, extraite de la *Solidarité* du 4 juin 1870, se trouve déjà au tome II, de la ligne 8 à la ligne 39 de la p. 43. On y lit entre autres : « Si les Anglais, les Allemands, les Américains... croient servir la cause du travail au moyen des candidatures ouvrières, nous ne pouvons leur en savoir mauvais gré... Après tout, ils sont plus compétents que nous pour juger de la situation chez eux... Mais nous demandons à être mis au bénéfice de la même tolérance. Nous demandons qu'on nous laisse juger quelle est la tactique qui convient le mieux à notre position, sans en conclure dédaigneusement à notre infériorité intellectuelle. »

letin du 27 août annonce la reconstitution d'une section à Boncourt, localité du Jura bernois où avait été créée, en 1865, une des premières sections de l'Internationale en Suisse. Le 21 août avait eu lieu à la Chaux-de-Fonds une réunion où s'étaient rencontrés des ouvriers de langue allemande et de langue française ; Reinsdorf avait adressé aux ouvriers allemands un chaleureux appel, bien accueilli; et Pindy avait exprimé, au nom des socialistes français, le plaisir que ceux-ci éprouvaient en voyant Allemands et Français accepter les mêmes principes et se grouper autour du même drapeau.

Dans la séance du Comité fédéral du 30 août, il fut donné lecture « d'une lettre datée de Lugano, et signée L. Nabruzzi, annonçant que la Section de Lugano cessait de faire partie de la Fédération jurassienne ». Mais dès le 1er septembre une autre section était formée dans le Tessin, à Bellinzona; le procès-verbal du Comité fédéral du 7 septembre mentionne la lecture « d'une lettre de Bellinzona, signée Salvioni, annonçant la constitution dans cette ville d'une Section internationale, qui adhère à la Fédération jurassienne ».

A l'occasion de l'anniversaire de Sedan, une grande réunion eut lieu à Berne le 2 septembre, convoquée par le *Sozialdemokratischer Verein* de cette ville. « La grande salle de la brasserie Tonhalle était remplie d'un public très mélangé : ouvriers des sociétés bernoises, ouvriers du *Deutscher Verein*, membres français, italiens, allemands de l'Internationale, bourgeoisie libérale, représentants de l'aristocratie, se pressaient à l'envi pour entendre les orateurs de l'Association [1]. Le bureau était composé comme suit : Voges, passementier, président (*Sozialdemokratischer Verein* de Berne); Adhémar Schwitzguébel, graveur et officier de l'armée suisse, vice-président (Section de Sonvillier); traducteurs et secrétaires : Emile Werner, typographe (*Sozialdemokratischer Verein*), Elisée Reclus, géographe (Section de Vevey), Sommazzi, maçon (Section italienne de Berne). Tous les orateurs allemands, Betsien, Bremeyer, Rinke, ont protesté contre la guerre et affirmé la fraternité des peuples; Schwitzguébel a étudié la guerre au point de vue des libertés suisses ; Brousse en a fait ressortir les profondes racines sociales et a démontré qu'elle ne disparaîtrait que par une transformation économique; Elisée Reclus s'est surtout placé au point de vue de la libre formation des nationalités. » (*Bulletin* du 10 septembre.) Une résolution qui disait que « l'existence de la guerre étant liée à l'organisation de la société actuelle, il était nécessaire de travailler par tous les moyens à transformer cette société », fut votée sans qu'aucune main se levât à la contre-épreuve. Télégrammes, lettres et adresses avaient afflué à la réunion; et l'impression produite sur les assistants par cette imposante manifestation fut profonde. — Le même jour ou le lendemain dimanche avaient eu lieu des réunions analogues dans d'autres villes de la Suisse, entre autres à Neuchâtel, au local du *Grütli*, et à la Chaux-de-Fonds, à l'hôtel de l'Ours; un international de cette dernière localité écrivit au *Bulletin* à ce propos : « Les membres de notre Cercle d'études sociales ont manifesté leur vive satisfaction de la manière dont leurs compagnons allemands s'exprimaient au sujet des guerres nationales et du chauvinisme ; nous n'avons pas été moins touchés de les entendre affirmer le désir de voir la concorde régner entre tous les socialistes. Il a été convenu de se voir de part et d'autre le plus souvent possible ; les membres du *Deutscher Verein* nous ont engagés à fréquenter leur local, ce que nous ne manquerons pas de faire. »

Le 3 septembre eut lieu à Saint-Imier une réunion des adhérents au projet d'organisation de la solidarité matérielle dans la Fédération jurassienne, — dont il avait été question au Congrès de la Chaux-de-Fonds, — pour délibérer sur l'application de ce projet. L'assemblée fut unanime à décider de commencer par la constitution d'une agence fédérale d'assurance mutuelle contre la mala-

1. Cette réunion était une réponse à la tentative d'organiser deux réunions chauvines, dont on attribuait l'initiative au fils du prince de Bismarck, attaché d'ambassade à Berne, et qu'on avait annoncées à grand fracas. La tentative des patriotes allemands avorta piteusement : l'une des deux manifestations projetées n'eut pas lieu, et l'autre fit complètement fiasco.

die, et les Cercles d'études sociales de Sonvillier et de Saint-Imier furent chargés d'élaborer un projet de statuts. Ce projet fut publié dans le *Bulletin* du 17 septembre, pour être étudié et discuté dans les sections jurassiennes; les adhérents au projet furent invités à se constituer en sections d'assurance mutuelle; et dans le Val de Saint-Imier ces sections, promptement formées, — soit sections locales des différents métiers réunis, soit sections de métier, — se groupèrent en une fédération de district d'assurance mutuelle, qui tint sa première assemblée le 15 octobre, et décida de commencer son activité le 1er janvier suivant : les adhérents devaient verser une cotisation mensuelle de vingt centimes. Trois jours après, le 18, sur une proposition faite par la Section des graveurs et guillocheurs, l'assemblée générale de la fédération ouvrière du district de Courtelary se prononça pour l'adhésion à l'Internationale, sauf ratification de ce vote par les diverses sociétés ouvrières composant la fédération; cette adhésion devait devenir définitive, comme on le verra, au milieu de 1877.

J'ai dit plus haut (pages 66 et 73) comment, à la suite de lettres échangées avec les Italiens et les Allemands, le Bureau fédéral de l'Internationale fut amené à reculer la date du Congrès général. La circulaire de convocation, datée du 15 septembre, et signée par L. Pindy, secrétaire-correspondant, fut expédiée non seulement aux Fédérations régionales, mais à diverses organisations socialistes et ouvrières existant en dehors de l'Internationale dans plusieurs pays; elle parut dans le *Bulletin* du 24 septembre. Après avoir annoncé que le Congrès aurait lieu à Berne du jeudi 26 au dimanche 29 octobre, et avoir indiqué l'ordre du jour du Congrès (qui comprenait cinq questions, proposées par les Fédérations espagnole, belge et jurassienne), la circulaire se terminait ainsi :

Nous sommes heureux, compagnons, de vous apprendre que l'idée de conciliation entre les fractions naguère divisées du parti révolutionnaire socialiste a fait d'immenses progrès depuis quelque temps, et que des socialistes d'Allemagne assisteront à notre Congrès.

Comme mesure d'organisation, nous vous invitons à nous faire connaître à l'avance le nombre de délégués que vous enverrez au Congrès, afin que la Section de Berne puisse prendre toutes les mesures nécessaires pour leur assurer toutes facilités pendant leur séjour parmi nous.

Le Comité fédéral jurassien propose en outre, pour éviter les inconvénients qui se sont le plus souvent produits pour la publication du compte-rendu de nos précédents Congrès, que ce compte-rendu soit publié au fur et à mesure des séances du Congrès, et engage en conséquence les autres fédérations à indiquer à leurs délégués le nombre d'exemplaires qu'ils en devront prendre et à leur donner les fonds nécessaires au paiement de son impression [1].

Dans l'espoir, chers compagnons, que vous ferez, avec nous, tous vos efforts pour donner à ce huitième Congrès de l'Internationale une importance en rapport avec la situation générale en Europe, nous vous envoyons notre salut fraternel.

Je dois reproduire encore quelques articles du *Bulletin* qui donneront une idée plus précise de notre attitude à l'égard des socialistes d'Allemagne, et mon-

1. Le *Bulletin* du 22 octobre annonça que le *Compte-rendu du Congrès* paraîtrait en 4 feuilles de 16 pages, au prix de 15 centimes la feuille. Il se trouva que les dimensions du *Compte-rendu* furent plus considérables qu'on ne l'avait prévu : il occupa 7 feuilles (112 pages), mais il fut vendu néanmoins, comme il avait été annoncé, 60 centimes. Il fut imprimé à Berne ; il ne porte pas de nom d'imprimeur, mais je crois me souvenir que c'est Lang, l'imprimeur de l'*Arbeiter-Zeitung*, qui l'imprima.

treront clairement comment, tout en recherchant l'union des diverses fractions sur la base de l'autonomie, nous n'entendions abandonner aucun des principes que nous avions énergiquement défendus depuis 1869.

A l'occasion d'un éloge des socialistes allemands fait par le *National suisse*, journal radical de la Chaux-de-Fonds, j'écrivis ce qui suit (*Bulletin* du 17 septembre 1876) :

Le « National suisse » et les socialistes d'Allemagne.

Le *National suisse* a publié un article à la louange des socialistes d'Allemagne.

Le *National* reconnaît que le socialisme allemand est un mouvement *digne d'intérêt*; qu'il a déjà obtenu des *résultats brillants*; que ceux qui portent la parole en son nom sont des *hommes éminents* et qui *ne manquent pas d'éloquence*.

A la bonne heure !

Néanmoins le journal radical se montre fort incomplet dans son appréciation, et tombe même dans d'étranges erreurs.

Nous croyons utile de les relever.

« Les socialistes allemands — dit le *National* — sont en général des gens pratiques; l'abstention, ce rêve creux, n'est pas leur affaire, et ils tiennent à commencer, comme on dit, par le commencement. »

C'est là, on le voit, une pierre jetée dans notre jardin. L'éloge accordé aux socialistes allemands est, pour le *National*, une manière indirecte d'attaquer les socialistes jurassiens et leur tactique abstentionniste, dédaigneusement traitée de *rêve creux*.

D'abord, nous avons toujours dit que, pour notre compte, nous ne songeons pas à blâmer la tactique que suivent chez eux nos amis d'Allemagne; nous ajoutons même qu'à leur place, il est très probable que nous ferions exactement comme eux.

Il n'est pas moins probable que, s'ils se trouvaient placés dans les mêmes conditions que nous, ils agiraient comme nous. Ce qui nous le prouve, c'est que les socialistes d'Allemagne que les vicissitudes de la fortune amènent chez nous donnent leur approbation à la ligne de conduite que nous avons adoptée, dès qu'ils se sont mis au courant de notre politique.

Une autre preuve, c'est la résolution que le Congrès de Gotha a votée relativement à l'Alsace. Il y est dit textuellement : « Dans les circonscriptions d'Alsace-Lorraine où les socialistes du pays auront décidé l'abstention, nous respecterons cette décision ».

Puisque les socialistes allemands reconnaissent que c'est à la population ouvrière d'une région à décider elle-même si elle pratiquera l'abstention électorale, et s'engagent à respecter sa décision, il est bien évident qu'ils ne peuvent trouver mauvais que les socialistes jurassiens pratiquent ce que les ouvriers d'Alsace-Lorraine sont admis à pratiquer.

D'ailleurs, cette différence de tactique n'empêche pas les socialistes de l'un et de l'autre pays de s'entendre, et de proclamer leur solidarité dans la lutte contre l'ennemi commun : la lettre de Liebknecht que nous avons publiée dans notre dernier numéro en offre un éclatant témoignage [1].

1. Voir p. 72.

*
* *

Le *National suisse* traduit comme suit la résolution du Congrès de Gotha relative aux prochaines élections du Reichstag : « Le parti démocrate socialiste entrera avec énergie dans la lutte électorale. Le but de cette action est de propager autant que possible les principes du socialisme, et de prouver en même temps qu'il n'y a qu'un gouvernement socialiste qui puisse assurer aux masses la liberté et le bien-être matériel. »

La dernière partie de cette résolution est tout à fait mal traduite. Le texte original ne parle pas le moins du monde de *gouvernement socialiste*; il dit que « la liberté et le bien-être ne peuvent exister que dans une *société socialiste* » (*nur in der sozialistischen Gesellschaft*), ce qui est bien différent.

La résolution de Gotha avait pour objet d'établir clairement que les socialistes n'envoient pas des députés au Reichstag avec la mission de chercher à y obtenir une part dans la confection des lois, et surtout qu'ils ne se flattent pas de l'espoir insensé d'y avoir jamais une majorité; les socialistes allemands utilisent les élections comme *moyen d'agitation*; la politique qu'ils font au Reichstag est purement *négative*, et consiste à dénoncer sans cesse au peuple les vices de la société bourgeoise, et à exposer du haut de la tribune les principes du socialisme.

*
* *

Mais ce n'est pas tout. Le *National*, en annonçant qu'il poursuivra dans un prochain article ses études sur le parti socialiste allemand, dit, pour conclure :

« Ce mouvement est digne d'intérêt, car il démontre que le parti socialiste allemand va quitter le domaine de l'utopie et du rêve pour pénétrer dans la vie pratique et réelle, pour jouer son rôle dans la politique parlementaire, pour entrer enfin dans sa phase militante. »

Voilà des paroles qui prouvent combien le *National* connaît mal la chose dont il parle. Le parti socialiste allemand n'inaugure nullement une nouvelle phase de son existence; depuis une douzaine d'années qu'il est constitué, il a toujours jugé à propos de se mêler aux luttes électorales. Par contre, il n'a jamais fait et ne fera jamais de la *politique parlementaire*, car c'est alors qu'il tomberait dans « le domaine de l'utopie et du rêve ». Les socialistes allemands ne se bercent pas de la naïve illusion que leur prête le *National*; ils savent fort bien que la « politique parlementaire » ne mène à rien, et, s'ils profitent de la tribune du Reichstag pour donner plus de retentissement à leur propagande, c'est en parfaite connaissance de cause et en comprenant fort bien que les moyens légaux seraient à tout jamais impuissants à réaliser leur programme.

Dans son numéro du 1er octobre, le *Bulletin* consacra un article à commémorer l'anniversaire de la fondation de l'Internationale. En voici le début et la conclusion :

Le 28 septembre 1864.

Ce jour-là fut fondée à Londres, en un meeting tenu à Saint Martin's Hall, l'*Association internationale des travailleurs*.

Le but de cette Association était clairement défini dans les statuts provisoires, dus à la plume de Karl Marx, et que le Conseil général de Londres publia cette même année.

Il y était dit que « l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail est la cause première de sa servitude politique, morale et matérielle », et que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Le problème social était donc nettement posé : il ne s'agissait plus seulement d'un mouvement politique, destiné à remplacer une forme de gouvernement par une autre forme de gouvernement, la monarchie par la république : il s'agissait de mieux que cela, d'une grande transformation sociale, qui devait arracher à la bourgeoisie le monopole de la possession du capital, et mettre ce capital (terre, instruments de travail, etc.) à la disposition du travailleur.

Mais plusieurs années devaient s'écouler avant que le prolétariat eût pris conscience des moyens par lesquels ce problème, si bien posé, devait être résolu.

[L'article indique ensuite comment les mutuellistes français préconisèrent d'abord le crédit gratuit par la mutualité; comment l'idée de la propriété collective s'affirma pour la première fois en 1867, au Congrès de Lausanne, puis fut discutée, en 1868, au Congrès de Bruxelles ; comment enfin, en 1869, au Congrès de Bâle, elle réunit la presque unanimité des suffrages; et le *Bulletin* termine ainsi :]

Dès lors, le grand mouvement d'idées qui s'était fait depuis 1864 au sein de l'Internationale avait abouti à une formule claire : on savait à quelle condition les travailleurs peuvent obtenir leur émancipation.

Les années qui suivirent furent remplies de graves événements, qui parurent suspendre la marche de l'Internationale, et qui même, en contribuant à rendre plus aiguë la division qui éclata alors dans son sein, semblèrent la condamner à périr, plus encore par ses propres déchirements que par les persécutions que les gouvernements déchaînèrent contre elle après la défaite de la Commune de Paris.

Mais ces événements apportèrent aux socialistes un grand enseignement, en mettant en relief avec puissance une idée nouvelle, celle de l'autonomie des groupes, de la fédération des communes, de la suppression de l'autorité gouvernementale. Cette idée fit promptement son chemin, et devint le complément du principe voté au Congrès de Bâle, la propriété collective; ensorte que, dès ce moment, la forme que les socialistes rêvèrent pour la société humaine, ce fut une libre fédération de groupes producteurs, d'associations industrielles et agricoles, basées sur la propriété collective, sans frontières et sans gouvernements.

Tel est aujourd'hui le programme que l'Internationale propage dans les masses, programme qui — malgré des dissidences sur des points de détail, dissidences se réduisant souvent à de simples questions de mots — est de plus en plus accepté par tous ceux qui s'occupent sérieusement de chercher les moyens d'améliorer le sort des travailleurs.

Le *Bulletin* de la Fédération jurassienne de l'Internationale se consacre à la propagande de ces principes, que l'Association dont il est un organe

considère comme pouvant seuls sauver les peuples des crises économiques, des guerres nationales, des luttes religieuses, et fonder le règne de la liberté et de l'égalité pour tous.

Enfin, le 8 octobre, une étude sur le socialisme en Allemagne, publiée par Émile de Laveleye dans la *Revue des Deux Mondes*, fut commentée en ces termes par le *Bulletin* :

Un triomphe du socialisme.

L'économie politique vient, par l'organe d'un de ses maîtres les plus autorisés, de baisser pavillon devant le socialisme scientifique et de s'avouer vaincue.

Nous n'exagérons rien, on va le voir.

M. E. de Laveleye, dont nous avons mentionné précédemment (*Bulletin* du 4 mars 1876) les remarquables travaux sur la propriété (où il avait déjà fait des aveux très compromettants pour l'économie politique officielle), a publié dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er septembre 1876 une étude sur le socialisme en Allemagne. Le morceau capital de cette étude est une analyse de la théorie économique de Karl Marx; et, comme nos lecteurs le savent, cette théorie n'est autre chose que le programme socialiste admis par l'Internationale tout entière, dès le jour où au Congrès de Bâle, en 1869, elle a proclamé la nécessité de l'établissement de la propriété collective.

Il y a sans doute, dans les théories de Marx, des choses qui lui sont spéciales, et sur lesquelles il y a dissidence complète entre lui et de nombreux socialistes : nous voulons parler du moyen qu'il recommande pour opérer la transformation de la propriété (conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière [1]), et de l'organisation de la propriété collective et des services publics, qu'il conçoit d'une autre façon que les socialistes fédéralistes et anti-gouvernementaux. Mais ces points-là sont tout à fait en dehors du débat tel que le soulève M. de Laveleye : il ne s'agit en effet, pour l'économiste de la *Revue des Deux Mondes,* que de cette partie des théories de Marx qui est commune à tous les socialistes contemporains, et qui appartient à Lassalle, à Bakounine, à Tchernychevsky aussi bien qu'à l'auteur du livre *das Kapital*. Les questions que M. de Laveleye examine sont celles de la définition de la valeur, de la loi des salaires, et de la formation du capital : et, nous le répétons, sur ce terrain, tous les socialistes sont unanimes. Le jugement que M. de Laveleye porte sur la théorie de Marx s'applique donc en réalité au socialisme moderne dans son ensemble.

Eh bien, ce socialisme, que des journalistes, dont l'ignorance n'est égalée que par l'effronterie, essaient de persifler comme un enfantillage ou de dénoncer à l'indignation publique comme un crime, ce socialisme de l'Internationale, M. de Laveleye déclare qu'il est fondé de la manière la plus solide et la plus rigoureusement scientifique sur les principes posés par les pères de l'économie politique.

Nous citons textuellement ses paroles :

1. Notre programme à nous est la *destruction* du pouvoir politique. (Note du *Bulletin*.)

« Marx fonde son système sur des principes formulés *par les économistes de la plus grande autorité*, Adam Smith, Ricardo, de Tracy, Bastiat et la légion de leurs adhérents. Presque tous les économistes, et M. Thiers, qui se fait en ce point l'organe de l'opinion aujourd'hui généralement reçue, soutiennent que l'origine légitime de la propriété est le travail. *Si l'on admet ces prémisses, Marx prouvera, avec une logique irréfutable, que le capital est le produit de la spoliation.* En effet, si toute valeur vient uniquement du travail, la richesse produite doit appartenir entièrement aux travailleurs ; et si le travail est la seule source légitime de la propriété, les travailleurs doivent être seuls propriétaires. »

Qu'en dites-vous? *le capital est le produit de la spoliation*, cela résulte du principe même posé par les économistes orthodoxes! Et si l'on veut échapper à cette terrible conclusion, il n'y a qu'un moyen, un seul, nous dit M. de Laveleye : il faut renier cette vérité admise par tout le monde aujourd'hui, même par M. Thiers, que le travail est la seule source légitime de la propriété.

Laveleye, pour son compte, n'hésite pas : il jette par dessus bord Adam Smith, Ricardo, Bastiat, Carey et toute la troupe des économistes ; il renonce à toute la tradition, il ne veut plus entendre parler des *autorités*. Mais cela ne lui servira de rien. Il se figure, en répudiant le principe que *le travail est la source de la valeur*, avoir échappé à la terrible logique du socialisme, avoir réussi à sauver les droits de ces capitalistes qui se voient proclamés spoliateurs, en vertu même des axiomes de M. Thiers et de ses maîtres ; mais il ne fait que tomber de Charybde en Scylla. En effet, que reste-t-il à un économiste qui va chercher l'origine de la propriété ailleurs que dans le travail? il n'a plus d'autre argument à invoquer, pour légitimer la propriété, que le droit du plus fort, le droit de conquête, le droit divin. M. de Laveleye n'ose pas le dire, et peut-être n'ose pas le penser ; mais l'appel aux sentiments religieux, par lequel il termine son article, en renferme implicitement l'aveu.

Nous ne répondrons pas ici aux raisonnements par lesquels le défenseur des capitalistes a cherché à ébranler les affirmations du socialisme : il nous faudrait donner à cette discussion des développements que ne comporte pas le cadre de notre journal ; d'ailleurs une revue spéciale, l'*Economie sociale*[1], de Bruxelles, a commencé une réplique à M. de Laveleye, et nous préférons lui laisser le soin de faire voir en détail combien les objections de ce critique tombent à faux et réussissent peu à entamer l'impénétrable armure du socialisme.

L'anniversaire du 28 septembre avait été fêté à Neuchâtel par une soirée familière, à l'occasion de laquelle se constitua une section de langue italienne, qui adhéra à la Fédération jurassienne.

Dans la première quinzaine d'octobre, les Sections jurassiennes s'occupèrent de l'élection de leurs délégués au Congrès général. Voici ce qu'on trouve à ce sujet dans le *Bulletin* :

« Par un vote presque unanime, les sections de la Fédération jurassienne ont décidé qu'outre les délégués de sections, il serait envoyé au Congrès de

1. C'est la revue dans laquelle se publiait le cours d'économie sociale de De Paepe.

Berne une *délégation fédérale* représentant l'ensemble de la Fédération : ces délégués fédéraux seront au nombre de trois [1]. Les sections suivantes ont fait des propositions de candidats pour la délégation fédérale : la Chaux-de-Fonds, Sonvillier, Saint-Imier, graveurs et guillocheurs du district de Courtelary, Boncourt, Neuchâtel, *Sozialdemokratischer Verein* de Berne, Section française de Berne, Section italienne de Berne, Bellinzona. Ont été présentés les noms suivants : Brousse, Paul, à Berne; Gevin, A., à Bâle; Guillaume, James, à Neuchâtel; Pindy, Louis, à la Chaux-de-Fonds; Reclus, Elisée, à Vevey; Reinsdorf, Auguste, à Genève; Spichiger, Auguste, à la Chaux-de-Fonds; un compagnon d'Alsace; un compagnon de Bellinzona. Adhémar Schwitzguébel, à Sonvillier, également présenté, a décliné la candidature à cause de ses occupations. »

Reclus refusa aussi la candidature par la lettre suivante : « A la rédaction du *Bulletin*. — D'impérieuses occupations m'empêchent absolument d'accepter le mandat de délégué au Congrès prochain. Pour que des voix ne s'égarent pas inutilement sur mon nom, je vous prie d'en donner avis aux sections. Salut cordial. Elisée Reclus. Vevey, 12 octobre 1876. »

Le vote des sections fut dépouillé dans la séance du Comité fédéral du 19 octobre. Sur les vingt sections formant la fédération, deux n'avaient pas encore répondu, celle de Moutier et celle des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary ; les deux sections de Lausanne avaient déclaré ne pas vouloir prendre part à l'élection ; seize sections avaient envoyé leurs votes, ainsi répartis entre les candidats : James Guillaume, 15 sections ; Paul Brousse, 14 sections ; Auguste Spichiger, 12 sections ; Auguste Reinsdorf, 4 sections ; Elisée Reclus, 2 sections ; A. Gevin, une section.

Dans les premiers jours d'octobre, il s'était constitué à Genève un « Club indépendant de socialistes », qui adressa au *Bulletin* (15 octobre) la communication suivante pour annoncer son existence : « Compagnons, Nous avons le plaisir de vous annoncer la formation à Genève d'un *Club indépendant de socialistes*. Etudier les différends qui divisent les diverses fractions socialistes ; amener toutes les nuances socialistes à un rapprochement : telle est la mission que se donnent les membres du Club. Composé de socialistes appartenant chacun à un groupe quelconque, il y a lieu d'espérer que le Club aura sa part d'action au profit de la cause révolutionnaire... Des conférences seront organisées, en français et en allemand. *Le secrétariat*. » Ce Club nomma un délégué au Congrès de l'Internationale à Berne en la personne de Gutsmann, qui avait été trois ans auparavant (voir t. III, p. 131) président du Congrès d'Olten, puis du Comité central de l'*Arbeiterbund*. Quelques jours avant le Congrès le Club publia, sous les signatures de Gutsmann et de Joukovsky (celui-ci résidait de nouveau à Genève), une *Circulaire à toutes les sections de l'Association internationale des travailleurs et à toutes les sociétés ouvrières socialistes* (reproduite dans le *Bulletin* du 29 octobre), qui affirmait la possibilité de l'union de tous les socialistes : « La discussion libre, disait-elle, va mettre de côté les malentendus, va rapprocher l'une de l'autre les nuances révolutionnaires, va nous animer tous pour l'union ».

Mais tandis que des socialistes allemands de Genève nous tendaient ainsi la main, quelques autres, menés par J.-Ph. Becker (le frère d'armes et le zélé correspondant de Sorge), publiaient contre nous une grossière diatribe, témoignage du déplaisir que leur causait l'apaisement tant souhaité par nous et dont le Congrès de Berne allait constater la réalisation. Voici ce qu'on lit dans le *Bulletin* du 22 octobre :

La *Tagwacht* du 17 courant publie une lettre datée de Genève, 11 octobre, et émanant d'un « Comité central du groupe des sections internatio-

1. Cette proposition avait été soumise aux sections, en août, par une circulaire du Comité fédéral : toutes l'acceptèrent, excepté les deux sections de Lausanne, qui refusèrent de participer à la nomination de délégués fédéraux.

nales de langue allemande (?) ». Cette lettre est une attaque violente contre l'Internationale anti-autoritaire, à laquelle on prête un programme absurde, afin de prouver par là qu'aucun rapprochement n'est possible entre les représentants du *socialisme scientifique*, comme s'intitulent modestement les auteurs de la lettre, et les cerveaux fêlés de l'Internationale *bakouniste*.

Ce n'est pas la peine de démontrer, point par point, que les idées ridicules qui nous sont attribuées, dans cette lettre, ne nous appartiennent pas, et n'existent que dans l'imagination de ceux qui ont intérêt à dénaturer nos principes. Bornons-nous à un seul exemple :

« Ils [c'est-à-dire l'Internationale anti-autoritaire] veulent l'anarchie comme moyen, au lieu de la vouloir comme but final à atteindre [1], et réclament une révolution immédiate sans se préoccuper d'aucun des préparatifs nécessaires ; tandis que nous [les socialistes *scientifiques*], nous voulons que la révolution soit provoquée par la réaction elle-même, et nous voulons préparer les masses prolétaires, en les groupant, en les instruisant, en les organisant et en les disciplinant, à opposer un jour avec succès la force à la force et à s'emparer du pouvoir. Eux regardent par conséquent la révolution comme un fait qui peut être produit à volonté et par leur propre initiative ; tandis que nous, nous la regardons, dans ses causes et ses effets, comme un produit historique fatal et surgissant pour ainsi dire spontanément. »

Voilà les baroques idées qu'on nous prête, et cela après que, tout dernièrement encore (numéro du 27 août [2]), le *Bulletin* a développé dans un long article, auquel nous renvoyons nos lecteurs, notre théorie sur les révolutions, qui est précisément le contraire de celle qui nous est attribuée par les auteurs de la lettre !

Nous ignorons quelles sont les personnalités qui forment ce soi-disant Comité central de Genève [3] ; mais nous espérons que les socialistes allemands n'écouteront pas leurs funestes conseils. Venir, au nom du socialisme *scientifique*, prêcher l'éternisation des discordes ; jeter le ridicule sur les tentatives faites pour rapprocher les diverses fractions du parti ouvrier ; représenter ces tentatives comme une manœuvre perfide des « bakounistes » ; et cela au moment où, d'Allemagne, les champions les plus connus de la démocratie socialiste de ce pays applaudissent à l'idée de la réconciliation, — tout cela révèle tant de fiel dans le cœur de ceux qui sont capables d'agir de la sorte, que nous les plaignons bien sincèrement.

Le parti socialiste, dans son ensemble, jugera entre eux et nous.

Nous, le jour même où nous venions d'accompagner au cimetière le cercueil d'un ami que la calomnie avait cherché à couvrir d'opprobre, nous votions cette résolution qui a été le point de départ du mouvement actuel de conciliation : « Considérant que nos ennemis communs nous poursuivent de la même haine... » [pour le texte complet de la résolution, voir ci-dessus p. 38].

1. Cette phrase reproduit une assertion identique de Marx dans la circulaire privée *Les prétendues scissions*, etc. : voir tome II, p. 298.

2. Voir ci-dessus, pages 74-76.

3. La *Tagwacht* n'avait encore donné que la première moitié de la lettre ; les signatures ne parurent que dans le numéro suivant.

Et voici comment nous répondent les auteurs de la lettre allemande venue de Genève et publiée dans la *Tagwacht* :

« Dans tout ce bourdonnement d'union et de conciliation, bien fait pour tromper la sentimentalité et égarer le cœur, nous voyons tout simplement *les Bakounistes à l'œuvre* [1] une fois de plus, pour venir, consciemment et inconsciemment, provoquer comme toujours et partout la discorde et la désorganisation, au lieu de l'organisation et de l'union, et apporter dans le mouvement ouvrier la division et la dispute au lieu de la conciliation et de la paix. » (Traduction textuelle.)

Il y a donc à Genève des *irréconciliables*. Tant pis pour eux. Ils n'empêcheront pas le Congrès de Berne d'affirmer la nécessité et de prouver la possibilité pratique du rapprochement désiré par tous les vrais amis de la cause du travail.

Dans son numéro suivant, le *Bulletin* ajoutait :

Notre dernier numéro était déjà imprimé lorsque la *Tagwacht* du 21 courant nous a apporté la seconde partie de la lettre du « Comité central du groupe des sections internationales de langue allemande ». Nous avons appris alors, par les signatures, que ce Comité se compose des citoyens J.-Ph. Becker, G. Wilhelm, et Wärzner.

Comme notre numéro d'aujourd'hui (29 octobre) ne paraîtra qu'après le Congrès, c'est-à-dire après que la question de possibilité pratique du rapprochement des diverses fractions aura déjà reçu une solution, nous croyons inutile de nous occuper davantage de ce document.

Le *Bulletin*, toutefois, reparla un peu plus tard (le 31 décembre) de ce factum, dont J.-Ph. Becker venait de publier une édition française. Il en cita la phrase suivante, où était repoussée notre proposition de rapprochement : « Comment pourrions-nous, ayant des divergences d'opinion aussi profondes, faire de nous la risée du monde entier en voulant concilier l'eau et le feu, et laisser entraver notre marche en introduisant au milieu de nous des lumières trompeuses, capables d'introduire parmi nous l'erreur et la confusion !... Par conséquent, il faut mettre fin aussi promptement que possible à toutes ces velléités sentimentales de conciliation. » Le *Bulletin* ajoutait :

Dans ce document, le vieux patriarche Becker parle aussi de l'organisation d'une *nouvelle Internationale*, organisation dont il a modestement songé à prendre l'initiative. « Mais, ajoute-t-il, pour cette refonte de l'Internationale, les anciens débris ne peuvent plus servir. »

Vous allez peut-être croire que les *anciens débris* dont il est question, ce sont ces hommes d'un autre âge, dont les inoubliables rancunes, datant d'une époque où nous n'étions pas nés, ont fait tant de mal à notre cause ?

Pas du tout, les *anciens débris*, pour le papa Becker, ce sont les anti-autoritaires, les jeunes socialistes de 1876.

Bien trouvé, n'est-ce pas ?

Le *Vorwärts*, le nouvel organe des socialistes allemands, annonça la prochaine ouverture du Congrès de Berne en des termes qui nécessitèrent de notre part une rectification, afin d'éviter tout malentendu. Le *Bulletin* du 22 octobre publia donc les lignes suivantes :

1. Allusion au pamphlet d'Engels de 1873, *Die Bakunisten an der Arbeit*.

Dans son numéro du 11 octobre, le *Vorwärts* de Leipzig, organe central du Parti socialiste d'Allemagne, s'exprime comme suit à propos du Congrès :

« Le Congrès ouvrier international convoqué par la Fédération jurassienne s'ouvrira le 26 octobre. »

Le Congrès de Berne ne sera pas simplement « un Congrès ouvrier convoqué par la Fédération jurassienne » ; ce sera *le huitième Congrès général de l'Internationale.* Ce Congrès n'est pas convoqué par la Fédération jurassienne : il a lieu ensuite d'un vote auquel ont participé les Fédérations espagnole, italienne, belge, hollandaise et jurassienne : et si la circulaire de convocation est partie de la Chaux-de-Fonds, c'est parce que le Bureau fédéral de l'Internationale siège actuellement dans la Fédération jurassienne, ensuite d'une décision votée en 1874 par le septième Congrès général (Congrès de Bruxelles) et confirmée une année plus tard par un vote des Fédérations régionales.

Dans son numéro du 13 octobre, le *Vorwärts* publie une lettre de la « Section internationale de Zürich », signée de Greulich et de quatre autres citoyens [1]. Cette lettre demande que le Congrès de Berne abandonne les statuts actuels de l'Internationale, statuts revisés par le Congrès de Genève en 1873, et en revienne aux anciens statuts de 1866 [2].

... Nous avons proposé, à ceux des anciens membres de l'Internationale qui s'étaient séparés de nous lors du Congrès de la Haye (1872), un rapprochement « sur le terrain des principes de l'Internationale, tels qu'ils sont formulés à l'article 3 des statuts généraux revisés au Congrès de Genève de 1873 », c'est-à-dire sur la base de l'*autonomie des groupes.* Cette base nous semble assez large pour pouvoir satisfaire chacun. Nous n'avons nullement prétendu par là imposer aux dissidents l'obligation d'entrer dans l'organisation votée au Congrès de Genève, et d'accepter pour leur propre compte tous les articles des statuts de 1873. Nous avons voulu dire que l'Internationale, reconstituée en vertu des statuts de 1873, désire la fin des querelles entre socialistes, et propose, à ceux qui sont restés en dehors de notre organisation, non une *fusion*, mais un *rapprochement* amical.

Cet appel a trouvé de l'écho en Allemagne. Des socialistes allemands viendront à Berne, mais non comme délégués, — ils ne le pourraient pas pour deux raisons : d'abord parce que la législation allemande s'y opposerait ; et ensuite parce que l'organisation à laquelle ils appartiennent n'est pas la même que celle qui va se réunir en Congrès à Berne, et que des personnes étrangères à cette dernière ne sauraient siéger à ce Congrès comme délégués avec voix délibérative. Les socialistes allemands qui viendront à Berne y viendront comme *hôtes*, comme *invités*, comme *amis* ; ils y viendront pour rencontrer les représentants de ces fédérations anti-autoritaires qui ont été pendant longtemps en butte aux attaques des amis de Karl Marx. Que sortira-t-il de ce rapprochement ? Une entente, espé-

1. Il s'agit d'un groupe qui se rattachait à l'ex-Conseil général de New York. Il y avait d'autre part à Zurich une Section internationale de langue française et une Section internationale de langue allemande, appartenant toutes deux à la Fédération jurassienne.

2. C'est-à-dire qu'elle demandait le rétablissement d'un Conseil général.

rons-le. Quant à une reconstitution de l'Internationale sur la base des statuts de 1866, il n'en a jamais été question : en effet, ce serait proposer aux huit Fédérations régionales qui ont fait les statuts de 1873 de se déjuger, et de rentrer dans la vieille ornière d'où elles sont définitivement sorties.

Le *Vorwärts* du 29 octobre prit acte de notre rectification, mais en soutenant que nous n'avions pas le droit d'appeler le Congrès de Berne « huitième Congrès de l'Internationale ». Le *Bulletin* répondit ce qui suit le 5 novembre, lorsque déjà le Congrès avait clos ses séances :

Le *Vorwärts* de Leipzig, du 29 octobre, contient l'entrefilet suivant :

« Le *Bulletin de la Fédération jurassienne* nous fait observer que le Congrès qui vient de s'ouvrir à Berne n'a pas été convoqué par la Fédération jurassienne seule, mais par les Fédérations espagnole, belge, italienne, et hollandaise.

« Nous acceptons cette rectification. Mais le *Bulletin* est dans l'erreur lorsqu'il prétend que ce Congrès est le huitième Congrès général de l'Association internationale des travailleurs. L'Association internationale des travailleurs n'a absolument rien à faire avec ce Congrès, qui a précisément pour mission de rechercher les moyens d'effectuer une reconstitution de cette Association, ou un rapprochement. »

Il faudrait pourtant s'entendre, et ne pas perpétuer les équivoques. Trois mots d'histoire vont établir clairement la situation.

[Le *Bulletin* rappelle ensuite que le *cinquième* Congrès général de l'Internationale fut celui de la Haye, en 1872. Les Fédérations anti-autoritaires tinrent l'année suivante un Congrès à Genève; elles y abolirent l'institution du Conseil général et revisèrent les statuts : ce fut le *sixième* Congrès général. Le *septième* Congrès général fut celui de Bruxelles, en 1874, où furent représentées l'Angleterre, la Belgique, la France, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, et des sections allemandes. En 1875, vu la situation critique où se trouvait le socialisme en Italie et en Espagne, le Congrès général fut supprimé à la demande des Espagnols. Donc, le Congrès qui s'est réuni à Berne en octobre 1876 a été le *huitième* Congrès général de l'Internationale. Il est vrai que les adhérents du Conseil général de New York avaient tenu de leur côté un Congrès à Genève en septembre 1873; mais, en présence de leur insuccès, ils avaient déclaré à l'avance qu'ils renonçaient à se réunir en 1874. En 1875, ils n'ont pas eu de Congrès; l'année 1876 va finir, ils n'ont toujours pas eu de Congrès [1]. Et le *Bulletin* conclut ainsi :]

En présence de cet état de choses, en présence des renseignements positifs que nous possédons sur la situation des groupes qui composaient ou qui étaient censés composer la moitié « autoritaire » de l'Internationale, nous pouvons déclarer que *la moitié autoritaire de l'Internationale n'existe plus*.

Cette déclaration, elle a été faite par nous à Berne devant des hommes

1. A ce moment, nous n'avions pas encore entendu parler de la Conférence réunie à Philadelphie le 15 juillet 1876, qui déclara que le « Conseil général de l'Association internationale des travailleurs » était dissous (voir ci-dessus pages 49-50)

qui jadis avaient marché d'accord avec le Conseil général de New York, devant les citoyens Vahlteich, Greulich, Franz, Gutsmann.

Aucun d'eux n'y a contredit.

Il est donc constaté que la moitié « autoritaire » de l'Internationale n'existe plus.

Seule, la moitié anti-autoritaire existe encore ; bien loin d'être en décadence, elle fait preuve d'une énergique vitalité ; elle peut montrer à tous le terrain gagné et les progrès accomplis.

Puisque la moitié anti-autoritaire de l'Internationale existe seule aujourd'hui, puisqu'à elle seule elle constitue tout ce qui reste de l'Internationale, il est évident qu'elle a le droit de s'appeler *l'Internationale*, car il n'y a plus personne pour lui contester ce titre.

Voilà pourquoi le Congrès de l'ancienne *moitié anti-autoritaire*, moitié qui aujourd'hui, par la disparition de l'autre moitié, est devenue le *tout*, voilà pourquoi, disons-nous, notre Congrès, réunissant dans son sein *tous les éléments* qui appartiennent encore aujourd'hui à l'Internationale, a pu s'appeler légitimement le *huitième* Congrès de l'Association internationale des travailleurs.

Nous allons voir maintenant ce qui se passa dans les séances du Congrès de Berne.

VIII

Le huitième Congrès général de l'Internationale, à Berne (26-29 octobre 1876).

Une correspondance envoyée de Berne au *Bulletin*, le 26 octobre, parle en ces termes de l'ouverture et de la première journée du huitième Congrès général :

« Le restaurant dans lequel siège le Congrès est situé sur la rive droite de l'Aar, au lieu dit Schwellen-Mätteli Pour y arriver, les délégués sont obligés de passer la rivière sur un bac, car il n'y a pas de pont à proximité. Il faut vous dire que tout local a failli nous manquer pour nos réunions. La commission que les trois sections de Berne avaient nommée pour l'organisation du Congrès s'était adressée à tous les propriétaires de salles en ville, elle n'a reçu que des refus systématiques : il paraît qu'un mot d'ordre avait été donné par la police bernoise, interdisant de louer des locaux aux internationaux, sous la menace qu'à l'avenir toute permission de nuit serait refusée pour des bals publics ou autres circonstances du même genre. Ce n'est qu'après des difficultés de toute espèce que la commission est parvenue à louer le local où nous sommes.

« La salle dans laquelle nous siégeons peut contenir environ deux cents personnes ; elle a été coquettement décorée par les soins de nos amis de Berne ; les parois sont recouvertes de rosaces contenant les noms des différentes fédérations qui composent l'Internationale; chacune d'elles est entourée d'une couronne de verdure et surmontée de petits drapeaux rouges. Dans le fond de la salle on a disposé une mappemonde ceinte d'un ruban qui porte l'inscription : *Association internationale des travailleurs*... Le Congrès a tenu aujourd'hui [jeudi 26] deux séances administratives, l'une ce matin et l'autre cet après-midi. Parmi les invités figure un membre du Parti socialiste allemand, député au Reichstag ; l'arrivée d'un deuxième nous est annoncée [1]. La plus

1. Ce deuxième membre du Parti socialiste allemand ne vint pas.

cordiale fraternité règne parmi les délégués et en général parmi tous les assistants appartenant à l'Internationale... Au moment où je vous écris, [le soir,] nous tenons une [troisième] séance, publique, dans laquelle on discute de l'attitude des socialistes en présence de la guerre d'Orient. La salle est comble, d'un public très sympathique et très attentif; les opinions émises sont très applaudies, la discussion est bien nourrie, et tous les orateurs, chacun à son point de vue, flétrissent les horreurs de la guerre... »

Un correspondant du journal radical de la Chaux-de-Fonds, le *National suisse*, rendant compte de cette séance publique du jeudi soir, s'exprima ainsi : « Aujourd'hui c'était réunion publique et familière, où il était loisible, à quiconque se sentait le goût de parler, de développer ses idées sur les questions du jour... On étouffait dans la salle, qui était trop petite. Tous les discours prononcés, généralement en langue française, et dont la substance était fort bien rendue en allemand par un traducteur qui n'est pas sans mérite, ont roulé sur la question de savoir quelle attitude doivent observer les internationalistes vis-à-vis de la guerre d'Orient... Bien que je ne nage pas dans les eaux de l'Internationale, j'ai trouvé qu'il s'était dit bien des choses sensées dans cette première réunion, et j'ai fait la réflexion que beaucoup de gens qui se prennent pour des personnes d'esprit, et qui déblatèrent contre les congrès ouvriers sans jamais avoir assisté à aucun d'eux, feraient mieux de s'y rendre, avant d'énoncer leurs jugements téméraires, pour écouter les idées raisonnables qui y sont émises. »

Dans la première séance du Congrès (privée), le jeudi matin 26, avait été nommée une commission de vérification des mandats, composée de César De Paepe, James Guillaume, et Carlo Cafiero. Voici la liste des délégués :

Fédération belge.

César De Paepe, délégué de la Fédération belge.

Fédération espagnole.

Antonio Sanchez [pseudonyme de Viñas]
Francisco Portillo [pseudonyme de Soriano] } délégués de la Fédération espagnole.

Fédération française.

Louis Pindy
Paul Brousse } délégués de plusieurs Sections de France.

Fédération hollandaise.

César De Paepe (déjà nommé), délégué de la Fédération hollandaise.

Fédération italienne.

Errico Malatesta
Carlo Cafiero } délégués de la Fédération italienne.

Oreste Vaccari, délégué des Sections de Ferrare et de Città di Castello [1].
Ferrari, délégué des Sections de Palerme, de Trapani et de Termini-Imerese.

1. Le *Compte-rendu* du Congrès contient (p. 4), à propos de ce délégué, la déclaration suivante, dont Cafiero et Malatesta donnèrent lecture et demandèrent l'insertion au procès-verbal :

« Les délégués de la Fédération italienne élus par le Congrès régional, en acceptant la solidarité du compagnon Oreste Vaccari, ont constaté en présence du Congrès que ce délégué repousse toute solidarité avec *Carlo Terzaghi*, expulsé une première fois par la Fédération italienne, et déclaré indigne de faire partie de l'Internationale par le Congrès général de 1873. Ils constatent aussi que le compagnon Vaccari, revenant sur le jugement qu'il avait porté contre le compagnon *Andrea Costa*, dans un document publié dans plusieurs journaux, déclare avoir été indignement trompé et lui accorder son estime. — MALATESTA, CAFIERO. »

Fédération jurassienne.

James Guillaume
Paul Brousse (déjà nommé)
Auguste Spichiger
} délégués collectifs de la Fédération jurassienne.

Vial, délégué de la Section de langue française de Zürich.

Cafiero (déjà nommé), délégué de la Section de Bellinzona.

Henri Robert, délégué de la Section de langue française de Neuchâtel.

Rodolphe Kahn, délégué de la Section d'études et de propagande de langue allemande de Lausanne.

Debernardis, délégué du *Circolo italiano* de Berne.

G. Görges, délégué de la Section de langue allemande *Gleichheit* de Zürich.

Henri Soguel, délégué de la Section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary.

Auguste Reinsdorf, délégué du *Sozialdemokratischer Verein* de Berne.

Alcide Dubois, délégué des Sections de Saint-Imier et de Sonvillier.

Sommazzi, délégué de la Section de propagande de Berne.

Charles Perron, délégué de la Section de Vevey.

Auguste Getti, délégué de la Section de langue italienne de Neuchâtel.

Müller [pseudonyme d'Eugène Weiss], délégué d'une Section d'Alsace (Mulhouse).

Hugues, délégué de la Section de langue française de Lausanne.

André [pseudonyme de Gross], délégué des Sections de Porrentruy et de Boncourt.

Sections isolées.

Dumartheray, délégué du Cercle d'études sociales de Genève.

Nicolas Joukovsky, délégué de la Section de propagande de Genève.

Ferrari (déjà nommé), délégué de la Section du Ceresio (Lugano [1]).

Il fut procédé ensuite à la nomination du bureau. Trois délégués furent désignés pour présider les débats à tour de rôle : De Paepe, Perron et Cafiero (dans la séance de l'après-midi, De Paepe demanda à être remplacé par Müller, d'Alsace, ce qui fut adopté). Kahn, Soguel, Dubois, Teulière (ce dernier non-délégué) furent choisis comme secrétaires. Une commission de revision fut chargée de la publication du Compte-rendu du Congrès, et composée de N. Joukovsky, R. Kahn et J. Guillaume.

Le Congrès décida qu'il serait tenu chaque jour deux séances privées, le matin et l'après-midi, et chaque soir une séance publique.

Dans la seconde séance (privée), le jeudi après-midi, on s'occupa d'abord des questions d'organisation intérieure. Il y avait à décider quelle serait la situation des délégués (il y en avait trois) représentant des sections isolées qui avaient voulu rester en dehors de la Fédération de leur région. L'article 7 des statuts généraux disant que le vote, aux Congrès, se ferait par fédération, De Paepe conclut à refuser voix délibérative à ces délégués, tandis que Cafiero et Malatesta, au contraire, considérant que les votes n'avaient d'autre valeur que celle d'une statistique des opinions, proposaient de leur accorder le

1. Une observation imprimée à la fin du *Compte-rendu* du Congrès (p. 112) indique que les délégués italiens nommés par le Congrès de Florence, Cafiero et Malatesta, déclarèrent, lors de la vérification des mandats, que la Section dite du Ceresio ne faisait pas partie de la Fédération italienne, et que, si elle eût demandé à y entrer, le Congrès de Florence l'aurait repoussée ; ces deux délégués demandèrent la mention de cette déclaration au procès-verbal. La Section du Ceresio étant par conséquent une section isolée, le délégué qui la représentait, et dont le mandat fut d'ailleurs reconnu valable, ne put obtenir voix délibérative au Congrès (en vertu d'une décision prise, dans la seconde séance, relativement aux délégués des sections isolées). Si donc Ferrari a pris part aux votes, ç'a été non comme représentant de la Section du Ceresio, mais parce qu'il représentait en outre trois autres sections (Palerme, Trapani et Termini-Imerese) qui, celles-là, appartenaient à la Fédération italienne.

droit de voter. La majorité se rangea à l'avis exprimé par De Paepe; Joukovsky déclara alors que, la situation qui lui était faite étant celle d'un simple invité et non d'un délégué, il refusait de faire partie d'aucune commission; néanmoins, sur l'assurance qui lui fut donnée que la décision prise n'avait qu'un caractère de principe et n'était à aucun degré une mesure hostile à son égard, il consentit à revenir sur cette résolution.

Gutsmann, délégué du Club indépendant des socialistes de Genève, et Vahlteich, député au Reichstag allemand, venu au Congrès à titre d'invité, reçurent l'un et l'autre le droit de prendre part aux discussions.

L'ordre du jour du Congrès fut ensuite définitivement fixé: il comprit, outre les cinq questions annoncées dans la circulaire de convocation, une sixième question proposée par la Section de Vevey.

Les commissions pour l'étude des six questions de l'ordre du jour furent formées par inscription volontaire, comme dans les précédents Congrès.

Voici la liste des questions, avec les noms des membres des commissions :

1re question : Adjonction aux statuts généraux d'un article prévoyant le paiement d'une cotisation fédérale (proposition espagnole) : Sanchez [Viñas], Spichiger, Brousse, Reinsdorf, Kahn.

2e question : De la solidarité dans l'action révolutionnaire (proposition espagnole) : Sanchez [Viñas], Guillaume, Malatesta, Görges, Dumartheray, Vial.

3e question : Pacte de solidarité à établir entre les différentes organisations socialistes (proposition jurassienne) : Guillaume, Reinsdorf, De Paepe, Vaccari, Vial.

4e question : Convocation d'un Congrès socialiste universel en 1877 (proposition belge) : De Paepe, Perron, Reinsdorf, Kahn, Cafiero, Brousse, Müller [Weiss], Vial.

5e question : Des rapports à établir entre les individus et les groupes dans la société réorganisée (proposition jurassienne) : Görges, Malatesta, Spichiger.

6e question : De l'attitude de l'Internationale dans la guerre d'Orient (proposition de la Section de Vevey) : Perron, Guillaume, Cafiero, Joukovsky.

Le rapport du Bureau fédéral de l'Internationale fut lu par *Auguste Spichiger*. Quoiqu'il embrassât une période de deux ans, il était très court. En voici le texte :

Rapport du Bureau fédéral.

Le Congrès de l'Association réuni à Bruxelles en 1874 avait chargé la Fédération jurassienne de former le Bureau fédéral jusqu'au prochain congrès. En vous souhaitant la bienvenue, nous venons aujourd'hui nous démettre entre vos mains de nos fonctions.

Nous avons adressé notre circulaire de convocation pour le présent Congrès aux huit fédérations régionales composant l'Internationale, savoir : les Fédérations espagnole, italienne, belge, hollandaise, anglaise, américaine, française, et jurassienne. Nous avons reçu des réponses de six d'entre elles nous annonçant qu'elles enverraient des délégués : ce sont les Fédérations italienne, espagnole, belge, hollandaise, française et jurassienne. En outre, des adresses exprimant des vœux pour la prospérité de l'Internationale nous sont parvenues d'Angleterre et de Grèce.

L'époque de la réunion du Congrès avait été renvoyée d'abord au 1er octobre sur la demande des Espagnols, pour leur donner le temps, ainsi qu'aux Italiens, de se préparer à y participer. Plus tard cette date fut encore reculée, parce que, à la suite de pourparlers spontanés qui eurent lieu entre des membres du Parti socialiste allemand et des internationaux appartenant à la Fédération jurassienne, l'idée leur vint qu'on pourrait

profiter de la réunion des délégués de l'Internationale pour avoir une explication fraternelle sur les points du programme sur lesquels ces deux fractions du grand parti socialiste universel n'étaient pas d'accord. A une invitation qui fut faite aux socialistes d'Allemagne d'assister à notre Congrès, il fut répondu affirmativement, moyennant que la date de sa réunion fût renvoyée à la fin d'octobre.

Nous ne vous parlerons pas des événements qui ont surgi dans l'Internationale depuis le dernier Congrès. Les délégués des différents pays représentés ici devant nous faire un rapport sur ce qui s'est passé dans leurs fédérations respectives, nous nous bornerons à vous rappeler que le Congrès de 1875 fut supprimé d'un commun accord, sur la proposition de nos amis d'Espagne, à cause des persécutions dont les socialistes italiens et espagnols étaient alors l'objet tout particulier. Ajoutons que la situation en France était la même à peu près qu'aujourd'hui où ce pays ne peut encore se faire représenter qu'indirectement.

Nous n'avons donc à vous signaler que l'événement heureux dont nous vous parlions dans notre circulaire de convocation, le rapprochement avec nos frères d'Allemagne, après une séparation dont les ennemis du socialisme eussent été heureux de ne jamais voir la fin.

Nous espérons que de cette réconciliation tant désirée par tous les socialistes sincères va sortir une nouvelle phase d'agitation et d'action révolutionnaire, et que, tout en respectant mutuellement leurs convictions quant aux moyens à employer, ils marcheront tous vers le même but : l'abolition de l'exploitation du travail par le capital, l'avénement du prolétariat à la jouissance de tous ses droits.

Dans la même séance furent encore entendus les rapports des Fédérations italienne et espagnole.

Le rapport de la Fédération italienne fut présenté oralement par *Malatesta*. En voici le résumé, d'après le Compte-rendu :

« Malatesta annonce que le rapport italien, élaboré au Congrès de Florence, a été détruit par les compagnons qui en étaient porteurs, pour empêcher qu'il ne tombât entre les mains de la police : cependant la Fédération italienne a pris des mesures pour assurer l'impression de ce rapport, qui doit paraître dans peu de jours [1]. Puis il fait l'historique de l'activité des internationalistes en Italie.

« C'est contre les soi-disant révolutionnaires mazziniens et garibaldiens que l'Internationale a eu la lutte la plus acharnée à soutenir.

« Au commencement de 1874, une très vive agitation se produisit sur différents points de l'Italie, par suite de la baisse des salaires et du renchérissement exorbitant des objets de consommation. Dans un grand nombre de localités les magasins furent pris d'assaut et mis au pillage. L'Internationale se trouvait par là dans la nécessité de repousser entièrement ces actes populaires ou de s'en déclarer solidaire; c'est ce dernier parti qui fut pris. Malatesta pense que l'Internationale ne pouvait agir autrement : d'abord parce qu'il estime que si l'Internationale avait repoussé ces actes accomplis par le peuple, elle aurait perdu tous les partisans pratiques de la révolution ; puis parce qu'il croit que la révolution consiste bien plus dans les faits que dans les mots, et que, chaque fois qu'éclate un mouvement spontané du peuple, chaque fois que les travailleurs se lèvent au nom de leurs droits et de leur dignité, il est du devoir de tout socialiste révolutionnaire de se déclarer solidaire du mouvement.

1. Malgré cette promesse, le rapport n'a pas été publié.

« Le gouvernement italien, soupçonnant l'Internationale d'être l'instigatrice de toute cette agitation révolutionnaire, entreprit contre les membres de notre association une campagne de persécutions telle, qu'il devint nécessaire de transformer l'Internationale en organisation secrète. Une commission d'hommes de confiance [1] fut chargée de maintenir l'organisation et de faciliter les relations entre les groupes.

« Des hommes qui avaient été exclus de l'organisation secrète de l'Internationale [2] crurent le moment favorable pour essayer de se mettre à la tête du mouvement ouvrier, afin de l'exploiter à leur profit. Ces hommes eurent le triste courage de lancer des attaques et des insultes aux internationalistes qui étaient emprisonnés et persécutés de toute manière par le gouvernement.

« Mais depuis quelques mois, après le procès de Bologne, l'Association internationale a pu reprendre son action au grand jour, et tous ceux, mazziniens et autres, qui se croyaient les maîtres des forces populaires, ne tardèrent pas à être délaissés; maintenant le nom de l'Internationale a rallié autour de lui toutes les forces révolutionnaires de l'Italie.

« La Congrès tenu dernièrement à Florence a pu donner une idée de la propagande socialiste faite en Italie. Dans toutes les régions se forment de nouvelles sections. Le Piémont, où l'Internationale n'avait jamais réussi précédemment à s'implanter, possède maintenant ses sections. A Gênes même, qui est le boulevard du mazzinianisme, une section vient d'être fondée. Le Congrès a reçu des communications de diverses localités avec lesquelles l'Internationale n'avait pas encore eu de rapports.

« Malatesta raconte ensuite les persécutions qui ont été dirigées contre les internationalistes à propos du Congrès de Florence... Mais ces sortes de persécutions n'ont jamais fait en Italie qu'avancer l'œuvre de la propagande socialiste révolutionnaire. »

Le rapport de la Fédération espagnole, lu par *Sanchez* [Viñas], occupe huit pages du Compte-rendu. Je ne l'analyserai pas; la plupart des faits qu'il contient ont déjà été mentionnés à leur date. J'en extrais seulement deux passages, dont le premier indique la force numérique de la Fédération espagnole dans l'été de 1876 : « La fédération comarcale de Catalogne comprend 23 fédérations locales ; la fédération comarcale de Valencia, 10 fédérations locales ; celle de Murcie, 4 ; celle de l'Andalousie de l'Est, 21 ; celle de l'Andalousie de l'Ouest, aussi 21 ; celle de l'Estrémadure, 10 ; celle d'Aragon, 2 ; celle de Vieille-Castille, 7 ; celle de Nouvelle-Castille, 10 ; total, 112 fédérations locales. » Le second passage donne l'opinion des internationalistes espagnols sur les grèves et sur la coopération : « Les ouvriers d'Espagne, malgré la dictature qui les opprime, ont soutenu plusieurs grèves importantes... Celles des tonneliers et des teinturiers ont coûté à l'organisation corporative plus de 50,000 *duros* (250,000 francs) ; si ces ressources eussent été employées au développement de l'organisation révolutionnaire, on eût pu obtenir de grands et féconds résultats. Les tailleurs de pierre de Barcelone ont réussi à faire réduire à sept heures la journée de travail. La plus importante des grèves actuelles est celle des serruriers de Barcelone, qui absorbe 300 *duros* (1500 fr.) par semaine. Les ouvriers de fabriques (*clases de vapor*) gaspillent aussi en grèves presque toutes leurs ressources. Toutefois l'esprit gréviste perd du terrain, à mesure que l'esprit d'action révolutionnaire en gagne [3].

« Le système de coopération de production, si hautement préconisé par quelques socialistes, a produit des résultats funestes, en particulier pour la fédération des tonneliers. Les ateliers coopératifs ont doté cette fédération d'une douzaine de bourgeois nouveaux, et lui ont occasionné une perte de cinq à six mille *duros* (vingt-cinq à trente mille francs). En présence de cet échec,

1. Le Comité italien pour la Révolution sociale.

2. Lodovico Nabruzzi, Tito Zanardelli, etc.

3. On voit que, dans la pensée des socialistes espagnols d'alors, la grève et la révolution s'opposaient l'une à l'autre, tandis que, pour les syndicalistes modernes, la grève est un acte révolutionnaire.

le cinquième Congrès de l'Union des tonneliers a résolu, à la presque unanimité, la dissolution des ateliers coopératifs. La coopération de consommation a produit des résultats réguliers, et elle fournit un moyen commode pour permettre de réunir publiquement un nombre considérable d'ouvriers. »

Quand la lecture du rapport espagnol fut achevée, la séance fut levée.

Presque immédiatement après s'ouvrit, dans la même salle, devant une nombreuse assistance, la troisième séance (publique), qui fut présidée par Müller [Weiss], et consacrée à un débat sur cette question : « L'attitude de l'Internationale dans la guerre d'Orient ». Prirent la parole : Joukovsky, Gutsmann, Perron, De Paepe ; la citation que j'ai faite (p. 92) d'une correspondance publiée par le *National suisse* indique l'impression produite sur l'assistance par les discours prononcés.

La quatrième et la cinquième séances (privées), le vendredi matin et le vendredi après-midi, furent remplies par l'audition de la suite des rapports des Fédérations, et de communications des invités.

Le premier rapport lu le vendredi matin fut celui de la Fédération jurassienne, très court, et indiquant sommairement le développement pris par la Fédération depuis le dernier Congrès général. Il exprimait, en terminant, la joie que nous avait causée l'appel à la conciliation lancé par un groupe de socialistes à l'occasion des funérailles de Bakounine, et la certitude que, « si on voulait chercher loyalement à réaliser une entente amicale, on y réussirait ».

De Paepe présenta ensuite un double rapport, sur la Belgique et sur la Hollande.

Le rapport expliquait qu'en Belgique la situation s'était insensiblement modifiée, « par les éléments nouveaux qui entrent dans le mouvement ouvrier socialiste et par la nouvelle ligne de conduite que les ouvriers belges veulent suivre en ce moment. En parlant d'éléments nouveaux, nous voulons dire que dans beaucoup de sections de l'Internationale les anciens membres ont disparu en assez grande partie, pour faire place à des hommes nouveaux, et notamment à des jeunes gens qui n'étaient que des enfants lors des premiers Congrès de l'Internationale ; nous voulons dire aussi que le mouvement paraît se déplacer, en ce sens que dans le pays wallon beaucoup de sections ont disparu ou ont décliné, tandis que dans le pays flamand les sections sont en voie de progrès et se livrent à une propagande active. Et en parlant de nouvelle ligne de conduite, nous faisons allusion à l'initiative prise par les Sections de Gand et d'Anvers, reprise à Bruxelles par la Chambre du Travail [1], de s'adresser à la législature pour obtenir une loi sur le travail des enfants ; ce mouvement est un premier pas sur le terrain de la politique, qui sera probablement suivi d'autres manifestations ou d'autres mouvements de politique ouvrière. » Pour montrer que, dans le pays wallon, l'Internationale était en recul, De Paepe ajouta : « La fédération de Charleroi, qui contenait des sections très nombreuses, a disparu ; celle de Liège également ; dans le Borinage, une seule section a survécu, celle de Jemappes [2] ; la fédération de la vallée de la

1. A propos de la Chambre du Travail de Bruxelles, De Paepe s'exprimait ainsi : « A Bruxelles, la Section de l'Internationale n'est plus qu'un groupe d'études sociales ; les sociétés ouvrières qui s'y étaient affiliées l'ont toutes quittée les unes après les autres ; mais elles n'ont pas tardé à se fédérer entre elles sous le titre de *Chambre du Travail*, et j'ajouterai en passant que les membres de l'Internationale bruxelloise sont loin d'être hostiles à cette institution nouvelle, bien que celle-ci se meuve tout à fait en dehors d'elle. »

2. Je ne sais comment concilier cette affirmation de De Paepe au sujet des fédérations de Charleroi, de Liège, et du Borinage, avec ce fait qu'au Congrès de la Fédération belge de l'Internationale tenu à Bruxelles sept mois plus tard, le 3 juin 1877, il y avait, parmi les quatre-vingt-huit délégués, des représentants de Charleroi, Huy, Jolimont, Haine-Saint-Pierre, Haine-Saint-Paul, Fayt, et Jemappes. Les renseignements de De Paepe devaient être partiellement erronés.

Vesdre, par contre, s'est maintenue : à Verviers, les sections, toujours animées du même esprit révolutionnaire, sont devenues moins nombreuses, mais donnent toujours à l'Internationale un contingent très respectable ». A l'égard du mouvement politique préconisé par les ouvriers flamands, le rapport disait : « Beaucoup de socialistes belges étaient imbus des idées de Proudhon sur la non-intervention de l'État et sur l'an-archie ; un journal très bien rédigé et savamment écrit, la *Liberté* de Bruxelles, propageait les idées proudhoniennes parmi les travailleurs les plus instruits ; et l'on peut dire que, en se combinant avec la politique abstentionniste qui fut alors notre ligne de conduite, elles devinrent à un moment donné l'opinion dominante de la plupart de nos sections de langue française et wallonne, et surtout de la fédération de la vallée de la Vesdre (Verviers). L'influence plus grande qu'ont prise aujourd'hui les sections flamandes au sein de la Fédération belge, et l'entrée dans ces sections de l'élément jeune dont nous avons parlé, ont notablement modifié cette attitude anti-politique. Les pétitions adressées au Parlement par nos sections de Gand... ; un manifeste émané des mêmes Gantois, qui revendique les droits politiques et émet des idées analogues à celles des socialistes allemands ;... l'échange d'idées qui s'opère entre nos compagnons flamands et les ouvriers d'Allemagne et d'Angleterre par l'intermédiaire du *Werker* d'Anvers ;... tout cela fait que le temps n'est pas loin, pensons-nous, où les travailleurs belges commenceront une agitation politique, mais en n'oubliant pas, cependant, que cela ne doit pas constituer un but définitif, mais seulement un des nombreux moyens propres à hâter l'émancipation économique et sociale du prolétariat... Nous devons ajouter que les sections de la vallée de la Vesdre ont conservé l'ancienne attitude abstentionniste : ce fait vient de se confirmer encore par le manifeste publié il y a peu de jours par des ouvriers verviétois, à propos de la question du travail des enfants dans les manufactures, manifeste dans lequel on combat le mouvement parti de Gand, d'Anvers et de Bruxelles [1]. » Et le rapport conclut en ces termes au sujet de la Belgique : « En résumé, voici la méthode que suit actuellement le mouvement socialiste en Belgique : Organisation de sociétés corporatives de résistance ; fédération de ces sociétés ; affiliation de ces sociétés à l'Internationale, ou, pour le moins, accord entre elles et les sections sur le terrain des idées et de la propagande par les meetings ; à côté ou au sein de ce goupement économique, fondation de cercles d'études sociales, de bibliothèques populaires, d'associations rationalistes, en un mot développement des idées philosophiques et socialistes ; enfin, revendication des droits politiques, protestation contre des lois spéciales dont souffre plus particulièrement la classe ouvrière, etc. En un mot, faire au système bourgeois, sur le triple terrain économique, religieux et politique, une guerre incessante, livrer des combats de chaque jour, qui nous apparaissent comme des moyens de nous préparer et de nous aguerrir pour la grande bataille de l'avenir, pour la révolution sociale. »

A l'égard de la Hollande, le rapport de De Paepe s'exprimait ainsi : « Il y avait jadis dans ce pays des sections de l'Internationale dans les principales villes ; plusieurs corporations ouvrières y marchaient avec l'Internationale... Tout ce mouvement se rattachant à l'Internationale est à peu près disparu ; il ne reste que quelques petites sections internationales dans quelques villes, qui ont pour organe le *Werkman*. De ce que nous disons là, il ne faudrait pas conclure qu'il n'existe plus de mouvement ouvrier ou socialiste en Hollande. Loin de là. Il existe une fédération ouvrière, le *Nederlandsche Arbeidersbond,* qui s'étend sur toute la Hollande... De plus, les ouvriers hollandais, qui ont déjà obtenu une loi sur les fabriques, se préparent à un mouvement politique en faveur du suffrage universel. Enfin, sur le terrain de la propagande philosophique et sociale, les travailleurs hollandais ne sont pas non plus sans faire de progrès. A la tête de ce mouvement intellectuel se trouvent plusieurs écrivains philosophes aux allures les plus indépendantes et dont les plus célèbres sont

1. Il sera parlé de cette brochure plus loin, au chap. IX.

le Dr Feringa et Douwes-Dekker (Multatuli) ; au point de vue de la progagande socialiste, notre ami Gerhard, d'Amsterdam, a publié dans le courant de cette année un beau travail, qui a été imprimé par les ouvriers de Gand, et qui est un véritable manifeste du communisme hollandais... Donc, sur le terrain politique, économique et intellectuel, la Hollande apporte son contingent au progrès social. Mais tout cela se fait en dehors de l'Internationale... Ajoutons que ce qui distingue encore le mouvement ouvrier hollandais du mouvement ouvrier belge, c'est que le premier n'a rien du souffle révolutionnaire qui anime les Belges, lorsqu'ils arborent le drapeau rouge. »

Le rapport se terminait ainsi : « Nous pourrions dire, pour terminer par une comparaison, que — sauf les proportions — le mouvement actif des Belges tend de plus en plus à prendre l'attitude des socialistes allemands (hormis sur le terrain électoral, où nous ne pouvons les suivre, n'ayant pas le droit de vote), tandis que le mouvement ouvrier des Hollandais semble se rapprocher davantage de la méthode des ouvriers anglais ».

Après De Paepe, je pris la parole pour compléter le rapport de la Fédération jurassienne, dont j'avais donné lecture au début de la séance, par quelques observations orales, qui sont résumées en ces termes par le Compte-rendu :

Tout à l'heure, De Paepe a parlé de la tactique des Belges, qui consiste à faire à la bourgeoisie, en attendant la grande lutte révolutionnaire, une guerre quotidienne sur toutes les questions d'un intérêt relativement secondaire qui peuvent se présenter. La *Tagwacht* aussi, dans un article où elle opposait la tactique du *Schweizerischer Arbeiterbund* à celle des Jurassiens, s'exprimait de la même façon, et disait qu'il fallait disputer le terrain pied à pied à la bourgeoisie, profiter de toutes les occasions pour la battre en détail et lui arracher pièce à pièce son influence. Il ne faudrait pas croire que sur ce point les Jurassiens se trouvent le moins du monde en désaccord avec les Belges et le *Schweizerischer Arbeiterbund*. Au contraire, ils suivent, eux aussi, cette tactique; ils font, eux aussi, à la bourgeoisie cette guerre de détail et d'escarmouches. Ceux qui représentent les Jurassiens comme des théoriciens dédaigneux de la lutte quotidienne, vivant dans les nuages et attendant impassibles le jour de la grande révolution, ceux-là font un portrait de fantaisie inspiré par la malveillance. Les socialistes jurassiens profitent de toutes les circonstances propres à intéresser le peuple pour faire de l'agitation, pour intervenir dans la vie publique comme parti ayant son drapeau spécial, pour dénoncer la tactique hypocrite des partis soi-disant libéraux ; ils se mêlent à toutes les questions du jour et ne laissent jamais passer une occasion d'organiser une manifestation populaire.

Seulement, la façon dont ils interviennent dans la vie publique ne peut pas être la même que celle qu'ont adoptée les socialistes flamands et ceux de la Suisse allemande. Les questions de suffrage universel, d'abolition de la conscription, et autres semblables, au moyen desquelles on peut faire de l'agitation dans les Flandres, ne signifient plus rien chez nous, puisque nous vivons dans une république et n'avons pas d'armée permanente. De même, les questions qui paraissent préoccuper les ouvriers de la Suisse allemande, telles que la législation directe par le peuple, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la loi sur les fabriques, etc., ne nous offriraient aucune occasion de faire de la propagande socialiste parmi les ouvriers de notre région : en effet, ces questions-là forment chez nous, dans presque

toute la Suisse française, le programme du parti *radical bourgeois*; si nous voulions nous en occuper, nous renoncerions par là même à notre existence comme parti socialiste indépendant, pour devenir une simple annexe du radicalisme bourgeois. Or, comme notre tâche doit être tout au contraire de séparer les ouvriers de tous les partis politiques bourgeois, qui ne forment à nos yeux qu'une seule masse réactionnaire, et de les amener à se constituer en un *parti socialiste du travail*, nous avons dû, étant donné notre position spéciale, adopter une tactique spéciale. Cette tactique consiste, pour le moment, à dire aux ouvriers : « Cessez de vous laissez exploiter politiquement par les partis bourgeois, cessez de leur donner vos suffrages et de vous laisser embrigader par leurs agents électoraux ; organisez-vous tout d'abord sur le terrain économique du corps de métier; sur ce terrain-là, vous vous apercevrez bien vite que le bourgeois qui, au sein du parti radical, vous apparaissait comme un allié et un coreligionnaire, est en réalité votre ennemi ».

Il ne faudrait pas croire que les Jurassiens aient pour la candidature ouvrière, envisagée comme moyen de propagande et d'agitation, l'invincible répugnance qu'on leur prête. Au contraire, ils ne seraient pas éloignés d'en essayer, ne fût-ce que pour démontrer expérimentalement, à ceux qui croient à la possibilité de transformer la société par la voie de simples réformes législatives, qu'ils se font des illusions. Mais la candidature ouvrière socialiste, chez nous, n'est pas *pratiquement possible*; pour faire élire leurs candidats, les socialistes seraient obligés d'accepter l'alliance des radicaux, et c'est ce que nous ne voulons pas. Du reste, les débats de nos Grands-Conseils cantonaux ont si peu d'intérêt pour la population ouvrière, que la propagande qu'il serait possible d'effectuer par l'élection de députés socialistes serait presque absolument nulle. En Allemagne, Bebel et Hasselmann, parlant à la tribune du Reichstag, s'adressent au peuple entier et en sont entendus; dans les petits parlements cantonaux de la Suisse française, la voix des députés socialistes n'aurait pas d'écho au dehors; pour être entendu des ouvriers, il faut aller les trouver dans les assemblées populaires : c'est là seulement que peut se faire chez nous une propagande efficace.

La Suisse française, quoique unie politiquement à la Suisse allemande, n'est point rattachée à celle-ci par une communauté de sentiments nationaux et d'intérêts économiques. Chez nous, l'impulsion intellectuelle vient de la France; nos socialistes ont le regard dirigé vers Paris, non vers Berne ou Zürich. Nous sommes les fils de la Révolution française et de la philosophie française du dix-huitième siècle; et ce sera seulement quand le prolétariat de la France se sera réveillé et aura livré contre sa bourgeoisie une bataille victorieuse et définitive, que chez nous l'émancipation du travail pourra devenir à son tour une réalité.

Pour terminer la séance, *Brousse* fit un rapport au nom des groupes français représentés par lui et Pindy. Voici le résumé de ce qu'il dit (Compte-rendu) : « Il n'y a pas en France, comme il y a en Allemagne, un parti ouvrier qui, tout en adoptant l'agitation légale comme moyen de propagande, proclame cependant la nécessité d'une révolution sociale. Ceux des ouvriers français qui font de l'action légale ne sont pas des gens qui se couvrent de cette

légalité comme d'un masque, tandis qu'au fond ils viseraient un but révolutionnaire; non : ceux-là ne veulent réellement rien de plus que ce qu'ils disent publiquement. Ainsi, par exemple, les orateurs du récent Congrès ouvrier de Paris sont des hommes qui ne songent en aucune façon à quitter une fois le terrain de la légalité; toutes les mesures qu'ils désirent sont exclusivement des réformes légales. Mais les membres des sections secrètes de l'Internationale française ont un programme différent et se placent sur un autre terrain; leur activité principale s'exerce en dehors de la légalité, elle a pour but d'organiser les ouvriers pour la révolution. Cela ne les empêche pas d'ailleurs, à côté de cette action secrète, de se mêler publiquement aux organisations pacifiques; tout en travaillant en secret à leur organisation propre, ils entrent dans tous les groupements publics, et ils y apportent leur propagande socialiste révolutionnaire. »

Dans la séance de l'après-midi, Greulich, représentant du *Schweizerischer Arbeiterbund* et d'une section internationale de Zürich, et J. Franz, membre du *Schweizerischer Arbeiterbund*, demandèrent à être admis au Congrès au même titre que l'avaient été la veille Gutsmann et Vahlteich. A l'unanimité, l'admission fut votée.

Les rapports des Fédérations italienne, espagnole, belge et hollandaise furent résumés en langue allemande par *Werner*, membre du *Sozialdemokratischer Verein* de Berne.

Vahlteich, membre du Parti socialiste d'Allemagne, prit ensuite la parole : « Je ne suis pas venu ici, dit-il en débutant, comme représentant officiel de la démocratie socialiste allemande; mais je crois cependant que vous pouvez, sans crainte de vous tromper, regarder ce que j'ai à vous dire comme l'expression du sentiment et des opinions des socialistes allemands à l'égard de l'Internationale; en effet, leur programme dit que, bien que leur action s'exerce pour le moment dans des limites nationales, ils reconnaissent le caractère international du mouvement ouvrier, et sont résolus à remplir tous les devoirs qu'impose aux ouvriers ce caractère, pour que la fraternité de tous les hommes devienne une vérité. » Il fit ensuite en peu de mots l'histoire du mouvement socialiste en Allemagne, raconta comment s'était opéré le rapprochement entre les lassalliens et la fraction d'Eisenach, et exposa l'organisation et la pratique du parti. Il dit que ce à quoi la démocratie socialiste s'appliquait, c'était « à faire l'éducation du prolétariat jusqu'ici écrasé et opprimé, et à le rendre capable d'exercer le gouvernement; car il ne s'agit pas seulement de détruire l'État actuel et la forme régnante de la société; on doit aussi se préoccuper de former, en nombre suffisant, des intelligences capables de donner une organisation durable à l'Etat socialiste que nous voulons réaliser ». Abordant ensuite la question d'un rapprochement entre l'Internationale et le Parti socialiste d'Allemagne, il s'exprima ainsi :

En ce qui concerne l'attitude de la démocratie socialiste d'Allemagne à l'égard des fédérations socialistes des autres pays, il y a eu quelques attaques dirigées d'Allemagne contre telle ou telle personnalité, attaques qui ont produit une dissonance. Je puis vous assurer que la masse des socialistes allemands est restée indifférente à ces manifestations; il n'y a chez nous ni *marxistes* ni *dühringiens* [1]; et les lassalliens d'autrefois se sont joints sans arrière-pensée au mouvement général. Il n'existe donc en Allemagne aucune antipathie contre les personnes ou les tendances des socia-

1. Le Dr Eugène Dühring, Privat-Docent à l'université de Berlin, avait commencé depuis peu à exposer les bases d'un système socialiste rattaché au système philosophique dont il était l'inventeur, et s'était fait un certain nombre de partisans en Allemagne. Engels allait bientôt l'attaquer dans une série d'articles que publia le *Vorwärts* en 1877 et 1878.

listes des autres pays ; on n'y prend pas parti (sauf peut-être quelques exceptions individuelles) pour les uns ou pour les autres ; au contraire, on y professe pour tous également la plus vive sympathie, comme l'ont démontré, par exemple, l'attitude des socialistes allemands pendant la guerre franco-allemande, et tout récemment le vote du Congrès de Gotha établissant que, pour les élections au Reichstag, les socialistes d'Alsace-Lorraine auront à décider eux-mêmes la tactique qu'ils veulent suivre.

Quant aux discordes qui existent actuellement parmi les socialistes en Suisse, la démocratie socialiste d'Allemagne ne peut que garder une attitude expectante, sans renier d'ailleurs ses sentiments d'amitié pour ses vieux compagnons d'armes de la Suisse allemande. Elle exprime le souhait que, dans ces luttes, les socialistes se traitent réciproquement avec ménagement, afin que, si l'union n'est pas actuellement possible, on puisse du moins établir une certaine entente, chacun suivant en paix sa propre voie (*friedliches Nebeneinandergehn*). Puisse le souvenir des fautes précédemment commises en Allemagne servir d'exemple et d'avertissement, et aider à réaliser notre devise commune : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Enfin, *Greulich*, représentant du *Schweizerischer Arbeiterbund*, fit l'historique du mouvement ouvrier dans la Suisse allemande depuis 1867 [1]. Il rappela que des sections de l'Internationale avaient été créées à Zürich et à Bâle; mais la guerre de 1870 arrêta le développement commencé, et il ne fut plus possible ensuite de reprendre l'organisation sur le terrain international : c'est alors qu'en 1873, au Congrès d'Olten, fut fondé le *Schweizerischer Arbeiterbund*, qui se plaça sur le terrain national, et se donna un programme de politique légale. Greulich entra ensuite dans quelques détails sur la tactique adoptée par l'*Arbeiterbund* et sur les services que celui-ci rendait aux idées socialistes, en les faisant pénétrer dans des milieux qui leur étaient demeurés jusques-là complètement inaccessibles.

La série des rapports des Fédérations et des diverses organisations socialistes se trouvait épuisée. Le Congrès suivit à son ordre du jour en abordant la discussion de cette question : « De la solidarité internationale dans l'action révolutionnaire ». Il fut entendu que les détails du débat ne figureraient pas au procès-verbal. Le Compte-rendu résume cette dernière partie de la séance par ces simples lignes : « Sanchez, Reinsdorf, Ferrari, Joukovsky prennent successivement la parole. La suite de la discussion est renvoyée au lendemain matin. »

Il y eut le vendredi soir, à huit heures et demie, une seconde séance publique. Comme la veille, la salle était comble.

Au nom de la commission chargée de rapporter sur la guerre d'Orient, *Per-*

1. Greulich, bien qu'il fût venu au Congrès, n'avait pas désarmé, et conserva l'attitude d'un adversaire. Le *Bulletin*, dans le numéro (5 novembre) où il apprécia « les résultats du Congrès de Berne », note l'incident suivant, que ne mentionne pas le Compte-rendu du Congrès :

« Il y a des gens qui trouvent commode, pour les besoins de leur cause, de nier l'évidence. C'est ainsi que le citoyen Greulich, admis à parler au Congrès de Berne à titre de représentant du *Schweizerischer Arbeiterbund*, a imaginé de commencer son discours par cette incroyable affirmation : *L'Internationale est morte!* Et celui qui parlait ainsi, notez-le bien, s'adressait précisément au Congrès général de l'Internationale, qui venait d'entendre les rapports de six fédérations régionales ! Aussi la déclaration du citoyen Greulich fut-elle accueillie par un éclat de rire homérique; c'était la seule réponse qu'elle méritât. »

ron lut un projet de *Manifeste adressé aux travailleurs d'Europe.* Ce manifeste montrait l'hypocrisie des libéraux anglais qui se lamentaient sur le massacre des Bulgares, mais qui n'avaient rien dit quand les soudards de Versailles avaient mitraillé les Parisiens par milliers ; celle des libéraux russes qui avaient aidé à faire l'ordre dans Varsovie, et qui n'avaient par conséquent pas le droit de protester contre ceux qui faisaient l'ordre en Bulgarie. Il se terminait ainsi : « Parce que nous aimons les Slaves, ils ne nous feront pas haïr les Turcs ; parce que nous sympathisons avec les paysans bulgares qu'on opprime, nous n'avons aucune malveillance contre les ouvriers et artisans turcs, victimes, eux aussi, de la tyrannie... Nous crions aux peuples qu'on fait s'entr'égorger : Comprenez donc que vos tsars et vos sultans, que vos empereurs et vos rois ne sont et ne peuvent être que vos ennemis... ; laissez-les à leurs guerres et continuons la nôtre. Restons sur notre champ de bataille, qui est celui du droit contre l'injustice, de la morale contre le crime, du travail contre le vol. » Ce projet de Manifeste fut adopté.

Il fut ensuite donné lecture des lettres et adresses parvenues au Congrès, savoir :

Une adresse de la Société démocratique de Patras, Grèce ;

Une adresse de la Section internationale de Montevidéo, Amérique du Sud ;

Une adresse d'un groupe de socialistes révolutionnaires de Paris ;

Une adresse du Conseil central du Parti socialiste de Portugal, signée Azedo Gnecco, etc. ;

Une adresse du Comité central du Parti ouvrier socialiste du Danemark, signée Louis Pio, etc. [1] ;

Une adresse du Cercle tchèque de Londres ;

Une adresse d'un groupe de socialistes allemands habitant Londres, signée Sapesz et Kaufmann ;

Une adresse d'un groupe de socialistes russes habitant Londres, signée Goldenberg, Lieberman, etc. ;

Une lettre de la Section internationale de Lausanne ;

Diverses lettres d'Angleterre.

Puis la discussion fut ouverte sur cette question : « Des rapports à établir entre les individus et les groupes dans la société réorganisée » (proposition jurassienne).

Cette discussion remplit tout le reste de la séance, qui ne fut levée qu'à minuit ; elle continua dans la séance du samedi soir ; elle occupe, pour les deux séances, plus de trente-huit pages du Compte-rendu. Elle roula sur la conception de l'État socialiste et sur celle de la libre fédération des libres associations. Malgré l'intérêt que peuvent offrir ces débats au point de vue théorique, je dois renoncer à les reproduire in-extenso. Sur les dix orateurs qui prirent successivement la parole, un seul, *J. Franz* (vendredi), représenta l'opinion strictement étatiste : il expliqua qu'après la destruction de la domination capitaliste, il faudrait, comme aujourd'hui, des lois et un gouvernement ; seulement ces lois seraient votées directement par le peuple, et ce gouvernement serait élu par le suffrage universel. *De Paepe* (vendredi), reprenant les idées qu'il avait exposées en 1874 dans le rapport de la Section bruxelloise sur les services publics, déclara qu'il ne tenait pas au mot *Etat*, et qu'il était prêt à employer celui d'*administration publique* si on le désirait : il expliqua que, « dans l'avenir, l'Etat serait, selon toute probabilité, en partie la représentation des groupes corporatifs [la Chambre du travail], ayant pour mandat de servir de lien entre ces groupes pour tout ce qui regarde la production en particulier et les faits économiques en général ; et en partie la fédération des groupes locaux ou com-

1. La lettre du Parti ouvrier socialiste danois proposait qu'il fût tenu en Suisse, en janvier 1877, une conférence de délégués des différentes organisations socialistes ; cette conférence s'occuperait de la création d'un bureau international de correspondance et de statistique. Le Congrès de Berne répondit aux socialistes danois en leur communiquant la proposition belge pour la convocation d'un Congrès socialiste universel.

munes, ayant pour mandat de servir de lien entre les communes pour tous les intérêts généraux qui nous regardent en tant qu'hommes et non plus en tant que producteurs : Chambre régionale du travail et Fédération des communes, tels nous semblent donc être les deux aspects de l'Etat dans l'avenir ». Tous les autres, moi-même (qui parlai le premier), Gutsmann, Brousse, Reinsdorf, Malatesta, Joukovsky, Betsien, Werner, se montrèrent, avec des nuances diverses, anti-étatistes. — Je m'exprimai ainsi (vendredi) : « On a prétendu que les *anarchistes* ou les *bakounistes* (c'est ainsi qu'on nous appelle) voulaient supprimer entre les hommes tout lien social, toute action collective ; qu'ils voulaient non seulement la destruction des institutions politiques, armée, magistrature, police, clergé, etc., mais encore la suppression de ce qu'on appelle *services publics*. Comment a-t-on pu nous prêter des absurdités pareilles ?... L'abolition de l'Etat, c'est pour nous l'abolition du gouvernement d'une classe... La conception d'avenir que nous autres collectivistes, c'est-à-dire communistes anti-autoritaires, nous opposons à l'idée du *Volksstaat*, de l'Etat populaire, est celle de la libre fédération des libres associations industrielles et agricoles, sans frontières artificielles et sans gouvernement. » — *Malatesta* dit (samedi), en termes presque identiques, les mêmes choses : « On a presque laissé supposer que nous voulions détruire la poste, le télégraphe, les chemins de fer et tous les autres services qui ont besoin d'une organisation unique et centralisée... Nous aussi, nous voulons le fonctionnement de ce qu'on appelle les services publics : bien plus, nous croyons que, par le développement du principe de solidarité et l'universalisation du travail collectif, la production et l'échange dans tous les domaines deviendront des services publics. Mais ces services ne devront pas être organisés d'en haut, par l'Etat ; ils sont la conséquence spontanée, naturelle, nécessaire de la vie sociale, du progrès de la science, du développement des besoins ; et de même que la circulation et la respiration dans la vie animale, ils ont leur raison d'être et trouvent leur moyen d'action dans le corps même de la société... Il me semble que nos contradicteurs confondent l'Etat avec la société. La société n'est pas l'agrégation artificielle, opérée par la force ou au moyen d'un contrat, d'individus naturellement réfractaires : c'est au contraire un corps organique vivant, dont les hommes sont les cellules concourant solidairement à la vie et au développement du tout ; elle est régie par des lois immanentes, nécessaires, immuables comme toutes les lois naturelles. Il n'existe pas un *pacte* social, mais bien une *loi* sociale. Que peut donc représenter l'Etat au sein de cet organisme ? Il ne peut avoir qu'une mission de résistance, un rôle d'oppression et d'exploitation... Nous voulons la destruction radicale de toutes les institutions bourgeoises et autoritaires d'aujourd'hui, et la prise de possession, par tous, de tout ce qui existe... Mais ensuite, comment s'organisera la société ? Nous ne le savons pas et nous ne pouvons pas le savoir. Nous aussi, sans doute, nous nous sommes occupés de projets de réorganisation sociale, mais nous ne leur accordons qu'une importance très relative. Ils doivent être nécessairement erronés, peut-être même complètement fantastiques... Par dessus tout, nous devons détruire, détruire tous les obstacles qui s'opposent aujourd'hui au libre développement des lois sociales, et nous devons empêcher que, sous n'importe quelle forme, ces obstacles puissent se reconstituer ou qu'il s'en crée de nouveaux. Ce sera au fonctionnement libre et fécond des lois naturelles de la société à accomplir les destinées de l'humanité... S'il en est qui éprouvent le besoin d'enrayer et de ralentir le mouvement social, à nous la marche en avant de l'humanité ne nous paraît pas plus semée de périls que ne l'est le cours des astres. »

Naturellement, le Congrès n'avait pas de décision à prendre sur une question d'une nature purement théorique ; aussi aucune résolution ne fut-elle votée.

Le samedi, la séance du matin, ouverte à neuf heures, fut consacrée tout entière à la continuation de la discussion sur la question : « De la solidarité dans l'action révolutionnaire » ; la discussion n'étant pas épuisée à une heure, la suite en fut renvoyée à la séance de relevée.

Dans la séance de l'après-midi, ouverte à deux heures et demie, la discussion

fut reprise. Un projet de résolution, résumant les opinions émises dans le débat, fut présenté par Perron, Portillo [Soriano], Sanchez [Viñas], Brousse, Joukovsky, Malatesta, Cafiero, Ferrari. Ce projet, amendé ensuite par Franz, fut mis aux voix et adopté à l'unanimité en la teneur suivante :

Considérant que le respect réciproque relativement aux moyens employés dans les différents pays par les socialistes pour arriver à l'émancipation du prolétariat, est un devoir qui s'impose à tous et que tous acceptent,

Le Congrès déclare que les ouvriers de chaque pays sont les meilleurs juges des moyens les plus convenables à employer pour faire la propagande socialiste. L'Internationale sympathise avec ces ouvriers en tous cas, pour autant qu'ils n'ont pas d'attaches avec les partis bourgeois quels qu'ils soient.

On vient de voir que le texte de cette résolution avait été rédigé, en sa forme définitive, non par un membre de l'Internationale, mais par un membre du *Schweizerischer Arbeiterbund* (Franz). Le *Bulletin* (5 novembre) fit ressortir en ces termes cette particularité caractéristique :

La discussion sur cette question conduisit le Congrès à voter, à l'unanimité, une résolution manifestant la sympathie des socialistes de tous les pays pour les prolétaires que la tyrannie de leur gouvernement oblige à tenter des mouvements révolutionnaires [1]. Eh bien, le texte de cette résolution, exprimant la communauté de principes qui unit les diverses organisations ouvrières et le lien qui les rattache les unes aux autres malgré la différence du mode d'action qu'elles doivent adopter dans les divers pays, le texte de cette résolution, disons-nous, a été présenté au Congrès par le citoyen Franz, qui y assistait, comme le citoyen Greulich, à titre de membre de l'*Arbeiterbund*. Nous tenons à faire ressortir cet incident caractéristique, qui indique clairement que l'entente amicale — ou ce que les Allemands appellent *friedliches Nebeneinandergehn* — s'est réellement établie entre l'*Arbeiterbund* et nous.

L'ordre du jour appelait ensuite la discussion sur la question : « Institution d'une cotisation régulière à verser entre les mains du Bureau fédéral » (proposition espagnole). La résolution suivante, proposée par la commission, fut votée à l'unanimité :

Le Congrès décide :

1° De repousser l'établissement d'une caisse mise à la disposition du Bureau fédéral ;

2° D'établir une caisse internationale de propagande, dont le Bureau fédéral serait simplement dépositaire et dont il ne pourrait pas se servir ;

3° Une partie de cette caisse sera mise à la disposition de la Fédération qui le demandera, si les autres Fédérations, consultées par l'intermédiaire du Bureau fédéral, y consentent.

1. C'est là, en effet, l'interprétation qu'il faut donner à ce texte, que « les ouvriers de chaque pays sont les meilleurs juges *des moyens les plus convenables* à employer pour faire la propagande socialiste », et que « l'Internationale sympathise avec ces ouvriers *en tous cas* ».

Le taux de la cotisation à payer à la caisse internationale fut fixé à trois centimes par mois et par membre.

Le Congrès, ensuite, s'occupa de la question : « Convocation d'un Congrès socialiste universel en 1877 » (proposition belge).

De Paepe annonça que la commission n'avait pu présenter un projet de résolution sur cette question, vu les divergences de vues qui s'étaient produites dans son sein. Il donna lecture du mandat qu'il avait reçu à cet égard de la Fédération régionale belge, et qui était ainsi conçu :

« Le Congrès des fédérations belges charge le compagnon De Paepe, son délégué au Congrès international de 1876 à Berne, de proposer à ce dernier Congrès l'adoption des clauses suivantes :

« 1° Le Congrès international de Berne adhère à l'organisation d'un Congrès socialiste universel, à tenir en 1877, et auquel seraient admis les délégués des diverses organisations socialistes, que ces dernières soient des branches de l'Internationale, ou qu'elles existent en dehors de cette association;

« 2° Ce Congrès aurait pour objet de cimenter, le plus étroitement possible, un rapprochement entre les diverses organisations socialistes, et de discuter des questions d'un intérêt général pour l'émancipation du prolétariat;

« 3° Ce Congrès devrait être convoqué, non pas uniquement au nom de l'Internationale, mais en même temps au nom des autres organisations socialistes qui auront adhéré à l'idée du Congrès ;

« 4° Le Congrès socialiste de 1877 aura lieu en Belgique.

« Si, par une raison ou l'autre, le Congrès de Berne pense que le susdit Congrès socialiste ne peut avoir lieu en Belgique, nous proposons la Suisse. »

Voici, d'après le Compte-rendu, un résumé de la discussion :

Brousse dit qu'en principe tout le monde est favorable à l'idée d'un Congrès ; mais qu'il faut d'abord savoir de façon plus précise ce que serait ce Congrès, par qui et sur quelles bases de représentation il serait convoqué, quelles questions y seraient discutées, et ce qu'en espèrent ceux qui ont mis cette question à l'ordre du jour.

Perron dit qu'il a mandat d'appuyer la proposition belge ; mais il faut, ajoute-t-il, que nous prenions des précautions pour assurer, dans cette tentative de rapprochement, le maintien de notre autonomie et l'indépendance de nos principes.

Guillaume pense que le Congrès proposé ne peut avoir pour but de créer une nouvelle organisation. Il a été question, dans certains journaux, de *reconstituer l'Internationale* : mais l'Internationale n'a pas besoin d'être reconstituée, elle existe. Peut-on songer à faire adhérer à l'Internationale certaines organisations nationales, comme celle du Parti socialiste allemand, qui, tout en partageant les principes de l'Internationale, ont une existence à part ? Non, cela est impossible pour le moment. Par conséquent, le seul résultat pratique qu'on puisse attendre du Congrès socialiste universel proposé par les Belges serait l'établissement de relations amicales et d'une correspondance régulière entre les diverses organisations qui s'y feraient représenter. Chacune des organisations participant au Congrès aurait naturellement à faire des propositions pour l'ordre du jour ; et l'Internationale devrait s'occuper dès maintenant des questions qu'elle demandera à faire inscrire au programme des délibérations. En conséquence, il dépose la proposition suivante :

Le Congrès de Berne propose aux Fédérations régionales d'établir, pour le projet de Congrès universel des socialistes à tenir en 1877, les bases suivantes :

Les diverses Fédérations régionales se feront représenter à ce Congrès comme Fédérations appartenant à l'Internationale.

Elles demanderont l'inscription à l'ordre du jour de ce Congrès des questions suivantes :

1. Pacte de solidarité à conclure entre les diverses organisations ouvrières socialistes ;

2. De l'organisation des corps de métier;
3. De l'attitude du prolétariat à l'égard des divers partis politiques;
4. Des tendances de la production moderne au point de vue de la propriété.

S'il est voté sur les questions de principe, ce vote n'aura qu'un caractère de statistique des opinions, et ne sera pas regardé comme destiné à constituer une opinion officielle du Congrès sur ces questions.

Gutsmann exprime l'avis qu'une organisation internationale nouvelle, sous quelque nom que ce soit, ne saurait être établie pour le moment : ni l'Allemagne, ni les syndicats ouvriers français ne pourraient en faire partie, les lois s'y opposent.

Portillo [Soriano] dit que le Congrès proposé ne pourrait pas avoir d'utilité pour nous. Nous ne pourrions pas y aller avec l'idée de faire des concessions pour rallier à nous certaines organisations : l'Internationale ne peut rien céder de ses principes. Le seul résultat pratique qu'on puisse attendre du Congrès proposé par les Belges, nous l'avons déjà obtenu ici : c'est un rapprochement amical entre des organisations différentes. Il paraît donc inutile de convoquer à cet effet un Congrès spécial.

Reinsdorf dit que le Congrès universel de 1877 nous ferait faire un grand pas dans la voie d'un rapprochement, qui pourrait plus tard amener à une union complète des diverses fractions du grand parti socialiste.

De Paepe dit que le Congrès de 1877 n'eût-il d'autre résultat que celui dont vient de parler Reinsdorf, ce serait déjà beaucoup. On a dit que l'ancienne Internationale de 1866 ne pouvait plus être reconstituée. C'est là une affirmation hasardée; nous ne savons pas quels événements politiques pourraient se produire dans un avenir peut-être prochain, et si ces événements n'auraient pas pour résultat une extension de la liberté d'association dans certains pays. La Fédération belge n'attend pas un grand résultat de ce premier Congrès; mais il pourra être suivi d'autres, et plus tard pourra sortir de ces réunions la reconstitution d'une Internationale nouvelle qui groupera, comme autrefois celle de 1866, les socialistes de tous les pays. Il n'est pas prouvé qu'on ne puisse pas créer, dès l'année prochaine, une organisation où trouveraient leur place les partis socialistes d'Allemagne, de Danemark, de Portugal, l'*Arbeidersbond* de Hollande, l'*Arbeiterbund* suisse, etc.; il y aurait seulement à examiner, pour l'Allemagne, la question des difficultés légales. Toutefois, il est possible qu'une autre raison empêche le groupement en un seul faisceau de toutes les organisations socialistes : ce serait la différence radicale qui existe, au point de vue de la tactique, entre le mode d'action adopté par les socialistes des pays latins et celui qui est suivi par les socialistes des pays germaniques. Peut-être cette divergence amènera-t-elle la création de deux Internationales; mais s'il devait y avoir une Internationale du Nord et une Internationale du Midi, ce ne seraient pas deux organisations hostiles l'une à l'autre, ce seraient au contraire deux associations unies par une communauté de but et de principes, et il serait possible de maintenir entre elles des relations d'amitié et de pratiquer la solidarité. Aujourd'hui, peut-être les inimitiés, les rancunes personnelles sont-elles encore trop vives pour que rien de tout cela puisse se réaliser immédiatement; eh bien, alors le Congrès universel de 1877 sera au moins un jalon sur la voie qui doit nous conduire à une Association réellement internationale de tous les travailleurs socialistes.

Joukovsky dit que le Congrès proposé semble avoir un double but : le rapprochement de tous les groupes socialistes pour une étude commune des questions de théorie; et l'organisation d'une nouvelle Internationale. Il n'y a rien à dire contre le rapprochement des groupes : nous l'avons toujours désiré; il est déjà fait, du reste, la présence parmi nous du citoyen Vahlteich en est une preuve. Quant à l'organisation d'une nouvelle Internationale, Joukovsky ne s'explique pas comment il pourrait en être question. L'Internationale est faite,

elle est ouverte à tous les travailleurs ; elle sauvegarde toute leur liberté d'action, en ne leur imposant aucune théorie. Le Congrès de 1877 peut-il demander davantage ? Que les groupes socialistes entrent en relations avec nous, notre Bureau fédéral est organisé pour correspondre avec eux, et le rapprochement tant désiré par nous tous se fera de plus en plus ; c'est ainsi que nous arriverons à la possibilité d'un pacte, et, si nous n'arrivons pas à la fusion complète des forces du prolétariat dans l'Internationale, nous vivrons du moins en paix et entreprendrons une action commune dans la mesure du possible.

La discussion fut interrompue à huit heures du soir, et trois quarts d'heure après s'ouvrit la troisième séance publique, dans laquelle s'acheva le débat sur la question : « Des rapports à établir entre les individus et les groupes dans la société réorganisée », débat qui a déjà été analysé plus haut (p. 104).

Une dernière séance fut tenue le dimanche matin, à neuf heures.

On y termina d'abord la discussion relative au Congrès socialiste universel.

Franz déclara qu'il était partisan d'une reconstitution de l'Internationale, mais que les bases proposées par Becker, dans la *Tagwacht*, pour cette reconstitution, lui paraissaient tellement vagues que tous les groupes possibles pourraient y entrer, sociétés de secours mutuels, sociétés politiques, etc. Franz trouve que l'entrée de pareilles sociétés dans l'Internationale serait non-seulement inutile, mais nuisible, car elle empêcherait l'Association d'aller de l'avant. L'Internationale doit rester une sorte d'avant-garde des masses travailleuses, le groupement des socialistes conscients, des propagandistes.

Greulich dit que l'Internationale telle que Franz venait de la définir serait une véritable aristocratie. La masse des travailleurs manque d'instruction théorique, mais elle n'en marche pas moins dans la véritable voie du socialisme : à preuve les Trade Unions anglaises et les syndicats parisiens. Tout mouvement qui part des travailleurs est bon et doit être respecté, quelque imparfait qu'il puisse paraître au début.

Reinsdorf répondit à Greulich que l'Internationale n'était pas une aristocratie, mais qu'elle ne pouvait, sans renoncer à son programme socialiste, admettre pêle-mêle chez elle tous les éléments, même les éléments réactionnaires. L'Internationale devra se faire représenter au Congrès universel pour faire mieux connaître ses idées et tâcher de les faire prévaloir.

De Paepe constata que Franz et Reinsdorf parlaient d'une Internationale qui lui paraissait n'être pas tout à fait celle d'autrefois. En effet, ils semblent mettre comme condition d'entrée dans l'Internationale l'adhésion à une doctrine sociale déterminée ; il n'en était pas ainsi dans les premières années, et rien, dans les considérants des statuts généraux, ne permet une aussi étroite interprétation. S'il en était autrement, nous ne serions plus l'Association internationale des *travailleurs*, mais celle des *initiateurs*. Chaque fois qu'une association ouvrière demande à entrer dans l'Internationale, il faut l'accepter. De Paepe ajouta que, quant à lui, il se ralliait complètement à la proposition de Guillaume, et qu'il pensait seulement qu'on pourrait ajouter, aux questions qui y étaient contenues, celle qui a été proposée par les socialistes du Danemark, l'établissement d'un bureau international de correspondance et de statistique.

Vahlteich se déclara d'accord avec De Paepe, ajoutant qu'il espérait qu'il serait possible de reconstituer, sur les bases d'autrefois ou sur d'autres, l'ancienne Internationale, à laquelle les socialistes d'Allemagne se joindraient volontiers de nouveau.

Malatesta s'exprima ainsi : « A notre point de vue, à nous autres Italiens, l'Internationale ne doit pas être une association exclusivement ouvrière ; le but de la révolution sociale, en effet, n'est pas seulement l'émancipation de la classe ouvrière, mais l'émancipation de l'humanité tout entière ; et l'Internationale, qui est l'armée de la révolution, doit grouper sous son drapeau tous les révolutionnaires, sans distinction de classe. En Italie, ce n'est pas par le *trade-unionisme* qu'on pourra jamais obtenir aucun résultat sérieux ; les condi-

tions économiques de l'Italie et le tempérament des ouvriers italiens s'y opposent. Du reste, je tiens à déclarer que les Trade Unions, telles que les offre l'Angleterre et que De Paepe les préconise, sont à mes yeux une institution réactionnaire. »

Guillaume répondit : « Je ne puis m'associer au jugement que vient de porter Malatesta sur les Trade Unions. Ce n'est pas l'institution des Trade Unions, prise en elle-même, qui est réactionnaire : cette institution, qui n'est autre chose que la solidarisation des intérêts des ouvriers d'un même métier, est un fait économique naturel, nécessaire ; et c'est précisément sur la base de ces corporations ouvrières nées du développement de l'industrie moderne que devra s'élever un jour la société du travail affranchi. Ce qui est vrai et ce que Malatesta a probablement voulu dire, c'est que l'esprit d'un très grand nombre d'ouvriers des Trade Unions est encore un esprit réactionnaire. Dans le Jura, nous partageons l'opinon exprimée par De Paepe, c'est-à-dire que nous pensons qu'il faut chercher à faire entrer les associations ouvrières dans l'Internationale. Quand la chose n'est pas possible, nous ne demandons pas une adhésion collective formelle ; nous nous contentons de tâcher de faire entrer individuellement dans l'Internationale les hommes les plus actifs des associations ouvrières, de manière à amener, par leur intermédiaire, la propagande des idées socialistes au sein de ces associations. Ce n'est pas là constituer, de propos délibéré, une aristocratie socialiste : c'est tout simplement accepter la situation telle qu'elle est, et chercher à en tirer le meilleur parti possible. Relativement à la proposition faite par les socialistes de Danemark, je pense qu'en répondant à leur lettre nous pourrions les engager à présenter eux-mêmes leur proposition au Congrès universel dont nous discutons le projet. »

Brousse, tout en acceptant l'idée du Congrès universel ainsi que les questions proposées par Guillaume pour l'ordre du jour, signala un danger de division pour l'Internationale : la Fédération belge, par exemple, peut se trouver attirée, d'une part, par sympathie historique, vers l'Internationale existante, et d'autre part, par les tendances à l'action légale, vers celle que quelques-uns parlent de former. Brousse, lui, n'admet que l'Internationale existante, qui est assez large pour que toutes les organisations socialistes puissent y trouver place.

Portillo [Soriano] répéta que le Congrès proposé lui paraissait inutile, car, si les organisations constituées en dehors de l'Internationale veulent se rapprocher de nous, elles ont un moyen bien simple : entrer dans l'Internationale, où elles conserveront leur entière liberté d'action.

La proposition que j'avais formulée, relativement à l'ordre du jour du Congrès universel de 1877, fut ensuite mise aux voix : elle fut adoptée par les délégués des Fédérations belge, française, hollandaise et jurassienne ; ceux des Fédérations espagnole et italienne s'abstinrent.

Il fut ensuite voté sur la proposition de la Fédération belge : adhésion à l'idée d'un Congrès universel des socialistes à tenir en 1877. Cette proposition fut adoptée par les délégués des Fédérations belge, française, hollandaise et jurassienne ; ceux des Fédérations espagnole et italienne s'abstinrent.

« Après quelques explications échangées entre les délégués espagnols et italiens, d'une part, De Paepe et Guillaume d'autre part, les délégués italiens déclarent qu'ils se sont abstenus parce que la proposition présentée au Congrès leur paraît susceptible de produire des équivoques ; mais ils ajoutent qu'ils la voteront néanmoins, sous la condition de faire insérer au procès-verbal la déclaration suivante :

« Pour nous, l'Internationale est l'unique organisation existante qui représente véritablement le socialisme populaire ; par conséquent, nous croyons » que notre association doit se faire représenter au Congrès socialiste, non » pour s'y fondre dans une organisation nouvelle, mais seulement pour défen- » dre ses principes et ses moyens d'action, et chercher à attirer à elle les orga- » nisations ouvrières qui ne sont pas encore entrées dans ses rangs. »

« Sanchez [Viñas] se rallie à cette déclaration; Portillo [Soriano] persiste dans son abstention. »

Il restait une question à l'ordre du jour, celle du « Pacte de solidarité à établir entre les différentes organisations socialistes ». *De Paepe* proposa que cette question fût renvoyée au Congrès universel à tenir en 1877, et demanda que, en attendant, le Congrès de Berne exprimât le vœu de voir un rapprochement plus grand s'opérer entre les diverses fractions du parti socialiste. Sa proposition fut votée à l'unanimité.

Pindy, secrétaire du Bureau fédéral, présenta ensuite les comptes de ce Bureau. Ils furent approuvés par le Congrès, et la répartition des frais fut faite séance tenante entre les Fédérations régionales.

Il y avait encore à désigner la Fédération qui devait remplir les fonctions de Bureau fédéral pendant l'année 1876-1877. La Fédération belge fut proposée. Mais ensuite, prenant en considération le fait que les socialistes de Belgique seront chargés de la convocation et de l'organisation du Congrès universel des socialistes, le Congrès décida, à l'unanimité, de confier de nouveau les fonctions de Bureau fédéral de l'Internationale à la Fédération jurassienne.

Une commission, chargée de reviser ceux des procès-verbaux qui n'avaient pas encore été lus, et de répondre, au nom du Congrès, aux diverses lettres qui avaient été adressées à celui-ci, fut ensuite nommée. Elle fut composée de *Cafiero*, *Brousse*, *Kahn*, *Guillaume* et *Malatesta*.

Puis le huitième Congrès général de l'Association internationale des travailleurs fut déclaré clos, et la séance fut levée à midi et trois quarts.

Le dimanche après midi, les délégués, qui n'avaient pas eu un seul moment de répit depuis le jeudi matin, s'accordèrent quelques heures de far-niente consacrées à la causerie ou à la promenade. Pour moi, je me rappelle que Soriano, qui voulait m'entretenir en particulier, m'entraîna au jardin du Petit-Rempart; là, assis sur un banc, nous parlâmes longuement des affaires d'Espagne, et aussi de ses affaires personnelles. Il me parut très exalté, et je m'efforçai — sans y réussir, d'ailleurs — de le ramener à des idées un peu plus calmes.

Le dimanche soir, un banquet réunit, dans la salle où avait eu lieu le Congrès, les délégués et un certain nombre de socialistes et de membres de l'Internationale.

Ce fut De Paepe qui ouvrit la série des toasts, en rappelant la mémoire des socialistes morts pour la défense de la Commune de Paris, et particulièrement celle de Varlin, qui, après avoir participé, comme délégué, à plusieurs Congrès de l'Internationale, a scellé de son sang son inébranlable attachement à ses convictions.

Je portai la santé d'Andrea Costa, qui eût dû être au Congrès un des représentants de l'Italie, si la police de M. Nicotera ne l'eût replongé dans la prison d'où il venait à peine de sortir ; et à Costa j'associai tous ceux qui, en Italie, luttaient et souffraient pour la défense de nos principes.

Viñas but à la santé d'Alerini, l'un des combattants de la Commune de Marseille en 1870 et en 1871, l'un des représentants de l'Espagne au Congrès général de 1873, et qui depuis plus de deux ans était enfermé dans les prisons de Cadix avec d'autres martyrs de la cause socialiste ; il rappela en même temps le souvenir de ces nombreux travailleurs que la bourgeoisie espagnole avait déportés ou exilés, ou qu'elle tenait en captivité dans ses cachots, pour le seul crime d'avoir appartenu à l'Internationale.

Schwitzguébel — qui était venu passer le dimanche à Berne — but aux déportés de Nouvelle-Calédonie, et rappela que ce n'était pas d'une amnistie qu'il fallait attendre leur délivrance, mais seulement d'une révolution victorieuse.

Cafiero but aux socialistes allemands, qui fournissent aussi leur contingent de martyrs et paient aussi, dans les prisons de Bismarck, leur dette à la cause de la Révolution sociale.

Enfin De Paepe, reprenant la parole, but à la mémoire de Michel Bakounine, qui, après une vie consacrée tout entière à la cause de la Révolution, était

venu terminer sa longue et douloureuse carrière dans la ville même où le Congrès était réuni.

Le compte-rendu donné par le *Bulletin* (5 novembre) s'achève par ces lignes :

« Au moment où le banquet se terminait eut lieu un incident que nous croyons devoir mentionner, pour prévenir toute fausse interprétation. Deux membres de la Fédération jurassienne [1] protestèrent avec vivacité contre la présence au banquet du citoyen Greulich, demandant comment ce citoyen, après avoir publié contre le Congrès et une partie des délégués les calomnies qui ont paru dans la *Tagwacht*, pouvait avoir l'hypocrisie de venir fraterniser avec les hommes qu'il a insultés. Cette protestation eût pu, selon notre opinion, revêtir une autre forme ; mais nous tenons à bien constater qu'elle était dirigée, non point contre le représentant de l'*Arbeiterbund*, — car entre l'Internationale et l'*Arbeiterbund*, comme associations, il ne peut et ne doit exister que des relations fraternelles, — mais exclusivement contre la personne du citoyen Greulich. »

Le *Bulletin* fit ressortir la signification du Congrès dans l'article suivant (5 novembre) :

Les résultats du Congrès de Berne.

On attendait du Congrès de Berne un double résultat.

Il devait, en première ligne, manifester l'énergique vitalité de l'Internationale, malgré les persécutions acharnées dont les socialistes sont l'objet en France, en Espagne et en Italie.

En second lieu, il devait fournir aux socialistes de l'Internationale et à ceux de diverses organisations ouvrières qui ont une existence à part, comme par exemple le *Schweizerischer Arbeiterbund* et le Parti socialiste d'Allemagne, l'occasion de se voir et de s'expliquer, et d'examiner la possibilité d'un rapprochement amical.

A cette double point de vue, le Congrès de Berne a rempli et même dépassé notre attente.

L'Internationale, tout d'abord, s'est affirmée d'une manière éclatante. Six Fédérations régionales s'étaient fait représenter. On a pu constater publiquement qu'en Espagne, cent douze fédérations locales sont encore groupées autour du drapeau du socialisme révolutionnaire ; qu'en Italie, la Fédération italienne a rallié autour d'elle toute la portion véritablement avancée du prolétariat de ce pays ; qu'en France, les ouvriers des villes, malgré la loi Dufaure, continuent à rester secrètement affiliés à notre Association ; qu'en Suisse, l'Internationale a gagné beaucoup de terrain depuis deux ans ; qu'en Belgique et en Hollande, où l'action socialiste s'exerce sous une forme un peu différente de celle qu'elle prend dans les pays du Midi, l'Internationale se trouve dans une période de transformation qui lui prête des forces nouvelles.

L'influence de l'Internationale n'est pas restreinte aux pays où notre Association est régulièrement constituée ; cette influence s'étend — et le Congrès en a fourni la preuve — à des contrées où le mouvement socialiste ne fait que de naître : la Grèce, le Mexique, l'Amérique du Sud saluent déjà dans l'Internationale la messagère d'un meilleur avenir.

Quant au rapprochement amical qu'on espérait établir entre l'Internationale et les organisations formées en dehors d'elle, il a été réalisé.

Le *Schweizerischer Arbeiterbund* s'était fait représenter à Berne par un

1. Brousse et Werner.

délégué. Ce délégué eût pu être mieux choisi, car la conduite que le citoyen Greulich a tenue comme rédacteur de la *Tagwacht* a soulevé dans les rangs des internationaux une juste réprobation, et a attiré à ce citoyen, en plein Congrès, de la part d'un délégué étranger à l'Internationale, une exécution sévère, mais méritée [1]; toutefois, malgré l'indignité personnelle du représentant, la démarche de l'*Arbeiterbund* a été accueillie comme une preuve que cette Association était disposée à pratiquer, envers l'Internationale, la solidarité que celle-ci, en vertu de ses statuts, pratique de son côté à l'égard de toutes les organisations ouvrières...

Le citoyen Vahlteich, député au Reichstag, était venu au Congrès de Berne comme membre du Parti socialiste d'Allemagne, que les lois existantes l'empêchaient de représenter officiellement. Il a exprimé, de la façon la plus franche, les sympathies des socialistes allemands pour l'Internationale, et les dispositions amicales où ils se trouvent à l'égard des socialistes d'autres pays, dont la tactique est différente de la leur. Il est résulté des explications échangées au Congrès à ce sujet, que de même que les Italiens et les Espagnols, obligés chez eux, par les circonstances, à procéder révolutionnairement, reconnaissent que la propagande légale adoptée par les Allemands est actuellement la seule tactique qui puisse convenir à l'Allemagne ; de même les socialistes allemands, tout en suivant leur tactique à eux sur le terrain national, reconnaissent que les socialistes d'Espagne et d'Italie sont seuls juges de la ligne de conduite qu'ils ont à tenir de leur côté.

Des lettres amicales du Conseil central du Parti socialiste de Portugal et de l'Association ouvrière socialiste de Danemark témoignèrent également des sentiments de solidarité que professent les ouvriers danois et portugais à l'égard de leurs frères des autres pays.

Un Congrès socialiste universel, auquel seront invitées toutes les organisations ouvrières socialistes d'Europe et d'Amérique, quel que soit le nom qu'elles se donnent, sera convoqué l'année prochaine, par les soins d'un groupe de socialistes belges. A ce Congrès, l'Internationale se fera représenter ; elle pourra entrer ainsi directement en contact avec les organisations ouvrières d'Allemagne, d'Angleterre, de Danemark, de Portugal, etc. ; et de ce rapprochement sortira sans doute une entente complète.

Le lundi 30 octobre, les délégués reprirent le chemin de leurs foyers, excepté Cafiero et Malatesta, qui devaient prolonger leur séjour en Suisse pendant quelques semaines encore.

IX

Du Congrès de Berne à la fin de 1876.

En Espagne, malgré l'arrestation de divers chefs de la conspiration républicaine Zorrilla-Salmeron, la fermentation révolutionnaire continuait, et on s'attendait à un soulèvement qui serait probablement appuyé par un *pronuncia-*

1. Il s'agit de quelques rudes vérités dites à Greulich par Gutsmann. L'incident n'a pas été mentionné dans le Compte-rendu.

miento d'une partie de l'armée. En décembre, la *Revista social* de Barcelone publiait un tableau de la lamentable situation du pays : misère croissante, crise commerciale et industrielle générale, détresse du trésor public obligé de contracter des emprunts à des taux fantastiques ; ainsi, dans l'emprunt de Cuba, « pour *treize* millions que le gouvernement a reçus, il faudra que dans l'espace de dix ans il rembourse *deux cent deux* millions ». Et le journal socialiste concluait : « Allons toujours. Qui vivra verra ! Il est certain qu'un jour ou l'autre seront appliqués des remèdes énergiques, pour guérir la gangrène qui corrompt et détruit la société. »

La Commission fédérale espagnole adressa à la fin de novembre, aux autres Fédérations de l'Internationale, une lettre faisant appel au sentiment de la solidarité en faveur des familles des déportés, des prisonniers, des exilés. Il y avait là de si nombreuses infortunes à soulager, que les ressources des travailleurs espagnols ne pouvaient y suffire : « La cotisation régulière qu'ils versent à cet effet est malheureusement insuffisante ; ils s'adressent par conséquent à leurs frères des autres pays, en les priant de leur venir en aide par des souscriptions ou par des prêts remboursables ». Une souscription fut aussitôt ouverte dans la Fédération jurassienne ; le *Bulletin* (10 décembre) écrivit : « Puisse, malgré la misère qui pèse, en ce moment plus que jamais, sur les ouvriers de notre région, cet appel être entendu; puisse l'obole des travailleurs jurassiens témoigner une fois de plus, dans cette circonstance, que chez nous la solidarité est comprise et pratiquée ».

Dans son numéro du 20 octobre, le *Vorwärts* avait commis une erreur, en confondant, à propos d'un télégramme adressé au Congrès ouvrier de Paris du 2 octobre par M. Filipperi, membre du comité central de l'Association ouvrière mazzinienne à Rome, les *mazziniens* avec les *socialistes*. Cafiero et Malatesta envoyèrent de Berne, où ils se trouvaient à ce moment, à ce journal une lettre de rectification, écrite sur le ton de la cordialité, où ils disaient :

« Ne savez-vous pas que les mazziniens sont en Italie les adversaires acharnés du socialisme, et que les sociétés ouvrières qui suivent encore le drapeau de Mazzini sont l'équivalent, dans le mouvement ouvrier de notre pays, des sociétés dirigées en Allemagne par MM. Hirsch et Duncker? »

Cependant les quelques intrigants (Zanardelli, Nabruzzi, Gnocchi-Viani, Ingegneros, etc.) qui combattaient la Fédération italienne de l'Internationale cherchaient des appuis à l'étranger : ils étaient entrés en relations avec la rédaction de la *Tagwacht*, et Greulich vit en eux des alliés dont il accepta aussitôt le concours, comme le « patriarche » Becker avait, en 1873, recherché celui de Terzaghi (voir t. III, p. 138); par Malon, ils avaient obtenu accès auprès de la rédaction du *Mirabeau*, et ce journal, durant quelques mois, allait servir, dans l'ignorance où étaient nos amis de Verviers de l'état réel des choses, d'instrument à nos adversaires. La campagne de mensonges qui, commencée dès 1874, paraissait devoir continuer, décida Cafiero et Malatesta à écrire la lettre suivante, que publia le *Bulletin* du 3 décembre :

Compagnons, Par suite de quelques inexactitudes et de quelques omissions dans le *Compte-rendu* officiel du Congrès de Berne, certains journaux ont tiré, du rapport présenté par nous sur la situation et sur les principes de l'Internationale en Italie, des conclusions qui ne sont pas tout à fait conformes à la vérité. Nous vous prions en conséquence de bien vouloir insérer dans votre journal la déclaration suivante :

1° Nous n'avons jamais rien dit qui pût faire supposer qu'en Italie l'Internationale fût divisée en deux branches suivant deux courants d'idées différents. Toute la grande majorité des socialistes italiens est groupée autour du programme anarchique, collectiviste et révolutionnaire de la Fédération italienne ; et le petit nombre de ceux qui jusqu'à présent, dupes

d'intrigues et de mensonges, étaient restés en dehors, commencent à entrer tous dans notre organisation. Nous ne voulons pas parler d'un petit groupe qui, s'inspirant de vues personnelles et de buts réactionnaires, cherche à faire une propagande qu'il appelle « graduelle et pacifique » : ceux-là sont déjà jugés dans l'opinion des socialistes italiens, et ne représentent rien qu'eux-mêmes ;

2° La Fédération italienne croit que le *fait insurrectionnel*, destiné à affirmer par des actes les principes socialistes, est le moyen de propagande le plus efficace, et le seul qui, sans tromper et corrompre les masses, puisse pénétrer jusque dans les couches sociales les plus profondes et attirer les forces vives de l'humanité dans la lutte que soutient l'Internationale ;

3° La Fédération italienne considère la propriété collective *des produits du travail* comme le complément nécessaire du programme collectiviste, *le concours de tous pour la satisfaction des besoins de chacun* étant l'unique règle de production et de consommation qui réponde au principe de solidarité. Le Congrès fédéral de Florence a démontré éloquemment l'opinion de l'Internationale italienne sur ce point ainsi que sur celui qui précède.

Salut et solidarité.

Les délégués fédéraux italiens au Congrès de Berne : Errico Malatesta, Carlo Cafiero.

La nouvelle nous parvint, en novembre, que Costa avait été condamné, par le préteur d'Imola, à un mois de prison et à six mois de surveillance pour contravention à l'*ammonizione*. Mais, le 22 novembre, le tribunal correctionnel de Bologne, auquel le condamné en avait appelé, cassa la sentence du préteur et prononça l'acquittement de Costa. L'accusé s'était défendu lui-même, et le nombreux public accueillit son discours par de tels applaudissements que le président menaça de faire évacuer la salle. A sa sortie, Costa reçut de la foule une ovation enthousiaste. « C'est ainsi — ajoutait l'un des journaux bourgeois qui racontèrent le procès — que le zèle intempestif des autorités politiques a valu au jeune apôtre des idées de l'Internationale une seconde apothéose. »

La presse socialiste italienne continuait infatigablement son œuvre de propagande. Le *Risveglio* de Sienne venait de reparaître (novembre). Le *Martello*, de Fabriano, transporté à Iesi, luttait non seulement contre le gouvernement, mais contre les endormeurs qui, s'occupant de « science sociale », prêchaient la « modération » et attendaient tout du temps et d'une lente évolution ; le *Bulletin* (10 décembre) traduisit un article intitulé *Poco a poco* (Peu à peu), écrit par Costa, où étaient fouaillés ces « sages », ces « apôtres de la conciliation et de l'équivoque ». Ils veulent, disait Costa, que l'on marche lentement sur la route du progrès : « Et-ils ont bien leurs motifs. Sans cela, en effet, que deviendraient-ils, eux et leurs journaux ? Pour eux, le champ des *fécondes études* et des *profondes observations sur les phénomènes de la vie industrielle* se trouverait fermé. Pour les journalistes, le moyen de gagner de l'argent aurait également disparu. Adieu la vanité, alors, adieu les ambitions des hommes graves et modérés, des professeurs au petit pied, des docteurs improvisés, dont tout le désir est uniquement d'éterniser la grande question, afin d'avoir l'avantage de l'examiner dans tous ses détails et de la discuter jusqu'à la consommation des siècles... Ils craignent la révolution populaire qui viendra les démentir, et s'efforcent anxieusement d'en éloigner la date. Trouvant la satisfaction de leurs propres aspirations dans l'état de misère actuel, ils finissent par devenir, souvent sans le vouloir, profondément égoïstes et mauvais, race trompeuse dont le visage est ami, mais dont le cœur est perfide. Tout en se disant socia-

listes, ils sont plus dangereux que les ennemis déclarés de la cause populaire. »

Un nouveau journal annonça son apparition pour le 15 décembre, à Florence, sous le titre de *l'Anarchia*. Son programme disait : « Nous ne sommes pas des *Katheder-Socialisten* ; nous parlerons un langage simple, afin que le prolétariat comprenne une bonne fois quel est le chemin qu'il doit suivre pour arriver à sa complète émancipation. *L'Anarchia* combattra sans trève non seulement la bourgeoisie exploitante, mais aussi *les nouveaux charlatans du socialisme* : car ces derniers sont les ennemis les plus dangereux de la classe ouvrière. » Mais la publication de l'*Anarchia* dut être ajournée : le journal ne parut que huit mois plus tard, à Naples.

La conduite équivoque de la *Plebe*, à Milan, et ses procédés indélicats en matière de journalisme, nous dégoûtaient. Perdant patience, je lui dis son fait dans le *Bulletin* du 17 décembre, à propos du démarquage de nos articles, en ces termes :

Le journal milanais la *Plebe* publie de prétendues correspondances particulières de Paris ; ces correspondances sont tout simplement fabriquées par la rédaction en se servant des lettres parisiennes que publie notre *Bulletin*. Quand la *Plebe* (comme elle l'a fait dans presque tous ses derniers numéros) nous emprunte nos articles de fond et les publie comme siens, sans nous nommer, nous ne nous plaignons pas : au contraire, nous sommes bien aises de voir nos idées reproduites et propagées. Mais fabriquer de fausses correspondances au moyen des correspondances authentiques que reçoit un autre journal, c'est un procédé qui nous déplaît, et qui devrait être banni de la presse socialiste. Le *Vorwärts* de Leipzig a reproduit la lettre de Paris publiée dans notre numéro du 26 novembre, mais il l'a reproduite telle quelle, et en indiquant qu'il l'empruntait au *Bulletin* : voilà comme il faut agir entre confrères.

La *Plebe*, naturellement, ne fut pas contente : elle riposta par des injures. Le *Bulletin*, alors, l'exécuta dans l'article suivant (numéro du 14 janvier 1877) :

La *Plebe* est furieuse que nous ayons dévoilé la supercherie au moyen de laquelle elle a fabriqué la prétendue correspondance de Paris publiée dans son numéro du 4 décembre.

Nous pouvons estimer un adversaire, malgré la différence des opinions, lorsqu'il nous combat franchement, mais nous haïssons et méprisons la duplicité. Que penser d'un journal dont l'unique préoccupation, cela est clair pour nous maintenant, est de tromper les uns et les autres? d'un journal qui, pour amuser certains de ses lecteurs, ouvre une souscription pour ériger un monument à Bakounine; se déclare *révolutionnaire*, se range au nombre des *impatients*, annonce avec sympathie la réapparition du *Martello*, « une vieille connaissance qui n'a pas besoin de recommandation », et adresse, à l'occasion, des flagorneries à certains membres connus de l'Internationale italienne, Costa, Faggioli, Malatesta, Natta, etc.? d'un journal qui, pour plaire à une autre catégorie de lecteurs, glisse dans la *petite poste* de sa troisième page des méchancetés à l'adresse des hommes qu'il nomme avec éloges à sa deuxième page ; reproduit les attaques d'un autre journal contre les délégués italiens au Congrès de Berne ; cherche à semer la désunion dans les rangs des socialistes d'Italie, et se dit partisan de la propagande *pacifique* pour rassurer ceux qui auraient pu prendre au sérieux ses déclarations révolutionnaires?

Mais c'est trop nous occuper de ces manœuvres de boutique. Nous n'avons du reste jamais pris la *Plebe* au sérieux, même quand elle ouvrait toutes grandes ses colonnes aux articles qu'elle demandait à nos amis ou qu'elle empruntait sans façon au *Bulletin*. Nous la laisserons continuer à annoncer à son de trompe, à sa 3ᵉ et à sa 4ᵉ pages, son Eau merveilleuse pour teindre les cheveux et la barbe, son cosmétique, sa poudre de riz, ses boîtes à musique, son Extrait de Kumys, ses billets de théâtre et ses brochures prétendues socialistes, et nous entretiendrons à l'avenir nos lecteurs de choses plus sérieuses.

A la fin de novembre eut lieu à Florence le Congrès des sociétés ouvrières de la Toscane : trente et une sociétés y furent représentées par cinquante délégués. Ce Congrès donna son adhésion au programme de l'Internationale.

Une circulaire de la Commission italienne de correspondance, en date du 15 décembre, annonça qu'elle avait transféré son siège à Naples, et que son adresse était désormais : Gaetano Grassi, tailleur, Vico 2° Porta Piccola Montecalvario, nº 12, Naples.

Dans leur lettre publiée par le *Bulletin* du 3 décembre 1876, Malatesta et Cafiero avaient écrit : « La Fédération italienne croit que le *fait insurrectionnel*, destiné à affirmer par des actes les principes socialistes, est le moyen de propagande le plus efficace ». Cette déclaration significative était le témoignage d'un état d'esprit qui, chez les socialistes italiens, allait bientôt se manifester autrement que par des paroles. Nos amis d'Italie étaient arrivés à cette conviction que, dans leur pays du moins, *la propagande orale et la propagande écrite étaient chose insuffisante*, et que, pour se faire comprendre clairement des masses populaires, et plus particulièrement des paysans, il fallait leur *montrer* ce que tous les enseignements théoriques ne pouvaient rendre vivant et réel : qu'il fallait leur enseigner le socialisme par des *faits*, en le leur faisant voir, sentir, toucher. Et ils conçurent le projet d'apprendre aux paysans italiens, par une *leçon de choses*, ce que serait la société si l'on se débarrassait du gouvernement et des propriétaires : il suffirait, pour cela, d'organiser une bande armée, assez nombreuse pour pouvoir tenir quelque temps la campagne, et qui irait de commune en commune réaliser, sous les yeux du peuple, le *socialisme en action*.

Après le Congrès de Berne, nos deux amis prolongèrent, comme je l'ai déjà dit, leur séjour en Suisse durant plusieurs semaines. Ce fut pendant ce temps que l'idée prit corps, et ils s'occupèrent tout d'abord à se procurer les ressources pécuniaires nécessaires à sa réalisation. Elles furent fournies principalement par une socialiste révolutionnaire russe, Mˡˡᵉ Smetskaïa, qui donna quatre mille francs, et par Cafiero, qui consacra à cette affaire le dernier argent, cinq à six mille francs, qu'il put tirer de la liquidation de son héritage. Vers la fin de décembre, Malatesta et Cafiero retournèrent en Italie, et s'installèrent à Naples ; là, ils s'occupèrent pendant tout l'hiver des préparatifs de l'entreprise, à laquelle s'intéressèrent de nombreux camarades de différentes parties de la péninsule.

Nos amis avaient choisi le massif montagneux qui touche à la province de Bénévent pour théâtre de l'action ; ils comptaient que les préparatifs, conduits dans le plus profond mystère, seraient achevés de façon à permettre à la bande d'entrer en campagne au mois de juin 1877 : ce n'est qu'à cette époque de l'année, en effet, que la neige a disparu des sommets du Matèse et que les bergers remontent dans les pâturages des régions élevées.

Malatesta et ses amis de Naples connaissaient un certain Salvatore Farina, ancien garibaldien, qui avait été employé autrefois à la répression du brigandage dans le Samnium, à l'époque où les partisans des Bourbons avaient organisé, contre le gouvernement de Victor-Emmanuel, un banditisme politique. Farina était familier avec la région choisie, et y avait conservé des relations : il pouvait rendre des services : on voulut l'utiliser. Nos amis lui firent des

ouvertures qui furent accueillies ; quelques-uns d'entre eux, le plus souvent Malatesta, se rendirent avec lui dans divers villages et y enrôlèrent des paysans pour le mouvement.

Un auxiliaire inattendu se joignit à eux : c'était Kraftchinsky, dont Malatesta avait fait la connaissance l'année précédente, à l'occasion des affaires de la Hertségovine. A la fin de 1876 ou au commencement de 1877, Kraftchinsky se rendit de Paris à Naples, en compagnie de Mme Volkhovskaia, qui, phtisique au dernier degré, devait passer l'hiver en Italie, et d'une autre jeune femme russe dont je ne sais pas le nom. On le mit au courant du projet, et il s'y associa ; il écrivit même, à l'usage des révolutionnaires italiens, un petit manuel exposant la tactique de la guerre de bandes [1]. Nos amis, qui n'avaient songé d'abord qu'à faire acte de propagande, en vinrent-ils, à un certain moment, à se figurer que de leur mouvement pourrait sortir une insurrection générale ? il est difficile de le dire ; peut-être plusieurs d'entre eux se bercèrent-ils de ce rêve. La calme réflexion a beau la contredire, il arrive qu'on prête l'oreille, en dépit de tout, à la voix d'une illusoire espérance.

Ainsi se passa l'hiver ; Naples était le centre où les organisateurs du futur mouvement avaient leur quartier-général ; et un certain nombre d'affiliés, en Romagne, en Emilie, en Toscane, dans les Marches et l'Ombrie, se tenaient prêt à partir pour rejoindre leurs camarades aussitôt que le signal de l'action leur aurait été donné.

Coïncidence remarquable : tandis qu'en Italie on songeait à faire de la propagande sous la forme de mouvements insurrectionnels, en Russie une idée analogue s'était fait jour dans certains groupes socialistes [2]. Quelques révolutionnaires résolurent, pour frapper l'imagination populaire, d'organiser une démonstration dans la rue, en plein Pétersbourg, avec déploiement du drapeau rouge. Et les Russes devancèrent les Italiens dans la réalisation de leur plan. Ils prirent pour prétexte une manifestation de sympathie en faveur de Tchernychevsky, déporté en Sibérie depuis 1864 : on choisit le jour de la fête du saint dont il portait le nom (la Saint-Nicolas, 6-18 décembre 1876), et, dans l'église de Notre-Dame-de-Kazan, à Pétersbourg, une foule nombreuse d'étudiants, d'étudiantes et d'ouvriers se réunit pour assister à un service religieux commémoratif. A l'issue du service, la foule — un millier de personnes environ — se groupa sur la place devant l'église ; un jeune homme, un étudiant, prononça un discours pour rappeler les noms de ceux qui avaient souffert pour la cause populaire, en ajoutant : « Nous nous sommes rassemblés pour manifester ici, devant la Russie tout entière, notre solidarité avec ces hommes ; notre drapeau est leur drapeau ; il porte la devise : *Terre et liberté !* » Un drapeau rouge sur lequel se lisaient les mots *Terre et liberté* fut alors déployé aux acclamations de la foule, et aux cris répétés de : « Vivent la terre et la liberté ! Vive le peuple ! Mort au tsar ! » Mais bientôt arrivèrent la police et les cosaques, et on en vint aux mains. La police ne put réussir à s'emparer de l'étudiant qui avait parlé (c'était Georges Plekhanof, alors âgé de dix-neuf ans, qui depuis... !), mais elle arrêta une vingtaine d'hommes et onze femmes, qui, deux mois après, furent condamnés, les uns aux travaux forcés, les autres à l'exil en Sibérie. Quant à Plekhanof, il parvint à quitter Pétersbourg, à franchir la frontière, et se réfugia à Genève.

Le *Vorwärts* de Leipzig publia, au sujet de cette manifestation, une appréciation malveillante : il déclara que la démonstration du 18 décembre était « ou bien un coup monté par la police, ou bien un enfantillage », et que « ceux qui y avaient pris part n'étaient en tout cas pas des socialistes ». Quelques ouvriers et étudiants adressèrent alors à l'organe officiel du Parti socialiste al-

1. Ce manuscrit a été rendu à Kraftchinsky en 1893, et sans doute il existe encore.

2. Voir, à ce propos, les idées émises, dès 1875, par le correspondant du *Bulletin*, B. Zaytsef, sur la nécessité d'ajouter à la propagande pacifique la lutte à main armée (tome III, p. 306.)

lemand une lettre de rectification ; ils se plaignaient que la rédaction du *Vorwärts* eût emprunté ses renseignements aux organes du gouvernement russe, et la priaient d'insérer un récit exact des faits, qu'ils lui envoyaient. Le *Vorwarts* publia le récit, mais en ajoutant « qu'il persistait dans sa première appréciation ».

Dans son numéro du 12 novembre, le *Bulletin* publia l'entrefilet suivant au sujet de Gambetta :

« Dans le discours qu'il a récemment prononcé à Belleville, en une réunion privée, Gambetta a dit que la Commune était un *crime*. Ce qui n'a pas empêché ce charlatan d'aller, trois jours après, à l'enterrement de la sœur de Delescluze, du plus *criminel* parmi les hommes de la Commune... Est-ce que tous les moyens ne sont pas bons pour se faire de la popularité ? Le discours de Belleville était destiné aux oreilles de la bourgeoisie ; mais comme il y a des électeurs ouvriers et socialistes, qu'il faut amadouer aussi, on trouve habile de se faire passer à leurs yeux pour un admirateur de Delescluze. Et les majorités qui vont à l'urne électorale sont si bêtes, que ces trucs grossiers réussissent toujours. »

Notre correspondant de Paris nous envoyait des détails sur la misère qui régnait dans cette ville par suite du chômage croissant : « Les politiqueurs parlent avec épouvante de la guerre qui va peut-être éclater en Orient, et de la possibilité de voir la Russie s'établir sur le Bosphore et fermer ainsi à l'industrie de l'Occident d'importants débouchés, — comme s'il était indispensable à la prospérité de la France de transporter au loin ses produits, pour les faire consommer en Asie, tandis que dans Paris seul plus de quatre cent mille bouches réclament une consommation qu'on leur refuse, et offrent huit cent mille bras pour reproduire l'équivalent des produits qu'ils auraient consommés ! »

Le même correspondant appréciait ainsi le caractère du mouvement ouvrier parisien : « Bien que le mouvement actuel des corporations ouvrières parisiennes n'en soit encore qu'à sa phase préparatoire, qu'il ne soit en quelque sorte qu'ébauché, et que beaucoup d'idées arriérées s'y mêlent aux aspirations socialistes, il y a cependant un fait que nous constatons avec plaisir : c'est que ce mouvement est anti-gouvernemental, *anti-étatiste* si l'on peut se permettre cette expression barbare. Le programme des corporations parisiennes est en cela précisément l'opposé du programme des ouvriers anglais ou allemands : tandis que ces derniers réclament l'intervention de l'Etat, et se posent pour idéal d'avenir un *Etat populaire*, un Etat-Providence qui prendrait en mains la gestion du travail social, les ouvriers parisiens repoussent le concours de l'Etat : ils ne veulent pas entendre parler d'une organisation du travail qui aboutirait à ériger le gouvernement en patron ou en capitaliste commanditaire des associations ouvrières. L'organe le plus répandu des sociétés ouvrières de Paris, la *Tribune*, s'exprime à ce sujet de la façon la plus catégorique dans son numéro du 6 décembre...

« Qu'on remarque bien une chose. Du temps de l'empire, lorsque les internationaux déclaraient qu'ils ne voulaient rien avoir à faire avec l'Etat, il pouvait rester quelque place à un malentendu, à une interprétation erronée : on pouvait prétendre que ce qu'ils repoussaient, ce n'était pas l'Etat en lui-même, mais seulement l'empire. Mais aujourd'hui les choses ont changé : l'empire n'est plus là, la France est en république démocratique, le peuple est souverain ; en s'adressant à l'Etat, les ouvriers ne mendieraient plus les faveurs d'un gouvernement usurpateur, ils réclameraient l'appui du gouvernement élu par le peuple lui-même. Et cependant les ouvriers témoignent autant de répugnance pour l'Etat-république que pour l'Etat-empire : ce qui signifie clairement qu'ils ne veulent pas du socialisme d'Etat, du socialisme autoritaire. »

Le 17 décembre, le *Bulletin* publia une lettre de Ferdinand Gambon signalant les mauvais traitements dont les détenus politiques étaient victimes dans la prison de Belle-Isle-en-Mer.

Dans le courant de décembre, le ministère Dufaure fit place à un ministère Jules Simon, dont le *Bulletin* salua l'avènement en ces termes : « Grande nouvelle ! Le ministre Dufaure, l'auteur de la loi contre l'Internationale, est renversé du pouvoir, et il est remplacé à la présidence du Conseil *par un membre de l'Internationale !* Oui, par un membre de l'Internationale, reçu dans l'association en février 1865, sous le n° 606, ainsi que le constatent les registres du bureau de Paris. Voilà ce qui s'appelle un triomphe du socialisme, ou je ne m'y connais pas ! — Malheureusement, le n° 606 s'appelle *Jules Simon*, généralement connu dans le monde politique sous le nom de « Judas Simon », un traître et un fourbe. Consolons-nous, ce n'est pas des ministres que le peuple ouvrier attend son salut. »

J'ai dit que Malon avait réussi à surprendre la bonne foi des rédacteurs du *Mirabeau*, et qu'il se servait de ce journal pour diriger des attaques contre les révolutionnaires de France et d'Italie. En décembre, il fit envoyer au *Mirabeau*, par son factotum le cuisinier Joseph Favre, je ne sais plus quel article où étaient pris à partie Pindy et Brousse. Le *Bulletin* publia à ce sujet les lignes suivantes (7 janvier 1877) : « Les délégués français au Congrès de Berne nous prient d'annoncer que les sections qu'ils ont représentées à ce Congrès datent de 1872, et ont déjà voté au Congrès général de 1873 d'une manière collective, comme Fédération française. Ceci en réponse à une ineptie signée *Favre*, qui a paru dans un numéro du *Mirabeau*. »

On a vu que notre correspondant de Belgique avait écrit au *Bulletin*, après le Congrès belge du 1er octobre, qu'il doutait qu'à Verviers on fût disposé à appuyer la pétition gantoise relative au travail des enfants dans les fabriques. En effet, quelques socialistes verviétois publièrent dans le courant d'octobre une brochure [1] où ils disaient que « la question telle qu'elle était posée dans la pétition en circulation ne changerait rien au sort du prolétariat, et que c'était une illusion que de demander des réformes à la bourgeoisie, attendu que celle-ci ne ferait jamais que ce qui lui serait imposé par la force [2] ». Toutefois, à une lettre de la fédération anversoise de l'Internationale demandant qu'un meeting fût tenu à Verviers pour discuter la question, et annonçant qu'elle y enverrait des délégués, le Conseil fédéral de la vallée de la Vesdre répondit en acceptant la proposition et en fixant le meeting au 26 novembre. Le meeting eut lieu, et réunit quelques centaines de travailleurs. Un délégué d'Anvers y fit un appel chaleureux aux ouvriers du bassin de la Vesdre, en déclarant que si la pétition, après qu'elle aurait obtenu l'adhésion des travailleurs wallons, était repoussée par la Chambre, les Flamands alors s'uniraient aux Wallons pour lutter *par la force* contre l'ennemi commun. « Je vous demande, dit-il, encore un dernier effort, la main dans la main, un dernier essai avant de nous lancer définitivement dans les voies violentes. » Ce langage, qui n'était pas dépourvu d'habileté, fut vigoureusement applaudi. Mais P. Bastin et G. Gérombou combattirent le pétitionnement ; et lorsque, après une longue discussion, on passa au vote, 27 mains seulement se levèrent en faveur de la pétition, 4 se levèrent contre ; tout le reste des assistants s'abstint. « Les ouvriers du bassin de la Vesdre, écrivit Emile Piette dans une lettre que publia le *Bulletin*, sont restés ce qu'ils étaient et n'ont aucunement changé d'idée : socialistes et

1. De Paepe avait mentionné cette brochure dans son rapport au Congrès de Berne (voir ci-dessus p. 98).

2. Guillaume De Greef avait écrit le 26 septembre 1876 aux auteurs de la pétition : « S'il existait en Belgique une organisation ouvrière sérieuse, elle n'aurait pas besoin de pétitionner à la Chambre des représentants pour obtenir ce qu'elle serait en état d'exécuter sans l'intervention du bon plaisir d'une autorité quelconque ; elle n'aurait qu'à s'engager elle-même à ne plus envoyer ses enfants à l'atelier. La Chambre des représentants, qui représente la banque, la grande industrie et le trafic, ne cédera donc que si cela lui plaît. » (Lettre citée par Louis Bertrand dans l'*Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique*, 1907, t. II, p. 298.)

révolutionnaires, ils ne peuvent et ne sauraient pactiser avec les partis bourgeois... La pétition sera mise au panier, et on s'occupera, comme du passé, de choses plus sérieuses que les pétitionnements. »

Notre *Bulletin* rappela aux Belges ce que le *Volksstaat* avait écrit en 1874 à propos d'une pétition analogue à la leur, que l'association autrichienne Volksstimme avait adressée à la Chambre des députés d'Autriche. « Nous pensons — avait dit le journal de Liebknecht et de Bebel — qu'après avoir vu leur pétition enterrée avec si peu de cérémonie, les ouvriers autrichiens comprendront une fois pour toutes que, par la voie parlementaire, ils ne peuvent pas même obtenir une minime amélioration de leur sort, à plus forte raison une amélioration radicale, *et que ceux qui engagent la classe ouvrière à continuer dans cette voie sont, ou bien des hommes incapables et sans intelligence, ou bien des spéculateurs malhonnêtes et égoïstes.* » (Voir t. III, p. 173.) Mais les meneurs des ouvriers flamands étaient bien décidés à faire la sourde oreille.

A Verviers, il s'était constitué, le 1er novembre, un cercle ayant pour but « l'étude et la propagation des idées socialistes » ; il se donna pour nom *l'Etincelle, cercle d'économie sociale*. Ses fondateurs furent des ouvriers qui pendant des années avaient, dans le *Mirabeau*, lutté énergiquement pour la cause prolétarienne. Ce journal, à la suite d'intrigues dont je ne connais pas exactement le détail, était maintenant dominé par des influences qui tendaient à le transformer en un organe hostile à nos tendances ; une partie de ceux qui y avaient tenu ferme le drapeau du socialisme révolutionnaire, des hommes comme Emile Piette, Gérard Gérombou et quelques autres [1], s'étaient vus mis à l'écart : on refusait leurs articles, et on accueillait ceux de Sellier, un professeur français réfugié en Belgique, appartenant à la secte « positiviste », et qui, sous l'anagramme de *Resille*, attaquait et calomniait nos amis [2]. Le cercle l'Etincelle, fondé pour tenir tête à cette intrigue réactionnaire, fut un actif foyer de propagande ; et, grâce à son action, grâce aussi à l'intervention des Jurassiens et des Italiens, on verra, au cours de l'année 1877, les idées révolutionnaires reconquérir droit de cité dans le *Mirabeau*.

1. Malon, qui était maintenant en froid avec ces militants, avait fait l'année précédente, dans une lettre à Mathilde Rœderer du 10 novembre 1875, leur éloge en ces termes : « Je voudrais vous intéresser à un journal socialiste belge dans lequel j'écris et qui est rédigé exclusivement par des ouvriers. Ce journal a pour rédacteur en chef un ouvrier tisserand qui ne sait pas très bien son orthographe, et pour inspirateur un groupe que vous aimeriez. Il y a surtout mes excellents amis Pierre Bastin, Gérard Gérombou et Mme Gérombou, qui sont véritablement charmants. Le journal n'est pas bien fait, tant s'en faut, mais toutes les observations qu'on fait à ce sujet sont reçues avec des remerciements et l'on en tient compte. Ces jeunes ouvriers veulent bien faire, il faut les aider. »

2. Sellier écrivait, par exemple, dans le *Mirabeau* du 3 décembre 1876 : « L'autonomie semble être un mot jeté par la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière pour la diviser. *L'autonomie a tué l'Internationale.* L'autonomie, sachons-le bien, c'est la *division* : nous sommes pour la *centralisation.* » Cette attitude de Sellier — qui était un ami de De Paepe — nous força de lui donner sur les doigts. Le *Bulletin* du 14 janvier 1877 publia ce qui suit :

« On nous affirme que le correspondant du *Mirabeau* qui signe *Resille* est le même personnage qui a publié, dans l'*Economie sociale* du 17 juin 1876, un article intitulé *Confession d'un révolutionnaire*. Dans cet article, l'auteur, M. Sellier, après avoir raconté sa participation aux événements de la Commune, *avoue avoir signé à deux reprises une demande en grâce ;* et il termine par des réflexions sur l'amnistie, dans lesquelles il engage les proscrits de la Commune à *amnistier leurs bourreaux* ! Voici quelques lignes de cette triste *Confession* : « Nous ne devons pas » demander la revanche, malgré la cruauté de nos vainqueurs. Pardonnons-leur, » cela est beaucoup plus philosophique ; mais que le pardon soit réciproque. » *Quant à ceux-là qui conservent toutes les passions de 1871,* disait le président du » Conseil des ministres, *ils ne nous accordent pas l'amnistie, nous ne voulons pas* » *la leur accorder.* — Et si on vous l'accordait, monsieur le ministre ? » — Lorsque les ouvriers socialistes de la vallée de la Vesdre ont ouvert les colonnes de leur journal au correspondant *Resille*, ils ignoraient certainement que celui-ci fût l'auteur de ce plat agenouillement devant les bourreaux versaillais. »

Le 10 décembre eut lieu à Bruxelles une réunion de délégués de différentes associations ouvrières. Cette réunion-conférence, qui avait été convoquée par la Chambre du travail de Bruxelles, donna son appui au pétitionnement en faveur d'une loi sur le travail des enfants ; elle approuva en outre l'idée de créer en Belgique une fédération de toutes les corporations du pays, qui prendrait le nom d'*Union ouvrière belge*. « Si ce mouvement, dit à ce propos le *Bulletin* (24 décembre) doit amener à l'Internationale, par une voie indirecte, celles des sociétés ouvrières belges qui jusqu'à présent étaient restées indifférentes, nous nous en féliciterons, quoique le programme pratique développé dans la réunion de Bruxelles ne soit pas le nôtre. »

Mais les initiateurs de la conférence de Bruxelles n'avaient nullement l'intention d'amener les sociétés ouvrières belges à l'Internationale ; tout au contraire, leur but secret — Louis Bertrand l'a raconté dans son *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique* — était de la supplanter.

Qu'était-ce que la Chambre du travail de Bruxelles ?

Ce groupement avait été fondé un an auparavant par Gustave Bazin [1], ouvrier bijoutier, et par le jeune Louis Bertrand, secrétaire de la chambre syndicale des ouvriers marbriers de Bruxelles, qui tous deux faisaient partie de la Section bruxelloise de l'Internationale. « Dans des conversations particulières, — raconte Louis Bertrand (t. II de son *Histoire*, p. 294), — après les séances de l'Internationale, Bazin et quelques autres parlaient souvent de l'utilité qu'il y aurait de fédérer les quelques sociétés ouvrières de Bruxelles, afin de donner au mouvement socialiste un centre d'action et de propagande. De Paepe, consulté par nous, approuvait fort l'idée, bien qu'elle dût déplaire aux anciens de l'Internationale, qui semblaient craindre la création d'un autre groupe fédératif que le leur, qui n'existait du reste plus que de nom [2]. C'est ainsi que le 4 janvier 1875 fut fondée la Chambre du travail, fédération des sociétés ouvrières bruxelloises. Son programme était bien modeste : elle voulait simplement fédérer les groupes professionnels ouvriers, dans le but de défendre les intérêts qui étaient communs à tous les travailleurs. Voilà ce qui se disait ouvertement dans les appels adressés aux associations ouvrières. Mais les initiateurs de ce nouveau groupement *avaient une ambition plus grande* : ils voulaient créer un centre d'action et de réveil socialiste qui se bornerait à travailler Bruxelles pour le moment, *mais qui devait, dans la suite, s'étendre au pays entier et en faire sortir un Parti socialiste belge*. A peine constituée, la Chambre du travail eut à subir un double assaut. Les membres de la Section bruxelloise de l'Internationale protestèrent contre cette organisation nouvelle qui, dans leur pensée, devait remplacer leur groupement. D'un autre côté, dans les sociétés ouvrières dont on sollicitait l'affiliation, on déclarait que la Chambre du travail était en réalité l'Internationale ressuscitée sous une autre forme, et on ne voulait pas en entendre parler. »

Les fondateurs de la Chambre du travail de Bruxelles s'étaient mis en rapport avec le groupe des socialistes gantois, à la tête duquel était alors Edmond Van Beveren, ouvrier peintre en bâtiment, qui, ayant « étudié la littérature socialiste allemande, fut bientôt acquis à la méthode sociale-démocratique des marxistes allemands » (L. Bertrand). Les Gantois prétendaient imposer d'emblée leur tactique à toute la classe ouvrière belge, tandis que les Bruxellois, plus prudents, ne voulaient procéder que par degrés ; mais les uns et les autres étaient d'accord pour mettre au rancart l'Internationale, comme une machine usée. Et c'est ainsi que la Chambre du travail avait convoqué pour le

1. Bazin, réfugié de la Commune, qui avait séjourné d'abord deux ans à Genève, avait été en septembre 1873 l'un des secrétaires du Congrès marxiste tenu dans cette ville. Fixé ensuite à Bruxelles, il y fut en 1873 et 1874 le correspondant du journal l'*Union des travailleurs*, dont le rédacteur en chef était M. Jules Nostag (voir t. III, p. 139, note 1). Il épousa plus tard la sœur de César De Paepe (Louis Bertrand, *Histoire*, t. II, p. 50).

2. A Bruxelles, s'entend. Dans d'autres parties du pays, la Fédération belge militait toujours.

10 décembre la réunion de laquelle elle espérait faire sortir une organisation ouvrière *nationale*. Louis Bertrand explique en ces termes ce qui se passa :

« Ce n'était pas chose facile. Les anciens de l'Internationale, à Bruxelles surtout, Brismée, Steens, Verrycken, Standaert et d'autres, conservaient l'espoir de voir revivre la grande Association et regardaient comme sacrilège le fait de tenter l'organisation d'un autre groupement embrassant tout le pays. De Paepe, qui, tout en étant encore membre de l'Internationale, nous encourageait dans nos tentatives, fut blâmé fortement et faillit même être exclu de la Section bruxelloise. D'un autre côté, la méthode nouvelle, c'est-à-dire l'action à la fois politique et économique des ouvriers, n'avait pas encore obtenu l'adhésion de tous les travailleurs organisés, et il y eut là encore bien des résistances à vaincre. Il fallut donc se montrer très prudent, ne pas mécontenter les internationalistes et ne pas affirmer trop vigoureusement la tendance nouvelle, et ce pour réunir le plus d'adhésions possible... On voulait grouper en une seule organisation toutes les associations ouvrières et socialistes belges : mais quels seraient le programme et les statuts du parti nouveau ? Les Flamands, Gantois et Anversois, préconisaient l'adoption du programme du Parti socialiste allemand ; les Bruxellois étaient, en majorité, du même avis ; mais les Wallons de Verviers, du Centre et de Charleroi montraient encore quelque répugnance à faire de l'agitation politique et à inscrire la revendication du suffrage universel en tête du programme... Nous proposâmes, en guise de conciliation, que l'accord existerait sur le but économique et social commun à tous, mais que la participation au mouvement politique serait *facultative* pour les groupes qui ne voulaient pas encore en entendre parler. Cette proposition *fut mal accueillie par les socialistes flamands*, et l'on se sépara sans avoir rien fait de bien sérieux. »

Mais la question devait être reprise l'année suivante.

L'Angleterre subissait une crise industrielle. « Les quatre grandes industries du pays, fer, acier, houille, et coton, vont mal », nous écrivait le correspondant du *Bulletin*. « Mais les patrons ne veulent aucunement renoncer aux gros bénéfices qu'ils réalisaient : en conséquence, on diminue le salaire de l'ouvrier. Les diminutions se font de 10, 15, et même parfois de 25 pour cent. Tout ce qui avait été gagné pendant ces vingt dernières années par des grèves se perd donc au premier ralentissement de l'industrie. »

Dans son numéro du 3 décembre, le *Bulletin* raconta une émeute qui avait eu lieu sur le domaine de Zazonskowa, près de Neumarck (Prusse) : un certain nombre de paysans, irrités des procédés de l'inspecteur, le menacèrent et le battirent; le propriétaire et son beau-frère vinrent à son secours, et le beau-frère tua un paysan d'un coup de feu : mais les deux seigneurs durent alors se réfugier dans leur maison, où ils furent assiégés ; l'émeute finit par l'arrestation de deux paysans désignés comme meneurs. « Ce fait — conclut le *Bulletin* — prouve que le tempérament révolutionnaire n'est pas propre seulement aux *têtes brûlées* d'Espagne et d'Italie, et que, malgré le programme légal et la tactique parlementaire prônés dans d'autres pays, on le trouve partout où il y a des exploités qui ont intérêt à un changement *immédiat* de l'ordre de choses actuel. »

La commission de correspondance du Congrès de Berne avait envoyé à l'Association démocratique de Patras le *Compte-rendu* du Congrès. Celle-ci répondit, en décembre, par une lettre disant : « Si nous avons bien compris votre pensée, nous sommes persuadés qu'il y a complète harmonie entre nos idées et les principes de votre programme. Ayant grand désir d'établir des relations plus intimes avec vous, nous commencerons dès ce jour avec vous une correspondance régulière. »

La Section internationale de Montevidéo, qui n'avait pu être prévenue en temps utile de la date exacte du Congrès de Berne, avait adressé au Comité fédéral jurassien un mandat qui n'arriva qu'au commencement de décembre. La lettre d'envoi disait entre autres : « Veuillez nous envoyer l'adresse des

organes de l'Association internationale, afin que nous puissions nous y abonner. Recevez un salut fraternel de la part d'hommes qui désirent fortifier notre Association par la solidarité et établir des relations régulières avec vous, afin que nous marchions unis et d'accord pour la grande œuvre que vous avez entreprise et à laquelle nous voulons travailler avec vous. »

La situation de l'industrie horlogère, dans le Jura neuchâtelois et bernois, ainsi qu'à Genève, apparaissait de plus en plus compromise ; et aux maux de la crise présente, dont souffraient si fort les ouvriers, se joignaient les menaces de l'avenir. Un industriel neuchâtelois, M. Favre-Perret, qui avait fait partie du jury international à l'Exposition de Philadelphie, et avait recueilli des renseignements sur la fabrication de la montre aux États-Unis, fit à son retour une tournée de conférences à Neuchâtel, au Locle, à la Chaux-de-Fonds, à Saint-Imier, pour raconter ce qu'il avait vu, et indiquer ce qui lui paraissait l'unique moyen de sauver, en Suisse, l'industrie horlogère en péril. Les Américains ont établi d'immenses fabriques, dans lesquelles la montre se fait d'un bout à l'autre *à la machine* : ces fabriques distribuent à leurs actionnaires de gros dividendes, qui se sont élevés jusqu'à 40 %, et qui, en 1875, malgré la crise, étaient encore de 12 % pour la fabrique de Waltham. Il faut donc que, en Suisse aussi, des sociétés d'actionnaires se constituent, que des « fabriques » de montres s'installent à la Chaux-de-Fonds, au Locle, à Saint-Imier, à Bienne, à Porrentruy. Les actionnaires pourront se partager, *dans les années de crise*, des dividendes de 12 % ; quant à la population ouvrière, elle ira, pour une partie, peupler ces fabriques ; l'autre partie, inemployée, devra trouver d'autres moyens d'existence, ou émigrer, ou mourir de faim. Telles étaient les perspectives ouvertes par les révélations de M. Favre-Perret aux « établisseurs » (c'est-à-dire aux petits patrons), aux chefs d'atelier, et aux salariés de l'industrie horlogère.

Ces conférences produisirent une grande émotion dans le pays. Au Val de Saint-Imier, la Commission d'organisation de la Fédération ouvrière du district de Courtelary convoqua une grande assemblée populaire, qui eut lieu à Saint-Imier le 18 décembre. L'assemblée, où furent représentées diverses nuances d'opinion, adopta à l'unanimité, après discussion, le texte d'un *Manifeste aux populations horlogères*, qui fut imprimé. La situation y était clairement exposée, et la solution indiquée en ces termes [1] :

L'industrie horlogère, comme beaucoup d'autres industries importantes, subit les lois de la production moderne ; elle entre dans la phase de la production centralisée dans les mains de compagnies financières, elle assiste à la disparition de la classe moyenne pour ne laisser en haut que quelques riches entrepreneurs, et en bas un prolétariat.

Appropriation de tout au profit de quelques-uns, transformation des conditions de l'industrie au profit d'une minorité qui se réduira toujours, tel est le mot de la situation.

L'Internationale a posé la question autrement. Nous sommes pour la science, pour le perfectionnement de l'outillage, pour l'emploi des machines, pour la production sur une grande échelle, mais à condition que ces progrès soient au bénéfice de tous, et non au profit exclusif de quelques-uns.

Ouvriers ! Il faut choisir entre les deux solutions : consentir à n'être que des machines vivantes dans l'immense engrenage industriel, ou vouloir être des hommes donnant leur part de travail, mais jouissant aussi de leur part légitime des fruits de la production collective.

Suivant la solution à laquelle vous vous rattacherez, vous vous prêterez

1. Ce Manifeste avait été rédigé par Adhémar Schwitzguébel.

à l'abaissement moral et physique des populations ouvrières, ou vous contribuerez à préparer un avenir de réparation et de justice.

La Fédération jurassienne témoignait d'une énergique vitalité et d'une force d'expansion croissante. A Genève, à la suite de l'expulsion d'Auguste Reinsdorf de la Société typographique de la Suisse romande, prononcée par le Comité central de cette société [1], il se constitua, le 14 novembre, une Section internationale de typographes, qui. déclarant poursuivre le but de l'Internationale, adhéra à la Fédération jurassienne. Quinze jours plus tard. dans la même ville. était formée une Section de propagande de langue allemande, qui envoya également son adhésion au Comité fédéral jurassien.

Le dimanche 12 novembre eurent lieu dans le canton de Genève les élections pour le Grand-Conseil : les listes radicales passèrent tout entières dans les trois collèges, sauf un seul nom; il y eut donc 119 députés radicaux et un député conservateur élus. Les radicaux avaient placé sur leurs listes neuf candidats ouvriers, pour s'assurer les voix des travailleurs. Ce résultat fut annoncé par la dépêche suivante, que publia la *Tagwacht* : « Victoire complète de la liste radicale. Neuf candidats ouvriers élus. Notre travail a été récompensé. Grande allégresse. *Becker*, *Gehrig*. » Le *Bulletin*, par la plume d'un correspondant genevois, commenta ainsi cette nouvelle :

La *Tagwacht* publie sous la signature des *socialistes* Becker et Gehrig un télégramme qui est un indicible cri de joie, de triomphe, d'enthousiasme et d'espoir, pour célébrer la grande victoire électorale remportée dimanche 12 novembre... Eh bien, ce beau succès nous laisse froids; cet enthousiasme nous cause la plus pénible impression... Nous sommes partisans de l'abstention des travailleurs en matière électorale; nous croyons que la participation directe ou indirecte des ouvriers dans l'élaboration des lois d'un Etat n'est pas le meilleur chemin à suivre pour renverser le colosse qui perpétue la misère humaine. Mais, si telle est notre conviction, nous ne saurions toutefois refuser nos sympathies et même notre concours à ceux qui choisissent cette voie pour arriver au but que nous nous proposons tous. Pourtant, c'est à une condition : c'est qu'à l'exemple de nos frères d'Allemagne, cette participation de la classe ouvrière aux luttes politiques se fasse sans être souillée par des compromissions avec l'ennemi... Il est de fait que les ouvriers de Genève veulent prendre part aux luttes politiques. Eh bien, soit! mais que du moins ils le fassent avec dignité, qu'ils se constituent en parti à part, indépendant de toute attache bourgeoise. Il y a plus de cinq mille ouvriers électeurs à Genève : que ne s'entendent-ils entre eux? Une telle force n'a plus besoin du concours des bourgeois, elle n'a qu'à s'organiser pour être absolument maîtresse du collège de la ville. Alors ce ne serait plus une maigre et stérile représentation de neuf députés, concédée par grâce, que posséderaient les travailleurs de Genève; ils auraient dans l'assemblée législative quarante-trois sièges qu'ils ne devraient qu'à eux-mêmes... Ce jour-là, nous nous associerons de grand cœur à l'enthousiasme de la victoire remportée par les ouvriers genevois sur la bourgeoisie de toute nuance ; mais jusque-là on comprendra notre réserve en face de résultats stériles honteusement obtenus par des compromis de dupes.

1. Cette expulsion fut prononcée sans motif aucun, simplement parce que les opinions socialistes de Reinsdorf déplaisaient au Comité central. Les sections de la Société typographique ne protestèrent pas.

Dans une réunion qui eut lieu, en décembre, au *Deutscher Arbeiterverein*, à Genève, on échangea des explications sur la véritable signification de ces élections. Deux des candidats ouvriers élus, Lichtenberg et Hoferer, étaient présents. Lichtenberg déclara qu'il considérait les élections à la fois comme moyen de propagande *et comme moyen d'émancipation pour les ouvriers* : en Suisse, dit-il, on possède la liberté de la presse, le droit de réunion et d'association ; aucun obstacle n'empêcherait donc le peuple suisse d'établir immédiatement la République sociale ; il ne lui manque que la compréhension des choses. Hoferer expliqua la nécessité d'une alliance des ouvriers avec les radicaux : « Nous n'avions, dit-il, le choix qu'entre ces deux alternatives : ultramontains ou radicaux ; nous avons donné la préférence à ces derniers, parce qu'ils offraient à notre parti dix sièges ; c'est là une *faveur* que les radicaux nous ont faite, car sans notre concours leur liste aurait passé tout de même ».

Kachelhofer et Franz publièrent dans la *Tagwacht*, au nom d'un groupe de membres de l'*Arbeiterbund*, un article blâmant l'alliance électorale conclue à Genève. « Une alliance de ce genre, dirent-ils, ne peut qu'enraciner dans les ouvriers suisses la triste habitude de tirer les marrons du feu pour la bourgeoisie, et gâter d'avance le terrain pour la constitution d'un parti ouvrier indépendant... Si les ouvriers veulent participer aux élections, ils doivent *toujours* avoir leurs listes de *candidats à eux*. L'important, ce n'est pas de gagner quelques sièges dans les assemblées, c'est d'éveiller chez les ouvriers la conscience de leur existence comme classe spéciale... Nous sommes bien résolus de ne pas permettre plus longtemps, en ce qui nous concerne, que le mouvement ouvrier suisse soit exploité, à dessein ou inconsciemment, pour en faire un marche-pied à l'un ou à l'autre des partis bourgeois. »

Le *Bulletin* reproduisit une partie de cet article, en ajoutant :

« Bravo ! voilà qui s'appelle parler. Avec des hommes qui pensent de la sorte, nous pourrons marcher d'accord, quelles que soient d'ailleurs les divergences théoriques qui nous séparent sur des questions d'avenir. »

Mais la *Tagwacht* avait supprimé, en la remplaçant par une ligne de points, une phrase de l'article de Franz et de Kachelhofer, et cette suppression fut relevée par le *Bulletin* en la façon qu'on verra au chapitre suivant (p. 152).

Dans ce même mois de novembre, les membres de l'*Arbeiterbund* furent appelés à voter sur le choix d'un rédacteur pour la *Tagwacht*. Un parti voulait le maintien du rédacteur Greulich ; d'autres, mécontents de la direction donnée à la *Tagwacht*, désiraient remplacer Greulich par une autre personnalité, et avaient proposé J.-H. Staub [1], de Glaris. Au vote, Greulich obtint 1401 voix, Staub 416. Nous apprîmes, par ces chiffres (qui nous révélaient en même temps la faiblesse numérique de l'association), que près d'un quart des membres de l'*Arbeiterbund* avaient des velléités d'indépendance.

Le 24 décembre, le Comité central de l'*Arbeiterbund*, siégeant à Winterthour, adressait au Comité fédéral jurassien une lettre signée *Herter*, où l'on nous proposait de nous communiquer mutuellement et de publier les nouvelles concernant les accidents du travail. « Veuillez, disait la lettre, publier dans votre *Bulletin* tous les accidents d'ouvriers dont vous aurez connaissance de la part de vos sections, ainsi que ceux que nous publierons de notre côté dans la *Tagwacht*. Nous ferons de même. Nous trouverons là un excellent moyen, non seulement de montrer à nos législateurs combien leurs discours sur le bonheur des ouvriers sont vrais, mais encore de montrer aux ouvriers eux-mêmes combien il est nécessaire, au lieu de se quereller et de se diviser pour des principes théoriques, de s'entr'aider et de marcher unis sous le drapeau du prolétariat. »

En publiant cette lettre, et en remerciant le Comité de l'*Arbeiterbund* pour son initiative, notre *Bulletin* (31 décembre) fit cette observation : « Combien ce langage est différent de celui de la fameuse lettre de J.-Ph. Becker, si haineuse, si pleine de fiel et de mauvaise foi, dont l'auteur rejetait la conciliation

1. Staub était un homme plus conciliant. Le 24 avril 1875, nous nous étions rencontrés dans un meeting à Neuchâtel (voir t. III, p. 274).

proposée par nous... Le citoyen Becker n'a heureusement pas été écouté de tout le monde ; et la lettre du Comité de l'*Arbeiterbund* prouve une fois de plus que, tout en différant sur des questions théoriques et sur des points de tactique très essentiels, on peut se rapprocher et marcher d'un commun accord sur tous les terrains où l'entente est possible. »

Dès son premier numéro de 1877, le *Bulletin* ouvrit une rubrique que nous intitulâmes *Aubaines et profits des travailleurs en Suisse*, titre emprunté à l'organe des internationaux parisiens de 1870, le *Socialiste*.

Dans le *Bulletin* du 26 novembre, une lettre de Saint-Imier signalait ce fait que, lors des fêtes et des réunions familières, « le choix, soit de chansons, soit de morceaux de déclamation ayant un caractère socialiste, présentait des difficultés sérieuses » : en conséquence, le correspondant proposait qu'on entreprît la publication d'un recueil de chansons et de pièces de vers. Cette idée reçut un accueil favorable ; les sections et les groupes socialistes furent invités à envoyer au Comité fédéral jurassien les pièces qu'ils jugeraient convenable de proposer pour être admises dans le recueil. Mais la chose traîna en longueur, et le recueil ne fut pas publié.

Le groupe qui, en 1874, avait édité à Genève pendant quelques mois la *Revue socialiste*, publia à la fin de 1876 un almanach socialiste pour 1877, intitulé la *Commune*. Cet Almanach, dont les collaborateurs avaient été recrutés avec un éclectisme intentionnel, fut imprimé à l'imprimerie du *Rabotnik*, 26, Chemin de Montchoisy ; il contient les articles suivants : *L'avenir de nos enfants*, par Elisée Reclus ; *Paris sous la Commune*, par Arthur Arnould ; *La liberté*, par Paul Brousse ; *Stenko Razine*, par Alexandre Œlsnitz ; *De la justice en France*, par Elie Reclus ; *Aux travailleurs des communes de France*, par F. Gambon ; *De l'antagonisme des classes*, par Adhémar Schwitzguébel ; *Les délégations ouvrières aux Expositions internationales*, par Adolphe Clémence ; *Le parti socialiste en Russie*, par Z. Ralli ; *Etudes de socialisme rationnel*, par Un ouvrier parisien.

Dans son numéro du 29 novembre, la *Tagwacht* publia une « lettre ouverte » adressée à César De Paepe par la Section du Ceresio (Zanardelli, Nabruzzi, etc.), dans laquelle cette Section se plaignait que son délégué Ferrari n'eût pas été admis au Congrès de Berne. C'était une erreur : on a vu au contraire (p. 93, note) que le mandat délivré par la Section du Ceresio n'avait pas été contesté. Cette réclamation aussi injustifiée qu'intempestive appela de nouveau l'attention sur le petit groupe des dissidents de Lugano, et le *Bulletin* du 17 décembre publia l'entrefilet suivant :

Un membre de l'Internationale nous écrit de Lugano en date du 13 courant : « Si la Section dite du Ceresio existe, il faut qu'elle soit clandestine. Personne ici n'en parle ou ne veut en entendre parler. Elle a réussi d'autre part à discréditer le travail socialiste dans cette ville ; car tous les Luganais qui en ont fait partie en sont sortis dégoûtés ; et maintenant, confondant le Ceresio avec l'Internationale et le socialisme, ils croient que tous les socialistes sont des brouillons et que l'Association internationale est une machine à escroquer de l'argent. »

Sept semaines plus tard (4 février 1877), on put lire encore dans le *Bulletin* cet autre entrefilet :

Le *Mirabeau* du 28 janvier a publié une lettre signée *Joseph Favre, chef de cuisine*, et émanant de la Section dite du Ceresio (ou de Lugano). Cette lettre prétend que l'entrefilet publié par le *Bulletin* dans son numéro du 17 décembre passé, et dans lequel un membre de l'Internationale émettait un jugement défavorable sur la prétendue Section du Ceresio, — que

cet entrefilet, disons-nous, bien que daté de Lugano, a été fabriqué à Neuchâtel.

La rédaction du *Bulletin* déclare que l'entrefilet en question, dont le texte original en italien est encore entre ses mains, lui a été envoyé de Lugano par le citoyen Malatesta.

Quant aux diverses injures, calomnies et insinuations qui forment le reste de la lettre signée *Favre*, nous n'y répondrons pas.

Favre et son ami Malon empochèrent sans souffler mot le démenti de Malatesta.

X

De janvier 1877 à la veille du 18 mars 1877.

En Espagne, il ne se passa rien d'important pendant les trois premiers mois de 1877. Je ne vois à relever que quelques passages d'une correspondance insérée dans le *Bulletin* du 4 février 1877 ; on y lisait : « Avant de terminer leur session, les Cortès ont voté la suppression du régime dictatorial ; comme conséquence, on eût dû mettre en liberté tous ceux qui avaient été arrêtés par ordre du gouvernement ; mais, malgré la loi, on n'a rendu la liberté qu'à un seul individu, à l'ex-favori de la mère du roi (Parfori). — A Ceuta seulement, il y a plus de 200 déportés catalans. Dans l'île de Fernando-Po (côte de Guinée) se trouvent aussi un nombre considérable de déportés : mais quoique ceux-là aient été amnistiés, le gouverneur de l'île leur refuse les moyens de revenir en Europe... — Le procès de nos compagnons d'Alcoy va bien lentement. Le 21 décembre, le juge a notifié aux accusés qu'ils eussent à choisir un défenseur dans le délai de dix jours;... on comptait, pour la défense, sur l'ex-président de la République Pi y Margall : mais il a refusé, disant qu'on l'avait calomnié en voulant le rendre complice des événements d'Alcoy, et que, s'il se chargeait du rôle de défenseur, on ne manquerait pas d'y voir une confirmation de cette accusation calomnieuse. Pauvre homme! Il est bon de prendre note de cette déclaration : il faut qu'il soit bien constaté que c'est en effet contre lui et contre ses agents que les internationaux d'Alcoy et d'ailleurs se sont soulevés. »

Le Conseil central du Parti socialiste de Portugal avait envoyé, comme on l'a vu (p. 103), une adresse de sympathie au Congrès de l'Internationale à Berne. Le 27 janvier 1877, ce Conseil écrivit au Comité fédéral jurassien une lettre signée de son secrétaire, Azedo Gnecco, pour lui annoncer que les 2, 3 et 4 février aurait lieu à Lisbonne le premier Congrès ouvrier socialiste en Portugal. Le *Bulletin* (28 janvier) publia la lettre, en la faisant suivre de ces mots : « C'est avec le plus vif plaisir que nous félicitons les socialistes portugais à l'occasion de leur premier Congrès ; nous espérons qu'il portera de bons fruits, et contribuera efficacement au développement de l'organisation ouvrière en Portugal ».

Par suite d'une interruption qui s'était produite dans la réception du journal portugais le *Protesto*, le *Bulletin* ne put rendre compte du Congrès de Lisbonne que dans son numéro du 22 avril. Ce Congrès avait réuni des délégués d'associations ouvrières d'Alcantara, de Lisbonne et de Porto, des délégués de six cercles ou groupes appartenant au Parti socialiste de Portugal, en formation, et des délégués de quatre associations coopératives de production. Ce Congrès constitua définitivement le Parti socialiste de Portugal, par l'adoption d'un programme et d'un règlement ; par 14 voix, contre 5 abstentions, le Congrès déclara que ce Parti entendait former une branche de l'Association internationale des travailleurs. A l'égard du Congrès universel des socialistes qui devait

se tenir en Belgique, les socialistes portugais décidèrent de s'y faire représenter par un délégué ou un message, et se déclarèrent « solidaires, par leurs aspirations, des ouvriers socialistes du monde entier ». Le Congrès portugais avait reçu une lettre de félicitation de la Fédérations jurassienne, une autre de la Commission fédérale espagnole, une autre signée Karl Marx, F. Engels, F. Lessner, Paul Lafargue et Maltman Barry, et une autre venant du Comité central du Parti socialiste d'Allemagne.

En Italie, le *Martello*, le vaillant petit journal qui s'était publié successivement à Fabriano et à Iesi, avait dû suspendre un moment sa publication vers la fin de 1876 : mais il annonça qu'il reparaitrait le 6 janvier 1877, à Bologne cette fois, et il tint parole; le programme de la nouvelle rédaction était signé par Andrea Costa, Augusto Casalini et Alceste Faggioli. Pendant la trop courte existence du *Martello* (il disparut après le 18 mars 1877), nous fûmes, grâce à lui, tenus régulièrement au courant du mouvement italien, de la formation des nouvelles sections, de l'activité de nos camarades. Parmi les faits caractéristiques qu'il signalait dans son premier numéro, je note celui-ci : « Les paysans de la commune de Mentana, province de Rome, avaient occupé des terrains abandonnés et incultes pour les cultiver en commun; mais un escadron de *carabinieri* accourut bien vite; on enleva aux paysans leurs bèches et leurs pioches, et plusieurs arrestations furent faites ».

A Florence, le 26 janvier, devait avoir lieu une grande démonstration en l'honneur du ministre Nicotera, l'ancien ami de Pisacane : les partisans du gouvernement avaient organisé un cortège qui, précédé d'une musique, devait parcourir les principales rues de la ville; mais, au débouché de la Via dei Calzolai, une foule compacte accueillit les manifestants par les cris de *A bas Nicotera! Vive le socialisme, vive le prolétariat, mort à la bourgeoisie!* La foule se porta ensuite devant la préfecture, demandant *Du pain et du travail!* « La manifestation commencée en l'honneur de Nicotera, dit un correspondant du *Martello*, se trouva dissoute comme par enchantement au milieu des cris de la foule, qui ne voulait plus entendre parler de ministres, et criait *A bas les charlatans de tous les partis!* »

Au commencement de janvier 1877 mourut Giuseppe Fanelli. Le *Bulletin* consacra à la mémoire de ce vétéran du socialisme italien, dont nous avions fait la connaissance personnelle au Congrès de Saint-Imier en septembre 1872, les lignes suivantes :

Fanelli avait d'abord combattu dans les rangs du parti mazzinien ; il prit part à l'expédition de Sapri, avec Pisacane, et à celle des Mille, avec Garibaldi : mais ayant vu à quoi avaient conduit l'indépendance et l'unité de l'Italie, il embrassa le socialisme, sans renoncer à ses anciennes habitudes de conspirateur. Il fut avec Bakounine l'un des fondateurs de l'Alliance de la démocratie socialiste en 1868; il fit comme délégué de cette association un voyage de propagande en Espagne, et c'est à lui qu'est due la fondation dans ce pays des premières sections de l'Internationale. Dans ces dernières années, il s'était tenu à l'écart du mouvement actif, mais sans pour cela renoncer à ses principes. « Parmi nous autres Italiens, dit le *Martello*, il représentait en quelque sorte la prudence et la modération ; ses conseils et la connaissance qu'il avait des hommes ont été souvent utiles. Député au Parlement, il siéga à l'extrême gauche, mais il ne prit jamais de part active à la politique parlementaire. Austère et délicat en même temps, — délicat même au point d'en paraître quelquefois affecté, — il fut du petit nombre de ces députés qui répudièrent toujours tout commerce avec le pouvoir et n'intriguèrent jamais pour s'élever. Il avait sans doute aussi ses défauts : mais n'est-il pas dans la nature humaine d'en avoir? » Fanelli repose maintenant dans le cimetière de Naples, à côté de Vincenzo Pezza,

cet autre champion dévoué du socialisme italien, enlevé à la cause révolutionnaire en 1873.

Nos amis d'Italie avaient décidé la publication d'une biographie populaire de Michel Bakounine : ce fut Costa qui se chargea de l'écrire ; elle devait paraître en livraisons, et former le premier volume d'une série intitulée « Biblioteca del *Martello* ». La première livraison parut à la fin de janvier (*Bulletin* du 4 février), et fut suivie de deux autres ; mais la saisie du *Martello*, motivée par son numéro du 18 mars, amena la disparition de ce journal, et, comme conséquence, le non-achèvement de la biographie de Bakounine.

Il parut également, en février ou mars, une traduction italienne de ma brochure *Idées sur l'organisation sociale* ; et le *Risveglio*, de Sienne, fut saisi pour en avoir publié un extrait (*Bulletin* du 18 mars).

Mais le groupe des intrigants dont j'ai parlé à plusieurs reprises continuait ses manœuvres. Le journal d'Ingegneros, le *Povero* de Palerme, publia contre nos amis un article anonyme qui fit scandale ; voici ce qu'on lit à ce sujet dans le *Bulletin* (numéro du 25 février) :

Un journal de Palerme, le *Povero*, a récemment écrit un article d'injures contre les socialistes italiens qui ont pris part aux mouvements insurrectionnels d'août 1874. Cette attaque, dictée uniquement par des arrière-pensées personnelles, a soulevé l'indignation des sections italiennes de l'Internationale ; nous trouvons dans le *Martello* du 17 février de nombreuses protestations contre la rédaction du *Povero* ; la Section de Florence entre autres s'exprime ainsi : « Le mode d'agir des rédacteurs du *Povero* n'est pas celui de socialistes honnêtes, mais bien celui de dignes imitateurs d'un Terzaghi, lequel, au moment où sévissaient les arrestations et les persécutions contre les socialistes italiens, s'est servi du même langage qu'emploie aujourd'hui le *Povero* ». Les tentatives qui ont été faites sur divers points de l'Italie pour faire dévier le mouvement socialiste révolutionnaire resteront impuissantes, nous en sommes certains ; elles n'auront fait que discréditer leurs auteurs. Le prolétariat italien n'est pas de ceux que les ambitieux puissent exploiter au profit d'une candidature parlementaire : chez lui, l'instinct révolutionnaire est trop développé pour que les artifices de tous les diplomates puissent réussir à l'étouffer.

Dans son numéro du 11 mars, le *Bulletin* ajoutait :

L'article indigne du *Povero* a soulevé de toutes parts une véritable tempête de protestations ; le *Risveglio*, de Sienne, exprime son « profond mépris » pour le lâche qui a, dans un journal prétendu socialiste, insulté les vaincus du mouvement d'août 1874. « Les mouvements de 1874, dit le *Risveglio*, ont porté des fruits excellents. Qui oserait le nier ? Si les prisons étaient pleines de prisonniers politiques, le socialisme en revanche se propageait partout, était discuté dans les masses, et finissait presque toujours par être accepté. *Nous ferons du tribunal une tribune*, avait dit Costa ; et il a dit vrai. Les mouvements d'août 1874 furent utiles ; et la preuve, nous l'avons dans ce fait que, dans toutes les localités de la Romagne et de la Toscane, là où il n'y a pas une section de l'Internationale, il y a du moins un noyau socialiste.

Enfin, dans le numéro suivant (18 mars), le *Bulletin* publiait ceci :

Il paraît que l'article outrageant du *Povero* de Palerme — cet article dans

lequel étaient lâchement insultés les socialistes qui ont pris part aux mouvements d'août 1874 — est dû à la plume de *Benoît Malon*[1] ! Le *Martello* du 10 mars, qui nous apprend cette nouvelle, contient en même temps une énergique réplique, dans laquelle il flétrit vivement l'hypocrite et odieuse conduite de Malon dans cette affaire. Pour nous, nous nous bornons à faire connaître le fait à nos lecteurs, qui sauront bien en tirer les conséquences[2]. Il y a longtemps que nous avons signalé les intrigues de ce petit groupe de vaniteux ou de mouchards, les Bignami, les Terzaghi, les Nabruzzi, les Ingegneros, qui, tout en se déchirant entre eux, s'unissent dans un touchant accord pour attaquer la Fédération italienne de l'Internationale.

Il s'était fondé en Lombardie, au cours de l'année 1876, à l'instigation de Bignami et de quelques autres, un groupement qui avait pris le nom de *Fédération de la Haute-Italie* : c'était une machine de guerre destinée à battre en brèche la Fédération italienne. Un Congrès de délégués de ce groupement fut annoncé pour la fin de février 1877 ; la Section de Pavie, qui avait d'abord accepté de marcher avec ces gens-là, mais qui venait d'ouvrir les yeux, donna à son délégué un mandat dont les considérants disaient que « la Fédération de la Haute-Italie s'était mise, par sa marche tout autre que révolutionnaire, en contradiction avec les aspirations du prolétariat italien » ; le délégué devait proposer que le groupement fît immédiatement adhésion à la Fédération italienne, et, si la proposition était rejetée, il devait se retirer. Le *Bulletin* du 11 mars annonça que la proposition de la Section de Pavie avait été rejetée par le Congrès : « en conséquence, la Section n'a pas voulu rester davantage dans un groupe dont les directeurs, bourgeois déguisés en socialistes, répudient le programme révolutionnaire de la Fédération italienne ». Dans ce même numéro, un ouvrier lombard donnait des détails sur la misère qui régnait dans la région : Le pain était à 54 centimes le kilo ; par contre, la journée des ouvriers était de 1 fr. 20, et celle des terrassiers de 80 centimes. « Et pendant que le prolétariat de Lombardie gémit dans cette situation atroce, ces messieurs de la *Plebe* font des congrès *socialistes*, où des messieurs en gants noirs et en chapeau de soie parlent de la nécessité d'améliorer le sort du peuple par l'instruction, la coopération, le suffrage universel et autres blagues. »

Je l'ai déjà dit, ces « messieurs en gants noirs et en chapeau de soie » étaient en coquetterie réglée avec le socialisme allemand. L'un d'eux adressa au *Vor-*

1. Malon se trouvait à Palerme depuis le mois de novembre 1876 avec Mme André Léo, qui voulait faire entrer son fils André à l'Ecole d'agriculture de cette ville. Mme André Léo avait écrit à Mathilde Rœderer, de Viareggio (Toscane), à la date du 31 octobre 1876 : « Nous partons demain pour Palerme. Je crois que ce doux hiver me fera grand bien... Nous n'y resterons pas longtemps, l'année scolaire seulement. L'exil a cela de bon, qu'on peut voyager, n'ayant de racines nulle part. Ce ne sera pas M. Gambetta qui nous fera revenir plus tôt. Ah ! cet Italien ! il me répugne de plus en plus... Cela ne nous empêche pas d'être très contents du réveil ouvrier à Paris. Nous ne sommes pas des fanatiques du Jura ; et n'avez-vous pas vu que Malon est leur bête noire, comme il l'est des bakounistes en Italie ? » Il est vraiment risible de voir Mme André Léo nous traiter de « fanatiques » au lendemain même du Congrès de Berne, où nous avions tendu la main aux démocrates socialistes d'Allemagne.

2. Dans une lettre écrite à De Paepe le 6 octobre 1877 (publiée par Eugène Fournière dans la *Revue socialiste* en 1908), Malon dit : « Guillaume a menti en déclarant que le célèbre article du *Povero*, écrit par Ingegneros, était un monument *de l'odieux et de l'hypocrisie de ma conduite* ». On voit, par la reproduction textuelle du passage du *Bulletin* auquel Malon fait allusion dans cette lettre, que l'imputation qu'il repousse ne venait pas de moi : c'est le *Martello*, c'est-à-dire Andrea Costa, qui a dit, à tort ou à raison, que l'article du *Povero* était dû à la plume de Benoît Malon ; c'est le *Martello* qui a qualifié sa conduite en l'appelant « hypocrite et odieuse ».

wärts une correspondance que ce journal publia ; le *Bulletin* du 25 mars releva le fait en ces termes :

Le *Vorwärts* du 16 mars a publié une correspondance d'Italie pleine de grossières injures contre des socialistes qui se permettent de penser autrement que Marx et son école. Cette correspondance ne fait honneur ni à ceux qui l'ont écrite, ni au journal qui l'a accueillie. C'est tout ce que nous avons à dire à ce sujet : on ne discute pas avec des insulteurs.

Le *Vorwärts*, à partir de ce jour, cessa l'échange avec le *Bulletin* [1].

En France, le maréchal Mac-Mahon supportait impatiemment le ministère Jules Simon, et on parlait d'un prochain coup d'Etat ; le maréchal déclarerait que, l'« essai loyal » n'ayant pas donné les résultats désirés, l'expérience était terminée, et que la République avait vécu. « Il est certain, écrivait le correspondant parisien du *Journal de Genève* (13 mars), que le chef de l'Etat est l'objet des plus pressantes sollicitations... Les républicains se sont constamment abusés sur le compte du suffrage universel, oubliant que quand on le tient, en France, *on peut, moitié par force, moitié par adresse, lui faire dire ce qu'on veut.* »
Il n'y eut pas, comme quelques-uns s'y étaient attendus, un coup de force militaire : mais le 16 mai allait montrer bientôt le parti monarchiste et clérical jouant sa dernière partie.

La tournure prise par le mouvement ouvrier dans quelques régions de la Belgique attirait notre attention. On a vu que De Paepe s'était déclaré d'accord avec les pétitionnaires gantois. Cette modification dans ses idées sur la tactique n'altéra en rien nos rapports personnels, qui sont toujours restés ceux d'une franche camaraderie [2]. En janvier 1877, il m'écrivit une longue lettre pour m'expliquer sa façon de comprendre les choses, en ajoutant qu'il ne serait pas fâché d'en voir publier dans le *Bulletin* quelques passages, « avec ou sans critique ». Nous accédâmes très volontiers à son désir. Voici ce qui fut publié de sa lettre (*Bulletin* du 4 février) :

Si jamais mouvement est sorti spontanément des masses ouvrières, sans être venu d'un mot d'ordre quelconque, parti soit d'une coterie bourgeoise, soit d'un groupe de révolutionnaires, soit de quelques *leaders* (dirigeants) ouvriers, c'est bien ce mouvement-là. C'est de Gand que le premier mouvement est parti, et il y est né, comme je l'ai déjà dit au Congrès de Berne, à la suite de plusieurs accidents d'usines où des petits enfants ont été tués ou mutilés pendant le travail. Vous comprenez tout de suite qu'il y a là, en dehors de toute théorie socialiste ou autre, une double question qui a dû empoigner les ouvriers : une question d'humanité, envers les enfants mutilés, et une question d'intérêt, c'est-à-dire de salaire et de chômage, puisque ces enfants viennent dans la fabrique faire à vil prix, pour quelques centimes par jour, la besogne de l'ouvrier (en partie et imparfaitement).

Quant à nous socialistes, vieux membres de l'Internationale, nous savons

1. Comme on le verra plus loin (p. 137), il y avait encore d'autres motifs à l'irritation du *Vorwärts* contre le *Bulletin* : nous avions dû qualifier sévèrement son attitude à l'égard des révolutionnaires russes.

2. De ma part tout au moins. Les lettres de Malon à De Paepe, récemment publiées dans la *Revue socialiste* (1908), pourraient faire supposer que ce dernier, à partir de 1877, jouait un double jeu : mais je préfère ne pas m'arrêter à cette hypothèse.

bien — aussi bien que le *Bulletin* jurassien — que la règlementation du travail des enfants par voie législative ne serait qu'un palliatif. Et néanmoins, à l'exception de quelques Verviétois, nous avons tous, Flamands et Wallons, — à Gand, à Anvers, à Bruxelles, dans le Centre, dans le Borinage, à Huy, à Seraing, à Verviers, — pris la décision de seconder le mouvement. Pourquoi cela? Je vais vous en dire les raisons :

1° Ce palliatif, s'il était appliqué (même imparfaitement appliqué), aurait des effets utiles, tant pour la génération nouvelle, qui serait moins rachitique et moins ignare, que pour les ouvriers adultes qui seraient moins mal payés, et pourraient plus facilement s'affilier à nos sections, acheter nos journaux et nos brochures, etc., sans compter que l'extrême misère abaisse les caractères, enlève toute énergie, et fait de nos masses ouvrières — nous l'avons vu trop souvent — de vils troupeaux de mendiants : la *fièvre de famine*, maladie qui a plusieurs fois régné épidémiquement dans nos Flandres, rend les populations imbéciles et leur ôte toute volonté, toute énergie;

2° Ce mouvement en entraîne d'autres à sa suite ; nous y voyons le réveil de nos populations, dont l'abstentionnisme politique (à part chez quelques hommes de principes, anarchistes par conviction, et dont le nombre est rare chez nous) n'était au fond que de l'indifférence, que de l'apathie, que de l'indolence ;

3° Ce mouvement entretient dans le pays une agitation salutaire ; il donne lieu à des meetings, à des réunions de tout genre, à la formation d'associations nouvelles, etc. Dans ces meetings, dans ces réunions diverses, en même temps qu'on proteste contre le travail des enfants, on fait la propagande du socialisme, on parle à des gens qui sans cela ne vous auraient pas écouté ou ne vous auraient pas donné l'occasion de leur parler; en deux mots, ce mouvement nous procure de nouveaux moyens de *propagande* et de *groupement*. Et notez qu'à ce point de vue, il importe peu que le mouvement réussisse, c'est-à-dire aboutisse à une loi ou non, car l'agitation, la propagande et le groupement auront eu lieu, quel que soit le résultat au point de vue législatif. Dans ce mouvement, à côté de citoyens qui, comme moi, désirent que la législation sur les fabriques et notamment sur le travail des enfants soit votée en Belgique, et qui le désirent à la fois dans l'intérêt des enfants et dans celui des ouvriers adultes, il y a d'autres citoyens qui sont contents que ce mouvement ait lieu, mais désirent que la législature bourgeoise fasse la sourde oreille, pour que le peuple soit encore plus irrité contre ses maîtres sans entrailles et devienne, *par sa propre expérience*, plus révolutionnaire, plus convaincu qu'entre la bourgeoisie et le prolétariat c'est une guerre sans merci, sans quartier.

Quant à la forme *pétitionnement*, elle n'est qu'un des divers moyens de ce mouvement, comme le meeting ou réunion publique, comme la discussion dans la presse, comme les manifestations publiques dans la rue, etc. Le pétitionnement est une indignité, a-t-on dit. Mais pardon, cela dépend du ton de la pétition. Si celle-ci est conçue en termes fiers et dignes, il n'y a pas d'humiliation ni d'indignité. Et puis, le droit de pétitionnement est inscrit dans la constitution belge à côté du droit de réunion, d'association, de presse, etc. Puisque nous ne croyons pas indigne de nous de faire usage

de certains de ces droits octroyés par la révolution bourgeoise de 1830, pourquoi serait-il mauvais de faire usage des autres, si c'est pour un but louable, honorable, juste, humanitaire ?

Le *Bulletin* fit suivre la lettre de De Paepe des observations suivantes :

Une première observation se présente à notre esprit, à propos du dernier passage de cette lettre. Il nous paraît que l'assimilation établie entre ce qu'on appelle le *droit de pétitionnement*, d'une part, et la liberté de la presse et de réunion, d'autre part, est parfaitement inexacte. Quand des citoyens adressent une pétition à une autorité législative, ils se placent volontairement, vis-à-vis de cette autorité, dans la condition de sujets dociles, et leur acte est une reconnaissance officielle de la légalité de l'autorité à laquelle ils demandent la confection d'une loi. Mais quand des socialistes parlent, écrivent, s'assemblent, c'est bien autre chose : ils usent d'un droit *naturel*, non d'un droit *octroyé;* les lois bourgeoises peuvent les laisser faire; mais elles peuvent aussi les persécuter, et alors les socialistes n'en font pas moins ce que bon leur semble, à leurs risques et périls. Le pétitionnement, c'est du parlementarisme ; le fait de ne pas craindre d'exprimer sa pensée ou de former des associations, c'est un fait qui n'a, par lui-même, aucun caractère légal ou constitutionnel.

La lettre de De Paepe nous apprend une chose qu'il est bon de noter : c'est que, parmi les socialistes belges qui ont consenti à donner leur appui au mouvement, il en est *qui désirent que le mouvement n'aboutisse à aucun résultat*, que la législature bourgeoise fasse la sourde oreille, afin que le peuple devienne *plus révolutionnaire.*

Nous sommes heureux de constater que le sentiment révolutionnaire n'est pas éteint chez les ouvriers de Belgique, et qu'une partie d'entre eux, en prenant part au pétitionnement, croient travailler pour la révolution. Mais nous craignons qu'ils ne se fassent des illusions : une fois qu'on a mis le doigt dans l'engrenage parlementaire, il n'est plus facile de revenir en arrière. Les Flamands, au contraire, de chez qui le mouvement est parti, sont logiques ; ils veulent aller jusqu'au bout, et le pétitionnement n'est à leurs yeux qu'un premier pas *pour arriver à faire élire à la Chambre des députés socialistes.* Une lettre de la Section internationale de Gand, adressée l'autre jour au *Vorwärts* de Leipzig et publiée par ce journal, le dit clairement : « Nous, ouvriers de Belgique, lit-on dans cette lettre, nous voulons suivre l'exemple de nos frères allemands, et nous espérons, *dès que nous aurons conquis le suffrage universel*, commencer aussi chez nous la lutte contre la bourgeoisie » (dans le Parlement, évidemment).

Un membre de la Fédération jurassienne, le citoyen Elisée Reclus, auquel la lettre de De Paepe a été communiquée par la personne à qui elle est adressée, écrit à ce sujet : « La lettre intéressante de De Paepe ne m'a pas convaincu. Autre chose est d'observer un mouvement et de l'utiliser au besoin, autre chose est d'y prendre part. *Quand on s'engage dans la voie du pétitionnement, il est difficile de rentrer dans celle de la Révolution.* »

Naturellement, nous n'avons pas la prétention de faire la leçon à nos frères de Belgique; nous reconnaissons pleinement leur droit de choisir eux-mêmes les moyens qu'ils croient les meilleurs pour arriver à l'éman-

cipation du travail. Mais en même temps nous estimons avoir, de notre côté, le droit de dire toujours notre opinion, non seulement sur ce qui se fait chez nous, mais aussi sur le mouvement ouvrier des pays voisins; et nous pensons que des discussions de la presse socialiste, pourvu qu'elles soient conduites dans un esprit de bienveillance réciproque, il ne peut sortir que du bien.

Lorsque Pierre Kropotkine, en janvier 1877, se rendit de Londres en Suisse, pour s'y joindre à la Fédération jurassienne (voir plus loin p. 146), il traversa la Belgique, et s'arrêta quelques jours à Verviers, où il avait des amis depuis son voyage de 1872[1]. Son but était d'apprendre quelles causes avaient pu éloigner les uns des autres les hommes qui avaient formé pendant des années le groupe du *Mirabeau*, et de tâcher de ramener l'union dans ce milieu où la discorde était entrée. Il revit les ouvriers avec lesquels il s'était lié cinq ans auparavant : mais il n'obtint pas un résultat immédiat : le *Mirabeau* resta pour le moment sous l'influence de Sellier; et ce fut seulement quelques mois plus tard que ceux des Verviétois qui s'étaient laissé égarer finirent par ouvrir les yeux.

Le *Bulletin* du 4 mars publia ce qui suit : « Nous voulons mettre sous les yeux de nos lecteurs quelques lignes que nous avons trouvées dans l'avant-dernier numéro du *Werker* d'Anvers, et qui nous ont paru assez curieuses. Ce journal a ouvert une souscription socialiste permanente, et il publie chaque semaine la liste des sommes versées. Les souscripteurs ont l'habitude, au lieu d'écrire leur nom, de joindre à leur offrande une devise ou une phrase caractéristique, que le journal imprime en regard de la somme versée, ce qui donne à la liste de souscriptions un aspect original, moins monotone que celui des listes ordinaires. Or, dans le *Werker* du 18 février, nous trouvons une liste de souscriptions venant toutes de Bruxelles, et voici ce que nous y lisons entre autres :

« Un internationaliste convaincu	fr. 0, 40 »
« L'Internationale, c'est la formule révolutionnaire	—, 25
« Hors de l'Internationale point de salut pour le prolétariat, *le mouvement politique aidant*.	—, 25
« Vive la Commune et le pétrole !	—, 25
« Un fédéraliste	—, 10
« Plus d'autorité !	—, 10
« Plus de centralisation !	—, 10
« Autonomie des groupes	—, 10
« Egalité et liberté pour tous	—, 10
« Un communiste.	—, 10
« Plus d'anarchie, ni d'autorité, mais l'égalité et la liberté par l'organisation des groupes économiques et la législation directe . .	—, 10
« Vive l'Etat populaire, délégation des Communes fédérées ! . . .	—, 10

« Ce petit tableau nous paraît représenter assez bien l'état actuel des esprits au sein du mouvement ouvrier belge. Les uns sont restés anti-autoritaires et fédéralistes, et disent : *Plus d'autorité, plus de centralisation, autonomie des groupes !* D'autres se déclarent franchement *communistes*, c'est-à-dire autoritaires et gouvernementaux, et veulent appeler le mouvement politique au secours de l'Internationale. D'autres enfin essaient une synthèse impossible entre des termes qui s'excluent : ils voudraient nous faire avaler l'*Etat populaire* en le représentant comme la *délégation des Communes fédérées*; ou bien, repoussant à la fois l'anarchie et l'autorité, ils prétendent concilier l'organisation des groupes économiques (programme jurassien) avec la législation directe (programme de la *Tagwacht*).

1. Après son court séjour dans le Jura en mars 1872 (voir t. II, pages 266-267), il avait poussé jusqu'en Belgique, et y avait visité les ouvriers de Verviers.

« Cela prouve en tout cas que les têtes travaillent, que l'esprit révolutionnaire vit encore, et que le nouveau courant parlementaire et pacifique n'a pas encore tout entraîné avec lui. »

La lettre suivante de notre correspondant « D. » (Paul Robin) donne une caractéristique intéressante du mouvement ouvrier en Angleterre (*Bulletin* du 18 février) :

« La grande affaire des Trade Unions, maintenant, c'est l'échange de discours aimables avec un certain nombre de *clergymen* de l'Eglise « établie ». Nous verrons d'ici peu, comme preuve de bonne entente, des pasteurs daigner accepter les fonctions de présidents des Unions, et par leur haute autorité morale arriver à étouffer les mauvais germes d'impiété ou d'esprit révolutionnaire qui se sont parfois montrés. Messieurs les unionistes, déjà fort bien élevés pour la plupart, deviendront tout à fait *gentlemen*. Et ce sera au tour des vrais prolétaires à s'organiser et à démolir ce *quatrième état* [1] en même temps que les trois autres.

« Du reste, cela n'augmentera pas beaucoup la besogne : ce *quatrième état* se dissout et continuera à se dissoudre encore plus vite. Les meneurs et sous-meneurs entreront encore plus franchement dans la bourgeoisie exploitante. La plèbe, affaiblie par l'annulation de l'ouvrier en présence du perfectionnement des machines, par l'énervement résultant de l'invasion de la prêtraille, ira grossir le nombre des malheureux qui souffrent en silence — ou renforcer le groupe révolutionnaire.

« L'histoire présente des Trade Unions anglaises pourrait bien être l'histoire future de ceux qui les admirent de loin. Le gouvernement belge a toujours su juste à temps donner des preuves de sagacité. L'abaissement *spontané* du cens en 1848 et bien d'autres choses valurent au roi Léopold Ier le nom de *Sage*. Que les Flamands grondent un peu fort, on leur fabriquera quelque loi qui restera lettre morte, on leur donnera même le moyen d'avoir un ou deux représentants soi-disant sortis de leurs rangs. La question est de savoir si ces représentants conserveront leurs sentiments révolutionnaires ?

« Le *Beehive*, journal des Trade Unions, est mort ; mais, comme le phénix, il renaît de ses cendres. Le nouveau ressemble à l'ancien à s'y méprendre : même décence, même cordialité dans les rapports avec Messieurs les patrons, même horreur pour les moyens violents, pour les révolutionnaires. Il n'y a que deux changements : au lieu de *Beehive*, lisez *Industrial Review* ; au lieu de un *penny*, lisez (et payez) deux *pence*. »

Le 4 mars mourut à Londres le cordonnier George Odger, qui avait joué pendant une vingtaine d'années un rôle assez marquant dans le mouvement ouvrier anglais. Lors de la fondation de l'Internationale, il fit partie, avec d'autres politiciens anglais, du Conseil général (sa signature figure au bas des statuts provisoires) ; mais il s'en retira ensuite, après la Commune, ses amis et lui trouvant les théories de l'Internationale « trop avancées ». Son but était d'arriver à se faire élire à la Chambre des communes comme candidat ouvrier : trois fois il affronta les chances du scrutin, trois fois il échoua. Lorsqu'il était encore membre de l'Internationale, il vint au Congrès de la paix à Genève, en 1867, avec son collègue Cremer, comme délégué de la *Reform League* (voir tome Ier, pages 41, 42, 43, 54).

Le mercredi 10 janvier eurent lieu en Allemagne les élections pour le Reichstag. Au premier tour, neuf socialistes furent élus : à Berlin, Fritzsche et Hasenclever ; en Saxe, Auer (Auerbach-Reichenbach), Bebel (Glauchau-Meerane), Demmler (Leipzig-campagne), Liebknecht (Stollberg-Schneeberg), Most (Chemnitz), Motteler (Zwickau-Crimmitschau) ; dans la principauté de Reuss, bran-

1. Au Congrès de Lausanne, en 1867, parmi les questions formant l'ordre du jour figurait celle-ci : « Les efforts tentés aujourd'hui par les associations pour l'émancipation du *quatrième état* (classe ouvrière) ne peuvent-ils pas avoir pour résultat la création d'un *cinquième état* dont la situation serait beaucoup plus misérable encore ? » (voir t. Ier, p. 34.)

che aînée, Blos. Hasenclever fut également élu à Altona ; il opta pour Berlin ; et, au second tour de scrutin, le siège d'Altona fut perdu pour les socialistes.

Au scrutin de ballotage, Rittinghausen fut élu à Solingen, et le charpentier Kapell à Reichenbach-Neurode (Silésie) ; Bebel fut élu une seconde fois, à Dresde : il opta pour cette ville, et Bracke le remplaça à Glauchau-Meerane. Par contre, trois des députés socialistes au Reichstag précédent, Geib, Hasselmann et Vahlteich, ne furent pas réélus.

Les socialistes avaient obtenu douze sièges, tandis qu'aux élections de 1874 ils n'en avaient eu que neuf. Le gain n'était pas considérable ; mais le nombre des voix données aux candidats socialistes avait presque doublé : ce nombre, qui était de 360,000 en 1874, était maintenant de plus de 650,000.

De Mulhouse, on nous écrivit : « Le candidat patriote à Mulhouse était le célèbre philanthrope et industriel Jean Dollfuss, l'ancien candidat bonapartiste de 1869... Dans une réunion d'ouvriers tenue le 5 janvier, la majorité fut pour l'abstention ; un appel aux ouvriers en ce sens fut rédigé, et envoyé aux trois journaux d'ici, mais aucun ne le publia, pas même le journal officiel, — preuve que les Prussiens aiment encore mieux voir les ouvriers voter pour un candidat de la protestation que s'abstenir. Sur 14,700 électeurs inscrits, 6,500 ont voté, et tous, sauf une cinquantaine, ont donné leur voix à M. Dollfuss. Ainsi, les Allemands ont voté pour le candidat français plutôt que de s'abstenir !... Nos soi-disant républicains recommandaient de voter pour leur ancien adversaire, et trop d'ouvriers s'y sont encore laissé prendre. Mais ils ont vu clair ensuite. Dans les fabriques du candidat, on n'a pas travaillé le 10 janvier pendant une demi-journée, pour que tout le monde pût aller voter : eh bien, une fois Jean Dollfuss nommé, à la paie du 13 janvier on a retenu à tous les ouvriers la demi-journée où ils sont allés voter pour leur patron. C'est bien fait ! »

Dans son numéro du 4 février, le *Vorwärts* publia les réflexions suivantes sur les élections :

« Nos adversaires confessent leur défaite morale, leur banqueroute intellectuelle, en s'occupant anxieusement de rechercher, par la modification des lois actuelles, un moyen d'arrêter le mouvement socialiste ou au moins d'en *briser momentanément la pointe.* On propose d'apporter des restrictions au suffrage universel, de rendre le code pénal plus sévère, d'étendre de trois ans à *sept ans* la durée d'une législature, et par conséquent de renvoyer jusqu'en 1884 les prochaines élections du Reichstag, qui sont déjà un objet de terreur pour nos ennemis. Mais ce sont là les dernières branches auxquelles s'accroche un homme qui se noie, et elles ne peuvent le sauver de la mort inévitable. Nous aussi, nous ferons ce que nous devons faire, et nous terminons par ces paroles, que nous avons dites une fois déjà à nos adversaires : *Plus vous croirez nous faire de mal, et plus vous nous ferez de bien.* »

Le même jour, notre *Bulletin* disait, de son côté :

Maintenant que les socialistes allemands, au lieu d'avoir perdu du terrain, comme le prétendait auparavant la presse bourgeoise, ont prouvé qu'ils avaient en trois ans doublé leurs forces, on parle de *supprimer en Allemagne le suffrage universel*

Nous avons toujours dit que ce serait la conséquence infaillible de tout succès électoral considérable du parti socialiste. Ce que la réaction a fait jadis en France par la loi du 31 mai 1850, la réaction le répètera en Allemagne quand le moment lui paraîtra venu. Sera-ce déjà cette fois, ou attendra-t-on encore trois ans ? Nous le saurons bientôt.

Une fois le suffrage universel aboli, les socialistes allemands seront obligés de chercher d'autres moyens d'action. Et alors...

Au commencement de mars mourut le vétéran de la démocratie allemande, le Dr Johann Jacoby, de Königsberg. Le *Bulletin* lui consacra les lignes suivantes :

Après avoir débuté dans les rangs de la démocratie bourgeoise, il avait, comme Fanelli en Italie, compris l'impuissance de ce parti, et, déjà vieux, il s'était rattaché au socialisme. C'est lui qui a prononcé cette parole célèbre : « Quand la postérité écrira l'histoire du dix-neuvième siècle, la fondation de la moindre société ouvrière aura pour elle plus d'importance que la bataille de Sadowa ». Lors des élections de 1874, il avait refusé de se laisser de nouveau porter comme candidat ; élu malgré lui, il donna sa démission. Parti de la démocratie bourgeoise pour arriver au socialisme, il avait fini par dépasser le socialisme parlementaire, qui domine encore aujourd'hui en Allemagne, et par se déclarer comme nous, bien qu'avec certaines différences de programme, socialiste révolutionnaire.

En Danemark, le socialiste Brix, qui avait été condamné à six mois de prison pour un article paru dans le journal le *Ravnen*, fut frappé en janvier d'une nouvelle condamnation, à quatre ans de détention cette fois, pour crime de lèse-majesté.

Une grande assemblée populaire eut lieu le 5 février à Copenhague pour aviser aux moyens de remédier au chômage dont souffrait la classe ouvrière. Une résolution présentée par Louis Pio fut adoptée à l'unanimité : elle disait que, « l'organisation sociale existante empêchant les ouvriers de s'occuper eux-mêmes de corriger les abus sociaux, c'était au gouvernement et à la Chambre à indiquer les moyens de faire cesser le malaise qui pèse sur les producteurs »; et elle demandait en outre que « l'Etat accordât une somme de 200,000 couronnes, destinée à aider les ouvriers sans travail qui voudraient émigrer en Amérique pour y fonder une colonie ». Une députation fut nommée pour présenter immédiatement cette résolution au président du Conseil des ministres et au président de la Chambre. Notre *Bulletin*, en relatant cette nouvelle, ajouta : « On nous permettra de penser et de dire que les travailleurs danois ne sont pas en ce moment sur la bonne voie ».

En Russie, le procès de ceux des manifestants de l'église Notre-Dame-de-Kazan qui avaient été arrêtés eut lieu en janvier 1877 : il y avait vingt et un accusés, dont quatre paysans et quatre jeunes filles; la plupart des autres étaient des étudiants. Tous furent condamnés : trois d'entre eux, Bogolioubof, Bibergal et Tcherniavsky, à quinze ans, et deux autres, Botcharof et Guervasi, à dix ans de travaux forcés.

Le *Vorwärts* de Leipzig, après avoir rendu compte du procès, termina par cette réflexion :

Espérons que cette affaire servira à la jeunesse révolutionnaire de Russie *d'exemple propre à l'effrayer* (*Hoffentlich lässt sich die revolutionäre Jugend in Russland diese Affaire zum abschreckenden Beispiel dienen*).

Le *Bulletin* (25 février 1877) releva comme elle méritait de l'être cette attitude du *Vorwärts* :

Nous le demandons, est-ce là le langage d'un journal socialiste? Quoi donc ! le *Vorwärts* espère que les actes barbares du gouvernement russe réussiront à intimider la jeunesse révolutionnaire, et que cette jeunesse ne fera plus de ces démonstrations « irréfléchies » qui déplaisent aux membres du Reichstag allemand? Voilà donc où conduit le parlementarisme? On en vient à ne plus comprendre, chez un peuple voisin, un mode d'action différent de celui qu'on pratique soi-même ; et, si on ne donne pas son ap-

probation formelle à la répression brutale, ou trouve au moins qu'elle aura un résultat salutaire, celui d'effrayer les révolutionnaires!

Et c'est ce même *Vorwärts* pourtant qui, il y a quelques mois, constatait lui-même que la propagande pacifique est impossible en Russie; c'est lui qui, à propos de la condamnation des paysans Ossipof et Abramenkof, accusés d'avoir distribué des brochures socialistes, s'écriait que pour les juges qui avaient rendu cet arrêt, la lanterne serait trop d'honneur, et faisait appel à la vengeance populaire.

Ajoutons que les journalistes qui aujourd'hui condamnent si dédaigneusement des mouvements dont ils paraissent ne pas comprendre la signification réelle, ne prennent pas seulement la peine de s'informer exactement des faits qu'ils apprécient. Ainsi le *Vorwärts* parle de la manifestation du 18 décembre comme ayant été faite *à Kazan* (il dit : *Die Folgen der ganz unüberlegten und zwecklosen Demonstration* IN KAZAN) : il ne sait même pas qu'elle a eu lieu *à Pétersbourg*, devant une église qui s'appelle l'*église de Kazan*.

Encore une fois, ce n'est pas d'une pareille façon que la presse socialiste doit juger les actes accomplis par les révolutionnaires d'un pays voisin, même quand ces actes lui paraissent irréfléchis et téméraires.

Un groupe de douze émigrés russes envoya une protestation au *Vorwärts*. Ce journal ne la publia pas; mais elle parut dans les colonnes du *Bulletin* (25 mars); en voici les principaux passages :

Monsieur le rédacteur du *Vorwärts*, à Leipzig.

Diverses circonstances ont empêché les soussignés de protester plus tôt contre un article paru dans le *Vorwärts*... Après un court récit du procès intenté aux participants de la démonstration, le *Vorwärts* conclut comme suit : « Il est à espérer que cette affaire servira de leçon salutaire (*zum abschreckenden Beispiel*) à la jeunesse révolutionnaire russe ».

C'est avec un profond sentiment d'indignation que nous avons lu ces lignes dans l'organe central des socialistes allemands. Une consolation nous reste cependant, c'est la certitude que nous avons que ce jugement, formulé par l'organe central du Parti socialiste démocratique, ne représente pas l'opinion générale de ce parti, mais bien seulement l'opinion personnelle du rédacteur du *Vorwärts*. Quoi qu'il en soit, nous considérons comme un devoir de protester contre une pareille attitude...

Nous sommes les partisans et les défenseurs du principe d'autonomie, et nous reconnaissons avant tout aux partis socialistes de chaque contrée une entière liberté d'action. Nous pouvons critiquer, dans des discussions théoriques, le plus ou moins de valeur de leurs moyens d'action, de leur tactique; mais pourvu qu'ils reconnaissent les principes du vrai socialisme ouvrier, principes qui font la base du programme de l'Association internationale des travailleurs, nous voyons en eux des frères, des compagnons dans la lutte contre notre ennemi commun. Nous ne nous permettrons jamais d'unir notre voix à la voix des ennemis calomniant nos frères socialistes d'autres pays; jamais nous ne leur jetterons une pierre qui vienne grandir l'édifice de pierres et de boue dont leurs ennemis essaient de les couvrir; — et cependant, c'est ainsi que vous avez agi.

Quand les journaux bourgeois ont apporté la première nouvelle de la démonstration de Saint-Pétersbourg, vous, sans un mot de compassion pour ceux qui venaient de succomber, vous avez dédaigneusement déclaré que ce n'était qu'une comédie policière ou un enfantillage sans portée. Vous n'avez pas voulu rétracter vos paroles, alors même que vous avez reçu le récit véridique de tout ce qui s'était passé, que vous avaient fait parvenir quelques socialistes russes [1]; même devant l'arrêt féroce des juges du gouvernement russe, vous avez joint froidement, dédaigneusement votre condamnation à celle des bourreaux!

Quelle qu'ait été votre opinion sur la démonstration de Saint-Pétersbourg, sa valeur pratique, son utilité réelle, vous n'ignoriez pas que c'était une démonstration faite par des socialistes: vous saviez que la démonstration était faite par des hommes qui délibérément, tranquillement, marchaient à une perte presque certaine; vous saviez qu'au moment même où votre article s'imprimait, ces hommes étaient torturés dans les prisons, outragés, condamnés par les tribunaux...; vous saviez tout cela, et vous n'avez pour y répondre que des paroles dignes des journaux bourgeois. Eux aussi ont raillé ces martyrs; eux aussi, ainsi que vous, ont exprimé l'espoir que le sort affreux des condamnés servira de leçon salutaire à la jeunesse russe.

Où est donc la solidarité révolutionnaire? Comment pourrons-nous distinguer nos ennemis de nos amis?

Nous le répétons encore, nous n'avons jamais eu la pensée de demander votre approbation sur le mérite en principe de cette démonstration; mais vous eussiez pu garder le silence au milieu du chœur de perfides insinuations de la presse russe; vous eussiez même pu critiquer la démonstration, mais, tout en critiquant le principe, vous eussiez dû respecter des hommes qui risquaient leur vie pour une cause que vous-mêmes vous prétendez servir.

... Encore deux mots avant de terminer... Nous savons que la démonstration de Saint-Pétersbourg n'est pas restée sans résultats, et que, organisée sur la demande expresse de nombreux ouvriers, elle a amené dans les rangs des socialistes de nouveaux révolutionnaires qui, sortis du sein de la classe ouvrière, doubleront et tripleront le nombre de ceux qui seront appelés à remplacer ceux qui ont héroïquement succombé dans cette affaire.

Nous espérons, Monsieur le rédacteur, que vous ne vous refuserez pas à insérer ces explications dans un des plus prochains numéros de votre journal.

Agréez, Monsieur, nos salutations révolutionnaires.

Nathan Steinberg. — Zemphiry Ralli. — Alexandre Œlsnitz. — Simon Lourié. — W. Tcherkézof. — Victor Obnorsky. — Prokop Grigorief. — Ivan Stenouchkine. — Woldemar Tessere. — Nicolas Joukovsky. — Pierre Kropotkine. — Siméon Jémanof.

A peine le procès des manifestants de Saint-Pétersbourg était-il terminé, que commença celui d'une société secrète qui avait fait de la propagande dans les fabriques de Moscou, Ivanovo, Toula, Kiyef, Saratof et Odessa, et dont les membres comparurent devant le Sénat pour être envoyés en masse aux travaux forcés ou en exil. Cette affaire porte, dans l'histoire, le nom de *Procès des Cinquante*. Les principaux accusés s'appelaient Djébadari, Tchékoïdzé, Lucaszewicz, Gam-

1. Voir p. 118.

krélidzé, le prince Tsitsianof, les paysans Pierre Alexéief et Agapof, l'étudiant Alexandrof, et de nombreuses jeunes filles, M[lles] Sophie Bardina, Lydia Figner, Olga et Véra Lioubatovitch, Barbe Alexandrova, Horjevskaïa, Toporkova, Helfmann, Toumanova. C'est dans ce procès que fut révélée pour la première fois cette coutume du « mariage fictif » qui, pendant un temps, fut fréquemment en usage chez les propagandistes russes : il y en avait eu deux, cette fois, conclus entre M[lle] Toumanova et Gamkrélidzé, et entre M[lle] Horjevskaïa et le prince Tsitsianof; ils avaient pour but, le premier, de permettre à M[lle] Toumanova de recevoir sa dot, pour la verser dans la caisse de la société, et l'autre de rassurer les parents de M[lle] Horjevskaïa sur le sort de leur fille. Sur les cinquante accusés, cinq furent condamnés aux travaux forcés dans une forteresse; dix (dont six femmes) aux travaux forcés dans les mines de Sibérie ; dix-neuf (dont cinq femmes) à l'exil perpétuel en Sibérie; quatre (dont deux femmes) à l'emprisonnement; neuf à des peines moins sévères. Trois furent acquittés.

Au Mexique, à la fin de 1876, le président Lerdo de Tejada avait été remplacé par Porfirio Diaz. Le journal le *Socialista*, dont quelques numéros nous parvinrent au commencement de 1877 après une longue interruption, nous apprit que l'édifice de l'ex-collège de San Gregorio, qui avait été concédé à la classe ouvrière de Mexico par le gouvernement antérieur, et où les ouvriers avaient installé un cercle et des écoles professionnelles, avait été occupé par les troupes à la suite de la guerre civile; mais que la commission du cercle ouvrier ayant réclamé auprès de Porfirio Diaz, celui-ci avait consenti de très bonne grâce à faire évacuer l'édifice et à loger ses soldats ailleurs. « Voilà, disait le *Bulletin* (18 mars), tout ce que nous savons de la situation actuelle du socialisme au Mexique. Les malheureux Mexicains, sans cesse troublés dans leur travail et dans leur industrie par des révolutions militaires, ne semblent guère en état de pouvoir constituer chez eux un parti socialiste sérieux. »

Dans son premier numéro de 1877 (7 janvier), le *Bulletin* fit la déclaration suivante :

Le *Bulletin de la Fédération jurassienne* entre dans sa sixième année d'existence.

Il continuera à défendre les intérêts des travailleurs, en se plaçant, comme il l'a fait jusqu'ici, à un point de vue totalement opposé à celui des organes des différents partis politiques.

Les partis politiques prétendent que la population de notre pays se compose de *citoyens égaux*, qui se divisent en partis tels que *radicaux*, *libéraux*, *conservateurs*, *ultramontains*.

Nous disons, nous, que la population, chez nous comme partout, se divise en *deux classes ennemies*, la classe *bourgeoise* et la classe *ouvrière*; nous disons que la première de ces classes vit en exploitant la seconde; que dans la société actuelle, il n'y a de vraie liberté que pour les bourgeois, et que les institutions politiques qui sont censées garantir la liberté et les droits de *tous les citoyens sans exception* ne sont qu'une hypocrisie. Nous ne prenons pas parti pour les radicaux contre les conservateurs, ou pour les ultramontains contre les libéraux; nous nous moquons des partis politiques, dans lesquels nous ne voyons que des coteries bourgeoises, rivales les unes des autres, qui se disputent le pouvoir dans des buts intéressés, et qui sont toutes également ennemies du peuple travailleur. Nous prenons parti *pour les ouvriers* contre *tous les partis politiques*, quelle que soit leur couleur, parce que ceux-ci ne forment à nos yeux qu'une seule masse bourgeoise et réactionnaire.

Pendant les mois d'hiver de 1877, une vie très intense continua de se manifester dans les sections de la Fédération jurassienne.

A Porrentruy, un petit groupe de militants, dont j'avais fait la connaissance à la fin de 1872 déjà, à l'occasion d'un voyage dans cette ville, voulait organiser une réunion de propagande : il m'adressa un appel, ainsi qu'à Adhémar Schwitzguébel et à Paul Brousse, et nous acceptâmes de nous rendre tous les trois dans le pays d'Ajoie[1]. On convoqua une grande assemblée populaire pour le dimanche 7 janvier, à deux heures après midi, dans la salle du Tirage, avec cet ordre du jour : « Exposé des principes socialistes »; les journaux annoncèrent que « amis et adversaires étaient invités à cette réunion ». Nous nous donnâmes rendez-vous, Adhémar, Brousse et moi, le samedi à Sonceboz, pour aller d'abord, par la voie ferrée récemment ouverte, à Moutier : dans ce grand village horloger, il y avait eu autrefois une Section de l'Internationale, qui avait fait partie de la Fédération jurassienne, mais qui depuis la fin de 1873 avait cessé d'exister; nous voulions profiter de l'occasion pour essayer de ranimer un peu l'ardeur socialiste de ces ouvriers, isolés dans leur étroit vallon de montagnes, entre deux gigantesques « cluses », et nous avions annoncé pour le samedi soir 6 janvier une réunion publique. Le *Bulletin* du 14 janvier mentionne notre passage à Moutier en ces termes : « La veille du meeting de Porrentruy a eu lieu à Moutier, à la maison d'école, une réunion assez nombreuse. Brousse, Guillaume et Schwitzguébel y ont exposé le programme de l'Internationale, et ont été écoutés avec sympathie. Il y a eu ensuite soirée familière à la Société de consommation. » Le résultat de notre visite fut la reconstitution d'une section à Moutier.

Le dimanche matin, le chemin de fer nous conduisit à Delémont, où nous prîmes la diligence pour Porrentruy; je me rappelle comment, par une belle et claire matinée d'hiver, nous montâmes à pied, pour soulager les chevaux, la longue et rude côte sur la pente de laquelle la route s'élève dans la direction du nord-ouest. A Porrentruy, nous déjeunâmes chez le communard Rougeot, qui, marié avec une indigène, était fixé depuis trois ou quatre ans dans ce pays, et qui nous fit fête. A deux heures, nous nous rendîmes au « Tirage », dont la grande salle était déjà remplie d'une foule compacte, ouvriers et bourgeois mêlés; les « adversaires » étaient représentés par M. Friche, directeur de l'école normale, et par un avocat, M. Dupasquier. J'eus le plaisir de retrouver là un camarade que j'avais bien connu au Locle, un républicain socialiste français, Georges Plumez, ouvrier faiseur d'échappements, travailleur sérieux, bon père de famille ; émigré du Locle à Porrentruy, il s'était laissé élire, dans cette petite ville, membre du Conseil communal : ce fut lui que nous choisîmes pour présider l'assemblée. Le meeting fut tout à fait amusant : Brousse était en verve; nos contradicteurs, Friche et Dupasquier, étaient d'une naïveté si divertissante qu'ils semblaient le faire exprès; nous n'eûmes pas de peine à bousculer leur pauvre argumentation et à mettre les rieurs de notre côté. Je transcris ce qui suit du compte-rendu du *Bulletin* :

Les socialistes qui ont pris la parole n'ont guère rencontré de contradicteurs sérieux. Mentionnons cependant M. Friche, moins pour la valeur des arguments dont il s'est servi qu'à cause de la position qu'il occupe à Porrentruy, où il remplit les fonctions officielles de directeur de l'école normale, et les fonctions non officielles d'apôtre ou de « grand-prêtre » du catholicisme libéral. Ce grand-prêtre, interrogé publiquement sur ses croyances religieuses, a répondu qu'il n'admettait ni l'inspiration des Saintes-Ecritures, ni même la divinité de Jésus-Christ. Il n'en persiste pas moins à aller à la messe, et à vouloir y faire aller les autres. Voilà la logique de certains libéraux !

1. Nom de la région dont Porrentruy est le centre.

La journée a été bonne pour l'Internationale. L'impression dominante du public bourgeois, nous a-t-on dit, était celle de l'étonnement ; on se figurait que des socialistes ne pourraient dire que des bêtises, et qu'il suffirait du premier Friche ou du premier Dupasquier venu pour réduire à néant leurs théories insensées ; et l'on s'est aperçu, au contraire, que les socialistes savaient raisonner, et même raisonner serré.

Il s'est vendu, pendant le meeting, un nombre considérable de brochures de propagande, et cent exemplaires du *Bulletin* ont été distribués.

Le *Pays* (le journal clérical de l'endroit) a trouvé mauvais que le citoyen Georges Plumez, ouvrier horloger et membre du Conseil communal de Porrentruy, ait rempli les fonctions de président du meeting. « On s'étonnait généralement, dit ce journal, de voir un membre du Conseil communal se mettre ainsi en évidence à la tête d'une manifestation socialiste. » Qu'il nous soit permis de dire au *Pays*, qui probablement l'ignore, que le citoyen Plumez est un socialiste de vieille date, et que, longtemps avant de siéger dans un Conseil communal quelconque, il était membre de l'Internationale, qu'il a contribué à fonder au Locle en 1866. Il est resté fidèle à ses convictions : cela lui fait honneur. Et si cela déplaît au *Pays*, tant mieux.

Le lendemain de l'assemblée, Brousse, qui avait affaire en France, où il voulait visiter des sections de l'Internationale, devait traverser la frontière à pied. Porrentruy avait alors pour préfet un radical très rouge, nommé Stockmar, qui faisait volontiers des avances et des politesses aux communards. Ayant appris, je ne sais comment, le projet de Brousse, il lui proposa, pour mieux dépister la police versaillaise, de le faire accompagner jusqu'à la limite du territoire suisse par un gendarme, qui lui indiquerait les sentiers les plus sûrs. Ce fut donc sous la bienveillante conduite d'un « Pandore » bernois habillé en civil, et plein de sollicitude pour le propagandiste révolutionnaire, que Brousse, pour la première fois depuis 1872, franchit, le 8 janvier 1877, la frontière du pays où régnait Mac-Mahon.

Quant à Adhémar et à moi, nous quittâmes Porrentruy par la diligence qui passait à Sainte-Ursanne, Undervelier, Bellelay, Tramelan, pour regagner Sonceboz, où nous nous séparâmes. Nous eûmes pour compagnon de voyage un monsieur fort aimable et fort instruit, avec qui nous causâmes de mille choses diverses : c'était M. Auguste Favrot, — juge au tribunal cantonal bernois, et beau-frère de l' « historien national » Alexandre Daguet (lequel avait été le prédécesseur de M. Friche à l'école normale de Porrentruy), — qui se rendait à Berne. L'ancienne abbaye de Bellelay, où s'arrêta le postillon pour changer de chevaux, m'intéressait à cause des écoles qu'y avait fondées dans le dernier tiers du dix-huitième siècle l'abbé philosophe Nicolas Deluze : et cela nous amena à échanger tous les trois des vues sur l'éducation. Lorsque M. Favrot prit congé de nous, nous lui dîmes qui nous étions, et je crus m'apercevoir qu'il n'en fut pas médiocrement étonné.

Quinze jours plus tard, pour relever un peu leur prestige sensiblement atteint, les libéraux de Porrentruy convoquaient à leur tour une assemblée pour y traiter de la question sociale. L'éminent pédagogue Friche y présenta un rapport que publia le *Progrès* de Delémont, et que le *Bulletin* discuta en ces termes :

Nous remarquons entre autres, dans le rapport de M. Friche, ce passage : « Pourquoi la plupart des porte-drapeau des études sociales actuelles se restreignent-ils à ne considérer que les rapports du patron et de l'ouvrier, que le seul prolétariat, quand il y en a de bien plus graves et qui ont une

portée morale bien plus attentatoire à la dignité humaine, par exemple les rapports du confesseur et des confessés, de l'usurier et du débiteur, du bienfaiteur et de l'ingrat, de la bonne mère et du mauvais fils, du geôlier et du prisonnier, du corrupteur et de la prostituée? N'y a-t-il pas là des ulcères sociaux autrement hideux et gangrenés que celui que l'Internationale se plaît à nommer le prolétariat, les revendications des travailleurs [1]?... Aussi devons-nous avoir une légitime crainte de l'étroitesse de vues, et d'une facile partialité de ceux qui placent leurs misères au-dessus de toutes les autres. »

M. Friche trouve donc que l'Internationale se trompe, lorsqu'elle affirme que la question *économique*, la question de l'organisation de la propriété et du travail, est la question vitale d'où dépend tout le reste... Nous avions cru que tous les hommes intelligents, aujourd'hui, avaient compris cette vérité : que les institutions religieuses et politiques d'une société, sa morale, ses mœurs, ses arts, ne sont autre chose que des produits de sa situation économique. Laissez subsister les bases des institutions économiques, vous ne pourrez apporter aucun changement sérieux dans les relations sociales ; modifiez, au contraire, les bases de l'organisation économique : du même coup, vous modifiez tout le reste.

M. Friche fait, dans un autre endroit de son rapport, un portrait fort réussi du socialiste : « Il n'aime ni le thème, ni les pédagogues ; l'orthographe est pour lui un non-sens, la religion une duperie, la police une tyrannie, l'Etat un escamotage, l'érudition de l'humanité un bagage d'asservissement. Son école est le cabaret : c'est là qu'il étudie la quintessence de la science morale, dont le programme semble être : *agir*. »

Il y a là dedans quelques vérités. Va pour la religion, la police et l'Etat, que nous apprécions en effet de cette façon ; va même quelquefois pour le cabaret, bien que nous connaissions pas mal d'ivrognes dans les rangs des libéraux. Mais pour ce qui est de l'orthographe, parlez pour vous, Monsieur Friche.

Comme conclusion, M. Friche avait recommandé aux ouvriers de s'organiser en sociétés coopératives de production et en sociétés de consommation, et avait proposé la fondation d'une banque d'épargne et de prêts, De son côté, M. le préfet Stockmar demanda que la Société libérale d'Ajoie adhérât à une demande de revision de la constitution bernoise, à ce moment agitée dans la presse, revision dans laquelle M. Stockmar voyait « non pas la solution de la question sociale, mais le moyen de réaliser des améliorations dans le domaine politique et social ». Trois orateurs socialistes répondirent aux porte-paroles du parti libéral en développant le point de vue de l'Internationale.

Les conclusions de MM. Friche et Stockmar furent de nouveau discutées dans une assemblée réunie le 4 février, et les socialistes les combattirent énergiquement.

A Saint-Imier, la Fédération du district de Courtelary avait organisé des réunions publiques périodiques, tous les quinze jours, le lundi, dans la grande salle du Lion d'Or. Celle du 8 janvier eut pour ordre du jour : « Les partis reli-

1. Dans l'original, publié par le *Progrès* de Delémont, on lit cette phrase comme suit : « N'y a-t-il pas là des ulcères *sociales* autrement *hideuses* et *gangrenées* que *celles* que l'Internationale se plaît à nommer le prolétariat, etc. » Nous avons cru pouvoir, sans être accusés de présomption, corriger le français de M. le directeur de l'école normale. (Note du *Bulletin*.)

gieux » ; celle du 22 : « Le programme et l'organisation de la fédération du district de Courtelary ». Le 5 février eut lieu, dans le même local, une assemblée générale de la fédération. En outre, le dimanche 14 janvier se réunit, dans la grande salle du Buffet de la gare, une assemblée populaire convoquée par la fédération, où fut discutée la question de la revision de la constitution bernoise ; l'assemblée adopta un « Manifeste au peuple du canton de Berne », que publia le *Bulletin* (21 janvier) ; ce Manifeste disait au peuple : « Au lieu de reviser la constitution cantonale, d'opérer des réformes législatives, de changer le personnel gouvernemental et administratif, organise-toi pour la transformation de la propriété, de la production, de la consommation ; au lieu de la liberté sur le papier, veuille la liberté dans les faits ».

La Section du *Grütli* de Saint-Imier convoqua de son côté une assemblée populaire pour le dimanche 4 février ; les Grutléens voulaient la revision immédiate, tandis que les grands chefs du parti radical étaient d'avis de l'ajourner à des temps plus opportuns ; l'assemblée devait fournir aux uns et aux autres l'occasion de s'expliquer. Quelques socialistes décidèrent de s'y rendre pour y exposer leur point de vue. Du côté des radicaux-libéraux parlèrent M. Jolissaint, ex-conseiller d'Etat (qui avait été président du Congrès de la paix et de la liberté à Genève en 1867), et M. Frossard, conseiller d'Etat, ancien membre de l'Internationale : ils recommandèrent l'ajournement. Le Grutléen Brückmann réclama au contraire la revision immédiate, et parla contre l'opportunisme intéressé des « gros Messieurs ». Schwitzguébel, Brousse et Spichiger défendirent les idées de l'Internationale. « M. Jolissaint, dit le *Bulletin*, s'est prononcé avec une haine bien marquée contre les tendances collectivistes et anti-autoritaires de l'Internationale, et toutes les nuances du parti libéral ont applaudi ses discours avec passion, tandis que les répliques des orateurs socialistes étaient non moins vigoureusement applaudies par les ouvriers. » Au vote, la proposition de M. Jolissaint (revision dans un moment plus opportun) obtint 50 et quelques voix ; la proposition des Grutléens (revision immédiate) obtint 90 et quelques voix ; l'assemblée comptait 400 personnes, dont 250 s'abstinrent de voter.

Les radicaux-libéraux de l'une et l'autre nuance, tant Grutléens qu'opportunistes, restèrent consternés de ce résultat : avoir convoqué à son de trompe une assemblée du parti, une assemblée pour laquelle s'étaient dérangés tout exprès les grands orateurs gouvernementaux Jolissaint et Frossard, et n'avoir pu récolter en tout que cent cinquante voix pour les uns et pour les autres ! Quel piteux échec !

La *Tagwacht*, mal renseignée, ou de mauvaise foi, prétendit que l'échec avait été pour nos amis. « Les communes industrielles du Val de Saint-Imier, dit-elle, sont habitées par une population ouvrière dont la profession (horlogers, graveurs, etc.) produit déjà par elle-même un certain développement de l'intelligence. *Cette région pourrait être pour la Suisse ce qu'est la Saxe pour l'Allemagne, sous le rapport du socialisme.* Les socialistes pourraient y être les maîtres, — s'ils n'étaient malheureusement pas des *anarchistes.* Pour nous, si nous avions eu une assemblée comme celle du 4 février, nous en aurions été *complètement les maîtres,* — sans avoir besoin de faire venir aucun renfort du dehors, — tandis que les *anarchistes* n'ont pu qu'y jeter la confusion. »

Le *Bulletin* répondit :

Quelques mots suffiront pour rétablir les faits. L'assemblée du 4 février n'était pas une réunion *socialiste*, mais bien une réunion *libérale* [1], convoquée par la Section du *Grütli* de Saint-Imier, et à laquelle on avait invité les principaux hommes politiques du parti radical bernois. Un certain nombre de socialistes décidèrent de se rendre à cette assemblée, voulant profiter de l'occasion pour démolir, sous les yeux mêmes du public libéral et bour-

1. Le mot de *libéral*, à cette époque, dans le Jura Bernois, était synonyme de *radical*.

geois, l'argumentation des orateurs radicaux. C'est ce qui eut lieu. Les socialistes présents étaient une centaine. Les libéraux, qui avaient mis sur pied le ban et l'arrière-ban de leurs forces, étaient environ cent cinquante. Le reste de l'assemblée se composait d'indécis. A la fin de la discussion, lorsqu'on se compta par le vote, on put constater que, bien que l'assemblée eût été convoquée au profit des libéraux, la discussion avait tourné à l'avantage des socialistes. En effet, 50 voix se prononcèrent pour la proposition Jolissaint, 90 pour la proposition du *Grütli*; le reste de l'assemblée, 250 personnes, suivit le conseil donné par les socialistes, et s'abstint de voter. Et voilà la *Tagwacht*, dans son mauvais vouloir à l'égard des Jurassiens, qui trouve moyen de transformer l'éclatante défaite infligée à MM. Jolissaint, Frossard et Cie par les socialistes, en un insuccès pour nous! Quelle bonne foi!

La *Tagwacht* insinue que les socialistes avaient fait venir des renforts du dehors. Nous déclarons que le nombre des socialistes n'habitant pas le Val de Saint-Imier, qui s'étaient rendus à l'assemblée du 4 février, n'atteignait pas une dizaine. Voilà à quoi se réduisent ces *renforts* qu'on a l'air de nous reprocher.

Du reste, la *Tagwacht* a dit dans ce même passage une chose très juste, sans réfléchir que son aveu allait se retourner contre elle. « Cette région, dit-elle en parlant du Val de Saint-Imier, pourrait être pour la Suisse ce qu'est la Saxe pour l'Allemagne, sous le rapport du socialisme. » C'est là, ajouterons-nous, non-seulement ce qui *pourrait être*, mais ce qui *est*. Le Jura est effectivement le foyer le plus intense du socialisme en Suisse. Mais puisqu'il en est ainsi, et puisque chez les ouvriers du Jura l'intelligence est plus développée qu'ailleurs (c'est la *Tagwacht* qui le dit), par quelle contradiction vient-on prétendre que le socialisme des Jurassiens est quelque chose d'absurde, de puéril, de barbare?

Comment donc! les Jurassiens, qui, d'après la *Tagwacht*, forment la population ouvrière la plus intelligente de la Suisse, seraient en même temps les plus ignorants et les plus arriérés en fait de théories socialistes? Et les ouvriers de la Suisse allemande, moins cultivés, moins développés, auraient pourtant le privilège d'être plus avancés que nous!

Nous nous arrêtons sur cette belle conclusion, en laissant à nos lecteurs le soin d'apprécier eux-mêmes la logique de nos adversaires.

Je reparlerai du Val de Saint-Imier un peu plus loin.

A la Chaux-de-Fonds, la Section avait décidé de faire donner au public ouvrier quelques leçons d'histoire, comme commentaire de notre programme socialiste; et elle s'adressa à moi à cet effet. La première leçon eut lieu le 11 janvier, et le *Bulletin* (14 janvier) en rendit compte ainsi : « Jeudi dernier, la Section de la Chaux-de-Fonds a inauguré une série de conférences historiques, dont elle a chargé le citoyen James Guillaume, de Neuchâtel. Ces conférences se font à l'amphithéâtre du Collège; un public assez nombreux assistait à la première, où le professeur a parlé de la formation des communes au moyen âge, d'Etienne Marcel et de la Jacquerie. » Les leçons se continuèrent ainsi pendant six jeudis, jusqu'au milieu de février.

Il arriva, en janvier, à nos camarades de la Chaux-de-Fonds, un renfort précieux en la personne de notre ami Pierre Kropotkine. Celui-ci, je l'ai dit (p. 108), avait résolu, dès son arrivée en Angleterre, de se rendre en Suisse aussitôt qu'il le pourrait. Etant devenu, à Londres, collaborateur du journal scientifique

Nature, il trouva, par l'entremise du secrétaire de la rédaction de ce périodique, M. Keltie, un assez gros travail — travail qu'il pouvait exécuter n'importe où — à faire pour un dictionnaire géographique anglais (un *Gazetteer*) alors en préparation : il fut chargé de la Russie et de la Sibérie. Il vint une première fois à Neuchâtel passer quelques jours, au commencement de décembre 1876, pour s'orienter, et il s'y rencontra avec Cafiero et Malatesta, dont je lui fis faire la connaissance ; il retourna ensuite à Londres mettre ses affaires en ordre ; puis en janvier 1877 il transporta définitivement ses pénates parmi nous. Voici comment il a raconté lui-même la chose dans ses mémoires :

Mon séjour en Angleterre ne fut pas de longue durée. Je correspondais activement avec mon ami James Guillaume, de la Fédération jurassienne, et dès que j'eus trouvé un travail de géographie permanent, que je pouvais faire en Suisse aussi bien qu'à Londres, je me rendis en Suisse : j'y devins membre de la Fédération jurassienne de l'Association internationale des travailleurs, et, suivant le conseil de mes amis suisses, je me fixai à la Chaux-de-Fonds.

De toutes les villes de Suisse que je connais, la Chaux-de-Fonds est peut-être la moins attrayante. Elle est située sur un haut plateau presque entièrement dénué de végétation arborescente, exposé en hiver aux vents glacés : la neige y est aussi épaisse qu'à Moscou, elle y fond et tombe de nouveau aussi souvent qu'à Saint-Pétersbourg. Mais il était important de répandre nos idées dans ce centre, et de donner plus de vie à la propagande locale. Il y avait là Pindy, Spichiger, Albarracin [1], les deux blanquistes Ferré [2] et Jeallot [3], et de temps en temps je pouvais rendre visite à Guillaume à Neuchâtel, et à Schwitzguébel au Val de Saint-Imier.

Une vie pleine d'une activité telle que je l'aimais commença alors pour moi. Nous tenions de nombreuses réunions, distribuant nous-mêmes nos convocations dans les cafés et dans les ateliers [4]. Dans les séances de la section, qui avaient lieu une fois par semaine, les discussions étaient des plus animées, et nous allions aussi prêcher l'anarchisme [5] aux assemblées convoquées par les partis politiques [6]. Je voyageais fréquemment pour visiter d'autres sections et les aider.

1. L'instituteur espagnol Albarracin, on l'a vu (t. III, p. 184), vivait en Suisse sous le nom d'Albagès. Dans l'automne de 1876, il avait quitté Neuchâtel (où il avait été membre du Comité fédéral jurassien) pour aller travailler à la Chaux-de-Fonds comme peintre en bâtiment, l'entrepreneur Dargère (un communard) ayant consenti à l'occuper en cette qualité.

2. Hippolyte Ferré, frère de Th. Ferré.

3. Jeallot avait, précédemment, travaillé quelques années à Neuchâtel (t. II, p. 172).

4. Quelques lettres de cette époque, écrites à Kropotkine par moi, par Schwitzguébel, Brousse, Robin, etc., avaient été laissées en dépôt par lui, en septembre 1877, entre les mains de Gustave Jeanneret, qui les lui a restituées il y a deux ans (1907). Kropotkine m'a autorisé à faire usage de ces lettres dans ce volume, et j'en reproduirai d'assez nombreux passages. Dans une lettre du 26 février, je lui disais : « Avez-vous un peu l'occasion de causer avec des amis le soir ? Il me semble qu'en vous faisant introduire dans divers cafés ouvriers, par ceux qui ont l'habitude d'y aller, il vous serait possible de faire un peu de propagande. C'est justement ce qui manque à la Chaux-de-Fonds ; nos amis vivent trop isolés, trop en dehors de la population. »

5. Ce mot d'*anarchisme* est ici un anachronisme ; il n'était pas encore fabriqué ; le mot d'*anarchie* était seul employé. C'est par nos adversaires que l'épithète d'*anarchistes* nous était appliquée ; quant à nous, si nous l'employions, nous avions généralement soin d'y joindre celle de *collectivistes*.

6. Voir plus loin (pages 149-150) ce qui est dit du discours d'Auguste Spichiger à la fête du 1er mars. Peut-être Kropotkine a-t-il aussi accompagné Spichiger à Saint-Imier le 4 février (p. 144).

Pendant cet hiver nous gagnâmes les sympathies d'un grand nombre ; mais notre travail régulier était fort contrarié par une crise dans l'industrie horlogère. La moitié des ouvriers étaient sans travail ou occupés seulement une partie du temps, en sorte que la municipalité fut obligée d'ouvrir des cuisines fournissant des aliments à bas prix. L'atelier coopératif établi par les anarchistes à la Chaux-de-Fonds [1], dans lequel les gains étaient divisés également entre tous les membres, avait une grande difficulté à se procurer de l'ouvrage, malgré sa haute réputation, et Spichiger dut à plusieurs reprises, pour gagner sa vie, avoir recours à un tapissier qui l'occupait à carder de la laine [2].

Un révolutionnaire russe, qui avait quitté la Russie en 1874 en même temps que Kraftchinsky, avait rejoint Kropotkine à la Chaux-de-Fonds, et y résida quelque temps avec lui : nous le connaissions sous le nom de *Lenz*, et Kropotkine lui-même se faisait appeler *Levachof*.

A Lausanne, il y eut le samedi 20 janvier une assemblée ouvrière, présidée par le cordonnier Exquis, dans laquelle Joukovsky et Œlsnitz, exposèrent les principes de l'Internationale. D'autres réunions du même genre eurent lieu les samedis suivants.

A Neuchâtel, outre les séances régulières de la Section, on organisa chaque mois, autant que possible, une conférence publique. La première fut faite le lundi 22 janvier, par Joukovsky, sur la « question d'Orient ». Les années précédentes, les conférences socialistes avaient eu lieu au Cercle du *Grütli ;* mais la Section du *Grütli* ayant eu à renouveler son bail, le propriétaire de l'immeuble, un patricien bernois, M. de Bonstetten, profita de la circonstance pour introduire dans le bail un article portant qu'il était interdit à la Société du *Grütli* de prêter son local à d'autres sociétés (*lisez* : à l'Internationale). Il fallut donc se rabattre, en 1877, sur le local, moins vaste et moins commode, du Cercle des ouvriers, rue des Moulins.

A Vevey, Joukovsky répéta le 29 janvier sa conférence sur la question d'Orient. La Section de Vevey, où se trouvaient Elisée Reclus et Perron, remuait beaucoup d'idées. En décembre, à la suite de discussions sur les meilleurs moyens à employer pour propager l'instruction dont les masses populaires avaient besoin, elle avait adressé aux autres sections de la Fédération jurassienne une circulaire (publiée dans le *Bulletin* du 10 décembre 1876) où on lisait :

Nous sommes bien loin de nous être assuré l'instruction qui nous est nécessaire pour lutter avec avantage contre les oppresseurs. Par une sanglante ironie du sort, c'est à eux qu'il nous faut même demander ce que nous apprenons. La plupart d'entre nous sont encore forcés d'envoyer leurs enfants dans des écoles où des hommes, aux gages de la bourgeoisie, travaillent à pervertir le bon sens et la morale en enseignant non les choses de la science, mais les fables impures du christianisme, non les vertus de l'homme libre, mais les pratiques de l'esclave.

Et elle soumettait aux membres de la Fédération les questions suivantes :

1. L'atelier coopératif des graveurs et guillocheurs, créé au Locle en 1869, à la suite d'une grève, et transporté à la Chaux-de-Fonds en 1874, était en liquidation, et c'était Auguste Spichiger qui avait été désigné comme liquidateur. Il s'était reconstitué un autre atelier coopératif, formé de quatre membres seulement : trois graveurs, Frédéric Graisier, Jacob Spichiger et Nicolet, et un guillocheur, Auguste Spichiger ; cet atelier se trouvait rue de la Demoiselle, 14 *a*.

2. A propos de ce passage de Kropotkine, Auguste Spichiger m'a écrit (19 avril 1908) : « Pendant mes moments de chômage, j'allais en effet souvent aider notre camarade Baudrand, tapissier ; il m'employait entre autres à carder de la laine et du crin ».

1° Quels sont les ouvrages d'éducation déjà existants, rédigés avec science et droiture, et qu'il convient de recommander à nos amis, aux professeurs de nos écoles et à ceux d'entre nous qui étudient seuls?

2° Quels sont dans notre littérature socialiste révolutionnaire les vides à combler? Quels sont les livres d'enseignement qu'il faut rédiger à tout prix, sous peine de manquer à notre devoir de propagande?

3° Quelles mesures faut-il prendre pour assurer à nos enfants une éducation vraiment scientifique, en dehors de toute influence religieuse, nationale, politique?

A Saint-Imier, dans la réunion publique du 12 février, au Lion d'Or, où l'ordre du jour fut « L'éducation », on s'occupa des questions posées par Vevey; et une correspondance adressée à ce propos au *Bulletin* (numéro du 18 février) dit entre autres :

Ce qui nous paraît faire défaut, au point de vue de l'éducation populaire, ce sont, dans les différentes branches de l'enseignement, des livres écrits d'une manière claire. Si, par exemple, des spécialistes entreprenaient, pour chacune de ces branches, des publications exécutées dans l'esprit qui caractérise les *Esquisses historiques* de notre ami James Guillaume, ce serait certainement une œuvre utile. Il nous paraît également nécessaire d'attirer l'attention des hommes compétents sur le côté du sentiment humain, qui devrait être cultivé davantage dans la littérature socialiste; quelques romans socialistes exposant la vie populaire dans toute sa réalité, des pièces de déclamation, des chansons socialistes, pourraient faire beaucoup dans l'œuvre de propagande.

La réunion publique du 26 février, à Saint-Imier, fut consacrée à un débat sur « l'enseignement intégral ».

La Section de la Chaux-de-Fonds s'occupa également de la question soulevée par la Section de Vevey, et sa réponse engagea nos amis de Vevey à lui écrire une lettre qu'ils firent insérer au *Bulletin* (numéro du 4 mars). Cette lettre disait aux camarades de la Chaux-de-Fonds :

Nous sommes entièrement de votre avis lorsque vous dites que « toute organisation sérieuse pour l'instruction de l'enfant est subordonnée à la révolution sociale ». Aussi la formation d'écoles où un enseignement intégral et rationnel puisse être donné nous paraît-elle jusque-là absolument irréalisable. Mais n'y a-t-il pas quelque chose à faire? ne pouvons-nous pas du moins préparer les voies?... Il importe que nous ayons tous entre les mains les éléments d'une instruction primaire bien coordonnée, en un mot exclusivement scientifique. Aucun de nous ne doit être privé de cette arme indispensable dans la lutte que nous avons entreprise contre la vieille société. D'ailleurs, notre projet avait déjà, depuis longtemps, reçu un commencement d'exécution, grâce aux deux premières séries des études populaires sur l'histoire, publiées par notre ami James Guillaume. C'est dans le même esprit et sous une forme analogue que nous voudrions posséder un ouvrage élémentaire pour chaque science spéciale... Ce livre est bien nôtre; et nous regrettons d'autant plus que la publication en soit interrompue...

Une fois l'ouvrage de James Guillaume mis en bonne voie d'achèvement, nous nous proposons d'en faire un second, les *Esquisses géographiques*. Il

s'agirait d'exposer clairement, dans ce second ouvrage, les lois qui régissent la planète, d'étudier les espèces qui la peuplent, les races qui se la disputent et dont elle est la propriété commune. Le plan de ces Esquisses a déjà été tracé par quelques compagnons, et, dès que les ressources financières leur seront assurées, ils pourront se mettre à l'œuvre. Plus tard, d'autres ouvrages du même genre pourront être proposés pour toutes les autres parties de l'enseignement.

... Maintenant il nous reste à répondre à votre proposition de publier une *Histoire des mouvements populaires* [1]. Nous pensons comme vous que cet ouvrage serait d'une grande utilité ; mais il sortirait de notre cadre actuel, et nous voudrions, pour le moment, le remplacer par un recueil de chants et de poésies révolutionnaires, qui serait aussi une histoire des souffrances du peuple et de ses revendications, et qui aurait un avantage, celui d'être facilement composé. Du reste, le *Bulletin* a déjà appelé notre attention sur ce point [2].

Elisée Reclus et Joukovsky étant venus ensemble aux Montagnes, au commencement de mars, faire des conférences dont il sera parlé tout à l'heure (p. 151), ce fut une occasion d'agiter de nouveau la question des publications populaires. A Saint-Imier, après la conférence (samedi 3 mars), il y eut, raconte dans le *Bulletin* notre correspondant du Vallon, « une réunion familière dans laquelle les compagnons Reclus et Joukovsky développèrent le projet de reprendre la publication des *Esquisses historiques*, et de continuer cette publication populaire par des *Esquisses géographiques*. Ce projet fut vivement approuvé par tous nos compagnons, et il fut décidé que le produit de la tombola organisée pour la soirée familière du 25 courant serait affecté au fonds à créer pour assurer matériellement la possibilité de ces publications ». A la Chaux-de-Fonds, la conférence, qui eut lieu le lendemain dimanche 4, était payante, et un nombreux public, attiré par la célébrité d'Elisée Reclus, y assistait : « On nous annonce, écrit le *Bulletin*, que la recette doit être consacrée à aider à la publication de la troisième série des *Esquisses historiques* ».

J'adressai au *Bulletin* une lettre destinée à expliquer quelle circonstance avait amené l'interruption de la publication de mes *Esquisses*. « La vente de la Première série — écrivais-je — s'est faite dans des conditions satisfaisantes de régularité, et avait suffi pour couvrir tous les frais ; mais, pour la Seconde série, les choses ont marché tout autrement. Un libraire de Bruxelles, qui avait pris la moitié de l'édition, n'a jusqu'à présent répondu que par un silence obstiné à toutes les lettres qui le priaient de régler son compte... Grâce à l'initiative prise par Elisée Reclus et Joukovsky, — dont je leur témoigne ici ma reconnaissance, — il faut espérer que les ressources financières indispensables finiront par se trouver ; alors je me remettrai à l'œuvre ; et peut-être avant la fin de l'année, la Troisième série des *Esquisses historiques* aura-t-elle pu voir le jour. »

La destinée en ordonna autrement : la publication des *Esquisses historiques* ne fut pas reprise, et celle des *Esquisses géographiques* — qui aurait pu doter notre littérature populaire d'un chef-d'œuvre si Elisée Reclus y avait mis la main — ne fut jamais commencée.

A la Chaux-de-Fonds, la Section décida qu'un de ses membres prendrait la parole dans la grande assemblée populaire qui se tenait chaque année pour la célébration de l'anniversaire de la révolution du 1er mars 1848 ; Auguste Spichiger fut désigné. Une lettre que j'écrivais à Kropotkine le lundi 26 février contient le passage suivant : « Je vous prie de bien vouloir remettre,

1. Cette proposition était due, je crois, à l'initiative de « Levachof ».
2. Voir plus haut, p. 126.

pour économiser un port, le projet ci-joint de discours pour le 1er mars à Spichiger; vous en discuterez avec lui et les amis. Je suis fort curieux de voir ce que produira la fête du 1er mars; toutefois je n'en attends pas beaucoup; tout au plus arriverons-nous à forcer le *National Suisse* à parler enfin des socialistes. » Je me trompais en n'attendant que peu de chose de cette intervention d'un socialiste dans une fête officielle, devant un auditoire de trois mille personnes : l'effet produit fut considérable ; voici comment en rendit compte le correspondant du *Bulletin* :

La première partie de la réunion n'a rien offert de remarquable. Les toasts habituels ont été portés par les orateurs ordinaires du parti radical : M. Henri Morel [1], substitut du procureur général, a bu à la République et à la patrie ; M. Vuithier, avocat, a porté le toast aux autorités fédérales; M. Forestier, juge d'instruction, le toast aux autorités cantonales et municipales; M. Soguel, le toast aux autorités scolaires. La musique et les chœurs alternaient avec les harangues patriotiques. C'est à ce moment que le compagnon Spichiger, ouvrier guillocheur, a demandé la parole; et on peut dire, sans exagérer, que son discours a été l'événement de la journée. Dès qu'on l'a entendu prononcer le mot de *socialisme*, il s'est fait un grand silence, chose qui n'avait pas eu lieu pour les orateurs précédents, qui parlaient au milieu du bruit; des applaudissements ont éclaté à diverses reprises, et l'impression paraît avoir été considérable sur une partie du public.

Le *National suisse*, organe des radicaux, a immédiatement demandé une copie du discours de Spichiger pour l'imprimer, et nous n'avons pas cru devoir refuser ; plus le discours recevra de publicité, et mieux cela vaudra pour nous.

Ce soir, on ne parle que de cela dans les cafés, et l'expérience a montré que la tactique que nous avons adoptée est bonne : puisque les radicaux ne veulent pas venir à nos assemblées, nous irons dans les leurs, et nous démolirons sous les yeux de leurs propres partisans leurs théories politiques et économiques [2].

J'achève ici ce qu'il faut dire au sujet des conférences.

A Saint-Imier, Brousse, venu de Berne, fit le samedi 17 février une conférence sur « la propriété », et montra la nécessité de la propriété collective aussi bien pour les objets de consommation que pour les instruments de production, terre et machines. « Une fois la nécessité de la propriété collective établie, — écrit le correspondant du *Bulletin*, — le conférencier passe en revue les arguments bourgeois en faveur de la propriété individuelle, et indique par quels arguments Proudhon les a réduits à néant. Il touche ensuite à l'organisation anti-étatiste de la propriété collective, et, passant en revue les moyens de détruire la propriété individuelle pour arriver à la propriété collective, il ne reconnait qu'un moyen sérieusement pratique, la révolution sociale. »

Le 5 février avait eu lieu une assemblée générale de la nouvelle fédération

1. L'ancien rédacteur du *Diogène* : voir t. Ier, p. 28.

2. Le *National suisse* publia in-extenso le discours lu par Spichiger : « mais, tandis qu'il avait généreusement émaillé le texte des harangues officielles de nombreuses indications d'applaudissements, il s'abstint complètement de faire remarquer que le discours de Spichiger avait été applaudi ; ce détail est caractéristique » (*Bulletin*). Le *Bulletin* imprima le discours dans son numéro du 11 mars. Je ne puis le reproduire ici, à cause de sa longueur, mais je me permets d'émettre cet avis : c'est qu'il serait très à propos qu'un camarade de la Chaux-de-Fonds fît une nouvelle lecture publique de ce discours dans une des prochaines fêtes du 1er mars.

ouvrière. Le 22 février il y eut une réunion des comités des différentes sociétés ouvrières du district de Courtelary, en vue de la convocation d'une assemblée générale de toutes les sociétés ouvrières du Vallon, où il serait délibéré sur « le programme du parti ouvrier » : cette assemblée fut fixée au dimanche 25 mars, dans la grande salle du Buffet de la gare ; le soir, il devait y avoir soirée familière avec tirage d'une tombola. Le samedi 3 mars, Elisée Reclus fit à Saint-Imier la conférence publique dont il a été parlé plus haut (p. 149); le sujet traité fut « l'anarchie et l'Etat ». « Il expliqua, — dit le correspondant du *Bulletin* — la signification scientifique du mot *anarchie* »; et Joukovsky, après lui, « réfuta les principaux arguments qui sont invoqués par nos adversaires contre la liberté ».

De la conférence faite le lendemain, à la Chaux-de-Fonds, par Reclus et Joukovsky, le *Bulletin* parle en ces termes : « Le dimanche 4 mars, Elisée Reclus et Joukovsky, venant de Saint-Imier où ils avaient parlé la veille, ont donné à la Chaux-de-Fonds, à l'amphithéâtre du nouveau Collège, une conférence sur la *question d'Orient*. Reclus a traité le sujet au point de vue géographique, Joukovsky au point de vue historique. Le *National suisse* du samedi avait annoncé cette conférence comme « une bonne fortune pour le public de la » Chaux-de-Fonds ». Or les deux conférenciers, qui sont des membres de l'Internationale, ont purement et simplement développé à l'amphithéâtre du Collège, sous une autre forme, le même programme que Spichiger avait affirmé, quatre jours auparavant, devant l'assemblée populaire du 1er mars. » J'ai dit plus haut que la recette de cette conférence, qui était payante, devait être affectée à la publication de la suite des *Esquisses historiques*.

A Berne, il y avait aussi des réunions de propagande. Le *Bulletin* (3 février) annonça celle du 10 février en ces termes : « La Section de propagande organise pour le samedi 10 février une soirée familière. La soirée commencera par une conférence du compagnon Montels, de Genève, sur cette question : « De la » situation de la femme »; elle se terminera par une tombola socialiste. Quelques délégués de sections voisines doivent aussi apporter leur concours. »

A Neuchâtel, le mardi 27 février, conférence par Emile Werner, en allemand et en français, sur « le socialisme en Allemagne ». Le public, fort nombreux, était composé au moins pour moitié d'ouvriers allemands. Werner, « après avoir donné un juste tribut d'éloges à la persévérance et au courage des agitateurs socialistes en Allemagne, signala les lacunes et les côtés faibles du mouvement, et insista particulièrement sur la théorie erronée de l'Etat populaire (*Volksstaat*), dont il fit la critique en se plaçant au point de vue anti-autoritaire. Cette critique a été écoutée avec beaucoup d'intérêt et de curiosité par les ouvriers allemands présents, qui entendaient pour la première fois un *anarchiste* développer dans leur propre langue des théories qui ne leur étaient jusqu'alors connues que par les calomnies de la *Tagwacht*. Une discussion s'engagea après la conférence. Une membre de l'*Arbeiterbund*, le citoyen Lutz, essaya de combattre, non point les idées spéciales émises par le conférencier, mais le programme même du socialisme, où il déclara ne voir que de belles utopies : il faut, dit-il, tâcher de répandre l'instruction ; c'est seulement quand le peuple sera assez instruit que sa position économique pourra s'améliorer. Guillaume et Werner répondirent à Lutz, et démontrèrent que celui-ci, bien que membre de l'*Arbeiterbund*, se plaçait absolument sur le même terrain que les réactionnaires allemands tels que les Schulze-Delitzsch et les Max Hirsch. » (*Bulletin*.)

J'étais fort souffrant ce jour-là, et j'avais dû aller, par une bise glaciale, attendre à la gare Werner, qui venait de Berne : cela redoubla mon mal, au point qu'à dix heures du soir je fus contraint de quitter le local où avait lieu la conférence, sans attendre la fin du débat. Pendant les quinze jours qui suivirent, je fus martyrisé par des névralgies atroces, que rien ne pouvait calmer, et qui m'empêchaient de travailler. Le *Bulletin* du 4 mars contient l'avis suivant : « Une indisposition du membre du Comité fédéral jurassien chargé de la rédaction du *Bulletin* nous empêche de publier cette fois-ci divers articles et comptes-rendus qui auraient dû paraître. On voudra bien nous excuser si

nous sommes obligés, pour achever la composition du journal, de donner autre chose que des actualités. » En effet, les colonnes des numéros des 4 et 11 mars sont occupées en partie par un extrait des *Ours de Berne* de Bakounine et un extrait de mon travail, écrit en 1873, sur le socialisme de Proudhon [1].

Le Comité central des sections genevoises de l'*Arbeiterbund* proposa, dans une lettre signée Wilhelm, que publia la *Tagwacht*, que le Congrès de cette Association, qui devait avoir lieu à la Pentecôte (26 mai), se tint à Neuchâtel. « Une raison essentielle en faveur de ce choix, — disait la lettre, — c'est que les délégués de la Suisse allemande auront, en allant à Neuchâtel, l'occasion de se convaincre de l'insignifiance d'une association [2] dont les chefs, dit-on, résident précisément dans ce canton. » Le *Bulletin* répondit : « Nous serons enchantés, pour notre part, que l'*Arbeiterbund* tienne un Congrès à Neuchâtel... Il sera fort utile que les délégués de la Suisse allemande puissent juger sur place des conditions faites chez nous au socialisme. Nous sommes persuadés qu'une bonne partie de leurs préjugés contre les prétendus *bakounistes* tomberont dès qu'ils verront ceux-ci de près. »

Un socialiste de la Suisse allemande, animé d'autres sentiments à notre égard que ceux dont faisait profession le citoyen Wilhelm, protesta dans la *Tagwacht* contre la phrase où celui-ci avait parlé de l'*insignifiance* de la Fédération jurassienne, et contre « l'esprit querelleur » qui avait inspiré sa lettre. Il montra qu'il était chimérique, de la part de l'*Arbeiterbund*, d'espérer attirer à lui les ouvriers de la Suisse française, parce que « le grand nombre de ces ouvriers reste jusqu'à présent indifférent, et que le petit nombre de ceux qui ne sont pas indifférents appartiennent à la Fédération jurassienne, organisation qui, *bien que tendant au même but que nous*, ne peut pas s'accommoder de l'organisation plus centraliste de notre *Arbeiterbund* ».

On vota, dans les sections de l'*Arbeiterbund*, sur le choix de la ville, et Neuchâtel obtint la majorité. Chose curieuse, et que fit remarquer le *Bulletin* (25 février) : les trois sociétés ouvrières de Neuchâtel, toutes trois allemandes (les tailleurs, les cordonniers, et le *Bildungsverein*), qui prirent part au vote, *s'étaient prononcées contre le choix de cette ville.*

J'ai parlé (p. 125) d'une phrase que le rédacteur de la *Tagwacht* avait supprimée dans une lettre de Kachelhofer et de J. Franz, où ces deux citoyens, au nom d'un groupe de membres de l'*Arbeiterbund*, avaient blâmé l'alliance électorale contractée par les ouvriers « socialistes » de Genève avec les radicaux. Le *Bulletin* du 28 janvier revint sur la question :

Cette suppression — écrivit-il — avait piqué la curiosité de certains lecteurs : ils se demandaient quel blasphème avaient bien pu écrire les signataires de la lettre, pour que la rédaction de la *Tagwacht* se fût crue obligée de le remplacer par une ligne de points.

Cette curiosité a été satisfaite. Le *Vorwärts* de Leipzig a publié la lettre de Kachelhofer et Franz, et il l'a publiée, lui, sans coupure. Le dernier alinéa, celui qui avait été « châtré », contenait cette phrase :

« On pourra, si l'on veut, nous appeler *bakounistes* ; nous aimerions mieux, s'il n'y avait pas d'autre alternative, mériter réellement cette épithète, plutôt que de continuer plus longtemps à permettre que le mouvement ouvrier suisse soit exploité — consciemment ou inconsciemment — — pour en faire un marche-pied à l'un ou à l'autre des partis bourgeois. »

Voilà donc le pot-aux-roses découvert ! La rédaction de la *Tagwacht* n'avait pas voulu permettre à des membres de l'*Arbeiterbund* de déclarer publiquement qu'entre les révolutionnaires de la Fédération jurassienne et

1. Paru en traduction russe sous le titre de *Anarkhia po Proudonou.*
2. La Fédération jurassienne.

certains hommes dont tout le socialisme consiste à embrigader les ouvriers au profit du parti radical, leur choix était fait.

Mais on aura beau vouloir mettre l'éteignoir sur les aspirations de ceux dont la pensée se rapproche de la nôtre. Tous les éléments sérieux et sincères du socialisme en Suisse finiront par s'entendre, et alors le règne des pêcheurs en eau trouble sera fini.

Le *Journal de Genève* ayant constaté, en citant les déclarations mêmes des députés ouvriers genevois, qu'il y avait eu avant les élections alliance entre les socialistes de Genève et le comité électoral radical, le *Petit Genevois* (20 janvier), organe des radicaux, protesta : « Le mot de *socialisme*, dit-il, n'a pas même été prononcé dans le comité radical-libéral, et aucun candidat ne s'est présenté et n'a été soutenu comme candidat du socialisme ». Le *Bulletin* reproduisit ce désaveu, d'où il résultait que les candidats « ouvriers » avaient été élus à titre de candidats « radicaux » tout simplement, et ajouta : « Que devient dès lors la victoire dont se sont glorifiés si mal à propos J.-Ph. Becker et ses amis ? »

Voici quelques extraits d'articles du *Bulletin* relatifs aux réformes politiques, à la tactique électorale, et à l'attitude de l'*Arbeiterbund*.

Le 21 janvier, notre organe publiait ceci à propos du *referendum*, de l'initiative, de l'élection du gouvernement par le peuple, et autres « progrès démocratiques » :

Les réformes politiques et les ultramontains.

Une preuve que les réformes *politiques* que réclament dans la Suisse allemande les ouvriers socialistes ne sont point, comme ceux-ci se l'imaginent, un moyen véritable d'émancipation pour le peuple, c'est que les *ultramontains*, qui certes ne veulent pas de la liberté et de l'égalité réelles, sont très disposés à s'accommoder de ces prétendus progrès, et même les inscrivent sur leur programme !

Dans le canton de Saint-Gall, le parti *ultramontain* vient en effet de publier un programme politique qui contient les points suivants :

« *Referendum* obligatoire sur toutes les lois et tous les décrets. — Droit d'initiative : le Grand-Conseil est tenu de soumettre au vote du peuple toute proposition émanant de l'initiative populaire, lorsque six mille citoyens le demandent. — Lorsque six mille citoyens demandent la révocation soit du Grand-Conseil, soit du pouvoir exécutif, cette demande doit être soumise au peuple. — Le peuple élit directement les membres du gouvernement cantonal, ainsi que les députés au Conseil des Etats. »

Ceci devrait démontrer une fois pour toutes, à ceux des ouvriers qui croient encore à l'efficacité des réformes politiques, deux choses :

1° Que ces réformes ne sont pas des *progrès réels*, puisque les ultramontains les demandent tout comme les radicaux, mais seulement une façon ingénieuse de *perpétuer le système actuel de gouvernement de la bourgeoisie* en en renouvelant certains ressorts usés ;

2° Que les ultramontains et les radicaux se valent, parce que les uns et les autres désirent la domination, et cherchent à l'obtenir par les mêmes moyens, — tandis que les socialistes seuls veulent la vraie liberté.

A propos de la résolution prise en 1876 par le parti socialiste ouvrier, aux Etats-Unis, de s'abstenir de participer aux luttes électorales, le *Bulletin* traita

de nouveau la question de l'abstention dans les élections politiques. Voici une partie de son article (28 janvier 1877) :

La tactique de l'abstention électorale.

... Si l'on veut examiner les choses sans parti pris, avec le désir sincère de les voir telles qu'elles sont, voici comment apparaît, à l'heure qu'il est, l'état de la question dans le débat entre les socialistes de langue allemande et nous, relativement à la politique électorale :

En Allemagne, la participation aux élections paraît être, pour le moment, un puissant moyen de propagande. Les socialistes allemands emploient donc cette arme, la plus efficace, disent-ils, dont ils puissent disposer aujourd'hui; et loin de les blâmer, nous applaudissons à leurs succès;

En Alsace, il a été reconnu par le Congrès de Gotha de 1876 que la question de savoir s'il fallait, oui ou non, prendre part au scrutin devait être laissée à l'appréciation des socialistes alsaciens eux-mêmes. Ceux-ci se sont décidés pour l'abstention. Nous les approuvons; et les socialistes d'Allemagne les avaient approuvés d'avance;

Aux Etats-Unis, les socialistes ne veulent pas se mêler des tripotages électoraux. Nous pensons qu'ils ont raison; les socialistes d'Allemagne partagent notre manière de voir, et la *Tagwacht* elle-même se rallie à cette opinion.

Ainsi, dans ces trois cas, Allemands et Jurassiens sont d'accord sur la tactique à suivre. Ils disent les uns et les autres :

Aux Etats-Unis, *il faut s'abstenir;*

En Alsace, *c'est aux socialistes alsaciens à déterminer eux-mêmes leur ligne de conduite;*

En Allemagne, *le vote est un puissant moyen de propagande.*

Mais il est un point où l'accord cesse : c'est lorsqu'il est question de la Suisse.

Nous ne croyons pas, nous, à l'efficacité de la participation au vote, en Suisse, ni comme moyen de propagande, ni surtout comme moyen d'émancipation.

Les ouvriers de langue allemande, par contre, pensent presque tous qu'en Suisse le vote peut être utilement employé, comme simple moyen de propagande, disent les uns; comme moyen à la fois de propagande et d'émancipation, disent les autres.

Qui a raison?

Jusqu'à présent, il nous semble que l'expérience a prononcé en notre faveur. Mais, sans rentrer en ce moment dans le fond du débat, nous nous contentons de prier nos contradicteurs de prendre note de ce point :

Si l'on veut nous convaincre que nous avons tort, et que la tactique que nous recommandons *pour la Suisse* est mauvaise, il ne faut pas nous offrir l'Allemagne en exemple, et nous dire que, puisque les socialistes allemands vont voter, nous devons aller voter aussi; car nous aurions un autre exemple à citer, et nous répondrions : « Les socialistes des Etats-Unis (et il y a beaucoup d'Allemands parmi eux) ne vont pas voter, et vous dites qu'ils ont raison ».

Pour argumenter contre nous, il faudrait nous prouver qu'*en Suisse*, et

tout spécialement *dans les cantons où existe la Fédération jurassienne*, notre tactique a produit de mauvais résultats, et qu'au contraire la tactique opposée a porté ou aurait porté de bons fruits.

La participation des ouvriers au scrutin, en Suisse, disons-nous, n'a jamais abouti qu'à des alliances de dupes avec l'un ou l'autre des partis bourgeois.

Qu'on nous démontre qu'il peut en être autrement ; qu'on nous démontre que l'élection de candidats *réellement socialistes* est possible en Suisse sans compromis avec la bourgeoisie, et que cette élection n'aurait pas pour résultat de fortifier le régime gouvernemental et autoritaire ; qu'on nous démontre que par ce moyen nous arriverions plus vite à détacher le peuple ouvrier des partis bourgeois et à le préparer à la révolution sociale, que nous ne pouvons le faire par la presse, par les meetings et par l'organisation corporative, — et dans ce cas nous sommes prêts à aller voter.

Dans le numéro du 25 février, le *Bulletin* notait en ces termes la différence de procédés, à notre égard, entre certains membres de l'*Arbeiterbund*, qui se montraient courtois et conciliants, et d'autres membres de la même association, qui nous poursuivaient de leur inimitié. Voici le passage essentiel de l'article :

Les deux courants dans l'Arbeiterbund.

De plus en plus on peut constater, au sein de l'*Arbeiterbund*, une divergence entre deux courants. Certains hommes, pensant autrement que nous sur divers points importants, paraissent néanmoins désirer un rapprochement amical ; d'autres, poussés par des passions haineuses, ne cessent de nous combattre avec acharnement, et travestissent déloyalement nos idées dans la polémique. Aux yeux de ces derniers, une conciliation avec les Jurassiens serait un crime, un déshonneur : On peut faire alliance avec les partis bourgeois, disent-ils ; mais avec les socialistes du Jura, jamais !

L'esprit de rapprochement amical qui caractérise le premier courant paraît dominer dans le Comité central de l'*Arbeiterbund*, qui a son siège à Winterthour ; nous en trouvons à chaque instant des symptômes dans les communications officielles de ce Comité que publie la *Tagwacht*. En voici un exemple. Dans la *Tagwacht* du 3 février, [à propos de la lutte politique,] le Comité central... donne son appréciation sur le programme et la tactique des Jurassiens. Nous traduisons le passage :

« ... L'idée fondamentale des Jurassiens, c'est un Bureau fédéral, qui s'occupe d'administration et de statistique, mais qui ne doit point faire de politique. Mais il faut remarquer à ce sujet que, dans la forme sociale anti-autoritaire, personne ne fait de politique, pas même la Fédération des communes et des producteurs : car dans une société dont tous les membres sont placés sur le pied de l'égalité économique et vivent heureux, on n'a plus besoin de politique. La bourgeoisie n'a besoin en effet de la politique que pour maintenir l'inégalité économique ; et, par conséquent, nous n'avons besoin de notre côté de faire de la politique que jusqu'au moment où l'égalité sera établie. C'est ici que la tactique des Jurassiens et la nôtre se séparent ; car les Jurassiens disent : « La bourgeoisie se sert de la politi-
» que pour maintenir l'inégalité, par conséquent nous ne devons et nous ne

» pouvons pas employer ce même moyen, la politique, pour détruire l'iné» galité ». Il y a là matière à réflexions, mais nous n'y voyons aucun motif de nous combattre les uns les autres. »

Comme on le voit, le Comité central de l'*Arbeiterbund* pense comme nous sur la question d'avenir : son idéal est une société *anti-autoritaire*, dans laquelle *on ne fera plus de politique,* parce que la politique n'a sa raison d'être que dans une société *fondée sur l'inégalité* [1]. Dès que ce principe est admis, la question de tactique devient en effet secondaire : les uns pensent qu'il faut battre la bourgeoisie avec l'arme même qu'elle emploie contre nous, avec la politique; les autres, les Jurassiens, disent, non pas — comme on le leur fait dire — qu'il ne faut pas faire de politique, mais qu'à la politique bourgeoise on ne peut opposer d'autre arme efficace que la révolution sociale. Il y a là une question de tactique à débattre ; mais il n'y a pas de quoi se traiter en adversaires, — bien au contraire !

Il est naturel qu'une pareille manière de poser la question, de la part du Comité central de l'*Arbeiterbund,* ne pouvait convenir au rédacteur de la *Tagwacht,* dont on connaît les sentiments à l'égard des Jurassiens. Aussi s'empressa-t-il d'ajouter à l'article du Comité central une note où on lisait :

« Il est à peine nécessaire de faire remarquer que l'appréciation du Comité central relativement aux Jurassiens est en contradiction complète avec la nôtre. On peut consulter à cet égard l'article que nous publions sous le titre : *L'Etat.* »

Cet article *L'Etat* est une longue amplification, [écrite par Greulich [2], et] qui a paru, par tranches indigestes, dans six numéros consécutifs de la *Tagwacht.* L'auteur a eu la prétention de faire une réfutation en règle de notre théorie de l'Etat. Nous ne songeons pas à répondre à cet article dans les colonnes du *Bulletin* : ce serait entamer une polémique tout à fait inutile, puisque les lecteurs du *Bulletin* n'ont pas lu la *Tagwacht.* Nous laisserons donc ce soin à l'*Arbeiter-Zeitung.*

Dans le même numéro, le *Bulletin* signalait un « Appel aux citoyens suisses » publié à Berne, en allemand, par un groupe de membres de l'*Arbeiterbund,* à l'occasion d'un acte arbitraire commis par un patron envers deux ouvriers. Cet « Appel », dont l'auteur était Karl Moor, contenait la diatribe suivante contre la Fédération jurassienne et ses doctrines :

« Tout ceux qui connaissent tant soit peu l'état des choses, savent qu'il existe en Suisse deux fractions socialistes, les *Sozial-Demokraten,* qui comptent six à sept mille adhérents formant l'*Arbeiterbund,* et les anarchistes du Jura, qui ont aussi à Genève, à Berne, etc., quelques ramifications isolées, et qui cherchent à dissimuler leur petit nombre et leur complète insignifiance dans le mouvement ouvrier vivant, en faisant d'autant plus de bruit. Ici à Berne, ils comptent environ cinquante adhérents, tandis que les membres de l'*Arbeiterbund* y sont au nombre de sept à huit cents [3]. Or la tactique des feuilles bour-

1. Marx — je l'ai déjà fait remarquer — a dit les mêmes choses dans la *Misère de la philosophie* (1847, p. 177).

2. Greulich se croit un disciple de Marx, et il ne s'est jamais douté que celui qu'il appelle son maître était, *en théorie,* un « anti-étatiste ».

3. Nous ne voudrions point chercher à déprécier l'importance de l'*Arbeiterbund* en le chicanant sur le chiffre de ses adhérents ; au contraire, nous serions heureux que les chiffres indiqués là fussent vrais, parce que nous savons qu'un jour ou l'autre les ouvriers dont l'*Arbeiterbund* ébauche l'éducation socialiste vien-

geoises — qu'elle provienne d'une crasse ignorance ou d'une mauvaise foi voulue — a toujours été d'imputer à notre parti les tirades déclamatoires de quelques personnages d'ailleurs parfaitement inoffensifs, et de mettre dans le même sac les *Sozial-Demokraten* et les anarchistes, afin de discréditer aux yeux de nos concitoyens nos tendances, qui, de même que celles des *Sozial-Demokraten* d'Allemagne, n'ont absolument rien de commun avec les rêves creux des utopistes...

« En opposition à la doctrine anarchiste, qui veut supprimer non-seulement le mode actuel de production, mais encore *l'Etat lui-même*, l'école socialiste allemande — suivie en cela par les socialistes autrichiens, danois, hollandais, belges, anglais, américains, serbes, par une partie des socialistes russes, par une grande partie des socialistes français, et par la très grande majorité des socialistes suisses, tandis que la théorie anarchiste a ses adhérents principalement en Italie, en Espagne, en partie parmi les Russes, et dans le Jura suisse — l'école socialiste allemande, disons-nous, enseigne que l'idée du véritable Etat, de l'Etat populaire démocratique (*des demokratischen Volksstaats*), n'a jamais encore été réalisée jusqu'ici. L'Etat n'a pas seulement à remplir des fonctions de police, il n'a pas seulement à garantir l'ordre juridique extérieur, à faire le gendarme ; il a une mission plus élevée, morale, civilisatrice. L'Etat, en lui-même, n'est pas quelque chose qui nous soit hostile ; ce n'est pas, comme le prétend la triste école de Manchester, quelque chose qui soit en dehors de nous et à qui il faut demander de nous déranger le moins possible (laisser faire, laisser passer). Non, l'Etat est quelque chose de vivant, d'animé, l'Etat c'est *nous-mêmes*. La réalisation pratique de cette idée forme le programme des *Sozial-Demokraten* [1]. »

Le *Bulletin*, après avoir reproduit cette citation, ajouta ce qui suit :

Nous ne nous arrêterons pas à discuter, à cette place, cette définition, erronée à notre avis, de l'Etat et de son rôle social. Ce que nous voulons relever, c'est, de la part de citoyens que nous avons toujours traités en alliés, en *Parteigenossen*, pour employer le terme allemand, cette singulière façon de comprendre et de pratiquer la solidarité. Les mêmes hommes dont est censé émaner l'Appel que nous venons de citer étaient présents, si nous ne nous trompons, à cette réunion qui eut lieu à Berne il y a sept mois à l'occasion des funérailles de Bakounine, et dans laquelle, *à l'unanimité*, tout en réservant pour chacun l'entière liberté de ses théories, on vota l'oubli « des vaines et fâcheuses dissensions passées ». Aussi croyons-nous que les passages hostiles à la Fédération jurassienne expriment, non pas tant le sentiment des ouvriers de Berne qui appartiennent à l'*Arbeiterbund*, que les rancunes de quelques personnalités malveillantes, dont le métier semble être d'empêcher tout rapprochement entre des groupes qui devraient vivre en paix et s'entr'aider.

Enfin, dans son numéro du 18 mars, le *Bulletin* revenait encore sur cette question :

dront à l'Internationale. Mais nous devons cependant faire observer qu'à Berne, une statistique publiée dans la *Tagwacht* du 17 février 1877 n'indique que 185 membres actifs de l'*Arbeiterbund*, et que le chiffre total, pour la Suisse, des membres de l'*Arbeiterbund* qui ont pris part à la dernière votation générale faite dans le sein de cette association n'excède guère 2000, répartis dans 69 sections. (Note du *Bulletin*.)

1. Voilà, dans toute sa niaiserie, la conception des socialistes étatistes exposée par un *Sozial-Demokrat* authentique, — qui se croit disciple de Marx !

Le conflit intérieur dans l'Arbeiterbund.

Il est intéressant de suivre, dans l'*Arbeiterbund,* le conflit intérieur qui paraît s'accentuer toujours davantage.

Dans une circulaire du Comité central de Winterthour (*Tagwacht* du 24 février), nous trouvons quelques passages qui sont une critique indirecte de la ligne politique adoptée par les « Arbeiterbundiens » de Genève, Berne, Bâle, et divers autres lieux : tactique qui consiste, comme on sait, à se mettre docilement à la remorque du parti bourgeois dit libéral, démocratique ou radical, et à voter pour ses candidats et pour ses projets de loi.

Le Comité central déclare que, selon lui, les socialistes suisses doivent former un parti « indépendant » (*selbstständig*), et, entre autres arguments, il met en avant celui-ci :

« Le Congrès des internationaux, à Berne, en octobre dernier, a voté la résolution suivante, à laquelle se sont associés aussi les délégués de l'Allemagne et de l'*Arbeiterbund* : « L'Internationale sympathise avec les » ouvriers de tous les pays, pour autant *qu'ils n'ont pas d'attache avec* » *les partis bourgeois quels qu'ils soient* ».

« Ce Congrès, il est vrai, ne nous concerne pas directement, mais la chose n'en a pas moins son importance pour nous, attendu qu'au prochain Congrès universel, en Belgique, les diverses associations seront appréciées de ce point de vue-là... L'*Arbeiterbund* doit former un parti pour son propre compte... Il est indispensable que les socialistes marchent *seuls,* s'ils veulent que leur cause triomphe... »

Comme on le voit, il y a dans ces lignes un sentiment vrai de la dignité du parti socialiste. Ceux qui ont écrit cette circulaire pensent, comme nous, qu'il vaut mieux se trouver peu nombreux, mais n'avoir avec soi que des hommes convaincus, des socialistes sérieux, que de remporter de prétendus triomphes électoraux comme ceux des Genevois, achetés au prix d'une alliance de dupes avec un parti bourgeois...

Pendant que quelques hommes, à Winterthour et ailleurs, se prononcent en faveur de l'indépendance (*Selbstständigkeit*) du parti socialiste, et recommandent en même temps une entente amicale avec la Fédération jurassienne, les Allemands de Genève se montrent toujours plus furieux contre ces Jurassiens, qui percent à jour leurs menées politiques. Dans la *Tagwacht* du 10 mars, le Comité de l'*Arbeiterbund* genevois proteste contre l'idée d'inviter les Jurassiens au prochain Congrès de l'*Arbeiterbund*.

« Nous ne comprenons pas, écrivent ces dignes politiciens, à quoi pourrait servir une invitation adressée à ce groupe... Y a-t-il aucun symptôme qui indique que les Jurassiens soient disposés à marcher d'accord avec l'*Arbeiterbund*, par exemple sur le terrain politique? Il suffit de rappeler l'assemblée de Saint-Imier [1], et les articles de l'*Arbeiter-Zeitung* et du *Bulletin* contre la législation directe. Nous recommandons en conséquence

1. Ainsi, on nous fait un crime d'avoir, dans l'assemblée populaire de Saint-Imier, combattu les radicaux bourgeois. (Note du *Bulletin*.) — Sur l'assemblée du 4 février à Saint-Imier, voir ci-dessus p. 144.

à tous nos amis de rejeter la proposition d'inviter les Jurassiens, et d'accepter par contre celle d'inviter la Société du *Grütli.* »

Est-ce assez clair? Et les socialistes flamands, par exemple, qui paraissent se faire en ce moment une idée assez inexacte de ce qui se passe en Suisse, ouvriront-ils cette fois les yeux? Les politiqueurs de Genève repoussent la Fédération jurassienne, *parce qu'elle est socialiste, internationale et révolutionnaire*; ils recherchent l'alliance de la Société du *Grütli* (composée uniquement de Suisses allemands), *parce que cette Société est politique, nationale et bourgeoise.* Qui se ressemble s'assemble !

Dans un autre article du même numéro, le *Bulletin* signalait l'attitude prise par le Comité de l'*Arbeiterbund* de Berne dans la question, soumise au peuple bernois, du rachat de la ligne de chemin de fer Berne-Lucerne :

C'est là une de ces circonstances où, comme le dit Proudhon, le vote populaire, quand on le consulte, répond inévitablement par une sottise. Si l'électeur vote *non*, il laisse une ligne de chemin de fer aux mains d'une compagnie privée, — chose mauvaise; s'il vote *oui*, il livre cette ligne de chemin de fer à l'Etat bourgeois, — chose également mauvaise.

Le Comité de l'*Arbeiterbund* de la ville de Berne, par un appel signé Karl Moor et S. Lustenberger, a cru devoir toutefois recommander aux électeurs de voter *oui*; et comme il se trouvait, en cette circonstance, en contradiction avec la décision de principe votée par les socialistes allemands au Congrès de Gotha l'an dernier, il a cherché à justifier sa manière d'agir en prétendant que ce qui est mauvais dans un Etat monarchique cesse de l'être dans un Etat républicain.

Le Congrès de Gotha s'est prononcé contre le rachat des chemins de fer allemands par l'Etat, en déclarant que « si l'Empire devenait propriétaire des voies ferrées, il s'en servirait pour favoriser les intérêts de l'*Etat de classe et militaire* (*Klassen- und Militärstaat*) ; que les revenus en seraient dépensés pour des buts improductifs; que ce serait donner au gouvernement une arme de plus contre le peuple, et fournir une nouvelle occasion aux spéculateurs de s'enrichir aux dépens de la fortune publique ».

Est-ce que tous ces arguments ne sont pas applicables à la Suisse aussi bien qu'à l'Allemagne? Les hommes de l'*Arbeiterbund*, à Berne, en sont-ils donc venus à ce point, de ne plus voir dans la Confédération suisse un *Klassenstaat*, un « Etat de classe » où la bourgeoisie gouverne en souveraine? Est-ce que le militarisme n'existe donc pas chez nous? Est-ce que le gouvernement n'est pas, ici comme partout, le représentant des intérêts bourgeois, et par conséquent l'ennemi des travailleurs? Est-ce que les affaires de chemin de fer ne sont pas, en Suisse comme partout, un objet de scandaleuses spéculations financières?

Des esprits naïfs disent : « Mais il vaut mieux que les chemins de fer soient possédés par l'Etat plutôt que par une compagnie d'actionnaires ; de cette manière ils appartiendront au peuple (!), et seront administrés dans son intérêt ». Nous répondons : Etat ou compagnie, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. L'Etat bourgeois n'est lui-même qu'*une vaste compagnie privée*, qui exploite au profit d'une minorité privilégiée le capital social et le travail collectif, en faisant jouer plus ou moins adroitement les ressorts

ingénieux qu'on appelle représentation nationale, suffrage universel, et législation directe.

Il n'y a donc plus de logique, paraît-il, dans les têtes des hommes qui représentent à Berne l'*Arbeiterbund* ? Quand on lit leurs raisonnements, quand on voit leurs actes, on arrive à cette conclusion forcée : Ces hommes sont, sciemment ou inconsciemment, les agents du radicalisme bourgeois.

Il reste à parler des préparatifs faits dans la Fédération jurassienne en vue de la célébration de l'anniversaire du 18 mars.

L'année précédente, — indépendamment des réunions locales, — des représentants des diverses sections de la Fédération, ainsi que de nombreux réfugiés de la Commune, s'étaient donné rendez-vous en un point central, à Lausanne, pour commémorer ensemble le mouvement insurrectionnel du peuple parisien. L'idée fut émise de procéder de même en 1877, et les sections de Berne demandèrent que leur ville fût choisie comme siège de la fête commune. Il s'agissait, dans la pensée des internationaux de Berne, d'une manifestation qui serait une revanche : le 18 mars 1876, le cortège organisé par le *Sozialdemokratischer Verein* avait été attaqué et dispersé, et le drapeau rouge déchiré ; nos amis, les membres des deux sections de l'Internationale à Berne [1], voulaient, en organisant à leur tour un cortège, affirmer le droit, garanti par la constitution bernoise, de déployer le drapeau rouge dans la rue ; et, au cas où ce drapeau serait de nouveau l'objet d'une agression, ils étaient décidés à le défendre de la façon la plus énergique.

Une réunion privée, entre camarades, eut lieu à la Chaux-de-Fonds, dans le courant de février, pour parler de la manifestation projetée. Je m'y trouvai. Brousse y prit la parole : il déclara qu'une semblable démonstration aurait une importance capitale pour l'avenir de l'Internationale dans la ville fédérale ; et il insista pour que, de toutes les sections de la Fédération jurassienne, de nombreuses délégations s'y rendissent. Je fis quelques objections : il me semblait que nos amis de Berne se préoccupaient un peu trop d'une exhibition de parade, et perdaient de vue le but essentiel de la réunion du 18 mars, qui devait être la propagande du principe fédéraliste et communaliste ; je fis observer en outre qu'en provoquant un conflit dans la rue avec les assommeurs à gages de la bourgeoisie bernoise, on s'exposait à aboutir à l'une ou l'autre de deux alternatives également regrettables : ou bien voir de nouveau le drapeau rouge déchiré et le cortège dispersé ; ou bien, si nous devions l'emporter sur nos agresseurs probables, acheter trop cher cette satisfaction d'amour-propre, en risquant de faire couler le sang, et peut-être de sacrifier des vies humaines : donner sa vie dans une lutte révolutionnaire, disais-je, cela peut être, à un certain moment, un devoir inéluctable ; mais il serait désastreux que, pour une simple manifestation, il y eût mort d'homme. Brousse revint à la charge : il était bruyant (*uproarious*, comme l'a écrit Kropotkine en crayonnant son portrait), il avait l'oreille des plus jeunes et des plus exaltés ; sa verve méridionale l'emporta. Voyant que j'étais seul de mon avis, je n'insistai pas, et déclarai que je m'inclinais devant la volonté générale.

Il fut ensuite convenu entre nous que l'initiative, pour la proposition d'une réunion commune, ne partirait pas de Berne, et que ce seraient nos camarades du Val de Saint-Imier qui la prendraient. A cet effet, le comité de la Fédération ouvrière du district de Courtelary adressa une circulaire aux sections ; la plupart de celles-ci répondirent en annonçant qu'elles acceptaient la proposition ; et les sections de Berne furent alors chargées d'organiser la manifestation.

Le *Bulletin* du 11 mars annonça la fête par l'avis suivant :

1. La section italienne de Berne avait momentanément cessé d'exister.

Fête anniversaire du 18 mars 1871.

La Fédération ouvrière du district de Courtelary vient de proposer aux sections de la Fédération jurassienne, par une circulaire, de fêter en commun, cette année encore, l'anniversaire du 18 mars. La même fédération propose la ville de Berne comme lieu de réunion.

Toutes les sections qui ont répondu (et la majorité des sections l'a fait) acceptent la proposition de la Fédération du district de Courtelary. De plus, les sections de Berne ont envoyé leur enthousiaste adhésion. Il ne reste plus que les détails d'organisation à régler.

Dès aujourd'hui donc nous invitons instamment tous les *membres de l'Internationale*, les *proscrits*, et les citoyens sympathiques au mouvement populaire du 18 mars 1871, à se rendre à Berne le dimanche 18 mars 1877.

Les sections de Berne auront des délégués à l'arrivée de tous les trains pour recevoir et conduire les invités ; dans tous les cas, toute la matinée du dimanche 18, on pourra s'adresser au bureau de l'*Arbeiter-Zeitung*, rue des Fontaines, 2, second étage, Berne. Il est indispensable que tous les citoyens qui viendront du dehors soient déjà rendus à Berne dans la matinée du dimanche pour la réunion préparatoire.

Le numéro du dimanche 18 mars publia en tête de ses colonnes l'article que voici :

Anniversaire du 18 mars.

Les délégués des Sections jurassiennes et les proscrits de la Commune se réunissent aujourd'hui à Berne, pour fêter ensemble le souvenir de la révolution accomplie il y a six ans par le peuple parisien. Une réunion publique aura lieu à deux heures de l'après-midi, et le soir, dans une nouvelle assemblée, pourra s'engager une discussion de principes analogue à celle qui a eu lieu l'an dernier à Lausanne.

A cette heure plus que jamais, il est important de raviver les sentiments généreux qui dictèrent au prolétariat de Paris l'insurrection du 18 mars, et de populariser, par une active propagande, le programme de la Commune et de l'Internationale. L'horizon se couvre de nuages ; la situation politique, en France, devient chaque jour plus précaire : et tout fait prévoir qu'avant peu les exploiteurs du peuple français lui fourniront une nouvelle occasion de revendiquer ses droits. Une révolution victorieuse à Paris serait pour l'Europe le signal d'une guerre générale. Ainsi, veillons et étudions, tâchons de nous rendre un compte exact de ce que nous voulons, et de savoir où nous allons.

Une circonstance particulière a fait choisir Berne, plutôt qu'une ville de la Suisse française, pour le lieu de la réunion générale : c'est l'espoir, disons mieux, c'est la certitude de pouvoir y fraterniser avec un certain nombre de socialistes de langue allemande, qui, dégoûtés de la politique tortueuse et des vues étroites de certains membres du *Schweizerischer Arbeiterbund*, se sont ralliés franchement à l'Internationale. La réunion de Berne permettra de constater que l'Internationale, qui, pendant assez longtemps, n'avait pu se développer en Suisse que dans la partie française du

pays, a désormais pris pied aussi dans les cantons allemands, où elle saura grouper tous les éléments sérieux et véritablement socialistes.

Dans notre prochain numéro, nous rendrons compte de la réunion de Berne, qui aura été, nous y comptons, une éclatante revanche de l'outrage infligé il y a un an, par la bourgeoisie bernoise, au drapeau de la Commune et de l'Internationale.

Au chapitre suivant le récit de ce qui se passa le 18 mars 1877 à Berne.

XI

La journée du 18 mars 1877 à Berne et ailleurs.

La manifestation du 18 mars à Berne eut un grand retentissement à l'époque. Vue à trente ans de distance, elle ne paraît plus qu'un incident assez insignifiant, qui ne méritait pas qu'on en fît tant de bruit. C'était déjà mon opinion en 1877, et je pensais que ce genre de propagande n'était pas celui qui convenait le mieux au milieu où militait la Fédération jurassienne.

Le comité d'organisation de Berne prévint le préfet du district, M. de Wattenwyl, de son intention d'organiser un cortège avec le drapeau rouge. Le préfet, à ce que m'écrivit Brousse, répondit au comité que la manifestation projetée était parfaitement légale, et que, si des fauteurs de désordre voulaient essayer d'attaquer le drapeau, la police interviendrait pour faire respecter le droit des manifestants [1]. Ceci était une troisième éventualité que je n'avais pas prévue : la police bernoise se faisant la protectrice du drapeau rouge ! M. de Wattenwyl me parut un habile homme, et je répondis à Brousse que cet intelligent magistrat avait trouvé le meilleur moyen de rendre la manifestation ridicule.

Le dimanche 18 mars, je partis pour Berne dès le matin, seul ; aucun camarade de Neuchâtel, même le révolutionnaire italien Getti, n'avait jugé à propos de m'accompagner. Je m'attendais à une journée absolument pacifique, et je n'avais pas même pris une canne. A Berne, je me rendis au local où nous nous étions donné rendez-vous, place de l'Ours, pour une réunion préparatoire. Parmi les camarades que je trouvai là, je citerai Brousse, Werner, Rinke, Kachelhofer, Simonin, Eggenschwyler, Paggi, Honegger, Pittet, Gleyre, résidant à Berne ; Adhémar Schwitzguébel, Adolphe Herter, Ulysse Eberhardt, Adhémar Chopard, Joseph Lampert, Jules Lœtscher, Alcide Dubois, Henri Eberhardt, venus du Val de Saint-Imier ; Auguste Spichiger, Fritz Huguenin (graveur), Pindy, Jeallot, Ferré, Baudrand, Kropotkine, Lenz, venus de la Chaux-de-Fonds ; Chautems, venu de Bienne ; Buache, venu de Lausanne ; Perron, venu de Vevey. Genève nous avait aussi envoyé quelques amis désireux de participer à la manifestation : parmi eux se trouvaient plusieurs Russes, entre autres le jeune Georges Plekhanof, récemment arrivé de Saint-Pétersbourg, et qui avait tenu à profiter de cette occasion pour se rencontrer avec les militants de la Fédé-

1. M. de Wattenwyl nia plus tard avoir fait cette déclaration. Au procès, qui eut lieu en août suivant, l'organe du ministère public dit ceci : « Le prévenu Kachelhofer a raconté devant le juge d'instruction que, dans un entretien qu'il avait eu avec M. le préfet, celui-ci lui aurait dit qu'au besoin la police protégerait le cortège contre une agression possible de la part du public, pareille à celle de l'an dernier. M. le préfet a-t-il dit cela à Kachelhofer ? » M. de Wattenwyl répondit : « Je ne m'en souviens pas ; mais je dois faire observer que lorsque Kachelhofer m'a parlé du cortège, on ne savait pas encore s'il y aurait un drapeau rouge. Evidemment, mon intention n'a jamais pu être de protéger le drapeau rouge. »

ration jurassienne. Il y avait également des camarades de Moutier, Porrentruy et Fribourg.

Après la réunion préparatoire, où l'on convint des dernières mesures d'organisation, nous déjeunâmes ensemble, — ceux d'entre nous qui étaient venus du dehors, — entre midi et une heure, à la mode bernoise d'alors, avec du café au lait, du pain et du fromage. Vers une heure et demie, les membres des deux Sections, française et allemande, de l'Internationale à Berne commencèrent à affluer au local où nous étions réunis, et d'où le cortège devait partir. Brousse, ayant remarqué que je n'avais pas de canne, me dit que j'avais eu tort de n'en pas apporter, car, malgré les intentions paternelles de la police, il pourrait se produire çà et là quelques bagarres : il m'offrit une badine, que j'acceptai en riant.

Au procès, cinq mois plus tard, on lut une lettre que Kachelhofer avait adressée au Comité de l'*Arbeiterbund* de Berne, pour inviter cette association à prendre part à la manifestation (elle refusa d'y participer) ; il y disait que le drapeau rouge pourrait être de nouveau attaqué, et que, « pour éviter le retour d'une scène aussi honteuse que celle de l'an dernier, il serait bon que les manifestants fussent armés, non de fusils et de sabres, mais de bonnes cannes, de *Schlagringe* (« coups de poings »), de casse-têtes, et autres choses semblables ».

En réponse à une demande de renseignements que je lui ai adressée en vue de la rédaction du présent chapitre, Pindy m'a écrit, le 12 avril 1908 : « De la Chaux-de-Fonds, nous avions emporté une collection de « coups de poings » américains et de casse-tête en plomb fabriqués chez moi, et que nous distribuâmes à ceux des compagnons du Vallon qui en désiraient. Brousse nous avait envoyé sa chanson du *Drapeau rouge*, mais nous ignorions l'air : ce n'est que depuis Sonvillier jusqu'à Berne que, en wagon, nous répétâmes le chant en question. »

Le *Drapeau rouge* était une chanson de circonstance que Brousse venait de composer, et dont voici le refrain :

Le voilà, le voilà, regardez !
Il flotte, et, fier, il bouge,
Ses longs plis au combat préparés.
Osez le défier,
Notre superbe drapeau rouge,
Rouge du sang de l'ouvrier !

Cela se chantait sur l'air d'une chanson patriotique suisse : *Armons-nous, armons-nous, armons-nous, Enfants de l'Helvétie !*

Je laisse maintenant la parole au *Bulletin*, qui publia, dans son numéro du 25 mars, le récit suivant de la journée :

Le 18 mars à Berne.

Le dimanche matin, vers dix heures, les membres des deux Sections internationales de Berne (langue allemande et langue française), ainsi qu'un certain nombre d'internationaux venus du dehors pour participer à la manifestation annoncée dans nos deux derniers numéros, se sont réunis au local de l'Internationale, restaurant du Soleil, [place de l'Ours,] pour une séance préparatoire. Cette réunion avait pour but de fixer définitivement le programme de la journée. Il y fut décidé qu'un meeting public serait tenu, à deux heures, dans la vaste salle du restaurant Jeangros, à la Länggasse (un peu hors de ville), qui avait été louée à cet effet ; que les internationaux s'y rendraient en cortège, précédés du drapeau rouge ; et qu'en passant devant la gare, le cortège s'arrêterait pour recevoir une délégation de Zürich et de Bâle, qui devait arriver par le train de 1 heure 55.

Conformément à cet arrangement, les internationaux se réunirent de nouveau, vers une heure et demie, au restaurant du Soleil, d'où devait par-

tir le cortège. Celui-ci s'organisa et se mit en marche. Il était précédé d'une musique; puis venait le drapeau rouge [1], porté par le compagnon Adhémar Schwitzguébel. Le cortège était fort nombreux; outre les membres des deux Sections de Berne, on y voyait des délégations des localités suivantes : Saint-Imier, Sonvillier, Bienne, Moutier, Porrentruy, la Chaux-de-Fonds, Neuchâtel, Fribourg, Lausanne, Vevey et Genève. Fait caractéristique, et sur lequel nous devons insister en présence des allégations de certains journaux qui prétendent (comme d'habitude) que la manifestation a été faite par des *étrangers* : le cortège était presque exclusivement composé de *citoyens suisses*, et parmi ceux-ci la majorité étaient des Bernois ou des Suisses domiciliés dans le canton de Berne.

Le cortège traversa tranquillement, aux sons de la musique, la place de l'Ours, la place des Orphelins, et la rue d'Aarberg; puis il tourna à gauche dans la direction de la gare. Sur son passage, une foule nombreuse s'était amassée et le regardait paisiblement défiler. Il y avait certainement dans cette foule des éléments hostiles; mais ces gens-là se souvenaient sans doute qu'un jugement de tribunal a condamné, l'an dernier, les agresseurs brutaux qui avaient déchiré le drapeau rouge dans une occasion semblable; aussi trouvaient-ils prudent de se tenir tranquilles. En outre, en voyant le nombre des participants au cortège et leur air résolu, ils devaient se dire que les internationaux ne se laisseraient pas impunément attaquer.

Il n'y eut qu'une seule démonstration effective d'hostilité : au milieu de la rue d'Aarberg, un gros homme, debout sur le seuil d'une porte, se mit à vociférer en patois [allemand] bernois en voyant passer le drapeau rouge. Sa colère burlesque ne fit qu'exciter le rire des socialistes. On nous a dit que ce colérique personnage était un de ceux qui l'an dernier avaient attaqué la manifestation du *Sozialdemokratischer Verein.*

Un correspondant du *Journal de Genève* prétend qu'en voyant passer les internationaux, la foule criait : « Vous feriez mieux de travailler ! » Ce correspondant, en inventant ce détail, d'ailleurs assez heureusement imaginé, n'a oublié qu'une chose : c'est que c'était un dimanche.

Arrivé devant la gare, le cortège s'arrêta pour attendre le train de Zürich. Cette halte ne dura que trois ou quatre minutes : on vit bientôt paraître, à la porte de sortie, le groupe des délégués zuricois et bâlois, qui apportaient avec eux un second drapeau rouge. Un chaleureux hourrah les accueillit; le drapeau de Zürich vint prendre place en tête du cortège, à côté de celui que portait Schwitzguébel; le cri *En avant!* retentit dans les rangs, et le cortège voulut se remettre en marche [2].

1. Ce drapeau rouge avait été apporté le matin même de la Chaux-de-Fonds. « Le tapissier Baudrand, un socialiste lyonnais, nous avait confectionné un superbe drapeau rouge frangé d'or : c'est celui qui fut arraché à Schwitzguébel. » (Lettre de Pindy, du 12 avril 1908.)

2. Le préfet de Berne, M. de Wattenwyl, raconta plus tard au procès que, le 17 mars, il avait eu une conférence avec le directeur de justice (membre du gouvernement bernois), et que celui-ci « lui avait donné pour instruction d'empêcher qu'on n'arborât le drapeau rouge ». Il y eut donc, de la part de la police, dit plus tard le *Bulletin* (26 août), « un véritable guet-apens : au lieu de donner connaissance, à l'avance, à la commission d'organisation de la fête, de la décision gouvernementale interdisant le port du drapeau rouge, le préfet laissa le cortège se former, et s'avancer sur la place de la gare, où il avait aposté un nombreux

C'est à ce moment que le préfet de Berne, M. de Wattenwyl, accompagné de l'inspecteur de police, M. de Werdt, et d'un détachement de gendarmerie, parut tout à coup devant le front du cortège, et s'approcha de Schwitzguébel. Il lui dit que la présence des drapeaux rouges pourrait devenir une cause de désordre, et demanda qu'on les fît disparaître. Schwitzguébel répondit qu'il n'y avait pas eu le moindre désordre jusqu'à ce moment, que les manifestants étaient complètement dans leur droit, et qu'ils avaient l'intention de poursuivre leur route, drapeaux rouges en tête, jusqu'au local du meeting, situé à quelque distance. Selon le témoignage de tous ceux qui ont entendu cette conversation, M. de Wattenwyl paraissait renoncer à insister, lorsque tout à coup, tandis que le préfet s'entretenait tranquillement avec Schwitzguébel, trois gendarmes, qui s'étaient placés *derrière celui-ci*, lui arrachèrent par surprise le drapeau d'entre les mains [1]. Aussitôt les internationaux les plus rapprochés se jetèrent sur les agresseurs pour leur reprendre le drapeau, les autres gendarmes s'élancèrent au secours de leurs confrères, et en un clin-d'œil une lutte acharnée s'engagea.

Les gendarmes qui avaient enlevé l'un des drapeaux s'étaient sauvés avec leur proie dans une ruelle à droite : ce fut cette ruelle qui devint le théâtre de la bataille. D'un côté se trouvaient les gendarmes, qui avaient tiré leurs sabres; un détachement d'artilleurs, qui venait d'arriver par le train, et qui, aussitôt requis de prêter main-forte à la police [2], dégaîna également; un certain nombre de portefaix, et trois ou quatre bourgeois plus belliqueux que les autres; de l'autre côté, les internationaux, au nombre d'environ deux cents. La bagarre ne dura que deux ou trois minutes, mais elle fut sanglante; ceux des assaillants qui avaient tiré le sabre *furent désarmés par les socialistes*, et la police *essuya une défaite complète*. Les journaux bourgeois de Berne donnent les noms de six gendarmes grièvement blessés [3].

Dans le tumulte et le désordre d'une agression tout à fait inattendue, il n'avait pas été possible aux internationaux de se rendre un compte exact de ce qui se passait [4]. Quand la police eut été mise en déroute, on s'aperçut que, si l'un des drapeaux rouges avait été sauvé [5], l'autre manquait :

détachement de gendarmes et de gardes municipaux, les uns en uniforme, les autres en civil; on a le droit d'en conclure qu'il avait prémédité une agression contre le drapeau rouge, et qu'il avait choisi à l'avance la place de la gare comme le lieu le plus propice à l'exécution de son projet, à cause de la présence des portefaix, portiers d'hôtels, décrotteurs, etc., qu'il savait devoir au besoin prêter main-forte à ses agents ». Un témoin, M. Lehmann, déposa au procès qu'un instant avant la bagarre il se trouvait à côté de M. de Wattenwyl, qui stationnait près de l'hôpital (à deux pas de la gare), et qu'il entendit le préfet dire à quelqu'un : « A présent, nous allons les arrêter ».

1. Placés derrière le dos de Schwitzguébel, ils tirèrent brusquement le drapeau à eux par dessus l'épaule du porte-drapeau, sans que celui-ci, dans cette posture, pût le retenir.

2. C'est le *Journal de Genève* qui nous apprend ce détail. (Note du *Bulletin*.)

3. Au procès, quatre gendarmes seulement se portèrent partie civile et réclamèrent des dommages-intérêts pour blessures reçues.

4. J'étais dans les derniers rangs du cortège, et je ne vis pas ce qui s'était passé à la tête, à l'endroit où se trouvaient les drapeaux. Sans savoir comment, je me trouvai entraîné néanmoins au beau milieu de la bagarre; puis, quand elle fut terminée, je me dirigeai, avec les camarades les plus rapprochés de moi, vers le restaurant Jeangros, où le drapeau de Zürich avait été porté.

5. L'inspecteur de police, M. de Werdt, avait voulu s'emparer du drapeau de

quelques gendarmes, paraît-il, avaient réussi à l'emporter en s'enfuyant [1].

Au milieu de la cohue, on ne pouvait pas songer à reformer un cortège régulier : d'ailleurs, les socialistes avaient aussi des blessés, qu'il fallait soigner, et dont plusieurs avaient reçu des coups de sabre. Le gros de la manifestation reprit sa marche, et arriva au bout de quelques minutes au local du meeting. Une foule compacte envahit aussitôt la salle et les galeries, et le drapeau rouge (celui de Zürich) fut reçu par d'enthousiastes acclamations.

Le bruit s'était répandu que la police avait réussi à faire quelques arrestations parmi les traînards ; aussi le premier soin du meeting fut-il de nommer une commission de quatre membres, chargée de s'enquérir s'il y avait oui ou non des socialistes arrêtés, et, en cas d'affirmative, de réclamer leur mise en liberté.

Cette commission se rendit en ville, et apprit bientôt que deux socialistes

Zürich, mais il reçut à la tête un coup d'assommoir donné par Deiber, et dut lâcher prise ; Brousse, qui, avec cinq autres camarades, faisait partie d'une avant-garde séparée du reste du cortège par la musique, mais qui, dès le début de la rixe, s'était rapproché, reprit aussitôt le drapeau, et, accompagné par Werner et Deiber, le porta jusqu'au restaurant Jeangros. Le professeur Adolphe Vogt, qui les vit passer, déposa en ces termes au procès : « M. le Dr Adolphe Vogt, professeur à l'université de Berne, dépose qu'il a rencontré Brousse qui, en compagnie de deux camarades, emportait vers la Länggasse le drapeau rouge de Zürich repris aux gendarmes. Il constata que ce drapeau, qu'escortaient trois hommes seulement, passait librement au milieu d'un nombreux public, sans qu'il y eût de manifestations hostiles. »

1. Ils furent poursuivis par plusieurs de nos camarades, entre autres Ulysse Eberhardt, Rinke, Gevin (venu de Bâle) et Pindy. Eberhardt et Rinke, aussitôt entourés par les gendarmes, et blessés l'un et l'autre d'un coup de sabre, furent arrêtés et conduits au poste, où les policiers les maltraitèrent. Pindy essaya de reprendre à deux gendarmes le drapeau, dont la hampe, brisée dans le corps à corps, lui resta seule entre les mains.

Voici le récit que m'a envoyé Pindy de la part prise par lui à la lutte qui s'était engagée autour du drapeau ; on y trouvera quelques détails complémentaires : « J'étais à la queue de la colonne, avec ceux de la Chaux-de-Fonds, lorsque nous nous aperçûmes de la bagarre qui se produisait, mais nous ne fûmes pas les derniers à nous y mêler. Jeallot et Ferré, blessés tous deux à la tête, et Baudrand, qui venait d'assommer une sorte de paysan avec son propre parapluie, avaient suivi le gros du cortège se dirigeant vers le restaurant Jeangros, et je restais seul sur le champ de bataille en face de deux gendarmes à qui je disputais notre drapeau. J'avais dans ma poche gauche intérieure un casse-tête, mais je ne pouvais le saisir, ma main droite étant pour ainsi dire emprisonnée dans les plis mêmes du drapeau ; le gendarme qui me faisait face passa son genou entre mes mains et brisa la hampe, dont un bout me resta dans la main gauche, et dont je me servais pour lui taper dessus, lorsque je fus empoigné par derrière par un cocher d'hôtel qui me fit tourner sur moi-même, mais sans me faire tomber.

« Je me mis à courir après le gendarme voleur, lorsqu'à quelques pas je vis un camarade de Bâle dont je ne me rappelle pas le nom : c'était, je crois, un artiste peintre, Français aussi ; il était pris au collet par un autre gendarme qui voulait l'emmener ; en me jetant entre eux, je fis lâcher prise au policier, qui se mit à courir après celui qui tenait notre drapeau, et le camarade et moi nous les suivions, toujours courant, le long de la rue de la Justice.

« A quelque distance du poste nous croisâmes Charles Perron, lequel avait suivi, en protestant, une escouade de policiers qui entraînaient deux camarades, Eberhardt, de Saint-Imier, et le serrurier Rinke, Allemand, qui avait travaillé précédemment à la Chaux-de-Fonds en même temps que Reinsdorf. Perron nous conseilla de ne pas nous risquer trop près du poste, notre qualité d'étrangers pouvant nous attirer des ennuis ; quant à lui, il entra au poste, et ne revint que plus tard nous rejoindre à la réunion. »

Le membre de la Section de Bâle dont parle Pindy était le peintre A. Gevin.

avaient été arrêtés et se trouvaient détenus au poste de gendarmerie : c'étaient les compagnons Ulysse Eberhardt, guillocheur, de Saint-Imier, et Rinke, serrurier, de Berne. Ces deux compagnons, ayant remarqué un groupe de gendarmes qui se sauvaient avec le drapeau rouge [de Schwitzguébel] dont ils avaient réussi à se saisir, les avaient poursuivis, et bientôt, se trouvant éloignés de leurs camarades et seuls aux prises avec ce groupe, ils s'étaient vus prisonniers. La commission chercha inutilement à voir le préfet, et, après une course infructueuse, elle revint au local du meeting.

Là, comme on prétendait que le préfet se trouvait dans le public, le président de l'assemblée pria M. de Wattenwyl, s'il était présent, de bien vouloir passer dans une salle voisine, pour que les membres de la commission pussent conférer avec lui. Cette invitation n'eut aucun résultat. Mais, une heure plus tard, quelques-uns des nôtres ayant découvert le préfet dans le voisinage du local du meeting, il fut enfin possible à la commission de l'aborder.

Dans cet entretien, M. de Wattenwyl reconnut formellement que les gendarmes qui avaient assailli Schwitzguébel pour lui arracher le drapeau rouge avaient agi sans ordres [1], et que rien ne motivait leur agression, puisqu'à ce moment même Schwitzguébel et lui causaient tranquillement. Quant aux deux prisonniers, il déclara qu'il ne pourrait les relâcher que le lendemain, après qu'ils auraient subi un interrogatoire; mais il donna à la commission l'autorisation écrite de communiquer avec les deux captifs, qui avaient l'un et l'autre reçu un coup de sabre.

Un membre de la commission rappela au préfet que, ainsi que l'a fait constater un récent procès, les gendarmes de Berne ont l'ignoble habitude de battre leurs prisonniers dans l'intérieur du poste, et il exprima des inquiétudes sur la sécurité des deux ouvriers arrêtés. Le préfet protesta que pas un cheveu de leur tête n'avait dû être touché, et que c'était faire injure aux gendarmes que de les croire capables d'une pareille lâcheté.

Là-dessus, deux membres de la commission se rendirent au poste de gendarmerie, munis d'une autorisation écrite du préfet; ils virent les prisonniers, dont l'un, Eberhardt, leur raconta qu'à son arrivée au poste il avait été roué de coups de poing et de coups de pied par les gendarmes, — en dépit des affirmations optimistes de M. de Wattenwyl.

A ce moment survint le préfet, qui avait changé d'avis nous ne savons pour quel motif : renonçant à retenir les prisonniers jusqu'au lendemain, il ordonna leur mise en liberté immédiate.

Pendant ce temps, le meeting continuait à la Länggasse. De nombreux orateurs se succédaient, racontant les détails de la bagarre, protestant contre l'agression de la police, et constatant que, malgré cette agression, les socialistes avaient maintenu jusqu'au bout leur droit. La foule qui se pressait dans l'enceinte était énorme; les discours des orateurs étaient accueillis par des applaudissements enthousiastes, auxquels se mêlaient quelques

1. Néanmoins, au procès, le sous-officier de gendarmerie (*Wachtmeister*) qui, au témoignage d'Ulysse Eberhardt, avait le premier porté la main sur le drapeau, dit : « Les gendarmes ont reçu l'ordre d'enlever les drapeaux, ils ont obéi ». Il est probable que l'ordre fut donné par l'inspecteur, M. de Werdt, qui lui-même essaya, comme on l'a vu, de saisir le drapeau de Zürich.

sifflets partant d'un groupe hostile installé sous une galerie. Vers six heures, l'assemblée fut close, et une réunion familière des socialistes fut annoncée pour huit heures dans le même local.

* * *

Parmi les discours prononcés au meeting, nous devons mentionner celui du citoyen Karl Moor, qui parla au nom de l'*Arbeiterbund* de Berne. Il dit que l'*Arbeiterbund*, bien que se séparant de l'Internationale sur beaucoup de points théoriques et pratiques, croyait cependant, en présence de ce qui s'était passé, devoir protester aussi contre la conduite de la police de Berne.

Faisons remarquer que l'*Arbeiterbund* avait été invité, par les Sections internationales de Berne, à participer à la manifestation, et à fêter en commun avec nous le 18 mars, *et qu'il s'y était refusé*. Bien mieux, il avait organisé une contre-manifestation, c'est-à-dire une réunion publique, le soir, sans cortège, dans un autre local, — contre-manifestation qui du reste a passé inaperçue, toute l'attention s'étant concentrée sur l'Internationale. Dans un appel publié à cet effet la veille, le Comité bernois de l'*Arbeiterbund* s'exprimait ainsi, en faisant allusion à la manifestation projetée par l'Internationale :

« Nous voulons, répudiant toute manifestation inutile, tout charlatanisme et toute recherche de l'effet, nous réunir ce jour-là comme les membres d'une même famille, pour nous entretenir de nouveau des tendances élevées de la démocratie socialiste. (*Wir wollen, ferne von allen unnöthigen Demonstrationen, ferne von aller Marktschreierei und Effekthascherei, uns*, etc). »

Et cependant, — qu'on note ce détail, — les hommes qui ont les premiers promené le drapeau rouge dans les rues de Berne, au 18 mars de l'an dernier, étaient des membres de l'*Arbeiterbund*; les internationaux, sauf deux ou trois, n'étaient pas là, ils avaient leur réunion à Lausanne. Ces hommes de l'*Arbeiterbund* avaient promis solennellement de relever à Berne le drapeau rouge l'année suivante; l'un d'eux, le citoyen Lustenberger, avait dit : « Nous montrerons le rouge au taureau jusqu'à ce qu'il s'y soit habitué ». Mais au dernier moment, quand il fallut agir, on ne se souvint plus de ses déclarations ; on préféra qualifier dédaigneusement de *Marktschreierei* (charlatanisme) et d'*Effekthascherei* (recherche de l'effet) une manifestation dont on avait soi-même donné l'exemple; et on laissa aux seuls internationaux le périlleux honneur d'arborer le drapeau rouge et de tenir tête à la brutale agression de la police.

Après cela, il est permis de trouver un peu tardive la déclaration de solidarité faite par le citoyen Moor *après la bataille* [1].

1. Moor, après avoir lu le *Bulletin*, se plaignit que nous eussions interprété son langage comme une « déclaration de solidarité », et écrivit à ce sujet à la *Tagwacht*. Le *Bulletin* répondit, le 8 avril :

« Dans le *Bulletin* du 25 mars, en parlant de la protestation faite par le citoyen Moor, au nom de l'*Arbeiterbund*, au meeting de la Länggasse, nous l'avions appelée une *déclaration de solidarité*. L'expression était inexacte, et le citoyen Moor, dans une lettre à la *Tagwacht*, a eu soin de constater au contraire que, tout en protestant contre la police, il a décliné, pour son compte et celui de ses amis, toute solidarité avec la manifestation des « anarchistes ». Dont acte. »

Ajoutons que les journaux bourgeois de Berne, le *Bund*, l'*Intelligenz-Blatt*, ont comblé l'*Arbeiterbund* d'éloges bien mérités. Ils ont vanté sa sagesse, sa modération, et n'ont pas manqué de reproduire, pour s'en faire une arme contre nous, les termes de l'appel que nous avons cité plus haut. Puisse cette sympathie, outrageante pour eux, de la presse bourgeoise, de la presse ennemie du socialisme, faire comprendre aux membres de l'*Arbeiterbund* qu'ils font fausse route.

* * *

La soirée familière, qui dura de huit heures à minuit, ne présenta pas d'incidents nouveaux. Des discours, des chants, des déclamations, de la musique alternèrent avec la lecture de nombreux télégrammes et d'adresses de sympathie, dont plusieurs venaient de France, et une d'Espagne.

Le lendemain, les socialistes venus du dehors reprirent le chemin de leurs différentes localités, et retournèrent à leur travail. La ville de Berne ne présentait plus de traces de l'agitation de la veille; mais la presse bourgeoise commençait sa malpropre besogne, et annonçait aux quatre vents des cieux le nouvel « attentat » commis par l'Internationale.

La manifestation du 18 mars n'aura pas été inutile; elle contribuera à la diffusion de nos idées. Calomniez-nous, messieurs les bourgeois, il en restera toujours quelque chose : une propagande involontaire que vous aurez faite pour notre compte.

Dans la presse suisse, les journaux ultramontains et libéraux et une partie des journaux radicaux nous couvrirent d'injures. Le *Journal de Genève* dit : « Le drapeau rouge représente tous les excès sanglants de la première révolution. Le peuple suisse n'en veut pas. » L'*Intelligenz-Blatt* de Berne annonça que le Conseil communal avait invité le gouvernement à prendre des mesures pour « réprimer énergiquement ces honteux attentats contre l'ordre et la sécurité publique », c'est-à-dire les manifestations socialistes. Le *Handels-Courier* de Bienne (radical) nous appela « excroissances de la société humaine »; le *Progrès* de Delémont (radical) qualifia le drapeau rouge de « loque »; le *Petit Genevois* (radical) nous infligea une « flétrissure », en ajoutant qu'il approuvait « la répression qui nous avait été infligée ». Par contre, le *Confédéré* de Fribourg (radical) prit notre défense, et déclara que les socialistes étaient pleinement dans leur droit en arborant le drapeau rouge; le *Journal du Locle* (radical), après avoir blâmé la conduite de la police bernoise, ajouta : « Il faut espérer que l'incident de dimanche aura pour résultat une réclamation à l'autorité supérieure, qui voudra bien nous apprendre de quelle couleur doivent être les drapeaux et les opinions politiques pour trouver grâce et faveur devant elle et ses agents ».

Un journal religieux protestant, l'*Union jurassienne*, constata les progrès de l'Internationale et sa force morale. Parlant des « procédés sommaires » de la police à notre égard, elle dit : « Il faudra mieux que cela pour vaincre l'audacieux parti qui menace de bouleverser la société et commence par mettre en question les bases mêmes sur lesquelles elle repose. *Ne le cachons pas, ce parti est une puissance* : tantôt nombreux et compact, tantôt épuisé et presque mourant, il reparaît et ressuscite, organisant ses sections, y établissant une discipline sévère, développant ses théories dans des conférences publiques, et, comme ces mystérieux fléaux qui s'avancent dans l'ombre, *marchant, avec une confiance et une conviction qui manquent à bien d'autres, à la conquête de l'avenir.* »

La *Tagwacht* nous traita en ennemis. Le *Bulletin* parle en ces termes de l'attitude de ce journal :

Le premier numéro de la *Tagwacht* qui a paru après l'affaire du 18 mars contenait, en tête du journal, un court résumé des événements, suivi de l'observation suivante, sur laquelle une *main indicatrice* appelait l'attention spéciale du lecteur :

« ☞ *Les sections bernoises du Schweizerischer Arbeiterbund n'ont pas pris part à ce scandale, et elles ont célébré le 18 mars le soir, dans un autre local.* »

Ne craignez rien, digne rédacteur de la *Tagwacht*, il n'y a pas de risque que l'on confonde vous et les vôtres avec les véritables socialistes.

Dans son numéro du 31 mars, revenant sur ce sujet, la *Tagwacht* se moqua de ce qu'elle appelait « les démonstrations insensées de la rue, dont l'issue peut être prévue par toute personne raisonnable (*unsinnige Strassendemonstrationen, deren Ausgang von jedem Vernünftigen vorausgesehen werden kann*) ».

Le *Vorwärts*, lui, parla au contraire de nous avec sympathie [1]. Le *Bulletin* cita et commenta en ces termes son appréciation des faits :

Le *Vorwärts* de Leipzig s'exprime comme suit, dans son numéro du 30 mars, à propos de la manifestation de Berne :

« A l'occasion de la fête du 18 mars, il y a eu de nouveau à Berne de honteux excès de la part de la police et de la clique des défenseurs de l'ordre (*Ordnungspöbel*). Nous avons différé jusqu'à présent d'en parler, parce que les nouvelles étaient très contradictoires. Mais maintenant il est bien constaté que nos camarades de la tendance bakouniste (*unsere Parteigenossen bakunisticher Richtung*) étaient complètement dans leur droit, et qu'on ne peut pas leur faire le moindre reproche (*und dass sie auch nicht der entfernteste Vorwurf treffen kann*). Nous tenons à faire cette déclaration, parce que certains adversaires essaient de séparer de la nôtre la cause des socialistes qui ont été à Berne les victimes d'un brutal attentat (*Wir erklären dies ausdrücklich, weil man gegnerischerseits den Versuch macht, die Sache der Sozialisten, welche in Bern das Opfer eines pöbelhaften Attentats geworden sind, von der unsrigen zu trennen*). »

Voilà le langage que nous aurions voulu voir tenir à l'organe de l'*Arbeiterbund*; mais, bien loin de faire une semblable déclaration de solidarité, la *Tagwacht* a tenu à séparer publiquement et nettement notre cause de la sienne.

Le *Vorwärts* nous appelle « *unsere Parteigenossen bakunistischer Richtung* »; la *Tagwacht* nous traite en ennemis.

Nous constatons une fois de plus qu'il y a, entre les socialistes de l'Allemagne et ceux de l'*Arbeiterbund*, une différence bien tranchée.

Voici encore quelques entrefilets du *Bulletin*, du 1er avril au 20 mai, relatifs à la manifestation :

L'*Arbeiter-Zeitung* du 25 mars insiste, et avec raison, sur deux détails caractéristiques qui prouvent jusqu'à l'évidence que la population de Berne

1. Il y avait évidemment deux courants opposés dans la rédaction du *Vorwärts*. Quand l'influence de Hasenclever se faisait sentir, le journal parlait des Jurassiens avec bienveillance ; mais le plus souvent c'étaient les marxistes qui tenaient la plume, et leur tendance finit par l'emporter tout à fait.

n'était point, dans sa masse, hostile au drapeau rouge, et qu'en tout cas elle ne songeait nullement à une agression :

1° Lorsque le train de Zürich arriva, le délégué qui portait le drapeau venu de cette ville put traverser *seul* la foule curieuse amassée devant la gare, sans recevoir la moindre insulte ;

2° Après la bagarre, les trois compagnons qui avaient repris le drapeau de Zürich [1] firent *seuls* le trajet de la gare jusqu'au restaurant Jeangros (dix minutes environ), au milieu d'une foule considérable, tout le long de la Länggasse ; et la bannière déployée qu'ils portaient ne leur attira pas la moindre attaque, pas la moindre injure de la part du public.

* * *

Une enquête judiciaire s'instruit sur les événements du 18 mars à Berne. Plusieurs de nos compagnons ont été appelés devant un juge d'instruction, chacun dans son canton respectif. Comme on le verra plus loin, ceux des membres de la Fédération ouvrière du district de Courtelary qui se trouvaient à Berne le 18 mars, et qui ont participé à la défense du drapeau rouge contre l'agression de la police, ont décidé de demander tous à être compris dans le procès qui se prépare.

Voici ce que dit la constitution du canton de Berne, du 13 juillet 1846, à l'article 76 :

« La liberté de communiquer ses pensées par paroles, par écrit, par la presse, *et par des emblèmes*, est garantie.

« La loi détermine les peines qu'entraînent les abus de cette liberté.

« La censure *ou toute autre mesure préventive* est à jamais interdite. »

* * *

On nous écrit de Saint-Imier :

« La Fédération du district de Courtelary, réunie en assemblée générale le 2 avril, a résolu de donner son approbation à la manifestation du 18 mars à Berne, et de se déclarer solidaire des conséquences qui peuvent résulter de cette manifestation.

« Deux de nos compagnons ont été appelés devant le juge d'instruction du district de Courtelary, pour être entendus à propos des faits qui ont eu lieu le 18 mars à Berne.

« Après cet interrogatoire, les membres de notre Fédération qui ont pris part à la manifestation ont résolu d'adresser à M. le juge d'instruction une lettre par laquelle ils l'informent de leur participation à cette manifestation et demandent à être compris dans l'enquête et éventuellement dans le procès ouvert à propos de cette affaire. »

Des Suisses de différents cantons, membres des Sections de Berne, viennent, par une lettre adressée au juge d'instruction de Berne, de se déclarer solidaires de leurs camarades accusés, et demandent à être poursuivis.

Le compagnon Deiber [2], apprenant qu'un de ses amis était accusé, pour les affaires du 18 mars, d'avoir frappé l'inspecteur de police M. de Werdt, vient d'écrire au juge pour être appelé devant lui. Appelé, il s'est aussi dit

1. Brousse, Werner et Deiber.
2. C'était un jeune ouvrier tailleur, Alsacien.

solidaire de ses camarades, et a déclaré que c'est lui qui a frappé l'inspecteur.

Les tribunaux bourgeois ont rarement vu de semblables coupables et de pareils accusés.

*
* *

Le procès intenté aux internationaux jurassiens à propos de la manifestation du 18 mars à Berne est encore dans les limbes de l'enquête. La *Tagespost*, journal libéral de Berne, publiait à ce sujet, le 13 mai, les lignes suivantes :

« On annonce que le juge d'instruction de Berne n'a pas encore pu achever l'enquête sur l'affaire du drapeau rouge, parce que tous les jours des membres de la Fédération jurassienne continuent à se dénoncer volontairement comme coupables. Cela montre combien ces gens sont exaltés, et comme ils aspirent à la couronne du martyre. »

La couronne du martyre n'a rien à voir là-dedans; les internationaux du Jura font acte de solidarité, voilà tout [1].

*
* *

Pendant que les autorités républicaines du canton de Berne prétendent dénier aux socialistes le droit d'arborer le drapeau de leur parti, on fait librement dans la Belgique monarchique et cléricale ce qui est interdit à Berne.

A l'occasion du Congrès ouvrier belge de Gand, qui a eu lieu le dimanche de Pâques, un cortège de dix mille ouvriers a parcouru les rues de la vieille cité gantoise, *drapeau rouge en tête*, et personne n'a songé à contester aux manifestants le droit d'arborer la couleur qui leur est chère.

Oh, nos sublimes libertés républicaines !

Voici mon sentiment personnel sur le résultat produit par la manifestation de Berne, tel que je le retrouve dans une lettre écrite par moi de Neuchâtel à Kropotkine le 27 mars :

Ici, l'impression produite par l'affaire de Berne me semble plutôt mauvaise que bonne ; cela paraît avoir intimidé plusieurs de nos membres. Quant aux Allemands de l'*Arbeiterbund*, ils jettent feu et flamme contre nous ; ils ne regrettent qu'une chose, c'est qu'on ne nous ait pas tous sabrés à Berne comme nous le méritions.

Théoriquement, je doute qu'avec une population comme la nôtre, des manifestations de ce genre aident à la propagande. A Neuchâtel, du moins, elles nous font plutôt reperdre le peu de terrain que nous avions gagné. Il est vrai que ce terrain était si peu sûr, que ce n'est pas grand dommage.

1. Naturellement, j'écrivis, moi aussi, au juge d'instruction de Berne pour lui dire que j'avais participé à la manifestation ; et je fus cité à comparaître devant le juge d'instruction de Neuchâtel. — Par contre, un silence absolu fut gardé sur la présence à la manifestation de ceux de nos camarades qui étaient étrangers à la Suisse, et qui auraient pu, par conséquent, être arrêtés et expulsés (à l'exception, bien entendu, de ceux dont l'intervention active était déjà connue comme c'était le cas pour Brousse, Werner et Rinke) : aussi ni Pindy, ni Ferré, ni Jeallot, ni Baudrand, ni Gevin, ni Albarracin, ni Kropotkine, ni Lenz, ni Plekhanof, ne furent inquiétés.

Robin, de son côté, le 20 mars, écrivait de Woolwich ce qui suit à Kropotkine, avec lequel il s'était lié pendant le séjour de celui-ci à Londres :

Nous attendons avec impatience de vos nouvelles [1]. J'espère bien en recevoir autrement que par le *Bulletin*, qui nous arrivera mardi ou mercredi prochain. J'ai lu la dépêche du *Times* [2], que j'ai envoyée à Guillaume avec un bout de copie et tout ce qui n'est pas annoncé dans l'*Industrial Review*, me figurant que vous seriez encore à Neuchâtel. J'ai peur surtout pour Guillaume, qui est bien connu, qui doit être la bête noire des bourgeois et sans doute spécialement signalé aux gendarmes et aux vauriens auxquels vous aurez eu affaire. Dites-lui, quand vous le verrez, toute ma sympathie, et soyez notre intermédiaire puisqu'il est malade et écrasé par la besogne. J'espère cependant que ses névralgies ne durent pas...

Le 2 avril, Robin écrivait de nouveau :

Malgré votre enthousiasme, de votre récit, de celui du *Bulletin*, et de celui du *Radical* (que je vous envoie), il résulte pour moi une impression pénible. Bien des détails de la mise en scène me choquent... c'est difficile à écrire et peut-être très présomptueux de la part d'un animal aussi loin de la lutte que je le suis. Vous savez que je ne suis pas à priori pour la théorie des émeutes de détail ; leur succès pourrait seul me convaincre, et je ne vois pas le succès dans le cas actuel... Tenez, je n'aime pas ces réclamations paisibles à un préfet à qui, dans une révolution sérieuse, on aurait, le pistolet sur la tempe, fait rendre ses prisonniers, et à qui on aurait restitué avec gros intérêts les coups de bottes que les autres avaient reçus, et ces coups de sabre auxquels il est heureux, dites-vous, qu'on n'ait pas répondu par des coups de revolver ! Enfin tant mieux si je me trompe, si cela fait un effet utile pour la propagande ; mais je crains que beaucoup ne voient dans cette affaire qu'une rixe, une poussée, une bagarre, là où il fallait une vraie bataille révolutionnaire ou rien.

Une lettre de Brousse à Kropotkine, du 6 avril, donne un autre son de cloche :

J'ai mis, mon cher ami, un certain retard à répondre à votre lettre du 29 mars. Vous ne m'en voudrez pas si vous réfléchissez à l'avalanche d'affaires qui depuis le 18 mars me croule sur la nuque. La propagande commence à se dessiner à Berne, et en somme nous devons être assez satisfaits. D'abord l'impression générale est bonne. Dès le mardi 20 nous sommes allés dans un café que les ouvriers du pays fréquentent chanter le *Drapeau rouge*, et des applaudissements assez fournis nous ont accueillis ; nous sommes allés ensuite au café fréquenté par les bourgeois : ils chuchotaient à voix basse et semblaient terrifiés. Nous avons donc inspiré aux gros bonnets de la bourgeoisie une terreur salutaire et conquis les sympathies de la masse [3]. Passons à la réalisation pratique de la propagande du 18 mars à Berne. Tandis que la Section de langue française a littéralement doublé

1. C'est-à-dire des nouvelles de la journée du 18 mars.
2. Le *Times* avait publié un télégramme annonçant la manifestation de Berne et le conflit avec la police.
3. Tous les Tartarins ne sont pas de Tarascon.

le nombre de ses membres (plus de quinze Vaudois ou Fribourgeois se sont inscrits), le *Sozialdemokratischer Verein* a conquis à peine quelques élément nouveaux, deux ou trois [1]. Pour les ouvriers allemands, le fruit de notre affaire se borne à une assez vague sympathie ; pour les Velches, c'est un véritable enthousiasme. L'effet produit en France est bon, très bon.

Si les rodomontades de Brousse font sourire, il faudrait se garder, toutefois, de tomber dans un autre extrême, et de ne voir, comme la *Tagwacht*, dans la manifestation de Berne qu'une démonstration vaine et stérile, qu'un enfantillage. On constatera, par le contenu de l'article suivant du *Bulletin* (22 avril), que le résultat produit dans les sphères gouvernementales pouvait être envisagé comme un réel succès pour l'Internationale, et que j'avais eu tort, dans la réunion privée de la Chaux-de-Fonds, de me montrer trop sceptique :

La manifestation de Berne, toute « puérile » qu'elle ait pu paraître à certaines personnes, a eu pour résultat de faire comprendre à nos adversaires bourgeois que le socialisme est une puissance avec laquelle il faut compter. Dans nos sphères officielles, on affectait d'ignorer l'Internationale ; il était de bon ton, parmi nos hommes politiques, de feindre de ne pas la prendre au sérieux. Et maintenant, quel changement! Le Grand-Conseil du canton de Berne se réunit le 9 avril, et le président de ce corps [2] ouvre la session législative par un discours dans lequel il consacre aux socialistes un paragraphe spécial, que voici :

« Il est un point sur lequel nous désirons qu'on tienne ferme avant tout dans ce temps-ci : le gouvernement doit, ainsi qu'il l'a fait jusqu'ici à la presque unanimité [3], s'appuyer sur les sympathies et le bon sens de cette partie de la population qui travaille honnêtement, et non pas sur les idées déplorables et malsaines d'une classe qui heureusement n'est pas fortement représentée dans notre canton, et qui veut fonder son existence sur les ruines des institutions actuelles et vivre heureuse sans travailler. »

Voilà donc, chose inouïe chez nous précédemment, l'Internationale jugée digne de figurer dans le « discours du trône » du président du Grand-Conseil bernois ! Et notez que ce représentant d'un peuple républicain parle du socialisme absolument dans le même style que l'empereur Guillaume ou les ministres du tsar.

Mais voici qui est bien plus significatif encore.

Un membre du Conseil d'Etat bernois, M. Frossard, s'était prononcé contre les mesures prises par la police le 18 mars. Ce libéralisme relatif a si fort irrité contre lui la majorité du Grand-Conseil, que M. Frossard s'est vu forcé d'offrir sa démission, laquelle a été immédiatement acceptée. La formule officielle par laquelle le Grand-Conseil accepte la démission d'un membre du gouvernement contient ces mots : « avec remerciements pour les services rendus ». Un membre de la majorité, un certain Gerber, a proposé de retrancher ces mots, et d'accepter la démission de M. Frossard

1. En octobre 1876, la Section de langue française de Berne et le *Sozialdemokratischer Verein* avaient payé leurs cotisations au Comité fédéral jurassien, la première, pour 14 membres, et le second pour 29 membres.

2. M. Sahli, avocat.

3. Les mots « presque unanimité » font allusion à l'attitude de M. Frossard, qui, ainsi qu'on va le voir, faisait minorité dans le Conseil d'Etat.

sans remerciement aucun ; sur quoi le Grand-Conseil, par 50 voix contre 36, s'est déclaré de l'avis de M. Gerber.

Voilà donc un membre du gouvernement mis brutalement à la porte, pour le simple fait d'avoir blâmé la violation, commise par la police à l'égard des socialistes, des droits garantis par la constitution bernoise.

A quand la suppression de l'Internationale ?

A la suite de la manifestation du 18 mars à Berne, plusieurs ouvriers de cette ville furent congédiés par leurs patrons, pour le crime d'avoir accompagné le drapeau rouge. Une souscription fut ouverte, pour venir à leur aide, dans les colonnes du *Bulletin* et de l'*Arbeiter-Zeitung* ; en quelques semaines, elle produisit 221 fr. 65 ; après quoi elle fut close pour faire place, à la fin d'avril, à une souscription en faveur des internationalistes qui venaient d'être arrêtés en Italie (voir p. 190).

Dans toutes les sections de la Fédération jurassienne, des réunions particulières avaient eu lieu le 18 mars. Dans celle de Lausanne, Adolphe Clémence fit lecture de la préface d'un livre que Charles Beslay allait publier sur la Commune. Cette lecture provoqua, de la part des auditeurs et de Clémence lui-même, des commentaires que résuma une correspondance adressée au *Bulletin* : Beslay parlait, dans sa préface, d'une réconciliation entre le peuple et la bourgeoisie, comme de la condition nécessaire pour une réorganisation sociale : l'Internationale ne croit pas à la possibilité de cette réconciliation : « Il n'y a aucune alliance possible — déclara Clémence — entre ceux qui ne produisent rien et détiennent ce qui ne leur appartient pas, et ceux qui travaillent sans pouvoir jamais s'appartenir eux-mêmes ». Charles Beslay répondit par une lettre qu'inséra le *Bulletin* (15 avril) ; il y disait : « S'il est un point d'honneur auquel nous tenons par dessus tout, nous autres socialistes, c'est celui qui nous porte à exposer librement, en pleine indépendance, au grand jour, les solutions que nous considérons comme vraies... A ce point de vue, j'ai le droit de dire que je me tiens dans la ligne droite de l'Internationale, qui *discute* sans imposer aucun joug, qui *cherche* sans enchaîner les esprits... Trouver une loi nouvelle, trouver un nouveau contrat entre le travail et le capital, voilà manifestement et de toute évidence la solution du problème et la voie à suivre. Pour vous, cette solution n'existe que dans l'appropriation collective du capital et la négation de l'élément qui détient injustement le produit du travail... Mais le communisme est fondamentalement irréalisable, comme organisation sociale : il n'a jamais existé dans le passé, et rien ne le montre possible dans le présent. » La Section de Lausanne répliqua (*Bulletin* des 29 avril et 6 mai) par l'exposé des idées économiques et sociales de ses membres ; repoussant toute conception communiste autoritaire et étatiste, ils préconisaient le principe de l'équivalence des fonctions, la constitution de groupes communaux, régionaux, nationaux et internationaux, subdivisés eux-mêmes en groupes de producteurs et de consommateurs, et l'organisation d'un vaste système d'assurances fédéralisées.

En France, il y eut commémoration, en de nombreuses réunions privées, de l'anniversaire de la révolution communaliste. On lit dans le *Bulletin* (25 mars) :

L'anniversaire du 18 mars a été célébré à Paris par plusieurs banquets clandestins, la police ayant interdit ceux qui avaient été publiquement annoncés. Le *Radical* (successeur des *Droits de l'homme*), répondant à la *Liberté* qui prétendait qu'aucun banquet n'avait eu lieu, dit :

« Nous nous contentons de répondre que, outre les deux banquets interdits, trois autres, à l'un desquels cent cinquante personnes étaient présentes, ont eu lieu sans encombre ; quant à dire où, la *Liberté* ne nous croit vraisemblablement pas assez naïfs pour cela. »

En outre, un correspondant du *Radical* lui écrit de Montpellier en date du 19 mars :

« Hier ont eu lieu dans notre ville un certain nombre de banquets, qui se sont tous terminés aux cris de : Vive l'amnistie !

« La plupart des convives portaient l'immortelle rouge à la boutonnière.

« Mêmes manifestations à Cette et à Béziers. Les *baraquettes* où se sont réunis les républicains socialistes de la première de ces communes étaient pavoisées. »

Nous savons, par nos renseignements particuliers, que dans un très grand nombre d'autres localités ont eu lieu des réunions privées pour commémorer le 18 mars.

La manifestation de Berne trouva un écho dans plusieurs parties de la France, comme l'avait écrit Brousse à Kropotkine. Dans le *Bulletin* du 20 mai, on lit ceci : « Deux Sections françaises de l'Internationale (E, 1, et J, 1) viennent d'adresser à la Fédération jurassienne des lettres de félicitation au sujet de son attitude dans l'affaire du drapeau rouge à Berne ».

XII

Des derniers jours de mars au milieu de juillet 1877.

Pour les choses que j'ai à raconter dans ce chapitre, il me faudra renoncer à parler des divers pays séparément et successivement. Les faits s'enchevêtrent, et la répercussion s'en fait sentir aussitôt d'un pays à l'autre : je les relaterai dans l'ordre où ils se présentent, avec leurs contre-coups internationaux.

On a vu (pages 121-122) qu'une tentative faite en décembre 1876, dans une conférence tenue à Bruxelles, pour constituer, en dehors de l'Internationale, une Union ouvrière belge, n'avait pas donné de résultats, à cause de l'intransigeance des Flamands. Mais la tentative fut reprise aux printemps de 1877 : un Congrès ouvrier fut convoqué à Gand pour le 1er avril, et les délégués des associations wallonnes s'y rendirent aussi bien que ceux des associations flamandes. La tactique des Flamands, qui voulaient absolument faire de la politique parlementaire, ne plaisait pas aux Wallons ; mais ceux-ci estimaient qu'il fallait faire les plus grands efforts pour conserver, en Belgique, l'unité du mouvement ouvrier : aussi se montraient-ils pleins de tolérance, ne demandant aux Flamands qu'une chose, de ne pas leur imposer une ligne de conduite qui leur était antipathique, et se déclarant prêts à reconnaître le droit des Flamands à choisir leur méthode de lutte. Un délégué de Verviers, Fluse, avec lequel nous étions en correspondance régulière [1], nous renseigna sur les délibérations de ce Congrès, et c'est de sa lettre que sont extraits les détails donnés par le compte-rendu suivant, que publia le *Bulletin* :

La plus importante des questions dont le Congrès eut à s'occuper était celle de la participation au mouvement politique. Tous les délégués fla-

1. Le 2 avril j'écrivais à Kropotkine : « Nous allons voir ce qui va sortir de ce Congrès de Gand, auquel Fluse est allé comme délégué. Il m'a écrit qu'il soutiendra énergiquement nos principes, et m'a demandé un nouvel envoi de 50 exemplaires de ma brochure (*Idées sur l'organisation sociale*). — Une chose très essentielle serait que Verviers fût choisi pour siège du Congrès général de l'Internationale, ainsi que du Congrès universel des organisations socialistes. J'ai déjà écrit à Fluse à ce sujet ; je vous prie, dans votre correspondance avec lui, d'insister sur ce point. »

mands se sont prononcés pour l'affirmative. « Si nous ne faisons pas de la politique, disaient-ils, nous n'avons pas de motif pour nous associer, et notre mouvement, si beau, si grandiose, tombera à plat infailliblement : en effet, les ouvriers flamands ne comprennent qu'une chose pour le moment : la revendication des droits politiques. » D'autre part, les délégués de Verviers ont contesté l'utilité de l'agitation politique : « Là où le suffrage universel existe, ont-ils dit, le pain est au même prix que là où il n'existe pas. La politique est un leurre. La Belgique a déjà vu des socialistes siéger dans son Parlement, témoins Castiau et De Potter : et l'action parlementaire de ces députés est restée parfaitement inutile. »

Un débat s'est engagé au sujet du mouvement socialiste d'Allemagne, dont les délégués d'Anvers et de Gand vantaient l'excellence et les résultats, et qu'ils proposaient comme modèle à suivre. Aux objections de quelques délégués wallons, un délégué d'Anvers répondit en disant : « Vous ne connaissez pas le mouvement allemand. — Nous le connaissons parfaitement bien, répliquèrent les délégués de Verviers, nous l'avons étudié sous toutes ses faces, et c'est pour cela que nous ne voulons pas l'imiter. »

La discussion close, le président du Congres, Van Beveren, de Gand, fit une proposition autoritaire qui devait obliger toutes les corporations à faire de la politique : du coup, il excluait par là dix-sept corporations représentées au Congrès. Mais il fut convenu que cette motion ne serait pas mentionnée ; Bertrand, de Bruxelles, dit : « Ceux qui ne veulent pas faire de la politique peuvent et doivent quand même faire partie de l'Union ouvrière belge, et c'est pourquoi je fais la proposition suivante : *Le Congrès ouvrier belge reconnaît l'utilité de l'agitation ouvrière sur le terrain politique, et croit que toutes les associations ouvrières y adhérentes en comprendront la nécessité et y participeront* ». La majorité se rallia à cette proposition.

Ensuite le Congrès décida que l'organisation qu'il avait pour mission de constituer définitivement prendrait le nom d'*Union ouvrière socialiste belge*.

Une vive discussion s'engagea sur les conditions d'admission dans l'Union ouvrière. Les délégués d'Anvers et de Gand voulaient que les bourgeois sympathiques au socialisme pussent en faire partie, parce que, disaient-ils, leur concours est précieux et souvent indispensable, et qu'en Allemagne, par exemple, Lassalle a rendu de très grands services à la classe ouvrière. Les délégués de Bruxelles et de Verviers demandèrent que l'élément ouvrier fût seul admis dans l'Union, et le Congrès se rallia à leur opinion, en votant une proposition de Fluse, de Verviers, ainsi conçue : « Nul ne pourra faire partie de l'Union ouvrière socialiste belge s'il n'est salarié ».

Le Congrès n'ayant pas eu le temps de discuter les statuts de l'Union, cette discussion sera reprise dans un prochain Congrès, qui aura lieu en juin à Bruxelles.

Nos adversaires, à Zürich et à Leipzig, ne comprirent pas d'abord la véritable signification des votes du Congrès de Gand ; ils ne se doutèrent pas que leurs amis, les politiciens flamands, y avaient été battus. La *Tagwacht* et le

Vorwärts publièrent des commentaires que le *Bulletin* dut rectifier ; il le fit en ces termes (29 avril) :

La *Tagwacht*, en rendant compte du Congrès de Gand, est tombée dans une méprise bien divertissante. A propos de la décision du Congrès qui stipule que « nul ne pourra faire partie de l'Union ouvrière socialiste belge, s'il n'est salarié », le journal de M. Greulich dit que, par cette résolution, le Congrès a voulu fermer la porte « aux braillards *anarchistes* qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière ». Or, voici les faits réels : La résolution en question a été proposée *par un anarchiste* [1], Fluse, délégué de Verviers, dans l'intention expresse, comme il l'a dit lui-même, d'éloigner les intrigants bourgeois qui cherchent à entraîner les ouvriers sur le terrain de la politique parlementaire pour se faire d'eux un marche-pied à leur ambition. Par contre, la proposition a été combattue par les délégués flamands, dont elle dérangeait les projets. On le voit donc : bien loin d'être dirigée contre les *anarchistes*, la résolution a été proposée par un délégué de Verviers qui avait mandat exprès de voter contre la participation à la politique bourgeoise.

Le *Vorwärts* a fait suivre la correspondance peu claire qu'il a publiée sur le Congrès de Gand d'une note qui prouve que sa rédaction n'a pas compris le véritable sens du vote du Congrès relativement à la politique. (Le *Bulletin* rappelle les explications données dans la lettre de Fluse relativement à la proposition de Van Beveren et à celle de Bertrand, et ajoute ensuite :) Ainsi la proposition de Bertrand, bien loin d'avoir été, comme le prétend le *Vorwärts*, « une défaite complète pour les abstentionnistes », a été une défaite pour les politiciens flamands qui voulaient rendre l'action politique *obligatoire*. N'ayant pas réussi à faire accepter la résolution Van Beveren, ils ont dû se contenter de celle de Bertrand, qui reconnaît aux abstentionnistes aussi bien qu'aux politiciens droit de cité dans l'Union ouvrière belge.

C'est si bien là la signification réelle du vote du Congrès de Gand, que le *Mirabeau*, malgré les sympathies avouées de la plupart de ses rédacteurs pour les politiciens, le reconnaît. Voici ce qu'on lit dans son numéro du 22 avril : « Malgré ses tactiques et ses expédients, le *parti politique* n'a pu aboutir qu'à ce vote piteux : « Le Congrès reconnaît l'utilité », etc. (suit la reproduction de la proposition Bertrand). » Un *vote piteux !* Voilà à quoi se réduit la victoire célébrée par le *Vorwärts* et la *Tagwacht*.

Les chefs flamands furent très mécontents des résolutions du Congrès de Gand. Ils résolurent de passer outre, et de convoquer pour la Pentecôte (20 mai), à Malines, un Congrès exclusivement flamand, où ils procéderaient à la fondation d'un « Parti démocrate socialiste belge ».

Je place ici une lettre que j'écrivais le 30 avril à Pierre Kropotkine pour lui dire mon sentiment sur la situation en Belgique :

1. C'est la première fois, je crois, que le *Bulletin* reprend à son compte le terme d'*anarchiste*, que nous appliquait la presse adverse, pour désigner les membres de l'Internationale opposés à la politique électorale et parlementariste. L'épithète reviendra encore de temps à autre dans nos écrits de l'époque. Elle ne nous effrayait pas, mais nous la mettions d'habitude en *italiques*, pour montrer qu'elle n'était pas de notre langage usuel.

Mon cher ami, après avoir lu le *Mirabeau* d'hier, l'idée m'était venue d'écrire à Fluse pour lui dire différentes choses. Mais j'ai réfléchi qu'il valait mieux que ces choses-là ne lui fussent pas dites par moi, et que vous seriez mieux placé pour le faire. Voici, en substance, ce que je voulais lui écrire :

D'abord, féliciter le *Mirabeau* d'avoir accueilli votre article [1], et exprimer le désir de voir ce journal, mieux rédigé, renoncer à certains collaborateurs, par exemple à ce stupide rodomont de Cluseret, qui s'est si mal conduit à Lyon et à Marseille en 1870. En même temps, demander qui est le collaborateur qui signe *Saint-Thèse* ; n'est-ce point Sellier sous un nouveau déguisement ?

En second lieu, parler du Congrès spécial que les Flamands, mécontents de ce que la politique n'a pas été rendue obligatoire au Congrès de Gand, vont convoquer [2]. Et j'aurais fait ressortir ceci : On a dit aux Wallons : « L'union avec les Flamands est indispensable ; pour atteindre ce but, il faut faire des concessions » ; — et les Wallons ont fait concessions sur concessions, à ce point que le *Mirabeau* a entièrement changé de programme et qu'on ne le reconnaît plus. Et maintenant que les Wallons ont tout fait pour arriver à constituer l'Union ouvrière, qu'ils ont même beaucoup trop fait, voilà les Flamands qui ne sont pas encore contents, et qui déclarent vouloir faire bande à part ! Eh bien, qu'on les laisse donc aller ! Est-ce que les Wallons ont besoin des Flamands ? L'union avec les Flamands ne peut que paralyser le mouvement, le fausser, bien loin de lui donner de la vie. D'ailleurs, se figure-t-on que lorsque l'émancipation du travail se réalisera, ce sera dans le cadre de la Belgique politique actuelle, et qu'à cet effet Flamands et Wallons devront marcher d'accord pour tâcher d'avoir une majorité à la Chambre ? Non : l'émancipation sera le résultat d'une révolution partie de Paris : au signal de cette révolution se lèveront les peuples et *fragments de peuple* qui ont le feu révolutionnaire : la Suisse française, la Belgique française ; quant aux Flamands, ils feront comme les Suisses allemands [3] : ils nous regarderont tranquillement nous battre.

Qu'on cesse donc de prêcher aux ouvriers belges l'union entre Wallons et Flamands comme l'unique moyen de salut. Sans doute, cette union sera bonne, si elle peut se faire sans que le parti révolutionnaire soit obligé de sacrifier son programme, et si elle a pour résultat de faire progresser les Flamands ; mais il ne faut pas crier : *Union à tout prix !* La lettre de Louis Bertrand, dans le *Mirabeau* d'hier, montre qu'il y a des gens qui sont telle-

1. Il est question de cet article dans une lettre de moi à Kropotkine, du 14 avril, où je lui disais : « J'avais bien envie de garder votre article pour le *Bulletin*, car vraiment je le trouve excellent. Mais comme il faut pourtant essayer une fois d'envoyer quelque chose au *Mirabeau*, je fais le sacrifice de vous le rendre dans ce but. J'en ai arrangé quelques phrases, et je crois qu'il sera nécessaire que vous le copiiez encore une fois, sans cela jamais on ne s'en tirera à Verviers. Si vous l'envoyez tout de suite, il pourrait déjà paraître dans le numéro du 22 courant. » (L'article ne parut que dans le numéro du 29.)

2. A Malines.

3. Ce jugement sur les Suisses allemands ne serait plus exact aujourd'hui : une grande partie des ouvriers de la Suisse allemande sont désormais acquis au syndicalisme révolutionnaire. Et, d'autre part, une partie de la classe ouvrière de la Suisse française se laisse encore aveuglément conduire par des politiciens parlementaires.

ment entichés de cette union avec les Flamands, qu'ils sont prêts à tout sacrifier pour cela, principes, dignité, etc. Cela résulte jusqu'à l'évidence des phrases entortillées par lesquelles il donne à entendre aux Flamands qu'ils ont eu tort de perdre patience, et que le Congrès de Bruxelles, en juin, leur fera la concession que n'a pas faite le Congrès de Gand.

Il faudrait faire sentir tout cela bien clairement à Fluse : lui faire comprendre que dans une alliance où on sacrifie ses principes, on ne gagne pas de la force, tout au contraire on en perd. Dès maintenant, les ouvriers wallons devraient dire résolument aux Flamands : « Organisez-vous comme vous l'entendrez, et laissez-nous nous organiser aussi à notre guise ». Cela n'empêcherait pas les deux organisations de vivre en paix et de s'entr'aider à l'occasion. Du reste, il me semble que la différence des langues empêchera toujours en Belgique une organisation unique d'exister sérieusement : si on voulait absolument créer cette organisation unique, l'un des deux éléments prendrait infailliblement le dessus et l'autre serait sacrifié : et celui qui serait sacrifié serait très probablement l'élément wallon.

Il y avait à Genève un groupe assez hétérogène de réfugiés français et de réfugiés russes, personnalités remuantes et susceptibles qui, tout en se disant de l'Internationale, boudaient plus ou moins la Fédération jurassienne. C'est ce groupe qui avait publié à la fin de 1876 l'almanach dont j'ai parlé p. 126. Lorsque Kropotkine vint en Suisse, il fit un voyage à Genève pour y voir quelques compatriotes : on chercha à le retenir dans cette ville, et à le prévenir contre les socialistes des Montagnes. Sa perspicacité lui fit bien vite démêler les causes vraies de certains mécontentements ; mais, avec son caractère bienveillant, il essaya d'abord de jouer le rôle de conciliateur. Son ami Lenz et lui avaient conçu le projet de publier un *Dictionnaire socialiste*, dans lequel serait expliquée la terminologie du socialisme, afin « de permettre à chacun de se rendre compte de la valeur historique et idéologique des mots qui composent cette terminologie » ; ce dictionnaire aurait contenu aussi des notices biographiques, un exposé des institutions sociales primitives des peuples, une étude des solutions de la question du travail, etc. Le groupe de propagande qui avait publié l'almanach patronna l'idée du dictionnaire, et lança, en mars 1877, un prospectus. Ce même groupe annonça, presque en même temps, l'intention de publier une revue mensuelle en langue française, qui devait paraître à l'imprimerie du *Rabotnik*. Ces projets éveillèrent chez quelques-uns, dans le Jura, des méfiances dont la nature est expliquée dans le passage suivant d'une lettre de Brousse à Kropotkine, du 6 avril :

« Il me reste à vous parler d'une chose dont nous causerons plus longuement, car j'espère aller sous peu à la Chaux-de-Fonds. Quelques amis de Genève, Kahn, Joukovsky, Ralli, etc., sont en train d'organiser une revue destinée à la Suisse et à la France : une revue *publique* en Suisse et *secrète* en France. C'est une machine dirigée, en Suisse, contre le *Bulletin*, en France contre nos amis. Ils m'avaient déjà parlé, d'abord, d'un almanach : j'y ai collaboré ; ensuite, d'un dictionnaire socialiste : je leur ai promis ma collaboration ; il s'agit maintenant d'une revue, demain il sera question d'un journal : je leur refuse catégoriquement et par lettre tout concours.

« Pensez-vous que le camarade russe Lenz, que j'ai vu avec vous à la Chaux-de-Fonds, et ceux qui sont venus à Berne, donnent dans le piège sans y voir clair ? dans ce cas, vous nous rendriez un véritable service de les avertir. Seraient-ils capables de prêter leur concours à de semblables manœuvres, à une propagande théorique dans laquelle Gambon (Jacobin) écrit avec Reclus (anarchiste) et Lefrançais (De Paepiste) ? Serait-il impossible de les écarter de cette voie ? »

Brousse ne connaissait encore Kropotkine que fort peu : il s'adressa à moi pour savoir quels étaient exactement les sentiments de celui-ci. Voici un billet

de moi à Kropotkine, du 13 avril, que je remis à Mlle Landsberg[1] pour lui servir d'introduction :

« Mon cher ami, Mlle Landsberg, étant venue ici pour affaires, m'a parlé de vous, et m'a demandé si vous étiez en relations de solidarité avec les Russes du *Rabotnik*. Je lui ai dit que non, et qu'au contraire vous vous sépariez d'eux nettement. Pour qu'elle puisse mieux juger de vos sentiments à leur égard, je l'ai engagée à aller vous voir en retournant à Berne. Je profite de l'occasion pour vous serrer cordialement la main. »

Dans une lettre du lendemain, je lui disais encore :

« Hier, Mlle Landsberg a dû aller vous voir, avec un mot de moi. Si je pouvais vous voir, je vous expliquerais beaucoup de choses, que du reste vous devez savoir, au moins en partie. Elle vous en a dit quelques-unes. Quand vous verrez Brousse[2], parlez-lui aussi, et tâchez de vous expliquer à fond avec lui au sujet des hommes du *Rabotnik*, et au sujet de certains réfugiés français tels que Kahn et quelques autres. »

Il n'était pas inutile, je crois, de signaler en passant ces dissonances, — dont il sera encore parlé plus loin, — qui, en ce qui concerne les hommes du *Rabotnik*, remontaient au conflit de 1873 avec Bakounine, et, pour certains réfugiés de la Commune, avaient leur source dans des incompatibilités d'humeur ou des froissements d'amour-propre, plus encore que dans des dissidences doctrinales.

Il faut remarquer d'ailleurs que ces désaccords n'effleurèrent jamais les socialistes des Montagnes, entre lesquels l'entente demeura toujours complète.

Les réunions continuaient à se tenir, nombreuses et régulières, dans les sections, à la Chaux-de-Fonds, à Neuchâtel, à Berne, à Porrentruy ; le Val de Saint-Imier était le foyer le plus actif. On avait annoncé, pour le dimanche 25 mars, à Saint-Imier, une assemblée générale de toutes les sociétés ouvrières du district de Courtelary, convoquée par les comités réunis des diverses sociétés, avec cet ordre du jour : « Délibération sur le programme du parti ouvrier » ; l'assemblée devait être suivie d'une soirée familière avec tombola ; mais aucun compte-rendu de cette réunion ne se trouve au *Bulletin*. Il y eut ensuite, à Saint-Imier, le lundi 2 avril, une assemblée générale de la fédération du district de Courtelary, et le 9 avril une réunion publique de discussion, avec ce sujet à l'ordre du jour : « L'hygiène ».

Le mardi 10 avril, des dépêches publiées par les journaux quotidiens annoncèrent un mouvement insurrectionnel dans l'Italie méridionale. Brousse m'écrivit ce jour-là le billet que voici :

Je pense que tu as vu dans les journaux que nos amis d'Italie sont en campagne. En tout cas, voici ce que je sais : Près de Naples, province de Bénévent, deux bandes d'internationaux se sont montrées. L'une d'elles (30 hommes) a pris l'hôtel de ville d'un village, Pielino (?) près de Piedimonte d'Alife, et a brûlé les archives. Attaquée, elle a été, disent les feuilles bourgeoises, dispersée (pour moi, elle est allée se réunir plus loin). On annonce que sûrement il y a des blessés de part et d'autre. Ce qu'il y a de plus triste, c'est qu'on annonce « qu'un certain Cafiero a été pris ». Ce n'est pas gai si c'est vrai ! Communique cette note aux amis de la Chaux-de-Fonds.

P. Brousse.

Il faut expliquer comment le mouvement insurrectionnel que nos amis italiens préparaient pour le mois de juin s'était transformé brusquement en la prise d'armes prématurée et inattendue que le télégraphe venait de signaler.

J'ai parlé (p. 116) du concours qu'avait promis d'apporter au mouvement

1. Mlle Landsberg devint plus tard la femme de Brousse.
2. Brousse devait faire le lendemain une conférence à la Chaux-de-Fonds.

projeté l'ancien garibaldien Salvatore Farina, par l'intermédiaire duquel de nombreux paysans avaient été enrôlés. Il se trouva que cet homme était un traître. Il avait de grands besoins d'argent : et, après en avoir tiré de nos camarades le plus qu'il put, il imagina de s'en faire donner aussi par le gouvernement italien. Il vendit donc au ministre Nicotera, qu'il avait connu autrefois, ce qu'il savait du complot, dénonça les paysans affiliés, qui furent tous arrêtés vers la fin de mars, puis disparut [1]. Les internationalistes qui étaient à la tête de l'organisation se tenaient sur leurs gardes ; ils réussirent à se mettre en sûreté, et la police ne put se saisir d'eux. Mais la trahison de Farina plaça nos amis en présence de cette alternative : ou bien abandonner complètement leur projet, ou bien, s'ils voulaient tout de même tenter quelque chose, agir sur-le-champ. La saison n'était pas encore assez avancée pour que les montagnes fussent praticables ; mais, d'autre part, si on attendait, on risquait, maintenant que l'éveil était donné, de voir tous les conjurés arrêtés l'un après l'autre. On opta donc pour l'action immédiate. Kraftchinsky (qui avait un passeport au nom de Roublef, négociant à Kherson) se rendit au commencement d'avril, avec la jeune femme russe dont je ne sais pas le nom (voir p. 117), à San Lupo, bourgade de la province de Bénévent, et y loua une maison destinée à servir de dépôt d'armes ; et avis fut donné aux affidés des diverses régions de l'Italie d'avoir à se rendre immédiatement à San Lupo pour s'y équiper. Le 5 avril, la police, trouvant suspectes les allées et venues d'un certain nombre d'inconnus dans la petite bourgade, tenta d'arrêter quelques-uns des internationalistes qui venaient d'y arriver : des coups de fusil furent échangés, et la bande des révolutionnaires, avant d'avoir pu s'organiser complètement, dut s'éloigner et prendre la campagne. Telles sont les circonstances d'où sortit cette invraisemblable expédition, coup de tête juvénile d'une poignée d'intrépides. Nous n'avions pas été tenus au courant de ces choses, on ne nous avait pas communiqué la résolution précipitamment prise, et nous ignorions absolument tout de ce qui venait de se passer.

Je reproduirai, ici et plus loin, dans l'ordre où le *Bulletin* les publia, les nouvelles, fausses et vraies, ainsi que les appréciations des amis et des ennemis.

On lit ce qui suit dans le *Bulletin* du 15 avril :

« Il paraît, d'après les journaux, qu'un mouvement socialiste armé a éclaté dans la province de Bénévent (ancien royaume de Naples), au cœur même des Apennins. N'ayant reçu jusqu'à présent de nos correspondants d'Italie aucun renseignement direct, nous ne pouvons que reproduire, sous toutes réserves, les nouvelles données par la presse bourgeoise.

« Les dépêches du 9 courant disaient que c'était à Cerreto, province de Bénévent, que les internationaux armés avaient fait leur apparition, et qu'ils s'étaient divisés en deux bandes. L'une de ces bandes, forte d'une trentaine d'hommes, et commandée par Cafiero, serait entrée le 8 dans le petit bourg de Letino, près de Piedimonte d'Alife, [province de Caserte,] aurait occupé la mairie et mis le feu aux archives. L'*Opinione* annonçait que cette bande avait été ensuite mise en déroute, et qu'on lui avait fait plusieurs prisonniers, parmi lesquels son chef Cafiero.

« En outre, la police, disait-on, aurait arrêté le 8, à Pontemolle près de Rome, dix-huit internationaux qui paraissaient vouloir se former en bande et tenir la campagne.

« Le lendemain, la nouvelle donnée par l'*Opinione*, que la bande apparue à Cerreto avait été défaite, était démentie.

» L'*Italie* annonçait, le 10, que cette bande, après avoir brûlé les archives de Letino, était allée à Gallo, où elle a pillé la caisse du percepteur et brûlé la maison commune ; elle s'est ensuite dirigée sur Capriati ; mais, la population ayant pris les armes pour lui résister, les insurgés se sont retirés.

» Outre Cafiero, disent les dépêches du 10, Malatesta et Ceccarelli font aussi

1. On m'a raconté que, redoutant des vengeances, il s'était réfugié en Amérique en changeant de nom.

partie de cette bande. Elle a cherché à faire des recrues en offrant de l'argent (???), mais personne n'a voulu se joindre à elle (???). La force publique garde tous les passages, et il est impossible que la bande s'échappe (???).

« Une dépêche de Milan, du 13, nous annonce que l'agitation augmente, que les bandes comptent actuellement des centaines d'hommes, et que des troupes sont envoyées contre elles sous le commandement du général de Sauzet. Une autre dépêche prétend que la bande de Cerreto serait capturée.

« Nous engageons nos lecteurs à se méfier de toutes les nouvelles que pourra apporter le télégraphe, et à attendre, pour se former un jugement, que des renseignements sérieux et dignes de foi nous soient parvenus. »

Tandis que j'étais sous le coup de l'émotion produite par ces nouvelles, Brousse fut victime, chez moi, d'un grave accident qui aurait pu avoir des suites fatales. Il avait fait le 14 avril, à Saint-Imier, une conférence sur « le 18 mars à Berne ». Le lendemain dimanche, il était allé à la Chaux-de-Fonds, et y avait répété sa conférence dans la grande salle de l'hotel de ville, devant un auditoire qui comptait beaucoup d'ouvriers de langue allemande, membres du *Demokratischer Verein* : la conférence fut traduite en allemand, après quoi une intéressante discussion s'engagea dans les deux langues. « L'heure étant avancée, un membre de l'Internationale annonça qu'une prochaine séance publique de la Section serait spécialement consacrée à exposer et à discuter, devant nos amis allemands, les principes défendus par la Fédération jurassienne. » Le lundi après-midi 16, Brousse arriva à Neuchâtel, où il devait, le soir, faire une troisième fois sa conférence, au Cercle des ouvriers ; Kropotkine l'avait accompagné. Mais pendant qu'ils étaient chez moi, Brousse fut pris d'une hémorragie nasale (il y était sujet, lorsqu'il se trouvait fatigué par les veilles et le surmenage), que nous eûmes beaucoup de peine à arrêter. Il nous parut prudent de renoncer à la conférence du soir : j'exhortai Brousse à rentrer à Berne, et, suivant mon conseil, il prit avec Kropotkine le chemin de la gare. Mais quelques minutes plus tard, tous deux sonnaient de nouveau à ma porte : l'hémorragie venait de recommencer de plus belle. Brousse nous dit que, lorsque le saignement de nez ne s'arrêtait pas spontanément, il avait recours à un enveloppement de tout le corps dans un drap mouillé, moyen infaillible, affirmait-il. Nous lui appliquâmes ce remède héroïque, qui cette fois se montra impuissant ; l'hémorragie persistait. Très inquiet, je courus chercher un médecin : celui-ci (c'était le vieux Dr Reynier) fit mettre le malade au lit, et essaya sans succès, pendant des heures, d'arrêter le sang par divers moyens : il annonça enfin qu'il allait être obligé de procéder au tamponnement des narines. Pendant que nous préparions, Kropotkine et moi, aidés de ma femme, les tampons de coton, attachés à des ficelles, le sang cessa enfin de couler, et l'on put renoncer à l'emploi de cette ressource suprême. Mais la situation restait critique : un rien, un mouvement, une toux légère, une parole, pouvait détacher les caillots, et ramener l'hémorragie. La nuit était venue, et le pauvre Brousse, épuisé par la perte de son sang, aurait voulu s'assoupir : mais le médecin nous déclara qu'il faudrait absolument l'empêcher de dormir, parce que, pendant le sommeil, sa respiration détacherait certainement les caillots des narines : il nous donna donc la barbare consigne de tenir le malade éveillé toute la nuit. Nous passâmes la nuit entière au chevet de Brousse, nous relayant d'heure en heure, Kropotkine et moi, pour surveiller sa respiration, et lui pinçant le bras pour l'empêcher de sommeiller, malgré la pitié que nous inspirait le martyre du patient. Enfin, au matin, le médecin revint ; il permit à Brousse de prendre du lait, et de dormir un peu durant la journée. Il fallut continuer à observer de grandes précautions pendant deux ou trois jours encore. Vers la fin de la semaine, le malade put commencer à se lever ; et le samedi 21 il était assez bien pour qu'il fût possible de le conduire en voiture à la gare, d'où, accompagné toujours par l'excellent Pierre, il prit le train pour Berne. Le lendemain ou le surlendemain, Kropotkine put le quitter et rentrer à la Chaux-de-Fonds.

Pendant la semaine que Brousse et Kropotkine avaient passée chez moi,

j'avais reçu les premières nouvelles un peu détaillées du mouvement tenté par Cafiero, Malatesta et leurs amis, nouvelles contenues dans une lettre que m'écrivit Costa à la date du 14 avril. Mais Costa n'avait pas de renseignements directs, et c'était dans les journaux qu'il avait puisé les détails qu'il m'envoyait. Voici sa lettre, que publia le *Bulletin* du 22 avril :

« Vous avez déjà lu dans les journaux que ces jours passés une bande armée de socialistes a fait son apparition dans une des provinces méridionales de l'Italie. Je voudrais pouvoir vous donner des renseignements précis sur ses faits et gestes; mais il faut que je me contente de ce que rapportent les journaux bourgeois, en faisant la part de ce que leurs récits ont d'exagéré, de partial et de calomnieux.

« C'est à San Lupo (près de Cerreto, province de Bénévent), le 5 courant, que la bande s'est montrée pour la première fois : mais, surprise prématurément et peut-être à l'improviste par les carabiniers, elle les a reçus par une décharge de coups de feu, qui en a blessé deux : puis elle s'est retirée du côté des montagnes du Matèse.

« Je dis « prématurément et à l'improviste », car autrement je ne m'expliquerais pas la retraite de la bande vers les montagnes et la saisie de quelques armes opérées par les carabiniers sur le lieu même, — indice que d'autres compagnons devaient être attendus à cet endroit, probablement fixé pour le rendez-vous. Et, en effet, quatre des compagnons qui devaient s'y rendre ont été arrêtés peu après, dans les environs de Solopaca, tandis qu'ils étaient en route pour rejoindre la bande; quatre autres furent arrêtés à Pontelandolfo.

« Ayant pris la route des montagnes, la bande pénétra ensuite le 8 à Letino, province de Caserte, et y brûla les papiers qui composaient les archives communales. Voici comment un journal de Naples raconte cet événement :

« La bande ne comptait pas plus de trente hommes[1], et était commandée » par Carlo Cafiero, Errico Malatesta et Cesare Ceccarelli.

« S'étant rendus à la maison commune, ils contraignirent le secrétaire à » leur remettre tous les papiers qui s'y trouvaient, excepté ceux de la congré- » gation de charité, parce que ces derniers, dirent-ils, *intéressaient le peu-* » *ple*. Ces papiers, ainsi que le portrait du roi, furent brûlés sur la place » publique.

« L'un des trois chefs, Cafiero, parla ensuite au peuple pendant une heure » environ, dans le sens de l'Internationale. Il parla contre les riches, contre » l'impôt de la mouture, et autres choses du même genre. Cafiero n'a pas » plus de trente ans[2]; c'est un bel homme à la barbe châtaine, et il a produit » une certaine impression.

« Il n'est pas le seul qui ait discouru ce jour-là. Un prêtre aussi, le signor » Fortini, fut obligé de prêcher la fraternité évangélique[3].

« Dans l'auto-da-fé dont nous avons parlé, on devait brûler aussi les regis- » tres de l'étude d'un notaire : mais on ne put mettre la main ni sur l'homme, » ni sur ses papiers.

« Après tout cela, vint l'heure du dîner. Ceux qui composaient la bande se » firent donner à manger, mais en payant tout. Puis la bande se mit en route » pour la petite bourgade de Gallo. »

« Dans cette bourgade, les archives furent aussi brûlées, et l'argent qu'on trouva au bureau du receveur des impôts fut distribué au peuple.

« Il paraît que dans l'une de ces deux localités les bureaux du sel et du ta-

1. Elle n'en comptait qu'une vingtaine au moment où elle quitta San Lupo, le 5; elle en comptait vingt-six quand elle fut faite prisonnière, le 11.

2. Carlo Cafiero est né en septembre 1846.

3. L'acte d'accusation, que le *Bulletin* publia en décembre 1877, montre que le desservant de l'église de Letino, Fortini, un bon vieillard de soixante ans, ne fut nullement *obligé* de prêcher : volontairement et publiquement il fit l'éloge de la bande armée et des maximes proclamées par elle, et il engagea le peuple à s'armer et à s'insurger contre les propriétaires et à s'emparer de leurs biens.

bac furent envahis par les insurgés, et que le contenu en fut aussi distribué au peuple[1].

« Mais, dans l'intervalle, la police s'était donné beaucoup de mouvement : et des détachements d'infanterie, des compagnies de bersagliers et des escadrons de cavalerie, outre les carabiniers, furent envoyés contre la bande.

« Ces dispositions militaires ne furent que trop bien couronnées de succès, car la bande, surprise dans une ferme, fut cernée, et ceux qui la composaient furent arrêtés au nombre de vingt-six, le soir du 11 avril, après avoir tenu la campagne pendant six jours[2].

« Ainsi, une fois de plus les armes de la bourgeoisie ont eu raison de nous... Quoique l'événement de Letino puisse paraître peu de chose, ce n'en est pas moins un fait d'une grande signification : en effet, c'est la première fois que, sans « décrets » et sans toute la mise en scène révolutionnaire habituelle, la révolution anarchique s'est affirmée sur le terrain de l'action.

« Vous ne pouvez vous imaginer quelles espérances cet événement avait fait naître dans notre camp ! quel désir ardent de la lutte ! et quelle frayeur dans la bourgeoisie ! On a fait des arrestations en masse à Rome, à Bologne, à Naples, à Florence ; dans beaucoup de localités on a pris des précautions aussi inusitées que si la révolution eût été aux portes.

« Malgré cela, tout n'est pas fini ; quelques débris de la bande parcourent encore les montagnes, et l'on entend partout comme une sourde rumeur de révolte.

« La semaine prochaine, je vous écrirai de nouveau pour vous donner d'autres détails. »

Il existait à Paris un journal que nous regardions comme sympathique à notre cause, et dans lequel écrivaient de temps à autre quelques-uns de nos amis : c'était le *Radical*. Quelle ne fut pas notre surprise et notre indignation de lire dans le *Radical* un article où Cafiero et Malatesta étaient insultés, et de constater que l'insulteur était Jules Guesde !

Je signalai l'incroyable article du *Radical* dans le *Bulletin* en ces termes :

M. Jules Guesde, collaborateur du *Radical* de Paris, raille agréablement les socialistes italiens qui ont osé, pour la première fois, tenter un mouvement sérieux et essayer de soulever les paysans contre leurs propriétaires et contre l'Etat. Il les appelle les *fuyards de Cerreto*, et cherche à faire croire que la majorité des socialistes d'Italie répudie toute solidarité avec eux.

« On sait — dit M. Guesde — que l'Internationale en Italie était depuis longtemps divisée en deux fractions, l'une aussi sérieuse, aussi ouvrière et aussi nombreuse, que l'autre laissait à désirer sous le double rapport du nombre et du sens, et que cette dernière seule s'était laissé entraîner à prendre la campagne. »

Ainsi, la Fédération italienne de l'Internationale, à laquelle appartiennent les insurgés, n'existe pas pour M. Guesde, ce n'est qu'un groupe insignifiant « qui laisse grandement à désirer sous le rapport du nombre et du sens » ; et il lui oppose une fraction « aussi *sérieuse*, aussi *ouvrière* et aussi *nombreuse* que l'autre l'est peu ».

Cette fraction *sérieuse* et *ouvrière* dont parle M. Guesde est si peu sé-

1. A Gallo, le curé, nommé Tamburri, se déclara également partisan des insurgés, disant que c'étaient de braves jeunes gens, dont les intentions étaient bonnes, et il dissuada le peuple de toute idée de résistance.

2. Ce dénouement, que Costa m'annonçait sans aucun éclaircissement sur les circonstances qui l'avaient amené, resta pour moi inexplicable, jusqu'au moment où une lettre de Malatesta, qu'on trouvera en son lieu (p. 211), vint enfin (2 juin) me révéler ce qui s'était passé.

rieuse et si peu ouvrière, que la Fédération italienne a dû la repousser, parce qu'elle ne se compose que d'intrigants vaniteux, de Messieurs qui tiennent des Congrès en gants noirs et en chapeau de soie, d'avocats et de journalistes en passe de devenir députés, formant une coterie dont M. Guesde doit se souvenir d'avoir fait partie lui-même durant son séjour en Italie.

Par une singulière contradiction, dans le numéro précédent du *Radical*, M. Guesde avait fait l'éloge des socialistes russes récemment condamnés, et les avait défendus contre le journal de M. Gambetta. La *République française* ayant raillé ces « princes » qui se font « ouvriers », ces « princesses qui se placent comme cuisinières », ces « filles nobles qui entrent dans des manufactures », etc., et les ayant traités de « pauvres personnages », de « gens de peu de cervelle », dont « les procédés, les projets dépassent en absurdité tout ce que le socialisme a pu produire ailleurs, et ce n'est pas peu dire ». — M. Guesde lui avait fort bien répondu : il avait mis en relief tout ce qu'il y a de sérieux et d'admirable dans un mouvement qui, pour employer ses propres paroles, « sous la formule *Terre et Liberté*, ne vise à rien de moins qu'à fonder la liberté sur la seule base qui en fasse une réalité : la restitution de la terre et de tous les instruments de travail à ceux qui les mettent en valeur ».

M. Guesde n'a pas compris, à ce qu'il paraît, que le mouvement des socialistes italiens est absolument identique à celui des socialistes russes ; il ne sait pas, semble-t-il, que tous deux sont également réprouvés par les socialistes parlementaires de l'école de Marx ; il ne voit pas que louer l'un et blâmer l'autre, c'est tomber dans une inconséquence qui n'est pas permise à un homme sérieux, et que l'écrivain du *Radical* injuriant les « fuyards de Cerreto » est aussi odieux que l'écrivain de la *République française* persiflant les « gens de peu de cervelle » que le gouvernement russe envoie aux travaux forcés.

Le *Bulletin* du 29 avril compléta le récit de Costa, publié dans son numéro du 22, par quelques renseignements supplémentaires, extraits, comme ceux de Costa lui-même, de la presse italienne :

« Voici les nouveaux détails que nous trouvons dans divers journaux italiens sur le mouvement insurrectionnel des internationaux. Naturellement, ces détails étant tous empruntés à des organes de la bourgeoisie, nous ne pouvons en garantir l'authenticité.

« Le 2 avril, un monsieur et une dame, que l'on prit à leur langage pour des Anglais [1], vinrent louer à San Lupo (bourgade de quinze cents habitants, près de Cerreto, dans la province de Bénévent, à l'extrémité orientale de la chaine de montagnes appelée les monts du Matèse) une petite maison, éloignée des habitations : puis ils partirent, disant qu'ils reviendraient le 10 avril. Le lendemain soir arriva un char, portant deux grandes caisses, qui furent déposées dans le logement de la soi-disant famille anglaise [2]. En outre, des inconnus commencèrent à arriver isolément dans la localité, et prirent pour lieu de ren-

1. C'étaient Kraftchinsky et la jeune dame russe amie de Mme Volkhovskaia.

2. Comme le montre l'acte d'accusation, les armes contenues dans ces caisses furent déballées, le 3 au soir, par Ardinghi, tailleur, de Sesto Fiorentino, et par Innocenti, chapelier, de Florence. Tous deux retournèrent à San Lupo le 5, et ayant voulu se rendre, le soir du 5, à la gare de Solopaca pour y attendre Kraftchinsky et Grassi, furent arrêtés ainsi que ceux-ci.

dez-vous la taverne Jacobelli, à une portée de fusil de la bourgade. Cela donna l'éveil à la police. Le soir du 5, un détachement de carabiniers [1] rencontra, dans le voisinage de l'habitation des soi-disants Anglais, cinq individus qui voulurent s'éloigner lorsqu'ils aperçurent la force publique ; la patrouille les somma de faire halte ; ils répliquèrent par une décharge, qui blessa deux carabiniers.

« A ce moment, parait-il, la bande était en formation à quelque distance : les cinq individus qui ont tiré sur les carabiniers étaient venus s'équiper au dépôt d'armes établi dans la maison louée par les époux « anglais », pour rejoindre ensuite leurs camarades.

« Après la fusillade, la bande, accompagnée de trois mulets portant les bagages, prit le chemin de la montagne, son intention n'étant point de tenter un mouvement à San Lupo même, qui n'était que son lieu de rendez-vous et d'organisation, mais de se jeter dans les montagnes et de courir le pays pour tâcher de soulever les paysans. Un inspecteur de police, accompagné de soldats et de sergents de ville, se rendit alors à la maisonnette : elle était déserte. On enfonça la porte, et on trouva des provisions de bouche, vingt-cinq fusils, des haches, des substances incendiaires, etc.

« Les internationaux qui devaient former la bande devaient arriver à San Lupo par petits groupes ou isolément. Il en résulta qu'une fois l'éveil donné, une partie de ceux qui n'avaient pas encore atteint le lieu du rendez-vous, et qui par conséquent n'avaient point d'armes, furent arrêtés chemin faisant, quatre dans le voisinage de Solopaca [2], et quatre autres à Pontelandolfo [3].

« Ces détails montrent clairement que la bande n'a pas eu le temps de s'organiser ; qu'elle a dû, l'éveil donné, quitter San Lupo avant de se trouver au complet ; que la rencontre avec les carabiniers a été le fait, non de la bande entière, mais de cinq hommes qui venaient de s'armer et qui s'éloignaient pour rejoindre leurs camarades ; et qu'il est ridicule de représenter la bande comme ayant « pris la fuite » (style de M. Guesde) après cette rencontre, puisque, en quittant San Lupo pour gagner les montagnes, elle ne faisait qu'exécuter un plan arrêté d'avance.

« Sur l'apparition de la bande à Letino et à Gallo (le dimanche 8, le troisième jour après le départ de San Lupo), nous n'avons pas de nouveaux détails. Au sujet de la fâcheuse issue de l'expédition, voici ce que nous écrit un international italien :

« La localité où a commencé le mouvement (San Lupo) offrait à nos amis » certaines facilités pour s'armer et s'équiper ; mais la région de Letino et » de Gallo, qu'ils traversèrent ensuite, ne présentait pas d'éléments favorables » pour une insurrection, la province de Caserte (ou Terre de Labour) n'étant en » aucune façon révolutionnaire. Ils avaient sans doute prévu cela, et ils ont tenté » ensuite, en franchissant les monts du Matèse, de passer dans une province » voisine (celle de Campobasso, dans les Abruzzes), où un soulèvement était » certain [4] ; mais le gouvernement, qui avait compris leur idée, les enferma, par » un grand déploiement de forces, dans un cercle de fer, dont il leur fut impossible de sortir, malgré une marche forcée de 56 kilomètres, accomplie » dans une seule journée (celle du mercredi 11). »

« Les troupes qui ont surpris la bande, dans la nuit du 11 au 12, tandis qu'elle se trouvait dans une ferme sur la montagne, sont un bataillon du 56e régiment d'infanterie et un détachement du 5e de bersagliers. Nul journal ne donne le

1. Ils étaient quatre, dit l'acte d'accusation.

2. Ce sont Ardinghi, Innocenti, Kraftchinsky et Grassi. Ardinghi et Innocenti, venant de San Lupo, allaient, comme je l'ai dit à la page précédente, le 5 au soir, à la gare de Solopaca attendre Kraftchinsky et Grassi ; ces deux derniers furent, dit l'acte d'accusation, « trouvés, dans la nuit du 5 au 6 avril, près de la gare de Solopaca, porteurs de revolvers ».

3. Ce sont Gagliardi, Mattencci, Dionisio Ceccarelli, et Fruggieri.

4. L'explication donnée par notre correspondant est confirmée par la lettre de Malatesta qui me parvint le 2 juin (voir p. 211).

moindre détail sur cette surprise, qui reste jusqu'à présent inexplicable pour nous. Nous espérons que, lorsque la vérité sera connue sur la conduite de nos amis, elle réfutera victorieusement les injures que leur adresse une presse éhontée, au premier rang de laquelle se distingue le *Povero* de Palerme. »

La « presse éhontée », ce n'était pas — qui s'y fût attendu ? — la presse bourgeoise, laquelle se montra en général réservée, et même véridique ; c'étaient des journaux qui se disaient socialistes. Après le *Radical*, nous vîmes entrer en lice le *Vorwärts*. Je copie ce qui suit dans le même numéro du *Bulletin* :

Le *Vorwärts* de Leipzig a publié sur le mouvement insurrectionnel italien l'étonnant entrefilet que voici :

« Les journaux bourgeois de tous les pays rapportent à propos de l'Italie une bourde des plus stupides (*eine höchst einfältige Schwindelgeschichte*). Les internationaux auraient fait une insurrection près de Rome. Le télégramme suivant, qu'on a pu lire dans presque tous les journaux allemands, est du plus haut comique : « La police a arrêté dimanche, à Pontemolle près de Rome, dix-huit membres de l'Internationale, qui paraissaient vouloir se former en bande ». La *Vossische Zeitung* est du reste assez honnête pour reconnaître que toute cette histoire est une manœuvre de police. Les gens arrêtés n'ont rien à faire avec l'Internationale, ce sont de simples malfaiteurs comme il s'en trouve continuellement en Italie pour se livrer au brigandage (*es ist einfaches Raubgesindel, welches in Italien immerwährend sein Unwesen treibt*). Le ministre Nicotera a dit lui-même que les émeutiers appartiennent *aux classes les plus basses de la population*; or celles-ci, comme on le sait, se tiennent en Italie tout à fait à l'écart de l'Internationale. Ainsi, des mensonges, et toujours des mensonges, pour tâcher de calomnier ces *rouges* que l'on déteste. »

Voilà tout ce que le *Vorwärts* a dit à ses lecteurs, jusqu'à cette heure, sur les événements d'Italie. Et cet entrefilet a paru le 18 avril, alors que toute l'histoire de la bande de Letino, y compris les noms de Cafiero et de Malatesta, délégués au dernier Congrès international de Berne, avait déjà fait le tour de la presse. Après un tel monument d'ignorance ou de mauvaise foi, il faut tirer l'échelle.

Je crus devoir montrer — en regard des injures de certaine presse socialiste (!) — sur quel ton, bien différent, quelques organes de la bourgeoisie avaient parlé de nos amis emprisonnés, et je publiai ce qui suit :

Dans certains journaux radicaux ou soi-disant socialistes, quelques hommes, poussés uniquement par la haine personnelle, ont lancé les plus basses injures contre les socialistes italiens insurgés, et particulièrement contre nos amis Cafiero et Malatesta. A ces procédés ignobles, — l'injure contre des vaincus qui ont payé de leur personne, ce que n'ont jamais fait leurs insulteurs, — nous opposons, à la honte de ces journaux prétendus socialistes, deux extraits de journaux *bourgeois*, qui leur donneront une leçon de convenance et de pudeur.

Voici comment s'exprime, au sujet de Cafiero, le *Giornale di Padova*, reproduit par le *Pungolo* de Milan :

« Carlo Cafiero est fils d'un riche propriétaire de Barletta. Il fit ses études à l'université de Naples. Mais très jeune encore il quitta l'Italie pour voyager dans presque toute l'Europe.

« Il séjourna longtemps en Suisse, où il donna toujours et généreusement l'hospitalité, dans une maison qu'il avait achetée, aux principaux internationalistes du monde entier, — et aux escrocs qui vivaient à ses dépens [1].

« Il fut en relations avec Marx, avec Jacoby, avec Bakounine et les hommes les plus connus de son école, particulièrement avec des socialistes russes.

« Il a un peu plus de trente ans : il est très distingué de manières, poli, doux, humain et généreux; il parle bien l'anglais, le français et le russe [2]; il professe des opinions si audacieuses, qu'elles ne pourraient être appliquées sans bouleverser les fondements de la société moderne. D'un caractère très résolu, c'est un homme de profondes convictions. »

Le correspondant italien des *Etats-Unis d'Europe*, journal paraissant à Genève, parle en ces termes des insurgés et de celui qui paraît avoir été à leur tête :

« La bande se composait, non de brigands, comme certains journaux prétendaient le faire croire, mais d'ouvriers et d'étudiants, tous conscients de ce qu'ils faisaient, mais illusionnés sur le résultat pratique de cette levée de boucliers.

« Ce mouvement paraît avoir été guidé par le citoyen Charles Cafiero, bien connu par ses opinions ultra-révolutionnaires, mais d'une honorabilité sans tache. M. Cafiero a sacrifié toute sa vie et une grande fortune à la cause du socialisme intransigeant [3]. Ami intime de Bakounine, dont il avait embrassé les doctrines, Cafiero a cru de son devoir de prendre l'initiative de l'action, quoiqu'il ne pût se faire illusion sur l'issue d'une pareille tentative. On peut ne point partager ses opinions, mais on doit respecter ceux qui paient de leur personne pour les soutenir, surtout lorsqu'ils sont vaincus et dans l'impossibilité de repousser les attaques et les calomnies dont une certaine presse se plaît à les accabler. »

Apprenez, Messieurs du *Povero*, du *Vorwärts* et du *Radical*, apprenez, en lisant le langage que *nos ennemis* tiennent en parlant de *leurs ennemis*, à rougir de vos procédés de polémique, et constatez que votre loyauté et votre délicatesse n'atteignent pas à celles d'un correspondant de la presse bourgeoise.

Il y avait encore, dans ce numéro du *Bulletin*, une nouvelle lettre de Costa, du 21 avril, que voici :

« Les socialistes qui composaient la bande insurgée sont détenus dans les prisons de Santa Maria Capua Vetere [4]. On croit que leur procès aura lieu très prochainement, le ministère voulant profiter de la panique que l'apparition de

1. Ce sont ces *escrocs* et leurs compères qui injurient maintenant, dans les journaux, Cafiero emprisonné comme insurgé. (Note du *Bulletin*.) — Cette note visait Nabruzzi, Zanardelli et leurs amis.

2. Cafiero parlait et écrivait très bien le français, et passablement l'anglais; quant à la langue russe, il en avait acquis quelques notions élémentaires.

3. Le correspondant aurait dû dire *révolutionnaire*, le mot *intransigeant* n'ayant jamais été employé par les socialistes. (Note du *Bulletin*.)

4. Outre les vingt-six insurgés arrêtés le 11 avril, on avait également emprisonné le desservant de Letino, l'abbé Fortini, le curé de Gallo, l'abbé Tamburri, et un paysan, Bertollo, de Letino, qui avait servi de guide à la bande. Les huit socialistes arrêtés précédemment à Solopaca et à Pontelandolfo étaient détenus dans la prison de Bénévent.

cette bande avait répandue dans la bourgeoisie, pour obtenir une condamnation solennelle. On a déjà exploité cette panique pour faire condamner à Florence quelques socialistes qui, assistant à une réunion publique contre le *blasphème*, organisée par des cléricaux, avaient protesté aux cris de « Vive l'Internationale ! » vive le socialisme ! »

« Comme échantillon des mesures prises par la bourgeoisie terrifiée, je vous dirai qu'à Imola, par exemple, les soldats ne dormaient plus dans leurs casernes, mais campaient sur les places publiques, comme si la ville eût été en état de siège ; des patrouilles de carabiniers, d'agents de police, de soldats, parcouraient sans cesse la ville et les environs, allant parfois jusqu'à Dozza, petit village à sept milles de là, près des montagnes.

« De Forlì on avait envoyé des soldats à Rocca San Casciano, craignant que des bandes armées ne pénétrassent de la Romagne en Toscane, ou vice-versa.

« A Bologne, beaucoup ont été arrêtés : quelques-uns ont été relâchés après avoir reçu l'*ammonizione*, d'autres ont été retenus en prison ; plusieurs ont réussi à échapper aux recherches. Jeudi soir 19 courant, on a fait des perquisitions au domicile de beaucoup de socialistes ; et les lâches qui nous gouvernent, croyant qu'une visite policière pouvait effrayer nos compagnons, voulaient les obliger à signer un papier par lequel ils auraient déclaré qu'ils ne faisaient pas partie ou qu'ils renonçaient à faire partie de l'Internationale.

« Les journaux publient un décret du gouvernement, qui déclare dissous toutes les sections et fédérations, cercles et groupes de l'Internationale, ordonne la fermeture de leurs locaux et la saisie des objets leur appartenant. Les journaux ont soin de nous informer en outre que les ministres ont été unanimes pour rendre ce décret, chose dont nous n'avons pas douté du reste.

« Nous voilà donc de nouveau hors la loi ; mais les socialistes italiens ne s'arrêteront pas pour cela, soyez-en certains. Les persécutions font l'office d'éperon.

« Aujourd'hui même doit être jugé définitivement, devant le tribunal de Pérouse, le procès pour contravention à l'*ammonizione* intenté à Costa. Ni lui ni son avocat ne pourront être présents; Costa, recherché avec acharnement par la police, a dû se cacher ; et naturellement il sera condamné. »

Une lettre de Brousse à Kropotkine, du 1er mai, contient le passage suivant : « Nous aurons bientôt des nouvelles d'Italie, car je viens de recevoir une lettre de Costa qui m'annonce sa venue à Berne ; nous verrons à nous arranger pour que vous causiez aussi avec lui ». Dans une autre lettre, sans date, écrite vers le 10 mai, il dit : « Costa est ici. Comme renseignements il n'en sait pas plus que nous, sinon que l'organisation en Italie ne sera en rien entamée par les choses de Bénévent [1]. »

Revenant à la Fédération jurassienne, je note, le 28 avril et le 9 mai, des assemblées de la fédération du district de Courtelary ; en tête du *Bulletin* du 29 avril, l'annonce de la mise en interdit d'un atelier de menuiserie à Zürich, publiée à la demande de la corporation des ouvriers travaillant le bois (*Holzarbeiter*) ; et dans le même numéro, l'ouverture, sur l'initiative de la Section de langue française de Lausanne et de la Section allemande de propagande de Genève, d'une souscription en faveur des internationaux italiens arrêtés et de leurs familles.

Les élections triennales pour le renouvellement du Grand-Conseil neuchâtelois eurent lieu le dimanche 6 mai. A cette occasion, un correspondant de Neuchâtel fit remarquer qu'une partie des membres de la Section du *Grütli* de cette ville avaient voté ouvertement pour les candidats conservateurs : « Et voilà des hommes qui prétendent organiser chez nous un parti ouvrier, en concurrence avec l'Internationale ! » A la Chaux-de-Fonds, on n'avait pas renouvelé la comédie de la « Jeune République », au moyen de laquelle, en 1874, les

1. Une note de mon agenda de 1877 porte : « Vendredi, 11 mai. Je vais voir Costa à Berne. » Je restai auprès de lui et de Brousse jusqu'au dimanche soir.

agents des conservateurs ou *verts* avaient essayé d'enlever des voix à la liste radicale ; les faux socialistes avaient jeté le masque, et se faisaient sans le moindre déguisement les alliés des réactionnaires. « Les anciens coullerystes, — ces hommes qui ont combattu avec acharnement la Fédération jurassienne et les « bakounistes », et qui au Congrès de la Haye avaient envoyé un mandat de délégué, remis par Marx au blanquiste Vaillant et que celui-ci eut la loyauté de refuser, — les anciens coullerystes, disons-nous, ont marché ouvertement dans les rangs des conservateurs ; et leur chef Coullery figurait sur la liste *verte*. »

Le *Bulletin* du 13 mai 1877 publia à ce sujet l'article suivant, qui contient un document dont j'ai promis la reproduction (voir t. Ier, p. 62) :

A propos de M. Coullery, la presse radicale neuchâteloise a publié récemment un document authentique qui prouve que *dès 1868* ce digne personnage était *un agent du parti conservateur* : c'est une lettre confidentielle adressée par Coullery à M. Favarger, notaire à Neuchâtel [1]. L'original de cette lettre est déposé dans les bureaux du journal le *Réveil* [de Cernier] : en voici le contenu :

« Chaux-de-Fonds, 8 septembre 1868.

« Monsieur et ami,

« J'ai reçu votre lettre. Je vous remercie. Avez-vous déjà envoyé l'autre ?

« Je vous recommande le porteur de ces lignes, le citoyen D.-H. C'est un jeune homme très capable sous tous les rapports ; il rédige l'article de journal admirablement. Si l'*Union libérale* [2] n'est pas pourvue, il peut faire son affaire ; veuillez donc le présenter à ces Messieurs du Comité de rédaction.

« Le 12 je vous verrai.

« Votre dévoué Pierre COULLERY. »

Voilà donc quel était l'homme qui s'était coalisé, il y a quelques années, avec les meneurs du Temple-Unique à Genève (MM. Grosselin, Henri Perret, Outine, J.-Ph. Becker, etc.), pour combattre chez nous le parti socialiste révolutionnaire ! Voilà quel était l'homme qui, en avril 1870, *dix-huit mois après avoir écrit la lettre qu'on vient de lire*, siégeait encore parmi les délégués de l'Internationale autoritaire et marxiste, à ce Congrès de la Chaux-de-Fonds où la scission éclata !

Qui sait quelles révélations l'avenir nous réserve encore, au sujet d'autres personnages qui aujourd'hui, couverts d'un masque socialiste, continuent dans d'autres cantons une œuvre analogue à celle de Coullery [3] ?

On se rappelle que la Fédération jurassienne avait dû continuer à remplir pendant une nouvelle année encore, à la demande du Congrès de Berne, les fonctions de Bureau fédéral de l'Internationale ; le siège de ce Bureau fut placé dans la Section de la Chaux-de-Fonds, par une décision de la majorité des Sections jurassiennes, prise à la fin d'avril. Au commencement de mai, le Bureau

1. M. Favarger est une des sommités du parti conservateur neuchâtelois. (Note du *Bulletin*.)

2. L'*Union libérale* est l'organe officiel du parti conservateur à Neuchâtel. (Note du *Bulletin*.)

3. Il sera parlé, au chapitre XIII (p. 254), de ce qu'étaient devenus, en 1877, quelques-uns des membres de l'ancienne coterie du Temple-Unique à Genève.

fédéral adressa aux Fédérations régionales une circulaire relative au Congrès général à tenir en 1877 ; la voici :

Circulaire aux Fédérations régionales.

Compagnons,

L'article 4 des statuts généraux prévoit que le Congrès annuel de l'Association internationale des travailleurs doit se réunir le premier lundi de septembre : l'article 8 ajoute que les questions que l'on désire placer à l'ordre du jour doivent être transmises, trois mois à l'avance, au Bureau fédéral.

En exécution de ces deux articles, nous invitons les Fédérations régionales :

1° A faire des propositions concernant le pays et la ville où doit se réunir le Congrès de cette année ;

2° A nous transmettre, avant la fin du mois courant, les questions qu'elles désirent voir figurer à l'ordre du jour de ce Congrès, afin que nous puissions les porter à la connaissance de toutes les Fédérations.

Salut et solidarité.

Les membres du Bureau fédéral permanent pour 1877 :

G. Albagès, peintre en bâtiment ; Aug. Spichiger, guillocheur ; Louis Pindy, fondeur, *secrétaire-correspondant.*

Chaux-de-Fonds (Suisse), 8 mai 1877.

Adresse : Louis Pindy, rue Fritz Courvoisier, 36, Chaux-de-Fonds, canton de Neuchâtel (Suisse).

On a vu qu'une « Société démocratique » de Patras avait fait parvenir une adresse de sympathie au Congrès de Berne. Un membre de cette association, Denys Ambelikopoulo, nous envoya au printemps de 1877 une « Etude sur le socialisme en Grèce », que nous publiâmes dans le *Bulletin* du 8 avril. Le mois suivant, une lettre de Patras nous apporta le programme de l' « Union démocratique du Peuple » (Δημοκρατικὸς Σύνδεσμος τοῦ Λαοῦ, *Dimokratikos Syndesmos tou Laou*), que le *Bulletin* publia également. Ce programme disait :

« Considérant que de la pauvreté et de l'ignorance dérivent toutes les misères sociales ; que, par conséquent, l'émancipation du peuple de la pauvreté et de l'ignorance doit être le grand but de tous ceux qui veulent travailler sincèrement pour la patrie ; que l'émancipation du peuple doit être l'œuvre du peuple lui-même ; considérant que cette émancipation dépend en grande partie de l'émancipation politique, basée sur notre histoire ;

« Nous avons fondé l'Union démocratique du peuple, afin de travailler unis pour la réalisation de la démocratie sur les bases suivantes : A. Pleine décentralisation et complète autonomie des communes ; B. Pleine liberté des individus ; C. Toute autorité doit disparaître devant la souveraineté du peuple.

« L'Union démocratique du Peuple regarde comme ses ennemis tous ceux qui veulent maintenir l'état actuel de la société ; elle reconnaît pour sa loi la Vérité, la Justice et la Morale ; elle accepte pour membres tous les groupes et les individus qui approuvent son programme. »

Cette tentative pour implanter l'Internationale sur le sol hellénique, avec des formes appropriées aux conditions spéciales du pays, devait bien vite, comme on le verra plus loin, attirer sur ses auteurs les rigueurs du gouvernement.

En tête du *Bulletin* du 22 avril se trouve un avis ainsi conçu :

Nous recevons le télégramme suivant de Lisbonne, 20 avril :

Les mouleurs de Lisbonne sont en grève. Veuillez aviser la Belgique et la France. — GNECCO.

Le Comité fédéral jurassien, qui remplit provisoirement les fonctions de Bureau fédéral de l'Internationale [1], a immédiatement fait parvenir cette nouvelle à ses correspondants de France et de Belgique, avec prière d'avertir les ouvriers mouleurs de ces deux pays de ne pas aller à Lisbonne.

L'envoi de ce télégramme par les socialistes portugais nous fut particulièrement sensible : nous y vîmes une preuve palpable que, malgré les divergences sur des questions d'organisation et de tactique, la solidarité dans la lutte économique pouvait être pratiquée, et nous sûmes gré au Comité de Lisbonne d'en avoir fourni la démonstration pratique.

Dans ce même numéro du *Bulletin* se lit cet autre article :

DANEMARK. — Les deux principaux meneurs du Parti socialiste danois, MM. Louis Pio et Paul Geleff, ont filé pour l'Amérique en emportant la caisse du parti et en laissant des dettes considérables. Voilà ce que disaient il y a quinze jours les journaux bourgeois. Bien que nous n'ayons jamais pris très au sérieux le mouvement socialiste danois, et que la personne de M. Louis Pio, en particulier, ne nous inspirât, d'après les renseignements que nous avaient donné des amis, qu'une très médiocre confiance, nous n'avons pas ajouté foi au premier abord à la nouvelle de la fuite de ces deux personnages. Mais la *Tagwacht* du 18 courant nous apporte la confirmation du fait, en ajoutant que le *Vorwärts* de Leipzig contient des détails relatifs à cette colossale escroquerie. Comme le *Vorwärts* a cessé depuis le commencement de ce mois — nous ne savons pour quel motif — de nous envoyer le numéro d'échange [2], nous ne pouvons pas, pour le moment, communiquer à nos lecteurs les détails auxquels fait allusion la *Tagwacht*. Quoi qu'il en soit, les ouvriers danois sont punis par où ils ont péché : un parti qui se donne des *chefs* mérite d'être trahi et volé par eux.

Encore [illegible] le *Bulletin* [illegible] pour la première fois une correspondance de [illegible] par le Comité de la « Société internationale [illegible] autres : « Malgré la crise dont [illegible] leur mouvement d'association [illegible] celle des charpentiers de navires sont [illegible] Le [illegible] mars les ouvriers charpentiers se sont [illegible] ils ont décidé qu'une réunion de tous les [illegible] aurait lieu prochainement pour créer une association qui, nous l'espérons, formera une section de notre Société. Nous [illegible] reçu aussi le [illegible] nous vous prions de nous faire [illegible]. Quant à des relations avec le Mexique, il ne nous est pas possible d'y songer pour le moment. Le seul but que notre Société puisse se proposer jusqu'à nouvel ordre, c'est de compléter l'organisation [illegible] dans la république de l'Uruguay. »

A la fin de mai, la [illegible] fit parvenir aux autres Fédérations, par l'intermédiaire du Bureau fédéral, la proposition d'envoyer un délégué « pour propager les principes et l'organisation de l'Association internationale des travailleurs dans les républiques de l'Amérique du Sud » ; elle offrait de

1. On a vu, plus haut, que le Bureau fédéral ne fut nommé qu'à la fin d'avril.
2. Voir ci-dessus pages 151 et 157.

se charger des frais de cette délégation. Je ne me rappelle pas quelle suite fut donnée à cette idée.

Enfin, toujours dans le même numéro, il y avait une communication de la Communauté icarienne du comté de Corning, Iowa, Etats-Unis, qui proposait la fondation d'une association, l'Union sociale, destinée à mettre en rapport les uns avec les autres tous les groupes de toutes les écoles socialistes. Cette communication fut suivie d'une autre : une lettre, en date du 23 avril, du président de la Communauté icarienne, qui n'était autre que notre camarade Sauva, ancien délégué des sections américaines 2, 29 et 42 au Congrès de la Haye. La lettre accompagnait une brochure de propagande intitulée *Icarie*, — que le *Bulletin* analysa avec sympathie [1], — et s'achevait par ces mots qui nous firent grand plaisir :

Si ces quelques lignes tombent sous les yeux des compagnons Guillaume et Schwitzguébel, qu'ils reçoivent les félicitations de leur co-délégué au Congrès de la Haye pour la part qu'ils ont prise dans la célébration du 18 mars à Berne. Salut fraternel. A. SAUVA, président de la Communauté icarienne.

Les députés socialistes allemands n'étaient pas encore assez nombreux au Reichstag pour pouvoir déposer des projets de loi : le règlement exigeait que les projets fussent signés par quinze membres, et les socialistes n'étaient que douze. Ils avaient dû en conséquence chercher des alliés pour signer avec eux, et ils en avaient trouvé : démocrates, ultramontains, et danois. Mais les projets qu'ils présentèrent n'avaient aucune chance d'être adoptés, de l'aveu du *Vorwärts*.

Le Congrès des socialistes allemands fut convoqué, cette année-là comme la précédente, par les députés du parti, sous le prétexte de rendre compte de leur activité parlementaire ; le lieu de réunion fut de nouveau Gotha, et la date choisie le dimanche 27 mai.

En Belgique, Paul Janson, ancien rédacteur de la *Liberté*, posa sa candidature à la députation. « Espérons, nous écrivit-on, qu'il sera élu, et que l'ouvrier belge verra ce que devient à la Chambre un ancien membre de l'Internationale. » Janson fut élu en effet, à Bruxelles, comme candidat de l'Association libérale ; et la *Gazette de Bruxelles* eut soin de souligner le fait que le brillant orateur qui entrait au Parlement avec les voix de 5600 boutiquiers, industriels et rentiers, y entrait non comme socialiste, mais comme *libéral*. « Voilà — fit observer le *Bulletin* — qui doit singulièrement encourager les ouvriers flamands à se lancer dans la voie de la politique parlementaire. »

Louis Bertrand, le jeune et remuant secrétaire de la Chambre du travail de Bruxelles, avait adressé une lettre au *Bulletin* pour préciser à sa façon le caractère de la proposition qu'il avait présentée au Congrès de Gand (voir pages 177-178). Bertrand nous écrivait : « Le Congrès n'a pas donné à la motion que j'ai présentée le caractère que vous lui attribuez. *Toutes* les associations ouvrières représentées reconnaissaient la nécessité de l'agitation politique. Les délégués de Verviers même l'ont reconnue, quoique voulant se cacher derrière une tactique que je n'ai pas comprise, quand ils disaient qu'ils voulaient faire de la politique, mais de la politique *négative*. La motion présentée par Van Beveren, tendant à l'*obligation* politique, a été repoussée non parce que les associations ne voulaient pas faire de politique, mais parce qu'elles ne veulent pas y être *obligées*. »

Le *Bulletin* répondit (13 mai) :

1. Cette analyse se terminait par cette conclusion : « Quelles que soient, selon nous, les lacunes et les erreurs de la doctrine icarienne, nous nous sentons le devoir de rendre hommage à l'abnégation et à la persévérance de ces champions du socialisme, dont l'existence n'a été qu'une longue lutte, et qui, malgré les traverses, les déceptions et les obstacles de toute sorte, sont restés jusqu'à ce jour fidèles à leur œuvre ».

L'observation du citoyen Bertrand ne modifie en rien notre appréciation. L'*obligation* de faire de la politique, réclamée par les Flamands, a été rejetée ; le Congrès a reconnu aux abstentionnistes aussi bien qu'aux politiciens droit de cité dans l'Union ouvrière belge : c'est là ce que nous avions dit, et c'est là ce qui reste acquis après comme avant la prétendue rectification qu'on vient de lire.

Quant à la *tactique* des délégués de Verviers, disant qu'ils veulent bien faire de la politique, mais de la politique *négative*, le citoyen Bertrand prétend qu'il ne l'a pas comprise. Pour nous, il nous semble que nous la comprenons : la *politique négative* dont parlent nos amis de Verviers, c'est précisément la tactique que nous préconisons nous-mêmes : l'abstention des intrigues électorales, des bavardages parlementaires : l'organisation et la fédération des corps de métier ; la propagande active des principes socialistes, la critique des actes de la bourgeoisie gouvernante ; et, quand l'occasion se présentera, la réalisation, par la révolution et par la destruction des gouvernements, des revendications du prolétariat. Voilà la *politique négative* telle que nous la comprenons et telle qu'on la comprend aussi à Verviers, croyons-nous.

Le citoyen Bertrand termine ainsi sa lettre :

« Il serait à désirer que, pour les questions qui nous divisent, nous mettions moins de fiel dans nos discussions. Je veux bien que vous trouviez absurde que nous fassions de la politique, quoique[1] vous approuviez le mouvement des bandes insurgées des socialistes italiens, mouvement que je trouve insensé pour ma part. Mais je ne voudrais pas combattre le mouvement de nos frères italiens, comme je voudrais que vous n'attaquiez pas le nôtre : n'a-t-il pas été admis dans l'Internationale que chaque pays était libre de choisir lui-même la ligne de conduite qu'il veut suivre ?

« Je finis cette lettre en vous annonçant que Paul Janson a été nommé député de Bruxelles, avec 3000 voix de majorité sur le candidat réactionnaire. Il est probable, et même certain, que les intérêts ouvriers trouveront un défenseur dans la personne du citoyen Janson. »

Cette dernière partie de la lettre du citoyen Bertrand demande de notre part quelques mots de réponse.

Oui, certes, il a été voté au dernier Congrès international de Berne une résolution affirmant que chaque pays est libre de choisir lui-même la ligne de conduite qu'il veut suivre. Cette résolution non seulement a été votée par l'unanimité des délégués de l'Internationale, mais elle a reçu l'adhésion de Vahlteich, délégué du Parti socialiste d'Allemagne, et de Greulich, délégué du *Schweizerischer Arbeiterbund*.

Les organes officiels, tant du Parti socialiste d'Allemagne que de l'*Arbeiterbund* ont néanmoins, au mépris de cette déclaration acceptée par leurs représentants, déversé l'injure sur les révolutionnaires russes et italiens.

Pour nous, nous nous sommes au contraire strictement conformés à la ligne de conduite qui nous a été tracée par la résolution votée au Congrès de Berne.

1. Voilà un *quoique* qui fait rêver : est-ce que par hasard, aux yeux du citoyen Bertrand, le mouvement des insurgés italiens serait de la politique ? (Note du ***Bulletin***.)

Nous n'avons ni approuvé ni désapprouvé le mouvement insurrectionnel des socialistes italiens, nous l'avons raconté *avec sympathie*.

Nous n'avons ni approuvé ni désapprouvé les conspirations des socialistes russes, nous avons reproduit *avec sympathie* les détails qui nous ont été communiqués sur leur dévouement et leurs souffrances.

Nous n'avons ni approuvé ni désapprouvé les candidatures socialistes au Reichstag allemand ; nous avons simplement raconté *avec sympathie* l'élection des douze députés socialistes.

Mais quant à la Belgique, nous avons *blâmé* et nous *blâmons*, dans le mouvement politique inauguré par quelques personnalités, des tendances qui nous paraissent anti-socialistes.

La résolution de Berne dit que l'Internationale sympathise avec les ouvriers de tous les pays et dans tous les cas, *pour autant qu'ils n'ont pas d'attaches avec les partis bourgeois quels qu'ils soient.*

Eh bien, la tendance qu'on nous paraît chercher à imprimer au mouvement ouvrier belge, et que nous blâmons, c'est précisément *de lui créer une attache avec un parti bourgeois.*

La preuve ? il n'est pas nécessaire d'aller la chercher bien loin. Le citoyen Bertrand parle, à la fin de sa lettre, de la nomination de M. Janson, *candidat officiel du parti libéral bourgeois, élu par des voix bourgeoises,* comme il parlerait d'un triomphe du parti socialiste !

Pour nous, si nous sympathisons avec *tous les mouvements purement ouvriers et purement socialistes,* quelle que soit du reste la tactique qu'ils adoptent, nous ne sympathiserons jamais avec ceux qui, sous prétexte de faire entrer des socialistes au Parlement ou au Grand-Conseil, acceptent non seulement l'alliance, mais plus encore, l'*étiquette officielle* d'un parti bourgeois.

Le *Bulletin* du 6 mai, qui parut au moment où déjà Costa avait annoncé à Brousse qu'il se réfugiait en Suisse et allait arriver à Berne, contient la correspondance suivante envoyée d'Italie :

« La plupart des socialistes arrêtés à Bologne ont dû être remis en liberté, la police n'ayant pu trouver aucun fait à leur charge. Le *Martello* n'a pu reparaître, son principal rédacteur, Costa, ayant dû se cacher pour échapper au mandat d'arrêt lancé contre lui.

« Le *Risveglio*, de Sienne, a été saisi trois fois en un mois. La dernière saisie a été motivée par un article intitulé « Bulletin de l'insurrection », dans lequel ce journal exprimait ouvertement ses sympathies pour les socialistes de la bande de San Lupo.

« Le *Povero* de Palerme joue en ce moment, à l'égard des socialistes révolutionnaires italiens, le rôle que Terzaghi a joué en 1874, après l'affaire de Bologne. Terzaghi était un mouchard ; que sont les gens du *Povero* ? L'avenir se chargera de nous l'apprendre. »

Le *Bulletin* disait n'avoir pas reçu de nouveaux détails sur le mouvement insurrectionnel ni sur le sort des prisonniers détenus à Santa Maria Capua Vetere ; et il ajoutait :

Le *Vorwärts* de Leipzig est revenu, dans son numéro du 27 avril, sur les affaires d'Italie, pour déclarer de nouveau que l'insurrection n'avait rien de commun avec l'Internationale. Et pour faire bien voir sa profonde connaissance des affaires italiennes, il place cette fois l'insurrection *en Ro-*

magne ! Il faudrait, avant de vouloir juger d'une chose, prendre au moins la peine de s'en informer avec exactitude.

Il n'y a plus rien sur l'Italie dans le *Bulletin* pendant tout le mois de mai. Nous étions sans nouvelles autres que celles de la presse bourgeoise, qui nous apprit l'arrestation, à Naples, de notre ami Emilio Covelli ; Costa, arrivé à Berne, et que j'étais allé voir, n'en savait pas plus que nous. C'est seulement dans le premier numéro de juin que le *Bulletin* publia de nouveau quelques lignes concernant nos amis italiens ; je copie :

Les internationaux arrêtés près de Letino, et actuellement détenus dans les prisons de Santa Maria Capua Vetere, ont tous déclaré, à l'exception d'un seul[1], avoir pris les armes pour provoquer la révolution sociale. La santé des prisonniers est bonne. On leur permet de lire et d'étudier. Quant à l'époque où se fera leur procès, nous n'avons aucun renseignement.

Faisons remarquer en passant que, dans son dernier numéro, la *Tagwacht* de Zürich, rédigée, comme on sait, par un certain Greulich,... insinue que Cafiero, Malatesta et leurs compagnons sont des *agents provocateurs* (*Tagwacht* du 30 mai, p. 3, 1re col., ligne 34) ; quelques lignes plus bas, l'honnête Greulich se livre à un rapprochement entre les internationaux italiens et les *blouses blanches* de l'empire.

Nous recommandons au mouchard Terzaghi de s'assurer la collaboration de M. Greulich pour la première ordure qu'il imprimera ; la prose du rédacteur de la *Tagwacht* est digne de figurer dans les colonnes du *Re Quan Quan*[2].

Mais nous allions enfin pouvoir, dans le numéro suivant, donner des nouvelles authentiques, car je venais de recevoir, le 2 juin, une lettre que Malatesta m'avait fait parvenir de la prison (voir p. 211).

On a vu que le président du Grand-Conseil bernois, M. Sahli, avait, dans son discours d'ouverture, stigmatisé « les idées déplorables et malsaines d'une classe qui veut fonder son existence sur les ruines des institutions actuelles et vivre heureuse sans travailler ». Les membres de l'*Arbeiterbund* de Berne, en cette occurrence, tinrent à bien séparer, devant le public, leur cause de celle des Jurassiens, et à constater que les paroles de l'homme d'Etat bernois s'appliquaient à l'Internationale et rien qu'à l'Internationale. Par une lettre que publia la *Tagwacht* (28 avril), les « Arbeiterbundiens » bernois affirmaient que seule une presse ignorante ou de mauvaise foi avait pu mettre dans le même sac les Jurassiens et l'*Arbeiterbund* ; que c'étaient les Jurassiens seuls qui avaient fait le cortège du 18 mars, à Berne ; que l'*Arbeiterbund*, qui a l'honneur de compter au nombre de ses membres M. le conseiller d'Etat Frossard et plusieurs députés, s'était bien gardé d'y prendre part. Les signataires de la lettre s'étonnaient d'ailleurs que M. Sahli eût pu s'occuper, dans son discours, de ces Jurassiens dont l'*Arbeiterbund* combat depuis un an « avec succès » les principes et l'influence, et qui sont aussi insignifiants sous le rapport du nombre que sous celui des principes et de la tactique ; et ils terminaient en priant le président du Grand-Conseil bernois de vouloir bien expliquer clairement le sens des paroles prononcées par lui, et de dire si elles s'appliquaient, à un degré quelconque, aux membres de l'*Arbeiterbund*.

M. Sahli s'empressa de répondre et de tranquilliser les dignes citoyens qui l'interpellaient ainsi. Ses paroles, dit-il, ne s'appliquaient à aucun degré à

1. Il s'agit d'un certain Francesco Gastaldi, âgé de quarante ans, lieutenant d'artillerie en retraite, dont je ne m'explique pas bien la présence parmi les insurgés.

2. Le journal que rédigeait alors Terzaghi.

l'*Arbeiterbund*; il n'avait voulu parler que des *anarchistes*, c'est-à-dire des membres de la Fédération jurassienne, qui avaient arboré le drapeau rouge le 18 mars. Et il ajoutait : « Vous trouvez incompréhensible que le président du Grand-Conseil ait pu faire mention de ces anarchistes, qui vous paraissent insignifiants par leur nombre, leurs principes et leur tactique. Mais je vous renvoie d'abord à votre propre déclaration d'après laquelle *vous combattez depuis un an les principes et l'influence des anarchistes*. Pourquoi cela était-il nécessaire, s'ils sont aussi insignifiants que vous le prétendez ? Il me semble que, sur ce point, *vous et moi nous avons tendu au même but*. Je suis bien persuadé, sans doute, que jamais les anarchistes n'obtiendront dans notre patrie une influence prépondérante ; mais cela n'empêche pas qu'ils pourraient, avec le temps, devenir assez forts pour amener sur nos belles vallées des malheurs incalculables. »

L'*Arbeiterbund* bernois avait obtenu ce qu'il désirait : le président du Grand-Conseil lui avait délivré un certificat de patriotisme, et avait constaté qu'il était l'allié de l'autorité dans sa lutte contre les *anarchistes*. Aussi le *Bulletin* (6 mai), après avoir rapporté ces choses édifiantes, put-il dire à M. Karl Moor et à ses amis :

Continuez, braves gens, votre propagande déloyale contre nous, pendant que la police bernoise nous assommera et que les tribunaux bernois nous condamneront : on peut espérer qu'en unissant leurs efforts, l'*Arbeiterbund* et le gouvernement, *qui tendent tous les deux au même but*, comme le dit si bien M. Sahli, finiront par extirper du sol suisse l'Internationale et ses principes, et alors M. Sahli s'écriera du haut de son fauteuil de président : « Gloire à l'*Arbeiterbund !* grâce à lui, nous avons triomphé des hommes de désordre qui voulaient *vivre sans travailler* sur les ruines de nos institutions ! »

Dans le canton de Zürich, une réunion de propriétaires de filatures avait résolu d'organiser une demande de *referendum* contre la loi sur les fabriques votée par les Chambres fédérales : il ne s'agissait pour cela que de recueillir trente mille signatures. Si la loi était soumise au vote populaire, Messieurs les fabricants se tenaient pour assurés qu'elle serait rejetée. Les sociétés politiques ouvrières zuricoises, qui savaient bien, elles aussi, les résultats qu'on pouvait craindre de cette manœuvre, décidèrent de s'opposer énergiquement à la demande de *referendum*, et convoquèrent à cet effet une grande assemblée de protestation pour le dimanche 13 mai. M. Salomon Vögelin, professeur et membre du Conseil national [1], consentit, à la demande des organisateurs, à prononcer un discours dans cette assemblée, — en y mettant pour condition *qu'il n'y aurait dans le cortège aucun drapeau rouge*. Le Comité d'organisation accepta, mais beaucoup d'ouvriers protestèrent. La Section de langue française de l'Internationale à Zürich (adhérente à la Fédération jurassienne) décida de se rendre à la manifestation *avec le drapeau rouge*, et de quitter le cortège si le Comité lui défendait formellement de porter ce drapeau. Un membre de la Section zuricoise envoya au *Bulletin*, au lendemain de la manifestation, un récit de ce qui s'était passé le 13 mai ; il disait :

Le dimanche donc, notre Section, plus la corporation des tailleurs, celle des typographes, et la *gemischte Gewerkschaft* (société des métiers divers), se réunirent à la Meierei pour se rendre ensemble sur la place de la Caserne, où devait se former le grand cortège. Nous étions environ trois cents, précédés du drapeau rouge, et beaucoup de membres du *Deutscher Verein* et de la corporation des menuisiers se joignirent à nous. Lorsque notre colonne arriva près de la caserne, M. Greulich s'avança vers nous,

1. C'était un radical légèrement teinté de socialisme.

et dit à celui qui portait le drapeau (tout à fait comme le préfet à Berne) : « Au nom du comité d'organisation, et sur l'ordre du Comité central, je vous commande de faire disparaître ce drapeau rouge ». Immédiatement la colonne fit demi-tour à gauche et s'éloigna avec son drapeau. Nous avions parcouru la moitié de la ville, sans qu'aucun désordre se fût produit, preuve que les craintes puériles de voir la manifestation troublée, si le drapeau rouge y paraissait, n'avaient aucun fondement sérieux [1].

Le *Bulletin* ajouta :

Nous livrons ces détails, sans commentaires, aux réflexions de nos amis de l'extérieur. Ils leur feront connaître l'esprit qui anime, à cette heure, les meneurs du *Schweizerischer Arbeiterbund*.

Quant au motif pour lequel la manifestation avait été organisée, — une protestation contre une demande de *referendum*, — le *Bulletin* fit remarquer qu'en agissant ainsi, les politiciens zuricois se mettaient en contradiction avec leurs propres principes :

Qu'il nous soit permis de faire remarquer aux ouvriers de l'*Arbeiterbund* et du *Grütli* ce qu'il y a de peu logique dans l'attitude que les circonstances les ont engagés à prendre en cette affaire.

Ils n'avaient cessé, jusqu'ici, de prôner la *législation directe*, le vote des lois par le peuple (le *referendum*). C'était, selon eux, le meilleur ou plutôt l'unique moyen, dans une république, pour que le peuple parvînt à son émancipation. Car, disaient-ils, une fois que le peuple votera lui-même sur les lois, il est clair qu'il repoussera toujours celles qui sont contraires à ses intérêts, et qu'il adoptera au contraire celles qui assureront sa liberté et son bien-être.

Et que devient maintenant, dans la pratique, cette excellence théorique du *referendum* ? D'où vient que ceux qui l'ont tant vanté cessent d'avoir confiance en lui dès qu'il s'agit de l'appliquer ?

Voilà une loi faite dans l'intérêt des ouvriers, la loi sur les fabriques : elle a pour but, disent ses auteurs, de protéger les ouvriers, de diminuer leurs fatigues, de rendre leur existence plus humaine. S'il est une loi qui doive pouvoir compter sur les suffrages des travailleurs, certes c'est bien celle-là.

Et pourtant, que se passe-t-il ?

Les fabricants, voulant faire échouer la loi, n'imaginent pas de meilleur moyen que de demander qu'elle soit soumise au vote populaire.

Et les socialistes de l'*Arbeiterbund*, se rendant parfaitement compte du danger que courrait la loi sur les fabriques si le peuple était appelé à se prononcer à son sujet, se voient contraints de se mettre en contradiction avec leurs propres théories politiques, et de protester contre la demande de vote populaire faite par les fabricants !

Ainsi, fabricants et socialistes de l'*Arbeiterbund* comprennent très bien, les uns et les autres, que, dans les conditions économiques qui régissent la société actuelle, le vote populaire, *loin d'être un levier d'émancipation*, est

1. L'assemblée, à laquelle assistèrent environ deux mille manifestants, eut lieu selon le programme fixé par les organisateurs : Salomon Vögelin et Greulich y prononcèrent chacun un discours, et les assistants votèrent une résolution engageant les ouvriers à refuser leur signature pour la demande de *referendum*.

un *instrument de réaction* entre les mains des capitalistes et des intrigants politiques et religieux.

Seulement, tout en se prononçant, dans le cas particulier, contre une demande de *referendum*, la plupart des ouvriers de Zürich persistent à voir dans ce même *referendum*, considéré en théorie, l'arme qui doit les affranchir et leur donner la victoire.

N'ouvriront-ils pas les yeux bientôt ? ne s'apercevront-ils pas, après quelques expériences du genre de celle-ci, que leurs chefs politiques leur font faire fausse route ?

Les fabricants zuricois n'eurent pas de peine à réunir les trente mille signatures nécessaires pour que la loi sur les fabriques fût soumise au *referendum* ; et le gouvernement fédéral fixa au 21 octobre la date du vote populaire à intervenir.

Dans la Fédération jurassienne, la même vie intense continuait ; outre les réunions mentionnées par le *Bulletin* (Neuchâtel, 7, 14 et 21 mai ; Chaux-de-Fonds, 16 mai ; fédération du district de Courtelary, 16 mai, et séances d'études chaque mardi à Saint-Imier et chaque jeudi à Sonvillier), il y avait partout ailleurs, à Berne, à Moutier, à Porrentruy, à Bâle, à Zürich, à Fribourg, à Lausanne, à Vevey, etc., des réunions et des conférences. A Genève, outre la section des typographes et la Section allemande de propagande, adhérentes à la Fédération jurassienne, il s'était reconstitué une Section française de propagande, qui tint quatre réunions dans le courant de mai ; dans la quatrième (26 mai), Brousse, venu de Berne, fit une conférence sur *l'Etat et l'anarchie*. En outre, nous écrivait-on de Genève, « quelques membres de la Fédération jurassienne ont pris l'initiative de donner des conférences, tous les dimanches, aux paysans des villages du canton de Genève et surtout de la Savoie : la première conférence de ce genre a eu lieu le 20 mai dans un village distant de deux cents mètres de la frontière française ; environ quatre-vingts ouvriers des champs s'étaient entassés dans une petite salle d'auberge ; ils ont attentivement écouté la causerie qui leur a été faite sur ce sujet : *Les paysans avant et après 1789* ; bonne journée pour la propagande, si nous en jugeons par les cris chaleureux de *Vive la Commune ! Vive la Sociale !* par lesquels se termina la soirée. Nos nouveaux amis nous ont fait promettre de revenir dimanche prochain. »

Le Congrès de l'*Arbeiterbund* eut lieu, comme il avait été annoncé, à Neuchâtel, le dimanche de la Pentecôte (20 mai) et les deux jours suivants. Après délibération dans ses sections, l'*Arbeiterbund* avait décidé que la société du *Grütli* recevrait l'invitation d'assister à son Congrès, mais que par contre la Fédération jurassienne de l'Internationale ne serait pas invitée. Le Congrès eut lieu dans la salle du Grand-Conseil, mise à la disposition de l'*Arbeiterbund* par le gouvernement neuchâtelois. « Environ quatre-vingts délégués, tant de l'*Arbeiterbund* que du *Grütli*, y ont assisté, tous Allemands ou Suisses allemands, sauf une seule exception, M. Stœcklin, de Fribourg ; et celui-là n'était pas un ouvrier : M. Stœcklin a dit en plein Congrès que la société qu'il représentait s'était jointe à l'*Arbeiterbund* parce qu'elle ne veut pas de l'Internationale. Quant au public, il ne s'est guère montré : une cinquantaine de personnes garnissaient les tribunes le dimanche après-midi, et cet auditoire était presque exclusivement allemand ; nous n'y avons aperçu, en fait d'auditeurs de langue française, que quelques membres de l'Internationale et le président du Conseil d'Etat de Neuchâtel (Aug. Cornaz) ; le lundi, il n'y avait plus qu'une douzaine de curieux ; le mardi matin enfin, le public s'était réduit à *un seul auditeur*, et encore cet auditeur était-il un étranger venu exprès à Neuchâtel pour suivre les débats du Congrès [1]. »

L'acte essentiel du Congrès fut la constitution d'une organisation politique socialiste, qu'on baptisa *Sozialdemokratische Partei* ; le soin de rédiger un

1. C'était, je crois, Pierre Kropotkine.

projet de programme pour cette organisation nouvelle fut remis aux sections de l'*Arbeiterbund* à Berne. Il fut en outre voté une décision portant que, désormais, un ouvrier qui appartiendrait à une organisation dont le programme ou la tactique sont en contradiction avec ceux de l'*Arbeiterbund* ne pourrait pas faire partie de cette dernière association : cette décision était dirigée spécialement contre l'Internationale, car jusqu'alors un certain nombre de membres de l'*Arbeiterbund* étaient en même temps membres de la Fédération jurassienne ; ces membres se trouvèrent ainsi mis en demeure d'avoir à opter entre l'une ou l'autre des deux organisations. Enfin le Congrès décida, malgré une vive opposition, d'envoyer, au nom de l'*Arbeiterbund*, un délégué au Congrès universel des socialistes qui devait se tenir en Belgique, et nomma ce délégué en la personne de Greulich.

Pendant la durée du Congrès, des réunions publiques eurent lieu chaque soir, au local du *Grütli*. Dans ces réunions, Kachelhofer et moi primes plusieurs fois la parole. Je racontai aux délégués de l'*Arbeiterbund* comme quoi une partie de leurs coreligionnaires, les Grutléens de Neuchâtel, avaient voté pour les conservateurs aux dernières élections : là-dessus Greulich, ne pouvant démentir le fait (une partie des Grutléens présents venaient de s'en glorifier eux-mêmes), déclara que l'alliance avec un parti bourgeois est légitime lorsqu'on n'a pas l'espoir de triompher tout seul, et que les Grutléens de Neuchâtel avaient été parfaitement libres de choisir celui des partis qui leur inspirait le plus de sympathie. Puis, pour faire diversion, Greulich s'avisa de reprocher aux Jurassiens d'être des adversaires de la loi sur les fabriques. Kachelhofer répondit que, bien que membre de la Fédération jurassienne, il était, pour son compte, partisan de cette loi, et qu'il connaissait bon nombre de Jurassiens pensant comme lui. Je dis que, pour moi, j'étais adversaire de la loi ; « mais, ajoutai-je, quoique je ne partage pas sur ce point l'opinion de Kachelhofer, cela ne nous empêche pas d'appartenir tous les deux à la même organisation, parce que nous sommes d'accord sur le but, et que, lorsqu'il y a dissidence sur le choix des moyens, nous pensons qu'il vaut mieux s'éclairer par une discussion amicale que de s'excommunier réciproquement ». Plusieurs délégués firent observer que le langage tenu par les Jurassiens les surprenait beaucoup, et qu'ils s'étaient fait d'eux une tout autre idée : à quoi je répondis que, les délégués de l'*Arbeiterbund* n'ayant connu jusqu'alors les Jurassiens que par les caricatures qu'en avait faites la *Tagwacht*, il était naturel qu'ils éprouvassent un certain étonnement en s'apercevant que les Jurassiens réels étaient bien différents de ce que prétendaient leurs adversaires.

Le résultat du Congrès de l'*Arbeiterbund*, au point de vue de la propagande que cette organisation avait espéré faire à son profit, fut tout à fait négatif, et le *Bulletin* le constata en ces termes :

Depuis des années, l'*Arbeiterbund* s'efforce d'attirer à lui les ouvriers de langue française ; il a créé à Genève, dans ce but, un petit journal que personne ne lit, le *Précurseur* (rédigé en français par un Allemand, J.-Ph. Becker) ; et, parmi les motifs qui avaient fait choisir Neuchâtel pour siège du Congrès de cette année, on avait fait valoir tout spécialement celui-ci, que les ouvriers de langue française feraient ainsi connaissance avec l'*Arbeiterbund*, et que ce serait un puissant moyen de les attirer dans les rangs de cette association.

Eh bien, qu'est-il arrivé ? Le Congrès de Neuchâtel a-t-il réalisé, sur ce point, les espérances qu'on avait manifestées ? Tout au contraire ; et nous avons entendu, de la bouche de nombreux délégués, l'aveu qu'il n'y avait décidément rien à faire pour eux avec l'élément ouvrier de langue française, et que celui-ci, lorsqu'il n'est pas réactionnaire, n'est pas accessible à une autre propagande que celle de l'Internationale.

Tout le monde sait ce que fut le *Seize Mai* : le coup d'État parlementaire de

Mac-Mahon appelant la droite au pouvoir sous les espèces du duc de Broglie, de M. de Fourtou et de M. Numa Baragnon, chargés de « faire marcher la France » ; la Chambre des députés ajournée, puis dissoute, et les Trois cent soixante-trois adressant au pays leur fameux manifeste. « La situation est très tendue, disait notre *Bulletin*, et on s'attend à de graves événements. » Dans le numéro suivant, une lettre datée de Paris, 22 mai, mais écrite en réalité par Brousse, apprécia ainsi l'événement :

« Le maréchal a fait connaître... qu'il revenait à ses premières amours. Il n'en a pas fallu davantage pour faire crouler tout le joli château de cartes parlementaire que ces bons députés avaient si laborieusement édifié, et nous voilà à la veille d'un coup d'Etat probablement orléaniste. Qu'importe, à ceux qui n'ont plus rien à perdre, la chute d'un régime plus odieusement réactionnaire que l'empire auquel il a succédé ! L'expérience aura été faite une bonne fois, et elle aura prouvé, à ceux qui tiennent encore et par-dessus tout à la forme politique de l'Etat, que l'étiquette importe peu à la chose, et que, en dehors des transformations économiques, il n'y a rien à attendre d'un gouvernement, de quelque nom qu'il se décore. »

Depuis quelque temps, les hommes qui avaient réorganisé des sections de l'Internationale en France, et fédéré ces sections entre elles, songeaient à donner un organe à cette Fédération. Le moment était venu où cet organe — un journal qui s'imprimerait en Suisse, et qui pénétrerait en France par des voies clandestines — allait être créé. Pendant les quelques jours de sa convalescence à Neuchâtel, Brousse s'en était entretenu avec Kropotkine et moi. Le 30 avril il écrivait à Kropotkine : « Je vous annonce que la feuille dont je vous ai parlé pour la France commencera à paraître décidément le 13 mai. D'après vos conseils, j'ai proposé aux membres de la Commission fédérale [française] de modifier le titre, et deux d'entre eux se rallient déjà au titre plus simple : *Bulletin de la Fédération française*. Que Pindy, à qui vous pouvez en parler, soit de cet avis, et le changement de titre est chose faite. De plus, on est convenu de vous charger de la rédaction de l'article « bulletin international ». Ce bulletin, qui sera le premier article du journal, doit décrire chaque quinzaine, en deux colonnes au plus, le mouvement ouvrier universel. Votre connaissance de toutes les langues vous rend très propre à cette besogne. »

Au moment où Brousse écrivait ces lignes, le groupe qui fondait la revue mensuelle dont il a été parlé p. 180 venait de lancer le programme de cette publication ; la revue devait s'appeler le *Travailleur*, et s'imprimer chez les Russes du *Rabotnik* sous la direction d'un comité de rédaction composé d'Elisée Reclus, Œlsnitz, Ch. Perron et Joukovsky ; le premier numéro devait paraître le 20 mai. Brousse écrivait à ce propos à Kropotkine, dans cette même lettre du 30 avril : « Vous devez certainement avoir reçu le programme de la *revue*. Je tiens donc à vous faire remarquer surtout un passage qui mérite d'attirer notre attention. Combattre « l'Etat, sous toutes ses formes politiques, juridi- » ques, religieuses, » c'est combattre de nos jours contre des moulins à vent. La forme étatiste qui est aujourd'hui en question, c'est la forme de l'*Etat-services publics*, de l'*Etat administration centralisée*, que De Paepe préconise. Cette forme de l'Etat a été défendue à Lausanne, le 19 mars 1876, par Lefrançais et Joukovsky, et combattue par Reclus et moi. Et de cette forme, pas un mot ! pas le plus petit « etc. » qui nous laisse de l'espoir ! Enfin ne cherchons pas les puces : elles se montreront bien toutes seules, et assez tôt. Appliquons-nous à la feuille française qui va paraître, et tâchons de viser les deux catégories de nos lecteurs : l'étudiant parisien, qui veut de la théorie, et l'ouvrier du Midi, qui erre entre les syndicats, Gambetta, et l'Internationale. »

Dans les premiers jours de mai, Brousse écrit à Kropotkine : « Mon cher, Les hommes de la *revue* se *montent le coup*, ou, en français poli, se trompent : ma conférence à Genève était fixée au 12 mai bien avant qu'ils pensassent à leur tombola : mais elle a été depuis longtemps renvoyée au 26 [1]. Vous pouvez donc

1. De cette conférence, organisée par la Section française de propagande, il a déjà été question ci-dessus, p. 200.

tranquilliser Lenz [1]. D'ailleurs Kahn m'a écrit une lettre échevelée à ce sujet [2], et je lui ai répondu d'être tranquille. Notre journal français paraîtra seulement le 20 [3]; nous n'avons pas encore toutes les adresses. »

Le *Travailleur* parut le 20 mai; le *Bulletin* mentionna son apparition en ces termes : « Le premier numéro du *Travailleur*, revue socialiste mensuelle que nous avions annoncée il y a quelque temps, vient de paraître à Genève : c'est une brochure de 32 pages in-8°, qui contient le programme de la nouvelle revue, un bulletin de la situation, des articles sur la république bourgeoise en France, sur la guerre d'Orient, sur la Hongrie, des correspondances de Paris, de Lyon, de Verviers, de Berlin, de Leipzig, un bulletin bibliographique et une tribune libre. L'adresse de l'administration du *Travailleur* est 26, chemin de Montchoisy, à Genève [4]. »

Le 28 mai, deux jours après la conférence qu'il était allé faire à Genève, Brousse écrivait à Kropotkine :

« J'arrive de Genève, et je m'empresse de vous écrire pour vous prier de rédiger le plus vite possible votre bulletin international, et pour vous donner quelques renseignements qui vous feront plaisir. Samedi soir 26, très bonne soirée : au moins cent cinquante personnes, et public très mélangé ; au fond de la salle, une poignée de grands hommes de la Commune, Avrial, Gaillard et Cie : à droite, une poignée de *nos amis les ennemis*, comme parlait Béranger, parmi lesquels les amateurs de l'administration centrale à la commune pour les services publics, de la participation au vote dans la commune, comme Lefrançais ; tous les autres, bons et braves ouvriers manuels, membres en partie de la Section de propagande. Personne n'a répondu à ma conférence, où cependant, après avoir renversé ce moulin à vent de l'Etat politique, j'ai attaqué de toutes mes forces le fameux *Etat-services publics*, quiproquo sur lequel se fonde le *Travailleur*, comme le prouve la lettre que publie Arthur Arnould.

« Dimanche après-midi, conférence à cinquante paysans français, aux frontières de la Savoie. De leur part, enthousiasme indescriptible.

« Enfin, ce matin lundi, j'ai causé avec deux délégués de la Section de Mâcon. L'un m'a fait l'effet d'être un peu poseur, mais l'autre m'a paru un excellent élément. Après une discussion qui a été assez longue, il a été convenu que l'*Avant-garde* (nom définitivement adopté) paraîtra dimanche prochain. Je me charge de tout le reste du journal, mais, je vous en prie, faites-moi le plus vite que vous pourrez le bulletin international [5].

« Avant de poser la plume, je dois vous dire deux mots de mon attitude en présence de *nos amis les ennemis*, afin qu'une nouvelle calomnie ne s'entasse pas sur les autres. Ralli n'était pas à Genève ; Kahn est venu à ma conférence, et nous nous sommes parlé amicalement ; il m'a demandé une explication pour le dimanche matin vers onze heures ; je la lui ai promise, et je suis allé à cet effet à l'imprimerie, où, devant Lefrançais et Steinberg, nous avons causé de choses et autres. Il me demandait un second rendez-vous pour le soir : mais, devant revenir à onze heures du soir de la frontière française, je n'ai pu le lui promettre.

« Maintenant que vous voilà renseigné, je vous serre cordialement les mains.

« P. Brousse. »

D'Angleterre, les correspondances de Robin ne nous apportaient plus guère

1. Lenz avait quitté la Chaux-de-Fonds pour Genève.

2. Kahn craignait que si la conférence de Brousse avait lieu le 12 mai, elle ne portât préjudice à une tombola annoncée pour ce jour-là par le groupe de la revue.

3. Il ne parut que le 3 juin.

4. C'était l'adresse de l'imprimerie du *Rabotnik*.

5. Kropotkine ne put achever son « bulletin » en temps utile pour le premier numéro de l'*Avant-garde*. Une carte postale de Brousse, du 3 juin, lui dit : « Très bien, le bulletin international ; mais il m'est parvenu trop tard. Le prochain doit être de même longueur à peu près, mais arriver plus tôt. Faites aussi déjà une bonne correspondance d'Allemagne. Je me charge du reste. »

de nouvelles intéressantes. Il nous parlait, faute de mieux, des tricheries des compagnies de chemin de fer: des logements insalubres, à propos desquels « des docteurs philanthropes font de beaux rapports que personne ne lit, et qui n'ont d'autre destination que d'être reliés avec luxe et rangés pour l'éternité dans les bibliothèques officielles » ; des ouvriers agricoles dupés par leur meneur, le pasteur Arch, qui prêchait maintenant la conciliation avec les fermiers, parce que ceux-ci pourraient, par leurs votes, lui permettre d'entrer au Parlement.

En Bohême, à Asch, on signalait un conflit sanglant entre des ouvriers et la police (14 mai): les ouvriers d'une fabrique, auxquels on avait refusé une légère augmentation de salaire, s'étant mis en grève, la gendarmerie apparut, et fit feu à plusieurs reprises sur les grévistes: il y eut un mort et sept blessés.

De Russie, on nous annonçait l'évasion dramatique, d'une prison d'Odessa, du socialiste révolutionnaire Kostourine, qui traversa la ville, le revolver au poing, dans un cabriolet conduit par un camarade, au milieu d'une foule qui n'essaya pas de l'arrêter [1].

On se rappelle la protestation envoyée au *Vorwärts* par treize émigrés russes (voir p. 188) au sujet de la manifestation de Notre-Dame-de-Kazan. Le *Vorwärts* en avait accusé réception le 6 avril, en annonçant qu'il la publierait et la commenterait dans un de ses prochains numéros : mais il ne tint pas sa promesse.

Le *Bulletin* écrivit ce qui suit à ce sujet (27 mai) :

Sept semaines se sont écoulées, et le *Vorwärts*, malgré sa promesse, n'a rien publié. Par contre, il a profité du procès des socialistes de Moscou (voir ci-dessus pages 139-140) pour tâcher de raccommoder les choses sans vouloir convenir de ses torts, et en cherchant à opposer les socialistes récemment condamnés aux travaux forcés pour crime de société secrète et de propagande, à ceux qui ont fait la manifestation de Notre-Dame-de-Kazan. A cet effet, il a publié en feuilleton, sous le titre de : *Une héroïne*, la traduction d'un discours prononcé devant le Sénat, lors du procès des Cinquante, par Sophie Bardina (qui a été condamnée à neuf ans de travaux forcés); et, après avoir fait l'éloge du dévouement de cette jeune femme et de ses co-accusés, il ajoute :

« Nous avons là devant nous une femme qui prend part, avec conviction et avec parfaite conscience de ses actes, au mouvement révolutionnaire actuel. Nous n'avons pas besoin de dire à nos lecteurs qu'une pareille façon d'agir, *en opposition* aux émeutes de la rue (*Strassenkrawallen*) et aux échauffourées à coups de fourches (*Heugabelputsche*), est d'une haute importance. »

Si cette phrase amphigourique veut dire quelque chose, elle doit signifier que Sophie Bardina et ses amis étaient opposés à ce que le *Vorwärts* appelle si noblement les « émeutes de la rue » et les « échauffourées à coups de fourches ».

Or il n'en est rien, et l'opposition que le *Vorwärts* voudrait établir entre les socialistes de Moscou et ceux de Pétersbourg n'existe pas ; les uns et les autres ont le même programme, et les amis des cinquante condamnés de Moscou se sont joints aux amis des manifestants de Pétersbourg pour signer la protestation contre le *Vorwärts*. Bien plus, les statuts du Cercle de Moscou dont Sophie Bardina faisait partie disent expressément que « la

1. Kostourine fut repris un peu plus tard, et figura au procès des Cent-quatre-vingt-treize.

propagande faite par ses membres a pour but de pousser le peuple au mouvement ; que, pendant que les uns feront la propagande dans les campagnes et les fabriques, *d'autres tâcheront d'organiser des bandes armées, pour faire de la propagande armée* ». Nous avons publié dans le *Bulletin* du 6 mai un extrait de ces statuts, où se trouve textuellement ce passage.

On voit que le *Vorwärts* a un nouveau mensonge sur la conscience : mais ses rédacteurs sont devenus si coutumiers du fait, qu'on finira par ne plus y prendre garde.

Le 20 mai, deux Congrès eurent lieu simultanément en Belgique : à Jemappes se réunirent les délégués de la Fédération belge de l'Internationale, à Malines s'assemblèrent des délégués flamands, qui voulaient travailler à la constitution d'un « Parti ouvrier belge ».

Le Congrès de Jemappes s'occupa d'abord du choix de la ville où aurait lieu le Congrès universel des socialistes; le délégué de la fédération de la vallée de la Vesdre proposa Verviers, mais la majorité, par esprit de conciliation, se prononça pour Gand. Une section de Bruxelles avait fait mettre à l'ordre du jour cette question : « De l'attitude de l'Internationale en face du mouvement qui se fait dans le pays » : la résolution prise à ce sujet fut que « l'Internationale appuierait tout mouvement populaire, mais ne ferait pas de politique parlementaire »; et que « la Fédération belge de l'Internationale continuerait d'exister vis-à-vis de l'Union ouvrière socialiste belge ».

Le Congrès flamand de Malines, composé de vingt-huit délégués, fut présidé par Ph. Coenen, d'Anvers. L'ordre du jour portait : « Formation d'un Parti ouvrier belge ». Une discussion s'engagea sur le point de savoir si l'organisation qu'il s'agissait de fonder devait s'appeler *Union ouvrière belge*, comme l'avait décidé le Congrès de Gand, ou *Parti socialiste belge*, comme le demandaient les politiciens flamands. Cette discussion, en apparence insignifiante, avait en réalité une certaine importance : le délégué des Tisserands réunis, De Wachter, dit qu'il avait mandat impératif de voter pour le nom d'*Union*, et il insista pour que ce nom fût conservé, parce qu'il craignait, sans cela, une scission entre Wallons et Flamands. Néanmoins, la majorité du Congrès (14 délégués) se prononça en faveur du nom de *Parti*. Il y avait évidemment un mot d'ordre auquel on obéissait [1]. Un télégramme fut reçu du Congrès de l'*Arbeiterbund* suisse, réuni au même moment à Neuchâtel ; il disait : « Frères, nous saluons la constitution du Parti socialiste dans la Belgique flamande ». Un projet de statuts pour le Parti socialiste belge fut discuté et adopté, et les Flamands s'engagèrent à le défendre au Congrès qui devait se réunir à Bruxelles en juin [2].

A la fin de mai, nous recevions la lettre suivante :

Prisons de Patras, 15/27 mai 1877.

A la rédaction du *Bulletin*.

Les suivants : Denys Ambelikopoulo, Constantin Bobotis, Alexandre Efmorphopoulo, Constantin A. Grimani, nous sommes en prison à cause

1. En 1876, comme on l'a vu p. 50, s'était constitué aux Etats-Unis, pour remplacer l'Internationale morte entre les mains de Sorge, un « Parti ouvrier des Etats-Unis » (*Arbeiterpartei der Vereinigten Staaten*); depuis 1875 il y avait en Allemagne un « Parti ouvrier socialiste allemand », et sur ce modèle « on » voulait organiser en Belgique — comme « on » l'avait fait en Portugal, en Suisse, en Hollande — un « Parti ouvrier belge » destiné à absorber ou à supplanter l'Internationale.

2. Dans son livre *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique*, Louis Bertrand, qui donne des détails parfois minutieux sur les années 1876, 1877 et 1878, ne mentionne pas le Congrès flamand de Malines. Pourquoi ?

de la publication du premier numéro de notre journal *Helliniki Dimokratia* (Ἑλληνικὴ Δημοκρατία), duquel vous recevrez un exemplaire.

Salut et solidarité. Constantin A. GRIMANI.

En publiant cette lettre, le *Bulletin* ajouta :

« Nous avons reçu effectivement le premier numéro de l'*Helliniki Dimokrati* (la *Démocratie hellène*). Ce numéro contient le programme de l'Union démocratique du peuple, que nous avons déjà reproduit (p. 192); une adresse de l'Union démocratique au peuple grec, au sujet de la question d'Orient; quelques nouvelles locales; un article sur la Commune de Paris; et le compte-rendu, d'après les nouvelles données par le *Bulletin*, de la tentative insurrectionnelle de Cafiero et de ses amis.

« Le gouvernement grec a vu dans cette publication un péril pour l'ordre social, et a emprisonné les rédacteurs de la *Démocratie hellène*. A merveille; il les jette, qu'ils l'aient désiré ou non, dans la voie révolutionnaire. Nous envoyons, pour notre part, l'expression de notre plus chaleureuse sympathie aux hommes courageux qui les premiers, au sein du peuple hellène, ont levé le drapeau du socialisme moderne. »

Je reviens au Jura.

Le *Bulletin* du 20 mai publia l'avis suivant : « Fédération du district de Courtelary. Séance d'études et de discussion, mercredi 23 courant. Ordre du jour: *La fusion des deux fédérations.* » Cette fusion, déjà votée en principe à la fin de 1876 par l'assemblée générale, de l'ancienne fédération, qui s'était prononcée pour l'adhésion à l'Internationale (voir p. 80), allait devenir une réalité; elle s'accomplit, comme on le verra, le 30 juin 1877.

Le 27 mai, la Section française de propagande de Genève adressait au Comité fédéral jurassien une lettre où on lisait : « En présence des attaques multiples dont la Fédération jurassienne est l'objet, persuadée en outre que l'isolement est toujours mauvais, la Section de propagande de Genève a décidé, dans sa séance du 14 mai, de vous demander son admission dans la Fédération jurassienne. Nous venons vous communiquer cette décision, en vous annonçant en même temps que la Section s'est reconstituée à nouveau. Vous connaissez du reste ses principes : elle est anarchiste révolutionnaire depuis sa fondation. — La Commission de correspondance : Jules MONTELS, A. GETTI, ROUCHY, Charles VAN WOUTERGHEM. »

Un correspondant de Genève (c'était Montels) nous écrivit que la conférence de Brousse, du 26 mai, sur *l'Etat et l'anarchie*, avait eu un grand succès : « La soirée a été magnifique; la salle était comble. Il y a un réveil marqué parmi les ouvriers du bâtiment, qui, dans les belles années 1867-1869, formaient l'élément révolutionnaire dans l'Internationale genevoise. Cent numéros du *Bulletin*, qui avaient été envoyés pour être vendus dans l'auditoire, ont été enlevés, et on en aurait vendu bien davantage s'il y en avait eu. La tombola qui a suivi la conférence a été très fructueuse. Elle nous permettra de faire venir le samedi 9 juin le compagnon Costa, pour nous donner une conférence en français sur ce sujet : *la Propagande par le Fait* [1]. Nous profiterons de la circonstance pour réunir le lendemain tous les ouvriers italiens qui travaillent dans les ateliers et chantiers de notre ville, et nous espérons pouvoir vous annoncer sous peu que Genève possède sa Section de langue italienne. »

L'*Arbeiter-Zeitung*, à Berne, continuait sa propagande ; les lettres de Brousse à Kropotkine montrent que ce dernier en était devenu un collaborateur actif. Les articles rédigés en français étaient traduits en allemand par Emile Werner; et, lorsque le journal manquait d'argent, c'était la dévouée Mlle Landsberg qui en fournissait; elle avait recours, pour ces opérations financières, à Charles Beslay, qui l'aidait à négocier des billets (c'est de lui que je le tiens), et qui,

1. C'est la première fois que cette expression, toute nouvelle, apparaît dans un journal.

secouant la tête, lui répétait à chaque fois : « Mon enfant, vous avez tort : vous mourrez sur la paille ». Les ouvriers allemands qui se groupaient autour de l'*Arbeiter-Zeitung* voulaient se constituer en un parti nouveau, nettement distinct de la *Sozialdemokratische Arbeiter-Partei* d'Allemagne ; dans le courant d'avril ils élaborèrent, de concert avec Kropotkine, les statuts de ce parti ; Kropotkine fut chargé de mettre les idées communes par écrit, et il rédigea un projet qu'il envoya à Berne à la fin d'avril. Brousse lui écrit à ce propos, le 1er mai : « En ce qui concerne le programme du parti nouveau allemand, je l'étudierai avec soin, mais la chose me sera impossible avant deux ou trois jours. Au moment où je trace ces lignes, nous recevons à ce sujet une lettre de Reinsdorf [1], que Landsberg trouve bonne et qu'elle va vous envoyer dès qu'elle m'en aura traduit le contenu. » Werner écrit à Kropotkine, le 1 mai (en allemand) : « J'ai reçu votre lettre du 28 avril ; Rinke et moi nous nous sommes entendus pour partir ensemble dimanche par le premier train. Rinke voudrait que l'assemblée pût avoir lieu le dimanche après-midi, pour qu'il pût rentrer le même soir, car la semaine prochaine le jeudi est encore un jour férié (l'Ascension), et il est un peu pressé par le travail... Quant au projet envoyé par vous, je ne l'ai pas encore vu ; j'espère pouvoir le lire et le discuter avec Rinke avant dimanche... En ce qui concerne le nom, il me semble que « Parti anarchiste communiste de langue allemande » (*anarchische kommunistische Partei deutscher Sprache*) vaudrait mieux que « Parti anarchiste communiste allemand » (*deutsche anarchische kommunistische Partei*), parce que cette dernière expression semble enfermer le parti dans les frontières d'une nationalité politique, ce que je trouve fâcheux. » Une fois que le projet eut été adopté par les initiateurs, on l'imprima en une feuille volante (dont je possède un exemplaire), sous le titre de *Statuten der deutschredenden anarchisch-kommunistischen Partei* ; il comprend huit articles, dont le premier est ainsi conçu (je traduis) : « Pour réunir les éléments épars, de langue allemande, qui reconnaissent le principe anarchiste-communiste, il est fondé un *Parti anarchiste-communiste de langue allemande*, qui appartient à l'Association internationale des travailleurs ». Un bureau de correspondance, formé de trois membres élus chaque année par les membres du parti, devait faciliter les relations entre les adhérents.

Le Congrès du Parti socialiste allemand, je l'ai dit, devait s'ouvrir à Gotha le 26 mai. Brousse et ses camarades allemands avaient engagé Reinsdorf à s'y rendre ; dans une lettre à Kropotkine, écrite le 22 mai, Brousse dit : « J'ai écrit à Reinsdorf en lui envoyant cinquante francs et en lui faisant un devoir d'aller à Gotha. Après tout, il a assez voyagé par caprice pour qu'une fois par hasard il perde son travail et voyage pour la cause. » Le 23, Brousse récrit : « Reinsdorf écrit qu'il ne peut pas aller à Gotha. C'est déplorable ! la seule occasion où nous pouvions nous créer des aboutissants dans le parti opposé aux autoritaires allemands ! Ne connaîtriez-vous aucun Russe en Allemagne qui pût *relativement* faire notre affaire ? » Nous eûmes un correspondant (j'ai oublié qui c'était) qui assista au Congrès et nous fit part de ses impressions. A propos d'une discussion sur les *agitateurs* (propagandistes) salariés par le Parti, ce correspondant écrivait : « Le délégué Hartmann a dit entre autres que beaucoup d'*agitateurs*, qui reçoivent un salaire de deux thalers et demi (9 fr. 35) par jour, ne veulent pas, pour ce prix, aller parler dans des réunions en dehors de leur circonscription électorale ; si on veut obtenir d'eux ce service, ils réclament alors trois thalers (11 fr. 25) par jour. Les questions de personnes et d'argent jouent dans cette affaire un rôle prépondérant. » Plus loin, il notait ce détail : « Lecture est faite d'une adresse de Bruxelles, signée de De Paepe et d'un autre ; elle déclare qu'il y a entente complète, tant sur la tactique que sur les principes, entre les signataires et le parti socialiste d'Allemagne ». — Il y eut un incident Engels-Dühring : Engels avait commencé dans le *Vorwärts* la publication d'une série d'articles contre Dühring et sa doctrine, « articles à la fois pédantesques et injurieux, inintelligibles pour l'immense majorité des

1. Reinsdorf avait quitté la Suisse et était rentré en Allemagne.

lecteurs du journal ». Or, dit le *Bulletin* dans son compte-rendu du Congrès, « malgré le culte que l'on professe généralement parmi les socialistes allemands pour Engels et Marx, malgré l'esprit de discipline inculqué au parti, il se trouva que les articles en question déplurent à beaucoup, et qu'on se promit de profiter de l'occasion du Congrès pour manifester son mécontentement ». Most et Vahlteich demandèrent que le *Vorwarts* ne continuât pas à publier les articles d'Engels : Vahlteich dit : « La façon en laquelle Engels endoctrine son monde est très indigeste pour la plus grande partie des lecteurs socialistes [1]. Marx et Engels ont rendu beaucoup de services au socialisme, et il faut espérer qu'ils lui en rendront encore ; mais on doit en dire autant de Dühring ; toutes les forces diverses doivent être également employées dans l'intérêt du parti. Mais quand les professeurs se querellent, le *Vorwärts* n'est pas l'arène où de pareils débats doivent être vidés. » Tout ce que Bebel et Liebknecht purent obtenir, c'est que la suite des articles d'Engels serait publiée en brochure. « Ce vote, dit le *Bulletin*, a été un échec pour la coterie marxiste. Tout en défendant les articles d'Engels en principe, Bebel et Liebknecht n'ont pu tenir tête au courant qui en exigeait la disparition des colonnes du *Vorwärts*, et ils ont dû céder sur ce point. » — Il y eut aussi un incident Hasselmann. Cet ancien lassallien avait été le rédacteur du *Neuer Sozial-Demokrat*, et maintenant il publiait à Barmen une brochure périodique intitulée le *Drapeau rouge*, qui servait de supplément à la *Bergische Volksstimme* (l'un des organes du parti, rédigé par Hasselmann), au succès de laquelle ce supplément contribuait beaucoup. Certaines personnes reprochaient au *Drapeau rouge* de « flatter les mains calleuses » et de les « exciter contre les intellectuels ». Hasselmann plaida sa cause avec beaucoup de fermeté ; mais il ne put empêcher le Congrès d'adopter une résolution présentée par Bebel, et ainsi conçue : « Dès que la *Bergische Volksstimme* sera en état de faire ses frais toute seule, M. Hasselmann sera tenu de renoncer à la publication du *Drapeau rouge* ».

Le Congrès décida d'envoyer un délégué au Congrès universel des socialistes qui devait se tenir en Belgique, en remettant le choix de ce délégué au Comité central électoral. Liebknecht, à ce sujet, prit la parole en ces termes :

« Je prie le Comité central d'agir avec beaucoup de circonspection dans le choix d'un délégué : car je crains que le parti bakouniste et anarchiste, qui en ce moment se manifeste de nouveau avec force, ne domine dans le Congrès en question. *Dans ce cas, le Congrès ne pourrait que nuire au mouvement ouvrier général.* »

En rapportant ces mots, le *Bulletin* les fit suivre de ce commentaire :

Personne n'a répondu à Liebknecht, en sorte que ces paroles doivent être regardées comme l'expression des sentiments du Congrès de Gotha.

Cela ne ressemble guère à ce que nous écrivait ce même Liebknecht, il n'y a pas encore un an, au nom du Congrès des socialistes allemands tenu également à Gotha cette année-là. Dans cette lettre, que le *Bulletin* a publiée, Liebknecht disait : « Chers compagnons, le Congrès des socialistes allemands m'a chargé de vous exprimer sa joie de ce que le Congrès de la Fédération jurassienne se soit prononcé en faveur de l'union de tous les socialistes ».

Autre temps, autre tactique, autre langage.

1. Voilà une appréciation qui diffère un peu de celle qui a officiellement cours aujourd'hui dans la *Sozial Demokratie* allemande, et dont voici un échantillon (F. Mehring) : « Cet écrit d'Engels a, dans une forme d'une incomparable maîtrise, ouvert au prolétariat allemand, puis au prolétariat international, la compréhension du communisme scientifique ; toute une littérature en est sortie et procède de lui ». Hélas

Des conférences furent faites, en allemand, à la Chaux-de-Fonds, le 29 mai, et à Saint-Imier le 30 mai, par Kachelhofer, sur le programme et la tactique de l'Internationale. Ses auditeurs de langue allemande l'écoutèrent avec beaucoup d'attention, et ne lui ménagèrent pas les applaudissements ; à la Chaux-de-Fonds, l'un d'eux prit la parole pour exprimer ses sympathies envers les Jurassiens, et pour protester contre la manière d'agir du comité d'organisation de la manifestation de Zurich et contre la résolution prise au Congrès de Neuchâtel d'exclure de l'*Arbeiterbund* les membres de l'Internationale.

Une Section de l'Internationale se fonda à la fin de mai à Fleurier (Val de Travers), et fit adhésion à la Fédération jurassienne.

Je dois signaler un article écrit par Kropotkine pour le *Bulletin* (10 juin), dans lequel il citait l'opinion d'un journal socialiste américain, le *Labour Standard* de New York, sur les lois de réforme ouvrière. Une loi votée par le Congrès des États-Unis avait réduit à huit heures la journée de travail dans tous les ateliers de l'État ; mais la Cour suprême retira par un simple arrêt l'autorité de cet acte législatif, en décidant que la loi des huit heures n'était qu'un *avis* donné par le gouvernement à ses agents, et qu'elle ne devait nullement empêcher ceux-ci de contracter des engagements aux termes desquels la journée de travail serait de plus ou de moins de huit heures :

« Ceci, dit le *Labour Standard*, apprendra aux ouvriers à ne pas se fier au Congrès, et à n'avoir confiance que dans leurs propres efforts. *Aucune loi du Congrès ne saurait être d'aucune utilité pour l'ouvrier, s'il n'est pas organisé pour pouvoir l'imposer de force.* Et, si les ouvriers sont assez forts pour faire cela, s'ils arrivent à constituer solidement la fédération de leurs organisations de métiers, alors ils pourront non-seulement forcer les faiseurs de lois à faire des lois efficaces sur les heures de travail, sur l'inspection, etc., *mais ils pourront alors faire la loi eux-mêmes, en décidant que désormais aucun ouvrier du pays ne travaillera plus de huit heures par jour*[1]. »

C'est le bon sens pratique d'un Américain qui dit cela, et il a raison. Mais alors l'ouvrier — et c'est ce que le journal américain oublie de dire — imposerait encore autre chose que la journée de huit heures : il imposerait l'article du programme du parti ouvrier américain qui dit : « Nous exigeons que tous les instruments de travail (terre, machines, chemins de fer, télégraphes, canaux, etc.) deviennent la propriété commune de tout le peuple », article que les chefs du parti américain, absorbés par leur propagande pour les buts soi-disant pratiques, commencent déjà à oublier, comme a oublié la partie révolutionnaire de son programme le parti ci-devant socialiste allemand.

Dans les premiers jours de juin, grâce à la propagande faite par Costa parmi les ouvriers italiens travaillant à Berne, il se reconstitua dans cette ville une Section de langue italienne[2].

De la conférence faite par Costa le 9 juin à Genève, le correspondant genevois du *Bulletin* n'a malheureusement pas rendu compte ; il s'est borné à cette mention : « Le compagnon Costa a admirablement développé son sujet, *la Propagande par le fait*. Cette conférence, spirituellement et humoristiquement faite (en français), est une des meilleures que nous ayons jamais entendues. »

1. A rapprocher des articles du *Bulletin* du 1er novembre 1874 et 28 février 1875, t. III, pages 247 et 276.

2. Je me rappelle que, me trouvant de passage à Berne, j'assistai à l'une de ces réunions où Costa adressait aux ouvriers italiens des harangues enflammées, et que je me sentis très remué par sa parole entraînante.

Le premier numéro de l'*Avant-Garde* venait de paraître [1]. Brousse rendit compte en ces termes à Kropotkine, le 8 juin, des impressions qui lui avaient été communiquées : « De ce numéro, Guillaume très content ; Costa trouve pas assez vif ; Montels, Dumartheray très contents ; Lenz comme ci comme ça, il me semble. Des autres, pas de nouvelles encore. »

Le *Mirabeau*, qui subissait alternativement l'influence de nos amis et celle de nos adversaires, avait accueilli et publié, vers le milieu de mai, une correspondance de Malon, dictée par la haine, calomnieuse et injurieuse pour nos amis italiens emprisonnés. Costa, indigné, rédigea une réponse, et Brousse s'adressa à Kropotkine pour l'inviter à obtenir du *Mirabeau* qu'il l'insérât : « Costa vous supplie, lui écrivit-il (22 mai), de faire tous vos efforts pour que la correspondance ci-jointe paraisse au *Mirabeau*. Si elle n'y paraît pas, nous la ferons insérer dans le *Bulletin*. » Kropotkine écrivit à Fluse, et le *Mirabeau* s'exécuta. Là-dessus, grande colère de Malon, qui envoya une nouvelle correspondance au journal de Verviers. Costa répliqua de nouveau, et ce fut lui, comme on le verra (pages 214 et 251), qui eut le dernier mot.

Le Congrès de Bruxelles eut lieu le 3 juin. Il comptait quatre-vingt-huit délégués représentant douze villes, et fut présidé par Fluse, de Verviers. Les Flamands furent battus : le Congrès refusa d'adhérer au Parti démocrate-socialiste fondé à Malines, et décida de maintenir le vote du Congrès de Gand, laissant aux associations ouvrières affiliées à l'Union ouvrière socialiste belge la latitude de prendre ou de ne pas prendre part à l'agitation politique. La Chambre du travail de Bruxelles fut chargée de préparer, en opposition au projet de statuts élaboré à Malines, un contre-projet, qui serait présenté à un nouveau Congrès à convoquer avant la fin de l'année. — Mais, comme on le verra, le Congrès projeté ne devait pas avoir lieu, les Flamands ayant décidé de maintenir leur organisation particulière.

Le pauvre Albagés (Albarracin), Espagnol de descendance mauresque, habitué à l'ardent soleil de Valencia, avait beaucoup souffert des rigueurs de l'hiver à la Chaux-de-Fonds ; et maintenant que le printemps était revenu, les travaux pour lesquels il avait été embauché étant terminés, l'entrepreneur Darbre ne pouvait plus l'occuper. Il chercha inutilement de l'ouvrage comme plâtrier-peintre dans d'autres villes, en particulier à Berne (les lettres de Brousse parlent de ses démarches). Nous convînmes alors que le mieux pour lui serait qu'il retournât en Espagne, et nous engageâmes nos amis de Barcelone à le rappeler : ils lui écrivirent, et, pour le décider, lui parlèrent d'un mouvement qui se préparait. Albagés crut découvrir une contradiction entre deux lettres qu'il avait reçues : il me les communiqua, ainsi qu'une lettre qu'il écrivait à Barcelone et qu'il me priait de faire parvenir à destination, en y joignant un mot. Je savais — et pour cause — que la contradiction dont parlait Albagés n'existait nullement, et que ses amis espagnols tenaient très sérieusement à ce qu'il revînt. Kropotkine, averti du projet de départ d'Albagés, s'enflamma aussitôt à l'idée qu'on allait peut-être se battre là-bas, et m'annonça qu'il voulait partir aussi pour l'Espagne ; je lui écrivis la lettre suivante pour le dissuader (3 juin) :

« Mon cher ami, j'ai déjà répondu à Albagés, en lui disant que je ne découvrais pas dans les deux lettres d'Espagne les contradictions qu'il y voyait ; que, s'il veut partir, il doit partir tout de suite ; et, par conséquent, je n'ai pas expédié sa lettre à Barcelone.

« Quant à vous, je pense que, ne parlant pas l'espagnol, vous ne pourriez rendre des services que comme combattant : or, ils n'en sont pas à avoir besoin d'un fusil de plus ; sans cela, ce ne serait pas la peine de commencer. Mon avis est donc que vous n'y alliez pas. La France est le seul pays où des éléments révolutionnaires étrangers puissent rendre réellement des services.

1. Le journal s'imprimait, au début, à Berne, chez Lang, qui imprimait également l'*Arbeiter-Zeitung*. Plus tard, il s'imprima chez Courvoisier, à la Chaux-de-Fonds.

« En restant ici, vous nous aidez à lutter contre un ennemi tout aussi dangereux que le gouvernement espagnol : — contre l'intrigue marxiste.

« Naturellement, la décision vous appartient ; mais mon idée est que, pendant que vous restez en Occident, vous devriez vous occuper essentiellement de propagande et d'organisation ; si vous voulez vous battre, vous avez un champ de bataille plus convenable que l'Espagne... alors rentrez en Russie et formez-y une bande.

« Malatesta vient de me faire parvenir hier, par une voie sûre, un récit de leur expédition et de leur arrestation. Ce récit paraîtra ces jours au *Bulletin*. En attendant, je vous en extrais la fin ; le mystère de leur arrestation sans combat se trouve enfin expliqué : [illegible] en commençant. L'eau et la neige nous ont [illegible] tés » [illegible] suit la traduction de tout le passage [illegible] de Malatesta se terminant ainsi : ... « nos armes n'auraient pas pu [illegible] fournaise. Maintenant nous sommes en prison, etc. » Voir à la page suivante.

« Salut cordial. J. Guillaume. 3 juin 1877. »

Le *Bulletin* du 10 juin publia en effet, sous la rubrique *Italie*, ce qui suit :

Nous avions été jusqu'à présent sans aucune nouvelle directe de la tentative révolutionnaire faite par une trentaine d'internationaux (Cafiero, Malatesta, etc.) dans le Bénévent. Enfin nous venons de recevoir des renseignements authentiques et dignes de foi. La Commission de correspondance de la Fédération italienne nous adresse le récit suivant recueilli de la bouche de l'un des insurgés [1]. Nous le reproduisons, en conservant les termes mêmes employés par le narrateur [2] :

« Mille causes ont concouru à notre insuccès ; mais plus que toutes les autres, deux y ont contribué tout particulièrement : 1° le fait de n'avoir pas eu le temps de compléter notre organisation ; 2° la mauvaise saison, la neige et la pluie qui nous ont paralysés.

« En effet, il n'était encore arrivé qu'un quart à peine des amis que nous attendions, lorsque la troupe, précédée d'une avant-garde de carabiniers, vint pour nous surprendre [3] : nous fûmes obligés de gagner les montagnes sans attendre les autres. C'était de nuit ; le lendemain matin, nous apprîmes par des paysans que, dans une rencontre survenue pendant la nuit, deux carabiniers avaient été blessés. Quelques amis, par un heureux hasard, réussirent encore à nous rejoindre ; mais ils étaient sans armes, et nous dûmes partager avec eux celles que nous avions. Nous sommes restés en campagne six jours, et nous avons fait le plus de propagande possible. Nous sommes entrés dans deux communes [4] : nous y avons brûlé les archives, les registres d'impôt, et tous les papiers officiels sur lesquels nous avons pu mettre la main ; nous avons distribué au peuple les fusils (hors d'usage, il est vrai) de l'ex-garde nationale, les haches séquestrées aux paysans pendant

1. La Commission de correspondance était composée (voir p. 68, note 1) de Cafiero, de Grassi, et de Pezzi. Cafiero et Grassi étaient en prison tous les deux, le premier à Santa Maria Capua Vetere, le second à Bénévent, où étaient détenus les huit internationaux arrêtés à Solopaca et à Pontelandolfo. C'était Pezzi qui m'avait envoyé la lettre de Malatesta.

2. Des copies de cette lettre de Malatesta furent envoyées, par les soins de Pezzi, aux diverses Fédérations régionales de l'Internationale, ainsi qu'aux fédérations de l'Italie. Le texte italien de la lettre a été réimprimé par Alfredo Angiolini dans son ouvrage *Cinquant'anni di socialismo in Italia*, 2e édition, p. 94.

3. A San Lupo, près Cerreto (province de Bénévent), le soir du 5 avril.

4. Le 8, après avoir gagné la province de Caserte.

une longue série d'années en punition de délits forestiers, et le peu d'argent que nous avons trouvé dans la caisse du receveur d'une de ces communes. Nous avons brisé le compteur mécanique de l'impôt sur la mouture; après quoi nous avons expliqué au peuple, qui s'était réuni enthousiasmé sur la place, nos principes, qui furent accueillis avec la plus grande sympathie. Nous n'avons pu faire davantage, faute de temps et faute des forces nécessaires : Nicotera avait lancé contre nous tout un corps d'armée, qui a fait tous ses efforts pour nous enfermer dans un cercle de fer. Nous avions foi dans les instincts populaires et dans le développement de la révolution; et nos espérances n'eussent pas été déçues, si nous avions réussi à tenir la campagne pendant quelques mois.

« Le peuple des campagnes nous a témoigné une vive sympathie, malgré que nos paysans aient été rendus défiants par les mille tromperies dont ils ont été victimes de tout temps. Déjà la fermentation commençait à se manifester : une commune d'une certaine importance avait été envahie par les paysans aux cris de : « Nous voulons du pain et de l'argent », et on leur en a donné : dans d'autres communes on criait : « Le temps des *signori* » est fini, celui des pauvres commence ». De l'aveu des journaux du gouvernement eux-mêmes, dans les deux provinces qui ont été le champ d'action de notre bande, il est resté des traces profondes de commotion sociale. Le peuple de Letino et de Gallo (les deux communes que nous avons occupées), invité par nous à mettre en commun les propriétés, l'aurait fait de grand cœur : « Mais », nous a-t-on répondu, « la commune n'est pas en état de » se défendre, la révolution ne s'est pas encore propagée sur une assez » grande échelle : demain la troupe viendrait nous massacrer, » etc. Et nous ne pouvions pas leur donner tort.

« Plusieurs fois nous nous sommes trouvés à la portée des soldats; mais ils n'ont jamais osé nous attaquer sur les montagnes.

« Finalement, comme je le disais en commençant, l'eau et la neige nous ont perdus. Nous étions cernés de toutes parts : une seule voie de retraite sûre nous restait : c'était par une montagne très élevée et couverte de neige; après l'avoir franchie, nous nous serions trouvés dans une autre province [1], où le gouvernement ne s'attendait probablement pas du tout à nous voir paraître. Nous cheminions sous la pluie depuis le matin; vers le soir, nous arrivâmes au pied de cette montagne et il pleuvait toujours; nous montons pendant une heure, avec de la neige jusqu'aux genoux, et il pleuvait toujours : notre guide ne connaissait pas bien la montagne; les moins robustes d'entre nous commençaient à rester en arrière; puis il y en eut qui déclarèrent qu'il leur était impossible de faire un pas de plus [2]. Là-dessus, la neige se met à tomber; nous sommes forcés de revenir sur nos pas et d'entrer dans une bergerie (*masseria*) pour nous refaire un peu. Nous étions tout ruisselants d'eau; et ce qu'il y a de pis, nos fusils et nos munitions ruisselaient d'eau également. Que nous ayons été trahis ou non,

1. La province de Campobasso, l'ancien *Samnium*.
2. Le jeune comte Francesco Ginnasi, d'Imola, un étudiant de dix-huit ans, d'une santé délicate, à bout de forces, et qu'on fut obligé un moment de porter, suppliait ses camarades de le tuer pour se débarrasser d'un fardeau qui gênait leur marche.

la troupe arrive, et nous fait prisonniers sans que nous ayons pu faire une seule décharge : nos armes n'auraient pas pris feu même dans une fournaise ardente [1].

« A cette heure nous sommes en prison. Il paraît qu'on veut nous faire promptement notre procès : et nous nous en promettons beaucoup de bien et une grande propagande. Nous avons déjà déclaré au juge d'instruction que nous avions pris les armes pour provoquer la révolution. »

Ainsi s'explique enfin le mystère de ce dénouement qui paraissait si singulier. On se demandait comment les insurgés avaient pu se rendre sans combat, puisqu'ils étaient armés : et, d'autre part, on se disait que si leur attitude avait témoigné d'un manque de bravoure, les journaux bourgeois n'auraient pas manqué d'exploiter cette circonstance ; or, la presse n'avait rien dit, et s'était bornée à rapporter l'arrestation, sans donner de détails, et sans faire de commentaires. Maintenant nous savons la vérité : si la bande internationaliste, qui était composée en majorité d'hommes familiers avec la guerre et ayant déjà fait leurs preuves sur plusieurs champs de bataille, ne s'est pas servie de ses armes contre la troupe, c'est que *ses armes étaient hors de service ainsi que ses munitions*. Nous n'avons jamais, quant à nous, douté de nos amis : et nous savions d'avance que, lorsque la lumière se ferait sur les circonstances de leur arrestation, leur honneur en sortirait sain et sauf.

Le procès, qui ne se fera pas attendre longtemps, nous en apprendra encore davantage, et nous sommes certains que l'attitude des insurgés devant la justice bourgeoise ne démentira pas le caractère digne et résolu que nous leur connaissons.

Un certain nombre de républicains d'Italie, nous écrit-on, ont fait parvenir de l'argent à la prison de Santa Maria Capua Vetere, à titre de secours pour les plus pauvres parmi les détenus socialistes. Les prisonniers, d'un commun accord, ont refusé cet argent, en répondant aux donateurs, par une lettre très polie, qu'ils ne pourraient accepter de dons que comme témoignage de complète solidarité envers leurs principes et leurs actes, chose qui ne pouvait être le cas de la part de républicains bourgeois.

La circulaire de la Commission de correspondance de la Fédération italienne, qui accompagne le récit traduit ci-dessus, se termine par ces paroles que nous nous faisons un devoir de reproduire :

« Et maintenant, amis, que vous avez lu le récit véridique des faits, quel jugement porterez-vous sur ceux qui n'ont pas eu honte de crier haro sur des hommes qui ne pouvaient répondre ?

1. Voici quelques détails complémentaires, que m'a donnés Malatesta en 1907 : La bande employa les journées des vendredi et samedi 6 et 7 avril à se rendre de San Lupo (province de Bénévent) dans la région située au sud des montagnes du Matèse (province de Caserte) ; le dimanche 8, elle envahit les communes de Letino et de Gallo ; le lundi et le mardi 9 et 10, elle tenta vainement d'entrer dans d'autres communes : elle les trouva toutes occupées militairement : le mardi soir, ses provisions étant épuisées, elle voulut acheter des vivres dans la ville de Venafro : mais les soldats donnèrent l'alerte, et poursuivirent la bande jusqu'à un bois où elle put s'enfoncer. Toute la journée du mercredi 11 fut employée à une longue marche sous la pluie et la neige ; et la surprise de la bande, harassée, dans la *masseria* où elle avait cherché un abri, eut lieu dans la nuit du mercredi 11 au jeudi 12 : deux des insurgés réussirent à s'échapper, mais furent arrêtés peu de temps après.

« Quel jugement porterez-vous sur ces journaux qui pourtant se disent socialistes, et qui n'ont eu que des injures pour nous, bien que leurs rédacteurs, présents au Congrès de Berne l'an dernier, eussent promis d'appuyer et de seconder les efforts qui seraient faits dans chaque pays, soit pour propager nos idées, soit pour nous émanciper effectivement [1] ?

Voilà donc les preuves de solidarité qu'ils nous donnent !

Est-ce là la conduite qu'ils devaient tenir à notre égard ?

Non.

Chaque fois qu'eux, par l'emploi de moyens qui ne sont pas les nôtres, ont remporté quelque succès ou ont tenté quelque expérience, nous en avons parlé toujours avec respect et avec sympathie : jamais, nous pouvons le dire, nous ne les avons ridiculisés ou traités avec mépris.

« Et eux ? Ouvrez le *Vorwärts*, la *Tagwacht*, le *Mirabeau* [2], le *Radical*, et vous verrez. Des journaux italiens, nous n'en parlons pas.

« Mais jetons un voile sur toutes ces misères, et espérons que l'avenir nous apportera des choses meilleures.

« En attendant, compagnons, que ni les persécutions du gouvernement ne puissent vous lasser, ni les ruses des adversaires vous abuser. Peuple, restons avec le peuple; révolutionnaires, soyons fidèles à la révolution. L'Internationale est mise au ban de l'Europe officielle et officieuse : Vive l'Internationale ! »

Le numéro suivant du *Bulletin* (17 juin) contient cet entrefilet :

Le *Vorwärts* a fini par s'exécuter, et par reconnaître publiquement que le dernier mouvement révolutionnaire italien n'était pas l'œuvre de la police, comme il l'avait fait croire à ses lecteurs. Il est vrai que c'est de bien mauvaise grâce qu'il fait amende honorable, et il a soin de prétendre à cette occasion, en s'appuyant sur le *Povero* de Palerme et sur une correspondance du *Mirabeau*, qu'il existe en Italie de nombreuses fédérations, telles que la vénitienne, la napolitaine, la sicilienne, la ligurienne, l'émilienne, qui sont hostiles à la « *prétendue* » Fédération italienne. Costa a déjà, dans sa réponse au correspondant du *Mirabeau*, réduit à sa juste valeur cette affirmation absurde, « qui ferait rire les pierres », pour employer son expression.

Nous ne nous amuserons pas à chercher à démontrer au *Vorwärts* que les renseignements qu'on lui fournit sur l'Italie sont fantastiques. Un journal dont les rédacteurs en sont encore à se figurer que le mouvement insurrectionnel tenté à Letino, à quelques lieues de Naples, par Cafiero et ses amis, a eu lieu *en Romagne* (!), nous paraît destiné à gober toutes les bourdes que des correspondants sans scrupules trouveront bon de lui faire avaler, — et qu'il trouvera lui-même utile à sa cause de paraître prendre au sérieux.

Autre entrefilet du *Bulletin* (24 juin) :

1. Rapprocher ce passage de la circulaire, et ceux qui suivent, de l'article du *Bulletin* du 13 mai 1877 (voir pages 195-196).

2. On a vu que le *Mirabeau* avait publié une correspondance injurieuse de Malon; mais il venait d'insérer une réponse de Costa.

Un des rédacteurs du *Radical* de Paris (sans doute M. Jules Guesde) attaque de nouveau ceux de nos amis italiens qui sont actuellement détenus à la suite du mouvement révolutionnaire de la province de Bénévent. Sous prétexte de citer une récente circulaire de la Commission de correspondance reproduite par nous il y a quinze jours, il la tronque perfidement, et fait preuve, envers des hommes dont tout le tort est de ne pas appartenir à la coterie doctrinaire Guesde-Malon-Bignami, d'une malveillance qui n'a d'égale que son ignorance profonde des conditions réelles du socialisme populaire en Italie.

Nous n'engagerons pas avec l'écrivain du *Radical* une polémique qui serait dépourvue d'intérêt pour nos lecteurs : un socialiste italien se chargera de répondre, dans les colonnes même du journal parisien, aux déloyales attaques de ce jésuitique adversaire.

Enfin, dans le numéro du 1er juillet, dernier entrefilet relatif au *Radical*

Nous avions dit, dans notre dernier numéro, qu'un socialiste italien allait se charger de répondre, dans les colonnes mêmes du *Radical* de Paris, aux déloyales attaques publiées par ce journal contre les insurgés du Bénévent.

La chose n'est plus possible, le *Radical* ayant cessé de paraître à la suite d'un procès de presse.

Nous savons du reste que les articles du *Radical* contre les socialistes italiens ont produit sur les ouvriers français la plus mauvaise impression. Voici, par exemple, ce qu'écrit à un proscrit de la Commune un ouvrier de Paris : « J'aurais voulu voir relever comme il le mérite un article du *Radical* avant sa disparition (n° 113), qui insultait les internationaux du Bénévent, en les traitant, presque en propres termes, de niais et d'imbéciles ».

M. Jules Guesde et son doctrinarisme n'auront pas plus de succès auprès des ouvriers parisiens qu'ils n'en ont eu auprès des socialistes d'Italie.

Il se constitua à Liège (Belgique), en juin, une Section de l'Internationale, qui nous fit part de sa fondation par une lettre insérée au *Bulletin* du 1er juillet.

Un nouveau procès de socialistes fut jugé à Saint-Pétersbourg dans le courant de juin : celui des membres de l'« Union ouvrière de la Russie méridionale ». Les quinze accusés furent condamnés, les six premiers aux travaux forcés pour un temps allant de cinq à dix ans ; les neuf autres à la déportation, à l'envoi dans une compagnie de discipline, ou à la prison. Tous les condamnés étaient des paysans ou des ouvriers, sauf deux, Saslavsky et Ribitsky, qui étaient des nobles.

Kropotkine écrivit en juin pour le *Bulletin* un article sur la guerre d'Orient, qui parut dans les numéros des 17 et 24 juin : il y expliquait la façon dont, en Orient, la question de nationalité primait toutes les autres, et continuerait à les primer aussi longtemps que les populations slaves et grecques de la Turquie resteraient sous le joug d'un conquérant étranger. Voici sa conclusion :

Nous ne pouvons sympathiser ni avec les armées turques, ni avec les armées russes : toutes deux s'égorgent pour les intérêts de leurs despotes. Mais nous voulons l'émancipation complète des provinces slaves et grecques, et nous avons, par suite, toutes nos sympathies pour leurs insurrections, pourvu qu'elles restent populaires. Nous croyons aussi que la révo-

lution sociale ne sera possible que lorsque les diverses nationalités de la péninsule seront libres de tout joug extérieur. C'est pourquoi nous voudrions voir toute la péninsule prendre feu, s'insurger sans attendre l'arrivée des armées russes, les populations se grouper librement, sans se laisser imposer les lois de leurs sauveurs, et en finir une fois pour toutes avec ce préambule nécessaire de la révolution sociale dans la péninsule, le démembrement de l'empire ottoman.

Chose incompréhensible pour nous, le *Vorwärts*, l'organe du Parti socialiste allemand, était, lui, nettement turcophile, et faisait des vœux pour le maintien de l'intégrité de l'empire ottoman. A Londres, Karl Marx s'agitait beaucoup pour gagner des partisans à la cause turque [1]; il s'alliait aux tories anglais contre le slavophile Gladstone, et menait dans la presse — en se cachant, bien entendu — toute une campagne en faveur du sultan. Il a raconté lui-même ses manœuvres dans une lettre à son ami Sorge (27 septembre 1877), à qui il écrivait : « Maltman Barry est ici mon factotum : c'est par son canal que j'ai dirigé pendant des mois, incognito, un feu croisé contre le russomane Gladstone dans la presse *fashionable* de Londres (*Vanity Fair* et *Whitehall Review*), ainsi que dans la presse provinciale anglaise, écossaise et irlandaise ; que j'ai dévoilé son intrigue (*Mogelei*) avec l'agent russe Novikof, avec l'ambassade russe à Londres, etc. ; c'est aussi par lui que j'ai agi sur des parlementaires anglais de la Chambre des Communes et de la Chambre des Lords, qui lèveraient les bras au ciel s'ils savaient que c'est le *docteur de la terreur rouge* (*Red-Terror Doctor*), comme ils m'appellent, qui a été leur souffleur dans la crise d'Orient. Cette crise marque un nouveau tournant de l'histoire européenne. La Russie était déjà depuis longtemps à la veille d'un bouleversement, dont tous les éléments sont prêts. Les braves Turcs auront avancé l'explosion de plusieurs années, par les coups qu'ils ont portés non pas seulement à l'armée russe et aux finances russes, mais encore à la dynastie commandant l'armée, dans les augustes personnes du tsar, du prince héritier et de six autres Romanof. Le bouleversement commencera, *secundum artem*, par des amusettes constitutionnelles, *et il y aura un beau tapage* [2]. Si la mère nature ne nous traite pas trop défavorablement, nous assisterons encore à la fête. Les bêtises que font les étudiants russes (*das dumme Zeug, das die russischen Studenten machen*) n'est qu'un symptôme, sans valeur en soi (*ist nur Symptom, an sich selbst werthlos*). Mais c'est un symptôme. »

En juin, Bebel fut condamné à neuf mois de prison pour la publication d'une brochure de propagande, et Liebknecht fut incarcéré à Leipzig pour y purger une condamnation à deux mois de prison. En même temps, on annonça que Dühring était menacé de se voir retirer le droit d'enseigner : un certain nombre d'étudiants de l'université de Berlin signèrent aussitôt une adresse disant leur sympathie et leur respect pour un homme qui avait « toujours courageusement exprimé et défendu son opinion au milieu des circonstances les plus difficiles ». La mesure de révocation n'en fut pas moins prise : le motif officiellement donné fut que la Faculté de philosophie de l'université avait relevé, dans deux ouvrages de Dühring, *Kritische Geschichte der Prinzipien der Mechanik*, et *Der Weg zur höheren Berufsbildung der Frauen*, des passages condamnables. Les étudiants de l'université de Berlin, unis à ceux des Ecoles supérieures d'arts et métiers, d'architecture, des mines, firent une assemblée de protestation (29 juin) ; les étudiants de l'université de Leipzig envoyèrent une adresse de félicitation et de sympathie au « Privat-docent » révoqué. Le *Bulletin* écrivit à ce sujet : « Pauvre Dühring ! voilà tous les pédagogues révoltés contre lui ! Engels, le pédagogue d'un Etat, — l'Etat ouvrier, — a essayé de l'exécu-

1. On a vu (t. III, p. 141), par une lettre de Mme Marx de janvier 1877, comment Wroblewski devait s'engager dans l'armée turque.

2. En français dans le texte.

ter moralement ; et ses collaborateurs, les pédagogues de l'autre État, l'ont fait exécuter matériellement ».

De la Chaux-de-Fonds, on écrivit au *Bulletin* : « Samedi passé 16 juin, nous avons eu une réunion publique organisée par notre Cercle d'études sociales. Après avoir échoué deux fois à convoquer le public par des annonces, nous avons distribué dans les cafés des feuilles volantes, où nous invitions les ouvriers de la localité à songer à la triste position qui leur est faite par la crise toujours croissante, et à venir prendre part à nos discussions publiques. La salle cette fois a été pleine. Le public nous a été généralement sympathique, et plusieurs des assistants ont promis de revenir aux réunions, qui dorénavant auront lieu tous les quinze jours. »

A Berne, une Section de plâtriers-peintres se constitua le 17 juin ; une Section de menuisiers et de charpentiers se fonda le surlendemain 19.

La Section de Fribourg, qui s'était vue réduite pendant quelque temps au chiffre de trois membres, par suite de la fermeture de la fabrique de wagons, se réorganisa dans la dernière semaine de juin. Ainsi, en quatre semaines, sept nouvelles sections s'étaient constituées ou reconstituées : Cercle d'études sociales de Fleurier-Sainte-Croix, Section italienne de Berne, Section française de propagande de Genève, Section italienne de Genève, Section des plâtriers-peintres de Berne, Section des menuisiers et charpentiers de Berne et Section de propagande de Fribourg.

Le 30 juin, enfin, dans une assemblée générale de toutes les sociétés ouvrières du Val de Saint-Imier, la fusion, préparée depuis plusieurs mois, des deux fédérations ouvrières du district de Courtelary devint un fait accompli ; les deux fédérations s'unirent en une seule organisation, qui adhéra à la Fédération jurassienne, et dont les statuts furent publiés dans le *Bulletin*. L'Internationale se trouva grouper désormais sous son drapeau toutes les associations ouvrières du Vallon.

Dans son numéro du 1er juillet, le *Bulletin* publia l'article suivant :

Il y a un an aujourd'hui que Michel Bakounine est mort à Berne. Ceux dont il avait combattu les doctrines autoritaires espéraient bien que le *bakounisme* — pour employer leur langage — allait disparaître du monde avec le vieux révolutionnaire descendu dans la tombe. Ils se sont trompés : le parti révolutionnaire anarchiste est plus fort et plus vivant que jamais ; et même en Suisse, dans le pays le moins favorable à son développement, il a grandement gagné du terrain depuis un an. C'est qu'il n'y a jamais eu, quoi qu'aient pu dire nos adversaires, de *bakounisme* ni de *bakounistes* : il y a eu et il y a encore des hommes unis par un programme commun et par la passion de la justice et de l'égalité, et dont l'existence est vouée à la propagande et à la réalisation de leurs idées. Le parti qui s'est formé autour d'un homme ne survit pas au chef auquel il devait l'existence. Il en est autrement du parti qui s'est formé autour d'une idée : un individu peut mourir, le parti reste, il continue à vivre, à grandir et à lutter jusqu'à la victoire.

Dans ce même numéro, le *Bulletin* annonçait le « Congrès universel des socialistes » et publiait la circulaire de convocation. Il écrivait :

Ce Congrès, dont l'initiative a été prise par l'Internationale à son Congrès de Berne de l'an dernier, mais dont l'organisation a été remise aux socialistes belges sans distinction de groupes, s'appellera *Congrès général et universel des socialistes en 1877*. Les socialistes belges ont désigné la ville de Gand, le centre ouvrier le plus important du pays flamand, pour

siège du congrès, et ils ont choisi la date du *dimanche 9 septembre*, qui permettra aux délégués de l'Internationale de se rendre, après le congrès spécial de leur Association, qui aura eu lieu durant la semaine précédente, au Congrès universel des socialistes, où ils se rencontreront avec les délégués d'organisations n'appartenant pas à l'Internationale, telles que le Parti démocrate socialiste d'Allemagne, le Parti démocrate socialiste de Danemark, l'*Arbeiterbund* suisse, le Parti démocrate socialiste flamand, etc.

La circulaire de convocation, adressée « Aux socialistes de tous les pays », disait : « Plus que jamais il est temps que nous établissions l'union entre tous ceux qui veulent l'émancipation du prolétariat. Si notre ligne de conduite peut différer, si nos moyens peuvent être divers, notre but à tous n'est-il pas le même ? Ne voulons-nous pas tous que les fruits du travail appartiennent à ceux qui les produisent, et que le bien-être et la justice règnent sur le monde ? » Cette circulaire portait les trois signatures suivantes : « Pour le Parti socialiste belge[1], le secrétaire du Parti, E. Van Beveren, à Gand ; — Pour l'Union ouvrière belge, le secrétaire de la Chambre du travail de Bruxelles, L. Bertrand ; — Pour la Fédération belge de l'Association internationale des travailleurs, le secrétaire du Conseil régional, Ph. Coenen, à Anvers ».

Après avoir reproduit la circulaire, le *Bulletin* ajoutait :

Sans fonder de trop vives espérances sur les résultats de ce Congrès universel, et sans nous figurer, comme quelques-uns, qu'il doive en sortir une « nouvelle Internationale » (chose d'ailleurs parfaitement superflue, puisque l'Internationale existe, qu'elle se porte à merveille, et que son cadre est assez vaste pour que tous les hommes de bonne volonté et toutes les organisations ouvrières puissent y entrer), nous voulons espérer que la rencontre de délégués appartenant à des fractions diverses, dont plusieurs, dans ces derniers temps, se sont trouvées en état d'hostilité réciproque, pourra contribuer à éclaircir certains malentendus, à apaiser certaines irritations, et à mettre fin, de la part des journaux de langue allemande, au système d'injures et de calomnies qu'ils ont adopté à l'égard des socialistes révolutionnaires des autres pays... Si le Congrès de Gand pouvait opérer, d'une manière efficace, cet apaisement que nous avions attendu déjà l'an dernier, mais en vain, des explications échangées au Congrès de Berne, nous ne lui en demanderions pas davantage.

Quelques jours après, le Bureau fédéral de l'Internationale, à son tour, adressait aux Fédérations régionales formant l'Association la circulaire suivante, qui parut en tête du *Bulletin* du 8 juillet :

Association internationale des travailleurs.

Le Bureau fédéral de l'Internationale aux Fédérations régionales.

Compagnons,

La Fédération jurassienne propose aux autres Fédérations régionales que le Congrès général de notre Association se réunisse cette année dans la ville de *Verviers*, en Belgique. En outre, la Section de Vevey propose

1. Ce « Parti socialiste *belge* », constitué au Congrès de Malines, n'était encore en réalité, on l'a vu (p. 210), qu'un « Parti socialiste *flamand* », le Congrès de Bruxelles du 3 juin ayant refusé d'y adhérer.

qu'au lieu de s'ouvrir le lundi 3 septembre, le Congrès ne s'ouvre que deux ou trois jours plus tard, de manière à ce que sa clôture coïncide avec la date d'ouverture du Congrès universel des socialistes à Gand, qui s'ouvrira le dimanche 9 septembre. De cette façon, les délégués de l'Internationale pourraient se rendre d'un Congrès à l'autre sans perte de temps.

Veuillez nous communiquer, *avant la fin du mois courant*, votre opinion sur cette double proposition.

La Fédération espagnole nous transmet les deux questions suivantes, pour être portées à l'ordre du jour du Congrès :

1° « Des moyens propres à réaliser le plus vite possible l'action révolutionnaire socialiste, et étude de ces moyens » (proposition de la fédération de Nouvelle-Castille) ;

2° « Dans quelque pays que triomphe le prolétariat, nécessité absolue d'étendre ce triomphe à tous les pays » (proposition de la fédération d'Aragon).

Si quelque fédération désire nous transmettre d'autres questions pour l'ordre du jour, il serait nécessaire de ne pas tarder davantage, afin que nous puissions porter au plus vite l'ordre du jour complet à la connaissance de toutes les Fédérations.

Nous avons à vous faire part d'une bonne nouvelle. Un certain nombre de sections existant en France se sont constituées en *Fédération française*, et nous ont demandé, par lettre en date du 1er juin dernier, leur entrée à ce titre dans l'Internationale. A teneur de l'article 11 des statuts généraux, ce sera au Congrès à prononcer sur cette demande, et vous voudrez bien donner à cet effet à vos délégués les instructions nécessaires.

Recevez, compagnons, notre salut fraternel.

Pour le Bureau fédéral permanent :

Le secrétaire correspondant, L. PINDY,
rue Fritz Courvoisier, 31.

La Chaux-de-Fonds (Suisse), 6 juillet 1877.

Cette circulaire fut complétée, quatre semaines plus tard, par celle-ci (en date du 1er août) :

Nous venons réparer une omission de notre dernière circulaire, en vous annonçant l'adhésion à l'Internationale de la Fédération de Montévidéo, république de l'Uruguay (Amérique du Sud). Cette adhésion remonte à près d'un an déjà, et durant ces derniers mois nous avons été en correspondance régulière avec les ouvriers de Montévidéo ; mais comme nos statuts exigent, pour l'admission définitive d'une Fédération nouvelle, le vote du Congrès général, nous vous prions de donner à vos délégués au prochain Congrès les instructions nécessaires pour qu'ils puissent se prononcer sur la demande d'admission de la Fédération de Montévidéo.

Ayant renoncé à aller en Espagne, Pierre Kropotkine projetait de faire un voyage à Paris. Il y avait là des groupements secrets, qui faisaient partie de l'Internationale ; il était utile d'aller les voir, pour se mieux entendre au sujet de la rédaction et de la distribution de l'*Avant-Garde* ; on projetait aussi de réunir, en une conférence ou en un Congrès, des délégués de la Fédération

française nouvellement fondée [1], et il y avait des idées à échanger à ce propos. Mais au moment où Kropotkine se préparait à se rendre à Porrentruy pour passer la frontière, il reçut de Ralli une lettre le prévenant que la police française avait connaissance du voyage projeté, et que s'il mettait le pied sur le territoire français il serait sûrement arrêté. Nous fûmes reconnaissants à Ralli de cet avis amical. Dans un billet que j'écrivais à Kropotkine le 7 juillet, je lui disais : « Je reçois à l'instant ta lettre [2]. Puisque tu ne peux pas aller en France, le plus simple serait de rester à la Chaux-de-Fonds, si tu y retrouves une chambre [3]... C'est bien heureux que l'avertissement de Ralli soit arrivé à temps. » Mais Brousse, lui, se méfia. Il écrivit à Kropotkine, le 12 juillet :

« ... J'ai été d'avis que tu n'ailles pas à Paris, par précaution : mais il m'est impossible de ne pas me figurer la lettre de Ralli comme un simple truc. Ils auront appris, par Lenz ou d'autres, ton voyage, et, comme il menace leurs intérêts, ils ont tout fait pour l'empêcher. Je désire me tromper, mais je crains de deviner juste. — Remets vite à Pindy les pièces ci-jointes ; qu'il en prenne connaissance et me les retourne au plus tôt. Il devrait, je crois, écrire avec soin à la citoyenne Hubertine [4], qui me paraît un excellent élément : lui envoyer tous les numéros de l'*Avant-Garde* ; l'inviter à cacher dans le groupe qu'elle a formé une section de l'Internationale, et l'inviter, dussions-nous lui payer le voyage, à se faire déléguer par sa section, quand elle l'aura créée, à la conférence que nous projetons. D'autre part, qu'il se hâte de toucher, sur ce dernier sujet, Balivet, George, Jeallot (de Paris), et Besançon. Si Landsberg reçoit l'argent qu'elle pense avoir, la conférence aurait lieu. Je proposerais, comme siège de la conférence, la Chaux-de-Fonds. Quant à la date, nous verrons. A la Chaux-de-Fonds, Spichiger pourrait servir de témoin, James, toi et Adhémar animer un peu la fête. »

Voici une autre lettre de Brousse, du 15 juillet :

« Mon cher ami, le bruit d'invasion de la Savoie est ridicule. Je ne pense pas que Montels se permît jamais de rien tenter sans demander conseil aux amis. Tu verras dans l'*Avant Garde* que lui-même se moque beaucoup du projet qu'on lui prête. Dis à Pindy que je regarde toutes ces nouvelles venues de Delle [5] et de Genève comme des manœuvres ayant pour but de nous entraver à fond [6].

« Envoie-moi vite deux mots explicatifs de ta dépêche, que je puisse envoyer à Genève. Je leur ai promis de leur communiquer ta lettre, et celle que je viens de recevoir de toi ne se peut communiquer.

« Quant à ton voyage à Paris, il vaut mieux le renvoyer après le Congrès [7]. Alors il y aura les élections, le coup d'Etat peut-être, et un homme sûr à Paris nous sera indispensable. Qu'en penses-tu ? »

Je termine par quelques chiffres.

Le procès-verbal des séances du Comité fédéral du 4 juin 1877 fournit le renseignement suivant sur la situation de notre *Bulletin* :

1. Ce Congrès (secret) eut lieu à la Chaux-de-Fonds dans la seconde moitié d'août.

2. On remarquera que le *tu* a remplacé le *vous*. Un rapprochement plus intime avait eu lieu entre Pierre Kropotkine et nous dans le courant de juin.

3. Kropotkine avait habité jusque-là rue Robert, 12 *a* : il avait donné congé au propriétaire de sa chambre, à cause de son départ projeté. Il se logea ensuite rue du Progrès, 11.

4. Il s'agit de Mlle Hubertine Auclert.

5. Une lettre écrite par Gross avait également prévenu Pindy que la police de Delle se proposait d'arrêter Kropotkine s'il allait en France.

6. Brousse se trompait ; les avis donnés signalaient un danger très réel. Quelque temps auparavant, Kropotkine s'était rendu en France, par Delle, pour organiser le transport de l'*Avant-Garde* par des contrebandiers ; un gendarme français qui lui demanda son passeport, au retour, avait conçu des soupçons ; et les propos de ce gendarme, rapportés à Gross, et ensuite à Ralli, furent le motif qui engagea ce dernier à écrire à Kropotkine.

7. Le Congrès général de l'Internationale, en septembre.

« Le caissier du *Bulletin*[1] communique les comptes suivants :

Le total des recettes du premier trimestre de 1877 s'élève à	fr.	692. 65
Dépenses	fr.	743. 25
Déficit	fr.	50. 60 »

Les comptes de la souscription en faveur des internationaux arrêtés en Italie, publiés dans le *Bulletin* du 17 juin, font voir qu'à cette date les sommes souscrites s'élevaient à 230 fr. 15. Le *Bulletin* du 1er juillet annonce ceci : « Une somme de 200 fr., prise sur les 230 fr. 15 qui ont été recueillis jusqu'ici dans la Fédération jurassienne en faveur des internationaux italiens, a été envoyée par les soins du Comité fédéral jurassien à la Commission italienne de correspondance [illegible].

J'avais grand besoin [illegible] : ma santé avait été sérieusement ébranlée au printemps de 1877. Il [illegible] passer, en juillet, deux ou trois semaines à la [illegible] ; je pouvais m'accorder des [illegible] de m'o[illegible] un travail de traduction mieux [illegible] que je pourrais exécuter n'importe où, et [illegible] en trois heures de travail, [illegible] de ma [illegible] et de celle de ma femme [illegible]. Mais il fallait prendre des arrangements pour que la rédaction du *Bulletin* [illegible] pas de mon absence [illegible]. Je donne quelques extraits d'une [illegible] de [illegible] de Brousse à Kropotkine qui montreront [illegible] ; le 7 [illegible] je [illegible] à « Lavachof » : « A présent, tout est [illegible] *B*[illegible] et[2]. Ci-joint une lettre arrivée de Berne [illegible] énormément à écrire : je ne [illegible]. Ne manque pas de faire la « Variété » pour le *Bulletin*, et [illegible] Brousse de façon à ce qu'il la reçoive au plus tard [illegible]. » — De Brousse à Kropotkine, le 10 : « Il résulte d'un[illegible] au *Bulletin*. Il a tout préparé pour ça. Il [illegible] lui-même [illegible] ne le [illegible] pas. Mais comme cette semaine [illegible] l'*Arbeiter-Zeitung*, l'*Avant-Garde*, le *Bulletin*, il faut que tu m'aides. Envoie-moi, pour que je les reçoive dimanche matin au plus tard, une masse de choses : ce que tu voudras : entre-filets, nouvelles de l'extérieur, etc. Je te quitte pour brasser la besogne. Commande à Pindy vingt casse-gueules pour Berne[3] [illegible] de main. » — Du même à Kropotkine, le 12 : « Landsberg [illegible] lettre. Entendons-nous pour ne pas faire ou des bêtises ou un travail inutile. Pour l'*Avant-Garde*, tout est fait. Ce numéro (le n° 2) sera [illegible] la pluie : une seule lettre de Paris sera intéressante. Prépare [illegible] international [illegible] pour l'*Avant-Garde* en vue du prochain numéro. Pour le *Bulletin*, comme je te l'ai dit, James fait les « Variétés ». Ne [illegible] pas, mais envoie-moi le plus tôt possible un article de fond. J'ai [illegible] correspondances de France et d'Espagne, et un article sur la Belgique ; Costa fera une correspondance d'Italie, Werner ou moi des articles sur l'Allemagne et l'Autriche. Si tu as le temps, fais-en sur l'Amérique, l'Angleterre et la Russie. Mais surtout, avant tout, fais-moi un long

1. On a vu que l'administration du *Bulletin*, depuis le mois de mars 1876, se trouvait à Sonvillier.

2. Kropotkine m'avait offert de s'installer à Neuchâtel pendant [illegible], mais la chose ne fut pas nécessaire.

3. Au Congrès de la Fédération jurassienne, qui devait avoir lieu au commencement d'août à Saint-Imier, on s'attendait à ce que le drapeau rouge serait attaqué. Nos amis de La Chaux-de-Fonds, de tempérament belliqueux, s'étaient mis à fabriquer des « coups de poing américains » et des casse-tête en plomb, pour en armer ceux des manifestants qui voudraient s'en munir ; et, comme on le voit, les internationaux de Berne, qui comptaient aller en nombre à Saint-Imier, prenaient leurs précautions pour équiper ceux d'entre eux qui ne l'étaient pas déjà.

article de fond. Tout ce qui concerne le *Bulletin* doit être rendu à Neuchâtel lundi (16) : il faut donc que je le reçoive assez tôt pour pouvoir le corriger un peu ; et samedi et dimanche il m'est impossible de beaucoup bûcher, car j'ai Adhémar qui vient à Berne pour faire une conférence. » — Du même à Kropotkine, 17 juillet : « J'ai expédié ta lettre à Genève, et je te réexpédie la fin de ton article afin que tu me le renvoies : la première partie paraîtra dans le prochain numéro du *Bulletin*. Je te prierais seulement de m'envoyer cette fin d'article plus tôt que la semaine passée tu n'as envoyé le commencement : il faut encore que je copie tout cela sur papier petit format pour me rendre compte de la place que ça tient, et le samedi je suis toujours horriblement occupé. A propos, le dernier numéro de l'*Avant-Garde* est mauvais, d'accord : mais que penses-tu sur le sens de l'article « Pacte de solidarité » ? Es-tu de mon avis ? et, *si oui*, ne pourriez-vous pas à la Chaux-de-Fonds prendre texte de cet article pour rédiger une circulaire aux intimes, et discuter, avant le Congrès jurassien, ce qui concerne l'attitude et le programme de la Fédération jurassienne au Congrès universel ? »

Pendant mon absence de Neuchâtel, je reçus la lettre suivante :

« Genève, le 14 juillet 1877. — Citoyen. Après l'arrestation de Ross, il a dû, ce nous semble, rester entre vos mains le matériel d'une imprimerie, puisque en vous seul il avait une entière confiance. L'imprimerie du *Rabotnik* ayant actuellement de nombreux travaux socialistes à exécuter, et n'ayant pas un matériel suffisant, voudrait bien pouvoir se servir de l'instrument de travail qui entre vos mains reste sans utilité pour la cause révolutionnaire. Nous nous adressons donc à vous pour cet objet, vous offrant, si vous pouvez nous remettre ce matériel, avec la garantie et sous la responsabilité de Lenz, Joukovsky, Ralli, Tcherkézof, et peut-être de Kropotkine, de vous remettre ce dit matériel dès que vous aurez à exécuter les conditions auxquelles on vous l'a remis en dépôt, soit pour le faire tenir à Ross, soit à ceux à qui il vous autorisera à cet effet. — Ce matériel ne devant, dans les circonstances actuelles, rester en possession de l'imprimerie du *Rabotnik* que jusqu'au moment où vous aurez à en disposer. Étant très pressés, nous vous prions de nous répondre le plus tôt possible. Recevez, citoyen, mes salutations. — Z. Ralli. »

Je fis demander à Ross — alors enfermé à Pétersbourg dans la maison de détention préventive — l'autorisation nécessaire, et il me l'envoya : par quels moyens pûmes-nous correspondre ? j'en ai oublié le détail. Le groupe russe de Genève au nom duquel Ralli m'avait écrit fut donc, du consentement exprès de Ross, mis en possession du matériel de l'ancienne imprimerie russe du groupe socialiste révolutionnaire de Zürich, qui était déposé chez Alfred Andrié, à Saint-Aubin.

XIII

Du milieu de juillet 1877 au neuvième Congrès général de l'Internationale.

Je passai les trois dernières semaines de juillet à la montagne. Nous nous installâmes, ma femme et moi, avec notre fillette, à Champéry (Val d'Illiez, Valais), au pied des Dents du Midi, dans une chambre rustique que nous louait un paysan[1] ; nous prenions nos repas à l'hôtel de la Croix-Fédérale. J'avais apporté avec moi le volume anglais que je devais traduire pour M. Aimé Humbert, secrétaire général de la Fédération britannique et continentale pour l'abolition de la législation réglementant la prostitution (association fondée par Mme Joséphine Butler) : tous les matins, je traduisais un nombre déterminé de pages, et, mon pensum quotidien achevé, nous nous trouvions libres d'aller nous

1. J'ai revu cette chambre en août 1908 ; elle est maintenant transformée en un salon de rafraîchissements.

asseoir dans quelque pâturage. A l'hôtel, nous fîmes une rencontre tout à fait inespérée : celle de Mme Adèle Joukovsky, à ce moment en séjour à Champéry avec sa [illegible] et quatre [illegible] [illegible] neveux, les fils de Mme [illegible] [illegible] de la [illegible] [illegible] plus intéressantes [illegible] [illegible] souvent d'accord [illegible] de sa critique [illegible] [illegible] [illegible]

[illegible]

et l'Avènement du Messie [illegible] [illegible] des morceaux [illegible] retirer l'autorisation.

Ces quelques jours de [illegible] et à la fin de juillet j'allai reprendre mon [illegible] ils insistaient [illegible] [illegible] Berne [illegible] [illegible] à Champéry [illegible]

Le [illegible] voyage en Suisse [illegible] y passèrent deux [illegible] Val de Saint-Imier [illegible]

Pendant mon absence, le *Bulletin* [illegible] par les [illegible] publié deux grands [illegible] les 29 et 30 [illegible]. Dans le premier, l'auteur [illegible] les sophismes par lesquels on essayait d'intéresser les ouvriers à la politique parlementaire, et mettait à nu, avec une impitoyable logique, le mensonge des politiciens :

A quel prix parvient-on à amener le peuple aux urnes ? Ayez la franchise de l'avouer, messieurs les politiciens : C'est en lui inculquant cette illusion, qu'en envoyant des députés au Parlement il parviendra à s'affranchir et à améliorer son sort, c'est-à-dire en lui disant ce que l'on sait être un absolu mensonge. Ce n'est certes pas pour le plaisir de faire son éducation que le peuple allemand donne ses sous pour l'agitation parlementaire : c'est parce que, à force de l'entendre répéter chaque jour par des centaines d' « agitateurs », il finit par croire que vraiment par ce moyen

1. Le général Jomini (1779-1869), de Payerne, et par conséquent Vaudois de nationalité, après avoir fait ses premières armes sous Napoléon, entra au service de la Russie. Ses ouvrages de stratégie l'ont placé au premier rang des écrivains militaires.

2. C'est le col par où Joukovsky, en juillet 1869, avait conduit de Champéry en Savoie son élève, la jeune Marie, pour la soustraire aux poursuites de ceux qui venaient d'enlever les autres enfants de la princesse Obolensky (voir t. Ier, p. 179).

il pourra réaliser, en partie du moins, sinon complètement, ses espérances. Avouez-le donc une fois, politiciens d'aujourd'hui, ci-devant socialistes, pour que nous puissions dire tout haut ce que vous pensez tout bas : « Vous êtes des menteurs ! » Oui, des menteurs, je maintiens le mot, puisque vous mentez au peuple lorsque vous dites qu'il améliorera son sort en vous envoyant au Parlement ; vous mentez, car vous-mêmes vous avez assez répété, il y a quelques années à peine, absolument le contraire.

Réussirez-vous comme tactique ? Nous le saurons bientôt, lorsque le peuple, après s'être battu pour améliorer sa position économique, ne verra se produire qu'un changement de gouvernement ; lorsqu'il verra, au gouvernement nouveau, *vous-mêmes*, qui, par la force même des conditions dans lesquelles vous vous placez d'avance, serez forcément à votre tour traîtres à la cause du peuple.

Le second article expose « les éléments constitutifs du socialisme révolutionnaire », qui sont : 1° l'affirmation que chacun devrait jouir du produit intégral de son travail, au lieu que, dans l'ignoble ordre de choses actuel, une poignée d'oisifs vit de la misère de millions de travailleurs ; 2° la conviction profonde que cet ordre de choses ne peut continuer d'exister, qu'il est possible de l'abolir et de le remplacer par un meilleur ; 3° le plus essentiel, enfin, le sentiment de répulsion envers l'injustice, l'esprit de révolte. Cet esprit de révolte, ce n'est pas par la participation à la politique parlementaire qu'on le développera ; ce qui le fera naître et croître dans les masses, ce sont les protestations énergiques contre la tyrannie, c'est l'habitude de faire suivre les paroles par les actes. Aussi nos maîtres ne s'y méprennent pas : « Dès son apparition, ils le poursuivent, cet esprit de protestation : C'est, disent-ils, un premier pas vers l'émeute ». Mais cela n'est encore que la révolte individuelle, et c'est la révolte collective qu'il nous faut. Nous l'aurons, quand les masses ne se laisseront plus égarer par les endormeurs :

Nous croyons au bon sens du peuple. Il comprendra *que l'on n'arrive qu'à ce à quoi l'on vise*, et qu'encore on n'y arrive pas d'un bond... Il comprendra que ce ne sont plus les *droits du citoyen*, mais les *droits du travailleur* que nous avons à proclamer. Il comprendra qu'une fois la conviction acquise, que *sans liberté économique il n'y a pas de liberté politique*, cette conviction ne saurait rester un vain mot... Il ne nous reste donc qu'à proclamer franchement l'émancipation économique, à dire que, hors de l'expropriation et de la suppression de la bourgeoisie, de la démolition de l'État et de toutes les institutions bourgeoises, il n'y a pas de salut. Il faut saisir chaque occasion de réaliser ce programme, ne fût-ce que pour un jour.

Dans le n° 31 (5 août) parut un troisième article (auquel Brousse a évidemment collaboré, comme le montrent certaines phrases, ou qu'il a peut-être même écrit en entier), intitulé : *La Propagande par le fait*. En voici les passages principaux :

Depuis quelque temps on parle souvent, dans la Fédération jurassienne, d'une chose dont le nom au moins est nouveau : la *Propagande par le fait*. Il peut ne pas être inutile d'en dire un mot, ne fût-ce que pour ceux de nos lecteurs qu'on a trompés sur la portée des manifestations de Notre-Dame-de-Kazan, de Bénévent et de Berne. Les explications que nous allons donner nous paraissent d'autant plus utiles qu'il existe près de nous des partis dont les chefs (ces partis ont des *chefs*), autrefois socialistes, ne l'étant plus guère aujourd'hui que de nom, ne veulent plus rien exposer dans les

émeutes populaires, et ont pris la résolution non-seulement d'étouffer celles que leurs propres amis, cinglés par la misère, pourraient tenter, mais aussi de rire et de se moquer de celles que défendent les hommes qui, n'ayant pas changé, croient que le peuple en sait plus qu'eux et le suivent fidèlement même dans ses tentatives les plus insignifiantes en apparence.

Nous avons à supporter aujourd'hui le spectacle dégoûtant dont nos pères furent témoins en France à l'époque des Blanqui, des Barbès, et dont nous avons été témoins nous-mêmes pendant les dernières années de l'empire, alors que Flourens vivait. Les radicaux français, qui voulaient bien être députés de la république, mais qui étaient peu jaloux de mourir pour elle, blâmaient les tentatives insurrectionnelles de Barbès, de Blanqui, riaient des « barricades en carton » de Flourens, de ces « folies » qu'ils avaient au moins la pudeur d'appeler « héroïques ». C'est cependant grâce à ces émeutes et à l'émotion qu'elles ont produite, que l'idée républicaine a pénétré les masses françaises, que la république va être établie, et que les mêmes radicaux vont pouvoir se partager le gâteau. La preuve, c'est que, dans la mansarde ou dans la chaumière, on voit les portraits de Barbès ou de Flourens, et qu'on ne trouve presque jamais ceux des *républicains qui réussissent*, ce qui ne prouve pas que le peuple réussisse avec eux, soit dit en passant.

De même, aujourd'hui, les socialistes révolutionnaires cherchent, par des émeutes dont ils prévoient parfaitement l'issue, à remuer la conscience populaire, et ils y arrivent. Les socialistes opportunistes blâment ces émeutes, ils les appellent des *Putsch* ; ils en rient, les tournent en ridicule à la grande joie de la bourgeoisie qui les craint, au moment même où ceux qui y ont pris part partent pour la Sibérie, ou passent devant les tribunaux, pour s'entendre condamner parfois à la prison perpétuelle. Les radicaux français et italiens leur donnent des leçons de convenance.

Mais laissons aux remords de leur conscience les socialistes opportunistes, et demandons-nous le sens qu'il faut attribuer à ces actes : Kazan, Bénévent, Berne. Les hommes qui ont pris part à ces mouvements espéraient-ils faire une révolution ? Avaient-ils assez d'illusions pour croire à la réussite ? Non, évidemment. Dire que telle était leur pensée serait les mal connaître, ou, les connaissant, les calomnier. Les faits de Kazan, de Bénévent, de Berne, sont des actes de propagande tout simplement.

L'article passe ensuite en revue les moyens de propagande qu'ont employés précédemment les socialistes : la propagande d'individu à individu, la propagande par la réunion publique ou la conférence, la propagande par le journal, la brochure ou le livre. Ces moyens ne sont adaptés qu'à la propagande théorique : en outre, ils deviennent de plus en plus difficiles à employer d'une façon efficace, en présence de ceux dont la bourgeoisie dispose, avec ses orateurs formés au barreau et sachant enjôler les assemblées populaires, avec sa presse vénale qui calomnie et travestit tout. Il a fallu trouver autre chose :

De quoi se composent les masses ? De paysans, d'ouvriers travaillant la plupart du temps onze et douze heures par jour. Ils rentrent au logis si exténués de fatigue, qu'ils ont peu envie de lire des brochures ou des journaux socialistes : ils dorment, se promènent, ou consacrent leurs soirées à la famille.

Eh bien, s'il y avait un moyen d'attirer l'attention de ces hommes, de leur *montrer* ce qu'ils ne peuvent pas *lire*, de leur apprendre le socialisme par les faits, en le leur faisant voir, sentir, toucher ?... Quand on a raisonné de la sorte, on a été sur le chemin qui conduit, à côté de la propagande théorique, à la *propagande par le fait*.

La propagande par le fait est un puissant moyen d'éveiller la conscience populaire. Prenons un exemple. Qui connaissait en France, avant la Commune de Paris, le principe de l'autonomie communale ? Personne. Et cependant, Proudhon avait écrit de magnifiques ouvrages. Qui lisait ces livres ? une poignée de lettrés. Mais quand l'idée eut été posée au grand soleil, en pleine capitale, sur les marches de l'hôtel de ville, qu'elle eut pris corps et vie, elle alla secouer le paysan dans sa chaumière, l'ouvrier à son foyer, et paysans et ouvriers durent réfléchir devant ce point d'interrogation immense dressé sur la place publique. Maintenant l'idée a fait son chemin. En France, dans le monde entier, pour ou contre, chacun a pris parti. *Pour* ou *contre*, on est fixé.

C'est une émotion populaire semblable que nos amis ont voulu produire à l'église de Notre-Dame-de-Kazan, et ils ont réussi.

Mais il ne suffit pas d'un fait qui excite l'attention populaire. Cette attention excitée, il faut lui fournir un aliment. Le fait doit donc contenir au moins un enseignement.

Prenons comme exemple la manifestation du 18 mars à Berne.

La bourgeoisie suisse entretient dans l'esprit de l'ouvrier suisse ce préjugé qu'il jouit de toutes les libertés. Nous, nous lui répétons à satiété : « Pas de liberté publique sérieuse sans égalité économique ; et qu'est-ce qui maintient l'inégalité ? c'est l'Etat ! » Le peuple comprend peu ces abstractions ; mais donnez-lui un fait palpable, il le saisit. Montrez-lui l'article de constitution qui lui permet de sortir un drapeau rouge, et sortez ce drapeau : l'Etat, la police l'attaqueront ; défendez-le ; au meeting qui suivra, la foule accourra : quelques mots bien clairs, et le peuple a compris. Le 18 mars 1877 a été la démonstration pratique faite au peuple ouvrier suisse, en pleine place publique, qu'il n'a pas, comme il le croyait, la liberté.

Nos amis de Bénévent ont fait mieux. Ils ne se sont pas bornés à démontrer ainsi au peuple une seule chose. Ils ont pris deux petites communes, et là, en brûlant les archives, ils ont montré au peuple le respect qu'il faut avoir de la propriété. Ils ont rendu au peuple l'argent des impôts, les armes qu'on lui avait confisquées ; en faisant cela, ils ont montré au peuple le mépris qu'il faut faire du gouvernement. Il n'est pas possible que ce peuple n'ait pas dit : « Nous serions bien plus heureux si ce que ces braves jeunes gens veulent s'accomplissait un jour ! » De là à les aider il n'y a qu'un pas facile à franchir.

On peut faire plus.

Que l'on s'empare une fois d'une commune, que l'on y réalise la propriété collective, que l'on y organise les corps de métier et la production, les groupes de quartier et la consommation ; que les instruments de travail soient dans les mains ouvrières, les ouvriers et leurs familles dans les logements salubres, les fainéants dans la rue ; attaqués, que l'on lutte, que l'on se défende, que l'on soit vaincu, peu importe ! L'idée sera jetée, non

sur le papier, non sur un journal, non sur un tableau, elle ne sera plus sculptée en marbre, ni taillée en pierre, ni coulée en bronze : elle marchera, en chair et en os, vivante, devant le peuple.

Le peuple la saluera au passage.

Au moment où le *Bulletin* publiait cette série d'articles, arrivaient des États-Unis des nouvelles qui excitèrent une vive émotion. « A la suite d'une grève des machinistes du chemin de fer Baltimore-Ohio, — dit le *Bulletin* du 29 juillet, — une insurrection populaire a éclaté dans les États de Maryland, de Virginie Occidentale, de Pensylvanie et d'Ohio. Si à Martinsburg (Virginie Occidentale) les ouvriers ont été vaincus par la milice, à Baltimore (Maryland), ville de 300.000 habitants, ils ont été victorieux ; ils se sont emparés de la gare et l'ont brûlée en compagnie de tous les wagons de pétrole qui s'y trouvaient. A Pittsburg (Pensylvanie), ville de 100.000 habitants, les ouvriers sont à l'heure qu'il est maîtres de la ville, après s'être emparés de fusils et de canons... La grève s'étend aux chemins de fer voisins et gagne la ligne du Pacifique. Une grande agitation règne à New-York. On annonce que les troupes se concentrent, que Sheridan est nommé pour les commander, et que les États de l'Ouest ont offert leur concours. » Dans le numéro suivant, un article détaillé, écrit par Kropotkine, raconta le dénouement de la crise, la reprise de Pittsburg, où deux mille wagons chargés de marchandises avaient été brûlés, la répression, le désarroi des grévistes par suite de la trahison de misérables faux-frères, et l'avortement final du mouvement. Mais s'il y avait eu, dans cette tentative de soulèvement populaire, des côtés faibles qui en avaient amené l'échec, Kropotkine louait avec raison les qualités dont le peuple ouvrier américain venait de faire preuve : « Ce mouvement aura certainement frappé profondément le prolétariat de l'Europe et excité son admiration. Sa spontanéité, sa simultanéité sur tant de points distants ne communiquant que par le télégraphe, l'aide apportée par les ouvriers de divers métiers, le caractère résolu du soulèvement dès le début, attirent toutes nos sympathies, excitent notre admiration, et réveillent nos espérances... Mais le sang de nos frères d'Amérique n'aura pas coulé en vain. Leur énergie, leur ensemble dans l'action, leur courage, serviront d'exemple au prolétariat de l'Europe. Mais puisse aussi ce noble sang versé prouver encore une fois l'aveuglement de ceux qui amusent le peuple avec le jouet du parlementarisme, lorsque la poudrière est prête à prendre feu, à leur insu, à la chute de la moindre des étincelles. »

Le *Bulletin* du 29 juillet publia ce qui suit :

Les membres de la Fédération jurassienne connus pour avoir pris une part active à la manifestation du 18 mars, à Berne, viennent de recevoir la pièce suivante :

Ordre de comparution.

Le président du tribunal correctionnel de Berne

Ordonne

à X... de paraître le jeudi 16 août 1877, à huit heures avant midi, à l'audience du tribunal correctionnel, dans la maison du Conseil d'État, rue de l'Arsenal, pour assister aux délibérations orales publiques, à l'enquête et au jugement qui peut être rendu contre vous : *a*) pour participation à une rixe avec usage d'instruments pouvant donner la mort ; *b*) pour résistance, avec l'emploi de la force, aux employés de la police.

(Suit la signature du président.)

Berne, le 17 juillet 1877.

La Fédération ouvrière du district de Courtelary, qui réunissait désormais en une seule organisation, adhérente à l'Internationale, les deux fédérations restées longtemps distinctes, avait tenu une assemblée le 7 juillet. Par une lettre datée du 10 (*Bulletin* du 22 juillet), le secrétaire correspondant de la Commission d'organisation, Jules Lœtscher, annonça au Comité fédéral jurassien que trois sections de métier venaient de se constituer d'après le programme de l'Internationale, et avaient donné en même temps leur adhésion à l'assurance de secours mutuels pour les cas de maladie : c'étaient : une section d'horlogers, comprenant toutes les parties qui se rattachent au mouvement de la montre : une section de monteurs de boites et faiseurs de secrets ; une section de peintres-émailleurs [1]. Le *Bulletin* du 29 juillet annonça que les ouvriers du bâtiment, dans le district de Courtelary, avaient aussi constitué une section de la Fédération ouvrière (sous le nom de section des métiers réunis).

Le 21 juillet, à Genève, un groupe d'ouvriers plâtriers-peintres se constitua en Section de la Fédération jurassienne (*Bulletin* du 5 août).

Dès son numéro du 8 juillet, le *Bulletin* avait annoncé que « le Congrès annuel de la Fédération jurassienne aurait lieu à Saint-Imier dans les premiers jours d'août : ainsi vient de le décider la majorité des sections ; » et il publiait l'ordre du jour provisoire du Congrès. Dans le numéro suivant parut une circulaire adressée aux sections par une commission d'organisation, composée d'Alcide Dubois, faiseur de secrets, Camille Chatelain, peintre, et Adhémar Schwitzguébel, graveur : cette circulaire indiquait les mesures prises pour la réception et l'entretien des délégués et des adhérents, ainsi que le programme des séances et des réunions diverses. Enfin, en tête du numéro du 19 juillet parut l'appel suivant :

Samedi 4 août, à cinq heures du soir, s'ouvrira à Saint-Imier le Congrès annuel de la Fédération jurassienne. Dans la soirée du samedi, trois conférences auront lieu, et dans l'après-midi du dimanche la séance du Congrès sera publique. Tous les membres des sections jurassiennes connaissent le caractère d'intimité de nos congrès : tandis que les autres sociétés tiennent les leurs législativement, parlementairement, suivant toutes les règles posées par les professeurs du système représentatif, le premier membre venu, délégué ou non, peut parler au cours des nôtres. Les congrès jurassiens sont surtout de véritables assemblées générales de la Fédération.

Cette année, les membres de l'assurance mutuelle pour les cas de maladie seront présents ; la mise à l'ordre du jour du procès du 18 mars exige aussi la présence d'un grand nombre de membres ; nous avons l'espérance que tous ceux qui pourront venir à Saint-Imier le feront, et que le Congrès de cette année sera une immense fête de famille. Nous engageons donc tous nos amis à venir passer à Saint-Imier au moins la journée du dimanche.

Quant aux détails d'organisation, nous renvoyons nos lecteurs à la circulaire de la fédération du district de Courtelary que nous avons publiée dans un précédent numéro.

Pour raconter le Congrès de Saint-Imier, j'emprunterai le compte-rendu publié dans le *Bulletin* (numéro du 12 août), compte-rendu que je rédigeai, aussitôt rentré chez moi, dans les journées des mardi et mercredi 7 et 8 août :

1. Pour les peintres-émailleurs, la nouvelle était prématurée. Le numéro suivant du *Bulletin* annonça que « les peintres et émailleurs (ceux qui individuellement appartiennent à l'Internationale) feront une démarche auprès de leur corps de métier déjà organisé, pour obtenir l'adhésion à la Fédération, et que, si cette démarche n'aboutit pas, ils se constitueront en section ».

Le Congrès de Saint-Imier.

Le Congrès des 4, 5 et 6 courant a été l'un des plus beaux qu'on ait jamais vus dans la région jurassienne : il a admirablement réussi, et a laissé dans le cœur de tous ceux qui y ont pris part d'impérissables souvenirs, en même temps qu'il contribuera puissamment, sans doute, au progrès de l'organisation socialiste dans le Jura et particulièrement au Val de Saint-Imier.

La première séance, tenue le samedi après-midi, fut consacrée à la vérification des mandats et à la fixation de l'ordre du jour. La vaste salle du Buffet de la gare, où siégeait le Congrès, avait été élégamment décorée de guirlandes de verdure ; quelques tableaux représentant des sujets socialistes ornaient les parois : on remarquait entre autres deux groupes représentant, l'un, la *Propriété individuelle*, l'autre la *Propriété collective*. Ces dessins, dus au crayon d'un ouvrier graveur de Sonvillier, ont obtenu un grand succès, et tous ceux qui les ont vus ont exprimé le vœu qu'ils fussent reproduits par la lithographie et répandus dans le public, comme moyen de propagande [1].

Le soir, les trois conférences simultanées annoncées par le programme du Congrès furent données : l'une par James Guillaume, dans la salle du Congrès, devant un nombreux public ; la seconde (en allemand) par Kachelhofer, dans la grande salle du café Schuppach, devant une réunion d'ouvriers allemands ; la troisième (en italien) par Costa, au local de la Fédération du district de Courtelary, au Lion d'Or, devant une réunion relativement fort nombreuse d'ouvriers de langue italienne.

Après les conférences, il y eut soirée familière au local de la Fédération du district de Courtelary, et la franche cordialité qui régnait entre tous les délégués et les membres de la fédération locale fit bien augurer à chacun des délibérations du lendemain.

La séance du dimanche matin, 5, fut employée à la discussion des diverses questions de l'ordre du jour ; puis, après un dîner [2] pris en commun au Lion d'Or, un cortège fut improvisé pour se rendre à la séance publique. Si les ouvriers de Saint-Imier eussent été prévenus qu'il y aurait un cortège, ils seraient certainement accourus en grand nombre pour en grossir les rangs ; mais, comme nous venons de le dire, le cortège fut improvisé, et ne se composa que des compagnons présents au local de la Fédération. La colonne socialiste, précédée de la musique de Sonvillier, n'en offrait pas moins un aspect imposant ; et lorsque parut le drapeau rouge, qui prit place en tête du cortège, la bannière du prolétariat socialiste fut acclamée par des centaines de poitrines. Le cortège, drapeau rouge déployé, parcourut la ville de Saint-Imier dans toute sa longueur pour se rendre au Buffet de la gare, où devait avoir lieu la séance publique. Pas un sifflet, pas un cri hostile ne se fit entendre pendant tout le trajet ; et la foule qui remplissait les rues témoigna, par son attitude, sa sympathie pour la liberté de manifestation et sa réprobation pour la stupide et brutale conduite de la police de Berne au 18 mars [3].

1. Ce vœu n'a pas reçu d'exécution.
2. Le repas de midi.
3. On a vu plus haut (p. 221.) que nous avions prévu la possibilité d'une agres-

Les discussions de la séance publique, qui durèrent de deux à sept heures, furent écoutées par un public nombreux et attentif : on trouvera plus loin quelques détails sur ces débats. Mais le plus grand succès de la journée, ce fut la soirée populaire qui la termina. Dès huit heures, ouvriers et ouvrières accoururent par centaines dans le local du Congrès, qui, malgré ses vastes dimensions, était trop étroit pour une foule pareille, si pressée qu'on eût pu marcher sur les têtes : cette foule, en venant applaudir les orateurs qui la haranguaient du haut de l'estrade où flottait le drapeau rouge, témoignait de la façon la plus éclatante des dispositions sympathiques de la population ouvrière de Saint-Imier envers le socialisme. M. le rédacteur du *Jura Bernois* avait annoncé, quelques jours auparavant, que la population de Saint-Imier verrait le Congrès de l'Internationale avec la plus complète indifférence ; si ce journaliste eût assisté à la soirée populaire, il eût été bien étonné, sans doute, de voir que cette population ne s'était pas conformée à sa prophétie, et montrait un enthousiasme qui entraînait les plus froids. Les discours et les chants furent un moment interrompus pour permettre la répartition d'une tombola dont le produit couvrira à lui seul les deux tiers des frais du Congrès. Ajoutons qu'une bonne partie du succès de cette splendide soirée revient à la vaillante musique de Sonvillier, qui, alternant avec les chanteurs et les orateurs, joua jusqu'à minuit les plus beaux morceaux de son répertoire... On nous dit que le bruit court déjà que l'allocation annuelle de 200 fr. que la municipalité de Sonvillier accorde à la société de musique lui sera retirée à cause de sa participation à la fête de l'Internationale : si le fait se réalisait, nous sommes sûrs qu'on n'aurait point réussi à intimider par là nos amis les musiciens : ce n'est pas par des mesures de ce genre qu'on peut faire changer d'idée à des hommes qui ont le sentiment de leur dignité.

La journée du lundi fut entièrement absorbée par les travaux intérieurs du Congrès, dont la dernière séance put être close à six heures du soir. Dans la soirée, ceux des délégués qui étaient encore présents se rendirent à Sonvillier, où une réunion familière couronna les travaux du Congrès par une franche et cordiale expansion de fraternité.

sion contre le drapeau rouge, et qu'un certain nombre de nos camarades s'étaient armés en conséquence. On m'a raconté que la société de gymnastique de Saint-Imier, composée de jeunes gens nourris dans les traditions du patriotisme gouvernemental, avait réellement projeté de se livrer à une manifestation hostile ; mais, pour une raison ou une autre, les gymnastes, après réflexion, trouvèrent préférable de s'abstenir. Pierre Kropotkine, dans ses Mémoires, a fait de cet épisode de la journée du 5 août un récit pittoresque et dramatique, mais qui contient deux erreurs. « Le gouvernement de Berne — écrit-il — avait interdit le drapeau rouge *dans toute l'étendue du canton* ; » sur ce point, Kropotkine a été mal renseigné : il n'est pas exact que le gouvernement bernois eût pris une mesure générale de ce genre ; mais le maire de Saint-Imier aurait pu, s'il l'eût voulu, en vertu de ses pouvoirs municipaux, interdire la présence du drapeau rouge au cortège ; seulement, plus raisonnable que les autorités de Berne, il ne crut pas devoir le faire. Quant à l'assertion qu' « un détachement de la milice se tenait prêt dans un champ voisin, sous prétexte de tir à la cible », elle dénature le caractère d'un fait absolument normal et habituel ; le dimanche après-midi, en effet, dans la plupart des localités de la Suisse, des jeunes gens appartenant à la milice s'exercent au tir ; les coups de fusils qu'entendait Kropotkine, il eût pu les entendre tous les dimanches de l'année, et la présence des tireurs au stand n'était pas motivée par la réunion du Congrès de l'Internationale.

En somme, le Congrès de Saint-Imier a été plus qu'un congrès ordinaire : il a été une grande manifestation populaire et socialiste, revanche significative de l'outrage fait au drapeau rouge par la police de Berne; il a été aussi une fête ouvrière, dans laquelle bon nombre de ceux qui ne marchent pas encore dans les rangs des socialistes organisés sont venus fraterniser avec eux et apprendre à les connaître : ils ont remporté de ce rapprochement, nous le croyons, des sentiments d'estime et d'amitié pour les hommes qui luttent en faveur de l'émancipation de la classe des travailleurs.

* * *

Après avoir résumé à grands traits la physionomie du Congrès et indiqué sa portée et sa signification, nous allons donner le plus brièvement possible un aperçu des travaux de ses cinq séances.

Les sections représentées étaient au nombre de vingt et une : elles avaient envoyé trente délégués. En voici la liste :

Berne (française) : Jean Pittet et Ch. Capt ;
Berne (allemande) : Otto Rinke ;
Berne (italienne) : Andrea Costa et Gippa ;
Berne (plâtriers-peintres) : Bernasconi et Durand ;
Berne (charpentiers-menuisiers) : Bruno ;
Graveurs et guillocheurs du district de Courtelary : Bichet et Alfred Jeanrenaud ;
Monteurs de boites et faiseurs de secrets du district de Courtelary : Emile Bourquin et Alcide Dubois ;
Horlogers du district de Courtelary : Georges Rossel et Virgile Favre ;
Métiers réunis [du bâtiment] du district de Courtelary [1] : Adhémar Schwitzguébel et Brœutschi ;
Groupe des adhérents individuels du district de Courtelary [2] : Paggi et Emile Chatelain ;
Chaux-de-Fonds : Auguste Spichiger ;
Neuchâtel : James Guillaume et Fritz Robert [3] ;
Fleurier et Sainte-Croix : Henri Soguel [4] ;
Porrentruy : J. Libeaux, Gentilini et Joseph Verne ;
Section de Lausanne et Section de Vevey : Bouvard ;
Genève (Section de propagande et Section des plâtriers-peintres) : Jules Montels ;
Genève (italienne) : Andrea Costa (déjà nommé) et Fioromi ;
Zürich (allemande) : Kachelhofer [5] ;

1. C'est la section des ouvriers du bâtiment dont le *Bulletin* du 29 juillet avait annoncé la constitution.

2. C'est une section comprenant les adhérents qui n'appartenaient pas à un corps de métier déjà organisé en section.

3. Il s'agit, non pas de Fritz Robert de la Chaux-de-Fonds, mon camarade d'études, ex-professeur à l'Ecole industrielle de cette ville, mais d'un tout jeune homme, Fritz Robert, du Locle, qui avait été mon élève en 1868-1869 à l'Ecole industrielle du Locle, en même temps que son frère puiné Henri Robert, membre du Comité fédéral jurassien ; ces deux frères, établis à Neuchâtel, y travaillaient comme ouvriers faiseurs de ressorts.

4. Henri Soguel, je l'ai déjà dit (p. 18), était un autre de mes anciens élèves du Locle, devenu ouvrier graveur; il travaillait à Saint-Imier, et avait déjà été, en octobre, délégué au Congrès de Berne (voir p. 98).

5. Kachelhofer avait quitté Berne pour Zurich, en mai, je crois, et apprenait dans cette ville un métier manuel. Le 12 juin 1877, il avait écrit de Zürich (en français) à Kropotkine, après un voyage aux Montagnes : « Depuis mon départ de la Chaux-de-Fonds [où il avait fait une conférence le 29 mai], j'ai encore mené une vie vagabonde. Resté deux jours à Sonvillier (et une conférence à Saint-Imier

Section d'Alsace (Mulhouse) : Louis Pindy.

La Section de Fribourg avait délégué J. Meckler, qui s'est trouvé empêché au dernier moment.

Un certain nombre de membres des sections les plus rapprochées, la Chaux-de-Fonds, Neuchâtel, Berne, assistaient en outre au Congrès.

Le bureau fut composé comme suit : Montels, président; Kachelhofer, vice-président; Alcide Dubois, Bichet, Henri Soguel et Costa, secrétaires.

Dans la première séance, ouverte le samedi 4 août à quatre heures, le rapport du Comité fédéral [1] constata que la Fédération jurassienne avait fait, dans cette année, des progrès réjouissants : elle comptait, au commencement d'août, *vingt-neuf* sections.

Les délégués présentèrent ensuite à tour de rôle un rapport sur la marche de leurs sections.

Dans la seconde séance, le dimanche matin, le Congrès aborda la discussion des diverses questions formant l'ordre du jour.

1. — *Mode de représentation de la Fédération jurassienne aux Congrès généraux.* — La résolution suivante fut adoptée :

« La représentation de la Fédération jurassienne aux Congrès généraux est composée de l'ensemble des délégués des sections. Plusieurs sections pourront s'entendre pour envoyer à frais communs un délégué collectif. Chaque délégué aura autant de voix qu'il représentera de sections. L'ensemble de ces voix formera la voix collective de la Fédération jurassienne. »

2. — *Du droit de vote des sections isolées dans les Congrès généraux.* — Cette question avait été tranchée provisoirement au Congrès général de Berne, l'an passé. La résolution suivante fut adoptée, pour être proposée au nom de la Fédération jurassienne au prochain Congrès général :

« Considérant que les Congrès de l'Internationale ne sont pas des corps législatifs, et que leurs décisions ne sont exécutoires que pour les sections et fédérations qui les ont acceptées;

» Considérant en outre que les votes desdits Congrès n'ont qu'une importance de statistique;

» Nous proposons que les délégués des sections isolées soient admis à siéger dans les Congrès avec voix délibérative. »

3. — *Procès relatif à l'affaire du 18 mars à Berne.* — *Brousse* donna lecture d'un rapport présenté par la Commission d'enquête pour le 18 mars. Il fut décidé :

« 1° Que le solde de la souscription en faveur des ouvriers de Berne renvoyés

le 30) chez Schwitzguébel, je revins à Berne, où j'arrivai justement pour la séance jolie de la Section française (Albagès y était aussi), où il y avait la tombola : les lots étaient arrangés pour faire éclater bien souvent des rires infernaux. Il m'était pénible de repartir de Berne, où j'avais trouvé de bons compagnons, de vrais Jurassiens, pour retourner à Zurich et retomber là dans les combats et les disputes acharnées avec des ennemis aussi infâmes que Greulich et toute sa triste coterie; mais il me fallait pourtant partir, et me voici arrivé à Zurich vendredi passé, pour apprendre mon métier et pour devenir ce que tous les compagnons de mon âge sont déjà devenus, — un travailleur. »

1. Le procès-verbal du Comité fédéral jurassien du 2 août porte ce qui suit : « Le caissier Fritz Wenker présente ses comptes, qui sont approuvés par le Comité. Il est ensuite décidé que Wenker et Guillaume représenteront le Comité fédéral au Congrès jurassien qui doit s'ouvrir à Saint-Imier le 4 août, et recevront chacun une indemnité de voyage de dix francs. »

à la suite de l'affaire du 18 mars, solde qui s'élève à 167 fr. 80, sera appliqué à couvrir les frais du procès intenté à vingt neuf membres de la Fédération jurassienne, qui sont cités à comparaître le 16 courant devant le tribunal correctionnel de Berne :

« 2° Que le compte-rendu du procès sera publié sous la forme d'un supplément au *Bulletin*. »

4. — *Organisation de l'assurance mutuelle dans la Fédération jurassienne.* — Après une assez longue discussion, la question fut renvoyée à une commission composée de Bouvard, Bichet, Gentilini, Schwitzguébel et Spichiger. Cette commission présenta le lendemain un projet de statuts en 23 articles, qui fut adopté [1].

5. — *Du programme, de l'attitude et de la délégation de la Fédération jurassienne au Congrès universel de Gand.* — Cette question fut discutée dans la séance publique du dimanche après-midi, après le cortège où avait été arboré le drapeau rouge. *Brousse* parla sur le 1er point du programme du Congrès de Gand : « Pacte de solidarité entre les diverses organisations ouvrières socialistes » ; *Schwitzguébel* sur le 2e point : « De l'organisation des corps de métier » ; *Montels* sur le 3e point : « De l'attitude du prolétariat à l'égard des divers partis politiques » ; *Costa* sur le 4e point : « Des tendances de la production moderne au point de vue de la propriété ». Deux orateurs de langue allemande, MM. *Christen* et *Brückmann*, membres, croyons-nous, l'un de l'*Arbeiterbund*, l'autre de la section du *Grütli* de Saint-Imier, prirent la parole pour recommander la participation à la politique parlementaire : l'un d'eux combattit l'idée communiste et collectiviste, en déclarant que la classe moyenne (*Mittelstand*) était le nerf de la société, et que si on voulait mettre les biens en commun, l'inégalité n'en renaîtrait pas moins dès le lendemain de la révolution, etc., etc. Une discussion à laquelle prirent part, outre les rapporteurs déjà nommés, *Spichiger*, *Bichet*, *Werner*, *Guillaume*, *Rinke*, *Kachelhofer*, et quelques autres, s'engagea à ce sujet, et les deux champions de l'*Arbeiterbund* et du *Grütli* purent constater que la très grande majorité du public se rangeait du côté de l'Internationale.

Une commission composée de Brousse, Costa et Guillaume fut chargée de résumer, sous forme de résolution, les idées émises dans la discussion relativement au programme du Congrès de Gand. La résolution suivante, présentée par elle le lendemain, fut adoptée à l'unanimité :

« Relativement à la conduite que la Fédération jurassienne tiendra au Congrès de Gand, la commission est d'avis que la Fédération jurassienne doit d'abord chercher tous les moyens de se mettre d'accord avec les autres Fédérations qui composent l'Internationale. Mais comme elle ne peut pas effectuer cet accord sans avoir entendu les délégués des autres Fédérations, la commission est d'avis que la conduite de la Fédération jurassienne ne pourra s'établir définitivement qu'après le Congrès général de l'Internationale, qui aura lieu probablement à Verviers.

« Toutefois, comme il est urgent de donner à nos délégués un mandat, voici les bases de la conduite que, suivant nous, les délégués jurassiens devraient tenir eux-mêmes et proposer à ceux des autres Fédérations.

1. Ces statuts de l'Association d'assurance mutuelle pour les cas de maladie furent publiés dans le *Bulletin* du 9 septembre 1877, pour être soumis à l'approbation des sections qui voudraient participer à cette institution.

« S'inspirant des principes consacrés dans nos statuts, la Fédération jurassienne reconnaît que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème local ou national, mais humain, dont la solution n'est pas possible sans le concours théorique et pratique des travailleurs de tous les pays ;

« Que ce concours doit être direct, c'est-à-dire que l'émancipation à laquelle il aboutira doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et non pas le résultat d'un contrat ou d'un compromis quelconque avec les partis bourgeois, fait par l'intermédiaire de délégués officiels ;

« Que sur ce terrain du concours direct, quels que soient du reste les moyens employés pour arriver au but, la Fédération jurassienne croit de son devoir d'affirmer sa solidarité avec tous les travailleurs, chaque fois que par un acte quelconque ils protesteront contre l'organisation actuelle de la société, et auront en vue leur émancipation ;

« Mais que vis-à-vis d'un mouvement qui, bien que se proposant en apparence l'émancipation du travail, ne fait en réalité que prolonger par le moyen du parlementarisme la situation existante, la Fédération jurassienne réserve toute sa liberté d'action ;

« Elle envisage ce mouvement comme la dernière phase du mouvement national, comme un moment historique nécessaire peut-être, particulièrement chez certains peuples ; mais elle ne pourra jamais le considérer comme un moyen véritable d'émancipation du travail.

« En conséquence elle se réserve le droit de le combattre non-seulement chez elle, mais aussi dans les pays où ce mouvement peut rallier le plus grand nombre des ouvriers ; et cela en vertu de son autonomie et de son droit à la propagande sans bornes de tous les principes collectivistes et anti-autoritaires.

« Conformément à ces principes, les délégués de la Fédération jurassienne devraient donc exposer eux-mêmes ou présenter un manifeste exposant clairement les principes, le but et les moyens de la Fédération ; accepter la discussion sur ce programme et sur ces moyens, sans toutefois accepter, en vue d'une apparente utilité pratique, aucune transaction, et sans faire aucune concession. Ils ne doivent absolument pas permettre, si ce n'est de la critique raisonnée, aucune attaque ni aucune offense contre les organisations qui auraient déjà commencé à mettre en pratique ce programme avec les moyens susdits.

« Si un pacte de solidarité est proposé au Congrès, ils ne devront l'accepter que s'il laissait à chaque organisation, dans chaque pays, sa complète autonomie, et n'empêchait pas la propagande de nos principes même dans les pays où des principes et des moyens différents prévaudraient ; ce ne devrait être qu'un pacte de solidarité économique, dans tous les cas où les travailleurs, directement, par un acte quelconque, soit par une grève, soit par une lutte ouverte, attaquent les institutions existantes. Dans le cas de lutte légale, sur le terrain national, en vue de la conquête du pouvoir politique, se réserver toute sa liberté.

« Quant à la constitution d'un centre de correspondance et de statistique, et à la formation éventuelle d'une nouvelle organisation, la commission est d'avis que l'Internationale, avec ses statuts tels qu'ils ont été revisés au Congrès de Genève (1873), est l'organisation la plus capable d'embrasser les diverses manifestations de la vie ouvrière.

« Telles sont les bases de la conduite que, suivant nous, la Fédération jurassienne devrait tenir au Congrès de Gand. Nous sommes en outre d'avis de laisser à nos délégués une certaine liberté, soit dans la discussion, soit dans les résolutions particulières à prendre, les résolutions des congrès n'étant obligatoires que pour les sections et fédérations qui les auront acceptées, en sorte que nous conserverons notre plein droit de les repousser si elles ne sont pas conformes à nos convictions. »

Un dernier point du programme du Congrès de Gand, « La valeur et la portée sociale des colonies communistes, etc. », donna lieu, dans la séance

du lundi après-midi, à une discussion qui aboutit au vote de la résolution suivante :

« Le Congrès jurassien considère les colonies communistes comme incapables de généraliser leur action, étant donné le milieu dans lequel elles se meuvent, et, par suite, de réaliser la révolution sociale. Comme action de propagande, le *fait* de ces colonies communistes n'a pas d'importance à cause des échecs qu'elles sont trop souvent sujettes à subir dans la société actuelle, et reste inconnu des masses tout comme les nombreux essais de ce genre déjà faits à d'autres époques. Le Congrès n'approuve donc pas ces expériences, qui peuvent éloigner de l'action révolutionnaire les meilleurs éléments. Cependant il croit de son devoir d'exprimer sa sympathie envers les hommes qui, à force de sacrifices et de luttes, ont cherché à réaliser pratiquement le socialisme au moyen de ces tentatives. »

Sur la question de la délégation au Congrès de Gand, le Congrès, s'en référant à la résolution votée relativement au mode de représentation de la Fédération jurassienne dans les Congrès généraux, décida de laisser aux sections le soin de s'entendre entre elles pour l'envoi d'un ou de plusieurs délégués : l'ensemble de ces délégués de sections formera la délégation jurassienne. Les résolutions votées par le Congrès jurassien relativement aux questions du programme du Congrès de Gand ne sont qu'un préavis, que les sections sont engagées à prendre pour base du mandat qu'elles donneront directement à leurs délégués.

6 et 7. — *Organisation des corps de métier* et *Organisation de la statistique.* — Sur ces deux questions, discutées le lundi matin, le Congrès vota la résolution suivante ;

« Considérant que le développement des corps de métier est d'une grande importance comme moyen d'organisation des masses populaires ;

« Que ce mouvement tend à prendre ces temps-ci, par l'initiative des sections de la Fédération jurassienne, une marche nouvelle dans plusieurs de nos localités :

« Que des renseignements statistiques seraient d'une grande utilité dans les rapports à établir entre les différentes organisations de métier ;

« Que la statistique du travail ne pourra cependant être réalisée pratiquement que lorsque le mouvement d'organisation des sections aura pris un caractère réellement populaire ;

« Le Congrès recommande à toutes les sections de consacrer une activité incessante au groupement des ouvriers par corps de métier adhérents à la Fédération jurassienne de l'Association internationale des travailleurs.

« Le Congrès invite en outre les sections de métier à commencer la réalisation pratique de l'idée de la statistique du travail.

« Les sections qui s'occupent de cette statistique devraient établir entre elles des rapports, de façon à généraliser les renseignements locaux. »

8. — *Publication de détails aussi exacts que possible sur les récents événements d'Amérique* (*grève des employés de chemin de fer et insurrection populaire*). — La Section allemande de Zürich, auteur de cette proposition, n'avait pas expliqué s'il s'agissait de la publication d'une brochure, ou simplement d'articles de journaux. Le Congrès, après avoir reconnu que des notices à insérer dans le *Bulletin* suffiraient, vota la résolution suivante :

« Le Congrès exprime toutes ses sympathies pour le soulèvement populaire qui a eu lieu dernièrement dans plusieurs villes des Etats-Unis. Il admire l'u-

nité toute spontanée avec laquelle ce soulèvement s'est produit, et le mode d'action énergique en lequel le peuple a attaqué ses oppresseurs.

« Désirant avoir des renseignements précis sur les diverses phases du mouvement, et surtout sur les causes qui ne lui ont pas permis de prendre une plus grande extension, non plus que de poser plus nettement les principes de la révolution sociale, le Congrès engage le Bureau fédéral de l'Internationale à faire les démarches nécessaires pour se procurer des renseignements exacts sur ce mouvement, et, s'il y réussit, à publier un manifeste exposant les causes et la marche du soulèvement [1]. »

9. — *Ne serait-il pas possible de publier une fois par an dans le* Bulletin *une revue du mouvement socialiste général pendant l'année?* (proposition de Zürich). — Il fut décidé que le *Bulletin* publierait autant que possible chaque trimestre une revue générale des faits accomplis dans le domaine du mouvement socialiste.

10. — *Les Sections jurassiennes ne devraient-elles pas rédiger un compte-rendu annuel de leurs travaux, compte-rendu qui serait publié?* (proposition de Porrentruy). — La résolution suivante fut votée :

« Le Congrès invite toutes les sections à prendre en sérieuse considération la question de correspondances locales à envoyer au *Bulletin*, sur les événements qui peuvent avoir quelque importance comme renseignement pour la Fédération tout entière. »

11. — *De l'attitude que doit prendre l'Internationale en présence des événements actuels et des suites qu'ils peuvent avoir* (proposition de Lausanne). — Après une courte discussion, il fut passé à l'ordre du jour sur cette question.

12. — La Section de Fribourg, récemment reconstituée, demandait de ne pas être astreinte à payer la cotisation fédérale des six premiers mois de 1877. — Il fut décidé qu'une nouvelle section, entrée dans la Fédération jurassienne après le commencement de l'année, n'aurait pas à payer la cotisation de l'année entière, mais seulement celle des trimestres pendant lesquels elle aurait fait partie de la Fédération, le trimestre dans le courant duquel elle serait entrée devant être compté en plein.

Le Congrès, s'occupant des moyens d'activer la propagande, vota l'impression d'un recueil de chansons socialistes, ainsi que de petits écrits à un sou. En vue du recueil projeté, les compagnons qui possédaient des chansons socialistes (paroles et musique) furent invités à en envoyer copie à l'administration du *Bulletin* dans le plus bref délai possible [2].

Il fut décidé que le solde non distribué de la souscription de Göschenen (164 fr. 45) serait, si aucun souscripteur n'y faisait d'objection, versé en faveur des familles des internationalistes emprisonnés en Italie [3].

1. Le Bureau fédéral n'a rien publié. Mais dans ses numéros des 21 et 28 octobre et 4 novembre 1877, le *Bulletin* a reproduit un article assez étendu d'Elisée Reclus sur ce sujet, article écrit pour le *Travailleur* de Genève.

2. Ce recueil de chansons n'a pas été publié.

3. Dans le même numéro du *Bulletin* parut un avis annonçant que, si quelque souscripteur avait une objection à élever contre l'emploi que le Congrès avait décidé de ce solde, il était prié de s'adresser, avant la fin du mois, à l'administration du *Bulletin*, et que le montant de sa souscription lui serait remboursé. Aucun souscripteur ne réclama.

Les commissions de vérification nommées pour examiner les comptes du caissier fédéral et de l'administration du *Bulletin* ayant présenté leurs rapports, ces comptes furent approuvés.

Neuchâtel fut désigné pour siège du Comité fédéral, et Sonvillier pour siège de l'administration du *Bulletin*, durant l'année 1877-1878.

. ˙ .

Des saluts télégraphiques furent reçus des Sections de Bâle et de Zürich. Il vint en outre, de Leipzig et de Berlin, deux télégrammes de sympathie qui furent accueillis avec le plus grand enthousiasme. La dépêche de Leipzig était ainsi conçue :

« Buffet de la gare, Saint-Imier, Suisse. Ouvriers de Leipzig envoient salut fraternel et solidarité. MAUFF, KLOPFER, ROSENBERG, WINKLER, SCHULZE. »

Le Congrès répondit par le télégramme suivant :

« Le Congrès jurassien de Saint-Imier remercie ouvriers de Leipzig de leur salut fraternel, et y voit un gage de prochain succès dans notre lutte commune contre l'État bourgeois et contre l'État ouvrier. J. MONTELS, KACHELHOFER, COSTA. »

Voici la traduction de la dépêche de Berlin :

« Congrès de la Fédération jurassienne, Saint-Imier. Salut fraternel. Continuez à marcher de l'avant sur votre voie. Au nom d'une réunion de socialistes de Berlin, STEINBERG. »

A cette dépêche, le Congrès répondit par la lettre suivante :

« Aux anarchistes de Berlin. Compagnons, Le Congrès de la Fédération jurassienne réuni à Saint-Imier les 5 et 6 août 1877 vous remercie cordialement du télégramme de sympathie que vous lui avez adressé.

« Nous constatons avec bonheur le réveil qui se produit dans les masses allemandes en faveur de la libre fédération des groupes et de l'abolition de tout État.

« Continuez, compagnons, à combattre les vieilleries jacobines désormais inutiles, et bientôt l'Allemagne aura, elle aussi, son parti anarchiste révolutionnaire avec lequel il faudra compter. — MONTELS, KACHELHOFER, COSTA. »

. ˙ .

Au Congrès de Saint-Imier, pour la première fois, le programme anarchiste et collectiviste a été développé devant le public sur tous ses points et dans toute son étendue ; la manière dont ce programme a été reçu a été un véritable triomphe pour l'Internationale jurassienne. Espérons que l'an prochain, dans une autre localité ouvrière, nous enregistrerons un triomphe nouveau.

Dans un numéro ultérieur (16 septembre), le *Bulletin* publia cet écho du Congrès de Saint-Imier, qu'il faut reproduire ici pour compléter la physionomie de ces belles journées :

Au Congrès de Saint-Imier, les délégués ont entendu chanter, par des ouvriers italiens de Berne et de Saint-Imier, deux chansons qui sont populaires parmi les socialistes de la Romagne, mais que les socialistes jurassiens entendaient pour la première fois, et qui ont été très applaudies. Chantées en chœur le dimanche 5 août, quelques instants avant la forma-

tion du cortège qui allait arborer le drapeau rouge, par les voix mâles de nos amis italiens, ces deux chansons étaient, en cet instant solennel, d'un effet saisissant : leur mélodie et leurs paroles resteront associées, pour tous ceux qui se trouvaient là, au souvenir d'un de ces moments d'enthousiasme sacré qui laissent une impression ineffaçable dans le cœur [1].

Nous donnons ici, à la demande de beaucoup de nos lecteurs, les paroles italiennes de ces deux chansons. Elles sont imitées de chansons populaires plus anciennes, dont les paroles ont été modifiées [2]. Voici la première :

I ROMAGNOLI

(Aria : « *Noi siam poveri Romagnoli...*
Ma a Roma vogliamo andar ».)

1.

Noi siam poveri Romagnoli,
Ma siam tutti d'un sentimento :
Moriremo di fame e stento,
Ma vogliam l'emancipazion.

Ritornello :

O borghesi prepotenti,
È finita la cuccagna :
I plebei della Romagna
Sono stanchi di soffrir.

2.

Sono stanchi di soffrire,
E ben presto lo mostreranno,
Quando l'armi impugneranno
E giustizia si faran.
O borghesi, ecc.

3.

Avanti, avanti, o giovanotti,
La bandiera rossa è spiegata,
E quanda l'ora sia suonata
Combattiamo come un sol uom.
O borghesi, etc.

Voici la seconde chanson :

ADDIO, BELLA, ADDIO !

(Aria : « *Addio, bella, addio, L'armata se ne va* ».)

1.

Addio, bella, addio,
Alla morte incontro si va ;
E se non partissi anch' io,
Anch' io, sarebbe una viltà !

1. J'ai déjà dit qu'au moment où se forma le cortège, nous pensions que nous serions probablement attaqués. « Beaucoup d'entre nous étaient armés, et prêts à défendre notre drapeau jusqu'à la dernière extrémité », raconte Kropotkine, — dont, après tant d'années, le cœur vibre encore au souvenir de l'exaltation produite par « cette marche, en ordre de bataille, aux sons d'une musique guerrière » (*the strain of that march, in fighting order, to the sound of a military band*)
2. Par Costa.

2.

Ci hanno tanto martoriato,
Tanto fatto ci hanno soffrir,
Che morire di fame o di piombo,
Di piombo o di fame, è tutt' un morir.

3.

La bandiera è già spiegata,
Nè mai più la ripiegherem :
O con essa otterrem la vittoria,
O intorno ad essa noi morirem.

4.

Non pianger, mio tesoro,
Se alla morte incontro si va :
Non moriamo per nuovi padroni,
Moriamo invece per l'umanità !

Le lundi soir, je l'ai dit, la plupart des délégués s'étaient rendus à Sonvillier, où nous passâmes la nuit.

Le mardi matin, retournant à Neuchâtel, je pris le chemin des Convers, en compagnie de Kropotkine, qui rentrait à la Chaux-de-Fonds avec quelques camarades, et de Robin, qui nous faisait la conduite. Arrivés aux Convers, en attendant l'heure de mon train, nous nous assîmes à la lisière de la forêt, sous les sapins : la journée était magnifique, et rarement la nature jurassienne, qui a tant de charmes pour mon cœur, m'avait paru si belle : j'enviais Kropotkine, qui allait gagner la Chaux-de-Fonds à pied, en traversant la montagne, et Robin, qui retournait à Sonvillier, tandis que moi je redescendais dans le pays du vignoble, que brûle en août une chaleur torride. Mais je ne pouvais prolonger mon séjour aux Montagnes : le devoir m'appelait, il fallait aller faire le journal. Je pris congé de mes amis, et montai dans le train, qui s'engouffra dans le noir tunnel des Loges. Elles étaient maintenant derrière moi, les belles journées du Congrès de Saint-Imier, — le dernier Congrès jurassien auquel j'aie eu le bonheur d'assister.

Dix jours après le Congrès de Saint-Imier, une partie des délégués se retrouvaient à Berne, en compagnie d'autres camarades, pour paraître à l'audience du tribunal correctionnel. Sur vingt-neuf prévenus, il n'y avait que six étrangers à la Suisse : de ces six étrangers, cinq (Rinke, Brousse, Werner, Deiber, Voges) avaient été poursuivis parce que, habitant la ville de Berne, leur présence à la manifestation du 18 mars était de notoriété publique, de sorte qu'il n'avait pas été possible d'empêcher la police d'en être avertie ; le sixième, Albert Graber, graveur, Allemand, habitant Sonvillier s'était dénoncé lui-même. Quant à ceux des participants étrangers qui n'habitaient pas le canton de Berne, nous avions voulu qu'ils ne fussent pas poursuivis, et le secret fut bien gardé sur leur participation : la police ignora les noms de Kropotkine, de Pindy, de Ferré, de Jeallot, de Baudrand, de Gevin, de Lenz, de Plekhanof, etc. On a vu plus haut que, pour la plupart de ceux de nos camarades suisses qui furent impliqués dans le procès, leurs noms ne furent connus du juge d'instruction que parce qu'ils avaient demandé eux-mêmes à être compris dans les poursuites.

L'audience du tribunal devant s'ouvrir à huit heures du matin, je me rendis à Berne dès la veille, le mercredi 15 août, et la plupart de mes co-accusés firent de même. Nous soupâmes ensemble dans un restaurant où nous nous étions donné rendez-vous ; et j'eus l'agréable surprise d'y rencontrer la jeune comtesse silésienne Gertrude von Schack, que je connaissais depuis quelques années et qui allait, deux mois après, devenir ma belle-sœur : elle avait désiré assister au procès pour s'initier aux idées socialistes, dont elle se fit, quelques années plus tard, l'active propagandiste en Allemagne et en Angleterre. Il avait été entendu que nous nous défendrions nous-mêmes, sans avoir recours à l'é-

loquence d'aucun avocat. Mais, pour nous orienter dans le maquis de la procédure, nous pouvions avoir besoin de consulter un juriste : le gendre d'Adolphe Vogt, le jeune avocat Édouard Müller, que je connaissais depuis 1873 (voir tome III, p. 141), nous offrit ses services, et nous les acceptâmes.

Le compte-rendu du procès est imprimé tout au long dans un numéro double du *Bulletin* (nos 33-34), qui porte la date du 26 août[1]. Je ne puis songer à le reproduire ici ; je me bornerai à mentionner quelques épisodes saillants.

Sur les vingt-neuf prévenus cités, quatre n'étaient pas présents : Voges, passementier, et Tailland, menuisier, l'un et l'autre domiciliés précédemment à Berne, et qui avaient quitté cette ville depuis plusieurs mois ; le Dr Reber, de Saint-Imier, qui avait changé de résidence et auquel la citation n'était pas parvenue ; et Henri Eberhardt, graveur, de Saint-Imier, qui faisait défaut.

Des vingt-cinq prévenus présents, dix habitaient Berne, un Zürich, six Saint-Imier, quatre Sonvillier, un Bienne, un la Chaux-de-Fonds, un Neuchâtel, et un Lausanne.

« Le tribunal, composé de cinq membres, — dit le *Bulletin*, — est présidé par M. Haggi. L'organe du ministère public est M. Wermuth. M. Sahli, président du Grand-Conseil bernois, se présente comme avocat de quatre gendarmes (Lengacher, Lerch, Corbat et Wenger) et de deux bourgeois (Gurtner et Kolb), qui se portent partie civile et réclament des dommages-intérêts. Un certain nombre de prévenus ne parlant pas l'allemand, un interprète est chargé de traduire.

« Vu le nombre considérable des prévenus et celui plus grand encore des témoins, les débats ont lieu, non dans la salle ordinaire des audiences de la police correctionnelle, mais dans la grande salle des assises, au *Standesrathhaus*. Un nombreux public se presse dans la partie de l'enceinte qui lui est réservée.

« Sur une table devant le tribunal sont placés, comme pièces de conviction, le drapeau rouge de Berne brisé dans la lutte, une canne à épée, des assommoirs, des *Schlagringe* (coups de poing), un couteau de poche, un pistolet Flobert. »

La journée du jeudi 16 août, de huit heures du matin à midi et demi et de deux heures à six heures, fut consacrée à l'audition des rapports du préfet et de l'inspecteur de police, à celle de la partie civile, puis à celle d'une partie des témoins. Je détache du compte rendu trois passages. Le premier est relatif à une assertion des gendarmes Lerch et Lengacher, qui avaient reçu, le premier, un coup de stylet, le second une blessure à la tête, et qui se portaient partie civile :

Le gendarme *Lerch* réclame des dommages-intérêts pour un coup de stylet qu'il a reçu à la poitrine. Ce coup, à ce que lui a affirmé un gendarme, lui a été porté par un des deux individus qui ont été incarcérés (Ulysse Eberhardt ou Rinke).

Ulysse Eberhardt. Il me semble que le gendarme Lerch doit avoir vu celui qui lui a porté le coup de stylet. Il prétend qu'on lui a dit que c'était Rinke ou moi ; je lui demande s'il m'a vu le frapper ?

Lerch. Je n'ai pas vu l'individu qui m'a porté le coup ; seulement on m'a dit ensuite que cet individu avait été arrêté.

Le gendarme *Lengacher* ... est sûr que le coup de stylet reçu par le gendarme Lerch a été donné soit par Rinke, soit par Eberhardt.

1. Je crois que Kropotkine me fournit des notes pour ce compte-rendu ; Schwitzguébel aussi, qui figura au procès comme témoin ; et Robin également. Le 14 août, Brousse écrivait à Kropotkine ce qui suit : « Ta présence à Berne me semble indispensable. D'abord pour le compte-rendu ; songe ensuite que James, Werner, moi, pouvons être immédiatement arrêtés, et qu'alors sur Pindy et Montels roulera le soin du Congrès français, sur Robin et toi celui de rédiger tous nos journaux. » Robin écrivait à Kropotkine le même jour, de Sonvillier : « Peut-être viendras-tu demain ici pour partir le soir à Berne avec ceux de Sonvillier et de Saint-Imier ? J'irai vous rejoindre par le premier train de jeudi matin. »

James Guillaume. Comment Lengacher peut-il affirmer qu'il est sûr que le coup de stylet a été donné *soit* par Rinke, *soit* par Eberhardt? Voilà une étrange sorte de certitude. Ou bien il a vu celui qui tenait le stylet, et dans ce cas il doit préciser; ou bien il n'a rien vu, et alors il ne doit pas chercher à diriger le soupçon sur tel ou tel prévenu.

Lengacher. Je n'ai pas vu moi-même, mais il viendra après moi des témoins qui expliqueront ça.

Le second passage contient les dépositions caractéristiques de trois membres de la Fédération jurassienne, Schwitzguébel, Spichiger, et Capt :

Adhémar Schwitzguébel comparaît ensuite. C'est lui qui portait l'un des drapeaux rouges au cortège. Il déclare être très étonné d'avoir été appelé comme témoin, lui qui s'attendait à figurer au banc des prévenus; car il a, lui aussi, fait résistance à la police en refusant de livrer son drapeau. Ce drapeau lui a été arraché de force, par derrière et par surprise, tandis qu'il discutait avec le préfet; en se retournant, il a vu trois gendarmes qui tenaient le drapeau, et quelques-uns de ses camarades qui essayaient de le leur reprendre; aussitôt les gendarmes ont tiré le sabre.

Le président. Avez-vous frappé vous-même?

Schwitzguébel. Non, je n'ai pas pu : j'ai été bousculé et séparé de mes compagnons.

Le président. C'est pour cela que vous n'avez pas été rangé au nombre des prévenus. Est-il à votre connaissance que les membres de l'Internationale avaient reçu l'ordre de venir à Berne avec des armes?

Schwitzguébel. Rien de semblable n'a été dit. Si nous avions convenu de nous armer, j'aurais eu moi-même une arme, mais je n'en avais point.

Auguste Spichiger, membre de l'Internationale, déclare comme Schwitzguébel qu'il ne comprend pas pourquoi on l'a appelé comme témoin, tandis qu'il devrait être au banc des prévenus. Lorsque les gendarmes ont saisi les drapeaux, il a fait ses efforts pour leur en arracher un, sans y réussir.

Le président. Avez-vous frappé ?

Spichiger. Non, je n'avais pas de canne ; mais j'ai essayé de reprendre un des drapeaux.

Le président. Puisque vous n'avez pas été cité devant le tribunal à titre de prévenu, mais seulement à titre de témoin, je ne puis pas changer votre position. Y a-t-il eu entre les socialistes entente préalable pour prendre des armes?

Spichiger. Non.

Le témoin est congédié.

Ch. Capt, membre de l'Internationale, ouvrier à l'usine à gaz, à Berne. J'étais au cortège, j'ai vu les gendarmes attaquer les drapeaux, je les ai défendus, je me suis ensuite déclaré solidaire de mes camarades : je m'étonne de n'être ici que comme témoin.

Le président. Avez-vous pris une part active à la lutte?

Capt. Sans doute ; j'ai frappé, et j'ai été frappé aussi.

Le président. Qui a commencé les voies de fait ?

Capt. La police : avant qu'aucun de nos camarades eût bougé, j'ai vu des sabres en l'air.

Le ministère public. Le témoin Capt ayant déclaré qu'il a frappé, je requiers sa mise en accusation immédiate.

Après une courte discussion entre le président, le ministère public et l'avocat Sahli au sujet de la légalité de cette manière de procéder, le tribunal se retire pour délibérer. Il rentre bientôt avec un arrêt qui transforme le témoin Capt en prévenu.

Capt. Tant mieux! (Applaudissements.)

Le témoin va prendre place au banc des prévenus. Ceux-ci se trouvent ainsi au nombre de trente [1].

Enfin, dans le troisième passage, un témoin revient sur l'incident du coup de stylet, et prétend connaître celui qui l'a porté :

Steiner, cocher, dépose que pendant la bagarre il a vu un individu, armé d'une canne à épée ou d'un stylet, frapper un gendarme. Cet individu est Rinke, le témoin le reconnaît très bien.

Kachelhofer. Le témoin est-il disposé à confirmer sa déposition sous serment?

Steiner. Oui, je le jurerai si on le demande.

Guillaume. Je demanderai au témoin s'il connaît les conséquences légales d'un faux serment? Tout à l'heure, quand les prévenus seront interrogés, il sera démontré clair comme le jour que ce n'est pas Rinke qui a manié un stylet, et que le témoin se trompe; je l'engage donc à ne pas affirmer à la légère.

Steiner. Je suis prêt à jurer que c'est Rinke.

Le président annonce au témoin que le serment lui sera déféré après l'interrogatoire des prévenus.

Nous savions quel était celui de nos camarades qui avait frappé le gendarme Lerch; nous savions que lorsque son tour serait venu de parler, il dirait la vérité, et que ce serait un coup de théâtre. Aussi nous faisions-nous un malin plaisir d'entendre un témoin affirmer avec tant d'assurance une chose dont la fausseté devait être démontrée de façon éclatante; et nous fûmes encore plus contents, le lendemain, d'entendre deux autres témoins venir s'enferrer à leur tour, comme on va le voir.

Toute la matinée du vendredi 17 fut encore employée à entendre divers témoignages. Je ne citerai que les deux dépositions dont je viens de parler, relatives au coup de stylet :

Le témoin *Hermann*, employé à la gare, prétend avoir vu Rinke un stylet à la main. Il est prêt à l'affirmer sous serment, si les prévenus le demandent.

Le président annonce au témoin qu'il sera rappelé plus tard pour confirmer sous serment sa déposition.

Le gendarme *Brülhardt* raconte aussi que l'un des membres du cortège avait à la main un stylet ou canne à épée. Le président l'ayant invité à chercher à reconnaître parmi les prévenus la personne en question, le gendarme se retourne, et désigne Guillaume. (Eclat de rire général.)

Guillaume. Le témoin est-il prêt à confirmer sa déclaration par serment?

Brülhardt. Oui. (Nouveaux rires.)

1. C'est-à-dire de vingt-six présents au lieu de vingt-cinq, avec quatre absents.

Guillaume. L'interrogatoire des accusés fera juger de la véracité des témoins qui attribuent, les uns à Rinke ou à Eberhardt, les autres à moi, l'usage d'une canne à épée dont aucun des trois ne s'est servi.

L'interrogatoire des prévenus occupa l'après-midi, de deux heures à six heures. Les réponses furent de deux sortes : les uns n'avaient pu frapper, faute de canne ou pour quelque autre raison, et le regrettaient ; les autres déclaraient avoir frappé de leur mieux sur les gendarmes ou autres individus qui attaquaient le cortège. Mais on attendait le coup de théâtre que j'ai annoncé ; il se produisit lorsque le président interrogea Lampert :

Joseph Lampert, graveur, vingt-deux ans, résidant à Sonvillier.

A l'appel de ce nom, un certain mouvement se produit parmi les prévenus; ils savent que la déclaration de Lampert va réduire à néant les affirmations des témoins qui prétendent avoir vu Rinke, Eberhardt ou Guillaume manier la canne à épée qui figure parmi les pièces de conviction. Lampert s'assied sur la sellette sur laquelle on fait placer le prévenu pendant l'interrogatoire.

Le président. Quelle part avez-vous prise à l'affaire du 18 mars ?

Lampert. Une bonne.

Le président. Racontez ce que vous avez fait.

Lampert se lève, va à la table du tribunal, et y prend parmi les pièces de conviction la canne à épée.

— Cette canne à épée, dit-il, est à moi ; c'est moi qui m'en suis servi et qui ai blessé le gendarme Lerch.

Ce mouvement de noble franchise est salué par des bravos que la sonnette du président cherche inutilement à réprimer.

Lampert raconte ensuite qu'assailli par trois gendarmes qui avaient le sabre nu, il s'est défendu avec sa canne; dans la chaleur de la lutte, la gaine du stylet est tombée, la lame lui est restée à la main, et il en a frappé l'un de ses assaillants.

La déclaration de Lampert produit visiblement une profonde impression sur l'auditoire, peu habitué à voir des prévenus parler avec tant de sincérité et accepter aussi résolument la responsabilité de leurs actes.

Cinq prévenus furent encore interrogés après Lampert.

L'interrogatoire étant terminé, le président annonce que les trois témoins auxquels le serment a été déféré vont être rappelés.

Les prévenus annoncent alors que, la déclaration de Lampert ayant fait connaître au tribunal et au public la vérité sur le coup de stylet, ils renoncent à l'assermentation des témoins en question, ne voulant pas les exposer aux conséquences pénales d'un parjure juridique.

La séance s'acheva par la plaidoirie de l'avocat Sahli pour la partie civile. Le majestueux président du Grand-Conseil de Berne, après avoir flétri les démagogues et les révolutionnaires, et félicité les gendarmes d'avoir fait leur devoir, « car, si la police a des armes, c'est évidemment pour s'en servir à l'occasion », exposa en ces termes la doctrine républicaine bernoise :

Toutes les libertés garanties par la constitution sont des libertés essentiellement *limitées*; l'Etat ne peut en tolérer l'exercice qu'à la condition que cet exercice ne constitue pas une provocation envers l'opinion de la majo-

rité des citoyens : aussi, le drapeau rouge étant antipathique à la majorité des habitants de Berne, l'autorité a-t-elle raison de ne pas permettre de le déployer dans la rue. Le premier devoir du citoyen est d'obéir aux ordres de la police. S'il estime que la police viole la loi, il ne lui appartient pas pour cela de résister; il doit obéir d'abord, et réclamer ensuite auprès des autorités compétentes.

Le Cicéron de la cité des Ours, après nous avoir divertis pendant une demi-heure, conclut en réclamant pour le gendarme Lengacher une indemnité de 1535 fr., pour le gendarme Lerch une indemnité de 321 fr., et diverses autres sommes pour ses autres clients. Après quoi l'audience fut levée.

Nous voici au troisième et dernier jour du procès. Le matin à huit heures, réquisitoire du ministère public. M. Wermuth (oh, combien amer!) déclare qu'il partage la théorie de M. le président du Grand-Conseil sur les *libertés restreintes* : l'autorité avait le droit d'interdire le port du drapeau rouge, qui offusque les regards de la majorité des citoyens. Les prévenus ayant, de leur propre aveu, fait résistance à la police, il y a lieu de leur appliquer divers articles du Code pénal, et, pour plus d'équité, de les diviser, selon une énumération dont M. Wermuth donne lecture, en catégories que frapperont des peines graduées, savoir soixante, cinquante, quarante, trente, vingt, et dix jours de prison. Ensuite, le président accorde successivement la parole à tous les prévenus pour leur défense.

Le *Bulletin* contient le résumé des paroles prononcées par Rinke, Adhémar Chopard, Paul Brousse, Kachelhofer, James Guillaume, Deiber, Honegger, Werner, Chautems et Buache. Les autres prévenus, à mesure que vint leur tour de parole, se bornèrent à déclarer qu'ils n'avaient rien à ajouter à ce qu'avaient dit leurs compagnons, et qu'ils acceptaient la solidarité pleine et entière de ce qui s'était fait le 18 mars.

Brousse discuta l'article de la constitution bernoise garantissant la liberté de communiquer sa pensée, non seulement par la parole et par la presse, mais *par des emblèmes*; et il montra ensuite, en ces termes, qu'un article du Code pénal bernois reconnaissait formellement le droit du citoyen à résister à un acte *illégal* de l'autorité :

Paul Brousse (chimiste, trente-trois ans, Français, résidant à Berne)... Le ministère public et l'avocat de la partie civile nous ont dit qu'il fallait d'abord se soumettre à l'autorité, et protester ensuite. Nous connaissons en France cette théorie. Elle nous a conduits droit au coup d'Etat. La théorie républicaine dit au contraire qu'il faut, sous sa responsabilité, résister à l'acte de l'autorité qu'on juge illégal. Le Code pénal bernois a la même manière d'envisager le droit du citoyen, puisqu'il dit, à l'article 76 : « Tout individu qui résiste *sans droit* (*rechtswidriger Weise*) à une autorité sera puni, etc. »

On me permettra de citer, d'après le *Bulletin*, ce que je dis au tribunal, non pour ma défense personnelle, mais pour exposer, au nom de mes camarades, qui me l'avaient demandé, notre conception théorique :

James Guillaume (professeur, trente-trois ans, citoyen suisse, résidant à Neuchâtel). La doctrine des *libertés restreintes*, émise par M. Sahli et par l'organe du ministère public, donne raison à notre manière d'envisager l'Etat. Si l'Etat était réellement capable de garantir *à tous* la liberté *complète*, les critiques que nous adressons à ce mode d'organisation politique et sociale ne seraient pas fondées : et, d'ordinaire, les défenseurs du régime actuel cherchent à prouver qu'en effet nous sommes dans l'erreur. Mais cette fois on nous a accordé d'emblée ce que nous affirmons : c'est

que l'Etat, étant une organisation de combat destinée à maintenir au pouvoir une classe de privilégiés ou une majorité, est obligé, pour assurer sa propre existence, de ne pas accorder à certaines catégories de citoyens la liberté qu'il concède seulement à ceux dont il pense n'avoir rien à redouter. Cette démonstration pratique est pour nous l'intérêt essentiel de ce procès. — Quant à la résistance à l'autorité, Chopard a déjà relevé la singulière contradiction qu'il y a entre les théories républicaines généralement admises chez nous, et celles du ministère public et de M. Sahli[1]. Quoi! on enseigne, dans nos écoles publiques, à admirer la conduite des paysans suisses qui, au quatorzième siècle, se sont révoltés contre l'autorité d'alors: on nous apprend, en théorie, que la résistance à l'oppression est un droit et un devoir; votre Code pénal bernois lui-même dit expressément: « Wer sich *rechtswidriger Weise* einer Behörde widersetzt, wird bestraft u. s. w. », en sorte qu'il distingue nettement entre une résistance *illégitime* et une résistance qui peut être *légitime* si elle est fondée sur le droit; et on vient nous prêcher ici la doctrine de l'obéissance passive! le citoyen doit courber la tête, lors même que la violation de son droit est évidente, — quitte à réclamer plus tard, après que le mal est fait et qu'il est peut-être irréparable! Je comprends qu'on applique une théorie pareille dans une caserne, puisque aussi bien la servitude est l'essence du système militaire: dans la vie civile, alors qu'il s'agit, non de soldats enrégimentés, mais de citoyens que vous déclarez libres et souverains, votre doctrine est la plus complète négation de toutes vos libertés républicaines. — Comme on vous l'a déjà fait remarquer, l'article 76 de la constitution bernoise, non-seulement garantit à tout citoyen le droit de manifester son opinion par la parole, par la presse, *par des emblèmes*; mais il ajoute que « la censure *ou toute autre mesure préventive* est à jamais interdite ». Or, nous savons, par les aveux de M. de Wattenwyl, que le directeur de justice, agissant comme représentant du gouvernement bernois, avait ordonné à la police d'empêcher le déploiement du drapeau rouge, c'est-à-dire de prendre des mesures préventives contre l'exercice d'un droit constitutionnel! Quel bizarre renversement des rôles! nous, qui nous soucions fort peu, lorsqu'il s'agit d'exercer un droit naturel, de savoir s'il est ou non inscrit dans une constitution, nous nous trouvons néanmoins être restés dans les limites du droit légal; et le gouvernement de Berne, qui est le gardien de la loi, a commis une violation de la constitution qu'il est tenu de respecter et de faire respecter! — Ne croyez pas, du reste, qu'en nous intentant ce procès, vous aurez réussi à nous intimider ou à nous déconsidérer; vous aurez beau refuser de vous occuper du côté politique de la question, vous aurez beau vous entêter à nous poursuivre uniquement pour rixe accompagnée de coups et blessures: l'opinion publique ne s'y trompe pas, elle sait qu'il s'agit ici d'un procès politique, et que les hommes qui sont sur ces bancs

1. Adhémar Chopard avait dit au tribunal: « Je n'ai qu'un mot à dire: c'est que nous sommes animés, nous socialistes, du même esprit que ceux de nos ancêtres qui revendiquaient les libertés du paysan contre les nobles. Vous allez nous condamner; et pourtant vous glorifiez le jeune Melchthal, dont l'exploit est d'avoir agi comme nous, en frappant l'homme d'armes du bailli Landenberg qui osa porter la main sur ses bœufs. »

ne sont point des prévenus correctionnels ordinaires, mais sont les représentants d'un grand parti qui, en Suisse aussi, est devenu assez fort pour mériter d'attirer sur lui la rigueur des gouvernements. On ne pourra plus affirmer, comme on le faisait autrefois, que l'Internationale en Suisse ne se recrute que parmi les étrangers, car, sur les trente prévenus qui ont été pris au hasard parmi les participants à la manifestation du 18 mars, il se trouve vingt-quatre citoyens suisses. Dans tous les pays, tous les partis ont passé à leur tour sur les bancs de la police correctionnelle, et ne s'en sont pas plus mal portés : et si vous nous condamnez, si votre conscience vous permet d'affirmer que la police et le gouvernement ont eu raison contre nous, vous pouvez être certains que votre sentence n'aura fait que servir notre propagande.

Je termine ces extraits en reproduisant les paroles prononcées par quatre prévenus qui parlèrent après moi :

Deiber (tailleur, vingt-trois ans, Alsacien, résidant à Berne). Je me rallie à ce qui a été dit par mes camarades, et j'ajouterai seulement ceci : Cette fois, je n'avais qu'un casse-tête ; j'ai fait tout ce que j'ai pu et j'aurais voulu pouvoir faire davantage ; mais maintenant que je sais à quels brigands j'ai affaire, je prendrai la prochaine fois d'autres précautions.

Le président. A qui le prévenu applique-t-il l'épithète de *brigands* ?

Deiber. A ceux qui nous ont lâchement attaqués le 18 mars.

Gaspard Honegger (tailleur, vingt-deux ans, citoyen suisse, résidant à Berne). Au 18 mars dernier, je n'étais pas encore membre de l'Internationale, mais je m'étais joint au cortège, parce que c'est un acte parfaitement légal de porter le drapeau rouge aussi bien que tout autre drapeau. Mais comme j'ai fait à cette occasion l'expérience de quelle sorte de liberté nous jouissons en Suisse, je suis entré ensuite dans l'Internationale. Je n'avais pas d'armes, je n'ai pu prendre aucune part active à la lutte : néanmoins le ministère public réclame contre moi trente jours de prison ; je les ferai avec plaisir, s'il le faut, comme témoignage de solidarité envers mes compagnons. J'ajoute que l'attitude calme et sympathique que garde le public présent dans cette salle prouve que ceux qui ont représenté la population de Berne comme si hostile à notre égard n'ont pas dit la vérité.

F. Chautems (graveur, vingt-huit ans, citoyen suisse, résidant à Bienne). Une des choses les plus divertissantes dans ce procès, c'est le taux auquel le gendarme Lengacher évalue son égratignure : 1535 francs, rien que ça ! Il est évident qu'il y a là une ingénieuse spéculation ; ce gendarme a dû se dire : Si on m'accorde cette indemnité, je n'ai qu'à attaquer encore trois ou quatre fois le drapeau rouge, et j'aurai alors gagné assez d'argent pour pouvoir me retirer du corps et monter un commerce d'épicerie. (Hilarité générale.)

A. Buache (télégraphiste, dix-neuf ans, citoyen suisse, résidant à Lausanne). Après ce qu'ont dit avant moi mes camarades, je ne saurais qu'ajouter pour ma défense personnelle, car je n'ai pas à me justifier de la part que j'ai prise à la manifestation du 18 mars. Et d'ailleurs, devant qui me justifierais-je ? Devant vous, messieurs ? Non, car vous êtes les représentants de la force légalisée par l'abrutissement du peuple. C'est donc au

peuple seul que je dois ma justification, et le peuple sera avec nous : j'ai foi dans l'avenir. Vive la révolution sociale !

Il était midi. Le président annonça que la séance était levée, et que l'audience serait reprise à trois heures pour le prononcé du jugement.

Je copie le *Bulletin* pour le compte-rendu de la dernière audience :

A trois heures, une foule énorme se presse dans la salle. Les accusés ont grand peine à arriver jusqu'à leurs bancs, où s'asseoient, pêle-mêle avec eux, des dames qui n'ont pas trouvé de place ailleurs. Enfin, à quatre heures, les juges font leur apparition, une escouade de gendarmes se range en ligne sur un côté de la salle, et le président donne lecture de l'arrêt.

Le tribunal n'a pas voulu envisager le procès comme ayant un caractère politique : il ne s'agit, à ses yeux, que d'une simple rixe, aggravée par le fait qu'il y a eu résistance à la police.

Le système des catégories, proposé par le ministère public, a été admis par le tribunal, mais ces catégories ont été remaniées, de façon à gratifier la plupart des prévenus d'un emprisonnement plus long que celui qu'avait réclamé le ministère public.

Sont condamnés à soixante jours de prison : Lampert et Deiber ;

A quarante jours : Rinke, Ulysse Eberhardt, Adhémar Chopard, Alcide Dubois, Brætschi, Camille Chatelain, Herter, Kachelhofer, James Guillaume, Fritz Huguenin, Lœtscher, Buache, Capt, Pittet, Henri Eberhardt, Tailland ;

A trente jours : Graber, Reber, Brousse, Werner, Voges ;

A dix jours : Simonin, Eggenschwyler, Paggi, Honegger, Gleyre, Zurbuchen, Chautems.

En outre, Rinke, Brousse, Werner, Deiber, Graber et Voges, étant étrangers à la Suisse, sont bannis pour trois ans du canton de Berne.

Tous les prévenus sont condamnés solidairement aux frais de la partie civile, fixés à 150 francs, et au paiement des frais du procès, dont le montant n'est pas encore connu. Les condamnés des deux premières catégories sont de plus solidairement responsables du paiement des dommages-intérêts suivants : 300 fr. au gendarme Lengacher, 50 fr. au gendarme Lerch, 50 fr. au gendarme Corbat, 10 fr. au gendarme Wenger, 30 fr. à Gurtner, et 30 fr. à Kolb.

L'audience est levée. Les condamnés et le public se retirent paisiblement

Les condamnés ont dix jours pour se constituer prisonniers, avec faculté, si le gouvernement bernois y consent, d'obtenir un délai plus considérable.

Le numéro suivant du *Bulletin* compléta ce compte-rendu par ce post-scriptum :

Les frais du procès correctionnel, que nous n'avions pu indiquer dans notre dernier numéro, ont été liquidés à 753 fr. 40. Avec les frais de la partie civile et les indemnités aux quatre gendarmes et aux deux bourgeois, cela forme un total de 1373 fr. 40.

Que dites-vous de ce gouvernement paternel qui, dans un moment de crise comme celui-ci, n'imagine rien de mieux, pour prouver sa sympathie aux ouvriers de Berne et du Val de Saint-Imier, que d'en mettre un certain

nombre sous les verrous et de leur faire payer près de 1400 fr.? C'est ça qui va mettre du beurre dans les épinards !

Nous apprenons que le gouvernement bernois a décidé de prolonger jusqu'au 15 octobre prochain le délai légal qui est accordé aux internationaux condamnés pour se constituer prisonniers.

Immédiatement après le procès, des assemblées populaires furent réunies à Berne, à Saint-Imier et à Sonvillier. Dans ces deux dernières localités, les assemblées votèrent la publication d'un *Appel au peuple*, qui, rédigé par une commission composée de citoyens appartenant aux différents partis politiques, fut répandu dans toute la partie française du canton de Berne : on y protestait énergiquement contre « la grave atteinte portée aux libertés du peuple bernois » par « des procédés dignes des tribunaux monarchistes, mais qui couvrent d'infamie un tribunal républicain ». A Genève, une assemblée convoquée pour le 15 août par les trois sections que la Fédération jurassienne avait dans cette ville, ne put avoir lieu parce que la police interdit la pose des affiches ; une autre assemblée se réunit néanmoins le 29 août ; Costa y fit un rapport sur le procès de l'Internationale à Berne, et l'assemblée adhéra ensuite à la protestation déjà votée par les assemblées de Saint-Imier et de Sonvillier.

Dans les derniers jours d'août eut lieu à la Chaux-de-Fonds cette conférence de délégués français dont Brousse avait parlé dans sa lettre du 12 juillet. Le *Bulletin* du 2 septembre en rendit compte en ces termes :

Le premier Congrès de la Fédération française de l'Internationale a eu lieu, dans le courant du mois passé, dans une petite ville de la frontière. Les principaux centres ouvriers de la France étaient représentés. Le Bureau fédéral de l'Internationale avait délégué à ce Congrès l'un de ses membres, qui a pu vérifier les mandats, et s'assurer de la réalité et du sérieux de l'organisation.

Les débats du Congrès n'étaient pas, on le comprend, destinés à la publicité. Toutefois nous croyons pouvoir, sans inconvénient, reproduire le texte des résolutions suivantes, adoptées par lui et qui nous sont communiquées.

Ces résolutions, au nombre de six, étaient relatives aux cotisations, à la propagande, au mode d'organisation, à la représentation de la Fédération française au Congrès général de l'Internationale et au Congrès de Gand, à la participation aux mouvements populaires, et aux grèves. Voici le texte des deuxième, cinquième et sixième résolutions :

2e résolution — Le Congrès, considérant que les moyens de propagande varient avec les milieux dans lesquels s'agitent les sections, et respectant le principe d'autonomie proclamé dans le programme, laisse à chaque groupe le soin de choisir le moyen de propagande qui lui convient. Cependant il recommande à l'attention des sections les moyens suivants : Pour les villes, une active propagande par le livre, le journal, la brochure ; pour les campagnes, l'entrée, dans les métiers qui voyagent, de socialistes dévoués ; partout, dès que la force de l'organisation rendra la chose possible, la propagande *par le fait*.

5e résolution. — La Fédération française décide qu'elle profitera de tous les mouvements populaires pour développer dans les limites du possible son programme collectiviste et anarchiste, mais elle invite les groupes qui la composent à ne pas compromettre leurs forces au profit de la victoire d'un parti bourgeois.

6e résolution. — Dans le cas où des grèves éclateraient dans les contrées

où les sections françaises ont de l'influence, les sections de la Fédération française devront profiter de la circonstance pour donner à la grève un caractère socialiste révolutionnaire, en engageant les grévistes à faire disparaître leur situation de salariés par la prise de possession de vive force des instruments de travail.

Albagès (Albarracin) était parti pour l'Espagne en juin. Une fois arrivé, il nous donna des nouvelles de ce qui se préparait. Il m'écrivait le 3 juillet (en français) : « Les affaires pour lesquelles je suis revenu ici vont toujours le même train. Les politiques constatent leur impuissance s'ils ne comptent avec nous, et c'est pour ça qu'ils ne sont pas encore décidés. Malgré tout, ils seront forcés d'agir, ne serait-ce que pour conserver la chaleur parmi leurs partisans. Quand je suis arrivé, les affaires avaient passé par une période très aigue : des délégués furent envoyés, de notre côté, à différents endroits, et ils ont pu constater partout que l'ouvrier est disposé à faire quelque chose de bien, au moins à ne pas se mettre à la remorque des politiques. A Madrid, le mouvement politique sera probablement dominé par les nôtres. En général, ce que nous nous proposons est de nous servir du mouvement pour faire de la propagande, pour nous procurer des moyens, et en même temps pour empêcher la constitution d'un régime démocratique bourgeois qui puisse paralyser le mouvement vraiment révolutionnaire. — Nous n'oublions pas la lutte à soutenir en Belgique au mois de septembre, et nous nous préparons déjà. On ne peut pas désigner à présent les délégués qui seront envoyés, ni savoir leur nombre : les circonstances décideront. Si *la chose* est déjà faite à ce moment, les délégués seront nombreux ; mais si nous nous trouvons toujours dans l'expectative, on fera le possible pour envoyer au moins un ou deux délégués. Nous voudrions connaître les résolutions prises par vous concernant le Congrès, afin de nous en tenir aux mêmes, s'il est possible ; et nous ne déciderons rien de définitif jusqu'à ce qu'elles soient arrivées. » — Une lettre postérieure, à Pindy, non datée, dit : « Notre affaire n'est pas tout à fait manquée, mais elle est ajournée au mois d'août. Les politiciens ont peur de notre intervention après l'avoir demandée ; mais ils comprennent en même temps leur impuissance sans nous, et ils se disent résolus à aller de l'avant. » — Le 10 août, lettre à Kropotkine : « Mon ami, ta lettre m'a causé une grande surprise, car je te croyais à Paris, d'après ce que m'avait dit Pindy. Je vois avec plaisir que vous continuez la propagande avec plus de résultats qu'auparavant, et je pense que si vous continuez, et la crise aussi, ces Suisses finiront par ouvrir les yeux. *Vorwärts !* — J'attends des nouvelles du Congrès [de Saint-Imier], que tu m'as promises, si toutefois tu n'as pas eu la tête cassée. Surtout je voudrais savoir les résolutions concernant les prochains Congrès. » — Le 20 août, autre lettre à Kropotkine : « J'attendais ta lettre avec impatience, seulement pour savoir le résultat du Congrès, car je craignais qu'on vous casserait la tête à cause du drapeau rouge ; mais je vois avec plaisir que la chose s'est bien passée. Le numéro du *Bulletin* qui doit parler du Congrès n'est pas encore arrivé. Je vous souhaite beaucoup de chance au procès de Berne, et surtout beaucoup de scandale. On ne sait pas encore qui ira aux Congrès de Belgique, car les conférences comarcales ne sont pas encore finies ; mais d'après quelques renseignements que j'ai, on peut croire que les délégués seront deux, et bons garçons. — Et l'*Avant-Garde*, vit-elle encore ? depuis le n° 4 je crois, nous ne l'avons plus reçue. — Le calme continue par ici : le roi est en voyage, et les politiques se baignent ; ils ont bien besoin de se nettoyer, ou bien d'*être nettoyés*. On verra. »

Dans le *Bulletin* du 22 juillet, une correspondance d'Italie (écrite par Costa : voir la lettre de Brousse du 12 juillet, p. 221) dit : « La première circulaire de la Commission de correspondance, qui exposait les faits du Bénévent [1], a pro-

1. On avait pris l'habitude d'appeler les événements des 5-11 avril les événe-

duit partout une bonne impression. Des listes de souscription en faveur de nos amis emprisonnés circulent parmi les membres de la Fédération italienne ; chaque international tient à y inscrire son nom et à apporter son obole à ces amis qu'il estime et qui pendant longtemps peut-être seront privés de leur liberté... Notre Commission de correspondance vient de publier une nouvelle circulaire, où elle annonce la date des deux prochains Congrès qui se tiendront en Belgique. On espère que, malgré les difficultés de l'heure présente, la Fédération italienne pourra envoyer quelques délégués... Au moment de cacheter ma lettre, j'apprends la mise en liberté de notre ami Emilio Covelli et de quelques autres de nos compagnons qui avaient été arrêtés comme complices à propos de l'affaire du Bénévent. »

Je place ici une lettre écrite (en français) par Kraftchinstky, de la prison de Santa Maria Capua Vetere [1], à ses amis russes séjournant en Suisse ; cette lettre se trouvait parmi les papiers laissés par Kropotkine à Gustave Jeanneret :

Carceri giudiziarie
di
Santa Maria Capua Vetere
———
Corrispondenza Detenuti.
Giudicabili

Visto
pel Direttore :
S. Persa

li Luglio 17.

Mes chers amis et amies,

Il ne faut pas, je crois, vous écrire combien vos lettres me sont intéressantes. Mais dans les questions de politique un journal est toujours plus intéressant. Vu les exigences du procurat (*sic*), je vous prierais de bannir les contestations politiques qui empêchent, comme vous savez, de recevoir les lettres à temps. Cherchez plutôt des sujets domestiques et personnels. Je comprends que pour Lenz, défenseur zélé des libertés slaves, partageant tous les chagrins et les espérances de nos frères, c'est assez dur, mais mon opinion est que nécessité fait vertu. Puisque nous sommes prisonniers, il faut que nos lettres s'y conforment.

J'ai reçu avec plaisir mon Marx, Comte et Ferrari, en un mot toute ma petite bibliothèque. Quelle que soit la société, on a des tendances bouquinistes en prison. Moi j'ai retenu cette prédisposition faite pendant mes longues années d'études, et maintenant j'en suis bien aise. Cela forme ma principale sauvegarde contre l'ennui

Notre correspondance avec Marie [2] s'est établie ; j'ai reçu durant la semaine passée des lettres dictées par Marie, assez lisibles. Ainsi nous n'aurons plus à jouer malgré nous à la *mosca cieca* [3] d'un genre nouveau. Quant à ma santé, soyez complètement tranquilles. Mon système, soutenu avec rigueur, aura chassé bien vite toute langueur et indisposition.

Notre correspondance avec Lenz doit acquérir un intérêt beaucoup plus grand en cessant d'être toute particulière. Déjà depuis longtemps je prie

ments « du Bénévent », parce que, bien que Letino et Gallo soient dans la province de Caserte, San Lupo, où la bande s'était montrée pour la première fois, se trouve dans la province de Bénévent.

1. Tandis que les sept autres socialistes arrêtés à Solopaca et à Pontelandolfo étaient détenus à Bénévent, Kraftchinsky avait été transféré à Santa Maria Capua Vetere, où se trouvaient les socialistes composant la bande capturée le 11 avril. Je suppose que la raison de cette mesure était l'impossibilité où se fût trouvé le personnel de la prison de Bénévent de se faire entendre de Kraftchinsky, qui ne parlait que le russe et le français, et de lire sa correspondance.

2. Probablement Mme Volkhovskaïa.

3. Colin-Maillard.

Pierre et A. de m'écrire quelque chose. J'espère qu'à présent au moins ma prière sera entendue.

Au revoir, chers amis. J'attends avec impatience votre réponse.

Votre A. ROUBLEFF

Cette lettre est destinée pour Pierre aussi, comme les précédentes.

Des membres de la section de Reggio d'Emilia, qui comparurent en cour d'assises, en juillet, pour avoir publié un manifeste révolutionnaire, furent acquittés au milieu de l'enthousiasme général. A Cesena, des internationaux avaient soutenu une lutte contre la police qui voulait leur enlever un drapeau rouge : quatre furent acquittés, et un cinquième condamné à un mois de prison : « L'ours de Berne, écrivit le *Bulletin* (26 août), a la patte plus lourde que les juges de l'Italie monarchique ».

Dans son numéro du 29 juillet, le *Bulletin* publia une lettre que lui écrivaient les rédacteurs de l'*Helliniki Dimokratia* de Patras pour annoncer leur mise en liberté sous caution. Une seconde lettre, publiée le 26 août, contenait cette déclaration : « Nous sommes convaincus que la solution de la question sociale n'est pas possible sans la révolution sociale, et que ceux qui pensent autrement se trompent ». Le *Bulletin* ajouta : « Des sections de l'Union démocratique du peuple sont en formation à Athènes, à Syra, à Nissi, à Vostizia, à Filliatre, à Céphalonie. Espérons qu'avant peu la Grèce formera l'une des Fédérations régionales de l'Internationale. »

De Russie, on annonça, vers la fin d'août, un procès monstre intenté à deux cent huit paysans de Tchiguirine à la suite d'une émeute agraire ; en même temps, des socialistes détenus pour la plupart depuis 1874, au nombre de cent quatre-vingt-treize, venaient de recevoir leur acte d'accusation.

Une lettre de Pétersbourg, publiée dans le *Bulletin* du 2 septembre, raconta que le chef de la police, Trépof, avait fait fouetter dans la cour de la maison de détention préventive un détenu socialiste, Bogolioubof. On sait comment, cinq mois plus tard, le pistolet de Véra Zassoulitch devait faire justice du bourreau.

J'ai dit (p. 210) que, dans les colonnes du *Mirabeau*, le dernier mot était resté à Costa contre Malon. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans le *Bulletin* du 22 juillet (article écrit par Brousse) :

« Le *Mirabeau*, organe des Sections wallonnes, a publié plusieurs correspondances à propos des récentes affaires d'Italie. Les unes émanaient d'un Français, B. Malon, et cherchaient à noircir les membres de la Fédération italienne et leurs actes ; d'autres émanaient d'un Italien, le compagnon Costa, qui avait vécu au milieu des événements et au sein des organisations italiennes, et s'efforçaient de rétablir hommes et choses sous leur jour véritable. On comprend si les amis de la propagande légale, pacifique, parlementaire, à reculons, les ennemis de tout acte d'énergie révolutionnaire, puisaient à pleines mains dans les correspondances hostiles aux hommes de Bénévent ! Heureusement leur joie paraît devoir être de courte durée. A la suite d'une dernière lettre du compagnon Costa, le *Mirabeau* se déclare édifié en ces termes :

« NOTE DE LA RÉDACTION. — Nous sommes heureux d'être au courant du mouvement de nos amis d'Italie, *et de connaître enfin la vérité sur cette* PROPAGANDE ACTIVE QUI A TOUTES NOS SYMPATHIES.

« Qu'en dites-vous, *Tagwacht*, poule mouillée, ma mie ?

« Nous savions bien que, mieux informés, les révolutionnaires de la vallée de la Vesdre donneraient leurs sympathies plutôt aux hommes qui, en plein soleil, en face de tous, sur la place publique, déploient le rouge drapeau de l'humanité, à Notre-Dame-de-Kazan, à Bénévent, à Berne, qu'à ceux qui,

comme le rédacteur de la *Tagwacht*, M. Greulich, le chassent à Zürich des manifestations ouvrières pour plaire à un député radical. »

En même temps, le *Mirabeau* publiait une résolution votée par le cercle l'Etincelle dans sa séance du 6 juillet, par laquelle les membres de ce cercle se déclaraient « solidaires du mouvement insurrectionnel de Bénévent (Italie), aussi bien que de celui de Kazan, et de tous les mouvements révolutionnaires faits en faveur de la cause des travailleurs ».

On a vu (p. 218) la circulaire que le Bureau fédéral avait adressée, à la date du 6 juillet, aux Fédérations régionales de l'Internationale, pour leur communiquer la proposition de la Fédération jurassienne : que le Congrès général de l'Association se réunît à Verviers, et qu'au lieu de s'ouvrir le premier lundi de septembre (3 septembre), date statutaire, il commençât seulement deux ou trois jours plus tard, afin que sa clôture coïncidât avec la date de l'ouverture du Congrès universel des socialistes à Gand (9 septembre). L'exemplaire de cette circulaire destiné à la Fédération belge avait été adressé au secrétaire correspondant du Conseil régional belge, Ph. Coenen, à Anvers, le rédacteur du *Werker*. Celui-ci, au lieu de communiquer la circulaire aux sections belges, comme c'était son devoir, *la garda dans sa poche* (ainsi qu'il avait déjà fait, apprîmes-nous, de la circulaire du Bureau fédéral du 8 mai : voir p. 192), en sorte que les sections de l'Internationale en Belgique ne furent pas avisées par leur Conseil régional qu'il dût se tenir en 1877 un Congrès général de l'Association, et que la ville proposée pour la tenue de ce Congrès fût Verviers. Il y avait, dans cette attitude de Coenen, une manœuvre dont nous ne comprîmes toute la portée et toute la perfidie que plus tard. Les Flamands, alliés aux hommes de la Chambre du travail de Bruxelles, étaient devenus *les adversaires de l'Internationale*, qu'ils voulaient remplacer en Belgique par un *Parti ouvrier politique et parlementaire* [1] : en conséquence, ils profitaient de ce que le Conseil régional belge était entre leurs mains pour tâcher d'empêcher, autant que la chose dépendait d'eux, la réunion du Congrès général de l'Association, en laissant ignorer aux sections de Belgique la convocation de ce Congrès. Ce furent des lettres de Verviers qui nous apprirent, vers la fin de juillet, les manigances auxquelles s'étaient livrés les peu scrupuleux membres du Conseil régional, et leur tactique d'abstention et de silence. Mais il était encore temps de déjouer la manœuvre : le Bureau fédéral, avisé de ce qui s'était passé, envoya directement des exemplaires de ses circulaires du 8 mai et du 6 juillet au Conseil fédéral de la vallée de la Vesdre. Cet incident acheva d'édifier les internationaux de Verviers sur les intentions de ceux qui avaient voulu les conduire où ils ne voulaient pas aller, et qu'on avait laissés, pendant des mois, mener dans le *Mirabeau* une campagne sournoise contre l'Internationale révolutionnaire. Les deux circulaires dont Coenen avait dissimulé l'existence furent publiées dans le *Mirabeau* : et le Conseil fédéral de la vallée de la Vesdre écrivit au Bureau fédéral, à la Chaux-de-Fonds, une lettre annonçant que, si l'Internationale décidait de tenir son Congrès général à Verviers, les ouvriers de cette ville seraient heureux de recevoir parmi eux les délégués de l'Association et leur feraient l'accueil le plus fraternel. Le 12 août, un Congrès des sections et corporations de la vallée de la Vesdre, réuni à Verviers, vota à l'unanimité d'accepter la proposition de la Fédération jurassienne de tenir dans cette ville le Congrès général de l'Internationale.

J'ai retrouvé une lettre de Pierre Fluse à Kropotkine, sans date, mais qui doit être de la fin de juillet, et qui est relative aux incidents que je viens de mentionner ; Fluse écrivait :

Mon cher Levachof, veuillez, s'il vous plaît, transmettre la lettre ci-jointe

1. J'ai montré plus haut (p. 121) comment, dès le début, le but secret des fondateurs de la Chambre du travail de Bruxelles avait été de *supplanter l'Internationale*.

au Bureau fédéral [1]. Vous verrez par cette lettre que j'ai arrangé la chose telle que vous me l'aviez demandée. Mes amis du Conseil fédéral de la vallée de la Vesdre ont tout de suite approuvé ma manière de voir, qui est la vôtre.

N'oubliez pas de m'envoyer le Drapeau rouge (chanson) et de m'annoncer quand Guillaume sera de retour à Neuchâtel, j'ai hâte de lui écrire [2].

J'ai aussi écrit notre résolution au Conseil régional belge relativement au Congrès.

J'espère que vous viendrez au Congrès à Verviers, et là nous nous verrons longuement...

Une bonne poignée de main de votre ami Pre FLUSE.

La manœuvre de Coenen ayant échoué, et ceux des socialistes belges qui ne reniaient pas l'Internationale s'étant déclarés d'accord avec nous, le Bureau fédéral lança la circulaire suivante aux Fédérations régionales (*Bulletin* du 26 août) :

Association internationale des travailleurs.

Le Bureau fédéral de l'Internationale aux Fédérations régionales

Compagnons,

La proposition de la Fédération jurassienne de tenir cette année le Congrès général de l'Internationale à Verviers (Belgique), et d'en reculer de deux ou trois jours la date réglementaire afin de permettre aux délégués de l'Internationale de se rendre ensuite plus facilement au Congrès de Gand, a reçu un accueil favorable auprès de toutes les Fédérations qui nous ont répondu. De plus, la Fédération de la vallée de la Vesdre a tenu le 12 août un Congrès où les représentants de cette fédération ont déclaré à l'unanimité accepter de recevoir à Verviers le Congrès de l'Internationale, auquel ils promettent l'accueil le plus fraternel.

En conséquence, compagnons, nous convoquons pour le jeudi 6 septembre prochain le Congrès général de l'Internationale à Verviers, et nous engageons les délégués à se rencontrer dès la veille dans cette ville.

Le local de l'Internationale à Verviers est situé Cour Sauvage, 23, place du Martyr.

Au dernier moment, nous recevons encore de la Fédération napolitaine la demande de placer à l'ordre du jour du Congrès général la question suivante : « De la conduite des socialistes révolutionnaires anarchistes vis-à-vis des partis politiques soi-disant socialistes ».

Salut et solidarité.

Au nom et par ordre du Bureau fédéral :

Le secrétaire correspondant, L. PINDY.

Chaux-de-Fonds (Suisse), 25 août 1877.

1. C'est la lettre du Conseil fédéral de la vallée de la Vesdre au Bureau fédéral, dont je viens de parler.

2. Kropotkine a conservé une lettre de moi, du 13 août, dans laquelle je lui annonçais que je venais d'écrire longuement à Fluse ce même jour pour lui parler, entre autres choses, d'un Congrès de la Fédération belge qui devait se réunir à Bruxelles le dimanche 29 août. Le *Bulletin* n'a pas fait mention de ce Congrès, et je ne me rappelle pas ce qui s'y passa : mais il dut y avoir là une explication orageuse entre les délégués de Verviers et le secrétaire infidèle Ph. Coenen, — si celui-ci osa se présenter

La Fédération jurassienne, après le procès de Berne, s'était accrue de deux nouvelles sections : une section qui se reconstitua à Bienne ; et une section italienne qui fut formée parmi les ouvriers de langue italienne travaillant à Saint-Imier, et qui adhéra à la fédération ouvrière du district de Courtelary. Le nombre des sections de la Fédération jurassienne se trouva ainsi porté à trente et une.

Le Congrès de Saint-Imier avait décidé qu'en ce qui concernait la délégation aux Congrès de Verviers et de Gand, il serait laissé aux sections le soin de s'entendre entre elles pour le choix d'un ou de plusieurs délégués. La Section de la Chaux-de-Fonds me désigna pour son délégué, et, par une circulaire du 20 août, proposa aux autres sections de s'associer à elle pour l'envoi du même délégué. Le délai pour la réponse était court, et vingt et une sections seulement eurent le temps de se réunir et d'écrire. Toutes celles qui écrivirent répondirent affirmativement. Je reçus donc le mandat de représenter, aux Congrès de Verviers et de Gand, vingt-deux sections de la Fédération jurassienne, savoir : Fédération du district de Courtelary, six sections ; Berne, cinq sections ; Genève, deux sections ; Lausanne, Vevey, Porrentruy, Fribourg, Boncourt, Fleurier-Sainte-Croix, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Zürich (langue française) [1]. Les sections qui ne figurent pas dans cette liste, soit parce qu'elles n'eurent pas le temps de répondre à la circulaire de la Chaux-de-Fonds, soit (pour deux ou trois d'entre elles) parce qu'elles donnèrent des mandats à Rinke ou à Werner, sont : Genève (typographes), Genève (langue italienne), Lausanne (langue allemande), Bienne, Moutier, Bâle (langue française), Bâle (langue italienne), Mulhouse, Zürich (langue allemande).

Pendant que la Fédération jurassienne, plus prospère et plus vivante que jamais, s'apprêtait ainsi à faire représenter ses idées au Congrès général et au Congrès de Gand, le *Bulletin* (2 septembre) publiait une lettre de Genève où il était parlé en ces termes de l'ancien secrétaire perpétuel de ce qui fut la Fédération romande, le triste sire Henri Perret :

Ils vont bien, les meneurs de l'ancienne coterie marxiste à Genève !

Encore un de ses membres les plus en vue qui vient, sans doute pour être utile au peuple, de faire un plongeon dans la police. Le personnage en question, qui n'est autre que M. Henri Perret, ex-secrétaire de la Fédération romande, a été nommé secrétaire de commissaire de police avec 2400 fr. d'appointements.

Ah, nous comprenons maintenant pourquoi ces Messieurs combattaient l'abstention politique et tenaient à glisser au pouvoir leurs amis ! Grâce à cette tactique, tous les chefs de file sont convenablement assis : *députés, commissaires cantonaux, agents des mœurs, agents de la sûreté*. Espérons qu'ils vont faire notre bonheur, et, en attendant, signalons à leur bienveillante sollicitude tous ceux qui souffrent

La rédaction du *Bulletin* ajouta à cette lettre la note suivante :

M. Grosselin, ancien orateur des meetings de l'Internationale, est député au Grand-Conseil avec jetons de présence, commissaire cantonal à la gare, et maire appointé de Carouge [2] ; M. Josseron, qui fut délégué au

1. Une somme de 250 fr. fut versée par ces vingt-deux sections pour les frais de voyage de leur délégué à Verviers et à Gand. Le détail des versements a été imprimé au *Bulletin* du 30 septembre.

2. Le *Bulletin* publia, six mois plus tard (25 février 1878), une scandaleuse histoire dans laquelle la probité de M. Grosselin était mise en cause : tout le conseil municipal de Carouge avait donné sa démission en masse, *ne voulant pas continuer à siéger avec son maire*, qu'on accusait de tripotages financiers à propos

Congrès marxiste de 1873, est aujourd'hui agent de la police des mœurs : M. Mermilliod, récemment décédé, et qui fut longtemps l'un des principaux meneurs de la coterie, était devenu agent de la police de sûreté ; enfin M. Henri Perret, à son tour, vient de recevoir sa part des *honneurs* que lui méritait si bien le rôle malfaisant qu'il a joué dans l'Internationale. Et voilà la clique avec laquelle les rédactions du *Vorwärts*, de la *Tagwacht*, du *Werker* d'Anvers, sont en ce moment en pleine coquetterie !

En Italie, nos amis les prisonniers de la bande révolutionnaire arrêtée le 11 avril sur les pentes du mont Matèse ne se désintéressaient pas de ce qui allait se passer en Belgique, et il leur vint une idée originale : à la veille du Congrès de Gand, s'étant constitués en section dans leur prison, ils envoyèrent le mandat ci-après à Andrea Costa, qu'ils chargeaient de les représenter (*Bulletin* du 9 septembre) :

A Andrea Costa, Berne.

Cher ami,

Après que les circonstances qui te sont sans doute connues sont venues empêcher la lutte que nous avions voulu provoquer, nous avons cherché à reprendre, du fond de notre prison, la propagande par la parole et par la plume, en attendant le moment où il nous sera possible de recommencer celle beaucoup plus efficace des actes.

Chaque fois que nous réussissons à tromper la vigilance de nos geôliers, nous tentons de participer à la vie socialiste ; et c'est ainsi qu'aujourd'hui, en t'annonçant notre constitution en section de l'Internationale, nous te donnons le mandat de nous représenter au prochain Congrès socialiste universel, et d'y soutenir en notre nom les idées exprimées par le dernier Congrès de la Fédération italienne et défendues par les délégués de cette fédération au Congrès de Berne.

... Nous croyons inutile de développer nos idées relativement aux questions qui sont à l'ordre du jour, ainsi que sur l'attitude de l'Internationale relativement au Congrès et à la nouvelle organisation qui pourrait en sortir, parce que tu les connais et que tu sauras t'en faire l'interprète.

Dans le cas où tu ne pourrais te charger toi-même du présent mandat, nous t'autorisons à le remettre à quelque personne de confiance.

Salut et solidarité.

Prisons de Santa Maria Capua Vetere, le 25 août 1877

Pour la section *la Banda del Matese* :

Bianchi, Alamiro,
Papini, Napoleone,
Errico Malatesta,
Pietro Cesare Ceccarelli,
Guglielmo Sbigoli,
Carlo Cafiero,
Facchini, Ariodante,
Rubleff, A.,
Domenico Ceccarelli,
Bianchini, Giovanni,
Bennati, Giuseppe,
Castellari, Luigi,
Poggi, Luigi,
Poggi, Domenico,
Ginnasi, Francesco,
Bezzi, Domenico,

d'une fourniture de bancs d'école dont il avait frauduleusement fait majorer le prix.

Cornacchia, Antonio,
Volpini, Giuseppe,
Carlo Pallotta,
Buscarini, Sisto,
Gualandi, Carlo,
Cellari, Santo,
Lazzari, Angelo,
Conti, Ugo
Lazzari, Uberto,
Antonio Starnari.

Kropotkine devait aller aux Congrès de Verviers et de Gand pour y représenter divers groupes russes ; Montels et Brousse y allaient comme délégués de la Fédération française ; Costa, comme délégué de nombreuses sections de la Fédération italienne, ainsi que des socialistes de la Grèce et de ceux d'Alexandrie d'Egypte. Voici une lettre de Brousse à Kropotkine, — la dernière, — du 27 août :

Mon cher ami, Nous comptons sur toi à Berne pour nous faire la conférence du samedi 1er septembre. Si tu veux, nous partirons ensuite tous les deux pour Verviers, le dimanche 2 septembre. Voici quel serait notre itinéraire :

Départ de Berne, 4 h. 40 matin. Arrivée à Mulhouse, où nous descendons chez mon ami Weiss, 9 h. 14 du soir [1] ;

Départ de Mulhouse, 3 septembre 7 h. du matin. Arrivée à Metz, où nous couchons, à 6 h. 50 du soir ;

Départ de Metz, 4 septembre 9 h. 2 du matin. Arrivée à Verviers 4 septembre 5 h. 15 du soir.

Ainsi ordonné, le voyage sera moins fatigant, moins ennuyant si nous sommes deux, et nous aurons deux jours presque, pour aider les Verviétois.

Si tu acceptes, écris-le-moi pour que je prévienne Weiss. En tous cas, il me sera impossible de venir le 2 aux Convers [2]. Prie Pindy d'en avertir les amis. *Tibi.* P. BROUSSE.

Le *Bulletin* du 2 septembre publia l'article suivant :

Le Congrès de l'Internationale.

Comme on l'a vu par la circulaire du Bureau fédéral publiée dans notre dernier numéro, le Congrès général de l'Internationale s'ouvrira à Verviers, en Belgique, le jeudi 6 septembre.

Le Conseil fédéral de la vallée de la Vesdre a pris, pour l'organisation pratique du Congrès, les mesures suivantes, que nous fait connaître le *Mirabeau* du 26 août :

Le Congrès aura lieu au local de l'Internationale, 23, cour Sauvage, place du Martyr.

L'ordre des séances est fixé comme suit :

Mercredi 5, à huit heures du soir, *soirée familière* et réception des délégués. A cette occasion, les *Socialistes réunis* (société de chant) viendront chanter les trois plus beaux chœurs de leur répertoire.

Jeudi 6, vendredi 7, samedi 8, *séances administratives*, à huit heures du

1. Il s'agit, comme on le voit, d'un voyage en troisième classe, par train omnibus.

2. Il devait y avoir aux Convers, le dimanche 2, une réunion d'amis intimes, pour nous concerter, selon notre habitude en toute circonstance. J'y assistai.

matin et à deux heures après midi. Tous les jours, à huit heures du soir, *séances publiques*.

Trois jours suffiront sans doute aux délégués de l'Internationale pour traiter leurs affaires administratives et pour se mettre d'accord sur les diverses questions de principe formant l'ordre du jour des deux Congrès. Ils pourront ensuite aller à Gand en phalange compacte, pour y tenir haut et ferme, en présence de ceux qui y viendront avec un programme différent du leur, le drapeau de la révolution sociale.

Dans le numéro du 9 septembre (que j'avais préparé avant de partir), le *Bulletin* disait, à propos des deux Congrès :

A l'heure où ce numéro paraîtra, le Congrès de Verviers sera fini, et le Congrès de Gand aura commencé.

Nous avons pris les arrangements nécessaires pour qu'au moment où nous mettrons sous presse, un télégramme nous soit adressé de Verviers, résumant ce qui se sera fait de plus important. On trouvera ce télégramme à notre quatrième page.

Quant au Congrès de Gand, il est impossible de prévoir, à cette heure, quel en sera le véritable caractère. Si, d'une part, les délégués de l'Internationale s'y rencontrent en nombre, et bien décidés à affirmer leur programme révolutionnaire, d'autre part les représentants du Parti démocrate socialiste d'Allemagne, du Parti démocrate socialiste flamand, de l'*Arbeiterbund* suisse, etc., s'y trouveront aussi, et y développeront un programme qui diffère du nôtre sur beaucoup de points essentiels. Sera-t-il possible d'arriver, non à une entente, mais à des explications calmes et à un apaisement ? Cela dépendra de l'attitude que prendront ceux qui nous ont attaqués avec tant de passion et d'injustice.

XIV

Le neuvième Congrès général de l'Internationale, à Verviers (6-8 septembre 1877), et le Congrès universel des socialistes, à Gand (9-15 septembre 1877).

Je partis de Neuchâtel pour Verviers le mardi 4 septembre ; et, autant qu'il me souvient, je fis le voyage seul, par Bâle, Mayence, Cologne, et Aix-la-Chapelle. J'arrivai à Verviers le mercredi, vers le soir, et j'y trouvai la plupart des délégués déjà réunis. Nous nous logeâmes à quelques-uns dans un petit hôtel sur la place du Martyr, à proximité du local où devait se tenir le Congrès.

Le *Bulletin* a donné, dans son numéro du 24 septembre, un compte-rendu du Congrès, qui est, dit-il, la reproduction d'un article paru dans le *Mirabeau* du dimanche 16, complété par moi sur quelques points. C'est ce compte-rendu que je vais reproduire ici, en l'abrégeant quelque peu.

Le mercredi 5 septembre étaient arrivés à Verviers des délégués de France, d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne, de Russie, de Suisse, et de Belgique. La Fédération de la vallée de la Vesdre avait organisé pour ce jour une soirée familière de réception. « Comme des soirées pareilles ne se représentent pas souvent, à huit heures du soir la grande salle de la cour Sauvage était remplie de compagnons de Verviers et des environs. Après les souhaits de bienvenue adressés aux délégués au nom de la Fédération de la vallée de la Vesdre, la société

les *Socialistes réunis* chanta quelques chœurs de circonstance; puis des discours furent prononcés par plusieurs délégués. Cette soirée restera comme un excellent souvenir dans tous les cœurs, surtout ceux des ouvriers de la vallée de la Vesdre, qui n'avaient jamais assisté à pareille fête. »

Le lendemain, le Congrès ouvrit ses séances régulières au local de l'Internationale, cour Sauvage.

Première séance (privée), jeudi 6 septembre.

La séance est ouverte à neuf heures du matin. Il est procédé à la nomination d'une commission pour la vérification des mandats. Cette vérification constate la présence des délégués suivants :

Rodriguez [pseudonyme de Soriano] et Mendoza [pseudonyme de Morago], représentant la Fédération espagnole de l'Internationale, composée d'un nombre considérable de fédérations comarcales et locales ;

Andrea Costa, représentant trente-cinq sections de la Fédération italienne;

Martini, représentant deux sections de la Fédération italienne ;

Paul Brousse et Jules Montels, représentant la Fédération française récemment constituée (douze sections) :

James Guillaume, représentant vingt-deux sections de la Fédération jurassienne ;

Gérard Gérombou, Luron, Hubertine Ruwette, Simon, Montulet, Noël, Dompret, représentant les sections qui composent la Fédération de la vallée de la Vesdre ;

Otto Rinke et Emile Werner [1], représentant des sections d'Allemagne et de Suisse.

Les socialistes de la Grèce et ceux d'Alexandrie d'Egypte s'étaient en outre fait représenter par Costa.

La question de savoir si les délégués d'organisations ne faisant pas régulièrement partie de l'Internationale, mais ayant son programme, seront admis à siéger au Congrès, est tranchée comme elle l'avait été l'année précédente au Congrès de Berne : ces délégués pourront prendre part aux discussions, à titre d'invités, avec voix consultative. A ce titre sont admis :

Emile Piette, du Cercle l'Etincelle, de Verviers ;

Malempré, des Solidaires d'Ensival (Belgique) ;

Levachof [pseudonyme de Kropotkine], délégué par divers groupes de socialistes russes.

On passe à la formation du bureau. Sont nommés comme présidents : Gérombou, de Verviers ; Werner, d'Allemagne ; et Rodriguez [Soriano], d'Espagne. Les secrétaires sont : Levachof, de Russie ; Montels, de France ; et Piette, de Verviers.

Brousse demande l'admission régulière dans l'Internationale de la Fédération française récemment constituée. — Cette Fédération est reçue.

Werner et *Rinke* demandent l'admission dans l'Internationale d'un groupe de sections qui viennent de se constituer en Allemagne. — Ce groupe est reçu dans l'Internationale.

La Fédération de Montevidéo est aussi reçue dans l'Internationale [2].

Le Bureau fédéral de l'Internationale ayant chargé le délégué jurassien de la lecture de son rapport, ce rapport, signé *Spichiger* et *Pindy*, est lu par Guillaume. Il sera publié en entier dans le compte-rendu du Congrès [3].

1. Rinke et Werner, condamnés l'un à quarante jours, l'autre à trente jours de prison le 18 août, et en outre bannis pour trois ans du canton de Berne, s'étaient rendus *à pied* de Berne à Verviers, voyageant à petites journées à la façon des *Wandergesellen* allemands.

2. Le Bureau fédéral, dans sa circulaire du 1er août (voir p. 219), avait porté à la connaissance des Fédérations régionales la demande d'admission de la Fédération de Montevidéo, qui n'avait pu, vu la distance, envoyer un délégué au Congrès.

3. Ce compte-rendu devait s'imprimer à Verviers; les démarches que j'ai faites

Des irrégularités dans la correspondance, de la part du secrétaire du Conseil régional belge, résidant à Anvers, ayant été constatées à la suite de la lecture du rapport en question [1], la résolution ci-dessous est votée par le Congrès à l'unanimité :

Le Congrès, considérant que la correspondance entre le Bureau fédéral et les sections peut se trouver entravée par la négligence d'un Conseil régional, constate que le Bureau fédéral a le droit, quand les circonstances l'exigent, de correspondre directement avec les fédérations locales ou de bassin, et que celles-ci pourront, toutes les fois qu'il leur conviendra, s'adresser au Bureau fédéral.

A la fin de la séance arrive un nouveau délégué : Delban, représentant du Cercle d'études socialistes de Liège.

Ce Cercle demande son affiliation à l'Internationale. Les statuts du Cercle ayant été antérieurement communiqués à la Fédération de la vallée de la Vesdre, et ne renfermant rien de contraire aux statuts généraux, le Cercle d'études socialistes de Liège est admis dans l'Internationale, avec cette restriction que, s'il veut s'affilier à la Fédération régionale belge, il devra en faire la demande régulière à cette Fédération.

Le Congrès décide ensuite qu'il y aura un meeting public le même soir, dans la grande salle ; que les séances publiques du vendredi et du samedi seront transformées en soirées familières, et que les rapports des Fédérations seront lus dans la soirée du vendredi. — La séance est levée à midi.

Deuxième séance (privée), jeudi 6 septembre, à deux heures.

La classification de l'ordre du jour du Congrès est établie comme suit :

1° Vote des sections isolées dans les Congrès généraux ;

2° Des moyens propres à réaliser le plus vite possible l'action révolutionnaire socialiste, et étude de ces moyens (proposition de la fédération de Nouvelle-Castille) ;

3° Dans quelque pays que triomphe le prolétariat, nécessité absolue d'étendre ce triomphe à tous les pays (proposition de la fédération d'Aragon) ;

4° Le Bureau fédéral pourrait-il trouver des moyens de propagande pour nos compagnons d'Egypte (proposition de la section d'Alexandrie) ;

5° Discussion des questions formant l'ordre du jour du Congrès de Gand ;

6° Questions administratives.

La discussion est ouverte sur le premier point : « Vote des sections isolées dans les Congrès généraux ». Le Congrès se rallie à la résolution de la Fédération jurassienne, prise au Congrès de Saint-Imier. (Voir cette résolution plus haut, p. 232.)

On aborde ensuite le deuxième point : « Des moyens propres à réaliser le plus vite possible l'action révolutionnaire socialiste, et étude de ces moyens ». Après une très longue discussion, le Congrès adopte la résolution suivante :

Considérant que la solidarité de fait dans l'action révolutionnaire socialiste a été reconnue, par les congrès et les groupes socialistes révolutionnaires, comme étant, non-seulement le moyen le plus pratique, mais indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale ;

dans ces dernières années en vue de m'en procurer un exemplaire n'ont pas abouti, et je suis porté à croire qu'il n'a pas été publié.

1. On a vu, p. 252, en quoi consistaient ces « irrégularités », et j'admire encore, trente ans après, l'extrême modération dont le Congrès général de l'Internationale fit preuve, en se contentant de voter, à propos de cet incident, la résolution qu'on va lire.

Considérant, d'autre part, que la question mise à l'ordre du jour par la Nouvelle-Castille se trouve implicitement contenue dans d'autres questions qui seront mises en discussion ;

Pour ces motifs, le Congrès passe à l'ordre du jour [1].

Comme il est six heures du soir et qu'un meeting doit avoir lieu à huit heures, la suite de la discussion est renvoyée au lendemain.

Meeting public, jeudi 6 septembre, à huit heures du soir.

Une foule nombreuse se presse dans la grande salle de la cour Sauvage. Des socialistes de Verviers prennent successivement la parole, et exposent en langue wallonne les principes de l'Internationale ; ils sont chaleureusement applaudis.

Le meeting dure jusqu'à minuit, et paraît laisser à tous les assistants une excellente impression. « Les tiraillements qui avaient malheureusement existé pendant quelque temps entre divers éléments socialistes à Verviers ont disparu ; l'union est rétablie, et chacun envisage l'avenir avec espoir et confiance. Le Congrès de Verviers aura été le signal d'un énergique réveil du socialisme dans le pays wallon : voilà ce que dit chacun, et nous croyons que c'est en effet la vérité. »

Troisième séance (privée), vendredi 7 septembre, à neuf heures du matin.

La lecture des procès-verbaux des deux précédentes séances est faite, et ils sont adoptés.

Un nouveau mandat arrive au bureau, et le Congrès admet le délégué qui en est porteur : Malempré, représentant la section de Lambermont (Belgique) [2].

On aborde le troisième point de l'ordre du jour : « Dans quelque pays que triomphe le prolétariat, nécessité absolue d'étendre ce triomphe à tous les pays ».

James Guillaume, délégué de la Fédération jurassienne, dit qu'il a reçu le mandat de demander au Congrès de passer à l'ordre du jour sur cette question.

Une autre proposition, faite par *Costa*, avec un complément de *Brousse*, est présentée aux délégués [3].

1. Nous ne donnons que sous toutes réserves le texte de cette résolution et de la suivante, que nous empruntons au *Mirabeau*, et qui nous paraît contenir des erreurs et des incorrections. Lorsque nous aurons reçu communication des procès-verbaux officiels du Congrès, nous rectifierons ces textes s'il y a lieu. (Note du *Bulletin*.) — Ces textes n'ont pas été rectifiés, les textes authentiques n'ayant pas été communiqués à la Fédération jurassienne par les secrétaires du Congrès.

2. Le nombre total des délégués se trouva par là porté à vingt.

3. On voit déjà se manifester ici une opposition entre Brousse et Costa, d'une part, qui font figure d' « extrême gauche », et le représentant de la Fédération jurassienne d'autre part, opposition qui s'accentuera au Congrès de Gand. Brousse, depuis un certain temps, prenait de plus en plus, dans ses allures, quelque chose de débraillé et de « casseur d'assiettes » qui m'était antipathique ; son langage se faisait, à dessein semblait-il, vulgaire et cynique. Après avoir rimé la chanson du *Drapeau rouge*, dont la valeur poétique est médiocre, mais dont l'intention était excellente et dont le succès fut de bon aloi ; après avoir fait sur le préfet de Berne, M. de Wattenwyl, des couplets gouailleurs sur l'air du *Sire de Fich'ton-kan*, qui étaient lestement tournés, avec ce refrain :

Saluez Monsieur l'préfet
Qui s'en va-t-en ville,
Ses lunettes sur le nez :
C'est un homme habile !

il avait continué par une chanson qui me déplaisait fort, et dont le refrain était :

Pétrolons, pétrolons
Les bourgeois et leurs maisons !

A tout propos il entonnait cette scie, que je trouvais odieuse ; et, comme il me

Après une très intéressante discussion, le Congrès adopte la résolution suivante de Costa et Brousse, contre laquelle vote seul le délégué de la Fédération jurassienne :

Considérant que, si la révolution sociale est, par sa nature même, internationale, et s'il est nécessaire pour son triomphe qu'elle s'étende à tous les pays, il y a néanmoins certains pays qui, par leur conditions économiques et sociales, se trouvent plus que les autres à même de faire un mouvement révolutionnaire,

Le Congrès déclare :

Qu'il est du devoir de chaque révolutionnaire de soutenir moralement et matériellement chaque pays en révolution, comme il est du devoir de l'étendre (??) [1], car par ces moyens seulement il est possible de faire triompher la révolution dans les pays où elle éclate.

Le quatrième point de l'ordre du jour est ensuite abordé : « Le Bureau fédéral pourrait-il trouver des moyens de propagande pour nos compagnons d'Egypte ? » Sur ce point, le Congrès déclare que le Bureau fédéral de l'Internationale pourra s'entendre à ce sujet avec la section d'Alexandrie, sur la demande de laquelle cette question a été mise à l'ordre du jour.

Quatrième séance (privée), vendredi 7 septembre, à deux heures.

Il est donné lecture d'une lettre des Sections belges du Centre, dont voici la teneur :

« Compagnons, Le Conseil régional belge ayant négligé de nous donner connaissance de la tenue du Congrès, nous n'avons pu en discuter l'ordre du jour dans nos sections, ni nous préparer à y envoyer un délégué. Réunis aujourd'hui en séance intime, nous ne pouvons laisser passer l'occasion de venir vous affirmer que nous partageons fermement les principes exposés et admis dans les Congrès antérieurs de l'Association internationale des travailleurs. Salut et révolution sociale. (Signé) : Fidèle CORNET, groupe des mécaniciens de Jolimont ; — Théophile MASSART, J. GILLET, mécanicien, MARÉCHAL, A. MASSART, WATERLOT, HERMANT, DESCHAMPS, section de Fayt ; — LAZARE, section d'Haine-Mariemont. »

La proposition suivante est présentée au bureau :

« Nous, délégués de la Belgique, proposons au neuvième Congrès de l'Association internationale des travailleurs de rédiger une adresse de sympathie en faveur de nos frères victimes de leur énergie révolutionnaire dans les divers mouvements qui ont eu lieu, tels que : Notre-Dame-de-Kazan, Berne, Bénévent, Amérique, etc. Les délégués : GÉROMBOU, LURON, MALEMPRÉ, Hubertine RUWETTE, SIMON, MONTULET, NOEL, DOMPRET, DELBARS, PIETTE. »

Le Congrès, appelé à se prononcer sur cette proposition, vote la déclaration suivante :

Sur la proposition unanime des délégués belges, le Congrès général de l'Internationale, réuni à Verviers, manifeste par la présente déclaration sa sympathie et sa solidarité envers ceux de nos frères qui ont été victimes de leur énergie révolutionnaire dans les divers mouvements qui ont eu lieu

voyait hausser les épaules à chaque nouvelle audition de sa dernière œuvre, il n'était pas éloigné de me traiter de réactionnaire.

1. Le sens de ce membre de phrase incorrect est peut-être celui-ci : « Comme il est aussi de son devoir de chercher à étendre la révolution à son propre pays ».

cette année, entre autres à Bénévent, à Saint-Pétersbourg, à Berne, et aux Etats-Unis.

Une discussion s'engage ensuite sur la manière en laquelle doit être exécutée la décision prise l'année précédente, au Congrès de Berne, concernant une caisse centrale de propagande qui serait administrée par le Bureau fédéral (voir ci-dessus p. 105). La proposition suivante est adoptée, comme adjonction à la décision du Congrès de Berne :

Les Fédérations détermineront elles-mêmes les moyens qu'elles jugeront convenables pour réunir la somme à verser à cette caisse de propagande.

L'ordre du jour appelle l'examen du programme du Congrès de Gand. Une discussion générale s'engage à ce sujet, et aboutit à la constatation d'une complète entente entre les délégués. La discussion spéciale sur les diverses questions du programme de Gand est renvoyée au lendemain.

La séance est levée à six heures et demie.

« Pendant cette séance, le commissaire de police de Verviers s'est rendu au local du Congrès et a fait prier les délégués de passer le lendemain matin à son bureau pour y faire constater leur identité. Cette cérémonie officielle s'accomplit le lendemain sans aucun incident digne de remarque, et le commissaire, ayant obtenu sur le lieu de naissance des délégués, leur profession, leur âge et la couleur de leurs cheveux, tous les renseignements qui l'intéressaient, put télégraphier au gouvernement belge que sa vigilance avait sauvé la patrie. »

Cinquième séance (publique), vendredi 7 septembre, à huit heures du soir.

Cette séance, tenue sous la forme d'une soirée familière, fut consacrée à l'audition des rapports des fédérations et sections. Les rapports suivants furent lus ou présentés verbalement :

Fédération de la vallée de la Vesdre ; — Section des femmes de Verviers ; — Fédération espagnole ; — Fédération française ; — Fédération italienne ; — Groupe des sections allemandes ; — Fédération jurassienne ; — Groupes socialistes russes ; — Groupes de la Grèce ; — Groupes d'Egypte.

Après la lecture de ces rapports, une discussion très intéressante s'engage sur les grèves, à propos de la grève de Seraing, dont Meunier fait le récit. La séance est levée vers minuit.

Sixième séance (privée), samedi 8 septembre, à neuf heures du matin.

Les procès-verbaux de la troisième et de la quatrième séance sont lus et adoptés.

Cette séance est spécialement consacrée à des questions administratives. Ce sont :

1° « Des moyens de publier le *Compte-rendu* du Congrès actuel. » — Il est décidé que les secrétaires du Congrès auront à s'entendre avec la rédaction du *Mirabeau* au sujet de cette publication.

2° « Liquidation des *Comptes-rendus* du Congrès général de 1874, tenu à Bruxelles. » — Il reste encore environ 300 exemplaires de ce Compte-rendu, dont les frais ont été jusqu'ici supportés exclusivement par la Fédération de la vallée de la Vesdre. Il est décidé que les 300 exemplaires restants seront mis au prix de 50 c., et que chaque Fédération régionale sera invitée à se charger d'en écouler un certain nombre.

3° « Frais du présent Congrès. » — Ces frais, s'élevant à 63 fr. 20, sont répartis séance tenante entre les Fédérations représentées.

4° « Quelle Fédération remplira les fonctions de Bureau fédéral de l'Internationale pour 1877-1878 ? » — Plusieurs Fédérations proposent la Belgique. La Fédération belge n'étant pas représentée dans son entier, il est proposé de

charger provisoirement de ce mandat la Fédération de la vallée de la Vesdre, jusqu'à ce que la Fédération régionale belge, réunie en congrès, ait pu déclarer si elle accepte ou refuse les fonctions de Bureau fédéral.

Les délégués belges demandent la suspension de la séance pour pouvoir se concerter entre eux. A la reprise de la séance, ils annoncent qu'à l'unanimité ils acceptent la proposition de désigner Verviers comme siège provisoire du Bureau fédéral.

Il est proposé en outre, pour le cas où le Congrès régional belge ne ratifierait pas cette décision, de placer le Bureau fédéral en Espagne. Les délégués espagnols déclarent qu'ils pensent que leur Fédération serait disposée à accepter ce mandat, s'il lui était conféré.

5° « Pays où se tiendra le prochain Congrès général. » — La Suisse est désignée à l'unanimité.

La séance est levée à midi.

Septième séance (privée), samedi 8 septembre, à deux heures.

L'ordre du jour appelle la discussion sur chacune des six questions formant le programme du Congrès de Gand.

Un mémoire émanant d'une section de Genève a été envoyé au Congrès avec prière d'en prendre connaissance. Ce mémoire, destiné au Congrès de Gand, traite une à une les diverses questions du programme. Il est décidé de donner lecture de ses différents chapitres au cours de la discussion.

1re *question du Congrès de Gand* : « Des tendances de la production moderne au point de vue de la propriété ». — Après une longue discussion, la résolution suivante est adoptée :

Considérant que le mode de production moderne tend, au point de vue de la propriété, à l'accumulation des capitaux dans les mains de quelques-uns, et accroît l'exploitation des ouvriers ;

Qu'il faut changer cet état de choses, point de départ de toutes les iniquités sociales,

Le Congrès considère la réalisation de la propriété collective, c'est-à-dire la prise de possession du capital social par les groupes de travailleurs, comme une nécessité ; le Congrès déclare en outre qu'un parti socialiste vraiment digne de ce nom doit faire figurer le principe de la propriété collective, non dans un idéal lointain, mais dans ses programmes actuels et dans ses manifestations de chaque jour.

2e *question du Congrès de Gand* : « Quelle doit être l'attitude du prolétariat à l'égard des partis politiques ? » — A cette question, le Congrès en joint une autre qui s'y attache, et qui a été proposée pour l'ordre du jour du Congrès de Verviers par la Fédération napolitaine : « De la conduite des socialistes révolutionnaires anarchistes vis-à-vis des partis politiques soi-disant socialistes ».

Après une discussion approfondie, qui a duré plusieurs heures, le Congrès vote la résolution suivante :

Considérant que la conquête du pouvoir est la tendance naturelle qu'ont tous les partis politiques, et que ce pouvoir n'a d'autre but que la défense du privilège économique ;

Considérant, d'autre part, qu'en réalité la société actuelle est divisée, non pas en partis politiques, mais bien en situations économiques : exploités et exploiteurs, ouvriers et patrons, salariés et capitalistes ;

Considérant, en outre, que l'antagonisme qui existe entre ces deux catégories ne peut cesser de par la volonté d'un gouvernement ou pouvoir

quelconque, mais bien par les efforts réunis de tous les exploités contre leurs exploiteurs ;

Pour ces motifs :

Le Congrès déclare qu'il ne fait aucune différence entre les divers partis *politiques, qu'ils se disent socialistes ou non* : tous ces partis, sans distinction, forment, à ses yeux, une masse réactionnaire, et il croit de son devoir de les combattre tous.

Il espère que les ouvriers qui marchent encore dans les rangs de ces divers partis, instruits par les leçons de l'expérience et par la propagande révolutionnaire, ouvriront les yeux et abandonneront la voie politique pour adopter celle du socialisme révolutionnaire.

La séance est levée à sept heures.

Huitième séance (publique), samedi 8 septembre, à huit heures et demie du soir.

Cette séance, comme celle de la veille au soir, est tenue sous la forme d'une soirée familière.

La discussion sur le programme du Congrès de Gand est reprise.

3e *question du Congrès de Gand* : « De l'organisation des corps de métier ». — Cette question soulève une discussion très intéressante, de laquelle il résulte que, la grande industrie n'étant pas développée aujourd'hui d'une manière identique dans tous les pays, les corps de métier n'ont pas partout, au point de vue socialiste révolutionnaire, la même valeur. La résolution suivante est votée à l'unanimité :

Le Congrès, tout en reconnaissant l'importance des corps de métier, et en en recommandant la formation sur le terrain international, déclare que le corps de métier, s'il n'a d'autre but que l'amélioration de la situation de l'ouvrier, soit par la diminution des heures de travail, soit par l'augmentation du taux du salaire, n'amènera jamais l'émancipation du prolétariat; et que le corps de métier doit se proposer, comme but principal, l'abolition du salariat, c'est-à-dire l'abolition du patronat, et la prise de possession des instruments de travail par l'expropriation de leurs détenteurs.

4e *question du Congrès de Gand* : « Pacte de solidarité à conclure entre les diverses organisations ouvrières socialistes ». — Le Congrès, reconnaissant qu'un pacte de solidarité ne peut être conclu entre l'Internationale et des organisations dont les principes et les moyens d'action diffèrent des siens sur des points essentiels, passe à l'ordre du jour.

5e *question du Congrès de Gand* : « De la fondation, dans une ville européenne, d'un Bureau central de correspondance et de statistique ouvrière, qui réunirait et publierait les renseignements relatifs aux prix de la main-d'œuvre, des denrées alimentaires, aux heures de travail, aux règlements de fabriques, etc. » — Le Congrès émet l'opinion que le Bureau fédéral de l'Internationale pourrait se charger de la mission énoncée dans la question ci-dessus, sans qu'il soit besoin de créer un nouveau bureau spécial.

6e *question du Congrès de Gand* : « De la valeur et de la portée sociale des colonies communistes, etc. » — Après un exposé historique de la question, lecture est faite de la résolution votée à ce sujet par le Congrès de Saint-Imier (voir p. 235). Le Congrès de Verviers décide de se rallier à cette résolution.

Il est entendu que les résolutions adoptées relativement au Congrès de Gand n'ont pas un caractère absolument impératif et que les délégués ne seront pas liés à leur texte, mais qu'elles indiquent seulement le point de vue auquel les délégués de l'Internationale ont résolu de se placer dans la discussion.

Toutes les questions du programme du Congrès de Gand ayant été examinées, la discussion sur les grèves est reprise, et se prolonge assez tard, mais sans aboutir au vote d'une résolution.

Il est décidé, pour terminer la séance, que les procès-verbaux qui n'ont pas pu être lus seront remis au bureau, qui les vérifiera. Puis la clôture du Congrès est prononcée aux cris de *Vive l'Internationale!*

Le lendemain, dimanche, les délégués de l'Internationale prenaient congé de leurs amis de Verviers pour se rendre à Gand, après avoir promis que ceux d'entre eux qui le pourraient s'arrèteraient à Verviers au retour.

* * *

J'ai à parler maintenant du Congrès de Gand ; je le ferai en empruntant au *Bulletin* la relation, rédigée par moi, qui se trouve dans son numéro du 23 septembre 1877.

Le Congrès de Gand.

Lorsque les délégués de l'Internationale arrivèrent à Gand le dimanche 9 septembre, vers deux heures de l'après-midi, le grand cortège par lequel devait être inauguré le Congrès avait déjà eu lieu; ce fut donc seulement de la bouche des socialistes gantois qu'ils en apprirent les détails [1]. Vers les neuf heures du matin, les corporations ouvrières de Gand s'étaient rassemblées ; précédées du drapeau rouge, et aux sons de la Marseillaise, elles s'étaient d'abord rendues sur la place où s'élève la statue de Jacques Artevelde, le célèbre brasseur de Gand, qui, après avoir pendant plusieurs années défendu les droits de cette commune contre le comte de Flandre, périt assassiné en 1345. Une couronne avait été déposée aux pieds de la statue; puis le cortège s'était dirigé vers la gare, où il avait reçu les délégués arrivant de Bruxelles et d'Anvers [2].

Nous employâmes l'après-midi à nous chercher des logements; et le soir nous nous rendîmes au concert qui avait été organisé en l'honneur des délégués au local du Congrès, au Parnasse. Ce local se composait d'une salle de théâtre à deux rangées de galeries, pouvant contenir environ un millier de personnes ; d'une salle étroite, longue et basse, destinée aux séances du Congrès, ne pouvant recevoir que cent personnes au plus ; et de deux ou trois petites pièces, propres aux travaux des commissions.

Du concert, il est douteux qu'aucun membre de l'Internationale ait gardé une impression quelconque, autre que celle d'un théâtre rempli d'une foule compacte écoutant des amateurs chanter et jouer des airs d'opéra : car les idées étaient ailleurs : ce qui nous intéressait, c'était de savoir le nombre et la provenance des délégués déjà arrivés. Mais il nous fut impossible d'obtenir des détails un peu précis, et force fut d'attendre au lendemain pour savoir ce que serait le Congrès.

Le lundi matin, lorsque les délégués de l'Internationale se rendirent à la salle des séances, leur première impression, il faut le dire franchement, fut celle d'une déception. La foule de la veille avait disparu, et ils se trouvaient dans une salle étroite, mal disposée, où une cinquantaine de personnes seulement étaient réunies. Les délégués présents furent invités à remettre leurs mandats à une commission de vérification, qui se composa d'un membre pour

1. Nous trouvâmes au local du Congrès, à notre arrivée, quelques ouvriers socialistes de Gand (pas des chefs), et d'autres camarades venus des villes voisines, qui nous firent un accueil très cordial, et nous aidèrent à nous débrouiller dans une ville dont la langue nous était inconnue.

2. Les socialistes de la partie flamande de la Belgique, Anvers, Malines, Gand, Bruxelles (qui se trouve à la limite du pays flamand), etc., s'étaient abstenus, de propos délibéré, de se faire représenter au Congrès de Verviers ; ils avaient réservé exclusivement leurs délégations pour le Congrès universel des socialistes. C'était dire de façon bien explicite : « Nous ne voulons plus de l'Internationale, et nous allons à Gand dans l'espoir d'y rencontrer d'autres éléments avec lesquels nous nous associerons en dehors de l'Internationale, et, s'il le faut, contre elle ».

chaque pays. La commission travailla à sa besogne jusqu'à midi, et proposa ensuite l'admission de tous les délégués présents.

Ces délégués formaient cinq groupes distincts. Le plus nombreux était le groupe flamand, composé de représentants de diverses corporations ouvrières ou sociétés de Gand, de Bruxelles et d'Anvers, et des Sections internationales de Bruxelles, de Gand, de Malines et d'Anvers. Au grand complet, ce groupe comptait vingt-sept délégués ; mais une douzaine d'entre eux seulement assistèrent régulièrement aux séances ; les autres ne firent qu'une apparition, ou même ne vinrent pas du tout. Voici la liste de ces vingt-sept délégués : *Bruxelles*, Eug. Steens, De Bugger, Brismée [1], Fr. Goetschalck, De Paepe [2], Verschuren, Pira, Paterson, De Wit, Delporte, Mayeu, Bertrand ; *Gand*, Anseele, Van Beveren, Verbauwen, P. De Witte, Tetaert, Marisal, De Wachter, Cardon, De Backer ; *Anvers*, Ph. Coenen, C. Goetschalck, De Gratie ; *Malines*, Machtels ; *Courtrai*, Knockaert ; *Liège*, Slebach (ce dernier délégué doit être rangé dans le groupe flamand, quoique représentant une ville wallonne, parce qu'il vota constamment avec lui).

En second lieu venait le groupe des délégués de l'Internationale arrivant du Congrès de Verviers. Il comptait onze membres, savoir : Rodriguez [Soriano] et Mendoza [Morago], pour l'Espagne ; Paul Brousse et Jules Montels, pour la France ; Gérard Gérombou, pour Verviers ; Andrea Costa et Martini, pour l'Italie et la Grèce ; Rinke et Werner, pour l'Allemagne ; James Guillaume, pour le Jura ; Levachof [Kropotkine], pour la Russie.

Le troisième groupe était celui des Allemands, composé de Greulich, délégué de l'*Arbeiterbund* suisse ; Fränkel, délégué du Parti socialiste de Hongrie ; et Liebknecht, délégué du Parti socialiste d'Allemagne (Liebknecht n'arriva que le lundi après-midi, et ne resta que jusqu'au jeudi soir).

Le quatrième groupe était formé de deux Anglais : John Hales [3], délégué du *Commonwealth Club*, de Londres ; et Maltman Barry, délégué du *Kommunistischer Arbeiterverein* de Londres, et correspondant du journal le *Standard* [4].

Le cinquième groupe, enfin, se composait de cinq délégués assez difficiles à classer. C'étaient Bazin [5], un Français habitant Bruxelles et représentant un groupe français de Londres ; Zanardelli, un Italien représentant des groupes de

1. Louis Bertrand a écrit (t. II, p. 300) que « les anciens de l'Internationale à Bruxelles, Brismée, Steens, etc., regardaient comme sacrilège le fait de tenter l'organisation d'un autre groupement ». Cela était exact encore en 1876, mais maintenant Brismée et Steens s'étaient ralliés à l'idée nouvelle, sous l'influence de De Paepe, et ils la défendirent à Gand avec une ardeur de nouveaux convertis.

2. De Paepe représentait, non point une section de l'Internationale, ou une société ouvrière belge, mais la communauté d'Onéida, dans l'Etat de New York. Le *Bulletin* du 7 octobre publia à ce sujet la communication suivante, que lui avait adressée *Un ami*, un curieux qui s'était renseigné : « La seule communauté indiquée dans l'ouvrage de Nordhoff comme existant à Onéida (Etat de New York) est une société de travailleurs enrichis, employant aujourd'hui des salariés et qui se dénomme, au point de vue civil, les *Perfectionnistes*, et, au point de vue religieux, les *Communistes de la Bible*. L'opinion qui y domine, c'est que le communisme est, non pas le résultat du progrès scientifique et social de l'humanité, mais bien le retour aux vraies *doctrines de la Bible*. Est-ce cette société que le docteur De Paepe représentait à Gand ? » De Paepe ne répondit rien, et pour cause.

3. John Hales, depuis que les dernières sections de l'Internationale, en Angleterre, avaient cessé d'exister, faisait de la politique radicale. Il n'avait pas changé, car au Congrès de Genève, en 1873, il nous avait déclaré bien nettement que la tactique qui avait ses préférences n'était pas la nôtre. A Gand, il fut conséquent avec lui-même en s'alliant aux politiciens flamands.

4. C'est ce Maltman Barry que nous avons vu figurer au Congrès de la Haye, et, depuis, dans les intrigues politiques anglaises, comme l'homme à tout faire de Karl Marx, qui l'employait toutes les fois qu'il y avait une besogne malpropre à exécuter. Il représentait à Gand, comme on le voit, l'association allemande de Londres dont Marx était le meneur depuis 1847 ; et, comme à la Haye, il était en même temps correspondant de l'organe principal du parti conservateur anglais.

5. Sur Bazin, voir ci-dessus p. 121

Milan, de Palerme et de Mantoue, ou, plus exactement, la rédaction de deux journaux trop connus, le *Povero* et la *Plebe* ; un délégué d'un groupe de Puteaux près Paris, Bert (pseudonyme) ; un délégué d'un groupe de Lyon, Paulin (pseudonyme) ; enfin un délégué d'un groupe de Paris, Robin (pseudonyme).

Ces divers groupes, au premier coup d'œil, ne présentaient qu'une masse assez confuse ; mais dès que le Congrès aborda les questions de principes, on les vit s'ordonner, et deux camps opposés se formèrent : d'un côté les communistes autoritaires, partisans de l'État et de la politique parlementaire, qui eurent pour eux les Flamands, les Anglais, les Allemands, plus Bazin, Bert et Robin ; de l'autre côté les collectivistes, c'est-à-dire les onze délégués de l'Internationale fédéraliste et anti-autoritaire. Deux indécis, Paulin et Zanardelli, restèrent flottants, votant tantôt avec les uns, tantôt avec les autres.

Le Congrès ouvrit sa première séance active le lundi après-midi, lorsque le travail de la commission de vérification des mandats fut terminé. Quarante-neuf délégués étaient reconnus ou annoncés ; mais il n'y en avait guère qu'une trentaine de présents.

Il fut procédé à la nomination du bureau, que l'on composa de trois présidents : Van Beveren, de Gand, Rodriguez (Soriano), d'Espagne, et Frankel, de Hongrie, et de deux secrétaires : Levachof (Kropotkine), de Russie, et Steens, de Bruxelles.

Quant au mode de votation, le Congrès décida qu'on voterait par tête, mais que les votes n'auraient d'autre caractère que celui d'un recensement des opinions, et ne constitueraient point des décisions liant les délégués.

Une discussion assez vive s'engagea sur la question de savoir si les séances devaient être publiques. Les délégués de Gand insistaient pour que toutes les séances fussent absolument privées. De Paepe réclama au contraire la publicité des débats, et son point de vue fut appuyé par les délégués de l'Internationale. Ce fut la proposition de De Paepe qui l'emporta, et les séances du Congrès furent déclarées publiques : mais elles ne le furent que de nom, car le public ne brilla que par son absence ; en dehors de trois ou quatre journalistes, *pas un seul auditeur n'assista aux débats du Congrès*, et c'est une des particularités qui frappèrent le plus les délégués de l'Internationale.

Lorsqu'il fallut aborder l'ordre du jour, on reconnut de part et d'autre qu'il ne pouvait être question de s'occuper d'un pacte de solidarité avant d'avoir au préalable échangé ses idées sur les principes. D'un commun accord, les six points du programme du Congrès furent donc classés dans l'ordre où ils avaient été discutés à Verviers, qui était l'ordre logique.

Le soir, il y eut meeting dans la salle du théâtre. Les délégués étaient placés sur la scène, et un public composé d'un millier d'auditeurs environ s'était installé au parterre et sur les galeries. Les orateurs qui haranguèrent ce public étaient tous des Belges, sauf Greulich, qui fit un discours en allemand. Le comité d'organisation avait prié spécialement les délégués de l'Internationale *de s'abstenir de prendre la parole*, de crainte qu'une note discordante ne vînt troubler le concert, car, disaient les organisateurs, « la propagande que nous faisons à Gand est d'une nature spéciale, et il est nécessaire que ceux qui voudront parler au public s'entendent au préalable avec le comité, qui se réserve de *donner le ton* des discours ». Comme on le pense bien, les délégués de l'Internationale ne voulurent pas chagriner le comité de Gand en jouant le rôle de trouble-fêtes ; ils ne parlèrent donc pas au meeting, se réservant pour les séances du Congrès, qui, selon la décision prise l'après-midi, devaient être publiques, — et qui restèrent en réalité, comme il a été dit, des réunions privées, grâce à l'indifférence des ouvriers de Gand ou à un mot d'ordre donné par une autorité inconnue.

La journée du mardi fut consacrée à la discussion de la première question du programme : *Des tendances de la production moderne au point de vue de la propriété.*

Lorsque cette question avait été proposée à Berne l'année précédente comme

l'une de celles qu'il importait de placer à l'ordre du jour du Congrès de Gand, on s'était fait de ce Congrès une idée bien différente ; on se le figurait comme une réunion à laquelle accourraient de l'Europe entière des représentants de toutes les organisations ouvrières quelles qu'elles fussent, et on pouvait s'attendre à ce que, parmi ces représentants, il se trouverait de nombreux défenseurs de la propriété individuelle. Dans cette perspective, il avait paru important de s'expliquer avant tout sur la question de la propriété, qui pouvait, mieux que toute autre, servir de pierre de touche pour se reconnaître de part et d'autre. Mais maintenant les choses se présentaient de manière bien différente : les seuls qui eussent répondu à l'appel des socialistes belges étaient des hommes dont l'opinion était déjà connue comme favorable à la propriété collective ; les organisations dont l'opinion, sur ce point, eût pu être douteuse ou hostile, n'avaient point envoyé de délégués au Congrès : en sorte que celui-ci formait, non plus une réunion représentant réellement l'ensemble du mouvement ouvrier avec toutes ses diversités de tendances et de principes, mais seulement une réunion de partisans de la propriété collective, divisés néanmoins entre eux sur un point important, les uns étant des autoritaires, c'est-à-dire des communistes d'Etat, les autres des anti-autoritaires, c'est-à-dire des collectivistes, ou autrement dit des communistes anarchistes (fédéralistes).

Les choses étant ainsi, la discussion sur la propriété ne pouvait offrir l'intérêt qu'elle eût présenté si le Congrès eût compté parmi ses membres des partisans de la propriété individuelle. Néanmoins quelques explications assez importantes pouvaient être et furent en effet échangées entre les communistes et les collectivistes, non sur la question de la propriété elle-même, mais sur le mode d'organisation de la propriété commune ou collective. Dans la séance du matin, Greulich et De Paepe, d'un côté, Guillaume et Brousse de l'autre, exposèrent leur manière de voir à ce sujet.

Greulich et *De Paepe* soutinrent que la propriété devait rentrer tout entière aux mains de l'Etat ; mais ils représentèrent cette transformation comme ne pouvant s'opérer que lentement, par une série de réformes législatives dont le résultat serait de transformer, au bout de quelques siècles, la société bourgeoise en société communiste (toutefois De Paepe admettait aussi, parmi les éventualités possibles, la transformation par voie de révolution). Parmi les mesures propres à opérer cette transformation, De Paepe rangeait même la participation des ouvriers aux bénéfices, si cette participation se généralisait et était pratiquée loyalement.

Greulich, développant son point de vue, dit que le capital devait appartenir à l'Etat, c'est-à-dire à l'ensemble ou à la communauté (*Gesammtheit*), parce que c'est le seul moyen de supprimer le salariat, et de régler d'une manière normale la production ; si les instruments de travail étaient la propriété, non de l'ensemble, mais des groupes de producteurs, cela constituerait un monopole au profit de ces groupes : on aurait rétabli quelque chose de semblable aux anciennes corporations, au détriment des consommateurs. Il faut qu'il existe, au-dessus des intérêts particuliers des individus et des groupes, un représentant de l'intérêt général : ce représentant, c'est l'Etat, qui, pour pouvoir intervenir dans les conflits possibles entre les intérêts spéciaux, doit être armé de ces mêmes moyens coercitifs (*Machtmittel*) qu'il possède aujourd'hui. Sans cela, et avec l'autonomie des groupes, on n'aboutirait qu'à une société où, comme à présent, chacun tirerait de son côté, où aucune solidarité n'existerait ; un groupe dirait aux autres : « Vous voulez faire une statistique générale pour régler la production ? mais moi je me moque de votre statistique, je n'en veux pas ».

Que ferait-on en présence d'un cas semblable ? Ne faudra-t-il pas que la volonté populaire, exprimée au moyen d'un vote général, prononce sur le conflit, et que le gouvernement soit chargé d'imposer cette volonté aux récalcitrants ?

Brousse et *Guillaume*, répondant à Greulich et à De Paepe, dirent que ceux-ci oubliaient, dans l'organisation de leur société communiste, un élément essentiel, la liberté. Si la propriété passe simplement des mains des capitalistes aux mains de l'Etat, le salariat est à la vérité transformé, mais non aboli : le travailleur deviendra le salarié de l'Etat, et ne sera pas plus libre qu'il ne l'était dans la fabrique du capitaliste. La crainte de voir les groupes qui détiendraient les instruments de travail s'en faire un monopole et exploiter les consommateurs, est chimérique ; car si, d'une part, la prise de possession du capital par les groupes constitue un fait révolutionnaire nécessaire et le point de départ de toute l'organisation sociale nouvelle, il ne faut pas perdre de vue qu'immédiatement ces groupes seront forcés de s'entendre entre eux pour se garantir mutuellement cette possession, de se concerter, de se faire des concessions, de jeter, en un mot, les bases d'un contrat réglant les conditions de la production et de l'échange : ce contrat placera les groupes dans une dépendance mutuelle à l'égard les uns des autres, et la constitution d'un monopole au profit d'un groupe serait chose complètement impossible. Quant à la supposition d'un groupe qui voudrait s'isoler de la société, faire bande à part, et qui dirait aux autres groupes : « Je me moque de votre statistique », c'est une hypothèse absurde ; et si quelques insensés essayaient d'une pareille tentative, la force des choses les aurait ramenés à la raison au bout de quelques jours.

De Paepe fait quelques objections au système de la possession des instruments de travail par les groupes ; il craint qu'il surgisse de là des contestations, des conflits. Le meilleur moyen de créer, dans la société, la dépendance mutuelle des producteurs, ce sera le fait que la propriété appartient à l'ensemble, mais que telle corporation peut seule la faire fructifier. De Paepe reconnaît du reste que l'harmonie sociale résultera de contrats à établir, d'une part, entre chaque groupe et l'ensemble, d'autre part entre les divers groupes spécialement intéressés à telle ou telle affaire : il est en désaccord ici avec Greulich, pour qui le vote populaire est le moyen unique et infaillible de résoudre toutes les questions. Il reconnaît aussi que l'Etat populaire pourrait effectivement, dans certains pays et pendant un certain temps, n'être qu'un Etat de salariés ; et un Etat de salariés, s'il devait se perpétuer sous cette forme, mériterait, dit-il, d'être renversé par le peuple tout comme l'Etat bourgeois ; mais, aux yeux de De Paepe, ce ne sera là qu'une phase transitoire imposée peut-être par les circonstances, et, dès que les associations de producteurs auront pu être constituées, l'Etat cessera de faire travailler directement les ouvriers, et remettra aux associations elles-mêmes les instruments de travail, pour les faire fructifier aux conditions qui auront été stipulées entre lui et les groupes de travailleurs. — Comme on le voit, la théorie de De Paepe tient le milieu entre celle qu'a développée Greulich et celle que défendent les anarchistes.

La discussion, qui avait été un peu languissante et froide le matin, parce qu'elle avait roulé exclusivement sur des choses abstraites, s'anima dans la

séance de l'après-midi : Fränkel, Anseele, Gérombou, Mendoza [Morago] prirent la parole et traitèrent la question d'une façon plus vivante, mais sans toutefois que de nouveaux arguments fussent apportés de part ni d'autre. Deux résolutions, résumant les deux courants d'idées qui s'étaient manifestés dans le débat, furent déposées, l'une par Hales, Fränkel et Greulich, l'autre par Montels et Gérombou ; et le Congrès décida de tenir encore une séance le soir pour voter sur les deux propositions en présence.

Le mardi soir, les deux résolutions furent mises aux voix.

Celle de Hales, Fränkel et Greulich était ainsi conçue :

Considérant qu'aussi longtemps que la terre et les autres instruments de production, qui sont les moyens de la vie, sont détenus et appropriés par des individus ou des groupes, la sujétion économique de la masse du peuple avec toute la misère qui en résulte doit continuer, le Congrès déclare qu'il est nécessaire que l'Etat ou la commune [1], représentant et comprenant la totalité du peuple, possède la terre et les autres instruments de travail.

Les délégués qui se rallièrent à cette proposition furent les Allemands, Greulich, Liebknecht et Fränkel ; les Anglais, Barry et Hales ; les Flamands, Van Beveren, Anseele, De Witte, Steens, Coenen, Verbauwen, De Paepe, Bertrand, Brismée ; et deux membres du groupe des divers : en tout, seize.

La résolution présentée par Montels et Gérombou était rédigée en ces termes :

Considérant que le mode actuel de production amène la concentration de la richesse sociale aux mains de quelques-uns, et, par suite, toutes les iniquités sociales,

Nous pensons :

Que les travailleurs doivent s'emparer de cette richesse sociale pour la transformer en propriété collective des groupes producteurs fédérés.

Elle eut pour elle les voix des délégués de l'Internationale venant de Verviers (moins celle de Levachof, qui avait dû quitter le Congrès pour une affaire personnelle).

Une troisième résolution fut présentée par l'Italien Zanardelli, qui n'avait pu se décider à voter ni avec les uns ni avec les autres. La voici :

Considérant que la production tend de plus en plus d'augmenter dans l'intérêt du capitaliste et contre les intérêts de l'ouvrier, et que cela vient de ce que c'est le capitaliste qui est le propriétaire de la terre, des outils et des machines ;

Considérant que ce ne sont pas les tendances de la production moderne qui sont dangereuses, mais le fait de la propriété individuelle,

Le Congrès propose que la terre et les instruments de travail deviennent propriété collective, sans en établir d'avance les formes et les conditions.

Cette résolution n'obtint que la voix de son auteur et celle d'un délégué de Bruxelles.

Il est bon de faire remarquer que les délégués de l'Internationale représen-

1. Les mots *ou la commune* furent ajoutés à la demande de De Paepe : et si les Anglais et les Allemands ne protestèrent pas contre l'introduction de ces mots, c'est que sans doute ils crurent que *commune* signifiait *communauté, Gesammtheit*. Quoi qu'il en soit, l'introduction de ces mots *ou la commune* a complètement changé, à nos yeux, le caractère primitif de la résolution : dans sa première rédaction, elle avait au moins le mérite de la clarté et de la logique, tandis que la rédaction actuelle ouvre la porte à toutes les interprétations arbitraires. (Note du *Bulletin*.)

taient huit pays différents ; tandis que, sur les seize voix qui s'étaient prononcées pour la première résolution, il y en avait neuf (plus de la moitié) qui appartenaient à un seul et même pays, la Belgique.

Le vote achevé, on se sépara, en remettant au lendemain la discussion sur la question politique.

J'interromps ici le compte-rendu que j'emprunte au *Bulletin*, pour expliquer ce que c'était que l'affaire personnelle qui obligea Kropotkine à quitter brusquement le Congrès. Il l'a racontée lui-même dans ses *Mémoires*, en ces termes :

« Le Congrès de Gand finit pour moi d'une manière inattendue. Trois ou quatre jours après qu'il eut commencé [1], la police belge apprit qui était Levachof, et reçut l'ordre de m'arrêter pour une contravention aux règlements de police que j'avais commise en prenant à mon hôtel un nom d'emprunt. Mes amis belges me donnèrent l'alarme : ils affirmaient que le ministère clérical qui était au pouvoir était capable de me livrer à la Russie, et insistèrent pour que je quittasse le Congrès sur le champ. Ils ne voulurent pas même me laisser retourner à mon hôtel ; Guillaume me barra le chemin, me disant que j'aurais à employer la force contre lui si j'insistais pour rentrer chez moi. Je dus suivre quelques camarades de Gand, auxquels on me confia ; et à peine me trouvais-je avec eux que des appels étouffés et des sifflets partirent de tous les coins d'une grande place obscure sur laquelle étaient épars quelques groupes d'ouvriers. Cela avait un air d'effrayant mystère. Enfin, après beaucoup de pourparlers à voix basse et de coups de sifflets en sourdine, un groupe de camarades m'escorta jusque chez un ouvrier démocrate socialiste, chez lequel je devais passer la nuit, et qui, bien que je fusse anarchiste, me reçut comme un frère, de la façon la plus touchante. Le lendemain matin, je partis une fois de plus pour l'Angleterre, à bord d'un vapeur. »

C'est le mardi soir que nous parvint l'avis à la suite duquel nous obligeâmes Kropotkine à quitter la Belgique. Le Congrès allait rentrer en séance : je tins conseil avec De Paepe, Brismée, Anseele ; ce dernier fit sur-le-champ appeler un camarade sûr, qui se chargea de trouver à Kropotkine une retraite où il pût passer la nuit, en attendant de partir pour Londres, par Ostende, le lendemain à la première heure. Kropotkine et moi nous nous rendîmes avec ce camarade jusqu'à la grande place sombre dont il parle, et où nous trouvâmes quelques ouvriers de nos amis ; et comme, au dernier moment, il hésitait à se séparer de moi pour suivre ces braves gens, en m'assurant que j'exagérais le danger et que ce départ précipité n'était pas nécessaire, je lui fis la réponse qu'il a rapportée et qui le détermina à céder à mes instances.

Le mercredi matin fut étudiée la seconde question : *De l'attitude du prolétariat à l'égard des divers partis politiques*. Là, comme sur la question de la propriété, il y avait un point essentiel sur lequel tous les membres du Congrès étaient d'accord, et un autre non moins essentiel sur lequel ils devaient se diviser.

Le point sur lequel l'accord existait, c'est que le prolétariat n'a rien à attendre des partis politiques bourgeois, et qu'il doit les combattre tous. Mais aussitôt se manifesta la dissidence, les uns disant : Pour combattre les partis bourgeois, le prolétariat doit se constituer lui-même en parti politique, et viser à s'emparer de l'Etat ; les autres disant au contraire : Pour combattre les partis bourgeois, le prolétariat doit viser à détruire l'Etat au moyen d'une révolution sociale, et s'abstenir de participer à la politique parlementaire où il jouera toujours un rôle de dupe.

Un incident assez vif marqua le début de la discussion. Zanardelli donna lecture d'un long rapport écrit en français, émaillé d'antithèses et autres fleurs de rhétorique, et dont plusieurs reconnurent bien vite l'auteur anonyme [2] (car

1. Kropotkine, en parlant de trois (ou quatre) jours, se trompe d'un jour ou de deux (ou bien de deux jours ou de trois), suivant que l'on considère le Congrès comme ayant commencé le dimanche ou le lundi.

2. Malon.

le style trahit toujours l'homme). Ce rapport, au lieu de rester dans la question de principe, faisait des personnalités contre les internationaux italiens, et appliquait entre autres l'épithète d'*intrigants* aux insurgés du Bénévent et à leurs amis. D'énergiques protestations se firent aussitôt entendre, et — chose que le *Bulletin* tint à constater — pas une voix ne s'éleva pour prendre la défense de Zanardelli, qui put s'apercevoir qu'il avait décidément passé la mesure. Aussi, dans l'après-midi du même jour, remit-il à Costa une déclaration écrite, un formel désaveu, portant que rien, dans ce qu'il avait lu au Congrès, ne pouvait s'appliquer aux insurgés du Bénévent ni à leurs amis. Cette rétractation fut ensuite répétée publiquement et insérée au procès-verbal.

Le reste de la matinée fut consacrée à entendre des délégués qui presque tous (Costa, Montels, Brousse) parlèrent contre la participation à la politique parlementaire et en montrèrent les dangers. L'après-midi, un délégué espagnol, Rodriguez [Soriano], retraça le tableau de l'histoire politique de l'Espagne depuis la révolution de 1868, et fit voir, avec une grande force de logique, comment les socialistes espagnols se sont trouvés amenés à adopter la ligne de conduite qu'ils suivent aujourd'hui. D'autres délégués parlèrent ensuite en faveur de la participation à la politique parlementaire (Hales, Anseele, Greulich, Brismée); ils déclarèrent qu'ils n'envisageaient pas ce mode d'action comme un moyen d'émanciper radicalement le prolétariat, mais qu'ils y voyaient une occasion d'agir sur le peuple, de l'intéresser à ses propres affaires, de l'organiser en une force capable de lutter contre ses adversaires. La journée allait finir sans que rien fût venu passionner le débat, qui commençait à se traîner dans des redites, lorsqu'un incident vint tout à coup remuer l'assemblée et mettre aux prises les deux partis d'une façon violente :

James Guillaume avait demandé la parole. Répondant à Greulich, il avait qualifié comme elle le mérite la tactique de certains meneurs de l'*Arbeiterbund* suisse; il avait rappelé à quels résultats la politique avait conduit les ouvriers genevois qui ont été assez aveugles pour se confier à des chefs que l'ambition et l'intérêt personnel animaient seuls; il avait indiqué enfin de quelle façon la Fédération jurassienne entend participer à la politique, l'attitude qu'elle observe à l'égard des partis bourgeois, et expliqué les motifs pour lesquels elle ne s'est pas enthousiasmée à propos du projet de loi sur les fabriques. Puis, passant à l'Allemagne, il avait tracé un parallèle entre l'Allemagne et la France; montré la France faisant au dix-huitième siècle une révolution unitaire et jacobine, et conduite ensuite, par son développement historique, à l'idée de la destruction de l'Etat centralisé, à l'idée de l'autonomie communale, — idée qui s'est manifestée avec tant de force dans la révolution de 1871. L'Allemagne, au contraire, est encore engagée dans une phase que la France a laissée derrière elle; l'Allemagne achève à peine de réaliser son unité politique, et elle marche vers une république centralisée, tandis que la France est devenue fédéraliste. Il rappelle à Liebknecht les paroles prononcées par celui-ci en 1872 devant le jury de Leipzig : « Je suis l'adversaire de toute espèce de république fédérative ». Cette période de politique centralisatrice que traverse l'Allemagne est nécessaire sans doute; et ainsi s'explique le succès qu'obtient le parti des démocrates socialistes d'Allemagne, qui représente à la fois et les revendications économiques du prolétariat, et les aspirations populaires vers une république démocratique et unitaire. Parlant ensuite des dernières élections au Reichstag, Guillaume dit que le programme électoral des socialistes allemands a été, dans un grand nombre de cas, atténué de façon à ce qu'il pût être plus facilement accepté

par la masse des électeurs; que les réformes d'un caractère purement politique (réformes dans le service militaire, instruction gratuite et obligatoire, réformes dans les tribunaux, etc.) ont été mises au premier plan, tandis que les questions qui doivent former l'essence même d'un programme socialiste, telles que celle de la propriété, ont été le plus souvent laissées prudemment de côté.

Ici *Liebknecht*, qui n'avait pas encore parlé depuis son arrivée, se lève ; il ne peut pas se taire plus longtemps. Il proteste avec véhémence (en allemand), et dit que l'assertion de Guillaume, relativement à la façon dont le programme des démocrates socialistes d'Allemagne aurait été présenté aux électeurs lors des dernières élections, *est un mensonge*.

Guillaume répond qu'il fournira des preuves, et qu'en attendant il renvoie à Liebknecht son démenti.

Liebknecht, poursuivant, affirme que les socialistes d'Allemagne n'ont jamais caché leur drapeau, et ajoute que, quant à la discussion elle-même, il est résolu à ne pas y prendre part, parce qu'il est venu pour voir s'il y aurait moyen de faire sortir de ce Congrès quelque organisation pratique, et non pour disserter sur des questions théoriques oiseuses. En terminant, il déclare que, dans un premier mouvement de vivacité, il a employé une expression qu'il regrette, et qu'il retire en conséquence le mot de *mensonge* prononcé par lui.

Guillaume dit que, bien que n'ayant sous la main que fort peu de documents, il démontrera cependant, dans la séance du lendemain, que son assertion repose sur des faits.

La séance est levée ensuite au milieu d'une vive agitation.

Le soir, Liebknecht devait faire, dans la salle du théâtre, une conférence publique (en allemand), qui avait été annoncée par voie d'affiches. « Cette conférence eut lieu en effet; mais aucun des délégués de l'Internationale n'y ayant assisté, nous ne pouvons renseigner nos lecteurs sur ce qu'a dit le conférencier : il ne pouvait du reste rien nous apprendre de bien nouveau, les vues et la tactique du Parti socialiste d'Allemagne étant suffisamment connues. »

Au début de la séance du jeudi matin, l'incident Liebknecht-Guillaume, resté en suspens depuis la veille, fut vidé :

Entre autres preuves à l'appui de son assertion concernant le programme électoral, *Guillaume* produisit un fragment du compte-rendu du dernier Congrès de Gotha publié par la *Berliner Freie Presse*[1]. Ce compte-rendu met dans la bouche du délégué Most (député au Reichstag) les paroles suivantes à l'égard des élections : « En général, on s'est tenu presque partout sur la réserve autant qu'il a été possible... On ne pouvait même plus reconnaître dans les programmes [électoraux] la couleur du socialisme. (*Und im Allgemeinen hat man ja fast allenthalben sich so zurückhaltend wie möglich bewegt... Die Farbe des Socialismus konnte man in den Programmen nicht einmal erkennen.*) »

Liebknecht, s'adressant à Guillaume, lui dit : « Jugeant des choses d'après ce passage, vous étiez en droit de parler comme vous l'avez fait (*Sie*

1. C'était un journal quotidien, le plus influent des organes du Parti socialiste allemand.

waren berechtigt so zu sprechen wie Sie gesprochen haben) » ; mais il ajouta que le sens des paroles de Most avait été mal rendu par la *Berliner Freie Presse* [1], et qu'en outre les observations présentées par Most au Congrès de Gotha avaient été séance tenante réduites à leur juste valeur par d'autres délégués. L'incident est ensuite déclaré clos.

Coenen, d'Anvers, propose de renvoyer à plus tard la suite de la discussion sur la politique, ainsi que la troisième question, et d'aborder immédiatement la quatrième question, celle du *pacte de solidarité*; il se fonde sur ce que plusieurs délégués, entre autres Liebknecht, n'ont plus qu'un jour à rester au Congrès, et qu'il est important de discuter la question du pacte avant leur départ.

La proposition de Coenen ne rencontrant pas d'opposition, la quatrième question, *Pacte de solidarité à conclure entre les diverses organisations ouvrières et socialistes*, est mise en discussion.

Le reste de la séance du matin et toute celle de l'après-midi sont consacrés à ce débat. *Greulich* déclare qu'il n'est pas possible de songer à réunir dans une organisation commune deux tendances aussi opposées que celles qui se trouvent en présence à ce Congrès. *Fränkel* parle dans le même sens. *De Paepe*, par contre, croit que, malgré les divergences, il est possible de trouver entre les deux tendances assez de points communs pour qu'un pacte de solidarité puisse s'établir : ce pacte, tout en laissant à chacun la liberté de suivre sa voie propre, empêcherait le parti socialiste de se scinder définitivement en deux camps hostiles. *Costa*, *Brousse*, et plusieurs autres, disent qu'ils ont dû constater qu'il n'y a pas de rapprochement possible ; que les deux tendances sont condamnées à se combattre, et que tout ce qu'on peut souhaiter, c'est que la lutte se fasse à armes loyales, et que des outrages comme ceux qui ont été lancés par le *Vorwärts* et la *Tagwacht* contre des socialistes italiens, russes et allemands ne se renouvellent plus.

James Guillaume dépose sur le bureau une proposition dont on trouvera le texte ci-après et qui porte les signatures de Brousse, Costa, Rodriguez [Soriano], Werner, Gérombou et Guillaume.

Liebknecht demande la clôture. Elle est votée par quinze voix contre treize. Ont voté *pour* la clôture : Liebknecht, Fränkel, Greulich, Maltman Barry, Anseele, Bertrand, Cardon, Coenen, De Witte, Paterson, Steens, Van Beveren, Verbauwen, Bazin, Robin (pseudonyme). Ont voté *contre* : Rodriguez [Soriano], Mendoza [Morago], Guillaume, Costa, Martini, Rinke, Werner, Brousse, Montels, Gérombou, Paulin (pseudonyme), Zanardelli, De Paepe.

Un des délégués espagnols, *Mendoza* [Morago], proteste contre cet étranglement de la discussion, et quitte la salle. Pour faire droit à de justes et vives réclamations, la parole est encore donnée à *Paulin* (pseudonyme), à *Zanardelli* et à *Rodriguez* [Soriano].

Il est ensuite passé au vote sur le projet de résolution présenté par *Guillaume*. Cette résolution se compose de deux alinéas, qui sont mis aux voix séparément. Le premier alinéa est ainsi conçu :

Le Congrès reconnaît qu'un pacte de solidarité, qui implique nécessairement identité dans les principes généraux et dans le choix des moyens, ne peut être conclu entre des tendances qui ont des principes et des moyens différents.

Ont voté *contre* (c'est-à-dire ont déclaré, par là, qu'ils croient à la possibilité d'un pacte de solidarité à conclure entre les tendances divergentes représentées au Congrès) : Anseele, Bertrand, Cardon, Coenen, De Paepe, De Witte, Paterson, Van Beveren, Verbauwen (9).

1. C'est difficile à croire, puisque c'est Most lui-même qui rédigeait ce journal.

Ont voté *pour* (c'est-à-dire ont déclaré le pacte de solidarité impossible) : Rodriguez [Soriano], Guillaume, Costa, Martini, Rinke, Werner, Brousse, Montels, Gérombou, Fränkel, Greulich (11).

Se sont abstenus : Liebknecht, Maltman Barry, Brismée, Steens, Bazin, Bert (pseudonyme), Paulin (pseudonyme), Robin (pseudonyme), Zanardelli.

Mendoza [Morago], Hales et Levachof [Kropotkine] étaient absents.

Le second alinéa est conçu en ces termes :

Le Congrès émet le vœu que, dans le sein du parti socialiste de toutes nuances, on évite de retomber dans les attaques et les insinuations calomnieuses qui se sont malheureusement produites de part et d'autre ; et, tout en reconnaissant à chaque fraction le droit de critique raisonnée sur les autres fractions, il recommande aux socialistes le respect mutuel que se doivent des hommes ayant le sentiment de leur dignité et la conviction de leur sincérité réciproque.

Ce second alinéa est adopté à l'unanimité.

La séance de l'après-midi est ensuite levée.

Le jeudi soir, un certain nombre de délégués s'assemblèrent en une réunion privée, et décidèrent, puisque le pacte de solidarité entre la totalité des organisations représentées au Congrès avait été reconnu impossible, de conclure entre quelques-unes de ces organisations un pacte spécial. La réunion dont nous parlons se composait des délégués flamands, allemands et anglais, plus deux ou trois autres ; aucun des délégués de l'Internationale (Congrès de Verviers) n'y assistait. Une résolution fut prise, portant que les organisations dont ces délégués étaient les représentants s'engageaient à s'assister moralement et matériellement dans toutes leurs entreprises, et qu'un bureau fédéral serait établi à Gand pour servir de lien entre elles.

Ainsi s'est trouvé constitué, en face de l'Association internationale des travailleurs, un groupement nouveau, qui n'est pas une association, car ce groupement n'a pas de statuts, mais qui constitue néanmoins à l'état de parti spécial les diverses organisations dont le programme est analogue à celui des socialistes d'Allemagne.

Le vendredi matin, la discussion de la deuxième question, la politique, fut reprise. *Werner*, qui n'avait pu obtenir la parole la veille, fit un excellent discours (en allemand), rempli de faits, dans lequel il analysa le programme, la tactique et l'organisation intérieure du Parti démocrate socialiste d'Allemagne ; il expliqua les motifs qui ont porté un certain nombre d'ouvriers allemands à se détacher de ce parti pour tendre la main à l'Internationale fédéraliste et révolutionnaire. Ce discours de Werner, écouté avec beaucoup d'attention par tous les membres du Congrès, parut faire une grande impression, et ni Greulich, ni Fränkel (Liebknecht était parti) n'essayèrent de répondre.

Quatre propositions furent déposées relativement à la deuxième question ; et, la discussion s'étant terminée vers onze heures, ces propositions purent être mises aux voix dans la même séance.

La première résolution, qui avait été présentée par Zanardelli, était un bizarre salmigondis, parlant de « propagande dans les tribunaux et dans les parlements jusqu'à la barricade », et de la préférence à donner « à l'insurrection à l'état mûr comme plus prompt, efficace et résolutif ». Cet amphigouri inintelligible obtint trois voix, celles de son auteur, de Paulin (pseudonyme) et de De Paepe.

En second lieu vint une proposition de la délégation espagnole : celle-ci, liée par son mandat impératif, se trouvait obligée de présenter au Congrès le texte de la résolution dont elle était porteur, avant de pouvoir se rallier au texte de la proposition rédigée d'un commun accord par les autres délégués venant du Congrès de Verviers. A la suite d'assez longs considérants, la résolution

espagnole disait que « pour aboutir à la révolution sociale, il faut faire l'agitation insurrectionnelle de fait et de propagande ». Outre la voix de Rodriguez [Soriano] (Mendoza [Morago] était absent), elle eut, comme la précédente, la voix de Paulin (pseudonyme), et aussi celle de De Paepe, dont l'éclectisme paraissait décidé à tout accepter. Maltman Barry et Greulich votèrent contre. Tous les autres délégués s'abstinrent.

Vint ensuite une troisième résolution, présentée par quelques-uns des délégués de l'Internationale, et ainsi conçue (c'était la résolution du Congrès de Verviers, mais rédigée en termes plus clairs) :

Considérant que la conquête du pouvoir est la tendance naturelle de tous les partis politiques, et que ce pouvoir ne saurait avoir d'autres conséquences que de créer des situations privilégiées ;

Considérant, d'autre part, qu'en réalité la société actuelle est divisée, non pas en partis politiques, mais bien en situations économiques : en exploités et exploiteurs, ouvriers et patrons, salariés et capitalistes ;

Considérant, en outre, que l'antagonisme qui existe entre ces deux classes ne peut cesser par la volonté d'aucun pouvoir politique, mais bien par les efforts réunis de tous les exploités contre leurs exploiteurs,

Nous croyons de notre devoir de combattre tous les partis politiques, qu'ils s'appellent ou non socialistes, en espérant que les ouvriers qui marchent encore dans les rangs de ces divers partis, éclairés par l'expérience, ouvriront les yeux et abandonneront la voie politique pour adopter celle du socialisme *anti-gouvernemental*.

Cette résolution allait, mieux que les deux précédentes, permettre aux deux partis en présence de s'affirmer nettement ; De Paepe lui-même se vit contraint de renoncer cette fois à son syncrétisme, et dut voter contre nous.

Votèrent *oui* : Rodriguez [Soriano], Guillaume, Costa, Rinke, Werner, Brousse, Montels, Gérombou. (Mendoza [Morago], Martini et Levachof, qui eussent voté oui, étaient absents.)

Votèrent *non* : 1° les Flamands : Anseele, Bertrand, Cardon, Coenen, De Paepe, De Witte, Paterson, Slebach, Steens, Van Beveren, Verbauwen ; 2° les Allemands : Fränkel et Greulich (Liebknecht était parti) ; 3° un Anglais : Maltman Barry (Hales était absent) ; 4° quatre membres du groupe des divers : Bazin, Bert (pseudonyme), Robin (pseudonyme), Zanardelli.

Paulin (pseudonyme) s'abstint.

Enfin la quatrième résolution, rédigée par Coenen, fut à son tour mise aux voix. La voici :

Considérant que l'émancipation sociale est inséparable de l'émancipation politique,

Le Congrès déclare que le prolétariat, organisé comme parti distinct opposé à tous les autres partis formés par les classes possédantes, doit employer tous les moyens politiques tendant à l'émancipation sociale de tous ses membres.

Sur cette résolution, qui formait la contre-partie de la résolution précédente, les voix se groupèrent comme suit :

Oui : 1° les Flamands : Anseele, Bertrand, Cardon, Coenen, De Paepe, De Witte, Paterson, Slebach, Steens, Van Beveren, Verbauwen ; 2° les Allemands : Fränkel, Greulich (Liebknecht absent) ; 3° un Anglais : Maltman Barry (Hales absent) ; 4° tout le groupe des divers : Bazin, Bert (pseudonyme), Paulin (pseudonyme), Robin (pseudonyme), Zanardelli.

Non : Rodriguez [Soriano], Guillaume, Costa, Rinke, Werner, Brousse, Montels, Gérombou. (Mendoza [Morago], Martini et Levachof absents.)
Pas d'abstention.
La séance fut ensuite levée.

La séance du vendredi après-midi fut consacrée à l'examen de la quatrième question : *De l'organisation des corps de métier*. Sur cette question, il y eut accord général ; Costa fit seulement observer qu'en Italie, où la grande industrie n'est encore que très peu développée, les corps de métier n'ont pas la même importance qu'ailleurs, et que ceux qui y existent sont pour le socialisme des obstacles plutôt que des alliés.
La résolution suivante, rédigée d'un commun accord par Coenen, Frankel et Rodriguez [Soriano], fut mise aux voix :

Le Congrès déclare que dans la lutte économique contre les classes possédantes, il est nécessaire que l'on fédère internationalement les corps de métier, et engage ses membres à faire tous leurs efforts dans ce but.

Cette résolution rallia l'unanimité des voix, sauf celle de Costa, qui s'abstint.
Outre cette résolution, le Congrès vota encore celle-ci :

Considérant que les corps de métier, dans la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme, sont un des plus puissants leviers de l'émancipation des travailleurs,
Le Congrès engage toutes les catégories d'ouvriers qui ne sont pas encore organisées, à se constituer en associations de résistance, tout en reconnaissant que le but de toutes les organisations ouvrières doit être l'abolition complète du salariat.

Le Congrès passa à la cinquième question : *Création d'un bureau central de correspondance et de statistique ouvrière, qui réunirait et publierait les renseignements relatifs aux prix de la main d'œuvre, des denrées alimentaires, aux heures de travail, aux règlements de fabriques, etc.*

De Paepe recommande l'établissement d'un bureau de ce genre. « Je regretterais, dit-il, que des hommes qui ont longtemps marché ensemble dans les rangs de l'Internationale, et qui y ont appris à s'estimer, se trouvassent maintenant séparés d'une manière définitive et complète ; il est désirable qu'ils puissent conserver entre eux quelques relations, et la statistique est justement un terrain neutre sur lequel ils peuvent se rencontrer. »
James Guillaume dit que, maintenant que deux organisations sont en présence, chacune avec son bureau particulier, aucune des deux ne peut avoir la prétention d'ériger ce bureau spécial en un centre général de correspondance. Il y a donc lieu, si des relations quelconques doivent exister entre ces deux organisations, de créer à cet effet un bureau tel que celui que propose De Paepe. « Pour moi, dit-il, j'accepte cette proposition ; je ne serai jamais un sectaire, et je vois, dans les rangs des organisations non adhérentes à l'Internationale, à côté d'hommes dont nous sommes forcés de combattre les principes, des travailleurs auxquels nous devons tendre une main fraternelle. Il est déjà assez triste que la lutte entre les représentants de principes opposés s'impose à nous comme une nécessité à laquelle nous ne pouvons échapper ; au moins, saisissons l'occasion qui se présente de maintenir un lien, si faible soit-il, entre ces groupes qui n'ont pu arriver à s'entendre. Le bureau en question, qu'on pourrait appeler *Office de cor-*

respondance et de statistique des ouvriers socialistes, n'aura pas une grande valeur pratique; son activité sera probablement nulle; mais ce sera, aux yeux de la bourgeoisie hostile, comme un signe extérieur de l'unité du socialisme, un signe comparable à notre drapeau rouge qui, malgré nos divisions, n'en reste pas moins notre emblème à tous. »

Les sentiments que j'exprimais à Gand ce jour-là, avec émotion, au moment où nous quittaient — non certes en ennemis, mais en hommes que la voie adoptée par eux éloignait de nous — quelques-uns de ceux qui, depuis la Haye, avaient fait cause commune avec nous et nous avaient aidés en 1873 à réorganiser l'Internationale sur la base de l'autonomie, — ces sentiments, qui furent les miens toujours, la plus grande partie des délégués de l'Internationale les partageaient, et j'eus la satisfaction de voir presque tous mes camarades prendre la même attitude que moi.

Il fut ensuite passé au vote sur la question : Sera-t-il établi un bureau destiné à relier entre elles les différentes organisations socialistes ?

Tous les délégués présents votèrent *oui*, à l'exception de Costa, Brousse et Montels, qui votèrent *non*.

Après le vote, *Brousse* fit observer que le bureau devait être institué, non par le Congrès de Gand comme tel, mais par les mandataires des différentes organisations (au nombre de deux pour le moment) qui voudraient participer à sa formation. *De Paepe* répondit que c'était ainsi que lui aussi entendait la chose, et que, pour la ville où le bureau devra résider, il proposait soit Buda-Pest, soit Verviers.

Le samedi matin, *Fränkel* ayant déclaré que l' « Office de correspondance et de statistique des ouvriers socialistes » ne pourrait être placé à Buda-Pest, *De Paepe* proposa Verviers. Cette ville fut acceptée à l'unanimité, moins Costa, Brousse, Montels et Slebach, qui s'abstinrent.

Il fut donc convenu que les socialistes de Verviers seraient invités, au nom de l'Internationale et au nom du nouveau parti constitué par quelques organisations nationales, à accepter le mandat indiqué ci-dessus [1].

Pour mieux préciser les attributions de cet Office, la proposition suivante fut déposée par Guillaume et Rodriguez [Soriano] :

Chaque fois qu'une des associations qui ont créé l'Office de correspondance et de statistique des ouvriers socialistes aura à faire, par l'entremise de cet Office, une communication entraînant des dépenses, cette organisation devra pourvoir aux frais relatifs à cet objet spécial.

Cette proposition fut votée à l'unanimité, moins Costa, Brousse et Montels, qui s'abstinrent.

Une proposition fut faite d'engager les corps de métier à tenir un Congrès dans lequel ils pourraient s'organiser internationalement. *Greulich* aurait voulu que le Congrès de Gand prît lui-même en mains l'organisation de ce Congrès de « Trade Unions »; mais cette manière de voir ne fut pas admise, et le Congrès vota la résolution suivante :

En conséquence du vote par lequel il a déclaré la nécessité d'établir une solidarité internationale entre les corps de métier,

Le Congrès émet le vœu de voir ces associations se réunir le plus tôt possible en un congrès international, et engage ceux de ses membres qui

1. Je n'ai pas entendu dire que cette invitation ait été, après le Congrès de Gand, formellement adressée aux socialistes de Verviers, et que l'Office de correspondance et de statistique ait été constitué.

sont délégués par des groupes de métier à s'entendre pour la convocation de ce congrès.

Quelques délégués demandèrent s'il serait possible de publier un compte-rendu officiel et in-extenso des discussions du Congrès. Après en avoir reconnu l'impossibilité, le Congrès vota à l'unanimité la résolution suivante :

Le Congrès décide qu'il ne sera pas publié de compte-rendu officiel de ses séances, mais il charge ses secrétaires de communiquer à toutes les associations qui se sont fait représenter le texte authentique de toutes les résolutions qui y ont été mises aux voix et l'indication du nombre de voix qu'elles ont obtenues.

Il restait à discuter la sixième et dernière question : *De la valeur et de la portée sociale des colonies communistes, etc.* Le temps ne permettant plus de traiter cette question à fond, la discussion se borna à un simple échange d'idées entre quelques délégués.

La séance fut levée à midi, et la clôture du Congrès prononcée.

« Après le Congrès de Gand, un certain nombre de délégués de l'Internationale ont repassé par Verviers, et ont eu le plaisir d'y assister, le samedi soir 15 septembre, à une réunion publique fort nombreuse. Les délégués prirent successivement la parole, pour raconter ce qui s'était passé au Congrès ; et ils purent constater que la population ouvrière de Verviers est énergiquement résolue à continuer à marcher sous le drapeau de l'Internationale, et à faire tous ses efforts pour propager parmi les travailleurs de la Belgique les principes du socialisme révolutionnaire, en opposition à la tactique préconisée par les socialistes des provinces flamandes. »

Je quittai Verviers le dimanche matin ; et — après m'être arrêté à Cologne pour visiter la cathédrale, que je ne connaissais pas encore, et où m'attirait le souvenir de quelques strophes du *Wintermärchen* de Heine — j'arrivai à Neuchâtel le lundi soir 17. Ma semaine fut consacrée à rédiger et à faire paraître un numéro du *Bulletin* (dix pages), qui donna le compte-rendu des deux Congrès.

Nous avions reçu à Gand, avant de partir, la nouvelle que Kropotkine était heureusement arrivé à Londres. Costa n'était pas revenu en Suisse avec moi, il avait pris le chemin de Paris. Rinke et Werner avaient regagné l'Allemagne. Montels s'était dirigé du côté de la Russie, où il allait devenir précepteur. De sept délégués, tous membres de la Fédération jurassienne, qui étaient allés représenter, à Verviers et à Gand, la France, l'Italie, l'Allemagne, la Russie, et le Jura, seuls Brousse et moi reprenions notre poste de combat dans les rangs des socialistes jurassiens : pour les cinq autres, un chapitre de leur existence venait de se fermer [1].

Marx fut renseigné sur le Congrès de Gand par son agent Maltman Barry, qui était un « reporter » peu sûr, comme on va le voir. Le 27 septembre 1877, Marx écrivait à Sorge :

Quoi que le Congrès de Gand ait pu laisser à désirer sur d'autres points, il a eu au moins cela de bon, que Guillaume et Cie ont été totalement abandonnés par leurs anciens alliés. C'est à grand peine qu'on a pu retenir les ouvriers flamands, qui voulaient rosser Guillaume [2]. Le filandreux bavard

1. Cependant Rinke revint pour quelque temps à Berne durant l'hiver 1877-1878.

2. *Der Genter Kongress, so viel er sonst zu wünschen übrig lässt, hatte wenigstens das Gute, dass Guillaume* et *Ko. total von ihren alten Bundesgenossen verlassen wurden. Mit Mühe wurden die flämischen Arbeiter abgehalten, den grossen Guillaume durchzuprügeln.* » Je n'ai pas besoin de dire que l'attitude prêtée aux ouvriers flamands n'a existé que dans le reportage mensonger de Maltman Barry, ou dans les désirs malveillants de Marx. La population ouvrière de Gand nous témoigna constam-

De Paepe [1] les a insultés [2], ainsi que Brismée [3]. M. John Hales ditto [4]. Ce dernier s'est placé sous le commandement de — Barry ! que j'avais fait aller à Gand [*den ich veranlasst hinzugehen*], en partie comme membre du Congrès (comme délégué de je ne sais quelle société [5]), en partie comme correspondant du *Standard* de Londres. Pour ma part, je ne veux plus jamais rien avoir à faire personnellement avec Jung et Hales, mais vis-à-vis des Jurassiens leur seconde apostasie est utile [6]. Barry est mon factotum ici ; il a dirigé aussi le reporter du *Times* (ce journal a donné son congé à M. Eccarius).

Voilà un petit bout de lettre que Sorge, s'il eût été soigneux du bon renom de son maître, eût mieux fait de ne pas publier.

XV

De la seconde quinzaine de septembre à la fin de 1877.

En Espagne, à côté des sections de l'Internationale, il se constitua, dans l'automne de 1877, un nouveau groupement révolutionnaire, composé d'ouvriers qui jusqu'alors avaient emboîté le pas au parti républicain, et qui, s'étant séparés de leurs anciens chefs, formèrent un parti d'action révolutionnaire. Ce parti se donna pour organe une feuille clandestine, la *Revolucion popular*, qui fut envoyée à notre *Bulletin* ; ce journal disait : « Convaincus que la liberté ne sera jamais une vérité pour les travailleurs, tant qu'existera le principe de la propriété individuelle des instruments de travail et son frère jumeau le principe d'autorité, nous défendrons dans toute sa franchise la tactique révolutionnaire socialiste qui tend à la destruction de ces deux principes, base de notre servitude et de notre misère ». Le premier numéro se terminait par le salut suivant : « Au doyen de la presse révolutionnaire clandestine, au journal l'*Ordre* (*el Orden*), un salut fraternel de la part de la Commission d'organisation révolutionnaire ». L'*Ordre*, organe de l'Internationale espagnole, qui en était à sa troisième année d'existence, répondit : « Nous rendons cordialement au nouveau journal le salut fraternel qu'il nous a adressé », et le *Bulletin* ajouta (14 octobre) : « Les socialistes jurassiens font des vœux ardents pour que l'union de tous les travailleurs révolutionnaires de l'Espagne se consolide et se généralise ».

En Italie, bien que la plupart de ceux que nos adversaires se plaisaient à appeler les « chefs » du mouvement fussent sous les verroux ou en exil, la propagande de l'Internationale continuait sans relâche. A Naples avait paru,

ment, à tous, la plus grande cordialité ; on a vu combien les travailleurs gantois se montrèrent empressés et serviables lorsque nous fîmes appel au concours de quelques-uns d'entre eux pour garantir la sécurité de Kropotkine.

1. J'ai déjà cité ce mot de Marx, « *der schwatzschweifige De Paepe* », au t. II, p. 355, note.

2. « Les », c'est-à-dire « Guillaume et Cie ». Ceci est absolument faux ; j'eus pendant toute la durée du Congrès de Gand les relations les plus cordiales avec De Paepe et avec tous les Flamands, Coenen excepté.

3. Brismée, tout en votant contre nous, ne cessa pas de me témoigner la même amitié qu'autrefois.

4. Hales fut extrêmement correct dans toute son attitude.

5. Marx n'ignorait pas que Maltman Barry était délégué du *Kommunistischer Arbeiterverein* de Londres, puisqu'il dit que c'est lui-même qui l'a « fait aller à Gand » ; mais il éprouvait peut-être quelque gêne à en faire l'aveu à Sorge.

6. On trouvera au chap. XV (p. 301) une lettre que m'écrivit Jung le 2 décembre 1877, et on pourra juger s'il s'était séparé de nous comme Marx le croyait.

en août, le journal l'*Anarchia*, fondé par Covelli : « Les trois premiers numéros ont été saisis ; le nº 4, par nous ne savons quelle bonne fortune, n'a pas eu le même sort ; nous souhaitons de tout cœur la bienvenue à ce champion de nos principes » (*Bulletin* du 7 octobre). Après le nº 7, l'*Anarchia* dut être transférée à Florence, où elle n'eut plus qu'un seul numéro (nº 8, 21 octobre). A Rome, à Pérouse, à Florence, dans bien d'autres villes, l'Internationale continuait ses réunions malgré la police ; à Bologne, où, après les évènements du Bénévent, les sections avaient été dissoutes, il s'en était reformé deux dès le mois de juin, et peu après on en comptait cinq, qui s'étaient fait représenter aux Congrès de Verviers et de Gand. On nous écrivait, à la fin de septembre : « Les prisonniers de Santa Maria Capua Vetere sont en bonne santé et dans d'excellentes conditions : leur procès aura lieu, sans doute, au mois de novembre ». L'acte d'accusation, daté du 21 septembre, fut signifié aux accusés quelques jours après ; une copie exacte m'en fut envoyée un peu plus tard par un ami, et je la publiai dans le *Bulletin* (2 décembre).

Cette pièce est trop longue pour être reproduite ici : je me borne à en extraire la liste complète des accusés, au nombre de trente-sept :

1° Cafiero, Carlo, âgé de 31 ans, docteur en droit, de Barletta ;
2° Malatesta, Enrico, 24 ans, chimiste, de Capoue ;
3° Ceccarelli, Cesare, 35 ans, négociant, de Savignano ;
4° Poggi, Luigi, 31 ans (profession non indiquée), d'Imola ;
5° Bianchini, Giovanni, 27 ans, négociant, de Rimini ;
6° Ceccarelli, Domenico, 27 ans, négociant, de Savignano ;
7° Lazzari, Angelo, 25 ans, typographe, de Pérouse ;
8° Papini, Napoleone, 20 ans, commis-voyageur, de Fano ;
9° Starnari, Antonio, 22 ans, domestique, de Filotrano ;
10° Pallotta, Carlo, 26 ans, tapissier, de Terni ;
11° Conti, Ugo, 25 ans, boucher, d'Imola ;
12° Gualandi, Carlo, 27 ans, maçon, de Dozza ;
13° Facchini, Ariodante, 22 ans, employé de commerce, de Bologne ;
14° Comte Ginnasi, Francesco, 18 ans, propriétaire, d'Imola ;
15° Castellari, Luigi, 31 ans, cordonnier, d'Imola ;
16° Sbigoli, Guglielmo, 30 ans, employé, de Florence ;
17° Bennati, Giuseppe, 37 ans, stuccateur, d'Imola ;
18° Bezzi, Domenico, 35 ans, maçon, de Ravenne ;
19° Cornacchia, Antonio, 41 ans, maçon, d'Imola ;
20° Cellari, Santo, 35 ans, manœuvre, d'Imola ;
21° Poggi, Domenico, 24 ans, maçon, d'Imola ;
22° Buscarini, Sisto, 27 ans, portefaix, de Fabriano ;
23° Lazzari, Uberto, 24 ans, maçon, de Bologne ;
24° Volponi, Giuseppe, 20 ans, maçon, de Pistoia ;
25° Bianchi, Alamiro, 25 ans, tailleur, de Pescia ;
26° Gastaldi, Francesco, 40 ans, lieutenant d'artillerie en retraite (lieu d'origine non désigné) ;
27° Bertollo, Ferdinando, 40 ans, journalier, de Letino ;
28° Fortini, Raffaele, 60 ans, prêtre, de Letino ;
29° Tamburri, Vincenzo, 40 ans, curé de la paroisse de Gallo, originaire d'Isernia ;
30° Roublef, Abraham, 25 ans, négociant, de Kherson, Russie ;
31° Grassi, Gaetano, 31 ans, tailleur, de Florence ;

32° Ardinghi, Leopoldo, 31 ans, tailleur, de Sesto Fiorentino ;
33° Innocenti, Massimo, 27 ans, chapelier, de Florence ;
34° Gagliardi, Pietro, 20 ans, cordonnier, d'Imola ;
35° Matteucci, Florido, 19 ans, étudiant, de Città di Castello ;
36° Ceccarelli, Dionisio, 54 ans (profession non indiquée), de Cesena ;
37° Fruggieri, Silvio, 37 ans, sans profession, de Ferrare.

Nous apprîmes, au commencement de novembre, qu'un ajournement du procès venait d'être décidé : « Il devait avoir lieu en novembre, il ne se fera qu'en février prochain : comme cela nos amis auront trois mois de plus de prison préventive à endurer. Le gouvernement espère arriver ainsi à dompter leur courage, à les démoraliser, à diminuer la fierté de leur attitude ; mais, quels que soient les moyens qu'il emploie, il n'y réussira pas. » (*Bulletin* du 11 novembre.) Ceux des accusés qui étaient détenus à la prison de Bénévent furent tranférés, en novembre, à celle de Caserte.

En France, le mois de septembre et la première quinzaine d'octobre furent remplis par l'agitation électorale qui précéda le 14 octobre, jour fixé pour l'élection de la nouvelle Chambre. Les Trois cent soixante-trois se représentaient en bloc, la réaction faisait les derniers efforts pour conserver le pouvoir ; Gambetta avait prononcé, à l'adresse de Mac-Mahon, en juin, son mot fameux : « Se soumettre ou se démettre », et avait été condamné de ce chef à trois mois de prison, — qu'il ne fit pas ; Mac-Mahon avait répondu : « J'y suis, j'y reste ». On s'attendait à des événements graves, peut-être à un mouvement révolutionnaire. La Fédération française de l'Internationale publia un manifeste qui, affiché clandestinement dans les principales villes, fit une sensation considérable ; les journaux cléricaux et bonapartistes le reproduisirent en l'accompagnant de commentaires destinés à terrifier les électeurs et à leur prouver que le seul moyen d'échapper au pétrole des communards était de voter pour les candidats de Mac-Mahon ; le *Gaulois*, entre autres, imprima le manifeste à sa première page, en gros caractères, en y ajoutant le fac-similé du timbre officiel de la Fédération française. Ce manifeste, rédigé par Brousse, disait :

A quoi vous servirait, ouvriers, d'abattre le gouvernement des curés et des ducs, si vous installiez à sa place le gouvernement des avocats et des bourgeois ? Songez que parmi ceux que vous porteriez au pouvoir, il est des hommes que vos pères y ont placés en février 1848 ; et ces hommes ont fait fusiller vos pères en juin ! N'oubliez pas que parmi ces hommes que vous installeriez au gouvernement, il en est que vos frères y ont envoyés en 1870 : et ces hommes ont fait ou laissé massacrer vos frères en mai 1871 !... Non, si les barricades dressent leurs pavés sur les places publiques, si elles sont victorieuses, il ne faut pas qu'il en sorte des gouvernants, mais un principe ; pas d'hommes, mais la Commune !

Mais il y avait, à Paris, des gens qui cherchaient à séduire le prolétariat par des promesses de réformes démocratiques ; et le *Bulletin* signala leur manœuvre en ces termes :

« Pendant qu'il suffisait à l'Internationale d'adresser quelques paroles aux ouvriers français pour mettre en émoi toute la presse, un groupe d'inconnus, qui paraît se composer de quelques ouvriers peu au fait des questions sociales et qui acceptent de confiance la direction d'un ou de plusieurs Tolains en herbe, élaborait à Paris une œuvre qui a vu le jour sous le titre de *Manifeste-programme de la démocratie républicaine socialiste de la Seine*. Le programme de ces prétendus socialistes se résume dans les points suivants : Amnistie, suppression du budget des cultes, enseignement laïque, système de milices nationales, impôt progressif, suppression du sénat et de la présidence. Nous cherchons

en vain ce qu'on peut découvrir de socialiste dans un programme pareil, qui n'est pas même aussi avancé que celui des radicaux bourgeois de la Suisse.

« Nous apprenons par le *Mirabeau* que ce document, qui a la plaisante prétention de « formuler les revendications du prolétariat parisien », a été rédigé par M. Hippolyte Buffenoir, publiciste : celui-ci, dans une lettre publique à M. Liebknecht, se glorifie de la paternité de cette belle œuvre.

« Il est possible que ceux qui veulent faire du socialisme *légal*, parce que ce socialisme mène au Parlement, trouvent le programme de M. Buffenoir de leur goût. Tant mieux, nous ne regretterons pas de n'avoir pas ces gens-là avec nous. Mais nous savons que les ouvriers révolutionnaires français, ceux qui ont combattu pour la Commune et qui attendent leur revanche, ne se laisseront pas prendre à ces niaiseries *démocratiques*; ceux-là sont avec nous : ils ne veulent pas plus du programme Buffenoir que du programme Gambetta : le seul qui réponde à leurs aspirations, c'est le programme révolutionnaire qu'ils ont applaudi en lisant et en propageant le manifeste de la Fédération française de l'Internationale. »

La journée du 14 octobre désappointa grandement l'un et l'autre des deux partis qui se disputaient la victoire. « Mac-Mahon et ses ministres comptaient gagner au moins cent vingt nouveaux sièges à la Chambre : ils n'en ont gagné qu'une quarantaine. Les Trois cent soixante-trois avaient affirmé qu'ils reviendraient quatre cents, et ils ne reviennent que trois cent vingt. Les républicains conservent la majorité, c'est vrai ; mais leur majorité s'est affaiblie... L'hypothèse d'un coup d'État semble devenue très improbable, ce coup d'État se produisît-il même sous la forme mitigée d'une nouvelle dissolution de la Chambre et de restrictions apportées au suffrage universel... : Mac-Mahon restera au pouvoir en changeant de ministère, et tout sera dit, — jusqu'à une nouvelle crise parlementaire. » (*Bulletin* du 21 octobre.) C'était là en effet ce qui allait se produire.

En Belgique, une grève éclata dans les derniers jours de septembre chez les mineurs du bassin de Mons : il y eut des scènes sanglantes, la gendarmerie tira sur la foule, à Wasmes, à Quaregnon. On lit dans notre *Bulletin* (14 octobre), à ce sujet : « Une fois de plus, nous aurons eu une de ces révoltes du travail qui n'aboutissent qu'à des massacres d'ouvriers sans causer aucun dommage sérieux aux ennemis des travailleurs. Ceux des ouvriers belges qui sont organisés ne pourraient-ils pas se donner pour mission de faire la propagande chez ces mineurs ignorants,... et de chercher à leur faire comprendre le sens de cette résolution du Congrès de Verviers, disant que « le corps de » métier doit se proposer, comme but principal, la suppression du patronat et » la prise de possession des instruments de travail par l'expropriation de leurs » détenteurs ? »

En octobre, à l'occasion d'une visite du roi Léopold à Gand, il y eut dans cette ville une manifestation hostile, des coups de sifflet, des cris de Vive la République. La police arrêta un ouvrier : mais la foule assaillit aussitôt les gendarmes et délivra le prisonnier ; il est vrai que celui-ci fut arrêté de nouveau la nuit suivante, par une escouade d'agents qui allèrent le cueillir à son domicile. « Voilà donc — écrivit le *Bulletin* (28 octobre) — le peuple ouvrier gantois qui, lui aussi, au lieu de rester sur le terrain de la légalité, se laisse aller à des manifestations séditieuses, à des *Putsch !* Cette petite affaire, de peu d'importance en elle-même, n'indique-t-elle pas que les orateurs belges qui, au Congrès de Gand, prétendaient représenter le sentiment populaire en se faisant les apôtres de la tactique légale et de la politique parlementaire, ne représentaient en réalité que leurs idées personnelles et nullement celles de la masse des ouvriers ? »

En Angleterre, le dixième Congrès annuel des Trade Unions eut lieu à Leicester du 17 au 22 septembre. Dans son discours d'ouverture, le président, après avoir cité divers écrivains sacrés et profanes, fit une déclaration qui « réprouvait de la manière la plus énergique tout attentat contre les personnes

et les propriétés », qui « affirmait la liberté individuelle et les droits de la propriété, le respect de la loi et de ses représentants ». Le Comité parlementaire essaya d'obtenir que ses pouvoirs fussent augmentés, et de se faire donner le droit de conseiller et de juger souverainement dans les difficultés et les disputes relatives au travail : « Alors (le jeudi soir) commence un joli tapage, — écrit notre correspondant, — qui prouve combien les gens qui ont subi jusqu'ici ces organisations autoritaires commencent à en être las. Ces Anglais qu'on peint si calmes, si parlementaires, se lèvent avec fureur. Tout le monde parle à la fois... » Après deux jours de discussions violentes, la proposition fut rejetée. Mais il ne faudrait pas croire que tous les opposants fussent des partisans de l'autonomie des groupes : l'argument que l'un d'entre eux fit valoir, c'était que les patrons pourraient se plaindre que les ouvriers, dans leurs revendications, fussent commandés par un pouvoir dictatorial ; cet opposant-là « était donc simplement guidé par la peur de faire de la peine à ces bons patrons et de perdre leur estime ».

En Saxe, Liebknecht fut élu (octobre) député à la Chambre saxonne ; mais il n'était pas éligible, parce qu'il n'y avait pas encore trois ans qu'il était devenu citoyen du royaume de Saxe. Son élection fut donc annulée : Liebknecht réclama, en s'appuyant sur l'art. 3 de la constitution de l'empire, supérieure aux lois particulières des divers Etats de l'Allemagne, pour affirmer qu'il était réellement éligible ; et le *Vorwärts* s'écria que la décision du gouvernement saxon devait être cassée, en vertu de la constitution de l'empire, sans quoi cette constitution serait violée ! Le *Bulletin* fit à ce sujet l'observation suivante : « Voilà à quel renversement des principes on en arrive avec la politique parlementaire et électorale. Des socialistes en sont réduits à invoquer en leur faveur l'autorité de la constitution même par laquelle a été établi en Allemagne le régime impérial ! Nous savons bien que ce n'est, de leur part, qu'un artifice de polémique ; mais avec ces artifices-là on va loin. Plus nous voyons à l'œuvre les partisans de la propagande légale, et plus nous sommes convaincus que le terrain choisi par eux est détestable, et que leur tactique ne peut conduire qu'à la démoralisation politique du peuple travailleur. »

L'*Avant-Garde*, de Brousse, écrivit de son côté : « Il est de mode aujourd'hui de s'extasier devant les succès obtenus par les frères d'Allemagne, et partout on cherche à les plagier. En faisant cela, on montre tout simplement des connaissances historiques imparfaites. L'Allemagne n'a pas encore eu sa période de centralisation jacobine ; son parti républicain radical n'est pas encore formé. Elle entre dans cette période, et ce parti se forme. Ce qu'on appelle le parti démocrate socialiste allemand *n'est pas autre chose qu'une masse hétérogène contenant dans ses flancs le parti républicain mêlé au parti socialiste.* Une scission certaine se produira entre ces deux groupes incompatibles. Le parti républicain se développera avec son chef Liebknecht et sa petite bourgeoisie, et le parti socialiste se concentrera de son côté. Liebknecht a été récemment élu en Saxe, mais comment ? En Saxe, le cens électoral existe ; c'est donc au vote, non des ouvriers, mais des petits bourgeois, qu'est dû le succès remporté. Que nos lecteurs soient attentifs à ce que nous venons de leur dire, et ils verront notre opinion de plus en plus corroborée par les faits. »

Le *Vorwärts* continuait sa propagande en faveur du sultan. Cette attitude lui valut de la part d'un socialiste berlinois l'envoi d'une correspondance dans laquelle la question d'Orient était appréciée au point de vue de l'Internationale. « N'est-ce pas, disait le correspondant, manquer de logique et de justice, que de condamner la révolution des peuples des Balkans, simplement parce qu'on hait le gouvernement russe et que celui-ci cherche à profiter de cette révolution pour réaliser ses plans de conquêtes ?... Nous jeter dans les bras des bachi-bouzouks par crainte des cosaques, nous aplatir devant le Grand-Turc parce que le tsar nous fait peur, me paraît peu digne de nous, et même légèrement ridicule... Justice même pour les Slaves : voilà ce que je demande de vous. A bas la tyrannie turque ! A bas la tyrannie russe ! Vive la révolution des Slaves des Balkans ! » Le *Vorwärts* imprima la correspondance : mais, dit le

Bulletin (28 octobre), « il y a répondu au moyen de soixante-dix-neuf (nous disons *soixante-dix-neuf*) notes marginales, dans lesquelles il déclare maintenir le point de vue turcophile : la prétendue oppression des Slaves des Balkans, affirme le *Vorwärts*, n'est qu'une invention de la presse achetée par les roubles russes ; le Turc est en moyenne plus civilisé que le Russe (*der Durchschnittstürke ist dem Durchschnittsrussen unzweifelhaft in der Cultur überlegen*), etc. Tous les raisonnements du rédacteur du *Vorwärts* ne prouvent qu'une chose, c'est qu'il hait les Russes [1]. »

En Russie, le 17 novembre, le grand procès des socialistes, qu'on annonçait depuis si longtemps, commença enfin. Il y avait cent quatre-vingt-treize accusés, parmi lesquels quatre-vingt-deux nobles, dix-sept employés du gouvernement, sept officiers, trente-trois prêtres. Les premières audiences furent occupées par la lecture d'un long acte d'accusation ; après quoi les accusés furent classés en dix-sept groupes, qui devaient être jugés séparément. Le 21 novembre, le tribunal commença le jugement du premier groupe, comprenant ceux qu'on appelait les « adhérents de Tchaïkovsky ». Le discours prononcé par l'accusé Mychkine, le 27 novembre, fit une vive impression. Les audiences continuèrent par le jugement des groupes suivants : elles devaient se prolonger jusqu'en février.

En même temps qu'il frappait les socialistes, le gouvernement faisait répandre le bruit de l'octroi prochain d'une constitution. « Il paraît — lit-on dans le *Bulletin* du 12 novembre — que décidément le tsar va donner une constitution à ses sujets. On désigne comme les rédacteurs de ce document le prince Gortchakof et M. Jomini [2], et on fixe déjà le mois de juin comme date de la convocation du futur Parlement russe. Alexandre II aura sans doute pensé qu'il valait mieux faire de son vivant quelques petites concessions, que de laisser à son successeur toute la question intacte : en effet, on eût attendu et exigé beaucoup plus d'un nouveau souverain, qu'on n'exigera du tsar régnant ; et, moyennant quelques petites réformes faites à temps, on espère pouvoir conjurer pour un quart de siècle encore la révolution. Qui vivra verra. »

Ma situation matérielle, à Neuchâtel, s'était considérablement améliorée. Outre les leçons que je donnais dans divers pensionnats et à quelques élèves particuliers, j'avais réussi à me créer peu à peu, par ma plume, des ressources qui me constituaient une existence complètement indépendante. Grâce à Aimé Humbert (dont j'ai déjà parlé) et à Stéphan Born [3], j'avais assez régulièrement des traductions à faire, de l'anglais, de l'allemand ou de l'italien. En

1. Franz Mehring (*Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, t. IV, p. 118) juge sévèrement la rédaction du *Vorwärts* de cette époque : « Dans les questions politiques et sociales, — dit-il, — le *Vorwärts* manquait d'une connaissance exacte de la situation et d'une intelligence réelle des choses allemandes ; tout ce qui le gênait, il s'en débarrassait au moyen de quelques formules toutes faites, apprises par cœur, et il contribua ainsi à faire prendre à tout le parti un ton suffisant qui avait quelque chose de déplaisant. Et ses jugements sur la politique étrangère ne rachetaient pas ce que sa politique intérieure laissait à désirer : son attitude turcophile dans la guerre d'Orient n'était pas plus justifiable que l'attitude russophile des classes dirigeantes. »

2. Le fils du général Jomini, le frère de Mme Zinovief, l'oncle de Mme Adèle Joukovsky.

3. Stephan Born, ancien ouvrier typographe, d'origine prussienne, entré tout jeune dans le *Kommunistenbund* de Marx et d'Engels en 1847, fut en 1848 le fondateur, en Allemagne, de la grande Association générale ouvrière ; en mai 1849, il dirigea l'insurrection de Dresde, à laquelle Bakounine prit la part que l'on sait. Réfugié ensuite en Suisse, il devint, vers 1860, professeur d'allemand à Neuchâtel. C'était un ami de mon père, ce qui me donna l'occasion d'entrer en relations avec lui. Après que j'eus quitté la Suisse, il devint rédacteur en chef du grand journal radical de Bâle, les *Basler Nachrichten*. Il a laissé un livre curieux intitulé *Erinnerungen eines Achtundvierzigers* (*Souvenirs d'un homme de 1848*), qui contient des détails intéressants sur Engels, Marx et Bakounine.

outre, Pierre Kropotkine m'avait mis en relations avec l'éditeur du *Gazetteer* pour lequel il travaillait, et je fus chargé, au printemps de 1877, de rédiger pour ce dictionnaire les articles concernant la Suisse, après quoi on me donna encore, successivement, l'Italie et la Grèce. Enfin ma connaissance des langues étrangères me valut, de la part d'un éditeur de Paris, une proposition de collaboration à un ouvrage de longue haleine, collaboration qui commença également au printemps de 1877.

J'ai dit qu'en quittant Champéry, ma femme s'était rendue à Sainte-Croix pour y passer le mois d'août. Ce fut là qu'elle apprit, par un journal, l'issue du procès de Berne, que, par ménagement pour l'état de ses nerfs ébranlés, je n'avais pas voulu lui annoncer encore. Elle en fut très affectée, et les commentaires qu'elle entendait faire dans un entourage où régnaient les préjugés les plus étroits redoublaient sa peine et ses appréhensions. Elle revint à Neuchâtel très abattue, et quand je dus la quitter de nouveau pour aller aux Congrès de Verviers et de Gand, son chagrin s'accrut. Ma future belle-sœur Gertrude von Schack lui tint compagnie pendant mon absence, et fit de son mieux pour lui remonter le moral, sans d'ailleurs y réussir. Lorsqu'enfin il fallut, dans les premiers jours d'octobre, me rendre à Courtelary (Val de Saint-Imier) pour y faire mes quarante jours de prison, elle ne put supporter l'idée de rester à Neuchâtel sans moi, et partit le surlendemain pour Sainte-Croix. Là, à force de se tourmenter, et malgré tout ce que je lui écrivais pour la rassurer, elle tomba sérieusement malade ; et le samedi 20 octobre son état paraissait si alarmant que, prévenu le lendemain par une lettre d'elle [1] et très inquiet, je télégraphiai à ma mère d'aller la chercher et de la ramener à Neuchâtel. Mon excellente mère partit aussitôt pour Sainte-Croix, et le mercredi 24, à sept heures du soir, ma pauvre femme arrivait chez mes parents. Elle m'écrivait le jour suivant : « Je reçois à l'instant ta lettre : merci mille fois... Je me sens déjà un peu mieux... A la gare, Emilie, ton père et Charles nous attendaient avec une voiture, et j'ai trouvé un bon feu au salon en arrivant. On m'a servi mon petit goûter devant le feu. Edouard était arrivé de Paris à trois heures. Je l'engage beaucoup à aller te faire une visite ; j'aimerais bien être à sa place. » Ma mère de son côté m'écrivait : « Notre retour s'est fait heureusement, et je trouve aujourd'hui déjà un mieux dans la figure de cette chère petite femme. J'ai bon espoir que nos soins, le régime, le traitement ordonné et bien suivi, et enfin la distraction de l'entourage produiront un bon effet. » Mon frère Edouard vint me voir le dimanche 28, et, au retour, donna à ma chère malade des nouvelles tout à fait rassurantes de la prison : « Je ne sais, m'écrivait-elle le surlendemain sur un ton moins triste, si on peut s'en rapporter à ce que dit Edouard, s'il est vrai que tu as une mine florissante et que tu es gai comme un pinson. Il prétend que vous êtes tous tellement bien là, qu'il aimerait y être aussi [2]. Moi, je n'en crois que le quart. » Je répondis le lendemain : « Ce qu'Edouard t'a raconté est parfaitement vrai ; notre régime est très tolérable, et les journées passent avec une rapidité surprenante. Mes camarades ont tous engraissé ; mais moi, ayant un tempérament que rien n'engraissera jamais, je suis resté le même. Je trouve les journées trop courtes pour toutes mes occupations : dictionnaires, étude du russe, rédaction du *Bulletin*, correspondance,

1. Elle m'écrivait : « Aujourd'hui j'ai pu supporter un peu de nourriture, et le docteur m'a trouvée légèrement mieux. J'ai deviné à son air que cette fois c'est grave :... j'ai bien cru hier que jamais je ne te reverrais. »

2. Nous avions la liberté de nous rendre visite d'une cellule à l'autre : nous n'étions « bouclés » que le soir. Nous pouvions en outre recevoir des visiteurs du dehors sans aucune formalité. Dans une de mes lettres à ma femme, j'écrivais : « On vient à chaque instant voir le travail de Chopard, qui est un artiste comme guillocheur, et qui a dans sa cellule — à côté de la mienne — un plateau et un gobelet d'argent ciselés à l'outil à guillocher, qui font courir tout Courtelary. » Et dans une autre lettre : « La porte de ma cellule n'est pas fermée au verrou (le geôlier tire le verrou le matin à six heures et demie, et ne le repousse que le soir à sept heures) ; je puis aller quand je veux dans les cellules de mes camarades : il y en a quatre qui sont près de moi dans le même corridor ».

visites, etc. Je sortirai d'aujourd'hui en quinze. » L'opinion de la bourgeoisie du canton de Vaud était qu'un emprisonnement, surtout pour un motif politique, constituait une flétrissure pour l'honneur d'une famille ; je fus bien aise de constater qu'on ne pensait pas de même dans les montagnes neuchâteloises : j'écrivis à ma femme, le 4 novembre : « Mon oncle Charles [1] m'a écrit de Fleurier il y a quelque temps une lettre de théologie, très intéressante, où il dit des choses beaucoup plus sensées que celles que je lis dans les livres et les journaux de la bourgeoisie libérale ; hier j'ai reçu aussi une lettre de mon oncle Edouard, qui m'a fait plaisir, et où il dit carrément que « les » Bernois, leur police et leur tribunal se sont conduits indignement », et que je pourrai « sortir de prison la tête haute avec le sentiment de l'innocent, victime de l'injustice ». David [Perret] m'a écrit des farces : je lui répondrai ce soir. Je voudrais bien que tu pusses venir ici avec la petite : malheureusement l'état de nos finances ne le permet guère. J'aurais du plaisir à te faire voir mon installation, et tu pourrais juger par tes propres yeux que je ne suis pas trop mal. » L'état de santé de ma femme continua à s'améliorer, et lorsque je revins de Courtelary le mercredi 14 novembre, je la trouvai assez forte pour que nous pussions nous réinstaller dès le lendemain dans notre appartement, sur le quai de l'Evole, au bord du lac [2].

J'ai voulu montrer, en racontant ces détails, comment une bagatelle aussi insignifiante que la condamnation prononcée par les juges de Berne, un séjour en prison qui, pour nous, hommes, était, en réalité, une villégiature et une partie de plaisir, pouvait avoir son côté pénible et attristant lorsque la santé d'une femme aimée était en jeu.

Et maintenant, je vais extraire du *Bulletin* quelques indications sur nos sections jurassiennes pendant cet automne.

La fédération ouvrière du district de Courtelary prit l'initiative d'une souscription en faveur des condamnés du procès de Berne. La première liste, publiée dans le *Bulletin* du 30 septembre, porte 100 fr. versés par la section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary, 100 fr. versés par Gertrude von Schack, et 54 fr. versés par divers autres souscripteurs.

On lit dans le *Bulletin* du 7 octobre :

« Lundi 24 septembre, une conférence a été faite à Neuchâtel par Adhémar Schwitzguébel sur ce sujet : *Le procès de Berne* ; après quoi James Guillaume a parlé des Congrès de Verviers et de Gand. Le public était assez nombreux et exclusivement ouvrier; il s'est montré très sympathique aux idées émises, et plusieurs nouveaux membres se sont fait inscrire dans la section de l'Internationale...

« Deux conférences ont été faites par Paul Brousse avant son entrée en prison, le samedi 27 septembre à Saint-Imier, et le dimanche 30 à Sonvillier. Ces deux soirées ont très bien réussi. A Sonvillier, on avait organisé une tombola, et un certain nombre d'ouvriers de Saint-Imier étaient venus à la réunion; la nouvelle Section italienne n'avait pas fait défaut : à huit heures du soir elle faisait son entrée à Sonvillier en chantant *I Romagnoli*. Il y a en ce moment, au Val de Saint-Imier, beaucoup de vie et d'animation parmi les ouvriers : les derniers événements locaux ont donné une énergique impulsion à la propagande socialiste, et dans tout le Jura, dans la population bourgeoise même, les sympathies sont pour l'Internationale contre le gouvernement de Berne [3]...

« La section de Fribourg annonce qu'elle se propose de donner le 14 courant une soirée familière suivie d'une tombola en faveur des familles des condamnés du procès de Berne...

« A la prison de Courtelary, il ne s'est pas trouvé assez de cellules disponibles pour que les condamnés habitant le Val de Saint-Imier pussent se constituer

1. J'ai parlé de cet oncle au t. Ier, p. 148, note 2.

2. J'avais quitté, en juin 1877, la maison de la rue du Musée où j'avais été, pendant deux ans, le voisin de Charles Beslay.

3. On en a vu une preuve dans les lettres que m'écrivirent de Fleurier mes deux oncles.

prisonniers tous à la fois : quelques-uns d'entre eux seulement ont trouvé de la place. et les autres sont obligés d'attendre leur tour. A l'heure qu'il est, les condamnés qui font leur prison à Courtelary sont au nombre de huit : Joseph Lampert (60 jours), Ulysse Eberhardt, Adhémar Chopard, Alcide Dubois, Camille Chatelain. Adolphe Herter, Henri Eberhardt, et James Guillaume (chacun 40 jours). Chatelain, qui est peintre en cadrans, travaille de son métier dans sa cellule : Lampert et Chopard sont ensemble dans une grande cellule : le premier est graveur, l'autre guillocheur. et ils travaillent aussi de leur métier. Lorsqu'ils sont entrés en prison, au milieu de septembre, il a fallu prendre un char et un cheval pour transporter de Sonvillier à Courtelary le tour à guillocher de Chopard : les condamnés ont profité du véhicule pour faire la route, et. après avoir arboré sur le char un drapeau rouge, ils ont traversé ainsi Saint-Imier, Villeret, Cormoret et Courtelary. James Guillaume s'est constitué prisonnier vendredi (5 octobre), et a apporté avec lui, sans que le geôlier y mit obstacle. une malle pleine de livres pour pouvoir continuer sa besogne quotidienne. Les quatre autres prisonniers, deux graveurs (Herter et Henri Eberhardt). un guillocheur (Ulysse Eberhardt), et un faiseur de secrets (Alcide Dubois), sont malheureusement sans travail, l'ouvrage étant rare en ce moment de crise.

« Chautems, de Bienne, qui n'avait que dix jours, a déjà fait sa prison à Courtelary.

» A Berne. deux autres condamnés à dix jours, Simonin et Gleyre, subissent leur peine en ce moment. Brousse (30 jours) s'est constitué prisonnier à Berne mardi dernier 2 octobre. »

Pittet fit sa prison en novembre, et Rinke revint à Berne pour faire ses 60 jours, en décembre. Les autres condamnés domiciliés à Berne avaient préféré changer de résidence et conserver leur liberté.

Du *Bulletin* du 14 octobre : « La fédération du district de Courtelary s'occupe en ce moment de l'organisation, à Sonvillier et à Saint-Imier, pour cet hiver. de séances d'études... Les condamnations dans le procès de Berne, loin d'affaiblir notre organisation, n'auront fait que la consolider, en déterminant davantage toute notre jeunesse socialiste à se vouer complètement à la révolution sociale. Les sections de métier adhérentes à l'assurance mutuelle sont appelées, par la section des métiers réunis, à combiner leur action pour le développement de cette institution dans le district de Courtelary. »

Dans le même numéro, le *Bulletin* annonçait la fondation à Genève et publiait les statuts d'une « association anarchiste de production d'ouvriers cordonniers », constituée par huit membres fondateurs.

Du *Bulletin* du 28 octobre : « Depuis le moment où nous avons donné la statistique des détenus de la prison de Courtelary, des mutations se sont produites dans le personnel de l'établissement. Alcide Dubois, Henri Eberhardt, Ulysse Eberhardt sont sortis dans le courant de l'avant-dernière semaine; Chatelain et Chopard ont à leur tour vu les portes de leurs cellules se rouvrir la semaine suivante. Lœtscher et Bræutschi sont venus se constituer prisonniers pour quarante jours, le premier il y a trois semaines, le second il y a huit jours. Les détenus de Courtelary sont donc actuellement au nombre de cinq : Herter, Lampert, James Guillaume, Lœtscher et Bræutschi. Fritz Huguenin, Graber et Zurbuchen n'ont pas encore subi leur peine. »

Une lettre de Brousse, publiée dans ce même numéro, donnait les détails suivants sur sa captivité (il était enfermé dans la tour, bien connue des touristes qui visitent Berne, qu'on appelle le *Käfigthurm*) :

« Je suis écroué avec des citoyens qui, tout en se montrant amants trop passionnés de la propriété individuelle, n'ont pas été assez habiles ni assez riches pour se faire appeler banquiers, et que les tribunaux ont alors tout simplement appelés voleurs [1]. Je ne m'en plains pas, car cette cohabitation me

1. On a vu (p. 247) que le tribunal n'avait pas voulu envisager notre procès comme ayant un caractère politique : nous n'étions que des condamnés de droit commun.

fournit l'occasion d'une foule d'observations intéressantes. Nous habitons, trois voleurs (dont un pauvre enfant de douze ans) et moi, une cellule de cinq mètres sur quatre : ce n'est pas large. Je vais vous faire, aussi poliment que possible, les honneurs de notre logement. Si vous venez nous rendre visite, vous apercevrez en entrant la paroi la moins intéressante de notre réduit : une muraille nue, une planche, et sur cette planche deux pots de terre pleins d'eau (nous buvons deux dans le même), et c'est tout. A droite se trouve la croisée (avec sept barreaux de fer entrelacés et une hotte extérieure), et devant elle une table et quatre bancs... A gauche, vous trouvez la troisième paroi : contre elle, nous entassons chaque matin, comme le règlement l'exige, nos lits, ce qui lui donne un peu l'aspect d'une étagère de navire. En sortant, vous jouirez de la vue de la quatrième muraille, de beaucoup la plus intéressante, — c'est par là qu'on sort ! On y voit une porte de chêne solidement construite, verrouillée, cadenassée... : à côté, à ras du sol, une porte quatre fois plus petite, en tout semblable, mais s'ouvrant en dedans. N'ouvrez pas ! C'est la loge à *Barri*. *Barri* a deux anses, il est énorme, et sert... Bouchez-vous le nez, et passons. Chaque matin à six heures on se lève et on va se promener dans une cour étroite une dizaine de minutes. Chacun à tour de rôle prend sous les bras le *Barri* collectif, et le vide dans un immense entonnoir où l'on voit des réalités que seule la plume de Zola pourrait dépeindre. Si c'est cela qu'on appelle prendre l'air, j'aime mieux rentrer dans ma cage... Ceux qui nous gardent sont d'excellentes gens qui font tout ce qu'ils peuvent pour nous rendre moins pénible la privation de la liberté. Malgré cela, je me surprends parfois à répéter les vers de Musset :

On dit : Triste comme la porte
D'une prison ;
Et je crois, le diable m'emporte,
Qu'on a raison. »

Brousse, à sa sortie de prison, devait quitter Berne, étant banni pour trois ans du territoire du canton : il alla passer quelques semaines, avec Mlle Landsberg, chez Pindy à la Chaux-de-Fonds. Werner ayant dit adieu à l'inhospitalière Helvétie sans esprit de retour, il était devenu impossible de continuer à faire paraître l'*Arbeiter-Zeitung* ; elle suspendit sa publication en octobre, ce qui remplit de joie les « socialistes » Greulich et Moor. Toutefois, la sentence de bannissement portée contre Brousse ne fut pas mise à exécution : le professeur Schwarzenbach obtint du gouvernement bernois qu'on n'inquiéterait pas son assistant de laboratoire, en sorte que le jeune chimiste [1] put rentrer à Berne, où le *Bulletin* le montre faisant le 24 décembre une conférence sur les programmes et les moyens d'action des partis socialistes.

Le vote du peuple suisse pour l'acceptation ou le rejet du projet de loi relatif au travail dans les fabriques avait été fixé au dimanche 21 octobre. Le *Bulletin* publia sur cette question l'article qui suit (écrit avant mon voyage à Courtelary) :

Dans beaucoup de cantons, le parti radical, auteur de ce projet, organise des réunions publiques où des orateurs bourgeois vanteront aux ouvriers les bienfaits de la loi nouvelle et feront le panégyrique du régime politique qui l'a enfantée. L'*Arbeiterbund*, qui voit dans cette loi un « progrès », engage tous ses adhérents à aller, le 21 octobre, déposer dans l'urne un *oui* énergique. Pour nous, qui ne croyons pas qu'une amélioration sérieuse puisse être apportée au sort des travailleurs autrement que *par la suppression* PRÉALABLE *de la bourgeoisie comme classe*, et aux yeux de qui

1. Brousse se préoccupait à ce moment de la vulgarisation en France de la nouvelle notation atomique ; il m'avait parlé d'un projet de publication sur ce sujet, qu'il aurait voulu entreprendre avec mon concours.

toutes les prétendues réformes législatives ne sont qu'un trompe-l'œil, une simple apparence superficielle qui ne change rien au fond même de la machine gouvernementale, nous nous abstiendrons.

... La bourgeoisie prouve, et par toutes les institutions dans lesquelles elle prétend enfermer l'humanité. et par les soi-disant améliorations mêmes qu'elle a l'air de vouloir apporter à de vieux abus, qu'elle ne veut pas sincèrement la liberté et l'égalité. Et nous qui les voulons, nous ne devons pas aider les bourgeois dans leurs replâtrages et dans leurs « progrès » : nous devons les laisser faire, et les juger et les condamner, en montrant, par la critique de leurs œuvres, leur incapacité, leur égoïsme et leur mauvaise foi.

C'est à la bourgeoisie, à elle seule, à faire une loi sur les fabriques. Les socialistes ne peuvent pas demander une pareille loi, parce que ce serait une inconséquence : lorsqu'on se propose pour but l'abolition du salariat, la suppression du prolétariat, on ne peut pas prêter les mains à un arrangement dont la base même suppose l'existence d'un prolétariat comme un fait nécessaire et éternel, à un arrangement qui, s'il était sérieusement conclu, constituerait légalement le prolétariat à l'état de caste régie par des lois spéciales, placée entre les bourgeois, qui seuls ont droit à la liberté complète et au *self-government*, et les bêtes de somme, qui travaillent pour autrui, comme les prolétaires, et que la Société protectrice des animaux défend contre certaines brutalités stupides de leurs maîtres.

La bourgeoisie offre aux ouvriers de petits allègements, de petites concessions, — sur le papier, — à la condition qu'ils continuent à travailler pour elle. Une pareille proposition est-elle acceptable ? Non... A ceux qui cherchent, par de semblables moyens, à endormir l'instinct révolutionnaire chez les ouvriers et à faire durer la société bourgeoise, il faut répondre — et on répondra un jour — par la révolte des esclaves.

Le 14 octobre, autre article du *Bulletin*, écrit à Courtelary :

Les radicaux bourgeois, nous l'avons dit dans notre article précédent, patronnent en Suisse la loi sur les fabriques. Mais veulent-ils réellement l'amélioration du sort de l'ouvrier ? Souhaitent-ils, de bonne foi, voir l'Etat intervenir entre le fabricant et ses salariés, limiter la journée de travail, imposer un frein aux exigences inhumaines du capital ? Oh ! non ; s'ils appuient cette loi faite par leurs représentants, c'est qu'ils savent bien que cet acte d'apparente philanthropie ne gênera en rien leur exploitation...

Dans une assemblée de délégués du parti radical et de la société du *Grütli*, tenue à Corcelles (canton de Neuchâtel), on a pu voir un exemple de ce que nous affirmons. Un fabricant d'horlogerie radical, M. Louis Thévenaz, du Locle, a manifesté des défiances à l'égard du projet de loi : il craint, a-t-il dit, que si les dispositions en sont appliquées aux ateliers d'horlogerie dans le Jura, il n'en résulte des inconvénients graves pour l'industrie horlogère, — au point de vue des bénéfices des fabricants, naturellement. Et qu'a-t-on répondu à M. Thévenaz pour le rassurer ? On lui a déclaré que la loi des fabriques *ne concerne nullement l'industrie horlogère* ; qu'elle ne sera appliquée que dans certains grands établissements industriels de la Suisse orientale, et que, par conséquent, un bourgeois neuchâtelois peut

déposer un *oui* dans l'urne en faveur de cette loi sans crainte de voir ses intérêts compromis.

Voilà de quelle nature sont les « progrès » que le parti radical réalise en faveur des travailleurs : il fait une loi pour protéger les ouvriers, mais il ne la vote qu'à la condition formelle *que cette loi ne changera rien à ce qui existe.*

* *

Est-on bien sûr, néanmoins, que, si la loi sur les fabriques est adoptée, rien ne sera changé aux conditions actuelles du travail dans la région jurassienne, où l'horlogerie forme l'industrie nationale ? Ces conditions ne seront pas améliorées, certainement : mais qui sait si elles ne pourront pas *empirer ?* Un exemple : le projet de loi fixe la durée normale de la journée de travail à onze heures ; or, il y a chez nous des corporations qui, à force de luttes, ont réussi à imposer aux patrons la journée de dix heures : quelle figure feraient les ouvriers graveurs si, après l'adoption de la loi, leurs patrons venaient leur dire : Maintenant que la journée normale de travail est légalement de onze heures pour toute la Suisse, il convient de modifier nos conventions et de rétablir aussi chez nous la journée de onze heures ?

Sur quoi s'appuieraient les graveurs pour résister à cette prétention ? Sur leur organisation, et nous espérons qu'ils sauraient maintenir ce qu'ils ont conquis. *L'organisation ouvrière, là est la vraie force pour la réalisation des progrès économiques* : les textes de loi ne sont que des phrases que les hommes du pouvoir interprètent à leur fantaisie ; l'*organisation* est le levier qui permettra un jour au peuple travailleur de s'émanciper *sans la loi* et *contre la loi.*

La loi fut votée, et je commentai le vote en ces termes dans le *Bulletin* du 28 octobre :

La loi sur les fabriques a été adoptée dimanche dernier par une petite majorité de votants. Nous allons donc être dotés d'une législation qui devra, disent ses auteurs, améliorer la position économique des ouvriers suisses.

Si les partisans de la loi, et tous ceux qui, de façon générale, croient pouvoir intervenir dans les questions économiques par la voie de réformes législatives, tout en laissant subsister le régime actuel de propriété capitaliste, — si ces gens-là ont raison, dans dix ans la loi aura eu le temps de faire sentir ses heureux effets : l'exploitation des salariés par les fabricants devra avoir diminué ; l'introduction de la journée normale de travail devra avoir mis obstacle à l'avilissement croissant des salaires, et, en même temps, avoir donné à l'ouvrier de fabrique des heures de loisir dont il aura profité pour s'instruire ; enfin les dispositions protectrices relatives aux femmes et aux enfants auront arrêté la dégénérescence de la race...

Eh bien, nous disons ceci : Dans dix ans — à supposer que de grands événements européens ne soient pas venus avant ce terme apporter un changement révolutionnaire dans la société actuelle — dans dix ans, malgré la loi sur les fabriques, l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie aura encore *augmenté* ; le taux des salaires aura encore *diminué* ; l'ouvrier de fabrique sera aussi ignorant qu'auparavant ; et comme, par le dévelop

pement croissant de la grande industrie, une portion plus considérable des ouvriers suisses aura dû subir le régime des manufactures et des usines, il y aura alors plus d'ouvriers ignorants et abrutis qu'aujourd'hui ; la race aura continué à dégénérer, malgré les mesures d'apparente humanité prescrites par la loi à l'égard des femmes et des enfants, et les conseils de réforme verront défiler devant eux un nombre toujours plus grand de recrues impropres au service[1]. Voilà quel est l'avenir fatal, inévitable, que nous prépare le régime de la production capitaliste, malgré toutes les lois sur les fabriques que pourra inventer l'imagination des philanthropes et que pourra voter un peuple qui se laisse abuser par de vains mots de liberté et de progrès.

La cognée doit être portée à la racine de l'arbre. C'est le système même du salariat qu'il faut abolir, par l'établissement de la propriété collective : et ce résultat, on ne l'obtiendra pas en votant des lois, mais en détruisant le privilège par le soulèvement des opprimés contre les oppresseurs.

Voici enfin, comme épilogue, deux derniers extraits du *Bulletin* :

Un fait curieux, c'est que, si la loi a passé, c'est grâce aux votes, *non pas des ouvriers*, mais, en grande partie, de la petite bourgeoisie et des paysans, et qu'elle a eu beaucoup plus de voix dans certains cantons *agricoles* et *ultramontains*, que dans d'autres cantons industriels et libéraux.

Ainsi, les cinq cantons catholiques de la Suisse primitive, où il n'y a presque aucune industrie, ont donné une proportion de *oui* plus considérable que tous les autres cantons : Lucerne a fourni 10700 oui contre 7000 non : Uri, 1466 oui contre 420 non ; Schwytz, 4475 oui contre 1443 non ; Unterwald, 3230 oui contre 537 non; Zug, 2067 oui contre 617 non.

Par contre, dans le canton de Genève la loi a été rejetée par 4187 non contre 3203 oui. Dans le canton de Zürich, le foyer central de l'agitation en faveur de la loi, où tout a été mis en œuvre pour en obtenir l'adoption, les districts de fabriques (Horgen, Hinweil, Pfäffikon, Uster) l'ont *rejetée*, tandis que les districts agricoles l'ont adoptée.

On ne peut donc pas prétendre que la loi ait été votée par les ouvriers, et que ceux-ci aient remporté une victoire. La loi a reçu des voix de tous les partis, et, si les paysans ultramontains des petits cantons n'eussent pas voté en sa faveur, elle n'aurait pas été adoptée. (*Bulletin* du 4 novembre.)

Nous avons rapporté les singuliers arguments dont se sont servis les radicaux suisses pour engager leurs amis à voter la loi. Ils leur affirmaient que cette loi ne s'appliquerait qu'aux grandes fabriques, et laisserait par conséquent en dehors de son action la presque totalité de la population ouvrière, *en sorte qu'elle n'apporterait, surtout dans la Suisse française, aucune modification à la situation existante.*

A Genève, ces choses ont été dites comme ailleurs. A la veille du vote du 21 octobre, une proclamation a été adressée aux électeurs par les partisans de la loi pour leur en recommander l'adoption ; et, qu'on le note

1. Voir la confirmation de cette triste prophétie dans le livre de M. A. Niceforo, *Les classes pauvres, recherches anthropologiques et sociales* ; Paris, Giard et Brière, 1905.

bien, au bas de cette proclamation figure entre autres la signature d'un *ouvrier socialiste*, nommé député au Grand-Conseil lors des élections de 1876. Or voici ce qu'on lit textuellement dans ce document :

« Cette loi ne peut être faite *contre les fabricants*, puisqu'elle émane d'une assemblée qui ne compte *pas un seul ouvrier dans son sein*, et qu'elle a été proposée par une commission *composée en majorité de fabricants*.

« Elle n'apportera aucune modification, aucun changement à nos habitudes et à notre travail [1]. »

Et pendant qu'on cherchait ainsi à démontrer aux électeurs bourgeois la complète innocuité de la loi, on disait ailleurs aux ouvriers que, si la loi était adoptée, elle mettrait un terme à la tyrannie et à l'arbitraire de leurs patrons et leur assurerait une existence plus humaine. Qui a-t-on voulu tromper ? (*Bulletin* du 11 novembre.)

Le 1er novembre, la Section italienne de Saint-Imier, composée surtout de manœuvres et d'ouvriers du bâtiment qui retournaient en hiver dans leur pays, donna une soirée d'adieu aux membres de la fédération ouvrière locale. « La soirée fut animée, et les paroles qui furent échangées ont prouvé que la propagande faite parmi les ouvriers italiens avait porté ses fruits, et que, d'un autre côté, les ouvriers horlogers savaient apprécier ces amis voués aux durs travaux de l'industrie du bâtiment. Beaucoup reviendront au printemps et reconstitueront ainsi le noyau affaibli durant l'hiver. Nous saluerons avec satisfaction ce retour, parce que nous avons pu nous convaincre qu'il existe chez ces hommes d'excellentes qualités qui font généralement défaut à nos populations horlogères. »

Une lettre de la Chaux-de-Fonds nous apporta la nouvelle que voici : « Dimanche dernier (18 novembre), la Chaux-de-Fonds avait à élire un député au Grand-Conseil, en remplacement d'un représentant démissionnaire. Le choix du comité radical s'est porté sur M. Fritz Robert, architecte, qui a été élu sans opposition. M. Fritz Robert est un ancien membre de l'Internationale [2], qui a été délégué au Congrès de Bâle en 1869, et a fait partie du Comité fédéral romand en 1870. Il accepte maintenant le mandat de député de la main des radicaux. Nous ne demandons pas mieux que de croire qu'il est resté fidèle à ses anciennes convictions ; et nous allons voir, maintenant qu'il siègera parmi nos législateurs, ce qu'un socialiste peut faire d'utile au Grand-Conseil : nous l'attendons à l'œuvre. » (*Bulletin* du 25 novembre.)

Une revue socialiste mensuelle en langue allemande, fondée par le Dr F. Wiede, paraissait à Zürich depuis le mois d'octobre ; elle s'appelait *Die Neue Gesellschaft* (la Société Nouvelle). C'était un organe éclectique. Nous fûmes invités, mes amis et moi, à y collaborer ; et, pour montrer notre bonne volonté, nous acceptâmes : mais ce n'est que dans les premiers mois de 1878 que Brousse et moi écrivîmes, pour ce périodique, chacun un article

Mais à côté de cette manifestation qui indiquait, chez certains Allemands, un état d'esprit conciliant, il y avait la propagande des irréconciliables, qui, inlassablement, travaillaient à semer la zizanie et à « organiser la désorganisation » au profit de leur chapelle. On lit dans le *Bulletin* du 2 décembre :

« Nos lecteurs se souviennent que dans un Congrès tenu à Neuchâtel en mai dernier, l'*Arbeiterbund* et le *Grütli* ont résolu la création d'un parti démocrate

1. Il y avait en réalité un changement, et d'une importance fort grande. L'article 9 stipulait qu'à l'avenir un ouvrier ne pourrait quitter son patron sans l'avoir prévenu quatorze jours à l'avance. On voulait par là rendre la grève illégale et par conséquent punissable, à moins d'un avertissement de quatorze jours qui donnerait au patronat le temps de se mettre en état de résister et de remplacer les grévistes.

2. Voir au tome Ier, p. 163, la lettre de Bakounine à Fritz Robert.

socialiste suisse, ou plutôt, pour lui conserver son nom allemand, d'une organisation appelée *Sozialdemokratische Partei in der Schweiz*. Le programme de ce parti vient d'être élaboré par une commission qui a siégé à Berne le 18 novembre dernier, et dont la personnalité la plus marquante était Greulich, le rédacteur de la *Tagwacht.* »

Le *Bulletin* analyse ensuite les déclarations de principe placées en tête du programme, déclarations dans lesquelles on avait prudemment évité de toucher à la question de la propriété ; et il montrait que les hommes de l'*Arbeiterbund* étaient des opportunistes qui voulaient se ménager la possibilité d'une alliance avec le parti radical. Dans le numéro suivant, il faisait voir que les revendications politiques de ce programme ne dépassaient pas l'horizon intellectuel des radicaux, de ces « idéalistes de la bourgeoisie » qui veulent « appliquer à la société future les institutions créées par la bourgeoisie en les perfectionnant ». Quant aux revendications économiques, au nombre de cinq (fondation de sociétés de métier, salaire égal pour les hommes et les femmes, création de bureaux de renseignements, élévation permanente du salaire, fondation de sociétés coopératives de production), le *Bulletin* (23 décembre) objecta que si deux d'entre elles méritaient d'être approuvées, les trois autres avaient un caractère utopique et décevant : « Ce socialisme-là, conclut-il, n'est pas fait pour causer de bien vives inquiétudes à nos gouvernants ».

Je quitte la Suisse pour achever ce qui reste à dire des pays voisins dans cette fin d'année.

En Italie, un vote de la Chambre chassa Nicotera du ministère, en décembre. Il fut remplacé par Crispi, qu'on disait plus « avancé », mais qui allait montrer bien vite qu'il était seulement plus canaille.

Le 30 décembre, la Chambre des mises en accusation de Naples rendit son arrêt dans l'affaire des insurgés du Bénévent et du Matese. Elle mit hors de cause les deux prêtres et le paysan qui avait servi de guide ; et, rejetant les conclusions du procureur général, qui envisageait comme des crimes et délits de droit commun l'invasion des communes de Gallo et de Letino, le pillage des caisses publiques, l'incendie des papiers, etc., elle renvoya les trente-quatre socialistes devant la cour d'assises sous la prévention de conspiration et d'attentat ; mais elle qualifia toutefois de crime de droit commun la complicité éventuelle dans le meurtre du carabinier Santamaria, qui, blessé à San Lupo le soir du 5 avril, était mort quatre jours après des suites de sa blessure. Le procureur général fit appel, devant la Cour de cassation de Naples, de l'arrêt de la Chambre des mises en accusation, ce qui allait causer un nouveau retard d'un mois et demi.

Nos amis détenus commençaient à trouver le temps bien long. Je correspondais assez régulièrement avec eux, et dans le courant de l'hiver je leur fis un envoi de livres pour leur procurer quelques distractions. Cafiero, d'un naturel studieux et méditatif, occupa une partie de ses loisirs forcés à écrire un petit ouvrage qui fut imprimé en 1879, après sa libération : c'était un Abrégé (en italien) du *Kapital* de Karl Marx, fait d'après la traduction française de J. Roy [1]. Marx analysé et commenté par un des insurgés de la bande du Matese ! voilà à quoi ne s'attendaient guère les gens qui, dans la *Tagwacht* et le *Vorwärts*, avaient couvert d'outrages les révolutionnaires italiens. Dans sa préface, datée de mars 1878, Cafiero s'exprime ainsi (je traduis) : « Un profond sentiment de tristesse m'a saisi, en étudiant le *Kapital*, quand j'ai pensé que ce livre était, et resterait qui sait combien de temps encore, complètement inconnu en Italie. Mais s'il en est ainsi, me suis-je dit ensuite, cela signifie que mon devoir est justement de m'employer de toutes mes forces (*a tutt' uomo*) à ce qu'il n'en soit plus ainsi. Et que faire ? Une traduction ? Ah mais non ! Cela ne servirait à rien. Ceux qui sont en état de comprendre l'œuvre de Marx telle qu'il

1. *Il Capitale di Carlo* MARX, *brevemente compendiato da Carlo* CAFIERO, publié dans la « Biblioteca socialista » (Volume n° 5) ; Milan, C. Bignami e C., editori, Corso Venezia, 5 ; 128 pages in-16, 1879.

l'a écrite connaissent certainement le français, et peuvent recourir à la belle traduction de J. Roy, entièrement revue par l'auteur... C'est pour une toute autre sorte de gens que je dois travailler ;... mon travail doit donc être un abrégé facile et court du livre de Marx... Restreinte et modeste est ma tâche. Je dois seulement guider une troupe d'ardents adeptes (*volenterosi seguaci*), par le chemin le plus facile et le plus court, au temple du Capital ; et là démolir ce dieu, pour que tous puissent voir de leurs yeux et toucher de leurs mains les éléments dont il se compose ; et arracher les vêtements de ses prêtres, afin que tous puissent voir les taches de sang humain qui les souillent et les armes cruelles avec lesquelles ils immolent chaque jour un nombre sans cesse croissant de victimes. »

A la fin de l'Abrégé (chapitre X, p. 121), parlant en son nom propre, Cafiero cite cette phrase de Marx, à propos des atrocités commises en Angleterre et partout par les capitalistes : « Si, comme le dit Marie Augier (1842), *c'est avec des taches naturelles de sang sur une de ses faces que l'argent est venu au monde*, le capital, lui, y est venu suant le sang et la boue par tous les pores », — et il ajoute :

« Et c'est là tout simplement de l'histoire, ô bourgeois, une triste histoire de sang bien digne d'être lue et méditée par vous qui savez, dans votre vertu, exprimer une sainte horreur pour la *soif de sang* [1] des révolutionnaires modernes ; par vous, qui déclarez ne pouvoir permettre aux travailleurs que le seul usage des *moyens moraux* [2]. »

Enfin, dans les pages intitulées *Conclusion*, Cafiero écrit :

« Le mal est radical. Il y a déjà longtemps que le savent les travailleurs du monde civilisé, — pas tous, certainement, mais un grand nombre ; et ceux-ci préparent déjà les moyens propres à le détruire.

« Ils ont considéré : 1° que la source première de toute oppression et de toute exploitation humaine est la propriété individuelle ; 2° que l'émancipation des travailleurs (l'émancipation humaine) ne peut être fondée sur une nouvelle domination de classe, mais sur la fin de tous les privilèges et monopoles de classe et sur l'égalité des droits et des devoirs ; 3° que la cause du travail, la cause de l'humanité, n'a pas de frontières ; 4° que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Et alors une voix puissante a crié : *Travailleurs du monde entier, unissons-nous ! Plus de droits sans devoirs, plus de devoirs sans droits ! Révolution !*

« ... Le mot Révolution pris dans son sens le plus large, dans son sens véritable, signifie retour au point de départ, transformation, changement. En ce sens, la révolution est l'âme de toute la matière infinie. En fait, tout, dans la nature, accomplit un cycle éternel, tout se transforme, mais rien ne se crée et rien ne se détruit. La matière, demeurant toujours la même en quantité, peut changer de forme en des modes infinis... La matière, donc, passant d'un mode de vie à un autre mode, vit en changeant sans cesse, en se transformant, en se révolutionnant.

« Or, si la révolution est la loi de la nature, qui est le tout, elle doit être aussi nécessairement la loi de l'humanité, qui est la partie... Mais les bourgeois, après être arrivés, par le massacre, l'incendie et la rapine, à conquérir le poste de dominateurs et d'exploiteurs du genre humain, croient pouvoir arrêter le cours de la révolution. Ils se trompent... Une fois abattus les obstacles matériels qu'on lui oppose, et laissée libre dans son cours, la révolution saura réaliser, parmi les hommes, l'équilibre, l'ordre, la paix et le bonheur...

« Mais comment feront les travailleurs pour rétablir le cours de la Révolution ? Ce n'est pas ici le lieu de développer un programme révolutionnaire... : nous nous bornerons, pour conclure, à répondre par ces paroles, recueil-

1. « *La libidine di sangue* ». Acte d'accusation contre les internationalistes de la bande insurrectionnelle de San Lupo, Letino et Gallo, en avril 1877. (*Note de Cafiero*.)

2. Aménité dite par un magistrat au cours du procès sus-mentionné. (*Note de Cafiero*.)

lies de la bouche d'un travailleur, et placées en tête de ce volume comme épigraphe : *L'ouvrier a tout fait : et l'ouvrier peut tout détruire, parce qu'il peut tout refaire.* »

En France, des journaux radicaux de Lyon, que gênait le manifeste de la Fédération française de l'Internationale, avaient prétendu que ce manifeste était l'œuvre de la police, et que Pindy l'avait désavoué. La Commission française fit paraître, au commencement de novembre, un second manifeste confirmant le premier, et l'envoya aux journaux lyonnais le *Progrès* et le *Petit Lyonnais*, avec une lettre disant : « Notre Commission a décidé de vous envoyer ce deuxième manifeste destiné à répondre à vos calomnieuses insinuations, et de l'accompagner d'une lettre signée de tous ses membres, pour que l'envie ne vous prenne pas de nouveau d'en nier l'authenticité... (Signé) P. JEALLOT, ex-officier de la Commune de Paris ; H. FERRÉ, tapissier ; DUMARTHERAY, lampiste : Ch. ALERINI, ex-membre de la Commune de Marseille ; PINDY, secrétaire correspondant, ex-membre de la Commune de Paris. — P. S. : Si nous étalons ainsi nos anciens titres, ce n'est pas, croyez-le bien, par vaine gloriole, mais pour fermer la bouche à ceux qui seraient capables de nous faire passer pour des bonapartistes. »

On annonça, en novembre, que Jules Guesde allait publier un journal à Paris. Un correspondant parisien nous écrivit à ce sujet ce qui suit (*Bulletin* du 4 novembre) :

« Il va se publier ici un journal qui s'annonce comme socialiste et qui s'appellera l'*Egalité* ; son premier numéro paraîtra le 10 novembre. Ce sera une partie de la rédaction de feu les *Droits de l'Homme* et de feu le *Radical* qui fera ce journal, sous la direction de M. Jules Guesde (ce même M. Guesde qui dans le *Radical* a traité si injurieusement les socialistes italiens [1]) ; cela suffit pour que vous puissiez juger des véritables tendances de cette nouvelle publication. On annonce que les correspondants pour l'Allemagne seront Bebel et Liebknecht, pour l'Italie Gnocchi et Zanardelli. Les chambres syndicales n'auront rien à voir dans ce journal, ni les ouvriers révolutionnaires non plus : ce sera une feuille tout simplement radicale, représentant un petit groupe d'hommes qui, dans les dernières élections, s'étaient joints à la coalition bourgeoise des Trois cent soixante-trois contre le gouvernement de Mac-Mahon. Un article que Guesde a récemment publié dans la nouvelle revue allemande de Berlin, *die Zukunft* [2], disait positivement que les ouvriers doivent voter pour les candidats de la république bourgeoise, parce qu'il s'agit avant tout de maintenir la forme républicaine contre les tentatives des monarchistes : voilà qui indique suffisamment la couleur et les intentions de ce groupe de journalistes et d'ambitieux qui désirent arriver à la Chambre. M. Buffenoir, qui a publié avec quelques autres un « Manifeste de la démocratie républicaine socialiste du département de la Seine », — un vrai pot-pourri, — n'a aucune influence à Paris. C'est un homme mort, tué par le ridicule. »

Le 18 novembre, le *Bulletin*, revenant sur la question, saluait en ces termes l'apparition de l'*Egalité* :

« Ce journal se donnera pour mission d'engager le prolétariat parisien dans la voie de la politique parlementaire, en lui conseillant de voter pour les radicaux. Grâce au suffrage universel, — telle est la théorie de messieurs les rédacteurs de l'*Egalité* et des autres journaux de même nuance, — le peuple français peut exercer sa souveraineté : il doit faire usage de cette souveraineté, d'abord, pour maintenir la république, et pour cela il doit voter pour les candidats radicaux ; en second lieu, pour opérer des réformes sociales, et à cet effet il doit donner aux candidats élus par lui le mandat impératif de faire des lois favorables aux travailleurs. Nous ne pouvons mieux montrer le vide de toute cette théorie parlementaire, et faire toucher au doigt la duperie du

1. Voir ci-dessus pages 185 et 215.
2. Revue fondée par le Francfortois Karl Höchberg, disciple d'Albert Lange. Elle ne vécut qu'un an.

suffrage universel, qu'en reproduisant le jugement porté par M. Jules Guesde lui-même, il y a cinq ans, sur la tactique de ceux qui engagent les ouvriers à user du vote comme d'un moyen d'émancipation et de propagande. Voici ce qu'écrivait M. Guesde dans l'*Almanach du peuple pour 1873*[1] : [Suit le passage, si souvent reproduit depuis, dans lequel Jules Guesde démontre la duperie du suffrage universel]. Les choses ont-elles changé depuis lors ? Le suffrage universel a-t-il cessé d'être ce qu'il était ? Les leçons de l'histoire n'ont-elles plus la même signification ? Ou plutôt n'est-ce pas M. Guesde qui, de proscrit étant devenu journaliste radical, a trouvé *opportun*[2] de changer de convictions ? »

Un Congrès ouvrier, pour faire suite à celui qui s'était réuni à Paris en 1876, était en préparation, et on avait annoncé qu'il s'ouvrirait à Lyon le 9 décembre. Divers motifs en firent remettre l'ouverture au 20 janvier suivant.

Le ministère de Broglie avait dû se retirer : Mac-Mahon le remplaça le 23 novembre par le ministère du général de Rochebouët, dont la tâche devait être d'accomplir un coup d'État militaire. Des ordres furent donnés, et l'exécution du complot fixée au 14 décembre[3]. Mais Mac-Mahon et ses complices manquèrent de résolution, et le 13, le maréchal, capitulant, se décida à confier à Dufaure le mandat de constituer un ministère pris dans les rangs de la majorité dite « républicaine ».

En Belgique, la Chambre du travail de Bruxelles avait publié un *Almanach de l'ouvrier pour 1878*. Il contenait un article d'un journaliste radical de Paris, Sigismond Lacroix, où le but et les moyens du socialisme militant étaient définis en ces termes :

« Voilà le but : détruire l'arsenal des lois anti-libérales que les classes dirigeantes, jusqu'ici investies de l'autorité législative, ont accumulées pour leur défense. Voici le moyen : conquérir, par le suffrage universel, l'autorité législative. »

Un second article, signé par Louis Bertrand, parlait dans le même sens et énumérait ainsi les réformes à accomplir par voie législative : « la règlementation du travail des femmes et des enfants ; la réforme des conseils de prudhommes ; des mesures d'hygiène dans les fabriques et ateliers ; le monopole des mines ; des maisons de crédit, etc. »

Mais, à côté de ces pages qui exposaient le programme réformiste, il y avait un autre article complètement révolutionnaire, non signé[4], intitulé *Socialisme et Bourgeoisisme*, dont l'auteur disait que la société actuelle est condamnée à périr, qu'aucun palliatif ne peut la soulager, et que, voulût-elle se sauver, elle ne le pourrait pas, car l'unique moyen de salut impliquait précisément la destruction de cette société inique et irrationnelle.

Le *Bulletin* (18 novembre) releva ces contradictions :

Comment peut-on, dans la même brochure, enseigner aux ouvriers deux doctrines si différentes ? On leur dit, à telle page, qu'il faut changer l'assiette de l'impôt, pour l'établir sur une base plus juste : à une autre page, on leur montre que tous les gouvernements marchent à la banqueroute. Le citoyen Bertrand écrit : « Un cataclysme inévitable doit arriver, transformant entièrement le monde, *à moins que le monde ne se transforme par lui-même, par le libre développement de ses institutions*, » — laissant

1. Voir t. III, p. 40.

2. Le mot d'*opportunisme* était alors de création toute récente.

3. C'est la veille, 13 décembre, qu'à Limoges le major Labordère ayant déclaré qu'il ne s'associerait pas à une entreprise contre la constitution, le général Bressolles le mit aux arrêts. Quelques jours plus tard, le ministre de la guerre du nouveau cabinet « républicain » mettait le général Bressolles en disponibilité, mais en même temps frappait le major Labordère en le mettant en non-activité par suite de retrait d'emploi, pour « infraction grave à la discipline ».

4. Cet article révolutionnaire non signé était, comme on le verra tout à l'heure, du même Louis Bertrand qui avait écrit et signé un article réformiste.

croire ainsi à la possibilité d'une solution légale et pacifique. Par contre, l'auteur anonyme de l'article révolutionnaire déclare nettement que le cataclysme en question est fatal, que rien désormais ne peut arrêter la chute de la societé moderne, et qu'au socialisme incombe la grande tâche *de détruire les restes pourris de la société actuelle.*

Cette manière de faire de la propagande à double sens, de dire oui et non à la fois, d'être révolutionnaire à la page 44 et parlementaire à la page 12, témoigne d'une grande confusion dans l'état des idées en Belgique. Espérons que cette confusion aura un terme, que les idées s'éclairciront, et que les esprits qui, à l'heure qu'il est, hésitent entre deux voies contraires, finiront par se rallier à la seule solution logique, à la solution révolutionnaire.

Le *Bulletin* reproduisait, à la suite de ces réflexions, l'article *Socialisme et Bourgeoisisme*, en se déclarant complètement d'accord avec ses conclusions.

Louis Bertrand tailla sa meilleure plume, et nous adressa la lettre suivante, que publia le *Bulletin* du 2 décembre :

Bruxelles, 24 novembre 1877.

Compagnons, On me communique à l'instant le numéro de votre journal du 18 novembre, et j'y trouve quelques observations à propos des articles contenus dans l'*Almanach de l'ouvrier pour 1878*, publié par la Chambre du travail. Permettez-moi de répondre brièvement à ces observations.

Vous semblez étonnés de voir insérés dans la même brochure des articles dont les uns tendent à démontrer la nécessité, pour la classe ouvrière, de s'occuper des questions politiques, en vue des améliorations actuelles, et dont les autres (d'après vous) aboutissent à la solution révolutionnaire. Mes amis et moi, qui sommes partisans de la lutte politique contre la bourgeoisie, et qui acceptons les améliorations actuelles dans la situation de la classe prolétaire, nous n'avons jamais dit ou écrit que nous croyions voir résoudre le problème social par voie parlementaire.

Non; nous nous occupons de la lutte actuelle sur le terrain légal, comme moyen de propagande, tout simplement.

De même que nous ne prétendons pas voir le problème social se résoudre par le système parlementaire, de même nous ne croyons pas que la solution de ce problème doive *nécessairement* avoir lieu par la force, par la révolution brutale [1].

C'est ce qui explique que tout en appartenant à cette fraction du socialisme que vous appelez « socialisme parlementaire et légal », nous ne repoussons pas le recours à la force et ne nions pas au peuple son droit à l'insurrection.

Voilà pourquoi, à côté des articles préconisant les réformes légales apportées actuellement dans la condition du peuple, vous avez pu trouver un article qui, dans ses tendances, est plus révolutionnaire.

1. Mais puisque Louis Bertrand déclare, comme nous, que le problème social *ne peut pas* être résolu par la voie légale et parlementaire, il lui faut bien, en bonne logique, admettre que la solution en doit *nécessairement* avoir lieu par une autre voie, — laquelle ne peut être que l'action ouvrière organisée, en d'autres termes le « syndicalisme révolutionnaire ». Existerait-il une troisième voie ?

Que prouve cela ? Cela prouve que nous ne sommes pas *absolutistes*, et que nous ne voulons pas soutenir mordicus une chose dont nous ne sommes pas sûrs à l'avance.

Pour achever de vous convaincre sur ce fait, je tiens à déclarer que l'article *Socialisme et Bourgeoisisme*, que vous avez reproduit, *est de moi*. Vous me demanderez peut-être pourquoi cet article n'a pas été signé, et je vous répondrai que cet article avait paru déjà *sans signature* dans la *Persévérance*, il y a une couple d'années. D'ailleurs ceci importe fort peu à ce débat.

Mais ce qui surtout nous pousse dans la voie parlementaire et *réformiste*, c'est la situation du peuple qui nous entoure. Vivant au jour le jour, n'ayant aucune aspiration, réduit à l'etat de brute par la vie qui lui est faite, comment voulez-vous faire de ce peuple un élément révolutionnaire ?

Nous ne partageons pas l'idée de ceux qui disent que plus le peuple sera misérable, plus il sera révolutionnaire [1]. Nous croyons, au contraire, que l'homme qui possède déjà un certain bien-être sera plus prêt à vouloir augmenter son bien-être, que celui dont la situation est misérable, et qui par cela même perd sa dignité et ne demande rien. Le peuple est un grand enfant qui ne connaît pas sa puissance, qui ne sait pas qu'il a des droits à exercer. Lui apprendre qu'il a des droits, qu'il est une puissance féconde, qu'il peut acquérir du bien-être, voilà ce que nous cherchons à faire.

Je pourrais m'étendre longuement sur ce point, mais je ne veux pas abuser de l'hospitalité de vos colonnes.

Permettez-moi seulement, avant de finir, de relever une erreur d'appréciation que vous avez faite à propos des désordres qui ont eu lieu à Gand, lors de la visite du roi Léopold dans cette ville [2]. Après avoir raconté à vos lecteurs les détails de ces désordres, vous dites : « Voilà donc le peuple gantois qui lui aussi, au lieu de rester sur le terrain de la légalité, se laisse aller à des manifestations séditieuses, à des *Putsch!* Cette petite affaire, de peu d'importance en elle-même, n'indique-t-elle pas que les orateurs belges qui, au Congrès de Gand, prétendaient représenter le sentiment populaire en se faisant les apôtres de la politique parlementaire, ne représentaient en réalité que leurs idées personnelles et nullement celles de la masse des ouvriers ? »

Eh bien, ce sont précisément les délégués gantois au Congrès de Gand, qui, aidés de quelques amis, ont assailli la police et lui ont enlevé son prisonnier [3] ! Ce qui montre, encore une fois, que malgré le caractère légal de la propagande des « socialistes parlementaires et réformistes », ceux-ci

1. Il n'est pas besoin de faire remarquer que jamais les socialistes de la Fédération jurassienne n'ont dit une chose semblable.

2. Voir p. 283.

3. A merveille ! Nos sincères félicitations aux citoyens Anseele, Van Beveren et à leurs collègues. Mais pourquoi certains journaux, qui ont prétendu que les socialistes jurassiens, en résistant à la police de Berne le 18 mars, avaient compromis la dignité de la cause, n'en ont-ils pas dit autant du petit *Putsch* des socialistes de Gand ? Deux poids et deux mesures :

Selon que vous serez ou non de la chapelle,
La presse du parti vous fera blanc ou noir.

(Note de la rédaction du *Bulletin*.)

savent, quand les circonstances se présentent, sortir de la légalité et se montrer révolutionnaires.

Nous sommes, par conséquent, des *opportunistes*.

Espérant, compagnons, que vous publierez la présente dans le prochain numéro de votre *Bulletin*, je vous prie d'agréer mes salutations fraternelles.

Louis Bertrand,
130, rue Jolly, Schaerbeck, Bruxelles.

Le *Bulletin* ne fit suivre cette lettre que de cette simple observation :

De la lettre qu'on vient de lire, nous ne voulons relever qu'un mot. « Nous sommes des *opportunistes* », dit le citoyen Bertrand en parlant de lui et de ses amis. Nous aurions craint d'être injustes, si nous avions appliqué nous-mêmes à la tactique suivie par les Flamands et certains Bruxellois une qualification aussi dure. Mais puisque l'aveu sort de la bouche même de l'un de ceux qui se sont faits les apôtres de cette conduite tortueuse, nous le recueillons. On saura désormais qu'il y a des hommes qui se vantent d'être les *opportunistes* du socialisme. L'exemple de Gambetta, l'inventeur de l'opportunisme politique, nous montre assez où mène l'application d'un pareil principe.

La Fédération belge tint à Bruxelles son Congrès habituel, les 25 et 26 décembre ; le Conseil fédéral de la vallée de la Vesdre nous en fit parvenir un compte-rendu, qui fut inséré dans notre *Bulletin*. Les sections et groupes suivants étaient représentés : Gand, par Van Beveren ; les mécaniciens de Jolimont, Centre, par Abel Waart ; la fédération des mineurs du Centre, par Jules Straemaan ; la section de Bausse, Centre, par Abel Daivière ; la Caisse de secours mutuels du Centre, par Ferrières ; la Section bruxelloise, par Eugène Steens, Désiré Brismée et César De Paepe ; la Fédération de la vallée de la Vesdre, par Joseph Lambrette : le Cercle d'études et de propagande socialiste de Liège, par Wagner ; enfin la Section d'Anvers, de même que le Conseil régional belge, par Constant Goetschalck.

Le premier objet à l'ordre du jour était une « revue du mouvement ouvrier en Belgique » ; le compte-rendu envoyé de Verviers au *Bulletin* dit : « Steens fait un très long discours sur la situation de l'Internationale et le socialisme en Belgique ; Brismée de même fait beaucoup de bruit à ce sujet. Il est approuvé qu'il faut une réorganisation complète. » Brismée propose de mettre à l'ordre du jour du prochain Congrès régional une question ainsi formulée : De la nécessité pour l'Internationale de s'unir à toutes les organisations politiques, aux mouvements philosophiques ou aux luttes économiques qui pourraient surgir en Belgique ou à l'étranger. « Cette question est mise à l'ordre du jour du prochain Congrès à l'unanimité, moins Anvers qui s'abstient. Le président demande pourquoi le délégué d'Anvers s'abstient. Le délégué répond qu'il n'a rien à voir à ce qu'on fera de nouveau, car la Section d'Anvers se retire de l'Internationale, et il n'est venu que pour le Conseil régional. »

On aborda ensuite le second point de l'ordre du jour : Transfert du Conseil régional d'Anvers à Bruxelles. « Le président demande à toutes les fédérations de désigner leur représentant au Conseil. Voyant que le délégué de Verviers ne répond pas, il demande si Verviers a fait son devoir. Lambrette répond que Verviers ne tient pas a avoir un représentant au Conseil régional. Le président demande si Verviers veut rester isolé, et ce qu'on ferait sans Conseil régional ? Lambrette répond que Verviers a demandé de longue date la suppression du Conseil régional, et qu'il maintient toujours cette demande ; mais si la majorité est pour le maintien du Conseil, il se ralliera à cette majorité, car jamais Verviers n'a eu l'idée de s'isoler ; mais, comme le Conseil ne fait

rien, il croit qu'on peut bien s'en passer. — César De Paepe fait alors un très long discours sur la situation du Conseil régional et sur le Bureau fédéral de l'Internationale, qui a été placé à Verviers par décision du Congrès général [1]. Il dit, à propos de cette dernière question, que ç'a été une affaire arrangée entre Verviers et les régions étrangères : il trouve que ce Bureau fédéral n'a pas lieu d'être à Verviers, que c'est le Conseil régional qui doit faire cette besogne, que c'est lui que ça regarde, et qu'au lieu de Verviers, c'est à Bruxelles que doit être placé le Bureau fédéral de l'Internationale. La séance est ensuite levée. » — Dans la séance du lendemain matin, la discussion recommence sur la question du Bureau fédéral. « Steens fait observer que De Paepe a donné des explications suffisantes et qu'on peut se prononcer. La question est alors mise aux voix : Sera-ce le Conseil régional de Bruxelles qui remplira les fonctions de Bureau fédéral de l'Internationale, ou laissera-t-on ce Bureau à Verviers ? Bruxelles est adopté à l'unanimité, moins la voix du délégué de Verviers. Le président crie bien haut : *Encore une fois Verviers !* Lambrette proteste à plusieurs reprises au nom de sa fédération, et déclare que sa fédération protestera à son tour, parce que, dit-il, il n'appartient pas à un Congrès régional de casser un vote fait à un Congrès général [2]. La séance a été ensuite levée, et le Congrès clos. »

Je ne crois pas qu'il y ait eu d'autre congrès de la Fédération belge de l'Internationale après celui-là.

Au commencement de décembre, je reçus de Londres une lettre que m'adressait Hermann Jung. Il n'y avait plus de sections de l'Internationale en Angleterre ; mais Jung continuait à s'occuper activement du mouvement ouvrier, et c'est à l'occasion d'une grève des tailleurs de pierre de Londres qu'il m'écrivit (j'étais secrétaire correspondant du Comité fédéral jurassien, que le Congrès de Saint-Imier avait maintenu à Neuchâtel). De sa lettre, imprimée au *Bulletin* du 9 décembre, je ne donne que le commencement et la fin :

Londres, 2 décembre 1877.

Cher citoyen Guillaume,

Les tailleurs de pierre de Londres sont en grève depuis dix-huit semaines pour obtenir une augmentation de salaire d'un penny (dix centimes) par heure, et mettant le salaire à dix pence (un franc) ; ils ont averti les patrons dix-huit mois à l'avance, donc ces derniers ne peuvent dire qu'ils ont été pris à l'improviste. Les patrons ont fait venir des ouvriers d'Allemagne et d'Amérique, en les trompant sur le but, et leur faisant croire que les travaux dans le bâtiment allaient si fort qu'ils ne trouvaient pas le nombre suffisant d'ouvriers en Angleterre. [Jung explique qu'il a été possible à deux reprises, à la Société des tailleurs de pierre, de renvoyer des convois d'Allemands, venus, d'abord, du Nord de l'Allemagne, puis de la Bavière et du Wurtemberg ; mais qu'il est très difficile de négocier avec de nouveaux convois d'Allemands qui viennent d'arriver, et qu'en outre on apprend que les patrons cherchent du renfort en Suisse.] Les derniers convois de l'Allemagne du Sud sont composés de bien mauvais éléments :

1. Voir ci-dessus p. 263.

2. Si le Congrès de Bruxelles, en transférant le Bureau fédéral de Verviers à Bruxelles, avait voulu par là donner à ce Bureau des moyens d'action plus efficaces, en lui garantissant le concours de toute la Fédération belge, il n'y aurait rien eu à objecter. Mais telle n'était pas l'intention de ceux qui accomplirent ce petit coup d'Etat. A Verviers, entre les mains des socialistes wallons, le Bureau fédéral devait être réellement vivant et agissant, et c'est ce que les Flamands ne voulaient pas : ils décidèrent donc que ce Bureau serait placé à Bruxelles, entre leurs mains à eux, avec la résolution bien arrêtée de tout paralyser.

parmi les jeunes, la majorité est très ignorante, plusieurs ne savent pas même lire, et, parmi les plus âgés, plusieurs sont de vrais ivrognes, qui ne se sont jamais occupés de politique ou d'affaires concernant leur métier.

Nous avons toutes les peines du monde à faire entendre raison aux membres composant ces derniers convois ; j'apprends à l'instant que les patrons ont envoyé des agents en Suisse, pour engager des ouvriers à venir travailler ici, et je vous engage fortement, au nom des tailleurs de pierre d'ici, et au nom de la solidarité internationale, à faire tout votre possible pour déjouer les plans des patrons, et empêcher les ouvriers de la Suisse de venir ici.

En attendant de vos bonnes nouvelles, et dans l'espoir que ma lettre sera efficace, je vous serre la main.

Salut fraternel. H. JUNG.

La Fédération jurassienne fit naturellement son possible pour faire connaître en Suisse ce qui se passait et venir ainsi en aide aux tailleurs de pierre de Londres.

Il ne m'est pas indifférent, au moment où va s'achever l'existence militante de l'Internationale, où va disparaître le *Bulletin* de la Fédération jurassienne, de pouvoir mentionner ici cet acte de solidarité, de pouvoir reproduire cet appel qu'après treize années d'activité ininterrompue dans nos rangs, adressait encore aux ouvriers du Jura, au nom des ouvriers anglais, un homme qui avait longtemps, au Conseil général, servi de trait d'union entre l'Angleterre et la Suisse, qui avait présidé à Genève, en 1866, le premier Congrès général de l'Internationale, qui présida à Bruxelles et à Bâle, en 1868 et 1869, le troisième et le quatrième Congrès, et qui pour avoir, en 1872 et 1873, pris avec nous la défense du principe fédéraliste contre des visées dictatoriales et contre les brutalités de MM. Engels et Sorge, fut, comme on l'a vu, bassement insulté et calomnié par son ancien ami Karl Marx.

Le *Bulletin* du 30 décembre signala à ses lecteurs, en ces termes, une édifiante manifestation du *Vorwärts* :

« Le *Vorwärts*, organe central du parti socialiste d'Allemagne, est un chaud partisan de la Turquie : non pas du *peuple* turc, qui certainement en vaut bien un autre, mais du *gouvernement* turc et de sa politique. Cela paraît singulier, n'est-ce pas, de la part d'un journal qui se dit socialiste ? et pourtant rien n'est malheureusement plus exact. Depuis le commencement de la guerre d'Orient, il n'y a presque pas eu de numéro du *Vorwärts* où ne se trouvât quelque entrefilet glorifiant la Turquie, et témoignant d'une haine ardente contre la Russie, non pas contre le *gouvernement* cette fois, mais contre le *peuple* russe.

« Imagineriez-vous ce que le *Vorwärts* du 16 décembre sert en feuilleton à ses lecteurs ? Une ode à la louange d'Osman-Pacha [1] ! Et ce morceau de poésie, qu'il déclare *magnifique* (*ausgezeichnetes Gedicht*), il l'emprunte aux colonnes d'une malpropre feuille charivarique bourgeoise, le *Kladderadatsch* de Berlin.

« ... Qu'un journal socialiste publie, à la louange d'un pacha turc, un dithyrambe en style mystique où on parle de la colère d'Allah et de l'étendard du Prophète, cela nous semble bien déplacé, pour ne pas dire plus. Nous savons du reste qu'en Allemagne beaucoup de socialistes pensent comme nous à l'égard de cette singulière attitude turcophile du *Vorwärts*. »

Pour prendre congé de Marx et de son fidèle Sorge, je cite, en terminant ce chapitre, quelques passages de la dernière lettre, se rapportant à la période dont il est ici question, écrite à celui-ci par celui-là : elle est du 19 octobre 1877, et Marx y parle en ces termes des affaires d'Allemagne :

1. Le général qui commandait l'armée turque à Plevna et à Chipka.

En Allemagne, dans notre parti, prévaut un mauvais esprit (*macht sich ein fauler Geist geltend*), non pas tant dans les masses que parmi les chefs, qu'ils appartiennent à la classe supérieure ou à la classe ouvrière (*höherklassigen und Arbeitern*).

Le compromis avec les lassalliens a conduit à un compromis avec d'autres demi-socialistes (*Halbseiten*), à Berlin — voir Most — avec Dühring et ses « admirateurs », et de plus avec toute une bande d'étudiants et de docteurs (*mit einer ganzen Bande halbreifer Studiosen und uberweiser Doktors*), qui veulent donner au socialisme une allure « idéale » et « supérieure », c'est-à-dire remplacer la base matérialiste (qui exige une étude objective sérieuse, si on veut opérer sur son terrain) par la mythologie moderne avec ses déesses Justice, Liberté, Egalité et Fraternité. M. le Dr Höchberg, qui publie la *Zukunft*, est un représentant de cette tendance et s'est « inscrit » dans le parti [1], — avec les plus « nobles » intentions, je le veux bien, mais je me moque des intentions. Rarement quelque chose de plus misérable que son programme de la *Zukunft* a vu le jour avec autant de hâblerie.

Les ouvriers eux-mêmes, lorsque, comme Monsieur Most et ses pareils, ils abandonnent l'outil pour devenir des *écrivains professionnels*, créent toujours du gâchis au point de vue théorique, et sont toujours prêts à se faire les suivants de quelque brouillon de la caste soi-disant « savante ». Le socialisme utopique, avec ses jeux d'imagination sur l'organisation de la société future, — dont nous avions réussi, à si grand peine, à purger depuis bien des années les têtes des ouvriers allemands, ce qui leur avait donné la prépondérance théorique (et, par conséquent, aussi la prépondérance pratique) sur les Français et les Anglais, — sévit de nouveau, mais sous une forme beaucoup plus nulle : on ne peut le comparer à celui des grands utopistes français et anglais, mais à celui de Weitling !...

Le *Vorwärts* semble avoir pour principe directeur, en ces derniers temps, de recevoir de la « copie » de n'importe qui. Par exemple, dans quelques-uns des derniers numéros, un jouvenceau qui ignore l'*abc* de la science économique a publié de grotesques *révélations* sur les « lois » des crises. Il ne révèle rien que sa propre misère intellectuelle. Et maintenant, c'est le tour au présomptueux polisson de Berlin (*der naseweise Bengel von Berlin* [2]), à qui l'on permet de faire imprimer, aux frais du « peuple souverain », son humble avis sur l'Angleterre, et les plus grosses bêtises panslavistes, en d'interminables articles, plats et longs comme le ténia (*seine unmassgeblichen Gedanken über England und den plattesten Panslawismusblödsinn in endlosen Bandwurmartikeln*). *Satis superque* [3] !

Heureusement une Providence tutélaire veillait sur la démocratie socialiste

1. *Hat sich in die Partei « eingekauft »*. Marx joue sur le mot *eingekauft*. *Sich einkaufen* signifie « se faire recevoir dans une société en payant le droit d'inscription »; mais comme le verbe *einkaufen* emporte avec lui l'idée d'*achat*, Marx donne à entendre, en plaçant le participe *eingekauft* entre guillemets, que la fortune du Dr Höchberg n'a pas été étrangère au bon accueil que le parti lui a fait. La phrase signifie à la fois : « Il s'est inscrit dans le parti » et « Il s'est acheté le parti ».

2. C'est de Most qu'il s'agit.

3. « C'est assez et plus qu'assez! »

allemande. Bismarck allait lui donner une salutaire secousse en faisant voter, juste un an plus tard, le *Sozialistengesetz*.

XVI

Du commencement de 1878 à mai 1878.

L'année 1878 devait marquer un grand changement dans mon existence. Depuis longtemps j'avais le désir d'aller vivre à Paris, pour être plus à portée de me livrer aux recherches historiques sur la Révolution française qui toujours — et déjà lorsque j'étais étudiant à l'université de Zürich — avaient occupé ma pensée. Plusieurs de mes amis, le peintre Gustave Jeanneret en particulier, et deux de mes frères plus jeunes, déjà fixés à Paris, m'engageaient vivement à transférer mes pénates dans le milieu parisien, le seul habitable, déclaraient-ils. Aussi longtemps qu'avait vécu la mère de ma femme, je ne pouvais songer à réaliser un semblable projet, car, à son âge, elle n'eût pas consenti à nous suivre, et pour rien au monde sa fille n'eût voulu se séparer d'elle. Mais nous l'avions perdue en 1875 ; et j'avais constaté maintenant l'impérieuse nécessité d'arracher ma femme à des influences dont je venais d'éprouver bien vivement les fâcheux effets, et de la transporter dans un milieu plus éclairé. Deux autres raisons encore me poussaient à émigrer. En premier lieu, les relations que j'avais entretenues pendant deux ans avec un éditeur de Berne avaient pris fin dans l'été de 1877, après l'achèvement du troisième roman que j'avais traduit pour lui; elles avaient été remplacées par celles que je venais de nouer avec une grande maison d'édition parisienne, ensorte que j'avais la perspective à peu près assurée de trouver à Paris une occupation qui me permettrait de vivre en me laissant du temps pour mes travaux personnels. D'autre part, un mouvement socialiste sérieux semblait commencer à se manifester dans la population ouvrière parisienne, et quelques-uns de mes camarades étaient déjà allés s'y mêler : Costa, après le Congrès de Gand, s'était rendu à Paris et y faisait de la propagande ; Kropotkine n'avait pas tardé à le rejoindre ; je pensais que bientôt, sans doute, il se passerait dans la grande ville des choses intéressantes. Sans insister davantage sur tout cela, je transcris seulement ce passage d'une lettre écrite de Courtelary à ma femme, le 31 octobre 1877 : « Il m'est bien difficile de te dire par lettre toutes les idées que j'ai relativement à Paris et à nos futurs arrangements... Je pense, d'abord, qu'il m'est impossible de continuer à vivre à Neuchâtel : je n'y trouverais pas de travail [1]; c'est donc la question *du pain*, en tout premier lieu, qui me pousse à Paris. Il y a deux autres questions encore dont je ne te parle qu'en passant, mais qui ont pour moi, comme tu sais, beaucoup de valeur : 1° mon développement intellectuel : à Neuchâtel j'étouffe et je m'abrutis, je ne fais pas de mes facultés l'usage que *je dois* en faire; 2° mon devoir comme socialiste. »

Je dois ajouter aussi que, dans la région suisse, certaines choses étaient de nature à me contrister et à me décourager. Il fallait bien constater, par exemple, que, sur les bords du Léman, à Genève, à Lausanne, à Vevey, malgré les efforts de quelques camarades dévoués, nous n'avions pas avec nous la masse ouvrière, trop disposée à se laisser égarer par les politiciens; et que dans l'émigration communaliste, où nous comptions quelques bons amis, un trop grand nombre de proscrits, aigris par l'exil, occupaient tout leur temps à de

1. Je pensais qu'il ne me serait pas possible, après ma sortie de prison, de continuer à donner des leçons : et, en effet, je ne trouvai plus d'élèves. Je dois mentionner toutefois une honorable exception, le pensionnat de M[lle] Perrenoud, rue de la Collégiale, où je fus appelé à faire un cours de littérature française dans les trois premiers mois de 1878.

fâcheuses et bruyantes querelles. A Berne, le mouvement créé par Brousse était en partie factice : et après le procès, presque tous les militants que celui-ci avait suscités ayant disparu, il ne restait à peu près rien de ce qui avait un moment fait figure d'organisation sérieuse. D'ailleurs, l'influence de Brousse, non à Berne seulement, mais dans les montagnes jurassiennes, n'était pas toujours bonne : elle flattait, chez les plus jeunes, le goût des manifestations de parade ; elle s'exerçait, au Val de Saint-Imier et à la Chaux-de-Fonds, dans un sens bien différent de celle qu'avait possédée autrefois Bakounine [1] ; et si une part, dans l'activité personnelle de Brousse, était faite à la propagande théorique, cette propagande s'attachait plutôt à de vaines discussions de mots, à des subtilités quasi-métaphysiques, qu'aux questions d'organisation pratique et de lutte économique, qui dans notre esprit, à nous Jurassiens autochtones, avaient toujours tenu la première place. Mais surtout, la crise de l'horlogerie, devenue de plus en plus intense, produisait au sein des populations de nos villes et villages industriels des conséquences désastreuses : le manque de travail, la baisse des salaires, la misère commençante, loin d'aiguillonner les courages, déprimaient, intimidaient, énervaient les caractères et les volontés. De cet état d'esprit — analogue à celui qui s'était produit dans le terrible hiver de 1870-1871 — nous eûmes une preuve palpable au moment où s'acheva l'année d'abonnement pour le *Bulletin*. Jusqu'alors, depuis 1872, la marche du *Bulletin* n'avait cessé d'être ascendante : il avait, à trois reprises, pu agrandir son format ; il avait vu, lentement mais sans interruption, croître le chiffre de ses abonnés ; et maintenant, brusquement, un grand nombre de ces abonnés le quittèrent, déclarant que leur détresse ne leur permettait pas, non seulement de renouveler leur abonnement pour 1878, mais d'acquitter leur abonnement arriéré de 1877. Nous constatâmes en outre, Schwitzguébel et moi, de fâcheuses irrégularités dans l'administration du journal ; nous n'en dîmes rien, mais nous exigeâmes que l'administration du *Bulletin* fût immédiatement, sous un prétexte quelconque, transférée à la Chaux-de-Fonds.

Le souvenir que j'ai des mois de l'hiver 1877-1878 est presque exclusivement celui d'un travail assidu devant ma longue et large table à écrire, formée de grands plateaux en bois de sapin posés sur deux tréteaux. A l'un des bouts étaient les papiers relatifs à la publication parisienne à laquelle je collaborais ; à l'autre, les papiers concernant le *Bulletin* et l'Internationale ; au centre, les papiers relatifs au *Gazetteer* de Keltie, pour lequel je rédigeais à ce moment l'Italie, en m'aidant des volumes d'un vaste *Dizionario coregrafico*, et d'une carte de l'Italie à grande échelle, en quinze à vingt feuilles qui tapissaient deux parois de la pièce où j'écrivais. Ma santé était ébranlée, je suivais un traitement médical, ne sortant qu'un moment chaque jour pour prendre un peu d'exercice, et me rendant un soir par semaine aux séances du Comité fédéral. Ma petite fille, arrivée à l'âge de fréquenter l'école, avait d'abord, pendant mon séjour à Courtelary, été l'élève de mes sœurs, qui avaient essayé d'organiser à Neuchâtel un « Jardin d'enfants » : la tentative ayant échoué, la fillette fut envoyée à une petite école particulière, rue Saint-Maurice, à laquelle, grâce aux mœurs patriarcales de l'endroit, elle pouvait se rendre sans être accompagnée : car, à Neuchâtel, écoliers et écolières de tout âge circulent tout seuls dans les rues. Je la conduisais parfois faire des promenades sur les bords du lac, ou bien, par les Zig-zags et le Jardin du prince, dans le vallon de l'Ecluse : et je lui parlais de la grande ville où nous irions bientôt, et dont l'agitation bruyante ferait un si grand contraste avec le silence des rues paisibles de notre petite cité.

Voici l'appel que, dans son premier numéro de 1878, le *Bulletin* adressait à ses lecteurs :

1. On se rappelle que Bakounine disait en mai 1871 aux ouvriers du Vallon : « Devenons plus réels, moins discoureurs, moins crieurs, moins phraseurs, moins buveurs, moins noceurs ». (Voir t. II, p. 151.)

Le *Bulletin de la Fédération jurassienne* commence sa septième année d'existence avec une nouvelle administration. On comprendra que, lorsque tout le travail qu'exige l'expédition d'un journal se fait gratuitement, l'équité veut que la tâche soit partagée, et que de temps en temps la besogne passe des mains de ceux qui ont fait leur devoir dans des mains nouvelles. Telle a été la raison qui a motivé le transfert de l'administration de notre journal de Sonvillier à la Chaux-de-Fonds.

La rédaction reste la même, et continuera à s'inspirer des principes qui l'ont guidée jusqu'ici. Ces principes, on les connaît : ce sont ceux au nom desquels le prolétariat des deux mondes s'organise pour revendiquer ses droits ; ceux au nom desquels ont lutté et sont morts les héroïques combattants de la Commune de Paris, ceux pour lesquels souffrent de nombreux martyrs dans la déportation, dans les cachots ou en exil, en France, en Espagne, en Italie, en Russie, en Allemagne.

Indépendant de tous les partis politiques *quels qu'ils soient*, et n'appartenant qu'à la cause ouvrière et socialiste, le *Bulletin* offre une tribune libre à tous ceux qui voudront traiter dans ses colonnes des sujets relatifs à la question sociale, y signaler des iniquités, on y revendiquer des droits méconnus...

C'est le concours effectif apporté à notre œuvre par tous ceux qui souffrent des injustices sociales, par tous ceux qui aiment la liberté, l'égalité et la fraternité, qui seul peut la rendre féconde. Nous appelons donc à nous tous ceux qui travaillent, tous ceux qui espèrent en l'avenir, tous ceux qui veulent lutter pour le droit et la justice.

Dans ce premier numéro, le *Bulletin* publia une chanson que nous avait adressée notre ami Charles Keller, l'auteur du refrain « Ouvrier, prends la machine » ; elle était intitulée : *L'ouvrier n'a pas de patrie.* Voici le refrain de cette nouvelle œuvre, qui n'a pas obtenu la popularité de la première :

Bâtard de la riche industrie,
L'ouvrier n'a ni feu
Ni lieu,
L'ouvrier n'a pas de patrie.
Misérable ouvrier, lève aujourd'hui ta main,
Et nous t'acclamerons demain,
République du genre humain [1].

La fédération du district de Courtelary avait organisé pour le 2 janvier 1878 une grande soirée populaire. Le programme comportait, après une conférence du camarade Arnold Christen, cordonnier, sur le socialisme et la religion, la représentation d'un essai dramatique (dû à Adhémar Schwitzguébel, qui avait gardé l'anonyme) intitulé *Une scène de la vie ouvrière* : c'était une pièce en un acte, à douze personnages (dont une femme) : un patron hautain, un ouvrier socialiste et sa femme, un propriétaire bigot, un bourgeois libéral, un jeune ouvrier indécis, un ouvrier noceur, etc. « Pour des critiques habitués au théâ-

1. En 1905, Charles Keller a composé une troisième chanson qui, mise en musique, se chante aujourd'hui à Paris dans les groupes ouvriers où la *Jurassienne* est populaire. Les nouveaux couplets du chansonnier rappellent aux travailleurs que :

L'acte seul fait du révolté
L'invincible maître de l'heure,

et concluent ainsi :

Prolétaires du monde entier,
Délivrez-vous vous-mêmes !

tre, la représentation de cette pièce par des ouvriers ignorant l'art dramatique aurait probablement paru laisser à désirer ; cependant plusieurs personnes compétentes se sont déclarées satisfaites, et l'impression générale a été favorable à notre cause. » (*Bulletin.*)

Dans le *Bulletin* du 14 octobre, j'avais écrit que certains corps de métier qui avaient obtenu la journée de dix heures pourraient bien se voir ramenés à la journée de onze heures au nom de la loi sur les fabriques : la réalisation de cette prévision ne se fit pas attendre longtemps. On lit dans le *Bulletin* du 4 février 1878 :

Les maîtres ferblantiers de Zürich sont en querelle avec leurs ouvriers, et ont fermé leurs ateliers. Voilà plusieurs semaines que le conflit dure. Veut-on savoir ce qui a donné naissance à la querelle ? Les patrons, *se fondant sur les dispositions de la loi sur les fabriques*, ont voulu ramener à *onze* heures la journée qui était précédemment de *dix* heures ; les ouvriers ont résisté, les patrons les ont congédiés.

Voilà donc, ainsi que nous l'avions prédit, la loi sur les fabriques invoquée contre les ouvriers, contre la journée de dix heures ! Les ouvriers de la Suisse allemande, en croyant voter pour un progrès, ont donné à leurs patrons une verge pour les fouetter.

Vers la fin de janvier, le rédacteur de la *Tagwacht*, Greulich, fit une tournée de propagande dans la Suisse française pour y réchauffer le zèle des quelques groupes d'ouvriers de langue allemande qui y représentaient l'*Arbeiterbund*. Le résultat de ce voyage fut de faire constater que dans les trois villes visitées par Greulich, Lausanne, Vevey et Genève, l'*Arbeiterbund* n'existait guère que sur le papier. On put lire, dans la *Tagwacht* du 2 février, qu'à Lausanne « le mouvement est presque entièrement endormi » ; qu'à Vevey, la population ouvrière s'était en général abstenue d'aller entendre Greulich, « pour des raisons locales » ; qu'à Genève enfin, le quartier général des agitateurs allemands, la ville où Joh.-Ph. Becker publiait son *Précurseur* (en français), l'inertie était plus grande encore : « Les corporations les plus actives sont réduites à presque rien (*sind ganz bedeutend zusammengeschmolzen*). La soirée familière [1] et l'assemblée ouvrière n'ont réuni que peu de monde (*waren schwach besucht*) ; aussi ne peut-on, ici non plus, parler de succès (*desshalb kann hier auch nicht von Erfolgen berichtet werden*). Il nous semble que nos amis de Genève se sont un peu déshabitués de la vie publique et de l'action commune. » En reproduisant ces citations, le *Bulletin* ajouta :

Ces aveux établissent nettement ce que nous avons déjà dit souvent : C'est que l'*Arbeiterbund* n'a rien fait et ne peut rien faire dans la Suisse française... Il faut le reconnaître : à Genève, la campagne entreprise depuis 1870, par les meneurs de l'ancien Temple-Unique, contre le socialisme, en faveur du radicalisme bourgeois, n'a que trop bien réussi. La masse des ouvriers genevois, après avoir un moment étonné la Suisse et l'Europe par l'enthousiasme avec lequel elle s'était ralliée autour du drapeau de l'Internationale (de 1867 à 1869), est redevenue inerte, et suit docilement les agents du radicalisme... Il faut espérer, néanmoins, qu'un jour nous verrons la Genève ouvrière se réveiller ; mais ce ne sont ni les conférences allemandes de M. Greulich, ni les articles soporifiques du *Précurseur*, qui pourront amener ce résultat. Que la France bouge, que

1. C'était, disait l'annonce publiée par le *Précurseur*, une « soirée théâtrale et dansante » où le *compagnon* Greulich, « l'habile agitateur », devait « se faire entendre dans un discours de circonstance ». (Note du *Bulletin*.)

Paris revive : et alors toute la Suisse française se sentira de nouveau électrisée.

Lors de sa fondation, l'*Avant-Garde* avait été un journal de propagande secrète : son champ d'action exclusif était la France, où elle pénétrait clandestinement. A partir de janvier 1878, elle eut une existence avouée ; le *Bulletin* annonça en ces termes cette transformation :

Nous apprenons avec plaisir, par une communication de la Commission fédérale de la Fédération française, que l'*Avant-Garde*, organe de cette Fédération, recevra désormais des abonnés en Suisse. De cette manière, ce vaillant journal, précédemment destiné exclusivement à la propagande en France, pourra nous aider aussi sur le terrain de la propagande en Suisse. Nous recommandons chaleureusement l'*Avant-Garde* à nos lecteurs.

Le roi d'Italie Victor-Emmanuel mourut le 9 janvier 1878. On annonça que son successeur Umberto allait accorder une amnistie ; et en effet, à la fin de janvier, les huit socialistes arrêtés à Solopaca et à Pontelandolfo — qui, peu de temps auparavant, avaient été (sauf Kraftchinsky) transférés de Caserte à Avellino — furent mis en liberté [1]. Quant aux détenus de Santa Maria Capua Vetere, ils n'avaient pu être compris dans l'amnistie, Kraftchinsky excepté, puisque la Chambre des mises en accusation et le procureur du roi relevaient l'un et l'autre à leur charge des actes qualifiés crimes de droit commun.

En janvier parut à Bruxelles un *Manifeste du Parti socialiste brabançon*, publié par un groupe de socialistes bruxellois, dont la plupart étaient des membres de l'Internationale : ces socialistes déclaraient « adhérer à la fondation d'un Parti socialiste belge, et se constituer en *branche brabançonne* de ce parti, sur le terrain légal et constitutionnel ». Ce *Manifeste* portait, au nom de la Commission administrative du groupe, les signatures de *César De Paepe* et d'*Eugène Steens*. Les rédacteurs du manifeste avaient eu soin de dire, en terminant, que, « tout en faisant usage des droits constitutionnels et des moyens légaux mis à leur disposition, ils ne prétendaient nullement répudier à jamais les moyens révolutionnaires, et renier ce *droit à l'insurrection*, dont leurs pères, les communiers flamands et wallons, avaient fait un si fréquent usage » ; mais en même temps ils annonçaient que, dans les élections à la commune, à la province et à la législature, ceux d'entre eux qui étaient électeurs donneraient leurs voix, à défaut de candidats socialistes, « à des candidats suffisamment amis du progrès social pour s'engager à appuyer les réformes actuelles et pratiques ».

Le *Bulletin* (28 janvier), après avoir reproduit quelques passages de ce manifeste, les commenta ainsi :

Il y a quelques semaines, le citoyen Louis Bertrand, de Bruxelles, déclarait, dans une lettre qu'il nous adressait et que nous avons publiée, que ses amis et lui étaient des *opportunistes*. Il disait vrai, et le document d'où nous venons d'extraire les lignes ci-dessus en fournit la preuve.

En Allemagne, où l'on vote, on ne vote au moins que pour des candidats socialistes. Les opportunistes brabançons se contentent à moins ; ils voteront pour les candidats des autres partis, à la condition (fort élastique) que ces candidats leur paraissent « suffisamment amis du progrès social ».

Nous doutons que les idées dont MM. De Paepe et Steens viennent de se constituer les champions trouvent beaucoup d'adhérents dans les populations wallonnes. Le *Mirabeau*, organe des sociétés ouvrières de la Belgique

1. C'étaient Kraftchinsky (Roublef), Grassi, Ardinghi, Innocenti, Gagliardi, Matteucci, Dionisio Ceccarelli, Fruggieri. Kraftchinsky vint résider à Genève.

française, tient haut et ferme le drapeau du socialisme révolutionnaire, et les articles qu'il a publiés dans ses derniers numéros, entre autres dans celui du 20 courant, sont une excellente réponse aux partisans de l'État ouvrier et du socialisme légal et constitutionnel.

De Paepe publia un plaidoyer *pro domo* (car c'était lui, à n'en pas douter, qui était l'auteur de ce manifeste, qualifié par L. Bertrand de « document important pour l'histoire des idées socialistes en Belgique »), plaidoyer auquel je répondis dans le *Bulletin* du 11 février. Je reproduis in-extenso cette réponse, afin de bien montrer quelle attitude entendaient prendre les socialistes jurassiens envers ce mouvement nouveau :

Le Dr De Paepe a essayé, dans une revue bi-mensuelle qui paraît à Lugano, le *Socialisme progressif*[1], de justifier le récent « Manifeste » des socialistes brabançons, et leur tactique, qualifiée par eux-mêmes d'*opportuniste*.

« Ce mot, dit-il, aurait besoin d'une explication. Si par *opportunistes* on entend désigner ceux qui trouvent qu'il y a lieu de se montrer autre que l'on n'est, de déclarer que l'on pense ce que l'on ne pense pas, de voiler la vérité parce qu'on la croit inopportune, dans ce cas nous ne voulons pas de l'opportunisme, parce que cet opportunisme c'est le jésuitisme, c'est le mensonge et l'hypocrisie. Mais si par opportunistes on entend désigner ceux qui sont d'avis que la réalisation pratique de certaines idées justes n'est pas encore possible partout et en toutes circonstances, qu'il

1. C'était une revue que venait de fonder Malon. Je place ici, à ce propos, quatre extraits, les derniers, de lettres de Mme André Léo à Elise Grimm et à Mathilde Rœderer : « Lugano, 9 octobre 1877. Quand ferons-nous la revue le *Socialisme progressif*? C'est difficile à dire. Car, si nous avons jusqu'à présent vingt-cinq abonnés, c'est bien le tout, je crois. Il est vrai que nous n'avons encore reçu aucun avis de notre correspondant de Belgique, qui en a promis au moins cinquante. Il nous faudrait un peu moins de deux cents abonnés pour faire les frais. Si nous arrivons à cent, nous chercherons dix actionnaires à soixante francs, et nous marcherons. — Lugano, 17 janvier 1878. Vous devez avoir reçu maintenant deux numéros du *Socialisme progressif*. Nous avons à peu près assez d'abonnés pour couvrir les frais, mais pas tout à fait. Cette revue n'est pas aussi bien faite qu'il le faudrait. Ce qui nous manque, ce sont deux ou trois bons collaborateurs, pas plus. Nos Belges sont trop abondants et écrivent mal : ceci entre nous, bien entendu. — Lugano, 12 février 1878. Notre quatrième numéro s'achève... Nous nous sommes embarqués un peu imprudemment, sur la foi de promesses qui ne sont pas tenues, et nous craignons vivement de ne pouvoir finir l'année, faute de fonds. Outre cela, nos abonnés ne paient pas. Il nous en faudrait une soixantaine de plus. — Lugano, 13 mars 1878... Mon union avec Benoît Malon va se rompre, ou plutôt elle est rompue en droit [les mots *en droit* ont été biffés ensuite par l'écrivain] déjà depuis longtemps ; mais nous sommes à la veille d'une séparation de fait... Le mal, pour mes enfants et pour mes amis, c'est que ce sera un nouveau scandale... De cela, je souffre, pour les miens ; mais je me dis que le bon moyen de réparer une faute, ce n'est pas de la prolonger. J'ai eu tort autrefois, et je ne l'ai jamais nié : je suis certaine d'avoir raison aujourd'hui. » — Le *Socialisme progressif* ne vécut pas, à ce que je crois, plus d'un an.

Il est piquant de rapprocher l'appréciation de Mme André Léo, disant qu'il manque au *Socialisme progressif* deux ou trois bons collaborateurs, parce que « nos Belges sont trop abondants et écrivent mal », de ce passage d'une lettre de Malon à De Paepe, du 25 mars 1877 (publiée dans la *Revue socialiste* de novembre 1908) : « La lutte est maintenant ouverte [en Italie] entre le socialisme expérimental *dont tu es le chef* (je te le dis, *parce que c'est vrai*) et le socialisme blagueur et braillard de gamins vaniteux que tu connaîtras plus tard ». Ceux que Malon appelait « gamins vaniteux », c'étaient Costa et ses jeunes camarades.

n'est pas opportun de vouloir appliquer certains principes avant que les esprits ne soient mûrs pour en accepter l'application et avant que les obstacles ne soient préalablement renversés, alors nous sommes tout ce qu'il y a de plus opportunistes, et nous nous demandons quel est l'homme qui, dans ce cas, n'a pas une certaine dose d'opportunisme. »

A notre tour, nous sentons le besoin de nous expliquer clairement, pour empêcher que le dissentiment de principe qui existe entre nous et les « socialistes brabançons », et ceux qui leur ressemblent, ne soit réduit aux mesquines proportions d'une vaine querelle de mots.

Nous ne reprochons pas aux « socialistes brabançons » d'avoir constaté que certaines idées justes ne peuvent pas encore être pratiquement réalisées, à cause des obstacles qui s'y opposent. C'est là, en effet, une vérité de La Palisse. Jamais aucun révolutionnaire n'a soutenu une thèse contraire. Les obstacles sont trop palpables pour ne pas être sentis ; chacun comprend très bien qu'il faudra les renverser, quand on en aura la force, et que c'est la condition préalable pour la réalisation pratique des idées que nous croyons justes.

Elisée Reclus, un *anarchiste*, exprimait l'autre jour cette vérité en des termes qui ne laisseront au plus forcené des *opportunistes* aucun doute sur notre manière de voir à cet égard :

« Certes, disait-il, notre illusion serait grande si, dans notre zèle enthousiaste, nous comptions sur une évolution prochaine des hommes dans le sens de l'anarchie. Nous savons que leur éducation de préjugés et de mensonges les maintiendra longtemps encore dans la servitude. Quelle sera la *spirale* de civilisation par laquelle ils auront à monter avant de comprendre enfin qu'ils peuvent se passer de lisières ou de chaînes ? Nous l'ignorons, mais, à en juger par le présent, cette voie sera longue [1]. »

Quel est donc le reproche que nous adressons aux « socialistes brabançons » et à ceux qui agissent comme eux ?

C'est de choisir des moyens qui, à notre avis, sont en contradiction complète avec le but qu'ils déclarent vouloir atteindre, et qui les mèneront à tout autre chose qu'à l'émancipation du travail.

Tel est notre grief. Nous ne sommes pas des impatients qui gourmandons les prudents et les réfléchis ; nous sommes des raisonneurs qui tâchons d'être logiques.

Les « socialistes brabançons », de même que les socialistes d'Allemagne, nous annoncent qu'ils veulent, en dernière analyse, la réalisation d'une organisation sociale « qui concilie la plus grande liberté d'action de l'individu avec une appropriation commune des matières premières fournies par le globe et une participation égale de tous dans les avantages du travail commun ».

Et pour atteindre cette forme d'organisation sociale, — qui n'est autre chose, en somme, que l'idéal formulé par les anarchistes, — les « socialistes brabançons » demandent, non la suppression complète du militarisme, mais la transformation des armées permanentes en milices nationales ; non l'organisation de l'instruction intégrale, mais l'introduction de

1. Le *Travailleur*, de Genève, numéro de janvier 1878, p. 12.

la gratuité de l'instruction primaire ; non l'abolition des cultes, mais la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; non la suppression des tribunaux, mais le droit accordé à tous les citoyens de faire partie du jury ; non la suppression du parlementarisme, mais l'élection de députés socialistes ou simplement « amis du progrès social », et plus tard l'introduction du suffrage universel !

Et pourtant les mêmes hommes qui aujourd'hui préconisent l'emploi de sembables moyens d'action en ont cent fois démontré la stérilité et le danger il y a quelques années. Nul n'a plus éloquemment fait le procès du suffrage universel, comme moyen d'émancipation politique et sociale, que le Dr De Paepe, qui s'en constitue aujourd'hui l'avocat.

Les « socialistes brabançons » ont changé non seulement de *tactique*, mais de *principes* ; tout en gardant de vagues aspirations socialistes, ils se sont désormais placés, dans la pratique, sur le terrain politique des radicaux bourgeois.

Nous, au contraire, nous sommes restés sur le terrain de la révolution économique. Voilà ce qui nous sépare.

« Ce n'est point par des alliances politiques, — a dit excellemment Elisée Reclus dans cet article dont nous avons déjà cité un passage, — ce n'est point par des œuvres de détail, par des tentatives d'amélioration partielle que nous croyons pouvoir avancer le jour de la Révolution future. Il vaut mieux marcher directement vers notre but que de suivre des voies détournées qui nous feraient perdre de vue le point à atteindre. En restant sincèrement anarchistes, ennemis de l'Etat sous toutes ses formes, nous avons l'avantage de ne tromper personne, et surtout de ne pas nous tromper nous-mêmes. Sous prétexte de réaliser une petite partie de notre programme, même avec le chagrin d'en violer une autre partie, nous ne serons pas tentés de nous adresser au pouvoir ou d'essayer d'en prendre aussi notre part. Nous nous épargnerons le scandale de ces palinodies qui font tant d'ambitieux et de sceptiques et troublent si profondément la conscience du peuple. »

C'est sur ce mot final que nous nous arrêtons. Nous en avons assez dit. On le voit : la querelle n'est pas entre deux fractions d'un même parti, qui disputent sur des mots. Il s'agit d'une lutte sérieuse de principes, entre un parti d'avenir, qui est *socialiste*, et rien que *socialiste*, et un parti *politique* qui cherche des succès immédiats et qui, par suite, a dû se placer sur le même terrain que tous les autres partis politiques.

En Allemagne, on commençait à faire, dans quelques grandes villes, une propagande qui n'était plus celle de la démocratie socialiste orthodoxe ; et les chefs fulminaient, au nom de la discipline, contre ces « anarchistes » dont les doctrines, « importées de l'étranger », menaçaient de désorganiser le socialisme allemand. En octobre, Emile Werner avait fait à Leipzig une conférence sur « le Congrès de Gand et les principes anarchistes », à la suite de laquelle un certain nombre d'auditeurs ouvriers déclarèrent qu'ils partageaient les idées émises par le conférencier. En décembre, dans la même ville, les démocrates socialistes ayant convoqué une grande assemblée pour recommander la participation aux élections pour le conseil des prudhommes (*Gewerbe-Schiedsgericht*), Werner proposa une résolution disant que les conseils de prudhommes reposaient sur la théorie bourgeoise de l'harmonie entre le capital et le travail ; et

malgré l'opposition de quelques orateurs officiels du socialisme bureaucratique, dont l'un dit qu'il fallait aller « doucement et lentement » (*nur immer* piano, *nur immer langsam*) et ne pas écouter ces « anarchistes » qui cherchaient à jeter le trouble dans les esprits, la proposition de Werner obtint l'approbation d'un tiers de l'assemblée. — A Munich, la lutte était engagée entre les autoritaires et les anarchistes depuis l'été de 1877, et une correspondance publiée dans le *Bulletin* du 4 février 1878 donne des détails sur les débats qui eurent lieu dans plusieurs réunions, et sur les progrès faits par les idées anti-autoritaires. « Parce qu'un des nôtres, écrivait le correspondant, avait dit que le système de la centralisation et de l'autorité ne permet pas aux ouvriers de discuter et de se former une opinion propre, on prétendit que nous insultions les ouvriers et que nous les tenions pour des imbéciles... Ce ne sont encore là que des combats d'avant-garde ; mais avec la nouvelle année nous commencerons une propagande régulière : nous gagnons toujours plus de terrain. »

Le Congrès ouvrier qui devait se réunir à Lyon s'ouvrit le 28 janvier. Les opinions qui y furent émises formaient une bigarrure assez singulière, et plutôt attristante : opportunisme, démocratie sentimentale, positivisme, mutuellisme, anti-socialisme, toutes ces nuances furent représentées : il y eut même un ou deux orateurs collectivistes, mais ils furent peu écoutés. La majorité repoussa un amendement qui invitait les associations ouvrières « à étudier les moyens pratiques pour mettre en application le principe de la propriété collective du sol et des instruments de travail » ; elle vota en faveur des candidatures ouvrières, chaleureusement recommandées par le délégué Chabert, de Paris, et combattues par le délégué Ballivet, de Lyon (celui-ci était membre de la Fédération française de l'Internationale). L'*Avant-Garde* apprécia le Congrès en ces termes : « Nous le reconnaissons volontiers, le Congrès de Lyon, pris en lui-même..., est carrément réactionnaire. Mais étudié à la place qu'il occupe, comme second pas dans le réveil qui se produit au sein du prolétariat français, il mérite quelque indulgence. On peut espérer qu'il contient en germe, virtuellement, un parti véritablement socialiste que l'avenir verra se développer. »

Un autre Congrès, celui du Parti socialiste portugais, se tint à Porto du 1er au 4 février. Le programme en fut envoyé au Comité fédéral jurassien par une lettre officielle du Conseil central du Parti, signée Alfredo Cesar Da Silva ; le *Bulletin* (4 février) le publia, en ajoutant : « Quoique le programme de ce Congrès indique clairement que les socialistes du Portugal suivent une voie qui n'est pas la nôtre, le Comité fédéral jurassien a répondu à la lettre ci-dessus par un salut fraternel adressé aux ouvriers portugais réunis en congrès à Porto ».

On lit dans le *Bulletin* du 18 février : Une triste nouvelle nous arrive d'Espagne : Severino Albarracin vient de mourir à Barcelone (5 février), d'une phtisie galopante. Beaucoup de nos lecteurs l'ont connu sous le nom de *Gabriel Albagès*, qu'il a porté durant son séjour en Suisse de 1874 à 1877... Une lettre particulière nous donne sur sa fin les détails suivants : « Dans ses derniers » moments, et même lorsqu'il avait déjà perdu la conscience de ce qui l'entou- » rait, il a pensé exclusivement aux choses, faits et aspirations de notre cause ; » dans son délire, il parlait surtout des affaires d'Alcoy et de son cheval blanc [1]. » Nous lui avons fait un enterrement civil... Publiez cette nouvelle dans le » *Bulletin*, car peut-être la censure ne nous permettra pas de rien dire dans les » journaux espagnols. » Albarracin a été une des personnalités les plus énergiques et les plus dévouées de l'Internationale espagnole ; il est resté fidèle à ses convictions jusqu'au dernier moment ; ses amis garderont sa mémoire. »

En Italie, nous avions un correspondant — je ne sais plus si c'était Natta, ou Covelli, ou un autre — qui nous tenait au courant, et nous recevions en

1. Le cheval blanc que montait Albarracin pendant l'insurrection d'Alcoy était devenu légendaire en Espagne, grâce aux récits de la presse réactionnaire, qui avait beaucoup insisté sur ce détail. (Note du *Bulletin*.)

outre les quelques journaux qui continuaient à paraître : l'*Anarchia* n'existait plus, mais il y avait à Naples le *Masaniello*, à Rimini le *Nettuno*, le *Socialista* à Cosenza, le *Spartaco* à Rome. La *Plebe* vivait toujours, servant d'organe au socialisme « scientifique », et débitant sur le compte du socialisme révolutionnaire des âneries prétentieuses : quant au *Povero*, il poursuivait sa triste campagne d'injures et de calomnies : « Le *Povero*, de Palerme, — nous écrivait-on (*Bulletin* du 4 février), — continue à faire de l'ouvrage à bon marché avec nos compagnons qui se trouvent à présent en prison. Il faut convenir que si ses rédacteurs sont des lâches, ses inspirateurs sont plus lâches encore. Du reste, peu de gens lisent le *Povero*, et, quand l'argent de son principal inspirateur viendra à manquer, il aura vécu. » De Naples, un ami, qui était allé visiter les détenus formant la « bande du Matèse », nous écrivait : « Nos amis supportent courageusement leur captivité, malgré les plus grandes privations et les rigueurs exercées par « ordre supérieur ». Plusieurs d'entre eux sont malades depuis quelques mois déjà : il en est qui ont contracté des maladies qui pourront abréger leur vie. » Une lettre parue dans le *Bulletin* du 4 mars nous fit connaître l'arrêt, impatiemment attendu, de la Cour de cassation de Naples : « Le 15 février, la Cour de cassation a jugé le recours du procureur du roi contre l'arrêt de la Chambre des mises en accusation de Naples. La Cour a rejeté le recours du procureur et admis le point de vue de la Chambre des mises en accusation. Mais, par une exception que nous avons peine à nous expliquer, cette même Chambre qui, à l'encontre du procureur, a vu dans les crimes et délits commis à Letino et à Gallo des actes politiques (et par conséquent des actes effacés par l'amnistie), n'a pas envisagé de la même façon l'escarmouche avec la gendarmerie à San Lupo : elle considère les blessures faites à deux carabiniers (dont l'un est mort des suites de sa blessure) comme des crimes de droit commun, ensorte que nos amis sont traduits, de ce chef, devant la cour d'assises de Bénévent pour y être jugés, mais sur ce seul point. »

Un double incident vint fournir prétexte, en Toscane, à de nouvelles persécutions contre les membres de l'Internationale : le 9 février, à Florence, une bombe fut lancée pendant une cérémonie publique; et le 18, à Livourne, une perquisition chez des socialistes fit découvrir des bombes cachées. Une lettre reçue par le *Bulletin* donne au sujet de la bombe de Florence les détails suivants :

« A Florence, le jour où fut célébré le service funèbre de Victor-Emmanuel, un certain Cappellini lança sur le cortège funèbre une bombe Orsini, et huit à dix personnes furent blessées plus au moins grièvement. Je ne sais si ce Cappellini appartient à un parti politique quelconque : mais il est certain qu'il n'est pas de l'Internationale [1]. Néanmoins la *Vedetta*, journal de police, dans un article signé XX., profita de l'occasion pour crier contre une *association ténébreuse*, — l'Internationale, naturellement, — en donnant à entendre que c'était cette association qui avait fait lancer la bombe. Nos compagnons de Florence ont cru devoir protester contre les imputations de Monsieur XX. ; dans une pièce rendue publique, ils ont rappelé ce qu'est l'Internationale, quel est son but, quels sont ses principes ; et, venant à l'accusation spéciale lancée contre les socialistes par le journal de police, ils s'expriment ainsi :

« Nous sommes un parti qui se respecte, et nous n'avons pas besoin, pour notre propagande, de profiter d'occasions et de nous servir de moyens qui nécessairement ne font naître que des sentiments d'indignation et de pitié. Nous attendons des occasions d'un bien autre genre, et nous nous servirons de moyens qui ne sont pas ceux dont Monsieur XX. a pris prétexte pour nous outrager et pour engager l'autorité de police à nous arrêter, à nous

1. Ce personnage fort suspect déclara qu'il avait été « contraint » de jeter la bombe, « qui avait été mise dans sa poche par des inconnus ». Au bout de trois mois, Cappellini fut l'objet d'une ordonnance de non-lieu. Mais quatre membres de l'Internationale avaient été arrêtés pour cette affaire : l'un d'eux se pendit dans sa prison, les trois autres furent condamnés (mai 1879) à vingt ans de réclusion.

priver de la liberté, attendu que notre seule présence est un péril pour cette société dont Monsieur XX. s'est fait le courageux champion. Montrez-le donc, votre courage, Monsieur XX., et signez vos écrits comme nous signons les nôtres. — Les délégués de la Fédération internationale de Florence : Gaetano Grassi, Aurelio Vannini, Francesco Natta.

« Grassi est l'un des huit prisonniers qu'on avait voulu envelopper dans le procès de la bande du Matèse, et qui viennent d'être remis en liberté. »

Quant aux bombes de Livourne, le *Bulletin* écrivit : « Le journal la *Plebe* nous apprend que ces projectiles étaient couverts d'une épaisse couche de rouille, et que le bruit public accuse la police de les avoir placés elle-même dans une cachette pour avoir l'occasion d'arrêter des socialistes. Les amis des jeunes gens arrêtés, ainsi qu'une loge maçonnique de Livourne, ont publié d'énergiques protestations. »

Dans les premiers jours de février eut lieu à Leipzig une grande assemblée populaire à la Tonhalle, pour traiter de la question d'Orient : « C'étaient les *Sozial-Demokraten* qui l'avaient convoquée, afin d'y faire voter des résolutions dans le sens de la brochure publiée dernièrement par M. Liebknecht. Ce fut M. Liebknecht qui ouvrit le débat, en répétant tout ce qu'il a écrit depuis plusieurs mois dans de nombreux articles de journaux... Après lui, un jeune bourgeois national-libéral, le Dr Frenkel, attaqua les Turcs autant que Liebknecht avait attaqué les Russes, et défendit la politique de Bismarck. En troisième lieu, la parole fut donnée à notre camarade Emile Werner, typographe, un socialiste *anarchiste*. Il demanda : « Que faut-il que deviennent les provinces opprimées ? » En opposition à Liebknecht, qui ne veut pas qu'on touche à l'intégrité de l'empire ottoman, ce qui signifie que les provinces révoltées devraient rester sous le joug des Turcs, Werner exposa le point de vue fédéraliste, par des citations du livre de Bakounine contre Mazzini, qui firent beaucoup d'impression sur l'auditoire ; il déclara que le devoir du peuple allemand était de réclamer, pour ces provinces, la liberté complète de s'organiser comme bon leur semblait. » (*Bulletin* du 25 février.) Une résolution présentée par Werner ne fut repoussée qu'à une petite majorité ; l'assemblée vota ensuite une autre résolution, identique à celles qui avaient été adoptées dans les réunions organisées par les *Sozial-Demokraten* en d'autres villes d'Allemagne.

En Russie, le procès des Cent quatre-vingt-treize se prolongeait. Le procureur se vit obligé, faute de preuves, de renoncer aux poursuites contre la majorité des accusés ; et en janvier 1878 cent neuf d'entre eux furent mis en liberté provisoire sous caution, mais sans être acquittés : un nouveau jugement devait statuer sur leur sort. Sur les nombreux détenus qui avaient été enveloppés dans ce procès [1], quarante-trois étaient morts en prison avant le jugement, douze s'étaient suicidés, trente-huit avaient fait des tentatives de suicide qui n'avaient pas réussi, et trente-huit avaient perdu la raison. La sentence du tribunal contre les quatre-vingt-dix-neuf autres fut prononcée en février : Mychkine, qui avait tué un cosaque en 1875 (voir t. III, p. 306), fut condamné à dix ans de travaux forcés ; contre trente-cinq, le tribunal prononça, pour la forme, la peine de plusieurs années de travaux forcés (Chichko, Rogatchef, Mouravsky, Voïnaralsky, Sinégoub, Sajine, Kovalik, Mme Brechkovskaïa, etc.) ou de la déportation en Sibérie (Volchovsky, Kostiourine, Lukaszewicz, etc.) : mais il recommanda les trente-cinq accusés de cette catégorie à la clémence du tsar, en demandant que la peine des travaux forcés fût commuée en celle de la déportation, et que la peine de la déportation en Sibérie fût remplacée par celle

1. Le nom de procès des Cent quatre-vingt-treize qui lui a été donné ne correspond ni au chiffre réel des détenus qui avaient dû y être impliqués à l'origine, ni à celui des accusés qui comparurent réellement devant le tribunal. Mais l'acte d'accusation signifié à ceux qui s'y trouvaient mis en cause comprenait exactement cent quatre-vingt-treize noms.

de l'exil dans une province éloignée; enfin, pour soixante-trois, la détention préventive fut considérée comme tenant lieu de la peine prononcée.

Selon les traditions judiciaires russes, un tribunal qui, après avoir prononcé, pour la forme, une sentence rigoureuse, demandait au tsar d'abaisser l'échelle des peines afin de lui laisser le bénéfice de la clémence, était toujours écouté ; mais cette fois il en fut autrement : le tsar se montra impitoyable, refusa toute atténuation, et ordonna le maintien des peines les plus élevées. Mon ami Michel Sajine (Ross) eut pour sa part cinq années de travaux forcés (dont les années de prison préventive furent déduites) : il fut enfermé, en mai 1878, dans la prison centrale de Kharkof, les fers aux pieds ; après quoi il fut déporté à perpétuité, au commencement de 1882, dans la Sibérie orientale : là, heureusement pour lui, il retrouva une amie, avec laquelle il se maria, la troisième des sœurs Figner, Eugénie, qui avait été déportée dans le gouvernement d'Irkoutsk à la suite de la découverte du complot formé en 1880 pour faire sauter le Palais d'hiver. On sait que l'amnistie de 1897, au couronnement de Nicolas II, rendit à la liberté les condamnés politiques, excepté ceux qui, à partir du règne d'Alexandre III, avaient été enfermés à Schlüsselbourg.

Les évènements de Russie, l'emprisonnement et la disparition de presque tous ceux des propagandistes que j'avais connus, m'avaient laissé une profonde impression de chagrin ; et la lecture du roman de Tourguénief, paru en 1877, *Nov* (traduit en français sous le titre de *Terres Vierges*), que j'avais lu à Courtelary, m'avait incité à douter de la possibilité du succès d'une révolution en Russie : le personnage de Nejdanof, qui, au dénouement, s'éveillant enfin de son rêve décevant, s'aperçoit que les paysans ne le comprennent pas, me semblait symboliser tristement la destinée de mes jeunes amis. Je me trompais, heureusement ; l'idée révolutionnaire ne pouvait périr; de nouveaux militants allaient prendre la place des propagandistes frappés [1], et, dès le 5 février 1878, le coup de pistolet tiré par Véra Zassoulitch sur le préfet de police Trépof fit voir avec quelle indomptable énergie les socialistes russes devaient continuer la lutte.

En France, une grève éclata le 25 février à Montceau-les-Mines. Le gouvernement envoya contre les grévistes la gendarmerie d'abord, puis la troupe : et ce qui devait forcément se produire ne manqua pas d'arriver. « Le sang a coulé à Montceau, comme il fallait s'y attendre. Les soldats ont chargé à la baïonnette un attroupement d'ouvriers, et en ont blessé plusieurs. On infligera aux blessés quelques mois de prison, et on décorera les soldats : c'est dans l'ordre. La grève continue. » (*Bulletin* du 18 mars.)

Dans les premiers jours de mars arriva la nouvelle de la signature du traité de San Stephano (3 mars) : la guerre entre la Turquie et la Russie était terminée, mais la question d'Orient n'était pas résolue. « L'avenir — écrivions-nous — ne dépend pas de l'action de la diplomatie ; il dépend des progrès plus ou moins rapides du socialisme. »

Dans la seconde quinzaine de février, une nouvelle bien inattendue nous parvint : le gouvernement du canton de Berne, redoutant qu'à l'occasion de l'anniversaire du 18 mars une manifestation n'eut lieu de nouveau dans sa capitale, prenait des mesures de défense militaire pour le maintien de l'ordre. Voici ce que publia le *Bulletin* du 25 février :

Nous apprenons que le département militaire du canton de Berne vient d'ordonner *la mise de piquet de la batterie d'artillerie n° 12 pendant la journée du dimanche 17 mars prochain.*

1. D'ailleurs, une partie de ceux qui appartenaient à cette première génération de propagandistes furent au nombre des révolutionnaires qui, dans les années suivantes, passèrent de la parole à l'action : parmi ceux qui tuèrent le tsar Alexandre II se trouvaient plusieurs des prévenus libérés du procès des Cent quatre-vingt-treize, entre autres Jéliabof et Sophie Pérovskaïa.

Il n'est pas difficile de comprendre la signification d'une mesure pareille : c'est une véritable provocation à l'adresse des socialistes qui pourraient être tentés de déployer le drapeau rouge à Berne à l'occasion de l'anniversaire du 18 mars.

Mais le gouvernement bernois en sera pour ses frais ; c'est en pure perte qu'il aura fait charger ses canons et mis de piquet ses artilleurs : il n'y aura pas de bataille rangée dans les rues de Berne.

Eh quoi donc ! parce que l'an dernier les socialistes, ayant organisé une manifestation paisible dans une ville où ils croyaient que régnait la liberté, sont tombés dans le guet-apens du préfet de Wattenwyl, on feint de croire que ces socialistes méditent une revanche belliqueuse, et on se prépare à les recevoir à coups de canon !

Quelle niaiserie !

La revanche, nous l'avons prise à Saint-Imier, au Congrès du 5 août dernier, où nous avons déployé le drapeau rouge en tête du cortège d'internationaux qui a parcouru les rues de la ville ; nous l'avons prise ensuite pendant les trois jours du procès de Berne, lorsque nous avons flétri devant le tribunal les procédés de la police bernoise et revendiqué nos droits ; nous la prendrons encore dans l'avenir, non en rossant quelques pauvres diables de gendarmes, agents inconscients d'un pouvoir qui les contraint à l'obéissance, mais en travaillant à la démolition de la vieille société bourgeoise et des gouvernements tant républicains que monarchiques.

Avant 1876, les Sections jurassiennes ont toujours célébré l'anniversaire du 18 mars dans des réunions purement locales, sans bannière ni musique ; les personnes sympathiques à la cause socialiste s'assemblaient au local de la section, et c'était tout. Mais, en 1876, quelques réfugiés français proposèrent une réunion générale à Lausanne : l'idée était nouvelle, elle fut trouvée bonne ; la réunion eut lieu et fut consacrée à une discussion sur le principe de la Commune. L'année suivante, la section de Berne crut utile de convoquer une seconde réunion générale, pour continuer la discussion commencée à Lausanne ; cette invitation fut acceptée par la plupart des sections : on sait comment la police bernoise s'y prit pour transformer en une sanglante bagarre ce qui devait être une réunion publique destinée à de simples débats théoriques.

La Fédération jurassienne entend-elle déroger une troisième fois à ses habitudes, en convoquant de nouveau, pour le 18 mars 1878, une assemblée générale ? Y a-t-il quelque circonstance spéciale qui motive cette mesure ? Aucune section, que nous sachions, n'a pris l'initiative d'une proposition de ce genre. En tout cas, si une réunion générale devait avoir lieu, elle se tiendrait, conformément à la pratique toujours observée dans notre Fédération, dans quelque ville nouvelle, telle que Genève, Fribourg, Neuchâtel ou la Chaux-de-Fonds. Mais il nous parait probable qu'on en reviendra, pour cette année, aux anciennes habitudes, et que l'anniversaire du 18 mars sera célébré dans les sections.

Le gouvernement de Berne, en nous menaçant de son artillerie, n'aura donc fait que prêter à rire à la Suisse tout entière.

Dans son numéro suivant, le *Bulletin* inséra la lettre que voici (l'original était en allemand), écrite par un membre de l'*Arbeiterbund* de Berne :

Berne, le 25 février 1878.

A la rédaction du *Bulletin de la Fédération jurassienne*.

Je lis à l'instant, dans votre dernier numéro, que le département militaire bernois a ordonné la mise de piquet de la batterie n° 12 pour le 17 mars ; et vous présumez que le gouvernement a simplement voulu, par là, adresser une provocation à ceux qui voudraient célébrer l'anniversaire du 18 mars.

Selon toute probabilité, la mesure prise par le département militaire a été occasionnée par les bruits qui circulent en ce moment dans la ville de Berne ; et quant à l'origine de ces bruits, voici ce que j'ai à vous communiquer.

Dans la commission de propagande des sections bernoises de l'*Arbeiterbund*, on a discuté la question de la célébration du 18 mars. Alors un certain nombre de miliciens ont offert, dans le cas où aurait lieu un cortège avec le drapeau rouge, d'escorter le drapeau avec leurs fusils Vetterli [1], et, en cas de besoin, de faire usage de leurs armes, si le drapeau était attaqué.

Cette question doit être discutée dans une réunion encore plus nombreuse, qui prendra une décision définitive à ce sujet. Je ne puis donc pas vous dire encore d'une manière positive si nous organiserons un cortège avec le drapeau rouge. En tout cas, si la chose se fait, et que le drapeau soit attaqué, l'affaire sera plus sanglante que la dernière fois, car l'exaspération de la population ouvrière de la ville de Berne devient de jour en jour plus grande. Aussi les assaillants pourraient bien ne pas remporter la victoire.

Salut démocratique et social.

F. Wegmüller,
membre de l'*Arbeiterbund* de Berne.

Ce qui faisait surtout l'intérêt de cette lettre, c'est que c'était un membre de l'*Arbeiterbund* qui l'avait écrite. Il y avait donc, parmi les ouvriers de la Suisse allemande, des hommes qui ne reculeraient pas devant l'action, et qui étaient résolus, au besoin, à repousser la force par la force ! C'était là du nouveau. Et dans le même numéro du *Bulletin* il y avait une lettre d'un membre de l'*Arbeiterverein* de Thoune, qui affirmait les sympathies de cette société (adhérente à l'*Arbeiterbund*) pour les idées anarchistes !

S'obstinant jusqu'au bout dans la gaffe, le gouvernement de Berne, loin de chercher à réparer sa première maladresse, donna au public un spectacle grotesque. Je copie dans le *Bulletin* du 25 mars le récit de cette bouffonnerie énorme :

Les Ours de Berne.

Le gouvernement bernois s'est rendu la risée de la Suisse entière. Nous avons déjà parlé de la mesure prise par lui en février, lorsqu'il avait décidé, en vue d'une célébration possible de l'anniversaire du 18 mars à Berne, la mise de piquet de la batterie n° 12. L'hilarité soulevée par cette résolution saugrenue aurait dû servir d'avertissement à ses auteurs ; mais non : il était écrit que ces hommes d'Etat mal chanceux se fourvoieraient jusqu'au bout, et qu'ils donneraient tête baissée dans le ridicule à un degré que n'auraient pas osé espérer leurs plus cruels ennemis.

Le 15 mars, le Conseil exécutif du canton de Berne a pris l'arrêté monumental qu'on va lire, et qui a été aussitôt placardé à profusion sur tous les murs de la cité des Ours :

1. C'était le nouveau fusil à répétition en usage dans l'armée suisse.

« ARRÊTÉ.

« Les informations recueillies par la police donnant lieu de penser qu'à l'occasion de l'anniversaire de la Commune de Paris, le lundi 18 mars, les *anarchistes* ont l'intention de faire de nouveau une démonstration publique dans la ville de Berne... :

« Considérant, etc., etc.,

« Le Conseil exécutif arrête :

« 1° Toute démonstration publique, durant les journées du dimanche 17 et du lundi 18 mars, de la part des *anarchistes* et de toutes sociétés ou personnes qui pourraient se joindre à eux dans cette circonstance, est interdite ;

« 2° Tout cortège d'autres sociétés est également interdit durant ces jours-là ;

« 3° La direction militaire est autorisée, pour renforcer le personnel de la police cantonale et municipale, à ordonner la mise de piquet, et au besoin la mise sur pied, des troupes nécessaires...

« Berne, le 15 mars 1878.

« Le président du Conseil exécutif : TEUSCHER. »

Cet arrêté était complété par deux ordres du directeur militaire, Wynistorf, prescrivant la mise sur pied du bataillon de landwehr n° 28, pour le dimanche 17 mars, à dix heures du matin, et la mise de piquet du bataillon de landwehr n° 30. En outre, le directeur de justice et police nommait, en qualité de commandant de place, le lieutenant-colonel et inspecteur de police A. von Werdt, et prescrivait à tous ceux que cela pouvait concerner de prêter obéissance à ses ordres.

Qu'est-ce qui avait pu faire prendre au gouvernement bernois des décisions aussi éminemment marquées au coin de l'aliénation mentale ?

Est-ce que les *anarchistes* — le nom est désormais consacré par l'emploi qu'en font nos adversaires — avaient annoncé l'organisation d'une manifestation publique dans la ville de Berne ?

Pas le moins du monde. Le *Bulletin* du 25 février dernier avait déclaré, au contraire, qu'il n'y aurait probablement, cette année, aucune manifestation de ce genre, et qu'en tout cas, s'il s'en faisait une, ce ne serait pas à Berne qu'elle aurait lieu.

Mais les hommes de gouvernement sont malins. Ils savent que les *anarchistes* sont d'affreux conspirateurs, et que, par conséquent, lorsqu'ils annoncent qu'ils ne feront pas de manifestation à Berne, c'est uniquement pour donner le change sur leurs intentions... Lorsqu'il fut bien constaté que partout les internationaux se tenaient parfaitement tranquillles, le gouvernement de Berne s'écria : « Plus de doute ! Ils ne bougent pas, donc ils préparent une révolution : sauvons la patrie ! » Et vite il appelle aux armes deux bataillons.

La proclamation gouvernementale avait donné la chair de poule aux bons Bernois, et vraiment il y avait bien de quoi. Quand le public voit mettre une ville en état de siège, il se figure naturellement qu'il va se passer des choses terribles. Aussi, deux jours durant, les bourgeois de Berne se sont-ils attendus, à l'arrivée de chaque train, à voir l'invasion socialiste pénétrer dans leur murs, et à assister à toutes les horreurs que pouvait enfanter une imagination en délire.

Quand ils ont vu enfin que rien n'était venu, et qu'aucun *anarchiste* n'avait témoigné la moindre velléité de mettre Berne à feu et à sang, ils se

sont demandé si le gouvernement avait voulu mystifier le public. Et ils ont fini par comprendre que c'était le gouvernement lui-même qui avait donné, sans sourciller, dans la plus colossale mystification.

Alors ç'a été partout un immense éclat de rire. Selon l'expression de l'*Intelligenzblatt*, « on s'était payé la tête du gouvernement (*die Regierung hatte sich einen Bären aufbinden lassen*) ». Sans avoir eu besoin de se déranger, rien qu'en laissant agir la sottise de leurs ennemis, les *anarchistes* se trouvaient avoir pris la plus divertissante de toutes les revanches.

Il n'y a qu'une ombre au tableau : c'est que cette bouffonnerie gouvernementale a coûté quelques milliers de francs, et que c'est le peuple qui paiera la carte.

On écrivit de Berne au *Bulletin*, en date du 19 mars :

« Vous connaissez déjà le texte officiel des arrêtés pris par le gouvernement à l'occasion du 18 mars. Voici d'autres renseignements non officiels, mais qui n'en sont pas moins authentiques. On avait ordonné de préparer à l'hôpital de l'Ile des lits pour les morts et les blessés : les uns disent quinze, les autres trente. Quand le gouvernement a décidé de mettre sur pied un bataillon, il avait d'abord fait choix du bataillon d'élite n° 16 ; mais sur l'observation qui lui fut faite par un officier, que dans ce bataillon il y avait beaucoup de socialistes, il choisit de préférence le 28e bataillon de landwehr, composé de petits boutiquiers et de bourgeois.

« A la lecture des affiches du gouvernement, grande consternation dans la ville de Berne. On répétait partout : « Les communards arrivent, on va brûler » Berne ! »

« Le dimanche matin, partout des soldats, des détachements de gendarmerie et de police municipale. Le bataillon de landwehr mis sur pied s'est rendu à la caserne accompagné d'une foule énorme. A partir de dix heures, toute cette foule stationnait devant la gare, attendant le train par lequel, disait-on, devaient arriver les communards. Dans l'après-midi, il n'y avait pas moyen de pénétrer dans la gare ; les pauvres voyageurs étaient bien gênés, la foule et la police leur livraient à peine passage.

« Un détail comique. Un individu, arrivé par l'un des trains, portait sous le bras un rouleau de toile. Aussitôt la foule l'entoure, on court après lui : « C'est le drapeau rouge ! » La police arrête le malheureux voyageur, et le contraint à ouvrir son paquet : c'étaient des effets et du linge.

« Durant toute la nuit du dimanche au lundi, de fortes patrouilles ont fait le service de sûreté dans les rues.

« Beaucoup de familles, dans leur frayeur, avaient quitté la ville Un sergent de landwehr, en quittant son domicile pour se rendre à la caserne, avait cloué sa porte en prévision du pillage.

» Le dimanche à deux heures, l'*Arbeiterbund* a tenu une réunion au Biergarten, rue d'Aarberg. Il y avait beaucoup de monde, des bourgeois en grand nombre y étaient allés par curiosité. Les orateurs de l'*Arbeiterbund* ont parlé de la Commune de Paris, de sa signification, et ont blâmé l'acte du gouvernement bernois. Il a été fait une proposition d'organiser séance tenante un cortège avec le drapeau rouge ; mais la proposition a été repoussée, afin, a-t-on dit, de ne pas donner raison au gouvernement. La séance s'est terminée sans incident.

« Le dimanche soir, à huit heures, la section de l'Internationale s'est réunie. Outre les membres de la section, un certain nombre d'invités étaient présents. Des discours ont été prononcés, rappelant le souvenir de la Commune. Quelques-uns des invités ont pris la parole pour exprimer leur indignation contre le gouvernement, en ajoutant qu'ils partageaient complètement les principes professés par les membres de l'Internationale, et qu'ils ne différaient avec eux que sur le choix des moyens. La soirée se termina par un banquet.

« Tout le lundi, les militaires et la police furent encore sur pied ; mais le public était moins nombreux, parce qu'il neigeait.

« Quand les deux journées se furent achevées sans aucun incident, les plus chauds partisans du gouvernement se mirent eux-mêmes à se moquer de lui. Les militaires étaient furieux qu'on les eût mis sur pied inutilement, et arrachés sans raison sérieuse à leurs occupations journalières (la plupart sont des petits commerçants). On raconte que, dans la nuit, les soldats se sont battus entre eux à la caserne : les uns avaient pris parti pour les communards, les autres pour le gouvernement.

« On dit encore bien des choses, mais je n'ai pas le temps de vérifier tous les bruits qui courent ni de vous en écrire davantage. — L. »

Voici comment l'*Intelligenzblatt*, journal réactionnaire de Berne, parla de ces bizarres événements :

« Ce qu'il y avait de comique dans la chose, c'est que chacun se montrait de la plus belle humeur. Les partisans des communards faisaient bonne mine à mauvais jeu ; ils narguaient le gouvernement qui, disaient-ils, s'était laissé prendre à une énorme mystification, et s'égayaient aux dépens de « l'état de » siège » ; les autres se réjouissaient sincèrement de voir que la paix n'avait pas été troublée.

« Quant aux miliciens de la landwehr, ils n'ont malheureusement pas fait une impression très favorable. La plupart de ces « braves guerriers » s'étaient grisés pour se donner du courage, et leur commandant a été obligé d'en mettre un très grand nombre à la salle de police. »

Il y eut des réunions commémoratives, soit le dimanche 17, soit le lundi 18, à Saint-Imier, à la Chaux-de-Fonds, à Zürich, à Fribourg, à Lausanne, à Genève, etc. Je me borne à donner, d'après le *Bulletin*, le compte-rendu de la réunion de la Chaux-de-Fonds, à laquelle j'assistai :

« La Section internationale de la Chaux-de-Fonds, d'accord avec les ouvriers de langue allemande de l'*Arbeiter-Union* de cette ville, avait convoqué une réunion publique le dimanche 17 mars, à deux heures de l'après-midi, au restaurant Beau-Site, pour solenniser l'anniversaire de la Commune. Quelques amis des localités voisines s'étaient rendus à la Chaux-de-Fonds à cette occasion. La grande salle du restaurant Beau-Site, aux fenêtres de laquelle flottait le drapeau rouge, se trouva trop petite pour le nombreux public qui s'était rendu à la convocation. Une société de chant allemande ouvrit la séance en exécutant l'*Arbeiter-Marseillaise* ; puis des discours furent prononcés, en français et en allemand, par Pindy, Kämpf, Adhémar Schwitzguébel, James Guillaume, Libeaux, Pabst, Auguste Spichiger. Un socialiste russe parla de l'influence exercée sur le mouvement socialiste en Russie par la Commune de Paris. Plusieurs hommes politiques appartenant aux partis adversaires étaient présents, mais aucun d'eux ne prit la parole, malgré les invitations réitérées du président.

« L'impression générale est que cette réunion publique a été l'une des mieux réussies qui aient été tenues depuis longtemps à la Chaux-de-Fonds. Le soir, une soirée familière a encore réuni les membres de l'Internationale et les ouvriers de langue allemande. »

Peu de temps après la mort de Bakounine, sur le désir exprimé par mes amis (voir p. 39), j'étais entré en correspondance avec sa veuve au sujet des manuscrits laissés par lui, et j'avais offert mes services pour la publication de ceux d'entre eux qu'il paraîtrait utile d'imprimer. Mme Bakounine avait conservé à l'égard de Cafiero et de Ross des sentiments d'animosité, et j'étais leur ami : aussi hésita-t-elle à acquiescer à ma demande. Elle finit toutefois par se décider à constituer un comité de quatre amis, qui s'occuperait avec moi de la publication projetée : ce comité comprenait Saverio Friscia, Elisée Reclus, Emilio Bellerio et Arthur Arnould. Vers la fin de 1876 je reçus, de Como où résidait à ce moment Mme Bakounine, une petite caisse contenant, m'écrivait-on, tous ceux des manuscrits et fragments de manuscrits qui n'avaient pas un caractère strictement personnel et confidentiel. J'examinai le contenu de la

caisse, et j'y trouvai, avec la suite du manuscrit de l'*Empire knouto-germanique* (suite que j'avais déjà eue entre les mains au printemps de 1871 et que Bakounine m'avait reprise en retournant à Locarno le 30 mai : voir t. II, p. 160), quantité de papiers formant un véritable chaos, et qu'il était très difficile de classer. Je remis alors ce travail à un temps où j'aurais quelque loisir. Il fallait d'ailleurs, avant tout, songer à réunir les ressources nécessaires à l'impression d'un volume ; et l'état de nos finances ne faisait guère prévoir la possibilité d'y réussir : un émigré russe, Elpidine, ouvrit une souscription à Genève, et recueillit une somme de 71 fr. ; ce fut tout. Lorsque mon projet d'aller habiter Paris eut pris de la consistance, et que je vis approcher le moment de l'exécuter, je songeai à remettre entre des mains sûres la précieuse caisse de manuscrits, et je m'adressai à Elisée Reclus [1] : il accepta d'en recevoir le dépôt, et ce fut Kraftchinsky, tout récemment sorti de la prison de Santa Maria Capua Vetere à la suite de l'amnistie, et provisoirement en séjour à Genève ou dans les environs, qui vint à Neuchâtel, en mars ou avril, prendre chez moi la petite caisse pour la transporter chez Reclus.

J'ai dit (p. 293) que j'avais écrit un article pour la revue du Dr Wiede, *die Neue Gesellschaft*. J'étudiais, au cours de l'hiver 1877-1878, les détails de la conspiration de Babeuf et du procès de Vendôme : mais je n'avais d'autres sources à ma disposition que le *Moniteur*, et l'ouvrage de Ph. Buonarroti (j'avais acheté, de rencontre, un exemplaire de l'édition originale). J'eusse désiré, une fois à Paris, consulter aux Archives d'autres documents, et, si possible, écrire une histoire complète de cet intéressant épisode révolutionnaire (c'est un projet que d'autres travaux m'ont fait abandonner). En attendant, je rédigeai un court résumé de ce que je savais, et ce résumé, traduit en allemand, parut dans les numéros de mai et de juin 1878 de la *Neue Gesellschaft*.

Costa était toujours à Paris, où, après sa journée de travail (il avait trouvé une occupation comme garçon de magasin), il faisait de la propagande dans quelques milieux ouvriers. Mais ses allures l'avaient fait remarquer, on le surveillait, et son exubérance pouvait devenir compromettante non seulement pour lui, mais pour ceux qu'il fréquentait. De Paris, on écrivit au Comité de la Fédération française pour se plaindre : Pindy et Brousse exhortèrent, par lettres, Costa à plus de prudence : et, comme ils n'obtenaient rien, ils me demandèrent d'intervenir ; j'écrivis donc à mon tour à Costa pour lui donner les mêmes conseils. Mais la conduite inconsidérée de Costa avait déjà produit les résultats que nous redoutions : le 22 mars au matin, il était arrêté, et en même temps que lui on emprisonnait un certain nombre de membres de l'Internationale parisienne [2]. Outre le mal que firent ces arrestations, en désorganisant les groupes de propagandistes, il y avait là, pour moi personnellement, un fâcheux contretemps : car si ma lettre à Costa avait été saisie chez lui, j'allais me trouvé mêlé à son procès, et il eût été fort imprudent de me rendre à Paris dans ces conditions. Or, justement, j'avais compté partir au commencement d'avril : et au dernier moment, je me voyais forcé d'ajourner l'exécution de mon projet. J'écrivis à Levachof (Pierre Kropotkine) — qui, au commencement de l'hiver, avait transporté sa résidence de Londres à Paris — pour lui demander conseil et le prier de se renseigner, si possible, auprès de l'avocat de Costa ; mais Pierre lui-même se trouvait dans une situation périlleuse : « Je n'échappai à une arrestation, a-t-il écrit dans ses *Mémoires*, que grâce à un quiproquo. La police cherchait Levachof, et elle alla arrêter un étudiant russe dont le nom ressemblait beaucoup à celui-là : tandis que moi, qui avais donné mon vrai nom de Kropotkine, je pus continuer à rester à Paris encore quelque

1. Elisée Reclus m'avait rendu plusieurs fois visite dans le courant de 1877 : je trouve dans un agenda de l'année ces notes : « Dimanche 4 mars. Visite d'Elisée Reclus. » — « Dimanche 2 décembre. Visite d'Elisée Reclus et de ses filles. » — « Mardi, 18 décembre. Visite de Reclus à son retour de Cologne. »

2. Angiolini, dans son livre *Cinquant' anni di socialismo in Italia*, dit que la police française arrêta également Zanardelli et Nabruzzi, qui se trouvaient à ce moment à Paris. J'ignore si le fait est exact.

temps. » Vers la fin d'avril il se décida à se mettre en sûreté, et, quittant Paris, il alla se fixer momentanément à Genève.

En prévision de mon départ, j'avais dû donner, pour la fin de mars, ma démission des fonctions de rédacteur du *Bulletin*. En outre, le Comité fédéral jurassien, par le départ de Gustave Jeanneret (qui avait eu lieu en juillet 1877) et par le mien, allait se trouver réduit à deux membres, Fritz Wenker et Henri Robert : la Section de Neuchâtel demanda donc que le Comité fédéral fût tranféré dans une autre localité, et ce fut la fédération du district de Courtelary qui fut désignée pour succéder à Neuchâtel. Quant au *Bulletin*, nous avions reconnu, après avoir bien pesé le pour et le contre, que le seul parti à prendre était d'en suspendre la publication : il fut donc décidé que le numéro du 25 mars 1878 serait le dernier : en tête de ce numéro parut l'article suivant, par lequel, en expliquant les motifs d'une disparition qu'on espérait ne devoir être que momentanée, le *Bulletin* prenait congé de ses lecteurs :

Suspension de la publication du Bulletin.

Les sections de la Fédération jurassienne de l'Internationale ont été appelées, par une récente circulaire de leur Comité fédéral, à examiner la situation de leur organe ; et elles ont décidé à l'unanimité, sauf une exception, que le *Bulletin* devait suspendre sa publication.

Les motifs de cette mesure sont la diminution du chiffre des abonnés, qui s'est produite lors du renouvellement de l'abonnement en janvier dernier, et le peu de régularité avec lequel s'est effectué le paiement des abonnements de l'année dernière.

Un nombre considérable d'abonnés, en 1877, avaient prié l'administration du *Bulletin* de les dispenser de payer l'abonnement d'avance, et d'avoir patience jusqu'à la fin de l'année [1]. L'administration, prenant en considération la cruelle situation où la crise a mis la plupart des ouvriers, ne crut pas devoir opposer un refus aux demandes de ce genre. Mais il se trouva que, l'année finie, les abonnés retardataires, soit négligence, soit impossibilité matérielle, ne réglèrent pas leur compte, et laissèrent l'administration en présence d'une dette qui dut être couverte par des souscriptions particulières : de plus, la plupart de ces abonnés ne renouvelèrent pas leur abonnement.

Il eût été possible, en imposant aux sections des sacrifices qu'elles eussent certainement consenti à accepter, de continuer la publication du *Bulletin*. Mais on avait à se demander s'il était dans l'intérêt du parti socialiste du Jura d'employer la plus grande partie de ses ressources financières à procurer une existence artificielle à un journal ; et l'opinion qui a prévalu, c'est qu'il valait mieux attendre une reprise des affaires, qui, en assurant aux ouvriers un travail plus régulier et mieux payé, permettrait à ceux qui avaient dû renoncer à l'abonnement au *Bulletin* de s'inscrire de nouveau parmi ses abonnés.

Nous savons que cette décision sera pénible pour plus d'un : le *Bulletin*

1. Pour payer les factures mensuelles de l'imprimeur, nous avions dû avoir recours (ce que nous n'avions fait autrefois que très exceptionnellement) au système des billets à ordre. Je retrouve dans un livre de comptes la mention des échéances suivantes de billets souscrits pour le *Bulletin* : 1877. Août 10 : pour facture d'avril, 191 fr. 50 ; — Septembre, 15 : pour facture de mai, 199 fr. 60 ; — Novembre 11 : pour facture de juillet, 240 fr. 30 ; — Décembre 20 : pour facture d'août, 273 fr. 65 ; — 1878. Janvier 10 : pour facture de septembre, 247 fr. 85.

s'est créé un cercle de lecteurs assidus et sympathiques, qui le verront disparaître avec un sentiment de chagrin. Eh bien, que ces lecteurs, que ces amis nous restent fidèles durant la suspension momentanée que nous devons nous imposer ; et, lorsque les circonstances nous permettront de rentrer dans la lice, qu'ils veuillent bien nous apporter de nouveau leur précieux concours.

Il reste d'ailleurs un nombre suffisant d'organes socialistes de langue française pour que nous soyons assurés que les principes que nous avons défendus continueront à être représentés et propagés d'une manière convenable. Contentons-nous de citer le *Travailleur*, de Genève, revue mensuelle [1] ; le *Mirabeau*, de Verviers, organe hebdomadaire [2] ; l'*Avant-Garde*, organe de la Fédération française de l'Internationale [3]. Ce dernier journal, que nous recommandons spécialement aux lecteurs du *Bulletin*, pourra, mieux que tout autre, combler le vide momentané que laissera notre disparition.

En nous retirant de l'arène, nous avons la conscience de n'avoir pas travaillé en vain, durant six ans, à la propagande des idées socialistes. Notre modeste feuille a été, lors du conflit entre les autoritaires et les anti-autoritaires dans l'Internationale, un des premiers champions du principe fédéraliste ; elle a contribué dans la mesure de ses forces à la défaite du Conseil général, et les principes qu'elle représentait sont aujourd'hui acceptés même par nos anciens adversaires : aucune organisation internationale n'est désormais possible que sur la base de la fédération et de l'autonomie des groupes. Quant à notre programme économique et politique, — *Anarchie* et *Collectivisme*, c'est-à-dire « liberté dans la communauté », — il est de mieux en mieux compris, et le nombre des esprits sérieux qui s'y rattachent devient tous les jours plus considérable.

Aussi, pleins d'espoir dans l'avenir, prenons-nous congé de nos lecteurs en répétant le cri qui fut notre devise : *Vive la prochaine émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes !*

Le 30 mars mourait à Neuchâtel, dans sa quatre-vingt-troisième année, après quelques jours de maladie, notre ami Charles Beslay. Des proscrits de la Commune, venus de différentes parties de la Suisse, lui firent des obsèques solennelles, auxquelles j'eus le regret de ne pouvoir assister : en rentrant à mon domicile au sortir de la chambre mortuaire, le dimanche 31, j'avais été saisi par le froid (il faisait une bise glaciale), et je dus me mettre au lit avec une fièvre violente. Beslay ne partageait pas nos opinions sur plus d'un point, mais c'était un brave homme, très sincère et très courageux : j'ai conservé avec lui jusqu'à la fin les relations les plus cordiales.

En mars ou avril, je reçus d'un avocat de Neuchâtel, dont j'ai oublié le nom, l'invitation d'avoir à verser entre ses mains la somme de trois cents francs, montant de l'indemnité allouée le 18 août 1877 par le tribunal de Berne au gendarme Lengacher, et que j'étais condamné à lui payer, solidairement avec dix-sept camarades. Je fis part de la nouvelle à mes amis, et aussitôt une souscription fut ouverte afin de me mettre en mesure de payer non seulement l'indemnité de Lengacher, mais aussi, éventuellement, celles des trois autres

1. Le *Travailleur* allait lui-même cesser de paraître avec son douzième numéro, celui d'avril 1878.

2. Le *Mirabeau* cessa de paraître en mai 1880.

3. L'*Avant-Garde* vécut jusqu'au commencement de décembre 1878.

gendarmes et des deux civils. En peu de jours, le produit de la souscription me permit de verser entre les mains de l'avocat la somme de 303 fr. 55 qui m'était réclamée. Quant aux autres bénéficiaires de l'arrêt du tribunal, je n'entendis pas parler d'eux.

Le nouveau Comité fédéral jurassien fut composé de Jules Lœtscher, graveur, à Sonvillier, secrétaire correspondant ; Joseph Lampert, graveur, à Sonvillier, secrétaire des séances ; Arnold Christen, cordonnier, à Saint-Imier, trésorier ; Henri Bræutschi, monteur de boîtes, à Saint-Imier ; et Fritz Huguenin, graveur, à Sonvillier. Il tint sa première séance le 18 avril 1878. En mai, Lampert, ayant quitté Sonvillier, fut remplacé par Paul Courvoisier ; Arnold Christen le fut, quelques jours après, par J. Hoffmann. Le procès-verbal du 20 juin 1878, que j'ai sous les yeux, donne les indications suivantes relativement aux fonds qui avaient été recueillis à l'occasion des évènements du 18 mars 1877 à Berne et du procès qui en avait été la conséquence :

1° *Souscription pour les ouvriers de Berne renvoyés par leurs patrons à la suite de la manifestation du 18 mars.*

Fonds recueillis	291 fr. 80
Sommes distribuées	168 » —
Solde en caisse	123 fr. 80

2° *Souscription en faveur des familles des condamnés du procès de Berne.*

Fonds recueillis	615 fr. 30
Sommes distribuées	585 » 10
Solde en caisse.	30 fr. 20

3° *Souscription pour couvrir les indemnités allouées aux quatre gendarmes et aux deux civils (s'élevant au total à 470 fr.).*

Produit	587 fr. 80
Dépenses	303 » 55
Solde en caisse.	284 fr. 25

Cependant le mois d'avril arrivait à sa fin : il m'était impossible de différer plus longtemps mon départ pour Paris, sous peine, m'écrivait-on, de perdre le travail de compilation et de traduction dont j'avais été chargé par une maison d'édition. Je me décidai donc à aller m'assurer par moi-même si je pourrais séjourner en France sans être expulsé ou arrêté, et si, en outre, je trouverais dans le milieu parisien des moyens réguliers d'existence. Je partis, seul, le 1er mai 1878, le jour même de l'ouverture de l'Exposition universelle ; ma femme devait me rejoindre un peu plus tard avec notre enfant, si la situation, après examen, me paraissait tenable. Mes premières impressions, à Paris, furent optimistes : je n'y arrivais point fatigué et découragé, mais, au contraire, plein d'ardeur au travail et résolu à me consacrer à des recherches, qui m'attiraient depuis longtemps, sur l'histoire de l'instruction publique pendant la Révolution française. Le lendemain de mon arrivée, j'écrivais à ma femme (3 mai) : « Les mots me manquent pour t'exprimer combien Paris me plaît. Je suis sûr que toi aussi tu en seras dans le ravissement. Le ton, les manières, tout enfin m'agrée et me va au cœur. Je me sens dans ma vraie patrie. » Et quelques jours après : « Je t'écris de la Bibliothèque nationale, en attendant qu'on m'apporte les livres que j'ai demandés pour travailler... J'ai déjeuné au Palais-Royal, à deux pas ; et ensuite, en fumant ma cigarette dans le jardin, au milieu des fillettes qui jouaient, je pensais à la joie que la nôtre aurait à courir là, sous ces arbres, autour de ces pièces d'eau ; et je pensais aussi : c'est dans ce jardin qu'a commencé la Révolution française ; c'est monté sur une chaise comme celle sur laquelle je suis assis que Camille Desmoulins a appelé le peu-

ple aux armes la veille de la prise de la Bastille. » Le 3 mai avait commencé le procès de Costa, qui fut condamné, le lendemain, à deux ans de prison [1]. Le 5, j'écrivais : « J'ai lu soigneusement le compte-rendu des débats, qui m'a rassuré. Peut-être ferai-je une visite à l'avocat pour m'informer plus en détail. » Le 25, j'allai en effet voir Engelhardt, l'avocat républicain qui avait défendu Costa : il me dit qu'il ne se souvenait pas d'avoir vu ma lettre au dossier. Il y avait dans cette déclaration une garantie de sécurité, — bien précaire ; mais il fallait s'en contenter. En conséquence, ma femme se mit en route avec l'enfant, et me rejoignit à Paris le mardi 11 juin, accompagnée de notre belle-sœur Gertrude von Schack, qui était allée s'aider au déménagement.

Mon long récit est terminé. Je n'écris pas une histoire de l'Internationale : d'ailleurs je ne connais que très imparfaitement ce qui se passa dans la Suisse française pendant les premiers temps qui suivirent mon départ ; jusqu'à l'amnistie de 1880 et à la rentrée des proscrits de la Commune, une véritable muraille de Chine continua à séparer la France de la Suisse. Les funérailles de Blanqui (5 janvier 1881), auxquelles je pris part, furent la première manifestation publique du prolétariat parisien, se ressaisissant après dix années d'un régime de compression à outrance.

En ce qui concerne ma destinée personnelle, je pourrais raconter comment, dès mon arrivée à Paris, par un concours de circonstances qui m'aurait ramené aux travaux philologiques de ma vingtième année, je faillis devenir professeur de grec dans une grande école, sous les auspices du philosophe positiviste J. de Bagnaux et du grammairien Wierzeyski; comment, ensuite, ma collaboration à une publication dont j'ai déjà parlé, et le spectacle de la grande transformation de l'école primaire française, tentée sous la direction de mon ami F. Buisson, me firent étudier successivement la Convention nationale et son œuvre d'émancipation intellectuelle, puis les éducateurs célèbres, Comenius, Frœbel, Pestalozzi, et m'initièrent aux problèmes moraux et sociaux que soulève la question de l'éducation populaire; comment enfin je finis par consacrer le principal de mon effort à l'histoire de la Révolution française, et spécialement à celle du Comité d'instruction publique. A quoi bon ? mes amis savent ce qu'a été ma vie de labeur opiniâtre, de patientes recherches, et de pensée indépendante.

En 1881 ou 1882, je rencontrai un jour Malon sur la place de l'Ecole de médecine : il vint à moi la main tendue, je lui tournai le dos. Quant à ceux qu'il avait lâchement insultés, Cafiero et Malatesta, le jury de la cour d'assises de Bénévent, devant laquelle ils comparurent avec leurs camarades en août 1878, les avait acquittés, et j'eus la joie de les revoir à Paris dans l'été de 1879. Dès l'année précédente, j'avais eu la visite d'Adhémar Schwitzguébel, venu à Paris pour un congrès international ; plus tard, à réitérées fois, je m'entretins avec Kropotkine lorsqu'il traversait Paris, allant de Thonon à Londres ou de Londres à Thonon : sa pensée subissait une évolution qui la portait vers des régions nouvelles.

Mais il ne convient pas que je me laisse entraîner par l'amitié à parler de choses qui n'appartiennent plus à mon sujet ; et je pose résolument ici un point final.

1. Il fut amnistié en février 1879, à l'avènement de Jules Grévy à la présidence de la République.

APPENDICE

Nouveaux détails sur le Congrès de Genève de 1866.

Grâce à l'obligeance de M. Camille Huysmans, à Bruxelles, j'ai pu obtenir communication, au moment où les dernières pages de ce volume allaient être mises sous presse, de quelques parties d'un compte-rendu du premier Congrès de l'Internationale à Genève (3-8 septembre 1866), qui fut inséré par les soins du Conseil général dans le *Courrier international*, journal publié à Londres en français par le citoyen Collet [1]. Ce compte-rendu donne une liste des délégués; il contient aussi le texte du rapport du Conseil général sur les questions formant l'ordre du jour du Congrès, rapport qui fut lu en français par Eugène Dupont dans la séance du mardi matin (4 septembre), et en allemand par Eccarius dans la séance du mardi après midi.

On sait déjà, par les indications de la brochure Card, que le Congrès se composait de délégués de l'Internationale, et d'un certain nombre de délégués de sociétés ouvrières adhérentes, qui, tout en se faisant représenter au Congrès, « n'en continuaient pas moins d'exister sur les bases qui leur sont propres » (article 10 des statuts provisoires). Le chiffre total de ces deux catégories de délégués était de soixante : sur ce chiffre, la brochure genevoise et le compte-rendu du *Courrier international* sont d'accord; mais, tandis que la brochure Card divise ce total en quarante-cinq délégués de l'Internationale et quinze délégués de « sociétés ouvrières », le compte-rendu du *Courrier international* compte quarante-six délégués de l'Internationale et quatorze délégués de onze « sociétés adhérentes » [2]. On va voir, par la liste nominative complète des

1. Voir t. Ier, p. 7, note 2. — Les parties de ce compte-rendu qui m'ont été communiquées — les seules que M. Camille Huysmans ait en sa possession — sont celles que contiennent les numéros des 9, 16, 23 et 30 mars 1867, allant jusqu'à la séance du 6 septembre après midi, et les numéros des 20 et 27 avril 1867, donnant la fin de la séance du 8 septembre après midi, et, en appendice, le règlement de l'Association. Il manque : la fin de la séance du 6 septembre après midi, les deux séances du 7 septembre, la séance du 8 septembre au matin, et le commencement de la séance du 8 septembre après midi. On trouve, en outre, dans le numéro du 22 juin 1867 la lettre — qui m'a été également communiquée — adressée de Milan au Congrès, à la date du 2 septembre, par Gaspard Stampa, membre du Conseil central des Sociétés ouvrières d'Italie, lettre lue dans la séance du mercredi après midi 5 septembre (et que la brochure Card désigne comme une lettre du « Comité central des Sociétés ouvrières de la Lombardie »).

2. Cette différence vient de ce que Card comptait seulement « *cinq* délégués du Conseil central et de la section française de Londres », tandis qu'il fallait compter *cinq* délégués du Conseil général et *un* délégué de la Section française de Londres (Dupont, membre aussi du Conseil général), soit, ensemble, *six* délégués. Ne trouvant, par suite, que quarante-cinq délégués de l'Internationale, Card a dû, pour conserver le chiffre total de soixante, qui est exact, supposer à tort qu'il y avait quinze délégués de sociétés ouvrières adhérentes, tandis qu'il n'y en avait que quatorze. Voici le texte de la brochure Card : « Le nombre total des délégués était de 60 : 45 délégués représentant 25 sections de l'Association internationale, savoir : 5 du Conseil central et de la section française de Londres, 17 représentant 4 sections françaises, 3 représentant 4 sections allemandes, 20 représentant 15 sections de la Suisse; et 15 délégués de 13 sociétés ouvrières : 2 représentant 2 sociétés ouvrières de Londres, 13 représentant 11 sociétés ouvrières de Genève et de la Suisse ». Pour trouver 25 sections de l'Internationale représentées, il faut compter le Conseil général de Londres comme une section. Quant à ce qui concerne les « deux sociétés ouvrières de Londres » (il n'y en avait en réalité qu'une seule), voir plus loin la note 1 de la p. 328.

délégués, que c'est le compte-rendu du *Courrier international* qui a raison sur ce point.

Cette liste nominative, je l'ai dressée en combinant les indications recueillies dans la brochure Card et dans le *Mémoire français des délégués au Congrès de Genève* avec celles de la liste du *Courrier international*.

La liste de ce journal présente trois omissions [1] et quelques erreurs ; en outre, les noms de plusieurs délégués y sont mal orthographiés ou même estropiés. Mais il m'a été possible de suppléer aux omissions par les renseignements que je possédais d'autre part, de corriger les erreurs, de rétablir l'orthographe des noms, et de reconstituer ainsi une liste complète et correcte des délégués La voici :

Délégués de l'Internationale :

Angleterre.

Délégués du Conseil général de Londres, 18, Bouverie Street, E. C. : George Odger, cordonnier ; Carter, parfumeur ; Jung, horloger ; Eccarius, tailleur ; Cremer, charpentier.

Délégué de la section française de Londres : Eugène Dupont, facteur d'instruments de musique. (Dupont était également membre du Conseil général.)

France.

Section de Paris, 44, rue des Gravilliers : Tolain, ciseleur ; Camélinat, monteur d'appareils à gaz ; Bourdon, graveur ; Perrachon, monteur en bronze d'art ; Murat, mécanicien ; Guyard, monteur en bronze pour meubles ; Chemalé, commis architecte ; Cultin, corroyeur ; Benoît Malon, journalier ; Varlin, relieur ; Fribourg, graveur décorateur.

Section de Lyon : Schettel. 1, rue de l'Hospice des Vieillards ; Honoré Richard ; Baudy ; Secrétan.

Section de Neuville-sur-Saône : Baudrand.

Section de Rouen : Aubry, lithographe, 12, rue de l'Amitié.

Suisse.

Section française de Genève : Dupleix, relieur, 4, rue de la Pélisserie ; J. Card (Czwierzakiewicz), journaliste.

Section allemande de Genève : Jean-Philippe Becker, 33, Pré-l'Evêque ; Charles Heidt, agent de commerce.

Section de Lausanne : Cornaz.

Section allemande de Lausanne : Pierre Eggensweiler.

Section de Montreux : Bocquin, menuisier.

Section de Neuchâtel : Dagond, agent d'affaires ; Huguenin, employé du service civil.

Section de la Chaux-de-Fonds : Coullery, docteur en médecine, 8, rue de la Place-Neuve ; Jules Vuilleumier, monteur de boîtes de montres ; Joseph Vanza, graveur ; Jean-Marie Fournier, fabricant de cadrans ; Otterstætter, graveur.

Section allemande de la Chaux-de-Fonds : Philippe Peter.

Section du Locle, canton de Neuchâtel : James Guillaume, professeur.

Sections de Saint-Imier et de Sonvillier : Adhémar Schwitzguébel, graveur.

Section de Bienne, canton de Berne : Pierre Mosimann, graveur.

Sections de Zürich et de Wetzikon : Karl Bürkly.

Section de Bâle : Frey, tisseur de rubans, Burgweg, 7.

1. Elle omet les noms de trois des quatre délégués de Lyon : Honoré Richard (le père d'Albert Richard), Baudy, et Secrétan ; ces noms, que j'avais déjà donnés antérieurement (t. Ier, p. 8), m'ont été fournis par les signatures du *Mémoire français*. On sait, par la brochure Card, qu'il y avait au Congrès dix-sept délégués français représentant quatre sections de France. Le nom d'une de ces sections me manquait, ainsi que celui de son délégué ; le *Courrier international* m'a permis de combler cette lacune : il s'agit de la section de Neuville-sur-Saône ; le délégué de cette section s'appelait Baudrand.

Allemagne.

Section de Stuttgart : Ludwig Müller, cordonnier.
Section de Magdebourg : Friedrich Bütter, Kirchgasse, n° 9.
Sections de Cologne et de Solingen : Friedrich Moll.

DÉLÉGUÉS DE SOCIÉTÉS ADHÉRENTES

Société des tailleurs de Londres : Lawrence, tailleur [1].
Société des ouvriers graveurs de Genève : Masson ; John Bonnet ; Henri Perret.
Société des ouvriers monteurs de boîtes de montres de Genève : Wismer ; Grass.
Société des ouvriers faiseurs de boîtes à musique de Genève : Louis Marcel.
Société des ouvriers menuisiers de Genève : Varinard.
Société des ouvriers charpentiers de Genève : W. Rau.
Société *la Famille* de Genève : Magnin.
Société *l'Union*, section de Genève : Guilmeaux.
Arbeiterbildungsverein de Genève : Heppenwœrth [2].
Arbeiterbildungsverein de Lausanne : Schlaifer, tailleur.
Arbeiterbildungsverein de Vevey : Meissner, ébéniste.

Total de la liste : 46 délégués de l'Internationale, et 14 délégués de sociétés adhérentes.

Le rapport du Conseil général sur les questions du « programme » avait été rédigé, en anglais, par Karl Marx (« C'est moi qui ai écrit le programme des délégués de Londres », dit-il au Dr Kugelmann dans une lettre du 9 octobre 1866); la traduction française en avait été faite par Eugène Dupont. Voici ce document :

« RAPPORT DU CONSEIL CENTRAL SUR LES DIFFÉRENTES QUESTIONS MISES A L'ÉTUDE PAR LA CONFÉRENCE DE SEPTEMBRE 1865.

« 1. *Organisation de l'Association.*

« Le Conseil provisoire de Londres recommande le plan d'organisation comme il est tracé dans les statuts provisoires. L'expérience de deux ans a prouvé sa force et sa facilité d'adaptation aux circonstances particulières des différentes contrées, sans entraver toutefois l'unité d'action. Pour l'année prochaine, nous recommandons Londres comme le siège du Conseil central, la situation politique du continent rendant impossible tout changement.

« Les membres du Conseil central seront élus par le Congrès (article 5 des statuts provisoires), et auront cependant le droit de s'adjoindre de nouveaux membres.

« Le secrétaire général sera choisi par le Congrès pour un an, et sera le seul membre payé de l'Association. Nous proposons deux livres sterling (50 francs) par semaine pour son salaire.

1. La brochure Card prétend que *deux* sociétés ouvrières de Londres étaient représentées au Congrès. Il est probable que Card a été induit en erreur par la supputation suivante : il avait compté seulement *cinq* délégués de l'Internationale venus de Londres ; et, d'autre part, il avait dû constater la présence effective de Dupont, Eccarius, Jung, Odger, Carter, et Cremer, plus le tailleur Lawrence, soit *sept* Londoniens en tout. Comme, selon son calcul erroné, cinq seulement de ces sept délégués étaient des membres de l'Internationale (voir la note 2 de la p. 326), il a été amené à conclure que les deux autres étaient des représentants de « deux sociétés ouvrières de Londres », tandis qu'il n'y avait qu'une seule société ouvrière représentée, celle qui avait délégué Lawrence. Les sept Londoniens se divisaient en réalité ainsi : six délégués de l'Internationale (dont cinq délégués par le Conseil général, et un délégué par la section française de Londres, mais membre en même temps du Conseil général), et un délégué de la société des tailleurs.

2. Jaeckh (*Die Internationale*, p. 36), qui orthographie ce nom *Hoppenworth*, a pris cet Allemand pour un Anglais.

« Le Comité permanent [1], formant en fait l'exécutif du Conseil central, sera choisi par le Congrès; la fonction de chacun de ses membres sera déterminée par le Conseil central.

« Comme contribution annuelle et uniforme que doit payer chaque membre de l'Association à la caisse du Conseil central, nous recommandons un sou (peut-être deux sous). Le prix des cartes ou livrets sera payé en sus.

« Quoique conseillant aux membres de l'Association de former des sociétés de secours mutuels et d'établir un lien international entre ces sociétés, nous laissons l'initiative de ces questions (« Etablissement de sociétés de secours mutuels; Appui moral et matériel accordé aux orphelins de l'Association ») aux Suisses, qui les ont proposées à la conférence de septembre.

« 2. *Combinaison internationale des efforts, par le moyen de l'Association, pour la lutte du travail contre le capital.*

« *a*) D'un point de vue général, cette question embrasse toute l'activité de l'Association internationale, dont le but est de combiner, de généraliser et de donner de l'uniformité aux efforts, encore désunis, accomplis dans les différentes contrées pour l'émancipation de la classe ouvrière.

« *b*) Une des principales fonctions de l'Association, fonction remplie déjà avec grand succès dans différentes circonstances, est de contrecarrer les intrigues des capitalistes, toujours prêts, dans les cas de grèves ou de fermetures d'ouvriers (*lock-out*), à user des ouvriers étrangers comme instrument pour étouffer les justes plaintes des travailleurs indigènes. C'est un des grands buts de l'Association de développer chez les ouvriers des différents pays non seulement le *sentiment*, mais le *fait* de leur fraternité, et de les unir pour former l'armée de l'émancipation.

« *c*) Nous proposons à l'adoption du Congrès, comme une « grande combinaison d'efforts », une statistique des conditions des classes ouvrières de toutes les contrées faite par les ouvriers eux-mêmes. Evidemment, pour agir avec quelque chance de succès, on doit connaître les matériaux sur lesquels on veut agir. En même temps les travailleurs, en prenant l'initiative d'un si grand ouvrage, montreront qu'ils sont capables de tenir leurs destinées entre leurs mains. C'est pourquoi nous proposons :

« Que dans chaque localité où il existe des branches de notre Association, le travail doit être commencé immédiatement et les faits doivent être rassemblés sur les différents sujets spécifiés dans le sommaire ci-joint;

« Que le Congrès appelle tous les ouvriers de l'Europe et de l'Amérique à collaborer, en ramassant les éléments de cette statistique sur la classe ouvrière;

« Que les rapports et les faits soient envoyés au Conseil central;

« Que le Conseil central les condense en un rapport, et le fasse suivre d'un appendice contenant les faits;

« Que ce rapport et cet appendice soient prêts pour le prochain Congrès, et qu'après en avoir reçu la sanction ils soient publiés aux frais de l'Association.

« Sommaire général de l'enquête :

« (Il peut être étendu suivant les besoins de chaque localité).

« 1. Industrie, son nom.

« 2. Age et sexe des ouvriers.

« 3. Nombre des employés.

« 4. Salaires : *a*) apprentis; *b*) salaires à la journée ou aux pièces. Taux des paiements par les sous-entrepreneurs. Salaire moyen pour la semaine et l'année, etc.

« 5. *a*) Heures de travail dans les manufactures; *b*) Heures de travail chez les petits patrons et dans le travail domestique; *c*) Travail de jour et de nuit.

1. C'est ce que le texte français des statuts provisoires appelle « le bureau », et le texte anglais *the officers necessary for the transaction of business.*

« 6. Heures de repas et traitement.
« 7. Description de l'atelier et du travail. Encombrement et ventilation insuffisante. Privation de lumière. Emploi du gaz. Conditions de propreté, etc.
« 8. Nature de l'occupation.
« 9. Effets du travail sur l'état sanitaire.
« 10. Condition morale. Education.
« 11. Description de l'industrie. Si l'industrie change avec les saisons ou si elle se distribue avec plus ou moins d'uniformité pendant toute l'année. S'il y a de grandes fluctuations de prospérité et de stagnation ; si elle est exposée à la concurrence étrangère. Si elle produit généralement pour le marché intérieur ou pour le marché étranger, etc.

« 3. *Réduction des heures de travail.*

« Nous considérons la réduction des heures de travail comme la condition préliminaire sans laquelle toutes les tentatives ultérieures d'amélioration et d'émancipation avorteront. Il faut rétablir l'énergie et la santé des classes laborieuses, qui forment le véritable corps de la nation. Il n'est pas moins nécessaire de leur fournir la possibilité du développement intellectuel, des relations sociales et de l'activité potitique et sociale.
« Nous proposons *huit heures de travail* comme limite *légale* du jour de travail. Cette limite étant généralement demandée par les ouvriers des Etats-Unis d'Amérique, le vote du Congrès en fera l'étendard commun de toutes les réclamations des classes ouvrières de l'univers.
« Pour l'instruction des membres continentaux, dont l'expérience sur les lois régissant les fabriques est d'une date plus récente que celle des ouvriers anglais, nous ajoutons que toute loi pour la limitation de la journée de travail avortera et sera brisée par les capitalistes si la *période de jour* pendant laquelle les huit heures de travail doivent être prises n'est pas déterminée. La longueur de cette période doit être portée à huit heures avec l'addition des heures de repas. Par exemple, si les différentes interruptions pour les repas s'élèvent à *une heure*, la période légale du jour doit être limitée à *neuf heures :* de sept heures du matin à quatre heures du soir, ou de huit heures du matin à cinq heures du soir, etc.
« Le *travail de nuit* doit être exceptionnellement permis dans certaines industries spécifiées par la loi. La loi doit tendre à supprimer tout travail de nuit.
« Cette limitation des heures de travail regarde seulement les adultes des deux sexes. Les femmes cependant doivent être rigoureusement exclues de *n'importe quel travail de nuit*, et de toute sorte de travail où la pudeur serait blessée et où leurs corps seraient exposés à des poisons ou à d'autres agents délétères.

« 4. *Travail des adolescents* [1] *et des enfants des deux sexes.*

« Nous proposons de considérer comme adulte toute personne ayant atteint l'âge de dix-huit ans.
« Nous considérons la tendance de l'industrie moderne à faire coopérer les enfants et les adolescents [2] des deux sexes dans le grand mouvement de la production sociale comme un progrès et une tendance légitime, quoique la manière dans laquelle cette tendance est réalisée sous le joug du capital soit une abomination. Dans une société rationnelle, *n'importe quel enfant*, dès l'âge de neuf ans, doit être un travailleur productif, de même qu'un adulte ne peut s'exempter de la loi générale de la nature : *Qui ne travaille pas ne mange pas.* Et en disant travail, nous voulons parler surtout du travail manuel. Néanmoins, à l'heure présente, nous n'avons à nous occuper que des enfants et des jeunes gens de classes ouvrières.

1. et 2. La traduction de Dupont porte ici, et plus loin : « jeunes personnes ». Une « jeune personne » signifiant, en français, une « jeune fille » ou une « jeune femme », j'ai remplacé l'expression incorrecte de Dupont par celle d' « adolescent », puisqu'il s'agit des deux sexes.

« A cause de raisons physiologiques, nous jugeons convenable de diviser les enfants et les jeunes personnes des deux sexes en trois classes, qui doivent être traitées différemment.

« La première classe comprend les enfants de neuf à douze ans, la seconde ceux de douze à quinze ans, et la troisième les adolescents de quinze à dix-huit ans. Nous proposons que l'emploi de la première classe dans tout travail, soit dans les fabriques ou dans les maisons particulières, soit légalement restreint à *deux heures*, celui de la seconde à *quatre heures*, et celui de la troisième à *six*. Pour la troisième classe, il doit y avoir une interruption d'une heure au moins pour le repas et la récréation.

« Il serait désirable que les écoles élémentaires commençassent l'instruction des enfants avant l'âge de neuf ans ; mais pour le moment nous n'avons qu'à songer aux mesures absolument réclamées pour contre-carrer les tendances d'un système social qui dégrade l'ouvrier au point de le rendre un simple instrument pour l'accumulation du capital, et qui transforme les parents en des marchands d'esclaves en leur faisant vendre leurs propres enfants. Le devoir de la société est d'agir en faveur des enfants, et de revendiquer leurs droits puisqu'ils ne peuvent le faire eux-mêmes [1].

« Si la bourgeoisie et l'aristocratie négligent leurs devoirs envers leurs descendants, c'est leur affaire; jouissant du privilège de ces classes, les enfants sont condamnés à en subir les conséquences.

« Le cas de la classe ouvrière est tout différent. Chaque ouvrier (pris individuellement) ne peut éviter les abominations qui lui sont imposées par ses pressants besoins. Il est trop souvent trop ignorant pour comprendre le véritable intérêt de son enfant ou les conditions normales du développement humain. Cependant la partie la plus éclairée de la classe ouvrière comprend pleinement que l'avenir de sa classe, et par conséquent de l'espèce humaine, dépend de la formation de la génération ouvrière qui grandit. Elle comprend que surtout les enfants et les adolescents doivent être préservés des effets destructeurs du système présent. Ceci peut seulement être accompli par la transformation de la *raison sociale* en *force sociale* [2], et, dans les circonstances présentes, nous ne pouvons faire ceci que par des lois générales mises en vigueur par le pouvoir de l'Etat. En créant de telles lois, les classes ouvrières ne fortifieront pas le pouvoir gouvernemental : de même qu'il y a des lois pour défendre les privilèges de la propriété, pourquoi n'en existerait-il pas pour en empêcher les abus ? Au contraire, ces lois transformeraient le pouvoir dirigé contre elles [3] en leur propre agent. Le prolétariat fera alors par une mesure générale ce qu'il essaierait en vain d'accomplir par une multitude d'efforts individuels.

« Partant de ces points établis, nous disons :

« La société ne peut permettre ni aux parents, ni aux patrons, d'employer pour le travail les enfants et les adolescents, à moins de combiner ce travail productif avec l'éducation. Par éducation, nous entendons trois choses :

« 1° Education mentale ;

« 2° Education corporelle, telle qu'elle est produite par les exercices gymnastiques et militaires ;

« 3° Education technologique, embrassant les principes généraux et scientifiques de tout mode de production, et en même temps initiant les enfants et les adolescents au maniement des instruments élémentaires de toute industrie.

« A la division des enfants et des adolescents en trois classes, de neuf à

1. J'ai modifié ici une construction incorrecte, en fondant en une seule phrase deux phrases du traducteur, ainsi conçues : « Les droits des enfants doivent être revendiqués puisqu'ils ne peuvent le faire eux-mêmes. C'est pourquoi le devoir de la société est d'agir en leur faveur. »

2. Le texte allemand, donné par Jaeckh (p. 37), dit : *durch Verwandlung sozialer Vernunft in politische Gewalt*; au lieu de « force sociale », il parle de « force politique ».

3. C'est-à-dire contre les classes ouvrières.

dix-huit ans, doit correspondre une marche graduée et progressive pour leur éducation mentale, gymnastique et technologique.

« En exceptant peut-être la première classe [de neuf à douze ans], les dépenses de ces écoles polytechniques doivent être en partie couvertes par la vente de leurs produits.

« Cette combinaison du travail productif payé avec l'éducation mentale, les exercices corporels et l'apprentissage technologique, élèvera la classe ouvrière bien au-dessus du niveau des classes bourgeoises et aristocratiques.

« Il est sous-entendu que l'emploi de tout enfant ou adolescent de neuf à dix-huit ans dans tout travail de nuit ou dans toute industrie dont les effets sont nuisibles à la santé doit être sévèrement interdit par la loi.

« 5. *Travail coopératif.*

« L'œuvre de l'Association internationale est de combiner, de généraliser et de donner de l'uniformité aux *mouvements spontanés* de la classe ouvrière, non de les diriger ou de leur imposer n'importe quel système doctrinaire. Par conséquent, le Congrès ne doit pas proclamer un *système spécial* de coopération, mais doit se limiter à l'énonciation de quelques principes généraux.

« *a*) Nous reconnaissons le mouvement coopératif comme une des forces transformatrices de la société présente, basée sur l'antagonisme des classes. Leur [1] grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de *subordination du travail au capital*, despotique et paupérisateur, peut être supplanté par le système républicain de l'association de *producteurs libres et égaux.*

« *b*) Mais le mouvement coopératif limité aux forces microscopiques de développement que peuvent produire par leurs combinaisons des esclaves individuels salariés, est impuissant à transformer par lui-même la société capitaliste. Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, des *changements sociaux généraux* sont indispensables [2]. Les changements des conditions générales de la société ne seront jamais réalisés sans l'emploi des forces organisées de la société. Donc le pouvoir gouvernemental, arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, doit être manié par la classe ouvrière elle-même.

« *c*) Nous recommandons aux ouvriers d'encourager la *coopération de production* plutôt que la *coopération de consommation*, celle-ci touchant seulement la surface du système économique actuel, l'autre l'attaquant dans sa base.

« *d*) Nous recommandons à toutes les sociétés coopératives de consacrer une partie de leurs fonds à la propagande de leurs principes, de prendre l'initiative de nouvelles sociétés coopératives de production et de faire cette propagande aussi bien par la parole que par la presse.

« *e*) Dans le but d'empêcher les sociétés coopératives de dégénérer dans les sociétés ordinaires bourgeoises (sociétés de commandite), tout ouvrier employé doit recevoir le même salaire, associé ou non. Comme compromis *purement temporaire*, nous consentons à admettre un bénéfice très minime aux sociétaires.

« 6. *Sociétés ouvrières (Trades'Unions), leur passé, leur présent, leur avenir.*

« *a*) Leur passé.

« Le capital est la force sociale concentrée, tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force productive individuelle. Donc le contrat entre le capital et le travail ne peut jamais être établi sur des bases équitables, même en donnant au mot « équitable » le sens que lui attribue une société plaçant les conditions matérielles d'un côté et l'énergie vitale de l'autre. Le seul pouvoir social que possèdent les ouvriers, c'est leur nombre. La force du nombre est annulée par

1. Il faut peut-être lire « son », au lieu de « leur ».

2. Texte allemand (dans Jaeckh, p. 38) : *Allein um die soziale Produktion in grossen Dimensionen in ein System der kooperativen Arbeit zu verwandeln, dazu sind die zwerghaften Formen der Entwicklung numerisch schwacher und isolirter Lohnarbeiterkreise ungenügend, dazu bedarf es allgemeiner gesellschaftlicher Veränderungen, die nur durch die organisirten Gewalten der Gesellschaft verwirklicht werden können.*

la désunion. La désunion des ouvriers est engendrée et perpétuée par *la concurrence inévitable faite entre eux-mêmes*. Les *Trades' Unions* (association de métiers) originairement sont nées des essais *spontanés* des ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital, pour empêcher ou du moins atténuer les effets de cette concurrence faite par les ouvriers entre eux. Ils voulaient changer les termes du contrat de telle sorte qu'ils pussent au moins s'élever au-dessus de la condition de simples esclaves. L'objet immédiat des *Trades' Unions* est toutefois limité aux nécessités des luttes journalières du travail et du capital, à des expédients contre l'usurpation incessante du capital, en un mot aux questions de salaire et d'heures de travail [1]. On ne peut y renoncer tant que le système actuel dure ; au contraire, les *Trades' Unions* doivent généraliser leur action en se combinant.

« D'un autre côté, les *Trades' Unions* ont formé à leur insu des centres organisateurs de la classe ouvrière, de même que les communes et les municipalités du moyen-âge en avaient constitué pour la classe bourgeoise. Si les *Trades' Unions*, dans leur première capacité, sont indispensables dans la guerre d'escarmouches du travail et du capital, elles sont encore plus inportantes dans leur dernière capacité, comme organes de transformation du système du travail salarié et de la dictature capitaliste.

« *b*) Leur présent.

« Les *Trades' Unions* s'occupent trop exclusivement des luttes immédiates. Elles n'ont pas assez compris leur pouvoir d'action contre le système capitaliste lui-même. Néanmoins, dans ces derniers temps, elles ont commencé à s'apercevoir de leur grande mission historique. Exemple, la résolution suivante, récemment adoptée par la grande conférence des différents délégués des *Trades' Unions* tenue à Sheffield :

« Cette conférence, appréciant à leur juste valeur les efforts faits par l'As-
» sociation internationale des travailleurs pour unir dans un lien fraternel les
» ouvriers de tous les pays, recommande très sérieusement à toutes les so-
» ciétés représentées de s'affilier à cette Association, dans la conviction que
» l'Association internationale forme un élément nécessaire pour le progrès et
» la prospérité de toute la communauté ouvrière ».

« *c*) Leur avenir.

« A part leur œuvre immédiate de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, elles doivent maintenant agir consciemment comme foyers organisateurs de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale. Elles doivent aider tout mouvement social et politique tendant dans cette direction. En se considérant et agissant comme les champions et les représentants de toute la classe ouvrière, elles réussiront à englober dans leur sein les *non-society men* (hommes ne faisant pas partie des sociétés) ; en s'occupant des industries les plus misérablement rétribuées, comme l'industrie agricole, où des circonstances exceptionnellement défavorables ont empêché toute résistance organisée, elles feront naître la conviction dans les grandes masses ouvrières qu'au lieu d'être circonscrites dans des limites étroites et égoïstes, leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds.

« 7. *Impôts directs et indirects*.

« *a*) Aucune modification de la forme de perception des impôts ne saurait produire un changement important dans les relations du capital et du travail.

« *b*) Néanmoins, ayant à choisir entre deux systèmes d'impôts, nous recommandons l'abolition totale des impôts indirects et leur remplacement complet par les impôts directs : parce que la perception des impôts directs est à meilleur marché et n'intervient pas dans la production ; parce que les impôts indirects font hausser le prix des marchandises, les commerçants les chargeant

1. Le texte allemand (Jaeckh) intercale ici une phrase que Dupont n'a pas traduite, ne l'ayant peut-être pas comprise : *Diese Thätigkeit ist nicht rechtmässig, sie ist nothwendig*. Je ne connais pas le texte anglais.

non seulement du montant de ces impôts, mais encore de l'intérêt et du profit du capital avancé dans le paiement ; parce que la méthode des impôts indirects trompe le contribuable sur ce qu'il paie à l'Etat, tandis que les impôts directs n'admettent pas de déguisements. C'est pourquoi les impôts directs tiennent éveillé le contrôle du gouvernement par chaque membre de l'Etat, tandis que les impôts indirects tuent la tendance au *self government*.

« 8. *Crédit international.*

« Laisse à l'initiative des Français, qui ont proposé cette question à la conférence de septembre 1865.

« 9. *De la nécessité d'anéantir l'influence russe en Europe par l'application du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, et de reconstruire une Pologne sur des bases démocratiques et sociales.*

« *a*) Pourquoi les ouvriers d'Europe prennent-ils à cœur cette question ? En premier lieu, parce qu'il y a conspiration du silence de la part des écrivains et des agitateurs bourgeois, quoiqu'ils patronisent toutes sortes de nationalités, même l'Irlande, sur le continent.

« D'où vient ce silence ? Parce que, ensemble, bourgeois et aristocrates comptent sur ce sinistre pouvoir asiatique placé dans l'arrière-scène, qui doit faire son apparition lorsque la marée montante de la classe ouvrière débordera. Ce pouvoir ne peut être renversé réellement que par la reconstruction d'une Pologne sur des bases démocratiques.

« *b*) Avec les changements récents de l'Europe centrale, et spécialement de l'Allemagne[1], une Pologne démocratique et indépendante est plus que jamais nécessaire, car de son existence dépendra le sort de l'Allemagne, devenant soit l'avant-garde de la Sainte-Alliance, soit la coopératrice de la France républicaine. Le mouvement ouvrier sera continuellement interrompu, entravé et retardé jusqu'à ce que cette grande question soit résolue.

« *c*) Il est spécialement du devoir des classes ouvrières allemandes de prendre l'initiative de cette question, l'Allemagne ayant été participatrice du démembrement de la Pologne.

« 10. *Armées permanentes : leur rapport avec la production.*

« *a*) L'influence délétère des grandes armées permanentes sur la production a été suffisamment dénoncée par les congrès bourgeois de toute couleur et de toute dénomination (congrès de paix, congrès des économistes, congrès de statistique, congrès philanthropiques, congrès sociologiques).

« Nous pensons pour cela qu'il est tout à fait superflu de s'étendre sur ce point.

« *b*) Nous proposons l'armement universel du peuple et son instruction complète dans le maniement des armes.

« *c*) Comme nécessité transitoire, nous acceptons de petites armées permanentes, pour servir d'école aux officiers de la milice, chaque citoyen étant obligé de passer un temps très court dans cette armée.

« 11. *Des idées religieuses ; leur influence sur le mouvement social, politique et intellectuel.*

« Laisse à l'initiative des Français, qui ont proposé cette question à la conférence de Londres. »

J'ajoute encore les indications suivantes, puisées dans le compte-rendu du *Courrier international* :

La commission chargée d'élaborer les statuts de l'Internationale, commission

1. On sait que l'Autriche venait d'être vaincue par la Prusse à Sadowa (3 juillet 1866).

nommée dans la séance du mardi après midi (4 septembre), ne fut composée ni de treize membres, comme le dit la brochure Card, ni de douze comme le dit le compte-rendu du *Commonwealth*. Le Congrès décida que « chaque nationalité serait représentée par un nombre de membres proportionné au nombre des membres de la délégation ». Et voici quels furent les membres choisis, au nombre de quatorze :

« Allemands, 4 : Bürkly [1], Heppenwerth, Becker, Schlaifer ;

« Anglais, 3 : Eccarius, Carter, Dupont [2] ;

« Français, 5 : Varlin, Fribourg, Schettel, Tolain, Aubry ;

« Suisses, 2 : Dupleix [3], Coullery. »

La commission comprenait en réalité, comme le font voir les notes placées au bas de la présente page, sept Français, quatre Allemands, deux Suisses, et un Anglais.

Le travail de la commission ne put être achevé pour le lendemain matin. A l'ouverture de la séance du mercredi, à neuf heures, comme les quatorze membres de la commission étaient retenus dans leur local particulier pour y terminer leur besogne, Cremer (Londres) « fit remarquer qu'on ne pouvait discuter avec fruit sans la présence de tous les délégués » ; en conséquence, le Congrès, qui s'apprêtait à aborder la question : « Combinaison internationale des efforts pour la lutte du travail contre le capital », décida d'ajourner le débat, et leva la séance. C'est là la véritable signification de cette phrase de la brochure Card : « La séance de l'avant-midi du mercredi fut *sacrifiée* à la discussion des statuts ». Ce fut seulement dans la séance de l'après-midi, ouverte à deux heures, que la commission présenta son rapport, par l'organe de Coullery. Les statuts furent adoptés après une discussion qui dura jusqu'au soir.

C'est dans la séance du jeudi matin, et non dans celle du mercredi après midi, qu'une commission fut nommée pour rédiger un projet de règlement : cette commission fut composée de cinq membres et non de quatre. « Les citoyens Dupont (Londres) et Carter (Londres) — dit le compte-rendu du *Courrier international* — proposent de nommer une commission de cinq membres pour rédiger les règlements spéciaux de l'Association. Cette proposition est acceptée. Sont nommés les citoyens Eccarius, Fribourg, Bürkly, Coullery et Schettel. »

La résolution votée comme l'expression des idées du Congrès sur la question de la lutte entre le travail et le capital (t. Ier, p. 9) fut présentée par le Polonais Card et le Français Tolain.

J'ai dit (t. Ier, p. 26) que « on chercherait en vain, dans les trente pages du compte-rendu du Congrès de Genève, le nom de Karl Marx ». La brochure Card ne le mentionne pas, en effet ; mais il se trouve dans le compte-rendu du *Courrier international* ; il a été prononcé à plusieurs reprises dans la dernière séance du Congrès, le samedi après midi, à l'occasion du débat intéressant qui eut lieu sur l'article 11 du règlement. Voici le passage du *Courrier international* relatif à la discussion soulevée par cet article :

« L'article 11, ainsi conçu : « Chaque membre de l'Association a le droit de » participer au vote et d'être élu [comme délégué au Congrès] » devient le sujet de la discussion suivante :

« Le citoyen *Tolain* (Paris). S'il est indifférent d'admettre, comme membres de l'Association internationale, des citoyens de toute classe, travailleurs ou non, il ne doit pas en être de même lorsqu'il s'agit de choisir un délégué. En présence de l'organisation sociale actuelle, dans laquelle la classe ouvrière

1. Burkly était Suisse (Zuricois), et non Allemand.

2. De ces trois « Anglais », il n'y avait que Carter qui fût de nationalité britannique : Eccarius était Allemand, Dupont était Français.

3. Dupleix était un Français réfugié à Genève.

actuelle soutient une lutte sans trève ni merci contre la classe bourgeoise, il est utile, indispensable même, que tous les hommes qui sont chargés de représenter des groupes ouvriers soient des travailleurs.

« Le citoyen *Perrachon* (Paris) parle dans le même sens, et va plus loin, car il croit que ce serait vouloir la perte de l'Association que d'admettre comme délégué un citoyen qui ne serait pas ouvrier.

« Le citoyen *Vuilleumier* (Suisse). En éliminant quelqu'un de notre Association, nous nous mettrions en contradiction avec nos statuts généraux, qui admettent dans son sein tout individu sans distinction de race, ni de couleur ; et par le seul fait de son admission il est appelé à prétendre à l'honneur d'être délégué.

« Le citoyen *Cremer* (Londres) s'étonne de voir cette question revenir à nouveau à la discussion [1] ; il n'en comprend pas la nécessité, car, dit-il, parmi les membres du Conseil central se trouvent plusieurs citoyens qui n'exercent pas de métier manuel et qui n'ont donné aucun motif de suspicion ; loin de là, il est probable que sans leur dévouement l'Association n'aurait pu s'implanter en Angleterre d'une façon aussi complète. Parmi ces membres je vous en citerai un seul, le citoyen Marx, qui a consacré sa vie au triomphe de la classe ouvrière.

« Le citoyen *Carter* (Londres). On vient de vous parler du citoyen Karl Marx. Il a parfaitement compris l'importance de ce premier congrès où seulement devraient se trouver des délégués ouvriers, aussi a-t-il refusé la délégation qu'on lui offrait dans le Conseil central. Mais ce n'est point une raison pour l'empêcher, lui ou tout autre, de venir au milieu de nous ; au contraire, des hommes se dévouant entièrement à la cause prolétaire sont trop rares pour les écarter de notre route. La bourgeoisie n'a triomphé que du jour où, riche et puissante par le nombre, elle s'est alliée à la science ; et c'est la prétendue science économique bourgeoise qui, en lui donnant du prestige, maintient encore son pouvoir. Que les hommes qui se sont occupés de la question économique, et qui ont reconnu la justice de notre cause, et la nécessité d'une réforme sociale, viennent aux congrès ouvriers battre en brèche la science économique bourgeoise.

« Le citoyen *Tolain* (Paris). Comme ouvrier, je remercie le citoyen Marx de n'avoir pas accepté la délégation qu'on lui offrait. En faisant cela, le citoyen Marx a montré que les congrès ouvriers devaient être seulement composés d'ouvriers manuels. Si nous admettons ici des hommes appartenant à d'autres classes, on ne manquera pas de dire que le congrès ne représente pas les aspirations des classes ouvrières, qu'il n'est pas fait par des travailleurs, et je crois qu'il est utile de montrer au monde que nous sommes assez avancés pour pouvoir agir par nous-mêmes.

« L'amendement du citoyen Tolain voulant la qualité d'ouvrier manuel pour recevoir le titre de délégué est mis aux voix et est rejeté : vingt *pour* et vingt-cinq *contre*.

« L'article 11 est mis aux voix et adopté à la majorité, dix votant contre. »

1. Il y avait eu le mercredi après midi, à propos de l'art. 8 des statuts, un débat sur la question de savoir si les ouvriers seuls pourraient devenir membres de l'Internationale ; et, comme on le sait, il avait abouti à l'adoption de l'article disant : « Quiconque adopte et défend les principes de l'Association peut en être reçu membre ».

